

N°/ / / / / / / / / / / / /

THÈSE

pour obtenir le grade de Docteur de l'Institut des Sciences et Industries du Vivant et de l'Environnement (Agro Paris Tech)

Spécialité : Sociologie du Développement et de la Communication

présentée et soutenue publiquement le 10 octobre 2008 par

Loïc COLIN et Vincent PETIT

LA VIDEO PARTICIPATIVE : OUTIL D'ACCOMPAGNEMENT DU DEVELOPPEMENT LOCAL ?

ETUDE DE TROIS PROCESSUS DE CONCERTATION EN BOLIVIE, EN EQUATEUR ET AU MALI

Directeur de thèse : **Jean-Pierre PROD'HOMME**

AgroParisTech, UFR de Sociologie, F-75005 Paris

Codirecteur de thèse : **Patrick D'AQUINO**

CIRAD, UPR GREEN Gestion des Ressources Renouvelables et Environnement, F-34398 Montpellier

Devant le jury :

M. René BILLAZ, Président d'AVSF
M. Jean-Eudes BEURET, MC, ENSAR
M. Marcel BURSZTYN, Pr, Université de Brasilia
M. Jean-Pierre PROD'HOMME, Pr. Emérite, AgroParisTech
M. Patrick D'AQUINO, DR, Cirad GREEN

Président
Rapporteur
Rapporteur
Directeur
Co-Directeur

À mes parents auxquels je dois tout

Vincent

À Chantal, Gérard, Mélanie et Gwenhaël

Loïc

Nous tenons à remercier chaleureusement :

Nos directeurs de thèse, **Jean-Pierre Prod'homme** d'AgroParisTech, pour sa confiance sans cesse renouvelée, son écoute, sa disponibilité et ses conseils sincères et avisés ; et **Patrick D'Aquino** du CIRAD, pour la rigueur scientifique qu'il nous a apportée et son aptitude à déconstruire nos questionnements pour leur donner du sens ; plus largement le **laboratoire GREEN**, notamment pour le soutien financier dont il nous a gratifié en fin de thèse. Nous remercions également les **projets ALFA-Transamazonia** et **ADD-Trans** pour leur appui financier et pour nous avoir accueillis au sein d'un de leurs projets de terrain, en Equateur.

Jean-François Tourrand du CIRAD, qui nous a lancé dans l'aventure et nous a épaulé sur une bonne moitié du chemin.

Dominique Gentil, pour son soutien essentiel et désintéressé. Sans vous, cette thèse n'aurait jamais été achevée !

Françoise Launay d'ABIES, pour sa vision très humaine de l'administration.

Marcel Kuper et **Eric Sabourin** du CIRAD, **Dominique Vinck** du CNRS et **Vanina Mollo** du CNAM, pour leurs avis consultatifs lors de l'élaboration du plan, de la question et des hypothèses de recherche.

Anne Lothoré ainsi que toute l'équipe de l'Inter Réseaux Développement Rural, qui ont partagé toutes leurs informations avec nous, qui ont participé à notre réflexion, et qui ont su donner de la valeur à nos travaux quand nous en doutions.

Michel Merlet d'AGTER, pour ses encouragements constants et son intérêt sincère.

Alfredo Durán Nuñez del Prado, Rocio Bustamante Zenteno, Iván del Callejo Veracc et toute l'équipe du Centro AGUA de Cochabamba. Pourvu qu'elle continue longtemps ses combats pour un monde meilleur. **Le directoire d'ASIRITIC** et notamment **Juan Quinteros** pour son accueil, sa disponibilité et la patience dont il a su faire preuve en Bolivie avec les jeunes étudiants que nous étions.

Jorge Grijalva Olmedo de l'INIAP de Quito et **Diego Grefa** de Kallari pour nous avoir accueillis à bras ouverts en Equateur.

Toute l'équipe de l'IRAM pour la confiance qu'elle a placée en nous lors des projets maliens.

Loïc Elies d'E-Sud et **la direction de l'Office du Niger** qui nous ont accueillis au Mali.

Par ailleurs, Vincent tient à remercier Perrine, qui l'a soutenu dans les phases les plus difficiles, et Clara et Martin, surtout gardez votre dynamisme.

Loïc remercie plus particulièrement Mélanie, pour avoir su lui insuffler le courage nécessaire pour mener cette aventure jusqu'à son terme.

Contenu de la thèse et itinéraires de lecture

Plusieurs raisons expliquent la longueur de ce manuscrit, au premier rang desquelles se situe la double paternité de son contenu : la co-rédaction partagée entre deux auteurs, pendant de nombreux mois, nous a conduits à produire un travail quasiment deux fois plus important que les standards – implicites – dans le domaine.

La seconde raison, non moins influente, tient au nombre des terrains sur lesquels nous avons eu la chance de travailler : un peu plus de 18 mois ont été partagés entre la Bolivie, l'Equateur et le Mali, sur trois projets de Vidéo Participative (VP) dont nous avons l'entière maîtrise d'ouvrage. Des cinq parties qui composent notre thèse, ces terrains constituent les trois volets centraux (parties II, III et IV). Chacun d'entre eux fait l'objet d'un long développement, justifié par une volonté de rigueur et de transparence : nous souhaitons détailler le plus possible les protocoles d'action et d'expérimentation, afin notamment de ne laisser planer aucun doute sur les modalités de participation de chacune des personnes impliquées dans nos interventions. Nous souhaitons par ailleurs produire une analyse fournie des situations sur lesquelles nous avons travaillé, et avant tout des systèmes d'acteurs, comme une manière de souligner par le poids des pages cette idée - que nous défendrons au fil du texte - selon laquelle l'implication d'un étranger dans le développement local ne peut prétendre être raisonnable et légitime qu'à condition de maîtriser les logiques d'action des groupes locaux et les enjeux liés au bouleversement volontaire de leurs relations. Et finalement, nous tenions à donner à connaître au lecteur la plus grande partie des données qualitatives sur lesquelles s'appuient nos raisonnements, notamment avec force citations, afin que chacun puisse juger du bien-fondé des conclusions qui sont les nôtres.

Ajoutant à cela un domaine théorique à la croisée de plusieurs disciplines, nous obtenons un mémoire de plusieurs centaines de pages qui justifie la proposition d'itinéraires de lecture. A ce titre **la restitution intégrale en page 657 de notre soutenance de thèse, constitue un bon condensé** du contenu de nos travaux bien que certains aspects ont dû être éludés. Cette lecture doit pouvoir permettre au lecteur pressé **d'accéder rapidement à nos principales conclusions de recherche**. Cette présentation s'accompagne également d'éléments de réflexions complémentaires issus des rapports et des échanges avec les membres du jury (Cf. p. 673).

S'il n'y avait qu'une seule expérimentation à consulter, le lecteur curieux de découvrir une pratique de la concertation appuyée par vidéo est invité à lire la partie IV consacrée au Mali, notre terrain le plus riche. Pour sa part le praticien au fait de ces projets pourrait être intéressé par la réalisation vidéo s'appuyant sur un groupe de travail local, dans la partie III consacrée à l'Equateur.

En sus, différentes consultations peuvent être faites des sections qui constituent les vraies productions originales de notre thèse. Pour ce qui est du protocole de recherche en lui-même, et de ses résultats, nous renvoyons le lecteur aux points suivant :

- P1, chapitre 2, section 4 : **formulation de la question et des hypothèses de recherche**
- P1, chapitre 3, section 5 : **mise au point d'outils d'analyse spécifiques** à la Vidéo Participative
- P5, chapitre 1 : **discussion des hypothèses et réponse à la question de recherche**
- P5, chapitre 2, sections 3 et 6 : enrichissement des conclusions grâce aux apports d'autres expériences de VP

En termes plus théoriques, nous apportons certaines nouveautés, qui sont à consulter :

- P1, chapitre 2, section 1 : **définition générale de la Vidéo Participative**
- P5, chapitre 2, sections 2, 4 et 5 : **catégorisation des différents types de démarches de VP existantes**, caractérisation de concepts permettant d'enrichir la définition initiale
- P5, chapitre 3 : comparaison de la VP aux autres outils des approches participatives, considérations pratiques sur le temps et l'espace pour sa mise en œuvre dans un projet, **proposition d'un cadre déontologique** pour les projets de VP

PLAN GENERAL

Un plan détaillé est proposé en ouverture de chacune des parties

PAGE 10 **Préambule**

PAGE 14 **Introduction Générale**

Partie 1

Positionnement théorique, construction de l'objet et du protocole de recherche

PAGE 23 **Chapitre 1 : La communication au service du développement : d'une utilisation massive et standardisée des médias à un usage localement maîtrisé**

PAGE 65 **Chapitre 2 : Délimitation du concept de Vidéo Participative, identification des problématiques liées aux dynamiques de concertation pour la gestion du territoire et élaboration de notre question de recherche**

PAGE 103 **Chapitre 3 : Choix des terrains d'étude et élaboration des protocoles d'expérimentation**

Partie 2

La vidéo comme outil de concertation sociale pour la gestion locale de l'eau à Tiquipaya (Bolivie)

PAGE 180 **Chapitre 1 : Description des contextes institutionnel et local**

PAGE 224 **Chapitre 2 : Déroulement du projet**

PAGE 235 **Chapitre 3 : Première analyse des données recueillies**

PAGE 268 **Chapitre 4 : Test des hypothèses de recherche**

Partie 3

La vidéo comme catalyseur d'une réflexion collective sur un projet territorial à Tena - Equateur

- PAGE 285** **Chapitre 1** : Place du projet dans notre recherche et contexte institutionnel
- PAGE 292** **Chapitre 2** : Identification et description du système d'acteurs local en lien avec les dynamiques de développement rural dans le canton de Tena
- PAGE 321** **Chapitre 3** : Protocole d'action : analyse des différentes étapes
- PAGE 375** **Chapitre 4** : Analyse du terrain du point de vue des hypothèses de recherche

Partie 4

La vidéo comme outil de diagnostic participatif à l'Office du Niger, Mali

- PAGE 399** **Chapitre 1** : Place du projet dans notre recherche, contextes institutionnel et local
- PAGE 431** **Chapitre 2** : Description de l'intervention et analyse des résultats

Partie 5

La Vidéo Participative et le rôle du communicateur, deux concepts pluriels

- PAGE 518** **Chapitre 1** : Comparaison des résultats des expérimentations, réponse et discussion de la question de recherche
- PAGE 566** **Chapitre 2** : Analyse du *modus operandi* de quelques interventions de Vidéo Participative dans le monde
- PAGE 608** **Chapitre 3** : La Vidéo Participative replacée dans le cadre de la pratique du développement
- PAGE 630** **Conclusion Générale**
- PAGE 637** **Bibliographie**
- PAGE 657** **Compte-rendu de Soutenance**
- PAGE 682** **Résumé**

Index des figures, tables et images

- Figure 1** (page 67) : cheminement « classique », linéaire, de production d'une vidéo
- Figure 2** (page 70) : représentation comparative des processus classique et participatif de production d'une vidéo
- Figure 3** (page 133) : typologie des formes de concertation entre agriculteurs et non-agriculteurs pour la gestion d'espaces ruraux
- Figure 4** (page 135) : axes de caractérisation des objets intermédiaires
- Figure 5** (page 183) : localisation des vallées dites « interandines » sur une coupe transversale de la Cordillère des Andes
- Figure 6** (page 184) : localisation de Tiquipaya sur une vue depuis la cordillère orientale en direction de la cordillère de Cochabamba
- Figure 7** (page 191) : avancée du front urbain dans la vallée de Cochabamba au cours des années 90
- Figure 8** (page 192) : évolution de l'usage des sols à Tiquipaya entre 1983 et 2003
- Figure 9** (page 193) : cartes d'usage des sols à Tiquipaya en 1983 et 2003
- Figure 10** (page 205) : localisation du bassin versant Khora Tiquipaya dans la cordillère de Cochabamba
- Figure 11** (page 206) : priorité des usages de l'eau à Tiquipaya
- Figure 12** (page 214) : MISICUNI : schéma du projet par l'entreprise
- Figure 13** (page 233) : tramogramme des concertations dans et autour du projet vidéo à Tiquipaya
- Figure 14** (page 284) : Localisation de la municipalité de Tena et point de vue sur le fleuve Napo
- Figure 15** (page 331) : interventions lors de la première réunion du groupe de travail à Tena
- Figure 16** (page 344) : interventions lors de la deuxième réunion du groupe de travail à Tena
- Figure 17** (page 352) : interventions lors de la troisième réunion du groupe de travail à Tena
- Figure 18** (page 373) : tramogramme des concertations autour du projet vidéo équatorien
- Figure 19** (page 444) : tramogramme des concertations autour du projet vidéo malien
- Figure 20** (page 448) : analyse du public de la projection de Niono
- Figure 21** (page 450) : analyse des prises de parole pendant la réunion de Niono
- Figure 22** (page 452) : seconde analyse des prises de parole pendant la réunion de Niono
- Figure 23** (page 454) : prises de parole au sein du groupe des paysans pendant la réunion de Niono
- Figure 24** (page 463) : rôle de la vidéo dans l'orientation des débats lors de la réunion de Niono
- Figure 25** (page 467) : analyse des spectateurs de la réunion de Macina
- Figure 26** (page 468) : analyse des prises de parole pendant la réunion de Macina
- Figure 27** (page 469) : seconde analyse des prises de parole pendant la réunion de Macina
- Figure 28** (page 539) : correspondances entre les temps de la concertation et les étapes de production des vidéos
- Figure 29** (page 583) : processus linéaire et processus itératif d'élaboration d'une vidéo
- Figure 30** (page 616) : intervention d'accompagnement d'un processus de réflexion/concertation multi-acteurs s'appuyant sur le recours combiné de différents outils : JdR, SMA et VP
- Encadré 1** (page 100) : l'importance de la volonté politique dans la mise en place et le déroulement des processus de concertation autour de la GRN
- Encadré 2** (page 149) : le collectif comme enjeu ou comme moyen ?
- Encadré 3** (page 218) : les « us et coutumes » des irrigants de Tiquipaya

- Tableau 1** (page 118) : typologie des modalités de concertation à caractère environnemental selon l'asymétrie de pouvoir existant entre porteurs de projets et parties prenantes
- Tableau 2** (page 121) : présentation des « critères de forçage » au sein de processus de concertation
- Tableau 3** (page 122) : apprécier la part de débat public dans le portage des projets ; détail de la seconde case du tableau 2
- Tableau 4** (page 123) : grille d'évaluation de la contribution des dispositifs de concertation aux processus de décision
- Tableau 5** (page 154) : présentation des principales variables testées par les différents protocoles d'expérimentation mis en place sur les terrains bolivien, équatorien et malien
- Tableau 6** (page 163) : table d'identification des fonctions de production et de leur prise en charge lors du déroulement d'un projet vidéo
- Tableau 7** (page 209) : systèmes d'irrigation à Tiquipaya
- Tableau 8** (page 209) : quelques exemples de communautés et leurs droits sur les systèmes
- Tableau 9** (page 236) : table d'identification des fonctions de production et de leur prise en charge lors du déroulement du projet vidéo à Tiquipaya
- Tableau 10** (page 483) : proportions des différents groupes d'acteurs présents aux projections de Macina et de Niono ayant répondu au questionnaire écrit
- Tableau 11** (page 576) : index des interventions de VP analysées par les auteurs
- Tableau 12** (page 586) : principales caractéristiques des différents types de Vidéo Participative
-
- Planche 1** (page 183) : photos de Tiquipaya et de Cochabamba
- Planche 2** (page 189) : images de l'agriculture à Tiquipaya
- Planche 3** (page 196) : l'urbanisation et ses conséquences à Tiquipaya
- Planche 4** (page 203) : la place centrale de Cochabamba durant la Guerre de l'Eau
- Planche 5** (page 211) : les retenues d'ASIRITIC dans la cordillère
- Planche 6** (page 228) : images de la projection à l'assemblée générale d'ASIRITIC
- Planche 7** (page 263) : quelques images des événements des 8 et 9 juillet à Tiquipaya
- Planche 8** (page 298) : milieu de vie de la communauté de Shandia
- Planche 9** (page 301) : milieu de vie de la communauté de Puni Bocana
- Planche 10** (page 310) : la station biologique Jatun Sacha
- Planche 11** (page 317) : la commercialisation du cacao par Kallari
- Planche 12** (page 339) : aperçu des conditions de tournage dans les communautés
- Planche 13** (page 374) : quelques phases de concertation durant le projet équatorien
- Planche 14** (page 411) : quelques images des périmètres irrigués à l'Office du Niger
- Planche 15** (page 429) : instruments de gestion de l'eau et acteurs du système
- Planche 16** (page 436) : images de la phase de tournage au Mali
- Planche 17** (page 440) : images de réunions de projection au Mali

Précisons ici que tous les crédits photographiques non mentionnés sont à assimiler aux auteurs de la thèse

PRÉAMBULE

Avant d'entrer dans le vif du sujet et afin d'éviter le mélange des genres, nous avons pris le parti de présenter brièvement, sous forme de préambule organisé autour de quelques points d'étapes, notre trajectoire personnelle commune. L'objectif est de donner à comprendre au lecteur en toute sincérité comment sont nés, en amont, les prémices des questionnements qui ont fait par la suite l'objet de notre travail de recherche.

Mars 2001 –

Alors que depuis quelques mois déjà se tisse entre nous une amitié forte, en première année d'études à l'Institut National Agronomique de Paris - Grignon, une idée commence à germer dans nos esprits : partir. Voyager et profiter de cette possibilité offerte par l'école d'interrompre notre cursus le temps d'une année, afin d'élaborer puis de concrétiser un projet personnel sous forme de stage conventionné (année dite « de césure »). Il ne s'agit pas d'une fuite, mais simplement d'une irrésistible envie d'apprendre autrement : découvrir un peu le monde et se découvrir un peu plus soi-même. Débute alors un long processus de maturation à trois têtes qui durera presque un an. Si l'Amérique Latine s'impose à nous comme une évidence à cette époque, le choix de la destination se fait attendre. Il faut dire que nous ne souhaitons pas seulement voyager. Nous cherchons à nous rendre réellement utiles sur place, au sein d'un projet d'appui au développement local où nos compétences d'agronomes en formation sont susceptibles d'être appréciées. Et par la même occasion nous espérons y voir ainsi plus clair quant à nos aspirations professionnelles. Parallèlement, le bagage artistique de l'un d'entre-nous et son attirance pour les métiers de l'audiovisuel font qu'il engage la réflexion du groupe (nous étions trois à l'époque) vers le recours à des outils de communication afin de valoriser cette expérience. On pense notamment à la photographie. Ce que l'on imagine alors, c'est produire une œuvre engagée, à caractère artistique, à même de capter et de restituer notre processus d'apprentissage tout au long de ce voyage, et qui puisse autant être utile sur place qu'à notre retour. L'ambition est élevée. Nous optons pour un stage long d'un an, au sein d'un projet unique. Nous retiendrons finalement la Bolivie, et l'équipe de chercheurs du Centro AGUA située à Cochabamba. Travaillant sur la gestion de l'eau dans un contexte très conflictuel, ces chercheurs sont immédiatement intéressés par notre proposition de réalisation d'une vidéo afin de documenter l'un de leurs terrains d'étude : Tiquipaya. Ils nous invitent à incorporer temporairement leur équipe. Débute alors, en parallèle de notre seconde année d'école d'ingénieur, une longue recherche de financements afin de payer les billets d'avion, le logement sur place et surtout le matériel audiovisuel nécessaire. Nous trouverons ainsi plusieurs milliers d'euros, auprès notamment de la Mairie de Paris, du Conseil Mondial de l'Eau, et de deux antennes locales du Rotary Club. Et nous emprunterons chacun un peu d'argent pour compléter. Notre engagement dans ce projet était total. Nos connaissances en audiovisuel et en espagnol, nulles.

Novembre 2002 –

Nous sommes arrivés en Bolivie depuis presque deux mois et commençons tout juste à prendre nos marques. Entre recherches bibliographiques et visites de terrains nous mesurons peu à peu la complexité de la problématique de l'eau sur la commune. Progressivement se dessine une situation impliquant un très grand nombre d'acteurs, aux intérêts parfois fortement divergents, qui pour la plupart méconnaissent l'ensemble des composantes de la problématique, et par dessus tout ne se parlent pas. Pourtant l'eau, élément vital par excellence, vient à manquer ; compte tenu de l'enjeu de son approvisionnement et de son partage entre urbains et agriculteurs, la situation est explosive. Nous vient alors l'idée qu'au travers de la réalisation d'une vidéo sur le sujet, il est sans doute possible de faire bien plus que simplement documenter le terrain d'étude favori du Centro

AGUA. En effet, nous commençons à pressentir que la vidéo pourrait être un moyen de faire communiquer les différentes parties prenantes de la gestion de l'eau, et de leur fournir par la même occasion les informations pertinentes permettant de mieux saisir la problématique dans sa globalité. La vidéo initialement destinée à un usage académique prend dès lors une toute autre dimension : elle devient un outil élaboré en collaboration avec les acteurs locaux, qui leur est spécifiquement destiné, et qui vise à favoriser l'émergence d'un dialogue pluripartite. On est bien loin des ambitions initiales que nous caressions à Grignon. Rapidement séduite par l'idée, l'équipe du Centro AGUA nous encourage à poursuivre dans cette voie, y voyant une bonne amorce pour proposer la mise en place d'une plate-forme de concertation multi-acteurs à Tiquipaya, visant à terme à appuyer le pilotage de la gestion de l'eau sur la commune. Nous apprenons à filmer et à monter sur le tas, au prix d'un travail considérable, d'un engagement fort et d'une multitude d'erreurs. L'engouement local est perceptible auprès de la majorité des acteurs impliqués, en dehors de quelques-uns qui restent méfiants vis-à-vis de notre initiative. À l'occasion des réunions finales de projection, plusieurs centaines de personnes font le déplacement pour voir le résultat et participer aux débats. Si d'un côté ce projet est une réussite, puisque nous avons réussi à mobiliser l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de l'eau et à les engager dans une dynamique de dialogue, nous restons malgré tout sur notre faim. Quel sera l'impact à moyen ou long terme de notre intervention ? Quelle sera l'utilisation future de ce diagnostic vidéo ? En diffusant ces informations au plus grand nombre, avons-nous vraiment joué en faveur de la résolution des conflits, ou au contraire les avons-nous attisés plus encore, en jouant aux apprentis-sorciers des relations sociales ?

Mai 2003 –

Nous découvrons la communauté quechua de Laphia, perchée sur la Cordillère de Cochabamba, à 3 500 mètres d'altitude et à trois heures et demi de marche de Tiquipaya. Nous partageons avec ses habitants d'intenses moments de vie, très marquants, et nous prenons conscience de la dureté de leur condition de communautaires indigènes dans un pays en proie à d'importants bouleversements économiques et sociaux. Ils nous demandent de leur venir en aide avec notre caméra. En lutte depuis presque un demi siècle pour la reconnaissance de leur territoire et de leurs ressources, ils estiment qu'une vidéo, en bon espagnol, pourrait les aider à plaider leur cause auprès des tribunaux boliviens. Nous élaborons une ébauche de scénario. Dès lors, nous consacrerons l'ensemble de notre temps libre à tourner les images dont ils auront besoin. La vidéo devient alors un outil de plaidoyer, une arme militante.

Juillet 2003 –

Retour en France, après 11 mois passés en Bolivie. La tête pleine de doutes et d'interrogations sur les conséquences de notre intervention, nous retrouvons peu à peu notre vie d'avant. Enchantés par notre expérience, et dorénavant certains de notre désir de travailler pour l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres et marginalisées, nous choisissons en troisième année d'école de suivre la spécialisation Développement Agricole de la Chaire de Sciences Economiques et Sociales. Nous y apprenons beaucoup, et notamment à relativiser notre expérience bolivienne grâce aux études de cas abordées tout au long de l'année. Nous prenons avec frayeur la mesure de la tâche que l'humanité doit encore accomplir si elle désire réellement mettre un terme à la faim et à la pauvreté dans le monde. Idéalistes, nous aspirons à participer de cet effort, à notre échelle et selon nos moyens.

Mars 2004 –

Nous effectuons tous deux nos stages de fin d'études en Amérique Latine : l'un dans un périmètre irrigué en zone aride argentine, l'autre sur un front pionnier agricole en Amazonie équatorienne. Nous y appliquons strictement la méthode acquise durant l'année, et réalisons chacun une analyse-

diagnostic des systèmes agraires, traitant à la fois les aspects agronomiques, techniques, économiques, sociaux, mais aussi politiques et environnementaux. Nous sommes alors confrontés aux difficultés coutumières de la réalisation de ce type d'étude : des paysans lassés par des enquêtes dont ils n'ont généralement aucun retour et auxquelles ils ne sont donc pas toujours disposés à répondre, ou fournissent des informations à la véracité douteuse, pas toujours évidentes à vérifier ; des responsables paysans souvent démunis face à des modalités de restitution peu adaptées (schémas, graphiques, analyses de données chiffrées, etc.) et ne leur permettant pas vraiment d'y retrouver leur apport. À cela s'ajoutent des difficultés liées à la langue utilisée pour réaliser le diagnostic, qui ne peut pas toujours être lu par les paysans. Une nouvelle fois nous ressentons de la frustration au moment de partir. Quel sera l'impact réel de ce travail, et quel sera le degré d'appropriation de ses résultats par les acteurs locaux ? Sa portée nous semble moins importante que lors de notre expérience bolivienne. À l'issue de nos premières expériences de terrain, nous avons ainsi acquis la conviction qu'il importe aujourd'hui de trouver les moyens de favoriser la reprise en mains, par les acteurs locaux, de leur propre développement, et de mieux valoriser la débauche d'énergie et de réflexion des intervenants extérieurs. Ces diagnostics nous permettent néanmoins d'obtenir nos diplômes d'ingénieur en novembre de la même année. Le souvenir de la Bolivie, enrichi de nos nouvelles connaissances et de notre meilleure compréhension du milieu de l'aide au développement, reste très présent à notre esprit. Après notre départ, le Centro AGUA avec qui nous sommes restés en contact a poursuivi la réalisation de vidéos à des fins de documentation et d'animation. L'outil vidéo nous apparaît puissant s'il est utilisé à bon escient et par des personnes avisées. Après discussions, nous décidons de nous investir dans une activité de prestation de services indépendante, centrée sur l'accompagnement/diagnostic en vidéo. Au-delà du caractère hasardeux de cette nouvelle aventure, le nombre et la complexité des tâches à accomplir dans cette activité audiovisuelle particulière nous encouragent à continuer en binôme. En plus des études et enquêtes préalables, la phase de réalisation et de montage audiovisuelle est très consommatrice en temps et en main d'œuvre, tout comme la phase de diffusion et d'exploitation des produits réalisés. Nous nous donnons un an pour évaluer la pertinence de l'idée et lancer notre entreprise.

Février 2005 –

Afin de parfaire nos compétences audiovisuelles et de manière à avoir un produit de qualité à montrer à de futurs commanditaires, nous nous lançons dans la réalisation d'un documentaire vidéo. Si notre cursus nous permet en effet de prétendre à des postes d'agroéconomistes, rien ne prouve nos compétences vidéo et la qualité technique de notre réalisation bolivienne reste sommaire. Nous nous formons ainsi, seuls, à l'utilisation d'un matériel de montage professionnel, et réalisons en trois mois notre premier documentaire, « Laphia, histoire d'un exemple » (46 minutes), qui nous sera par la suite racheté par Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières et utilisé dans le cadre de leurs actions d'éducation au développement et de plaidoyer.

Octobre 2005 –

Repérés grâce au film Laphia par un consultant de l'Iram (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement), nous signons un premier contrat avec le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) qui organise un voyage d'études en France et en Espagne pour des agriculteurs et des techniciens cubains. L'objectif du séminaire est de leur faire découvrir les principaux rouages socio-institutionnels de ces deux agricultures (le coopérativisme, les lois françaises sur le fermage, les politiques structurelles, les organisations professionnelles agricoles, le syndicalisme paysan, etc.). De son côté le recours à la vidéo vise d'une part à participer, en cours de voyage, à l'animation de la réflexion collective, par le biais de séances de visionnage d'extraits choisis parmi les visites et exposés de la semaine, suivies de discussions. D'autre part il s'agit de réaliser, en étroite collaboration avec les participants, des modules vidéo thématiques synthétisant l'ensemble des données et informations qu'ils ont pu

recueillir durant leur séjour. Ces modules, réalisés en espagnol, sont destinés à permettre le partage de ces informations à Cuba, en dehors du cadre des seuls participants au voyage. La vidéo est alors un outil d'animation d'un processus cognitif collectif et permet la capitalisation et la diffusion de savoirs. Les participants au séminaire semblent emballés et s'investissent complètement dans la réalisation des séquences. Près de deux heures de vidéo seront finalement montées, soit 9 modules, édités en plusieurs centaines d'exemplaires et diffusés sur place à Cuba par les participants, ainsi qu'en d'autres circonstances et d'autres lieux par les différents accompagnateurs du séjour.

De notre côté nous percevons toujours plus de potentialités d'utilisation de l'outil vidéo, et nous affinons progressivement nos méthodes de travail. En accord avec nos convictions, nous leur donnons une coloration de plus en plus participative. La capacité de mise en relation et de création de lien social de ces exercices de réalisation collective nous amène à envisager de nouvelles pistes. Nous commençons à nous demander dans quelle mesure et selon quelles modalités la vidéo pourrait être utilisée en appui aux processus de concertation multi-acteurs.

Janvier 2006 –

Fortement encouragés par Jean-François Tourrand, du CIRAD, qui a eu vent de nos projets à l'occasion de nos diverses recherches de contrats, puis par Jean-Pierre Prod'homme, de l'INA-PG, qui fut également notre directeur de césure, nous décidons de nous inscrire en doctorat afin d'étudier plus en profondeur le potentiel de la vidéo utilisée de manière participative dans un contexte d'aide au développement. Nous aspirons ainsi à prendre du recul sur des méthodologies empiriques et à évaluer scientifiquement la valeur de nos travaux. Il nous faut dès lors changer d'optique et mettre en œuvre la rigueur méthodologique nécessaire à une telle recherche.

Septembre 2006 –

Sur les conseils de différents membres de notre comité de pilotage, nos propres terrains d'étude, que nous avions initialement réunis en une seule partie et reléguée au second plan par rapport à la bibliographie, sont replacés au cœur de notre recherche.

Introduction générale

Dans bien des cas, lorsqu'il s'agit d'aménagement du territoire et d'appui au développement, il semble que la prise en compte vraie et juste des divers intérêts de la population locale exigerait une refonte institutionnelle importante des systèmes politiques en place, comme des modalités de mise en œuvre des projets venus de l'extérieur. Trop souvent considérées comme les « bénéficiaires » des politiques et des actions déployées, les populations locales se voient généralement dévolu un rôle passif, les condamnant subir les résultats de décisions prises ailleurs, plus haut, par des « élites » qui savent mieux qu'elles ce qu'il convient de faire. De ce mode de fonctionnement qui méprise les aspirations réelles des personnes, au profit des certitudes des éminences grises du développement, résultent deux conséquences majeures intrinsèquement liées : dans un premier temps, le trop fréquent manque d'adéquation entre des programmes théoriques pour le moins standardisants et les inévitables aspérités du terrain ; dans un second temps, l'absence d'appropriation sur le long terme de ces décisions par les véritables acteurs territoriaux. Si replacer ces derniers au cœur des décisions concernant leur territoire n'est pas une approche qui fait nécessairement l'unanimité, l'applicabilité et l'application effective des politiques et des projets mis en œuvre constituent en revanche le souci permanent des décideurs et des porteurs de projet. Par ailleurs, cette forme de primauté donnée aux populations ne doit surtout pas conduire à renier les capacités scientifiques des experts des nombreuses disciplines mobilisées lors de ces projets (agronomie, ingénierie civile, économie et comptabilité, communication, etc.). Comme un moyen de lutter contre ces innombrables décalages entre les niveaux de prise de décision et les réalités du terrain, et de manière à redonner du poids aux multiples formes de gouvernance locale, le concept « d'approches participatives », né à la fin des années soixante, a rapidement été décliné à toutes les échelles et dans divers domaines, donnant ainsi naissance à de très nombreux outils et méthodes dans le cadre de l'appui au développement (*Participatory Rural Appraisal*, plateformes multi-acteurs, arènes de concertation, débat public, cartographie communautaire, etc.). Mais, après quarante ans d'existence, les critiques à l'égard de ces approches pourtant de plus en plus sophistiquées sont toujours aussi nombreuses, et les résultats avérés ne sont malheureusement pas encore à la hauteur des espérances. Si ceci résulte pour beaucoup, comme nous l'avons souligné plus haut, de mécanismes sociopolitiques globaux généralement inadaptés, tous ces échecs ne peuvent pas leur être imputés. Ces derniers résultent également du fait qu'il ne suffit pas de décréter la « participation » pour qu'elle s'établisse de manière efficace et équitable entre tous les acteurs. Encore faut-il en effet que chacun veuille et soit en mesure de prendre part aux activités, au même titre que les autres, si l'on veut réellement échapper aux risques de manipulation et éviter les frustrations qui se dissimulent derrière les vitrines participatives des projets, souvent montrées du doigt par les évaluateurs. Cela signifie notamment que les acteurs doivent pouvoir accéder aux mêmes informations, à des espaces d'expression adaptés à leurs aptitudes, avec un minimum de capacités d'analyse et de proposition, et qu'ils soient enfin tous véritablement parties prenantes de l'acte décisionnel final, s'il existe. Un certain nombre de conditions doivent donc être réunies pour que la participation puisse pleinement se concrétiser et produire les fruits que l'on attend d'elle. Et s'il est effectivement important de poursuivre la réflexion autour d'une redéfinition institutionnelle des modalités locales de gouvernance, il est certain qu'en parallèle des outils doivent être mis au point pour permettre aux acteurs locaux, dans toute leur diversité, de se saisir pleinement, et à bon escient, de ces modalités qui restent à inventer.

Face aux multiples asymétries existant entre les groupes d'acteurs plus ou moins directement concernés par la gestion territoriale, la communication apparaît comme une solution potentielle

pour améliorer de la situation. Celle-ci, comprise comme un échange d'informations, peut en effet être un moyen efficace de lutter contre la marginalisation progressive des groupes les plus pauvres, et contre leur écartement des processus de prises de décision les concernant. Par son biais, il s'agit de renseigner les populations quant à leurs droits et leurs devoirs, les projets de développement qui les impliquent, les lois en vigueur, et de leur donner les moyens de s'exprimer par eux-mêmes sur leurs conditions de vie - avec leurs propres mots - pour rendre publiques leurs aspirations. Si cela ne leur permet pas toujours pour autant de prendre eux-mêmes les décisions concernant leur territoire, cela a au moins le mérite d'exercer une certaine pression sur les véritables décideurs, voire de créer des contre-pouvoirs. La communication est alors perçue comme un outil au service de la transparence des processus décisionnels, et comme un outil de désenclavement socioculturel des populations. En outre, elle peut permettre, au travers de divers médias (tels que les journaux écrits, la vidéo, la radio, les contes, les chants, le théâtre...) l'établissement de dialogues entre des groupes n'ayant pas nécessairement l'habitude d'échanger, et briser ainsi, au moins temporairement, certaines barrières liées aux statuts sociaux ou aux incompréhensions linguistiques. Lorsqu'elle est utilisée à de telles fins, les spécialistes parlent alors de Communication Pour le Développement (CPD). Les formes empruntées par la CPD et les outils mobilisés sont très divers, allant du marketing social télévisuel massif aux spectacles interactifs et itinérants de marionnettes en milieu rural. Parmi ceux-ci la vidéo présente un certain nombre d'atouts qui lui sont spécifiques. Certains peuvent sembler évidents *a priori* : la visualisation des porteurs de points de vue et la possible illustration de leurs propos, la reproductibilité du support et la diffusion potentiellement massive, notamment. Mais d'autres le sont moins, comme c'est le cas du caractère possiblement interactif de son utilisation : le fait de pouvoir faire participer les spectateurs à la conception même de la vidéo, afin de leur donner accès à un outil de représentation de leurs perceptions de leur réalité ; et la possibilité, par ce biais, de mettre en relation diverses représentations afin de favoriser le dialogue entre des groupes d'intérêt distincts. Les expériences de Communication Pour le Développement appuyées par vidéo sont relativement nombreuses dans la littérature. Et récemment, au gré notamment de l'évolution rapide de la technologie numérique et du succès croissant des approches participatives, a (re-)surgi le concept encore relativement flou de « Vidéo Participative » (VP). En permettant la confrontation des représentations individuelles dans un premier temps puis la construction collective d'une représentation plus partagée, à défaut d'être consensuelle, la vidéo utilisée de manière participative semble pouvoir permettre de trouver des pistes de compromis, des alternatives nouvelles, et même de restaurer, voire d'instaurer, un dialogue. La vidéo fonctionne alors comme un objet intermédiaire. Mais peut-elle permettre de rééquilibrer les capacités de participation de chaque acteur à un processus réflexif et/ou décisionnel commun, comme nous en avons identifié le besoin ? Voilà résumée la question centrale de notre travail de recherche, dont l'objet d'étude, la Vidéo Participative, reste encore à définir avec précision.

Pour tenter de répondre à cette question, nous avons choisi comme champ d'application privilégié la gestion des ressources naturelles. Ceci se justifie par la nature territoriale et politique des problématiques qui y sont liées, qui impliquent presque systématiquement un grand nombre d'acteurs aux intérêts divergents, voire contradictoires. Ceci s'explique également par la prolifération somme toute assez récente des processus concertation mis en place dans ce domaine et visant la prise en compte de l'ensemble des intérêts des parties prenantes. Enfin, la relation aux ressources naturelles renvoie à des dimensions affective et culturelle, qui n'apparaissent pas toujours rationnelles aux regards extérieurs, mais doivent entrer en ligne de compte dans l'élaboration et l'application des plans locaux de gestion. Le recours à la Vidéo Participative peut-il aider à l'accompagnement de ces processus de concertation, en assurant leur qualité, autant du point de vue de leur déroulement que du point de vue de leur résultat ? La Vidéo Participative peut-elle constituer un moyen de cheminer collectivement vers une représentation partagée de la problématique et de l'objectif de gestion à atteindre ? Le principe de la VP n'étant pas réellement arrêté, nous l'avons déjà souligné, et les modalités de participation des différents acteurs pouvant donc varier considérablement d'une intervention à une autre (influant du même coup sur la qualité

du processus de concertation accompagné), nous étions poussés à réaliser nos propres expérimentations afin d'espérer en contrôler tous les paramètres. Notre formation à l'analyse comparative des systèmes agraires ainsi que l'importance des facteurs socioculturels dans les processus de concertation, de participation et plus largement de communication, nous ont convaincus de travailler sur des zones contrastées. Associée aux opportunités concrètes de travail qui se sont présentées, cette exigence nous a conduits à expérimenter le recours à la VP en appui à des processus cognitifs collectifs dans deux pays, l'Equateur et le Mali, qui viendront compléter les observations issues de notre première expérience, réalisée en Bolivie deux ans avant le démarrage de cette thèse (cf. préambule).

Organisation de l'ouvrage

Les aspects méthodologiques se sont révélés primordiaux dès l'origine de notre recherche. Travaillant en effet sur un sujet assez original, il nous a notamment fallu mettre au point l'ensemble de nos méthodes d'intervention, puis nos méthodes de récolte et d'analyse des données, et enfin établir nos propres grilles de lecture susceptibles de mettre en évidence et évaluer l'impact à court, moyen puis long terme d'une intervention de Vidéo Participative sur le traitement d'une problématique environnementale, et sur le fonctionnement global du système d'acteurs concerné. La méthodologie ici proposée se veut reproductible et ajustable à l'étude de l'impact de tout autre type d'outils participatifs d'accompagnement de processus cognitifs collectifs. Nous avons construit cette thèse en cinq parties d'égale importance.

La première partie s'attache à présenter notre positionnement théorique, notamment vis-à-vis des deux champs, centraux dans notre travail, que sont le Développement et la Communication. On y décortique ensuite la construction et la légitimité de notre question de recherche et des hypothèses associées au regard des débats scientifiques actuels, avant de justifier les protocoles d'expérimentation et d'analyse qui seront suivis sur le terrain. Dans un premier chapitre, après avoir brièvement décrit les grands paradigmes du développement puis de la communication, nous mettons leurs évolutions respectives en parallèle, de manière à redéfinir le rôle de ce que nous nommerons par la suite « l'animateur du développement local ». Ce chapitre s'achève sur la présentation des quelques expériences pionnières de Vidéo Participative (VP) et l'identification des atouts de ces approches. Le second chapitre nous permet alors de proposer d'emblée notre propre définition du concept de VP afin de fixer la signification de ce terme pour toute la suite de notre recherche. Nous expliquons ensuite notre choix de travailler dans le cadre spécifique des dynamiques de concertation autour de la gestion des ressources naturelles, puis approfondissons cette notion de concertation, notamment dans le but de mieux appréhender sa composition, ses critères de qualité ainsi que les outils existants permettant de l'appuyer : notre objectif est d'identifier précisément les besoins en termes d'accompagnement, afin de questionner l'intérêt du recours à l'outil vidéo. Ce chapitre se conclut sur la formulation de la question de recherche. Le troisième et dernier chapitre de cette partie présente les différentes écoles et outils théoriques nous permettant d'éclairer sous différents angles nos hypothèses et notre questionnement. Nous nous référons notamment à la sociologie des organisations, à l'analyse stratégique de la gestion environnementale, à l'économie des grandeurs, à la théorie de l'acteur réseau, ou encore à celles des objets intermédiaires et de l'ethnométhodologie. Nous puisons dans ces théories les moyens de proposer un protocole de recherche rigoureux et d'élaborer nos propres méthodes d'analyses, destinées à apporter des éléments de réponse pertinents et spécifiques à notre question de recherche. Ce chapitre est également l'occasion d'aborder les tensions internes inhérentes à tout processus de recherche-action, et les principes que nous suivrons sur le terrain, dans la mesure du possible, afin de nous y soustraire.

Les parties deux à quatre présentent tour à tour nos trois terrains d'expérimentation, à savoir la Bolivie, l'Equateur et le Mali. Notre attention s'y concentre sur les rôles et les modalités d'implication concrètes de chaque acteur concerné par l'intervention de VP (intervenant vidéo compris). Ces expérimentations constituent les véritables piliers de notre démarche de recherche et sont les garants de l'existence d'un lien très fort entre nos questionnements théoriques et les besoins et réalités de l'action de terrain. Ceci explique l'importance quantitative qui leur est attribuée et leur place centrale dans cet ouvrage. Chacune de ces parties propose tout d'abord une présentation fine du contexte socio-historique local permettant de saisir la composition et le fonctionnement du système d'acteurs local concerné par l'intervention. Après avoir présenté l'origine et les objectifs spécifiques de l'intervention, nous décrivons les protocoles d'action prévus pour le test des hypothèses, avant d'explicitier ceux réellement suivis du fait des contraintes de terrain. Enfin, nous analysons l'ensemble des données recueillies et présentons les résultats relatifs à la mission en elle-même, puis ceux relatifs à notre recherche proprement dite.

La cinquième et dernière partie nous permet, au travers d'une analyse comparative des protocoles suivis et des résultats obtenus sur nos terrains d'expérimentation, de tirer, dans un premier chapitre, un certain nombre de conclusions au regard de nos hypothèses et de notre question de recherche, notamment sur les liens existants entre les degrés/modalités de participation des acteurs locaux et la qualité des processus de concertation accompagnés. Le second chapitre vise à élargir notre raisonnement et notre appréciation de l'intérêt du recours à la Vidéo Participative en appui au développement, en proposant une analyse bibliographique d'une cinquantaine d'expériences de VP recensées dans le monde. L'analyse des objectifs poursuivis et des démarches mises en œuvre nous conduit à proposer une typologie fine des ces interventions de VP, permettant de mettre en relief les ambiguïtés des processus participatifs. Enfin, au sein du troisième et dernier chapitre nous tentons d'ouvrir le débat et d'explorer d'autres horizons de recherche. Nous y abordons notamment les questions d'ordre déontologique liées à ce type d'intervention et proposons quelques pistes de réflexion visant à étudier les possibles complémentarités entre divers outils d'accompagnements, et notamment ceux développés par le réseau ComMod. Ce chapitre final est ainsi destiné en priorité à des praticiens désireux de mettre en place des protocoles d'intervention comparables aux nôtres.

Bien que cette cinquième partie puisse être considérée comme une conclusion approfondie, nous prenons tout de même finalement le temps de récapituler, en quelques lignes finales, les principaux éléments issus des résultats de nos investigations, et proposons quelques pistes de prolongement pour la recherche.

Nous vous souhaitons une bonne lecture, en espérant que nos travaux puissent vous apporter un éclairage nouveau sur vos propres activités de recherche, ou vous inspirer quant à la mise au point d'interventions de terrain pour appuyer les dynamiques locales de développement et renforcer le poids des acteurs locaux dans les prises de décision concernant leur territoire.

Loïc Colin et Vincent Petit

Première partie

POSITIONNEMENT THEORIQUE, CONSTRUCTION DE L'OBJET ET DU PROTOCOLE DE RECHERCHE

Loïc Colin et Vincent Petit

CHAPITRE I

La communication au service du développement : d'une utilisation massive et standardisée des médias à un usage localement maîtrisé

Section 1 : Naissance, affirmation et limites du concept de participation dans les pratiques du développement

- PAGE 23** 1.1 La « modernisation » : première conception de l'aide au développement
PAGE 25 1.2 Redéfinition des notions de développement et de pauvreté et réhabilitation du facteur humain
PAGE 27 1.3 La participation : entre fin et moyen pour le développement
PAGE 30 1.4 Elaboration de nombreuses démarches participatives
PAGE 31 1.5 Les critiques récurrentes à l'encontre des démarches participatives

Section 2 : La communication dans une perspective de développement

- PAGE 34** 2.1 Précisions sur l'objet de la section
PAGE 35 2.2 Un lien historique entre communication et développement
PAGE 38 2.3 La télévision et les NTIC face à la démocratie et au changement social
PAGE 42 2.4 Première définition et bref historique des principales tendances de la Communication Pour le Développement (CPD)
PAGE 46 2.5 Les apports d'un pionnier : Paulo Reglus Neves Freire
PAGE 48 2.6 La Communication Pour le Développement, aujourd'hui
PAGE 50 2.7 Un nouveau regard porté sur les médias et leur utilisation afin d'appuyer les processus de développement local

Section 3 : Découverte du potentiel présumé des approches participatives de production audiovisuelle pour l'appui au développement

- PAGE 53** 3.1 Une expérience pionnière de Vidéo Participative : le « Fogo Process »
PAGE 57 3.2 Développement de la « pédagogie audiovisuelle massive » en Amérique du Sud et en Afrique
PAGE 63 3.3 Intérêts d'une utilisation participative de la vidéo dans une stratégie de communication pour le développement

CHAPITRE II

Délimitation du concept de Vidéo Participative, identification des problématiques liées aux dynamiques de concertation pour la gestion du territoire, et élaboration notre question de recherche

Section 1 : Première définition de la Vidéo Participative

- PAGE 65** 1.1 Innovations technologiques et multiplication des interventions vidéo de communication pour le développement
PAGE 67 1.2 Quel sens attribuons-nous à l'expression « Vidéo Participative » ?
PAGE 68 1.3 Qu'apporte cette nouvelle définition de la VP par rapport aux définitions existantes ?

PAGE 70 1.4 Schématisation du processus de production d'une Vidéo Participative

Section 2 : Approche théorique des processus de concertation

PAGE 72 2.1 Qu'est-ce que la « concertation » ? Explicitation du concept

PAGE 77 2.2 Les modes d'interactions entre individus ou groupes : composants possibles d'une de concertation

PAGE 79 2.3 Projets de développement : quels participants pour la concertation ?

PAGE 84 2.4 Processus ou produit ? De l'évaluation de la « réussite » d'une concertation

Section 3 : Quels outils ou méthodes pour une aide à la concertation ?

PAGE 88 3.1 Des outils pour assurer la qualité de la concertation

PAGE 89 3.2 Quels sont les outils d'aide à la réflexion collective proposés dans le domaine de la gestion territoriale ?

PAGE 93 3.3 Les outils de la « modélisation d'accompagnement »

PAGE 97 3.4 Face aux caractéristiques des outils existants, quelle place pour la Vidéo Participative ?

Section 4 : Elaboration de la question de recherche et des hypothèses

PAGE 97 4.1 De la qualité des processus de concertation et des potentialités des démarches de VP

PAGE 99 4.2 Une problématique centrée sur les acteurs du développement

PAGE 100 4.3 Question principale et hypothèses de recherche

CHAPITRE III

Choix des terrains d'étude et élaboration des protocoles d'expérimentation

Section 1 : Choix raisonné des sites d'études

PAGE 103 1.1 Une expérimentation de terrain indispensable à la récolte de données pertinentes

PAGE 103 1.2 Les différents scénarios envisageables pour organiser nos expérimentations de terrain

PAGE 104 1.3 Un choix des terrains déterminé par nos contraintes matérielles

PAGE 105 1.4 Atouts et contraintes d'expérimentations dans des contextes culturels variés

Section 2 : Les outils d'analyse théorique mobilisés dans la recherche

PAGE 107 2.1 La sociologie des organisations

PAGE 117 2.2 Apports méthodologiques de l'ASGE pour l'analyse des concertations

PAGE 124 2.3 La théorie des grandeurs

PAGE 128 2.4 Apport de l'analyse des médiations territoriales

PAGE 134 2.5 La théorie des objets intermédiaires

Section 3 : Positionnement global : un chercheur conscient de son implication dans le système d'acteurs et des limites de sa légitimité d'intervention

PAGE 138 3.1 Préalable théorique : l'interactionnisme symbolique et l'ethnométhodologie, cadres de référence paradigmatiques et courants sociologiques

- PAGE 141** 3.2 Une approche méthodologique qui lie intimement le chercheur avec le terrain et les acteurs
- PAGE 142** 3.3 Un chercheur engagé dans l'action, de par la nature de ses recherches mais aussi par devoir moral
- PAGE 144** 3.4 Un engagement sur le terrain qui se veut respectueux de la maîtrise locale des dynamiques de développement
- PAGE 146** 3.5 La « modélisation d'accompagnement » selon ComMod

Section 4 : Elaboration des démarches d'intervention

- PAGE 150** 4.1 L'ambiguïté d'un objet d'étude entièrement élaboré par le chercheur au cours même de sa recherche
- PAGE 150** 4.2 Les principales variables d'ajustement de la méthode d'accompagnement assistée par vidéo
- PAGE 155** 4.3 Les méthodes de collecte des données

Section 5 : Construction d'outils pour l'analyse du déroulement et des résultats des expérimentations

- PAGE 156** 5.1 Construction d'une grille de lecture générale
- PAGE 159** 5.2 Construction du tableau séquentiel visant à caractériser les fonctions de productions et leur prise en charge
- PAGE 166** 5.3 Etude du déroulement des réunions de projection-débat et construction d'une grille d'analyse conversationnelle

Conclusion

Chapitre I

La communication au service du développement : d'une utilisation massive et standardisée des médias à un usage localement maîtrisé

Section 1 : Naissance, affirmation et limites du concept de participation dans les pratiques du développement

L'ambition de cette première section est de resituer les approches dites participatives dans le cadre plus large du développement, rural essentiellement, et d'en discuter les objectifs et les limites. Ce sera par ailleurs pour nous l'occasion de préciser notre propre positionnement vis-à-vis des diverses conceptions du développement. Ces dernières ayant fait l'objet de très nombreuses descriptions détaillées (G. Azoulay, 2002, B. Prévost, 2005, J.-P. Chauveau, 2006, plus récemment A. Jones et bien d'autres), nous ne nous y attarderons pas plus que nécessaire. Nous aborderons donc rapidement l'évolution des principaux paradigmes ayant guidé les pratiques du développement lors des dernières décennies, avant de nous intéresser plus en profondeur à l'émergence du concept de participation. Nous verrons qu'une certaine ambiguïté persiste autour de ses objectifs, et que de nombreuses critiques sont formulées, à juste titre, à son encontre. Néanmoins, un consensus se dessine tout de même au sein des ONGs, des institutions internationales, des organismes bilatéraux et parmi les « experts » du développement autour de l'intérêt de cette approche. De nombreux outils et méthodes sont donc développés en ce sens ; nous en passerons quelques-uns en revue pour mieux appréhender leurs atouts et leurs contraintes.

1.1 La « modernisation » : première conception de l'aide au développement

1.1.1 Caractérisation du paradigme

Traditionnellement on envisage les actions dites « d'appui au développement » à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, dans un contexte de décolonisation et d'acquisition d'indépendances politiques dans les pays du Tiers Monde. Si la question de l'existence d'une pratique du développement dans le cadre des activités coloniales (et le cas échéant de sa nature) est une question tout à fait intéressante, elle ne fera pas ici l'objet d'une discussion.

Dans les années 40 et 50, les anciennes puissances coloniales et les toutes récentes institutions financières internationales ont mis en place des programmes d'appui au développement reposant sur l'exemple récent de la croissance des pays occidentaux, à savoir le développement industriel. L'Amérique du Nord était le modèle à suivre par excellence. Largement inspirés par la pensée économique libérale néo-classique (A.O. Hirschman, 1958) ces programmes prônaient un investissement massif dans l'économie et les infrastructures des pays sous-développés, afin de favoriser leur modernisation et leur industrialisation, et par là-même leur croissance. Le développement était alors perçu comme intimement et exclusivement lié à cette dernière. Il s'agissait de rattraper un « retard économique » (H. Leibenstein, 1957, A. Gerschenkron, 1962) pour permettre la croissance et de manière automatique l'augmentation des revenus trop faibles (considérés à l'époque comme l'unique facteur de pauvreté) par redistribution équitable de ses bienfaits, suivant le fameux principe du « *trickle down effect* » (effet de retombée) issu de la théorie néo-classique. Cette conviction s'est traduite par l'élaboration de programmes d'appui au développement standardisés, proposés de manière paternaliste et visant à promouvoir un modèle de développement unique (W. W. Rostow, 1963). Ce paradigme est aujourd'hui souvent mentionné sous le terme de « modernisation ». Dans le domaine agricole, cette approche était fondée sur la transmission verticale de paquets techniques conçus pour l'intensification des cultures (semences, engrais, mécanisation).

1.1.2 La « modernisation » sous le feu des critiques

Les résultats obtenus par ces approches ont très vite été l'objet de vives critiques¹. Là où la croissance et les investissements furent forts, la pauvreté persistait. Le « *trickle down effect* » fut remis en cause et des auteurs évoquèrent même la notion de « *croissance perverse* » (I. Sachs, 1977) dans certains contextes sociopolitiques (fortes disparités de revenus, existence d'une ploutocratie, importance des phénomènes de corruption, etc.). Il fallait bien le reconnaître, à la fin des années 60 la majorité de ces programmes d'appui au développement étaient des échecs cuisants. Ils se révélaient dans la majorité des cas inadaptés aux contextes sociaux, culturels et politiques, car calqués sur un modèle étranger, et ne prenaient aucunement en considération les attentes et besoins ressentis et exprimés par les populations locales, car mis en place de manière paternaliste, sans implication aucune des futurs bénéficiaires. Remis en question au Nord comme au Sud, ce modèle a progressivement dû évoluer sous l'influence militante de certaines ONG locales et internationales et de certains chercheurs parmi les plus engagés. C'est ainsi par exemple que l'on a vu émerger dans les années 60-70 le paradigme de la « dépendance », porté entre autres par Samir Amin, Fernando Henrique Cardoso ou Raul Prebisch. Cette théorie affirme que les pays riches ont besoin des plus pauvres pour assurer la continuité de leur croissance. Il devient donc impossible pour ces derniers de se développer, puisque le développement des pays du Nord repose justement sur leur propre sous-développement. Il s'installe ainsi un phénomène de dépendance entre riches et pauvres, du centre sur la périphérie, hérité de l'époque coloniale, et entretenu par une série de mesures et de contraintes mises en place par le Nord (financières et légales en particulier) et par un système de transfert technologique volontairement défaillant. Selon cette théorie, radicale sur certains aspects, les obstacles au développement ne sont pas internes au pays, mais externes, à l'exemple du système économique mondial. Il convient alors

¹ En France notamment, nous pouvons citer Louis-Joseph Lebret (dominicain, fondateur d'Economie et humanisme, un centre de recherche et d'action en économie) et François Perroux (économiste et professeur au Collège de France) qui ont sans aucun doute été parmi les pionniers de la contestation de la théorie néoclassique, dès les années 40, et notamment de l'équilibre général proposé par Léon Walras. Ils prédisaient alors et condamnaient par anticipation la dictature de l'économie marchande. Ils défendaient la notion « *d'économie humaine* », et « *d'économie politique* », se proposant de remettre l'économie au service de l'homme. On leur doit notamment cette célèbre formule : « *le développement de tout l'homme et de tous les hommes* » (Cf. L.-J. Lebret, « *Suicide ou survie de l'Occident ?* », 1968).

de laisser les « pays pauvres se débrouiller » et trouver eux-mêmes la voie de leur développement. Si cette théorie est assez vite tombée en désuétude, notamment du fait de son généralisme présomptueux et du peu de cas qu'elle fait des limitations internes au développement, elle a permis de mettre en évidence l'existence possible de chemins de développement différents, s'opposant ainsi au schéma des « *étapes de la croissance économique* » (Rostow W.W., 1963), pièce maîtresse de la théorie de la modernisation.

1.2 Redéfinition des notions de développement et de pauvreté et réhabilitation du facteur humain

1.2.1 Le changement de cap des années 70

Les bouleversements les plus importants dans la manière de penser l'aide au développement eurent lieu dans la même période. Parmi ceux-ci, les avancées majeures furent la distinction faite entre croissance économique et développement, la redéfinition de la notion de pauvreté autour de la non satisfaction des besoins fondamentaux (qu'ils soient matériels ou non) et la nécessité de replacer le facteur humain au cœur de la problématique. Les bénéficiaires des programmes de développement devaient être impliqués dans les différentes étapes, depuis l'élaboration jusqu'à la mise en place des actions, et une attention particulière devait être portée au renforcement de leurs capacités dans une optique d'autonomie future. Le développement n'était alors plus seulement technique et économique, il était également social et politique. Et le concept de participation fit son apparition. On parla entre autres de « développement alternatif », de « développement à visage humain », ou encore de « développement à la base ». Dès la fin de la décennie 60, la France et certains pays d'Afrique Subsaharienne ont vu naître les premières expériences fortes de développement local, largement à l'écart de la norme, et résolument ascendantes (Prod'homme J.P., 2008). Puis, dans la décennie 70, à l'approche dirigiste et exogène les théoriciens préférèrent progressivement une approche pluraliste, compréhensive et plus endogène, issue d'un véritable partenariat avec les acteurs locaux. Le pluralisme accepte l'idée que la réalité soit un construit social (Daniels et Walker, 1998, Christoplos et Nitsch, 1996, Ramirez, 1998). Chacun élabore donc sa propre opinion et ses propres valeurs face à une situation donnée, et tous ces points de vue doivent être considérés *a priori* comme aussi pertinents les uns que les autres. Cette conception du développement se fonde finalement sur la reconnaissance des savoirs locaux et du droit pour chacun de choisir son propre chemin. Le paradigme dominant est devenu celui de la multiplicité (K. J. Kumar, 1994).

Ce renouveau de la conception du développement fut consacré notamment par les travaux du Nobel d'Economie Amartya Sen qui, dans son livre « *Development as Freedom* », propose de redéfinir le développement comme un « *processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus* ». Il évoque ainsi les libertés substantielles associées à la réalisation « *des capacités élémentaires, telles que la faculté d'échapper à la famine, à la malnutrition, à la morbidité évitable et à la mortalité prématurée, aussi bien que les libertés qui découlent de l'alphabétisation, de la participation politique ouverte, de la libre expression, etc.* » (A. Sen, 2003). Sen se veut un fervent défenseur des Droits de l'Homme, défendant l'idée que le politique doit se ressaisir de l'économique et que l'homme doit être le sujet central du processus de développement (B. Prévost, 2005).

1.2.2 Des pratiques encore trop éloignées des discours

Néanmoins, entre l'évolution apparente de la conception du développement (et notamment les discours qui y sont associés, à l'exemple du rapport OCDE de 1970) et celle des

pratiques, un fossé subsiste, qui semble encore loin d'être comblé. Il demeure fréquent de rencontrer des projets de développement parachutés, c'est-à-dire préconçus et imposés par le haut, semblant ne tenir aucun compte des spécificités des contextes locaux et sans aucune considération vis-à-vis des aspirations vraies de leurs soi-disant bénéficiaires. De nombreux bailleurs de fonds persistent ainsi à privilégier encore aujourd'hui des projets technicistes, lourds et coûteux, souvent parce qu'ils sont les plus visibles. L'implication des acteurs locaux dans leur conception et leur mise en œuvre reste souvent trop superficielle, si ce n'est « de convenance », et sur le terrain, le développement économique prévaut toujours sur le développement humain. Les pays du Sud continuent d'être asphyxiés par les politiques qui leur sont imposées de l'extérieur et aspirent toujours à reprendre en main les rênes de leur évolution. Le chemin vers un « autre développement »² semble encore long. Et si de nouveaux mots ont envahi le discours des développeurs et des institutions internationales, tels que « durabilité », « souveraineté », « besoins fondamentaux », « respect de l'environnement », « participation », « pluralisme » ou « *empowerment* », et s'ils furent presque tous repris lors des débats de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de Rio de Janeiro en 1992³, leur mise en pratique véritable reste un défi à relever. Tout comme le succès dans la lutte contre la pauvreté.

Dans cette émulation intellectuelle toujours d'actualité, certains aujourd'hui poussent plus loin encore le raisonnement et la critique de la conception dominante du développement. Ils prônent la « *décolonisation de l'imaginaire* » permettant l'installation durable d'une « *société de décroissance* » fondée sur la coopération plutôt que la compétition, l'altruisme plutôt que l'égoïsme, et la prévalence de la vie sociale sur la consommation illimitée (J.P. Berland et al., 2003). Il s'agit de ralentir pour s'épanouir. Pour les tenants de cette idéologie en partie inspirée des travaux d'Ivan Illich sur la notion de « *contre-productivité* »⁴, et encore largement considérée comme une utopie, la société actuelle, dite « société de croissance », « *n'est tout simplement pas soutenable parce qu'elle se heurte aux limites de la biosphère* » (S. Latouche, 2003). Si une croissance infinie est incompatible avec une biosphère finie, la réorientation des choix de société n'est alors pas un désir, mais bien une nécessité, si l'on ne veut pas hypothéquer l'avenir des générations futures. Le bon sens indéniable de ces considérations est de plus en plus souligné publiquement sous l'impulsion de la vague écologiste mondiale.

Cette philosophie du « vivre autrement pour vivre mieux » (expression empruntée à Ivan Illich), à laquelle nous sommes sensibles, nous pousse à nous questionner dans notre pratique quotidienne et concrète de l'aide au développement. En effet, nous participons à des projets

² Divers auteurs, 2003, « *Défaire le développement, refaire le monde* », Parangon.

³ Le premier principe de la conférence de Rio affirme que « *les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature* ». Le dixième principe explique que « *La meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens concernés, au niveau qui convient. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, y compris aux informations relatives aux substances et activités dangereuses dans leurs collectivités, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision. Les Etats doivent faciliter et encourager la sensibilisation et la participation du public en mettant les informations à la disposition de celui-ci. Un accès effectif à des actions judiciaires et administratives, notamment des réparations et des recours, doit être assuré.* »

⁴ « *Passés certains seuils critiques de développement, plus croissent les grandes institutions de nos sociétés industrielles, plus elles deviennent un obstacle à la réalisation des objectifs mêmes qu'elles sont censées servir : la médecine corrompt la santé, l'école bêtifie, le transport immobilise, les communications rendent sourd et muet, les flux d'information détruisent le sens, le recours à l'énergie fossile, qui réactualise le dynamisme de la vie passée, menace de détruire toute vie future et, last but not least, l'alimentation industrielle se transforme en poison.* » (JP. Dupuy, Le Monde 2002). Illich distingue ainsi la « *production autonome* » de la « *production hétéronome* », et remet en cause la perte de vue que la seconde n'a de sens que si sa finalité est de favoriser l'autonomie. « *Passés certains seuils critiques de développement, la production hétéronome engendre une complète réorganisation du milieu physique, institutionnel et symbolique, telle que les capacités autonomes sont paralysées. Se met alors en place le cercle vicieux divergent de la contre productivité. L'appauvrissement des liens qui unissent l'homme à lui-même, aux autres et au monde devient un puissant générateur de demande de substituts hétéronomes, qui permettent de survivre dans un monde de plus en plus aliénant, tout en renforçant les conditions qui les rendent nécessaires. Cette analyse démontre lumineusement pourquoi nous sommes tant attachés à cela même qui nous détruit* » (JP. Dupuy, Le Monde 2002).

qui naissent de et travaillent pour la société de croissance. Sans remettre en cause notre engagement sous prétexte qu'il se fait dans un cadre dont tous les aspects ne sont pas cautionnables, nous essayons de nous concentrer sur des composantes essentielles du développement, notamment le respect de la dignité humaine et le respect de l'environnement, la prévalence d'une conception sociale de la coopération et la foi dans les capacités des acteurs locaux à savoir ce qui est bon pour eux.

1.3 La participation : entre fin et moyen pour le développement

Parmi les principaux concepts avancés pour réorienter très concrètement les pratiques d'aide au développement, la « *participation* » est souvent considérée comme le chef de file, sensé permettre de surmonter tous les obstacles rencontrés durant les dernières décennies. Si la participation a réellement envahi la rhétorique développementiste à partir des années 70, il est difficile d'identifier précisément son origine. Certains auteurs, se fondant notamment sur une conception associationniste de la participation défendue entre autres par Albert Meister, soutiennent même que la *"participation des populations a très tôt constitué la pierre angulaire des conceptions en matière de développement rural ; et qu'elle constitue en réalité le modèle de référence depuis la fin de la première guerre mondiale"* (J.-P. Chauveau, 2006). Sans entrer dans ce type de débat, notre propos visera essentiellement à décrypter la polysémie de cette notion, ainsi que le flou et l'ambiguïté de sa définition qui expliquent partiellement qu'elle se soit imposée comme une évidence aux yeux de tous. En effet, deux interprétations majeures de la participation coexistent et s'opposent sur le terrain depuis les années 70, chacune utilisant des arguments tout aussi recevables.

Très tôt les grandes organisations internationales ont milité en faveur du recours à la participation afin d'améliorer la qualité des programmes de développement⁵, partant du principe que l'implication des populations bénéficiaires dans les étapes de planification, de mise en œuvre et de suivi des projets favoriserait leur bonne adéquation aux enjeux locaux et donc leur pertinence et leur efficacité, mais également leur appropriation et leur durabilité. La participation était alors un moyen de palier les insuffisances relevées dans les programmes passés. Cependant, derrière ces idées la participation supposait encore que les projets soient définis et menés par des agents extérieurs, chargés de mobiliser les populations pour améliorer l'efficacité de leurs interventions. À la fin des années 70, une autre conception de la participation émergea. Lors de la Conférence Mondiale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CMRADR), organisée par la FAO en 1979, il fut en effet reconnu par consensus que « *participer aux institutions et aux systèmes qui gouvernent sa vie est à la fois un droit fondamental de l'homme et un moteur essentiel de redéploiement du pouvoir politique en faveur des groupes désavantagés et pour le développement socio-économique* » (FAO, 1979). La participation revêtait dès lors une toute autre signification, poursuivant un « objectif transformationnel » profond des sociétés, et prenant de fait une couleur politique (A. Jones, 2006). Dans une telle conception elle vise en effet à renforcer les capacités, le pouvoir et

⁵ En 1969, l'Assemblée Générale des Nations Unies déclarait que « *le progrès et le développement dans le domaine social exigent (...) la participation active de tous les éléments de la société, individuellement ou par l'intermédiaire d'associations, à la définition et à la réalisation des buts communs du développement* » (Assemblée Générale des Nations Unies, 24^{ème} session, *Déclaration sur le Progrès et le Développement dans le Domaine Social*, Résolution 2542, 11 décembre 1969). En 1975, le Conseil Economique et Social de l'ONU (ECOSOC) adoptait une résolution demandant aux pays membres « *d'adopter la participation populaire dans toute stratégie nationale de développement, et d'encourager la participation active la plus large possible de tous les individus et ONG nationales dans le processus de développement en ce qui concerne notamment la définition des objectifs, la formulation des politiques et la mise en œuvre des programmes* » (Conseil Economique et Social (58^{ème} session), Commission pour le développement social (24^{ème} session), E/CN.5/525)

l'autonomie des populations marginalisées, de manière à leur permettre de prendre pleinement part aux décisions concernant leur développement, en influençant les choix des institutions qui les gouvernent, pour réduire *in fine* leur pauvreté. Cette approche de la participation comme un droit et une fin en soi est largement héritée des travaux de Paolo Freire que nous développerons plus avant dans la section suivante de ce chapitre, ainsi que des plus récents mais néanmoins riches apports théoriques d'Amartya Sen. Cette conception politique donna par la suite naissance au concept « d'empowerment »⁶ devenu aujourd'hui un élément clef dans le discours de la Banque Mondiale.

Aujourd'hui encore, ces deux définitions de la participation continuent de coexister, et la tension entre les deux approches alimente toujours des débats passionnés dans tous les projets de développement prétendument participatifs. A l'issue des travaux du « Groupe d'apprentissage sur Développement Participatif », constitué par la Banque Mondiale en 1990 afin « d'examiner le thème de la participation et d'identifier les défis que sa mise en œuvre susciterait » pour l'institution, celle-ci proposa une définition de la participation qui constitue aujourd'hui encore une référence dans la communauté internationale : « *La participation est le processus par lequel les parties prenantes influencent les initiatives de développement, ainsi que les décisions et les ressources qui les affectent, et en partageant le contrôle* » (Banque Mondiale, 1994)⁷. On ressent bien dans cette définition tout le chemin parcouru par les idéologues de la BM depuis leur vision initiale de la participation comme un simple moyen d'obtenir l'adhésion et la coopération des populations dans le déroulement des projets, même si l'on note encore une certaine retenue : la Banque n'ose pas encore présenter l'objectif à long terme de la participation comme celui de l'autonomisation et de la libre détermination des populations. On reste en droit de se demander si les modes d'élaboration des projets de développement ont réellement changé, où si ce sont les experts du Nord (éventuellement associés à des experts du Sud formés à la même école) qui détiennent toujours le véritable pouvoir dans le domaine, celui de la décision, ce qui « *signifie que c'est ailleurs que l'on sait, que l'on juge, que l'on décide de ce qui est bon, ou non souhaitable, pour le développement de tel territoire ou de telle population* » (Prod'homme J.P., 2008).

Si l'approche instrumentale de la participation peut aisément être taxée de trompe l'œil ou de manipulation, puisqu'il s'agit en un sens de laisser croire aux populations locales qu'elles peuvent peser sur des orientations de développement déjà décidées ailleurs (perpétuant ainsi la conception paternaliste d'après-guerre), « l'école politique » de la participation, toute ambitieuse qu'elle soit, fait l'objet de critiques. Elle peut notamment être accusée d'interventionnisme en faveur d'un groupe marginalisé, allant donc à l'encontre de la dynamique sociale locale. Se pose alors la question du choix des groupes cibles, de leur pertinence vis-à-vis d'échelles plus englobantes (M. Pimbert, 2004) et de leur capacité à porter le changement en d'autres lieux et de manière durable. Et au-delà encore, il est pertinent de s'interroger sur les compétences et la légitimité des personnes en charge de ce choix, car les risques de dérives existent.

Notons enfin que certaines descriptions plus fines que la simple opposition moyen/fin sont parfois proposées pour cerner les objectifs des différents recours aux méthodes participatives.

⁶ L'empowerment est défini par la Banque mondiale comme un processus d' « *expansion des ressources et capacités des pauvres à influencer, contrôler et tenir pour responsables les institutions qui affectent leurs vies* ». Il s'agit d'améliorer leur capital économique, social et politique afin d'assurer l'« *expansion de (leur) liberté de choix et d'action* » (World Bank, 2002, Empowerment and Poverty Reduction : A Sourcebook, Washington, p11)

⁷ La première définition de la participation fut semble-t-il proposée en 1979 par les chercheurs de l'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD) : « *The organised efforts to increase control over resources and regulative institutions in given social situations on the part of groups and movements hitherto excluded from such control* », in Pierse A. & Stiefel M., *Inquiry into Participation: A research approach*, UNRISD, Genève, 1979.

Citons notamment la réflexion conduite par Patrick d'Aquino qui permet de mesurer l'intérêt potentiel, évalué au cas par cas, des différentes conceptions de la participation :

«

- 1- *pour certains, la participation signifie un échange de points de vue, avec comme enjeu principal de transférer aux acteurs ciblés une grande partie de sa propre analyse (sensibilisation participative);*
- 2- *pour d'autres, la participation signifie de dépasser cet échange de points de vue pour construire une vision commune, ce qui implique que chacun accepte de modifier son analyse initiale (diagnostic participatif);*
- 3- *le terme de participation est aussi employé par des démarches qui souhaitent partager avec les acteurs ciblés les différentes tâches et responsabilités dans la gestion d'une ressource, d'un espace, d'une chaîne de production,... (gestion concertée);*
- 4- *enfin, la participation peut aussi définir un processus partagé de décision, en amont de la gestion, concernant le choix des valeurs et des enjeux prioritaires à traiter ensuite (démocratie participative). »*

(P. D'Aquino, 2007)

Fondamentalement, la participation promeut un « développement alternatif », en opposition au « développement par le haut » mis en œuvre durant les années 60-70. Elle vise ainsi à remplacer la relation d'assistance par une relation de partenariat entre bénéficiaires et agents de développement. Les savoirs locaux sont revalorisés, et l'on parle dorénavant d'individus « experts de leur quotidien »⁸, de compétences individuelles renforcées dans un objectif de promouvoir la citoyenneté. Déjà Rousseau, dans son *Contrat Social* (1763), laissait entendre que les approches participatives dans l'exercice de la démocratie présentaient l'avantage de démontrer qu'« *aucun citoyen ne peut être le maître d'un autre* », et que, dans la société, « *chacun d'entre nous est également dépendant de nos camarades citoyens* ». De la sorte Rousseau suggérerait déjà que la participation dans les processus de décision augmentait, parmi les individus citoyens, leur sentiment d'appartenance à leur communauté (Pimbert M. 2004). Dès lors le passage de la passivité à l'implication active apparaît comme un moyen de lutter contre la marginalisation et la pauvreté.

Quel que soit leur champ d'application, les démarches participatives visent préférentiellement l'amélioration des processus de concertation à l'œuvre (ou à mettre en place) avant toute modification directe et mesurable de l'environnement. L'hypothèse est ainsi qu'une démarche participative est plus efficace qu'une démarche directive pour atteindre à terme une meilleure gestion de l'environnement, car le principal obstacle à cette meilleure gestion est le manque de communication (au sens dialogique) et d'information de qualité (Putnam R.D. 1993, Röling N. and Wagemakers M.A.E. 2000, Daquino P., 2007). La participation vise donc avant tout la mise en œuvre de « *processus délibératifs inclusifs* », pour reprendre ce concept cher à M. Pimbert.

Les modalités et degrés de mise en œuvre de cette participation sont extrêmement divers. Ils sont fonction du contexte sociopolitique local et des enjeux à l'œuvre. En effet, face au succès croissant et à la popularité du concept de participation, de nombreux outils et méthodes ont rapidement été testés.

⁸ Citons à ce propos Illich : « *L'expert ne représente pas le citoyen, il fait partie d'une élite dont l'autorité se fonde sur la possession d'un savoir non communicable [...]. L'expert ne pourra jamais dire où se situe le seuil de la tolérance humaine. C'est la personne qui le détermine, en communauté ; nul ne peut abdiquer ce droit.* » (I. Illich, 1973, cité par J.-P. Prod'homme, 2008)

1.4 Elaboration de nombreuses démarches participatives

L'ambition des démarches participatives est souvent présentée comme multiple, ce que certains considèrent comme un palliatif aux critiques. Ces démarches visent globalement à permettre l'expression des acteurs, à augmenter leurs connaissances et leurs compétences, ainsi qu'à leur permettre d'agir concrètement, d'influencer, voire de prendre le contrôle des choix de développement les concernant. Mais force est de reconnaître que bien souvent l'expression de ces acteurs se limite au seul espace délimité par la démarche⁹, que les connaissances et compétences nouvellement acquises ou renforcées sont généralement assez floues, et que dans la majorité des cas, le pouvoir de décision final échappe au groupe impliqué, tout ceci parce que la participation est instrumentalisée de manière trop ponctuelle. Malgré tout, les outils et les méthodes participatives se multiplient, et leur application sur le terrain participe progressivement de la remise en cause du rôle des « développeurs » qui délaissent peu à peu leur statut d'experts pour endosser le costume de facilitateur, d'accompagnateur ou d'animateur du développement.

Les méthodes participatives les plus répandues aujourd'hui ont été développées dans les années 70 à partir du fameux RRA (*Rapid Rural Appraisal*), qui permettait aux agents de terrain d'obtenir de meilleurs résultats dans leur compréhension des enjeux locaux, de manière plus rapide qu'au travers des fastidieuses enquêtes par questionnaires ou par le biais des techniques anthropologiques d'observation participante (Khon Kaen, 1987). Le RRA, en plus de solliciter le recours à l'entretien semi-directif permettant aux enquêteurs d'avoir accès à des informations non prévues, introduisait un certain nombre d'outils de récolte, de synthèse et de représentation des données (transects, diagrammes, cartographie, etc.). Ces outils étaient alors uniquement manipulés par l'expert et reposaient sur des démarches itératives où les informations des entretiens étaient triangulées. L'avènement à la fin des années 80 du PRA, pour *Participatory Rural Appraisal*¹⁰, repose sur la prise de conscience de l'importance de la participation des populations dans la formulation des diagnostics et des propositions d'action (cf. P1, Chapitre 1, § 1.2). Avec l'utilisation des PRA, la fonction des intervenants extérieurs se voit quelque peu modifiée : ils doivent faciliter l'émergence d'une réflexion collective sur les problématiques locales en réunissant les acteurs locaux. L'approche se fait donc au travers de travaux de groupes, et autour d'outils et de supports visuels permettant de concentrer l'attention de tous. A l'issue de ce travail de récolte de données, l'intervenant est sensé synthétiser les résultats et les soumettre à l'appréciation des participants, via une séance de restitution. Plus tard, des approches de plus en plus sophistiquées ont été développées et proposées aux quatre coins du monde. Introduit en 1995, le PLA, pour *Participatory Learning and Action*, est sensé englober et condenser ce corps croissant des démarches participatives, construites en opposition aux méthodes extractives et observationnelles, et qui ont été caractérisées par trois composantes fondamentales clairement reconnues par les praticiens : les comportements, attitudes et état d'esprit du facilitateur ; les méthodes qui combinent visuels, outils matériels tangibles, adaptés aux ressources et compétences locales, et utilisés en groupes ; et le partage¹¹ sans frontière des connaissances, points de vue, formations et des fruits des réflexions collectives (R. Chambers, 2007). Pour produire une information pertinente et renforcer les capacités locales, les comportements et attitudes ont rapidement été considérés comme plus importants que les méthodes, et un certain nombre de principes ont été

⁹ Tandis que le processus de réflexion et de décision est multiforme, à la fois constitué d'étapes formelles et d'étapes informelles, et qu'une grande partie de son contenu se détermine « en coulisse » pour reprendre la métaphore dramaturgique de Goffman.

¹⁰ Nommées MARP en français, pour « Méthode Accélérée de Recherche Participative », devenue par la suite « Méthode Active de Recherche et de Planification Participative ».

¹¹ « *Sharing without boundaries* » deviendra à cette époque la phrase clef de ralliement entre les défenseurs de ces approches.

définis. Néanmoins les intervenants ont du se forger par eux-mêmes leurs compétences sur le terrain, ce qui explique notamment l'apparition constante de nouvelles démarches, puisque finalement chacune naît par confrontation au contexte local dans lequel elle doit être mise en œuvre.

L'expansion de ces approches dans les années 90 fut rapide et mondiale, soutenue à la fois par les ONG, les chercheurs et les organisations internationales, persuadés d'y voir un remède potentiel au mal-développement des décennies précédentes. Les outils mobilisés par ces approches se sont diversifiés (carte, maquette, calendrier de travail, profil historique de l'évolution de l'agriculture, diagramme de Venn, informatique, vidéo, jeu de rôle, etc.) et dans certains cas la philosophie sous-jacente a été quelque peu laissée de côté. Les méthodes ont ainsi parfois prévalu sur les comportements, pour le plus grand plaisir intellectuel de leurs concepteurs, mais avec peu de résultats concrets pour les participants locaux. L'extraction d'information a continué aux dépens du renforcement des capacités des acteurs à agir selon leurs propres analyses (Chambers, 2007). La souplesse de ces méthodes a en tout cas permis leur adaptation à des champs d'application extrêmement divers (gestion des ressources naturelles, programmes sociaux, d'empowerment, etc.) multipliant d'autant les innovations, permettant parfois aux marginalisés de prendre part aux décisions en négociant avec les décideurs, et donc de réinvestir leur citoyenneté.

Sans remettre en question les fondements idéologiques et politiques des approches participatives, les démarches concrètes de terrain, bien que largement répandues, font l'objet de nombreuses critiques. Ces critiques permettent de pousser toujours plus loin, et dans la bonne direction, la réflexion autour de la participation. Parcourons-en quelques-unes rapidement.

1.5 Les critiques récurrentes à l'encontre des démarches participatives

Ces critiques apparurent dès les années 90, souvent en réaction à la déception ressentie face aux résultats concrets obtenus sur le terrain, et aux obstacles rencontrés dans leur application. Elles reposent essentiellement sur trois aspects de ces démarches : « *les conceptions implicites de l'approche, le profil des personnes qui les mettent en œuvre et le contexte institutionnel de leur mise en œuvre* » (Lavigne Delville P., 2005).

✓ Les conceptions implicites de l'approche

C'est la fiabilité des données qui est la première questionnée. Peut-on avoir une confiance aveugle en la méthode de collecte ? Comment s'assurer de la pertinence des résultats obtenus au regard des actions de développement à mettre en œuvre ? Cette question suppose l'existence d'une capacité chez les animateurs de ces démarches à faire le tri entre ce qui serait de « bonnes » et de « mauvaises » données, en plus d'un sérieux problème de légitimité. Cela impliquerait donc que l'animateur dispose, au-delà de son savoir-faire en termes de triangulation des informations, d'une connaissance relativement pointue de la situation locale, au risque que sa propre perception de la problématique (influencée par son parcours professionnel, sa formation, etc.) ne vienne biaiser le déroulement de la réflexion collective, l'amputant ainsi de sa substance participative. « *Les villageois seront de bons enseignants si les "élèves" possèdent de solides connaissances dans les disciplines concernées et savent poser de « bonnes questions » en confrontant les connaissances des paysans aux leurs, en se laissant*

ainsi surprendre par ce qui affine, confirme ou contredit leurs propres théories » (Floquet et Mongbo, 2000).

Par ailleurs, seule une infime partie de la population peut concrètement prendre part à la démarche, ce qui entraîne nécessairement des distorsions dans la représentation de la situation locale qui en est issue. Ces distorsions sont bien sûr plus ou moins importantes, et plus ou moins justifiables, mais elles demandent aux intervenants d'être en mesure de les identifier et de les évaluer de manière transparente, ce qui n'est pas toujours évident, et surtout loin d'être toujours réalisé dans la pratique. De plus, la participation confronte nécessairement ses « facilitateurs » à la difficulté de proposer, à l'issue du processus, des solutions - en tout cas des actions - susceptibles de rencontrer l'adhésion de l'ensemble des participants. On est en droit de se demander s'il n'est pas quelque peu utopique de croire qu'il est toujours possible de trouver le chemin du consensus dans un contexte multi-acteurs donné. Se pose également la question du prix à payer pour l'obtention de ce consensus, et de l'existence d'éventuels laissés pour compte (susceptibles d'être différents des populations dites marginalisées préexistantes à l'intervention).

✓ Le profil des intervenants

Au sujet des comportements et attitudes des intervenants, les détracteurs des approches participatives égratignent l'absence de ligne de conduite précise, de repères et de garde-fous méthodologiques et déontologiques arrêtés. Ce vide laisse selon eux la porte ouverte aux dérives, aux risques de manipulation et d'instrumentalisation des approches et des intervenants eux-mêmes. Effectivement, si les méthodes participatives foisonnent, on ne trouve que peu d'indications sur les difficultés pratiques et leurs conditions d'utilisation (Lavigne Delville, 2000).

De plus, dans le cas des diagnostics participatifs notamment, les intervenants sont amenés à restituer aux participants les fruits de leur travail collectif. Cette restitution, essentielle à la validation des résultats obtenus auprès de la population locale et à la formulation de propositions concrètes d'action, se retrouve souvent compromise par les anciens travers des « développeurs ». Ceux-ci se précipitent souvent vers leurs outils de synthèse préférés (diagrammes, photos satellite, etc.) qui, s'ils font sens à leur yeux (et aux nôtres), ne le font généralement pas à ceux des participants, alors incapables de reconnaître leurs analyses, et encore moins de les discuter comme ce devrait être le cas. Ils se retrouvent finalement dépossédés de leurs réflexions du fait de cette reformulation par les intervenants. Il en est d'ailleurs de même de l'inévitable rapport écrit final, rédigé dans la langue administrative en vigueur (fréquemment différente de celle des populations locales), et absolument incompréhensible pour les participants. Dans de telles situations l'appropriation des résultats par les participants demeure très faible, que le processus en lui-même ait été riche ou non. Ceci explique également comment ces restitutions de soi-disant processus participatif se transforment facilement en réunions de simple validation des propositions élaborées par les seuls intervenants qui, loin de l'idéologie participative, ne recourent à ces démarches que dans le but de donner une certaine coloration aux résultats présentés aux bailleurs de fonds. D'Aquino évoque alors « *un dialogue artificiel réduit, au mieux, à l'expression de besoin et à la validation de choix déjà effectués par les experts et l'administration.* » (D'Aquino, 2002)

Finalement, en plus d'une adhésion profonde aux principes de la participation, les compétences de ces animateurs du développement d'un nouveau genre sont sensées être extrêmement diverses. Ils doivent en effet combiner des talents de sociologue, de psychologue, de médiateur, de gestionnaire, et parfois d'agronome, d'hydraulicien, etc., tout en étant relativement au fait des problématiques propres au terrain d'intervention. L'ampleur de la tâche qui leur incombe laisserait penser que peu d'entre eux sont capables d'une telle prouesse...

✓ Le contexte institutionnel

Enfin, et c'est là sans doute la critique la plus difficile à surmonter pour les défenseurs de ces approches, si l'on se retourne sur les résultats obtenus durant ces 20 dernières années dans le cadre de la mise en œuvre des approches participatives, force est de reconnaître qu'un fossé demeure avec les espoirs qu'elles ont suscités à l'origine. Tout d'abord elles sont le plus souvent limitées au seul exercice de diagnostic préalable, certes indispensable à la bonne marche des projets, mais insuffisant dans une optique de changement démocratique et de reprise en main par les acteurs locaux de leur développement. Le déroulement traditionnel des projets n'a pas été autant remis en question qu'on ne l'espérait par l'invasion des méthodes participatives. En effet, la participation devrait pouvoir être soutenue à tous les stades, depuis le diagnostic jusqu'à l'évaluation, en passant par le suivi et le contrôle de la réalisation concrète des actions. Mais cela signifie que le contexte politico-institutionnel local, comme celui, plus administratif bien souvent, de la gestion du projet en lui-même (si celui-ci est porté par l'extérieur), puisse intégrer un tel bouleversement dans les façons de faire. Cela sous-entend que les décisions ou les orientations définies par les participants au processus soient réellement suivies, ce qui suppose des dispositifs de financement très souples (tout comme devraient l'être les calendriers d'intervention), et surtout l'absence totale d'attentes vis-à-vis du projet du côté de ses porteurs. Or il faut admettre que les divers systèmes institutionnels actuellement en vigueur ne peuvent se plier à ce type d'exigences : la gestion comptable impose une certaine rigidité, la durée des mandats et le système politique même poussent à la réalisation rapide d'ouvrages précis pour satisfaire un électorat, etc. La mise en application juste des principes participatifs et des méthodes associées semble ainsi nécessiter la refonte complète de l'organisation politico-institutionnelle. *« L'adoption de démarches participatives n'est pas seulement une question d'outils pour la participation. C'est d'abord une question de réforme institutionnelle, d'évolution des conceptions de l'innovation et de l'image que les chercheurs se font de leur mandat. »* (Lavigne Delville P., 2000) Une alternative pourrait alors être d'inventer *« des dispositifs de projets capables de mettre en œuvre une série de réalisations, non déterminées au départ, sur un territoire donné, en couplant dispositifs de décision sur l'octroi de financements à des projets portés par les populations, et dispositifs d'appui aux porteurs de projets dans l'élaboration de leurs projets »* (Lavigne Delville P., 2005). Malgré tout, dans certains cas, lorsque les conditions locales le permettent, que les tensions ne sont pas trop importantes et que les intervenants sont réellement compétents, les approches participatives peuvent effectivement assurer l'expression et la prise en compte de multiples points de vue, favoriser le dialogue et participer d'une forme de conscientisation des populations, préalable indispensable selon Freire (cf. section suivante) à la reconquête de leur citoyenneté.

Ce questionnement d'ordre institutionnel renvoie enfin au lien entre local et global : *« le défi d'un développement local et durable est pourtant dans une articulation efficace entre ces espaces de proximité dans lesquels l'intensité des échanges interpersonnels favorise l'exercice de la délibération et de la solidarité et des espaces plus larges, permettant la conduite de certaines actions et le respect de certaines valeurs »* (Gontcharoff, 1996, cité par D'Aquino, 2002). Des pistes ont été explorées en ce sens pour instituer une véritable démarche participative à différentes échelles simultanément, notamment en Amérique Latine avec la « participation populaire » instaurée dans la gestion de différentes collectivités territoriales. Notre propre étude en Bolivie montre qu'il reste encore de nombreux efforts à fournir pour que ces modèles fonctionnent dans le respect des principes qu'ils sous-entendent (cf. P2, chapitre 1, § 2.4).

Il faut finalement reconnaître qu'aujourd'hui le mot participation est un terme galvaudé, employé à tout va, par tout le monde et n'importe qui, et qu'il se retrouve de fait peu à peu dépourvu de sa substance. C'est un mot valise, qui recouvre des conceptions, des visions

politiques et des pratiques extrêmement variées. Cette confusion, de laquelle les plus cyniques d'entre nous (les plus clairvoyants ?) peuvent parfois penser qu'elle est volontairement entretenue, ne joue pas en faveur de ces approches. Pour Mosse notamment (Mosse, 1995), la rhétorique participative peut elle-même être un obstacle à la communication dans la mesure où le flou affiché sur les intentions des intervenants ne peut que renforcer la méfiance ou l'inquiétude des enquêtés. Finalement, pour conclure sur ces critiques, il est intéressant de s'interroger, comme le fait Sellamna, sur le bien fondé, la pertinence et l'impact réel de ces méthodologies, largement initiées de l'extérieur des communautés rurales et des Etats nationaux, qui préconisent l'émergence d'une dynamique interne et autonome de changement social, et prétendent pouvoir l'insuffler (Sellamna N., 2000).

Malgré le nombre et la pertinence des critiques, la recherche sur les approches participatives continue d'être soutenue, portée par l'engagement aujourd'hui apparemment indéfectible des bailleurs de fonds internationaux, et ralliant à elle toujours plus de praticiens, d'experts et de porteurs de projets. Et même si un long chemin reste à parcourir, elles demeurent aujourd'hui la seule piste, dans le contexte géopolitique et institutionnel actuel, permettant de redonner aux acteurs locaux la place qu'ils méritent dans les processus de décision relatifs à leur développement : une place centrale et primordiale. Au travers de ces approches le développement repose enfin sur l'établissement et la valorisation du dialogue respectueux entre les hommes. La communication devient dès lors le bras armé du développement.

Section 2 : La communication dans une perspective de développement

2.1 Précisions sur l'objet de la section

Le champ de la communication est particulièrement vaste, et même si l'on ne s'intéresse « qu'à » l'humain (en faisant abstraction des animaux, des machines, des moyens de transport, etc.) le terme reste chargé d'une forte polysémie. Cette section n'a pas pour vocation de décrire les théories de la communication en tant que telles : ni celles du phénomène cognitif ou de la communication interpersonnelle (domaine des psychosociologues), ni celles des sciences de la communication, nombreuses et complexes.

Précisons l'objet exact de cette section.

Commençons par caractériser le *processus* de communication en lui-même, qui ne répond pas non plus à une définition unique. Si ces diverses approches ne seront pas débattues dans notre travail, un positionnement succinct est néanmoins indispensable.

Les éléments utilisés par les auteurs dans ce domaine sont relativement constants : le processus de communication est décrit comme la transmission d'un message depuis un émetteur jusqu'à un ou plusieurs récepteurs, à travers un média, qui suppose un codage puis un décodage, et subit des interférences lors de sa transmission (le « bruit »¹²). Certains auteurs insistent également sur la notion de « contexte », c'est-à-dire l'ensemble des conditions extérieures aux messages (économiques, sociales et environnementales) qui influencent sa compréhension (pour R. Jakobson par exemple), voire sa signification (pour G. Gerbner). Les conceptions anciennes de la communication sont linéaires (à l'instar du modèle

¹² Pour Paul Watzlawick, la confusion est une caractéristique intrinsèque de la communication (Watzlawick P., 1978). L'auteur adopte le terme de « *désinformation* » pour désigner les blocages de la communication, qu'ils soient provoqués expérimentalement, inhérents à certains obstacles concrets ou créés délibérément.

de Shannon et Weaver¹³). Elles en font un processus unidirectionnel à destination d'un récepteur passif : il s'agit par exemple « d'informer » ou « d'éduquer les gens ». Ce modèle du flux directionnel reste longtemps prédominant après son apparition, notamment car il sert de socle idéologique aux « *mass médias* », c'est-à-dire à la télévision et à la radiodiffusion avant tout, ainsi qualifiées parce qu'elles s'adressent indistinctement et simultanément à tous les récepteurs potentiels, et qu'elles répondaient initialement à des logiques de standardisation, de taylorisation et de publicité¹⁴.

Les modèles plus modernes se placent en rupture avec ces approches, et ce, dès l'introduction du concept de « message de rétroaction » ou « *feedback* » envoyé par le récepteur – devenu actif – à l'émetteur. C'est Gregory Bateson qui proposa pour la première fois cette notion issue du champ de la cybernétique, et replaça ainsi au centre des débats l'interprétation et la compréhension du message (voir également la théorie de l'interactionnisme symbolique de Blumer, 1992, ou le modèle de convergence de Rogers et Kincaid, 1981). De cette vision bidirectionnelle sont ensuite nées des conceptions dites transactionnelles : « *ce n'est pas un processus de persuasion fonctionnant à sens unique. C'est un dialogue dans lequel l'émetteur et le receveur du message interagissent sur une période de temps pour arriver à une représentation partagée* » (Nair et White, 1994). Ce sont ces dernières théories qui font sens à nos yeux et dans le cadre de nos travaux.

Ces précisions apportées, nous allons nous intéresser aux voies de la communication, c'est-à-dire à tout ce qui a trait à la *médiatisation* du message, aux vecteurs de la transmission d'information (et surtout dans notre cas la télécommunication), dans le but de relier la communication au développement : nous analyserons notamment l'évolution conjointe des paradigmes dans les deux domaines, afin de comprendre le rôle social que peut revêtir la circulation des messages et des informations.

Le lien entre communication et développement n'est pas nouveau : toutes les théories développementalistes depuis les années 50 accordent une place centrale à la communication, quelle que soit l'idéologie sous-tendue (Ambrosi A., 1992). Celle que nous défendrons pour notre part, parfois nommée « communication alternative », est fondée sur les mêmes idéaux que ceux avec lesquels nous sympathisons dans les modèles de développement, c'est-à-dire l'autonomie, le respect des différences, les concepts de souveraineté et de participation et la primauté accordée aux hommes. Nous le verrons, la communication peut être à la fois un vecteur de démocratie et un facteur d'appauvrissement humain, un diffuseur mitigé de savoirs et d'illusions.

Finalement, la deuxième partie de cette section présentera en quelques pages le domaine de la « communication pour le développement » (CPD) dont cette thèse pourrait pleinement se revendiquer. Nous en aborderons l'histoire, les fondateurs et les principaux concepts actuels.

2.2 Un lien historique entre communication et développement

2.2.1 Le postulat d'origine

Au lendemain de la seconde Guerre Mondiale, les Nations Unies définissent le droit à l'information comme un droit fondamental qui doit, à l'instar de la liberté d'opinion et d'expression, permettre de lutter contre la barbarie et l'obscurantisme. Ils anticipent ainsi la

¹³ Modèle apparu dans « Théorie mathématique de la communication » en 1948.

¹⁴ Cf. le modèle de H. D. Lasswell qui a conçu la communication comme un processus d'influence et de persuasion orienté vers sa finalité : « qui dit quoi, par quel canal, à qui et avec quel effet ? »

théorie de l'action communicative de J. Habermas¹⁵, pour lequel l'ouverture des canaux de communication est une condition requise pour le progrès social et le développement de relations non coercitives. L'UNESCO agit en ce sens dès la fin des années 40 et préconise à différents pays de favoriser l'existence d'un nombre minimal d'organes de presse, de stations de radio et de toutes sortes de récepteurs (Vieira de Souza M., 1993). L'idéologie dominante est alors techniciste, considérant la communication comme à même de résoudre les problèmes politiques et sociaux que les modèles économiques ou de développement ne seraient pas parvenus à solutionner jusque là. Ce point de vue pêche aux yeux de nombreux auteurs par un déterminisme quelque peu naïf, qui fait des usages des techniques le principal opérateur de changement des sociétés contemporaines (Breton, 2001).

2.2.2 1970 – 2000 : le triomphe de la société de l'information

Le transfert d'information a vite pris un aspect vertical, malgré le changement d'orientation de l'UNESCO, du « tout informatif » vers une « circulation libre et équilibrée de l'information ». Le paradigme diffusionniste alors en vigueur suppose une réception passive des messages par des spectateurs et auditeurs peu incités à raviver leur flamme citoyenne. Mais face à l'absence de résultats la communauté pensante a dû admettre dans la douleur que les difficultés sociales et politiques, comme la misère humaine, n'étaient pas solubles dans la communication.

Au fil du temps, une « communication alternative » a néanmoins parfois permis de soutenir des formes de résistance là où la censure et les dictatures empêchaient l'exercice du droit fondamental à être informé : ce fut notamment le cas au Chili, en Argentine, en Europe de l'Est, en Afrique du Sud (nous traitons le cas d'un projet vidéo de lutte contre l'apartheid en annexe 31) ou encore aux Philippines. L'UNESCO, une fois de plus aux avant-postes, a joué un rôle majeur dans le domaine depuis les années 70 en mobilisant de nombreux spécialistes sur des réflexions soutenues autour des liens entre communication et développement. Son positionnement militant pour le droit à communiquer, les médias communautaires, la dénonciation de certains impacts de la technologie et la remise en cause du modèle dominant et du monopole des pays du Nord (voir UNESCO, 1980 - le « rapport MacBride » - et UNESCO, 1990) ont même conduit au retrait temporaire des USA et de la Grande Bretagne de l'organisation. Le rapport MacBride voyait dans la communication une notion toute différente de celle de l'information : *« La communication de nos jours est considérée comme une question de droits de l'homme. Mais ce droit est de plus en plus considéré comme le droit de communiquer et va au-delà de celui de recevoir la communication ou d'être informé. La communication est donc envisagée comme un processus bi-directionnel, dont les participants - individuels ou collectifs - entretiennent un dialogue démocratique et équilibré... Le droit à communiquer est un prolongement du progrès et de la démocratie »*.

Au début des années 80, au titre d'ancien secrétaire général de l'Union Internationale des Télécommunications, Mohamed Mili faisait remarquer que les deux tiers des pays du monde étaient très mal desservis en télécommunications et qu'une grande partie de leur population était particulièrement isolée par le manque d'infrastructures, alors que les pays du Nord préparaient et profitaient déjà de la mondialisation de l'information (Voigt T.E., 1983). Internationalement, les Etats se retiraient d'une activité en privatisation rapide car devenue totalement marchande, et des chaînes de télévision planétaires comme CNN faisaient leur apparition. Le rapport UNESCO de 1989 sur la communication consacrait pour sa part un tout petit chapitre aux médias alternatifs. Néanmoins différents pionniers commençaient à se faire entendre (comme Carlos Afonso d'IBASE) et défendaient l'idée d'un usage social des

¹⁵ Voir Habermas J., 1984, "Theory of Communicative Action", Vol 1, "Reason and the Rationalization of Society", Beacon press Boston.

réseaux d'information dans les communautés. Le local et le global émergeaient donc au même moment, et s'opposaient dès l'origine (Reyes Matta F., 2003).

Au début des années 90, les USA, la CEE et la Japon concentraient 90 % de la production des biens et services d'information dans le monde. Seuls quatre pays africains (Algérie, Kenya, Nigéria, Gabon) disposaient de plus d'une station de télévision alors qu'au Nord le câble avait déjà envahi les foyers. Cette situation s'expliquait essentiellement par l'importance des investissements à consentir pour s'approprier les moyens de production et de diffusion. Dans cette évolution, les industries de l'armement étaient particulièrement liées à celles de l'information : le Broadcasting Task Force en Afrique du Sud (contrôlée par les services de renseignements), NBC propriété de General Electric (fournisseurs des fameuses armes « chirurgicales »), Matra en France, etc. (Ambrosi A., 1992).

Dans le courant de la décennie, certains pays du Sud sortent de leur dépendance exclusive vis-à-vis du Nord en termes de communication (à l'image de quelques pays arabes ou de l'Inde). L'Amérique latine notamment présente un formidable dynamisme télévisuel (Roncagliolo R, 1992) et radiophonique, y compris dans des zones rurales assez reculées grâce aux microtransmetteurs. Cette spécificité latino-américaine est sans doute à relier au foisonnement de chercheurs en communication sur ce continent.

Les mesures d'ajustement structurel achèvent de généraliser la privatisation des services. Une communication à deux vitesses va de pair avec un développement à deux vitesses. Si l'UNESCO, le PNUD et la CNUCED contribuent (avec de maigres budgets) au développement de communications à « caractère social », la majeure partie de l'aide internationale dans le domaine reste distillée par les Etats dominants, souvent à des sociétés privées dans une optique de « transfert de technologie » (les mots sont les mêmes que dans le domaine du développement). Les ONG qui appuient la communication communautaire (où les populations participent aux différentes étapes de la vie d'un message informatif) se multiplient, mais elles restent sans poids face au rouleau compresseur du modèle dominant, et sont largement tributaires de l'argent des bailleurs de fonds.

Les choses sont allées très vite. L'avènement de la « société de l'information » a mis à peine trois décennies à se concrétiser au Nord, et le modèle a été très activement diffusé vers le Sud avec quelques années de retard. Observons au passage que les écoles libérales véhiculent toujours aujourd'hui l'idée selon laquelle les *mass médias* doivent apporter la modernité sociale. Le concept de « quatrième pouvoir¹⁶ » s'est imposé à la lumière du rôle majeur des médias lors de la couverture des conflits, sociaux ou armés (nos souvenirs personnels datent de la première guerre du Golfe), et avec lui les débats sur la manipulation, la propagande, l'éthique et la démocratie ont pris le devant de la scène. Information, médias et communication occupent une place considérable dans notre quotidien, au point de faire naître des mouvements idéologiques de repli chez ceux qui saturent de trop de mise en réseau et d'excès d'accessibilité.

Le moteur de cette explosion est bien sûr le développement technologique extrêmement rapide de l'informatique et des télécommunications (standards, supports, réseaux). L'ère des communications se révèle tout aussi triomphaliste que le fut l'arrivée des modèles impériaux socialiste et capitaliste néo-libéral. Et les consommateurs potentiels d'informations et de technologie sont nombreux : les usagers de téléphone mobile sont passés de 800 millions à 3,3 milliards entre 2000 et 2007, et Internet a connu une croissance annuelle de 100 % depuis 1990 (d'après Internet World Stats).

Aujourd'hui le débat politique sur les communications a déserté peu à peu l'UNESCO pour l'ITU (International Telecommunication Union basée à Genève), et c'est au sein de cette

¹⁶ Le concept du quatrième pouvoir (après l'exécutif, le législatif et le judiciaire) est né en Angleterre à la fin du 18^{ème} siècle, et traduit l'idée d'une forte influence des médias sur les affaires publiques et le comportement des citoyens. Il s'affirme, en France, avec l'affaire Dreyfus.

organisation que les figures mondiales du domaine développent, entre autres, le concept des « autoroutes de l'information ».

L'UNESCO continue néanmoins de produire des réflexions sur la communication en s'intéressant notamment récemment à son rôle dans l'équité et le développement humain à l'échelle mondiale, et aux stratégies à suivre pour maintenir le pluralisme et déplacer l'attention des technologies vers les contenus (UNESCO, 2000).

2.2.3 Le cas particulier de la vidéo

Au début de ces années 90, de nombreux praticiens vantent le potentiel de la « vidéo alternative » pour rendre aux populations le droit à communiquer et le droit à une image qui ait du sens (adaptée aux cultures et aux aspirations de chaque groupe). Le principe est né et s'est rapidement développé lors de la décennie précédente, en particulier au Canada. Les réflexions des praticiens s'orientent rapidement vers les concepts de micro-citoyenneté, de *feed-back*, essentiel à tout « bon » processus de communication, et vers les difficultés de cohabitation de la vidéo alternative avec les grands médias (Hall D., 1990). Le mouvement se structure et prend l'aspect d'une vraie lutte sur différents fronts. Le principal ennemi visé est la télévision de masse, voire transnationale, accusée d'être l'instrument d'un impérialisme culturel marchand, fondé sur l'homogénéisation des messages. Les colloques et les publications appellent à communiquer à une échelle plus réduite, par les télévisions communautaires et toutes sortes de vidéos alternatives, certaines étant réalisées de manière participative avec le futur public. *« En Inde, une très importante partie de la population est encore analphabète et éloignée des réseaux d'information. Il s'agit surtout de femmes et de paysans pauvres. Une véritable "culture du silence" s'est instaurée autour d'eux entraînant un immobilisme social tout à fait contraire à tout processus de développement. Par contre, l'invasion de la radio et de la télévision officielles atteint tout le monde, mais sans adaptation à chaque cas. Ces grands médias traitent de problèmes communs. L'information est fournie par des experts qui parlent à tous et donc à personne en particulier. Les auditeurs ne peuvent que rester passifs. Or, le développement suppose une participation active de la population. Pour cela, il faut permettre aux communautés de réfléchir sur leur cadre de vie, leur savoir-faire et leur culture. A partir de cette prise de conscience, elles pourront résoudre leurs problèmes et transformer leurs conditions de vie. »* (Jain R., 1992).

Malgré la ferveur de certains membres du mouvement, la démocratisation progressive de l'accès à l'outil informatique dans les années 80 puis du multimédia et de l'Internet dans les années 90 semble avoir totalement détourné l'attention générale des outils vidéos, au profit de ces *Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication*. Ce n'est que depuis quelques années que la réflexion dans le domaine connaît un certain renouveau.

2.3 La télévision et les NTIC face à la démocratie et au changement social

L'expansion numérique soulève de nombreuses questions. Les autoroutes de l'information seront-elles celles de la démocratie ? La révolution communicationnelle en route apportera-t-elle quelque chose de concret dans le quotidien et les rapports humains ? N'y a-t-il pas un risque qu'elle nous éloigne en nous dispersant ?

Le culte immodéré de la technologie, à l'instar de celui de la croissance économique, conduit à des extrémismes qui laissent une bonne partie de la population mondiale au bord du chemin. Mais les avancées technologiques ne doivent pas non plus être diabolisées. Un regard critique porté sur ces questions donne surtout l'impression d'une communication tiraillée entre deux pôles opposés avec peu d'intermédiaires : le local et le global, les *light medias* face au *mass medias*, l'appui au civisme et à la démocratie ou leur inhibition, le pluralisme face aux sujets impersonnels, le messianisme médiatique contre les suspicions de manipulation, etc. A

l'heure de la « *world culture* », de la « télé-réalité » (fer de lance du conformisme) et surtout de l'Internet, la communication s'impose comme moteur incontournable du bien-être, et elle exerce déjà une forme de tyrannie en s'immisçant dans tous les aspects de la vie mondiale (Ramonet I., 2001).

Nous allons évoquer certains de ces tiraillements autour de la télévision et de la vidéo, bien sûr, mais aussi d'Internet qui supporte de plus en plus - et parfois même supplante - les médias précédents. On parle déjà de lui comme du « cinquième pouvoir » (Ramonet I., 2003).

2.3.1 Les espoirs suscités par Internet

La révolution Internet a généré au niveau des leaders d'opinion le fol espoir de l'extinction de la pauvreté et de la généralisation de la démocratie. Abstraction faite du contrôle sur la qualité et le contenu des pages (il y aurait beaucoup à dire à ce sujet), il est vrai que grâce au cyberspace la société civile internationale tisse des liens solides beaucoup plus facilement. Les outils technologiques se multiplient, deviennent plus simples d'utilisation, et tout citoyen semble ainsi gagner une place plus importante dans les débats politiques de certaines nations, et surtout à l'international. Le cybercitoyen n'appartient pas à un espace géographique mais bien à une communauté d'intérêt virtuelle, dont les actions peuvent se coordonner, y compris à l'échelle mondiale, permettant la naissance d'une société civile planétaire (Reyes-Matta F., 2003). Le déroulement du forum de Seattle fut exemplaire et fondateur en ce sens. Si 40 000 manifestants ont réussi à bousculer l'O.M.C., ce n'est pas seulement par la rue, mais aussi et surtout parce que la tribune développée sur Internet en parallèle du sommet a permis de diffuser très largement un autre point de vue sur la réalité cachée derrière les chiffres macro-économiques, celle des inégalités. Internet a permis pour la première fois l'union de syndicalistes, d'étudiants, de défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement, d'ONG et de bien d'autres encore, avec une efficacité surprenante. Les analystes s'étonnaient d'ailleurs de ne trouver aucun leader à la tête du mouvement : « *la mobilisation pour la justice sociale n'est pas un événement hiérarchique de subordination, [...] c'est un ensemble de personnes qui non seulement survit mais qui en plus grandit, et sans tête* » (Time, 24 avril 2000, NY). Beaucoup soulignèrent l'ironie du sort qui avait fait que l'opposition à la globalisation prenait le canal d'une des plus fantastiques de ses créations : l'Internet (Reyes-Matta, 2003).

A l'échelle nationale dans les pays du Nord, on nous assure une démocratie plus participative grâce à l'utilisation d'Internet dans les pratiques politiques communicationnelles. Le déroulement des élections présidentielles de 2007 en France tend effectivement à prouver le potentiel de dynamisme du *web* comme outil citoyen, notamment à travers les blogs des candidats et les divers forums qui leur ont servi d'inspiration - selon eux -. Par ailleurs, certains auteurs envisagent la greffe de mécanismes de la démocratie directe sur le modèle représentatif, pour combler l'interstice entre gouvernants et gouvernés et le délai inhérent aux processus politiques actuels, par le biais notamment d'instruments informatiques de proposition et de consultation. L'objectif serait la mise en place d'une forme de « *démocratie continue* » (Rodotà S., 1999) fondée sur les nouvelles communications. Au-delà, la mise en réseau ouverte et mondiale permet d'imaginer de multiples actions communicationnelles directes par lesquelles les citoyens pourraient échanger, proposer, et décider.

Ces considérations sur le civisme mises à part, l'émergence d'Internet représente une certaine révolution des mœurs, qui se caractérise par l'existence d'un vaste univers « *underground* », un iceberg dont la partie émergée influence la planète entière en réveillant les espoirs d'un monde plus altruiste. Philippe Breton y voit de nombreuses analogies avec d'autres utopies historiques, en relevant notamment des « *points de connexion entre le nouveau culte d'Internet et le vaste mouvement contre-culturel qui devient un phénomène de masse dans les années 1960 aux Etats-Unis, et, sous diverses formes, dans différents pays occidentaux, [...] un vaste courant qui englobe l'héritage de la beat generation, le mouvement*

de contestation de la jeunesse, qui conduira notamment aux grandes révoltes étudiantes, le mouvement hippie, et toutes les nombreuses ramifications qui sont nées dans cette nébuleuse, comme les mouvements alternatifs. Les valeurs dont il était porteur ont essaimé et influencent les manières d'« être au monde » de nombreux adultes [...] comme Allen Ginsberg, Jack Kerouac, Alan Watts, Ken Kesey, Timothy Leary, Gary Snyder, Neal Cassady, Bob Dylan, sans compter de nombreux groupes de musique et un certain nombre de revues » (Breton P., 2000). Ce cousinage est surprenant mais pertinent sur de nombreux aspects, même si contrairement à son aîné le cyberspace intègre spontanément certaines des valeurs du libéralisme, s'apparentant à la plus grande galerie marchande du monde malgré quelques foyers d'internautes hostiles au capitalisme et à la société de consommation. Mais c'est effectivement une nébuleuse, une tribune active pour les mouvements alter-mondialistes, environnementalistes, paysans, homosexuels et bien d'autres, utilisant tous la « Toile » comme porte-voix. C'est aussi, à l'instar du mouvement des années 60, un phénomène créé avant tout par les jeunes et pour les jeunes. Ce jeunisme participe de l'existence d'un sentiment de révolution, de décentralisation numérique, de possibles mutations assez radicales sous l'impulsion des nouveaux citoyens du monde qui disposent d'un instrument « dernier cri » pour atteindre les gens et essayer de les convaincre (Negroponte N., 1995). Avec toutes les dérives que cela peut impliquer.

2.3.2 La fracture numérique : le cyberspace comme nouveau théâtre d'inégalités

L'information et la capitalisation d'expériences, les sites Internet et les réseaux se multiplient sur la toile à une vitesse vertigineuse. Et pourtant, divers points noirs sont montrés du doigt et de nombreux auteurs accusent ce soi-disant outil du progrès global d'aggraver le retard des pays du Sud en matière de développement. Cette position se fonde sur des constats matériels : il y a une poignée d'années, 90 % des utilisateurs d'Internet provenaient encore des pays du Nord (cf. annexe 1), et les dix autres pourcents, au Sud, n'appartenaient évidemment pas aux classes sociales les plus défavorisées. La moitié de la planète n'est pas encore reliée à un réseau téléphonique, ce problème étant plus aigu dans les campagnes. L'illettrisme reste fort dans de nombreux pays et la pauvreté d'une grande partie de la population ne lui permet pas de participer à cette explosion des NTIC. Par ailleurs, la recherche en la matière est concentrée au Nord (l'Inde fait dorénavant exception), tout comme le sont les brevets qui permettent l'exclusivité technologique, les multinationales de la communication, les agences de presse, le contrôle des orbites géostationnaires, etc. (Reyes-Matta F., 2003, Ambrosi A., 1992). En 2000, les présidents Ricardo Lagos du Chili, Thabo Mbeki d'Afrique du Sud et le premier ministre de Suède Goran Persson lançaient un appel mondial à la prudence : *« la technologie de l'information est, dans le monde entier, un facteur clef des processus de développement économique, politique et culturel, et cependant jusqu'à aujourd'hui seule une élite peut y avoir accès. Si la technologie de l'information n'est pas disponible pour tous, elle peut devenir une nouvelle source de division et d'inégalités accrues, en plus d'un obstacle au développement. La fracture numérique existe déjà, et notre devoir de leaders politiques est de s'assurer qu'elle diminue, entre et au sein de nos nations »* (International Herald Tribune, 28 juin 2000). L'ITU ambitionne de combler la fracture à horizon 2015¹⁷.

D'autres auteurs parlent également d'« apartheid électronique », puisque l'Internet prétend unir le monde entier alors *« qu'il ségrègue et bannit les non anglophones, en les envoyant dans les ghettos de l'espagnol, de l'hindi, du français, du mandarin et des autres langues sous-représentées. Le langage « officiel » de l'Internet est devenu une nouvelle couleur de peau de la suprématie culturelle, ou de la domination culturelle au mieux »* (Dagron A.G., 2001). Il est clair que la plupart des serveurs qui mettent des sites à disposition sont au Nord (cf. annexe 1). Et quand bien même à horizon 2013 la Chine et l'Inde seront les deux plus gros utilisateurs d'Internet au monde, et que plus de la moitié des internautes sont d'ores et

¹⁷ Cf. <http://www.itu.int/partners/index.html>

déjà en Asie, c'est l'Europe et l'Amérique du Nord qui disposent d'un « taux de pénétration » international écrasant (cf. <http://www.internetworldstats.com/stats.htm>).

Finalement, loin de nous l'idée de nier le fait qu'Internet est une révolution de tout premier ordre et que son potentiel est colossal : pour preuve son évolution en seulement vingt ans d'existence... Nous remettons simplement en cause sa faculté d'adaptation aux situations locales comme outil de communication, et donc son potentiel en termes d'appui au développement et son adéquation avec les véritables besoins des pays pauvres.

2.3.3 Les cas de la télévision et de la vidéo

Représentant des médias de masse par excellence, la télévision a conquis la planète entière et s'impose aujourd'hui largement aux dépens de la presse écrite. Ce raz de marée est tel qu'il produit un changement dans le concept même de l'information : il s'agit dorénavant de montrer l'histoire en marche, bien plus que de prendre du recul et de comprendre les contextes d'événements moins ponctuels. Dans cette confusion l'« actualité » se mêle à l'information, et l'écran fait ressurgir l'illusion selon laquelle voir, c'est comprendre (Ramonet I., 2001). Cette fascination pour les images ouvre grand la porte aux manipulations, idéologiques et politiques, voire même humanitaires (on se souviendra des fausses images de famine en Somalie...). Les spectateurs semblent souvent inaptes au décodage du message qui leur est diffusé. Cette dictature du visuel est telle que les événements invisibles en deviennent quasiment abstraits : c'est le cas par exemple des 50 ans d'oppression tibétaine (avant les Jeux Olympiques de Pékin !) et de la réalité quotidienne des coréens du Nord. Ainsi la prédominance des journaux télévisés tend faussement à faire croire que le fait de les regarder équivaut à s'informer correctement et pleinement. Ils participent en ce sens, et souvent malgré eux, d'un risque d'amnésie collective autour des événements qui ne sont pas sélectionnés à l'antenne.

Au-delà de cet aspect culturel, les petits écrans sont des instruments politiques et économiques très puissants. Nous avons mentionné la couverture des conflits et le lien des industries de la télécommunication avec celles de l'armement. Dans de nombreux pays, les industries de la vidéo et de la télédiffusion appuient les régimes en place, que celles-ci soient propriété de l'Etat, de compagnies privées sympathisantes ou les deux. Les cas du Mexique ou de l'Afrique du Sud, qui ciblent un public blanc et libéral, sont de tristes exemples en la matière, tout comme le sont la Chine et la Russie au niveau du contrôle du peuple. Jusque très récemment, le pouvoir de censure pouvait rendre un pays imperméable aux productions alternatives et étrangères. Mais l'explosion des télévisions câblée et satellitaire a changé la donne, et Internet encore plus, en multipliant les filières médiatiques clandestines. Malgré tout dans certains pays aux régimes cadencés, comme la Birmanie, la répression et l'oppression sur les diffuseurs potentiels restent trop fortes pour permettre cette ouverture.

Notons enfin que la concurrence en termes de rentabilité entre les groupes télévisuels et plus largement médiatiques a terminé d'achever les préoccupations civiques dans le domaine de l'information et de la communication à grande échelle.

Pourtant, en regardant la situation sous un autre angle, il est indéniablement plus facile dorénavant de produire et de diffuser des messages, et en ce sens la communication télévisuelle et vidéo se « démocratise ». Les télé locales peuvent produire des programmes assez largement diffusés sans l'appui de structures majeures (les coûts de réalisation et d'émission se sont effondrés). Grâce à Internet, de nombreuses vidéos trouvent une audience très large (comme récemment le « *buzz* » du documentaire anti-Monsanto, censuré à la télévision dans divers pays). Avec ces nouvelles possibilités, la vidéo alternative peut cesser d'être uniquement réactive et devenir pro-active. Mais, en même temps, un mouvement contradictoire d'exigence de rentabilité a fait périr nombre d'initiatives de télévisions communautaires plus anciennes. Et si la communication alternative se développe, force est de

constater que les groupes médiatiques à vocation mondiale¹⁸ n'ont jamais été aussi puissants (Ramonet I., 2003).

Globalement, l'accès à la technologie moderne va dans le bon sens avec la vidéo et les télévisions, autant pour des projets de communication micro que macro, même s'il favorise localement dans des divers pays la naissance de « classes communicatrices » potentiellement despotiques (Raboy M., 1992).

On perçoit une fois de plus la complexité et la dualité des problématiques de communication, très bien résumée en ce qui concerne la télévision par Jesus Martin-Barbero dans son étude sur le phénomène latino-américain des *telenovelas* (Martin-Barbero J., 1993). Il y reconsidère les analyses traditionnelles fondées sur la dichotomie entre un émetteur dominant et des récepteurs dominés pratiquant une consommation passive et aliénée. A ce point de vue jugé élitiste il oppose l'immense diversité des médias utilisés quotidiennement par les latinos, qui naviguent dans une mosaïque culturelle et ne sont pas de simples vassaux de l'idéologie dominante. Il montre que les gens sont capables d'exploiter les contradictions auxquelles ils sont confrontés pour apprendre à résister, recycler, et réinventer des modes de communication. Loin d'être seulement dupés par les messages qui leur sont adressés, ils peuvent aussi les décoder et les intégrer dans la reconstruction de leurs identités, dans leur lutte et leur plaisir quotidien. Certains des spectateurs de programmes jugés débilissants sont en réalité actifs, tactiques et intelligents, et ne verront pas par exemple une apologie du machisme dans les *telenovelas*, mais au contraire sa dénonciation ouverte et télévisée.

Nous évoquerons à plusieurs reprises dans cette thèse l'importance de ce sens critique face à l'image, en ce qui concerne nos travaux de terrain puis dans la proposition d'un cadre déontologique en toute fin.

Revenons en arrière pour introduire un domaine théorique.

Suite aux échecs relatifs des projets de « marketing social », du diffusionnisme *top-down* et de la vulgarisation de masse ayant cours jusqu'à la fin des années 80, on assiste à une remise en cause de l'impact de la communication sur le développement. Celle-ci coïncide avec l'émergence, déjà évoquée, d'une conception moins massive et standardisée de la communication, plus symétrique, plus éthique, prônant l'avènement d'un changement social autogéré et non plus « téléguidé ». Le domaine (encore peu formalisé à l'époque) de la « communication pour le développement » accouche d'une branche militante, la « communication participative – ou alternative – pour le développement », ou « communication pour le changement social ».

2.4 Première définition et bref historique des principales tendances de la Communication Pour le Développement (CPD)

Selon Guy Bessette, ce terme aurait été utilisé pour la première fois dans les années 70 par le professeur Nora Quebral pour désigner les processus de transmission et de communication de savoirs relatifs à l'environnement rural. Ceux-ci ont ensuite été élargis à tout ce qui pouvait permettre d'améliorer les conditions de vie des personnes les plus pauvres : « *la communication pour le développement n'est pas un champ homogène, mais plutôt un vaste domaine dans lequel on trouve diverses approches, différentes écoles de pensées et idéologies. L'Education populaire pour adultes, la vulgarisation, l'IEC (Information, Education, Communication), le plaidoyer, l'« enter-educate » (l'utilisation du divertissement pour*

¹⁸ News Corps, Viacom, AOL Time Warner, General Electric, Microsoft, Bertelsmann, Telefónica, RTL Group, France Télécom, United Global Com, etc.

l'éducation), et le marketing social sont parmi les principales approches que l'on y trouve. [...] La communication pour le développement désigne parfois l'ensemble des contributions de la communication pour le développement de la société, parfois cela met l'accent sur l'utilisation des mass media pour présenter et discuter des thèmes de développement, et cela se réfère généralement à l'utilisation planifiée de stratégies et de processus de communication dont le but est bien de permettre le développement. » (Bessette, 2001)

La CPD a constamment évolué depuis la fin de la seconde guerre mondiale, nous en avons donné quelques éléments dans les paragraphes précédents. De fait, plusieurs auteurs ont identifié et défini des paradigmes correspondant à des phases successives (et se chevauchant parfois) de cette évolution. Ces cadres de pensée ont dicté ou influencé la manière dont les instruments et méthodes de communication ont été associés aux actions de développement. Nous partirons de la division proposée par Alfonso Gumucio Dagron dans *El cuarto mosquetero : la comunicación para el cambio social* (2004).

2.4.1 L'information manipulatrice (dite « de marché »)¹⁹

Née de la nécessité dans les années 50 de réorienter l'industrie post-guerre vers de nouvelles activités et d'étendre rapidement le marché nord-américain, elle est portée par la publicité telle que nous la connaissons aujourd'hui, et par les canaux principaux que sont la radio et la télévision. Le pouvoir des médias est concentré entre peu de mains qui agissent sur les consommateurs, peuvent changer leurs désirs, leurs goûts et les valeurs même de la société, à des fins économiques. L'aristocratie médiatique cherche à vendre une culture et un mode de vie. Ce mouvement donnera naissance aux réseaux énormes que sont Globo et Televisa en Amérique Latine. Louie Tabing, du réseau alternatif Tambuli aux Philippines, les qualifiait de « médias PPPP » : Profit, Propagande, Pouvoir et Privilège (Tabing L., 2001). Cette concentration du pouvoir médiatique dans les mains de quelques grands groupes reste en vigueur aujourd'hui dans le monde, malgré la cohabitation avec d'autres sources d'information alternatives ou locales, comme nous l'avons vu précédemment. Elle a également fortement contribué au phénomène de globalisation et à la domination culturelle transfrontalière nord-américaine.

2.4.2 L'information assistentialiste (ou « diffusionnisme »)

Dagron affirme qu'elle « *surgit comme une version sociale de la publicité, à une époque où la modernisation apparaît comme la clef du développement : les peuples sous-développés doivent apprendre des peuples développés, disposés à partager généreusement leur technologie et leurs connaissances centralisées et centralisatrices* » (Dagron A.G., 2004). C'est le « marketing social », fondé sur le modèle arrogant de diffusion des innovations, de manière verticale et unilatérale du Nord vers le Sud, et de vulgarisation du savoir incontestable du « monde moderne » pour la bonne cause et le bien-être du « Tiers-monde ». Certains de ce fait, l'UNESCO (qui s'est en partie reprise par la suite, nous l'avons vu) et l'US AID notamment (mais aussi la FAO, travaillant y compris sur un plan théorique, et l'UNICEF) ont largement sponsorisé les projets de recours aux médias pour disséminer l'information, et proposer des outils pédagogiques, insistant pour que chaque projet de développement dispose d'une composante communication. Ils souhaitaient créer un maximum de supports de communication pour la diffusion du développement - et en particulier des pratiques agricoles permettant l'augmentation de la productivité - vers des populations « cibles » ou « clientes ». Ce paradigme trouve son origine dans deux articles : *The Passing of Traditional Society* de Daniel Lerner (1958) et *Mass Media and National Development* de Wilbur Schramm (1964), même si son principal théoricien reste Everett Rogers (*Diffusion of Innovations*, 1962). Rogers appuie sa

¹⁹ Ce paradigme est à la limite de la CPD en ce que l'intention d'influencer les populations locales ne traduit pas une intention claire de « développement ».

théorie sur le modèle de séquence d'adoption suivant : connaissance (apprendre l'existence et la fonction de l'innovation), persuasion (devenir convaincu de la pertinence de l'innovation), décision (adoption proprement dite), mise en œuvre, confirmation (acceptation – ou rejet – de l'innovation). Les médias sont chargés d'assurer les deux premières phases du modèle, et de toucher le maximum de cibles²⁰. Le modèle ne considère en aucune manière la possibilité de naissance locale d'innovations adaptées. Ce courant du marketing social visant le changement individuel s'est considérablement développé grâce au soutien financier de l'US AID qui concrétisait les théories produites dans les laboratoires nord-américains.

Même si ce modèle demeure une référence aujourd'hui pour de nombreux praticiens, les expériences d'application font surgir des doutes et des critiques, qui vont se développer durant les décades suivantes. La théorie est principalement remise en cause en ce qu'elle ne considère pas la diversité des populations ciblées, et ne tient pas compte de l'impact des structures sociales, économiques et politiques sur les capacités d'adoption de l'innovation transmise depuis les pays développés. Rogers aborde dès lors une perspective plus critique, et écrit en 1976 *« au même moment de nombreuses critiques ont été adressées au modèle de développement en cours et à la vision fonctionnaliste du modèle de développement. Un nouveau modèle mettant l'accent sur le caractère endogène du développement a permis de définir le développement comme un processus global, en face duquel chaque société est responsable. Dans cette perspective le développement n'est plus considéré comme quelque chose venant de l'extérieur. C'est un processus participatif de changement social au sein d'une société donnée »* (Rogers, 1976, in Bessette, 2001). C'est évidemment une rupture fondamentale avec la diffusion des innovations, puisqu'il s'agit dorénavant de stimuler les forces créatrices internes des sociétés. Au même moment, les théories de la dépendance développées dans les années 70 fustigent l'écart grandissant entre le Nord et le Sud et remettent en cause le concept même de modernité. L'application aveugle de théories préconçues, non contente de constituer un gouffre financier considérable et de créer des hordes d'éléphants blancs, notamment en Afrique, conduit au « mal développement » montré du doigt par René Dumont et nombre de ses contemporains. En outre, les théories de la dépendance situent les principaux obstacles au développement d'un pays à l'extérieur et non à l'intérieur du pays, et notamment dans le système économique mondial. Les *mass media* du Nord ne peuvent donc être moteur de changements puisqu'ils véhiculent la vision externe et capitaliste qui est remise en cause. Il est clair dès lors que les outils et méthodes de communication sont à réinventer, puisque les anciens sont inaptes à remplir cet objectif. Comme le note le rapport de la commission Mac Bride : *« les anciens modèles utilisaient la communication spécialement pour la dissémination d'informations, de façon à amener les gens à comprendre les bénéfices promis par le développement et les sacrifices que cela requière. L'imitation d'un modèle de développement fondé sur l'hypothèse que la richesse, une fois acquise, sera automatiquement filtrée à tous les échelons de la société, a conduit à la propagation de pratiques de communication de type top-down... et les effets observés sont bien loin des effets attendus. »* (UNESCO, 1980). La FAO de Colin Fraser a néanmoins eu le mérite de souligner dès les années 70 l'importance de la communication pour prétendre à la durabilité du développement, et de conduire des expériences pilotes de longue haleine²¹.

2.4.3 La communication instrumentale

Dagron la qualifie d'instrumentale en ce qu'elle reste liée aux programmes de développement et vise leur réussite. Elle prend racine dans les critiques du modèle précédent,

²⁰ Rogers les catégorise en « innovateurs » (2,5%, les aventureux, éduqués, ayant accès à l'information et aimant le risque), les « adoptants précoces » (13,5%, leaders sociaux, populaires et éduqués), la « majorité précoce » (34%, délibérée, ayant de nombreux contacts sociaux informels), la « majorité tardive » (34%, sceptique, traditionnelle, au statut socio-économique bas) et les « retardataires » (13%, dont les voisins sont la seule source d'information, ayant peur de la dette). Les pourcentages suivent une courbe de Bell.

²¹ Le CESPAC au Pérou, le PRODERITH au Mexique, et le CESPA au Mali notamment (Cf. P1, Chapitre 1, § 3.2)

et cherche à prendre plus en considération les populations considérées par les programmes. C'est le « paradigme d'un autre développement », qui reconnaît l'importance du savoir local, des traditions et de la culture, bien que les pouvoirs de décision en eux-mêmes ne soient pas transférés. Cette vision de la coopération est donc bien moins matérialiste et bien moins orientée vers la seule productivité. Les institutions internationales (dont la FAO, l'UNESCO et l'UNICEF) adoptent de réelles stratégies de communication dans cet objectif, et défendent le droit à l'information. De nouvelles méthodes et de nouveaux outils sont développés pour répondre à ces nouvelles exigences, comme l'« *enter-education* », ou avec plus de retombées l'approche du « *media communautaire* » : « *selon l'UNESCO « cette approche, qui consiste à aider les gens à formuler leurs problèmes ou à prendre conscience de l'existence de nouvelles options, plutôt que de leur imposer un plan qui a été élaboré ailleurs, rend possible une intervention plus efficace au sein de la réalité de l'individu ou du groupe » (Berrigan, 1981, p 13). Le concept d'interactivité, au travers du recours à des médias légers en tant qu'outils opérationnels, rend possible une acquisition endogène de connaissances et de compétences dans le cadre d'une recherche de solutions et d'un processus de communication. » (Bessette G., 2001). La télévision communautaire est perçue comme une solution propre qu'adoptent les communautés pour répondre à un « *vide de communication qui étouffe les voix locales* » (Dagron A. G., 2002).*

2.4.4 La communication participative

Elle est centrée sur la reconnaissance de l'identité et l'affirmation des valeurs locales. « *Elle amplifie les voix occultées ou reniées, et cherche à donner de la force à leur présence dans la sphère publique. Elle replace le dialogue et la participation comme axes centraux du développement. Ces deux éléments existaient déjà, entrelacés avec les autres modèles et paradigmes, et on les retrouvait dans la théorie et dans bon nombre d'expériences de terrain, mais ils n'avaient pas droit de cité dans les modèles dominants, de sorte qu'ils n'ont pas suffisamment alimenté la réflexion. » (Dagron A.G., 2004). Ce paradigme, orienté vers le changement social, est repris plus en détail dans les paragraphes suivants.*

Il convient de remarquer dans la nomenclature de Dagron la distinction faite entre « *information* » et « *communication* » au sein des catégories. L'auteur refuse par exemple d'assimiler les moyens de communication massifs à des instruments de communication rappelant que la racine *comunio* de « *communication* » signifie déjà en elle-même « *participation* ». « *Une communication sans participation n'est que de l'information à sens unique. De la même manière les communicateurs qui n'appliquent pas les fondements du dialogue ne sont que des informateurs* » (Dagron A.G., 2004).

Il rejoint en ce sens la position de Paolo Freire qui développait dans son *consciousness model* (Freire, 1974) le lien entre la communication et le développement en qualifiant « *d'inséparables* » les processus sociopolitiques et la communication. « *Pour Freire le simple transfert de connaissances depuis une autorité source vers un récepteur passif ne peut pas entraîner la croissance chez ce dernier en tant qu'être humain, dotée d'une conscience indépendante et critique capable de changer une société. Afin que la communication pour le développement soit efficace, elle ne doit pas être seulement reliée au processus d'acquisition de connaissances et de compétences techniques, mais aussi à l'émergence d'une prise de conscience, de processus de politisation et d'organisation. La communication pour le développement devient un outil que le milieu rural peut utiliser pour prendre le contrôle*²² » (Bessette G., 2001).

²² L'une des principales critiques face à ce schéma réside dans le fait qu'un mouvement de politisation par des medias communautaires n'est viable que dans certains pays qui tolèrent le recours à des actions politiques, alors que les pays du sud sont souvent instables et que la répression de ce type de mouvements conduit parfois à la régression des droits démocratiques. C'est pourquoi beaucoup se fondent sur l'éducation dont le but n'est pas directement politique mais consiste à donner les outils permettant l'organisation.

2.5 Les apports d'un pionnier : Paulo Reglus Neves Freire

Nous allons constater que dans cette évolution des paradigmes successifs, Paulo Freire développait en son époque une pensée particulièrement novatrice par rapport à la chronologie des courants dominants.

2.5.1 Naissance de sa pensée et principes fondamentaux

Avant les années 70 (*Educacao como Pratica da Libertade*, 1966 ; *Pedagogia do Oprimido*, 1968 pour la première édition), et même dès la fin des années 50 pour certaines théories éducatives (*Educação e atualidade brasileira*, 1959 ; *Alfabetização e conscientização*, 1963), Freire défendait les principes fondamentaux d'un développement participatif, émergent de la base, autocentré et autogéré. « Dans les années 50, quand on pensait encore que la scolarisation des adultes, ce n'était guère plus qu'une adaptation des contenus de l'enseignement tel qu'il était transmis aux enfants, Paulo Freire proposait une pédagogie spécifique, qui associait l'étude, l'expérience vécue (autobiographie), la pédagogie et la politique. A partir de cette pratique, il créa la méthode qui l'a fait connaître dans le monde entier, méthode qui reposait sur le principe selon lequel le processus éducatif doit partir de la réalité qui est celle de l'apprenant : « Il ne suffit pas de savoir lire "Eve a vu le raisin", dit-il, "il faut comprendre quelle est la position occupée par Eve dans le contexte social qui est le sien, qui travaille pour produire le raisin et qui profite de ce travail » » (Gadotti, 1991). Il rejetait dès le départ une relation professeur-élève que l'on qualifierait aujourd'hui de verticale.

Certes il s'agissait, et surtout dans les premiers temps, de visions de l'éducation et du développement individuel, mais on ne peut en aucun cas réduire son travail à ses apports en termes de technique et de méthodologie éducative. La « conscientisation » à la base de ses théories renvoie directement à des processus sociaux beaucoup plus larges, et aux courants actuels d'un certain idéal de coopération : c'est un processus socio-cognitif d'émancipation, et si son instrument principal reste l'alphabétisation, son objectif est bien que les classes pauvres et les « opprimés » acquièrent des connaissances et du pouvoir leur permettant de (re)devenir maîtres de leur propre développement. Son processus d'éducation est centré sur l'élève, doit être créé depuis l'élève et non pas pour l'élève, et veut stimuler en lui le développement d'une conscience critique, moteur de transformations sociales. « Notre but, dans cet ouvrage, est seulement de présenter quelques aspects de ce que nous appelons la pédagogie des opprimés : celle qui doit être élaborée avec les opprimés et non pour eux, qu'il s'agisse d'hommes ou de peuples, dans leur lutte continue pour recouvrer leur humanité » (Freire, 1970).

Il rejette ainsi dès le départ l'idée d'un échange unilatéral, principe même de la vulgarisation technique issue des premiers courants du développement (ce que Freire qualifie de conception « bancaire » de l'éducation, où le savoir est « déposé » chez un receveur). La pédagogie doit proposer une expérience « dialogique et antiautoritaire », à l'opposé du modèle colonialiste, qui a profondément marqué l'auteur²³ :

- Dialogique, car s'appuyant sur un éducateur qui enseigne et apprend en dialoguant : « personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble, par l'intermédiaire du monde » (Freire, 1970). La culture - à l'instar du savoir - est donc également du côté du peuple, et n'est pas l'apanage des classes supérieures. L'éducateur - et par extension, le « communicateur » - se transforme en interlocuteur et se met en position d'apprendre en même temps que ses élèves. Il doit faire émerger des « thèmes générateurs »

²³ cf. la critique du « Gran Dominio » dans *Educacao como Pratica da Libertade*, où Freire explique que l'oppression et la servitude à l'œuvre dans les *fazendas* débouche sur une culture brésilienne d'absence de dialogue, et donc de conscience de soi, des autres, du monde... et de démocratie.

qui font sens pour eux, et servent de base et de déclencheurs aux processus d'apprentissage et, à terme, au changement social. Le peuple doit apprendre à prononcer ses propres mots et développer un dialogue vrai dont l'objectif reste sa propre autonomisation et plus tard l'assurance d'une démocratie légitime. L'éducateur doit donc entrer en communication avec celui qui apprend. *« Face à la « culture du silence » intégrée par les opprimés, la réponse de Freire est centrée sur la notion de dialogue, c'est à dire la parole en action, la parole authentique qui « transforme le monde » au moment où elle dit ce qui était tu. Loin du verbiage, parole sans action, à la fois aliénée et aliénante, le dialogue sincère et véritable est déjà une libération. C'est donc les conditions de ce dialogue qu'il faut rechercher et faire émerger. [...] Si le problème de l'éducation bancaire est de faire accepter à l'élève le monde tel qu'il est, celui de l'éducation dialogique est de lui faire dire le monde tel qu'il devrait être. »* (Chambat G., 2006). Le paternalisme (un antidialogue qui ne communique pas mais fait des communiqués) conduit plutôt au mutisme, et le mutisme au non développement

- Antiautoritaire, car cette pédagogie *« fait de l'oppression et de ses causes un objet de réflexion des opprimés d'où résultera nécessairement leur engagement dans une lutte pour leur libération, à travers laquelle cette pédagogie s'exercera et se renouvellera* (Freire, 1970). » Il va sans dire que cette seconde partie de la vision de Freire est profondément ancrée dans son parcours de vie personnel, dans le contexte des dictatures militaires de l'époque en Amérique Latine, et s'inscrit dans une perspective fondamentalement révolutionnaire. La pédagogie de Freire est avant tout une pédagogie politique, centrée comme nous l'avons déjà dit sur le développement d'une conscience autonome et critique à l'égard des sociétés et de leurs composantes.

2.5.2 Une vision concrète et pluridisciplinaire qui dépasse son cadre d'origine

C'est également pour cet « ancrage au terrain » que les théories de Freire ne se limitent pas à l'éducation et reçoivent un écho considérable, notamment dans le domaine de la CPD. Rappelons que ses ouvrages fondateurs furent conçus au Chili où, exilé de 64 à 69, il fut associé par le gouvernement démocrate-chrétien d'Eduardo Frei à la délocalisation des appareils de l'Etat et à la réforme agraire, pour laquelle il fut en charge de former les techniciens qui devaient soutenir le processus de changement. N'ayant encore que peu d'assises académiques, sa méthode fut ensuite déconstruite et reconstruite en permanence, et ses théories comme ses actions pratiques ont évolué en interaction, au fil des terrains sur lesquels il a travaillé, ne définissant donc jamais de méthode définitive ou figée (« action avec réflexion », selon sa propre définition). Des *favelas* de Recife au Japon, en passant par Harvard, par la Suisse ou les nombreux pays africains dans lesquels il a défendu l'autodétermination, Freire a cultivé tout au long de sa vie des rencontres pluridisciplinaires : il s'est associé pour son travail à des sociologues, des philosophes, des anthropologues, des médecins, et cet effort de remise en question et de recherche permanente a participé de manière indéniable au crédit accordé à ses théories, que l'on peut difficilement taxer de « recettes » ou de dogmes.

Au contraire, sa vision fondamentalement pluraliste fait de lui un défenseur précoce des positions actuelles en communication pour le développement, comme la lutte contre l'hégémonie culturelle et intellectuelle véhiculée par les *mass media* ou la communication participative. *« En des temps d'éducation bureaucratique, formelle et stricte, lui considérait les nécessités et les problèmes de la communauté ainsi que les différences socio-ethno-culturelles et les différences de genre, dans différents contextes. Il cherchait à renforcer les plus humbles, les gens du commun, pour les aider à prendre leurs propres décisions avec autonomie. Sa méthode pédagogique mettait en avant la participation active et consciente »* (Gadotti, 2000).

La communication est largement au centre de son travail, particulièrement dans les années 70. L'ouvrage fondateur *¿Extensión o comunicación?* (1969) pose la question de la

nature de l'interaction entre l'agronome et le paysan, réaffirmant la nécessité d'un double apprentissage par le dialogue, de manière à ce que le technicien déchiffre les spécificités locales du monde paysan avant de prétendre changer l'attitude des agriculteurs. L'ouvrage et la pensée de Freire marquent une rupture avec le paradigme dominant de *Mass Communication Research* qui est alors la base de la production de connaissances en termes de communication pour le développement. Antonio Pasquali, Mario Kaplún et Armand Mattelart contribuent à développer ce contre-courant latino-américain. Le livre de Freire inspire pour sa part de nombreux communicateurs qui développent des modèles d'échanges horizontaux, participatifs, en opposition avec la « diffusion des innovations » appuyée par les Etats-Unis au travers du programme d'Alliance pour le Progrès (Safar, 2001). Si ce modèle est accusé par la nouvelle école d'invasion culturelle par des peuples qui se croient supérieurs, Freire est pour sa part fortement critiqué en retour : « *le programme de Paulo Freire était naturellement subversif avec sa base technique de provocation délibérée et son objectif de développer une conscience critique, en créant un sentiment de capacité et de responsabilité morale chez l'individu pour changer sa vie et son environnement. Dans une société paternaliste et hiérarchique, où la parole du colonel fait loi, cette insistance sur la pensée critique et l'action de l'individu et de sa communauté était destructrice des valeurs traditionnelles. Le programme de Freire était révolutionnaire dans le sens le plus profond du terme* » (Lewinson et de Onís, *The alliance that lost its way. A critical report on the Alliance for Progress*, in Safar, 2001).

Il est clair que la plupart des critiques adressées à Freire ciblent la radicalisation de sa pensée, et il était effectivement un activiste d'extrême gauche, militant, qui possédait une vision relativement manichéenne de l'éducation : elle ne pouvait être que révolutionnaire ou aliénante. Il reste néanmoins que bon nombre des principes qu'il a défendus depuis les années 60 sont aujourd'hui reconnus comme indéniables par les courants les plus « modernes » du développement et de la CPD.

2.6 La Communication Pour le Développement, aujourd'hui

Deux grandes tendances coexistent à l'heure actuelle en CPD, deux logiques de communication différentes : celle qui se développe à petite échelle et essentiellement sur la base de médias légers (vidéo, posters, théâtre, etc.) en promouvant la communication au sein d'un groupe humain, et celle qui favorise les actions à grande échelle en s'appuyant sur les *mass médias* (surtout dans les domaines comme la santé ou la nutrition). Même si récemment ceux qui prônent le marketing social ont incorporé des concepts qui se veulent participatifs dans leur discours, et parfois dans leurs actions, les piliers théoriques restent les mêmes, à savoir une campagne de masse, visant un changement de comportement de populations cibles, et les démarches modernes ne prennent toujours pas en compte les diversités locales - bien que les supports tendent à être « testés » sur des « groupes représentatifs » avant leur diffusion plus large -. La culture n'étant que peu prise en compte, les activités sont souvent peu adaptées aux besoins réels (Martinsen C., 2003).

L'autre conception, qui est la nôtre, correspond à une *facilitation* de différents processus d'échanges, de participation et d'apprentissage. Elle a parfois pour objectif de ramener dans la sphère citoyenne des acteurs qui tendent à en être évincés. Les membres du Centre of Communication for Development zimbabwéen résume parfaitement la conception opérationnelle actuelle de la CPD : « *La communication pour le développement est un procédé d'utilisation de la recherche en communication, des approches et des méthodes de communication, des outils et des médias modernes et traditionnels, afin de faciliter l'échange d'informations, d'idées et de savoirs entre les personnes impliquées dans un effort de développement. Le but est de faciliter la compréhension mutuelle et le consensus pour l'action entre les acteurs durant chaque phase du processus, pour assurer le succès et la durabilité de*

l'effort de développement. La communication pour le développement vise à intégrer la culture des gens, leurs attitudes, pratiques, connaissances, perceptions, leurs problèmes et leurs besoins dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets et de programmes de développement afin de garantir leur efficacité et leur pertinence. Elle permet de s'assurer que l'information issue des organismes de développement est utile et pertinente et présentée d'une manière attractive et compréhensible pour la population. De la même manière, les perceptions et connaissances de cette population sont traduites sous des formes qui seront intelligibles pour ces mêmes organismes. » (Chike Anyaegbunam, Paolo Mefalopulos et Titus Moetsabi, 1998). Le « communicateur » joue ainsi un rôle de pivot au milieu des acteurs, devenant animateur ou accompagnateur du développement local.

Cependant, malgré une évolution marquée des paradigmes dans le domaine, la communication est aujourd'hui encore trop souvent considérée dans le monde du développement comme un « plus » méthodologique, qui reste accessoire. Elle y figure comme une option très attrayante, valorisante et définitivement moderne, mais peu de décideurs ou de concepteurs d'actions de coopération la regardent comme un véritable moteur du changement et un pilier de sa durabilité. Jusqu'à aujourd'hui la plupart des projets ou programmes de développement (quelle que soit l'échelle considérée) qui ont officiellement revendiqué une utilisation des processus de communication dans leurs actions l'ont essentiellement fait de manière à être plus visibles des autres organismes du milieu, ou pour diffuser plus largement et plus efficacement leurs propres vérités. La communication est alors un support institutionnel et un instrument de publicité, dont l'objectif s'éloigne et même bafoue ce qui devrait être son rôle premier dans l'appui au développement, à savoir l'instauration d'un véritable dialogue interpersonnel et la stimulation de la participation citoyenne (Beltrán Salmón L.R., 2005). Vitrine moderne de la coopération, la communication est encore loin de servir les intérêts de la démocratie locale, et ce malgré les résultats prometteurs de multiples expériences novatrices, mais bien souvent isolées (Barranquero A., 2006, Idoux A.C. et Beau C., 1997).

Par ailleurs, le monde académique semble ignorer cette pépinière d'initiatives et de méthodes, au sein de laquelle semblent pourtant apparaître sans cesse de nouvelles approches - dont beaucoup venues du Sud - visant au renforcement des capacités des populations locales et à leur émancipation. Les cursus de « communication sociale » résument cette notion au journalisme et à la publicité, et l'essor de branches universitaires constaté dans certains pays comme le Nigeria (Onu M.C., 1998) semble privilégier des échelles d'intervention nationale ou internationale. Finalement le monde du développement présente une forte résistance à la pénétration de nouvelles manières de faire, quand bien même l'évolution des approches semble s'imposer à elle-même : *« les processus de communication, dans leur version la plus humaine qu'est le dialogue, ou dans leurs projections organisatrices et médiatiques, sont un instrument d'appui à des transformations dont l'homme constitue le cœur. Il n'y a pas de développement économique, social ou politique qui ne soit centré sur l'homme. C'est une lapalissade, comme bien d'autres dans ce texte, mais elle est comme les vérités dans le désert : on n'agit pas en conséquence. Entre le langage discursif et l'action existe un abîme méticuleusement tracé par la bureaucratie, l'indifférence envers la culture, l'ignorance des problèmes et de la perception de ces problèmes par les communautés. Il a fallu que s'écoulent 50 années pour que l'on prenne un peu conscience de l'importance de la communication et de la participation dans le développement. Même la Banque Mondiale parle – dans les documents des dernières années - de développement participatif, et assigne un rôle aux savoirs locaux et à la communication. Certaines institutions adoptent ce langage critique, mais peu nombreuses sont celles qui le mettent en pratique. La coopération internationale est un mastodonte qui se meut lentement, les changements de cap tardent à se traduire en actions. La résistance interne au changement est énorme. »* (Dagron A.G., 2004) Ce relatif immobilisme est sans doute soutenu par les systèmes de prise de décision et de financement en vigueur dans le monde de la coopération, et par des idéaux quelque peu conservateurs issus du XX^{ème} siècle.

Néanmoins, malgré la prégnance des vieilles pratiques, on continue d'observer un dynamisme soutenu dans le domaine de la CPD. Les idéaux participatifs se répandent, certaines universités développent des unités de communication qui intègrent les principes de la CPD dans leur service de vulgarisation agricole ou leur travail de terrain, et notamment en Asie (Quebral N., 2007). De grand progrès sont également constatés en Afrique, et les praticiens, chercheurs et théoriciens tentent de renforcer leur mouvement en tissant des liens continentaux (Kwame Boafo S.T., 2007). Le défi est posé de réussir à utiliser ces acquis pour favoriser la résolution des problèmes de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté et de préservation de l'environnement. Les techniques de communication, associées aux valeurs fondamentales du développement participatif et aux connaissances locales et modernes en termes de gestion des ressources naturelles, en sont peut-être la clef (Bessette G., 2007).

2.7 Un nouveau regard porté sur les médias et leur utilisation afin d'appuyer les processus de développement local

2.7.1 Tradition et modernité : quel dosage ?

Ainsi, les conceptions et les fonctions de la communication dans le cadre des démarches locales de développement ont évolué, malgré une certaine lenteur apparente. Ces changements entraînent le besoin de développer de nouvelles méthodes et de nouveaux outils pour faciliter les actions de développement. Internet peut être une solution à ce défi dans certains cas, comme ceux des marchés virtuels ou des bases de données sur les filières, mais son degré d'appropriation reste encore extrêmement limité au Sud, et surtout dans les campagnes. Les téléphones portables donnent parfois d'excellents résultats, en permettant notamment la coordination des acteurs de terrain autour d'un réseau d'irrigation ou d'une chaîne de distribution éclatée par exemple. Mais certaines approches, trop futuristes ou technophiles, peuvent paraître insultantes pour les populations, compte tenu de la débauche de moyens utilisés par les sociétés occidentales pour proposer ces programmes parfois farfelus qu'ils vantent en criant à la révolution. Si la cartographie en trois dimensions ou les images satellites peuvent bel et bien aider à analyser des territoires et leurs évolutions à court terme, la gestion des terres, de l'eau et des pâturages au Sud nécessite en premier lieu de nouvelles règles de partage entre groupes sociaux, qui soient imprégnées des connaissances de l'histoire des systèmes agraires, ainsi que des actions politiques adaptées. La vision ultra techniciste qui présume que les gadgets numériques peuvent effacer le désastre des colonisations, l'échec des politiques économiques ou coopératives mondiales et les problèmes sociétaux internes aux pays est un manque de bon sens et de responsabilité. Et nous l'avons évoqué, la diffusion d'outils sophistiqués ne fait parfois qu'augmenter la dépendance technologique des pays du Sud vis-à-vis des constructeurs de matériel, des détenteurs de brevets, des serveurs Internet, et bien d'autres. En créant de nouveaux besoins, elle détourne l'attention des problèmes de fond ayant trait aux relations entre acteurs et aux modes de gestion des territoires, dans des contextes de dénuement où les cartes à puce n'ont pas nécessairement leur place.

C'est pourquoi il peut également être pertinent de réhabiliter d'anciens outils pour répondre à ces défis relationnels. En effet, la communication dans une optique de développement est « vieille comme le monde ». De multiples formes d'échange furent successivement mises au point par les communautés humaines pour faciliter les décisions importantes quant à leur développement. Parmi les plus célèbres on citera l'*Agora* grecque où se préparaient les lois, et où les boulê se réunissaient également pour gérer les affaires courantes de la cité ; les palabres sous les arbres en Afrique, lieu d'échange permettant le maintien du lien social et l'exercice de la justice ; la *choura*, qui désigne des conseils musulmans qualifiés pour gérer les affaires du groupe ; les multiples types de réunions

communautaires dans les Andes ; les *majlis* arabes, conseils communautaires traditionnels ; etc. Ces « simples » réunions de discussions sont la base fondamentale de la CPD, au-delà de tous les instruments qui peuvent les appuyer, les supporter ou les supplanter partiellement, la parole passant bien avant l'électronique. Et lorsqu'il s'agit d'utiliser des outils pour faciliter ou catalyser les échanges et la réflexion, il existe une batterie de méthodes moins « modernes » mais potentiellement tout à fait adaptées aux spécificités locales et dont l'utilisation permet d'éviter certains des travers que nous venons d'exposer. Ainsi dans le cadre de la CPD on redécouvre parfois des médias et des activités plus ou moins traditionnelles comme le théâtre populaire, les marionnettes, les contes, les chansons, la cartographie papier, les arbres à problèmes, le jeu de rôle, la photo, entre autres. Les exemples de démarches légères et couronnées de succès sont nombreux, y compris s'appuyant sur des pratiques locales ancestrales mais parfois oubliées (Thiamobiga DJ., 2007 (a) et (b)).

La vidéo semble se situer un peu entre ces deux extrêmes caricaturés, en ce qu'elle n'a rien de traditionnelle, pas même au Nord, mais qu'elle ne représente pas non plus une technologie de pointe futuriste. Ainsi lors de nos travaux il sera important de porter une attention particulière à sa possible substitution au profit de démarches qui pourraient être localement plus appropriées. Les éventuels fossés entre nos critères de développement et nos modes de communication et ceux d'autres sociétés dites « traditionnelles » peuvent nuire aux efforts à consentir mutuellement pour favoriser le changement, même si la première condition à la mise en place d'une démarche de CPD reste la capacité et la volonté d'une population à communiquer.

2.7.2 Un exemple historique : les radios locales

Les radios locales sont un bel exemple d'outil de communication au service du développement en ce qu'elles se sont révélées exemplaires en de nombreux lieux en termes d'appropriation et de durabilité. Nous avons nous-mêmes connu de nombreux villages en Amérique Latine où la centrale de l'émetteur radio, parfois hébergée par le presbytère, structurait toute la vie de la communauté, annonçant les événements, les prix des marchés agricoles, diffusant des messages personnels, de la musique et des informations. Et tout ceci sur la base de l'implication des seuls villageois. La découverte du concept et son adoption très rapide dans les pays du Sud en ont fait l'outil de communication le plus répandu à l'heure actuelle, ce qui s'explique en partie par les avantages comparatifs dont il dispose vis-à-vis des autres médias : la radio est économiquement efficace en termes d'investissements (autant pour ceux qui font les émissions que pour les auditeurs), souvent pertinente en termes de contenu (du fait d'une production locale d'information), assurant une bonne couverture géographique, pleinement accessible aux illettrés, etc. Les analyses scientifiques et les exemples pratiques abondent dans la littérature (Ficher H.A., 1990, Myers, M., 1997, Idoux A.C. et Beau C., 1997, Dagron A.G., 2001 (b), Larweh K., 2007, entre autres).

Si elle fait originalement partie des *mass medias*, la radio a été pleinement récupérée pour des usages participatifs et localement maîtrisés, y compris dans des milieux urbains comme dans cet exemple péruvien : *« même si ces émissions n'ont pas de publicité professionnelle, qu'elles utilisent de la musique enregistrée par des groupes amateurs locaux issus des communautés qui ont émigré de différentes régions des Andes, qu'elles sont conduites dans un langage familier et difficile à comprendre, des milliers d'immigrants de la ville de Lima écoutent ces stations auxquelles ils s'identifient pleinement, pas seulement à travers leur histoire commune mais aussi par une profonde expérience de solidarité. Ces stations transforment la radio en un lieu de rencontre, elles promeuvent par une petite « industrie culturelle » parallèle qui labellise des disques de musique régionale et organise des fêtes, des championnats de football, des rencontres entre les gens de la région »* (Martin-Barbero J., 1993). Ailleurs, en Afrique, des radios (notamment à Kayes) font le lien entre des

personnes éloignées et structurent un espace rural comme aucun autre outil ne pourrait le faire. Elles s'imposent également, à une échelle supérieure, comme des forces de propositions politiques et des organes citoyens militants (N'Dao M., 2004). Dans ces exemples, la technologie a été pleinement appropriée pour servir l'intérêt des populations locales.

A l'image de la radio, la télévision a également parfois été « détournée » de son utilisation initiale pour en faire un outil d'animation communautaire, au travers de centres audiovisuels équipés qui se sont développés dès les années 80. Malgré plusieurs succès incontestables, ce sont souvent des projets matériellement lourds et coûteux qui ne résistent pas toujours très bien à l'épreuve du temps. Nous en développerons plusieurs exemples dans la suite de cette thèse.

Nous allons à présent nous intéresser plus spécifiquement aux premières expériences vidéo fondées sur des approches participatives, les décrire et les analyser dans l'objectif de mieux cadrer notre domaine de recherche.

Section 3 : Découverte du potentiel présumé des approches participatives de production audiovisuelle pour l'appui au développement

Au travers de cette section nous allons voir comment l'avènement de la technologie vidéo s'est accompagné de l'ouverture de nouvelles perspectives d'utilisation pour les communicateurs pour le développement au sens large, des perspectives généralement élaborées par opposition à la pensée dominante de l'époque. Nous l'avons vu, en termes de pratiques du développement dans les années 70, la « bonne parole » est apportée dans les pays dits « sous-développés », où l'on essaie le plus souvent de reproduire à l'identique les schémas suivis par les civilisations occidentales (Cf. P1, Chapitre 1, § 1.1). A cet égard la télévision, *mass media* par excellence, apparaît comme un outil particulièrement efficace. Les produits audiovisuels et donc les messages véhiculés semblent totalement contrôlés par les chaînes de télévision (proches des élites au pouvoir) qui seules disposent des moyens techniques et financiers de production et de diffusion. En France, l'information est jugée par trop maîtrisée et standardisée par les militants dits de la « *contre-culture* ». Ceux-ci considéreront alors l'apparition de la vidéo comme une bouffée d'oxygène, comme un outil enfin capable de porter la contestation à l'égard de la télévision et de favoriser concrètement le changement social (Y. Mignot-Lefebvre, 1992). Ce sera le cas par exemple, pour n'en citer qu'un, de Jean-Luc Godard qui travaillera dès 1968 avec la vidéo.

La vidéo au sens large désigne « *l'ensemble des techniques relatives à l'image électronique* », mais nous l'appréhenderons dans son sens restreint à savoir « *les techniques miniaturisées de télévision, inventées au Japon* » (Y. Mignot-Lefebvre, 1992). Alors que la technologie vidéo était censée toucher avant tout le grand public, ce sont les artistes, les militants et les animateurs qui très vite s'en sont emparés. Et l'on a vu fleurir une multitude de producteurs semi-professionnels souvent réunis en groupes indépendants (Vidéo Out, Vidéo 00 et Vidéodéba, par exemple). Si aux premières heures la technique n'est pas au point, elle évolue très vite grâce à des synergies entre producteurs indépendants et constructeurs, et très vite des bancs complets de production sont bricolés. Le fait de pouvoir facilement transporter le matériel, de maîtriser l'ensemble de la chaîne de production audiovisuelle et de pouvoir en diffuser les résultats n'importe où ouvre la voie à de nouveaux modes de fonctionnement dans les réalisations audiovisuelles. Y. Mignot-Lefebvre parle même du développement d'une véritable idéologie audiovisuelle qu'elle nomme « *vidéologie* ». Les deux principaux objectifs de ces producteurs indépendants sont :

- « *Produire de la contre-information pour rectifier l'orientation tendancieuse de l'information télévisée*
- *Faire surgir la parole enfouie, celle des ouvriers, des paysans, des gens ordinaires, jamais médiatisés* »

Selon Y. Mignot-Lefebvre, 1992

Au travers des activités de ces groupes, la vidéo vient appuyer une multitude de luttes sociales et permet de diffuser des points de vue et des opinions jusque là largement marginalisés. Les membres de ces groupes fonctionnent en totale autonomie ; ils sont tous à même de gérer l'ensemble des étapes de production d'une vidéo ; ils visent à établir des relations particulières avec les spectateurs en en faisant les principaux acteurs de leurs réalisations et en leur laissant le temps d'exprimer leurs convictions dans leurs propres mots ; ils proposent des diffusions locales suivies de débats entre les acteurs, les spectateurs et les réalisateurs pour poursuivre la réflexion ; leur travail s'inscrit dans une volonté affirmée de participer au changement social. L'idée maîtresse est alors de faire passer le spectateur d'un état de passivité à un état de participation active.

Ce mouvement observé dans les sociétés occidentales (Amérique du Nord et Europe essentiellement) va trouver un écho favorable auprès de certains communicateurs pour le développement : ils vont s'approprier ce nouvel outil et développer leurs propres méthodologies participatives afin de favoriser le changement social et le développement des pays et régions défavorisées. C'est ce que nous allons voir au travers des trois expériences relatées ici, qui font réellement figures de pionnières, fondatrices de ce que certains appellent aujourd'hui la « Vidéo Participative ». L'idée de cette sous-partie est ainsi de montrer en quoi ces nouvelles technologies audiovisuelles, plus légères, plus mobiles et moins coûteuses, ont permis le développement de méthodologies participatives de construction d'une information adaptée aux besoins des futurs spectateurs et orientée vers le changement social.

NB : l'influence indéniable de l'anthropologie audiovisuelle sur la naissance des pratiques de Vidéo Participative, et la proximité des questionnements sous-jacents à ces deux approches sont abordées en annexe 2.

3.1 Une expérience pionnière de Vidéo Participative : le « *Fogo Process* »

On ne peut pas traiter de la communication pour le développement sans évoquer l'œuvre de l'un de ses principaux pionniers et praticiens, le canadien Donald Snowden (1928-1984). Ce journaliste de formation, devenu par la suite fonctionnaire du ministère des affaires nordiques du Canada, fut l'un des principaux moteurs d'une expérience innovante de recours à la vidéo pour appuyer le développement d'une région marginalisée. La philosophie guidant cette expérience était totalement à rebours des idées répandues à l'époque (marketing social, planification descendante). Si Snowden a peu écrit sur ses travaux, préférant l'action de terrain à l'écriture, cette expérience du Fogo Process a tout de même fait couler beaucoup d'encre dans le cercle des communicateurs pour le développement. Nous prendrons le temps de décrire de façon relativement détaillée cette expérience car elle constitue, sans que nous n'en ayons jamais eu conscience au début de notre travail (il nous faut le reconnaître), le socle sur lequel nous avons bâti notre recherche. Nous avons constaté l'existence dans la littérature de versions quelque peu différentes de cette histoire, et avons décidé d'accorder un plus grand crédit aux écrits de P.G. MacLeod qui a travaillé aux côtés de D. Snowden pendant plus de 15 ans. Selon MacLeod, Snowden « *était un activiste et un théoricien qui croyait profondément que la substantielle moelle du développement résidait dans la capacitation - « l'empowerment » -, et que la clef de la capacitation était la communication* » (P.G. Macleod, 2004).

3.1.1 Une intervention vidéo de communication pour le développement qui se révèle et s'élabore spontanément sur le terrain

En 1967 l'Office National du Film Canadien (NFB) lance un vaste programme de production cinématographique intitulé « *Challenge for Change* » dans l'idée de donner la parole aux habitants des milieux les plus défavorisés par l'intermédiaire de films documentaires, et de montrer ainsi aux canadiens les multiples facettes de ce que l'on qualifie « d'état de pauvreté ». C'est dans ce contexte que le réalisateur Colin Low décide de tourner un documentaire sur l'île de Terre-Neuve au large de la côte atlantique du Canada. Il y rencontre Donald Snowden, alors directeur du Département de Vulgarisation de l'Université Mémorial de Terre-Neuve qui lui suggère de travailler au Nord-Est sur la petite île Fogo, en proie à de profondes difficultés économiques. Fogo abrite un peu moins de 5 000 personnes réparties sur une dizaine de zones d'habitation. A la population dispersée il faut pour compléter le tableau ajouter des infrastructures de communication très peu développées, à l'instar des services sociaux et médicaux. L'économie de l'île repose depuis plus de 300 ans sur la pêche au cabillaud, mais à la fin des années 60 la concurrence est devenue de plus en plus importante, les réserves de poissons se sont réduites et l'activité de pêcheur individuel s'est révélée de moins en moins rentable. Les habitants de l'île Fogo se sont peu à peu enlisés dans le chômage et la pauvreté. Face à cette situation jugée catastrophique, la politique du gouvernement canadien se veut paternaliste et autoritaire et ne semble pas prêter attention à l'avis des principaux intéressés. Le gouvernement considère que la sortie de crise passe nécessairement par un déplacement des populations, et donc un abandon de l'île. Il faut dire que l'absence de toute forme d'organisation et d'un véritable gouvernement local ne facilite pas la protestation des habitants.

Guidé par Fred Earl, l'agent de terrain du département de vulgarisation travaillant dans l'île Fogo et connaissant parfaitement la problématique locale, Colin Low se lance dans un tournage somme toute assez classique. Mais au moment du montage, sans doute impressionné par la force des interviews, Low décide de procéder à un découpage de type vertical, c'est-à-dire interview par interview, et monte ainsi une série de films²⁴ correspondant à autant de points de vue particuliers. En laissant le temps aux interviewés de détailler dans leurs propres mots leur vision de la situation, Low autorise que se tisse avec les spectateurs une relation de quasi intimité, restituant toute la sincérité et la force des discours. Au total plus de 25 films sont montés, parmi lesquels nous pouvons citer « *Billy Wells talks about the Island* » ou encore « *Andrew Brett at shoal bay* ». Au cours de ces interviews, pour chaque personnage ce sont donc des points de vue différents sur les difficultés traversées par les habitants de l'île qui sont présentés, et desquels se dégagent un certain nombre de constantes, comme par exemple le manque d'organisation, l'opposition au déplacement de la population et un sentiment de colère face à un gouvernement qui semble ne rien faire pour les écouter. Face à la richesse de ces enregistrements Snowden et Low décident de diffuser largement ces messages au sein de l'île. Ils organisent au total 35 projections, suivies chaque fois d'un débat. Ceci leur permet de toucher près de 3 000 personnes sur l'île, qui une fois passée la première réaction d'amusement et les rires qui l'accompagnent, prêtent finalement assez vite et assez naturellement une oreille attentive à ces voisins, connus ou non, qui s'expriment dans le langage local sur des sujets d'intérêts locaux. C'est ainsi que les habitants de l'île Fogo prennent progressivement conscience d'être tous confrontés aux mêmes difficultés et commencent à réfléchir ensemble, et avec le Département de Vulgarisation de l'Université Mémorial, aux alternatives envisageables pour améliorer la situation économique des pêcheurs et permettre à la population de rester sur l'île. En ce sens ce travail de recueil de points de vue

²⁴ Précisons qu'à cette époque le seul matériel audiovisuel disponible fonctionnait avec des pellicules cinématographiques (16 mm). Ce matériel était volumineux, lourd, et surtout imposait un laps de temps incompressible de développement et de montage avant de pouvoir visionner le résultat du tournage. Les premiers systèmes portatifs dits de « vidéo légère » sont apparus en 1965 aux Etats Unis (les fameux « *portapak* ») mais ne se sont réellement répandus dans le monde qu'au cours des années 70 (Y. Mignot-Lefebvre, 1992).

et de restitution locale au plus grand nombre favorise l'émergence - ou la prise de conscience de l'existence - d'une véritable identité collective et la mobilisation de toutes les forces locales pour un objectif commun : trouver les moyens de rester sur l'île et d'y vivre mieux. Selon Snowden et Macleod, les films et leurs projections ont joué le rôle de déclencheur puis de catalyseur d'un mouvement collectif de recherche de solutions.

Mais cette expérience prend également une tournure politique lorsque Snowden décide de montrer le contenu de certains films au Ministre de la pêche. Ainsi les petits pêcheurs illettrés et marginalisés de l'île Fogo ont l'occasion d'exprimer directement leurs opinions et de les faire parvenir en l'état aux oreilles des principaux décideurs politiques. Loin de se sentir offusqué par la démarche, le Ministre décide de répondre aux insulaires à son tour par une interview filmée, portant donc le point de vue du gouvernement vers les pêcheurs. Une communication à double sens est ainsi mise en place et permet l'instauration d'un dialogue totalement nouveau.

Cet échange a considérablement modifié la relation entre les habitants de l'île Fogo et le gouvernement canadien qui a finalement décidé de les soutenir dans leur recherche d'alternatives pour assurer le maintien de la population sur l'île. A l'issue de ce processus, les pêcheurs se sont organisés en coopératives de pêche et de construction de bateaux, ce qui permit de relancer l'activité économique de l'île et assura le maintien sur place des habitants.

Pour résumer cette expérience, on peut dire que l'échange des points de vue entre pêcheurs au travers des films et des réunions de projection-débat a permis de construire une parole commune, leur permettant alors de participer à un dialogue, par écran interposé tout d'abord, avec les principaux responsables politiques. Ce dialogue assaini et plus ou moins équilibré par « l'arbitre vidéo » a ouvert les portes de la recherche collective d'alternatives à une situation potentiellement conflictuelle. Mais il est difficile d'évaluer avec précision parmi ces résultats ceux réellement imputables au recours à la vidéo et à la démarche suivie. D'ailleurs à ce propos D. Snowden écrira en 83 : « *Ces films n'ont fait aucune de ces choses : ce sont les gens qui les ont faites* » (cité par D. Richardson, 1999). Ce qui semble sûr aux yeux de Snowden est que la démarche utilisée a favorisé une certaine prise de conscience et le renforcement de l'estime de soi chez les habitants de l'île Fogo qui pour la première fois ont eu le sentiment d'être réellement écoutés et compris. A la question de savoir si les discussions autour des films ont permis, favorisé ou accéléré l'élaboration de l'alternative coopérativiste, la réponse n'est pas évidente. Ce que l'on sait en revanche c'est que Snowden militait depuis de nombreuses années déjà et dans de nombreuses régions pour l'organisation de coopératives en milieu rural. Il semble donc probable que l'idée n'ait pas surgi spontanément de la réflexion collective entre habitants de l'île, mais soit le fruit d'une proposition de Snowden. Néanmoins celle-ci a fait l'objet par la suite d'intenses discussions et de négociations internes. La démarche n'est donc pas nécessairement productrice d'idées nouvelles, mais elle a fourni un cadre où l'expression et l'écoute de tous ont été rendues possibles et dans lequel les réflexions, qu'elles soient individuelles ou collectives, furent mises en synergie.

Convaincu du potentiel de cette approche d'appui au développement reposant sur la création de nouveaux circuits de communication, en particulier au travers de l'utilisation de la vidéo, Snowden monta une équipe vidéo au sein de son département. Après cette expérience il mit en application et développa cette démarche sur différents terrains de par le monde : en Alaska, en Arctique, en Afrique, en Asie. Il mourut en Inde en 1984 alors qu'il travaillait sur un projet. Après sa mort fut créé le « *Don Snowden Centre for Development Communication* » à l'Université Mémorial de Terre-Neuve, qui fut ensuite transféré à l'Université de Guelph, Ontario. L'objectif de ce service est de « *promouvoir au travers de formations, de recherches et d'activités de conseil, une communication pour le développement communautaire et la*

mobilisation de ressources humaines dans les régions en développement du Canada, et dans les pays en voie de développement » (D. Richardson, 1999).

3.1.2 Première identification du potentiel de l'outil vidéo en termes de communication pour le développement, et formalisation des premières méthodes d'intervention

Le dernier écrit de Snowden « Eyes see ; Ears hear » (1983) permet d'entrevoir plus précisément les principes de sa démarche couramment appelée « *Fogo process* » en référence à l'expérience de 1967. Ce qui le séduit c'est la force de l'outil vidéo en matière de communication.

- La vidéo rend les informations accessibles à tous, même ceux qui ne savent ni lire ni écrire
- Elle facilite la libération de la parole, par rapport à des rencontres « *face à face* » toujours empreintes de rapports de force, de craintes plus ou moins conscientes, de timidité, etc.
- Elle participe du renforcement de l'estime de soi des populations locales, en montrant que l'on s'intéresse à elles, que l'on attache de l'importance à leurs points de vue. Etre filmé donne plus de valeur au discours, sans doute grâce au sentiment qu'il pourra ainsi être transmis
- L'image permet d'ancrer le message dans la réalité, ce qui renforce encore sa crédibilité et son impact
- Enfin le support vidéo permet de dépasser les obstacles sociaux, hiérarchiques et spatiaux à l'instauration d'un dialogue

Ainsi Snowden est convaincu qu'utilisé de manière créative et souple, l'outil vidéo peut favoriser la mise en œuvre d'un processus « *d'empowerment* » et jouer le rôle de « *catalyseur de l'action communautaire* » (D. Snowden, 1984). Il voit également dans ce recours à l'outil vidéo un moyen de résoudre des conflits grâce à l'instauration d'un type nouveau de dialogue entre parties prenantes. Il écrira d'ailleurs au sujet d'une intervention menée à l'extrême Nord du Canada en 1981-1982, autour d'un conflit entre les Inuits et le gouvernement au sujet de la préservation des troupeaux Kaminuriak de caribous :

"Dès le début, il a été montré qu'une grande qualité technique et des moyens de productions sophistiqués n'étaient pas les points importants de ces vidéos. Ce qui était important, c'était les messages de ces vidéos, messages qui jouent sur la façon dont les gens percevaient la crise qui touchait le troupeau Kaminuriak et son avenir. Quelle que fût l'importance de ces messages, ils n'étaient d'aucune utilité s'ils restaient en vidéo, ni vus ni entendus par quiconque. De la distribution de ces vidéos dépendait l'avenir du projet, et peut-être la possibilité et la volonté des deux parties à essayer d'appréhender la résolution de cette crise avec une nouvelle perspective, une perspective dans laquelle les perceptions supplémentaires, les informations et les idées présentées sur les vidéos seraient prises en compte dans les décisions finales. Le projet vidéo lui-même n'apporta pas ces changements. Les habitants et des fonctionnaires non conventionnels s'attachant à trouver une issue au problème Kaminuriak furent à la base de tous les changements qu'on observa. Mais le projet de communication s'avéra être utile en ce qu'il aida à remplacer l'émotion par la logique, le discours par l'écoute, la rhétorique par une réflexion posée et l'ignorance et le manque d'implication par la compréhension et l'engagement. Dans ce processus, les deux parties conservèrent leur sens de la dignité; personne n'y perdit rien et chacun fut gagnant."

(D. Snowden, Kusagak et P. Macloed, 1984)

Snowden défend l'idée d'un travail de proximité et de longue durée permettant d'acquérir une connaissance profonde de la situation locale et d'établir des liens intimes avec les populations, ainsi qu'une confiance mutuelle indispensable au bon déroulement de la démarche. Il insiste également sur l'importance de susciter et d'animer des discussions après chaque visionnage public, de manière à faire avancer les réflexions des populations locales mais aussi des intervenants vidéo, de définir ensemble ce qui devra être fait ensuite, et finalement de renforcer ce lien de confiance. En avance sur son époque, et conformément aux tendances actuelles de la communication pour le développement, Snowden insiste sur l'intérêt à long terme de définir publiquement, avec les populations locales, ce que devront être les formes d'exploitation du support de communication collectivement élaboré. Pour lui ce n'est pas tant le produit vidéo final qui est intéressant, mais le processus de construction de la ou des vidéo au travers d'une collaboration tripartite entre populations locales, techniciens audiovisuels et communicateurs (ou intervenants vidéo). A cette époque, les moyens techniques dits de « vidéo légère » étaient encore tout juste balbutiants, et restaient assez coûteux et pointus. De fait la mise en œuvre de ces projets nécessitait une équipe technique à part entière constituée de deux personnes au minimum (un caméraman et un preneur son), d'un communicateur professionnel (D. Snowden par exemple) et d'une personne-ressource autochtone connaissant parfaitement à la fois le dialecte local et la problématique.

Finalement pour Donald Snowden le « *Fogo Process* » est susceptible de poursuivre trois types d'objectifs :

- Le « *miroir* » consiste à montrer aux acteurs, au cours de réunions de projection-débat, ce qu'ils ont dit lors des interviews, donc finalement « *ce qu'ils savent déjà* » (D. Snowden, 1984). Ceci doit aider les communautés à regarder plus objectivement leurs propres déclarations et à élaborer une opinion argumentée et constructive.
- « *L'apprentissage horizontal* » et la « *formation entre pairs* » consistent par exemple à projeter à une communauté ce qui a été tourné dans une autre. Cette démarche peut apporter un regard nouveau sur des problèmes auxquels les deux communautés sont confrontées. Dans la mouvance de l'évolution de l'éducation pour adultes notamment, l'approche considère une plus grande réceptivité aux explications d'un pair, qui plus est lorsqu'elles sont illustrées par la pratique.
- « *La communication verticale* » : il s'agit d'établir de nouveaux circuits de communication à double-sens permettant de relier directement les populations de base aux hautes instances politiques ou financières. Ces deux extrémités qui n'ont généralement pas l'habitude d'interagir sont mises en communication selon des modalités permettant à chacun de comprendre ce qui se dit, et d'y répondre sans crainte et sans timidité.

3.2 Développement de la « *pédagogie audiovisuelle massive* » en Amérique du Sud et en Afrique

3.2.1 Le projet CESPAC au Pérou et l'élaboration d'une méthode innovante de formation en milieu rural

A la fin des années 60, et donc parallèlement au « *Fogo process* », un autre type de projet audiovisuel visant à appuyer le développement rural voit le jour en Amérique du Sud. Il est mis en œuvre par un autre spécialiste de la communication, l'espagnol Manuel Calvelo Rios, devenu depuis fameux dans le monde entier pour avoir formalisé une méthode de formation en milieu rural connue sous le nom de « *pédagogie audiovisuelle massive* ». Manuel Calvelo Rios est invité par le gouvernement péruvien en 1974 pour appuyer un vaste projet de vulgarisation

agricole, jugé nécessaire suite à la mise en place de la Réforme Agraire en 1969 et aux nouveaux rôles et responsabilités des paysans péruviens (poussés notamment à constituer des coopératives de production). C'est dans ce contexte qu'est créé le CESPAC²⁵ (« *Centro de Servicios de Pedagogia Audiovisual para la Capacitación* »), rattaché institutionnellement au CENCIRA (« *Centro Nacional de Capacitación e Investigación para la Reforma Agraria* »). Tout comme pour le « *Fogo process* », la méthode mise en œuvre s'est construite peu à peu, au fur et à mesure de la confrontation avec le terrain et de l'identification des obstacles à surmonter.

L'objectif initial du CESPAC était double :

- ✓ Il s'agissait tout d'abord d'appuyer la formation agricole des paysans péruviens à l'aide d'outils innovants, adaptés en termes de sujets et de type de supports. La démarche devait permettre de valoriser de manière croisée le savoir traditionnel et pratique des paysans et le savoir scientifique, académique, des chercheurs²⁶. Il s'agissait finalement de chercher à pallier aux limites de la stratégie de « *l'effet multiplicateur* » propre à la vulgarisation agricole dans les pays développés (très exigeante en organisation, ressources humaines et compétences) en lui substituant une stratégie dite « *de pont* », reliant directement les détenteurs du savoir scientifique aux paysans, et plus adaptée au contexte des pays en voie de développement.
- ✓ Par ailleurs l'ambition était également de favoriser la mise en place de nouveaux canaux de communication, permettant de dépasser les lourdeurs institutionnelles classiques, les obstacles hiérarchiques, mais aussi culturels et sociaux, pour relier les décideurs aux futurs bénéficiaires des projets dont il s'agissait de stimuler la co-élaboration.

L'utilisation d'un outil adapté aux spécificités de ses futurs utilisateurs (essentiellement les habitants du milieu rural, nombreux, dispersés, de faibles revenus et marginalisés, ainsi que les politiques, les techniciens et les scientifiques) supposait concrètement qu'il permette de s'affranchir des différences de niveau d'instruction, des problèmes d'analphabétisme, des difficultés liées à l'utilisation de dialectes différents, et qu'il soit relativement facile à amener auprès des populations parfois difficilement accessibles. Telles sont les propriétés que Manuel Calvelo attribuait au matériel audiovisuel sur lequel l'ensemble des activités du CESPAC ont reposé pendant plus de 15 ans.

Les équipes de vulgarisateurs formées par le CESPAC à la méthodologie de la pédagogie audiovisuelle massive élaboraient des « *paquets de capacitation* » ou « *paquets pédagogiques* » portant sur des thèmes essentiellement agricoles. Ces paquets étaient constitués de productions vidéo, mais aussi de différents matériels graphiques²⁷ et d'exercices pratiques. Concrètement les équipes en charge de la production des vidéos étaient composées de deux personnes qui identifiaient lors de séjours prolongés sur le terrain les besoins de formation des paysans, au travers de leurs discussions avec ces derniers²⁸. L'ambition de

²⁵ Les financements de ce projet provenaient de la FAO, du PNUD et de la Fondation Friedrich Ebert Stiftung.

²⁶ Selon Manuel Calvelo « *il s'agit d'intégrer les deux types de savoirs de façon à produire ce que nous appelons le « savoir à partager » au travers d'un processus de « récupération, production, conservation et reproduction du savoir populaire intégré au savoir académique* » » (Calvelo, 1980). Il ajoute également que « *si l'éducation avec et pour les paysans, partenaires du développement, est une condition indispensable, elle n'est pas suffisante. Sans investissement financier, et sans une technologie appropriée, cette éducation ne peut avoir que des effets limités. Mais sans éducation, le capital comme la technologie seront tous deux gaspillés et se traduiront en un investissement inutile. Sans éducation il peut certes y avoir croissance, mais pas développement rural.* »

(cf. <http://www.geocities.com/Athens/Delphi/8644/index.html#index>, traduction personnelle)

²⁷ Notamment un guide à destination du vulgarisateur, afin de lui apporter plus de détails sur les thèmes et technologies concernés, et lui permettre de rester à jour ; un second guide était destiné à structurer l'exercice d'animation et les discussions avec les paysans participant à la formation ; et enfin un troisième et dernier guide illustré à destination des paysans participant assurait qu'ils gardent un support leur permettant de se remettre en mémoire le contenu de la formation.

²⁸ Selon Calvelo : « *L'éducation dont a besoin le paysan n'est pas l'éducation traditionnelle, théorique et séparée de la réalité. Il nécessite une « capacitation productive ». Une capacitation qui lui soit amenée dans son cadre d'activité ; qui perturbe le moins possible son travail ; qui lui apporte des connaissances sur des domaines et des thématiques qui*

produire des outils adaptés aux véritables besoins des paysans supposait en effet que ces outils soient de nature « *localement spécifique* » (C. Fraser, 1996), et donc qu'ils soient le résultat de l'expression des besoins paysans par les paysans eux-mêmes. L'équipe retournait ensuite travailler à Lima, la capitale, en étroite collaboration avec des spécialistes des sujets identifiés, afin de s'assurer de la pertinence scientifique et technique des contenus et d'écrire le scénario. Les deux vulgarisateurs-réalisateurs se rendaient ensuite de nouveau dans les communautés afin d'effectuer le tournage avec des « acteurs » sélectionnés au sein de ces communautés. De retour à la capitale, ils effectuaient le montage et l'enregistrement du commentaire (en espagnol, aymara ou quechua, selon les besoins)²⁹. Par expérience, le produit vidéo ne devait pas être trop long (en moyenne une vingtaine de minutes) de façon à maintenir l'attention des paysans tout au long des séances de formation-visionnage. Puis l'équipe retournait une nouvelle fois sur le terrain afin de tester pendant près d'un mois l'efficacité et la pertinence de leur outil auprès de quelques paysans (un échantillon de 10 personnes chargées de répondre à un certain nombre de questions sur le produit vidéo). Puis était réalisé le montage définitif. En règle générale, un cours sur un thème particulier se déclinait en une dizaine de leçons et autant de vidéos pédagogiques. La mise au point d'un « *paquet pédagogique* », suivant ce processus itératif, demandait environ 7 mois de travail. Une fois sur le terrain, il fallait compter à peu près deux heures de formation par leçon, planifiées selon les disponibilités des paysans et sans excéder une leçon par jour. Sur un thème particulier la formation complète s'étalait donc sur une quinzaine de jours.

Peu à peu le CESPAC a défini trois modalités d'intervention :

- La « **capacitation directe** » selon laquelle, à la demande des autorités locales le plus souvent, l'ensemble de la démarche de capacitation était planifié par le CESPAC. Il fournissait le personnel, le matériel et finançait tout le processus.
- La « **capacitation conduite** », en réponse à la demande d'institutions ou d'ONG, et pour laquelle le CESPAC fournissait les paquets pédagogiques et entraînait le personnel de ses partenaires à l'utilisation de ce matériel, qui se chargeaient eux-mêmes de financer et d'exécuter les activités de terrain.
- La « **capacitation intégrée** » dans laquelle le CESPAC formait des partenaires locaux à l'ensemble de sa méthodologie. Les partenaires s'équipaient en matériel audiovisuel (caméra, banc de montage, équipement de projection) et mettaient en œuvre la démarche de formation des paysans.

Cette expérience a connu un certain succès, reconnu des paysans comme des organisations de développement. Différentes missions d'expertise commanditées notamment par la FAO ont conclu à l'effet positif du recours à la vidéo dans le cadre de la formation agricole, à la fois sur la capacité de compréhension, de mémorisation et d'application des paysans, comme sur la facilitation du travail du vulgarisateur³⁰. Cependant, si la « *pédagogie audiovisuelle massive* » a su démontrer son efficacité sur le terrain, l'objectif consistant à mettre en place des canaux de communication alternatifs, à double sens entre la population de base et les instances dirigeantes (techniques, politiques, financières), afin de permettre et stimuler la participation de la population à la planification des alternatives de développement n'a pas pu être atteint. Cet échec relatif semble devoir être imputé au contexte politique qui n'était pas propice à ce bouleversement de la pratique du développement (C. Fraser, 1987). Leur première tentative de communication de ce type via la vidéo a tout simplement été

l'intéressent directement ; qui laisse avant tout des résultats concrets plus qu'un diplôme ; qui concerne l'ensemble de l'unité familiale, et non pas seulement le chef de famille ; qui lui arrive dans un langage connu, compréhensible et non dans un jargon technique inintelligible ; qui soit reliée aux projets et investissements en cours ou à venir dans sa zone de façon à ce qu'il puisse mieux les comprendre et les mettre en place » (M. Calvelo Rios, 1994).

²⁹ Les allers retour entre le terrain et la capitale étaient rendus nécessaires par l'impossibilité à l'époque de réaliser un montage vidéo sans un équipement spécifique absolument intransportable.

³⁰ Le paquet pédagogique dans son ensemble permettait en effet une certaine standardisation de son travail et une remise à jour de ses connaissances.

interdite à la diffusion par le gouvernement en place à l'époque, le contenu étant jugé un peu trop critique vis-à-vis du comportement de certains... Par ailleurs Fraser constate qu'entre le « modèle théorique » et le « modèle pratique » de réalisation des paquets pédagogiques le niveau de participation initialement souhaité n'a pas non plus été atteint. Il l'explique essentiellement du fait des contraintes financières, temporelles et techniques du CESPAC. La volonté de mettre en place une démarche participative s'est heurtée aux contraintes logistico-administratives du contexte de projet de développement.



Les paysans en formation,
source :

<http://www.geocities.com/Athens/Delphi/8644/index.html#index>

3.2.2 Le projet PRODERITH au Mexique et la volonté de replacer les paysans au centre des décisions concernant leur développement

Dans un autre contexte, plus propice, Manuel Calvelo a su, en s'appuyant sur les atouts de sa méthode de « pédagogie audiovisuelle massive », favoriser concrètement la participation des populations rurales marginalisées à la définition et à la planification des initiatives de développement les concernant. Ceci eut lieu dans le cadre du projet PRODERITH (« *Programa de Desarrollo Rural integrado del Trópico Húmedo* ») mis en place au Mexique en 1978 sur financement de la FAO. L'originalité de ce projet résidait dans le fait que la communication fut dès le départ définie comme une stratégie primordiale à la réussite du programme. Cette activité bénéficia donc pour une fois de financements spécifiques et importants, et d'un fort soutien politique. « *La plupart des autres projets de développement ont incorporé la communication au dernier moment, avec des ressources limitées et surtout sans la vision critique qui aurait permis un véritable impact* » (Fraser, 1996).

Le département de communication de PRODERITH, le « *Système de Communication Rurale* », travaillait spécifiquement sur trois domaines dans lesquels la vidéo était à chaque fois utilisée (B. Huber, 1998) :

- ✓ La communication pour **l'analyse participative des problèmes des paysans et des options de développement**

Il s'agissait de stimuler des débats internes et démocratiques au sein des communautés. L'objectif était d'établir des consensus sur la nécessité de réaliser des actions destinées à améliorer la situation locale et sur les options envisageables. Les vidéos utilisées pour animer ces débats concernaient la communauté elle-même et son histoire. Des paysans locaux confiaient à la caméra leurs points de vue sur la situation, puis ensuite se voyaient comme dans un miroir, ce qui leur permettait d'objectiver leurs propos et de les confronter aux autres

points de vue : de nouvelles perspectives pouvaient s'ouvrir devant eux et une perception partagée des problématiques locales émergeait peu à peu.

Parallèlement, le personnel de PRODERITH réalisait des études techniques et socio-économiques classiques visant à déterminer la faisabilité des différentes initiatives de développement possibles ainsi identifiées. A partir de là, une "boucle d'information" était mise en place : les intervenants vidéo travaillaient avec de petits groupes de 10 à 20 agriculteurs choisis par la communauté pour la représenter, afin de discuter des résultats de ces études et d'évaluer alors collectivement la viabilité de chacune des options proposées en termes humains et sociaux. Ceci permettait l'élaboration participative d'un Plan Local de Développement (PLD), qui était alors repris en vidéo afin de favoriser sa compréhension par l'ensemble de la communauté rurale (analphabètes compris) et de conserver la mémoire des accords passés entre le projet et le groupe de paysans. Ce processus de planification pouvait demander plusieurs mois. Selon C. Fraser, à l'époque responsable du projet au sein de la FAO, cette démarche présentait deux avantages essentiels : premièrement le PLD reflétait les véritables nécessités des populations locales et deuxièmement, la participation des paysans à l'élaboration du PLD facilitait leur participation ultérieure à la mise en œuvre du projet. Par ailleurs ce programme fut l'occasion de constater que *« l'échange d'expériences entre les communautés peut être un puissant stimulant pour l'action et le changement, en particulier quand une communauté a devant les yeux, par le truchement de la vidéo, la façon dont un autre groupe a affronté et résolu des problèmes similaires. Grâce à l'usage de la vidéo, PRODERITH a amplement exploité cette stratégie »* (C. Fraser, 1996). Plutôt que de chercher à importer systématiquement de nouvelles techniques agricoles pour relancer la production, l'objectif était de rechercher, réunir et disséminer le savoir traditionnel qui avait déjà fait ses preuves, en le confrontant tout de même à un regard scientifique « moderne ». Enfin si le programme était initialement très tourné vers les questions d'innovations agricoles, des problématiques de nature plus sociale visant notamment le renforcement des organisations paysannes ont été abordées à la demande des paysans.

Malgré tout quelques critiques ont été formulées sur la démarche suivie par PRODERITH. B. Huber notamment estime que le poids des résultats des études socio-technico-économiques menées par les équipes du projet était très (trop ?) important dans les discussions visant à élaborer les propositions de développement. En ce sens, la participation réelle des paysans à cette phase peut être remise en question. S'ils ont sans conteste eu droit à la parole et ont été écoutés, l'influence de leurs discours sur le contenu du programme finalement choisi peut être discutée. Néanmoins C. Fraser développe assez longuement un cas particulier où un projet prévu par le programme s'est vu totalement modifié suite à des activités de communication audiovisuelle menées dans une communauté. Ceci tendrait à prouver que les paysans disposaient d'un poids important dans les décisions finales. Huber reproche également l'aspect très centralisé de la production des vidéos, empêchant les paysans de contrôler et d'acquérir des compétences en participant directement aux étapes de montage.

✓ La communication pour **l'éducation et la formation**

Cette activité concernait bien sûr les paysans mais aussi les propres équipes du projet PRODERITH, et ce aux différents niveaux hiérarchiques. 400 documents vidéo ont ainsi été produits entre 1978 et 1984 lors de la première phase de PRODERITH. Dans chaque PLD étaient identifiés les besoins en termes de formation à destination des paysans, qui conduisaient à l'élaboration de *« paquets pédagogiques »*, suivant la démarche déjà explicitée plus haut.

- ✓ La communication pour **générer un flux d'informations institutionnelles** visant à améliorer la coordination et la gestion des différentes activités du programme

Il s'agissait à la fois de faire connaître les activités menées par PRODERITH à l'ensemble de ses départements mais aussi à l'ensemble de ses partenaires. Cette stratégie de communication aspirait à créer des synergies au niveau des projets de développement et éviter les redondances coutumières dans ce milieu.

Au Mexique, le début des années 80 fut marqué par une importante crise économique et la mise en place de plans d'ajustement structurel ayant conduit entre autres à la réduction des dépenses publiques, dont PRODERITH a largement souffert³¹. C'est ainsi que la deuxième phase du projet (1986-1995), malgré le succès reconnu de la première, fut lourdement affectée : diminution drastique du personnel et processus forcé de décentralisation et de transfert de compétences aux paysans, difficile dans le contexte de difficultés économiques. Pourtant l'aire d'intervention du projet avait été élargie, ce qui ne facilitait pas non plus la réussite de la seconde phase. Alors que PRODERITH 1 visait à travailler avec 5 000 familles, PRODERITH 2 avait un objectif de 90 000 familles, réparties sur 1,4 millions d'hectares. Finalement les associations paysannes ne furent jamais en mesure de prendre complètement en main les Unités de Communication Régionales décentralisées mises en place par PRODERITH 2. Ces URC ont opéré une tentative de conversion en entreprises indépendantes pour assurer leur autonomie financière. Cette tentative n'a jamais aboutie sans doute du fait d'un manque de savoir-faire en termes de gestion et d'administration.

Au total PRODERITH 1 (entre 1978 et 1984) a tout de même produit 345 documents vidéo qui ont touché plus de 260 000 personnes. A son apogée en 1981, le rythme de production du projet était de l'ordre de 100 vidéos par an. PRODERITH 2 de son côté a conduit à la production de plus de 700 vidéos qui ont touché plus de 800 000 personnes (B. Huber, 1998).

3.2.3 L'expérience malienne du CESP

Un troisième projet similaire fut mis en œuvre au Mali en 1989, sous le nom CESP pour « *Centre de Service de Production Audiovisuelle* ». Il visait les mêmes objectifs opérationnels que ceux de PRODERITH : étendre la formation des paysans afin de faciliter la mise en place des nouvelles politiques de développement social, fondées sur la participation des communautés (A. G. Dagron, 2001). La spécificité de cette expérience malienne réside dans le fait qu'en 1993, suite à la diminution progressive des financements en provenance de l'UNDP (United Nations Development Programme), le CESP a été converti en entreprise privée³² afin de générer des profits pour pouvoir survivre et continuer ses activités. Cette conversion s'est accompagnée d'un renouvellement du matériel technique (« *nécessaire* » selon les dirigeants) afin de pouvoir répondre aux plus grandes exigences esthétiques des nouveaux clients (projets institutionnels, privés, particuliers). Ceci s'est accompagné semble-t-il d'un écartement progressif par rapport aux objectifs premiers du CESP : le travail au sein des communautés rurales est aujourd'hui moins fréquent, et le degré de participation moindre. L'accent est de plus en plus mis sur le produit par rapport au processus (A. G. Dagron, 2001). Malgré tout en 2006, le CESP, que nous avons visité, proposait encore les services suivants : formation paysanne ; formation des formateurs ; formation en communication ; conseil en communication ; production audiovisuelle ; formation internationale et sous-régionale ; et sensibilisation (cf. <http://www.cespmali.com>).

³¹ Ce programme extrêmement coûteux avait survécu jusque là grâce à un appui financier considérable de la Banque Mondiale.

³² EPIC, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, sous la tutelle du ministère de la communication et des nouvelles technologies

3.3 Intérêts d'une utilisation participative de la vidéo dans une stratégie de communication pour le développement

Au travers d'une brève description de ces projets on constate donc que l'outil vidéo peut présenter, selon la démarche d'utilisation mise en œuvre, un certain nombre de caractéristiques susceptibles de répondre aux défis que la Communication pour le Développement souhaite pouvoir relever. Il présente notamment des atouts que d'autres outils plus classiques, comme la radio par exemple, ne présentent pas, ou à des degrés moindres. Ceci explique l'enthousiasme de ses premiers utilisateurs. Parmi ces caractéristiques, on peut citer :

- ✓ **L'exhaustivité** de l'enregistrement vidéo, qui en capturant son et image, rend les discours plus vivants, plus crédibles, car le locuteur est directement identifié. La vidéo permet d'ancrer les discours dans la réalité, dans la pratique des activités quotidiennes.
- ✓ **L'interactivité** possible dans la démarche de construction d'une vidéo au travers de la possibilité de visionner collectivement ce qui vient d'être enregistré et monté et de le modifier, soit via le montage soit via une nouvelle phase de tournage. On parlera aussi de **flexibilité** du matériel vidéo. Ainsi par exemple, une personne interviewée ne se jugeant pas suffisamment claire ou efficace dans son discours par rapport à d'autres interventions a la possibilité de s'en rendre compte et de réenregistrer une nouvelle version si besoin est, ou simplement de compléter la précédente. De même le visionnage d'une vidéo peut susciter des questions nouvelles chez les spectateurs qui peuvent alors souhaiter que cette vidéo soit complétée par tel point, telle interview, ou telle image.
- ✓ **La transportabilité** du support vidéo permet notamment de mettre en contact des personnes très éloignées, que ce soit géographiquement ou socialement parlant.
- ✓ **L'adaptabilité** au public au travers notamment de la possibilité de doublage (de sous-titrage également) permet de dépasser certains obstacles liés aux différences de langage et surtout de proposer des outils accessibles à tous, et notamment aux illettrés. En recourant à des acteurs issus du même milieu que les futurs spectateurs, on s'assure également de la bonne compréhension du contenu.
- ✓ **La « massivité »**³³ de la vidéo liée à sa possible reproduction à l'identique (garantissant l'homogénéité des interventions) et sa diffusion en différents lieux. Nous parlerons également de **reproductibilité** de la vidéo. Cette massivité peut permettre à des opérations souvent coûteuses de devenir économiquement rentables par rapport à d'autres types d'approches³⁴.
- ✓ **L'archivage** possible des résultats du processus collectif permet de garder en mémoire le déroulement de la dynamique, mais aussi ses résultats. En tant que mémoire, l'archive vidéo peut donc servir de preuve pour favoriser la tenue de certains engagements.
- ✓ **La projection de vidéos en réunion** permet à chacun de disposer d'une même base informative, des mêmes exemples pour amorcer une réflexion collective. Cela permet de guider ce processus vers la construction progressive d'une vision collective, partagée de la problématique.
- ✓ La possible **mise sur un même pied d'égalité** de l'ensemble des personnes interviewées. En faisant apparaître différentes personnes dans la vidéo, on accorde autant

³³ Formulation obtenue par traduction littérale de l'expression proposée par Calvelo

³⁴ Nous restons pour notre part très critiques à l'égard de cette notion qui s'oppose à la reconnaissance de la spécificité de chaque situation de développement et de chaque individu

d'importance aux discours de chacun et on favorise l'écoute équilibrée de leurs points de vue par les spectateurs.

- ✓ **L'ouverture** du support vidéo signifie qu'à n'importe quel moment il est possible de rajouter au produit vidéo l'interview d'un nouvel acteur, d'apporter un nouveau témoignage. En ce sens, on pourrait dire qu'il n'existe pas de produit fini dans ce type de démarche.

Forts de ces caractéristiques, l'outil vidéo s'il est bien utilisé semble pouvoir, aux dires de ces pionniers, favoriser l'instauration de canaux de communication horizontaux, du type « échange d'expériences », pour enrichir les raisonnements individuels et collectifs. Mais il peut aussi favoriser l'instauration de canaux de communication verticaux. Au travers des dialogues qui se mettent en place autour de la production et de la diffusion des produits vidéo, il semble également possible de structurer petit à petit une représentation collective, peut-être pas consensuelle mais au moins majoritaire, des problématiques locales et des principales pistes d'alternatives à explorer.

Cependant ces quelques expériences décrites plus haut démontrent également qu'il ne faut pas pour autant considérer la vidéo comme « le » meilleur outil pour les interventions de communication pour le développement, ni comme se suffisant à elle-même pour satisfaire à l'ensemble des principes de la CPD. En effet, les démarches vidéo sont longues, coûteuses, logistiquement assez lourdes et l'on découvre parfois des outils de communication plus répandus localement et plus légers, dont l'utilisation peut avoir plus de sens pour les communautaires, même s'ils peuvent apparaître à première vue plus rudimentaires. La pertinence du contenu des vidéos dépend en grande partie de la qualité de la relation qui a réussi à être établie entre l'équipe vidéo et le ou les interviewés, ce qui repose *a priori* plus sur les compétences humaines que sur l'outil en lui-même. De même si l'impact de la vidéo sur les esprits est très fort, cet outil est d'autant plus sensible à la manipulation, et des garde-fous méthodologiques mais aussi déontologiques doivent être définis et respectés : la vidéo pour le développement est un outil qu'il faut apprendre à maîtriser. Enfin si ces démarches sont confrontées à des obstacles politiques, institutionnels ou financiers, elles ne sont souvent pas suffisantes pour les dépasser³⁵.

En ce sens la vidéo n'est pas la panacée de la communication pour le développement, et il semble important d'identifier les conditions adéquates d'une intervention reposant sur une utilisation participative de la vidéo, telle que nous l'avons observée dans les expériences décrites ci-dessus.

Finalement s'il semble que la vidéo ait suscité un engouement fort en termes de communication pour le développement dans les années 70 et 80, celui-ci fut en quelque sorte balayé par l'avènement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication et les espoirs que ces dernières ont suscités. Avec l'arrivée et le développement d'Internet depuis les années 90, une grande partie des efforts de communication se sont concentrés sur la valorisation de ce nouvel outil et l'exploration de ses potentialités, et ce au détriment des moyens de communication plus anciens. Mais comme nous l'avons vu (Cf. P1, Chapitre 1, § 2.3), on observe depuis peu une prise de conscience vis-à-vis de certaines limites d'Internet et l'on constate depuis quelques années un intérêt renouvelé pour des techniques plus anciennes, mais qui ont déjà fait leurs preuves, tel que le recours à la vidéo (Cf. P5, Chapitre 2). Par ailleurs, l'évolution technique et notamment le raz de marée numérique offre aux utilisateurs des technologies audiovisuelles de nouvelles possibilités (miniaturisation, baisse des coûts). Mais il semble crucial de tirer toutes les leçons possibles des expériences passées, et remettre à l'épreuve les atouts et inconvénients de l'outil identifiés par les pionniers.

³⁵ Pour exemple, on peut citer l'échec de la première véritable expérience de pédagogie audiovisuelle massive menée par Manuel Calvelo au Chili à la fin des années 60, qui a tout simplement été annulée en cours de route par le gouvernement. Ce dernier considérait les premiers résultats comme potentiellement subversifs, nuisibles à son autorité.

Chapitre II

Délimitation du concept de Vidéo Participative, identification des problématiques liées aux dynamiques de concertation pour la gestion du territoire et élaboration notre question de recherche

Section 1 : Première définition de la Vidéo Participative

1.1 Innovations technologiques et multiplication des interventions vidéo de communication pour le développement

Alors que l'on peut véritablement parler de « l'ère du bricolage » à propos des moyens techniques mis à contribution lors des expériences que nous venons de décrire (« *Fogo process* », CESPAC, PRODERITH, CESPAC³⁶), la technologie audiovisuelle a depuis connu un développement considérable et offre aujourd'hui de nouvelles perspectives. Avec la maîtrise du signal numérique notamment, le matériel est de plus en plus miniaturisé, de moins en moins lourd et coûteux, tout en étant de plus en plus performant. La mobilité a également été accrue, notamment au travers d'une amélioration de l'autonomie du matériel et de la mise au point des batteries au lithium. De même, alors qu'autrefois elles exigeaient le recours à d'imposantes machines et de longues heures de travail, les activités de montage se démocratisent : un simple ordinateur portable et un logiciel permettent en toute simplicité de découper et monter ses propres images, parfois tournées dans la journée. Bien sûr les différences entre professionnels et amateurs subsistent toujours³⁷, mais l'ensemble de la chaîne de production audiovisuelle depuis le tournage jusqu'à l'édition des supports finaux (DVD, VCD, cassettes,

³⁶ Par exemple, il a fallu que les équipes du CEPASAC construisent des malles spéciales permettant le stockage et le transport du matériel audiovisuel, et qu'elles se dotent de générateurs d'électricité à brancher sur les voitures qui soient suffisamment puissants pour permettre le rechargement des batteries et faire fonctionner le matériel de projection.

³⁷ Au-delà des savoir-faire esthétique et narratif, les différences de qualité entre production amateur et production professionnelle reposent essentiellement sur la maîtrise et la qualité de la prise de son et de l'éclairage.

fichiers, etc.) est devenue accessible au plus grand nombre, que ce soit techniquement ou financièrement. Le seul bémol de cette évolution technologique positive est l'absence apparente d'intérêt des constructeurs pour le développement de la mobilité des dispositifs de projection. En effet, si aujourd'hui un écran et un vidéo-projecteur peuvent permettre de projeter une image de qualité et de format confortable pour une cinquantaine de spectateurs, ils nécessitent toujours un accès à l'électricité et disposent en général de capacités audio médiocres, pour ne pas dire nulles.

Ainsi, alors que les expériences développées au précédent chapitre nécessitaient de lourds investissements financiers, le concours de techniciens spécialisés et une logistique parfois très complexe, les moyens techniques actuels permettent de lever la plupart de ces obstacles. Ceci explique pourquoi on observe depuis une quinzaine d'années une multiplication des interventions de communication utilisant la vidéo pour l'appui au développement au sens large. Parmi celles-ci, nous pouvons citer les activités de l'organisation *Insight* (en France et en Grande Bretagne), de *Communication for Change* (C4C, au Canada), ou encore le bureau de *Maneno Mengi* (en Tanzanie)³⁸. Malgré la grande diversité des méthodes d'intervention proposées, des moyens mis en place, et des objectifs poursuivis, la plupart de ces projets de communication sont ouvertement qualifiés de « Vidéo Participative » par leurs concepteurs. Mais qu'entendent-ils par là exactement ? Ils se présentent eux-mêmes comme des praticiens du développement qui, à l'inverse de nombreux chercheurs, sont assez peu intéressés par la reconnaissance académique et sont tournés vers l'opérationnel, l'avancement concret sur le terrain. Si ce désintérêt semble tout à leur honneur, l'inconvénient majeur qui en résulte est le très faible nombre de publications disponibles proposant de poser un regard scientifique sur cette pratique, d'en formaliser les principes, ou établissant des comparaisons entre différentes méthodes et leurs résultats. Il n'existe pas non plus réellement de synergies entre ces praticiens, de réflexion collective et comparative sur leurs activités³⁹. Malgré tout il est possible de glaner dans la littérature un certain nombre de comptes-rendus de projet, de présentations de démarches opérationnelles, de résultats, parmi d'autres. Et dans ce « fourre-tout » littéraire, derrière une vision globale implicite des interventions, on peut parfois trouver au coin d'une page une proposition de définition de ce que pourrait être la Vidéo Participative (VP) pour l'auteur. Mais bien sûr les définitions proposées sont presque aussi nombreuses que les expériences elles-mêmes, et reposent pour la plupart sur les objectifs spécifiques à chacune de ces expériences. Chacun de ces praticiens de la VP s'est intuitivement bâti sa propre définition de ce que devait être une démarche de VP sur la base de ses expériences personnelles.

Il nous semble donc primordial à ce stade, avant d'explorer la richesse et d'interroger les potentialités de ces expériences de Vidéo Participative, de proposer nous-mêmes une première définition de ce que peut être ce type de démarche. Ceci doit nous permettre à la fois de mieux délimiter et de mieux structurer notre cadre d'analyse. Cette définition doit être suffisamment précise pour distinguer clairement les démarches de VP des projets audiovisuels classiques, et suffisamment large pour englober la plus grande partie, si ce n'est la totalité des projets existants déjà qualifiés de VP, s'il y a lieu de les inclure. Cette définition n'est enfin qu'une première proposition, sur laquelle nous devons revenir après avoir réalisé et analysé nos propres expériences de terrain et après avoir étudié plus précisément les expériences existantes. Elle constitue néanmoins un premier apport concret à destination de la communauté scientifique.

³⁸ Nous présenterons plus longuement les différentes activités de ces trois organisations (et d'autres) dans la cinquième partie de ce travail

³⁹ Notons tout de même l'existence d'un réseau qui peu à peu cherche à se fédérer et à valoriser les savoir-faire des différents praticiens, notamment sous l'impulsion des frères Lunch.

1.2 Quel sens attribuons-nous à l'expression « Vidéo Participative » ?

Notre objectif est de proposer une définition de la Vidéo Participative qui puisse s'affranchir du contexte de réalisation, des objectifs spécifiques visés, de la diversité des champs d'application potentiels, des méthodes d'intervention, et qui permette d'englober l'ensemble des démarches présentées sous cette appellation.

Sans reprendre la discussion tenue au chapitre précédent sur le sens de la participation dans la pratique du développement, nous considérerons que l'adjectif « participatif » renvoie tout simplement à l'idée de rendre possible la participation de différents individus ou groupes d'individus à une action donnée. En ce sens l'expression « Vidéo Participative » ne peut donc pas renvoyer au « produit vidéo » que l'on conçoit comme fini, qui n'appelle plus à une action quelconque, mais bel et bien à ce que l'on va appeler le « processus vidéo »⁴⁰, c'est-à-dire l'ensemble des étapes de production d'une vidéo donnée. Ce processus de production est constitué d'une suite d'actions déterminées qu'il s'agit donc, dans le cadre d'une « Vidéo Participative », de rendre accessibles aux différents groupes impliqués à un moment ou un autre dans cette même activité de production.

On peut très schématiquement décomposer le processus classique de production vidéo en trois étapes successives :

- ✓ la **conception** (choix du sujet, écriture du scénario, etc.)
- ✓ la **réalisation** (tournage, montage, postproduction, etc.)
- ✓ la **diffusion** (projection, reproduction, distribution, etc.)

Conception ➔ **Réalisation** ➔ **Diffusion**

Figure 1 : Cheminement « classique », linéaire, de production d'une vidéo

Tout au long de sa mise en œuvre, ce processus de production vidéo met en interaction différents groupes que l'on pourrait, de manière tout à fait caricaturale, classer en trois catégories :

- ✓ les **producteurs** : Par abus de langage nous regrouperons sous cette appellation à la fois les financeurs, les scénaristes, les réalisateurs, les techniciens, et toutes les personnes qui participent à la *production* (au sens général logistique) et s'impliquent dans la *conception* de la vidéo.
- ✓ les **acteurs** : Il s'agit de tous les individus qui disposent d'un espace d'expression au sein des vidéo-produits, quels qu'ils soient. Ces personnes peuvent s'exprimer oralement au travers d'interviews, ou être simplement filmées en train de réaliser une activité donnée, ou encore assurer le commentaire-off de la vidéo. Ils peuvent jouer un rôle ou évoquer avec sincérité leurs propres perceptions de la réalité. Les acteurs, par leur jeu, leurs interventions et leurs actions au sein du film définissent le sujet de la production audiovisuelle et permettent sa concrétisation.

⁴⁰ Ou encore « vidéo-processus », par opposition au « vidéo-produit » selon l'appellation proposée par Yves Langlois, 1995

- ✓ les **spectateurs** : Ce sont les personnes qui assistent aux projections de la vidéo ou en obtiennent une copie personnelle pour pouvoir la visionner.

Dans les processus considérés comme « classiques » de production vidéo (type film de fiction ou documentaire), on observe donc qu'à chaque groupe correspond un certain nombre d'actions spécifiques et de responsabilités bien délimitées. Or, comme nous l'avons exposé, le principe de la démarche de **Vidéo Participative suppose quant à lui d'offrir à chacun des groupes impliqués dans les différents temps de la vie d'une vidéo (producteurs au sens large, acteurs et spectateurs) la possibilité de participer à chacune des étapes du processus complet de production vidéo (conception, réalisation, diffusion), de sorte que les limites entre ces groupes, habituellement très marquées dans les productions « classiques », s'estompent ou se chevauchent.** Les prises de décisions relatives à la conception, à la réalisation mais aussi à la diffusion sont alors le résultat construit d'un dialogue entre les producteurs et/ou les acteurs et/ou les spectateurs. Bien sûr à chaque étape, l'importance de la discussion et le poids respectif de chaque groupe peut varier. Cela signifie que tous les groupes ne sont pas nécessairement impliqués à chaque fois et à des degrés égaux dans toutes les étapes de la production.

1.3 Qu'apporte cette nouvelle définition de la VP par rapport aux définitions existantes ?

Dans la définition que nous proposons, la Vidéo Participative correspond donc à un mode spécifique de production, une façon de faire, indépendamment du type de produit final. Les objectifs d'utilisation des produits audiovisuels issus de ces processus, mais aussi les objectifs-mêmes de leur réalisation selon des modalités participatives peuvent donc être extrêmement divers. Cette définition très large est souvent en opposition avec les nombreuses définitions de la VP généralement issues de quelques expériences trop ponctuelles et similaires pour pouvoir être généralisables.

Malgré tout, dans un article paru en 1989 dans Media Développement⁴¹, intitulé « *video for the people* » et cité par Bernhard Huber, on trouve une définition qui vise à être plus large :

« - Vidéo participative - est une expression parapluie englobant une variété d'approches qui ont été développées tout au long des trente dernières années. Pour commencer par une définition très large : la VP se réfère à un panel d'applications alternatives de la technologie vidéo dans les projets de développement. Il n'existe pas qu'une seule manière de faire de la VP qui soit acceptée. [...] Les dénominations choisies pour décrire ce qui a été fait ont évolué : vidéo communautaire, vidéo alternative, vidéo rurale, processus vidéo, etc. »

Source : B. Huber, 1998 (Traduction personnelle)

Si le concept de Vidéo Participative trouve effectivement un écho intéressant dans le monde du développement, et c'est bien le sujet de cette recherche, il nous semble erroné de le limiter à ce domaine. Pour preuve il nous suffit de considérer par exemple le fréquent recours à la vidéo dans le cadre des entraînements de sportifs : ces derniers sont à la fois acteurs, sujets de la vidéo et spectateurs critiques amenés à réagir sur leurs performances pour améliorer leur technique, identifier leurs faiblesses, etc. On peut également évoquer le travail d'autoscopie en vidéo mené dans le cadre de la psychologie de groupe et pouvant participer à une meilleure acceptation de soi et à l'amélioration de son comportement en groupe (pratique courante dans le cadre des formations en entreprise, pour la vente, les présentations orales et même pour les

⁴¹ Edité par la World Association for Christian Communication.

techniques de négociation⁴²). Dans ces exemples les acteurs peuvent également remplir une fonction de production (caméraman, monteur, ou autre), de façon à proposer une analyse de leur activité selon leurs propres points de vue : un skieur professionnel connaissant ses faiblesses pourra ainsi être plus intéressé par l'observation continue de ses genoux en très gros plan, ou de ses quarts... Le fait de lui céder une partie au moins de la fonction de producteur permet alors de mieux coller à ses attentes, c'est d'ailleurs sans doute l'un des principaux intérêts de l'approche participative de la production vidéo.

A l'inverse, il est également important de souligner que toute utilisation de la vidéo dans le cadre d'un projet de développement ne constitue pas nécessairement un processus de Vidéo Participative, même si le projet se réclame lui-même du développement participatif et de ses méthodes ! Ainsi par exemple, une vidéo « classique » peut jouer un rôle essentiel de sensibilisation et d'information au sein d'un projet, dans un objectif de formation, ou de communication... De la même façon, il ne faut non plus confondre Vidéo Participative et Télé Réalité ! Filmer de « vrais gens », enregistrer leurs « vrais discours » dans le cadre de leurs « vraies activités » ne suffit pas pour prétendre à un processus de VP. Encore une fois ce n'est pas le sujet de la vidéo qui importe, mais la manière dont elle est réalisée.

Dans sa thèse, B. Huber cite une autre définition de la VP, proposée cette fois-ci par Shaw et Robertson et qui nous semble elle aussi incomplète :

« la vidéo participative est une activité de groupe qui développe les capacités des participants en les impliquant dans l'utilisation de l'équipement vidéo, de manière créative, afin de se filmer eux-mêmes et le monde qui les entoure, et afin de produire leurs propres vidéos »

Source : B. Huber, 1998 citant J. Shaw et C. Robertson, 1997.

S'il est clair que les auteurs évoquent bien ici une activité de VP, ils ne proposent pas forcément une définition générale suffisamment englobante pour caractériser l'ensemble des interventions reposant sur les atouts d'une utilisation participative de la vidéo. Si comme nous le comprenons leur définition suppose que ce soit les gens eux-mêmes qui manipulent l'ensemble de l'équipement vidéo, elle est même relativement restrictive. Par ailleurs, elle semble occulter tout ce qui vient après la phase de tournage et de montage, à savoir la diffusion de la ou des vidéo(s). Selon nous, et conformément aux principes de la Communication pour le Développement (Cf. P1, Chapitre 1, § 2.6 et 2.7), une approche de Vidéo Participative suppose que cette utilisation du support co-construit soit également l'objet d'une discussion (et si possible d'un consensus) entre les différents groupes impliqués dans sa réalisation.

L'approche choisie par les frères Lunch (fondateurs d'Insight) pour caractériser la VP nous semble également restrictive. Ils proposent pour leur part la définition suivante :

« La Vidéo Participative stimule les activités de recherche et de développement en en donnant le contrôle aux communautés cibles, depuis la conception même du projet jusqu'à sa mise en place, son suivi et son évaluation. Nous sommes convaincus que l'ouverture de tels canaux de communication est la clef pour permettre la réussite de projets durables et à impacts étendus, portés par leurs participants. »

Source : N. et C. Lunch, 2006, traduction personnelle

⁴² Voir par exemple à ce sujet les travaux d'Yves Bourron (Bourron Y., 1998). Dans le cadre de la formation IUFM en Aquitaine il a lui-même proposé pendant longtemps de venir filmer les jeunes professeurs en classe pour les aider ensuite, au moment du visionnage, à identifier leurs points forts et leurs points faibles, et leur permettre de perfectionner leur façon de faire. On peut aussi se référer aux travaux de Vanina Mollo en ergonomie (Mollo V., 2002) sur le partage des savoirs et l'analyse réflexive sur la base de quelques pratiques agricoles.

Ils ont également proposé une définition semblable sur l'encyclopédie en ligne *wikipédia* :

« Vidéo participative = Réalisation et édition collective, contrôlées par les communautés. »

Source : http://www.p2pfoundation.net/Participatory_Video

Dans cette approche les frères Lunch mettent clairement l'accent sur le processus de production d'une vidéo, mais ils semblent octroyer tout le contrôle du processus à un seul et même groupe, qu'ils nomment « communauté »⁴³. Notre proposition de définition de la VP se veut plus souple puisque nous suggérons un contrôle partagé, de manière plus ou moins équitable selon les circonstances et les phases du processus de production-diffusion, et que ce partage s'effectue entre différents groupes d'individus. Dans le cas d'une VP en appui au développement par exemple, ces groupes pourraient être les communautaires (et les différents groupes sociaux en leur sein), les scientifiques, les décideurs politiques, les décideurs financiers, les experts externes, etc.

1.4 Schématisation du processus de production d'une Vidéo Participative

Nous préférons donc, en première approche et pour avoir un angle d'attaque suffisamment large, **définir la VP par un processus de production vidéo dans lequel les limites entre les fonctions de producteurs, d'acteurs et de spectateurs s'estompent, se chevauchent, voire se superposent**. Nous pouvons schématiser cette caractérisation de la façon suivante :

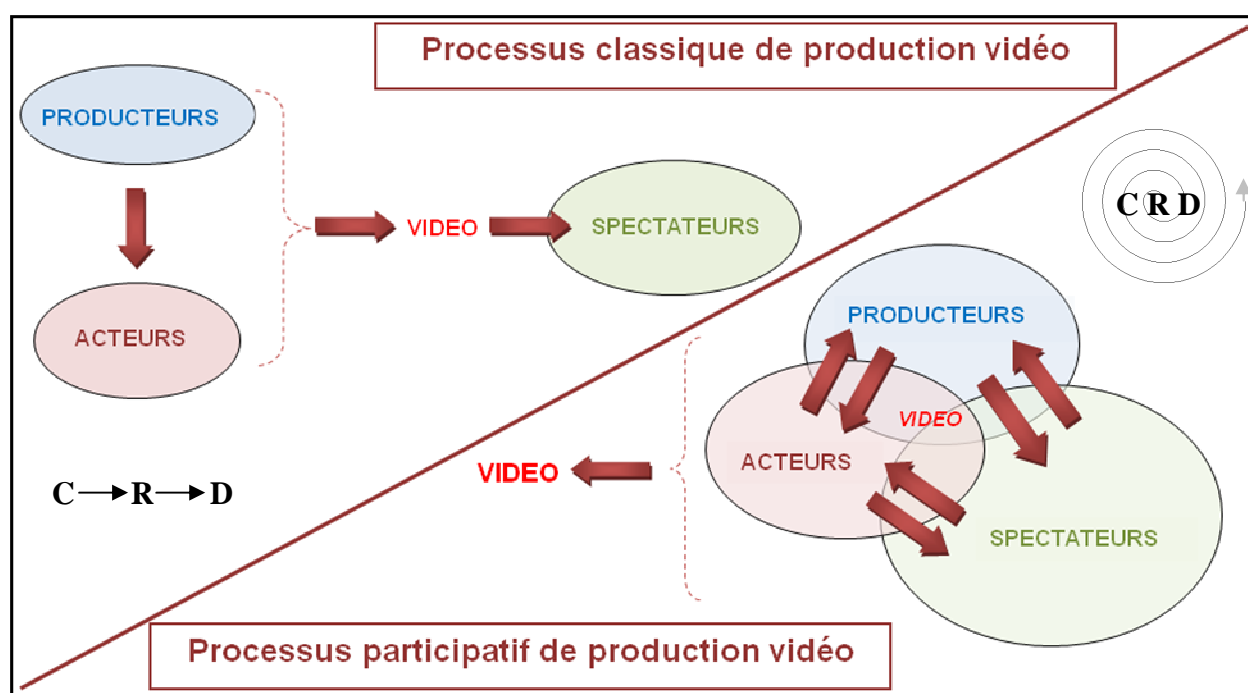


Figure 2 : Représentation comparative des processus classique et participatif de production d'une vidéo (C : Conception ; R : Réalisation ; D : Diffusion)

On constate clairement sur ce schéma que le produit vidéo est central dans le cadre d'un processus de production classique, alors qu'il ne constitue qu'une externalité (si possible

⁴³ Ce qui correspond aux nombreux projets de VP qu'ils mettent en place, et que nous étudierons par la suite.

positive bien sûr) dans le cadre d'un processus participatif. Il n'est alors qu'un prétexte pour créer une synergie entre groupes d'individus autour des trois fonctions : producteurs, acteurs, spectateurs. Cette conception de la VP est très bien illustrée par l'affirmation suivante : « *Participatory video is a social process, not a technical process* » (Lynch N. et C., 2006).

La comparaison aux productions audiovisuelles « classiques » permet de bien faire ressortir les différences avec la Vidéo Participative : elles résident dans le processus de production. Et ceci est important car « *de nombreux praticiens de la VP cherchent souvent à se défendre d'être des documentaristes pour éviter le discrédit d'être considérés comme simplement axés sur le produit* » (Huber B., 1998). Il n'est bien sûr pas question pour Huber de dévaloriser le travail des documentaristes, mais les adeptes de la VP sont parfois accusés dans le cadre de leurs interventions de ne chercher que « leur propre gloire » au travers de leurs interventions, en ayant un accès plus direct à des sujets brûlants et la possibilité de tourner des « images choc ». Finalement, et même si cette interrogation n'intéresse pas directement le présent travail de recherche, nous serions plutôt enclins de notre côté à nous poser la question différemment : s'il est clair que le documentaire n'est pas de la VP, est-ce que pour autant la VP ne peut pas être aussi une forme de documentaire ?

Sur la base de cette première définition, il apparaît que la Vidéo Participative est donc un outil permettant de stimuler des interactions entre des groupes d'individus différents. La vidéo est un prétexte, un outil autour duquel on cherche à susciter le dialogue et fédérer les énergies des uns et des autres. Cette définition permet également de considérer les premières expériences d'utilisation de la vidéo en appui au développement que nous avons décrites ci-dessus comme des expériences de VP. En effet, dans la réalisation du *Fogo process*, les spectateurs et les acteurs sont généralement confondus, ou issus du même groupe social, et les personnes interviewées ont un droit de regard et même un certain contrôle sur l'utilisation qui sera faite de leurs discours. Dans le cadre des expériences de pédagogie audiovisuelle massive, le choix des sujets traités est le fruit de discussions entre réalisateurs (techniciens du projet) et communautés, et ces mêmes communautés seront également les acteurs et les spectateurs privilégiés des productions vidéo. Le fait de participer au test des paquets pédagogiques confère de plus un certain contrôle aux populations, un pouvoir de modification du produit vidéo. Les paysans sont donc encore plus impliqués dans la fonction de « producteurs » de la vidéo, au sens défini ci-dessus. Outre cette possibilité de créer des espaces de dialogue, les expériences précédentes ont également démontré un certain potentiel de la VP en termes de retour réflexif, d'outil de mobilisation et de stimulation de la participation. Forts de ces premiers résultats il nous semble particulièrement pertinent de nous interroger sur le recours à la VP pour l'appui aux processus de concertation, et ce dans le champ qui est le nôtre : celui du développement et de la gestion des territoires. Il nous faut dès lors préciser cette notion de concertation, et cadrer ce qui s'apparente à un « appui à la concertation ». Si indirectement quelques expériences de VP ont effectivement pu stimuler de telles dynamiques, la VP n'a jamais été utilisée expressément dans ce but : libérer, clarifier et ouvrir le dialogue autour des projets de développement local.

Section 2 : Approche théorique des processus de concertation

2.1 Qu'est-ce que la « concertation » ? Explicitation du concept

2.1.1 Un embarras autour de la terminologie

Depuis quelques années la négociation sociale, les consultations citoyennes, les différentes formes de débat public et de partenariats semblent de plus en plus plébiscitées par les politiques et relayées par les journalistes. Si ces notions, toutes plus ou moins directement qualifiées de formes de « concertation », font parfois référence à de réelles pratiques dont l'objectif est de promouvoir ou de stimuler la citoyenneté et la démocratie, elles sont aussi quelquefois instrumentalisées. Elles jouent alors un rôle de rideaux de fumée permettant de masquer certaines pratiques de gestion, de manière à leur donner une « teinte » plus démocratique. La « concertation » se rapproche en ce sens de la « participation », dont l'impact sur les pratiques de développement a produit à la fois de grandes avancées et de nombreuses désillusions (Cf. P1, Chapitre 1, Section1).

Si en France de nombreux auteurs considèrent (peut-être à tort) la concertation comme un principe de réflexion-décision « acquis », notamment parce qu'il est revendiqué dans de nombreux contextes (travail, société, écologie, etc.) et parfois imposé par la loi⁴⁴, ses caractéristiques fondamentales sont pour leur part loin d'être évidentes pour tout le monde. En effet, tout comme nous l'avons vu pour la Vidéo Participative, on trouve presque autant de définitions de la concertation qu'il existe d'auteurs, et pour le sociologue qui veut lever toute ambiguïté sur ces concepts afin de les manipuler dans la description et la théorisation des faits sociaux qu'il analyse, la tâche n'est pas simple. Laurent Mermet constate « *une évolution des modes de traitement des problèmes publics où la décentralisation, la participation du public, la distribution de la capacité d'agir entre des entités toujours plus nombreuses, nous éloignent toujours plus, concrètement, de la situation où règne une autorité publique, qui agit pour traiter des problèmes publics. C'est le monde des actions partenariales, des conventions internationales, de la concertation, de la "gouvernance". Les notions sont aussi foisonnantes que les pratiques qu'elles essaient d'analyser ou d'encourager. Participation, débat public, concertation, négociation, action collective, etc., sont autant de directions différentes pour penser et pratiquer la pluralité des avis. De plus, selon les écoles de pensée et les conceptions, chacune de ces notions peut prendre, à son tour, des sens tout à fait différents.* » (Mermet L., 2005(b)) La littérature sur ces questions nous place effectivement devant un panel de partis pris, de points de vue spécifiques sur ces notions. En ce sens, le but recherché dans ce chapitre n'est pas d'apporter plus de confusion en proposant de nouvelles définitions. Au contraire, il s'agit de retrouver dans la diversité des définitions proposées les points communs autour des principes et des conditions d'application afin de toucher du doigt l'essence véritable des différentes notions et de préciser au-delà du débat sémantique ce que nous entendons, dans ce travail de recherche, par « concertation ».

⁴⁴ par exemple la "circulaire Bianco" (15 février 1992) qui impose une procédure de concertation sur les grands projets d'infrastructures, et la Loi sur l'Eau qui instaure les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) et les Commissions Locales de l'Eau ; la « loi Barnier » (2 février 1995) relative à la protection de l'environnement qui crée la Commission Nationale du Débat Public (CNDP, transformée en autorité indépendante depuis 2002 et qui a vu ses compétences élargies), chargée d'organiser des consultations sur les grandes opérations d'aménagement d'intérêt national ; ou encore la ratification par la France en 2002 de la convention Aarhus visant à « *faciliter et encourager la participation du public* », etc. (P.-Y. Guiheneuf, 2006)

2.1.2 Premier cadrage du concept de concertation

Derrière le débat lexical existant se dégagent des idées fortes, qui pour leur part ne prêtent pas à controverse. La concertation est toujours définie comme un mode de coordination interindividuelle à travers lequel l'attention est portée à la multiplicité des acteurs (et de leurs opinions). Cet intérêt pour le point de vue de l'autre traduit l'idée d'une forme de partage du pouvoir. La concertation est un processus « *où les acteurs n'exercent pas leur pouvoir de confiscation* », de monopolisation des responsabilités (Tremblay D.-G., Roland D., 2003). Cette notion de « pouvoir » renvoie nécessairement à celles de « choix » et « d'action ». En effet, s'il est admis par tous que la concertation peut exister sans visée décisionnelle, c'est-à-dire en tant que simple confrontation ou partage de points de vue variés, le processus collectif possède généralement comme objectif à plus ou moins long terme une prise de décision entre (ou par un)⁴⁵ des acteurs concernés par une problématique commune. Notons dès à présent que la quête de la « bonne décision » n'est plus d'actualité, comme cela a pu être le cas avant les années 70⁴⁶. Et bien souvent aujourd'hui, comme le fait remarquer Jean-Eudes Beuret, « *la question posée est elle-même sujet de dialogue* » (IRAM – Rédév, 2004).

Finalement et pour en donner une première définition, **la concertation représente une forme d'expression de la « participation » dans un contexte de réflexion ou de prise de décision.**

2.1.3 Dimension pratique et dimension stratégique de la concertation

De la même manière, il est assez communément admis que la concertation possède deux visages. En effet elle combine simultanément deux aspects, parfois très liés mais quelquefois aussi en opposition radicale. Jean-Pierre Darré distingue à ce sujet « *les situations dans lesquelles les participants sont d'accord pour poursuivre un but commun, que nous nommerons à la suite du philosophe J. Habermas, activités ou discussions pratiques, et les situations où les participants poursuivent des buts divergents, et où dominent les rapports de force et d'influence (menaces ou promesses de récompenses, manœuvres d'intimidation ou mystifications) et que Habermas nomme discussions stratégiques. Le but dans ce cas n'est pas de trouver une solution commune, mais de réaliser un compromis, selon le rapport de forces.* » (Darré J.P., 2006) Si concrètement ces deux dimensions sont presque toujours présentes, leur cohabitation n'est pas toujours aisée, et la résolution de problèmes pratiques peut se retrouver bloquée par des considérations d'ordre stratégique, qui viennent donc « parasiter » le processus collectif (si tant est que la définition d'une solution concrète au problème pratique soit l'objectif premier de ce processus). Pour donner un exemple parlant, citons l'analyse suivante autour de la pollution des eaux en France : « *les diagnostics, on l'a vu, font l'objet de débats visant surtout à démontrer ou au contraire à invalider la responsabilité de l'agriculture dans la dégradation de la situation. Les positions défensives et les soucis « d'image » (démontrer l'engagement des acteurs agricoles en faveur de l'environnement) sont très présents. Ces enjeux d'ordre stratégique sont tout à fait légitimes, mais nous avons constaté qu'au regard de la place qu'ils occupent dans les débats, les aspects relatifs à la définition et au traitement « pratique » du problème, sont abordés de manière souvent assez générale et pas toujours distincte du premier niveau. Autrement dit la dimension stratégique ou politique tend à l'emporter sur le débat pratique, ou à l'empêcher* » (Ruault C., Lemery D., 2006). Nous verrons que cette dualité renvoie plus ou moins directement au débat autour de la préférence accordée au processus de concertation ou à son résultat (Cf. P1, Chapitre 2, §2.4).

⁴⁵ A l'issue d'un processus de concertation, l'un des participants peut très bien avoir seul le pouvoir de décision. Le degré de contribution des autres participants, et de prise en compte de ces contributions, peut permettre de distinguer en première approximation des décisions plus ou moins concertées. Par ailleurs, certains considèrent que la décision n'est pas l'acte reconnu au temps t avec un décideur identifié (individuel ou non), mais un processus comprenant tout ce qui précède, dont la concertation, nous y reviendrons

⁴⁶ A ce type d'approche s'oppose dorénavant une approche centrée exclusivement sur le processus de recherche de solution, qui est souvent qualifiée de « soft system » (P. B. Checkland, 1981)

2.1.4 Définition de la concertation comme une notion générale englobante

Parmi les nombreuses théories disponibles nous avons été particulièrement intéressés par l'approche proposée par Laurent Mermet, notamment car il travaille spécifiquement dans le cadre de la gestion environnementale et sur des thématiques de développement territorial, proches de celles que nous aborderons en ayant recours à la VP. Mermet s'oppose à une caractérisation exclusive de la concertation et prône la richesse et la complexité d'un terme qui embrasse de multiples dispositifs et pratiques par le biais desquels les acteurs du développement local peuvent participer à la prise de décision (nous dirons plus volontiers « à la réflexion collective ») : **« concertation » est donc un vocable dont Mermet revendique le côté flou et inclusif pour qualifier un ensemble hétérogène.** Il rejoint en ce sens Beuret qui souligne l'immense diversité de formes qui caractérise la concertation, avec des processus régulièrement non formalisés et souvent spontanés (Beuret J.-E., 2001). Ces notions flottantes de « dispositifs de concertation » ou de « pratiques de concertation » permettent donc de qualifier le champ des coordinations interindividuelles de manière métonymique⁴⁷ : *« "Concertation" s'y prête. D'une part, il parcourt tout le continuum des pratiques depuis celles qui sont vues comme les plus intensément coopératives et impliquantes, jusqu'aux formes les moins engageantes de consultation. D'autre part, il est profondément ambigu. Ce deuxième point est important, si l'on juge – comme moi – utile de ne pas afficher une vision idéalisée des processus participatifs. En parlant de concertation, on s'assure d'inclure dans le champ d'étude les modalités, très souvent rencontrées, de rapprochements ambigus, cachés, contestables, entre les acteurs. Entre « consulter » et « agir ensemble », « coopérer » et « combiner », ou entre « coopérer » et « collaborer », « concerter » laisse place à un flottement – on serait tenté d'écrire : un malaise –, qui appelle sans cesse des recadrages, des redéfinitions, et nous incite ainsi à parcourir l'ensemble du champ. Pour exprimer un point de vue clair dans la discussion, pour qualifier un type de pratique, ou pour émettre un jugement de valeur sur un échange entre acteurs, il est toujours temps alors de se tourner vers des termes qui ont (ou auxquels on assigne) un sens plus précis : négociation, délibération, consultation, arbitrage, débat public, etc. »* (Mermet L., 2006).

Nous utiliserons donc « concertation » en ce sens, comme un terme recouvrant une pluralité de pratiques, qui seront pour leur part à définir de manière très précise (Cf. P1, Chapitre 2, § 2.2). En effet, bien que possédant de multiples facettes, la concertation ne doit pas pour autant s'apparenter à une nébuleuse dont on distingue mal les composants. Pour cadrer son analyse et définir les processus de concertation, Mermet utilise le concept de « *systèmes d'actions* »⁴⁸ emprunté à la sociologie des organisations, en qualifiant ainsi une succession et/ou un recoupement de phases de négociation, de conflits (ces « affrontements » étant eux aussi considérés comme structurants), de coopérations, d'évitements, de recours à un tiers, etc., autour d'une problématique donnée. Ainsi **une concertation est un système d'action fondamentalement séquentiel, complexe et varié : c'est un enchevêtrement d'interactions diverses.**

L'avantage de manier une notion ambiguë est de ne pas retenir dans une situation donnée de concertation uniquement ce qui ressort comme étant coopératif alors que les stratégies réelles des acteurs sont bien plus complexes, et de ne pas traiter de manière indifférenciée des moments différents (Mermet L., 2003(b), 2005, 2006). La caractérisation de ces différents temps constitutifs d'un processus de concertation est l'enjeu principal de l'analyse proposée par Mermet.

⁴⁷ La métonymie est une figure de rhétorique par laquelle, pour désigner un concept, on utilise un autre nom qui lui est proche parce qu'il s'agit de son contenant, sa cause, son origine, son instrument ou son symbole

⁴⁸ Voir à ce sujet l'analyse stratégique par l'acteur, (Cf. P1, Chapitre 3, § 2.1)

2.1.5 La concertation dans le temps et dans l'espace

La concertation n'est pas limitée voire délimitée par les instances où elle se déroule ou les acteurs qui y prennent part. C'est un processus complexe aux frontières spatiales et temporelles mouvantes (Beuret J.-E., 2006 (b)). Ce qui prédomine est le caractère très hétérogène de la concertation, dans la nature des phases qui la compose et dans leurs articulations au sein de processus de développement beaucoup plus larges (actions et décisions).

Si la concertation entre acteurs est perçue comme un processus institutionnel nécessaire dans bien des cas, force est de reconnaître qu'elle ne peut produire des résultats tangibles que dans le long terme. Ces pratiques doivent par conséquent s'inscrire dans la durée.

Néanmoins, pour permettre l'analyse de ces processus, il est très utile de pouvoir « borner » une courte phase de concertation (qui sera elle-même sans doute composée de différents moments, comme nous l'avons vu), sans pour autant l'isoler des dynamiques plus globales dans lesquelles elle s'inscrit au niveau du territoire. Dans ce cas l'analyse ne se situe ni à l'échelle des réflexions à long terme sur le fonctionnement de la société, ni dans une logique (souvent trop courte) de projet, mais quelque part entre les deux : à l'échelle d'une étape de développement organisée autour d'une cohérence thématique, spatiale et/ou temporelle. Ceci suppose de ne pas fermer les yeux sur les dynamiques plus larges, antérieures et postérieures à la phase de concertation étudiée, surtout lorsqu'elle correspond à une intervention de type « projet ».

Pour Darré ces processus de concertation associés à ces étapes de développement vont de la « *formulation d'un but commun* » à la « *déclinaison de principes d'action* » qui traduisent l'issue des débats, avec différentes phases intermédiaires (Darré J.P., 2006). Nous utiliserons pour notre part un découpage simplifié, en trois phases, proposé par Beuret (cf. P1, Chapitre 3, § 2.4) : rapprochement des acteurs et élaboration du réseau ; interconnaissance et dialogue ; et construction d'un accord. Ce découpage n'est pas aussi strict qu'il le laisse penser, puisque l'auteur précise que dans la pratique cela se traduit par des va-et-vient incessants entre ces trois étapes. Par ailleurs nous ne restreindrons pas la concertation exclusivement à des actions de type collaboratives, en considérant notamment qu'un processus puisse s'achever sans construction d'un accord ni déclinaison de principes d'action, bien que cela reste souvent le principal objectif visé. Ne pas trop mettre l'accent sur le résultat pratique à atteindre permet en outre de concevoir la concertation comme un processus, une dynamique dont l'existence même et l'éventuelle permanence est déjà une avancée.

Dans l'espace, la délimitation est encore plus complexe. Tout d'abord les lieux de la concertation sont multiples et ne sont pas tous apparents. « *Même là où la négociation est instituée, elle semble prendre un malin plaisir à prospérer « dans les couloirs », comme pour garder la liberté de définir précisément son organisation et son déroulement en écho aux structures et aux interstices fluctuants des systèmes de décision. Dans nos cas, nous avons ainsi vu régulièrement des négociations déterminantes s'organiser en dehors des instances de concertation.* » (Mermet L., 2004). De par leur nature, ces étapes de la concertation se déroulant « en coulisses » échappent le plus souvent à l'analyste. De plus ces espaces cachés de concertation varient vraisemblablement d'un pays à l'autre, au moins en partie⁴⁹.

Derrière une vision nécessairement globale, l'analyse et l'action de concertation doivent être pensées à différentes échelles, spatiales comme temporelles. Les efforts de concertation proposés par des acteurs du développement, à l'instar des arbitrages que doivent mettre en œuvre les pouvoirs publics par exemple, ne peuvent et ne doivent pas se substituer aux

⁴⁹ « On peut [...] définir la concertation comme une tentative de dépasser les rigidités d'un pays liées au système sociopolitique. En cela, les problématiques associées à la concertation sont en partie propres à chaque contexte national. » (Mermet L., 2007)

innombrables micro-négociations et micro-conflits locaux préexistants, mais au contraire chercher à les appuyer, les encadrer et les compléter (Mermet, 2003).

2.1.6 Idées reçues et limites de la concertation

La plupart des auteurs sur lesquels nous allons nous appuyer se rejoignent pour briser le mythe de la « concertation incontournable ». Elle n'est pas une fin en soi, et de nombreux systèmes de gestion s'en passent très bien, quels que soient l'échelle ou le secteur considérés. Il n'est donc aucunement la peine de vouloir l'imposer systématiquement. Par exemple, la négociation autour d'un projet ne peut en aucun cas se décréter *de facto*. Elle ne peut être mise en place que lorsque les différentes parties prenantes y voient là le meilleur moyen d'optimiser leurs intérêts particuliers. En effet, si certains acteurs peuvent obtenir plus par une voie annexe qui n'est pas celle de la concertation instituée et trouver par eux-mêmes un moyen de s'arranger, alors on se retrouve dans une situation de « pseudo-concertation » où beaucoup font semblant de participer. Si la concertation est souvent constructive, et notamment du point de vue de l'amélioration de la démocratie et de la citoyenneté, elle n'est certainement pas une panacée. Mermet explique ainsi que dans le domaine de l'environnement⁵⁰, sa mise en œuvre a parfois conduit à l'amélioration des politiques publiques, mais elle a aussi dans certains cas vidé les politiques proposées par l'Etat de leur contenu environnemental, suite à des négociations successives avec les différents acteurs concernés (agriculteurs, lobby industriel, associations de consommateurs par exemple). Chaque concertation a des enjeux clairs et répond à un besoin bien spécifique. Sa systématisation aveugle serait une erreur. Encore une fois derrière un concept général séducteur il convient de souligner l'existence de toutes sortes de concertations, visibles ou cachées, rapides ou longues, insignifiantes en apparence ou spectaculaires, institutionnelles ou reposant sur des initiatives d'acteurs privés, nécessaires ou inutiles, voire contreproductives.

De la même manière, la concertation est souvent vue comme un moyen de limiter les conflits sociaux. On discute avec les syndicats dans le monde du travail pour calmer les éventuels mouvements de protestation et les oppositions ; on fait participer les acteurs locaux aux décisions sur les projets de développement les concernant pour minimiser les désaccords. Mais la concertation doit-elle nécessairement prétendre permettre d'éviter, voire solutionner les conflits ? N'est-elle pas tout aussi utile en permettant de les révéler au grand jour, appuyant ainsi l'émergence de lieux de contre-pouvoir ? Elle peut intégrer ces conflits, sans les nier ni les stigmatiser. **Il s'agit avant tout au travers de la concertation d'améliorer la transparence des décisions et de mettre à jour les divergences d'intérêts.**

Enfin, l'idée de réunir dans une salle l'ensemble des acteurs concernés par un problème donné afin de le résoudre est une vision qui se révèle souvent naïve, de par les nombreuses barrières qui peuvent exister, notamment quant à la participation équilibrée aux débats de l'ensemble des participants. En ce sens il semble essentiel de trouver d'un côté des modes de concertation permettant de niveler au moins partiellement et de manière légitime, les capacités de participation des acteurs, et de l'autre de relayer la concertation restreinte et ses résultats vers le public, par le biais des médias par exemple, de sorte que les membres de la société civile puissent ensuite prendre position en toute connaissance de cause et réagir (militantisme, association, vote, etc.).

⁵⁰ L. Mermet préside le Conseil scientifique du programme « *Concertation, décision, environnement* » (CDE) du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable depuis 1999

2.2 Les modes d'interactions entre individus ou groupes : composants possibles d'une concertation

La concertation étant définie comme un processus séquentiel composé de phases variées et enchevêtrées, il nous reste à préciser la nature de ces différentes phases « élémentaires » qui sont autant de constituants possibles d'un processus de concertation.

Notons dès à présent que le passage pour les acteurs d'un mode d'interaction à l'autre se fait de manière discontinue (Barouch et Theys, 1987). *« Même si plusieurs de ces interactions peuvent se dérouler en parallèle dans nombre de situations, elles ne se déroulent pas moins dans des espaces disjoints, dont les logiques sont différentes. On ne passe pas de l'une à l'autre sans franchir des seuils tout à fait perceptibles, souvent, difficiles à passer. Par ailleurs, chacun des modes d'interaction est porté par une logique autorenforçante. Barouch montre bien, par exemple, comment l'affrontement induit des règles de communication qui renforcent l'affrontement ; il en va de même pour les autres modes »* (Mermet L., 2005(b)). Analysons ces différents modes.

On peut parler de **consultation** lorsque l'un des acteurs récolte les points de vue des autres acteurs concernés par un diagnostic ou une prise de décision. Cette consultation est généralement le fait du ou des « décideur(s) », ou d'un analyste. Ceci suppose une certaine dissymétrie du pouvoir décisionnel, celui qui consulte pouvant choisir de tenir compte ou non des avis exprimés, et pouvant évidemment choisir les acteurs qu'il souhaite consulter. La consultation vise généralement à anticiper sur les oppositions possibles de façon à les minimiser (Tremblay D.-G., Roland D., 2003).

Le débat public est un échange de vues et d'arguments, ouvert et exposé à tous, et de nature purement délibérative, donc sans enjeu décisionnel immédiat. Se voulant transparent et de nature souvent institutionnelle, il renvoie théoriquement à l'idée d'une communauté d'individus cherchant à faire émerger une raison collective, selon une méthode faisant prévaloir la logique intégrative. L'objectif est généralement de fournir aux décideurs les moyens de prendre une décision « davantage concertée ». *« En rendant impossible d'ignorer certaines objections, de faire comme si des alternatives n'avaient pas à être envisagées, en permettant aux objecteurs de faire ressortir les limites de la réflexion des porteurs de projets, les procédures de débat public (ainsi d'ailleurs que le débat public hors procédure, le débat de presse, par exemple) restreignent les trajectoires que pourront prendre les trajectoires d'évitement, modifient les données d'un éventuel affrontement »* (Mermet L., 2005 (b)).

Au delà du débat public, qui véhicule une connotation officielle, les multiples formes d'échanges et de discussions – y compris interstitielles – sont le ciment même d'un processus de concertation.

Un conflit est une situation d'opposition entre plusieurs entités, individuelles ou collectives, généralement à rapprocher du « conflit d'intérêts » dans le cadre de la concertation (et non pas d'un affrontement forcément hostile, physique ou violent). C'est un désaccord, un antagonisme qui se cristallise autour de l'accès à une ressource, de la défense d'un droit ou d'un aspect stratégique de l'interrelation. La définition de conflit *« est souvent fondée sur le constat d'un désordre, mais varie considérablement selon que l'on prend un angle (i) juridique (désordre qui par exemple nécessite l'application, la révision ou la création d'une règle), (ii) sociologique (expression de tensions sociales) (iii) psychologique (perception de l'incompatibilité entre deux désirs) ou encore (iv) organisationnel (blocage des mécanismes de prise de décision), pour l'appréhender »* (Stimex A., 2002) .

La médiation vise à catalyser la construction d'accords formels ou tacites entre acteurs porteurs de demandes divergentes au sein d'un processus de concertation (Beuret J.-E., 2001).

Elle « *peut se définir comme l'action de mettre en relation, grâce à l'intervention d'un tiers, deux ou plusieurs personnes qui y ont librement consentie, en vue de l'établissement ou du rétablissement d'une relation sociale, ou de la prévention ou résolution d'un conflit* (Hoffnung G., 2005). Fondé sur une certaine éthique de la discussion, le recours à un tiers répond à la nécessité de garantir le dialogue [et une certaine confidentialité de ce dernier, cf. notamment les travaux de Ph. Milburn, 2002, *nda*]. Ce faisant, la médiation permet la reconnaissance de la valeur de l'Autre sans que soient niées les différences. » (Collectif ComMod, 2007).

L'évitement est un mode d'interaction un peu particulier, par lequel **les acteurs font en sorte de ne pas avoir à interagir**. Nous sommes donc à la limite du concept d'interaction, si ce n'est que l'évitement est bel et bien « dirigé » vers un autre acteur que l'on veut ignorer.

La **coopération** aura à nos yeux le même sens que la collaboration, et dans une moindre mesure le partenariat. C'est un **processus structuré de personnes travaillant pour atteindre un but commun**, qui *stricto sensu* se voudrait représentatif de l'intérêt collectif. La coopération se définit alors fondamentalement comme une résolution coopérative de problèmes (Touzard H., 2005). La coopération renvoie traditionnellement à une idée de confiance, d'intercompréhension, voire d'égalitarisme (moins grande asymétrie de pouvoir entre les acteurs), peut-être à tort. Dans la réalité les partenariats ou les coopérations sont souvent déséquilibrés, bien qu'une relative unité en termes de visions et d'objectifs soit nécessaire au départ.

La négociation est une interaction volontaire entre plusieurs acteurs qui cherchent un accord mutuellement acceptable dans une situation où ils sont liés à la fois par des intérêts divergents et une relation d'interdépendance. C'est un système de décision par lequel des acteurs s'entendent au lieu d'agir par une voie unilatérale (Dupont C., 1994). Dupont cite Kissinger qui caractérise la négociation comme « *un processus qui combine des positions conflictuelles dans une position commune, la règle de décision étant l'unanimité* ». On perçoit ici l'ambivalence d'un tel système de décision : la présence de divergences marquées et le besoin du « commun accord » final. Cette idée exprime la dialectique fondamentale d'une négociation, celle des dimensions intégrative et distributive⁵¹. C'est la raison pour laquelle Mermet emprunte l'expression de Jeffrey Rubin et affirme que la négociation se guide sur un principe d'« *égoïsme éclairé* ».

La prise de décision est un processus cognitif individuel ou collectif visant à choisir une action, généralement parmi plusieurs alternatives. Dans le cas où elle est l'enjeu du processus de concertation, elle peut être assimilée à sa clôture. Mais il faut distinguer cette décision finale des multiples prises de décision intermédiaires réparties tout au long de la concertation (à l'issue de chaque micro-négociation, par exemple). Le processus de prise de décision est fondamentalement complexe, d'autant plus qu'il réunit des décideurs nombreux et aux logiques différentes (et que la rationalité de son résultat est contingente et relative, fonction des participants). La diversité de points de vue des acteurs impliqués est centrale dans la compréhension des mécanismes conduisant à la décision effective, ce qui pousse Weber à la définir comme « *le résultat d'un processus d'interaction entre des acteurs individuels et/ou collectifs ayant des représentations et des poids différents* » (Weber J., 1995).

Notons que dans la pratique, et compte tenu du fait qu'un processus de concertation se compose d'une succession de phases de micro-débats, micro-négociations, conflits ou prises de décisions, la présence d'un animateur peut aider à faciliter certaines interactions et fluidifier le

⁵¹ Elle s'applique également aux projets de développement qui à la fois visent à promouvoir des avancées collectives (infrastructures, organisations... vers la maximisation de l'intérêt des agents considérés dans leur ensemble), mais possèdent une dimension distributive puisque certains en sont plus bénéficiaires que d'autres (groupes cibles, etc.).

déroulement du processus global. Ce rôle d'animation peut se révéler central, notamment en présence d'un grand nombre d'acteurs.

Explorons maintenant les principales problématiques associées à la concertation : le choix des participants, la nature de leur participation, l'évaluation de la qualité de la concertation.

2.3 Projets de développement : quels participants pour la concertation ?

Pour tenter de répondre à cette question nous partirons d'une vision de praticiens, celles des experts de l'IRAM et du réseau RédèV, qui proposent une réflexion sur les processus de concertation à partir de la synthèse de différentes expériences africaines : *« A priori, la prise en compte de l'ensemble des acteurs concernés par une problématique initiale semble être un principe de base et de bon sens. Or les exemples qui nous sont présentés confirment combien la pratique est délicate. Nombre de processus de concertation décrits se caractérisent par l'absence d'acteurs, parfois principaux. Ce sont les fameux tiers absents ou acteurs cachés. Tous les acteurs n'ont pas toujours intérêt à participer aux processus de concertation. L'implication des acteurs à la base, organisations de producteurs et éleveurs, mais également, des faïtières, est le plus souvent problématique. [...] Les problèmes de représentativité et de légitimité sont immanquablement corrélés à une faible structuration des acteurs. Il s'avère donc nécessaire de s'affranchir d'un idéal inaccessible dans le court terme, et d'aborder cette question de manière pragmatique en cherchant à s'inscrire dans un processus dynamique, comme cela est évoqué dans le cas du Mali : l'important dans un premier temps est « d'avoir des représentants comptables des actions menées » »* (IRAM, RédèV, 2004). Cette synthèse de différents travaux de terrain se révèle particulièrement pertinente en ce qu'elle défend une approche pragmatique de la mise en place et du suivi d'une concertation, et qu'elle soulève notamment quatre points clefs que nous allons traiter :

- Le fait que, malgré nos idéaux et nos intuitions, tous les acteurs concernés par une problématique ne sont pas nécessairement à impliquer (ou « implicables ») d'égale manière dans le processus
- La difficulté de travailler avec des individus qui soient représentatifs des acteurs à la base (appartenant au monde rural dans les cas qui nous intéressent, même si le travail dans un contexte urbain ne serait sans doute pas très différent) et légitimes
- La nécessité d'enclencher le processus de concertation à partir d'un groupe restreint
- La volonté de voir la concertation comme un processus dynamique et évolutif y compris du point de vue de ses participants

2.3.1 Le leitmotiv du collectif

Ce qui transparaît de l'analyse des processus de concertation autour de la gestion des ressources naturelles (ou dans le cadre plus général des projets de développement) est la volonté de réunir « autour d'une même table » tous les experts, acteurs professionnels, gestionnaires administratifs et « citoyens » concernés par la problématique traitée. Derrière cette exigence quasi systématique se trouve la volonté (tout à fait louable) de promouvoir la transparence et l'équité, deux principaux piliers de la « gouvernance ». Cette approche dite de l'« action collective » postule que le changement d'un système passe par l'action en commun de l'ensemble des acteurs de ce système. Si elle véhicule intuitivement les valeurs d'un idéal démocratique, il semble qu'elle puisse également produire des effets pervers vis-à-vis de l'efficacité du changement. Laurent Mermet tire cette conclusion de l'analyse de différentes tables rondes visant à l'évaluation « citoyenne » de propositions politiques en France : *« Lorsqu'il s'agit d'une politique environnementale dont le but est d'obtenir la transformation d'actions publiques et privées portées par des administrations et des filières économiques et*

socioprofessionnelles très puissantes (agriculture, transport routier, etc.), cela tend à instaurer un dispositif au sein duquel les opérateurs préoccupés de l'efficacité du changement sont structurellement mis en forte minorité face aux acteurs vis-à-vis desquels ils doivent promouvoir le changement. On se trouve alors dans la situation que nous avons critiquée plus haut : celle où le système d'action même qui provoque le problème environnemental et résiste au changement est chargé d'évaluer les actions entreprises par les pouvoirs publics pour le faire changer... » (Mermet L., 2005). Selon lui, cette obsession de l'action collective conduit parfois à occulter la dimension adverse de certaines situations (notamment en gestion environnementale) dans lesquelles certaines instances de concertation peuvent paralyser l'action. D'où sa perspective plus « stratégique » : celle dans laquelle le changement du système passe par l'action stratégique d'un acteur sur les autres. Pour simplifier, l'idée est de ne pas s'entêter à vouloir s'appuyer sur l'ensemble du système d'acteurs existant surtout si celui-ci est la cause même des problèmes.

Cela ne signifie pas non plus qu'il faille fuir à tout prix le principe d'action collective. Il semble avant tout crucial de s'affranchir des blocages structurels qui pénalisent le déroulement de la concertation. Mais cette préoccupation est fortement liée au contexte, et à n'en pas douter l'analyse de Mermet aurait été différente si elle avait été conduite au Sud. Si l'on considère par exemple et pour caricaturer des sociétés très autoritaires ou dirigées par des oligarchies nationales et locales, dans lesquelles de nombreux acteurs n'ont souvent même pas d'espaces d'expression pour défendre leurs intérêts sur le territoire, le modèle de concertation à promouvoir doit peut-être s'appuyer explicitement sur la participation de tous. Ces terrains plus vierges de concertation (institutionnelle tout du moins, car il existe de très nombreuses formes traditionnelles de concertation locale), où la démocratie est parfois en friche, sont très différents de nombre de pays du Nord où la concertation est établie et parfois érigée en principe fondateur de l'action politique. Nous accentuons volontairement ces deux stéréotypes afin de montrer que peut-être, dans certaines situations où nous dirons naïvement que les acteurs n'ont pas l'habitude de se parler, il est souhaitable en première intention qu'un processus de concertation s'appuie sur un groupe qui se veut représentatif du système d'acteurs global. Cela renvoie finalement à la question plus politique de la concertation comme un « moyen » ou comme une « fin » en soi, déjà traitée dans le cadre de la notion de participation (Cf. P1, Chapitre 1, § 1.3)

Cependant, dans une telle démarche, de nature plus politique, on peut aisément se figurer des acteurs très puissants bien que minoritaires (latifundiaires, membres de castes supérieures ou notables locaux) qui résistent au changement et sapent la concertation. C'est pourquoi, plutôt que de défendre bec et ongles de grandes réflexions collégiales, ou à l'inverse de restreindre les prises de décisions à un groupe moteur de « progressistes » responsables, il semble que l'analyse, l'évaluation ou la conduite d'un processus de prise de décision concertée doivent prêter une grande attention à l'existant et à la pluralité des formes d'interactions en place par lesquelles les acteurs peuvent ou pourraient échanger, en particulier dans les pays du Sud, où la prise en compte des acteurs usuellement marginalisés est cruciale. On peut donc envisager la formation de différents groupes, c'est une question d'appréciation et de contexte, qui responsabilise – si tant est qu'on parle d'une concertation institutionnalisée – celui ou ceux qui mettent le processus en place (« expert », analyste, chercheur, développeur, politique, etc.).

2.3.2 Du problème des « leaders »

Parmi les personnes prenant part à une concertation, on trouve généralement de nombreux responsables locaux (syndicalistes, élus, président de coopératives, etc.) ou des personnes socialement importantes (commerçants, banquiers, etc.). Ce constat soulève diverses interrogations.

Ruault et Lemery soulignent dans leurs travaux sur la gestion concertée de l'eau (Ruault C., Lemery B., 2006) que les diagnostics utilisés au début des processus de concertation sont généralement peu acceptés ou efficaces (soulèvent de faux problèmes, suscitent des débats d'experts, etc.). Selon les auteurs, ce phénomène s'explique soit parce que les populations locales n'ont pas la possibilité d'y exprimer directement leurs besoins réels (qui sont formulés par les experts), soit par une mauvaise utilisation des résultats des études, qui ne sont ni présentées aux bonnes personnes ni dans les meilleures conditions. Les restitutions de ces diagnostics préalables se font dans le cadre de comités (de pilotage, technique, etc.) qui ne servent le plus souvent qu'à en valider les grandes lignes, entièrement définies par leurs auteurs, et au sein desquels les représentants du monde agricole réagissent avant tout avec le souci de contrecarrer ce qui est perçu comme des attaques portées à l'agriculture. *« Si les choses se passent ainsi, [c'est que] la composition même de ce type d'instances et la fonction qu'elles peuvent jouer ne se prêtent pas au débat technique. Si l'on s'en tient aux acteurs professionnels (agriculteurs, pêcheurs, ostréiculteurs), les personnes participant à ces instances sont généralement des « responsables » dont la fonction principale est de « représenter » leur groupe d'appartenance. »* (Ruault C., Lemery B., 2006).

Ces représentants peuvent être des personnages charismatiques, des élus professionnels, des exploitants techniquement avancés, etc. Dans tous les cas ce sont des « leaders ». Le rôle qu'on leur attribue est multiple : défendre la position « officielle » de leur groupe d'appartenance, être une force de proposition, relayer les résultats des négociations vers leurs pairs (des agriculteurs à motiver par exemple). *« Dans tous les cas, le rôle de représentation permet difficilement à celui qui le tient de « mettre sur le tapis », dans les instances pluri-acteurs, les questions que se posent les agriculteurs ou les divergences internes au milieu agricole. Il conduit plutôt à des positions de défense de la profession visant à préserver un maximum de marges de manœuvre ou d'avantages, positions telles qu'elles limitent ensuite les « retours de bâtons » ou critiques possibles de ses pairs et qu'elles lui assurent le maintien de sa position socioprofessionnelle »* (Candau J., Ruault C., 2002).

Les leaders sont en quelque sorte « coincés » dans leur costume de leader. Ainsi les débats au sein de ce type d'instances de concertation peuvent se révéler discordants par rapport aux débats locaux au sein de la population, d'autant plus si la légitimité et (la représentativité) de ces représentants peut être remise en question. Par ailleurs, si les discussions ne se déroulent qu'entre responsables, il y a de fortes chances que la base ne soit sollicitée qu'à la fin du processus, pour appliquer les décisions. On peut donc légitimement se poser la question de savoir si un « simple » porte-parole qui défendrait des positions réellement discutées et élaborées au sein d'un groupe local ne serait pas plus à même de jouer un rôle positif au regard des enjeux de la concertation. Nous essaierons sur nos propres terrains d'expérimentation de trouver des éléments de réponse à cette proposition.

Comme le concluent les auteurs, la mise en place d'instances de concertation pluri-acteurs ne garantit pas l'existence d'un débat pratique et d'un échange de « *façons de voir* » entre les acteurs, d'autant plus dans les cas de concertations instituées où prédominent largement les logiques de représentation. Mais le court-circuitage systématique des leaders naturels (charismatique, et sans systématiquement de lien avec la fonction) n'est pas non plus une solution si l'on veut garantir la bonne mise en place d'un projet dans une ambiance sereine et un esprit de respect mutuel. La hiérarchie sociale locale ne peut être ignorée sans créer des tensions qui finiront par venir compliquer le déroulement du processus de concertation en cours, voire délégitimer totalement ses résultats.

Encore une fois il existe un difficile équilibre à trouver sur le terrain, au cas par cas, pour que ces concertations jouent réellement un rôle moteur vis-à-vis du développement local.

2.3.3 Les responsables « d'actions stratégiques de changement » : le système de gestion intentionnelle

Pour aider à surmonter les deux difficultés exposées ci-dessus, nous pouvons utiliser la distinction entre le système de « *gestion effective* » et le système de « *gestion intentionnelle* », à analyser de manière séparée avant d'étudier leurs interactions pour identifier les potentialités de changement. **Dans la « *gestion effective* » il s'agit de prendre en compte l'ensemble des actions anthropiques qui influencent l'objet environnemental considéré, que l'intervention soit délibérée ou pas.** C'est tout ce qui affecte positivement ou négativement l'état du système. Cette gestion renvoie donc à une responsabilité d'ensemble partagée, que ces actions soient conscientes ou non. **La « *gestion intentionnelle* » considère pour sa part les acteurs dont la mission principale est de provoquer des changements dans la gestion effective.** Ces acteurs déploieront des stratégies pour dépasser les résistances au changement des acteurs du système de gestion effective déjà en place (Mermet L., 2005). Notons qu'à nos yeux, un individu se battant activement et intentionnellement pour le *statu quo* est également acteur de la gestion intentionnelle. Par rapport à ce que les théories classiques nomment les « acteurs de la gestion », le cercle de la gestion effective est souvent plus large, et celui de la gestion intentionnelle beaucoup plus restreint.

Cette distinction et la relation entre ces deux systèmes de gestion implique des choix de terrain précis lorsqu'il s'agit de mettre en place de nouvelles formes de communication ou des organes de concertation – décision. Si le groupe constitué pour une concertation se veut fondé sur une représentativité du système de gestion intentionnelle, il y a un risque réel de créer des minorités structurelles en fonction des gens que l'on invite (un unique leader paysan progressiste pour représenter toute une population agricole réticente au changement, par exemple) et donc de fausser le processus. Le groupe de la gestion intentionnelle devrait à nos yeux s'apparenter à la fois à des « porteurs de projets » et à des objecteurs, et ne doit finalement pas être considéré comme animé d'une volonté unique, si ce n'est celle d'améliorer la situation locale. Identifié localement, il peut constituer une base pour lancer un processus de concertation. Nous parlons de base car il semble fondamental que ce groupe de participants puisse évoluer dans le temps.

2.3.4 L'ouverture progressive

En effet, s'il paraît légitime (et même rationnel) en termes opérationnels de viser la constitution d'un groupe relativement stabilisé pour pouvoir travailler efficacement et dans la durée, il apparaît également important de ne pas le pétrifier au risque de voir le processus de concertation se scléroser. « [...] nous avons pu observer que lorsque de telles instances sont mises en place [...] selon des critères prédéfinis et avec des étapes de travail également prédéfinies, avant même que les problèmes à traiter ne soient suffisamment formulés, cela conduit plutôt à figer le débat ou à le cantonner à des prises de positions et à des objectifs qui, pour être consensuels, restent très généraux » (Ruault C., Lemery B., 2006). Cette position est renforcée par l'évidente imperfection du groupe institué à l'origine, qu'il s'agit de remettre en question régulièrement. « Il apparaît important que les projets s'interrogent de façon systématique quant à l'existence ou non des "tiers-absents" dans les processus de concertation qu'ils cherchent à impulser. Cela renvoie à leur capacité à identifier la question des tiers absents comme une problématique, à interroger les enjeux qui y sont liés - quelles sont les raisons qui fondent cette absence ? - et ainsi à faire évoluer le processus collectif de concertation par la prise en compte de ces intérêts spécifiques. Concrètement, les projets doivent pouvoir identifier les acteurs cachés et les impliquer progressivement » (IRAM, Rédév, 2004). L'idée de l'ouverture progressive pourrait être d'enclencher la concertation avec un premier groupe permettant d'avancer, en misant sur un « effet boule de neige » qui amènera les acteurs manquants (peut-être réticents au départ) à raccrocher le processus en cours de route. Que ce soit la réussite de la dynamique collective, la peur de ne pas participer à un échange stratégiquement important ou l'institutionnalisation des débats qui pousse les acteurs

à s'y joindre, il semble important que la concertation reste ostensible et accessible. Cette possibilité d'admettre de nouveaux membres rejoint en outre une préoccupation essentielle qui est celle de la reconnaissance de l'autre comme acteur à part entière : lui permettre de discuter c'est affirmer son existence et sa légitimité (Bernoux P., 1990). Néanmoins, si la remise en question régulière de la constitution du collectif est nécessaire, cette augmentation du nombre de participants ne doit pas être un objectif en soi ! Notamment, nous l'avons vu, parce que dans certains cas il peut s'avérer rationnel de commencer avec un groupe très large, ou tout simplement parce que la première constitution peut être la bonne... L'important semble être de conserver une « stratégie de porte ouverte » couplée à une certaine exigence de « publicité » du processus en cours.

Finalement, le choix des participants à un processus de concertation se révèle complexe. Or il s'agit d'une phase déterminante, puisque l'enjeu n'est autre que l'appropriation locale du processus en lui-même et de ses résultats. Ceci renvoie immédiatement à la question sous-jacente et tout aussi cruciale de savoir qui est censé effectuer ce choix. Il semble que la constitution de collectifs qui puissent être réellement moteurs dans le processus de réflexion collective doive avant tout éviter l'écueil d'une représentativité exhaustive de la société - tout du moins comme objectif par défaut - et chercher à s'appuyer sur les structures sociales d'interactions existantes, les lieux « ordinaires » de discussion et les institutions *ad hoc*. Darré défend par exemple dans sa « *recherche coactive de solution* » l'appui sur ce qu'il nomme des « *Groupes Professionnels Localisés* » (Darré J.P, 2006). L'avantage indéniable de renforcer des dynamiques préexistantes est de profiter de ce que Freud nommait « *l'enracinement psychologique* » (Freud S., 1921), ce rapport à l'autre qui « *intervient très régulièrement en tant que modèle, objet, soutien et adversaire* ». Les sociologues des organisations notamment (cf. Bernoux P. 1990, Crozier M. et Friedberg E. 1992) reprennent ce concept et expliquent que lors de la création d'un groupe, le fait de s'appuyer sur une forme de lien social préexistant donne d'emblée à la structure créée l'âme et les « *investissements affectifs* » nécessaires à son existence et sa survie à long terme. Néanmoins, lorsque les structures sociales locales et le système d'acteurs portent en eux les dysfonctionnements à résoudre, il est alors judicieux d'envisager de nouvelles voies.

En outre, l'approche pluraliste de Ruault lui fait dire qu'il n'y a pas un problème à résoudre mais des problèmes formulés en fonction de chacun des points de vue des acteurs impliqués dans le système d'action. L'engagement pratique des participants suppose donc un intérêt (« ce problème en est bien un pour moi »), qui passe généralement par une appropriation et une reformulation intérieure du problème (« qu'est-ce qui me concerne réellement dans toute la problématique traitée ? »). La question de comment sont formulés les problèmes et par qui est donc centrale pour ce qui est de la constitution du collectif associé à la concertation : la présentation du processus en elle-même détermine en partie les acteurs qui y participeront. Le risque peut alors être de s'enliser dans des processus de réappropriation ou de reformulation collective de problèmes déjà portés depuis des années par certains acteurs, et qui ne nécessiterait pas nécessairement que le collectif reparte de zéro.

Il existe enfin différents niveaux de discussion, stratégique (sur les problèmes politiques et institutionnels, l'œuvre formelle de représentants), pratique (action et recherche de solution, pour des praticiens avant tout) ou hybride, et donc différents acteurs associés et potentiellement participants, qu'il s'agit de mettre en relation de manière pertinente (Ruault C., Lemery B., 2006).

On le perçoit donc, les solutions sont à construire sur le terrain, au cas par cas, et pour mettre en place une concertation opérationnelle en termes de prise en compte de la diversité des acteurs et de production de changements, il faut pouvoir jongler entre des scènes de débat existantes et d'autres à construire, ce qui peut relever parfois d'un certain « bricolage » (Mormont M., 2003).

Au-delà de ces choix cornéliens sur les participants, certaines réflexions conduites ici soulèvent des questions importantes pour la conduite des processus de concertation, qui sont autant d'obstacles à dépasser : comment faire participer les acteurs habituellement exclus des processus de concertation ? Au-delà, comment donner à tous les moyens de participer de manière égale ? Et comment faire en sorte concrètement que le cheminement collectif reste ouvert et intelligible, de manière à impliquer de nouveaux acteurs en cours de concertation ?

2.4 Processus ou produit ? De l'évaluation de la « réussite » d'une concertation

Quelles concertations peuvent être qualifiées de « bonnes » : un processus transparent, prenant en compte la pluralité des points de vue mais n'aboutissant à aucune action concrète, ou au contraire un processus critiquable mais fournissant des réponses pertinentes compte tenu des problèmes locaux⁵² ? Cette dichotomie volontairement provocatrice traduit le débat théorique qui vise à évaluer la qualité d'une concertation.

2.4.1 Les approches centrées sur le processus de concertation

Différentes approches théoriques estiment que la qualité du processus de concertation prévaut sur son résultat, puisque ce dernier dépend essentiellement des interactions entre les acteurs au cours de la concertation. C'est le paradigme qui domine les recherches depuis les années 90.

Les défenseurs du « modèle Soft-système » (SSM) réfutent l'intérêt d'analyser simplement et de manière isolée les problèmes afin de les présenter selon un point de vue spécifique à des experts, à même de proposer des solutions. Le SSM se propose de « *considérer plutôt un ensemble d'acteurs impliqués dans un processus de partage de points de vue sur un problème, afin d'en apprendre plus sur le problème à traiter et pouvoir prendre des décisions collectives visant à améliorer la situation* » (Röling 1994, cité par Huber 1999). L'objectif du SSM est de stimuler la réflexion, l'interaction et l'apprentissage. Checkland le définit d'ailleurs comme un « *système d'apprentissage* » (Checkland, 1981, cité par Huber 1999). Dans ce cas, l'enjeu d'une concertation est donc bien le processus cognitif collectif. Dans un contexte conflictuel, l'hypothèse qu'une mesure formulée « dans son coin » par un décideur puisse résoudre le problème est réfutée, et les auteurs jugent que la réunion des différents acteurs concernés est la seule solution pour améliorer la situation, en formulant des solutions concertées.

Cette vision rejoint celle des théoriciens de la science post-normale. Ils qualifient de « post-normale » une situation complexe⁵³ dans laquelle les enjeux liés à la décision et l'incertitude concernant les conséquences de cette décision sont particulièrement forts. Le processus de prise de décision en lui-même devient dès lors une partie du problème à analyser (Funtowicz S.O. et Ravetz J.R., 1993). L'approche prônée dans ce cas soutient que **la qualité des décisions dépend de (et se mesure en fonction de) la qualité du processus de prise de décision en lui-même**. Les chercheurs du collectif ComMod suivent ce même sillon et font de la qualité de ce processus l'objectif premier de leur intervention : « *comme l'ont démontré plusieurs travaux (Mermet L. 1992; Weber J. and Reveret 1993; Ostrom, Gardner et al. 1994; Funtowicz S.O., Ravetz J.R. et al. 1999), face à une situation complexe, le processus de décision est évolutif, itératif et continu. Cela signifie qu'il produit des actes de "décision" toujours imparfaits mais dont le but est d'être, à chaque itération, moins imparfaits et plus partagés. Autrement dit, l'enjeu n'est pas dans la qualité du choix mais dans la qualité du processus qui y a conduit. [...] L'objectif n'est donc pas de produire ambitieusement des*

⁵² Cette question rejoint le débat autour de la vision du collectif comme enjeu ou comme moyen (Cf. encadré 2, P1, chapitre 3, § 3.5)

⁵³ Nous noterons que les défenseurs du processus insistent tous sur la « complexité » des situations étudiés.

décisions et des résultats définitifs, mais d'enrichir le processus de prise de décision, que ce soit sous son aspect technique (informations, qualité technique des actions entreprises,...) ou son aspect sociologique (plus grande concertation, renforcement du pouvoir de l'acteur dans la décision,...) » (Collectif ComMod, 2003).

Ces approches sont notamment la base théorique de la mise en place des plate-formes multiacteurs, ou arènes de concertation, très à la mode sur la scène internationale, qui visent à pallier aux problèmes de représentation et de coordination des acteurs. Différents auteurs pensent qu'il s'agit de cadres institutionnels plus à même de produire de « bonnes » décisions et de limiter les conflits, par un processus jugé adéquat puisque assurant une large participation (Röling N. et Jiggins J., 1998, Steins et Edwards, 1999 in Faysse N. et al., 2007).

2.4.2 La revalorisation du produit de la concertation

Traitant d'un domaine relativement technique et où les attentes de résultats sont fortes, Mermet refuse de voir les problèmes d'environnement comme de simples problèmes de coordination entre acteurs. Selon lui le changement du système de gestion peut bel et bien passer par une meilleure communication, de nouvelles instances de coordination, la collaboration dans l'action... mais il n'y a pas de raison que ces aspects soient centraux ou suffisants. Ainsi il préconise de « **ne pas analyser des processus de décision et de négociation indépendamment des enjeux de substance sur lesquels ils portent.** Nous rejoignons en effet Lax et Sebenius (2002) pour constater que c'est surtout « une préoccupation pour le processus qui sous-tend la plupart des analyses de la négociation par les chercheurs » et que cette orientation peut conduire à « manquer la finalité profonde de la négociation, qui porte sur la substance ». Une attention trop centrée sur le processus peut ainsi conduire à des erreurs ou des impasses dans l'analyse de la décision et de la négociation, dans leur évaluation, dans les préconisations pour les améliorer » (Mermet L. 2003(b)). Un processus de concertation n'est pas forcément à même de dépasser les asymétries de pouvoir et les stratégies distributives (tous n'ont pas en tête l'intérêt général !). Il ne faudrait donc pas défendre une « *vision mystificatrice* » selon laquelle un bon processus de concertation produit des résultats nécessairement convenables, ni au vu de la situation étudiée (le collectif n'est pas forcément à même de produire la bonne solution technique), ni du point de vue de tous les acteurs impliqués. Cette analyse rejoint bien évidemment les critiques formulées plus haut à l'égard de la prédominance de l'action collective. « *Si cette perspective d'action collective est utile ex ante pour chercher des chemins de collaboration, quand il en existe, dès qu'elle est utilisée ex post pour décrire un processus ou évaluer ses résultats, elle revient à écrire une histoire depuis le point de vue des vainqueurs – c'est à dire de ceux dont les objectifs initiaux se retrouvent les mieux servis dans les buts comme dans les réalisations de gestion qui ont émergé des processus de constitution du collectif* » (Mermet L., 2005 (b)). Le résultat d'une bonne concertation - bonne parce que réunissant bien tous les acteurs liés à la situation - est nécessairement bon, tant pis pour les « perdants ». A travers cette position parfois provocatrice, il s'agit simplement de revaloriser les préoccupations initialement explicitées à l'égard du résultat, pour sortir de la circularité qui pousse à évaluer la concertation uniquement à partir de critères issus de la concertation elle-même, sans considérer l'efficacité du changement produit dans le système local.

2.4.3 Une voie centrale modérée entre processus et produit : qu'est-ce qu'une concertation de qualité, et comment l'évaluer ?

Il semble judicieux, compte tenu du bien-fondé des arguments supportant les deux approches que nous venons d'exposer (qui par ailleurs ne sont pas antithétiques si on les envisage sans extrémisme), de considérer que **la qualité d'un processus de concertation puisse s'analyser simultanément selon deux axes :**

- ⇒ **Les caractéristiques structurelles du dispositif de concertation** : les conditions sont-elles propices à la formulation des problèmes, la confrontation des points de vue et la recherche de solutions concertées ?
- ⇒ **Tout ce que produit finalement le processus** : nouvelles connaissances, évolution des relations, éventuelles prises de décision concernant de nouvelles règles d'action, etc.

Dans les deux cas, les critères de performance peuvent paraître difficiles à fixer. Le fait est que cette évaluation ne peut se faire que sur des attentes spécifiées *a priori* : nous proposons que ce rôle soit dévolu à un analyste (qu'il soit individuel ou collectif, partie prenante ou non du processus), déterminé le plus tôt possible par rapport à l'enclenchement de la dynamique. Cet analyste est alors chargé de décider des indicateurs à apprécier et de les apprécier effectivement au vu du déroulement de la concertation, évaluant ainsi la « réussite » du processus. L'importance de choisir – collectivement et si possible de manière consensuelle – un analyste au préalable, réside dans l'absolue nécessité d'envisager l'évaluation du processus dans sa continuité, et non pas simplement *ex-post*, du fait de la prédominance de facteurs sociaux purement qualitatifs, qu'il faut pouvoir décrire et décrypter à chaud pour espérer en prendre toute la mesure. Même si le collectif engagé dans le processus de concertation ne saurait en général s'évaluer lui-même, compte tenu du disensus fréquent autour de la problématique d'intérêt, il semble important pour l'analyste de réaliser, au moins partiellement, le travail de définition des critères en collaboration avec des membres de ce collectif afin de prendre correctement en compte les attentes réelles⁵⁴ des différents participants vis-à-vis du processus. Cet analyste peut tout aussi bien être un acteur local (administrateur, praticien désigné par ses pairs, etc.) qu'un agent de développement externe, au gré de la décision des participants à la concertation.

Le « produit » de la concertation ne peut s'évaluer qu'au cas par cas en fonction des situations concrètes sur lesquelles elle porte. Ce sera, d'un côté, une analyse de l'évolution concrète du problème traité par la concertation : le processus a-t-il permis un partage plus équitable de l'eau ? Une meilleure gestion de la forêt ? Une plus grande qualité de l'air ? Quelle est la performance du système de gestion compte tenu de celle visée au début du processus de concertation ? Puis, d'un autre côté, il semble nécessaire de prêter attention à toutes les externalités (positives comme négatives) produites par le processus pour le système d'action dans son ensemble : la concertation a-t-elle permis de produire de nouvelles connaissances, d'en améliorer le partage ? Les relations entre les acteurs se sont-elles améliorées, clarifiées, tendues ? Certains acteurs marginalisés ont-ils été mieux reconnus ? Ont-ils été ou ont-ils le sentiment d'avoir été manipulés ? La dynamique de concertation est-elle durable ? Etc. Si la consultation des participants à la concertation est indispensable, leurs avis ne sauraient qu'exceptionnellement être unanimes compte tenu de la diversité des points de vue et des stratégies entre acteurs. Ceci renforce l'importance pour l'analyste de guider l'évaluation grâce aux critères qu'il a lui-même posés à l'origine, en accord avec les différentes parties prenantes.

Rappelons enfin que la concertation ne débouche pas nécessairement sur une prise de décision, et encore moins sur un consensus : un ou plusieurs acteurs peuvent l'emporter (ce qui ne constitue pas nécessairement un résultat néfaste et peut même sans doute dans certains cas - que nous ne prétendons pas être en mesure de juger - être préférable), tout comme on peut également déboucher sur un *statu quo*. Cette absence de décision (on pourrait dire, de « résultat attendu ») devrait pousser l'analyste et le collectif à s'interroger sur les facteurs de blocages du processus et leur résistance.

⁵⁴ Ce sont bien ces attentes qui justifient leur participation à l'effort de concertation

Pour ce qui est de la structure du dispositif de concertation et contrairement à l'appréciation de son résultat (trop dépendant du contexte de mise en oeuvre), **nous pouvons définir dès à présent des critères généraux d'évaluation** sur la base des principes que nous venons d'exposer dans ce sous-chapitre⁵⁵. La réunion de tous ces critères est censée définir un dispositif de concertation transparent, démocratique et à même de faciliter le processus décisionnel :

- **Le dispositif a permis (directement ou indirectement) la participation effective des acteurs jugés appropriés** par l'ensemble des participants eux-mêmes, tout en gardant **une certaine ouverture** afin d'en inclure de nouveaux au cas où le besoin s'en serait fait sentir (à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe des participants).
- **Il a permis l'expression des points de vue de chacun des participants**
- **Il a permis une vraie prise en compte de ces points de vue** par les autres acteurs (notamment en facilitant leur compréhension et en diminuant les logiques d'évitement)
- **En termes stratégiques, le dispositif a permis de réguler, en partie, temporairement et au sein de la concertation, les diverses asymétries (pouvoir, informations, prérogatives, statuts, etc.) susceptibles de pénaliser le poids de certains acteurs dans le processus.**

Si l'idée d'appropriation du processus de concertation et de ses résultats n'est pas discutée ici en tant que telle, elle n'en est pas moins sous-jacente à la quasi-totalité des points évoqués. Elle rejoint également la préoccupation de durabilité de l'action entreprise.

Notons qu'en ce qui concerne les phases élémentaires de la concertation assimilables à des négociations, la réduction des asymétries de pouvoir n'est pas un objectif en soi du fait que la négociation se fonde sur ses asymétries et les exploite dans son déroulement.

Dans cette section nous avons défini notre approche de la notion de concertation, et tout ce que celle-ci implique concrètement, de manière à éviter les écueils et les erreurs d'appréciation compte tenu notamment des attentes fortes que véhiculent ces pratiques en termes de développement. Notre intérêt portera en particulier sur le processus en lui-même, formulant l'hypothèse qu'un « bon » processus (avec tout ce que cela comporte de subjectif) va dans le sens d'une décision plus démocratique, assurant une meilleure maîtrise du développement par les acteurs eux-mêmes et des propositions plus adaptées aux véritables besoins locaux. Néanmoins, cette décision n'a aucune raison *a priori* d'être meilleure d'un point de vue « technique » que celle élaborée par ailleurs par des ingénieurs. Elle devra donc être analysée séparément en tant que telle. Enfin, nous l'avons vu, la question du choix des participants apparaît centrale dans le succès de la concertation.

Nous avons finalement défini *a priori* des critères d'évaluation de la « qualité » d'une concertation, qui doivent nous permettre *a posteriori* de définir si une décision est « plus ou moins concertée ». Or, pour favoriser la « qualité » de ces processus de concertation, un certain nombre d'outils et de méthodes ont été développées successivement et sont aujourd'hui proposées à qui veut s'en servir. Qu'en est-il exactement de leur impact sur le processus de concertation, et de leur pertinence ?

⁵⁵ Etant donné que certains choix peuvent être des préalables qui dépendent de l'analyste, notamment la sélection des participants ou la désignation des lieux de réunion, cela suppose de sa part une capacité de remise en question assez importante au moment de l'évaluation.

Section 3 : Quels outils ou méthodes pour une aide à la concertation ?

3.1 Des outils pour assurer la qualité de la concertation

Nous envisageons donc la concertation en tant que forme d'organisation, de structuration d'un processus cognitif collectif séquentiel (Cf. P1, Chapitre 2, § 2.1). La finalité du recours à ce processus peut tout aussi bien être la prise d'une décision⁵⁶ que l'incitation à la citoyenneté, ou encore l'instauration d'un dispositif permanent de prévention (de risques de conflits) ou de suivi d'un projet et de ses conséquences. Ce n'est donc pas le but visé qui définit la concertation, ni même le contenu des débats (l'objet de concertation), mais bien la forme de l'échange mis en place⁵⁷. Face à un objet donné - par exemple la gestion d'une ressource naturelle - la concertation suppose que soient réunies les conditions (Cf. P1, Chapitre 2, § 2.4) pour que d'une part la participation de toutes les parties prenantes détentrices d'enjeux et d'intérêts soit garantie⁵⁸, et « *que d'autre part l'expression et la prise en compte vraie de tous [leurs] points de vue soient assurées* » (S. Damart et al, 2001), en partie grâce à une réduction des différentes asymétries qui sont autant d'obstacles aux interactions constructives.

Ces trois points (participation des acteurs jugés « appropriés », expression et prise en compte de leurs points de vue, cf. P1, Chapitre 2, § 2.4) constituent pour nous les trois principes fondamentaux structurant un processus de concertation. Si cela n'implique pas nécessairement que ces acteurs aient tous le même poids dans le déroulement du processus et éventuellement sur la prise de décision (à la différence des processus dits « de codécision »), cette approche permet d'estimer, nous l'avons vu, si un processus est « plus ou moins concerté ». Ainsi, nous appellerons « outil de structuration » d'une scène de concertation un outil qui favorise l'existence de ces trois dimensions. Les critères d'évaluation que nous venons d'exposer serviront donc également à l'évaluation de ces outils, selon qu'ils améliorent ou non les différentes caractéristiques structurelles des dispositifs⁵⁹.

Nous n'incluons pas la « réduction des asymétries » en tant que telle dans les dimensions structurantes étant donné que sa principale conséquence est justement de permettre la participation, l'expression et la prise en compte des acteurs (accès aux espaces de parole, capacités d'expression, intelligibilité, etc.). Elle est donc incluse dans ces trois dimensions... mais pas totalement : la réduction des asymétries d'information autour de la problématique d'intérêt est, par exemple, un plus indéniable à la qualité de la concertation, bien qu'elle n'interdise aucunement la participation ou l'expression des individus.

On observe aujourd'hui, dans nos sociétés occidentales du moins et sur le papier, un développement du recours à ce principe de concertation, notamment dans le cadre de l'action publique. Pour que cela ne se limite pas à un simple effet de manches plus ou moins utilisé pour leurrer la société civile, il est important d'accompagner ce mouvement par l'élaboration d'outils et de procédures facilitant ou structurant la mise en œuvre de ces concertations. Or s'il est aisé d'identifier par exemple des outils d'aide à la décision capables ou non de stimuler ponctuellement le fonctionnement d'un dispositif de concertation, il n'en est pas de même des outils d'aide à la structuration de la concertation proprement dite, globale, c'est-à-dire des

⁵⁶ Rappelons que le *statu quo* constitue également une décision particulière.

⁵⁷ Au-delà, les raisons profondes de la mise en place d'une dynamique de concertation résident généralement dans la recherche d'une légitimation des résultats, et donc leur appropriation et leur durabilité, au travers d'une acceptation par l'ensemble des parties prenantes du processus les ayant produits.

⁵⁸ Cette préoccupation, nous l'avons vu, doit être raisonnée en fonction des spécificités et des éventuels blocages structurels de chaque concertation. La participation de tous les acteurs à toutes les phases du processus n'est pas nécessairement appropriée (Cf. P 1, Chapitre 2, §.2.3). Leur implication peut se faire à différents moments, ou progressivement. Au-delà d'un choix pertinent de ces participants, cette exigence implique donc une certaine « ouverture » du processus.

⁵⁹ Le choix des participants est plus particulier puisqu'il est difficilement facilité par un « outil ».

outils capables de soutenir les principes définis ci-dessus dans toutes les phases susceptibles de jalonner le cheminement cognitif collectif (des phases de médiation, d'échanges de points de vue, de négociation, de décision... mais aussi l'animation qui les accompagne et les relie, Cf. P1, Chapitre 2, § 2.1 et 2.2).

Selon Roy, l'aide à la décision correspond à « *l'activité de celui qui par des voies qui se veulent scientifiques vise à apporter des éléments de réponse à des questions que se posent des intervenants dans un processus de décision* » (B. Roy, 1985). Il s'agit donc d'affiner la lecture de l'objet de la décision en lui-même mais pas nécessairement celle de la complexité interpersonnelle correspondant au processus cognitif collectif en cours. Ce dernier aspect - centré sur les perceptions et les relations - relève plutôt de ce que nous appelons des « outils d'aide à la concertation », qui visent à favoriser un certain mode de fonctionnement au sein du collectif en question. Ce domaine est assez récent et mérite aujourd'hui l'attention des chercheurs en sciences sociales. Eu égard aux différentes potentialités offertes par le recours à la Vidéo Participative, révélées notamment par les expériences pionnières (Cf. P1, Chapitre 1, § 3.1), il apparaît pertinent de s'interroger sur l'intérêt éventuel de la VP en appui à la concertation. La VP peut-elle constituer un outil d'animation de débats, de médiation, de négociation, d'aide à la décision (par souci de simplification nous regrouperons toutes ces catégories sous l'appellation « d'outils d'aide à la réflexion collective »), ou encore d'aide à la structuration globale de la concertation ? Auquel cas il devient intéressant de questionner sa possible compatibilité ou complémentarité avec les outils existants.

On parle peu aujourd'hui d'outils d'aide à la concertation... Quels sont les outils actuels d'aide à la réflexion collective ? Qu'apportent-ils en termes de concertation ? Quels sont alors les besoins pour faciliter la mise en œuvre des processus de concertation dans leur ensemble ?

3.2 Quels sont les outils d'aide à la réflexion collective proposés dans le domaine de la gestion territoriale ?

Sans rechercher l'exhaustivité, notre intention est de brosser un rapide tableau de l'existant afin de dégager à grands traits les avantages et inconvénients des principaux outils d'aide à la réflexion collective disponibles, pour mieux questionner par la suite la pertinence du recours à la VP dans ce domaine.

La réflexion se nourrit d'informations. Les outils d'aide à la réflexion visent ainsi à produire, faire surgir et/ou simplement rendre accessibles des informations. Certains auteurs distinguent deux types d'outils selon qu'ils se contentent de proposer une certaine représentation de l'information ou qu'ils proposent un traitement particulier de cette information (S. Damart et al, 2001). Mais dans la pratique, de nombreux outils, isolément ou de manière combinée, permettent à la fois de représenter et de traiter l'information. C'est le cas notamment des Systèmes d'Information Géographique, ou des outils d'expertise.

3.2.1 L'expertise

L'outil le plus fréquemment sollicité dans une situation de blocage ou de conflit autour d'une problématique de gestion territoriale est sans conteste l'expertise externe. Celle-ci consiste en confier à un ou plusieurs « experts » le soin de réaliser une analyse de l'existant, de dresser un état des lieux, depuis une position externe au système d'acteur local, supposément objective parce que détachée. Malgré la prolifération actuelle des méthodes dites de « diagnostic participatif », nombreux sont les auteurs estimant qu'il ne s'agit hélas le plus souvent que de simples procédures de consultation et de validation par les acteurs locaux d'un diagnostic restant exogène (Cf. P1, Chapitre 1, § 1.5). Ce qui relève du choix, de la synthèse et de la mise en forme des données recueillies restent aux mains des seuls experts. Ceci ne favorise pas la production d'une information orientée vers l'opérationnel, à savoir adaptée aux besoins et attentes des parties prenantes, réellement disponible, et dont la pleine compréhension est à la portée de tous. Si l'expertise peut jouer un rôle important comme outil

d'aide à la décision pour ceux qui savent l'exploiter, l'incapacité (et/ou l'impossibilité) de l'ensemble des personnes concernées d'en discuter les fondements et donc les résultats fait qu'on ne peut en aucun cas la considérer comme un outil de concertation, ni même un outil de médiation.

3.2.2 Les outils géographiques

Les systèmes d'information géographique (SIG) constituent aujourd'hui des outils privilégiés de représentation et de traitement de l'information dans le cadre des problématiques territoriales. Ils permettent en effet l'intégration et la modélisation de données géographiques ainsi que des processus qui transforment le territoire. La représentation obtenue est généralement en deux dimensions, mais un rendu 3D ou une animation présentant des variations temporelles sur un territoire sont possibles. Si ces représentations peuvent à l'occasion constituer de bons supports de réflexion et de discussion entre acteurs⁶⁰, elles ne sont pas non plus systématiquement bien comprises et acceptées par l'ensemble des populations. Outre le fait que tout le monde n'est pas nécessairement familier des représentations territoriales en deux dimensions ou du repérage cardinal, cette technologie du SIG est encore souvent perçue comme une « boîte noire » aux mains d'experts (et parfois même, à raison, comme des « *joujou* » pour occidentaux) ce qui complique l'appropriation de ses résultats. De même les informations figurant sur les représentations issues d'un SIG ne sont pas toujours adaptées aux différents enjeux et groupes d'utilisateurs impliqués dans la prise de décision en aménagement du territoire (C. Prével et al., 2003).

A ce sujet, de rares expériences de « *co-élaboration* » entre experts et acteurs locaux d'outils cartographiques d'aides à la décision ont été menées (cf. D'Aquino et al., 2002, I. Touré et al., 2004). Elles ont montré tout l'intérêt de ce type de démarche pour la construction d'une approche commune du territoire et l'établissement d'outils pratiques, pouvant servir de support à la négociation entre acteurs, car étant maîtrisés par tous et adaptés aux différents enjeux. Cependant ce type de méthode nécessite encore un important travail d'accompagnement (entre renforcement des capacités locales d'expression et d'interprétation spatiale, et recueil des besoins spécifiques en informations géographiques), et semble fortement limité par le facteur temps⁶¹. Par ailleurs les dénommés Participatory GIS et *Public Participation GIS* (PGIS et PPGIS) ne sont généralement pas de vraies expériences de co-élaboration de SIG mais plus souvent des termes qui désignent simplement l'utilisation d'un SIG comme interface entre des experts ou des aménagistes et une communauté (Aberley D. et Sieber R., 2002 ; Rambaldi et al., 2004).

Néanmoins des approches plus « légères » existent, visant la production d'outils géographiques plus simples, tels que des cartes, voire des diagrammes spatiaux ou des modèles en relief⁶², permettant de mettre en place des réflexions collectives autour du territoire et de ses dynamiques. Les approches dénommées *Community Mapping*, *Social Mapping* ou *Participatory Mapping*⁶³ existent depuis les années 80 et sont considérées comme étant des méthodes de *Participatory Rural Appraisal* visant à mobiliser les capacités analytiques des acteurs locaux (Kenyon J., 1983; Chambers R., 1994). Les *Participatory 3D Modelling*

⁶⁰ En effet, il est tout de même généralement plus aisé de se réunir et discuter autour d'une carte en couleur qu'autour d'un rapport d'expertise d'une centaine de pages. Ceci est *a priori* d'autant plus vrai dans les pays du Sud où les inégalités de niveau d'instruction sont fortes et où parfois la langue administrative n'est pas la même que celle parlée par la population. En ce sens la cartographie SIG peut être considérée comme un outil de médiation potentiel. Mais il faut prendre garde également à l'attrait parfois inconsidéré pour les techniques sophistiquées, qui fait rejeter d'autres démarches plus légères, et possiblement conviviales, telles que par exemple les fameux « tours de plaine » chers à M. Sébillotte et aux tours de pays avec les acteurs locaux évoqués par transposition dans les travaux de J.-P. Prod'homme.

⁶¹ Dans le cas de l'expérimentation menée au Sénégal (I. Touré et al., 2004) il aura fallu 6 mois de travail de terrain pour obtenir un outil cartographique considéré comme adapté par l'ensemble de la population locale.

⁶² Pour visualiser des exemples de résultats on pourra visiter notamment le site www.iapad.org.

⁶³ La liste pourrait s'allonger avec les *Resource Mapping*, *Sketch Mapping*, etc., mais le principe est toujours le même.

(PD3M) sont plus récents, plus longs à mettre en place, et sont souvent utilisés comme base pour introduire l'utilisation d'un SIG et exploiter ses résultats de manière plus intelligible (Rambaldi et al., 2004). Bien qu'ils servent initialement à faciliter la communication entre la population locale et des experts extérieurs, ces différents exercices de « cartographie participative » engendrent et s'appuient sur des réflexions collectives très riches, qui peuvent aider à construire une vision partagée (et peut-être nouvelle) du territoire avec ses éléments constitutifs (sociaux, naturels, etc.) et son organisation. Ces outils peuvent donc être utilisés comme des outils d'aide à la réflexion collective, même s'il est parfois difficile de développer chez les acteurs locaux les capacités de figuration nécessaires à la matérialisation des cartes mentales - et même parfois du relief -. Dès lors ceux-ci peuvent facilement se perdre dans l'exercice (Mukherjee, N. 1992, Chambers R., 1994). Ces difficultés surmontées, le résultat produit et expliqué par les créateurs est particulièrement intelligible pour les populations locales. Il peut en ce sens accompagner ponctuellement un processus de concertation, lorsqu'il s'agit bien sûr de thématiques territoriales très concrètes (frontières, localisation de ressources, partage, etc.).

3.2.3 Les Analyses Coûts/Avantages et autres Analyses Multi-Critères

D'autres outils traditionnellement utilisés dans le cadre de la gestion territoriale sont les Analyses Coûts/Avantages (ACA) et les Analyses Multi-Critère (AMC). L'ACA propose une approche du processus de décision reposant sur la recherche du choix optimal d'affectation d'une ressource rare - bien souvent l'argent -. Cette approximation de l'optimum est supposée fournir un point de départ pour la concertation et pour la légitimation de la décision finale (S. Damart et al, 2001). Les principales hypothèses supportant cette approche sont l'objectivité de l'évaluation quantitative des différents « coûts » et « avantages », et le partage par l'ensemble de la collectivité de cette perception de l'« optimum ». Or il n'est pas évident de pouvoir mesurer objectivement et quantitativement certains facteurs tels que les pollutions environnementales, les atteintes à l'intégrité du paysage ou le bruit. De même, supposer que cet optimum est un objectif collectivement partagé implique que les personnes éventuellement lésées par une décision donnée, acceptent de l'être pour l'intérêt du plus grand nombre (ou soient indemnisées, ce qui n'est pas toujours fait ou suffisant). Or l'optimum économique n'est pas toujours équivalent à l'optimum collectif. Face à la subjectivité⁶⁴ des valeurs attribuées aux différents facteurs considérés comme importants dans l'évaluation de l'impact d'une décision, les défenseurs de cette approche proposent des analyses de sensibilité, paramètre par paramètre. Mais une prise en compte véritable de la diversité des systèmes de valeurs en jeu dans la confrontation des points de vue des parties prenantes supposerait plutôt la réalisation d'analyses de robustesse, en envisageant une variation concomitante des paramètres. Ceci est cependant très lourd à mettre en œuvre et finalement jamais réalisé dans la pratique (S. Damart et al., 2001). Si concrètement l'ACA demeure un outil opaque vis-à-vis des hypothèses et méthodes de calculs pour la plupart des parties prenantes rendant difficile la discussion autour de ses résultats, il peut toutefois permettre de susciter une dynamique de concertation visant d'une part à déterminer les facteurs ou critères à évaluer et d'autre part à leur attribuer une valeur communément acceptée. Cette approche de l'ACA suppose alors l'acceptation et l'explicitation par les experts de la non-objectivité de ses résultats, au risque de perdre en crédibilité auprès des décideurs. Malgré ces différentes critiques, l'Analyse Coûts/Avantages produit des informations utiles qui peuvent servir de base à un débat et aider à la décision.

Le même type de remarques pourrait être formulé au sujet des AMC, même si ces dernières tiennent compte d'un ensemble de critères, non nécessairement comparables, susceptibles d'influencer une décision. Par « critère » nous entendons un « *outil construit pour évaluer et comparer des actions potentielles selon un point de vue bien défini* » (B. Roy, 2001).

⁶⁴ Certes en partie maîtrisée par un certain nombre de normes, de standards, souvent propres à chaque pays d'ailleurs...

En ce sens l'AMC peut permettre de composer avec la multiplicité, la divergence et la nature (qualitative ou quantitative) des critères de chaque partie prenante en vue d'aboutir à des compromis discutables et potentiellement acceptables (Simos, 1990, C. Prével et al., 2003). Notons qu'il existe une très grande variété d'outils d'AMC. Dans leurs travaux les chercheurs du LAMSADE⁶⁵ distinguent ceux qui reposent sur l'élaboration d'un critère de synthèse (« l'utilité » ou la « valeur » supposée par exemple), de ceux qui se fondent sur l'élaboration d'un système relationnel de synthèse. Ces derniers peuvent souvent s'avérer plus riches car évitent le lissage des critères par une formule d'agrégation pondérée, pas toujours évidente et donc pas toujours acceptée par les parties prenantes. Le principal intérêt du recours à cet outil est que dans des situations où les systèmes de valeurs des parties prenantes sont en forte opposition sur le plan émotionnel, l'AMC offre une approche de type global (intégrant à la fois des facteurs sociaux, environnementaux, techniques, financiers, etc.) permettant de dépasser ces oppositions et d'ouvrir la discussion. Malgré tout l'AMC ne constitue pas non plus un outil de structuration de la concertation, puisqu'il est rare que les participants et même parfois les décideurs saisissent toutes les subtilités de cette méthode.

3.2.4 D'autres outils

Pour finir nous pouvons citer rapidement d'autres outils, comme l'élaboration plus ou moins collective de scénarios (ou alternatives, ou variantes) qui participe de la formulation des problèmes, puisque ce sont ces différentes options qui seront amenées à être évaluées et comparées (S. Damart et al., 2001). Les « *concepts intermédiaires* » correspondent pour leur part à des critères d'évaluation de la situation, collectivement élaborés et partagés, susceptibles de renvoyer à des significations, des implications différentes dans les systèmes de représentations de chaque partie prenante⁶⁶. Selon les auteurs, ceux-ci permettent réellement de structurer le processus de concertation, grâce à leur construction tout d'abord puis à leur utilisation (Teulier R., Hubert B., 2004). Les chercheurs du LAMSADE évoquent également d'autres outils : les « *cartes cognitives* » permettant de représenter puis de discuter les différents points de vue sur le déroulement du processus de concertation en lui-même ; les « *planning d'activité* » permettant un partage de l'information concernant les interviews menées, les événements et réunions présentant un intérêt pour la mise en place du projet - au sein du groupe d'intervention mais également avec les participants au processus - ; les « *bases de données* » donnant accès à tous les participants à un certain nombre d'informations clefs sur l'ensemble des participants. Enfin et parmi les plus anciens et les plus légers outils d'aide à la réflexion on retrouve les diagrammes de Venn/Chapati (qui figurent basiquement des relations entre acteurs), les arbres à problèmes ou les schémas de causes et effets (qui servent à prioriser les besoins locaux et identifier les interventions clefs), les groupes de discussion (et toutes leurs variantes, comme les FFPM⁶⁷), et de nombreux autres instruments traditionnellement utilisés par les « développeurs » comme méthodes dans la planification, le suivi et l'évaluation de projets de terrain. La boîte à outils du développement regorge de graphiques, de calendriers, de représentations matricielles (pour les relations, la participation des acteurs), de représentations en roue, de grilles d'analyse, de diagrammes de flux d'informations... La liste est sans fin, elle fourmille d'outils plus ou moins pratiques, plus ou moins novateurs ou recyclés, et souvent récupérés pour donner à un projet une couleur participative. Certains, correctement utilisés, peuvent être des outils précieux d'aide à la réflexion. Aucun ne permet en lui-même de structurer une concertation.

⁶⁵ Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision, de l'Université Paris-Dauphine. Unité de Recherche Associée au CNRS.

⁶⁶ R. Teulier et B. Hubert montrent par exemple dans leurs travaux comment le « concept de hauteur du plan d'eau au printemps » a permis aux pouvoirs publics, aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux associations écologiques de porter un regard nouveau sur la situation de gestion du Lac de Grand-Lieu. Il a servi d'articulation pour organiser les interactions et les propositions de chaque groupe d'acteurs. Ce concept de hauteur d'eau au printemps faisait sens différemment dans chaque culture-métier (Teulier R., Hubert B., 2004).

⁶⁷ Pour Forces, Faiblesses, Possibilités et Menaces. C'est une manière d'animer un brainstorming autour de ces thèmes (*SWOT analysis* en anglais).

3.2.5 De nombreux outils d'aide à la décision, quelques outils de médiation et peu ou pas d'outils d'aide à la concertation

Nous venons de passer en revue un certain nombre d'outils, considérés comme autant de ressources disponibles pour appuyer les processus cognitifs collectifs. En nous appuyant sur divers spécialistes, nous avons mis évidence que les expertises, les SIG, les ACA et les AMC en particulier, ne sont finalement que des « outils d'experts » dont la pleine maîtrise, l'interprétation des résultats et la compréhension de l'ensemble des concepts sous-jacents ne sont pas facilement accessibles aux diverses parties prenantes (pour ne pas dire « inaccessibles »). Et cet accès semble encore plus hasardeux dans le cadre de processus de réflexion collective engagés dans les pays du Sud où les niveaux d'instruction peuvent être extrêmement inégaux entre parties prenantes.

Ce constat est donc en opposition avec notre conception de l'idéal-type⁶⁸ d'un processus de concertation. Néanmoins ces outils sont utiles pour aider à la décision, et peuvent également jouer un rôle d'aide à la médiation, favorisant ainsi ponctuellement l'émergence ou le déroulement d'une dynamique de concertation. Mais ils ne permettent pas de structurer une telle dynamique dans son ensemble, au regard des conditions d'existence de la concertation que nous avons définies plus haut. En effet s'ils favorisent la discussion, ils n'assurent pas nécessairement une participation (au moins minimale) de tous les acteurs impliqués. Par ailleurs ne permettant pas de niveler la qualité des participations éventuelles des uns et des autres (expression et écoute), ils n'encouragent pas une prise en compte équitable de ces points de vue par les décideurs. Enfin ils peuvent facilement, s'ils sont mis entre de mauvaises mains, servir des intérêts particuliers aux dépens de la collectivité.

A l'opposé on trouve un ensemble de « petits outils » moins techniques, et donc plus accessibles. Habilement maniés et combinés, ils peuvent ponctuellement aider à guider le cheminement d'une pensée collective ou proposer une représentation particulière des résultats de ce cheminement qui soit compréhensible par tous les participants. Mais la portée assez limitée de ces outils ne permet en aucun cas à un animateur de s'en servir pour structurer une dynamique de concertation à plus long terme.

Le constat à ce stade est donc celui d'une relative pauvreté des outils d'aide à la structuration de la concertation, face à de nombreux outils d'aide à l'animation ou à la prise de décision, par exemple.

3.3 Les outils de la « modélisation d'accompagnement »

Bien que la modélisation d'accompagnement défendue par le collectif ComMod (Cf. P1, Chapitre 3, § 3.5) corresponde avant tout à une posture spécifique et à l'entretien d'un rapport particulier entre chercheurs, acteurs locaux et terrain, dans ses expérimentations ce collectif s'appuie essentiellement sur deux outils autour desquels il se fédère : le Jeu de Rôle (JdR) et la Simulation Multi-Agents ou Système Multi-Agents (SMA), présentés comme des outils d'aide à la réflexion collective. Notre propre positionnement (que ce soit en termes de recherche ou d'actions sur le terrain) étant en adéquation avec la posture ComMod (Cf. P1, Chapitre 3, § 3.5), il est important de définir précisément ce que sont ces outils pour une modélisation

⁶⁸ Il s'agit ici de ce que le sociologue Max Weber appelait « *idéal-type* » à savoir une conception, une idée construite comme une représentation d'un phénomène social (ici la concertation) que l'on cherche à étudier, et en comparaison de laquelle le réel, ou plutôt les fruits de l'observation vraie pourront être discutés. En ce sens, l'idéal-type n'existe pas, mais il n'est pas pour autant totalement détaché du monde, c'est un repère au sens mathématique au sein duquel il est possible de décrire un phénomène observé en fonction de caractéristiques assimilables aux axes du dit repère. Dans le cadre de ce travail de recherche, « l'idéal-type de la concertation » est défini selon les principes fondamentaux que nous avons exposés : la garantie d'une participation effective de toutes les parties détentrices d'enjeux et d'intérêts pertinentes, l'expression et la prise en compte vraie de l'ensemble des points de vue exprimés (en partie fondée sur la réduction des inégalités de participation).

d'accompagnement, ainsi que les limites de leurs champs d'intervention au sein d'un processus cognitif collectif visant à la gestion d'une ressource renouvelable. Ceci doit en effet nous permettre d'affiner encore notre questionnement de l'outil vidéo participatif en fonction de ses propres avantages et inconvénients, mais aussi en fonction de ses apports potentiels vis-à-vis des outils existants.

3.3.1 Les Jeux de Rôles

Le jeu de Rôle, dérivé du sociodrame développé par J.L. Moreno⁶⁹ dans la première moitié du XX^{ième} siècle, est aujourd'hui une technique classique d'analyse et de travail sur les interactions interpersonnelles, reprise notamment pour l'appui à la gestion locale de territoires (L. Mermet, 1993, V. Piveteau 1994). Dans le cadre de la modélisation d'accompagnement cette technique consiste, à l'aide de différents supports (cartes, monnaie, autres), à mettre en scène les parties prenantes dans une représentation artificielle et dynamique de la situation complexe de gestion dans laquelle ils sont réellement impliqués. Chaque participant est ainsi amené à prendre des décisions d'action, répétées dans le temps, en fonction du rôle qui lui est assigné, des contraintes qui lui sont imposées, et des interactions avec son environnement physique et social (Collectif ComMod, 2007). L'élaboration, sur la base des représentations des différents acteurs (chercheurs compris)⁷⁰, de règles d'évolution du milieu artificiel selon les « dynamiques naturelles » et les comportements adoptés individuellement et collectivement par les joueurs, permet de mettre en mouvement cette modélisation de la situation. Au sein du jeu chaque décision prise est soumise à l'appréciation du groupe, en cours de jeu ou *a posteriori* lors de phases de débriefing où joueurs et animateurs décortiquent ensemble ce qui s'est passé pendant la simulation. Ceci conduit donc, par le dialogue, à préciser progressivement les points de vue de chacun, discuter le lien entre le modèle joué et la réalité, pour construire et affiner une représentation commune de la situation et éventuellement revenir sur le fonctionnement du JdR. L'hypothèse sous-jacente de cette approche est que les « *acteurs jouent selon leurs connaissances et importent dans le jeu les décisions qu'ils effectuent dans le monde réel, implicitement ou explicitement* » (C. Le Page et al., 2004). Le JdR donne ainsi accès aux comportements des acteurs placés dans des situations « *en marge de la réalité mais cependant en lien analogique avec elle* » (C. Le Page et al., 2004)⁷¹. Les situations ainsi simulées se retrouvent dédouanées de tout enjeu opérationnel (et émotionnel ?) immédiat, ce qui permet la prise de distance et la montée en généralité (Collectif ComMod, 2007).

Ainsi le jeu de rôle est utilisé sur le terrain par les membres de ComMod depuis 1999 (Barreteau et al 2001) et 2000 (d'Aquino et al 2002) pour améliorer la connaissance de tous - chercheurs compris - sur la dynamique d'une situation de gestion d'une ressource. Cette connaissance se construit en étant progressivement partagée et confrontée aux simulations des pratiques et des interactions en jeu de façon à être remise en question collectivement⁷². Favorisant le dialogue et l'explicitation des points de vue et des critères subjectifs de décision propres à chaque acteur, le JdR est également utilisé comme un outil de médiation, susceptible

⁶⁹ Souvent considéré comme le fondateur de la sociométrie, ce scientifique d'origine hongroise aspirait à trouver les moyens de libérer la spontanéité chez les hommes pour harmoniser leurs rapports. Pour ce faire il développa les techniques du psychodrame (et du sociogramme) dont l'objectif est de mettre en évidence les problèmes du groupe afin de favoriser une catharsis sociale.

⁷⁰ Le jeu de rôle initial peut en effet soit être élaboré par l'animateur (ou l'expert) sur la seule base de ses connaissances de la situation, de ses dynamiques, et de sa compréhension des motivations des diverses parties prenantes, soit être élaboré collectivement et progressivement directement avec les futurs joueurs. Ce deuxième cas correspond au principe « *d'autoconception* » expérimenté et défendu notamment par Patrick D'Aquino dans divers travaux (I. Touré et al., 2004).

⁷¹ Voir également à ce sujet la thèse de William's Daré, *Comportements des acteurs dans le jeu et dans la réalité : indépendance ou correspondance ? Analyse sociologique de l'utilisation de jeux de rôles en aide à la concertation*, Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et Forêts, 2005.

⁷² Rappelons que le recours au JdR se structure selon un processus « *évolutif, itératif et continu* » (Collectif ComMod, 2003).

d'appuyer les processus cognitifs collectifs. Mais peut-il être réellement considéré comme un outil de structuration de la concertation ? S'il favorise très certainement la participation, l'expression et à un certain degré⁷³ la prise en compte des points de vue des différents participants, il s'agit malgré tout d'un dispositif assez lourd à mettre en place. En effet il n'est pas toujours simple de réunir en même temps et pour plusieurs phases de jeu l'ensemble des parties prenantes. Lorsque des acteurs non encore impliqués sont identifiés comme importants dans le système, il n'est pas non plus aisé de les rattacher *a posteriori* au processus collectif déjà engagé. En ce sens le jeu de rôle constitue un outil relativement « fermé »⁷⁴, dont les résultats sont difficilement discutables avec des personnes n'ayant pu prendre part directement aux phases de jeu. Par ailleurs lors des échanges en cours de jeu, il n'est pas évident que les joueurs s'investissent tous de la même façon. Chaque joueur dispose en effet de ses propres qualités oratoires et d'argumentation, et de sa propre capacité d'initiatives.

Ainsi, même si le jeu favorise la participation, l'investissement équilibré de l'ensemble de participants (c'est-à-dire en termes stratégiques le nivellement des jeux de pouvoir) repose pour l'essentiel sur la qualité de l'animation de la séance de jeu⁷⁵. Il nous semble donc difficile pour un jeu de rôle de structurer réellement une dynamique de concertation dans toutes ses dimensions, selon les principes que nous avons déjà définis. En revanche il nous semble que cet outil peut soutenir de façon efficace, mais ponctuelle, un processus de concertation déjà enclenché, et donc au moins en partie structuré. Le JdR ne guide pas la concertation, il la suit ponctuellement, et la soutient. *« L'objectif n'est pas ici de construire un jeu technologiquement cohérent, mais de faire formaliser graduellement, au fur et à mesure des besoins de concertation et uniquement en fonction de cela, les éléments qui semblent nécessaires aux acteurs pour progresser dans leur prise de décision »* (D'Aquino et al., 2002). En revanche c'est un outil puissant pour produire collectivement une connaissance partagée d'une situation et permettre à chaque participant de revoir la pertinence de son propre positionnement à la lumière de celui des autres et de leurs conséquences sur la dynamique du milieu.

3.3.2 Les Systèmes Multi-Agents

« La théorie des univers multi-agents (Ferber, 1994) est une théorie informatique qui vise à appréhender la coordination de processus autonomes en concurrence » (F. Bousquet et al., 1996) Un univers multi-agents se caractérise par la cohabitation de plusieurs « agents », interagissant entre eux et agissant sur des ressources extérieures dont ils influencent la dynamique d'évolution, selon des stratégies qui leurs sont propres. Un « agent » se définit comme *« un système informatique situé dans un environnement et capable d'actions autonomes dans le but d'atteindre ses objectifs »* (Wooldridge, 1999, cité par D. Bazile). Cela signifie qu'un agent peut très bien représenter un individu, un collectif, ou encore une ressource⁷⁶.

L'utilisation de la simulation multi-agents issue du domaine de l'intelligence artificielle distribuée est particulièrement pertinente pour la modélisation des interactions entre dynamiques sociales et dynamiques biologiques, comme c'est le cas notamment dans les situations de gestion des ressources naturelles (F. Bousquet et al., 2004). Elle permet en particulier de *« simuler les changements de règles de gestion et de mieux comprendre les*

⁷³ La mise au point de méthodes permettant l'évaluation de ce degré d'influence des points de vue de chaque acteur sur les conceptions des autres, et de ses variations liées à l'utilisation du JdR, constitue une voie de recherche intéressante qui reste à explorer.

⁷⁴ Voir à ce sujet la notion de « rallongement » proposée par la sociologie de la traduction (Cf. P1, Chapitre 3, § 2.1).

⁷⁵ Notons enfin que l'efficacité et la jouabilité d'un jeu de rôle sont très dépendantes du nombre de joueurs mobilisés. Plus ce nombre est élevé plus il est difficile d'assurer la fluidité du déroulement du jeu, et plus le rôle de l'animateur est important pour permettre à tous de participer. Néanmoins dans certains cas la seule présence dans la salle où se déroule le jeu de rôle peut permettre à quelqu'un de s'en approprier les principaux résultats.

⁷⁶ Dans le cas d'une ressource il n'y a évidemment aucune stratégie ni communication d'aucune sorte avec d'autres agents. En revanche, l'évolution de cet agent-ressource dépend de ses interactions avec les autres agents.

effets superposés des stratégies individuelles et des règles collectives » sur les dynamiques naturelles (D. Bazile et al., 2005). Conformément à la posture de la modélisation d'accompagnement (Cf. P1, Chapitre 3, § 3.5) qui postule l'imprédictibilité de l'évolution des systèmes complexes (tels que les systèmes écologiques et sociaux), le recours à la simulation multi-agent ne prétend pas « *prédire les futurs possibles, ni donner des éléments sûrs d'impacts de quelque action que ce soit [...], mais permettre aux acteurs locaux de progresser dans une représentation commune de plus en plus subtile de leur problématique, donc d'avancer ensemble vers des actions de plus en plus pertinentes* » (D'Aquino et al., 2002). L'objectif de la simulation est de permettre à chacune des parties prenantes de mieux comprendre l'impact de ses propres actions, comme celles des autres, sur l'évolution globale du système, et de proposer un support dynamique et interactif à l'élaboration de nouvelles règles collectives de gestion.

De la même façon que les JdR, les SMA sont donc des outils permettant de produire une connaissance partagée (en co-élaborant le modèle et en discutant les résultats des simulations) et éventuellement d'aider à la décision. Le principal intérêt du SMA vis-à-vis du JdR, réside dans la possibilité de faire facilement « tourner le modèle », donc de tester un plus grand nombre de comportements sur des échelles de temps plus longues. De plus son aspect visuel peut en faire potentiellement un bon support de représentation de l'information, susceptible de jouer un rôle pédagogique, de sensibilisation (M. Etienne et C. le Page, 2002).

En revanche, il n'est pas toujours simple pour les participants de se familiariser avec les logiciels informatiques, qui pour beaucoup constituent des boîtes noires dont il faut se méfier. Ceci suppose donc que les utilisateurs puissent participer à l'élaboration du modèle informatique, du moins en définissent les principales règles d'interactions entre agents, ainsi que l'état initial du système global, afin de limiter ce travers. Ceci n'étant pas toujours évident à mettre en place directement à partir de l'interface informatique, les chercheurs du collectif ComMod ont à différentes reprises choisi de combiner JdR et SMA, selon diverses méthodes (par exemple l'autoconception). Le JdR y est utilisé comme cadre pour stimuler des échanges, soit afin de définir collectivement les règles de fonctionnement du système global et les comportements individuels et collectifs envisageables⁷⁷, soit pour faciliter l'explication de ces règles définies en amont par les chercheurs et les confronter aux points de vues des acteurs.

En favorisant l'émergence de comportements innovants au cours des simulations (JdR) et en stimulant l'imagination des joueurs dans l'élaboration de stratégies de gestion (SMA), ces approches constituent de puissants outils d'aide à la réflexion et à la décision. Ils offrent de plus l'opportunité à chacun de mieux connaître les activités et les contraintes de l'autre, et en ce sens facilitent un aspect crucial de toute dynamique de concertation : le partage des représentations et des logiques d'acteurs (M. Etienne et C. le Page, 2002). Par ailleurs en proposant une analyse collective des effets potentiels des décisions d'action (individuelles et collectives) sur la dynamique du système, le recours au SMA favorise également la prise en compte réelle de la diversité des points de vue. Mais tout comme nous l'avons vu pour les JdR, l'utilisation du SMA pour structurer de manière efficace un processus de concertation impliquerait que toutes les parties prenantes puissent être simultanément impliquées dès le départ, et que l'équilibre entre participants au sein des échanges soit assuré par l'animateur, ce qui peut parfois poser problème.

⁷⁷ Selon [P. d'Aquino et al., 2002] « *les tests réalisés montrent que trois jours ont suffi pour obtenir l'apprentissage recherché, depuis la maîtrise de la carte papier jusqu'à la simulation croisant SMA et SIG. Le faible niveau d'instruction des participants (taux d'analphabétisme très important) n'a pas constitué un obstacle à l'usage de telles simulations informatiques. Grâce à la phase de conception et au test du jeu qui a suivi, ils sont devenus tout à fait capables d'interpréter les résultats des modèles et ont parfaitement intégré la distance entre les modèles et la réalité* ».

3.4 Face aux caractéristiques des outils existants, quelle place pour la Vidéo Participative ?

Au regard des limites des outils existants, des exigences de notre conception de « l'idéal-type du processus de concertation », et des résultats des expériences pionnières de VP (Cf. P1, Chapitre 1, § 3.3), il semble que l'utilisation participative de la vidéo puisse présenter certains atouts en termes d'aide et de structuration de la concertation. Encore faut-il se donner les moyens expérimentaux de tester ces atouts.

De tels moyens doivent nous permettre de répondre notamment aux questions suivantes, issues de l'analyse des outils existants : La Vidéo Participative est-elle un outil susceptible de structurer le processus de concertation dans son ensemble ? C'est-à-dire est-ce un outil facilitant l'expression de chacun, le dépassement des inégalités de compétences et de niveau d'instruction entre les participants, et est-ce un outil « ouvert » à une éventuelle incorporation tardive de nouveaux participants ? Permet-il d'impliquer si nécessaire l'ensemble des parties prenantes dans le processus ? Au-delà, l'observation des outils existants nous amène à nous demander s'il s'agit d'une boîte noire de plus dont le fonctionnement et les résultats échappent à la compréhension et au contrôle des acteurs locaux. Est-ce un outil susceptible d'apporter une aide à la décision ? Est-ce un outil pouvant être complémentaire de ces autres outils évoqués plus haut ? Est-ce un outil permettant de soulager la responsabilité de l'intervenant ou de l'animateur en termes de réduction des asymétries entre acteurs ?

Evidemment la Vidéo Participative ne peut pas être la solution à tous ces maux et ne créera pas de miracle pour la mise au point d'un processus de concertation. Il conviendra donc d'identifier avec soin les inconvénients et désavantages du recours à la vidéo par rapport aux outils existants et aux objectifs poursuivis. Nous proposerons dans la cinquième partie, après analyse des résultats de nos expériences de terrain, une ébauche d'analyse comparative entre la VP et les principaux outils que nous venons de présenter, et notamment les outils de modélisation d'accompagnement (Cf. P1, Chapitre 2, § 3.3). Il faut également garder à l'esprit que même si les modalités des processus de concertation sont généralement spécifiques au contexte de mise en place, et donc supposent des outils de structuration extrêmement flexibles, ils peuvent être décomposés en différents temps, liés à différents objectifs successifs et différents modes de fonctionnement (Cf. P1, Chapitre 2, § 2.1). On devra donc s'interroger sur les potentialités offertes par le recours à la VP en fonction du ou des moments de la concertation où a lieu l'intervention.

Section 4 : Construction de la question et des hypothèses de recherche

4.1 De la qualité des processus de concertation et des potentialités des démarches de VP

Nous avons parcouru dans les précédentes sections toute la diversité des processus de concertation existants. Nous avons souligné leur utilisation de plus en plus fréquente, notamment dans le cadre de la gestion territoriale, ainsi que leurs principales caractéristiques (Cf. P1, Chapitre 2, Section 2). Nous avons également passé en revue les principaux outils et méthodes mis à disposition des décideurs, des experts ou autres animateurs pour accompagner, à différents moments, ces processus collectifs (Cf. P1, Chapitre 2, Section 3). Cette rapide analyse a montré que du côté des outils et méthodes d'appui à la concertation, il reste un certain nombre d'obstacles à franchir si l'on souhaite garantir une certaine « qualité »

de ces processus (Cf. P1, Chapitre 2, § 2.4). Nous avons alors explicité l'intérêt potentiel d'outils permettant d'assurer, au moins en partie, une « structuration » de la concertation favorisant sa qualité potentielle. S'il n'est pas pour autant question de déconsidérer totalement une approche centrée sur la pertinence du résultat de la réflexion collective, ces outils dits « de structuration » mettent malgré tout l'accent sur le processus plutôt que sur le produit de la concertation (Cf. P1, Chapitre 2, § 2.4).

Nous l'avons vu (Cf. P1, Chapitre 2, § 2.4.3), de tels outils doivent permettre (i) de valoriser les modes d'interactions locaux préexistants pour renforcer la légitimité et l'impact de la concertation ; (ii) l'identification et l'implication, sous une forme ou une autre et au bon moment, de l'ensemble des acteurs appropriés, pour permettre l'avancement de la concertation ; (iii) l'équilibrage des poids des participants, que ce soit dans la réflexion collective ou dans la ou les décisions finales si elles existent, en permettant notamment l'expression et l'écoute de tous et le dépassement des différences d'instruction, de langage, de rationalités, de valeurs, de pouvoir, etc. ; (iv) un partage plus égal des diverses informations et connaissances disponibles sur l'objet de la concertation et nécessaires à sa bonne compréhension. Nous avons vu également que de tels outils et méthodes, lorsqu'ils autorisent une maîtrise réelle du processus par le propre collectif engagé dans la concertation, constituent bien souvent un plus pour la pérennisation du fruit des discussions et l'adéquation avec les attentes locales des éventuelles décisions qui en sont issues⁷⁸ (Cf. P1, Chapitre 1 § 2.7). Ces outils sont également censés garantir une certaine ouverture au processus, et éventuellement permettre l'incorporation de nouveaux participants, si le besoin s'en fait sentir au sein du collectif ou à l'extérieur, et lorsque le collectif est effectivement prêt à les accueillir. Enfin, ces outils et les hypothèses justifiant leur recours doivent être pleinement intelligibles pour l'ensemble des parties prenantes de façon à ne pas être perçus comme des boîtes noires, et limiter les risques de manipulation par certains acteurs qui chercheraient uniquement à en convaincre d'autres du bien fondé de leur point de vue (Cf. P1, Chapitre 2, Section 3).

Parallèlement, les descriptions de quelques-unes des expériences pionnières qualifiées de « Vidéo Participative » (Cf. P1, Chapitre 1, Section 3) nous ont permis d'identifier, en nous fiant aux dires de leurs promoteurs, un certain nombre d'atouts et de potentialités propres à ce type de démarche en ce qui concerne la mise en place et la régulation de nouvelles formes d'interactions et de nouveaux canaux de communication entre acteurs. Parmi les plus intéressants, nous pouvons citer plus particulièrement : l'interactivité, la transportabilité et la reproductibilité, l'intelligibilité, la mise sur un pied d'égalité, et l'ouverture (Cf. P1, Chapitre 1, § 3.3). Enfin, si dans les années 60 et 70 les expériences de Vidéo Participative étaient relativement lourdes à mettre en œuvre, nous avons vu que l'évolution technologique des 15 dernières années laisse entrevoir aujourd'hui de nouvelles perspectives d'utilisation de ces démarches, plus opérationnelles et moins coûteuses (Cf. P1, Chapitre 2, § 1.1).

Tout ceci nous amène finalement à nous poser la question de la pertinence d'un éventuel recours à une démarche de Vidéo Participative pour structurer un processus de concertation. Afin d'apporter des éléments de réponse à cette interrogation, et du fait du relativement faible nombre d'interventions de VP intimement associées à un processus de ce type, il nous faut conduire nos propres expérimentations de terrain.

Nous allons voir pourquoi la gestion des ressources naturelles nous a semblé constituer un champ d'application particulièrement adapté.

⁷⁸ Même si comme nous le verrons, le rôle et l'importance de « personnes-moteurs » (qu'il s'agisse de porteurs de projet, d'experts...) éventuellement externes à la problématique peuvent être extrêmement bénéfiques à l'avancement du processus de concertation.

4.2 De l'importance de la concertation dans la gestion des ressources naturelles

La bonne gestion des ressources naturelles est aujourd'hui un enjeu majeur, perçu par l'ensemble de la communauté scientifique. Selon Jacques Weber : « *De nombreux conflits sont perçus comme politiques ou religieux, qui plongent en fait leurs racines dans des conflits d'accès à ou d'usage des ressources renouvelables. Ainsi se présentent les guerres entre Mauritanie et Sénégal, entre Israéliens et Palestiniens, la révolte casamançaise, les conflits supposés « ethniques » en Assam et ailleurs (Homer- Dixon et al., 1993) ou le durcissement des relations entre l'Egypte et le Soudan pour la maîtrise du Nil* » (Weber J., 1995). Si les besoins en ressources naturelles sont partagés par l'ensemble de l'humanité, leur répartition non homogène sur la Terre entraîne des phénomènes de dépendance, des jalousies, et des conflits parfois extrêmement violents. Et l'accroissement incessant de la population mondiale accentue un peu plus encore la pression sur ces ressources.

Puisque les ressources naturelles existent en quantité limitée et que leurs usages et leurs usagers sont multiples, il est indispensable d'organiser leur partage, et la mise au point d'une gestion adéquate suppose généralement la mise en confrontation de points de vue et d'intérêts divers, parfois contradictoires. La nécessité de trouver un mode de gouvernance respectueux de l'ensemble des besoins du groupe conduit à la mise en œuvre de processus multi-acteurs de concertation. Car bien que situées le plus souvent dans des espaces d'appropriation privée, les ressources naturelles sont fondamentalement des biens communs⁷⁹, qu'il faut être en mesure de gérer collectivement pour ménager les intérêts individuels et assurer au mieux l'intérêt général (Beuret J-E, Tréhet C., 2001). C'est la multifonctionnalité des ressources naturelles qui explique la grande diversité des usages et donc des usagers, et la multiplication d'intérêts individuels souvent divergents. Et c'est notamment le caractère vital de l'accès à ces ressources naturelles - à plus ou moins long terme - qui explique que leur bonne gestion relève de l'intérêt collectif.

Hardin montrait à la fin des années 60 que sous de telles contraintes sociales, une ressource commune laissée en libre accès (sans limite ni contrôle) était vouée à la surexploitation et finalement à la dilapidation. À l'époque, il qualifia un peu rapidement cette dynamique de « *tragédie des communaux* » ou « *tragédie des biens communs* », ce qui permit dans un premier temps à certains de soutenir l'idée de la nécessité d'une appropriation privée de ces ressources (Hardin G., 1968). Aujourd'hui il est clair que ce n'est pas le caractère commun de la ressource qui explique sa dilapidation, mais bien le fait qu'elle soit en libre accès, et que l'intérêt collectif n'est pas la somme des intérêts individuels. Or il existe de nombreuses modalités de régulation et de contrôle de l'accès à des ressources demeurées communes permettant d'assurer leur pérennité. Localement, la définition de ces modalités constitue justement tout l'enjeu de la mise en place de processus de dialogue entre acteurs. Un peu partout, lorsque de nouveaux usages entrent en compétition avec les usages traditionnels ou que la disponibilité des ressources est menacée, s'il existe une réelle volonté politique de les maintenir sous un régime d'appropriation collective alors des processus de concertation peuvent être mis en place. De la qualité et de la légitimité de ces processus vont dépendre la préservation à long terme de l'accès pour tous à ces ressources et la satisfaction d'un certain nombre d'intérêts individuels et collectifs, dans le respect des modes de vie existants, assurant ainsi une certaine stabilité sociale.

⁷⁹ Malgré l'indéniable dynamique d'appropriation privée observée ces dernières années et soulignée notamment par J. Weber, 1995

Encadré 1 : L'importance de la volonté politique dans la mise en place et le déroulement des processus de concertation autour de la GRN

Nous venons de le souligner, la volonté politique est primordiale au sein de ces processus de concertation, du fait de la nécessité de pouvoir compter sur une orientation claire vis-à-vis du devenir des ressources naturelles et de leurs usages. C'est aussi au travers d'un soutien politique appuyé que la qualité du processus peut être assurée. Cela ne veut pas dire que la concertation ne puisse pas en retour contribuer à définir ou préciser cette orientation politique, mais signifie qu'un certain nombre de principes relatifs à la gestion des ressources naturelles doivent être garantis par l'action politique comme par exemple : le maintien d'un régime d'appropriation collectif ; une certaine équité dans le partage de l'accès aux ressources ; la priorité accordée aux besoins vitaux par rapport aux besoins économiques ; etc. Bien sûr ces choix ne dépendent au départ que des autorités politiques locales et légitimes, et tous les scénarii de gestion sont donc envisageables, avec des objectifs très divers selon les situations. Quels qu'ils soient, ces choix politiques serviront de ligne directrice pour l'avancement de la concertation, et de référentiels permettant le positionnement de chaque partie prenante les unes par rapport aux autres. Enfin, si la volonté politique précède sans aucun doute et donc autorise la concertation, l'existence même d'un processus de concertation reflète malgré tout la non immuabilité des ces choix politiques.

Finalement la concertation n'est pas LA réponse unique et universelle aux difficultés de gestion des ressources naturelles : tout d'abord elle ne peut être mise en place que sous certaines conditions, puis la qualité même de son déroulement, sa légitimité, dépendent à nouveau d'autres conditions et la pertinence de son issue n'est en rien assurée. Cela sous-entend donc que quelle que soit la qualité de l'outil ou de la démarche utilisés pour accompagner la concertation, le contexte local de mise en place reste le premier déterminant de la qualité du processus.

Face à l'importance des enjeux associés à la gestion des ressources naturelles et à leur prégnance actuelle dans de nombreux pays (au Nord comme au Sud), et face à la nécessité d'instaurer des espaces de dialogue entre les différents usagers d'une même ressource, à la complexité des systèmes d'acteurs impliqués et aux grandes inégalités qui règnent en leur sein, il nous a semblé particulièrement intéressant de tester l'utilisation des démarches de Vidéo Participative dans ce contexte, pour accompagner les processus de concertation. Si nos terrains d'étude se situent tous au Sud, au travers de nos expérimentations nous espérons néanmoins interroger les possibles conséquences d'un recours à la VP sur le déroulement des processus de concertation dans leur ensemble, qu'ils traitent de ressources naturelles ou pas, et qu'ils se déroulent au Nord ou au Sud.

4.3 Formulation de la question principale et des hypothèses de recherche

Comme nous l'avons exposé au travers de la définition que nous proposons (Cf. P1, Chapitre 2, § 1.2), le principal point commun des démarches de VP, en dehors de la présence d'une caméra, est l'établissement de collaborations diverses (plus ou moins temporaires, stables, et formalisées). Ces collaborations s'établissent entre les membres du système d'acteurs concernés par une problématique donnée (intervenant vidéo compris), à l'occasion des différents temps de la construction d'une ou plusieurs productions audiovisuelles destinées à faire avancer le débat. En ce sens la vidéo se veut finalement une sorte de prétexte pour susciter des collaborations et favoriser des rapprochements entre acteurs. La question de ces interactions aux modalités extrêmement variées est donc centrale dans ces démarches et renvoie à la notion de « participation » des différents acteurs à la réflexion collective et

éventuellement à la prise de décision finale. Les collaborations spécifiques à la réalisation de vidéos permettent-elles de favoriser la participation des uns et des autres à ces processus plus profonds de réflexion ? Selon leurs modalités, peuvent-elles avoir des impacts différents sur cette participation ? Et finalement au travers de la mise en œuvre de ces coordinations est-il possible d'assurer une certaine qualité au processus de concertation ? Ces formes d'interaction se traduisent par le partage d'un certain nombre de fonctions entre des acteurs parfois très différents. Quel est l'impact des modes de répartition de ces fonctions sur les critères d'évaluation des processus de concertation que nous avons identifié ?

Telles sont les interrogations qui nous paraissent essentielles dans le cadre de notre travail de recherche sur la Vidéo Participative ; il nous semble possible de synthétiser ces questionnements, qui guideront toute la suite de notre recherche, au travers de la question suivante :

Dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation d'une vidéo au sein d'un processus de réflexion collective, dans quelle mesure la répartition des fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur peut-elle influencer sur la qualité de la concertation ?

Au-delà de l'influence du partage des fonctions de producteurs, d'acteurs et de spectateurs sur la structuration de la concertation, il est bien sûr important de questionner ses répercussions sur le résultat même de cette concertation, autre indicateur de sa qualité. Ce résultat, nous l'avons vu, peut être des plus concrets et correspondre à des décisions d'actions précises, comme il peut être moins substantiel et participer simplement de l'évolution, dans une direction commune, des modes de pensées, des logiques de chaque acteur (ou tout du moins de quelques uns). En effet, la mise en œuvre d'une dynamique d'intercompréhension entre acteurs aux intérêts divergents constitue déjà en soi un résultat positif, susceptible de servir de tremplin pour l'élaboration future d'actions concrètes. Un cycle complet de concertation est souvent très long. Pour pouvoir en analyser le déroulement et les résultats tout en multipliant les expériences, nos interventions de VP devront être limitées dans le temps et vraisemblablement correspondre à l'accompagnement d'une étape bien particulière d'un processus de concertation à plus grande échelle. Cependant, il semble tout à fait envisageable qu'au cours de cette étape relativement courte, le fait de partager une activité particulière et nouvelle et d'échanger des points de vue autour de cette activité puisse justement permettre ce type d'évolution collective convergente ou intégrative des points de vue des uns et des autres. N'est-ce pas, après tout, ce que Snowden confie avoir observé lors du *Fogo Process* de 1967 ? Nous nous proposons de vérifier ou non sur nos propres terrains la validité de cette supposition en questionnant l'hypothèse suivante, qui revient pour simplifier à s'intéresser aux résultats du processus de concertation :

H1- La réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement aide à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales

Si H1 s'intéresse aux résultats du processus de concertation, H2 va prendre en compte l'autre aspect primordial de la qualité de la concertation : la qualité du processus en lui-même, de son déroulement, conformément aux indicateurs que nous avons présentés (Cf. P 1, Chapitre2, § 2.4). Il importe donc de s'interroger sur la capacité du recours à la VP à structurer le processus collectif, à lui garantir diverses règles et principes de fonctionnement qui seront autant de gages de la qualité de la concertation :

H2- La réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective

Enfin, nous avons évoqué plus haut l'existence de diverses modalités possibles de partage des fonctions, de collaborations autour de la réalisation d'une vidéo. On peut envisager par exemple que pour une fonction spécifique, le partage ne s'effectue qu'entre un certain nombre d'acteurs du système et non pas l'ensemble des acteurs concernés. Autre exemple, il peut parfois être compliqué (logistiquement comme diplomatiquement) de solliciter l'implication effective de hauts représentants politiques sur toute la durée du processus de VP, alors que leur participation en tant que « simples » spectateurs finaux peut s'avérer plus facile à mettre en œuvre et peut-être même tout aussi efficace. On peut également anticiper le fait qu'au sein d'une fonction donnée, les différents acteurs concernés s'investiront différemment les uns des autres et que certains seront plus impliqués que d'autres... Il est donc possible de définir une infinité de modalités de partage des fonctions. De plus, si ce partage initial est important, ce qu'en font les acteurs par la suite l'est tout autant. Ainsi il nous faudra également souligner à un second niveau d'analyse comment les différents acteurs de la situation remplissent ces fonctions, en identifiant notamment les rôles endossés par chacun. Un rôle, sociologiquement parlant, doit s'entendre comme un « statut » englobant la fonction remplie au cours de la démarche mais également la légitimité, la posture ou encore les motivations d'un acteur. Ainsi, une même fonction interprétée par deux personnes différentes peut donner lieu à deux rôles bien distincts.

Si nous pouvons nous interroger quant à la pertinence du recours à la VP pour appuyer un processus de concertation, comme nous le faisons au travers des hypothèses H1 et H2, il semble important de pousser un peu plus le raisonnement et d'interroger l'impact sur la qualité de la concertation des degrés et modalités de participation des acteurs à la démarche. En effet, est-ce que plus la vidéo est réalisée de façon participative (à savoir que le maximum de fonctions sont remplies conjointement par un maximum des acteurs concernés par la problématique) plus la qualité de la concertation est assurée ? Sans préjuger aucunement de la réponse à cette question, nous la formulerons comme une hypothèse de recherche que nos expérimentations de terrain tenteront de réfuter. Notre troisième et dernière hypothèse est ainsi la suivante :

H3- Plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation - et notamment son appropriation et sa durabilité - est assurée

Ces trois hypothèses, permettant d'approfondir ou de préciser notre question de recherche principale, guideront toute la suite de notre travail. Selon l'approche hypothético-déductive classique nous chercherons à les tester sur le terrain en nous concentrant essentiellement sur leur invalidation. Le test de ces hypothèses va donc orienter notre choix de terrains d'expérimentations mais également les différentes démarches que nous suivrons sur chacun de ces terrains, ainsi que tout notre dispositif de recueil et d'analyse des données.

Il s'agit maintenant pour nous de solliciter les référents théoriques qui nous semblent les plus judicieux pour obtenir des outils d'analyse qui nous permettront de reformuler et de discuter la véracité de ces hypothèses.

Chapitre III

Choix des terrains d'étude et élaboration des protocoles d'expérimentation

Section 1 : Choix raisonné des sites d'études

1.1 Une expérimentation de terrain indispensable à la récolte de données pertinentes

Si l'utilisation participative de l'outil vidéo dans la pratique du développement n'est pas une approche nouvelle, elle reste dans la très grande majorité des cas le fait de praticiens certains de ses qualités et convaincus de son intérêt sur le terrain. Il n'existe donc qu'une assez rare documentation de nature scientifique analysant finement les méthodes employées et leurs résultats, ou fournissant les éléments permettant à d'autres d'effectuer cette analyse⁸⁰. L'état de l'art dans le domaine révèle que la prise de recul critique sur ces pratiques reste minime. De plus, notre approche supposait que nous disposions de données obtenues dans le cadre spécifique de l'accompagnement d'un processus de concertation. Or nous n'avons recensé que très peu d'expériences de vidéo participative dans ce contexte précis.

Pour obtenir des données fiables et précises permettant la réalisation de notre travail de recherche, nous devons donc nécessairement expérimenter cet outil par nous-mêmes sur le terrain. Par ailleurs, notre formation première d'ingénieurs agronomes en développement agricole nous permettait d'intervenir très concrètement dans les projets de développement qui allaient accueillir nos expérimentations. Il s'agit donc fondamentalement d'un travail de recherche – action dans lequel les acteurs locaux n'ont pas le rôle de cobayes, mais sont bel et bien en attente de résultats concrets et positifs de notre « expérimentation – intervention » pour essayer d'améliorer leur quotidien. Ce sont ces pistes de développement que nous avons la volonté, et même l'obligation morale, de chercher à leur fournir. Nous soulignons plus loin l'ambiguïté de ce positionnement (Cf. P 1, Chapitre 3, § 4.1).

1.2 Les différents scénarii envisageables pour organiser nos expérimentations de terrain

Dans l'optique de réaliser notre travail de recherche en trois ans, deux types de protocoles de recherche étaient envisageables selon nous afin de produire la matière première

⁸⁰ Il existe tout de même un certain nombre d'articles et d'études pertinents. Nous pensons notamment aux écrits d'Hassane Kemmoun et Marcel Kuper, mais aussi à ceux de Lars Johansson et Bernhard Huber.

nécessaire à alimenter notre réflexion. Chacun de ces protocoles présentait des avantages et des inconvénients.

- **Protocole 1 : une ou plusieurs expérimentations menées sur un seul terrain,** avec une intervention potentiellement décomposée en plusieurs phases. L'intérêt de cette approche est de ne pas contraindre *a priori* nos choix de méthode par des exigences temporelles, et de pouvoir suivre sur un laps de temps significatif un processus de concertation qui est en général assez long (de quelques mois à quelques années). Elle permet en outre de disposer de plus de moyens pour analyser finement le système d'acteurs local et son évolution tout au long de l'accompagnement. Le temps est souvent le facteur limitant pour l'analyse des processus d'appropriation locale des résultats d'une intervention.
En se concentrant sur un seul terrain, il est également envisageable de travailler avec les mêmes catégories d'acteurs sur différentes problématiques, ou simplement dans des lieux légèrement distants, afin de procéder à des exercices de comparaison, de tester différentes méthodes d'intervention, d'évaluer les effets d'habituation des acteurs locaux au recours à la vidéo.
- **Protocole 2 : des expérimentations menées sur plusieurs terrains contrastés.** L'intérêt de cette approche est de pouvoir tester la pertinence ou l'impact du recours à l'outil vidéo de façon participative sur des organisations sociales diverses, régies par des conventions différentes et disposant de références culturelles et de rapports au média audiovisuel différents. Des systèmes d'acteurs contrastés peuvent ainsi faire l'objet de l'étude, et des méthodes d'intervention variées peuvent être utilisées et comparées sans crainte qu'une phase préalable de l'expérimentation ait introduit un biais quelconque. Cette comparaison axée sur la démarche d'accompagnement est néanmoins rendue complexe par la différence entre les terrains.

Globalement le premier protocole suppose de faire légèrement l'impasse sur l'influence des aspects socioculturels dans la relation des individus au média audiovisuel et dans leurs pratiques de la concertation, tout en offrant des perspectives intéressantes du point de vue de la finesse de l'observation et du recueil de données. Le second protocole quant à lui présente un fort potentiel comparatif (évaluer un même indicateur dans des contextes très différents fourni des armes pour discuter la pertinence de cet indicateur), mais suppose un travail d'observation et d'analyse plus rapide et de fait moins complet.

1.3 Un choix des terrains déterminé par nos contraintes matérielles

Ce sont nos conditions de financement qui ont conditionné pour l'essentiel nos choix de terrains, et non des considérations scientifiques. Il faut reconnaître que c'est là le lot de nombre de jeunes chercheurs qui ne disposent que rarement des moyens de maîtriser pleinement le déroulement de leurs recherches. Ne bénéficiant d'aucune allocation pour la réalisation de nos travaux, les quelques sources de financement dont nous avons pu bénéficier étaient dépendantes de nos interventions de terrain⁸¹. C'est donc bien en fonction des opportunités de financements que nos terrains ont été déterminés⁸². Nous avons ainsi été

⁸¹ Précisons tout de même que le Cirad nous aura permis de terminer notre travail en nous employant comme stagiaires durant les quelques mois nécessaires à la rédaction du présent manuscrit. Nous remercions une nouvelle fois ceux qui, au sein de l'institution, ont su défendre nos intérêts dans un contexte pas toujours facile.

⁸² Un réseau de chercheurs et d'institutions intervenant en Amérique du Sud (TRANSAMAZONIA) nous a financé notre premier terrain d'étude, grâce aux contacts du Cirad. Notre second terrain fut obtenu après le gain d'un appel d'offre international auquel nous avons répondu en nous associant avec un bureau d'étude français, l'Iram, dont les membres ont accepté de nous faire confiance (<http://www.iram.asso.fr/>).

contraints de suivre le second protocole (cf. supra), mais malheureusement sans pouvoir non plus réellement choisir nos terrains.

A l'origine nous aurions souhaité suivre une approche de type « avant/après », qui consiste à intervenir au sein d'un processus de concertation amorcé de longue date mais ne présentant jusqu'à présent que de faibles avancées. Ceci permet de tester le potentiel réel de l'outil vidéo dans une situation de blocage.

Ces contraintes n'enlèvent pas pour autant tout l'intérêt qu'ont pu présenter nos différents terrains d'études, l'Equateur et le Mali, auxquels nous avons décidé d'ajouter notre première expérience de vidéo participative en Bolivie, effectuée deux ans avant le début de ce travail de thèse, en 2003, dans le cadre d'un stage long dans un centre de recherche.

Insistons sur certaines contraintes liées à ce « choix subit » des terrains d'expérimentation. Tout d'abord ces interventions s'inscrivent toutes deux dans le cadre de projets. Or un contexte de projet sous-entend : une durée d'intervention strictement limitée ; des marges de manoeuvre politiques définies ; un commanditaire clairement identifié et donc une absence de réelle neutralité ; et surtout des objectifs de résultats précis et souvent prédéfinis. Ces contraintes inhérentes à la mise en oeuvre de projets constituent autant d'obstacles au développement d'un protocole de recherche rigoureux, et de surcroît prétendant suivre une approche participative, telle que nous en avons défini le concept dans la première partie. Parallèlement, il n'y avait de véritable processus de réflexion collective engagé avant notre intervention sur aucun des deux terrains, dans chacun des cas le porteur de projet nous demandait de le susciter. En ce sens, nos interventions ne résultaient pas directement d'une demande ni même d'un besoin local clair, ce qui pouvait poser des difficultés pour notre légitimité et l'implication des acteurs locaux. Toutes ces contraintes liées au contexte de mission ont pesé fortement sur le déroulement de nos expérimentations et sur les différents résultats que nous avons pu obtenir. Il nous faudra donc en montrer les conséquences concrètes avec soin tout au long de l'analyse de ces terrains.

1.4 Atouts et contraintes d'expérimentations dans des contextes culturels variés

Même si les aspects financiers ont assez largement décidé du protocole à notre place, l'approche pluriculturelle d'un même principe d'accompagnement s'avère passionnante.

La culture renvoie aux valeurs présentes dans une société, à l'univers des symboles et des représentations, aux « *mentalités collectives* », l'ensemble de ces conceptions nationales, régionales et même locales, et en marge aux institutions chargées de les transmettre (comme en France la famille, ou l'Eglise). Bernoux souligne que la confusion autour de la signification du terme a jeté un discrédit sur la notion (Bernoux P., 1990), également du à l'extrémisme explicatif des écoles culturalistes (qui accordent à la culture le statut d'élément explicatif majeur dans la marche des sociétés)⁸³. Mais sans en faire une explication systématique déterministe, et sans vouloir attiser un débat sémantique avec une utilisation trop imprécise du terme, la culture des individus peut tout de même aider à comprendre certains de leurs comportements. Les acteurs, même s'ils restent généralement libres de leurs choix, sont influencés par la tradition et les valeurs véhiculées par leur société d'appartenance et qu'ils ont reçues en héritage. Et nous jugeons cela d'autant plus vrai dans des sociétés dites « traditionnelles »⁸⁴ qui, du fait bien souvent de leur isolement géographique, de leur

⁸³ Courants inspirés des travaux des anthropologues comme Ruth Benedict (*Patterns of Culture*, 1934), Ralph Linton (*Le fondement culturel de la personnalité*, 1945, ou *The Tree of Culture*, 1955) ou Margareth Mead (*Male and Female. A Study of Sexes in a Changing World*, 1949, *Changer de vie ou la transformation culturelle : Manus, 1928-1953*, 1956)

⁸⁴ Les sociétés indiennes communautaires d'Amérique latine, par exemple, où des modes de concertation et de prise de décision collective particuliers n'ont d'ailleurs pas attendu les théories sociologiques pour se mettre en place, fonctionner et se réguler.

dénouement matériel et d'une forte conscience de leur identité, ont résisté au phénomène mondial de standardisation culturelle auquel nous assistons aujourd'hui.

Garder à l'esprit cette approche culturaliste doit nous permettre lors de nos travaux de terrain de ne pas attribuer au processus d'accompagnement vidéo un événement ou un résultat fondamentalement dû à des caractéristiques propres aux populations avec lesquelles nous travaillons, et socialement élaborées. Le travail dans des sociétés radicalement différentes présente dès lors un intérêt majeur pour affiner notre capacité de discernement.

De la même manière dans les années 60, les courants culturalistes anglo-américains de sociologie des organisations braquent la lumière sur l'importance des contextes nationaux, régionaux et locaux sur le fonctionnement des groupes humains : règles non écrites, coutumes, histoire, symboles, etc. Leur thèse est qu'on ne peut pas avoir une approche de l'organisation exactement identique dans deux contextes différents. La branche « critique » du courant contemporain de l'analyse institutionnelle porte de la même manière son attention sur la globalisation souvent inadaptée des modèles organisationnels. Et le phénomène global de mondialisation a depuis conduit à généraliser cette réflexion à de nombreux domaines, sociaux, économiques, politiques, juridiques⁸⁵. En ce qui nous concerne et à notre échelle, la préoccupation est la même : utiliser ou promouvoir des démarches pré conceptualisées de concertation appuyée par vidéo semble inopportun. Des normes implicites aux rites locaux les plus explicites, il existe de nombreuses composantes de la société locale qui ne pourront être prises en compte dans une méthode « clef en main », et une action sur le terrain les méconnaissant ou les ignorant peut s'avérer contre-productive. Les différences entre les terrains, entre les méthodes successives, et l'interaction entre la méthode et le contexte sont donc à considérer avec intérêt. Car sans être un obstacle systématique, le travail dans différents « contextes culturels » est source de difficultés. Mais il est surtout extrêmement riche et intéressant, et permet de fournir des éléments de généralisation hors contexte et de questionner l'adaptabilité de l'approche vidéo.

Finalement nous avons eu la chance d'intervenir dans des situations radicalement différentes, et cette diversité est venue enrichir considérablement notre travail. Par ailleurs la possibilité de tester diverses approches sur le terrain nous a fourni les meilleures conditions pour tester l'influence de différents paramètres, et nous a permis de mettre à l'épreuve l'opérationnalité du recours à la vidéo participative.

Section 2 : Les outils d'analyse théorique mobilisés dans la recherche

L'objet de cette section est l'exposition de notre positionnement théorique afin d'explicitier les concepts, l'angle d'étude et le vocabulaire que nous utiliserons pour décrire et analyser par la suite les processus de concertation dans lesquels nous sommes intervenus. Nous construirons ainsi notre approche autour d'une synthèse entre la sociologie des organisations, l'ASGE, la sociologie de la critique, les médiations territoriales, les objets intermédiaires et l'interactionnisme symbolique. Après un bref exposé de ces références théoriques, nous extrairons à la fois des principes à visée opérationnelle (conduite des interventions sur le terrain) et des outils ou des concepts pour analyser le résultat de nos expérimentations (notamment différentes reformulations des hypothèses de recherche sous forme de questions permettant de guider leur appréciation).

⁸⁵ Voir notamment en première partie les approches de la communication

2.1 La sociologie des organisations

La sociologie des organisations constitue un référent théorique de première importance pour notre recherche, en ce qu'elle mobilise des concepts clefs pour l'étude des processus de concertation ou de co-action : acteurs, intérêts et stratégies, relations et pouvoir, parmi d'autres.

Alors que les premières études du phénomène organisationnel apparaissent dès la fin du XIX^{ème} siècle⁸⁶, les développements qui vont particulièrement nous intéresser ici sont ceux d'après-guerre en Angleterre et aux Etats-Unis, et les courants actuels qui s'en inspirent. Si la sociologie des organisations fut inventée et théorisée dans et pour l'entreprise, le corpus est très largement extrapolable aux relations entre acteurs organisés durablement ou temporairement autour d'un objet commun, et donc à notre champ de recherche en particulier. Derrière « organisation » se trouve en effet la notion de « coordination pour l'action collective ».

La sociologie des organisations se démarque à l'origine en ce qu'elle insiste sur l'émergence et l'importance de problèmes qui ne sont plus seulement techniques mais d'organisation des institutions : gestion d'interactions, rapports de force, communication, etc. L'école sociotechnique développée en Angleterre dans les années 50 soutient la thèse d'une interdépendance entre les facteurs techniques et humains, et présente donc l'organisation comme un système formé de l'interaction de deux autres : le technique et le social. L'optimisation des rapports entre ces deux systèmes, et donc de l'organisation, passe surtout à travers une meilleure connaissance de la technique⁸⁷. Dans cette approche sociotechnique, le système technique est une des conditions déterminant le système social, mais ce dernier est autonome et plusieurs systèmes sociaux sont possibles pour un même système technique. Mais d'autres vont plus loin : les différents courants de pensée précédant les théories de l'acteur stratégique⁸⁸ sont perçus par les défenseurs de cette analyse comme des moyens manipulatoires d'adapter l'homme à son travail en séparant d'un côté le domaine du concret, du prévisible, du solide et de l'objectivable : le technique ; et de l'autre l'impondérable, le flou, l'imprécis : le social. Il s'agit pour eux de remettre l'acteur au centre d'une analyse des organisations jugée trop structuraliste.

2.1.1 La théorie de l'acteur stratégique

✓ Qu'est-ce que l'acteur stratégique ?

Crozier et Friedberg sont les premiers à étudier l'organisation comme non déterminée par des contraintes environnementales ou par un besoin de cohérence du système. Les organisations et leur fonctionnement sont considérées comme des construits établis par des « acteurs-créeurs » intégrant les contraintes comme des éléments de stratégie. Ainsi les actions collectives se construisent sur la base de comportements et d'intérêts individuels, qui peuvent y compris se révéler contradictoires. Les relations de cause à effet sont donc principalement étudiées dans le sens individu → structure sur le principe de l'« individualisme méthodologique » (M. Crozier et E. Friedberg, 1992).

Néanmoins les termes ne doivent pas nous tromper. Parmi les contraintes qu'intègrent les acteurs figure au premier rang la relation à autrui. Le fondement de la théorie stratégique de l'organisation est que **les comportements sont sociaux, et s'étudient en double relation avec les individus et les normes produites par le groupe** (Bernoux P., 1990).

⁸⁶ Pour n'en citer que deux des plus connues, il s'agit de l'étude du phénomène bureaucratique par Max Weber et de la rationalisation de la production industrielle par Frederick Taylor.

⁸⁷ Nous verrons que cette perspective est intéressante dans l'optique de réduire les asymétries d'information, et dans des contextes comme celui de l'Office du Niger où les deux systèmes sont bien marqués et interdépendants

⁸⁸ Théorie élaborée par Michel Crozier et Erhard Friedberg, qui sera au centre de la première partie de ce sous-chapitre.

Crozier et Friedberg expliquent donc les motivations des individus comme résultant de déterminants individuels et collectifs, en ajustement permanent. Sur la base de ses intérêts propres et en fonction des opportunités de l'organisation (l'ordre qui émane de la structure globale reste une contrainte majeure), l'individu définit une stratégie pour arriver à ses fins, stratégie que les auteurs appellent « logique d'acteur ». Les besoins individuels ne prévalent donc pas en eux-mêmes et les comportements se définissent et se comprennent dans un contexte d'interactions entre acteurs. Le choix du modèle interactionniste est un présupposé théorique important. Le déterminisme individuel⁸⁹ est donc mis de côté, sa valeur explicative au sein de l'organisation ayant une portée limitée, et le réalisme totalitaire⁹⁰ est également écarté. **Les comportements résultent d'une intention stratégique de l'acteur et de la possibilité de faire des choix.** Bernoux résume l'approche en expliquant qu'il s'agit de remettre au centre de l'analyse l'acteur et la pondération qu'il fait entre ses objectifs et les opportunités que lui laisse l'organisation, « en enrichissant cette analyse par des apports sur l'identité et la culture » (Bernoux P., 1990).

✓ Les hypothèses fondamentales et concepts basiques de la théorie

L'analyse stratégique repose sur trois postulats fondamentaux :

- ⇒ **Les hommes n'acceptent jamais d'être traités comme des moyens au service de buts que les organisateurs fixent à l'organisation.** Chacun a ses objectifs propres, même s'ils ne sont pas forcément opposés ou déviés par rapport à ceux des organisateurs.
- ⇒ **Tout acteur garde une possibilité de jeu autonome**, qu'il utilise plus ou moins. Le moyen de régulation des libertés qu'est le pouvoir est le corollaire de cette autonomie.
- ⇒ Dans les jeux de pouvoir, **les stratégies sont toujours rationnelles mais d'une rationalité limitée** (contraintes multiples de l'environnement, stratégies des autres, manque de temps et de moyens pour concevoir la stratégie)⁹¹. L'acteur opte pour la stratégie la moins insatisfaisante.

En termes d'outils pour étudier de manière concrète l'organisation et son fonctionnement, les théoriciens de l'acteur stratégique s'appuient sur trois concepts :

- ⇒ **Le système d'action concret** : c'est la manière dont les acteurs organisent leur système de relations (y compris informelles) pour résoudre les problèmes de fonctionnement posés par le groupe : c'est un construit humain en ajustement permanent (M. Crozier et E. Friedberg, 1992). Sa caractérisation résulte d'un équilibre entre l'analyse par l'acteur (stratégique) et l'approche par le système (systémique). Dans le système d'action concret, l'interdépendance des acteurs ne signifie pas forcément leur interaction⁹² (ce qui est d'ailleurs souvent source de dysfonctionnements au sein de l'organisation).
- ⇒ **La zone d'incertitude** : il existe de nombreuses incertitudes, les plus visibles étant les turbulences qui viennent de l'environnement (les marchés par exemple), même si ni les acteurs

⁸⁹ Le comportement de l'individu est expliqué, même de manière uniquement probabiliste, par des variables caractérisant son environnement, voire l'individu lui-même : par exemple un comportement délinquant par l'origine familiale ou l'environnement scolaire c'est une définition du déterminisme individuel ou une critique ? Cf. Raymond Boudon et sa critique des schémas déterministes dans *La logique du social*, 1979 : l'acteur autonome est « l'atome de la société ».

⁹⁰ Le comportement de l'individu est totalement expliqué par les normes et les moyens que la société (ici l'organisation) lui impose.

⁹¹ Ce dernier point renvoie aux modèles de simulation des comportements de type SMA (Cf. P1, Chapitre 2, § 3.3) : le modèle de relations dans un groupe humain est fondamentalement instable, les stratégies des membres changent et s'influencent, le comportement global du système reste imprévisible. La rationalité, en plus d'être limitée, peut de manière fluctuante se référer à un but ou à une valeur, ce qui complique l'assignation aux « agents » de rôles précis aux comportements prévisibles.

⁹² Un système est conçu ici comme un « ensemble d'éléments interdépendants, c'est-à-dire liés entre eux par des relations telles que, si l'une est modifiée, les autres le sont aussi et que par conséquent l'ensemble est modifié » (L. von Bertalanffy, in Bernoux P., 1990).

ni l'organisation ne les subissent de manière mécanique. A celles-ci il faut ajouter la ou les zones d'incertitude que se crée l'acteur pour conserver son pouvoir de surprendre, et la possibilité de ménager ses effets. Elles rentrent toutes dans le jeu des acteurs dont elles renforcent ou diminuent l'autonomie, la possibilité de faire des choix. **La maîtrise des incertitudes confère un pouvoir à celui qui la détient.** La possibilité de négocier ce que l'autre demande existe « *dans la mesure où l'un a réussi à préserver une zone que l'autre ne maîtrise pas, et où le premier peut rendre son comportement imprévisible* » (Bernoux P., 1990).

⇒ **Le pouvoir** : « *le pouvoir de A sur B est la capacité de A d'obtenir que, dans sa relation à B, les termes de l'échange lui soient favorables.* » Les individus ont des objectifs qui ne correspondent jamais exactement, des visions différentes qui se traduisent par « *des stratégies pas toujours concordantes. Il y a conflit de pouvoir, et ce conflit entraîne à son tour le besoin d'un pouvoir régulateur de ces conflits.* » (Bernoux P., 1990).

Les **ressources du pouvoir** sont **la contrainte**, même si tout rapport de pouvoir ne se réduit pas à un rapport de force, et son opposé **la légitimité**, qui se situe du côté du dominé comme une adhésion ou au moins un acquiescement. **L'autorité** n'est pas seulement une catégorie du pouvoir car elle peut exister hors d'un statut de subordination, elle connote une relation de confiance. Il est souhaitable généralement qu'autorité et pouvoir se recouvrent, mais ce n'est pas toujours le cas⁹³.

A travers le concept des **sources du pouvoir** les auteurs cherchent à identifier pourquoi un pouvoir est reconnu comme légitime. Ces sources renvoient toutes à la maîtrise d'une zone d'incertitude. Ce sont :

- ❖ **La possession d'une compétence ou d'une spécialisation fonctionnelle** difficilement remplaçable : l'expert et son savoir-faire.
- ❖ **La maîtrise de l'environnement** : c'est le « *marginal sécant* » (M. Crozier et E. Friedberg, 1992), partie prenante de plusieurs systèmes d'action en relation les uns avec les autres ;
- ❖ **La communication** : détention et échange d'informations.
- ❖ **La connaissance des règles de l'organisation** et de leur utilisation.

Enjeux et ressources sont les dimensions concrètes permettant d'étudier les jeux de pouvoir.

2.1.2 Intérêt de l'approche stratégique pour nos interventions de terrain et notre recherche

La posture globale de la théorie de l'acteur stratégique est particulièrement pertinente pour l'analyse des processus de concertation, où les intérêts des acteurs et les jeux de pouvoir sont au cœur des choix individuels et des interactions. Ainsi, même si nous relativiserons la vision uniquement stratégique en considérant d'autres dimensions de l'acteur (cf. infra), il est clair que nous analyserons avant tout les comportements des acteurs en termes de poursuite de leurs avantages, et adopterons s'il le faut dans l'étude de nos terrains le vocable et les concepts développés par Crozier et Friedberg : logique d'acteur, rationalité limitée, zone d'incertitude, etc. Ainsi, même si nous ne caractériserons pas de systèmes d'actions concrets à proprement parler, nous décrirons le système d'acteurs en évaluant leurs objectifs (compromis entre leurs buts propres et ceux de l'organisation), les contraintes (changeantes) de l'environnement, les modes de régulation des relations (méfiance, tolérance, respect, etc.), et le jeu d'alliances qui le structurent.

⁹³ Nous verrons ce cas de figure avec les dirigeants des aiguadiers dans l'étude du terrain bolivien

Au-delà de ces outils méthodologiques d'analyse du terrain, la théorie de l'acteur stratégique va influencer la construction même de nos démarches d'intervention et nous permettre d'aborder notre question de recherche sous un angle particulier.

✓ Un objectif de créer les conditions propices au changement

En effet, pour ce qui est de l'accompagnement de la concertation, nous pouvons retenir différents enseignements majeurs. Tout d'abord, le fait que **la réussite d'un groupe humain ne soit pas conditionnée par l'absence de tensions** (impossible compte tenu des intérêts divergents et des relations de pouvoir) **mais par la bonne gestion de celles-ci** nécessitant leur clarification (ce que Bernoux nomme la gestion d'un système de concurrence - coopération). L'admission de cette réalité va nous conduire à appréhender différemment les réunions de concertation en n'essayant pas de fuir les confrontations entre acteurs, mais en cherchant au contraire à faire surgir les points de désaccord et mettre en avant les conflits qu'ils soient ouverts ou larvés, afin de les éclaircir. Or une fois les débats engagés il est tentant, pour assurer « la réussite » du processus de concertation de se réfugier auprès des accords « faciles » en passant sous silence les dissensions latentes. Il s'agit alors de rechercher le plus petit dénominateur commun entre les acteurs, afin de s'y adosser pour en dégager ce que certains nomment un « consensus mou » (S. Damart et al., 2001).

De la même manière, et selon le premier postulat de l'analyse stratégique, **le changement dans une organisation ne se décrète pas** - même s'il peut être accompagné par une loi ou des ordres -. Pour Bernoux, il se produit lorsque les tensions ne renforcent plus le système mais le font éclater, et à condition que la crise débouche sur une innovation : « *découverte et adoption de nouvelles capacités d'action* ». C'est un phénomène difficile, accepté par les acteurs qui y gagnent quelque chose (ceux qui perdent du pouvoir dans le changement ne peuvent que le refuser ou le freiner) et qui en maîtrisent suffisamment les conséquences. Ainsi l'accompagnement des concertations ne devra pas chercher à tout prix à aboutir à une prise de décision, au risque de ne créer que de nouvelles tensions. Puisque les choix ne sont pas dictés, et que « lors d'une négociation la décision finale est le fruit des compromis entre les acteurs munis de leurs représentations des différentes contraintes » (Bernoux P., 1990), l'accompagnement vidéo pourra donc appuyer un travail individuel et collectif sur ces représentations en s'assurant que ces contraintes (intérêts et logique des autres, fonctionnement global de l'organisation, etc.) soient connues de tous.

Nous insistons sur l'importance d'un travail « collectif », puisque comme nous l'avons vu plus haut, les besoins individuels ne prévalent pas en eux-mêmes et les comportements se définissent dans un contexte d'interactions entre acteurs. Ainsi les décisions sont également à considérer dans une relation à l'autre. La présence et la réflexion conjointes sont de première importance pour influencer ces comportements. L'accompagnement vidéo cherchera dès lors à créer ces situations, recherchant une « mise en scène » adéquate pour que « l'autre » soit intégré dans les réflexions individuelles et collectives. Cette préoccupation circonstancielle est soulignée et renforcée par d'autres sociologues des organisations. Ainsi Catherine Paradeise insiste sur le fait que la situation d'action est première, et que « *la perspective de l'acteur rapporte mobiles et modes opératoires à la situation dans laquelle se forme l'action* » (Paradeise C., 1990). Elle critique la trop faible importance donnée au contexte par Crozier et Friedberg. « *Dans cette sociologie les choix sont implicites et ne se déduisent pas de l'appartenance à tels ou tels collectifs, c'est la situation d'action liée à la position dans le système d'interdépendance qui est ici essentielle tant à la compréhension des choix qu'à celle de leurs effets* » (C. Mahieu, 1997). Or l'accompagnement vidéo vise également à influencer sur cette position. Et nous le verrons plus loin, plutôt que de parler de « logique d'acteur », certains auteurs préfèrent caractériser des « logiques d'action », mêlant l'acteur et la situation d'action (Bernoux P., Amblard H., Herreros G., Livian Y.-F., 1996). Toutes ces considérations

vont dans le même sens : si le changement ne se décrète pas mais que le contexte est primordial dans la prise de décision, le processus d'accompagnement et les méthodes d'intervention que nous élaborons doivent **s'attacher en première instance à instaurer aux différentes étapes** (élaboration des vidéos, réunions, débats) **des conditions propices à la concertation**. Nous verrons plus loin que Laurent Mermet (Mermet L., 2005 et 2005(b)) propose dans son approche d'« analyse stratégique de la gestion environnementale » des outils pour poursuivre un tel objectif.

✓ Reformulations des hypothèses de recherche

En ce qui concerne notre questionnement, les concepts développés par l'analyse stratégique vont nous permettre de tester nos hypothèses de recherche.

Ainsi, si l'on considère l'hypothèse H1 selon laquelle « la réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement aide à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales », elle sous-entend que les acteurs ont partagé leurs conceptions personnelles et au minimum ont accepté l'existence de perspectives différentes de la leur. Sa mise à l'épreuve traduite dans le langage de l'acteur stratégique reviendra donc à se poser la question suivante : le processus d'accompagnement vidéo a-t-il permis aux participants d'exprimer et de clarifier leurs différentes logiques d'acteurs, assurant ainsi leur meilleure compréhension mutuelle ? Cette question renseignera également l'hypothèse selon laquelle « la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective », puisque l'expression et la compréhension mutuelle des logiques d'acteurs participent de cette bonne disposition à la réflexion voire la décision collective. De la même manière, et compte tenu de ce que nous avons vu sur le dysfonctionnement d'une organisation, la discussion de ces deux hypothèses sera alimentée par la question suivante : le processus d'accompagnement vidéo a-t-il permis une (re)mise en interaction d'acteurs interdépendants mais sans relations concrètes ?

Le deuxième éclairage important a trait à la participation des acteurs à la concertation, à leur poids respectif dans l'avancement de la réflexion, et finalement à cette capacité à faire des choix, centrale dans la théorie que nous venons de décrire. Pour assurer cette « qualité de la concertation » dont nous nous préoccupons dans la question principale de la thèse, ces trois objectifs nous semblent légitimes : expliciter les conflits au sein du système d'acteurs - et éventuellement les résorber -, éclaircir les motivations et les relations de sorte que la légitimité prenne le dessus sur la contrainte, et enfin augmenter le poids des membres ou groupes habituellement marginalisés. Tous trois sont liés à la question du pouvoir, et donc à la maîtrise des zones d'incertitudes. Ainsi nous pourrions tester notre deuxième hypothèse en répondant à la question suivante : le processus d'accompagnement vidéo a-t-il permis de rééquilibrer un tant soit peu la capacité d'expertise des acteurs, leur maîtrise de l'environnement, la détention et l'échange d'informations ainsi que la connaissance des règles de l'organisation ? Nous pouvons également, pour déplacer le questionnement du strict concept de zones d'incertitudes vers celui, central, du choix, nous interroger de la manière suivante : le processus d'accompagnement vidéo de la concertation a-t-il permis de réduire les effets de « rationalité limitée » ? En effet les réunions de discussion autour de la situation locale viseront également à expliciter à tous et simultanément différents « choix », non pas tant en cherchant à s'entendre sur un avenir imprévisible, mais en s'accordant sur la caractérisation de la dynamique actuelle et les infléchissements qu'il est possible de lui apporter.

Finalement, au regard de l'hypothèse H3 « plus la vidéo est réalisée et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation - et notamment son appropriation et sa durabilité - est assurée », nous pourrions

nous demander si l'augmentation du degré de co-réalisation et de co-exploitation de la ou des vidéo(s) va dans le sens d'une réponse positive à toutes les questions précédentes.

2.1.3 Les dimensions non stratégiques de l'acteur

S'il n'est considéré que sous l'angle de la recherche de ses intérêts, « *l'homo strategicus* » peut se révéler tout aussi caricatural et critiquable que *l'homo oeconomicus* de Taylor ou *l'homo aequalis*⁹⁴ de Dumont. Et pas uniquement parce que la prévalence du « choix » (centrale dans la théorie) peut être questionnée, à notre avis, dans différents cas de figure⁹⁵, mais parce que l'acteur est aussi un acteur culturel et identitaire.

L'identité et la culture sont des déterminants individuels et environnementaux, « extérieurs » à l'organisation. Et même si pour les fondateurs de l'analyse stratégique « *l'organisation est le royaume des relations de pouvoir, de l'influence, du marchandage et du calcul* » (Crozier et Friedberg, 1992), Bernoux reconnaît que la relation de l'acteur à l'organisation ne supporte pas une réponse en termes de pouvoir et de stratégie seulement : la psychologie individuelle et la culture de groupe, l'identité des groupes voire l'appartenance à une communauté sont fondamentales pour éclairer les comportements (Bernoux P., 1990). « *Ce qui permet l'action collective a finalement un nom bien connu dans la sociologie de Durkheim : c'est l'intégration de l'individu à une communauté, une place dans un ensemble social et dans un réseau d'échanges et surtout la participation à des convictions et des valeurs communes. Les individus peuvent agir ensemble dans la mesure où ils forment un corps* » (JD Reynaud, 1997)⁹⁶. Ces corps sont des « *communautés d'action* », temporaires et liées à une action, différentes des communautés classiques, ensembles stables et durables de volontés. Bernoux éclaire la formation de ces communautés d'actions en avançant que les actions collectives fortes ont lieu lorsqu'un groupe sent les valeurs qui le fédèrent menacées : une atteinte à leur identité⁹⁷. On entend par « identité » ce par quoi un individu se définit socialement (il appartient à plusieurs groupes sociaux, sa famille, sa religion, son origine, son parti, etc.). L'identité, qui relève du domaine des représentations, fonde la communauté. Ainsi s'asseoir à une table de concertation, c'est pour un groupe minoritaire (ou majoritaire mais marginalisé) faire reconnaître son identité, et finalement ce geste est peut-être aussi important que le contenu de la concertation en elle-même. Le concept d'identité nous permet d'explorer une voie dans laquelle les stratégies ne sont pas qu'instrumentales et dirigées vers un intérêt individuel, mais peuvent avoir comme objectif la délimitation et la légitimation d'un groupe, voire sa défense. Nous porterons une attention particulière à ces aspects, d'autant plus que nous serons amenés à travailler dans des contextes culturels différents (Cf. P1, Chapitre 3, § 1.4), et chercherons donc à identifier ces manifestations de type « identitaire ».

Par ailleurs, nous chercherons par le biais du processus de concertation à favoriser la « création » de ce type de « corps » au sens de Reynaud. En appuyant l'échange de points de vue et de représentations pour construire une identité collective, en cherchant à ce que les acteurs délimitent un espace commun à défendre (même s'il ne s'agit que d'un intérêt commun apparemment minime au regard de la problématique générale), nous cherchons à éveiller la conscience de former une « communauté d'action. Ainsi non seulement nous chercherons à

⁹⁴ Louis Dumont, *homo aequalis : genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, 1977, dans lequel il fait l'apologie du libéralisme (surtout économique) et explique que le comportement individualiste est le seul à même de développer une société égalitaire.

⁹⁵ Comme par exemple en conditions limites « de survie », même si le fait de ne pas avoir de choix ne signifie pas ne pas poursuivre de stratégie.

⁹⁶ Dans sa « théorie sociologique de la régulation », Reynaud répond à la question de la construction des règles, celles par lesquelles un groupe social se structure et devient capable d'actions collectives. Il appelle « culture » l'ensemble de ces règles, qui ne sont pas des contraintes données mais représentent fondamentalement « le résultat des effets de la consultation et de la négociation », impliquant dès lors une culture en reconstruction permanente.

⁹⁷ Nous verrons notamment ce type de réactions pour le « corps paysan » dans l'analyse des terrains malien et bolivien

repérer les « corps » existants dans le système d'acteurs mais aussi à créer les conditions propices à la naissance d'une culture commune face à une situation d'action donnée.

Il est clair que la théorie de l'acteur stratégique gagne indéniablement en valeur explicative dès lors qu'elle est complétée par des dimensions « culturelles », au sens commun du terme ou selon la vision qu'en a Reynaud. Nous allons voir que cette logique de mixité est poussée plus loin encore par certains auteurs.

2.1.4 Pour un « *métissage sociologique* »

Nous empruntons l'expression à Philippe Bernoux, Henri Amblard, Gilles Herreros et Yves-Frédéric Livian, auteurs du livre *Les nouvelles approches sociologiques des organisations* en 2005. Sous l'appellation de « sociologie des logiques d'action », les auteurs cherchent à réconcilier différentes écoles sociologiques jugées incompatibles par beaucoup, aux premiers rangs desquels leurs propres théoriciens qui s'attachent généralement à développer leur pensée en opposition avec leurs prédécesseurs ou contemporains. Ils démontrent comment Crozier, Boltanski, Sainsaulieu ou Callon peuvent se combiner ou s'alterner dans l'analyse de cas concrets. La force de leur approche vient du fait qu'ils ne font pas que « récupérer » des morceaux d'autres auteurs mais donne à leur patchwork sociologique une base théorique argumentée⁹⁸.

Même si l'approche stratégique est centrale dans le regard que nous portons sur la concertation, nous aussi jugeons pertinent de mobiliser d'autres référents tels que les théories de la justification, de l'interactionnisme symbolique ou des objets intermédiaires, par exemple, ou encore la sociologie de la traduction que nous exposons au paragraphe suivant. Nous nous retrouvons donc pleinement dans ce « métissage » des paradigmes et prôtons l'analyse sous des angles variés, même si dans la pratique nous ne suivons pas précisément la méthodologie des auteurs, découpée en étapes bien hiérarchisées⁹⁹.

Ce positionnement pluriel et très pragmatique permet de multiplier les outils pour obtenir une meilleure compréhension des situations, ce qui correspond bien à une sociologie réaliste et pratique.

2.1.5 La sociologie de la traduction ou théorie de l'acteur – réseau

Cette théorie, principalement développée à l'origine par M. Callon et B. Latour (Callon M., 1988, Callon M. et Latour B., 1991) sur l'émergence des faits scientifiques, possède une particularité enrichissante pour la sociologie des organisations plus « classique » en ce qu'**elle prend en compte dans son analyse non seulement les individus, mais également les objets et les discours**. Elle dépasse ainsi les simples « acteurs » pour s'intéresser aux « actants »¹⁰⁰.

La question principale que cherche à aborder les auteurs est la suivante : « **quelles sont les conditions à partir desquelles les acteurs d'une situation peuvent se trouver en convergence autour d'un changement ou d'une innovation ?** » (Callon M. et Latour B.,

⁹⁸ Elle part notamment des travaux de J. Habermas, qui jette les bases d'une cohabitation – alternance possible entre une sociologie axée sur les relations de pouvoir et une autre sur les conditions de l'accord : « L'accord et l'influence sont des mécanismes de coordination de l'action qui s'excluent, du moins du point de vue des intéressés. Il est impossible d'engager des processus d'intercompréhension dans l'intention d'aboutir à un accord avec un participant à l'interaction et en même temps dans le but de l'influencer, c'est-à-dire d'exercer sur lui une action causale » (Habermas in Bernoux P. et al., 2005). Les différents niveaux des logiques d'actions peuvent donc s'analyser par des approches différentes, simultanément ou alternativement.

⁹⁹ Une approche en trois phases, contextualisation – repérage – conduite du changement, qui mobilise de nombreux concepts méthodologiques : systèmes d'action concrets, logiques d'acteurs, « actants » et « traductions » (cf. infra), « mondes » et justifications (Cf. P1, Chapitre 3, § 2.3), etc. Se reporter à Bernoux P., Amblard H., Herreros G., Livian Y.-F., 1996

¹⁰⁰ La notion « d'actants » regroupe également des entités dénuées d'intentionnalité : aux acteurs qui agissent, aux agents par qui l'action à lieu, on joint les objets qui subissent l'action ou les instruments qui la permette, voire ses bénéficiaires.

1991). On comprend bien que cette question intéresse particulièrement notre recherche, d'autant plus si les auteurs intègrent les objets (et donc pour nous potentiellement la vidéo) dans leur analyse.

✓ Exposé des concepts fondamentaux

Les principales notions développées par la théorie de la traduction sont les suivantes :

- **Le réseau** : c'est une « organisation » (le sens est ici très large) hétérogène qui rassemble des humains et non humains mis en intermédiation¹⁰¹. Pour le reconstituer à partir de l'observation, il ne faut pas essayer de dissocier les problèmes mais au contraire chaîner toutes les entités qui y participent, aussi dissemblables qu'elles soient. Ces actants tendent à avoir une importance presque égale pour l'ordre social du réseau (dans un restaurant, que l'on enlève les serveurs, la licence IV ou bien la porte d'entrée, le résultat est le même : l'ordre du réseau est bouleversé). Dans la caractérisation du réseau on a recours à la « *ponctualisation* », en regroupant diverses entités derrière un actant (exemple : un syndicat), qui cesse de l'être dès que le réseau est brisé.

- **La traduction** : elle accompagne le chaînage du réseau, en établissant un lien entre des actants hétérogènes et rendant ainsi le réseau intelligible. C'est l'action de lier de manière claire « *des énoncés et des enjeux a priori incommensurables et sans communes mesures* » (Callon M. et Latour B. 1991) et de « traduire » ainsi le réseau en un nouvel énoncé particulier. Cette traduction passe par l'analyse des controverses.

- **La controverse** : « *un fait lorsqu'il est créé est une boîte noire qui ne donne rien à voir d'elle-même. Pour l'analyser, il convient soit de le suivre en train de se faire, soit de l'ouvrir et reprendre les controverses qui l'ont précédé; ce sont elles qui portent le sens et le contenu des faits* » (Callon M., Latour B. 1991). C'est en étudiant la controverse qui précède la naissance d'un fait (innovation, énoncé scientifique, changement social...) que l'on peut comprendre le cheminement de la création du fait, et alors seulement accéder à ce dont il est réellement porteur.

- **L'entre-définition** : c'est une dialectique : un fait n'existe que parce qu'il existe un réseau pour le porter, lequel n'existe que par le fait autour duquel il se constitue. La valeur et la permanence d'une théorie scientifique dépendent de la stabilité du réseau, elle-même liée à l'étoffe de la théorie. « *Par extension du raisonnement, on peut dire qu'un changement dans une organisation tient sa pertinence du degré de cohésion qu'il suscite* » (Callon M., Latour B. 1991).

- **Le principe de symétrie** : il est double (ou généralisé). Tout d'abord, les réseaux sont des dispositifs d'action mêlant humains et non humains, et le sociologue doit donc accorder autant d'importance aux sujets qu'aux objets. Ensuite, les faits scientifiques puisent leur légitimité en dehors d'eux-mêmes, et pas uniquement de leur véracité : les controverses, la question de l'échec ou de la réussite se traitent de la même façon pour étudier le processus de production.

✓ Une méthodologie générale très hiérarchisée

Sur la base de ces concepts, les auteurs proposent une méthodologie qui peut servir de canevas à toute création de réseau ou démarche de changement, à la fois comme un *modus*

¹⁰¹ Par exemple, sur le débat de la couche d'ozone cher aux auteurs, le réseau est constitué de la chaîne : les photos satellites + les constats des scientifiques + les météorologistes + les théories de prévision + les entreprises qui fabriquent des bombes aérosols + le consommateur qui les utilise.

operandi ou comme une grille d'analyse. Elle est composée de 10 modules dont les principales étapes (ou modules) sont :

- **1. L'analyse du contexte** : La contextualisation revient à une analyse des actants en présence, de leurs intérêts, de leurs enjeux et de leur degré de convergence.
- **2. Problématisation du traducteur** : la problématisation consiste en repérer dans une situation « ce qui unit et ce qui sépare ». Elle doit aboutir à la formulation d'une interrogation qui réunit le réseau, et fait passer les acteurs d'une situation individuelle et isolée à une volonté de coopérer. Le traducteur qui problématise est un acteur qui s'est livré à l'analyse du contexte, et qui dispose de la légitimité nécessaire pour que les autres acceptent sa formulation, d'autant plus si la problématisation est le fruit d'un travail collectif. Cette acceptation et donc la légitimité sont cruciales puisque les auteurs constatent « *l'absence d'essence d'un fait comme énoncé ; sa qualité n'est pas dans son contenu mais dans son processus d'énonciation ou de production.* » (Callon M., Latour B., 1991).
- **3. Le point de passage obligé et la convergence** : c'est un lieu concret (une salle, une ville, un groupe, une institution...) ou un énoncé (question, hypothèse... problématisation) qui créent la convergence, et sont incontournables en ce qu'ils portent le consensus.
- **4. Les porte-parole** : le réseau étant le produit d'une négociation permanente entre contenu et contexte, cette négociation suppose qu'elle soit conduite entre porte parole de chacune des entités (humaines et non humaines) de la situation, et qu'elles soient toutes représentées dans les espaces de négociation. Au-delà, ces porte-parole jouent un rôle majeur dans l'élargissement du réseau.
- **5. Les investissements de forme** : ils représentent le travail des acteurs-traducteurs qui réduisent la complexité de la multitude d'entités du réseau, et rendent ainsi le contexte et la problématisation saisissables. Ces investissements de formes produisent des « intermédiaires » (graphiques, tableaux, etc.)¹⁰² peu nombreux et plus facile à maîtriser, qui viennent donner un sens aux entités éparses émanant de l'ensemble du réseau.
- **6. Les intermédiaires** : il y a quatre types d'intermédiaires, qui véhiculent les connaissances communes entre les entités et augmentent la cohésion du réseau : les informations, les objets techniques, l'argent, les êtres humains et leurs compétences¹⁰³.
- **7. Enrôlement et mobilisation** : « *Le réseau se cimente par les intermédiaires, mais sa mobilisation dépend aussi de la qualité de l'enrôlement opéré pour chacune des entités en présence* » (Callon M., Latour B., 1991). Pour les auteurs l'affectation d'un rôle (l'enrôlement) provoque une implication dans l'action (la mobilisation). Avoir un rôle, c'est devenir un acteur essentiel du réseau, ce qui augmente son sens aux yeux de l'enrôlé. L'enrôlement possède donc la double vertu de consolider le réseau et d'enraciner ses principaux actants.
- **8. Rallongement** : rallonger le réseau est une des conditions de sa solidarité et sa durabilité. Cette phase vise à multiplier les entités qui le composent dans une logique centripète, le noyau dur attirant à lui des actants de la périphérie du réseau. La dispersion et la fragilisation sont évitées grâce à la vigilance et la transparence.

¹⁰² Nous développerons leur rôle à l'occasion de la présentation de la théorie des objets intermédiaires (Cf. P1, Chapitre 3, § 2.5)

¹⁰³ La distinction entre actant et intermédiaire n'est pas toujours évidente ! (Callon M., 1988)

- **9. La vigilance** : Toute chaîne de traduction est soumise en permanence à des traductions concurrentes, qui ne peuvent être contrées que dans la mesure où celles-ci ont été préalablement identifiées. L'attention portée à la manière dont s'articulent les réseaux et à leur évolution est décisive.

- **10. la transparence qui assure la confiance** : « *Si, à la transparence des actions susceptibles d'entraîner la confiance, se substituent la méfiance, le calcul tactique, alors, ceux des éléments du réseau qui auront le sentiment d'être tenus à l'écart de ce qui, à leurs yeux, deviendra une manipulation n'auront que de bonnes raisons pour penser qu'ils ont été trahis. La traduction initiale des enjeux et intérêts devient une trahison, elle-même synonyme de dislocation du réseau.* » (Callon M., Latour B., 1991).

2.1.6 Intérêt de la sociologie de la traduction pour notre recherche

Nous l'avons vu, la question principale des auteurs relative aux « conditions à partir desquelles les acteurs d'une situation peuvent se trouver en convergence autour d'un changement » traduit presque directement l'idée des caractéristiques nécessaires à une « bonne » concertation, favorisant au mieux la prise de décision collective. Les concepts mobilisés par la sociologie de la traduction vont, à l'instar de ceux de la théorie de l'acteur stratégique, nous permettre d'avancer vers la réponse à notre question de recherche et la validation ou l'infirmité de nos hypothèses, en nous permettant de formuler des questions précises à adresser à nos terrains d'expérimentation.

Considérant le réseau comme celui du processus de concertation appuyé par vidéo¹⁰⁴, nous le caractériserons en première approximation comme la réunion de l'entité technique ou concrète dont il est question (le front pionnier, le réseau d'irrigation, etc.) + les porteurs de projet + les intervenants vidéo + le groupe de travail + les participants indirects ou « milieu »¹⁰⁵ + l'outil vidéo + les différentes réunions. Nous excluons volontairement la population ne participant pas au processus, bien qu'étant actante au sens où elle peut notamment être bénéficiaire de ses retombées. Cela nous permet de porter une attention accrue aux concepts de porte-parole et de rallongement du réseau.

A la lumière de cette sociologie de la traduction, et considérant le réseau tel que nous venons de le définir, nous pouvons décomposer nos hypothèses de recherche de la façon suivante :

- Le recours à la vidéo permet-il de réaliser collectivement une bonne contextualisation ? (cf. H1) Cette contextualisation gagne-t-elle en pertinence et en intérêt si elle est couplée à un fort degré de collaboration sur chacune des fonctions liées à la vidéo ? (cf. H3)
- La réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo permettent-elles une problématisation et une traduction acceptées par tous ? (cf. H1, et dans une moindre mesure H2) La légitimité de la traduction proposée est-elle plus importante lorsque le degré de collaboration sur chacune des fonctions liées à la vidéo est fort ? (cf. H3)
- L'actant vidéo est-il un intermédiaire « légitimable » pour porter la problématisation au sein du réseau ? (cf. H1, et dans une moindre mesure cf. H2)¹⁰⁶
- Les participants directs et l'actant vidéo sont-ils des porte-parole efficaces, y compris hors du réseau ? (H2)
- Les réunions autour de la vidéo (groupe de travail, projections-débats) favorisent-elles la convergence ? (cf. H2)

¹⁰⁴ Nous aurions pu considérer le réseau qui préexiste à l'incorporation de la vidéo, mais le fait de la considérer uniquement comme un intermédiaire rajouté complique la distinction et l'analyse de la problématisation, des points de passage obligés, etc. spécifiques au processus d'accompagnement mis en place.

¹⁰⁵ Cf. Langlois Y., 1995, ou P 1, Chapitre 3, § 5.2 pour une distinction plus précise de ces notions

¹⁰⁶ Cette question est par ailleurs mieux formulée en référence à la théorie des objets intermédiaires

- La présence de la vidéo au sein du réseau et la participation à sa réalisation favorisent-elles les investissements de forme entre ses membres ? (cf.H1) La participation à l'élaboration et l'exploitation de la vidéo représente-t-elle un enrôlement fort (i.e. encourage-t-elle à participer à la concertation, assure-t-elle sa durabilité) ? (cf. H2 et H3)
- Quelle est la capacité de rallongement du réseau (i.e. la propension de l'accompagnement vidéo à diffuser la dynamique de concertation)? (cf. H2) Cette capacité de rallongement augmente-t-elle avec l'implication de ses membres dans les différentes fonctions liées à la vidéo ? (cf.H3)
- La présence de la vidéo au sein du réseau favorise-t-elle la transparence ? (cf.H1 et H2) L'implication de chacun dans la réalisation de la vidéo augmente-t-elle cette transparence ? (cf.H3)

2.2 Apports méthodologiques de l'ASGE¹⁰⁷ pour l'analyse des concertations

2.2.1 Prise de décision et concertation : de grands schémas-types

Au sein d'un processus collectif le mode de décision peut être particulièrement varié. Il peut se faire sur la règle de l'unanimité (comme dans la négociation), à la majorité (comme dans un suffrage classique), à l'autorité (celle d'un décideur ou d'un arbitre), voire même au hasard, et ce sans compter l'infinité des règles décisionnelles qui peuvent se construire localement. Nous allons néanmoins caractériser puis étudier 4 modes de décision spécifiques, 4 schémas qui se retrouvent régulièrement dans les contextes de projet de développement. Laurent Mermet les développe dans ses recherches autour des projets d'infrastructures en repartant de travaux d'équipes du CEMAGREF et de l'ENGEES. Son analyse, en ce qu'elle considère une situation regroupant un ou des porteur(s) de projets face à d'autres parties prenantes, va se révéler pertinente pour l'étude de la mise en place des projets de développement ou celle des décisions collectives à prendre pour promouvoir localement le développement (modification d'un mode de gestion, introduction d'une innovation, etc.). Dans les deux cas la décision finale est rarement collégiale, mais se fait d'autorité sur la base d'une concertation où le système d'action se limite souvent à quelques phases de consultation.

Les deux modèles habituellement opposés dans une prise de décision autour de la réalisation ou non d'un projet sont « Décider, Annoncer, Défendre, Adapter », DADA, et « Concerter, Analyser, Choisir », CAC (Barbier R. et al, 2000). La compréhension des termes et de la dynamique de ces schémas est assez intuitive. Dans le premier modèle c'est l'offre qui pousse le processus, et l'« adaptation » est la carotte qui le fait avancer et la seule concession d'une consultation de dernière minute qui tend à minimiser l'importance des parties prenantes autres que les porteurs de projet. La conception du projet est souvent inadéquate parce que reposant sur la vision limitée du ou des concepteurs¹⁰⁸. Le second modèle est plus collégial, contrôlé par la demande, et place la concertation à l'autre extrémité de la chaîne décisionnelle, au début. L'objectif du CAC est bien sûr de pallier aux insuffisances et au technocratie du DADA, et il se veut plus démocratique, voire idéal, puisque impulsé par les parties prenantes (ou « bénéficiaires concernés ») et non par les porteurs de projet.

Ce regard quelque peu manichéen sur les prises de décision peut sembler caricatural mais il renvoie malheureusement à une multitude d'exemples bien concrets. Mermet critique

¹⁰⁷ Analyse Stratégique de la Gestion Environnementale : c'est un cadre d'analyse développé par Laurent Mermet

¹⁰⁸ « Le porteur de projet [est] enfermé dans sa rationalité limitée, souffrant de multiples biais cognitifs – pour n'en citer que quelques-uns : ancrage du décideur à son jugement initial, raisonnement par analogie à des cas simples et connus, focalisation sur une solution technique, mauvaise prise en compte de la transformation de l'environnement et donc mauvaise prise en compte du long terme » (Mermet L. 2004, d'après Schwenk C.R.).

malgré tout cette dichotomie assez radicale qui tend à diaboliser les porteurs de projets et propose d'ajouter un critère à l'analyse : **l'asymétrie de pouvoir entre porteurs de projets et parties prenantes**. Il cherche ainsi à dissocier cette asymétrie (dont l'exploitation consciente constitue le « **forçage** », destiné à imposer le projet) du simple problème du faible nombre d'opérateurs du côté de la conception et du portage du projet (i.e. la prise de décision). Il distingue ainsi dans le cadre de la gestion environnementale quatre modèles de processus de décision :

	Processus de décision mené par un porteur de projet	Processus de décision mené par les parties prenantes du projet
Forte asymétrie de pouvoir entre l'offre et la demande de projet ; fortement exploitée	Décider, Annoncer, Défendre, Adapter DADA	Instituer, Délibérer, Eluder IDE
Faible asymétrie entre l'offre et la demande de projet, ou asymétrie faiblement exploitée	Proposer, Ecouter, Requalifier PER	Concerter, Analyser, Choisir CAC

Tableau 1 : Typologie des modalités de concertation à caractère environnemental selon l'asymétrie de pouvoir existant entre porteurs de projets et parties prenantes (Source : Mermet L., 2004)

Dans le modèle IDE, la mise en place d'une « grande table ronde » préalable face à des concepteurs qui peuvent exploiter des asymétries de pouvoir peut conduire à deux travers : l'utilisation de la concertation comme gage de transparence pour masquer et conforter les anciens forçages (on élude les décisions du public), ou bien la paralysie de porteurs compétents par une concertation trop procédurière (les vrais problèmes techniques sont éludés) ou la peur de la colère populaire.

Dans le modèle PER ce n'est pas le rôle des porteurs ou des concepteurs de projet qui est remis en cause (ils impulsent la décision) mais bel et bien leur capacité ou propension à forcer l'acceptation de leurs projets. Dans ce cas, leur projet « humblement » soumis à la critique des parties prenantes peut être accepté, refusé ou re-qualifié en fonction des résultats de la concertation. Mermet plaide en faveur de ce modèle en argumentant que le vrai problème est bien le forçage de la décision et non le côté proactif des porteurs¹⁰⁹. Il est évident que cette solution paraît d'autant plus raisonnable qu'il développe sa théorie dans le domaine des aménagements publics, où la capacité technique de ceux qui proposent est déterminante (on ne s'invente pas architecte ou hydraulicien !). A ce sujet certaines analogies dans les textes cités par Mermet avec notre positionnement au sein de la communication pour le développement sont assez frappantes et méritent d'être soulignées ici : « *pour reprendre les termes de Jean-Paul Puyfaucher, alors chargé de mission au service médiation chez EDF¹¹⁰, « les maîtres d'ouvrage ont profondément évolué depuis dix ans. Pour être franc, dans le domaine du transport d'électricité, nous avons reçu tellement de « gifles », notamment en réunion de concertation, le soir à essayer de faire passer des projets de lignes aériennes, que nous avons été forcés d'évoluer et que nous évoluons encore. Petit à petit, nous sommes passés du métier d'ingénieur technicien à celui d'ingénieur communicant pour arriver à des ingénieurs qui doivent aussi écouter. [...] Nous avons découvert que les logiques scientifiques*

¹⁰⁹ « Pour faire une analogie avec un autre domaine, ce qui fait problème dans la vente forcée, ce n'est pas qu'elle repose sur un démarchage actif, mais qu'elle soit forcée » (Mermet L., 2004)

¹¹⁰ Billé R. et Mermet L., 2003, *Concertation, Décision et Environnement – regards croisés* (volume 2), La Documentation Française, Paris

et techniques n'étaient pas les seules à devoir être prises en compte. [...] De ce fait, les consignes aux directeurs de projet sont maintenant de partir de l'exposé du ou des problèmes à résoudre. S'ils ont imaginé une solution, ils peuvent la présenter tout en gardant à l'esprit et en exprimant qu'il y en a peut-être d'autres. ».

Nous mettons également en avant l'intérêt de ce schéma PER, qui a l'honnêteté d'étudier des situations où le projet de certains est accepté par d'autres, sans chercher à faire des projets collectifs ou des dynamiques ascendantes la réponse unique et infaillible aux problèmes de développement. Dans le cadre de nos interventions de terrain, nous chercherons évidemment de notre côté à promouvoir des modèles de décision de type CAC ou "C"PER, ajoutant une composante de consultation pour l'identification des besoins et des éventuelles propositions de la population (si le domaine technique leur est accessible) avant que l'expertise « n'accouche » d'un projet. Ceci suppose que les porteurs de projets acceptent réellement que le projet puisse être refusé, et ce dès sa conception. Le défi est donc essentiellement à relever du côté des porteurs de projets. Néanmoins les nécessaires intercompréhension et décision collective ne doivent en aucun cas effacer les spécificités, le rôle et les capacités de chacun des acteurs : nous sommes en présence de protagonistes à mettre sur un même plan, mais qui proposent des apports différents. Il s'agit donc de travailler en complémentarité.

Nous allons voir que la caractérisation de ces schémas types va nous fournir un outil d'analyse précieux pour évaluer nos processus de concertation appuyés par vidéo.

2.2.2 Une méthodologie d'analyse fondée sur la notion de « forçage »

Nous allons présenter ici une grille d'analyse qui propose une méthode pour évaluer la qualité des processus de concertation. Bien qu'elle ait été développée dans le cadre des politiques d'aménagements publics (et plus précisément de la discussion autour des projets d'infrastructures), cette grille est extrapolable à l'analyse de tout processus de concertation. Elle s'appuie sur les modèles de processus de décision DADA, PER, IDE et CAC. Rappelons que cette typologie est née de la volonté de ne pas considérer le projet d'aménagement de manière caricaturale comme étant soit poussé par des porteurs, soit réclamé par des parties prenantes, mais d'intégrer dans l'analyse l'asymétrie de pouvoir entre ces deux types d'acteurs. Rappelons que l'exploitation consciente de cette asymétrie par une de ces parties est qualifiée de « forçage » vis-à-vis du projet. « *L'enjeu déterminant n'est pas tant l'instauration d'instances collégiales de concertation en amont, que la sortie des dynamiques de « forçage » où certains aménageurs tentent d'imposer leurs projets* » (Mermet L., 2004). L'opposition entre les porteurs d'un projet et leurs opposants est selon lui au centre des processus de concertation.

Compte tenu de nos positions et des développements exposés au paragraphe précédent, notre objectif sur le terrain sera principalement que les décisions, si décisions il y a - et à défaut le processus de réflexion collective -, soient prises de manière transparente, en considérant pleinement les points de vue issus de la Société Civile et les divergences d'intérêts. La concertation ne doit en aucun cas être instrumentalisée par la classe dirigeante pour valider ou faire accepter un projet déjà décidé en amont (le modèle IDE, et, dans une moindre mesure DADA¹¹¹). L'objectif de la concertation, à défaut d'identifier les bases fondamentales d'un projet, est d'élaborer un regard critique sur sa nature et son élaboration, nourri de multiples points de vue, sans pour autant remettre en cause la compétence technique des éventuels « spécialistes ».

Néanmoins, il faut reconnaître que dans la pratique peu de projets se construisent sur le modèle CAC. Et aujourd'hui rares sont les projets qui peuvent être refondés en profondeur, voire rejetés, à l'issue d'une concertation. Ceci semble d'autant plus vrai au Sud, où l'asymétrie entre porteurs de projets classiques (administrations d'Etat, entreprises privées, coopération internationale, etc.) et parties prenantes est souvent très importante. Dans ces contextes la

¹¹¹ Nous verrons que la question vaut la peine d'être soulevée en ce qui concerne notre intervention en Equateur...

distribution de petits cadeaux, l'octroi de petits pouvoirs, la corruption de certains chefs de communauté et l'intimidation permettent trop fréquemment de résoudre les divergences d'intérêts sans véritables débats. En Bolivie, la confrontation entre les porteurs du projet de construction des égouts et d'adduction d'eau potable¹¹² et leurs opposants dans la société civile a conduit à la méfiance, et de nombreuses signatures furent collectées en aparté, autour de quelques bouteilles. Ce qui n'a cependant pas empêché la naissance d'un mouvement de révolte. En Equateur, les petits projets de développement dans les communautés¹¹³ servaient d'enchères politiques dans un jeu de « démagogie développementiste » du plus mauvais goût... Le fait d'avoir observé de nos propres yeux ce type de « forçages » sur le terrain et la difficulté dans ces conditions de mettre en place une concertation de qualité explique sans doute notre intérêt vis-à-vis de ce concept, en tant que critère d'évaluation des concertations.

Pour expliciter plus avant la notion de « forçage », il est crucial de noter que les décisions unanimes dans le cadre de projets d'infrastructures relèvent de l'exception, pour ne pas dire qu'elles sont impossibles. Par ailleurs il est rationnel pour un acteur donné de défendre la position qu'il pense être la bonne. Un porteur de projet est un homme armé de convictions, la question centrale est donc de savoir jusqu'où il doit (ou peut) aller pour éliminer les réticences. « L'enjeu d'une décision concertée n'est pas l'absence de forçage, mais d'appliquer réflexivité et modération aux efforts déployés pour surmonter les oppositions » (Mermet L., 2004). Si le forçage se révèle trop important, on en revient à une situation de « *pseudo-concertation* » (Sauquet et al., 2004).

Mais que qualifier de « *forçage* », et comment en évaluer l'intensité ? Six critères sont proposés, dans le tableau en page suivante, pour apprécier le forçage par ses extrêmes.

¹¹² Voir dans la description des terrains le problème de l'EPSA (commanditaire = mairie de Tiquipaya, maître d'œuvre et d'ouvrage = équipe de l'ingénieur en charge de la conception)

¹¹³ Adduction d'eau, égouts, toits de tôles, terrains de sport, écoles...

Critères de procédure	Forçage nul à modéré	Forçage intense
Passage à l'acte	Les porteurs du projet s'abstiennent de violence physique et ne prennent pas de mesures qui anticipent sur les étapes des procédures	Recours à des actions physiques de répression, passages à l'acte (travaux, acquisitions) sans attendre la conclusion des procédures et négociations, voire en passant outre
Débat public (cf. tableau page suivante)	Le projet est soumis à un débat public où tous peuvent s'exprimer à part égale, et où les conditions de débat permettent la concentration sur les enjeux importants, la continuité de la discussion, l'échange d'arguments	Le projet n'est discuté que dans des instances où le public et les représentants des parties prenantes n'ont pas accès au débat, ni comme participants, ni comme observateurs
Lisibilité des portages et des oppositions	Les acteurs porteurs du projet peuvent être clairement identifiés, ainsi que ceux exprimant des oppositions	Le projet se présente comme émanant de collectifs aux périmètres flous, ou bien les porteurs sont définis seulement sur un plan institutionnel et formel
Lisibilité des intérêts en jeu (avantages et préjudices)	Lors des débats, les intérêts en jeu pour les participants sont assumés et mis en discussion	Des intérêts en jeu sont occultés, activement ou par omission
Qualité des études qui fondent le projet (« profondeur de l'offre », pour ne pas s'appuyer que sur critères procéduraux de pure concertation)	Le projet est accompagné d'études techniques, économiques, sociales approfondies.	Le projet repose sur des études techniques, économiques et sociales sommaires ou prêtant délibérément à des lectures trompeuses
Présence et portée des alternatives au projet (largeur de l'offre)	Le projet est accompagné d'une mise en perspective qui favorise la comparaison avec des voies d'action alternatives.	Le projet est proposé seul, dans des conditions où il est difficile de le comparer avec d'autres actions qui pourraient constituer des alternatives.

Tableau 2 : Présentation des « critères de forçage » au sein de processus de concertation
(Source : Mermet L., 2004)

<p>Quatre règles proposées par Fourniau¹¹⁴</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La publicité des débats implique leur publication • La pluralité des débats suppose la participation au débat contradictoire oral. • L'équilibre du débat est garanti par le fait que tous les participants sont traités sur un pied d'égalité • La force des arguments fonde les convictions forgées lors du débat
<p>Six critères proposés par Callon¹¹⁵, Lascoumes et Barthe</p>	<p>Critères de dialogisme des procédures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - intensité (engagement précoce de participants bien choisis) - ouverture (diversité et représentativité des participants) - qualité (sérieux et continuité des prises de parole) <p>Critères de mise en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - égalité des conditions d'accès au débat - transparence et traçabilité des débats - clarté des règles organisant les débats

Tableau 3 : Apprécier la part de débat public dans le portage des projets ; détail de la seconde case du tableau 2 (Source : Mermet L., 2004)

De l'analyse de différentes expériences de terrain, Mermet conclue à un recours extrêmement fréquent aux dispositifs de forçage dans la discussion des projets. Mais il constate également que dans les quelques exemples où le processus de décision arrive à échapper à ce forçage (ce qui n'est jamais simple), la négociation se refonde et les projets évoluent de manière positive, rapide et spectaculaire.

Quelles perspectives sont proposées sur la base de cette théorie qui place les forçages au centre de l'analyse ? **Mermet propose notamment d'apprécier la qualité des dispositifs de concertation (quels qu'ils soient) en évaluant les possibilités que ces derniers offrent aux participants pour sortir des forçages habituels.** Il identifie ainsi six « *critères de sortie* » qui contribuent à faire progresser la concertation : fournir une alternative aux voies de fait, améliorer le débat public, rendre lisibles les rôles des différentes parties prenantes, éclairer les intérêts de chacune, discuter et approfondir les expertises, resituer dans une vue plus large de la situation décisionnelle (Mermet L., 2004).

Il précise que cette analyse n'a de sens qu'au sein d'une étude profonde du système d'action considéré (différentes séquences, différents processus formels et informels, etc.) qui doit donc être menée en parallèle.

¹¹⁴ Fourniau J.-M., (2001), Mésentente et délibération dans les conflits d'aménagement : l'expérience du débat public institutionnalisé, in Ion J., Gillio C. et Blais J.-P. (dir.), Dynamiques associatives et cadre de vie, MELT-PUCA.

¹¹⁵ Callon M., Lascoumes P., Barthe Y. (2001), Agir dans un monde incertain – essai sur la démocratie technique ; Seuil

Critères	Ressources que le dispositif à évaluer offre aux acteurs pour éviter le « forçage »	Ressources que le dispositif à évaluer offre aux porteurs de projets pour écouter les objections et requalifier les projets
Usage de la force	Capacité de dissuasion (par exemple par la publicité de la procédure) ; alternative au fait de subir l'usage de la force ou un passage à l'acte	Capacité du dispositif à permettre une compréhension et une prévision des besoins futurs ; alternative crédible à l'usage de la force
Débat public	Des occasions d'articuler clairement les objections en public ; une épreuve de qualité des arguments	Des occasions d'entendre objections et suggestions dans des formes exploitables pour la requalification du projet
Lisibilité des portages et des oppositions	Une occasion pour légitimer l'expression des oppositions, et pour contrecarrer les stratégies de porteurs de projets qui s'avanceraient « masqués »	L'occasion de se présenter comme porteur de projet sans prêter le flanc à une disqualification, et d'obtenir une lisibilité des oppositions
Lisibilité des intérêts en jeu	Des éléments pour comprendre les intérêts en jeu, pour analyser de façon critique les arbitrages sous-jacents	Des occasions pour mieux comprendre les acteurs et les logiques en présence, pour cerner les attentes
Approfondissement des études au fondement du projet (profondeur de l'offre)	Une arène d'expertise et de contre-expertise sur les fondements des projets	Un débat critique pour évaluer la nature des oppositions, consolider, modifier ou invalider le projet suffisamment tôt pour éviter l'investissement à fonds perdus
Présence et portée des alternatives au projet (largeur de l'offre)	Une occasion de pluralisme des propositions et/ou l'insertion d'un projet dans un cadre de planification plus large	Un espace de travail sur les variantes, les alternatives, sur les opportunités plus larges offertes à des projets à venir

Tableau 4 : Grille d'évaluation de la contribution des dispositifs de concertation aux processus de décision (Source : Mermet L., 2004)

Cette grille représente donc un outil intéressant pour questionner nos hypothèses de recherche et en particulier H2 et H3. L'hypothèse H2 « la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective » sera renseignée dans la perspective du forçage en répondant à la question suivante : la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo a-t-elle permis de réduire les forçages lors du processus global de concertation ? Dans une approche

comparative de nos différents terrains d'étude, nous pourrions également nous pencher sur l'hypothèse H3 en nous interrogeant sur la question suivante : une réalisation plus conjointe des différentes fonctions liées à la vidéo permet-elle une plus grande réduction des forçages au cours du processus de concertation ?

2.3 La théorie des grandeurs

2.3.1 Eléments d'une « sociologie de la critique »

L'émergence au début des années 90 de cette « *sociologie de la critique* » (L. Boltanski, 1990), par opposition à la « *sociologie critique* » de Pierre Bourdieu, correspond à un désir de rupture clairement exprimé par ses fondateurs Laurent Thévenot et Luc Boltanski. Cette rupture s'effectue d'une part vis-à-vis de la sociologie d'inspiration Durkheimienne « *selon laquelle la société dépasse largement l'individu dans le temps comme dans l'espace* » (P. Corcuff, 1998) et commande les comportements individuels ; et d'autre part vis-à-vis de l'individualisme méthodologique qui suggère au contraire une vision de la société et des phénomènes collectifs comme étant le résultat d'un ensemble d'actes, de croyances et de comportements individuels (voir à ce sujet les travaux de Raymond Boudon).

« Point de groupes, de classes sociales, d'ouvriers, de cadres, de jeunes, de femmes, d'électeurs, etc. auxquels nous ont habitués aussi bien les sciences sociales que les nombreuses données chiffrées qui circulent aujourd'hui sur la société. Point encore de ces personnes sans qualités que l'économie nomme les individus et qui servent de support à des connaissances et à des préférences. Point non plus de ces personnages grandeur nature que les formes les plus littéraires de la sociologie, de l'histoire et de l'anthropologie transportent dans l'espace du savoir scientifique, au travers de témoignages souvent très semblables à ceux que recueillent les journalistes ou que mettent en scène les romanciers. Pauvre en groupes, en individus ou en personnages, cet ouvrage regorge en revanche d'une multitude d'êtres qui, tantôt êtres humains tantôt choses, n'apparaissent jamais sans que soit qualifié en même temps l'état dans lequel ils interviennent. C'est la relation entre ces états-personnes et ces états-choses, constitutive d'une situation, qui fait l'objet de ce livre. » (L. Boltanski, L. Thévenot, 1991)

En adoptant, pour comprendre l'acteur en situation, une posture reposant sur une approche sociologique compréhensive (poursuivant ainsi la recherche du « *sens subjectif visé par l'agent* » selon l'expression de Max Weber¹¹⁶) et pluraliste, les penseurs de cette théorie proposent une grille de lecture originale des mécanismes de formation des accords interindividuels. Cette grille intéresse notre recherche pour deux raisons : l'objet qu'elle aspire à interpréter (les formes de coordination interindividuelle) et la méthode d'analyse qu'elle commande.

✓ Des origines de l'œuvre...

« *De la justification, les économies de la grandeur* » (1991) de l'économiste L. Thévenot et du sociologue L. Boltanski - disciple de Bourdieu - constitue l'ouvrage de référence de la sociologie de la critique. Les auteurs y développent avec force et détails ce que l'on nomme souvent « *la grammaire des mondes* ». Mais les principes fondateurs de cette approche se dessinent déjà dans les précédents écrits de L. Boltanski, et en particulier dans « *Les Cadres - Formation d'un groupe social* » (1982) et dans « *La dénonciation* » (1984). Le premier de ces deux travaux amène l'auteur à reconsidérer le processus de catégorisation, qu'il considère

¹¹⁶ « *Comprendre une action, un comportement, des façons d'agir, c'est savoir ce qui les explique, les justifie par les sujets eux-mêmes* », M. Weber.

comme l'activité à la base de toute analyse scientifique, et à (re-) découvrir notamment « *la compétence réflexive des non spécialistes, la capacité des personnes à la généralisation* » (H. Isaac, 96). Ceci l'amènera à repenser la relation chercheur - acteur, et finalement à rompre avec la posture du « sociologue critique » qui revendique « *la capacité à apporter sur la réalité un éclairage différent et supérieur à celui des acteurs*¹¹⁷ » (L. Boltanski, 1990). Il proposera alors de « *se doter d'une extériorité de rang plus élevée* » en l'échange du « *sacrifice de son intelligence* », de l'acceptation pour le sociologue d'être un acteur au même titre que les autres et donc soumis aux mêmes contraintes. Le second de ces travaux lui permet d'identifier la capacité d'une action de protestation à accéder à un certain degré de généralité, par référence à un principe de justice qui se veut universel. Ceci marque la naissance du concept de « *grandeur* » au cœur de la théorie des mondes.

✓ ... à la grammaire des mondes

Boltanski et Thévenot se sont intéressés aux modalités de construction des accords entre acteurs ou groupes sociaux. Ils ont en particulier porté leur attention sur des « *scènes courtes* »¹¹⁸, où la tension des échanges interindividuels oblige les différentes parties prenantes à déployer leurs argumentaires afin de se justifier face à des critiques, ou de pouvoir critiquer des positions différentes des leurs¹¹⁹. Pour les auteurs la force de conviction d'un argument - d'une justification - dépend de sa capacité à renvoyer à un « *principe supérieur commun* », un « *principe de justice* » intelligible par tous et qui par sa « *montée en généralité* » (L. Boltanski, L. Thévenot, 1991) transcende les individus et rend possible une dynamique cognitive collective, en donnant des repères qui guident dans la situation. Celle-ci est alors susceptible d'aboutir à la formation d'un accord.

Le point essentiel de cette approche est la reconnaissance de « *la pluralité des formes de généralité* » qui semblent fonctionner « *à la fois comme systèmes d'interprétation du monde, comme modes d'organisation des hommes et des choses et comme supports des remises en cause de ces ordonnancements* » (P. Juhem, 1994). Les auteurs distinguent des valeurs « *légitimes* » et « *illégitimes* », ces dernières ne pouvant supporter une « *montée en généralité* » visant à démontrer leur universalité. L'hypothèse est que les personnes s'accordent parce que leur raison les conduit à adopter concomitamment l'un ou l'autre de ces « *principes supérieurs communs* ». En s'adossant à l'analyse de textes de philosophie politique¹²⁰ cherchant justement à proposer une vision sociétale entièrement organisée et même hiérarchisée selon un principe fondamental à vocation universelle - « *un modèle de justice* » -, ils recensent dans nos sociétés occidentales six principes stabilisés. Ceux-ci sont susceptibles *a priori* d'être sollicités par n'importe quel acteur devant se livrer à un exercice de justification afin de rechercher un accord ou soutenir un litige. Ces grandeurs ne sont donc attachées ni à des individus, ni à des collectifs, ni à des situations spécifiques : ce sont des références universelles, des outils, susceptibles d'être mobilisés à tout moment par chacun. Ce

¹¹⁷ « *D'autre part sa validité ne dépend pas de l'acquiescement des acteurs* » (L. Boltanski, 1990).

¹¹⁸ Cette notion de temporalité réduite est importante car marque une rupture franche avec de nombreux courants sociologiques français comme la sociologie de la pratique de P. Bourdieu ou le modèle stratégique développé par Crozier par exemple, qui contraignent le sociologue, dans son souci de mettre à jour la vérité sociale, à procéder à de longues enquêtes socio-historiques individuelles et sectorielles (récits de vie, analyses des champs, jeux de pouvoirs, systèmes d'action concret, etc.), et se référer à des « *construits sociaux* » (dans la tradition Durkheimienne) se rapportant à de longues échelles de temps. En revanche le modèle des grandeurs aspire à s'inscrire dans l'observation et l'interprétation du présent, uniquement à partir de ce qu'il s'y passe. L'aspect « *pratique* » - et non simpliste - de cette démarche ne peut que séduire les sociologues de terrain.

¹¹⁹ La notion de « *publicité* » liée à l'épreuve de justification, c'est-à-dire sa visibilité, son accessibilité à l'ensemble des membres d'une collectivité, est très importante. Elle renforce selon les auteurs le besoin de s'appuyer sur des arguments forts, touchant tout le monde.

¹²⁰ Les auteurs précisent que les textes choisis doivent énoncer les principes de justice régissant la cité et doivent comporter une visée pratique. Ces ouvrages doivent avoir connu une grande diffusion et leurs textes doivent avoir été mis à contribution pour « *confectionner des technologies politiques* », c'est à dire pour construire ou justifier des instruments politiques reposant sur la mise en équivalence de principes de validité très générale. Les auteurs donnent ainsi l'exemple du *Contrat social* qui a justifié les constructions juridiques sous la révolution.

« détachement » permet notamment aux auteurs de replacer la notion de libre-arbitre¹²¹ au cœur de leur approche sociologique. Dans le jargon de la théorie des mondes, ces six grandeurs se déploient dans autant de « *mondes purs* », composés d'un ensemble d'« êtres » (personnes, objet, concepts), et au sein desquelles les « cités » constituent des formes d'organisation idéales dont l'équilibre est justement permis par l'autorité naturelle de la grandeur en vigueur. Ces cités sont : « *la cité de l'inspiration, la cité domestique, la cité de l'opinion, la cité civique, la cité marchande et la cité industrielle* ». Leur construction serait soutenue par cinq axiomes. Nous en citerons deux pour ce qu'ils nous semblent être sujets à critiques dans le champ d'application particulier qui intéresse notre recherche : le premier spécifie le « *principe de commune humanité* », qui suppose que toutes les personnes d'une cité sont concernées par l'ordre politique ; le dernier axiome pose que le bonheur est un « *bien commun* », au sens où le bonheur des « *êtres grands* » d'une cité rejailit automatiquement sur les « *petits* » (L. Boltanski, L. Thévenot, 1991).

A partir de là, toute situation d'échanges interindividuels est considérée par les auteurs comme une combinaison des différents mondes définis plus hauts. Il est ainsi possible de comprendre les situations et leur dynamique à partir des représentations qu'en donnent, au travers de leur justification, les personnes qui en sont parties prenantes (H. Isaac, 1996). Les auteurs identifient alors dans cet ouvrage trois principaux modes de construction de l'accord : la « *clarification dans un seul monde* » qui survient lorsque le recours à un principe supérieur commun par l'une des parties prenantes trouvent écho auprès de ses interlocuteurs ; « *l'arrangement local* » qui est contingent aux personnes et aux circonstances, ne vise pas un bien général, et de fait est limité dans le temps et non reproductible ; et enfin « *le compromis* » qui lui s'appuie sur un bien commun, et dont la durabilité est assurée par un « *dispositif* ». Le compromis suggère l'éventualité d'un principe capable de rendre compatibles des jugements s'appuyant sur des objets relevant de mondes différents.

Leurs travaux suivants ont amené les auteurs à élargir leur réflexion à d'autres régimes d'action s'ajoutant à celui de la justification : le « *régime de l'agapé* » (se rapportant à l'amour, au pardon, et modélisé à partir de la tradition théologique chrétienne), le « *régime de la violence* » et le « *régime de la justesse* » caractérisé par l'absence d'opérations critiques et la prédominance des « *routines* » (L. Boltanski, 1991, et P. Corcuff, 1998). Ils identifient également différents « *régimes d'engagement* », fonctions du niveau de publicité dans lesquels sont engagés les choses et les êtres dans la coordination (L. Thévenot, 1990). Dans leurs travaux les plus récents semble se dessiner une volonté de circonscrire plus précisément la zone de validité de leur approche par les mondes, et de rejoindre d'autres courants d'analyse sociologiques (en particulier celui de l'analyse stratégique, et celui de l'action située) plus aptes à interpréter l'action sociale correspondant à d'autres régimes d'action (L. Thévenot, 2006).

2.3.2 Pourquoi recourir à la théorie des grandeurs dans le cadre de cette recherche ?

Le premier intérêt que cette théorie présente au regard de notre travail de recherche est son adéquation avec les principes qui sous-tendent l'élaboration de notre démarche d'intervention : une approche « *compréhensive* » qui considère l'Acteur comme véritablement acteur de son développement, et qui rééquilibre les poids entre chercheurs et acteurs (sujets d'investigation). Souligner et exploiter la correspondance entre cette posture sociologique et la conception de la pratique du développement qui justifie le questionnement du recours à la Vidéo Participative (cf. première partie) nous semble relever d'un devoir de cohérence.

Ensuite, comme le dit L. Boltanski lui-même, l'aspiration de cette théorie est bien de « *fournir un instrument pour analyser les opérations qu'accomplissent les acteurs lorsque, se livrant à la critique, ils doivent justifier les critiques qu'ils avancent, mais aussi lorsqu'ils se*

¹²¹ Réduite à peau de chagrin par la plupart des courants sociologiques dominants de l'époque s'attachant soit à l'étude des déterminants, soit à une vision de l'individu comme cherchant seulement à améliorer ses conditions matérielles.

justifient face à la critique ou collaborent dans la recherche d'un accord justifié » (L. Boltanski, 1990). Elle se revendique donc pleinement comme un outil d'analyse des processus de concertation. Dans le cadre spécifique de la théorie des grandeurs, notre deuxième hypothèse de recherche pourrait être reformulée de la sorte : « la réalisation partagée de la vidéo permet-elle à chacun des acteurs impliqués dans le processus de recherche d'un accord d'identifier les mondes dans lesquels chacun évolue ?¹²² Facilite-t-elle la recherche d'un principe supérieur commun susceptible d'être accepté par tous, ou éventuellement susceptible de supporter un dispositif de compromis ? » En ce sens la théorie des mondes a un impact à la fois sur notre manière de concevoir notre démarche d'intervention et sur notre méthode d'analyse de son impact. En effet nous attacherons un soin tout particulier à inviter les acteurs impliqués à entrer dans un régime de justification au moment des interviews, de façon à permettre à chacun au moment des réunions de projection multi-acteurs de comprendre les critiques des uns et des autres, de pousser un peu plus leur argumentation ou encore de les amener à se déplacer progressivement d'un monde à l'autre en vue d'obtenir un accord. C'est donc en ayant recours à cette « *grammaire* » que nous identifierons ou non la capacité du travail participatif en vidéo tel que nous le concevons à proposer un cadre interprétatif commun, une « représentation collective » de la situation.

Enfin les méthodes de collecte et d'analyse des données relatives à cette approche sont parfaitement compatibles avec la multiplicité et les contraintes de nos travaux de terrain. Proche des méthodes de l'éthnométhodologie, reposant pour l'essentiel sur l'analyse conversationnelle, le sociologue de la critique se concentre sur la récolte mot à mot des discours des acteurs en situations diverses (un travail facilité par l'utilisation de l'enregistrement vidéo, mais toujours fastidieux), élabore des « *rapports de rapports* » qu'il croise afin non pas d'interpréter le discours de l'acteur et de risquer de le dénaturer, mais pour le clarifier.

2.3.3 Critiques de la grille de lecture proposée par L. Boltanski et L. Thévenot

Diverses critiques ont tour à tour été formulées à l'encontre de cette nouvelle voie d'exploration sociologique qui, il faut le reconnaître, y résiste assez bien de par la richesse des perspectives qu'elle offre et la diversité des domaines d'application touchés. Il nous semble cependant primordial de porter notre attention sur deux caractéristiques inhérentes à cette approche, qui nous en compliquent l'accès.

Rappelons que cette théorie a été élaborée dans le cadre spécifique des sociétés occidentales (française et américaine essentiellement), au travers d'un consciencieux décorticage de leur héritage littéraire en matière de philosophie politique. Or comme le disent eux-mêmes les auteurs « *pour décrire chacun de ces ordres de généralité [...] nous devons être particulièrement attentifs à notre langage de description. Il fallait éviter d'importer des références à des formes de généralité étrangères, ce qui aurait pour effet de transformer, comme c'est souvent le cas en science sociale, un constat en critique.* » (L. Boltanski, L. Thévenot, 1991). Ceci implique que dans le cadre de sociétés étrangères aux « *appareillages métaphysiques* » différents (P. Juhem, 1994), la translation des « *grandeurs* » identifiées dans leur ouvrage de référence n'est pas immédiate. Or nous allons justement devoir analyser des exercices de recherche de formes de coordination interindividuelles en Bolivie, en Equateur et au Mali. L'identification avec détails et certitude des « *grandeurs* » en jeu dans les régimes de justification propre à chacune de ces sociétés¹²³ n'étant pas le sujet de notre recherche, nous

¹²² L'une des hypothèses posées par L. Boltanski et L. Thévenot est justement que « *l'identification des mondes est une phase nécessaire à la construction des accords* » (L. Boltanski, L. Thévenot, 1991)

¹²³ Bien sûr la proximité socio-historique de l'Equateur et de la Bolivie peut laisser supposer que des conventions collectives de justice comparables y seraient en vigueur... Il faut néanmoins prendre garde à ne pas confondre les contextes andins (en Bolivie) et amazonien (en Equateur), ni associer les références politiques traditionnelles ou les

concentrerons essentiellement notre analyse sur l'identification des « *régimes de justification* » (en dehors de ceux volontairement suscités au travers des questionnaires écrits et des interviews), et l'analyse de ces « *scènes courtes* » (moments d'une réunion, d'une discussion informelle ou d'une interview). Nous tâcherons bel et bien de clarifier les principes semblant soutenir les argumentations, mais ne prétendrons pas qu'il s'agisse dans la société envisagée, d'un « *principe supérieur commun* » disons « localement constitué ».

La seconde critique qu'il nous semble important de formuler ici concerne l'une des hypothèses fondamentales de la théorie, à savoir l'aptitude d'emblée conférée à tous, indistinctement, de pouvoir faire appel à la logique de chacune des « *cités* ». Même si les auteurs nuancent quelque peu leur propos en précisant que ce travail se positionne dans « *des sociétés critiques au sens où les acteurs disposent tous de capacités critiques, ont tous accès quoique sans doute à des degrés inégaux, à des ressources critiques et les mettent en œuvre de façon quasi permanente dans le cours ordinaire de la vie sociale* » (L. Boltanski, 1990), il n'en demeure pas moins qu'ils évacuent (ou du moins mettent au second plan) les questions de degré d'instruction, d'aisance oratoire, et de contexte de réception du message. Or ces questions, qui nous renvoient à une analyse du type stratégique ou « bourdieusienne » en attirant notre attention sur les jeux de pouvoir, semblent être d'autant plus pertinentes dans le contexte des pays du sud où les inégalités entre individus sont souvent plus marquées que dans nos sociétés occidentales¹²⁴. La maîtrise même d'un langage commun entre toutes les personnes impliquées dans le processus de recherche d'un accord n'est pas assurée : en Equateur nos partenaires locaux parlent espagnol et/ou quechua, et au Mali, ils parlent français et/ou bambara. Cette critique suggère donc de questionner sur le terrain les conditions dans lesquelles se déroule la recherche de l'accord : permettent-elles aux différentes parties prenantes de l'échange d'avoir accès à l'ensemble (ou tout au moins à un même nombre) des registres de justification acceptables par les autres ? Ceci n'est pas sans rappeler notre troisième hypothèse de recherche, pour laquelle il nous semble pertinent de mobiliser l'approche stratégique développée par L. Mermet dans le cadre de la gestion environnementale, et notamment d'étudier en quoi les conditions de déroulement de la recherche de l'accord permettent ou non de limiter ce qu'il appelle « *les dispositifs de forçage* » (L. Mermet et al., 2004)¹²⁵.

2.4 Apport de l'analyse des médiations territoriales

Notre questionnement de recherche porte sur le processus d'accompagnement appuyé par vidéo et son impact sur le système d'acteur local. Or nous avons expérimenté l'outil vidéo sur trois terrains, autour de trois problématiques, dans trois systèmes d'acteurs et selon trois démarches différentes. Cette variabilité dans les conditions d'expérimentations, même si elle apporte une richesse indéniable pour l'expérimentation (Cf. P1, Chapitre 3, § 1.4), complique également la mise en œuvre d'une comparaison rigoureuse. Il est donc essentiel de se donner les moyens de caractériser et de distinguer sur chaque expérimentation ce qui relève de l'outil en lui-même de ce qui tient des mécanismes sociaux locaux de coordination entre acteurs, et également de ce qui concerne la structure et le déroulement du processus de concertation dans son ensemble. A propos de ce dernier point, il semble que les notions de « *typologies* » et « *d'itinéraire de concertation* » développées par J.-E. Beuret (Beuret 2001, 2006) peuvent nous fournir de puissants outils de caractérisation des processus cognitifs collectifs dans lesquels

systèmes de justice des sociétés indiennes (toujours prégnantes) avec les textes d'influence européenne érigés comme fondement des « nations » bolivienne et équatorienne.

¹²⁴ Cet accès supposé égal aux ressources critiques, à compétences similaires par ailleurs, est une hypothèse à caractère très libéral, qui rejoint en ce sens l'axiome sus cité concernant la redistribution verticale automatique du bonheur. Ces postulats généreux et utopiques sont critiquables dans les sociétés réelles.

¹²⁵ Pour une critique plus générale de la théorie des grandeurs, nous vous suggérons de vous référer à Alain Caille, 1995.

nous sommes intervenus. S'il est vrai qu'en l'état ces outils restent plus descriptifs qu'analytiques, ils permettent néanmoins de mettre en évidence un certain nombre d'étapes et de rôles clefs, structurant les dynamiques de concertation, ainsi que divers facteurs de réussite ou d'échec sur lesquels nous serons amenés à porter notre attention. L'approche catégorielle et séquentielle des processus de concertation ainsi proposée doit nous aider à organiser notre effort de comparaison.

Enfin la référence aux travaux de J.-E. Beuret nous donnera l'occasion d'approfondir l'importance de la fonction de « *médiation* » ainsi que les diverses formes qu'elle est susceptible d'emprunter.

2.4.1 Une typologie des dynamiques de concertation constituée de façon empirique

Pour établir sa typologie J.-E. Beuret s'est appuyé sur 86 cas de mise en œuvre d'une gestion concertée des espaces ruraux entre agriculteurs et non agriculteurs, identifiés entre 1999 et 2001 dans la région Bretagne. L'une de ses premières constatations est que près des deux tiers des cas recensés ont émergé en marge des politiques publiques, de façon « spontanée ». Le caractère spontané et souvent informel de ces démarches explique leur grande diversité de forme. Il a ainsi identifié 8 types de concertation, selon leurs objets, leur contexte initial, les acteurs impliqués, le ou les institutions supports et selon les formes d'accord sur lesquelles elles ont débouché. L'ensemble de ces critères définissent ce qu'il nomme « l'itinéraire de concertation ». Ces 8 types sont schématisés sur la figure 3 présentée plus bas.

Le premier critère discriminant utilisé par J.-E. Beuret est celui de l'origine des initiatives, qui est selon lui déterminante quant à la forme, l'intérêt et les problèmes posés par la concertation. Lorsque la concertation émane d'institutions externes au territoire, il la qualifie de « *démarche descendante* », par opposition aux « *démarches ascendantes* » qui s'initient sous l'impulsion d'acteurs locaux.

Les démarches descendantes vont à la recherche d'une accroche locale, d'une dynamique de concertation, qui soit ne préexiste pas à leur mise en place et qu'il faut donc susciter (« *démarche descendante stricte* », DD), soit qui préexiste et qu'il s'agit de raccrocher (« *démarche descendante ascendante* », DA).

Pour ce qui est des démarches ascendantes, l'auteur distingue tout d'abord celles de type formel, portées par des institutions locales. Elles peuvent intervenir afin de prévenir un conflit : une « *cellule de concertation permanente* », CP, peut alors être mise en place pour prévenir au quotidien, par le dialogue, les risques de conflit, ou alors on préfère opter pour une « *dynamique de médiation-projet* », MP, qui vise à transformer le conflit en projet collectif. Ces démarches formelles, institutionnelles, peuvent également viser d'emblée la mise en place d'un projet touchant aux espaces ruraux et nécessitant le recours à une concertation. Il s'agit alors de ce que J.-E. Beuret nomme les « *projets institutionnels* », PI. Une fois précisée l'origine, c'est donc la finalité et la forme de la concertation qui constituent les critères discriminants. Enfin les démarches ascendantes informelles semblent très diverses, et l'auteur les distingue selon le groupe d'appartenance du ou des leaders qui en sont à l'origine, et selon les objectifs visés par la dynamique. Il identifie ainsi les « *initiatives de leaders citoyens* », IC, les « *initiatives de leaders agricoles* », IA, et les « *communications intersectorielles* », CS. Ces dernières correspondent le plus souvent à un groupement professionnel agricole qui cherche à modifier son image auprès d'autres acteurs du territoire, et leur ouvre en quelque sorte ses activités (J.-E. Beuret, 2001).

Nous avons vu que la majorité des cas étudiés sont le fruit d'initiatives locales, de nature ascendante et informelle. Il est donc probable que selon les contextes socio-politiques considérés les formes que prennent ces initiatives varient. En ce sens cette typologie apparaît comme très contextualisée et reste sans doute non exhaustive. Elle ne doit donc constituer pour notre recherche qu'une référence nous donnant les moyens de caractériser le type de

dynamique de concertation dans lequel nous intervenons. Nous devons donc être très attentifs aux éventuels écarts entre les caractéristiques identifiées par J.-E. Beuret et celles issues de nos propres observations de terrain.

2.4.2 Les « itinéraires de concertation »

Pour J.-E. Beuret, « *la concertation est un processus de construction collective de questions, de visions, d'objectifs et de projets communs. Elle n'a pas obligatoirement pour finalité de prendre ou d'influencer une décision* » (J.-E. Beuret, cité par le groupe de travail IRAM, RéDèV, 2004)¹²⁶. Il décompose les dynamiques de concertation selon trois étapes élémentaires qui peuvent éventuellement se chevaucher, ou se décomposer chacune en plusieurs phases, plusieurs périodes de temps. Ainsi ce processus n'est pas linéaire mais bel et bien constitué d'incessants allers-retours entre les trois étapes suivantes :

- « *Rapprochement des acteurs et élaboration du réseau de participants* » : cette étape consiste en prendre contact et motiver l'implication des acteurs considérés comme essentiels à la formulation d'un accord durable autour d'un objet aux contours progressivement et collectivement définis. L'auteur attire notre attention sur l'importance de la légitimité des personnes ainsi impliquées (légitimité à la fois interne et externe à chaque catégorie d'acteurs sensée être représentée), et sur l'attribution ou l'adoption de rôles spécifiques (facilitateur, animateur, médiateur, expert, partie prenante, arbitre ...)
- « *Interconnaissance et dialogue* » : cette étape est présentée comme étant potentiellement la moins conflictuelle, ce qui n'enlève rien de son importance. Il s'agit pour les différents participants d'apprendre à se connaître, de se constituer un langage commun, une culture commune de la situation et des intérêts en présence, pour pouvoir dépasser les préjugés et aborder les problématiques de façon constructive. Ceci passe par des travaux de groupes, des visites mutuelles, etc.
- « *Construction d'un accord* » : cette étape (la plus importante ?), selon J.-E. Beuret, n'aboutit le plus souvent qu'après qu'il y ait eu « *contraction de l'accord* », soit par rejet ou abandon d'une ou plusieurs catégories d'acteurs, soit par requalification de l'objet, soit encore par d'autres limitations, de type spatial ou temporel. Mais en se donnant ainsi les moyens de formuler et concrétiser un accord sur de nouvelles bases, J-E Beuret estime que son impact est nécessairement réduit par rapport aux objectifs initiaux associés à la concertation.

Les formes, durées et conditions de réalisation pratique de chacune de ces phases sont extrêmement variables, puisque comme nous l'avons dit plus haut, dans leur majorité les pratiques de concertation émergent localement et sont donc réinventées chaque fois¹²⁷. Cette spontanéité, cette « *endogénéité* » (P. D'Aquino, 2002) est-elle un facteur important pour le succès de ces dynamiques ? Est-il possible ou plutôt pertinent, malgré cette diversité de formes, d'itinéraires, de s'appuyer sur des méthodes et outils d'accompagnement plus ou moins standards ? Ou bien doivent-ils également être réinventés à chaque fois ? Le recours à la Vidéo Participative est-il en mesure de susciter l'émergence de telles dynamiques de concertation au niveau local ? Peut-il permettre de relier une initiative locale à un niveau plus global et inversement ? Est-il sujet à des risques de détournement, de manipulations de nature politique ? Voilà autant de questions qu'il nous faudra nous poser à propos de nos terrains. Il sera donc important de bien expliciter, pour chacune de nos expérimentations, sur quelles

¹²⁶ Par opposition à la « *négociation* » qui au contraire a pour objectif de décider ensemble.

¹²⁷ Même s'il existe, en France notamment, un certain nombre de lois et procédures relatives à l'usage de la concertation et de la participation dans la définition d'un certain nombre de programme, notamment à caractère environnemental (Cf. note 42 en P 1, Chapitre 2, § 2.1).

étapes particulières nous sommes intervenus (volontairement ou non), de quelle manière, et comment se sont éventuellement déroulées les autres étapes de ce processus.

La vidéo n'est qu'un outil dont le recours n'est *a priori* utile que dans certaines conditions et à certains moments particuliers des dynamiques cognitives collectives. Cette approche séquentielle des processus de concertation doit nous permettre d'identifier les phases ainsi que les conditions dans lesquelles cet outil est susceptible de proposer des alternatives bénéfiques.

2.4.3 Les pratiques de médiation

Dans ses travaux, J.-E. Beuret met en évidence l'importance et la diversité de la fonction de médiation au sein des processus de concertation. L'objectif de la médiation est bien de favoriser le dialogue et l'écoute mutuelle, et se distingue donc clairement des fonctions « *d'expertise* »¹²⁸ et « *d'arbitrage* »¹²⁹. De son côté, dans son approche de la médiation, P. Barret semble plus insister sur la constitution d'une base commune, d'un cadre interprétatif commun sur lequel puisse s'adosser la réflexion. Selon lui la médiation vise à faciliter le dialogue, l'interconnaissance, mais aussi « *l'émergence d'une culture commune et doit veiller au respect mutuel de tous les intérêts* » (P. Barret, 2003).

J.-E. Beuret définit deux grands types de médiations territoriales : la « *médiation miroir* » et la « *médiation passerelle* ». La première est généralement le fait d'intervenants externes au processus de concertation, voire au territoire, qui sont sollicités, par les parties prenantes de la concertation, ou par l'animateur. C'est la raison pour laquelle il la qualifie également de médiation « *froide* ». Cette médiation cherche à mettre en forme la réalité locale, à en donner une représentation, une image la plus neutre possible¹³⁰, qui puisse servir de « *miroir* » aux acteurs impliqués et les amener à réfléchir sur leurs propres points de vues et positionnements vis-à-vis des autres. La médiation « *passerelle* » au contraire est une médiation « *chaude* » car elle est portée par des personnes directement impliquées dans la dynamique. Ces personnes se caractérisent en général par leur « *multi-appartenance* » (J.-E. Beuret, 2001), à savoir qu'elles bénéficient d'une certaine expérience de vie au sein de plusieurs des parties prenantes. Ce sont des « *êtres équivoques* », qui sont donc à même de comprendre les langages et logiques d'acteurs différents. Ils jouent alors un rôle de lien et facilitent les prises de contact, et les dynamiques d'interconnaissance et de dialogue.

Il semble donc assez clair que les processus d'accompagnement de concertations par recours à la vidéo sont des interventions de médiation, qui plus est de médiation « *froide* », ou « *miroir* » : il est question pour un intervenant extérieur de faciliter par recours à un outil spécifique le dialogue et la recherche d'un accord susceptible de convenir à l'ensemble des parties prenantes. L'effort de représentation y est multiple, il s'agit d'illustrer les points de vue et positionnements relatifs des différents acteurs impliqués, et d'illustrer à la fois des réalités factuelles susceptibles d'appuyer ou contredire certains discours. On est évidemment en droit d'interroger la pertinence d'un outil visant autant d'objectifs simultanément... Par ailleurs, afin de réduire les asymétries d'information, les produits vidéo aspirent à donner accès à un certain nombre de données (considérées comme essentielles pour comprendre la problématique dans toute sa complexité) à l'ensemble des participants. En ce sens cette intervention constitue également un travail « *d'expertise* », secondaire. Alors que le travail de médiation froide suppose que les intervenants acquièrent en cours d'action une légitimité pour assumer ce rôle, en « *nouant leurs propres liens avec les acteurs locaux et en donnant des gages de non-ingérence* » (J.-E. Beuret, 2001), l'expertise au contraire cherche à peser sur l'orientation de la

¹²⁸ Le but de l'expertise est d'apporter à l'ensemble des acteurs impliqués dans la concertation des éléments scientifiques pour appréhender une réalité factuelle (objectif d'information), ou de proposer des solutions techniques à un problème spécifique (objectif de proposition et de prospection).

¹²⁹ L'arbitrage a pour objectif de décider à la place des acteurs assis à la table de concertation, et d'imposer des décisions. L'arbitrage est souvent la chasse gardée des institutions publiques, voir juridique, et des porteurs de projet. L'arbitrage n'est sollicité ou imposé que ponctuellement au sein d'un processus de concertation.

¹³⁰ Au travers de photos, de représentations spatiales, des jeux d'acteurs, d'études de scénarios, etc.

discussion. Il nous faudra également questionner cette ambiguïté à la lumière du déroulement concret de nos expérimentations et de leurs résultats sur le terrain.

L'analyse proposée par Beuret nous amène enfin à interroger d'autres caractéristiques de notre proposition de médiation par recours à la vidéo participative : la démarche proposée permet-elle de s'affranchir de la subjectivité des intervenants dans l'éclaircissement des points de vue et positionnements relatifs des différents acteurs impliqués ? Et plus généralement, la neutralité des médiateurs vidéo est-elle réellement un objectif à viser à tout prix ? A quelles conditions, ou sous quelle forme cette démarche peut-elle être menée par des personnes « internes » au processus de concertation ? Les intervenants doivent-ils être des spécialistes de la problématique ou l'inverse est-il préférable ? Quels peuvent être les modes d'articulation entre les fonctions de médiation et d'animation dans ce type d'intervention ? Quelle légitimité pour les intervenants ? Ces questions doivent nous servir de guide dans notre travail d'analyse comparative de nos expérimentations.

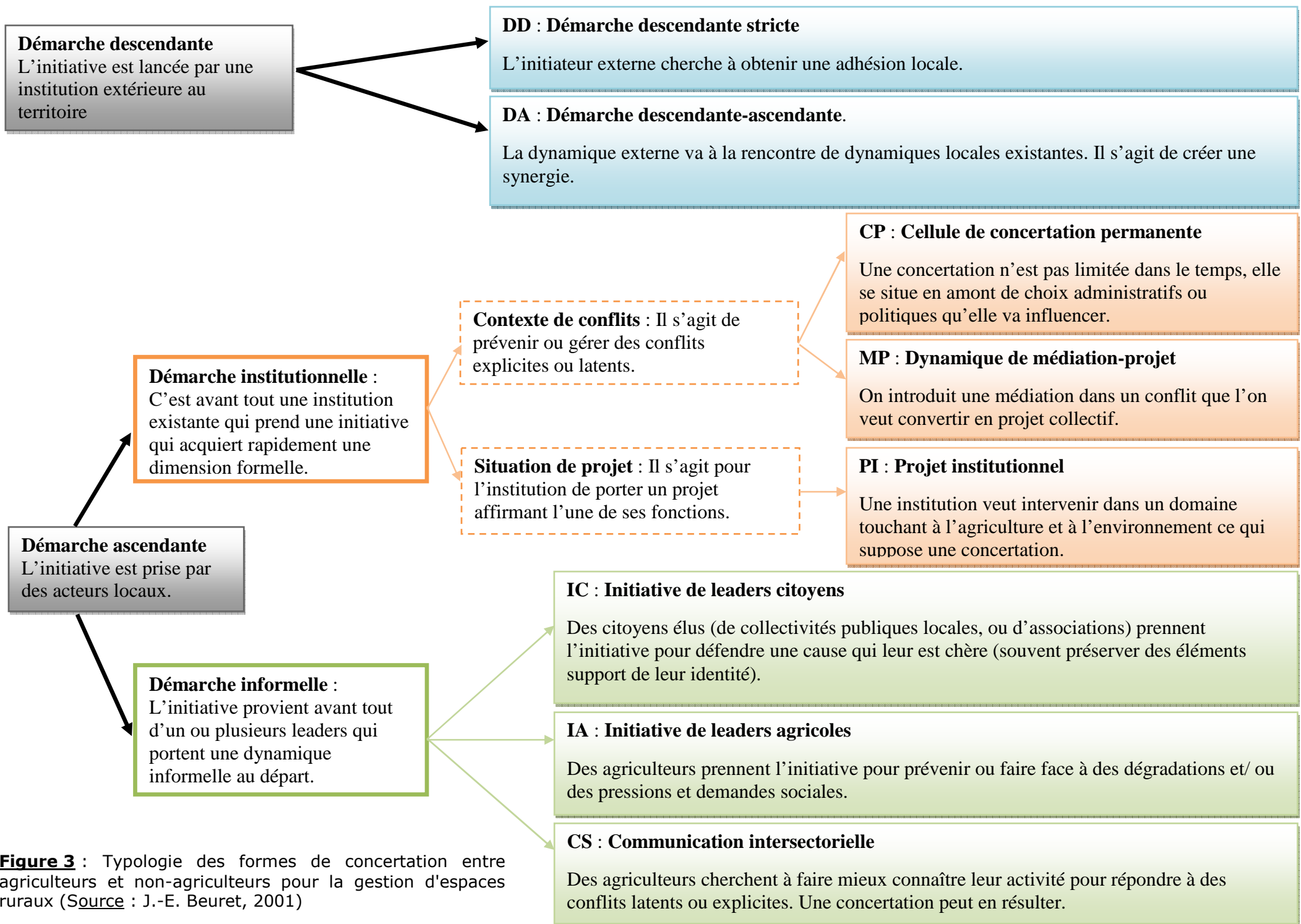


Figure 3 : Typologie des formes de concertation entre agriculteurs et non-agriculteurs pour la gestion d'espaces ruraux (Source : J.-E. Beuret, 2001)

2.5 La théorie des objets intermédiaires

La notion « *d'objet intermédiaire* » traduit la volonté de certains auteurs de recourir à une approche de la cognition de type ethnographique, qui intègre notamment la question de la matérialité dans l'analyse des formes de coordination interindividuelle. En déplaçant l'entrée empruntée classiquement pour analyser ces situations et caractériser les processus cognitifs collectifs - enquêtes auprès des acteurs pour identifier leurs logiques et stratégies, étude organisationnelle -, cette approche empirique est censée contribuer à révéler des acteurs, des relations, des lieux, des objets et des activités autres que ceux spontanément mentionnés lors des enquêtes (Vinck D., 2000). Elle permet en quelque sorte de combiner les conceptions « *distribuée* » et « *située* » des phénomènes cognitifs collectifs : distribués au sein d'un ensemble d'acteurs et situés autour de certains objets, de conventions, de méthodes et de pratiques fortement contextualisés.

Par « objets intermédiaires » on se réfère à tous ces supports (physiques ou non) susceptibles de supporter, matérialiser et stimuler les processus de réflexion collective. Ils sont très divers. Il peut s'agir de maquettes, de dessins, de cartes, de « *paper-board* », de textes ou discours, de logiciels, etc. La notion d'objet intermédiaire est encore peu chargée conceptuellement, et l'on ne parle pas véritablement de théorie, mais il y a ici un angle d'attaque nouveau et fécond, pour le sociologue qui s'intéresse aux phénomènes cognitifs collectifs.

2.5.1 Les travaux fondateurs

Cette théorie trouve son origine dans les travaux de B. Latour et S. Woolgar (B. Latour et S. Woolgar 1979) sur les modalités de constitution des faits scientifiques qu'ils caractérisent comme le résultat d'une « *production longue et négociée avec les matériaux, les instruments, les textes et les collègues* » (Vinck, D. 2000). Ils montrent ainsi que la validité scientifique de ces faits est contingente des méthodes, des instruments, des réseaux sociaux, et aussi du temps : « *la consistance des faits tient aux réseaux socio-techniques qui leur correspondent* » (Latour 1989). En ce sens l'innovation n'est pas perçue comme un processus uniquement idéal et individuel, mais également comme un processus matériel et social. Le fait scientifique se construit. Ces réflexions sont ensuite complétées par les travaux de S. L. Star et J. Griesemer (S. L. Star et J. Griesemer 1989) qui définissent le concept « *d'objet frontière* » comme un support qui, faisant référence à un modèle cognitif partagé, doit permettre de faciliter la coordination entre acteurs hétérogènes (Mer S., Jeantet A., Tichkiewitch S, 1995). L'objet frontière est alors un construit volontaire, autour des éventuelles zones d'intersection entre les représentations des acteurs impliqués dans la situation. Susceptible d'inclure dans sa forme et son contenu la multiplicité des points de vue en présence, il sert de point nodal aux échanges. De son côté B. Latour utilisera dans ses travaux ultérieurs la notion « *d'objet hybride* » afin de décrire leur caractère ambivalent : à la fois représentation d'une réalité et vecteur de coordination entre acteurs.

La notion « *d'objet intermédiaire* » quant à elle est issue de travaux d'enquêtes, d'observations et d'analyse portant sur le fonctionnement des réseaux de coopération scientifique (Vinck D., 1992, et 1999) et de travaux portant sur les processus de conception industrielle (Jeantet A. et al, 1996, Jeantet A. 1998). Nous privilégierons cette expression parce qu'à nos yeux elle évacue l'aspect quelque peu rigide, fini, de « *l'objet hybride* ». L'objet au contraire est « *intermédiaire* » (ou « *frontière* ») au sens où : d'une part il fait le lien entre différents acteurs, tous susceptibles d'avoir une influence sur le contenu et la forme de cet objet ; et d'autre part il ne constitue qu'une représentation temporaire entre deux états d'avancement du projet, en construction, une version parmi d'autres. Il est à la fois un « *point d'aboutissement* », traduisant l'accord, tout au moins l'investissement collectif des acteurs impliqués dans son élaboration, et un « *point de départ* » destiné à être repris, réinterprété et retraduit par d'autres acteurs (Vinck D., 2000).

2.5.2 Éléments de caractérisation des « objets intermédiaires »

Nous l'avons vu, les objets intermédiaires sont des entités physiques (ou non¹³¹) qui relient les acteurs entre eux. Certains sont fixes (une installation complexe d'expérimentation) d'autres au contraire sont mobiles entre les acteurs (rapports, mails). Ils sont plus ou moins contraignants à produire, à conserver et à utiliser : ils sont l'objet d'investissements forts de la part des acteurs. Ils permettent de supporter la mémoire, d'orienter le raisonnement, d'offrir des prises aux représentations des différents acteurs, et ainsi progressivement de rapprocher ou dissocier des informations (Vinck D., 2000). Ceci explique pourquoi leur utilisation dans la communication et la négociation entre co-concepteurs est considérée comme une caractéristique des situations de conception (Teulier R., Hubert B., 2004), appréhendées comme des processus collectifs et circonstanciés.

Jeantet et ses collègues (Jeantet A. et al 1996) identifient les effets du recours aux objets intermédiaires selon trois registres d'action distincts : la représentation, la traduction et la médiation.

L'effet de représentation est double. En effet, l'objet représente à la fois son ou ses concepteurs (leurs intentions, leurs conventions, leurs points de vue) mais aussi le projet en devenir. L'effet de traduction quant à lui est lié à « l'opacité » plus ou moins grande de l'objet (Vinck, 2000 et 2006), à savoir aux écarts qu'il introduit de par sa nature même vis-à-vis de la volonté de ses concepteurs, de la représentation initiale qu'ils se faisaient de cet objet, avant son élaboration concrète. De même, lors des processus complexes de conception ou de production industrielle, ce sont généralement plusieurs objets intermédiaires qui sont successivement manipulés (maquette, fiches d'instructions techniques, plans de définition, plans de fabrication...). Or le passage d'un objet à un autre suppose nécessairement un travail de traduction, le passage d'un langage à un autre, qui comme toute activité de traduction linguistique s'accompagne d'une certaine perte d'informations (mais aussi d'ajouts, volontaires ou non) et d'une certaine transformation du contenu selon les habitudes du « traducteur ». Enfin, l'effet de médiation correspond également à un double constat. D'une part l'objet intermédiaire participe à la construction de compromis et de savoirs partagés, en intégrant progressivement dans sa forme et son contenu les différents points de vue. Et d'autre part il offre à ses concepteurs (entre autres) les moyens d'opérer un retour réflexif sur leurs intentions et représentations qui ont présidé à la construction de cet objet, en les matérialisant en partie. Cet effet de médiation explique comment l'objet intermédiaire permet par sa seule existence de faire apparaître de nouvelles connaissances, solutions, ou approches (Vinck D., 2006).

Ces objets intermédiaires n'ont de sens que dans le cours de l'action. Ils sont fortement contextualisés. Ils doivent donc être caractérisés en fonction de leur contribution à la structuration de la dynamique cognitive qui les a engendrés et qu'ils soutiennent, donc en fonction de leur construction et de leurs usages. Dans cette optique deux axes de caractérisation des objets intermédiaires ont été identifiés (Mer S., Jeantet A. et Tichkiewitch S., 1995, Vinck D. et al, 1995,). Si les différences entre ces axes ne nous sont pas apparues très évidentes, il semblerait que le premier se réfère plutôt à la nature même de l'objet, et le deuxième à son contenu :

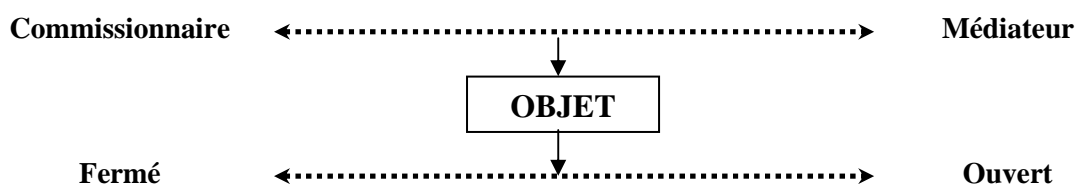


Figure 4 : Axes de caractérisation des objets intermédiaires (Source : Vinck D. 2000 et 2006)

¹³¹ Voir en particulier les travaux de R. Teulier et B. Hubert sur la notion de « concept intermédiaire », 2004.

Un objet commissionnaire correspondrait à un objet totalement transparent, c'est-à-dire un objet qui n'introduirait aucun effet de traduction. Cet objet serait la matérialisation exacte de la volonté de son concepteur. Sa diffusion correspondrait à un acte purement prescriptif. A *contrario*, un objet médiateur modifierait complètement l'idée, l'intention de son concepteur, de par son existence et son utilisation comme support de transmission. Mais comme le soulignent les auteurs : « *pas plus qu'un objet totalement transparent, n'existe d'objet totalement médiateur. Il n'y a pas d'objet intermédiaire qui ne transporte une ou des intentions, sinon le type de produit final serait totalement aléatoire* » (Mer S., Jeantet A. et Tichkiewitch S., 1995). Toute la question aujourd'hui dans les processus de conception est de recourir à des objets autorisant la créativité tout en assurant en même temps un minimum de directivité. Le deuxième axe de caractérisation définit le degré d'ouverture des objets en fonction de la marge de manœuvre qu'il autorise à ses utilisateurs dans un environnement organisationnel donné. Plus cette marge de manœuvre est grande, plus l'objet est « *ouvert* », plus il invite ses utilisateurs à un effort d'interprétation, source de créativité. A l'inverse plus l'objet est « *fermé* » plus il guide ses utilisateurs dans une direction donnée. L'ouverture de l'objet n'est pas simplement fonction de son incomplétude, mais aussi de sa capacité à susciter des variantes. Enfin, le positionnement d'un objet donné le long de ces axes dépend étroitement de la situation d'interaction dans laquelle il est impliqué : dans deux situations différentes un même objet pourrait être caractérisé différemment.

L'hypothèse fondamentale défendue par les tenants de cette approche ethnographique des situations de conception, centrée sur les objets intermédiaires, est que le type même de l'objet (donc sa position sur les axes) explique et influe sur les modalités de communication entre les acteurs amenés à interagir avec cet objet. En caractérisant ces objets il est donc possible d'appréhender la nature des relations mises en jeu tout au long du processus de conception mais aussi l'évolution concrète de l'activité de conception en elle-même au travers de la succession des objets intermédiaires, comme une suite de représentations, de plus en plus abouties du futur produit.

2.5.3 Convergences et divergences des questionnements relatifs à la « *théorie des objets intermédiaires* » et ceux de la présente recherche

Les préoccupations et sujets d'attention relatifs à la théorie des objets intermédiaires ne sont pas sans rappeler nos propres questionnements de recherche. Mais tachons d'identifier concrètement les éclairages pertinents sur nos travaux que le recours à cette théorie est susceptible de nous apporter.

✓ Les processus cognitifs entre acteurs hétérogènes sont des situations de conception

Considérons tout d'abord la définition de l'activité de conception proposée par H.A. Simon : « *activité intellectuelle par laquelle sont imaginées quelques dispositions visant à changer une situation existante en une situation préférée* » (H.A. Simon, 1991, dans Jeantet A. et al, 1996). En se référant à cette signification il semble que toute situation de négociation ou de concertation entre acteurs hétérogènes puisse être définie comme une activité de conception. Il s'agit bien d'élaborer collectivement, de formuler une solution nouvelle, permettant de dépasser un problème actuel (Teulier R., Hubert B., 2004). L'importance du rôle des objets intermédiaires (selon leur nature et leur position au sein du long processus de conception) devrait donc être transposable aux processus cognitifs collectifs de concertation. Mais l'inscription de ces processus de concertation est généralement circonscrite dans le temps (même s'ils sont longs) et contingente à une situation donnée avec des acteurs clairement identifiables et ponctuellement mobilisés. Dans le cas des processus de conception industrielle, ces dynamiques sont durables et s'inscrivent dans une organisation (réseau ou entreprise) amenée à « *survivre* » aux situations et aux acteurs impliqués dans les conceptions successives. Ainsi au sein de l'industrie par exemple, l'organisation a généralement le temps

d'éprouver les avantages et inconvénients du recours à différents objets intermédiaires, et de choisir par la pratique celui ou ceux qui sont les plus à même de faciliter ses démarches de conception. Et justement, c'est aussi parce que les objets intermédiaires utilisés au sein d'une organisation donnée sont le fruit d'une histoire particulière et de jeux de pouvoir particuliers qu'ils sont révélateurs du fonctionnement de cette organisation.

Si l'on envisage maintenant un processus de concertation visant à apporter des solutions à un problème de gestion d'une ressource naturelle, ce processus est le plus souvent fonction d'une situation donnée. Une fois qu'une solution est collectivement choisie, le processus prend fin, les acteurs se dispersent, et il n'y a que peu de raisons de les voir se retrouver tous une seconde fois pour débattre d'une autre difficulté à surmonter. Et si la solution proposée exige qu'un suivi soit effectué, le processus de concertation aboutit en général à la mise en place d'un dispositif spécifique, composé d'acteurs, volontaires ou non, mais souvent différents des concepteurs. Ainsi, dans ce type de situation, il n'y a pas véritablement de règles, de conventions de fonctionnement qui se sont instituées par la pratique. Il n'y a pas d'outil particulier ni de méthode. Chaque nouveau processus de concertation doit inventer sa manière de procéder.

✓ Décomposition et reconstruction de nos hypothèses de recherche

La « *théorie des objets intermédiaires* » nous invite ainsi à nous interroger sur l'intérêt (et la faisabilité) de proposer l'insertion dans ce type de processus de concertation d'un objet, d'un outil ou d'une méthode, qui puisse fonctionner comme un objet intermédiaire. Si le plus souvent il semble que « *ces objets émergent de l'intérieur des situations et des dynamiques interactionnelles* » (Vinck D., 2006), l'auteur suggère l'idée que ces objets puissent ne pas être nécessairement « *naturels* » et l'on pourrait alors questionner la pertinence et l'efficacité de l'introduction d'un objet intermédiaire exogène, en l'occurrence la vidéo, dans une activité cognitive collective de concertation. La vidéo peut-elle être un objet intermédiaire exogène, ouvert et médiateur ? Pour qu'un objet soit intermédiaire dans un système multi-acteurs donné, nous avons vu qu'il doit pouvoir supporter et matérialiser l'investissement des différents acteurs impliqués. La méthodologie de Vidéo Participative que nous nous proposons de tester permet-elle à chacun des acteurs de s'investir dans son élaboration ? Si oui, de quelle manière, selon quelles modalités et à quels degrés ? Selon Vinck (Vinck, 2000) « *pour qu'un objet intermédiaire opère une relation, il faut que les utilisateurs lui prêtent leurs oreilles attentives, leurs yeux ou leurs mains pour co-produire la performance cognitive* ». Pour qu'il y ait investissement de tous dans l'élaboration de l'objet, il faut aussi que cet objet parle à tous, qu'il fasse sens pour chacun des acteurs impliqués. Ceci suppose d'un côté un « langage pour l'objet » qui soit accessible à tout le monde, et de l'autre que les acteurs soient prêts, désireux et capables de réinterpréter cet objet selon leurs propres représentations. Ils doivent avoir une certaine confiance en l'objet, pour s'en saisir et l'utiliser comme source, support et porte-parole d'un processus de réflexion collective. Ces conditions sont-elles réunies pour l'outil vidéo utilisé de manière participative, que nous nous proposons de tester ? Ces questions correspondent à une décomposition particulière de notre seconde hypothèse de recherche. Il s'agit finalement de questionner la nature même (opacité, ouverture) de l'objet conçu – la ou les vidéo – en se penchant sur ses conditions d'émergence et sur son utilisation en situation, afin d'évaluer la pertinence de son insertion dans les processus de concertation.

Notre première hypothèse semble également pouvoir être éclairée par certains questionnements de l'approche par les objets intermédiaires. Les fondateurs de cette démarche nous invitent en effet à interroger les compétences des acteurs à utiliser l'objet, à interagir avec. Faut-il constituer une compétence, un référentiel commun entre tous les acteurs pour ce qui est de la manière d'utiliser l'objet ? « *Des méthodologies et des conventions de coordination nouvelles doivent être inventées par les acteurs pour que les outils contribuent aux performances de leurs activités* » (Vinck D., 2006). Ou au contraire faut-il cultiver la

différence, la diversité des compétences pour que chacun des acteurs puissent « *saisir l'objet commun, et donc les interventions des autres, à l'intérieur de son propre système* » ? (Vinck D., 2006). En ce sens il ne s'agit plus de chercher à établir une « représentation collective » ou « partagée », mais plutôt de construire un ou des points de convergence entre les représentations des acteurs, sans qu'à aucun moment ils ne voient tous la situation de la même façon. La réalisation partagée d'une vidéo peut-elle aider à identifier ces points de convergence ? Ces derniers ne sont pas sans faire penser à la notion de « *concepts intermédiaires* » développée par R. Teulier et B. Hubert (2004).

Enfin les adeptes de l'approche par les objets intermédiaires mettent à plusieurs reprises l'accent sur les effets non prévus du recours à un objet : « *parfois l'objet véhicule plus que ce que les acteurs y inscrivent, il induit des actions qui n'étaient pas anticipées* » (Vinck D. 2000). Des effets d'autant plus risqués que la matérialisation du déroulement de l'action via l'objet intermédiaire semble parfois rendre les avancées irréversibles. Quels peuvent être ces effets du recours à la vidéo non prévus par l'ensemble des acteurs impliqués, intervenants vidéo compris, au regard de nos propres expérimentations de terrain ? Sont-ils bénéfiques à l'activité collective de conception, ou au contraire sont-ils source de blocage ?

NB : Cette approche par les objets intermédiaires semble également pouvoir nous offrir une entrée, une posture méthodologique pour comparer différents outils d'accompagnement des processus cognitifs collectifs, comme les jeux de rôle ou les SMA, et la Vidéo Participative. En deux mots, il ne s'agit pas de comparer les outils en tant que tels mais bel et bien dans leurs situations d'usage, depuis leur conception jusqu'à leur utilisation.

Section 3 : Positionnement global : un chercheur conscient de son implication dans le système d'acteurs et des limites de sa légitimité d'intervention

Ce sous-chapitre vise à clarifier la posture que nous adopterons au cours de la recherche, et principalement lors des phases d'expérimentation. Nos intentions à l'égard des acteurs du développement ainsi que le rôle que nous essayerons de jouer lors de ces différents temps passés sur le terrain s'argumentent à partir de différents concepts ou théories, et notamment l'interactionnisme symbolique, le courant de la recherche-action, une conception endogène des dynamiques de développement et les principes de la « modélisation d'accompagnement » proposée par les chercheurs du réseau ComMod.

3.1 Préalable théorique : l'interactionnisme symbolique et l'ethnométhodologie, cadres de référence paradigmatiques et courants sociologiques

3.1.1 Principes fondamentaux de l'interactionnisme symbolique

Selon l'approche développée avant les années 30 par le psychologue social Georges Herbert Mead, quel que soit l'individu considéré (l'acteur comme l'analyste), l'accès cognitif au sens des phénomènes résulte d'une interprétation personnelle. Or le cadre interprétatif qui permet cette intériorisation du phénomène provient fondamentalement des interactions entre individus (De Quieroz J. M. et Ziolkovski M., 1994, Delas J.-P. et Milly B., 1997). Ainsi, l'interaction symbolique (communication verbale et non verbale) entre les individus détermine le sens que ces derniers accordent au monde et à leurs propres états mentaux : **la**

construction de l'identité personnelle mais également de l'identité sociale dépendent fondamentalement de la relation à autrui.

Herbert George Blumer, élève et successeur de Mead, énonce après sa mort les trois principes fondamentaux de l'interactionnisme symbolique, qui tournent autour de la notion de *sens* : «

- *Les humains agissent à l'égard des choses en fonction du sens interprétatif que ces choses ont pour eux.*
- *Ce sens est dérivé ou provient des interactions que chacun a avec autrui.*
- *C'est dans un processus d'interprétation mis en œuvre par chacun dans le traitement des objets rencontrés que ce sens est manipulé et modifié. »*

(De Quieroz J. M., Ziolkovski M., 1994)

L'action se fonde donc sur le sens propre que chaque individu se crée pour une situation donnée. Ce sens évolue avec l'individu et ses interactions, et la signification des objets et des actes est donc sans cesse transformée.

Cette approche est fondée sur un postulat constructiviste. Alors que des paradigmes se focalisent sur le sujet (le subjectivisme, le culturalisme – très en vogue à l'époque –, l'individualisme, la psychosociologie) quand d'autres ont pour maître mot l'objet et ses dérivés qui existent en dehors du sujet pensant (objectivisme, naturalisme, structuralisme, et surtout à l'époque fonctionnalisme) l'interactionnisme remet ces deux pôles disjoints en relation, sur le même plan, et insiste sur le processus de construction du réel que réalise chaque sujet confronté à un objet. « *La méthode de construction* »¹³² est donc l'interaction objet x sujet, qui est elle-même influencée par les interactions interpersonnelles (Kenaïssi A., 2000). Chaque individu construit ses représentations.

3.1.2 Quelques apports concrets et théoriques du courant

Le « cadre meadien » est intégré à l'école de Chicago et développé dans un premier temps (années 30-40) par des chercheurs tels que H. Blumer ou Everett C. Hughes qui y ajoutent des techniques d'observation directe *in situ* pour développer une micro sociologie interactionniste, puis par une seconde génération de sociologues (années 50-60), notamment Erving Goffman ou Anselm Strauss. Cette sociologie opposée aux paradigmes dominants de l'époque est polémique.¹³³ En terme de recherche, la production des interactionnistes s'est révélée riche et abondante, renouvelant le regard porté par les sociologues sur de nombreuses questions de société telles que les politiques urbaines (Mc Kenzie, *The City*, 1925), les problèmes au travail (Hughes, *Men and their work*, 1958), l'immigration, les relations interethniques et les tensions raciales, ou encore la marginalité et la criminalité (Becker, *Outsiders*, 1963 ou Goffman, *Asiles*, 1961, *Stigmates*, 1963, tous deux instigateurs de la « sociologie de la déviance » et des théories de l'étiquetage social¹³⁴).

Au plan théorique, le principal apport est ce principe selon lequel les faits sociaux ne s'expliquent ni par des caractéristiques propres aux individus (hommes et femmes, noir et blanc, handicapé et valide, etc.) ni par des structures sociales déterminantes, qui s'imposeraient de l'extérieur aux individus et impliqueraient des comportements prédéfinis. Ces faits sont des construits qui naissent sur la base d'interactions sociales, et ils prennent forme dans des rapports et par des échanges interindividuels, concrets et quotidiens, en fonction du sens que les individus donnent aux situations telles qu'ils les vivent. Donc **ce qui compte désormais pour le sociologue n'est pas d'observer les situations sociales comme des choses, mais de comprendre l'interprétation ou la représentation** — « *la prédiction créatrice* »¹³⁵ — **par laquelle les acteurs « définissent la situation », c'est-à-dire le sens**

¹³² PIAJET J. (dir.), Logique et connaissance scientifique, Encyclopédie de la pléiade, Gallimard, Paris, 1967

¹³³ L'approche pragmatique colle néanmoins très bien avec la sociologie empirique de l'école de Chicago, dont les penchants pratiques et parfois peu académiques sont à relier au chaos social que connaît la ville au début du siècle dernier, et donc au besoin d'une sociologie « concrète » et « efficace » pour s'attaquer à ces problèmes.

¹³⁴ La lecture de textes issue de ces ouvrages permet facilement de comprendre comment les interactionnistes symboliques replacent justement l'interaction interpersonnelle au centre de leurs explications de phénomènes concrets.

¹³⁵ Kenaïssi cite W. I. Thomas

qu'elle revêt à leurs yeux (Kenaïssi A., 2000). Husserl (qui a inspiré l'ethnométhodologie, cf. infra) considérait que le monde est une donnée objective qui s'impose de la même manière, avec sa structure et son histoire, aux individus qui doivent composer avec, l'intérioriser et l'interpréter à leur manière.

Cette théorie rejoint sur de nombreux points la « **sociologie compréhensive** » de Max Weber. En effet, bien que l'auteur définisse la sociologie comme « *une science qui se propose de comprendre par interprétation l'action sociale et par là d'expliquer causalement son déroulement et ses effets.* »¹³⁶, cette sociologie doit être compréhensive puisqu'elle doit rechercher le sens et les motifs des actions¹³⁷ (traditionnelles, affectuelles, rationnelles en valeur ou en finalité). L'apport de l'interactionnisme symbolique est essentiellement le refus de l'interprétation par l'analyste en lieu et place des individus.

3.1.3 L'ethnométhodologie : le langage comme miroir des individus

Nous aborderons rapidement quelques fondements de l'ethnométhodologie, parce qu'elle se construit comme un prolongement de l'interactionnisme symbolique, et qu'en termes méthodologiques elle fournit des éléments pour réfléchir à l'analyse des conversations.

L'ethnométhodologie se fonde notamment sur les nombreux travaux d'Alfred Schütz¹³⁸, dans lesquels l'auteur considère **l'intercompréhension entre individus comme un mécanisme de construction de la réalité sociale**. Cette idée, qui réunit en quelque sorte les interrelations avec les interprétations et les représentations individuelles, repose sur celle de l'existence d'un stock commun de connaissances disponibles, comprises – ou plutôt compréhensibles – par tous.

Harold Garfinkel reprend l'idée pour fonder le courant ethnométhodologique. Le concept naît d'une étude menée sur les délibérations de jurés aux Etats-Unis, au cours de laquelle Garfinkel découvre à des citoyens lambda, soucieux d'accomplir leur rôle correctement, une surprenante capacité à constituer ensemble une méthode d'analyse judiciaire des faits et des arguments, sans formation juridique mais uniquement en mobilisant une logique de sens commun, sorte de savoir global de la société¹³⁹. Ainsi, puisque les membres puisent dans un *pool* partagé de ressources, la frontière entre le savoir du spécialiste et celui du profane disparaît : **les individus utilisent pour construire leur monde social des savoir-faire, des règles et des raisonnements sociologiques dont le sociologue n'a pas le monopole de la connaissance**, même si ce dernier la théorise et participe à la rendre consciente dans la société. « *Les activités par lesquelles les membres organisent et gèrent les situations de leur vie courante sont identiques aux procédures utilisées pour rendre ces situations descriptibles* » (Garfinkel H., 1967). Dire une chose et la faire sont deux actions très proches, décrire sa relation avec quelqu'un c'est déjà l'instituer ou la modifier, et c'est donc grâce au **principe de réflexivité du langage** (le lien que l'on peut établir entre une expression, la personne qui l'emploie et son contexte) que l'on peut accéder aux conceptions des individus, avec des mots qui jouent dès lors le rôle de miroirs des personnes. C'est d'ailleurs la maîtrise d'un langage commun qui définit les « membres », terme que Garfinkel préfère aux « acteurs » ou aux « individus ». Et c'est ce principe de réflexivité, associé à celui d'indexicalité (l'importance du contexte pour les sous-entendus et les insinuations locales qui se cachent derrière des mots

¹³⁶ Définition issue du premier chapitre d'*Economie et société*

¹³⁷ Weber précise dans *économie et société* « nous entendrons par « action » un comportement humain quand et pour autant que l'agent lui communique un sens subjectif », il ne s'intéresse donc qu'aux comportements qui sont le produit d'un sens subjectif, et qui plus est dont le sens est dirigé vers autrui (actions purement sociales).

¹³⁸ Pionnier de la sociologie phénoménologique, développée dans la première moitié du XXème siècle. Voir *The phenomenology of social world*, 1967

¹³⁹ « Ils étaient soucieux de la justesse de leurs descriptions, de leurs explications et de leurs arguments [...] Ils mettaient en œuvre une méthodologie..., mais comment appeler ce truc... ? [...] C'est ainsi que le mot ethnométhodologie a été utilisé au départ. Ethno suggérait d'une manière ou d'une autre qu'un membre dispose du savoir de sens commun de sa société en tant que " savoir de quoi que ce soit ". S'il s'agissait d'ethnobotanique, on avait à faire, d'une manière ou d'une autre, à la connaissance et à la compréhension qu'ont les membres de ce qui, pour eux, constituent des méthodes adéquates pour traiter des choses botaniques. C'est aussi simple que cela, et la notion d'ethnométhodologie ou le terme ethnométhodologie étaient pris dans ce sens. » (citation de Garfinkel extraite de Coulon A., 1992, *L'Ethnométhodologie*, Que sais-je ?, PUF)

comme « *et caetera* », « ici » ou « eux ») qui expliquent l'insistance des ethnométhodologues sur le langage ainsi que le développement de courants comme celui de l'analyse de conversations.

Outre le fait que cette posture pose des problèmes si l'analyste est confronté à une langue étrangère (considération très pratique mais cruciale à nos yeux), les sociologues qui ont critiqué les positionnements de l'ethnométhodologie sont légion. Trop forte importance accordée à l'individu aux dépens des structures et contraintes environnementales, réduction du fonctionnement social aux interactions, et donc pour les ethnométhodologues au langage... un linguisme souvent jugé naïf. Ajoutons que dans ces approches l'importance et la valeur des silences semblent difficiles à décrypter et prendre en compte alors qu'ils sont des constituants fondamentaux de la personne (certains silences sont gênés, d'autres volontaires, d'autres culturels, etc.). Citons I. Illich : « pour comprendre un être, il est plus important d'être attentif à ses silences qu'à ses mots » (I. Illich, 1972)

3.2 Une approche méthodologique qui lie intimement le chercheur avec le terrain et les acteurs

Au plan méthodologique, la conséquence directe de ce qui précède est **le rejet de l'analyste qui décrit une situation à la place des acteurs**, partant du principe que leur point de vue est subjectif, biaisé ou ambigu. Au contraire c'est justement cette représentation construite et spécifique à chacun que l'analyste doit chercher à approcher. Pour H. Blumer : « *il faut prendre le rôle de l'acteur et voir son monde de son point de vue. Cette approche méthodologique contraste avec la soi-disant approche objective, si dominante aujourd'hui, qui voit l'acteur et son action depuis la perspective d'un observateur détaché et extérieur... L'acteur agit dans le monde en fonction de la façon dont il le voit, et non dont il apparaîtrait à un observateur étranger* » (Coulon A., 1992). Le sociologue n'a donc pas à interpréter les faits sociaux de son propre point de vue, il doit au contraire étudier la compréhension qu'en ont les acteurs eux-mêmes.

Les ethnométhodologues vont bien sûr plus loin. Schütz prétend que « *les constructions utilisées par le chercheur en sciences sociales sont... des constructions au deuxième degré, notamment des constructions de constructions édifiées par les acteurs sur la scène sociale dont l'homme de science observe le comportement et essaie de l'expliquer* »¹⁴⁰. Pour l'ethnométhodologue, il s'agit sur le terrain de **saisir le « raisonnement sociologique pratique » par lequel les acteurs gèrent et communiquent dans la situation concrète observée.**

La première conséquence de ces exigences est évidemment une importance majeure accordée au travail de terrain.

Ensuite, les méthodes associées à cette approche sont très « qualitatives », fondées sur l'observation *in situ* à proximité voire en collaboration avec les acteurs¹⁴¹, sur les entretiens personnels et les témoignages, pour essayer de cerner les conceptions des acteurs, leurs représentations, et finalement le sens qu'ils attribuent à la situation et à leurs propres comportements.

Nous rejoignons cette approche qui ne cherche pas à poser un regard de plus sur une situation mais plutôt à accéder au regard des propres acteurs de la situation, ne nous considérant pas comme des savants supérieurs à même d'expliquer aux acteurs locaux le sens de leurs propres actes ou chercher à leur révéler « La » vérité sur leurs relations. Il n'y a pas

¹⁴⁰ A. Schutz cité dans Corcuff P., 1995, les sociologies nouvelles, in Kenaïssi, 2000

¹⁴¹ À rapprocher de l'observation participante, démarche utilisée par E. Goffman qui a notamment passé deux ans dans un asile pour la rédaction d'*Asile* ou s'est fait engager dans un casino à une table de jeu pour comprendre les comportements des joueurs (*Les rites d'interaction*, 1974)

« *d'idiot culturel* » qui aurait besoin que le sociologue lui révèle les contraintes que la société lui impose. Nous essayerons donc de minimiser notre interprétation personnelle des faits, en faisant la part des choses entre une réalité commune que l'on peut considérer en première approximation comme s'imposant objectivement à tous (la salle de réunion est bondée, ce représentant syndical critique les décisions des pouvoirs publics, etc.) et les multiples perceptions de cette réalité, dont la nôtre.

Pour les ethnométhodologues il s'agit d'être attentif aux phénomènes tels que décrits par les acteurs, avec **une « indifférence ethnométhodologique », ce qui signifie porter un regard affranchi de jugements de valeur et de toute autre considération *a priori***. Si nous rejoignons encore une fois cette posture libérée des préjugés, notons que cette indifférence signifie également pour ses théoriciens qu'il est impensable dans une démarche ethnographique d'avoir des hypothèses de départ avant le travail de terrain. Cette position, quelque peu extrême, n'est évidemment pas compatible avec un travail de recherche tel qu'il est généralement conduit dans une thèse académique -de type hypothético-déductif-.

De la même manière, si pour accéder aux représentations et au sens des pratiques sociales nous nous appuyons largement sur le langage (transcription de réunions, entretiens, etc.) et peu sur l'observation - interprétation, le principe de réflexivité est lui aussi extrême à sa manière. La négation de tout sens caché dans le discours, de tout calcul dans le choix des mots, est à nos yeux un non sens, d'autant plus dans les situations de concertation ou de négociation dans lesquelles nous sommes amenés à travailler ! Si les intentions stratégiques des acteurs transparaissaient totalement dans leur langage, nous travaillerions dans des concertations « pures et parfaites ». Sans faire de procès d'intention, nous proposerons parfois – avec prudence - deux niveaux d'analyse : les points de vue exprimés, et la perception (par nous-mêmes ou d'autres acteurs) d'un sens qui pourrait être « caché », ou différent de la signification brute des mots.

Finalement nous retiendrons que les méthodes de terrain prônées par les interactionnistes, et que nous allons mettre en œuvre, supposent une grande proximité aux acteurs, qui ne laisse aucun doute sur la place du sociologue : il fait partie du système local d'acteurs, même temporairement, même comme « analyste ». Il est au cœur des phénomènes, et toute prétention de « neutralité » est équivoque avec cette approche.

D'autres référents théoriques que nous avons exposés précédemment et que nous souhaitons mobiliser rejoignent cette posture (la méthode de récolte des données pour la théorie des grandeurs, par exemple, écarte l'éventualité d'une position « en retrait »). Nous allons voir que dans notre cas, la volonté de transformer les choses sur le terrain rend ce positionnement encore plus évident.

3.3 Un chercheur engagé dans l'action, de par la nature de ses recherches mais aussi par devoir moral

3.3.1 Retour sur la définition de la recherche-action

Nous l'avons déjà évoqué au préalable (Cf. P1, Chapitre 3, § 2.1), **nous sommes animés par la volonté de transformer les choses au sein de la situation que nous étudions**. Influencer les jeux de pouvoir, réaliser une « traduction » au sein du « réseau », concevoir des objets intermédiaires... et analyser la mise en œuvre de ces modifications intentionnelles. Certains, comme Laurent Mermet, voient même cette posture comme un devoir à accepter « *une conception, influencée notamment par les systémiciens de l'école de Palo Alto (Barouch, 1989 ; Watzlawick et al., 1977), par les mouvements de recherche clinique (Berry, 1983 ; Riveline, 1983), qui placent le travail du chercheur dans tous ses aspects – cadrages théoriques et grilles de lectures, relations au terrain, justification et finalisation des*

problématiques, etc. – en relation étroite avec la situation de l'intervenant, et demandent au chercheur d'assumer le lien complexe mais insécable qui relie ces deux gestes : comprendre et agir pour transformer. » (L. Mermet, 2005). Cette préoccupation n'est autre que mot pour mot la définition de la recherche action¹⁴².

Certains auteurs précisent même que pour connaître une réalité sociale, il faut nécessairement participer à sa transformation. Le lien est donc encore plus intime entre les deux motivations de la recherche-action qui sont d'« *avoir un projet de connaissance (retrait réflexif) et résoudre un problème concret (engagement en situation)*. C'est une "théorie pratique" appelée également "praxis" qui désigne cette action associée à une stratégie, une connaissance en réponse à un problème posé concrètement, en situation et impliquant l'auteur. Les problèmes pratiques sont des problèmes dont on ne trouvera la solution qu'en faisant quelque chose » (Carr et Kemmis, 1986)¹⁴³. La recherche-action peut être considérée à ce titre comme une science de la *praxis*. La synergie qui existe entre la production de connaissance et le changement social visé implique que le chercheur-intervenant soit directement lié aux préoccupations des acteurs concernés par la problématique, et place la réponse à leurs problèmes (mise en place d'un processus de transformation concrète, élaboration de nouvelles pratiques collectives...) au moins au même plan que l'aspect académique de sa recherche. Nous verrons plus loin comment la recherche-action et plus précisément la dialogique [évaluer une démarche – l'améliorer en cours d'évaluation] complique la mise en place de la méthodologie de recherche (Cf. P1, Chapitre 3, § 4.1).

Par ailleurs, la recherche-action est souvent associée dans les textes à des situations humaines collectives, qui présentent en tant qu'objets d'étude des caractéristiques propres (intériorité, complexité, non déterminisme) qui les différencient des sciences « dures » et nécessitent de parcourir des voies transdisciplinaires ou encore de se placer au cœur de la réalité sociale pour atteindre le degré de finesse d'étude nécessaire.

Notre recherche – action pourra finalement être qualifiée de « stratégique » en ce que notre travail est effectivement focalisé sur la praxis, c'est-à-dire en d'autres termes que dans l'objectif de faciliter la résolution de situations complexes nous cherchons à optimiser l'action collective pour obtenir des résultats significatifs. Cependant, et bien que nous travaillions sur les démarches participatives et avec des méthodes d'interventions participatives à différents degrés, ce n'est pas une « recherche – action participative », au sens où les acteurs ne participent pas de manière affirmée au processus de recherche, et que bien que conscients du déroulement de cette recherche, on ne puisse parler d'un « *chercheur collectif* » (Hughes Bazin).

Considérant l'appartenance de notre thèse à ce courant de recherche, précisons en conclusion que **l'intervenant ne peut en aucun cas être neutre dans la mesure où il a un intérêt à la réussite même du processus, à sa qualité et à son aboutissement sous forme d'un changement social.**

3.3.2 A propos des « dérives » possibles, et fondamentalement humaines, de l'implication

Nous ne jouerons donc pas le rôle d'observateurs distancés, mais bel et bien d'acteurs sciemment impliqués. Néanmoins étant impliqués, nous devons prendre garde à ne pas être compromis pour autant. La chose est délicate et le risque est réel : la proximité et la complicité nécessaires à une récolte de données pertinentes du point de vue ethnométhodologique ne doivent pas dériver ou être perçues par certains comme un compérage, car un intervenant réputé « de mèche » avec certains acteurs perdra nécessairement une part de la confiance que

¹⁴² "Il s'agit de recherches dans lesquelles il y a une action délibérée de transformation de la réalité, recherches ayant un double objectif : transformer la réalité et produire des connaissances concernant ces transformations" (Hugon et Seibel, 1988, in Messier P.M. et Missotte P., 2003, La recherche - action - Une autre manière de chercher, se former, transformer, l'Harmattan)

¹⁴³ Concepts et citations extraits de <http://recherche-action.fr>, portail sous la direction d'Hughes Bazin

lui accordent les autres, et donc une part de l'accès à leurs points de vue¹⁴⁴. **Paradoxalement à ce que nous venons d'exposer on retrouve ici le besoin d'une sorte de neutralité, mais pas au sens d'une absence d'engagement cette fois : au sens d'une équité de cet engagement vis-à-vis de tous les acteurs, en affichant son investissement pour le groupe dans son ensemble.**

Cependant cet équilibre théorique, s'il est idéal et mérite d'être conservé comme ligne de conduite, est difficilement tenable en situation concrète. En effet, certains acteurs réclament de l'intervenant extérieur une prise de position ouverte pour leur « cause », quand ils ne vont pas jusqu'à exiger une sorte d'« exclusivité » de l'aide apportée par le processus de recherche-action¹⁴⁵. Cette situation se rencontre fréquemment auprès de personnes qui sont ou se jugent en situation d'oppression par un autre groupe. Les préoccupations du domaine de la « survie » (physique ou identitaire) et la perception de l'autre comme un « ennemi » relèguent la capacité à œuvrer pour un éventuel intérêt général loin derrière la défense de l'intérêt personnel. Dans ce contexte, le rapprochement de l'intervenant avec d'autres acteurs peut être perçu par certains comme une forme de trahison provoquant leur méfiance, leur fermeture ou même leur désengagement du processus. Parallèlement, il s'avère parfois difficile en situation de conflit de ne pas personnellement prendre position, même inconsciemment, pour certains groupes plutôt que d'autres, d'autant plus si un constat d'injustices criantes est avéré.

Que devons-nous en conclure ? **S'il est nécessaire de se fixer un objectif idéal d'attitude au sein du système d'acteurs, cette conduite reste une profession de foi dont le risque de reniement n'est pas nul en situation concrète.** Nous l'avons vu, l'implication dans un groupe humain mobilise des affects, implique des considérations existentielles, et les émotions font partie intégrante du champ d'application. Différentes situations obligeront le chercheur à transiger, s'entendre au mieux avec les uns et les autres, et s'accommoder des pulsions humaines interférant avec la ligne de conduite théorique. En notre sens, le meilleur garde-fou contre d'éventuelles dérives et la seule démarche honnête pour le sociologue consiste à faire part explicitement, de manière détaillée, de ces décalages ou exceptions survenues en cours de recherche.

Finalement si le chercheur-intervenant extérieur est au centre du système d'acteurs, et est acteur à part entière, il n'en reste pas moins que son rôle dans le développement n'est pas et ne peut être équivalent à celui des acteurs locaux. Il convient pour nous de préciser les limites de sa fonction dans l'intervention, en utilisant pour ce bornage deux concepts clés : l'accompagnement et la prise de décision.

3.4 Un engagement sur le terrain qui se veut respectueux de la maîtrise locale des dynamiques de développement

3.4.1 Loin des modèles de développement, une position à la confluence des acteurs

Pour préciser le rôle que nous souhaitons jouer sur le terrain au cours de nos recherches, nous pouvons nous appuyer sur les réponses apportées ou glanées par Jean-Pierre Deffontaines et Jean-Pierre Prod'homme dans leur ouvrage commun¹⁴⁶ autour de la question, cruciale s'il en est, « quels acteurs pour le développement local ? » qui renvoie inexorablement à la question des différents « visages » de ce développement.

¹⁴⁴ L'amitié, que nous avons pourtant développée sur le terrain avec certains acteurs lors d'interventions longues, risque de déformer le processus... elle confère en revanche une plus grande assurance de partager les points de vue personnels des personnes.

¹⁴⁵ Nous le verrons notamment dans le cas du terrain bolivien avec le groupe des aiguadiers

¹⁴⁶ Deffontaines J.P. et Prod'homme J.P., 2001, *Territoires et acteurs du développement local, de nouveaux lieux de démocratie*, l'Aube

Une des faiblesses du statut d'intervenant extérieur, et plus précisément dans notre cas d'expert mandaté, est de porter sur soi les stigmates du « développement institutionnel », qu'on oppose souvent (et parfois abusivement) au « développement local spontané ». « *L'institutionnel, c'est la procédure qui dit « si vous voulez avoir de l'argent, il faut aller dans telle direction »* (Henri Brossier cité dans Deffontaines J.P. et Prod'homme J.P., 2001). C'est aussi souvent cette perception liée à l'aménagement d'infrastructures, à l'ingénierie ou encore la « logique de guichet » opposée à une logique de projet. En résumé une connotation très volontariste et descendante du développement, à l'opposé de ce que nous souhaitons mettre en oeuvre.

La conception ascendante que nous défendons mérite cependant d'être précisée et nuancée. Didier Montagné souligne dans son entretien (Deffontaines J.P. et Prod'homme J.P., 2001) que le développement spontané ne fonctionne pas seul, et ne fonctionne pas durablement si les acteurs locaux ne sont pas épaulés institutionnellement. On comprend facilement que toutes les capacités ne soient pas nécessairement présentes localement, notamment chez les « *gens de peu* », pour emprunter une expression chère à J.P. Prod'homme. Il ne s'agit donc surtout pas de marquer ou de soutenir un antagonisme potentiellement contre-productif entre local et externe, public et privé, intérêts individuels ou collectif, mais bel et bien de promouvoir des modes de relais entre tous ces pôles et des modes d'émergence qui permettent de révéler les idées, initiatives et énergies des populations locales, mais aussi les points de convergence avec les autres acteurs plus institutionnels. Pour l'intervenant extérieur (l'expert, le chercheur, ...) derrière cette synergie à encourager se trouve l'idée d'un appui dans un processus de développement dynamique, d'un soutien en cours d'évolution, que nous qualifierons d'« accompagnement »¹⁴⁷.

3.4.2 L'accompagnement du développement : une humilité efficace

Un des principaux postulats figurant derrière cette notion d'accompagnement est que le développement ne se décrète pas. Les changements ne se commandent pas, les prises de décisions ne se forcent pas, tout du moins pas durablement. Cette volonté de ne faire qu'encourager invite bien évidemment à repenser le concept de participation, et les conditions de la co-action entre acteurs locaux et intervenants extérieurs. Mais la mise en retrait relative que l'on pressent derrière le terme « accompagnement » pour l'expert adoptant cette posture ne doit pas conduire au rejet systématique de projets conçus hors du territoire¹⁴⁸. Si le développement local peut être « *la réponse d'en bas* », il n'est pas nécessairement ou exclusivement d'origine endogène, et peut fort heureusement s'enrichir de multiples influences qui ne sont pas locales. Prod'homme sous-entend même sans sa définition du concept que cet apport est fécond : « *le développement local s'apparenterait à la manière dont, à un moment donné de leur histoire, les hommes s'implantent sur un territoire, l'aménagent et transforment le paysage, en exploitent les ressources mais aussi s'organisent pour sa gestion comme pour la vie collective, innovent, échangent, gèrent des conflits inévitables, inventent des rites et des symboles, et peu à peu génèrent une culture de territoire. Mais ceci ne préjuge pas de possibles mutations, qu'elles soient d'origine interne ou le plus souvent externe : influence croissante et multiforme de la ville, migrations humaines, arrivées de nouvelles technologies qui modifieront les pratiques, etc. Ces mutations viennent provoquer le développement local, pouvant entraîner des phénomènes de résistance et de repli ou au contraire des opportunités pour un nouveau départ. Si le développement local est invention permanente du quotidien et*

¹⁴⁷ Il ne faut pas ici se laisser abuser par le caractère unissant voire fusionnel de certains termes comme « intérêt collectif », « synergie » ou « convergence » : rechercher un développement équilibré passe souvent par l'appui aux capacités de contre-expertise locale, voire dans une perspective plus sociopolitique le soutien des contre-pouvoirs. « *Il faut donner les moyens aux acteurs locaux, et développer une confrontation avec la parole technicienne et administrative* » (Nicolas Rialan, in Deffontaines J.P. et Prod'homme J.P., 2001)

¹⁴⁸ Cette préoccupation rejoint en tous points la revalorisation du rôle de porteur de projet transversale aux travaux de Laurent Mermet sur l'Analyse Stratégique de la Gestion Environnementale (cf. P1, chapitre 3, § 2.2). Ce n'est pas la proposition externe qui pose problème, mais belle et bien l'incapacité interne de refus.

de l'avenir collectif, il ne peut être figé dans des normes établies une fois pour toute. Sinon il y a stagnation et « mort » du territoire » (Deffontaines J.P. et Prod'homme J.P., 2001).

Nous précisons enfin le concept « *d'accompagnement* » en le replaçant dans une perspective temporelle, et en nous appuyant sur cette déclaration lucide traitant de la prolifération des initiatives individuelles et micro-collectives en Afrique noire : « *le secteur informel, ou l'économie populaire urbaine et rurale, n'est en réalité rien d'autre qu'une forme de vie économique en dehors du cadre prévu par les juristes extérieurs et les économistes patentés. [...] L'aspect économique n'est qu'une facette, alors que l'essentiel se trouve au-delà des frontières économiques au niveau des relations que les personnes tissent entre elles. [...] Il y a création d'un espace de sécurité, de complicités, d'alliances, de manœuvres, mais aussi de créativité...* »¹⁴⁹. Qu'est-ce qui transparait derrière ce point de vue réaliste? Essentiellement qu'un **investissement dans l'avenir passe par un investissement dans l'homme**. Puisque l'on parle de développement durable, l'homme est bel et bien un élément qui perdure et traverse les époques récentes... Une des conditions de la durabilité des projets et du changement social est nécessairement la distribution des capacités à choisir et à agir. Et les experts de passage, les chercheurs, nous, tous ces « éphémères » n'ont en quelque sorte pas le droit de faire autorité sur le développement. **Faire un bout de chemin avec les acteurs locaux ne donnent pas le droit de décider à leur place, c'est aussi ce que traduit la notion d'accompagnement. Nous pouvons leur suggérer des projets, mais pas décider de leur Projet**¹⁵⁰. La limite morale de l'ingérence se dessine clairement autour du concept de prise de décision.

Notre rôle en tant qu'agent extérieur est donc enrichi et précisé par cette perspective de l'accompagnement : force de proposition, expert à disposition, porteur de technologie... Comment à présent clarifier définitivement notre positionnement au sein du système d'acteurs, et nos objectifs de travail vis-à-vis du développement local ? Le réseau ComMod (pour *Companion Modelling*) nous offre au travers de sa « charte » un point de vue intéressant sur cette question, tout d'abord parce que leur objet de recherche et leur approche sont très proches des nôtres, et ensuite parce qu'ils ont déjà défini et discuté leur « posture », à laquelle nous adhérons assez largement.

3.5 La « modélisation d'accompagnement » selon ComMod

3.5.1 Les recherches du réseau ComMod

Le Collectif ComMod est un groupe de chercheurs réunis autour d'un objet de recherche commun : **l'accompagnement des processus de prise de décision**¹⁵¹ **à l'aide d'outils de modélisation**. Le collectif s'est constitué en 1996 dans la lignée de travaux menés depuis les années 80 par différentes équipes, notamment dans le champ des interactions Société x Environnement¹⁵². Les deux caractéristiques de l'approche ComMod sont la transdisciplinarité et le recours à différents outils de modélisation - aujourd'hui essentiellement les jeux de rôles et les systèmes informatiques multi agents (Cf. P1, Chapitre 2, § 3.3) - pour « *favoriser les interactions entre les différents porteurs de savoir* » (acteurs locaux, chercheurs, etc.). La

¹⁴⁹ ENDA GRAF Sahel, Emmanuel Seyni Ndione (dir.), Réinventer le présent : quelques jalons pour l'action, Dakar, 1994

¹⁵⁰ La distinction entre « *projet* » et « *Projet* » est développée en annexe 3.

¹⁵¹ Le concept de processus de décision est ici pris au sens de Jacques Weber comme un processus d'interactions entre des acteurs individuels et/ou collectifs ayant des représentations et des poids différents.

¹⁵² Bousquet F., O. Barreteau, C. Mullon, J. Weber (1996). Modélisation d'Accompagnement : Systèmes Multi-Agents et Gestion des Ressources Renouvelables. In Quel environnement au XXIème siècle ? Environnement, maîtrise du long terme et démocratie, edited by. Abbaye de Fontevraud, 8-11 Septembre / Barreteau O., F. Bousquet, J. Weber (1997). Modes de gestion et viabilité des périmètres irrigués : questions de représentation. In : Tendances nouvelles en modélisation pour l'environnement. edited by : F. Blasco. Paris, Elsevier. pp : 153—159 / Gillon Y., C. Chaboud, J. Boutrais, C. Mullon, Eds. (2000). Du bon usage des ressources renouvelables. Latitudes 23, IRD Editions. 471 p.

démarche ComMod propose la construction de représentations du système pour en faciliter la compréhension¹⁵³ : identification de la problématique et des acteurs concernés, co-construction avec ceux-ci de la représentation (modèle ou autre) afin qu'elle soit partagée (mais pas forcément unifiante, la coexistence de points de vue contradictoires est une réalité), puis commentaires, critiques, utilisation, pour produire des connaissances sur le système représenté. Elle est en ce sens et compte tenu de son objet d'étude en tout point comparable à notre recherche. La principale différence entre les modèles ComMod (notamment influencée par la gestion patrimoniale) et l'outil vidéo est que ce dernier ne permet pas de simuler les tendances probables d'évolution territoriale associée à différents scénarii de gestion collective. Malgré tout, nous partageons avec les chercheurs du réseau grand nombre de questionnements et de référents théoriques¹⁵⁴.

La forte implication du chercheur dans le système d'acteurs (qui influence dès lors fortement la vie des personnes concernées) a conduit le réseau à préciser **une « posture ComMod », qui définit en quelques principes la façon dont les chercheurs se positionnent vis-à-vis de leur objet d'étude**. Ces principes fondamentaux qui cimentent le réseau constituent l'objet de la charte ComMod (Collectif ComMod, 2005), dont la signature accompagne et conditionne l'entrée dans le collectif. Elle pose quelques principes moraux qui visent entre autres le respect des populations. La volonté de rigueur nécessitant de l'améliorer à chaque étape et l'exigence de réfutation imposant de se remettre continuellement en question, cette charte est par définition évolutive. Ce parti pris rejoint l'approche scientifique fondée sur une confrontation continue et itérative entre théories et terrains, au travers de constants va-et-vient (Collectif ComMod, 2005).

La place du chercheur est d'autant plus importante que le réseau s'appuie sur les théories de la science post-normale¹⁵⁵, selon lesquelles lorsque les enjeux d'une décision sont grands et l'incertitude élevée, que les valeurs des acteurs sont en conflit, le processus de décision en lui-même fait partie du problème scientifique à résoudre. **La qualité du processus mis en place pour co-construire les décisions est essentielle**, et sert d'instrument de mesure de la qualité des décisions en elles-mêmes. La place du chercheur-intervenant est donc capitale dans une approche de ce type.

3.5.2 Explicitation de la posture

Considérant les systèmes sociaux et biologiques - et leur interaction - comme des systèmes complexes¹⁵⁶, le groupe ComMod met en avant l'imprévisibilité du résultat de l'accompagnement, qui consiste dès lors essentiellement en « *favoriser le système d'interactions qui préside au changement* ». La démarche ComMod consiste ainsi à accompagner un processus collectif de prise de décision pour modifier les interactions dans le système socio-environnemental, et donc son fonctionnement. « *L'accompagnement se situe en amont de la décision technique, pour appuyer la réflexion des différents acteurs concernés [...] il s'agit de donner au collectif les moyens de prendre en charge au mieux les incertitudes de la*

¹⁵³ La démarche ComMod se veut constructiviste en ce qu'elle vise à assister la construction de représentations collectives : l'accompagnement du groupe vers la prise de décision passe entre autres par la recherche d'un cadre interprétatif ou de points de vue communs, à partir des interprétations individuelles. Le modèle doit aider à atteindre cet objectif.

¹⁵⁴ Parmi lesquels les objets intermédiaires (pour faciliter la communication au sein d'un système d'acteurs hétérogène), les théories de la justification de Boltanski et Thévenot ou l'analyse stratégique (essentiellement les principes établis par Mermet, Mermet et al. 2005) pour comprendre les principes qui sont derrière les actions entreprises par les acteurs.

¹⁵⁵ Funtowicz S. O. and J. R. Ravetz. (1993). Science for the post-normal age. Futures 25 (7), pp : 739-755.

¹⁵⁶ « Un système complexe peut être défini comme un système composé de nombreux éléments différenciés interagissant entre eux. Il se caractérise par l'émergence au niveau global de propriétés non observables au niveau des éléments constitutifs, et par une dynamique de fonctionnement global non prédictible à partir de l'observation et de l'analyse des interactions élémentaires » Weisbuch G. (1991). Systèmes complexes et comportement générique. In : Les théories de la complexité. Autour de l'oeuvre de Henri Atlan. edited by : F. Fogelman Soulié, Seuil. / Wolfram S. (1984). Cellular automata as models for complexity. Nature 311, pp : 419-424 / Langton C. G. (1992). Life at the edge of chaos. In : Artificial Life {II}. edited by : C. G. Langton, C. Taylor, J. D. Farmer and S. Rasmussen, Addison-Wesley. pp : 41-91.

situation examinée en commun. La démarche d'accompagnement vise ainsi à favoriser la qualité du processus qui a conduit à la décision et à établir les conditions du suivi et de sa révision éventuelle » (Collectif ComMod, 2007). La posture associée est claire : le chercheur produit des connaissances sur le système de GRN et sur la démarche d'accompagnement qui est son objet d'étude, mais il est aussi acteur du système, porteur d'un point de vue qui n'est pas neutre, et promoteur du changement. La charte ComMod esquisse un cadre déontologique autour de quatre points :

- la transparence des hypothèses et des procédures sous-jacentes
- l'affichage clair des domaines d'utilisation des modèles développés
- l'implication volontaire du chercheur dans le processus
- la remise en cause en continu de la démarche proposée.

Dans ce type d'approche le chercheur est amené à concilier de multiples casquettes, « *messenger de la pluralité des points de vue* », porteur de savoir parmi d'autres, animateur du processus, « expert », le tout dans une position générale de fait ambiguë. « *Quelle doit être la réaction du chercheur si la décision collective va à l'encontre de ce qu'il connaît [ou pense connaître, nda] de l'évolution du système ? La démarche ComMod et tous les courants qui l'appuient insistent sur la qualité du processus plus que sur la solution qui va en découler : doit-on en conclure que toute solution « bien » agréée est bonne ? Comment en évaluer la pertinence ?* » (Collectif ComMod, 2007). L'attitude que le chercheur est ainsi censé adopter est équivoque et potentiellement contre-nature. Elle est difficile à tenir et suppose le développement d'une compétence qui ne s'acquiert pour l'essentiel qu'au travers de la pratique. Si les spécificités de ce rôle et ses garde-fous sont sans cesse remis en question et précisés par les chercheurs du collectif, ils restent néanmoins conditionnés par un objectif explicite sur le terrain : « *La démarche d'accompagnement, acceptant l'incomplétude des analyses techniques ainsi que la subjectivité des choix d'avenir, suggère que l'enjeu n'est pas de déceler la « bonne » solution, en particulier technique, mais de faire émerger un processus de décision qui soit, dans sa forme, le plus alimenté en informations utiles et le plus ouvert possible.* » (P. D'Aquino et al., 2002)

Cette posture conclue ce chapitre car elle nous semble en accord avec toutes les considérations de « positionnement » exposées précédemment.

Encadré 2 : Une question de recherche liée à cette posture : le collectif comme enjeu ou comme moyen ?

(Extrait de Collectif ComMod, 2007)

« La question est ici celle de l'objectif de l'apprentissage collectif : est-ce la structuration des organisations de base et le développement d'une démocratie participative (le collectif est l'enjeu) ou bien la recherche d'orientations consensuelles pour un objectif donné (le collectif est le moyen d'arriver à cette fin) ? [...] Il n'est pas prouvé que de transférer les pouvoirs de décision aux acteurs locaux soit, à tous les coups, efficace, au moins à court terme, mais la structuration des populations et la démocratisation ("empowerment") y sont considérées comme la seule façon d'aboutir à terme à un développement durable. D'un autre côté, se fixer un enjeu "thématique" (environnement, productivité, durabilité,...) implique des orientations méthodologiques qui ne visent pas toutes la démocratisation [...]. Selon la classification de Groot and Maarleveld [1], ces deux objectifs correspondent l'un à une rationalité stratégique (le collectif comme moyen) et l'autre à une rationalité dialogique vue plus haut (le collectif comme enjeu).

Ces deux rationalités impliquent des formes de facilitation du processus différents. Si le collectif est l'enjeu, tout sera mis en œuvre pour impliquer le maximum de catégories d'acteurs dans la création d'un protocole d'interaction. Si par contre, le collectif n'est qu'un moyen, la constitution du collectif d'acteurs en charge dépend fortement de la structuration ou non du problème posé.

La posture adoptée par le groupe travaillant sur l'analyse stratégique qui se définit des objectifs de changement et choisit les acteurs de changements qui sont les plus à mêmes d'atteindre ce changement semble s'opposer sur les principes à la démarche ComMod, qui prétend prendre en compte toutes les parties prenantes dans une rationalité communicationnelle. Mais, en pratique, est-il toujours vrai que le chercheur ComMod aborde le processus sans idée sur le dysfonctionnement du système et sans intention que le processus conduise à une amélioration, de son point de vue ? En prenant les exemples pour lesquels le processus s'est établi, n'observe-t-on pas qu'il s'est déroulé avec un groupe bien particulier d'acteurs du début à la fin, conducteurs du changement pour l'ensemble de la collectivité ?

Le débat reste ouvert à ce sujet mais voici un point d'argumentation : la démarche ComMod consiste à tenter de rassembler les différents acteurs concernés par un enjeu donné ou engagés dans la construction de nouveaux protocoles d'interactions. [...] Il s'agit bien de mettre en place un dialogue entre les porteurs d'enjeu. [...] Que le collectif soit l'enjeu ou le moyen pour résoudre un problème, le rôle de celui ou de ceux qui initient une démarche ComMod est d'aider à la constitution progressive d'un groupe qui prendra en charge ce problème plutôt que de bien identifier un groupe et de l'amener à résoudre ce problème. »

Remarque : « Moyen » et « fin » ne sont peut-être pas exclusifs l'un de l'autre. L'expérience montre qu'il est difficile de gérer des réunions avec de nombreux acteurs en même temps. En ce sens, le recours au collectif est un « moyen » qui doit rester prêt à se transformer en une « fin », en étant toujours « ouvert » à (voire en encourageant constamment) l'incorporation de nouveaux acteurs sans distinction avec ceux déjà membres du réseau.

1 : Groot A. and M. Maarleveld, 2000, "Demystifying Facilitation in participatory development", Gatekeeper Series, IIED

Section 4 : Elaboration des démarches d'intervention

4.1 L'ambiguïté d'un objet d'étude entièrement élaboré par le chercheur au cours même de sa recherche

Notre travail s'inscrit dans un projet de recherche-action. Nous l'avons vu, la démarche que nous nous proposons d'étudier, fondée sur la réalisation de différents travaux vidéo pour accompagner, voire susciter des dynamiques de concertation, n'est pas préexistante à cette thèse. Il s'agit donc pour nous de la concevoir et de la proposer *a priori*, avant de la soumettre à l'expérimentation. Ceci présente d'emblée une ambiguïté qu'il nous faut souligner. En termes « d'action », l'objectif d'une telle démarche d'accompagnement ne peut être que la recherche d'un processus de concertation qui soit juste, transparent, ouvert et accessible à tous, et orienté vers une « meilleure » gestion locale des ressources. Son élaboration sera donc nécessairement pensée dans le sens de la validation de nos hypothèses H1 et H2, puisque nous aspirons à proposer une méthode d'intervention utile dans la pratique. Ceci suppose que l'objet d'étude en lui-même évolue : les facteurs d'échec identifiés au cours de chaque expérimentation doivent nous permettre de modifier certains aspects de la démarche d'accompagnement afin de l'améliorer. Cette ambiguïté nous oblige à prêter une attention particulière à l'identification des résultats (positifs ou négatifs) relevant spécifiquement de l'outil vidéo et ceux relevant de la méthode d'intervention. Elle nous pousse également à être d'autant plus critiques quant à l'identification et l'analyse des critères d'invalidation de nos hypothèses.

Ainsi nos démarches d'intervention évoluent d'un terrain à un autre selon deux directions : renforcer l'efficacité de la démarche et tester nos hypothèses (en particulier H3, en faisant varier comme nous le verrons les degrés et modes d'implication respectifs des intervenants vidéo et des acteurs locaux). S'il est vrai que cette façon de faire ne suit pas strictement l'itinéraire hypothético-déductif classique de la recherche scientifique et complique l'exercice de comparaison des différentes expérimentations, elle nous invite surtout à faire preuve d'une extrême rigueur dans l'analyse de nos résultats.

4.2 Les principales variables d'ajustement de la méthode d'accompagnement assistée par vidéo

Rappelons tout d'abord brièvement les principes de l'élaboration d'une vidéo en appui à la concertation. Il s'agit de co-construire, avec les acteurs locaux impliqués dans la gestion d'une ressource, une ou plusieurs vidéos offrant à chacun la possibilité d'exprimer et d'illustrer son point de vue sur la situation. L'objectif est, avec les parties prenantes identifiées, de construire une base commune de réflexion et d'enclencher (ou de relancer) un dialogue sur la base des convergences et divergences d'opinions entre acteurs. L'exploitation en réunion de ces vidéos doit ensuite permettre d'affiner et de finaliser une analyse collective, et si possible partagée, de la situation. Cette analyse vise à stimuler la formulation de propositions d'actions acceptables par tous. Deux principaux leviers permettent d'ajuster la méthode d'intervention :

- ⇒ le mode de coordination mis en oeuvre entre les intervenants vidéo et les autres acteurs du développement pour co-construire la ou les vidéos. Il repose essentiellement sur les degrés et modes d'implication demandés, permis ou imposés aux différentes parties prenantes ainsi que sur le fonctionnement choisis pour organiser les échanges entre ces parties
- ⇒ le format de la vidéo, qui peut être plus ou moins adapté à l'émergence d'un dialogue autour de son contenu, et qui renvoie donc à des utilisations potentiellement différentes de la vidéo en tant qu'outil d'animation de réunions (projection informative, vulgarisation, partage d'expériences, point de départ pour avancer, révélateur de conflits latents, force de propositions, etc.)

4.2.1 Le format de la ou des vidéos

Différents formats de vidéo sont envisageables. Ces formats sont plus ou moins adaptés à l'animation de réunions de concertation, c'est-à-dire capables de susciter la participation de tous au débat, le dialogue et/ou de fournir l'information utile pour alimenter les réflexions individuelles et collectives, et/ou de stimuler les prises de décisions, voire encore de faciliter l'appropriation locale du travail effectué. Ces formats se caractérisent essentiellement par la longueur des vidéos, leur spécificité thématique plus ou moins marquée, l'importance du recours au commentaire off et son contenu, le recours à des appuis visuels tels que des graphiques ou des panneaux textes, et enfin du caractère « ouvert » ou « fermé » des produits vidéos. Une vidéo « fermée » est une vidéo qui supporte un message clair, univoque, destiné à être reçu en l'état par les spectateurs, « son sens est ancré ». « Un document à structure fermée a une finalité d'ordre didactique : montrer, faire comprendre, aider à mémoriser »¹⁵⁷. Une vidéo « ouverte », est une vidéo qui ne fait qu'apporter des éléments de réflexion dont « le sens est flottant »¹⁵⁸. Elle se refuse à fournir des réponses ou des jugements tout faits : « un document à structure ouverte trouve sa finalité en dehors de lui, dans l'animation qui suit sa projection : l'objectif est de créer une dynamique qui invite au changement » (Y. Bourron et al, 1995).

Si certaines caractéristiques semblent *a priori* plus adaptées que d'autres pour une utilisation de la vidéo comme outil d'animation visant à favoriser le dialogue, et notamment le caractère « ouvert » du produit vidéo, l'imposition ou le choix de tel ou tel format dépend aussi et surtout du mode de coordination choisi entre intervenants vidéo et acteurs locaux, et en particulier de l'importance accordée aux choix des acteurs eux-mêmes.

4.2.2 Les degrés et modes d'implication respectifs des intervenants et des acteurs locaux

La réalisation d'un outil d'accompagnement vidéo suppose une succession d'étapes auxquelles sont associées des fonctions particulières (conception, écriture, réalisation technique, visionnage, etc.) correspondant le plus souvent à la responsabilité de choix particuliers. Un certain nombre de décisions sont à prendre. La notion de modalité d'implication (qui constitue selon nous le pendant d'une notion plus habituellement usitée, mais largement galvaudée aujourd'hui, celle de « mode de participation ») renvoie aux questions « qui fait ou décide quoi ? À quel moment ? Et de quelle manière ? ». Dans le cadre de la réalisation d'une vidéo, cela se traduit donc par : « Qui pense et écrit le scénario ? Qui choisit les interviewés et les questions à poser et comment ? Qui choisit le format de la vidéo ? Qui tient la caméra ? Qui sélectionne les images et les discours parmi les rushes et comment ? Qui anime les réunions et comment ? Qui valident le contenu des films et comment ? Etc. ». On utilisera en revanche volontiers la notion de « degré d'implication » pour qualifier un investissement plus ou moins grand dans la réalisation d'une fonction donnée, ou bien le cumul de différentes fonctions : dans un groupe de personnes ayant en charge l'écriture d'un scénario, tous ne vont pas se consacrer à leur tâche avec la même intensité. Un acteur concerné par le scénario, par le tournage et par le montage est quant à lui considéré comme « très impliqué » dans la réalisation globale.

Ainsi, mode et degré d'implication renvoient d'une part à la marge de manœuvre laissée aux mains des différents acteurs locaux impliqués, aux prises qu'ils ont sur la construction et l'utilisation de la vidéo, et d'autre part à tout ce qui est laissé aux mains des intervenants vidéo.

Faire varier ces modes et degrés d'implication entre nos différentes expérimentations revenait donc à s'octroyer ou déléguer un certain nombre de choix et/ou d'activités. Ceci devait

¹⁵⁷ Un tel document répond à des exigences d'écriture : rigueur dans l'information, dans les idées, exploration de l'information par étapes, qualité des illustrations graphiques, redondances par l'image et le son

¹⁵⁸ La situation doit notamment être présentée de manière authentique, pour faciliter l'identification, et incomplète, pour éviter de prétendre donner une solution et créer une situation propice au dialogue

nous apporter des éléments de discussion de nos trois hypothèses de recherche (et plus particulièrement H3) et nous donner les moyens de tester la souplesse de notre méthodologie, sa résilience en quelques sortes.

Enfin, l'octroi d'une liberté de choix à des individus n'est pas en soi nécessairement suffisante pour qu'ils se l'approprient. Encore faut-il qu'ils soient en mesure de faire un choix raisonné, qu'ils aient toutes les cartes en mains pour décider, en toute connaissance de cause. Cela soulève des questions relatives aux écarts de compétence entre les acteurs, et à l'influence des intervenants extérieurs. Pour ne prendre qu'un exemple, de nombreux praticiens de la vidéo participative soutiennent l'idée que cette approche demande que ce soit impérativement les acteurs locaux eux-mêmes qui filment leurs propres images et leurs propres interviews. Ceci doit permettre de renforcer l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes, assurer un transfert de compétences, ou encore leur donner les moyens de montrer et dire exactement ce qu'ils veulent et comme ils le veulent (C. et N. Lunch, 2006). On reste néanmoins en droit de se demander si leurs choix de cadrage, d'images ou d'autres décisions techniques qui peuvent s'avérer subtiles s'effectuent bien parmi un univers des possibles assez large pour que ces choix soient réellement raisonnés. Ou bien s'agit-il simplement du premier cadrage, de la première idée qui leur est venue en prenant la caméra ? Car si c'est le cas, quelle peut-être la signification d'un tel cadrage ? Des formations peuvent être menées en ce sens. De façon assez succincte et pédagogique il est possible d'exposer aux acteurs locaux le B-A BA de ces techniques¹⁵⁹, mais ici aussi on est en droit de se demander quelle est l'influence réelle de la personne en charge de la formation sur les choix définitifs. Ne faudrait-il pas tout simplement que ce soit cette personne qui filme ce que les acteurs locaux souhaitent voir illustré ? La question de l'implication des uns et des autres se pose donc en termes de répartition des choix mais aussi de capacité à faire ces choix.

4.2.3 Le recours à un « *groupe de travail* »

Nous avons emprunté la notion de « *groupe de travail* » aux travaux d'Yves Langlois (Langlois, 1995), un cinéaste québécois engagé qui à plusieurs reprises a mis ses compétences au service du progrès social¹⁶⁰. Le « groupe de travail » est un groupe restreint, constitué par les intervenants vidéo et des personnes issues du « milieu » (liées au contexte local), représentatives du système d'acteurs impliqué dans la problématique qui sera traitée en vidéo. Il constitue à la fois un « échantillon », au sein duquel un processus d'animation et de co-construction de la ou des vidéos peut-être mené en prenant en compte toute la diversité des points de vue et enjeux autour de la problématique, et un « tampon » ou « relais » avec le milieu environnant, au sens où c'est au travers du groupe de travail que le milieu est mis au courant et indirectement impliqué dans le processus de concertation (au travers des discussions informelles hors séances avec les membres du groupe de travail). Enfin c'est également ce groupe qui, lors de réunions de projection, est censé expliciter, voire défendre, le contenu de la vidéo face à leurs pairs. La formation d'un tel groupe restreint présente *a priori* divers avantages :

- Il assure par sa simple existence un minimum d'implication des acteurs du développement (si tant est que leurs choix soient respectés), et au-delà offre la possibilité d'une forte implication de ces acteurs
- Il facilite les prises de décisions, de par sa petite taille
- Il crée du lien social au sein du groupe (donc entre acteurs de catégories différentes) susceptible de survivre à la seule intervention vidéo et donc d'en porter par la suite les résultats

¹⁵⁹ Dans le cas des praticiens sus cités, il s'agit de formations de quelques jours à deux semaines reposant pour l'essentiel sur la désacralisation de la vidéo, le maniement de la caméra et l'initiation à la conception d'un story-board.

¹⁶⁰ Par exemple lors d'un travail avec les indiens d'une réserve de la cote ouest du Canada, sur les ravages l'alcool ; ou en accompagnant en Bolivie la création d'un centre audiovisuel communautaire ; ou encore en travaillant avec une population indienne de la cote atlantique de Colombie sur la redécouverte critique de leur propre histoire, et de leur vie en général.

- Il joue un rôle de « tampon » entre la démarche d'intervention et le système d'acteurs dans son ensemble, et doit permettre de limiter les conflits potentiels des réunions de projection multi-acteurs, en les faisant surgir au préalable au sein du groupe restreint
- Il constitue un noyau à partir duquel la diffusion de résultats peut être facilitée

Concrètement dans ce mode de fonctionnement avec un groupe de travail la ou les thématiques qui seront traitées en vidéo sont identifiées au sein du groupe, en fonction des différentes perceptions des enjeux locaux par ses membres. De la même façon, il définit (souvent en collaboration avec les intervenants) les grandes lignes des scénarii et les principales informations que devront impérativement contenir les vidéos, tout comme les personnes à interviewer (et de façon plus ou moins précise les questions à leur poser) et les images d'appui venant illustrer les propos.

Ce groupe de travail correspond donc finalement aux collaborateurs directs des intervenants vidéos, par opposition aux collaborateurs indirects regroupant notamment l'ensemble des acteurs dont la participation, le regard critique et les remarques ne seront prises en compte qu'en fin d'intervention, au moment des réunions de projection multi-acteurs. D'autres personnes du « milieu », sans être physiquement présents à ces réunions, participeront d'une certaine manière à la dynamique au travers des échanges et des discussions qu'ils auront pu avoir ou auront avec les participants directs et les personnes présentes aux séances de projection-débat. De par son importance, la construction et le fonctionnement du groupe de travail sont donc fondamentaux. La légitimité de telle personne à faire partie du groupe de travail, et donc à jouer le rôle de représentant ou de porte-parole d'une certaine catégorie d'acteurs, devra être considérée avec une attention particulière. De la même manière, il n'est pas évident qu'un même nombre de représentants pour chaque catégorie d'acteurs permette d'obtenir un fonctionnement équilibré entre les individus¹⁶¹. On peut également se demander si le groupe de travail doit nécessairement avoir une unité physique, (au sens d'être à un moment donné tous ensemble réunis physiquement dans un même lieu) ou si l'on peut envisager de travailler avec un « groupe de travail éclaté ». Auquel cas, l'intervenant vidéo peut-il prétendre reformuler seul les points de vue récoltés individuellement auprès des membres d'un groupe de travail « conceptuel », pour en présenter une synthèse dans laquelle chacun se reconnaisse ? Les exercices de validation des choix (d'images et d'interviews) doivent-ils être systématiquement réalisés collectivement au sein du groupe, ou est-il préférable d'effectuer certaines confrontations de manière individuelle, à la place ou tout simplement en premier lieu ? Finalement compte tenu des alternatives possibles, les intérêts attribués *a priori* au recours au groupe de travail sont-ils fondés ? Ces questions sont de celles qui guideront notre réflexion.

Ainsi les degrés et modalités d'implication des membres du groupe de travail - et donc le fonctionnement de cet ensemble - seront également à interroger lors des expérimentations de terrain.

4.2.4 Présentation schématique des choix méthodologiques relatifs à chaque expérimentation

Ces choix seront développés avec force détails à l'occasion de la présentation proprement dite des expérimentations (Cf. P2, P3 et P4) puisque, nous l'avons vu, chaque nouvelle méthode d'intervention est la double conséquence des résultats des expérimentations

¹⁶¹ Là encore le compromis à trouver semble délicat et subtil. Par exemple, dans certains contextes un unique représentant paysan peut se retrouver peu à l'aise face à ses homologues institutionnels. Néanmoins un échantillonnage rigoureux de la population (amenant dans les pays où nous avons travaillé à une écrasante majorité paysanne) conduirait également à un débat déséquilibré, potentiellement houleux et peu fructueux. Le rééquilibrage des poids des représentants par leur nombre au sein du groupe est donc affaire de compromis et relève de l'appréciation personnelle de ceux qui en fixent la constitution. En outre ce rééquilibrage par le nombre n'est pas suffisant et gagne à être accompagné d'autres moyens : mise à disposition pour tout le monde des informations pertinentes, équité dans les prises de parole et dans la qualité de l'écoute qui leur est accordée, etc.

précédentes d'une part et de notre volonté de tester nos hypothèses de recherche d'autre part. Malgré tout il nous semble nécessaire d'exposer dès à présent la logique de nos choix méthodologiques successifs. Ces choix théoriques ont bien sûr été par la suite confrontés aux contraintes de terrain pour donner les dispositifs opérationnels finalement mis en place.

	Format de la ou des vidéos	Implication respective des intervenants et des acteurs locaux	Modalités de recours à un « groupe de travail »
Bolivie	Une vidéo assez longue, fermée au départ avec une voix off caractérisant de façon précise le contexte, et très ouverte en deuxième partie, avec une alternance d'interviews lançant quelques pistes de réflexion et exposant la nécessité d'un dialogue constructif	Les intervenants vidéo se mettent en position d'experts, en charge de recueillir, ordonner et présenter les données pertinentes. La réalisation technique (tournage/montage) reste aux mains des intervenants vidéo	Pas de groupe de travail véritablement conceptualisé ; « fonctionnement sur le principe d'un groupe de travail éclaté »
Equateur	Une vidéo très longue, scénarisée avec une voix-off narrante une histoire, plurithématique, esthétiquement recherchée, fermée	Les intervenants vidéo adoptent une position naïve, d'accoucheurs d'idées, et laissent les acteurs locaux prendre toutes les décisions concernant le contenu de la vidéo et son utilisation. La réalisation technique (tournage/montage) reste aux mains des intervenants vidéo.	Un groupe de travail humainement, spatialement et physiquement délimité, en charge de prendre toutes les décisions relatives à la production, et d'exposer dans la vidéo son point de vue, si possible concerté et à défaut les divergences d'opinions existantes en son sein
Mali	Plusieurs vidéos courtes, monothématiques, souvent ouvertes et assez « brutes » (sans recherche excessive d'esthétique) composées essentiellement d'interviews, et rarement fermées sur des sujets plus informatifs. La voix off est globalement en retrait, ne proposant que des synthèses provisoires, des bilans d'étapes et soulevant des questions permettant de segmenter les réunions de projection en différentes phases d'animation	Les intervenants vidéo adoptent une position plus directive, de chargés de projets. Ils élaborent sur la base de quelques confrontations individuelles auprès des personnes interviewées une première version des vidéos qui sera soumise aux critiques, remarques et propositions d'ajustement de l'ensemble des acteurs présents aux réunions de projection.	Un « groupe de travail éclaté », fonctionnant par confrontations individuelles, et identifiable aux personnes interviewées dans les vidéos et aux porteurs de projets (commanditaire et intervenants)

Tableau 5 : Présentation des principales variables testées par les différents protocoles d'expérimentation mis en place sur les terrains bolivien, équatorien et malien

En résumé, la Bolivie était une première approche, très instinctive et expérientielle de la vidéo participative en appui au processus de concertation. La seconde expérimentation en Equateur voit l'accent mis sur le recours au groupe de travail (essentiellement pour palier les insuffisances d'identification à la vidéo et donc d'appropriation du contenu par le milieu), tandis que la troisième, au Mali, voit l'accent plutôt mis sur les phases de réunions de projection et de débats multi acteurs (la finalité de l'intervention est remise au centre du processus).

4.3 Les méthodes de collecte des données

Si les données collectées ne sont pas systématiquement les mêmes selon les expérimentations de terrain, les méthodes quant à elles sont identiques. Nous avons combiné :

- **L'observation**, parfois appuyée par des grilles constituées d'indicateurs à renseigner. L'observateur pouvait être l'un de nous ou bien des observateurs extérieurs sollicités ponctuellement pour nous épauler. Ces observateurs extérieurs pouvaient être autochtones ou allochtones, de manière à prendre en compte l'influence possible des interprétations. L'observation est un outil qui ne cesse jamais de fonctionner et qui permet notamment de prendre en compte les non-dits, à condition de consigner rapidement et clairement le contenu de ses observations.
- **L'entretien**, qu'il soit individuel ou collectif, formel ou informel (« discussion de couloir »), filmé ou non. Plusieurs entretiens ont été menés avec les mêmes acteurs, en début, en cours et en fin d'intervention.
- **L'enregistrement vidéo**, celui notamment du déroulement des réunions de projection-débat. Ces enregistrements permettent de conserver une mémoire de l'ensemble des prises de paroles et de la plupart des comportements. Sur la base de traductions - transcriptions de l'ensemble des propos tenus en réunion de projection, nous avons pu par la suite effectuer des analyses conversationnelles.
- **Les débriefings collectifs**. Semblables aux entretiens collectifs, leur particularité est de revenir sur un événement vécu collectivement, afin de mesurer le ressenti de chacun, à chaud ou au contraire avec un certain recul. Dans notre cas il s'agit essentiellement de revenir avec une catégorie d'acteurs sur le déroulement des réunions projections-débat.
- **Les questionnaires écrits**. Forcément destinés aux lettrés, les questionnaires présentent l'avantage de standardiser les données récoltées, et de multiplier assez facilement le nombre de sources. L'aspect confidentiel de ce mode de restitution permet également d'avoir accès à des points de vue qui ne seraient pas nécessairement exprimés à l'oral en groupe. Nous les avons utilisés pour dresser des bilans des réunions de groupe de travail et de réunions de projections. Ils sont présentés par un renvoi en annexe dans la partie de description du terrain correspondant.
- **L'étude des traces**. Il s'agit fondamentalement de rester en contact avec le terrain après la période d'intervention, au travers de quelques personnes clefs, de façon à obtenir des éléments d'évaluation de l'impact du travail effectué.

Enfin, les différents exercices de confrontation des vidéos aux critiques des acteurs locaux constituent également une source de données pertinentes. Ils sont donc l'occasion d'un travail d'observation approfondi et sont éventuellement filmés. L'évolution du contenu des vidéos d'une version à la suivante, suite à l'incorporation des remarques issues des phases de confrontation, doit également nous fournir des données intéressantes à analyser, notamment sur le rapport de la population locale avec le média audiovisuel, et sur l'évolution des représentations individuelles et collectives de la situation.

Section 5 : Construction d'outils pour l'analyse du déroulement et des résultats des expérimentations

Compte tenu du peu de recherches réalisées autour de l'utilisation de la vidéo dans les actions de développement – sans même parler d'un usage spécifique comme instrument dans un projet de concertation –, il nous a fallu développer nos propres outils de manière à explorer l'ensemble des données récoltées sur le terrain et produire des résultats relatifs à notre questionnement. Ces outils sont au nombre de trois :

- Une **grille de lecture générale**, qui traduit l'angle sous lequel nous avons analysé puis présenté les terrains de manière à éprouver nos hypothèses de recherche
- Un **tableau séquentiel** permettant d'identifier et d'attribuer aux acteurs concernés différentes fonctions à certains moments clefs du projet vidéo
- Une **grille d'analyse conversationnelle** des réunions de travail ou de projection, élaborée pour rendre compte des échanges verbaux entre les participants et les déchiffrer

Pour mémoire et pour faciliter l'appréciation de la pertinence de ces outils décrits ci-dessous, rappelons tout d'abord nos hypothèses de recherche :

H1- La réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement aide à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales

H2- La réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective

H3- Plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation - et notamment son appropriation et sa durabilité - est assurée

5.1 Construction d'une grille de lecture générale

Cette grille vise à identifier les critères et points précis à analyser ainsi que les informations à mobiliser pour l'étude d'un projet vidéo venant en appui à la concertation. Nous l'avons élaborée spécifiquement pour l'analyse de nos expérimentations, elle est donc construite dans l'optique du traitement des données récoltées de manière à **structurer leur présentation** et à **questionner directement nos hypothèses de recherche**. Elle doit également **permettre une comparaison** plus rigoureuse et pertinente de nos différents terrains d'étude entre eux. La confection de cette grille a été rendue possible grâce aux conseils précieux et avisés de M. Eric Sabourin, anthropologue et sociologue rural que nous remercions ici chaleureusement pour l'intérêt qu'il a toujours porté à nos travaux.

La grille se structure de la manière suivante : trois catégories principales renvoient aux trois hypothèses de recherche. Les deux premières regroupent quelques variables (de trois à cinq) pertinentes pour tester les hypothèses H1 et H2. La troisième catégorie réunit de nouvelles variables dont le croisement avec les précédentes permettra le questionnement de H3. Enfin, ces variables sont généralement décomposées en un certain nombre d'indicateurs permettant de les caractériser, formulés sous forme de questions précises.

La grille a tout d'abord été élaborée sur la base d'une réflexion concernant les conditions de validation ou d'infirmerie des hypothèses de recherche. Par exemple, l'hypothèse H1 « la réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement aide à construire une

représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales » se révélera fautive si, à la fin du processus, le contenu du « modèle vidéo » censé dépeindre la situation locale ne correspond pas aux conceptions que s'en font les acteurs impliqués. Cette correspondance est donc une variable primordiale au regard de l'hypothèse. Un indicateur de cette variable serait par exemple la validation par ces mêmes acteurs du contenu de la (des) vidéo(s) au cours d'une réunion.

Par ailleurs les premières esquisses d'analyse des terrains ont permis de révéler d'autres indicateurs pertinents, qui ont donc été intégrés dans la grille *a posteriori*. Elle s'est donc affinée par un principe d'aller-retour entre la théorie et l'étude d'un cas concret, avant d'être appliquée à l'étude des trois terrains. Cette généralisation fut également l'occasion de quelques retouches. La grille finale se présente de la manière suivante :

Catégorie 1 : la mobilisation pour la construction de la vidéo ; son aptitude à embrasser la diversité des points de vue

(Variables - et indicateurs associés - permettant le questionnement de l'hypothèse H1)

A- L'engagement des participants au cours du processus et son évolution

- ⇒ Les stratégies d'acteurs vis-à-vis du processus : freins, moteurs, parasites, etc.
- ⇒ Y a-t-il des désistements ? Des agrégations, spontanées ou demandées ?
- ⇒ Comment évolue la motivation des acteurs à participer au projet ?

B- L'appropriation du processus

- ⇒ Quel est l'intérêt montré par les acteurs, leur appréciation de la démarche ?
- ⇒ Se familiarisent-ils avec l'outil vidéo ? Apprennent-ils progressivement à maîtriser son utilisation (non pas du point de vue de la manipulation technique, mais en tant qu'outil de communication) ?
- ⇒ Constate-t-on des prises d'initiatives de la part des acteurs vis-à-vis du processus vidéo ? Emettent-ils des suggestions ?

C- Les correspondances entre contenu de la vidéo, représentations individuelles et représentations collectives

- ⇒ Les acteurs directement représentés dans la vidéo valident-ils son contenu ? Les acteurs dont la « réalité » est proche ou similaire au contenu s'identifient-ils à la vidéo ? Qu'en est-il des acteurs totalement externes ?
- ⇒ Chacun cautionne-t-il vraiment tout ce qui est dit dans la vidéo ? Les acteurs acceptent-ils de voir leurs points de vue mis en concurrence avec ceux d'autres acteurs au sein de la vidéo ? Y a-t-il des signes d'acceptation d'autres visions et logiques d'acteur ?
- ⇒ Au-delà de la juxtaposition de points de vue, peut-on identifier des représentations de nature collective potentiellement fédératrices ?

Catégorie 2 : le processus de concertation

(Variables - et indicateurs associés - permettant le questionnement de l'hypothèse H2)

A- Les relations et échanges entre acteurs

- ⇒ Y a-t-il eu émergence de nouveaux espaces de discussion (formels ou informels) ? Existe-t-il des différences entre leurs règles de fonctionnement et celles des anciens ? Cela a-t-il eu des effets sur ces espaces préexistants à l'intervention ? Quelle est la part imputable au processus vidéo proprement dit dans ces évolutions ?
- ⇒ Quelles sont les différentes phases d'interactions qui composent le processus de concertation ?
- ⇒ Ces évolutions ont-elles engendré des transformations notables dans les relations qui structurent le système d'acteurs ? Les relations évoluent-elles du fait du projet (nouvelles alliances, nouveaux conflits, etc.) ?

B- La qualité de la concertation

- ⇒ Le choix des participants s'est-il révélé judicieux ?
- ⇒ L'ensemble des points de vue des participants a-t-il été exprimé ? A t-il été pris en compte ?
- ⇒ Le processus vidéo aide-t-il à diminuer les « forçages » lors des concertations (Cf. P1, Chapitre 3, § 2.2)
- ⇒ La vidéo permet-elle de niveler des inégalités de pouvoir ou de modifier le poids de certains acteurs (notamment par la possibilité qui est offerte d'investir des espaces de paroles, mais aussi la réduction des asymétries d'information, la mise en évidence des zones d'incertitudes, etc.) ?
- ⇒ Y a-t-il des risques (ou des constats avérés) de manipulations ou d'instrumentalisations (de l'outil, d'un acteur par un autre, etc.) ?

C- Les résultats immédiats du processus

- ⇒ Quelles sont les avancées de la réflexion collective concrètement identifiables ?
- ⇒ Y a-t-il eu des prises de décision, ou des actions entreprises, voire simplement proposées ? Etaient-elles de nature individuelle ? collective ?

D- Le prolongement de l'intervention et la durabilité du processus

- ⇒ Quel est l'impact de la démarche vidéo à court, moyen et long terme sur les différentes catégories d'acteurs et leurs modes d'interactions une fois l'intervention terminée ?
- ⇒ Y a-t-il diffusion du produit et/ou du processus, vers d'autres lieux et acteurs ?
- ⇒ Qui assure le suivi et le maintien de la dynamique collective, si elle s'est engagée ?
- ⇒ Le projet vidéo s'insère-t-il dans une démarche de développement à plus long terme (amont et aval du projet vidéo) ?

Catégorie 3 : les fonctions liées au projet vidéo et leur répartition ; les rôles des différents acteurs

(Ces variables - et indicateurs associés - seront à croiser avec les variables 1A, 1B, 2B, 2C et 2D, de manière à permettre le questionnement de l'hypothèse H3)

A- Le profil des participants directs au projet vidéo et leurs interactions : le « groupe de travail »

- ⇒ Quelle est leur légitimité à participer au processus vidéo ? Leur régime d'engagement (spontané, élu, désigné, etc.) ? Leur représentativité par rapport au système de gestion intentionnelle ?
- ⇒ Quelle est la nature de l'implication des leaders sociaux (voulue ou subie) dans le travail collectif ?
- ⇒ Quelle est la structure du groupe de travail (située ou distribuée, figée ou mouvante, etc.) ? Correspond-t-il réellement à un groupe ou bien à la réunion virtuelle des différents collaborateurs des intervenants vidéo ?
- ⇒ Quel est le degré de collaboration entre les membres pour la réalisation de la vidéo ?

B- La prise en charge des fonctions à différents moments clefs du projet vidéo

- ⇒ Qui détermine les personnes en charge des différentes fonctions ?
- ⇒ Qui remplit les fonctions dites « de production » ? (remplissage d'un tableau séquentiel décomposant la part de chacun dans les choix de réalisation et d'exploitation de l'outil vidéo)
- ⇒ Qui sont les acteurs des vidéos ? Font-ils partie du groupe de travail ? Ont-ils joué un rôle dans la production ? L'intervenant vidéo en est-il un (notamment par le biais du commentaire off) ?
- ⇒ Quelles fonctions sont réalisées de manière conjointe entre des acteurs contrastés ? Les régimes d'engagement sont-ils équivalents entre ces acteurs ?

- ⇒ Quels sont les différents publics des projections ? Quels sont leurs niveaux d'implication dans les débats autour des thématiques abordées en vidéo ?

C- Les rôles des acteurs fortement impliqués dans le processus

- ⇒ Quel est le rôle de l'intervenant vidéo (simple technicien, expert, médiateur...) ?
⇒ Quels sont les rôles remarquables au sein du groupe de travail (membres en retrait, perturbateurs, manipulateurs, animateurs, forces de propositions, etc.) ?
⇒ Quels rôles jouent les institutions et chercheurs étrangers qui encadrent l'intervention ?

La description du contexte local (caractéristiques et dynamiques territoriales, histoire, problématique actuelle, etc.) sera systématique et ne figure pas dans la liste en tant qu'indicateur à proprement parler.

De la même manière, les éléments suivants ne sont pas des critères permettant en soi d'éprouver les hypothèses de recherche, et pour cette raison ne font pas partie de la grille générale de lecture présentée ci-dessus. Ils sont néanmoins à identifier et caractériser avec précision lors de la description des terrains car ils pourront éclairer la compréhension de certains résultats :

- **Objectifs précis du projet vidéo**, et partage de ces objectifs
- **Profil de l'intervenant vidéo porteur de projet** : connaissance du terrain, de la problématique, place dans le système d'acteurs
- **Caractérisation du système d'acteurs** : typologie, relations et interactions, autonomie, règles et normes, stratégies (hors projet vidéo), capacité initiale à communiquer ou collaborer, etc.
- **Nature de l'outil vidéo** utilisé en réunion : format, forme, structure, etc.
- **L'existence de facilitateurs ou d'obstacles** au processus de concertation : politiques, institutionnels, liés par exemple à son ancrage dans un projet de développement, etc.
- **Facteurs identitaires ou culturels** (y compris des intervenants extérieurs) qui influencent le processus
- **Familiarité avec le média vidéo** des différents acteurs

5.2 Construction du tableau séquentiel visant à caractériser les fonctions de productions et leur prise en charge

Nous explicitons ici la méthodologie utilisée pour renseigner partiellement la variable B de la catégorie 3 de la grille de lecture, « *la prise en charge des fonctions à différents moments clefs du projet vidéo* », particulièrement importante en ce qu'elle permet d'éprouver très concrètement l'hypothèse H3 et se réfère directement à la question de recherche. Ce tableau sert d'indicateur lié aux activités de production.

Si, au sein des trois grandes fonctions que nous étudions, l'identification des acteurs et des spectateurs semble relativement simple, celle des producteurs requiert une décomposition particulièrement fine du déroulement du projet vidéo.

En effet, la fonction d'acteur se résumera dans notre analyse aux protagonistes de la vidéo, c'est-à-dire à tous ceux qui jouent un rôle direct (visuel et/ou auditif) dans l'explicitation de son contenu : il s'agira donc essentiellement des interviewés, des personnages qui sont filmés dans leur activité sans nécessairement s'exprimer (i.e. les personnages centraux *sujets* de l'image, et non les figurants), et éventuellement des personnes à qui l'auditoire attribue le commentaire off, voire les textes ou les schémas. L'identification est donc relativement aisée et fera l'objet d'une simple description écrite.

De la même manière, la fonction de spectateur peut être caractérisée sans grande subtilité, si tant est que l'on ne s'intéresse en première intention qu'aux personnes qui visionnent la vidéo en cours de projet – c'est le cas dans cette analyse –, et non aux rôles contrastés que peuvent jouer ces spectateurs vis-à-vis du processus global (nous le verrons à travers l'examen des réunions de projection, cette caractérisation est subtile) ou aux spectateurs post-intervention (vie de la vidéo après le projet).

En revanche, la fonction de production regroupe un nombre important de tâches qui participent toutes de l'élaboration de l'outil vidéo, puis dans un second temps de son utilisation. Nous sommes donc en réalité confrontés à plusieurs fonctions de production, dont la séparation précise va nous permettre de caractériser des degrés mais surtout des modalités de participation pour les acteurs qui s'en seront chargés.

De manière à pouvoir identifier ces fonctions ainsi que les acteurs qui les prennent en charge, nous nous sommes inspirés des travaux de White et Patel (White et Patel 1994). Dans leur ouvrage, les auteurs ont proposé d'analyser deux expériences (qu'ils ont considérées comme étant des démarches de Vidéo Participative) au travers d'une grille se fondant sur le « *modèle du message de développement* » élaboré par Nair et White (Nair et White 1994). Ce modèle séquence le processus de message de développement et permet pour chaque étape d'identifier un certain degré de participation. Quatre phases ont ainsi été déterminées par Nair et White :

- Définition (du public, des problèmes, des besoins, des solutions...)
- Conception
- Production
- Evaluation

Les auteurs proposent alors deux groupes comme étant susceptibles de prendre part aux différentes phases du processus : le(s) « *communicateur(s) pour le développement* »¹⁶² et les « *bénéficiaire/receveurs visés* ». Ils définissent ensuite trois niveaux de participation (faible, moyenne et forte) et attribuent des valeurs de participation à chacune des étapes du processus, pour chacun des deux groupes. Ils remplissent ainsi un tableau séquentiel à double entrée.

Selon les auteurs, ce modèle repose sur le principe de la communication transactionnelle (Blumer 1992, Rogers and Kincaid 1986), qu'ils définissent de la façon suivante : « *Ce n'est pas un processus de persuasion fonctionnant à sens unique. C'est un dialogue dans lequel l'émetteur et le receveur du message interagissent sur une période de temps pour arriver à une représentation partagée* » (Nair et White 94).

White et Patel ont donc utilisé cette grille pour analyser deux expériences vidéo. Ils ont adapté au langage audiovisuel les formulations correspondant aux différentes phases et ont supprimé les degrés de participation aux limites trop subjectives, préférant le concept du « *tout ou rien* ». Notons qu'ils ont également considéré le chercheur comme un participant à part entière (différent du communicateur) et ont ainsi évalué la participation de trois groupes distincts pour chaque phase.

Dans son travail de recherche Bernhard Huber (B. Huber, 1998) critique fortement le caractère linéaire de la grille d'analyse proposée par White et Patel (dont ceux-ci se défendent pourtant), caractère qu'il attribue principalement à la nature des projets qu'ils ont cherché à évaluer. De même Huber condamne, à juste titre, le vocabulaire employé par les auteurs, qui semble effectivement être hérité de la conception linéaire du modèle de la communication. L'utilisation du terme « *message* » par exemple, met l'accent sur le produit et non pas sur le processus de communication. De la même façon le concept de « *receveur visé* » confère un aspect très passif aux acteurs locaux et rappelle les « *cibles* » du marketing social. Le mot

¹⁶² Selon leur approche, il s'agit ici d'un professionnel ou para professionnel formé, chargé de relier les bureaucrates, les experts et les scientifiques aux « *bénéficiaires ruraux visés* » (ceux qui ont été impliqués dans la production du message)

« participation » est également utilisé à leur propos. Mais lorsqu'ils sont intégralement responsables d'une partie du processus (voire de sa totalité), n'est-il pas déplacé de limiter leur rôle à une simple « participation » ? C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous utiliserons volontiers dans nos travaux les concepts de « degré d'implication » et de « forme » ou de « modalité d'implication », qu'il s'agisse de qualifier les acteurs externes (comme souvent l'intervenant vidéo) ou les acteurs associés au processus (dont les acteurs locaux).

Rapportées à nos cas d'étude, les différentes phases identifiées par les auteurs sont susceptibles de se chevaucher, de s'inverser, ou de s'influencer les unes les autres. En ce sens il faut voir le découpage en séquences comme un simple mode de représentation schématique du déroulement du processus de communication pour le développement. Afin d'éviter d'apparaître trop linéaires, il nous a donc semblé nécessaire dans notre adaptation de poser clairement la question en spécifiant au sein même de la grille si une phase donnée du projet est conduite de manière linéaire ou itérative. Par « itérative » nous entendons que le résultat ou le déroulement même de la phase peuvent conduire à apporter des modifications au produit, ou au processus, et donc potentiellement à recommencer cette étape (dans sa totalité ou non).

Nous avons identifié cinq grandes phases, chacune étant constituée de plusieurs temps dont la distinction nous permettra d'affiner notre étude des fonctions de chaque acteur :

1- Décision et planification du projet vidéo

- Demande/proposition du projet : le mandat
- Définition des objectifs, conception du déroulement
- Choix de l'intervenant vidéo
- Financement (phase par phase)

2- Conception et réalisation de l'outil vidéo

- Choix du groupe de travail
- Explicitation de la problématique
- Scénarisation
- Choix des interviewés
- Conduite des interviews
- Tournage des images
- Derushage
- Montage
- Ecriture et enregistrement Voix-Off

3- Validation et diffusion de l'outil vidéo

- Validation du contenu de la (des) vidéo(s)
- Choix du public
- Animation des projections

4- Post-production et après-projet

- Diffusion des copies
- Suivi et valorisation

5- Evaluation

Par rapport aux travaux de White et Patel, il nous a également semblé essentiel de préciser les types de groupes susceptibles d'être impliqués dans les différentes phases. En particulier, considérer le groupe des acteurs associés au processus comme une groupe homogène vis-à-vis de leur implication dans la démarche nous semble être une approche trop rapide. En effet, parmi eux certains seront directement, physiquement et peut-être quotidiennement impliqués dans la réalisation de l'outil vidéo, tandis que d'autres seront peut-être un peu plus passifs, uniquement impliqués une fois le produit finalisé, même s'ils auront alors leur mot à dire pour la suite du processus. C'est pour cette raison que nous avons choisi de diviser ce groupe des « *heureux bénéficiaires* » en deux : d'une part le « *groupe de travail* » et d'autre part le « *milieu* », correspondant à l'ensemble de leurs pairs, pour emprunter les expressions d'Yves Langlois (Langlois, 1995). Notons que le groupe de travail peut être plus ou moins homogène, multi-acteurs ou non, correspondre à une véritable entité physique, se réunissant régulièrement, ou n'être qu'informel, voire quelque peu conceptuel et abstrait, composé des différentes personnes impliquées de manière individuelle et séparée dans la réalisation de la ou des vidéos. Au groupe des chercheurs, nous avons de plus associé les équipes des projets de développement liées à la démarche de communication, estimant que dans la plupart des cas ils jouaient des rôles relativement similaires.

La grille présentera donc quatre colonnes :

- Groupe de travail
- Milieu
- Intervenant vidéo
- Institutions : projet et chercheurs

Pour chaque expérience nous spécifierons à qui précisément correspondent ces quatre appellations. Nous chercherons par ailleurs à identifier celui ou ceux que l'on peut qualifier de « porteur(s) de projet » parmi ces acteurs.

Pour simplifier la lecture et l'analyse de la grille nous avons également opté pour un système de code couleurs permettant de distinguer immédiatement ce qui, au sein de chacune de phases, relève du décisionnel (relatif au processus en lui-même ou au produit vidéo final), du financier et du technique.

Nous pouvons donc à l'aide de la grille qui suit (tableau 6) nous pencher sur le « qui fait quoi ? » pour chacune des expériences, et réfléchir aux formes et degrés d'implication de chaque acteur.

Tableau 6 : Table d'identification des fonctions de production et de leur prise en charge lors du déroulement d'un projet vidéo

	Groupe de travail	Milieu	Intervenant vidéo	Projet, chercheurs, institutions...
Décision et planification de l'intervention				
<i>Définit la nécessité d'une intervention de concertation appuyée par vidéo</i>				
<i>Identifie la ou les problématiques à traiter</i>				
<i>Choisit la stratégie de communication à suivre (outils et objectifs) ; définit les étapes du processus</i>				
<i>Choisit le ou les intervenants vidéo</i>				
<i>Finance l'intervention</i>				
Conception et réalisation de la ou des vidéos				
<i>Effectue le choix des membres du groupe de travail</i>				
<i>Participe à l'explicitation de la problématique, notamment pour orienter la réalisation</i>				

<i>Pense le scénario (les sujets à traiter, la manière de le faire, l'écriture visuelle, etc.)</i>				
<i>Choisit les personnes à interviewer</i>				
<i>Mène les interviews</i>				
<i>Tourne les images</i>				
<i>Effectue la sélection parmi les rushes</i>				
<i>Effectue les choix de montage</i>				
<i>Réalise le montage</i>				
<i>Ecrit la Voix-Off</i>				
<i>La démarche de conception/réalisation est-elle itérative ?</i>				
Diffusion et validation de la ou des vidéos				
<i>Choisit le(s) public(s)</i>				
<i>Valide le contenu de la vidéo</i>				
<i>Anime les projections</i>				

<i>Le déroulement des projections peut-il conduire à revenir sur le contenu des vidéos ?</i>				
<i>Finance les projections</i>				
Post-production et après-projet				
<i>Choisit les bénéficiaires des copies</i>				
<i>Se charge de valoriser les productions sur le long terme</i>				
<i>Finance la post-production</i>				
Evaluation de l'impact de la démarche				
<i>Décide de la réalisation de l'évaluation</i>				
<i>Effectue cette évaluation</i>				
<i>Finance l'évaluation de la démarche</i>				

Légende des couleurs :

- En vert apparaissent les lignes correspondant au financement des différentes phases du projet
- En rose pâle apparaissent les lignes correspondant aux manipulations de l'équipement audiovisuel
- En bleu apparaissent les lignes correspondant aux prises de décisions relatives au processus vidéo
- En orange apparaissent les lignes correspondant aux prises de décisions relatives au produit vidéo

5.3 Etude du déroulement des réunions de projection-débat et construction d'une grille d'analyse conversationnelle

5.3.1 Méthode globale de l'analyse : choix et contraintes

De nombreux points de réflexion sur la méthode d'analyse nous ont été suggérés par les travaux de William's Daré sur le déroulement de séances de jeux de rôles (Daré, 2005).

L'analyse des réunions a été faite essentiellement *a posteriori*, sur la base d'enregistrements vidéos et de transcriptions des discours. Il nous était difficile de porter un regard critique en cours de réunion puisque nous ne parlions pas systématiquement la langue (ce fut le cas du « *bamanan* » ou du « *quechua* »), que l'un de nous était toujours occupé à filmer et que nous souhaitions rester malgré tout pleinement attentifs pour pouvoir être réactifs en cas de besoin.

Lorsque nous en avons eu la possibilité, comme en Equateur, nous avons néanmoins dispersé dans la salle des observateurs, chargés d'apprécier des épisodes significatifs à l'aide d'une petite grille de relevé. Un « observateur général » consignait chaque prise de parole en spécifiant le thème abordé, le destinataire de l'intervention et le lien avec la vidéo, entre autres. Des « observateurs individuels » étaient en charge de groupes d'acteurs différents (un pour les paysans, un pour la mairie et la préfecture, etc.) et relevaient pour leur part les conversations et comportements jugés intéressants mais se produisant en aparté, entre voisins par exemple. Nous avons réussi à mobiliser des latino-américains et majoritairement des équatoriens pour ce travail, même si la personne qui se chargeait de l'observation générale était française.

Malheureusement au Mali il n'a pas été possible de trouver des personnes qui puissent et/ou veuillent s'impliquer dans ce rôle. Quant à la Bolivie, n'ayant pas encore développé nos questionnements de recherche à l'époque du projet, nous n'avions pas mis en place un dispositif aussi conséquent de récolte de données.

En cours de réunion, la caméra était souvent focalisée en plan serré sur l'interlocuteur, de manière à pouvoir ensuite éventuellement réintroduire son intervention avec une image correcte dans une nouvelle génération des vidéos (objectif opérationnel de faire évoluer le diagnostic). Quoi qu'il en soit, même en plan large la capture de ce qui se passe dans toute la salle était impossible (nombre de participants, physionomie des salles, etc.). Nous nous retrouvons donc dans l'impossibilité de traiter de façon suffisamment pertinente des interactions non verbales ou des interventions ou comportements non dirigés (signe d'agacement, de motivation - démotivation, d'ennui, d'attention, appel à Dieu, etc.). Ces appréciations seront plutôt faites de manière qualitative et non systématique, en évoquant dans la description factuelle les choses intéressantes que nous aurions pu remarquer ou nous faire indiquer.

Cette composante est néanmoins prise en compte dans la définition des « rôles » des acteurs : cette appréciation, il faut le reconnaître en partie subjective et déterminée par nos propres normes, est influencée par l'attitude globale de la personne, la posture qu'elle présente aux autres acteurs et donc aux observateurs (la « face » goffmanienne). Cet « étiquetage » reste néanmoins, comme nous le verrons plus loin, essentiellement fondé sur le contenu des discours.

Enfin nous avons tenu de nombreuses discussions informelles avec des spectateurs plus ou moins « neutres » dans le système d'acteur (en général des chercheurs nationaux, voire locaux), de manière à recueillir leurs perceptions et vérifier nos propres impressions sur les moments clefs ou les interventions jugées les plus importantes à chaud (agression, signe clair de détente entre deux acteurs, etc.) ou de se faire expliquer les raisons de certaines réactions que nous ne comprenions pas (parfois un brouhaha, un rire général dont l'origine est floue, etc.). Nous cherchions par là à minimiser les biais de notre perception allochtone de

la situation : un observateur local (qui maîtrise la langue, qui est imprégné des représentations et de l'*habitus*) est plus à même de comprendre les subtilités comme les interjections ou les onomatopées, la signification des silences, l'aspect inhabituel de certains comportements, etc. Le couplage de ces deux niveaux d'observation, même s'il fut souvent réalisé malheureusement de manière non structurée et non systématique, nous a permis de tenir compte de l'importance des représentations individuelles des observateurs sur l'interprétation des faits. Si l'existence du point de vue objectif du sociologue, détaché de toute norme et convention sociale nous semble utopique, voire prétentieux (cf. L. Boltanski, L. Thévenot, 1991), il convient pour essayer de décrire une situation de manière « extérieure » (c'est-à-dire sans pouvoir accéder directement aux perceptions intimes des acteurs sur la situation, les multiples « réalités » qu'il serait d'ailleurs difficile de juxtaposer) de ne pas se laisser abuser par ses propres croyances ou préjugés, d'autant plus lorsque le sociologue en question est le *toubab* ou le *gringo*. Se remettre en question, apprendre à désapprendre autant que possible... cette attitude est aussi difficile à adopter que nécessaire pour recueillir les données du terrain.

5.3.2 Construction d'une grille d'analyse du déroulement des débats ou des réunions de travail

Les objectifs assignés à la construction d'une grille d'analyse des projections étaient divers. Il s'agissait premièrement de disposer d'une représentation graphique du déroulement de ces réunions qui soit relativement facile à appréhender dans son ensemble, et qui traduise la dynamique globale et la succession des types d'interventions durant la réunion. Face à une transcription d'une centaine de pages, il est en effet difficile de porter un regard englobant et distancié sur la session de travail. Nous souhaitions également pouvoir visualiser l'enchaînement des interventions afin de permettre l'identification d'éventuelles associations ou oppositions entre acteurs. Nous cherchions ensuite au travers de cette grille à disposer d'éléments de réflexion nous permettant de questionner nos hypothèses de recherche, et plus particulièrement H1 et H2. Enfin il fallait que la grille puisse être remplie à partir de la seule transcription des réunions, pour les raisons évoquées au dessus.

Afin de construire cet outil nous nous sommes inspirés des travaux du psychosociologue interactionniste américain, Robert F. Bales (R. F. Bales, 1979, 1999), relatifs à l'analyse des groupes de discussion. A partir d'une grille d'analyse connue sous le nom de « *grille de Bales* » - qui décrivait la nature des interactions en jeu et leur évolution lors de la discussion - l'auteur proposait une lecture (une « *mesure* ») des personnalités et des rôles joués par chaque individu impliqué dans la discussion. Il compléta cette approche par des travaux de sociométrie reposant sur l'étude des positions et déplacements des individus en cours de discussion. Cette deuxième partie de son analyse, adaptée à de petits groupes de discussion, se révèle difficile à conduire dans notre cas (avec des ensembles de plus de 50 personnes). Nous avons bien essayé d'envisager une approche de ce type pour les réunions du groupe de travail restreint en Equateur, mais il n'y avait pratiquement aucun déplacement au cours de ces *brainstormings* qui se déroulaient assis, où l'attention était permanemment captée par le tableau et l'animateur ou par les images que nous projetions. Les positionnements se faisaient pour leur part parfois par affinités, mais relevaient plus souvent des retards de bus ou de pirogue que de réelles relations entre acteurs.

La grille de Bales propose de simplifier l'univers des échanges possibles entre individus en 4 catégories réparties en deux domaines : celui de la tâche (du travail qui justifie la discussion, le « *pourquoi nous sommes là* ») et celui du socio-émotionnel (l'affectif qui en interférant avec le domaine précédent traduit la personnalité de l'individu). Ces deux domaines se divisent eux-mêmes en deux sous-groupes représentant les deux faces possibles des échanges : négative ou positive.

Nous pouvons ainsi présenter cette grille de Bales de la façon suivante :

DOMAINE SOCIO-EMOTIONNEL	DOMAINE DE LA TACHE
<u>Emotions positives</u> <ul style="list-style-type: none"> • soutien • détente • acceptation 	<u>Apport</u> <ul style="list-style-type: none"> • suggestion • donne son avis • commentaire
<u>Emotions négatives</u> <ul style="list-style-type: none"> • refus • tension • opposition 	<u>Demande</u> <ul style="list-style-type: none"> • question • demande un avis • appel à des commentaires

C'est ainsi que Bales apporta des éléments de compréhension de certains comportements comme celui de « *leaders* » (affectifs, centrés sur la tâche) ou celui de « *déviants* » (suractifs ou passifs...). Mais cette grille s'applique plus volontiers à l'examen de discussions de comités assez restreints qu'à celui de grands débats publics, où au-delà de la personnalité de l'individu interfèrent plus fréquemment un besoin social ou des volontés de « représentation », - au sens théâtral pour emprunter la sémantique chère à E. Goffman - devant des pairs, des collaborateurs, des alliés ou ennemis.

Toujours est-il qu'intéressés par l'influence de la vidéo sur les représentations - sociales cette fois-ci - des acteurs et leur évolution en cours de la discussion, mais également par l'aptitude du recours à l'outil vidéo à offrir des espaces de discussion et de réflexion collective propices au dialogue et à l'écoute mutuelle, cette grille d'analyse des interactions nous semblait être un bon point de départ. Encore nous fallait-il pouvoir l'adapter à notre contexte de travail. La principale différence entre les deux contextes réside en ce que dans le cadre de débats publics, l'intervenant s'adresse fréquemment à tout le monde ou à personne, et généralement à l'animateur (qui devient souvent l'avatar de la personne ou du groupe à qui est réellement mais indirectement dirigée l'intervention). Il donne son avis. On ne se positionne donc pas dans le cadre d'une véritable discussion, même si le plus souvent chaque intervention s'inscrit dans la continuité de ce qui a été dit précédemment. Malgré tout certains parlent pour eux-mêmes, ou cherchent à tout prix à apporter une information particulière (que ce soit le moment adéquat ou pas). Ainsi les interactions en jeu dans le cadre de nos réunions de projection-débat ne sont pas aussi évidentes, ou franches, que dans le cadre d'une discussion. Malgré tout ces interactions existent, et c'est pourquoi nous estimons que l'approche par la grille de Bales reste tout à fait pertinente pour leur analyse. L'outil s'adapte en revanche plus directement à la description des réunions du groupe de travail restreint en Equateur.

Dans un premier temps il nous a donc fallut définir dans nos réunions le domaine de la tâche : nous en avons identifié deux. Un premier correspondant à la problématique de développement elle-même, censée être abordée au sein des vidéos puis discutée en réunions multi-acteurs, à savoir la gestion de l'eau dans le contexte de nos interventions en Bolivie et au Mali, et celle du territoire¹⁶³ à Tena. Le second domaine de la tâche, qui fera également

¹⁶³ Nous verrons lors de l'analyse du terrain équatorien en quoi cette entrée « gestion du territoire » et non pas « gestion durable de la forêt » nous a handicapé par la suite

l'objet de discussions en réunion, correspond à la démarche d'accompagnement assistée par vidéo en tant que telle. L'idée était de pouvoir distinguer les comportements relatifs au sujet traité et ceux relatifs à la démarche vidéo, de manière à identifier ce qui relève spécifiquement de l'influence du recours à la vidéo.

Domaine socio-émotionnel	Domaine de la tâche 1 <i>Par exemple, gestion de l'eau</i>	Domaine de la tâche 2 <i>Processus d'accompagnement assisté par vidéo</i>
---------------------------------	--	---

Au sein de chacun de ces deux domaines nous avons ensuite identifié des catégories. Ainsi nous avons décomposé le domaine de la tâche 1 en trois catégories : « *le thème est contenu dans la vidéo* », « *le thème n'est pas contenu dans la vidéo* », et enfin le « *thème abordé correspond à des alternatives* ». La finalité de ce découpage était triple. D'une part, disposer d'un moyen pour visualiser l'impact du visionnement des vidéos sur la structuration des débats en termes de thématiques, et donc de questionner l'intérêt de la vidéo en termes d'outil d'animation ; d'autre part (et ce point est très lié au précédent) de voir si la vidéo contenait l'ensemble des thèmes pertinents dont les acteurs jugeaient nécessaire de débattre ; enfin de savoir si cet espace de débat créé autour de la vidéo était ou non propice à la formulation de propositions d'actions, de solutions ou de pistes de solutions. Au-delà, nous souhaitions identifier la nature de ces pistes de solutions, en particulier voir si ces pistes correspondaient à des demandes ou à des propositions, ce qui renvoie finalement au découpage en cotés positif et négatif de Bales. De la même façon nous avons décomposé les autres catégories en échanges de nature positive et en échanges de nature négative. Par ailleurs, nous avons ajouté dans la colonne « le thème abordé n'est pas contenu dans la vidéo » une colonne intitulée « *évoque un cas particulier* » qui nous permet d'identifier les moments de la réunion où un intervenant quitte l'objectif de réflexion collective, globale, sur l'ensemble du périmètre et essaie d'attirer l'attention sur un problème qui lui est spécifique. Dans les réunions de concertation visant à identifier les difficultés à surmonter pour favoriser le développement d'une région, on se heurte souvent à l'expression de besoins individuels particuliers, bien légitimes, et à la difficulté pour les participants de prendre du recul par rapport à leur situation. Même si l'évocation de ces cas particuliers est parfois riche d'enseignements et illustre bien certains discours, nous cherchions à savoir si la démarche d'accompagnement assistée par vidéo pouvait appuyer une certaine prise de recul, nécessaire à un échange constructif.

Domaine de la tâche 1 <i>Gestion de l'eau</i>								
Le thème abordé est contenu dans la vidéo				Le thème abordé n'est pas contenu dans la ou les vidéos vues précédemment			Aborde des alternatives	
Appui	Apporte des plus	Contredit, critique	Demande de l'info	Apporte de l'info	Demande de l'info	Evoque un cas particulier	Propose de faire ensemble	Demande que les autres fassent

Sur le même principe nous avons décomposé le domaine de la tâche 2 en deux catégories : ce qui relève de l'outil vidéo en lui-même et ce qui relève de la démarche (donc de l'utilisation qui a été, est ou sera faite de l'outil).

Domaine de la tâche 2 <i>Processus d'accompagnement assisté par vidéo</i>			
A propos de l'outil vidéo		A propos du processus	
Appui	Demande / Critique	Propose	Demande

Nous avons ensuite décomposé simplement le domaine socio-émotionnel en catégories positives et négatives, notamment du fait de la difficulté de mesurer cet aspect des échanges qui relève parfois plus de l'attitude et de l'intonation que du seul discours. Nous ne disposions pour remplir cette grille que de la retranscription en français des discours qui ont eu lieu en « *bamanan* » et de la bande son en VO. Pour limiter les risques d'interprétations abusives et pour simplifier notre grille, nous nous sommes donc contentés de ce découpage.

Domaine socio-émotionnel	
Positif Signes de solidarité, détente...	Négatif Signes de tension, antagonisme

Nous souhaitons enfin nous prémunir d'une critique régulièrement formulée à l'encontre de la grille de Bales, à savoir l'abstraction qu'elle semble faire du contenu même des interventions, des sujets traités et de la manière dont ils le sont. Dans notre cas particulier, les sujets abordés sont extrêmement divers, et nous voulions permettre au lecteur de se rendre compte de l'évolution du fond de la discussion autant que de sa forme. Nous avons donc décidé de préciser dans une ultime colonne la succession des sujets traités de manière à comprendre quel comportement ou quelle réaction a été suscitée par quel sujet précis. Nous avons également fait figurer sous forme de lignes transversales grisées, toute rupture thématique brusque entre deux interventions successives, de façon à identifier les échanges s'apparentant à un dialogue de ceux s'apparentant à une succession d'informations indépendantes les unes des autres. Nous avons aussi fait figurer le « *rôle* » joué par les intervenants au moment de chacune de leurs interventions, déterminé justement sur la base du remplissage des autres colonnes de la grille. Enfin un code couleur nous permet de distinguer les appartenances des intervenants aux différents groupes d'acteurs sociaux identifiés lors de l'analyse du système d'acteurs.

Pour avoir une idée de la durée relative des différentes interventions, nous avons compté le nombre de lignes écrites auxquelles elles correspondaient dans la transcription. Ce chiffre est indiqué dans la grille d'analyse, sous le rôle joué par l'intervenant, sous la forme « L = *nombre de lignes* ».

Enfin les individus ne sont pas désignés de manière nominative mais par une lettre et un chiffre.

Les grilles d'analyse sont présentées pour chaque terrain, au moins en partie, en annexe. Pour avoir immédiatement une idée de leur aspect final, se reporter aux annexes 23 à 29.

5.3.3 Quelques précisions nécessaires au remplissage des grilles afin de cadrer autant que possible les inévitables interprétations

Face au caractère *a priori* très subjectif du remplissage de cette grille d'analyse, il nous faut en effet préciser un certain nombre de règles que nous avons suivies et qui, sans enlever toute la subjectivité de cet exercice, doivent permettre de s'affranchir de certains doutes.

A chaque nouvelle information ou idée abordée par un intervenant lors de son discours doit correspondre au moins un signe dans la grille. Ce signe est un signe positif lorsque l'information est apportée sous forme d'un constat ou d'un regard constructif sur une situation. Ce signe est un signe négatif lorsque l'information est donnée sous forme de critique. Lorsque le doute sur la pertinence d'un signe était trop important, nous avons décidé de le préciser en le figurant entre parenthèses. Quand l'information est clairement dirigée envers quelqu'un ou un groupe d'acteurs, nous le stipulons juste après le signe en indiquant ce groupe ou cette personne. Lorsque deux indications sont précisées entre parenthèses, la première correspond à la personne à qui l'information est censée répondre, et la deuxième au groupe concerné par le contenu de l'information. Par exemple une intervention marquée par le signe [+ (A, paysans)] signifie que l'information est de nature constructive, qu'elle vient en réponse au propos précédemment tenus par A, et qu'elle est dirigée vers les paysans. Dans le cadre du domaine de la tâche 2, correspondant aux perceptions de l'outil vidéo et du processus même de diagnostic vidéo, les informations relevées sont nécessairement adressées aux intervenants vidéos.

Pour ce qui est du domaine de la tâche 1, nous avons choisi de considérer un thème comme contenu dans la vidéo s'il fait référence à un sujet abordé dans l'une des vidéos déjà visionnées (que ce soit juste avant la discussion ou même encore avant). Dans les intitulés des colonnes, nous devons préciser que pour nous « information » peut correspondre à « point de vue », au sens où apporter son propre point de vue sur une situation est une source d'information pour la compréhension de cette situation. De même, la colonne intitulée « propose de faire ensemble » regroupe également les alternatives formulées sur le mode « demande qu'on me (nous) laisse la possibilité de faire ». Inversement la colonne « demande que les autres fassent » correspond parfois aux critiques ouvertes sur les façons de faire de certains acteurs, au sens où critiquer en public le comportement de quelqu'un revient souvent, selon nous, à lui demander de le changer. Ceci signifie de plus que nous avons considéré comme « alternative » tout type d'apport concernant les actions à mener pour résoudre une difficulté. En ce sens des interventions du type « y a qu'à », « faut qu'on », où « c'est à vous de », dont on connaît la faible valeur opérationnelle, ont tout de même été considérées comme étant reliées à des « alternatives » et donc à une certaine volonté de sortir de la situation actuelle.

Enfin le remplissage de la catégorie « domaine socio-émotionnel », de nature très subjective, renvoie cette fois-ci à l'interprétation que l'on fait du discours (et quelques très rares fois à l'attitude adoptée par le locuteur, comme il était question à l'origine dans la perception de Bales), et peut-être aussi d'une certaine manière au souvenir personnel que l'on garde du déroulement de la réunion. Nous nous sommes interdits de visionner plusieurs fois l'enregistrement des différentes réunions, car outre le fait de ne pas comprendre le « *bamanan* » au Mali, il nous semblait également risqué de vouloir interpréter des comportements ou attitudes qui ne nous sont pas familières. Finalement, un discours qui se présente comme étant constructif, ouvert, positif, sera marqué d'une croix dans la colonne « positive » du domaine socio-émotionnel, même si dans la pratique ce discours nous apparaissait plutôt comme étant démagogique. Les signes négatifs correspondent à des interventions pour lesquelles l'agressivité ou la tension ne font pas débat.

L'exercice a donc consisté lors du remplissage à essayer de s'affranchir constamment des jugements de valeur.

Nous sommes tout à fait conscients que deux individus différents face à une même transcription de réunion ne rempliraient de toute façon pas cette grille de la même manière. Cependant les « principales dynamiques » de la réunion mises en évidence doivent être globalement identiques d'un remplissage à l'autre. Nous avons nous-mêmes remplis ces grilles de manière individuelle : si dans le détail les signes n'étaient pas strictement identiques, les tendances qui ressortaient étaient semblables. Pour nous mettre parfaitement d'accord nous avons finalement procédé dans un deuxième temps à un remplissage en

commun, concerté, et ainsi affiné un peu plus encore les règles exposées ci-dessus et notre compréhension respective du déroulement des réunions.

Finalement, l'analyse des enquêtes, entretiens ou débriefings se fera de manière qualitative et sans outils méthodologiques particuliers, en s'appuyant tant que possible sur des citations exactes.

Conclusion

Cette partie nous a permis de préciser notre positionnement théorique vis-à-vis des principales disciplines que nous serons amenés à solliciter lors de la mise au point puis de l'analyse de nos expérimentations. Elle nous a par ailleurs permis de construire progressivement notre question de recherche et d'élaborer des hypothèses testables sur le terrain.

Nous nous sommes prononcés dans un premier temps en faveur d'une pratique ascendante du développement reposant sur la reconnaissance de la pluralité des situations et des aspirations, et sur la légitimité et la capacité des acteurs locaux à décider de leur propre Projet. Dans cette approche, le rôle de l'expert, loin d'être déconsidéré, est au contraire à repenser, notamment en termes de stimulation et d'accompagnement des dynamiques locales de développement. Pour faire face à ce nouvel enjeu de la pratique du développement, de plus en plus largement partagé depuis une trentaine d'années, un certain nombre d'outils et de méthodes ont été développés. On a notamment vu apparaître dans les années 60 le concept de « participation ». Bien qu'il faille reconnaître qu'il puisse exister des situations où les décisions arbitraires et unilatérales demeurent inévitables, si ce n'est indispensable, les ambitions de la participation (la gouvernance locale et un renforcement des processus démocratiques, une forme de réappropriation par les acteurs locaux des clefs de leur développement, une reconnaissance des savoirs et savoir-faire locaux) apparaissent aujourd'hui parfaitement légitimes aux yeux de la plupart des acteurs du développement de la scène internationale (populations, ONG, bailleurs de fonds, administrations publiques), même si les approches participatives en elles-mêmes sont souvent remises en question. En effet, les obstacles à la mise en place de processus pleinement participatifs sont légion, qu'ils soient sociaux, culturels, institutionnels, techniques, méthodologiques ou encore psychologiques... Et les critiques sont nombreuses à l'égard de projets péjorativement qualifiés de « pseudo-participatifs ».

Parmi ces obstacles, la bonne circulation des informations (savoirs, connaissances, analyses, etc.) entre l'ensemble des parties prenantes est identifiée comme en enjeu majeur. Celui-ci, associé à la volonté de renforcer les capacités d'expression des populations les plus marginalisées, a donné naissance à une nouvelle discipline dénommée Communication Pour le Développement (CPD), à la frontière entre la sociologie, la communication, la psychologie de groupe et la pratique du développement. Celle-ci s'est structurée à l'origine en opposition aux mouvements médiatiques descendants et standardisants. Les outils de la CPD sont extrêmement divers et les applications liées à ce courant de pensée reposent essentiellement sur l'adoption par l'intervenant d'une posture particulière d'écoute, de respect, de mise en retrait et de facilitateur du dialogue multipartite. Il s'agit ainsi de favoriser l'expression des acteurs locaux sur leur propre situation, de permettre la diffusion de ces autoanalyses, et d'assurer la meilleure articulation possible entre les populations et tous les autres acteurs du développement. Les médias sollicités sont divers : la radio, les journaux, le théâtre, les chants traditionnels, les marionnettes, et pour ce qui nous intéresse, la vidéo.

Les premières expériences de recours à la vidéo selon des méthodes participatives afin d'appuyer des dynamiques locales de développement datent des années 60 (FOGO Process, PRODERITH, CESPA) et, malgré les difficultés techniques de l'époque, un certain nombre d'atouts ont été identifiés pour cet outil (notamment la « massivité » de l'impact, l'exhaustivité apparente de l'enregistrement vidéo, l'interactivité possible du processus de construction, la flexibilité et l'adaptabilité de la démarche et des produits, la possibilité d'archivage en vidéo du processus, etc.) et des résultats très positifs en termes de développement ont ainsi été obtenus. Mais la complexité technique de mise en place de ces projets, couplée à l'engouement suscité par l'émergence de la technologie Internet (présenté comme le futur meilleur accès possible aux informations quelles qu'elles soient), semblent avoir détourné l'attention des « développeurs » de ces approches.

Parallèlement, les questions environnementales et notamment la recherche de modes de gestion durables pour les ressources naturelles, ont pris une place de plus en plus importante dans le débat public, et donc dans la réflexion développementiste. Dans un contexte pluri-acteurs d'exploitation et d'utilisation de ressources limitées, où chacun vise des intérêts propres, souvent divergents si ce n'est contradictoires, la recherche de stratégies collectivement acceptables est devenue le centre de toutes les attentions, tout comme les moyens mis en œuvre pour y parvenir. C'est ainsi que l'on a vu s'amplifier le recours aux arènes et plateformes de concertation, ainsi qu'à d'autres modes de fonctionnement en réseaux aux fondements pluralistes, visant à construire collectivement et progressivement des représentations partagées des situations et à trouver des pistes d'entente et d'accords entre les différentes parties prenantes de la gestion des ressources. À l'instar des praticiens de l'Analyse Stratégique de la Gestion Environnementale (L. Mermet, 2003), nous considérons la concertation comme un processus global, regroupant un ensemble de modalités de coordination entre acteurs, mises en jeu pour faire évoluer une situation donnée. Ainsi, un processus de concertation se décline généralement en différentes phases, telles que des phases de négociation, de médiation, d'évitement, qui peuvent être formelles ou informelles, se révéler visibles ou se dessiner en coulisses. Un certain nombre d'outils et de méthodes ont été mis au point afin d'appuyer ces différentes phases, et notamment la phase critique de prise de décision (analyse multicritères, expertise externe, etc.). Néanmoins très peu permettent d'assurer la structuration de ces processus de concertation dans leur ensemble, et donc leur qualité. Nous considérons qu'un tel processus peut être qualifié « de qualité » à condition qu'il assure la participation effective de l'ensemble des acteurs jugés appropriés par les participants eux-mêmes, qu'il permette l'expression des points de vue de chacun de ces participants et leur prise en compte vraie dans la réflexion collective, et enfin qu'il réduise au moins partiellement les diverses asymétries (de statuts, d'informations, de capacités d'expression, de proposition et d'initiative) entre les acteurs impliqués, de manière à les mettre plus ou moins sur un pied d'égalité dans la dynamique. Enfin, en dehors de ces considérations structurelles, la qualité de la concertation repose également sur le résultat obtenu à son issue, c'est-à-dire sur la pertinence des alternatives proposées.

En appui à ces processus de concertation de plus en plus prisés, la Communication Pour le Développement nous semble pouvoir jouer un rôle mobilisateur et catalyseur de premier ordre. L'outil vidéo, notamment, apparaît adapté à la mise en place et au suivi d'échanges (ré-) équilibrés entre les parties prenantes. Ces dernières souffrant le plus souvent d'importantes disparités en termes de niveaux d'instruction, d'accès à l'information, de capacités d'initiatives et de pouvoir de décision, le recours à la vidéo de manière participative peut éventuellement permettre de réduire ces asymétries et de structurer les processus de concertation. Afin de s'affranchir du flou existant autour de la notion de « Vidéo Participative », utilisée dans des contextes parfois très différents, et afin de mettre en relief ses spécificités, nous avons profité de cette première partie pour proposer notre propre définition du concept :

Le principe de la Vidéo Participative (VP) suppose d'offrir à chacun des groupes impliqués dans les différents temps de la vie d'une vidéo (à savoir schématiquement producteurs au sens large, acteurs et spectateurs) la possibilité de participer à chacune des étapes du processus complet de production vidéo (conception, réalisation, diffusion), de sorte que les limites entre ces groupes, habituellement très marquées dans les productions considérées comme « classiques », s'estompent ou se chevauchent.

Alors qu'il existe de nombreux outils d'accompagnement des processus de réflexion multi-acteurs, à l'instar de ceux développés par le collectif de chercheurs ComMod, il semble pertinent de questionner la capacité des interventions de VP à jouer ce rôle. C'est ainsi que nous avons formulé notre question de recherche :

Dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation d'une vidéo au sein d'un processus de réflexion collective, dans quelle mesure la répartition des fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur peut-elle influencer sur la qualité de la concertation ?

Afin de nous donner les moyens de répondre à cette interrogation nous avons élaboré trois hypothèses de recherche :

H1- La réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement aide à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales

H2- La réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective

H3- Plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation - et notamment son appropriation et sa durabilité - est assurée

Pour déconstruire et reconstruire ces hypothèses dans un premier temps, et pour pouvoir ensuite les tester, nous avons procédé à une recherche bibliographique pluridisciplinaire large, destinée dans un premier temps à identifier quels pouvaient être les outils d'analyse et de traitement de données existants, puis dans un second temps à nous permettre d'élaborer nos propres grilles de lecture. Parmi les principales théories que nous sollicitons à diverses reprises dans notre travail, nous évoquerons entre autres la sociologie des organisations, l'analyse stratégique de la gestion environnementale, l'économie des grandeurs, l'éthnométhodologie, la théorie de l'acteur réseau et celle des objets intermédiaires, que nous avons toutes brièvement présentées dans cette première partie afin d'éclairer nos hypothèses sous des angles nouveaux. Nous avons ensuite élaboré une grille d'analyse générale de nos interventions, une grille d'analyse du déroulement des réunions de concertation organisées, et une grille d'analyse de la répartition, entre les parties prenantes, des fonctions liées à la démarche de VP. Nous avons enfin explicité le principe de travailler sur trois terrains d'intervention différents (Bolivie, Equateur et Mali), selon une démarche s'inscrivant dans le cadre de la recherche-action¹⁶⁴, en modifiant à chaque fois légèrement nos protocoles d'expérimentation en fonction des résultats obtenus sur les terrains précédents et en fonction des exigences spécifiques à chacun d'entre eux. Les principales variables ajustées entre les différents protocoles sont le format de la ou des vidéos produites,

¹⁶⁴ Précisons que nous considérons notre impact concret sur les dynamiques locales de développement comme tout à fait primordial, et lui donnions souvent la primauté sur notre recherche.

l'implication respective des intervenants vidéo (nous) et des acteurs locaux tout au long du processus, et le recours à un groupe de travail concret ou virtuel, situé ou distribué.

La suite de cet ouvrage se compose de quatre parties. Les trois suivantes présentent tour à tour nos terrains d'expérimentation, en prenant soin de décrire les contextes sociohistoriques afin de mieux comprendre l'organisation et le fonctionnement des systèmes d'acteurs locaux ; de présenter les protocoles d'action prévus puis ceux réellement mis en place face aux contraintes locales ; et enfin d'analyser les résultats obtenus sur chacun des terrains à l'aide des outils identifiés ou élaborés dans la première partie. La cinquième et dernière partie sera l'occasion de proposer une analyse comparative, croisée, de nos trois expérimentations, qui sera ensuite mise en relief par la présentation de diverses autres expériences de VP en appui au développement et recensées dans la littérature. Nous en profiterons pour proposer une typologie de ces approches, selon les objectifs poursuivis et les démarches mises en œuvre. Enfin, une ébauche de cadre déontologique, à destination des praticiens actuels et futurs de la VP, précédera la conclusion de notre recherche.

Seconde partie

LA VIDEO COMME OUTIL DE CONCERTATION SOCIALE POUR LA GESTION DE L'EAU A TIQUIPAYA (BOLIVIE)

Loïc Colin et Vincent Petit

CHAPITRE I

Description des contextes institutionnel et local

Section 1 : Le contexte institutionnel

- PAGE 180** 1.1 Place particulière du terrain bolivien dans notre recherche
PAGE 181 1.2 Genèse du projet et accueil par le Centro A.G.U.A.
PAGE 182 1.3 Objectifs du projet vidéo

Section 2 : Description du contexte local

- PAGE 183** 2.1 Données géomorphologiques et structure de la commune
PAGE 185 2.2 Approche historique de l'évolution des dynamiques territoriales et socio-productives dans la vallée de Cochabamba
PAGE 198 2.3 Clivages socio-ethniques, données socio-économiques et organisation politique à Tiquipaya
PAGE 200 2.4 La participation locale institutionnalisée : la Loi 1551 dite de « Participation Populaire » (LPP)
PAGE 202 2.5 Un élément clef pour comprendre le terrain : la « Guerre de l'Eau »
PAGE 204 2.6 Problématique de la gestion de l'eau sur la commune
PAGE 214 2.7 Caractérisation du système d'acteurs lié à la gestion de l'eau

CHAPITRE II

Déroulement du projet

- PAGE 224** **Section 1 : Protocole d'action : les différentes phases**

- PAGE 229** **Section 2 : Nature de l'outil vidéo utilisé en réunions**

Section 3 : Description du processus de concertation lié au projet

- PAGE 230** 3.1 Considérations autour du choix des participants
PAGE 231 3.2 La concertation dans le temps et dans l'espace

CHAPITRE III

Première analyse des données recueillies

- PAGE 235** **Section 1 : Tableau de répartition des fonctions de production au cours du projet vidéo**

Section 2 : Analyse de la réunion de projection devant l'assemblée générale d'ASIRITIC

- PAGE 239** 2.1 Déroulement de la projection
PAGE 241 2.2 Les enseignements de cette projection
PAGE 243 2.3 L'appréciation des objectifs de la vidéo
PAGE 245 2.4 Les corrections apportées à la vidéo

Section 3 : Analyse de la projection à l'Alliance Française de Cochabamba

- PAGE 247** 3.1 Emergence d'un véritable débat

PAGE 248	3.2 Les rôles de la vidéo dans le débat
PAGE 250	3.3 L'utilisation de la vidéo permet de faire surgir de l'information

Section 4 : Analyse de la projection au collège des architectes de Cochabamba

PAGE 251	4.1 Des signes d'appropriation progressive de la démarche vidéo
PAGE 252	4.2 La vidéo offre des références communes, permettant l'ancrage du débat dans la réalité
PAGE 253	4.3 Une clarification progressive des responsabilités de chaque acteur
PAGE 255	4.4 Conclusions sur la projection au Collège des architectes de Cochabamba

Section 5 : Analyse de la réunion multi-acteurs de Tiquipaya

PAGE 255	5.1 Une réunion multi-acteurs en deçà de nos espérances
PAGE 256	5.2 Le déroulement des échanges
PAGE 257	5.3 Les élus prennent la réunion en otage, mais ouvrent la porte à un éventuel processus de concertation
PAGE 259	5.4 Conclusions sur la projection multi-acteurs

PAGE 260 Section 6 : Projection à l'université Mayor San Simon de Cochabamba

Section 7 : Analyse des événements de l'après projet

PAGE 262	7.1 Eclatement du conflit à Tiquipaya
PAGE 263	7.2 Tentative de mise en place d'une concertation
PAGE 265	7.3 Des décisions importantes au niveau national
PAGE 266	7.4 L'impact de l'intervention vidéo

CHAPITRE IV

Test des hypothèses de recherche compte tenu du déroulement du projet

Section 1 : Mise à l'épreuve de l'hypothèse H1

PAGE 268	1.1 L'engagement des participants au cours du processus et son évolution
PAGE 268	1.2 L'appropriation du processus
PAGE 269	1.3 Les correspondances entre contenu de la vidéo, représentations individuelles et représentations collectives

Section 2 : Mise à l'épreuve de l'hypothèse H2

PAGE 271	2.1 Les relations et échanges entre acteurs
PAGE 271	2.2 La qualité de la concertation
PAGE 273	2.3 Les résultats immédiats du processus
PAGE 273	2.4 Le prolongement de l'intervention et la durabilité du processus

Section 3 : Eléments pour la future mise à l'épreuve de l'hypothèse H3

PAGE 275	3.1 Le profil des participants directs au projet vidéo et leurs interactions : le « groupe de travail »
PAGE 275	3.2 La prise en charge des fonctions à différents moments clefs du projet vidéo
PAGE 276	3.3 Les rôles des acteurs fortement impliqués dans le processus

PAGE 277 Conclusion

Tiquipaya est une commune bolivienne située en périphérie de la grande agglomération de Cochabamba - théâtre de la « Guerre de l'Eau¹⁶⁵ » en 2000 -. Cette vallée était autrefois « le jardin de la Bolivie », mais aujourd'hui le partage de l'eau entre les différents groupes sociaux y est extrêmement difficile, et les conflits ne cessent de s'y multiplier.

Réalisé en 2002, notre projet reposait sur l'utilisation d'une production audiovisuelle pour l'animation de réunions multi-acteurs, à des fins de médiation entre les groupes sociaux. La vidéo que nous avons réalisée proposait un état des lieux de la gestion de l'eau sur la commune de Tiquipaya au travers d'une analyse en voix-off et d'un panel d'interviews présentant les points de vue des différentes parties. Ce « diagnostic » devait ensuite servir de support pour ouvrir la discussion.

Dans cette partie nous allons commencer par expliciter le caractère un peu particulier que revêt ce projet au regard du déroulement de notre recherche, ainsi que ses objectifs initiaux. Nous nous livrerons par la suite à une analyse détaillée du contexte local, en croisant une approche historique et une étude des dynamiques actuelles sous différents angles (économique, sociopolitique, technique). Cette analyse, en plus d'esquisser la complexité de la situation, aura pour but de caractériser le système d'acteurs lié à la gestion de l'eau et surtout de cerner les logiques et stratégies de chacun d'entre eux. C'est alors que nous pourrons nous attacher à décrire le projet en lui-même (et le processus de concertation qu'il porte) afin d'analyser ses résultats à l'égard de nos questionnements.

Chapitre 1

Description des contextes institutionnel et local

Section 1 : Le contexte institutionnel

1.1 Place particulière du terrain bolivien dans notre recherche

L'expérience bolivienne revêt un caractère très particulier vis-à-vis de cette thèse puisqu'elle est fondatrice de notre recherche. Tiquipaya n'est pas un terrain d'étude comparable à ceux que nous décrirons par la suite (Tena en Equateur et l'Office du Niger au Mali), au sens où nous n'étions pas en thèse (et n'envisagions pas de l'être) lorsque nous avons conduit ce projet. En tant qu'étudiants de l'ancien Institut National Agronomique de Paris Grignon (une partie de l'actuel AgroParisTech) la possibilité nous était offerte de prendre une année dite de « césure » pour réaliser un stage conventionné sur une thématique de notre choix, potentiellement à l'étranger. C'est dans ce cadre et en Bolivie que nous avons échafaudé la méthode de travail fondée sur la vidéo qui a par la suite donné naissance à notre thématique de recherche.

¹⁶⁵ Nom donné au soulèvement populaire né de la privatisation de l'eau à Cochabamba

De retour des Andes en 2003, nous avons tout simplement repris le cours de notre formation d'ingénieurs. Nous ne concrétiserons l'idée de construire un projet de thèse sur la base de ces travaux boliviens que deux ans plus tard.

Cette chronologie un peu chamboulée est à l'origine de quelques difficultés pour notre travail actuel. En effet, à l'époque de la césure en Bolivie nous n'étions pas dans une logique expérimentale et n'avions donc établi ni question de recherche, ni hypothèses, ni même un quelconque protocole de recueil de données : nos nombreux tâtonnements, prospectifs à bien des égards, étaient majoritairement liés à la construction pratique d'une méthodologie de terrain concomitante de sa mise en œuvre.

Pas de questionnaires distribués aux acteurs donc, et pas de débriefings individuels ou collectifs à l'issue du processus. Néanmoins, nous avons choisi d'intégrer ces travaux boliviens dans notre thèse pour deux raisons : tout d'abord, la démarche de Vidéo Participative mise au point à Tiquipaya pose les principes fondamentaux des variantes testées par la suite dans notre recherche (les trois terrains forment un tout cohérent) ; de surcroît, l'analyse tardive de nos travaux reste faisable et riche d'enseignements. Celle-ci est rendue possible essentiellement grâce aux enregistrements des différentes réunions, qui existent puisqu'à l'époque nous avions pressenti l'intérêt d'intégrer des extraits de débats dans une version définitive de la vidéo (qu'au final nous n'avons jamais eu le temps de faire). Les projections ont donc été filmées dans leur intégralité, et par ailleurs les scripts des versions successives de la vidéo témoignent du travail d'ajustement de son contenu, de nature itérative, réalisé auprès de certains acteurs. Grâce à ces documents le retour sur ce qui s'est déroulé il y a 6 ans est donc possible de manière assez fine, et qui plus est facilité par la forte connivence que nous avons développée avec différents participants au processus. Et finalement, malgré notre méconnaissance totale à cette époque des bases théoriques exposées en première partie, notre attention était tout de même essentiellement portée sur l'évolution des relations entre acteurs afin d'évaluer l'avancement et la portée de notre travail.

En résumé, le terrain bolivien présente certaines insuffisances qui font que l'exercice d'investigation qui y est associé n'est pas aussi complet qu'il aurait pu l'être, mais son examen détaillé reste néanmoins approprié et riche d'enseignements.

Pour conclure sur les aspects chronologiques, notons que nous allons conduire l'analyse sociologique de notre objet d'étude tel qu'il était à notre arrivée en 2002. Cette remarque peut paraître triviale, mais nous allons décrire à une échelle macro un contexte qui influence fortement les relations locales voire micro-locales que nous avons étudiées. Or celui-ci s'est radicalement transformé depuis notre séjour sur place. Pour illustrer grossièrement ce décalage, important malgré un écart temporel en apparence faible, rappelons simplement qu'en 2002 le président de la république s'exprimait mieux en anglais qu'en espagnol et qu'il obéissait aux règles dictées par les I.F.I., les diasporas blanches et les quelques poignées de ploutocrates qui avaient fait du pays leur pré carré. La Bolivie d'Evo Morales issue de la poussée indigène et populiste a radicalement rompu avec l'ère précédente, traitant de réforme agraire et de nationalisations, affrontant la crise d'autonomisation de l'Orient (parmi d'autres violences) et proposant une nouvelle constitution.

Cette transposition ne pose cependant aucun problème particulier pour l'analyse.

1.2 Genèse du projet et accueil par le Centro A.G.U.A.

En revenant un peu plus en amont encore, notre volonté d'utiliser la vidéo dans un projet lié au développement était née de la rencontre avec le professeur Thierry Ruf de l'I.R.D., qui travaillait alors dans les Andes et utilisait le documentaire vidéo pour communiquer autour de ses thèmes de recherche. L'idée spécifique de se servir de la caméra en tant qu'outil opérationnel d'un projet n'était cependant pas encore d'actualité. Ce sont les conseils du Pr. Ruf quant aux terrains d'étude potentiellement intéressants et son réseau de contacts qui nous ont aiguillés petit à petit vers la vallée bolivienne de Cochabamba. La récente « Guerre de l'Eau » qui venait de s'y

dérouler avait marqué une nouvelle fois l'importance de la problématique de gestion de l'eau dans la zone.

En septembre 2002, nous intégrons pour 9 mois l'équipe de recherche du Centro A.G.U.A. (*Centro Andino para la Gestión y el Uso del Agua*) de l'Université Mayor San Simon de Cochabamba. Son directeur avait émis une opinion favorable à l'idée que nous documentions en vidéo une étude sur la gestion sociale de l'eau, à réaliser sur une de leurs zones d'intérêt dans la vallée. A l'issue de notre premier mois sur place nous avons choisi de travailler à Tiquipaya, une municipalité voisine de Cochabamba, dans une frange périurbaine où les problèmes de gestion de l'eau (et de la terre) étaient exacerbés par les transformations spatiales et sociales rapides des différentes communes. Le Centro A.G.U.A prévoyait à Tiquipaya la mise en place d'une « plateforme de concertation sociale multi-agents », dans le cadre du projet international NEGOWAT (*Negociation for Water*, 2003-2006). Le NEGOWAT était un projet de recherche-action qui cherchait à développer des méthodologies et des outils (essentiellement des jeux de rôles et des SMA) pour faciliter les négociations entre acteurs de la gestion de l'eau et de la terre en zone périurbaine, améliorer les capacités de négociation chez ceux qui sont marginalisés dans les prises de décision et travailler à la résolution de conflits. Mis en place à Cochabamba, à Sao Paulo et à Chennai (en Inde), le projet était cofinancé par l'Union Européenne (5^{ème} programme cadre), le D.F.I.D. anglais et l'A.S.P.A. (Brésil).

C'est donc avec l'objectif de faciliter la mise en place de cette plate-forme que nous avons repensé notre utilisation de la vidéo : abandonnant rapidement l'idée d'un simple documentaire, nous avons décidé d'animer des réunions de discussion sur la gestion de l'eau à l'aide de productions audiovisuelles. Dès lors la caméra devenait un instrument de communication et d'animation locale permettant de faciliter le dialogue entre les différents acteurs sociaux et d'appuyer leur propre recherche d'alternatives de développement. Nous avons donc élaboré *ex nihilo*, sur la base de nos seules intuitions, une démarche d'intervention dans cette optique, validée ensuite par le Centro AGUA.

1.3 Objectifs du projet vidéo

Nous prenons ici le parti d'exposer ces objectifs tels que nous les avons établis à l'époque (alors que nous maîtrisions mal les différents termes utilisés et les concepts sous-jacents), sans travestir leur intitulé avec nos connaissances actuelles.

L'objectif général du projet était de « réunir l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de l'eau sur la commune afin d'établir entre eux un véritable dialogue, pour diminuer les tensions dans un premier temps puis aboutir si possible à l'émergence de propositions d'amélioration de la situation ». Un « film construit de manière participative » devait être la clef de voûte de ce travail et le prétexte aux différentes réunions.

Le film était crédité pour sa part de trois objectifs spécifiques:

- établir un diagnostic de la situation en regroupant à la fois les repères essentiels à sa compréhension au moyen d'une voix-off et les différentes « visions de l'eau »¹⁶⁶ des acteurs par le biais de leurs interviews
- structurer la discussion et l'orienter si possible vers un consensus
- promouvoir la démocratie et la citoyenneté : mettre en avant un schéma de communication où l'information part de la base et remonte vers les décideurs, encourager la mise en place de consultations civiles par la mairie, stimuler la participation de la population, sensibiliser à la bonne gestion de l'eau.

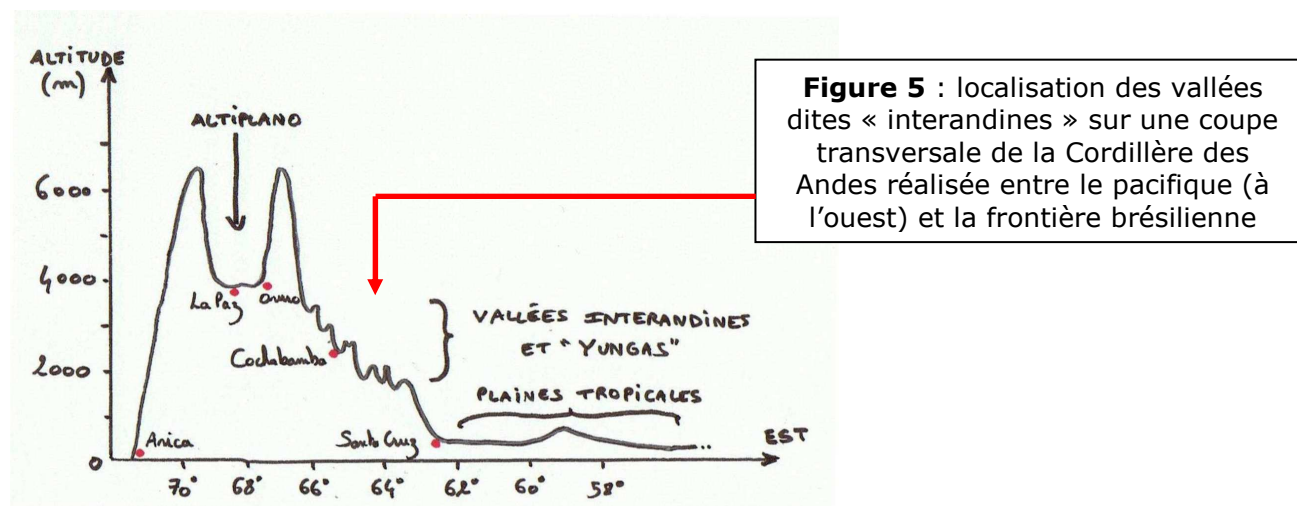
Décrivons la problématique de l'eau et les principales dynamiques territoriales à Tiquipaya.

¹⁶⁶ Une expression très à la mode à l'époque, qui faisait référence au rapport « Vision » du Conseil Mondial de l'Eau paru en 2000 et ayant suscité de vives réactions, notamment en Amérique Latine.

Section 2 : Description du contexte local

2.1 Données géomorphologiques et structure de la commune

Il est important de préciser l'espace que nous avons considéré comme notre zone d'étude compte tenu des caractéristiques un peu particulières de la commune de Tiquipaya.



Le centre ville de Tiquipaya se trouve dans ce que l'on nomme communément les « vallées interandines » (cf. figure 5), de petites vallées - 5 à 10 km de large pour celle de Cochabamba - accrochées en cordons successifs sur le versant oriental de la cordillère, à mi chemin dans la pente qui conduit des plus hauts sommets andins jusqu'à l'Amazonie. La ville de Tiquipaya est donc nichée à environ 2 500 mètres d'altitude entre la cordillère orientale (à l'ouest) et la cordillère de Cochabamba (à l'est). Ces vallées bénéficient souvent de conditions quasi-microclimatiques particulièrement clémentes et de sols propices à l'agriculture, ce qui explique le développement de grandes agglomérations interandines, dont font partie Sucre, Cuzco ou encore Tarija. Le centre ville de Tiquipaya est situé en fond de vallée à une dizaine de kilomètres au nord-ouest de Cochabamba.



Planche 1 : photos de Tiquipaya¹⁶⁷ (à gauche) et Cochabamba (à droite)

¹⁶⁷ Attention la photo aérienne de Tiquipaya date de plus de 15 ans, l'urbanisation actuelle est sans commune mesure.

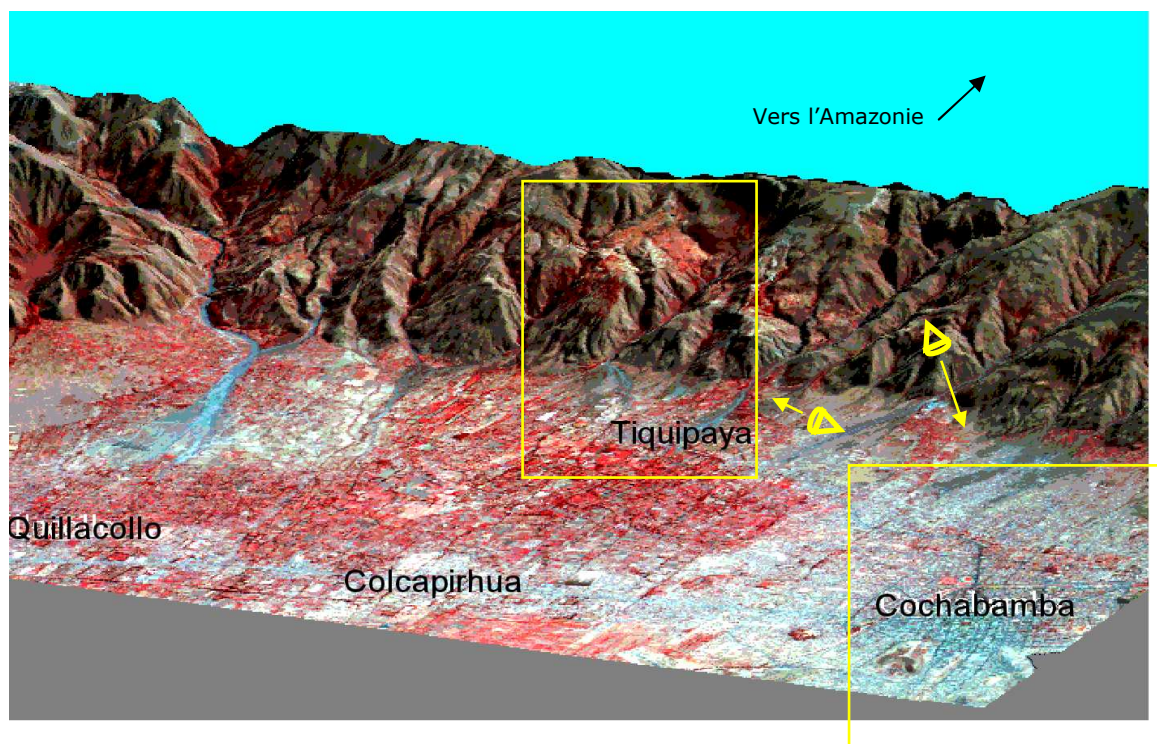


Figure 6 : localisation de Tiquipaya sur une vue depuis la cordillère orientale en direction de la cordillère de Cochabamba E-NE (source : Centro AGUA) et localisation des photos précédentes

La commune de Tiquipaya couvre une superficie totale de plus de 55 000 hectares (l'équivalent d'une cinquantaine de communes françaises) à cheval sur la cordillère de Cochabamba. Les parties basses et de piémont regroupent les $\frac{3}{4}$ de la population, mais ne représentent que 5% du territoire. L'immense majorité de la commune s'étale donc sur d'autres étages écologiques : d'abord la cordillère de Cochabamba (d'où provient une grande partie de l'eau utilisée par l'homme, nous le verrons) avec des zones montagneuses et d'autres de type altiplanique, autour de 4000 mètres d'altitude ; de l'autre côté - à l'opposé de la ville et à une petite semaine de marche - les versants tropicaux amazoniens du Chapare. Ces diverses parties du territoire présentent des dynamiques écologiques, sociales, économiques et politiques radicalement différentes.

Dans le cadre de nos travaux sur la gestion de l'eau, nous n'avons pris en considération que la vallée, le piémont et le versant oriental de la cordillère de Cochabamba (à peu de choses près ce qui est visible sur l'image de la figure 6), soit seulement 10 à 15 % du territoire de Tiquipaya. Néanmoins cette zone abrite la majeure partie de l'eau utilisée par la population de la commune (sources, puits, trajets entre les deux) et la quasi totalité des membres du système de gestion intentionnelle.

Nous nous intéresserons également la commune de Colcapirhua en ce qu'elle est associée à Tiquipaya sur différents thèmes liés à l'eau (association des irrigants, projet d'adduction d'eau potable, etc.).

Ces précisions apportées sur la structure de la commune, penchons nous sur la problématique locale de la gestion de l'eau, en commençant par de brefs rappels historiques.

2.2 Approche historique de l'évolution des dynamiques territoriales et socio-productives dans la vallée de Cochabamba

2.2.1 Mise en place progressive des droits liés à l'eau et à la terre, depuis la conquête espagnole jusqu'à la réforme agraire de 1953

Ces quelques données sur les systèmes agraires vont nous aider à comprendre à la fois le ressenti des paysans indigènes sur la place qu'ils occupent dans la société actuelle et la complexité des droits d'accès à l'eau et à la terre.

Lorsque les incas conquièrent la vallée de Cochabamba, ils assujettissent les différents groupes ethniques présents et les incluent dans leur système de production et d'échanges entre étages écologiques. Ils développent le réseau de canaux d'irrigation préexistant et organisent le partage de l'eau (selon le principe général de la « bipartition andine », *aransaya* – *urinsaya*, qui sert ici simplement à distinguer les terres hautes des terres basses).

L'alliance des ethnies originelles avec les espagnols face à l'empire inca ne leur a pas permis de récupérer leurs terres et leur eau, malgré les promesses des nouveaux colonisateurs. Au début du 16^{ème} siècle le roi d'Espagne divise la vallée de Cochabamba en quatre *encomiendas*. Les patrons espagnols obtiennent ainsi de grandes exploitations et surtout le droit de prélever travaux et tributs auprès des communautés indigènes vivant sur leurs terres. Néanmoins, l'insuffisante exploitation des mines de Potosi pousse le vice-roi de Tolède à organiser en 1571 dans la vallée cinq *reducciones indígenas* – ou *Pueblos Reales* – qui concentrent les indigènes sur un territoire délimité en leur accordant le contrôle de la terre et de l'eau ainsi que le rétablissement de leur système d'autorité ; en échange de quoi ils sont redevables – en plus des tributs agricoles – d'une certaine quantité de travail dans les mines (Francisco Toledo détourne en fait le système traditionnel de la *Mit'a*, les tours successifs de travaux communautaires). Les indigènes du *Pueblo Real de Indios de San Miguel de Tiquipaya* reprennent ainsi le contrôle d'un tiers des eaux du bassin versant de Cochabamba, mais le système des *Mit'as* et des tributs est poussé à l'extrême et la plupart préfèrent essayer de fuir la vallée.

Au cours du 17^{ème} siècle les *haciendas* espagnoles se développent autour des *Pueblos Reales*, en usurpant fréquemment des terres et de l'eau aux indigènes. Les négociations avec les *caciques* (chefs indiens) et les procès se multiplient pour régler les conflits autour de l'accès aux ressources. Les attributions des *encomiendas*, celles de Toledo et les nouveaux droits accordés aux *haciendas* tendent à se chevaucher. En conséquence, des tours d'eau sont imposés par la couronne et leur fréquence augmente sensiblement. À Tiquipaya la multiplication des actes judiciaires de la famille Quiroga (grands *hacendados* locaux) accroît la pression sur les indigènes qui voient leurs droits d'eau considérablement réduits : ils passent en deux siècles de 10 jours tous les 30 jours à 7 jours tous les 44 (tour d'eau actuel du système dit de la « Machu Mit'a »). Les tours ainsi récupérés par les espagnols sont à l'origine des droits actuels des *colonos*, les descendants des travailleurs d'*haciendas* (dénommés ainsi quelle que soit leur origine ethnique).

Parallèlement le paiement des tributs et le travail dans les mines poussent de plus en plus d'indigènes à se faire passer pour des *mestizos*, des métis, exempts de travaux forcés et autorisés à devenir artisans ou simples ouvriers agricoles. Plus tard, la remise en cause de ce « privilège » provoque des soulèvements de la population métis, bientôt suivis par des révoltes indigènes, qui conduisent à de profondes réformes en 1794 : les *Pueblos Reales* gérés de manière communautaire sont divisés en petites propriétés de 10 hectares (les *originancias*) auxquelles on associe des tours d'eau de quelques heures mensuelles, et qu'on distribue aux indigènes en interdisant la division par héritage. On retrouve la trace de ces *originancias* dans les tours d'eau actuels des familles de Tiquipaya, notamment ceux des systèmes d'irrigation « Machu Mit'a » et « Lagum Mayu ».

En 1874 la *Ley de Exvinculación* introduit la propriété privée. Après un inventaire des terres et des eaux de surface utilisées par les indigènes et les espagnols, la couronne consolide la répartition existante (et donc les nombreuses usurpations) et l'association des deux ressources

terre et eau. Les droits d'eau sont ainsi inséparables de la possession d'un terrain. Les surfaces vacantes sont attribuées à des *hacendados criollos* – i.e. nés en Bolivie –, qui forment de petites et moyennes *haciendas* dont la taille augmentera au fur et à mesure de la récupération de terres indigènes (notamment après une forte sécheresse en 1932 qui conduit à des échanges de type « grains contre terrains »). De cette manière ils prennent le contrôle de nombreuses sources d'eau que la loi avait laissées aux indigènes. Le tournant du 20^{ème} siècle est aussi l'occasion pour certains, principalement des métis, d'acheter des terres aux *hacendados*. On les regroupe aujourd'hui avec les descendants des propriétaires d'*originancias* sous le terme de *piqueros*.

La réforme agraire de 1953 abolie les formes serviles de travail et de services personnels, et exproprie (certains) latifundiaires dont les terres sont redistribuées entre *colonos*, *piqueros* et anciens mineurs, principalement. Les droits d'eau liés à la terre sont répartis entre ces nouveaux propriétaires. Mais à partir de cette époque, ce lien va se faire plus fragile au fil du développement de nouvelles activités humaines et des lois qui y sont associées.

La traversée accélérée et en version simplifiée de ce long processus historique de création, d'échange, d'accaparement et de récupération des droits sur l'eau et sur les terres nous éclaire sur la complexité de la situation actuelle et la position de certains acteurs.

Aujourd'hui cohabitent à Tiquipaya les assignations issues de 1874 (les tours d'eau font toujours référence en 2002 aux noms des *originancias*) avec de nouveaux systèmes d'irrigation créés au siècle dernier. Il y a 6 systèmes principaux sur la commune, et nombre de petits, chacun ayant sa source d'eau et son mode de fonctionnement. La participation en capital et en main d'œuvre constitue l'unique forme d'acquisition de droits d'eau dans les nouveaux systèmes. Dans les anciens, les *piqueros* essaient – parfois avec succès – de modifier la répartition de l'eau généralement favorable aux *colonos*, en faisant valoir un apport identique aux travaux d'entretien et de fonctionnement du système (condition actuelle de préservation des droits). Si le processus historique est remis en cause sur cet aspect précis d'iniquité, tous se réfèrent néanmoins au passé commun pour faire bloc, avec les paysans des nouveaux systèmes, afin de défendre face aux autres secteurs économiques leur accès à l'eau qualifié d'« us et coutumes et droits d'usages », « *usos y costumbres y servidumbres* ». En effet, différentes lois issues des périodes d'ajustement structurel et de privatisation globale de l'économie¹⁶⁸ affectent potentiellement les droits d'eau des communautés paysannes (*Ley SIRESE*, *Ley de Electricidad*, *Código Minero*, *Ley 2029 de Agua Potable*, etc.) en permettant à d'autres secteurs de s'attribuer des sources d'eau traditionnellement utilisées par la population, et à l'Etat de distribuer des concessions à des entreprises.

Cette analyse facilite la compréhension de l'actuelle intransigeance manifestée par les paysans face à un quelconque risque d'usurpation moderne de « leurs » ressources naturelles. Ce sont 500 années de lutte indigène qui fondent l'inflexibilité et parfois l'intolérance dont peuvent faire preuve, nous le verrons, les paysans de Tiquipaya dans le processus de concertation sur la gestion de l'eau, souvent avec raison d'ailleurs. Cette habitude de l'oppression explique également l'opposition quasi-systématique du secteur paysan et des ethnies indigènes aux décisions des pouvoirs publics (la mairie dans notre cas) : une contestation récurrente qui est perçue par les autres acteurs comme une forme de conservatisme poussé, alors qu'elle est en réalité l'expression d'une méfiance bien fondée.

2.2.2 Evolution de l'agriculture au cours des 50 dernières années

A- Fond de vallée et piémont

Suite à la réforme agraire de 1953 les transformations de la partie basse de la commune se sont considérablement accélérées, pour devenir réellement impressionnantes à l'aube du 21^{ème} siècle.

¹⁶⁸ A partir de 1985 tous les gouvernements ont suivi la politique libérale mise en œuvre par le décret 21060 : privatisation des mines, des télécommunications, des transports aérien et ferroviaire, de l'eau, de l'électricité, des secteurs pétrolier et gazier.

En deux générations le minifundisme et la réduction des droits d'eau se sont généralisés à Tiquipaya. Puisque les dotations de parcelles et les tours d'eau associés se transmettaient essentiellement par héritage, le nombre élevé d'enfants par famille a contribué à une subdivision très rapide de ces droits. Le système de culture traditionnel fondé sur le maïs (en rotation avec de l'avoine, de l'orge ou du blé et souvent de longues périodes de luzerne) a peu à peu été abandonné au profit d'une introduction progressive de cultures plus intensives, notamment du maraîchage, avec parfois 3 cycles successifs (permis par une température proche de 25 degrés toute l'année). Les zones de piémont, aux sols plus maigres et plus proches des sources d'eau, se sont alors spécialisées dans les productions floricoles. La généralisation de ces cultures plus exigeantes en eau a contribué à l'augmentation du volume global nécessaire sur la commune et de la fréquence des irrigations. Quelques années de sécheresse ont conduit à la multiplication des crises et à la perforation de puits familiaux ou communautaires, essentiellement dans les zones les plus basses. De nombreuses sources se sont taries (la zone centrale où se déchargeaient traditionnellement les aquifères était quasiment marécageuse auparavant) et les droits d'eau liés à ces sources ont disparus au profit d'apports de capitaux dans les nouvelles perforations. En haut de piémont, les petits exploitants se sont mis à profiter régulièrement de leur position stratégique pour détourner des eaux de surface destinées à des exploitants plus en aval. Finalement, en quelques poignées d'années après la réforme agraire la majorité des cultures pluviales a été abandonnée, tout comme les différentes formes de repos des sols, et les besoins en eau ont fortement augmenté. Dès lors la recherche de financements pour la construction de grandes retenues dans la cordillère est devenue une préoccupation centrale pour les exploitants. Les lâchers d'eau depuis ces barrages sont aujourd'hui indispensables au maintien de la productivité agricole dans la vallée. Lors des deux dernières décades, les irrigants se sont attachés à augmenter la hauteur des barrages dans la cordillère ou à cimenter les principaux canaux d'adduction de sorte d'augmenter le volume d'eau disponible. Ils ont ainsi gagné plusieurs millions de mètres cubes par an.

Ces modifications des systèmes de production ont également provoqué un déplacement des besoins en eau dans le temps. Auparavant la saison des pluies (de décembre à mars essentiellement ; il tombe annuellement autour de 500 mm) permettait l'existence d'une phase où la pression sur l'eau se relâchait. En effet, en dehors des précipitations elles-mêmes, les réserves accumulées dans les lacs d'altitude étaient suffisantes et permettaient l'existence, pratiquement jusqu'au mois de septembre, d'une période d'« eaux communes » durant laquelle de petits producteurs sans droits pouvaient profiter des systèmes d'irrigation. Peu à peu avec la multiplication des cycles de culture et donc l'augmentation de la pression sur la ressource eau, la crise annuelle des mois secs, de septembre à novembre, s'est étendue sur le calendrier. Aujourd'hui la situation est difficile dès le mois de juillet et les exploitants ne se font plus de « cadeaux » : les tours restent en vigueur plus longtemps et la période d'eaux communes devient de très courte durée.

Les besoins en eau se sont également déplacés dans l'espace, en remontant le piémont. La zone basse a toujours eu besoin de moins d'eau, continuant de privilégier la culture du maïs qui profite des pluies (ce qu'elle fait de plus en plus face au déficit hydrique croissant) et celle de la luzerne qui peut supporter des intervalles d'irrigation plus longs. Le développement de cultures plus exigeantes en eau et polycycliques a été plus important au niveau des pentes, où les sols sont plus maigres, les propriétés plus petites, et l'eau plus accessible. Or ces zones étaient historiquement les moins bien dotées en droits d'eau, et même si un certain rééquilibrage s'est opéré, la plupart des horticulteurs poursuivent leur activité grâce à des vols. Globalement, la tendance a été d'intensifier les cultures en amont et de les extensifier en aval.

B- Les parties hautes

Dans la cordillère qui surplombe le centre urbain, où vivent plus de 30 communautés, les évolutions ont été moins marquées.

Toutes les communautés d'altitude de l'« altiplano » tiquipayéño vivent aujourd'hui d'activités quasiment identiques à celles des dernières décennies, et que l'on peut simplifier ainsi: la culture de tubercules – dont la pomme de terre, pilier de l'alimentation – et d'un peu d'avoine, alternée avec des prairies naturelles de longues durées permettant l'élevage très extensif de lamas et de brebis. Les quelques communautés qui possèdent également des territoires en haut de pente (entre 2500 et 3500 mètres d'altitude) pratiquent dans ces zones plus chaudes une polyculture plus diversifiée et d'autres élevages.

Ces populations altiplaniques plus isolées de la commune sont en partie préservées (pour le moment) des effets néfastes du développement de la vallée, puisqu'ils ont plus de surface disponible et que la croissance démographique est bien moindre en altitude. Néanmoins la présence sur leurs territoires de sources d'eau, qu'eux-mêmes utilisent traditionnellement et qui alimentent souvent aussi les habitants du fond de vallée, commence à leur créer de nombreux problèmes. Des conflits autour de l'appropriation de ces sources éclatent de plus en plus fréquemment.

C- Des fermes aux caractéristiques différentes selon leur localisation

Aujourd'hui la division tripartite entre zone basse, piémont haut et piémont bas est achevée dans la vallée. Celle-ci constitue un grand périmètre irrigué. Sans retranscrire ici notre analyse détaillée des systèmes de production de cette zone, ce qui n'apporterait rien au propos qui suivra, nous caractériserons rapidement ces exploitations.

En haut de piémont (pentes de 5 à 15%) sont cultivés des fleurs et des légumes, et en bas de piémont (pentes de 2%) essentiellement des légumes. Les exploitations agricoles y ont une superficie comprise entre 500 mètres carrés et un hectare. Les systèmes de production sont assimilables à du jardinage associé à de petits élevages. On trouve quelques vaches et des micro-parcelles de fourrages en bas de piémont.

Pour leur part, les producteurs de la partie basse de la vallée se consacrent essentiellement à l'élevage bovin laitier (et aux cultures de maïs, d'avoine et de luzerne associées), sur des superficies allant de 1 à 3 hectares. S'ajoute à ce tableau une poignée d'exploitations plus grandes et le cas unique d'une ferme de 40 hectares.

Les parcelles sont généralement intimement mêlées avec les habitations, avec de véritables zones d'agriculture urbaine. Toutes les familles qui possèdent moins d'un demi hectare vendent leur force de travail comme journaliers dans d'autres exploitations ou s'appuient sur la double activité du chef de famille (dans la maçonnerie, l'industrie ou les taxis essentiellement). Cette situation caractérise plus des deux tiers des exploitants.

Les plus jeunes présentent un intérêt de plus en plus réduit pour l'agriculture, se tournant plutôt vers la ville pour y travailler ou parfois y étudier. Les pères de familles ne tentent pas nécessairement de retenir leurs enfants sur l'exploitation, compte tenu des nombreuses difficultés actuelles du milieu paysan. Localement la tradition paysanne se perd rapidement.

Nous présentons en page suivante (planche 2) quelques images illustrant l'agriculture sur la commune.

Les dynamiques agricoles que nous venons d'exposer ont ensuite été accélérées et complexifiées par une urbanisation extrêmement rapide qui a débuté après les années 80. Le changement d'usage des sols est radical : dans la partie basse de Tiquipaya, la surface urbaine est passé de 1% à 40 % entre 1983 et 2002, au détriment des espaces agricoles. Cette urbanisation s'appuie sur un mécanisme très simple : d'un côté une explosion démographique, et de l'autre une mise à disposition des terres agricoles pour les futurs citoyens.

Planche 2 : images de l'agriculture à Tiquipaya (photos personnelles)



Habitat dispersé d'une communauté d'altitude et canaux / champs de pommes de terre et lamas



Parcelles de fleurs en haut de piémont / parcelle d'oignons en bas de piémont



Irrigation et récolte du maïs dans la vallée, en partie Sud

2.2.3 L'urbanisation galopante des 25 dernières années

A. Les origines de l'augmentation démographique dans la vallée de Cochabamba

L'explosion démographique est due à trois facteurs. Il y a tout d'abord la croissance interne de la commune de Tiquipaya, qu'il ne faut pas négliger malgré la baisse du nombre moyen d'enfants par famille. Vient s'y ajouter un flux migratoire très positif, avec deux types de nouveaux arrivants. D'un côté, plusieurs vagues d'arrivées de mineurs se sont succédées depuis 1980, en provenance des mines de Potosi ou d'Oruro où les fermetures ont été nombreuses, au rythme des privatisations et des fluctuations du marché des métaux¹⁶⁹. Ces ex-mineurs sont arrivés par dizaines ou centaines de familles à Tiquipaya et se sont établis dans de petits bidonvilles, progressivement transformés en quartiers. A l'opposé, de nombreux riches (industriels, artistes, professions libérales) voire richissimes boliviens (banquiers, généraux, présidents de la République) se font construire de grandes villas barricadées sur le piémont. Pour ces deux types de migrants l'attrait est le même : un climat particulièrement agréable dans un cadre encore vert et la proximité d'une ville dynamique en plein centre du pays. Et finalement, l'agglomération cochabambine grignote le territoire de la commune (c'est le cas du quartier de Canarancho qui est traité dans la vidéo). La « *mancha urbana* » - la « tâche urbaine » comme disent les locaux - s'est en effet étendue en fond de vallée : la population de Cochabamba a doublé en 20 ans pour atteindre 750 000 habitants. Ces trois facteurs combinés confèrent à Tiquipaya un taux de croissance annuel moyen de 12% sur la décennie 1990-2000 (atteignant 24% en zone urbaine), la population passant de 3 000 à 40 000 habitants dans ce même intervalle. Cette évolution accroît la pression sur les ressources terre et eau, déjà limitées.

B. Une productivité agricole en déclin

Les paysans de leur côté sont touchés par la déprise agricole, et de ce fait tentés d'abandonner leurs activités, notamment pour le commerce informel qui fait vivre - sous le seuil de pauvreté - une grande partie de la population indigente en ville. Différents facteurs se combinent pour expliquer la crise. En tête de liste on retrouve le minifundisme, qui s'aggrave irréversiblement puisque toute la vallée est occupée, que le regroupement des terres agricoles pour les conserver dans ce secteur d'activité n'intéresse personne et que la montée des prix du foncier rend la terre inaccessible aux agriculteurs. Le manque d'eau complique par ailleurs la situation des petits exploitants, qui auraient pourtant besoin de pratiquer des cultures plus intensives. Les zones agricoles les moins bien dotées (sans droits sur les eaux de surface, ou dont les sources et les puits se tarissent) sont les premières à disparaître : c'est le cas des *Villas de Chilimarca*, aujourd'hui quartiers résidentiels d'anciens mineurs, traité dans la vidéo. Et finalement, la rentabilité économique de l'activité agricole est très mauvaise. Les prix sont bas et en baisse, car maintenus par le gouvernement à un niveau qui permette à tous les citoyens de manger, et parce que les productions de la vallée sont concurrencées par les produits de la plaine amazonienne ou d'autres parties de la sous-région qui disposent de structures foncières et d'équipement bien plus compétitifs (beaucoup de paysans tiquipayeños travaillent encore à l'aire en bois où à la houe).

C. Le rôle des spéculateurs

A l'interface entre ce « boom » démographique qui augmente la demande de terrains et la déprise agricole sur laquelle se fonde l'offre¹⁷⁰, les spéculateurs fonciers et la mairie jouent un rôle crucial, faisant le lien entre les deux dynamiques et précipitant l'urbanisation. Le marché de la terre, même s'il semble en légère perte de vitesse, reste très dynamique.

¹⁶⁹ La bagatelle de 25 000 ouvriers de l'étain mis à pied pour la seule année 1985.

¹⁷⁰ Uniquement par le biais des journaux, qui ne représentent qu'un des multiples canaux de l'offre, on dénombre 5039 terrains mis en vente à Tiquipaya entre 1997 et 2003

Les intermédiaires, connus sous le nom de « *loteadores* » (littéralement « celui qui fait des lots ») pullulent : ils surfent sur la flambée des prix et l'entretiennent par ailleurs. Achetée entre 2 et 15 dollars US, la terre est revendue entre 5 et 120 dollars le mètre carré, avec une médiane à 30 dollars¹⁷¹ (les différences entre zones agricoles et urbaines sont faibles). Les nombreux exploitants qui choisissent de partir entretiennent ainsi le rythme de la croissance urbaine et son cercle vicieux, puisque la ville qui envahit de plus en plus les espaces ruraux fait reculer l'agriculture déjà en crise, contraignant de plus en plus de paysans à l'exode. Et nous allons voir que la cohabitation forcée avec les citoyens est loin d'être sans conséquence pour les exploitants.

La mairie est aussi, à sa manière, un des rouages du phénomène. L'absence de Plan d'Occupation des Sols délimitant des zones constructibles et des zones agricoles autorise une urbanisation chaotique et sans limite. Et ce processus, pourtant clef en termes de dynamique de développement pour la commune, se déroule de manière tout à fait informelle. En 2002 la révision d'un ancien Plan Directeur¹⁷², daté de 1997 mais qui n'avait en réalité pas modifié le POS de 1993, était finalement à l'étude, après dix ans de laisser-faire... Il faut dire que l'urbanisation, malgré son lot de contraintes (la mairie est théoriquement dans l'obligation d'assurer des services basiques en terme d'adduction d'eau ou d'assainissement par exemple) représente des rentrées d'argent importantes par le biais des différents impôts, sans parler évidemment du cas particulier des puissants et des multiples avantages de leur présence sur la commune. Ainsi de luxueuses villas sont construites, sans doute par un petit miracle financier, au sein du parc naturel protégé qui surplombe le centre ville. Et aucune réglementation ou planification de l'aménagement du territoire ne vient freiner le front pionnier urbain en contrebas. Au contraire, la construction accrue de routes larges et asphaltées fait la joie des spéculateurs et des entreprises de construction. Les décisions quand à l'occupation ou l'usage des sols se prennent de manière arbitraire et unilatérale, ce qui est contraire à la loi qui impose la concertation dans ce domaine.

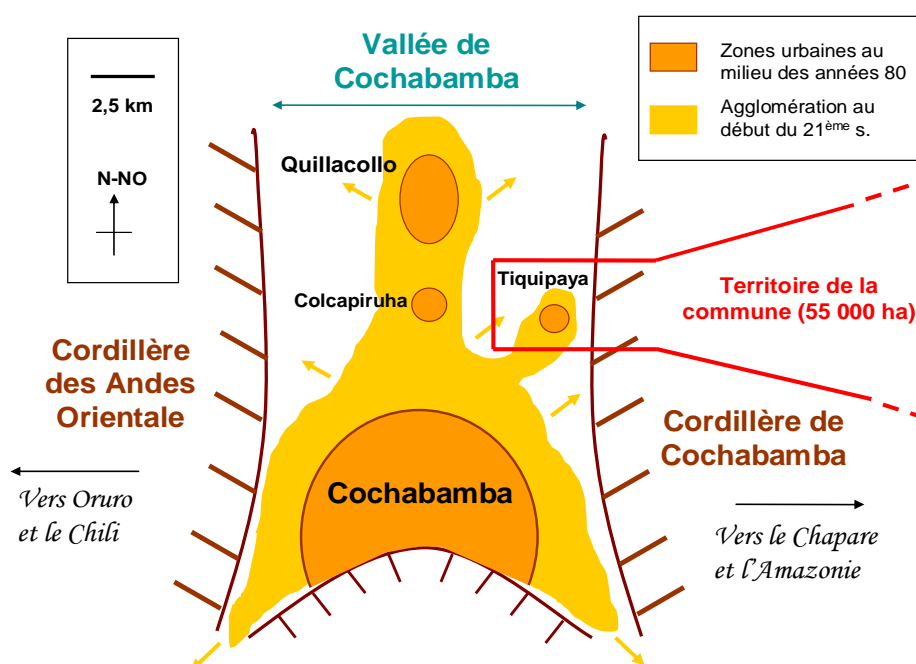


Figure 7 : avancée du front urbain dans la vallée de Cochabamba au cours des années 90

¹⁷¹ Illustrons cette spéculation : les *loteadores* proposent aux agriculteurs de racheter leur terre à 10 dollars le mètre carré. Imaginons une famille avec 3 ha. Alléchés par la perspective de gagner 300 000 dollars d'un seul coup, les paysans quittent leur ferme avec le « pactole », et le dépensent pour acheter une maison en ville où, sans source de revenu suffisante et sans production agricole d'autoconsommation, ils deviennent en quelques années des miséreux. La propriété est divisée en lots de 400 ou 500 m² revendus à de riches urbains pour 30 dollars le m². L'intermédiaire empoche 600 000 dollars dans la transaction. A ce prix, la pression mise sur les paysans est énorme, et seuls les riches peuvent s'installer.

¹⁷² Le plan directeur est un outil de planification qui joue – entre autres – le rôle de P.O.S., contient une politique générale de développement, sert de base pour la distribution d'équipements, les investissements, etc.

Les figures suivantes illustrent l'urbanisation dans la partie basse de la commune. Les deux cartes sont issues d'un rapport du NEGOWAT et le graphique est réalisé par nos soins à partir de données de ce même rapport. On y visualise très bien l'explosion urbaine de la dernière décade, qui se réalise essentiellement au détriment de terres agricoles et de terres vacantes. La pratique de l'élevage ne diminue pas et augmente même entre 1983 et 1992 : les premiers manques d'eau poussent les agriculteurs les plus au sud à revenir à des cultures plus extensives et résistantes au stress hydrique (luzerne et maïs essentiellement) et à développer un élevage sur la base de ces plantes, alors que ceux du piémont profitent de leur position pour intensifier leurs systèmes (cf. supra). On constate d'ailleurs sur les cartes que c'est dans la partie sud que l'agriculture recule le plus et que l'élevage se développe. On visualise également l'arrivée du front urbain de Cochabamba par l'est / sud-est et le développement interne de Tiquipaya.

Attention toutefois à l'interprétation de ces figures : l'usage des sols n'est pas le strict reflet des activités humaines. Beaucoup de gens conservent des parcelles alors que l'activité principale du chef de famille n'est plus agricole.

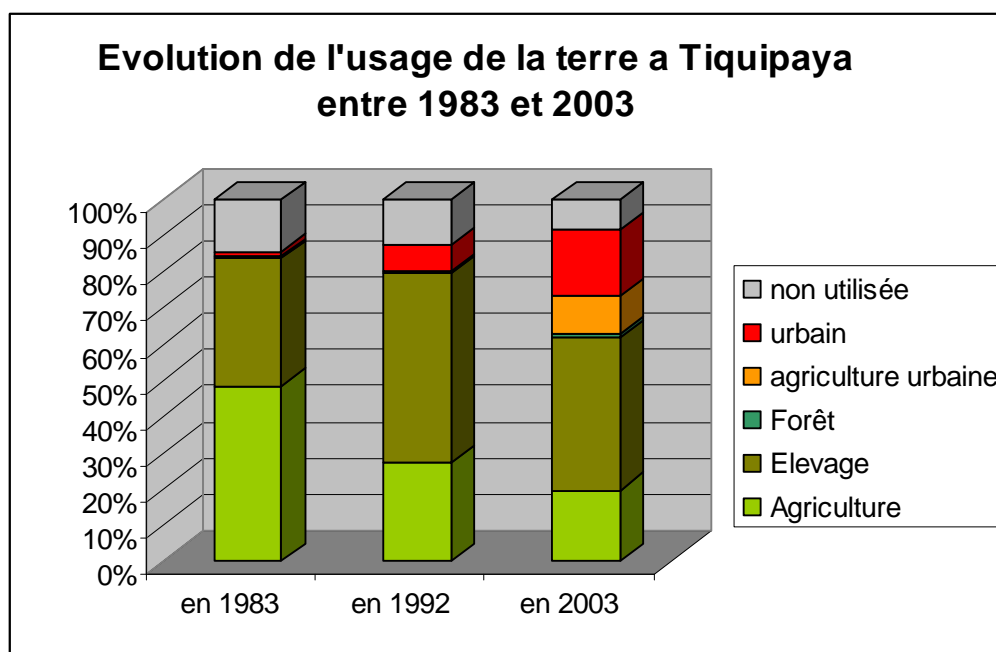


Figure 8 : évolution de l'usage des sols à Tiquipaya entre 1983 et 2003

Photo de la
frontière entre la
zone urbaine et la
zone rurale, prise
en direction de la
cordillère orientale

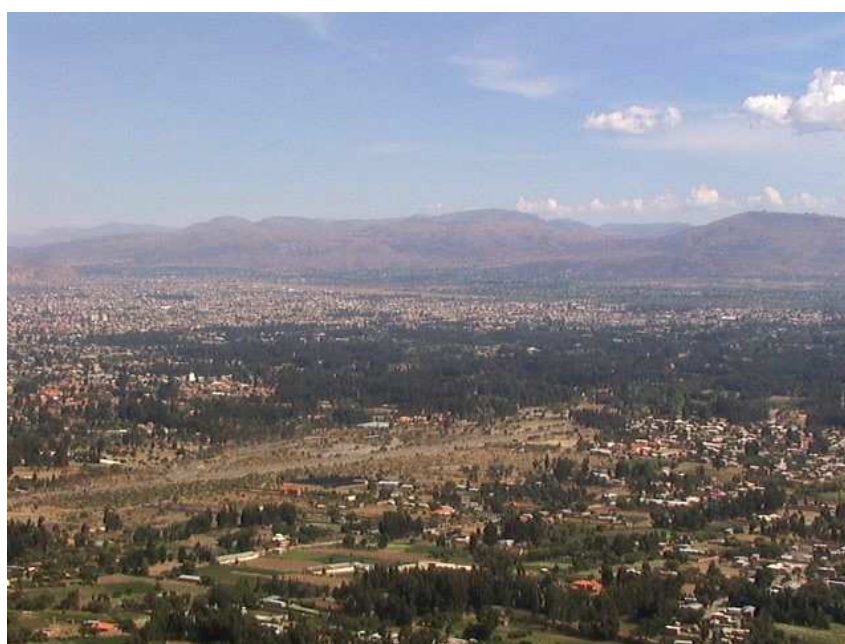
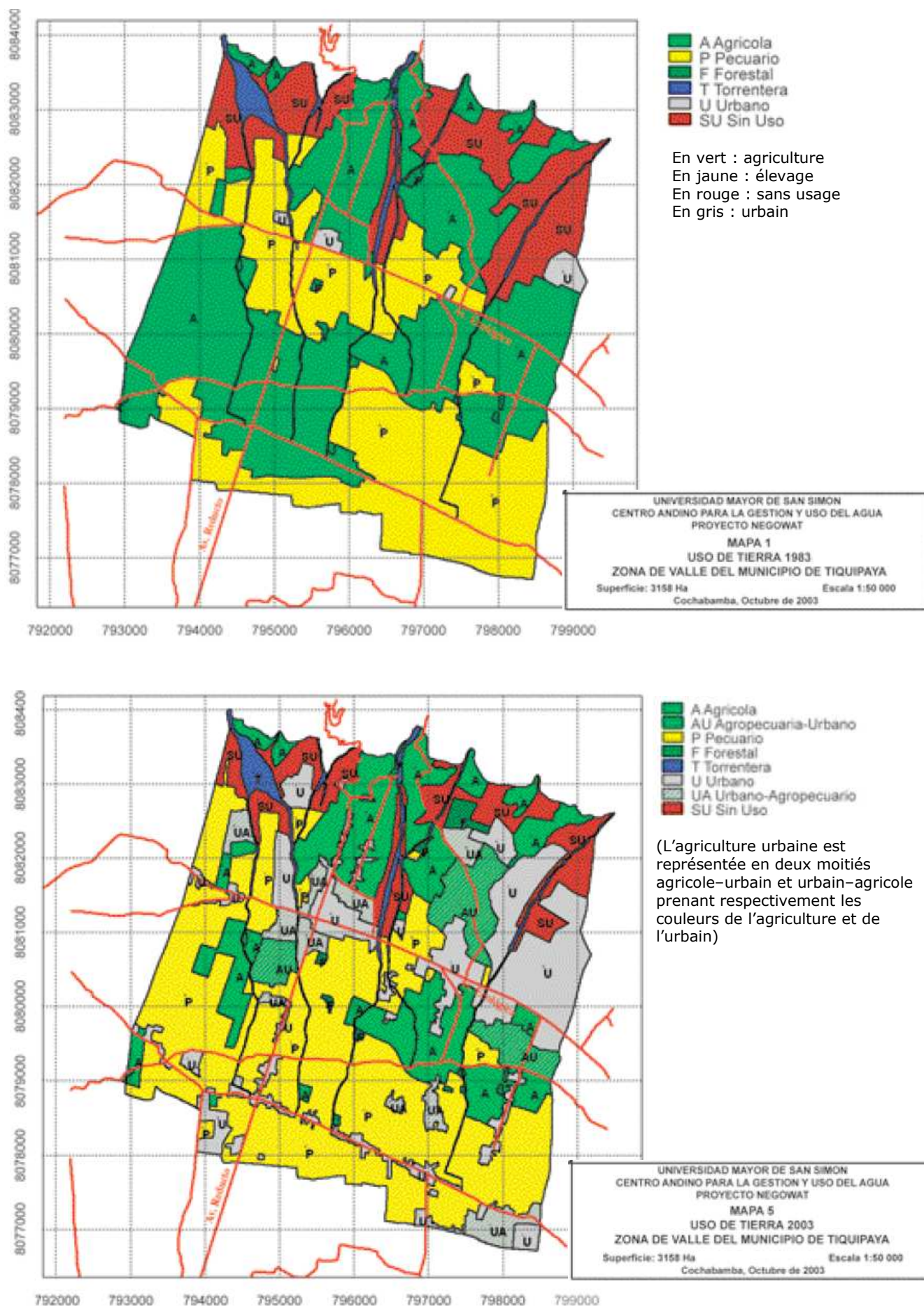


Figure 9 : cartes d'usage des sols à Tiquipaya en 1983 et 2003



2.2.4 Conséquences de l'urbanisation

Les répercussions de ces mutations sont nombreuses, et en premier lieu ces changements d'usage des sols affectent fortement les usages et la gestion de l'eau.

A. L'épuisement de la nappe phréatique

L'urbanisation de la vallée de Cochabamba s'est accompagnée d'une multiplication incontrôlée de la perforation de puits pour aller chercher l'eau de la nappe phréatique sous-jacente. En dehors de petits forages individuels, plusieurs centaines de grands puits sont perforés chaque année pour alimenter des industries ou des quartiers, induisant une baisse générale et critique du niveau des aquifères, et un tarissement accru des sources. Là où dans les années 90 l'eau se trouvait à quelques mètres ou dizaines de mètres de profondeur, les forages doivent dorénavant descendre à plus de 100 voire 150 mètres pour être exploitables. La zone centrale humide, où historiquement les agriculteurs ne nécessitaient et ne disposaient pas de droits sur les eaux d'altitude, s'urbanise d'autant plus vite que les sources se sont toutes progressivement tarées.

B. Transfert des droits d'eau au profit des activités urbaines

On constate également un bouleversement de la répartition des droits d'eau, et une accélération du passage de l'eau du domaine agricole au domaine urbain. Bien que les droits d'accès aux différentes sources ne soient plus strictement et légalement liés aux terrains, ils y restent fréquemment associés et la vente peut les inclure. Le nouveau propriétaire urbain décide alors de les conserver, d'en vendre ou d'en céder une partie à quiconque. Ce passage ne se fait évidemment pas sans difficultés ni conflits avec les communautés. En effet, les droits d'eau sont généralement imaginés à trois niveaux : un droit communautaire, transversal à tous les systèmes et toutes les sources, qui traduit le sentiment des paysans indigènes que l'eau leur appartient (comme résultat des us et coutumes et en paiement d'une dette historique). A un second niveau plus officiel, les droits sont réunis en groupes ou « assignations » collectives, la réunion correspondant au droit d'une ancienne *originancia*, ou d'une ancienne *hacienda*, voire à une communauté qui a travaillé collectivement pour mettre en place son système. Ce droit est une fréquence et un volume d'eau. Puis au sein de chacun de ces groupes les familles possèdent un droit propre correspondant également à une fréquence et une quantité d'eau (le « tour »). C'est ce dernier qui peut passer dans le monde urbain à la vente d'un terrain. Mais il est bien évident que le groupe tente de s'y opposer pour conserver son volume global, et idéologiquement pour ne pas que les droits se retrouvent entre des mains de non agriculteurs (certains d'entre eux diront des mains « blanches »).

C. Un entretien des canaux de plus en plus difficile

Par ailleurs à Tiquipaya même, les constructions au sein du périmètre irrigué menacent fortement l'intégrité des canaux d'adduction d'eau et de drainage. Le réseau qui part du piémont et irrigue toute la partie basse de la commune est perçu comme un obstacle à l'ouverture de routes ou la construction de fondations, et les canaux se retrouvent fréquemment déviés, obstrués ou bouchés, abîmés voire supprimés. Au mieux le réseau est préservé mais les ventes de terrain ou les ouvrages ne tiennent pas compte des espaces de sécurité ni des services nécessaires au fonctionnement et à l'entretien des canaux. Les irrigants doivent fréquemment frapper à la porte des maisons pour pouvoir, si la personne est là et veut bien leur laisser le passage, accéder à leurs canaux quand ils doivent les nettoyer. Le réseau mal entretenu perd en capacité générale, ce qui multiplie les débordements et les inondations ; ce phénomène est aggravé par l'absence de prévision d'éventuels ruissellements ou de prise en compte des évacuations d'eau lors des constructions. Et finalement les canaux d'irrigation font souvent office de caniveaux, récupérant les déchets, les eaux résiduelles domestiques, celles des dizaines de

fabriques de *chicha*¹⁷³, des abattoirs ou des industries, entraînant la pollution des sols et des nappes ainsi qu'une batterie de problèmes sanitaires particulièrement dramatiques.

D. Une diversité d'usages de plus en plus importante

Au-delà de cette opposition entre maisons et parcelles, ce sont des usages de l'eau de plus en plus variés qui entrent en compétition. En plus de l'agriculture et d'un usage alimentaire en explosion, l'eau est dorénavant utilisée pour faire tourner des industries (comme la brasserie de la marque Taquiña), construire des bâtiments, approvisionner les restaurants, vendeurs et bureaux, arroser les jardins des villas, remplir les piscines, nettoyer les voitures ou cultiver des potagers. En bref les utilisations augmentent, les sources locales s'amenuisent, et l'eau traditionnellement destinée à l'agriculture est menacée. Les canaux qui courent à ciel ouvert à travers la commune sont ponctionnés de toutes parts. Il va sans dire que la tension est croissante quand au partage de cette ressource.

Ces différents points fondent le paradoxe de l'abondance d'eau d'irrigation sur la commune : bien qu'il y ait de moins en moins de terres agricoles pour une quantité d'eau constante (en approximation, puisque si des sources se tarissent, ces pertes sont compensées par d'autres apports), la disponibilité de l'eau au mètre carré n'augmente pas sensiblement et ne permet pas d'intensifier les cultures. Le transfert sectoriel des droits et la perturbation du réseau d'adduction (pertes et vols) ne permettent pas d'augmenter les apports d'eau à la parcelle, pourtant de plus en plus nécessaires du fait notamment de la baisse de la réserve utile des sols à cause des pompages. Ce phénomène est renforcé par l'intégration de nouvelles familles urbaines dans les droits de certains systèmes (augmentation du nombre de bénéficiaires des tours d'eau), de manière à bénéficier du soutien de non-agriculteurs pour défendre les acquis des irrigants.

Nous présentons sur les deux pages suivantes des images qui illustrent ces problèmes.

Ainsi, le monde rural et le monde urbain s'entremêlent de plus en plus intimement sur le territoire de la commune, mais nous le voyons les interférences sont légion entre des activités et des logiques concurrentes à bien des égards, surtout vis-à-vis de ressources naturelles nécessairement limitées. Ce choc dans une zone en perpétuelle évolution est à l'origine d'une kyrielle de conflits qui se cristallisent autour de l'accès à l'eau, entre voisins, entre quartiers ou communautés, entre citadins et paysans, entre industries et société civile, entre citoyens et pouvoirs publics, à toutes les échelles et allant fréquemment jusqu'à des manifestations de violence. Différents groupes sociaux s'affrontent donc ouvertement pour le contrôle de la terre et surtout de l'eau. Cela contribue, avec le secteur rural qui se délite et les nouveaux arrivants qui s'intègrent difficilement, à la déstructuration du tissu social local. Les impacts sont également négatifs en termes économique et écologique. Ce processus n'est ni planifié, ni régulé, à aucun niveau.

Cette approche historique des dynamiques territoriales va nous aider à mieux cerner les logiques des différents acteurs de la gestion de la commune en général et de la gestion de l'eau plus particulièrement.

Nous nous intéresserons tout d'abord à des thématiques de développement plus générales et propres à la Bolivie, puisqu'en réalité elles sont étroitement liées à la question plus spécifique de la gestion de l'eau à Tiquipaya. Localement on constate en effet que les relations entre acteurs reflètent en grande partie les dynamiques sociétales nationales. La lecture du déroulement des réflexions collectives que nous avons organisées est donc facilitée à la lumière du fonctionnement politique et économique du pays, et bien sûr de la commune.

¹⁷³ Boisson fermentée à base de maïs.

Planche 3 : l'urbanisation et ses conséquences à Tiquipaya



Division d'une ancienne exploitation en « lots » revendus pour l'urbanisation (F. Zammito)



Construction de villas sur le piémont



Perforation d'un puit individuel



Perte d'accès aux canaux





Encombrement des canaux et pollution des rivières



Destruction de l'infrastructure d'irrigation



Usages multiples de l'eau : lessive près d'une source

2.3 Clivages socio-ethniques, données socio-économiques et organisation politique à Tiquipaya

2.3.1 Diverses divisions et une immense fracture sociale

Il n'est pas évident d'imaginer à quel point le contexte social général du pays peut influencer sur les logiques quotidiennes de ses différents habitants¹⁷⁴, ni de quelle manière certaines situations locales ne sont souvent que le strict reflet des problématiques nationales. En Bolivie beaucoup de personnes mènent dans leur engagement, au jour le jour et à petite échelle, un combat idéologique de plus grande portée et plus ou moins conscient. Cette facilité dont dispose la population à mettre en regard différentes échelles relève aussi de la relative simplicité du principal moteur de ces actions : la marginalisation récurrente de la majorité indigène du pays.

En effet, quiconque s'intéresse de près à la Bolivie en arrive rapidement à caractériser le pays par des contrastes et des extrêmes, et se trompe somme toute très peu. On en vient vite à faire un lien plutôt étroit entre les 60% d'amérindiens et les 60% de la population qui vivent sous le seuil de pauvreté et n'ont pas d'accès correct aux services de base. Et pourtant les 6 millions de personnes appartenant aux ethnies Quechua, Aymara, Guarani, Tacana, Pano, Aruaco, Chapacura ou encore Botocudo diffèrent radicalement en termes de cultures et de traditions, de langues et de couleurs de peau. Sur ce dernier point, un élément les fédère cependant : ils ne sont pas blancs. Et socialement, blanc est synonyme de nanti, car l'oligarchie souveraine dans le pays est de cette couleur, et hispanophone. Les analystes s'accordent à dire que 50 familles dirigent l'ensemble du pays. Tous ultra-libéraux, sympathisants étasuniens et européens, intellectuels ou militaires, ils ont depuis longtemps fait main basse sur la politique, les finances, les terres (les grands *terratenientes* de la plaine amazonienne par exemple), l'industrie ou le commerce. Et même si « blanc » renvoie plus à un statut socio-économique qu'à une pigmentation (des métis font partie de ces hautes sphères), la caricature est malheureusement bien fidèle à la réalité.

Cette situation est évidemment propice au développement des injustices les plus criantes, au règne de la corruption (la Bolivie est le deuxième pays le plus corrompu du continent après Haïti) et à une instabilité sociale et démocratique permanente¹⁷⁵.

L'opposition du peuple présentait, jusque très récemment, un caractère très divisé. Les principaux mouvements populaires étaient la confédération des syndicats paysans (CSUTCB), le très radical mouvement indigéniste Pachakuti (MIP), les centrales ouvrières (COR et COB), la fédération des comités de voisinage (Fejuves, toute puissante dans l'immense bidonville d'El Alto), les coordinations sur l'eau et les fédérations d'irrigants. Ces multiples organisations à tendance socialiste, marxiste, ne partagent pas une réelle identité et n'affichent généralement pas leur unité. C'est cependant un patchwork de volontés fortes capables de se fédérer temporairement pour lutter contre les privilèges de l'oligarchie. La situation a changé depuis 1999 avec la création du Mouvement Vers le Socialisme (MAS), parti des cultivateurs de coca ou *cocaleros*, issu du syndicalisme radical paysan anti-libéral et anti-Etat-Unis. Le parti devient un bon compromis de représentation des différents mouvements sociaux énumérés, puissants (lorsqu'ils se mobilisent) et impuissants (de par leur division) à la fois.

Où nous conduisent ces considérations ? Un des slogans du MAS était « *le poncho et la cravate doivent travailler ensemble* ». Là est bien le problème. A Tiquipaya cette co-action reste une utopie. Les indiens, qu'ils soient anciens mineurs, paysans ou chauffeurs de taxi, s'opposent presque systématiquement aux décisions des administrations. De la même manière l'organisation des irrigants, qui soutiennent très largement le MAS, s'oppose aux autres partis politiques, et donc à la Mairie (tenue par le MNR, l'ennemi juré) ou même à son propre président (court-circuité

¹⁷⁴ Exception faite des communautés réellement reculées, cependant nombreuses.

¹⁷⁵ Le pays détient le triste record du nombre de coups d'Etat dans le monde : 190 en 180 ans. Des situations extrêmes se mettent en place très rapidement, encore aujourd'hui. A la période de notre projet l'armée et la police se sont affrontées dans les rues de La Paz, laissant plusieurs morts. Puis le peuple entier s'est soulevé contre l'exportation de gaz vers la Californie via le Chili, avec le même coût humain. Peu après notre départ le peuple d'El Alto, insupporté par le mépris de la classe dirigeante, a chassé le président Lozada du pays : 67 morts et des centaines de blessés...

pour avoir soutenu ouvertement le MNR) : à l'échelle locale, l'autorité de nature traditionnelle ou charismatique prend régulièrement le pas sur l'autorité rationnelle-légale. Et le refus du dialogue s'enracine dans des oppositions ethniques, sociales et politiques.

Enfin la corruption est répandue sur la commune, notamment du côté des puissants qui souhaitent s'y installer de manière privilégiée. Globalement on retrouve à Tiquipaya l'ensemble des clivages nationaux, et donc des logiques de lutte associées, à une échelle plus réduite.

2.3.2 Dans la cordillère : la communauté menacée par ce qui se joue plus bas ?

La trentaine de communautés qui vivent dans la cordillère au dessus du centre ville sont marginalisées à un niveau encore supérieur, puisqu'en tant que ruraux reculés leur légitimité citoyenne est totalement déconsidérée. On leur destine certains égards lorsque c'est nécessaire (élections, projet d'infrastructure sur leur territoire, etc.) mais ils restent globalement d'évidents laissés pour compte. Plus l'éloignement géographique est important, plus l'exclusion politique municipale l'est aussi. Il est vrai que les communautaires se désintéressent également de la vie de Tiquipaya, concentrant leur attention et leurs énergies sur le fonctionnement et la préservation de la communauté. Celle-ci constitue à elle seule une entité politique et sociale indépendante, mais surtout leur forme d'organisation traditionnelle contrastant avec l'appartenance communale que l'Etat leur impose. Ces habitants deviennent même illégaux dans leur propre pays, n'ayant souvent aucun papier : certains ne descendent jamais vers la ville, la totalité des démarches administratives sont en espagnol (bien que le quechua, parlé à Tiquipaya, fasse partie des 3 langues officielles du pays), et au-delà le fonctionnement formaliste, écrit, bureaucratique et monétarisé de la société de la vallée leur est totalement étranger. Encore plus que l'éloignement géographique c'est donc aussi l'isolement culturel qui les exclue de la société civile, et les fragilise dangereusement dans leur relation aux autres groupes sociaux. On constate une certaine forme d'innocence de leur part qui contraste avec les visions hautement stratégiques et individualistes entrant en jeu dans les conflits d'intérêts autour des ressources naturelles. Pourtant ces conflits les concernent chaque jour un peu plus. Généralement pour toutes les démarches qui demandent une représentation, les communautés s'appuient sur les rares membres dont les contacts avec la ville sont plus fréquents, parfois parce qu'ils y travaillent à temps partiel.

Les communautés sont donc menacées par les mutations territoriales de Tiquipaya qu'elles ne peuvent absorber, même si elles restent jusqu'à présent assez éloignées de l'épicentre du séisme. Le mode d'organisation communautaire en Bolivie est avant tout une stratégie de survie dans un environnement naturel où l'individu isolé n'a pas sa chance. C'est une forme de protection, articulée par divers mécanismes collectifs tels que le travail communautaire, l'entraide, le troc, la gestion commune du territoire¹⁷⁶ et des conflits. L'unité familiale existe mais c'est souvent l'intérêt communautaire qui prévaut. Vis-à-vis des ressources, la gestion s'assimile à un contrôle populaire et une auto-organisation locale pour leur partage et leur distribution : un schéma plutôt antithétique de la véritable guerre qui se livre en contrebas. Il semble difficile d'imaginer une cohabitation sans heurts entre un modèle de développement capitaliste à l'échelle nationale et un modèle de développement communautaire à l'échelle locale.

2.3.3 Quelques données socio-économiques brutes pour la vallée

Rappelons que la zone basse de la commune, incluant piémont et vallée, regroupe 30 000 des 40 000 habitants sur seulement 5 à 10 % du territoire global. Selon l'institut national bolivien des statistiques (INE), 42% de la population de cette zone vit sous le seuil de pauvreté. 80% des familles gagnent entre 50 et 250 dollars mensuels. Seulement 14% de la population a accès aux « *necesidades básicas* » (maison, eau, éducation, assainissement, services de santé).

Le marché de l'emploi est particulièrement restreint à Tiquipaya. Les activités de chaque personne sont donc précaires et multiples. 20% des chefs de famille sont maçons ou menuisiers en première occupation (ce secteur est évidemment porté par l'urbanisation) ; 15% travaillent

¹⁷⁶ Les communautés qui disposent de titres fonciers ont souvent un seul titre collectif global, en adéquation avec leur logique, et qui par ailleurs prévient d'une éventuelle dilapidation du capital commun.

dans le commerce informel, 10% dans l'agriculture, 10% dans les transports, 8% comme employés, 5% dans l'éducation, 5% dans la mécanique ou divers travaux techniques. 25% ont une activité « autre », c'est-à-dire bien souvent la « débrouille ». De la même manière les femmes, qui ne rentrent pas dans ces statistiques, multiplient les occupations pour la plupart informelles : revente d'habits, de produits plastiques, petits stands de préparation de jus de fruits, de soupes, jardinage et vente de fruits et légumes, sucreries ambulantes, travaux de journaliers, etc. L'activité agricole reste une activité secondaire de nombre de familles.

2.4 La participation locale institutionnalisée : la Loi 1551 dite de « Participation Populaire » (LPP)

Nous abordons ici une loi qui, nous le verrons, est souvent au centre des débats qui ont suivi les projections de la vidéo.

2.4.1 Modification de l'organisation sociopolitique nationale et renforcement de la participation citoyenne

Cette loi constitue depuis une dizaine d'années le cadre dans lequel se déroule la gestion des communes. En 1994, le président Gonzalo Sanchez de Lozada met en place un processus de décentralisation dans tout le pays, via un transfert de fonds et de compétences aux municipalités¹⁷⁷. L'objectif officiel est de donner aux communes un rôle actif dans leur développement et celui du pays, pour améliorer la démocratie et les conditions de vie concrètes des habitants. Les deux piliers de la loi sont les suivants : d'un côté la planification participative des projets sociaux et productifs¹⁷⁸, de l'autre le contrôle social de leur exécution.

Pour se faire une idée du changement que représente cette loi, il faut savoir que jusqu'à cette époque seulement 24 sections de province dans le pays recevaient des fonds du gouvernement central. Et la juridiction territoriale des municipalités ne s'étendait pas au-delà des zones urbaines, laissant la plus grande partie du territoire bolivien sans présence ni contrôle de l'Etat¹⁷⁹. Cette décentralisation à la fois administrative, politique et budgétaire est donc un bouleversement majeur pour la Bolivie en termes de gouvernance au sens large.

La loi s'appuie sur la reconnaissance d'entités juridiques territoriales nouvelles, à une échelle micro-locale, les « OTB », pour *Organización Territorial de Base*. Les OTB permettent notamment la reconnaissance légale des organisations sociales traditionnelles, en respectant toute leur variété de noms et de formes : ce sont concrètement des associations de quartier et comités de voisinage en zone urbaine, des communautés indiennes et des syndicats paysans en zone rurale. En plus de leur reconnaissance les compétences suivantes leurs sont dévolues :

- Identifier, hiérarchiser et prioriser les nécessités et aspirations communales, qui sont la base de l'élaboration du PDM (Plan de Développement Municipal, à moyen terme)
- Contrôler l'exécution des programmes et projets réalisés dans leur juridiction territoriale et en informer le « comité de vigilance », constitué trois membres permanents choisis parmi les représentants des OTB
- Participer et coopérer dans l'exécution de programmes, projets ou activités qui émergent du PDM et sont dans le POA (Plan Opérationnel Annuel)
- Proposer et suggérer des ajustements au PDM en vue d'optimiser l'utilisation des ressources et d'assurer qu'une attention réelle soit portée à toutes les demandes.

¹⁷⁷ On n'en dénombre que 314 dans le pays. Ces communes sont donc particulièrement étendues !

¹⁷⁸ Conscients du fait que l'augmentation des services sociaux n'a permis de limiter ni la pauvreté ni l'exode rural en raison du manque de génération de revenus, le gouvernement et la coopération internationale ont tenté de promouvoir le concept de « municipalité productive »

¹⁷⁹ la Loi Organique de Municipalités limitait la juridiction territoriale des gouvernements municipaux aux capitales de département, de province, de section municipale et de cantons, c'est-à-dire aux zones urbaines

La LPP présente donc indéniablement un caractère hautement participatif. Mais si le texte constitue une avancée sociopolitique majeure, son appropriation suscite néanmoins toujours le débat aujourd'hui.

2.4.2 Face aux promesses initiales de la loi, des résultats controversés

Du côté de la planification, la machine coince régulièrement car la demande sociale est particulièrement atomisée (plusieurs dizaines d'OTB par municipalité, aux intérêts très divers) et la stratégie de développement n'est pas concertée sur l'ensemble de la commune (d'autant plus à Tiquipaya avec les contrastes territoriaux que nous avons exposés). Il n'y a donc pas une mais une multitude de demandes à satisfaire, ce qui ouvre grand la porte à la corruption et aux dérives clientélistes lors des élections. Certains parlent d'ingérence des partis politiques dans les affaires des communautés. Mais les communautés sans ressource se tournent nécessairement vers la LPP, puisqu'à défaut d'une reconnaissance sociale spontanée, elles ont acquis des droits grâce à la loi.

Au-delà, les citoyens sont confrontés à un problème de stabilité du système, puisque comme dans nombre de pays chaque élection conduit au renouvellement complet du personnel municipal.

Du côté du contrôle social, les comités de vigilance sont souvent manipulés par les élus en place. Les représentants d'OTB n'ont en effet que très rarement les compétences (maîtrise des aspects techniques et légaux) ou les moyens matériels de bien surveiller les exécutions de programmes, de gérer les affaires courantes et de se faire entendre auprès de la mairie.

Sans entrer plus dans les détails, il est important de remarquer que la Loi de Participation Populaire a néanmoins permis l'émergence de leaders indiens en politique qui ont assuré une meilleure représentation de la diversité ethnique du pays dans les instances de l'Etat. Hugo Banzer puis Gonzala Sanchez de Lozada (l'instigateur), sentant l'hégémonie blanche menacée, tenteront à plusieurs reprises de re-centraliser le pouvoir sans cependant pouvoir abroger la loi.

En quoi la connaissance des tenants et des aboutissants de cette loi est importante pour la compréhension de notre travail à Tiquipaya ? Tout simplement parce qu'elle donne le cadre légal auquel les acteurs de la gestion territoriale vont se référer dans leurs conflits autour de la gestion de l'eau.

2.4.3 A Tiquipaya, chaque acteur s'approprie la loi selon ses intérêts

Du côté des paysans et surtout de l'association des irrigants de Tiquipaya, la position est simple : la loi de Participation Populaire cible l'amélioration des conditions de vie au travers du soutien aux secteurs productifs de la commune. Elle promet donc nécessairement l'agriculture face au développement des résidences. Ceci implique donc que la priorité devrait être donnée à la préservation des surfaces agricoles et aux projets d'adduction d'eau d'irrigation. En n'y accordant pas l'attention nécessaire, le gouvernement adopte une position quasiment illégale¹⁸⁰. Voilà le discours tenu lors des interviews par les représentants des irrigants. La LPP constitue donc un élément supplémentaire (s'il en fallait) pour renforcer l'intransigeance des paysans face aux choix de développement de la mairie.

Pour leur part les urbains réclament que soient respectées les doléances qu'ils ont fait remonter par les canaux de la planification participative. Vis-à-vis de l'eau potable et de l'assainissement, elles correspondent souvent à un appui à une amélioration du service, mais en aucun cas une remise en cause de l'indépendance en termes de gestion de chaque OTB.

La mairie clame pour sa part le respect de la loi en se cachant derrière les procédures de contrôle social. Sous couvert de participation populaire, elle réfute la plupart des accusations en

¹⁸⁰ Notons que la « municipalité productive » est restée une chimère dans la majorité des communes boliviennes, essentiellement parce qu'aux niveaux national et international les décideurs n'ont pas voulu ou pas su préserver des conditions de production et d'accès aux marchés qui permettent une compétitivité agricole locale

mettant en avant le pouvoir des OTB sur la gestion. Malheureusement, à Tiquipaya, l'influence concrète du comité de vigilance sur les décisions municipales est à peine perceptible.

Nous pouvons conclure en soulignant l'existence d'une certaine incohérence entre les niveaux de planification. Entre les communes responsabilisées et renforcées par la LPP et l'Etat qui dicte la politique générale, les préfectures interviennent avec un rôle intermédiaire souvent perturbateur. D'autant plus quand, comme à Tiquipaya, la préfecture et la commune ne sont pas du même parti politique (NFR et MNR respectivement). Le clientélisme politique est monnaie courante, la préfecture appuyant par exemple les irrigants de Tiquipaya avec des projets d'infrastructures pour discréditer la mairie. Des décrets contradictoires sont parfois émis sur le foncier ou sur l'eau. Dans la décentralisation, les rôles respectifs des différentes autorités politiques ne sont pas clairs, et la coordination entre les niveaux est très mauvaise. Enfin, des communautés de communes créées pour remplir l'espace de planification à une échelle sub-départementale et renforcer les pouvoirs de négociation des communes (face aux entreprises privées notamment) sont devenues des acteurs incontournables de la gestion territoriale. Mais elles rajoutent de la complexité au système, et constituent de nouveaux lieux de pouvoir à conquérir.

2.5 Un élément clef pour comprendre le terrain : la « Guerre de l'Eau »

On réunit communément sous le nom de « Guerre de l'Eau » l'ensemble des événements qui bouleversèrent la Bolivie en avril 2000.

Ces événements prennent en partie racine en septembre 1999, lorsque le gouvernement bolivien concède (sans consultation de la société civile) la gestion de l'eau potable de toute la vallée de Cochabamba à un consortium privé pour une durée de 40 ans : l'entreprise *Aguas del Tunari*, filiale de la multinationale nord-américaine Bechtel¹⁸¹. Cette gestion était jusqu'alors dévolue à une entreprise publique : la SEMAPA¹⁸². Mais la Banque Mondiale avait conditionné le renouvellement de son aide financière à une privatisation globale de l'économie du pays et à une refonte en profondeur de l'Etat. Celui-ci devait adopter les fameuses politiques dites de "bonne gouvernance" dans le secteur des services comme l'éducation, la santé, l'électricité, les transports et l'eau. À ce titre, le parlement adopte en octobre 1999 (un mois après le huis clos avec Bechtel) une réforme institutionnelle et législative de grande ampleur qui mène à l'adoption d'une loi sur l'eau potable et l'assainissement (loi n° 2029-1997), destinée à faciliter la libéralisation du secteur de l'eau en Bolivie. Cette loi impose entre autres un régime de concessions exclusivement délivrées par une « Superintendance de l'Eau », sans aucune représentation paysanne ou indigène, et priorise les utilisations minières ou hydroélectriques sur toutes les autres. Les agriculteurs et les comités d'eau potable des quartiers s'opposent rapidement à la réforme, craignant (à juste titre !) de perdre leur eau et leur autonomie de gestion. En décembre est créée la *Coordinadora del Agua y de la Vida*, un groupement citoyen auto-organisé qui va fédérer les contestations et conduire le mouvement de révolte.

Face au contrat établi avec Bechtel, la coalition populaire fait bloc et décide de paralyser le pays par des barrages routiers. L'armée et la police répriment les manifestations dans le sang sur ordre du président, le général Hugo Banzer.

Début 2000, une hausse brutale des tarifs appliqués par la multinationale va faire basculer le conflit. Certaines augmentations dépassent les 300 %, y compris dans des zones très démunies. La Superintendance de l'Eau exproprie également plusieurs sources communautaires, exploitées et possédées par les indiens depuis des générations. Subitement ces derniers deviennent clients d'*Aguas del Tunari*... En avril le conflit se radicalise et gagne tout le pays. De

¹⁸¹ Bechtel est une *holding* également intéressée par le gaz et le pétrole boliviens. Elle est par ailleurs un bénéficiaire privilégié des contrats de reconstruction en Irak.

¹⁸² La Lyonnaise des Eaux, déjà installée à La Paz sous le nom *Aguas del Illimani*, avait fait pression sur le gouvernement bolivien pour qu'il accélère cette « transition ».

multiples secteurs se lancent dans la bataille (étudiants, transporteurs, mineurs, cultivateurs de coca, comités civiques, centrales ouvrières, syndicats d'employés, etc.). Le gouvernement décrète la loi martiale. Les affrontements font un mort, des dizaines de blessés, et les leaders sont emprisonnés. Mais face à l'ampleur de la révolte et la durée de la mobilisation, le gouvernement doit se résoudre à annuler le contrat et revoir la loi sur l'eau en collaboration avec la *Coordinadora* (la Superintendance voit ses pouvoirs réduits ; la population doit être consultée sur les tarifs ; le système de concessions est revu ; etc.).

Si la victoire populaire est immense, la perte pour le pays est grande. Car Bechtel porte plainte auprès du Centre International de Règlement des Différents relatifs aux Investissements¹⁸³ pour rupture de contrat abusive et réclame 25 millions de dollars de dédommagements pour « non réalisation des profits anticipés ». Par ailleurs, avec son départ le projet MISICUNI - dont nous reparlerons - visant à construire un immense barrage pour apporter de l'eau dans la vallée est temporairement abandonné (coût initial : 300 millions de dollars). Sans ressource, l'Etat bolivien qui n'a pas su modérer les appétits commerciaux du géant privé doit alors se passer de son expérience, d'un (éventuel) service d'eau potable efficace et de qualité, d'une meilleure rémunération des travailleurs, et des capitaux étrangers. Et les pouvoirs publics comme les organisations internationales ont perdu de manière évidente aux yeux du peuple toute légitimité dans la gouvernance des ressources.

Néanmoins, ces événements ne sont pas étrangers à la présence quelques mois plus tard de représentants indiens au parlement.

On comprend qu'à notre arrivée à Cochabamba, trois ans après les faits, l'eau était plus que jamais un enjeu de pouvoir au centre de nombreux conflits. Car les espoirs nés de la mobilisation sont loin d'avoir tous porté leurs fruits (les lois regorgent toujours d'incohérences, et les plus démunis disposent encore d'un accès à l'eau allant de médiocre à inexistant), et parce que la population ne s'est jamais vraiment démobilisée : à Tiquipaya où elle était en première ligne, elle reste en état d'alerte permanent sur ces questions. Or cette contestation, pleinement cristallisée autour de la gestion des ressources naturelles, va renaître au cours de notre intervention. Un projet de gestion de l'eau du BID (*Banco Interamericano de Desarrollo*), mis en place par la communauté de commune à laquelle Tiquipaya appartient, va en effet réveiller le spectre – terrifiant – de la Guerre de l'Eau.

C'est à ce contexte proche et douloureux (8 mois de mobilisations violentes, à peine plus de deux ans avant notre arrivée) qu'il faut se référer pour comprendre le déroulement des concertations que nous avons conduites. Lorsque notre travail a contribué à révéler publiquement la nature exacte du projet d'eau potable et d'assainissement que les institutions gouvernementales et le BID mettaient en place à Tiquipaya, dans l'ombre une fois de plus, la flamme s'est ravivée. La Guerre de l'Eau était sur toutes les lèvres, son évocation et son souvenir ont instantanément réveillé la révolte populaire.



Planche 4 : la place centrale de Cochabamba durant la Guerre de l'Eau (réseau Voltaire)

¹⁸³ CIRDI – Groupe de la Banque mondiale – cas n° ARB/02/3.

2.6 Problématique de la gestion de l'eau sur la commune

2.6.1 Un cadre légal et administratif cauchemardesque

Au niveau national, la réglementation sur l'eau reflète malheureusement les profonds dysfonctionnements de l'appareil étatique bolivien. En 2003 il existe plusieurs lois sur l'eau, se superposant les unes aux autres sans pour autant s'exclure, et attribuant tour à tour la ressource à l'Etat, aux communes ou aux différents secteurs économiques du pays par le biais des Superintendances. Deux exemples : la loi de 1995 dite *ley de Reforma a la Constitución Política del Estado* définit l'eau comme propriété fondamentale de l'Etat ("*Dominio Originario del Estado*"). Mais la loi promulguée 90 ans auparavant, la *Ley de Dominio y Aprovechamiento de Aguas* de 1906, n'a jamais été abrogée. Et les gens s'y réfèrent régulièrement dans les conflits puisqu'elle décrète la possibilité pour chaque propriétaire terrien de prendre possession de l'eau qui coule sur leurs terres. Dans ce flou juridique, 32 propositions pour une nouvelle loi sur l'eau ont été rejetées au cours des 20 dernières années. La loi théoriquement en vigueur est celle issue de la Guerre de l'Eau (cf. § précédent), mais les règlements permettant son application n'ont toujours pas été établis.

L'Etat dicte une politique incohérente, changeante et très influencée par les Institutions Financières Internationales qui poussent à son désengagement. La Société Civile est au cœur d'une recherche cruciale de nouveaux mécanismes de gouvernance, mais elle ne présente pas pour le moment d'alternatives crédibles, et le pays reste bloqué par sa dépendance financière vis-à-vis des aménagements.

On constate finalement qu'une myriade d'acteurs publics (et privés) intervient dans le domaine de la gouvernance de l'eau. Pour ne citer que les principaux, ayant un pouvoir de décision important : le *Ministro de Desarrollo Sostenible y Planificación*, est l'autorité nationale la plus élevée en ce qui concerne l'eau, il formule et propose les politiques ; la *Comisión Nacional de Cuencas* (commission nationale des bassins versants) élabore le *Plan Nacional de Recursos Hídricos* et définit diverses normes techniques ; les 5 *Comisiones Regionales de Sistemas Hidrográficos* définissent les grands plans de développement concernant l'eau au niveau régional ; les *Comisiones Departamentales de Subcuenca* attribuent des concessions, font des inspections et des relevés de terrains ; la *Superintendencia de Aguas* ou de *Saneamiento Básico* attribue des concessions dans le domaine de l'eau potable, tient un registre et recouvre les paiements, veille à l'application de la loi ; le *Viceministerio de Medio Ambiente, Recursos Naturales y desarrollo Forestal* propose lui aussi des lois concernant les ressources naturelles ; la *Dirección General de Clasificación de Tierras y Cuencas* doit veiller à la gestion intégrée des bassins versants et l'utilisation durable de l'eau, à travers la définition de politiques, de normes et la gestion de projets stratégiques ; le *Consejo Intersectorial del Agua* (CONIAG) travaille lui aussi à la définition d'une nouvelle politique de l'eau ; le *Viceministerio de Desarrollo Rural y Riego* doit assurer la mise en place du *Plan Nacional de Riego* et favoriser le développement de l'irrigation ; les *Comités Cívicos* départementaux sont les élites du peuple qui participent à la mise en place de grands projets d'adduction ou de traitement des eaux ; etc., etc., sans citer les divers organes, divisions et commissions de ces instances principales, ni les dizaines d'ONG, de bureaux d'étude et de conseil (PROMIC, CIDRE, CEPKA, CERES, F. Solón, ...), les centres de recherches de tous pays (Centro AGUA, CIRAD, ...), les corporations interinstitutionnelles de développement qui interviennent sur l'eau (CGIAB, CONDESAN, FOBOMADE, ...) ou les institutions internationales et les bailleurs (BM, FMI, UE, BID, GTZ, KFW, ...) qui ne sont pas sans influencer les politiques et les projets. La gouvernance de l'eau est une foire aux acteurs dont la multitude ne fait que refléter les dysfonctionnements : flou législatif, interférences, bureaucratie, politisation, corruption, ingérence internationale.

2.6.2 Au niveau local, des sources multiples pour des usages multiples

Les sources d'eau sur le territoire de la commune sont variées : cours d'eau, sources, lacs, ainsi que des eaux souterraines. Dans la vallée il pleut environ 550 mm par an. L'essentiel de

l'eau des rivières provient de la cordillère. On y trouve les lacs, formés par les processus glaciaires, et souvent aménagés par des barrages de manière à stocker l'eau de pluie et pouvoir en disposer en période sèche pour l'agriculture. Une partie de l'eau qui descend de la cordillère sert également à recharger les aquifères grâce à l'infiltration lors du passage sur le piémont. Le volume d'eau apporté par le seul sous-bassin versant de Khora Tiquipaya (le principal alimentant la commune) est estimé à près de 18 millions de mètres cubes annuels en surface, plus 4 issus des eaux souterraines (Saenz, 2004). La ressource est donc relativement abondante, mais néanmoins l'agriculture intensive est en déficit permanent.

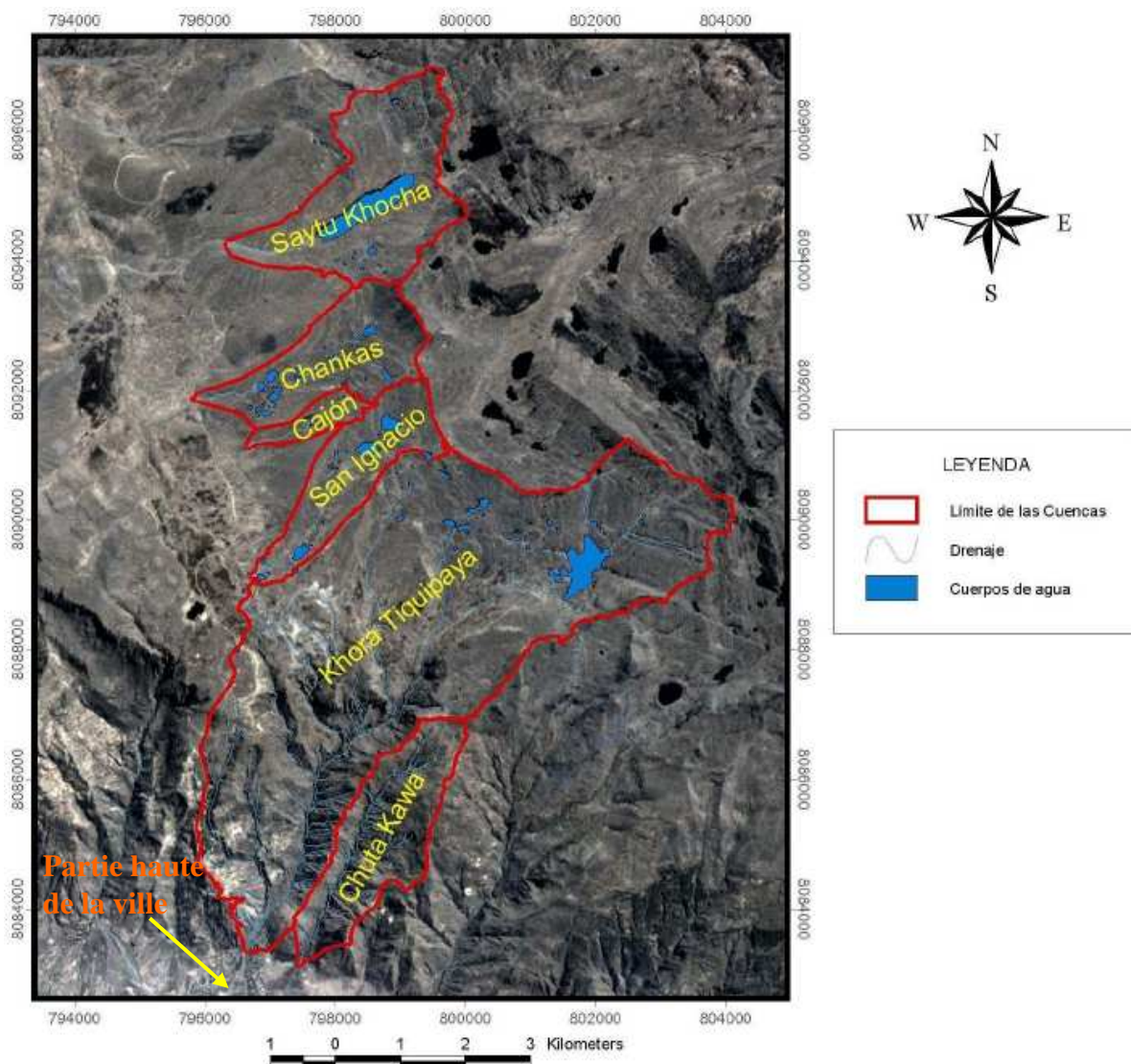


Figure 10 : Localisation du bassin versant Khora Tiquipaya dans la cordillère de Cochabamba qui surplombe Tiquipaya (Centro AGUA)

Les usages de cette eau sont multiples, nous l'avons déjà évoqué. L'eau des fleuves et des lacs est essentiellement utilisée pour l'agriculture, et une partie sert d'eau domestique. Les agriculteurs qui n'ont pas accès à ces eaux (où ne la veulent pas) utilisent parfois l'eau d'un autre barrage situé de l'autre côté de Cochabamba dans la vallée (barrage Angostura, qui alimente la zone la plus au sud de Tiquipaya), mais la plupart dépendent de sources, de puits, ou irriguent avec des eaux usées. Ce sont les puits qui fournissent la majorité des eaux domestique et industrielle. Par ailleurs, différentes personnes stockent de l'eau de pluie.

A l'échelle familiale, les stratégies économiques de diversification des sources de revenus (agriculture, micro-entreprises, services divers...) ont appuyé ce développement d'usages variés de l'eau et se sont accompagnées de stratégies pour multiplier les accès à des sources. La figure

11 présente les résultats d'une enquête réalisée auprès des tiquipayaños sur leurs usages de l'eau.

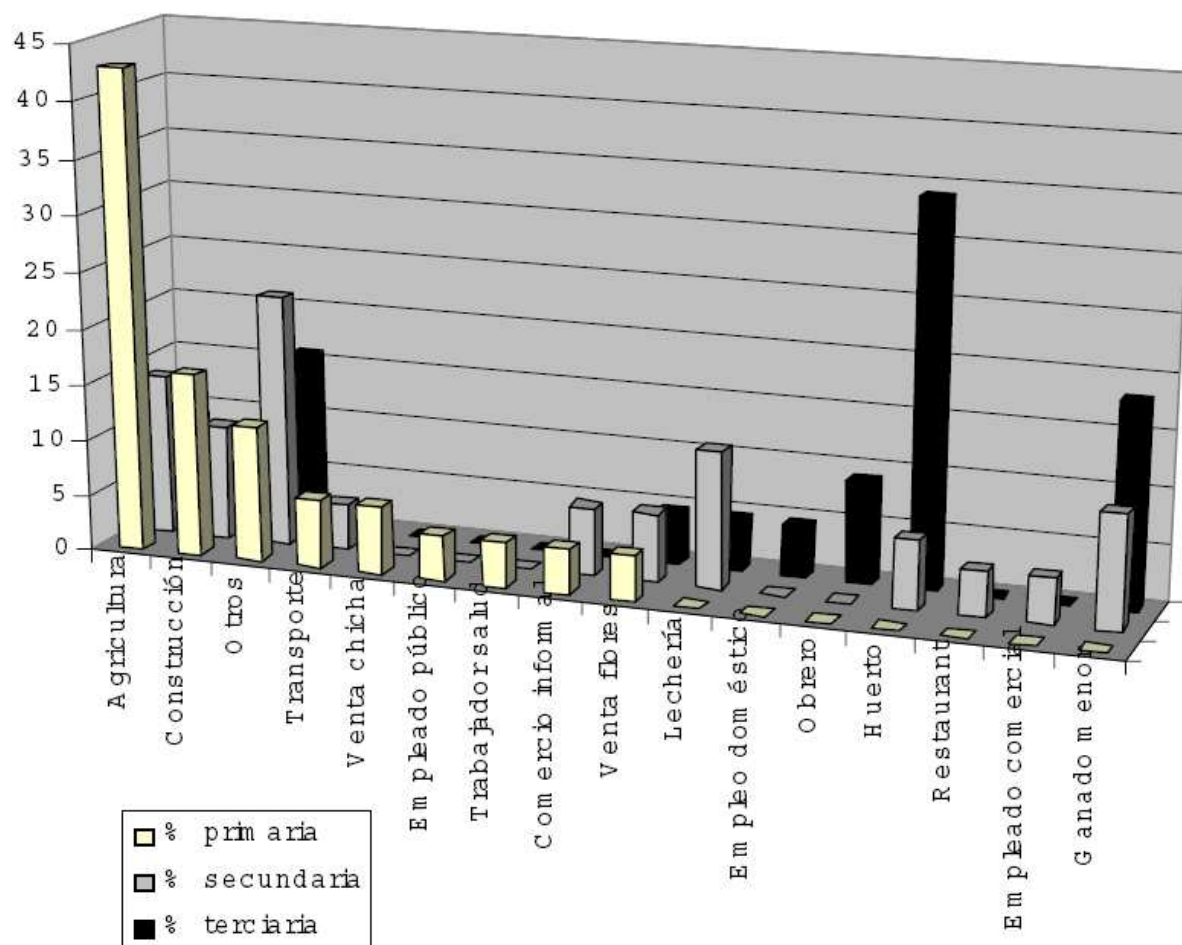


Figure 11 : priorité des usages de l'eau à Tiquipaya (Duran, 2004)

Les lignes recensent les réponses en usages primaires, secondaires et tertiaires (du plus important en quantité au moins important) du premier plan vers le fond du graphique. Les légendes signifient, de gauche à droite : agriculture, construction, autres, transport, vente de *chicha*, emploi public, travailleur de santé, commerce informel, vente de fleurs, laiterie, emploi domestique, ouvrier, jardinage, restaurant, emploi commercial, petit élevage.

Même si l'agriculture irriguée reste en tête des utilisations d'eau, on constate leur grande diversité. Pour leur part les usages domestiques, estimés à 125 litres par jour et par personne, ne servent qu'à moitié à un usage réellement domestique (nettoyage, cuisine, consommation humaine, etc.) et sont très fréquemment utilisés dans des activités productives comme le jardin ou le petit commerce. Les habitants repartissent les sources en fonction des usages en tenant compte de la quantité, de la qualité et de la sécurité de la disponibilité des eaux. Nous verrons que ces logiques d'utilisations multiples nous aideront à comprendre certaines stratégies des acteurs, notamment face au projet du BID qui cherche à réunir toutes les sources d'eau.

A. L'eau domestique

À Tiquipaya, la population est approvisionnée en eau domestique par une multitude d'organisations appelées « comités d'eau potable » (ce qu'elle n'est quasiment jamais), au nombre de 37 pour la partie basse de la commune. Certains sont confondus avec l'OTB du quartier, d'autres sont gérés indépendamment par une association, une coopérative voire un syndicat. Le principe du comité est néanmoins toujours le même : la population est propriétaire

et responsable de la gestion de tout le système (source, potabilisation, distribution, recouvrement, entretien, etc.) qui est totalement indépendant des autres. Ces comités autogérés se sont multipliés dans les années 80 avec la croissance démographique, la population se prenant en main pour mettre en place de petits systèmes avec ou sans appui publique, en investissant de l'argent et du travail. Aujourd'hui 80 % des comités fonctionnent grâce à un puit perforé et une pompe qui leur appartiennent. Ceux du piémont utilisent également les eaux superficielles (prises directes, galeries filtrantes, etc.), voire des sources, un peu plus bas. Tous sont plus ou moins affectés par la baisse phréatique que nous avons déjà évoquée.

Chaque comité réunit en moyenne entre 100 et 200 connections (à raison d'une par foyer). Ensemble ils couvrent les $\frac{3}{4}$ de la population de la commune. Les autres habitants jonglent entre l'eau des voisins, les fontaines publiques, les camions citernes de distribution, les puits individuels creusés ou le stockage de l'eau de pluie. La tarification de l'eau est très inégale entre les comités mais son prix est généralement bas (fixe ou variable, de 0,10 à 0,40 euro par mètre cube), tout comme le nombre d'heures où elle est disponible, et sa qualité. Sur ces points la durabilité des systèmes est souvent remise en cause. En effet, les tarifs ne permettent pas aux comités d'économiser pour réinvestir dans les installations qui pourtant se dégradent petit à petit, et dont la capacité devra un jour augmenter, tout comme la qualité de l'eau potable. Par ailleurs, compte tenu des très rares traitements au chlore effectués, les risques sanitaires sont élevés.

A l'autre extrémité de la chaîne, aucun traitement des eaux usées n'est assuré et leur infiltration génère un problème croissant de pollution biologique et chimique des sols et des eaux souterraines. Ce phénomène est aggravé par l'absence totale de gestion des résidus solides ou des déchets industriels. L'urgence sanitaire est réelle.

Les 10 % de la population qui disposent d'un réseau d'égouts sont les habitants du « *Casco Viejo* », le centre ville historique de Tiquipaya, dont le système fut construit il y a longtemps par la mairie. Le comité d'eau potable du quartier, la COAPAT (*Cooperativa de Agua Potable y Alcantarillado Tiquipaya*), est également le plus important de la commune avec 1360 adhérents. COAPAT reçoit et gère $\frac{1}{6}$ du débit total de la Machu Mit'a, le plus ancien des systèmes d'irrigation. Et à une échelle inférieure, l'utilisation faite des canaux d'irrigation (pour l'hygiène personnelle, laver le linge ou la vaisselle, etc.) montre que la séparation entre eau domestique et eau agricole n'est pas toujours bien marquée.

La mairie, dont une des fonctions est d'assurer aux urbains toujours plus nombreux un accès à l'eau, ne s'acquittait pas de cette tâche jusqu'à présent. Le projet du BID intitulé « EPSA », que nous allons décrire un peu plus loin, était sensé répondre à ce devoir.

B. L'eau industrielle

Les petites industries familiales (les nombreuses fabriques de *chicha* notamment) sont intégrées au schéma d'approvisionnement domestique. Les industries moyennes dépendent généralement de forages, comme les industries textiles, qui rejettent beaucoup de produits chimiques dans la nature, où les serres situées à l'est de la ville. L'abattoir municipal s'est pour sa part installé au bord d'une rivière, qu'il pollue lui aussi assez fortement avec des résidus animaux. Les industries de taille plus importante ont parfois des besoins colossaux en eau, comme c'est le cas de la brasserie Taquiña. Cette dernière partage le débit d'une rivière avec une communauté, Chillimarca, et des conflits surgissent régulièrement autour de la mise en adéquation des calendriers productifs ou la mesure des prélèvements effectifs de l'usine.

C. L'eau d'irrigation

Dans la vallée de Tiquipaya où l'agriculture pluviale n'est plus économiquement viable et où le bilan hydrique est négatif 11 mois sur 12, l'agriculture reste de loin le plus gros consommateur d'eau. Entre 1000 et 1500 ha sont irrigués par an. Les modalités d'accès à l'eau sont définies selon les sources concernées. On nomme système d'irrigation un ensemble d'utilisateurs profitant d'une même source d'eau et organisés autour de droits et d'obligations.

Le système le plus important est celui de la Machu Mit'a, qui répartit entre la quasi-totalité des ayant droits de la commune le débit naturel du fleuve Khora depuis l'époque coloniale. A côté on trouve trois grands systèmes autogérés et fondés sur l'utilisation de lacs de retenue dans la cordillère : Lagum Mayu dont le barrage date du 18^{ème} siècle, et qui fonctionne par lâchers, au nombre de 6 ou 7 lors de l'étiage en deuxième moitié d'année (700 familles, 3 000 000 m³); Sayt'u Rocha, du 19^{ème} siècle, qui organise également des lâchers (5) entre les 11 *suyus* membres (2 700 000 m³, 500 familles); Chank'as, habilité en 1967 (1 000 000 m³, 120 familles), qui correspond à différents lacs interconnectés et pour lequel deux communautés du fond de vallée (Montecillo et Sirpita) se partagent les lâchers, gérant ensuite la répartition chacune à leur manière. Nous l'avons vu, les droits d'eau sont à la fois privés (de la famille) et collectifs (du système).

La gestion de l'irrigation est en réalité très complexe puisque les systèmes de la Machu Mit'a, de Lagum Mayu, Chank'as et Sayt'u Khocha se superposent dans le temps et dans l'espace. En effet, toutes les eaux utilisent le lit du Rio Khora pour rejoindre la vallée, puis le même réseau de canaux pour se dispatcher entre les communautés (c'est aussi pour cette raison que l'entretien est collectif). Les dates des lâchers doivent donc être coordonnées entre les systèmes, et les débits bien maîtrisés pour réaliser un fractionnement à l'entrée du périmètre irrigué. En outre, de nombreuses familles disposent de droits d'eau dans plusieurs systèmes, qui desservent donc différentes communautés, et dont les eaux se mélangent. La carte des assignations s'assimile à une mosaïque extrêmement complexe, bien que tout soit clairement défini au sein des systèmes, et entre eux. Ce besoin de gestion collective et de coordination fut un des motifs de la création en 1993 de l'ASIRITIC, *Asociación de Riego de Tiquipaya y Colcapirhua*, qui réunit les systèmes que nous venons de citer. Au sein de l'association chaque système garde son organisation propre : dirigeants, mode d'élection, durée des mandats, gestion interne, surveillants, paiement de l'eau et de l'entretien (0,6 euro par heure de lâcher par exemple à Lagum Mayu), etc. L'association réunit près de 3500 familles.

ASIRITIC contrôle donc aujourd'hui la grande majorité de l'eau qui descend de la cordillère, et se veut la garante des us et coutumes pluriséculaires qu'elle défend activement. Son poids politique est très (certains diront trop) important. Elle a joué un rôle central dans la formation de la fédération départementale des irrigants (FEDECOR) et dans les différentes mobilisations de la Guerre de l'Eau.

En terme de fonctionnement, « l'Assemblée Communautaire » réunit tous les trois ans l'ensemble des usagers qui élisent un directoire et déterminent les lignes générales à suivre. Les représentants des groupes d'irrigants de chaque système se réunissent une fois par mois en « Assemblée Générale » pour coordonner le partage de l'eau, les travaux, gérer les conflits, les projets, etc. Enfin le directoire (président, vice-président, secrétaire, etc.) gère les affaires courantes et assure la représentation permanente à l'extérieur. La nature volontaire de ce travail affaiblit souvent l'association. En dehors du directoire qui réunit les postes à responsabilité et les personnes les plus influentes, trois rôles clefs sont à mettre en avant sur le terrain: les *laguneros*, qui vivent sur l'altiplano et sont en charge de manipuler les vannes de sortie des lacs ; le *tomero*, qui fait passer l'eau de la rivière dans le système d'irrigation au pied de la cordillère et assure les premiers fractionnements et aiguillages ; les *jueces de agua* (juges de l'eau), qui au sein de chaque communauté sont en charge de la répartition permanente de l'eau (le tour) entre les agriculteurs.

Par ailleurs, quelques producteurs de la zone la plus au sud de Tiquipaya et ceux de Colcapirhua profitent des eaux du SNR N°1, *Sistema Nacional de Riego Número 1*, qui distribue par lâchers les eaux du lac Angostura situé loin au sud-est de Cochabamba. Agence publique jusque 1998, le SNR N1 est aujourd'hui géré par les usagers.

Enfin, différents petits ou micro-systèmes d'irrigation se mettent en place autour de sources et de puits, chacun développant sa propre organisation. Dans la zone centrale où se déchargent les aquifères, qui fut une zone marécageuse jusqu'à la sécheresse de 1986, une cinquantaine de sources de capacités très variables profitent à près de 350 familles. La distribution de l'eau est organisée comme dans les autres systèmes, en autogestion, sur la base de listes de dotations avec un tour préétabli. Les sources perdent néanmoins de leur importance

de par leur tarissement, alors que la dépendance envers les puits augmente avec les années, bien qu'ils ne soient pas non plus épargnés par la baisse du niveau des nappes. Pour leur part, les puits sont en majorité privés, et destinés le plus souvent à alimenter en eau les fermes avicoles, à permettre l'abreuvement des bovins ou des cultures sous serre. Aujourd'hui à Tiquipaya il existe plus de 100 puits perforés et plusieurs centaines de puits creusés, dont l'apport total avoisinerait les 2 millions de mètres cubes annuels.

En dehors de ces systèmes organisés, de nombreux paysans moins chanceux s'arrangent tant bien que mal pour obtenir de l'eau. Ils achètent des droits ou les échangent contre ce qu'ils peuvent, irriguent avec des sorties d'égouts (une grande partie de la communauté de *Cala Cala* par exemple), ont recours à des vols d'eau nocturnes en perforant ou en déviant les canaux... La proportion de paysans recourant à ces stratégies alternatives ou adoptant un comportement clandestin vis-à-vis de l'ASIRITIC n'est pas à sous-estimer. Et les conflits qui y sont liés non plus ! L'eau se révèle être à la fois un facteur de structuration et de déstructuration de la couche sociale paysanne : bien que tous luttent contre l'urbanisation et s'organisent ensemble afin que l'eau reste à usage agricole, les conflits dus à son inéquitable répartition se multiplient.

Le tableau suivant résume les systèmes d'irrigations de la commune :

Type d'eau	Source	Zone d'influence principale
Cours d'eau	Chuta K'awa	Chillimarca
	Machu Mit'a	Tiquipaya + Colcapirhua
Lacs d'altitude	Lagum Mayu	Piémont, zone centrale
	Chankas	Piémont, zone centrale sud
	Sayt'u Khocha	Zone Sud + Colcapirhua
Eaux souterraines	Puits perforés	Zone centrale et sud
	Puits creusés	Zone centrale Nord et zone Sud
Sources		Zone centrale
SNR N1	Angostura	Zone Sud + Colcapirhua
Tous types	Vols, achats, troc	Toutes zones
Eaux usées	Egouts, bassins SEMAPA	Zone Sud

ASIRITIC

Tableau 7 : systèmes d'irrigation à Tiquipaya

Pour illustrer l'imbroglio des droits d'eau, nous donnons ici les systèmes dont dépendent quelques communautés, sans tenir compte des puits ou des approvisionnements alternatifs qui compliquent les situations:

Communauté	Systèmes d'irrigation
Montecillo	Machu Mit'a, Lagum Mayu, Chankas
Molinos / Chillimarca	Machu Mit'a, Chuta Khawa, Lagum Mayu
Bruno Moq'o / Cuatro Esquinas	Machu Mit'a, Lagum Mayu, SNR N1, 15 sources
Linde / Cannarancho	Machu Mit'a, Lagum Mayu, 12 sources
Chiquicollo	Machu Mit'a, Lagum Mayu, SNR N1
Villa Esperanza	Machu Mit'a, Lagum Mayu, sources
Coña Coña / Rumi Mayu	Machu Mit'a, Sayt'u Khocha, Lagum Mayu
Sirpita / Capacachi	Machu Mit'a, Chankas, Sayt'u Khocha, SNR N1, Lagum Mayu

Tableau 8 : quelques exemples de communautés et leurs droits sur les systèmes

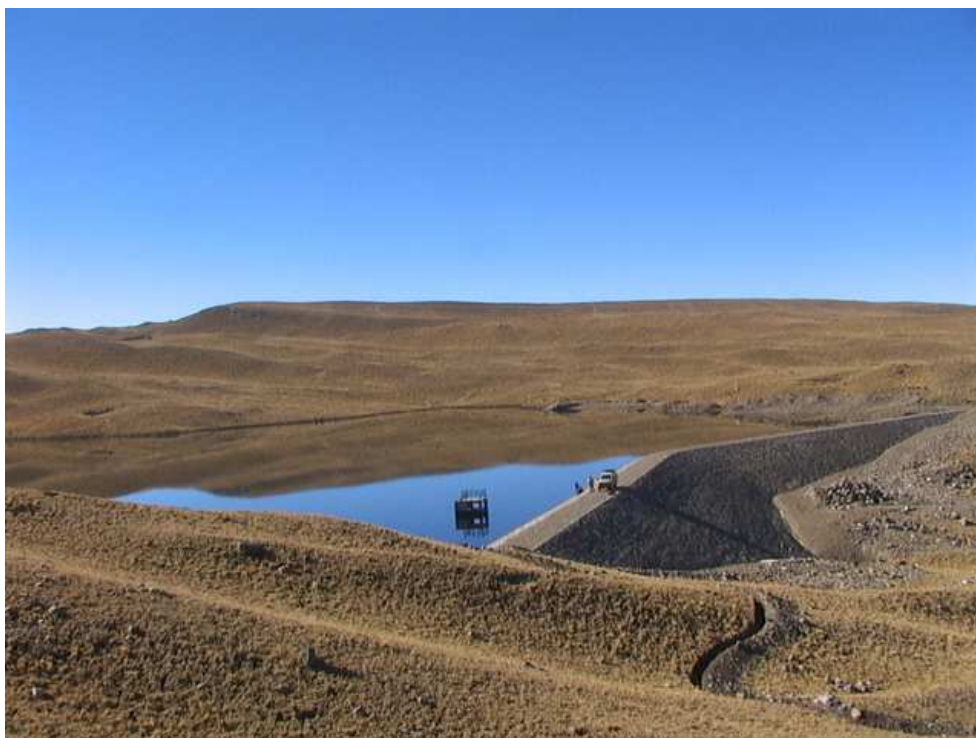
Les dates des lâchers d'eau sont donc déterminées par l'interrelation complexe entre les différents systèmes, certains fonctionnant à dates fixes (Lagum Mayu par ex.), d'autres déterminant leurs apports en fonction des calendriers de culture, de l'état des champs, des pluies et évidemment du recours aux autres systèmes. Les lâchers ont des caractéristiques différentes : Lagum Mayu lâche 400 l/s durant 10 à 20 jours avec un intervalle de 5 à 14 jours entre deux lâchers ; Sayt'u Khocha lâche 300 l/s pendant 11 jours ; etc. Puis au sein de chaque communauté les modalités de répartition et la nature du tour (durée, fréquence) varient. Cette imposition progressive du tour espagnol a complètement fait disparaître sur la commune les formes traditionnelles de distribution entre les deux moitiés *aranzaya* et *urinzaya* (terres hautes et terres basses).

Si les droits d'irrigation et leur répartition peuvent sembler figés et archaïques, en réalité les systèmes (et ASIRITIC) ont récemment cherché à augmenter l'équité de leur répartition, malgré les difficultés de modification du schéma en place. L'objectif était de faciliter l'accès à l'eau d'irrigation et sa flexibilité, de manière à renforcer autant que possible le secteur agricole (intensifier, diversifier, augmenter le nombre d'irrigants...) afin qu'il puisse freiner l'avancée du front urbain. Mais cette « frontière agricole » se révèle néanmoins fragile.

En 2003 était programmée la réalisation du projet Batea Laguna, un nouveau lac de retenue de 1,2 millions de m³ pour 700 familles de l'ASIRITIC, dont le financement était en bonne voie.

Nous présentons page suivante quelques images des lacs de retenue, gérés par l'ASIRITIC, qui fournissent la majeure partie de l'eau de la vallée. Ce patrimoine fait de l'association un acteur clef sur la commune.

Planche 5 : les retenues d'ASIRITIC dans la cordillère



Le barrage et le lac de Chank'as



Sayt'u Khocha : le lac / le barrage arrière



2.6.3 Le projet EPSA MACOTI

Nous l'avons évoqué, à Tiquipaya les eaux usées sont déversées dans des fosses ou dans les rues, ce qui entraîne de nombreux problèmes de pollution de la nappe phréatique et affecte lourdement la santé de la population, et notamment des enfants.

Le projet EPSA MACOTI (*Entidad Prestadora de Servicios de Agua potable y Alcantarillado – Mancomunidad de Tiquipaya y Colcapirhua*¹⁸⁴) fut imaginé en 2001 sur la base de la possibilité d'obtenir un prêt du BID (*Banco Interamericano de Desarrollo*) pour résoudre, entre autres, ce problème. A l'origine de la formulation du projet on retrouve des décideurs et des ingénieurs : les mairies de Tiquipaya et de Colcapirhua, la SEMAPA et un « Comité de Compétitivité » de la chambre d'industrie et du commerce de Cochabamba. Les objectifs initiaux du projet étaient les suivants : améliorer les égouts du *Casco Viejo* et construire le reste du système de collecte des eaux usées des deux communes ; construire une usine de traitement ; perforer trois grands puits et construire une station de potabilisation pour augmenter la quantité d'eau potable disponible et la proposer aux multiples comités existants, en interconnectant leurs réseaux dans un grand système global d'eau potable. L'entité ainsi créée devrait être pilotée par un directoire dirigé en alternance par les maires des deux communes.

C'est donc un projet majeur en ce qui concerne la gestion de l'eau sur la commune. Le budget correspondant est de 6,5 millions de dollars, couvert à 75% par le prêt du BID et à 25% par les partenaires locaux.

Si le projet répond bien à un besoin évident en ce qui concerne les eaux usées, et l'intérêt sanitaire n'échappe à personne à Tiquipaya, la partie eau potable (imposée par le BID) va se révéler plus discutable. L'équipe EPSA et les mairies espèrent que l'entité créée pourra unifier les systèmes d'eau potable, standardiser la qualité et la tarification, proposer de l'eau 24h/24, et *in fine* générer suffisamment de ressources pour être autonome et rembourser les intérêts élevés du prêt du BID. L'EPSA est sensée fournir le pompage pendant dix ans, délai estimé de réalisation du projet MISICUNI, qui avait été abandonné suite à la Guerre de l'Eau puis réhabilité, et que nous décrirons par la suite. MISICUNI devra prendre le relais pour la fourniture alors que l'EPSA serait en charge de la distribution. En réalité, et même si l'objectif n'est pas ouvertement affiché, la mairie espère gagner de l'argent à travers ce service d'eau.

Par ailleurs, les orientations prises par le projet lors de son élaboration vont être la source de nombreux problèmes. En effet, dès le départ le BID conditionne son prêt à la formation de la communauté de communes MACOTI et à la création de l'entreprise prestataire de services EPSA, semi-publique, qui ne sera pas du goût de tout le monde. Et en dehors de ces obligations structurelles, toute l'élaboration technique, administrative et financière se fait entre quelques technocrates initiés, sans aucune consultation civile. Nous sommes ainsi surpris de constater que début 2003, l'ASIRITIC n'est pas consciente de l'existence même de l'EPSA, qui possède pourtant déjà depuis 2 ans des bureaux, une équipe technique, et dont le projet est bouclé.

En mars 2003, le projet est approuvé par les mairies et les bailleurs, la communauté de communes est déjà légalement formée depuis un an et demi et la phase dite de « concertation » avec la population commence. Son objectif est d'obtenir l'aval des quelques dizaines d'OTB concernées par les plans de l'EPSA, et leurs signatures, afin de recevoir les fonds et de débiter les travaux. L'équipe du projet (essentiellement le coordinateur technique et l'avocat) se lance donc dans une tournée des quartiers pour séduire les dirigeants, parfois - aux dires de certains - avec de petits cadeaux, ou autour d'une bouteille. Mais dans quelques quartiers la « concertation » est plus compliquée. L'EPSA se retrouve confrontée aux attentes réelles de la population, aux différences entre les nombreux comités d'eau potable, et aux multiples peurs et questions des dirigeants d'OTB qui découvrent très tard un projet majeur les concernant : l'approbation populaire pose problème¹⁸⁵.

¹⁸⁴ Entité prestataire de services d'eau potable et d'égouts – communautés de communes de Tiquipaya et Colcapirhua

¹⁸⁵ Nous avons filmé une réunion organisée entre l'EPSA et une dizaine d'OTB du piémont, dans ce qu'on appelle le « district 5 » ou les « Villas de Chillimarca ». Le débat fut houleux et la population a refusé de signer tant que les nombreuses zones d'ombre ne seraient pas levées. « Quel sera le prix de l'eau potable vendue aux OTB ? A-t-il été calculé ? Une approximation de ce prix sur la base du coût du pompage ? Les OTB associées au projet seront-elles

Pour conclure sur le projet EPSA, au moment où nous commençons l'organisation des réunions de concertation autour de la vidéo la grande majorité de la population n'est pas encore au courant de son existence. Les quelques avis que nous recueillons se recoupent. Beaucoup d'urbains ne sont intéressés que par la collecte des eaux usées, mais pas par le volet eau potable. Ils sont inquiets sur les conditions tarifaires et les capacités de paiement des quartiers pauvres. Ils ont peur d'une éventuelle expropriation par l'EPSA qui s'approprierait leurs systèmes avec l'interconnexion, alors qu'ils ont été construits avec des fonds et du travail communautaires (nous découvrirons par la suite que cette crainte était fondée). Ils s'inquiètent de la réalité du contrôle social sur la future entreprise. Ils ne font confiance à aucune personne du projet. Et finalement, ils ne veulent pas sacrifier leur autonomie et leur contrôle à une quelconque amélioration du service de gestion, de la qualité de l'eau ou de sa disponibilité. De leur côté les irrigants ont peur que le projet accélère le processus d'urbanisation et doutent de l'origine de l'eau potable qui sera proposée : ils craignent que l'EPSA ne s'approprie certaines de leurs sources, puisque rien ne prouve que les puits envisagés vont suffire compte tenu de la croissance démographique, ou que le projet MISICUNI, attendu depuis 10 ans, finira bien par arriver¹⁸⁶.

Un blocage s'annonce assez clairement et l'EPSA s'expose au refus pur et simple de son projet, essentiellement à cause d'un travail de consultation réalisé complètement à l'envers. Ce thème va constituer un sujet de débat brûlant lors des réunions de projection de notre vidéo.

2.6.4 Le projet MISICUNI

Nous ne décrivons pas de manière détaillée le projet MISICUNI, car il nous faudrait alors aborder les nombreux points d'une histoire longue et pleine de rebondissements, et qui pour le moment n'affecte pas concrètement la commune de Tiquipaya. C'est néanmoins un acteur avec lequel il faut compter, car il risque de bouleverser la gestion de l'eau dans toute la vallée. C'est pourquoi nous avons choisi de le faire intervenir brièvement dans les vidéos. Ce projet fut par ailleurs évoqué à chacune des réunions de projection.

Le principe de MISICUNI est « simple ». Grâce à la construction d'un gigantesque barrage de l'autre côté de la cordillère de Cochabamba, puis en perforant la montagne sur plusieurs kilomètres, le projet vise à transvaser par gravité (de 3800 à 2700 m d'altitude) l'eau de trois bassins versants de la partie sub-tropicale vers la vallée de Cochabamba. L'aspect colossal du projet se devine derrière les chiffres qui le caractérisent : plusieurs centaines de millions de dollars de budget, un barrage de 120 m de haut et 154 000 000 de m³ de capacité de stockage, un tunnel de 20 km à travers la cordillère, et un débit de 1 200 m³/s en sortie de galerie !

L'objectif du projet est de fournir de l'eau potable à toute la vallée, c'est-à-dire à plus d'un million d'habitants, et de l'eau d'irrigation pour plusieurs milliers d'hectares qui pourraient être mis en culture ou préservés de l'urbanisation (Tiquipaya n'est pas concernée). Une composante hydroélectrique permettrait en outre de fournir une quantité importante d'énergie en utilisant le formidable débit de sortie de l'eau. En marge, et le directeur de l'entreprise ne s'en cache pas, la volonté affichée est d'appuyer la formation d'une grande entreprise privée gérant l'eau dans toutes les communes de la vallée. Cette entreprise se formerait sur la base de l'actuelle infrastructure de la SEMAPA, qui connectera son réseau à l'arrivée du tunnel.

MISICUNI reste aujourd'hui un mythe qui tend à se faire oublier. En effet, le projet remonte aux années 70 et a déjà connu plusieurs phases, chaque fois interrompues pour des raisons diverses mais souvent financières. Mais malgré l'incertitude, le tunnel est déjà percé, d'autres avancées significatives ont eu lieu, et il est clair que de vives espérances sont nourries par la perspective d'amener une telle quantité d'eau dans la vallée. Au point que peu de gens se soucient des quelques communautés qui, à de nombreux kilomètres de là, seront déplacées par

absorbées si elles n'arrivent plus à rembourser leur emprunt (contracté pour pouvoir être raccordé au réseau unique EPSA) ? L'autonomie des systèmes qui ne veulent pas s'associer à l'EPSA sera-t-elle préservée ? Etc. Aucun accord n'a été trouvé ce soir là. Et cette séquence, intégrée dans la future vidéo, fit ensuite grand bruit auprès des irrigants

¹⁸⁶ L'ingénieur en chef du projet EPSA a lancé un « *il y a beaucoup d'eau là-bas* » en montrant du doigt la zone d'arrivée des lâchers pour l'irrigation, ce qui n'a pas manqué d'inquiéter les représentants d'ASIRITIC qui le rencontraient pour la première fois et se sont empressés de préciser qu'elle était déjà utilisée...

l'inondation de leur bassin versant suite à la construction du barrage. De nouveaux appels sont lancés pour capter des financements internationaux et progresser vers le bouclage de ce projet « eldorado ».

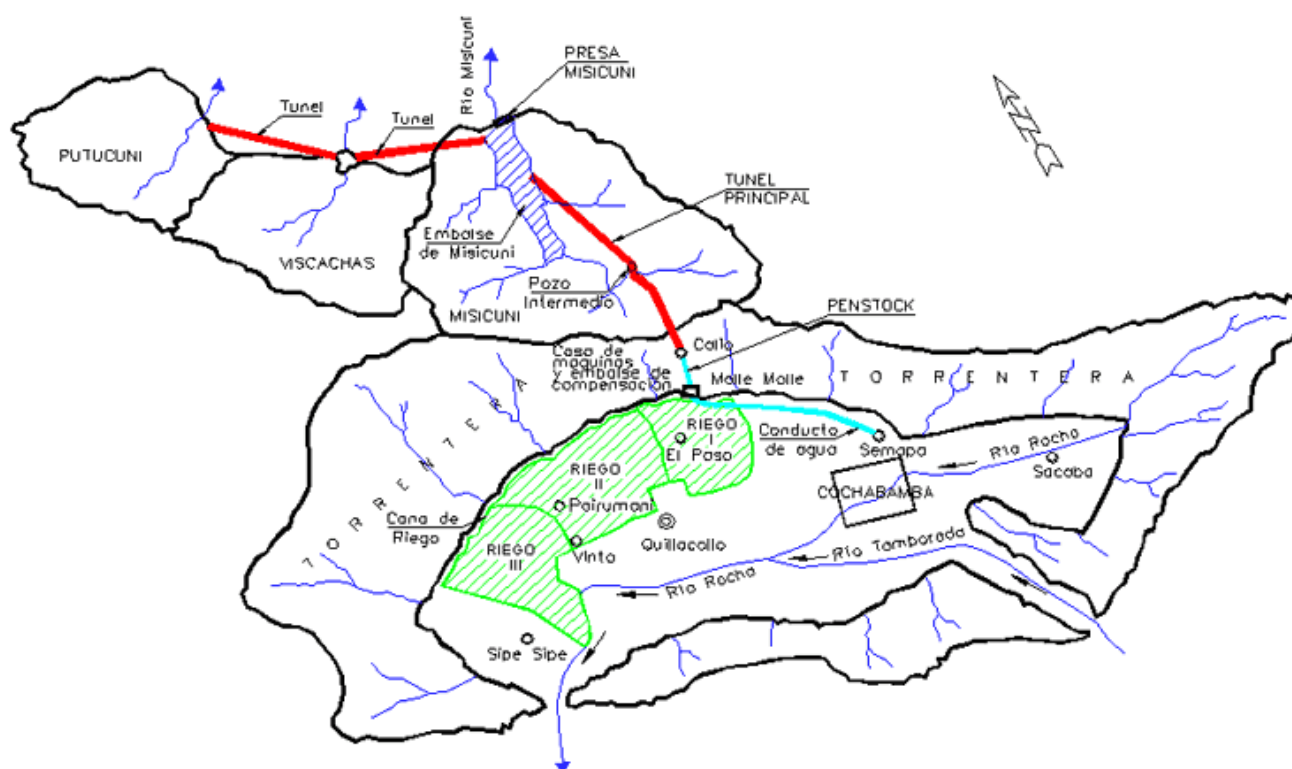


Figure 12 : MISICUNI : schéma du projet par l'entreprise

En rouge le tunnel ; en bleu clair l'eau potable ; en vert, les zones d'irrigation prévues.

Cette description du contexte de Tiquipaya et des principales problématiques qui concernent son territoire va à présent nous permettre de comprendre facilement les caractéristiques du système d'acteurs associé à la gestion de l'eau : sa constitution, les relations et les jeux de pouvoir qui l'animent, les stratégies des uns et des autres.

2.7 Caractérisation du système d'acteurs lié à la gestion de l'eau

Nous excluons de cette description différents acteurs, comme par exemple la brasserie Taquiña, isolée et sans relation avec le reste de la commune, et plus largement les grandes entreprises et les villas de luxe qui fonctionnent de leur côté et en marge du système, réalisant leurs propres perforations sans avoir besoin d'autorisation et sans régulation. Ainsi nous servons assurément leur objectif qui est sans doute qu'on les laisse tranquilles avec leurs privilèges.

Notons par ailleurs que dans la problématique de la gestion de l'eau, les problèmes de pollution sont souvent encore relégués au second plan, et rarement discutés.

2.7.1 La Mairie de Tiquipaya (l'analyse de celle de Colcapirhua serait très comparable)

A. Le maire, le conseil municipal et leurs équipes

La logique des élus pourrait se résumer de la manière suivante : leur objectif premier est d'être réélus (ce qui implique de garder la face auprès des différents secteurs), puis d'assurer à la

commune suffisamment de rentrées d'argent, ce qui a des chances de se répercuter sur leur propre personne. Ceci se traduit par une position ambiguë, où d'un côté la mairie défend ouvertement le concept de municipalité productive, en revendiquant notamment son soutien aux projets d'infrastructures d'irrigation, mais de l'autre elle laisse faire l'urbanisation, bien plus lucrative, sans jamais cependant accepter ouvertement la création de grands quartiers (par crainte des représailles de la part des agriculteurs). Ayant pour but principal la réélection, une grande partie de leurs efforts se concentre sur des demandes visibles d'OTB (comme des complexes sportifs), et presque jamais sur des programmes de formation ou de conscientisation (autour de thèmes environnementaux, médicaux, etc.).

Par ailleurs, la mairie semble vouloir soutenir la mise en place de grands projets de gestion intégrée de l'eau, position plutôt rationnelle compte tenu des usages multiples constatés à Tiquipaya, mais l'absence de toute coordination intersectorielle bloque ses initiatives. Le maire aurait pourtant ce pouvoir puisque son accord est nécessaire à la mise en place de tout projet d'irrigation : la marge de manœuvre pour forcer l'intégration d'autres composantes à un projet de l'ASIRITIC existe donc en théorie. Il n'en fait cependant que rarement usage pour ne pas susciter la gronde paysanne, maintient ses relations avec l'ASIRITIC au minimum et les ménage en leur assurant régulièrement que leurs intérêts ne seront pas menacés (ce qui n'est pas nécessairement vrai). La rumeur fondée selon laquelle la mairie veut forcer l'inclusion d'une composante d'eau potable au prochain grand projet d'irrigation Batea Laguna fait naître une contestation radicale de la part d'ASIRITIC, qui a elle-même fait les démarches auprès de la préfecture pour obtenir le financement de la réalisation des infrastructures.

L'autre objectif majeur et la principale difficulté rencontrée par les élus est la responsabilité conférée par la LPP de garantir l'accès à l'eau et à l'assainissement sur la commune. Ils fournissent systématiquement des aides ponctuelles aux quartiers qui se prennent en main pour fonder un comité d'eau, à hauteur de 75 % des frais de construction du système de pompage - distribution. Mais ces comités ne rapportent rien à la mairie, et en ce sens l'EPSA serait une excellente solution pour s'acquitter de son devoir tout en créant des perspectives de profits. Il s'agit de son projet phare, qu'elle va chercher à appuyer par tous les moyens.

Malgré les bonnes intentions affichées par la Mairie, les modalités de mise en place du Plan Directeur et de l'EPSA, les deux principaux instruments de la gestion des ressources municipales, ne traduisent pas pour l'instant une énorme volonté politique de faire participer la population à l'exercice de gestion du territoire.

B. Le département d'urbanisation

La mairie réalise l'actualisation du Plan Directeur un peu à reculons, par obligation légale. En effet, son achèvement ne sera en aucun cas à son avantage : soit elle définit de nombreuses zones urbanisables et entre ouvertement en conflit avec les agriculteurs, soit elle cherche à stopper l'urbanisation et limite ainsi sa principale rentrée d'argent.

Ce plan directeur, qui ne fera ni plus ni moins que définir tout le cadre d'aménagement du territoire, est à la charge d'une petite équipe technique (5 personnes dans nos souvenirs) composée d'ingénieurs, de techniciens et d'un juriste. Ceux-ci semblent manifester un relatif désintérêt par rapport aux résultats du processus, et affichent leur bonne volonté derrière les objectifs suivants : réguler l'urbanisation « clandestine », définir des zones d'usage des sols et donc de l'eau, et réguler le marché des titres de propriété. En filigrane ils évoquent un soutien à la production agricole. Impossible d'en dire plus sans faire de procès d'intention.

Ils n'ont en revanche pas pour objectif la participation de la population à leurs travaux. Ils privilégient l'analyse scientifique et minimisent la capacité d'expertise et de proposition des citoyens. Il est surprenant de constater que lorsque l'équipe du Plan Directeur et ASIRITIC réalisent une sortie commune pour étudier le problème des franges de sécurité autour des canaux, les ingénieurs découvrent l'existence de nombreuses normes : les us et coutumes des

irrigants, des droits et obligations au sein de systèmes, etc., alors qu'ils travaillent depuis plusieurs mois sur le cadre normatif du plan.

C. Le Comité de Vigilance

La réponse des six membres du Comité de Vigilance quand à leurs objectifs coïncide parfaitement et immuablement aux textes de loi : ils cherchent à s'assurer que le POA (Plan Opératif Annuel) est en accord avec les demandes des OTB (Organisations Territoriales de Base) et que son exécution a bien lieu. Dans le cas contraire ils peuvent demander au gouvernement de couper les fonds de la commune. Ce qui n'a évidemment jamais lieu.

Plus réalistement, la moitié de ces représentants des districts cherchent à rester en place en montrant qu'ils s'acquittent de leur tâche. Cela signifie encaisser les pressions des éventuels citoyens mécontents, et rester en bons termes avec les élus. En effet, s'ils s'affirment comme un contre-pouvoir réel, il y a fort à penser qu'ils ne seront pas reconduits comme représentants par leurs OTB. Les élus ont le bras long. Le Comité a donc plutôt tendance à jouer le jeu de la mairie que celui d'ASIRITIC (il y a bien plus de demandes urbaines pour le POA, nous allons y venir).

L'autre moitié ne désire pas nécessairement être reconduite à son poste, puisque par manque de compétences et de moyens elle ne peut s'acquitter correctement de sa tâche, et perd néanmoins beaucoup de temps en figuration.

2.7.2 Les comités d'eau potable

Leur logique est généralement toujours la même: ils défendent avant tout l'indépendance de leur gestion et leurs arrangements locaux quant au service d'eau. Certains cherchent par ailleurs à améliorer leur service, la quantité et la qualité de l'eau dans leur propre zone d'influence, mais ceci nécessite de trouver des soutiens financiers et pour l'instant la mairie est la seule à les appuyer. Ils n'ont généralement pas de vision de ce qui devrait être fait à une échelle plus globale. Face au projet EPSA ils se prononcent donc au cas par cas, la moitié refusant sa mise en place pour les raisons que nous avons évoquées.

Le COAPAT défend pour sa part l'EPSA, et cherche par ailleurs à garder la même quantité d'eau toute l'année, c'est-à-dire à ses yeux le sixième de la Mit'a, calculée en période des pluies, alors que les irrigants voudraient que ce soit 1/6 du débit instantané (variable), comme défini en 1825.

2.7.3 Les OTB

En termes de gestion de l'eau, les comités et les OTB sont souvent très liés, voire confondus, et le président est souvent la même personne dans les deux entités. Ceci étant dit, il faut tout de même distinguer les OTB urbaines et les OTB rurales. Les premières ont pour objectif un meilleur accès à l'eau potable et aux égouts, à un prix qui soit le plus bas possible. Certaines défendent donc l'EPSA malgré de nombreuses inquiétudes. Les OTB majoritairement rurales tendent quant à elles à s'opposer à l'EPSA, puisque l'absorption des autres systèmes d'adduction et une éventuelle hausse des tarifs risque de limiter leurs possibilités de diversification de leurs activités économiques : l'eau potable sert au potager, au petit élevage, etc. C'est le cas des syndicats agraires reconnus comme OTB, qui ont souvent gardé leur appellation d'origine et sont pleinement axés sur la défense de l'agriculture.

Cependant, on constate curieusement que les préoccupations d'agriculteurs irrigants au sein de ces OTB s'orientent parfois plus vers des projets de type urbain (routes, écoles, services...), projets qui sont ensuite proposés à la mairie. Les thématiques agricoles ou d'irrigation sont conservées pour les discussions au sein de l'ASIRITIC, bien que celle-ci ne possède pas vraiment d'influence sur la définition des politiques ou des plans de développement municipaux. Cette double identité des ruraux crée une grande confusion au moment d'établir les projets, et le faux pouvoir de décision conféré à ASIRITIC affaiblit le poids du secteur rural sur les

orientations choisies par la commune. La reconnaissance des OTB et leur prise de pouvoir au travers de la LPP (Loi de Participation Populaire) favorisent donc en quelque sorte le caractère urbain, à cause de cette ambiguïté.

Au-delà des OTB, au niveau des individus eux-mêmes, il existe une pléthore de stratégies différentes vis-à-vis du manque d'eau domestique et/ou agricole.

2.7.4 Les irrigants

Ce groupe d'acteurs réunit de manière conceptuelle tous ceux pour qui l'agriculture reste une activité de première importance (agriculteurs ou double actifs), et sont donc obligés d'irriguer pour atteindre une certaine rentabilité, qu'ils soient membres d'ASIRITIC ou pas.

La logique individuelle des irrigants vise à tout mettre en œuvre pour avoir suffisamment d'eau pour vivre de leurs cultures. D'un cas à l'autre, cet objectif se décline sur une échelle allant de la conservation des acquis (éviter de perdre de l'eau, comme c'est le cas de nombreux systèmes menacés par la baisse de la nappe phréatique) jusqu'à la recherche de nouvelles sources.

Au-delà de nombreuses dissensions « internes », entre systèmes dans et hors d'ASIRITIC par exemple, ou entre ayants droits et paysans sans tour d'eau, on constate l'existence d'une conscience de groupe et d'un sentiment d'appartenance assez fort à une même partie de la société. L'idée de défendre collectivement la vocation agricole de la commune peut parfois faire jeu égal avec les stratégies individuelles. Ceci impose de conserver dans le secteur agricole l'eau qui lui revient actuellement, et faire front contre l'urbanisation.

Les irrigants n'appartenant pas à l'ASIRITIC élaborent de petits projets d'irrigation (impossible pour eux de mettre sur pied la construction d'un barrage dans la cordillère !) dans l'espoir de les faire financer par qui voudra bien les aider (la préfecture, la coopération, etc.).

ASIRITIC en tant qu'entité poursuit le triple objectif de trouver de nouvelles sources d'eau par tous les moyens, de protéger le secteur agricole de Tiquipaya et de faire respecter les *usos y costumbres y servidumbres*, notion qui recoupe à la fois leurs droits sur certaines quantités d'eau ainsi que les modalités traditionnelles pour se les répartir. L'association n'a pas de proposition claire concernant les mécanismes à suivre pour assurer son développement ou celui de la commune, si ce n'est que selon eux le salut général passe par le développement de l'agriculture irriguée. Ils se raccrochent à ces « us et coutumes et droits d'usage » parce qu'ils ont été reconnus par la loi, même s'ils n'ont pas été définis clairement dans les textes. Il importe d'approfondir ces notions, riches d'enseignements sur les logiques des irrigants.

L'encadré 3, en page suivante, en donne un aperçu rapide.

Encadré 3 : les « us et coutumes » des irrigants de Tiquipaya

Les citations suivantes sont celles de membres hispanophones de l'ASIRITIC à qui l'on a demandé de définir la notion d'*usos y costumbres y servidumbres*. Derrière les rapports d'appropriation, les pratiques traditionnelles d'irrigation des indiens et un certain droit du sang lié à la descendance d'un peuple « originel », on retrouve la vision spirituelle associée au Dieu chrétien ou aux divinités andines (que beaucoup qualifient de « cosmovision ») ainsi que la reconnaissance d'un combat permanent.

"Son todos los derechos que nos dejan los abuelos es decir los originarios, como ser nuestras aguas que fue un sacrificio de nuestros abuelos, son nuestras costumbres ancestrales en el manejo de las lagunas y vertientes".

« Ce sont tous les droits que nous lèguent nos grands parents c'est-à-dire les indigènes, comme nos eaux pour lesquelles nos grands pères se sont sacrifiés, ce sont nos coutumes ancestrales dans la gestion des lacs et des sources. »

"Son los derechos naturales que Dios ha dado al hombre, es como antes manejaban, lo que heredamos de los patrones que ya manejaban según usos y costumbres, era costumbre desde el principio. En el agua nadie puede atropellar, el agua esta caminando según uso y costumbres, como un camino que se abre caminando por ahí siempre, por el hecho de que una comunidad pertenece a una determinada cuenca y eso con el transcurso del tiempo día a día, mes tras mes entonces es como si fuéramos dueños, es una ley pero no esta traducida en papel".

« Ce sont les droits naturels que Dieu a donnés à l'homme, la manière dont ils géraient avant, ce que nous avons hérité des patrons d'*haciendas* qui géraient déjà selon les us et coutumes, c'était une habitude depuis le début. L'eau personne ne peut la renverser [ou « la piétiner »], l'eau coule selon les us et coutumes, comme un chemin qui s'ouvre à force de marcher toujours au même endroit, du fait qu'une communauté appartienne à un bassin versant donné et ce malgré le temps jour après jour, mois après mois, c'est donc comme si nous étions propriétaires, c'est une loi qui n'est pas transcrite sur le papier. »

"No hay patrón, para nosotros no hay alcalde, ni quien nos diga algo, de nuestro gusto hemos despertado a eso y eso se había llamado usos y costumbres, nadie puede cambiarlo, han llevado nuestros papas, abuelos y hasta ahora manejamos, entonces nadie nos tiene que decir esto hace, aquello, aquel otro, nuestros abuelos también han llevado, nosotros siempre vamos ha llevar, no se va a perder, por esa causa hemos peleado y siempre vamos a defender".

« Il n'y a pas de patron, pour nous il n'y a pas de maire ou quelqu'un qui nous dise quoi que ce soit, nous sommes allés nous-mêmes vers ces pratiques qui furent appelées us et coutumes, personne ne peut changer ça, nos pères et nos grands pères ont géré de cette manière et nous continuons jusqu'à aujourd'hui, donc personne ne peut nous dire de faire de telle ou telle manière, nos grands pères ont fait ainsi, nous le ferons toujours, cela ne se perdra pas, pour cette cause nous nous sommes battus et nous nous défendrons toujours. »

"Son desde la antigüedad dejados por nuestros antepasados, que seguimos respetando hasta el día de hoy, es la Pachamama que no es una persona ni espíritu, sino la tierra que nos da la vida y su sangre es el agua por que con eso vivimos toda la humanidad".

« Ce sont les legs de nos aïeux depuis l'antiquité, que nous continuons de respecter jusqu'à aujourd'hui, c'est la Pachamama qui n'est ni une personne ni un esprit mais la terre qui nous donne la vie et dont le sang est l'eau puisque l'humanité entière en vit. »

Cet encadré montre de quelle manière les irrigants d'ASIRITIC revendiquent et défendent leurs droits sur une base historico-culturelle (cf. également § 2.2.1). Malheureusement pour eux, leur pouvoir légal et formel vis-à-vis des problèmes d'eau est faible et s'affaiblit de plus en plus. La commune doit approuver tous leurs projets d'infrastructures même si la préfecture (auprès de laquelle l'association reçoit un accueil assez positif) a déjà accepté de les financer. Or le déclin accéléré des zones rurales réduit toujours un peu plus l'influence d'ASIRITIC dans le champ politique tiquipayéño. Ceci est aggravé par le fait que l'association n'est pas une personne juridique reconnue et reste peu représentée dans les OTB (cf. la double identité) : elle a peu d'influence sur le POA et pas de représentation au sein de la mairie. Cette faiblesse institutionnelle limite sa capacité d'action et de coordination avec les autres acteurs, notamment sur les deux thèmes brûlants du moment : l'EPSA et le Plan Directeur. En dehors d'un énorme problème de communication et d'ouverture d'esprit lié à l'histoire des paysans, ASIRITIC a décidé de travailler sur les raisons de cette faiblesse institutionnelle : la mauvaise gestion interne et le manque de fonds pour que le directoire puisse s'acquitter des missions de représentation.

Concernant le manque d'eau domestique, les opinions des membres sont difficiles à obtenir et pour cause : la recherche d'eau potable contrarie nécessairement la recherche d'eau d'irrigation.

2.7.5 L'EPSA

Le premier objectif de l'équipe EPSA est que le projet pour lequel ils travaillent depuis deux ans se réalise (d'autant plus que lorsque l'entreprise sera en place ils pourront continuer à travailler pour elle). Ils cherchent donc à obtenir l'aval de la population sur leur proposition technique. Ceci se traduit concrètement par une gigantesque opération de séduction, puisque cela implique en effet de convaincre les OTB des améliorations qui seront apportées si elles intègrent le projet, et de les rassurer sur leur autonomie, les prix et les obligations, entre autres. Il s'agit également de ménager les irrigants qui pressentent une menace sur leurs sources d'eau.

L'EPSA souffre de multiples oppositions, compréhensibles étant donnée l'étrange stratégie que représente le fait de travailler en secret sur un projet qui concernera tout le monde et nécessitera une acceptation collective. L'EPSA n'a jamais été inscrite dans le POA, alors que fondamentalement elle représente une alternative intéressante aux différents problèmes d'eau de la commune. Et l'interminable liste de questions sans réponse ne peut que créer de la suspicion et réveiller doucement le spectre de la *Guerre de l'Eau*. Cette erreur lamentable, qui consiste à faire la conception technique d'un projet avant de parler finalement des modalités de gestion avec la population, est à nos yeux la même que celle faite par MISICUNI qui doit venir relayer l'EPSA dans 10 ans tout au plus. Par ailleurs, la révélation d'une lettre adressée par la mairie au PRONAR (préfecture) demandant qu'une partie de l'eau du prochain projet d'ASIRITIC (Batea Laguna) soit attribuée à l'EPSA a immédiatement rangé les irrigants dans le camp des opposants farouches au projet.

Derrière l'EPSA on retrouve un acteur majeur, le BID (Banque Interaméricaine de Développement), dont l'objectif est bien de favoriser en Bolivie la généralisation de communautés de communes sur lesquelles pourront s'implanter de grandes entreprises privées de gestion des eaux.

2.7.6 La préfecture

En termes d'eaux le préfet, nommé par le Président de la République, est l'autorité maximale au niveau départemental. Il préside au Conseil Départemental et la *Ley de Descentralización Administrativa* de 1995 lui incombe de coordonner les politiques, actions et projets des communes de sa juridiction. La préfecture a donc un droit de regard sur les projets de Tiquipaya et gère un budget important, puisqu'une partie de l'aide au développement transite par ce canal. L'antenne cochabambine du PRONAR (*Programa Nacional de Riego*) reçoit les demandes

de financement des irrigants et notamment de l'ASIRITIC. C'est aussi un assistant technique sur les projets.

Par manque de données nous ne pouvons pas expliciter la logique précise de cet (ces) acteur(s), mais son importance financière est incontestable.

2.7.7 Le Centro AGUA... et nous

Au travers de son projet à Tiquipaya l'objectif du Centro AGUA est double, ce qui s'explique par l'aspect recherche – action de sa démarche. D'un côté, les membres du Centro cherchent à améliorer la gestion de l'eau sur la commune avec comme cheval de bataille l'incitation à une plus grande concertation. Ils se positionnent donc volontairement au centre du système d'acteurs comme accompagnateurs ou médiateurs et organisent des réunions dont l'objectif est de chercher à développer une vision collective du futur de la commune, ou à défaut de tisser quelques liens entre les différentes factions. D'un autre côté, le Centro AGUA cherche à produire des résultats de recherche donnant lieu à des publications, pour la carrière de ses membres, leur reconnaissance internationale et surtout la conservation des financements de l'Université.

Le projet NEGOWAT possède le même type d'objectifs jumelés, mais l'absence de lien personnel avec les acteurs locaux (contrairement aux membres du Centro AGUA) accentue l'intérêt de ses chercheurs pour les publications et les aspects théoriques de la concertation, des plateformes multi-acteurs et des SMA.

Sur le terrain le Centro AGUA s'est rangé au côté de l'ASIRITIC, qu'il juge être un acteur important à soutenir pour contrer les dérives de l'urbanisation incontrôlée de la commune, et qu'il estime faible par rapport à la mairie. L'objectif spécifique du Centro AGUA vis-à-vis de l'ASIRITIC est le renforcement institutionnel, à travers un travail sur les aspects légaux, administratifs et de communication. Cette alliance est officieuse, ASIRITIC et le Centro possèdent même une convention qui vise entre autres à rémunérer secrètement les membres du directoire lorsqu'ils sont mobilisés pour des ateliers collectifs, ou pour acheter du matériel de bureau. Les chercheurs ne se cachent cependant pas pour critiquer le directoire sur certaines de ses postures, même si chacune des prises de position du Centro AGUA, auprès des irrigants ou de la mairie, se fait de manière diplomatique pour éviter de se mettre à dos certains acteurs.

Notre rattachement au Centro AGUA et la tutelle de l'université était plutôt un atout auprès des institutions au sens où il nous donnait une légitimité à intervenir sur place tout en gardant l'étiquette d'un acteur perçu comme relativement neutre localement. En coulisses cependant, nous avons été présentés à ASIRITIC en tant qu'étudiants travaillant de leur côté, ce qui a créé un biais assez important dans la démarche, nous le verrons. Par ailleurs, il nous a été difficile de légitimer les interventions d'autres acteurs dans la vidéo auprès des irrigants qui voulaient que nous luttons de leur côté, et pas pour un intérêt commun qui les dépassait.

C'est en revanche notre indépendance que nous avons souvent revendiquée auprès de la population pour être acceptés.

2.7.8 La SEMAPA

Bien que l'entreprise en charge des services d'eau de Cochabamba¹⁸⁷ ne soit pas directement un acteur de la gestion de l'eau à Tiquipaya, certaines de ses sources d'eau sont situées sur le territoire de la commune (barrages de Escalerani ou Toro Toro notamment). SEMAPA négocie donc des accords avec la mairie et différentes organisations sociales pour continuer à exploiter l'eau et la transporter à travers le territoire. Puisqu'on lui réclame une

¹⁸⁷ Pour information, le principal objectif de la SEMAPA dans sa juridiction est de réduire les énormes pertes sur son réseau d'adduction.

compensation en termes de volume d'eau, SEMAPA cherche à minimiser cette contrepartie, voire à augmenter le débit qui lui revient.

L'entreprise attend par ailleurs les eaux de MISICUNI dont elle espère beaucoup. Elle a un rôle éventuel à jouer dans la future grande entreprise départementale qui alimentera également Tiquipaya.

Actuellement SEMAPA essaye de réussir à faire passer sur le territoire de Tiquipaya des conduites enterrées pour relier le point d'arrivée des futures eaux de MISICUNI (où un faible débit arrive déjà depuis quelques années) à la ville de Cochabamba. Le tracé est figé par les côtes d'altitude qui assurent le déplacement de l'eau. Mais les communautés de Tiquipaya refusent les travaux, notamment car aucune compensation pour leurs pertes de cultures n'est prévue, qu'elles se demandent comment se dérouleront les phases d'entretien des canalisations, et que finalement voir passer cette eau sous leur nez ne leur est d'aucun intérêt. SEMAPA a donc ouvert des négociations avec ASIRITIC (ce qui est un signe de reconnaissance fort puisque rien ne désigne l'association comme intermédiaire) avec l'objectif de réussir à capter ces eaux.

2.7.9 La SINERGIA

SINERGIA est une entreprise privée autrichienne de production d'énergie qui utilise la force hydraulique pour créer de l'électricité. Sur le territoire de Tiquipaya, elle récupère les futures eaux de la SEMAPA dans un lac de régulation en haut de la cordillère de Cochabamba, envoi un débit important dans des canalisations en pente très raide et utilise des turbines au niveau du piémont (production de 8 MW), avant de restituer l'eau à SEMAPA avec un débit plus restreint. Son objectif est également d'augmenter son débit, elle cherche donc à inciter différents projets d'irrigation (notamment actuellement avec la communauté de Montecillo) en offrant de participer au transport des eaux grâce à son infrastructure et de minimiser ainsi le coût et les pertes jusqu'à la vallée, en échange de la liberté d'utiliser l'énergie potentielle lors du trajet.

Par ailleurs, la mairie et certaines OTB ont cofinancé le projet Chusegueri, débuté en 1994, visant à transvaser l'eau d'un petit bassin versant d'altitude vers la vallée. Le projet a été très ralenti par des problèmes successifs d'acquisition de droits de passage sur des terrains privés ou de construction de canaux. Dans ce cadre, la SINERGIA est en négociation pour fournir une partie de l'infrastructure de transport avec les mêmes conditions que précédemment, proposant même de joindre les eaux de Saytu Koch'a à celles de Chusegueri. Elle doit résoudre un conflit avec ASIRITIC qui refuse assez catégoriquement l'implication de *gringos* (des blancs) dans le projet.

Pour conclure sur ce descriptif individuel des acteurs, force est de constater que **personne, en dehors du Centro AGUA, n'a comme objectif une meilleure gestion de l'eau** ! Tout le monde ne cherche qu'à capter et s'approprier plus d'eau, ce qui crée nécessairement de multiples interférences entre les stratégies.

2.7.10 Fonctionnement général du système d'acteurs : les relations dominantes

Nous l'avons vu, le processus complexe de développement de la commune a engendré la multiplication des usages de l'eau, des sources à exploiter, et des stratégies de mise en relation de ces deux pôles. L'eau est une ressource limitée, des conflits éclatent pour son appropriation et son partage. La population s'organise en une multitude de petites unités qui défendent leurs espaces de pouvoir et leurs intérêts respectifs face aux autres groupes sociaux. Pour les notables et les différents leaders locaux, le contrôle des ressources est une source de pouvoir et de richesse de plus en plus importante. La situation à Tiquipaya est donc extrêmement changeante, et rendue encore plus difficile par la corruption, la politisation des conflits, l'illégitimité des pouvoirs publics et par l'absence de transparence et de circulation des informations.

Ce dernier point est très caractéristique du système tel que nous le découvrons à notre arrivée, puisqu'au-delà des conflits bien visibles la plupart des acteurs ne se connaissent pas, et

la majorité de ceux qui se connaissent ne se parlent pas. Malgré une interdépendance forte, les interactions sont évitées au maximum. La concertation reste donc un simple mot utilisé de temps à autre, et la communication est un terrain en friche. Dans ce contexte on ne peut imaginer une gestion de l'eau qui soit intersectorielle ou intégrée. Et même si tous les acteurs importants possèdent des bureaux qui se font face autour de la place centrale, ils ne s'assoient jamais ensemble pour discuter. On se rend vite compte que les gens agissent sur la base de croyances de ce que peut penser ou pourrait faire l'autre. Et ces mythes et rumeurs donnent évidemment naissance à un climat de suspicion généralisée.

De ce fait, si les décisions ne font en aucun cas une synthèse des demandes sociales, des intérêts économiques ou environnementaux, c'est aussi parce qu'il n'existe pas de vision collective du modèle vers lequel tendre, pas de projection commune vers le futur. Or la confrontation des égoïsmes est telle que personne ne semble intéressé par la recherche de cet intérêt collectif. Cependant l'application de décisions unilatérales issues de stratégies isolées ne fait qu'augmenter les tensions et le manque de confiance, qui alimentent le cercle vicieux des suspensions.

Un exemple du degré de méfiance auquel les acteurs arrivent : l'ASIRITIC a réussi après une lutte féroce à imposer un de ces membres au sein de l'équipe en charge de la révision du plan directeur (en l'occurrence le président de Lagum Mayu). Mais une fois en place, les irrigants ne lui font plus confiance parce qu'il est payé par la mairie, et travaille donc nécessairement pour eux ! Cet exemple en dit long de la vision des irrigants sur la participation¹⁸⁸. De l'autre côté, la volonté de la mairie de faire participer l'ASIRITIC s'exprime par de simples convocations à des réunions dont eux-mêmes choisissent les dates, laissant le plus souvent aux irrigants comme seule alternative de ne pas y participer. Ce comportement traduit une relation qui reste paternaliste et renvoie plus à une forme de rivalité qu'à un partenariat pour le développement.

Un schéma simplifié du fonctionnement de la commune offrirait une vision bipolaire, opposant la mairie aux agriculteurs, en tête desquels ASIRITIC. Et la réalité n'en est pas tellement éloignée. Car sans parler d'appartenance à des partis, l'association joue bel et bien le rôle de principal groupe d'opposition politique. Et on peut considérer que si la mairie et l'EPSA ont une attitude active vis-à-vis du manque d'eau domestique, et qu'ASIRITIC est active vis-à-vis du manque d'eau d'irrigation, les OTB, la COAPAT, les comités d'eau ou le comité de vigilance ont des attitudes globalement passives en comparaison.

Pourtant, au-delà de ce clivage, les dissensions sont légion, y compris au sein des « groupes » : les membres d'une même OTB peuvent entrer en conflit interne, comme c'est le cas du syndicat agraire de Chillimarca et de son comité d'eau potable qui se disputent le partage d'une rivière ; ou comme les communautés paysannes du piémont qui interceptent l'eau destinée à celles plus en aval ; ou encore lorsque l'ASIRITIC est devenue pendant 3 ans « ASIRITI » après l'exclusion du système Saytu Khoch'a (dont dépend Colcapirhua, d'où la perte du « C ») qui avait voulu vendre une partie de son eau à la SEMAPA sans consulter les autres systèmes. Ce dernier exemple illustre bien le climat de division interne qui règne au sein de ces unités qui parfois n'existent que parce qu'elles s'opposent à d'autres. Il est particulièrement étonnant de constater la quasi inexistence d'alliances dans le système d'acteurs, seules les OTB (à dominante urbaine en termes de population) semblent avoir un accord tacite avec la mairie sur l'aménagement du territoire. Mais en y regardant de plus près, en leur sein les nouveaux habitants sont accusés de ne pas se mêler à la population ou à la vie civique locale et de ne se rappeler de l'existence de l'OTB qu'en cas de problème. On comprend bien que l'arrivée dans l'arène du projet EPSA, tout ficelé, divise nécessairement la commune.

Au cours de l'année 2002 qui a précédé notre arrivée, les nombreuses rivalités et les heurts associés ont nécessité à maintes reprises l'intervention de la police et laissé quelques blessés.

¹⁸⁸ Notons cependant que le maire est dans son troisième mandat successif et que leurs réclamations (inchangées) n'ont jamais été prises en compte.

S'il s'agissait de chercher des raisons à cette situation, derrière la prévalence du contexte et des difficultés quotidiennes de vie des habitants de Tiquipaya, un sociologue un peu téméraire pourrait avancer une certaine culture politique du conflit, au sens où il est habituel d'attendre que le conflit surgisse pour négocier, et que parfois il est provoqué à dessein. Différentes stratégies assez caractéristiques soutiennent cette thèse. Le maire de Tiquipaya confie par exemple qu'il attend que MISICUNI demande le passage de ses tubes sur le territoire de la commune pour négocier de l'eau en position de force, puisqu'au dernier moment. SEMAPA, de la même manière, négociera le tracé de ses canalisations avec les communautés une fois seulement l'eau arrivée, puisque la pression sociale de la ville de Cochabamba jouera en sa faveur. Rappelons également le comportement de la mairie sur le plan directeur ou l'EPSA, gardée secrète jusqu'au dernier moment. Le fait est que la concertation routinière ou anticipée n'existe pas. Au contraire, les décisions se prennent de manière unilatérale en jouant sur les prévisions des rapports de forces qui entreront en jeu par la suite, sur la manière dont on amènera l'autre à plier ; en d'autres termes en intégrant le conflit comme une étape de la stratégie d'acteur. Il est difficile d'expliquer cette situation sans analyse approfondie, mais il est évident que les élites à la tête de l'Etat ne donnent pas un exemple reluisant avec la détermination des politiques publiques. Et que les différents colonisateurs avant eux n'ont pas fait beaucoup mieux pour faciliter l'apprentissage de la recherche du consensus.

En termes de pouvoir, il semble en première approche qu'en ce qui concerne la gestion de l'eau d'irrigation, les systèmes indépendants mais surtout l'ASIRITIC possèdent l'entière capacité de prise de décisions, d'autant plus que le maire n'a pas le droit d'intervenir dans cette gestion. A y regarder de plus près cependant, la mairie conserve la maîtrise de deux décisions cruciales : l'accord pour la réception d'un financement d'infrastructure et la nature des terres qui seront destinées à l'agriculture. Elle en joue cependant de manière subtile et discrète puisque socialement les irrigants constituent un lobby puissant et prêt à se mobiliser rapidement. La parcimonie est nécessaire pour ne pas trop secouer les masses et leur laisser une certaine illusion de souveraineté.

En ce qui concerne l'eau potable, la répartition des pouvoirs est là aussi ambiguë : à l'échelle communale, la mairie est toute puissante. Mais à l'échelle de leur juridiction, les comités d'eau sont intouchables, bien qu'ils dépendent souvent de l'aide financière de la mairie. Cette dernière doit néanmoins obtenir leur consentement pour les projets les concernant. Encore une fois, la répartition du pouvoir n'est pas nette et aucun des acteurs ne jouit d'une autonomie totale : chacun conserve des marges de manœuvre (imprévisibilité du comportement, possibilité de faire des choix...) qui sont autant de leviers sur lesquels jouer dans les jeux d'influence.

Pour le reste, si l'on considère l'évolution du territoire que nous avons exposée dans les paragraphes précédents, il est clair que le pouvoir global en termes d'aménagement et de développement tend à passer de plus en plus du secteur agricole au secteur urbain. Il est déjà aux mains de la mairie (malgré la LPP) qui a choisi son camp. Le phénomène d'urbanisation diminue progressivement l'influence et le nombre des agriculteurs, qui possèdent une position politique faible sur la commune. Le transfert sectoriel de pouvoir du rural vers l'urbain s'accélère au rythme des nouvelles constructions et de l'exode des paysans.

En conclusion, compte tenu du contexte local et du système d'acteurs qui y est associé, un projet de concertation tel que le nôtre et plus largement celui du Centro AGUA a tout à faire pour construire une base commune de réflexion. Il semble également que les objectifs à court terme, quels qu'ils soient, risquent fortement de paraître trop ambitieux au regard des conflits en place et de leur enracinement historique. Un premier défi sera pour nous que la tentative de coordination ne se transforme pas en occasion de se critiquer mutuellement ou d'exploiter des ressentiments.

Chapitre 2

Déroulement du projet

Nous avons passé près d'une année à Tiquipaya, ce qui nous a permis de développer une analyse assez fouillée de la situation locale. Pourtant, dans un objectif de concertation cette période nous semblait bien courte à l'époque, en référence à d'autres démarches d'accompagnement et de « plates-formes » pluriannuelles dont nous avons connaissance. Ce sera pourtant le plus long projet que nous aurons pu mettre en place jusqu'à présent ! Heureusement, car c'est aussi la situation la plus complexe et la plus conflictuelle à laquelle nous avons été confrontés, et que notre inexpérience dans différents domaines (gestion de l'eau, techniques audiovisuelles, approches participatives) nous a considérablement ralenti. Cette possibilité de rester un an, permise par notre statut d'étudiants en stage non rémunéré, est ainsi venue compenser la nécessité de construire chaque étape de la démarche de manière intuitive. Précisons par ailleurs qu'à l'époque nous conduisions ce projet à trois, avec notre co-promotionnaire et ami Jean-Marc Blazy. Les objectifs du projet tels qu'ils furent définis en 2002 sont exposés au paragraphe 1.3.

Section 1 : Protocole d'action : les différentes phases

Sur place la mise en oeuvre de notre projet s'est étalée sur dix mois. Nous pouvons diviser son déroulement selon les étapes suivantes :

- **Intégration locale et étude préalable : 2 mois**
Aboutissement : synopsis et définition des acteurs à interviewer
- **Réalisation d'une première version de la vidéo : 4 mois**
Ecriture du storyboard, tournage, montage ; projection au Centro AGUA
- **Réalisation de la seconde version de la vidéo : 2 mois**
Corrections de l'écriture, tournage, remontage ; projection au directoire d'ASIRITIC puis à l'assemblée générale des membres
- **Réalisation de la version finale et organisation des projections : 1 mois**
Corrections de l'écriture, tournage, remontage ; organisation des projections
- **Projections - débats : 1 mois**

Nous avons consacré deux mois à la réalisation d'une étude préliminaire pluridisciplinaire de la zone, dont le contenu est synthétisé (et enrichi des apports des mois suivants) dans le

premier chapitre de cette partie. Ce fut également l'occasion de passer du temps à échanger avec les différents acteurs, de façon à nous intégrer au système et établir progressivement un climat de confiance et de respect mutuel. Nous avons également ébauché notre réseau de contacts et pris nos marques au sein de l'équipe de recherche. Le sujet et les objectifs de la vidéo ont été définis durant cette période, en accord avec le Centro AGUA et avec l'aval de l'ASIRITIC.

Jusqu'ici nous n'avions jamais sorti la caméra, et ce n'est qu'à la fin de ces deux mois que nous avons évoqué avec chacun des acteurs notre proposition de réaliser collectivement une vidéo sur les problèmes liés à la gestion de l'eau. Le choix des porte-parole interviewés s'est fait à ce moment (il est décrit dans la section 3), ainsi que les grandes lignes du synopsis.

Les 4 mois suivants furent consacrés au tournage et au montage d'une première version de la vidéo.

Sur la base de l'étude préalable et de nos discussions avec chaque groupe d'acteurs, nous avons listé un certain nombre de questions-clefs à poser lors des interviews. Celles-ci ont été menées selon le principe de l'entretien semi-directif, en laissant par ailleurs en fin d'interview un espace d'expression libre. L'interview pouvait parfois durer plus d'une heure. Nous avons laissé aux interviewés le choix du lieu de l'entretien et suggéré qu'ils nous proposent des images d'appui à filmer. Pour obtenir leur accord et éviter tout sentiment de piège, les acteurs avaient la possibilité de visionner immédiatement leur interview pour en reprendre des parties ou interdire l'utilisation de certaines autres (le maire, habitué à contrôler son image, a notamment demandé à revoir différentes prises). Le storyboard a été élaboré peu à peu en fonction du contenu des interviews, dont nous sélectionnions les parties jugées pertinentes avant de les articuler entre elles, parfois à l'aide d'un commentaire off. La vidéo a donc été élaborée par tâtonnements successifs. Par ailleurs, nous réalisons des allers-retours permanents entre le terrain et la table de montage, de manière à « coller à l'actualité » de la gestion de l'eau, très changeante à Tiquipaya (et ne pas présenter une vidéo déjà obsolète), ainsi que pour préciser le diagnostic, en même temps que notre compréhension de la problématique s'affinait¹⁸⁹.



Réalisation d'une interview chez un éleveur laitier de la zone sud

Une première version de la vidéo fut projetée à une dizaine de personnes de l'équipe du Centro AGUA, permettant la validation des thématiques abordées et du contenu, mais appelant à un travail conséquent sur la clarté et l'efficacité du message. Ceci impliquait de réécrire la voix-

¹⁸⁹ Il faut souligner ici l'efficacité de la vidéo numérique et du montage sur ordinateur (dit « montage virtuel ») qui permettent la souplesse nécessaire à ce travail

off et d'intégrer de nouvelles interviews ; la vidéo a donc été fortement remaniée¹⁹⁰. Il va sans dire que la plupart des lacunes étaient dues à notre inexpérience dans cet exercice, alors que les attentes du Centro AGUA étaient assez élevées.

C'est sur un mode opératoire identique à celui que nous venons de décrire que les deux mois suivants ont été consacrés à la réalisation d'une seconde mouture de l'outil vidéo, beaucoup plus aboutie. L'objectif était de présenter cette version à l'ASIRITIC, de manière à leur laisser le temps d'élaborer une stratégie de défense de leurs intérêts pour la future réunion multi-acteurs, et éventuellement re-modifier le contenu pour « améliorer leur prestation » à l'exercice de l'interview. Une réunion de contrôle a donc été organisée avec le directoire (moins de dix personnes) qui avait suivi de prêt la réalisation du « film », comme ils l'appelaient, certains y étant interviewés, afin d'obtenir l'accord de projection à l'Assemblée Générale de l'association. Cet accord fut obtenu en échange de quelques retouches minimales.

Quelques jours plus tard nous avons donc projeté le film lors de l'Assemblée Générale d'ASIRITIC, en présence d'un peu plus d'une centaine de paysans, de quelques membres du Centro AGUA, du NEGOWAT et du CONIAG essentiellement. Cette projection, la première réalisée devant un public conséquent, mais surtout composé de personnes qui n'étaient pas toutes impliquées depuis plusieurs mois dans la réalisation de la vidéo, a soulevé de nombreuses discussions qui sont décortiquées dans l'analyse des résultats. Par ailleurs, elle nous a amené à faire de nouvelles interviews. Quelques images de cette réunion sont proposées ci-après (planche 6).

Il est clair que le privilège laissé à l'ASIRITIC, et lié à notre position dans le système d'acteurs, peut être vu comme un biais important pour le processus de concertation. « Heureusement », ce biais semi-volontaire se traduit par un certain rééquilibrage des forces en faveur d'une catégorie d'acteurs faible dans le système global.

Le mois suivant fut consacré au montage de l'outil d'animation vidéo final et à l'organisation (essentiellement logistique) des différentes projections. Cinq furent mises en place dans cet ordre :

- une projection lors d'un séminaire autour de la gestion de l'eau, dans les locaux de l'université d'architecture à Cochabamba, en présence d'une trentaine de chercheurs, avec pour objectif de discuter à un niveau théorique des possibilités actuelles d'amélioration de la gestion de l'eau. Cette réunion n'étant pas filmée, nous n'en avons aucune trace.
- une projection à l'Alliance Française de Cochabamba¹⁹¹, en présence d'un public restreint (15 personnes) et varié (un membre d'ASIRITIC, un ingénieur de la SEMAPA, une juriste, quelques coopérants et membres de la société civile), dans un objectif de débat.
- une projection publique à Cochabamba dans les locaux de l'université d'architecture, avec un public encore une fois hétéroclite d'une trentaine de personnes, là aussi pour discuter librement des thèmes abordés dans la vidéo.
- la projection multi-acteurs de Tiquipaya, dans la salle du syndicat des chauffeurs, avec une cinquantaine de personnes représentant les différents acteurs locaux (mairie, ASIRITIC, OTB, etc.), dans un objectif de réflexion collective et de concertation.

¹⁹⁰ La présentation des changements opérés entre ce « brouillon » et la première version intermédiaire de la vidéo ne présente qu'un intérêt très limité, puisque les modifications sont profondes et nombreuses. Notons cependant que les chercheurs ont fortement insisté sur la nécessité de finir la vidéo sur une « touche d'espoir », une note positive. Après plusieurs suggestions fut retenue la phrase « *pour toutes ces raisons, l'eau n'est pas seulement la vie, mais elle devrait être avant tout la source d'une vie meilleure, pour tous* », illustrée par un lâché nocturne de lampions volants... Nous avons eu beaucoup de mal à l'époque à faire abstraction du côté particulièrement « kitch » de cette séquence, sentiment ô combien issu de nos représentations personnelles et déterminé par nos normes culturelles, alors qu'elle n'a jamais été remise en cause et fut au contraire plébiscitée. Ce point de détail enrichi ainsi le débat sur les limites du rôle que peuvent jouer des intervenants étrangers dans un projet de VP.

¹⁹¹ L'Alliance Française est une association de droits français, présente dans de très nombreux pays, dont l'objectif est de diffuser la langue et la culture française autour du globe.

- une projection à l'Université Mayor San Simon, devant un peu plus de 60 personnes d'un public composé d'étudiants, et en présence de personnes du Centro AGUA, d'ASIRITIC, de la SEMAPA, de MISICUNI, etc.
- nous avons par ailleurs bénéficié de deux diffusions télévisées sur le *Canal 11*, principale chaîne départementale, deux dimanches de suite.

Lors des réunions, la vidéo était projetée en ouverture afin de lancer par la suite le débat, conduit par un médiateur extérieur à Tiquipaya et par nous-même dans tous les autres cas. A chaque fois nous souhaitions promouvoir un questionnement collectif en cherchant à « décloisonner les espaces de réflexion » (KEMMOUN H., KUPER M., ERRAHJ M., 2004). L'ensemble des débats était filmé afin d'intégrer les réactions du public à une ultime version des vidéos, dans une idée d'autocritique et de précision du diagnostic.

L'équipe du Centro AGUA a également projeté la vidéo par la suite au Brésil et en Inde dans le cadre de colloques réunissant des spécialistes de la gestion de l'eau.

Planche 6 : images de la projection à l'assemblée générale d'ASIRITIC



Section 2 : Nature de l'outil vidéo utilisé en réunions

La retranscription espagnole des différentes versions de la vidéo est présentée en annexe 4. Nous y faisons ressortir en couleur les ajouts entre la deuxième version de la vidéo (présentée à l'assemblée générale d'ASIRITIC) et la version finale. La structure générale de cette dernière est la suivante, les parties étant explicitement divisées par des titres à l'écran (durée totale 42 minutes) :

- **Le prologue (8 minutes)** présente Tiquipaya, puis pose les enjeux d'une bonne gestion de l'eau (rappel de la Guerre de l'Eau), et expose un exemple actuel de conflit pour l'eau entre deux communautés. On montre la nécessité de réfléchir collectivement à l'amélioration de cette gestion.
- **« Les eaux et les hommes » (6 minutes)**. Cette première partie, entièrement conduite en voix-off, présente d'où vient l'eau, quels en sont les usages et les usagers, quels sont les trajets associés, en insistant sur la diversité des situations rencontrées. L'objectif est de montrer que des visions de l'eau très différentes se justifient dans la logique de chacun. On aborde la complexité des droits d'eau agricole issus de l'histoire ainsi que le flou légal actuel. On présente ASIRITIC et les OTB. Un montage visuel du trajet de l'eau des lacs d'altitude jusqu'à la ville clôture la séquence.
- **« Les hommes et la terre » (11 minutes)**. Après une courte présentation de l'urbanisation et de ses conséquences en voix off, on pose la question de l'avenir de l'agriculture. Une quinzaine d'extraits d'interviews exposent ensuite les situations, les points de vue et les revendications des acteurs : paysans sans droits, membres d'ASIRITIC, responsables de la mairie, équipe du plan directeur, etc. L'enchaînement des interviews sur l'avenir de la commune traduit les conflits d'intérêt autour de la gestion de la terre et de l'eau.
- **« Les hommes face aux hommes » (13 minutes)**. Cette troisième partie aborde le thème de la concertation autour de l'EPSA. On expose les détails du projet, la diversité des situations des comités d'eau potable, et les débats houleux pour l'acceptation du projet sur l'exemple d'une réunion avec les OTB du piémont : menace sur l'autonomie, peur de la hausse des prix, etc. Un des anciens leaders de la Guerre de l'Eau explique que cette généralisation des « sociétés anonymes mixtes » est une nouvelle forme de privatisation, inadmissible, et menace la mairie de soulèvement populaire. Le directeur de MISICUNI expose son projet et ses objectifs.
- **La conclusion (4 minutes)** réunit toutes les déclarations de bonnes intentions faites par les acteurs au moment des interviews quant à la volonté de travailler ensemble, de discuter. La voix-off invite à les concrétiser et termine sur une note d'espoir. Le montage utilise la symbolique d'une arène de pierres située sur la place de la ville, en invitant les acteurs à s'y réunir.

En termes de structure, la vidéo est dans son ensemble extrêmement fermée au sens où tous les artifices du montage (image, textes, découpe des interviews) sont utilisés pour faire passer un message bien précis à chaque fois. « Les eaux et les hommes », uniquement en voix-off, propose une description très didactique de la situation de gestion de l'eau. A travers son enchaînement d'interviews, « les hommes et la terre » crée un face-à-face virtuel entre les pouvoirs publics et le monde agricole. Les dernières séquences présentent des extraits bien sélectionnés pour convaincre de l'urgente nécessité de la concertation. La conclusion « piège » même les acteurs en isolant de leurs interviews les petits instants où ils ont bien évidemment fini par déclarer qu'il fallait se concerter (qu'ils le pensent ou non), et en les réunissant artificiellement et visuellement dans le kiosque de la place du village où ils furent tous amenés individuellement à se présenter à la caméra. Et pourtant, malgré ces stratagèmes techniques, la

vidéo ne laisse pas une impression si forte de fermeture après son visionnage. Cela est sans doute dû à sa conclusion, où les acteurs eux-mêmes appellent au dialogue pendant 4 minutes, et à la nature du commentaire off. Très présent dans la première moitié pour exposer des données concrètes et présenter la problématique, ce dernier se fait discret par la suite et se garde bien de donner un avis quelconque ou de prendre position pour certains acteurs, invitant le spectateur à le faire à sa place. Et la vidéo n'a pas manqué de susciter des réactions à ce sujet, aussi parce que les enjeux présentés sont importants, les oppositions fortes, et qu'il est difficile de ne pas avoir d'opinion.

La vidéo est entièrement en espagnol. Elle aurait gagné en intelligibilité si le commentaire et certaines interviews avaient été enregistrés en quechua puis sous-titrés en espagnol, mais travailler en quechua nous paraissait impossible à cette époque où nous avions encore des difficultés avec le « castillan » et n'avions pas les moyens de mobiliser un interprète sur la durée de notre intervention.

Section 3 : Description du processus de concertation lié au projet

3.1 Considérations autour du choix des participants

3.1.1 Deux modalités différentes de participation : acteur et spectateur

Notre intention aux premières heures du projet était clairement de réunir dans la concertation l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de l'eau à Tiquipaya, et de tenir les réunions avec ce collectif exhaustif. Nous avons ensuite identifié, après les premières semaines d'analyse, les groupes d'acteurs que nous souhaitions voir représentés dans la vidéo (correspondant au système de gestion réellement intentionnelle de l'eau) et d'autres que nous ne convoquerions que pour les réunions (afin d'élargir les participants à la concertation et s'approcher d'un système de gestion effective).

Il en a résulté le choix d'interviewer les groupes suivants : la mairie (mairie, conseillers, département d'urbanisation), les comités d'eau potable (urbains), les OTB (surtout des communautés rurales), les irrigants (ASIRITIC et agriculteurs sans droits) et l'EPSA.

Nous avons convoqué pour la projection multi-acteurs de Tiquipaya, en plus de ces groupes, le comité de vigilance, la préfecture et notamment le PRONAR, la SEMAPA, MISICUNI et la SINERGIA. Le Centro AGUA patronnait le tout et les convocations étaient adressées en son nom. Toutes les réunions en dehors des réunions de contrôle avec ASIRITIC se voulaient publiques, et nous posions des affichettes à cet effet dans les rues de Tiquipaya et Cochabamba.

Les interviewés, en tant qu'acteurs des vidéos mais aussi en partie producteurs de par leur influence sur le contenu, sont des personnes clefs du processus de concertation. Cependant, malgré ce poids initial majeur, plus de la moitié d'entre eux n'ont jamais assisté à une projection, et leur participation à l'exercice collectif s'est donc cantonnée à un point de vue figé dans l'outil d'animation. Cette empreinte est cependant indélébile.

En dehors de cette moitié d'interviewés et des financeurs du projet, la totalité des producteurs (cf. tableau 9 au chapitre suivant) ont activement participé au processus de concertation, tout comme les spectateurs dont le taux de participation lors des réunions fut élevé, nous le verrons.

3.2.2 Autodétermination des représentants des acteurs les plus organisés

Nous avons laissé à ASIRITIC le choix de ses représentants dans la vidéo. Ce furent le président et le secrétaire général. S'y sont ajoutés après les réunions de contrôle, le vice-

président et le leader départemental des irrigants. Nous avons également laissé le choix à la mairie, qui s'est décidée pour le président du conseil municipal, ainsi qu'au département d'urbanisation, qui a envoyé un de ses ingénieurs en charge du plan directeur. Nous avons insisté pour obtenir également une interview du maire, qui a accepté. Pour l'EPSA nous avons interviewé l'ingénieur en chef de l'agence technique, d'un commun accord.

En revanche pour ce qui est des OTB rurales, nous avons nous-mêmes sollicité deux agriculteurs et une agricultrice de la communauté de Laphia¹⁹² avec laquelle nous avons de bons rapports et qui était empêtrée dans différents conflits d'eau. Nous avons également sollicité au hasard, au porte à porte, une agricultrice d'une OTB plus urbaine, Sirpita. Nous avons par ce même procédé choisi un irrigant sans droits d'eau du quartier de Canarancho. Pour les comités d'eau nous avons sollicité un président du piémont dans les Villas de Chillimarca, récemment installées, et une présidente de fond de vallée dans un quartier de Colcapirhua, plus ancien.

Enfin le président du directoire de MISICUNI fut interviewé et rajouté en toute fin de projet.

Nous souhaitions ne pas seulement prendre en compte des « leaders », malgré leur légitimité évidente, mais également des gens plus en retrait : des femmes, des jeunes ou des personnes généralement peu représentées. Lorsque la liberté est laissée au groupe d'acteurs de choisir son représentant, le plus évident est qu'il suggère un chef de file, et c'est ce qui s'est produit. Nous avons cependant pu laisser un espace de parole assez important à des « anonymes » qui, n'appartenant pas à des institutions ou des groupes formels, n'ont généralement aucune visibilité sur la commune et un très faible pouvoir de revendication : ce sont fondamentalement les paysans ne faisant pas partie d'ASIRITIC (la majorité des paysans) et les urbains, que nous avons choisis nous-mêmes.

Si un certain équilibre entre « leaders » et « anonymes » a été trouvé dans ces premières étapes, nous avons fortement souffert en réunion des logiques de représentation et de l'accaparement des espaces de parole par les personnes à responsabilités : le leader départemental des irrigants et les chefs de systèmes lors de la projection pour ASIRITIC ; les élus des deux communes lors de la réunion multi-acteurs ; dans une moindre mesure les ingénieurs d'entreprises de l'eau, chefs de systèmes d'irrigation et intellectuels à Cochabamba. L'analyse des réunions dans les pages suivantes expose ce problème en détail. Face à cette confiscation des espaces d'expression, il est d'autant plus heureux que la vidéo ait pu véhiculer par le biais des interviews quelques images et les messages de ceux qui appartiennent à la « masse silencieuse ».

Pour conclure, ce choix des participants au processus de concertation n'a pas été facile puisque comme nous allons le voir tout de suite, il n'existait pas de lieux ordinaires de discussion sur lesquels s'appuyer, ou de structure sociale d'interaction autour de laquelle construire le projet.

3.2 La concertation dans le temps et dans l'espace

Il est assez aisé de replacer notre projet dans le cadre plus large des interrelations qui préexistaient ou de celles qui ont suivies notre intervention.

En effet, on est en droit d'affirmer qu'aucune concertation n'existait autour de la gestion de l'eau et de la terre à notre arrivée, en témoigne simplement les modalités de mise en place du projet EPSA. Quel que soit le pan de la gestion territoriale considérée, la mairie ne réalise pas de consultation ou de débat public, jugeant sans doute le canal de la Loi de Participation Populaire comme suffisant à cet égard. Les multiples stratégies d'évitement (cf. analyse du système

¹⁹² Laphia est une communauté d'altitude appartenant à la commune de Tiquipaya, dont la lutte pour la reconnaissance de son territoire et de ses ressources fut par la suite l'objet d'un documentaire vidéo que nous avons réalisé en 2005, intitulé *Laphia, histoire d'un exemple*, et utilisé notamment par AVSF dans le cadre de ses actions de plaidoyer.

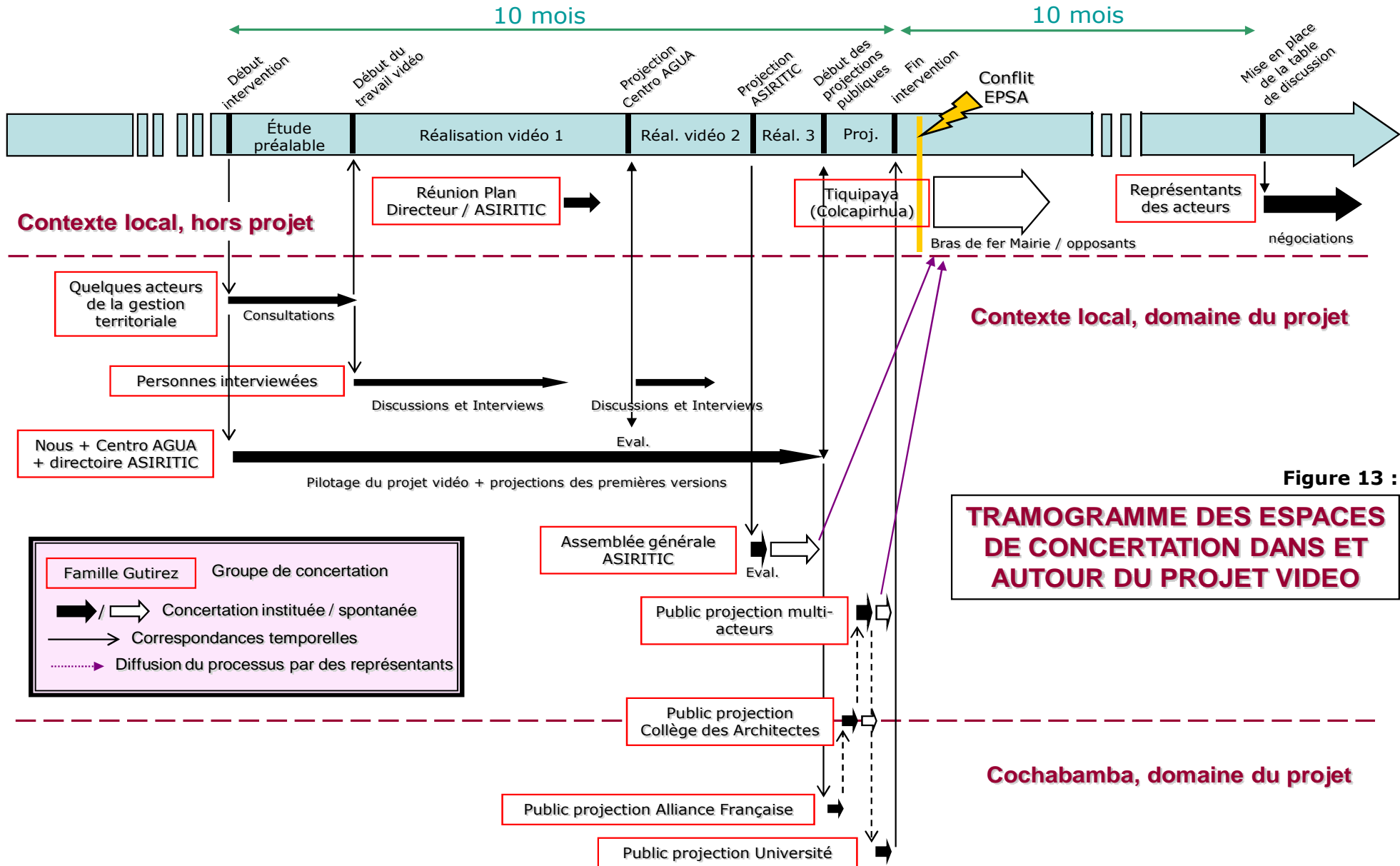
d'acteurs) portent leurs fruits et les acteurs ne se côtoient que très rarement, parfois contraints et forcés. Nous pouvons affirmer que les micro-concertations masquées ne se déroulent qu'entre alliés, au sein de groupes qui s'accordent sur leur stratégie interne (les systèmes d'ASIRITIC entre eux, les membres d'une OTB, les départements de la mairie, etc.). Tout est très institutionnalisé. Sur la commune la concertation est donc bel et bien limitée et délimitée par les instances dans lesquelles elle se déroule, or les rencontres inter-acteurs sont exceptionnelles : au cours de l'année nous n'en avons identifié qu'une, lorsqu'ASIRITIC s'est réuni (à sa demande insistante et renouvelée) avec l'équipe du plan directeur. De temps à autre, la préfecture ou une ONG organise un atelier dans lequel les groupes d'acteurs peuvent être amenés à se parler.

Lors de notre intervention, la seule réelle occasion de créer une concertation entre tous les groupes d'acteurs locaux fut la dernière réunion de Tiquipaya au cours de laquelle, nous le verrons, il n'y a pas eu de réel échange entre les participants. Le travail de réflexion a en revanche été plus conséquent au sein même d'ASIRITIC et entre ASIRITIC, le Centro AGUA et nous. Et à Cochabamba les réflexions collectives furent riches, y compris lors d'une projection où plusieurs acteurs de Tiquipaya s'étaient rendus, créant ainsi une concertation « locale » en terrain neutre et éloigné. Gageons par ailleurs que les projections télévisuelles ont animé de nombreuses discussions privées.

En ce qui concerne les concertations ultérieures, quelques mois après notre projet fut instituée une plateforme de négociation pour résoudre un conflit violent. Nous détaillerons cet aspect dans la suite du chapitre.

Nous pouvons schématiser ces données sous la forme d'une « tramographie » inspirée des représentations proposées par Laurans, Y., Dubien I. et *al.*, 2001. L'axe horizontal y regroupe le passage du temps et celui des étapes du projet, tandis que sur l'axe vertical nous répartissons les différentes concertations constatées (c'est la réunion de ces concertations constatées qui définit ici l'espace de concertation dans son ensemble). Nous y représentons en noir les concertations prévues, instituées, et en blanc les concertations spontanées, non décrétées.

Le « tramogramme » (figure 13) est présenté en page suivante.



Nos visualisons sur le tramogramme la quasi absence de concertations spontanées pendant toute la durée du projet.

Le processus vidéo n'a pas donné lieu à des prises de décisions collectives, si ce n'est celle de l'ASIRITIC de s'opposer à l'EPSA. Les flèches violettes ne signifient pas que le conflit est une conséquence des réunions, mais bel et bien que les échanges qui ont eu lieu entre participants ont nécessairement eu une influence sur la suite des événements. Nous détaillons ce lien de cause à effet par la suite. Nous n'avons pas constaté d'ouverture progressive ou de prolongement spontané de la concertation, considérant encore une fois que le conflit qui suit notre départ n'est pas le prolongement du projet.

Notre intervention est donc restée globalement assez stérile (nous allons essayer de comprendre pourquoi) et pour nous référer à la typologie des étapes de la concertation proposée par J.E. Beuret (cf. P1, chapitre 3, 2.4.2) nous serions intervenus en phase 2, celle de l'« interconnaissance et du dialogue ». En particulier le processus a permis que l'EPSA et l'ASIRITIC se rencontrent pour la première fois, que la mairie et ASIRITIC s'assoient ensemble, etc. Mais en termes d'échanges tout est resté très limité. Nous allons le voir à travers l'analyse des réunions de projection-débat.

Chapitre 3

Première analyse des données recueillies

Nous présentons dans les annexes et à titre d'exemple la retranscription intégrale de trois des cinq réunions de projection (annexes 6, 7 et 8). Nous n'en ferons pas de même pour les autres terrains d'étude, dans un souci de diminuer des annexes déjà conséquentes. Nous y présenterons, à titre d'exemple également, d'autres types de transcription, comme des débriefings avec les acteurs locaux.

Section 1 : Tableau de répartition des fonctions de production au cours du projet vidéo

Nous présentons en page suivante le tableau qui récapitule la prise en charge des différentes fonctions de production au cours du projet. Ce tableau servira notamment à la discussion des hypothèses de recherche en fin de partie et surtout à la mise à l'épreuve de l'hypothèse H3 dans la dernière partie de la thèse.

D'ores et déjà il faut noter que la décision et la planification de l'intervention sont entièrement à notre initiative, avec l'appui du Centro AGUA ; que les interviewés définissent le fond de l'étude et le matériel vidéo de base pour le montage, mais que c'est nous qui faisons les choix détaillés de contenu et assurons toutes les phases techniques jusqu'au premier produit audiovisuel ; que le Centro AGUA puis l'ASIRITIC sont les seuls à valider les produits intermédiaires ; et enfin que la post-production et l'évaluation du processus sont également entièrement à notre initiative. En dehors de ces points clefs, il y a beaucoup de « nous » dans le tableau. Ceci peut étonner compte tenu de notre inexpérience de l'époque quant à la conduite d'un tel projet, mais les tensions entre acteurs et leur évitement systématique rendaient unimaginable la constitution d'un réel groupe de travail. Nous avons donc porté tout le projet en faisant la navette d'un acteur à l'autre. La stérilité du processus est peut-être à rapprocher de la participation très relative de certains acteurs, qui est peut-être elle-même à étudier en fonction de la force des antagonismes que nous évoquons. De plus, l'absence de suivi ou de valorisation sur le long terme de la vidéo et de la dynamique qui l'accompagnait est essentiellement due à l'éclatement du conflit que nous n'avons jusqu'à présent que brièvement évoqué. En effet, des suites étaient prévues en termes de concertation multi-acteurs et furent proposées lors de la réunion de Tiquipaya. Ce n'est que plusieurs mois après le conflit que le NEGOWAT parviendra à mettre en place une table de négociation et travaillera spécifiquement auprès des agriculteurs à l'aide de jeux de rôles et de SMA.

Notons tout de même que les années suivantes le Centro AGUA a accueilli sur notre lancée d'autres projets vidéo du même type, dont certains sont évoqués en dernière partie de cette recherche.

Tableau 9 : Table d'identification des fonctions de production et de leur prise en charge lors du déroulement du projet vidéo à Tiquipaya

	Collaborateurs directs	Milieu	Intervenant vidéo	Projet, chercheurs, institutions...
Décision et planification de l'intervention				
<i>Qui définit la nécessité d'une intervention de concertation appuyée par vidéo?</i>			Nous proposons	Le Centro AGUA accepte
<i>Qui identifie la ou les problématiques à traiter ?</i>				Le Centro AGUA choisit « la gestion sociale de l'eau » et le terrain d'étude
<i>Qui choisit la stratégie de communication à suivre (outils et objectifs) ? Qui définit les étapes du processus ?</i>			Nous proposons	Le Centro AGUA valide
<i>Qui choisit le ou les intervenants vidéo?</i>			Nous proposons nos services à l'origine	
<i>Qui finance l'intervention ?</i>			Nous (fonds propres et subventions obtenues auprès du Rotary Club, de la mairie de Paris et du Conseil Mondial de l'Eau)	
Conception et réalisation de la ou des vidéos				
<i>Qui effectue le choix des membres du groupe de travail ?</i>			Nous choisissons les groupes d'acteurs et certaines personnes plus anonymes et indépendantes	
<i>Qui participe à l'explicitation de la problématique, notamment pour orienter la réalisation?</i>	Les interviewés exposent leurs points de vue	Les entretiens conduits avec des non interviewés	Nous synthétisons, au travers de notre étude préalable	Le Centro AGUA nous guide à l'origine

Qui pense le scénario (les sujets à traiter, la manière de le faire, l'écriture visuelle, etc.) ?	ASIRITIC a un droit de regard		Nous	Le Centro AGUA valide
Qui choisit les personnes à interviewer ?		Chaque groupe d'acteurs sollicité choisi son représentant	Nous sollicitons des personnes plus anonymes et indépendantes	
Qui mène les interviews ?			Nous	
Qui tourne les images ?	Les interviewés nous orientent s'ils le veulent		Nous	
Qui effectue la sélection parmi les rushes ?	Les interviewés ont un droit de censure sur leur discours		Nous	
Qui effectue les choix de montage ?			Nous	
Qui réalise le montage ?			Nous	
Qui écrit la Voix-Off ? (A qui sera-t-elle finalement attribuée par les spectateurs?)			Nous (?)	
La démarche de conception/réalisation est-elle itérative ?	OUI			
Diffusion et validation de la ou des vidéos				
Qui choisit le(s) public(s) ?			Nous	Le Centro AGUA valide
Qui valide le contenu de la vidéo ?	Le directoire d'ASIRITIC pour la deuxième version			Le Centro AGUA pour la première version

	L'AG ASIRITIC pour la troisième version	Les spectateurs par le biais de leurs critiques		
<i>Qui anime les projections ?</i>			Nous	Des membres du Centro AGUA ou du NEGOWAT
<i>Le déroulement des projections peut-il conduire à revenir sur le contenu des vidéos ?</i>	OUI <i>Mais de façon limitée</i>			
<i>Qui finance les projections ?</i>			Nous	(Le Centro AGUA)
Post-production et après-projet				
<i>Qui choisit les bénéficiaires des copies ?</i>			Nous fournissons une copie à chaque interviewé	Le Centro AGUA garde quelques exemplaires
<i>Qui se charge de valoriser les productions sur le long terme ?</i>				Seul le Centro AGUA présente la vidéo dans quelques ateliers de spécialistes
<i>Qui finance la post-production ?</i>			Nous	
Evaluation de l'impact de la démarche				
<i>Qui décide de la réalisation de l'évaluation ?</i>			Nous, uniquement du fait de notre recherche	
<i>Qui effectue cette évaluation ?</i>				
<i>Qui finance l'évaluation de la démarche ?</i>			Nous	

Section 2 : Analyse de la réunion de projection devant l'assemblée générale d'ASIRITIC

La structure de la réunion est présentée dans le tableau en annexe 5, et s'accompagne de la retranscription en espagnol des prises de parole (annexe 6). Cette structure est assez simple.

2.1 Déroulement de la projection

Les trois interventions de présentation précédant la vidéo sont sans intérêt particulier.

Les dix interventions qui suivent la projection de la vidéo (interventions 4 à 14) correspondent à un échange assez répétitif entre des irrigants qui critiquent unanimement la vidéo et nous-mêmes qui tentons d'expliquer nos choix (cf. tableau). Grossièrement ces critiques se calquent toutes systématiquement sur celles lancées par A4 qui fut le premier à intervenir. Dans le tableau, pour se donner une idée, un rond rouge figure le point de vue « *la mairie ne nous a jamais aidé* » (6 répétitions), un rond violet « *l'EPSA est une privatisation* » (5 répétitions) et un rond vert « *les OTBs refusent l'EPSA* » (4 répétitions). A chaque fois qu'une de ces trois affirmations est répétée, la vidéo est critiquée pour ne pas présenter cette vérité (cf. en fin de ligne), et même tendre à laisser penser le contraire.

A4, leader paysan et militant indigène actif, ancienne figure de la Guerre de l'Eau et personne instruite, semble donc par sa seule intervention avoir déterminé le contenu de toutes les suivantes. Ceci s'explique sans doute par le fait qu'en plus d'être respecté, ses critiques au sujet de l'éventuelle privatisation de l'EPSA étaient argumentées, notamment par des éléments de Droit. Les irrigants ont ainsi abondé dans son sens, mais sans être en mesure de reprendre cet argumentaire qu'il était le seul à maîtriser. Ils ont en revanche tous cité leurs propres exemples locaux pour prouver, comme lui, que la mairie ne les avait jamais appuyés.

Les interventions maîtresses sont les suivantes :

« (4, A4) *La mairie, dans toute l'histoire que j'ai vécue, n'a jamais appuyé l'agriculture ou l'activité des systèmes d'irrigation [...]. Il me semble immérité que ses officiels apparaissent sur un fond lié aux productions agricoles, à la vallée centrale et aux communautés... Je crois que la mairie doit apparaître dans le film telle qu'elle est : appuyant l'urbanisation et tout ce qu'elle approuve, la régularisation des implantations, les dépotoirs, les maisons qu'ils font dans les communautés. Je crois que la mairie doit apparaître ainsi dans le film, et pas comme c'est le cas actuellement avec des tomates, des oignons, des fleurs, alors qu'elle ne s'occupe jamais de ça !* »

« (4, A4) *Qui ne veut pas améliorer son système d'eau potable, qui ne veut pas construire un réseau d'égouts ? Mais qu'ils arrêtent d'imposer leurs conditions ! Que le BID et la GTZ ne viennent pas à Tiquipaya et Colcapirhua nous conditionner pour former des communautés de communes de sociétés anonymes mixtes ! Qu'est-ce qu'une société anonyme mixte ? J'ai en ma possession les documents qu'ils sont en train de faire signer aux OTB, c'est soumis aux normes du code du commerce ! Qu'est-ce que le code du commerce a à voir avec nos eaux ? Il faut le dire sans détour et clairement, c'est un processus de privatisation des eaux. Et c'est ça qui doit apparaître dans le film : que les communautés de communes, la GTZ, le BID et les autorités sont à nouveau en train de favoriser la privatisation des eaux à Tiquipaya et Colcapirhua et il faut le dire ainsi. Je l'ai dit mercredi à l'assemblée des usagers de COAPAT. Et ils ont marqué leur désaccord dans leur résolution finale. Je veux tous vous inviter demain à une grande assemblée, avec tout Chillimarca, Ciudad del Niño, Las Villas, ils sont déterminés à ne pas suivre la voie des sociétés anonymes mixtes, du code du commerce. Ils sont déterminés à faire ce pour quoi nous nous sommes battus en avril 2000 ! Des organisations de gestion de l'eau à caractère social et avec un contrôle social.* »

Les intervenants suivants répondront tous à cet appel par la suite, et dès la fin de l'intervention d'A4, alors qu'auparavant les spectateurs attendaient de voir la tournure que prendrait la réunion, tous les doigts se lèvent pour demander la parole. Le film est systématiquement critiqué pour ne pas défendre ouvertement et exclusivement cette triple position (la mairie ne nous aide pas, l'EPSA est une privatisation et nous n'en voulons pas). Quelques exemples :

« (7, A5) Je veux préciser quelque chose de crucial, la mairie n'a jamais mis un peso dans le projet Chank'as [...]. Là on la montre trop comme une institution qui fait beaucoup pour la production à Tiquipaya alors que ce n'est pas le rôle qu'elle joue en ce moment [...]. Il faut corriger ces éléments dans la vidéo »

« (9, A6) Jamais au grand jamais Tiquipaya ou Colcapirhua n'ont bougé un brin de paille pour le projet d'irrigation Sayt'u Khocha. [...] Et maintenant c'est ce qu'ils disent dans un but politique ! Ca ne peut pas sortir ainsi dans le film ! Je rejoins un point évoqué par le compañero Omar [A4, ndlr], ils doivent apparaître avec les normes qui poussent à faire des lots de terre et urbaniser. [...] Comme l'a dit le compañero Omar, nous avons connu un grand problème à Cochabamba, qui est apparu aux yeux du monde entier. Et maintenant ce n'est plus Aguas del Tunari c'est une EPSA, mais c'est une entreprise privée compañeros ! C'est une entreprise privée, d'une manière ou d'une autre ils veulent nous attacher et nous attirer pour nous jeter dans le puit duquel nous nous étions échappé les années précédentes, compañeros ! »

« (10, A7) Vraiment, de bons artistes apparaissent dans ce film. Malheureusement, mais si je me trompe vous devez le savoir, cette vidéo n'a pas d'objectifs clairs et concrets. C'est simplement une sorte de propagande. Qui ressort ? Les artistes de la mairie, les meilleurs artistes de la mairie. Beaucoup de compañeros l'ont déjà dit, la mairie ne nous aide absolument pas. Maintenant je vais parler pour Montecillo, je représente le comité d'eau potable. Nous avons mis notre argent, nous l'avons construit avec nos propres efforts [...]. Messieurs de l'EPSA, espérons pour vous que vous ne viendrez pas à Montecillo en voulant privatiser nos eaux ! »

« (13, A9) Sur l'eau potable je veux dire que cela va m'affecter aussi car je représente Chiquicollo. [...] Cela nous a coûté de la sueur et nos petits billets. Maintenant si une autre entreprise vient prendre possession de ça, nous ne l'accepterons jamais ».

En réponse et immédiatement à la fin de l'intervention initiale d'A4, notre posture fut tout d'abord d'expliquer que nous avions souhaité laisser un espace de parole libre à chaque acteur, et que la contradiction au sein de la vidéo entre ce que dit la mairie et les déclarations juxtaposées des paysans nous semblait justement mettre en porte-à-faux, et de manière forte, les responsables locaux :

« (5, A2) S'il vous plait un instant, je vais répondre rapidement. Nous n'avons voulu montrer personne d'une manière spéciale. Nous avons simplement essayé de donner la parole à chacun des acteurs. Et justement, après la mairie, il y a une séquence qui commence avec M. Guido Rodriguez, qui commence en disant que la mairie n'a jamais donné d'eau, qu'elle n'a jamais fait de projets d'appui technique...

(6, A3) et c'est justement ce décalage entre les responsables locaux [La salle : « Mais les images !... »] et la population que nous avons voulu montrer, mais peut-être que ce n'est pas assez clair... qu'on met très en avant la vision de la mairie qui peut être, comme vous l'avez dit, un peu plus...

(Dans la salle) Mais les images que vous montrez ! »

Puis voyant que ce point de vue n'était pas partagé, nous nous sommes engagés (après une nouveau *mea culpa* inefficace) à rendre la critique de la mairie par les paysans plus claire :

« (8, A2) Nous allons corriger cela car ce n'est pas ce que nous avons voulu montrer. Peut-être l'avons-nous mal montré, mais nous pensions que l'opposition de points de vue entre la mairie et les irrigants et paysans allait être claire. Mais si ce n'est pas clair alors nous changerons pour le faire de cette manière ».

Aucune de nos réponses n'ont néanmoins permis de freiner les assauts répétitifs des spectateurs. Nous avons donc décidé d'attendre que l'orientation de ces interventions change d'elle-même. Ceci s'opéra avec les interventions 15 et 16, et dans une moindre mesure 17, qui sont des médiations spontanées d'irrigants (et d'un expert local) qui tentent de mettre fin à ce ping-pong stérile. Ces interventions, en plus de présenter les choses sous un jour plus positif (cf. annexe 5), se chargent de reprendre les interventions précédentes (cf. flèches dans le tableau) et de composer de manière fine entre les objectifs de la réunion et les attentes exprimées par le public :

« (15, A11) *Compañeros, en fait la vidéo qu'ils nous ont présentée est comme un brouillon. C'est très bien que nous soyons venus ici pour la baliser et faire connaître nos préoccupations. Ce que nous demandons actuellement à ceux qui ont filmé c'est que les choses se voient aussi réelles qu'elles le sont. Si la mairie produit des pierres et du ciment, là-dedans on doit voir des pierres et du ciment compañeros, c'est simple. Si nous autres producteurs irrigants produisons de la luzerne ou des légumes, alors que l'on voit tout ça compañeros. [La salle : c'est ça !...] [...] nous devons nous instruire compañeros et devons voir ces vidéos comme des garde-fous pour pouvoir discuter les différents thèmes qui vont nous toucher. Ce que je veux maintenant c'est que soient prises en note toutes les observations que nous faisons et qu'on puisse adapter la vidéo à ce que nous demandons, compañeros. »*

« (16, A12) Je veux féliciter les réalisateurs pour leur impartialité. J'ai vu l'impartialité, ils ont montré les deux facettes. Il y a un agriculteur qui dit qu'il consacre 75% de son temps à la construction, mais il est pleinement dans la problématique de l'eau¹⁹³. S'ils vous plaît, ne l'enlevez pas ! [...] Maintenant l'autre visage, le maire. Evidemment qu'il va dire tout le bien qu'il peut de la mairie ! Mais on ne va pas l'enlever pour autant. Parce que cela signifierait que nous nous partialisons : ou on parle bien de la mairie, ou on parle bien des irrigants. Je pense que ce qu'on fait les réalisateurs c'est montrer les choses de manière équilibrée et donner un espace aux deux côtés liés à la problématique de l'eau. »

A4 assène néanmoins de nouveau une intervention strictement identique à la toute première (cf. tableau : 18, A4), reprenant finalement les mêmes critiques et doléances pour avoir le dernier mot. Il est encore une fois suivi par quelqu'un qui reprend brièvement une ou deux de ses idées.

Les trois dernières interventions permettent de conclure et de rassurer les spectateurs sur la suite qui sera donnée au projet.

2.2 Les enseignements de cette projection

Différentes analyses peuvent être tirées de ce déroulement.

La plus évidente est sans doute celle du rôle des leaders dans le contenu des échanges. Tout d'abord, 11 des 13 interventions d'irrigants sont le fait de personnes clefs d'ASIRITIC ou des OTB : présidents, responsables de systèmes d'irrigation, membres du directoire. La plupart commencent d'ailleurs leur intervention en précisant le groupe qu'ils représentent. Leur poids est donc énorme. Et leurs interventions successives ont sans doute beaucoup à voir avec celle de

¹⁹³ C'est l'intervenant précédent, également acteur du film, ndlr.

leur chef à tous : A4. Même s'il semble hasardeux de vouloir mesurer l'influence du président de la fédération des irrigants, quelques détails peuvent nous aiguiller.

Tout d'abord, les membres du directoire qui ont participé à la réunion de contrôle, qui avaient donc déjà visionné la vidéo et autorisé cette diffusion, se sont rangés derrière A4 (A5 et A6 notamment). Or en privé, parmi leurs rares critiques, ils n'avaient jamais exprimé la moindre inquiétude quant à un éventuel objectif caché de l'EPSA visant la privatisation des ressources. Pourtant cette fois-ci ils s'engouffrent dans la brèche ouverte par A4 et sont les premiers à abonder dans son sens.

Par la suite, la succession des interventions des leaders de second ordre confirme bien cet effet d'auto-entraînement pour un ralliement derrière A4. Ce dernier politise le conflit avec la mairie et lui donne une portée militante en utilisant d'emblée un mot déclencheur et localement très fort de significations : « privatisation ». Dès lors les doutes que chacun avait concernant l'EPSA deviennent des certitudes de refus, et les préoccupations qui étaient celles des acteurs jusqu'à présent (prix de l'eau, marge de manœuvre des systèmes, etc.) sont balayées par la lutte impérieuse contre la privatisation. Pour preuve cette intervention d'un leader du district 5 (groupe d'OTB de la partie nord-est) qui nous accuse de falsification: c'est la réunion de l'EPSA avec son district qui a servi de base à la séquence correspondante dans la vidéo, où nous montrons les réticences de la population face au flou du projet :

« (14, A10) Nous avons vu le district 5, c'est passé à l'écran, mais lamentablement ils ont enlevé ce qui leur convenait. Vraiment dans le district 5, nous sommes tous d'accord pour ne pas permettre que l'EPSA vienne. Absolument. Et nous n'avons jamais fait de compromis ni avec la mairie, ni avec personne. Et nous avons totalement refusé l'EPSA. L'EPSA ne convient pas car cela revient à privatiser, réellement. Le traitement des eaux usées c'est bien, mais son objectif est de privatiser. C'est pour cela que dans différentes réunions nous avons totalement refusé... ».

Avec cet argumentaire relativement vide il réinvente le déroulement d'une réunion que nous n'avions aucunement déformée, et de laquelle nous avons extrait bien au contraire les critiques les plus virulentes faites par la population au projet (cf. contenu de la vidéo en annexe 4). Son besoin d'assimilation et d'appartenance au mouvement de contestation naissant le place sur la défensive face à la vidéo. Il cherche donc à se disculper de toute « collaboration » avec la mairie, nous accusant au passage de tromperie, alors que le refus des responsables de son district était effectif (et bien visible dans la vidéo) avant qu'A4 ne récupère l'opposition en des termes nouveaux et fédérateurs.

Finalement A4 semble avoir fait main basse sur une bonne partie de la réunion, et entraîné dans son sillage l'essentiel des leaders. Bien sûr ceci ne laissa pas aux autres spectateurs la possibilité de s'exprimer. Attention cependant, compte tenu de la logique des irrigants et de l'histoire de la commune (cf. notamment chapitre 1, 2.2, 2.3 et 2.7.4), tous ceux qui ont repris le point de vue d'A4 sont sans aucun doute sincèrement d'accord avec lui ! Ils ont simplement fustigé la mairie, l'EPSA et indirectement le contenu de la vidéo sur la base d'un point de vue qu'ils ne s'étaient appropriés que quelques minutes auparavant, et ont surenchérit dans un mouvement de représentation quasi-théâtral et une dynamique de ralliement.

Et finalement personne n'a parlé de gestion de l'eau ou du territoire en dehors des trois points précis désignés par A4. Le Plan Directeur par exemple, seul réel espoir pour les paysans de freiner l'urbanisation galopante, n'a pas été abordé une seule fois, alors que 6 ou 7 personnes se sont plaintes des 5 secondes d'images du marché qui illustraient dans cette version le discours du maire ! La perception que nous en avons dans ce cas est que le blocage des relations avec la mairie est trop important, la situation trop sensible et les mensonges trop évidents pour que les réactions soient pleinement rationnelles. Le fait que ces images soient désignées comme réellement scandaleuses montrent bien le poids du passif et l'impasse des relations actuelles, où ce qui peut sembler n'être que des détails peut réveiller des exaspérations violentes. Et finalement nous nous sommes retrouvés dans une situation où le vidéo-produit prenait malgré nous plus d'importance que le vidéo-processus (qui restait un concept dans nos seuls esprits

d'intervenants extérieurs), et venait même entraver sa bonne marche. Il semble que dans ce contexte nous n'ayons pas su utiliser la vidéo avec assez de prudence (il ne fallait pas interviewer les responsables de la mairie près de canaux d'irrigations par exemple), que nous ayons surestimé l'impact de certains montages subtiles (la mise en porte-à-faux du discours du maire) ou tout simplement surestimé la capacité des acteurs à accepter que d'autres personnes s'expriment librement (les irrigants ne toléreront pas une vidéo qui n'impute pas ouvertement à la mairie la destruction du monde rural). L'opposition paysanne à une vidéo qui représentait un plaidoyer assez clair pour leur cause témoigne d'une radicalisation des perceptions. Cette polémique devra nous aider à questionner l'usage de l'outil vidéo en cas de conflit trop acerbé. Serait-elle un meilleur outil d'animation de débats lorsque la charge émotionnelle et symbolique est moindre ? Lorsque l'on traite de la vie de personnes en lutte, l'implication personnelle et émotive est énorme, tous les détails comptent et le risque est grand de jouer à l'apprenti sorcier...

Nous terminerons pour conclure sur la remise en cause de l'intérêt d'une telle réunion de validation mono-acteur collective (rendue obligatoire par notre attachement à ASIRITIC à travers le Centro AGUA). L'objectif affiché de contrôle du contenu et l'absence des porteurs de points de vue contradictoires dans la salle ne pouvaient décemment pas conduire à un autre résultat que celui que nous avons observé. On peut imaginer qu'une réunion identique conduite uniquement avec le personnel de la mairie aurait encouragé de la même manière les élus à s'insurger contre le contenu pour le modifier en leur faveur. Il semble que ce pouvoir trop grand donné à un groupe d'acteurs isolé ne favorise pas la concertation, là où une réunion de validation pluri-acteurs pourrait au contraire servir d'occasion pour dialoguer.

2.3 L'appréciation des objectifs de la vidéo

Concernant la perception et la compréhension des objectifs du projet par les irrigants, il semble qu'elles soient particulièrement mauvaises. En témoignent les réactions suivantes :

« (10, A7) *Maintenant messieurs, espérons que vous ne vous soyez pas trompés de vidéo ! Peut-être que vous... avant tout, je suis communicateur. J'ai fait mon année de quince à Mexico à l'Institut Latinoaméricain de Communication Educative. Il faut d'abord étudier quels vont être les objectifs du film, puis comment il va être réalisé, quel sera son but ! Permettez moi ces réflexions, compañeros, moi je suis comme ça, je n'ai pas ma langue dans ma poche* ».

« (11, A8) *Peut-être que ces messieurs devant nous ont voulu faire cela de manière formelle, prendre des acteurs sociaux comme ASIRITIC, et des acteurs institutionnels comme la mairie. En ce sens ils ont peut-être commis une erreur parce que l'acteur social qu'est ASIRITIC a toujours été indépendant de la mairie* »

Cette dernière remarque en dit long sur le chemin à parcourir pour espérer instaurer une réelle concertation localement ! Et sur les limites du potentiel de l'outil vidéo dans le cas présent. Cette personne ne conçoit pas de réunir ASIRITIC et la mairie dans une même production audiovisuelle. Elle rejoint en un sens les remarques déjà formulées par tous ceux qui voudraient faire de la vidéo le porteur du point de vue unique des irrigants, dénonçant par ailleurs la propagande de la mairie.

Une autre intervention mérite que l'on s'y intéresse, et recoupe les thèmes des leaders et des objectifs de la vidéo. Il s'agit d'un expert local très influant dans les milieux politiques.

« (17, A13) *Je crois qu'il manque un fil conducteur à la vidéo, c'est-à-dire que l'impartialité c'est bien, mais l'impartialité doit être informative, et le thème de la privatisation, de l'EPSA, de ce que signifie faire des sociétés anonymes mixtes, les taux de régulation, tout ce que cela implique*

dans le cadre juridico légal il faut le mettre dans la vidéo. Parce qu'on dirait qu'il y a un conflit mais on n'explique pas pourquoi ce conflit. Il y a une origine substantielle très très grave compañeros, vous le savez et vous l'avez vu, et dans la vidéo cela doit être reflété.

Deuxièmement, le thème de la mairie c'est pareil : si on veut montrer des conflits, si il y a des conflits compañeros, que se passe-t-il en cas de conflit ? Une dénonciation, n'est-ce pas ? On dénonce les conflits. Donc je pense qu'il est inévitable que cette vidéo soit une vidéo de dénonciation. »

Cette position se révèle particulièrement démagogique. Outre l'utilisation du terme mobilisateur « *compañeros* » par un acteur totalement extérieur à la situation locale, blanc qui plus est (cette appellation est caractéristique des mouvements indiens), les spectateurs n'avaient pas conscience de l'existence d'une quelconque « origine substantielle très grave » quant à ce « conflit » naissant devant nos yeux, avant qu'A4 n'en parle quelques minutes auparavant. Par ailleurs, il utilise un langage technique que lui aussi maîtrise (les « taux de régulation » sont un mystère pour tous) afin d'aider son ami à rallier les gens à sa cause. C'est encore une fois un leader qui a une influence forte sur le déroulement de la réunion et manipule le processus.

Pour conclure sur la compréhension des objectifs, nous devons souligner le rôle crucial joué par les participants directs au processus vidéo, dans le cas présent les deux membres d'ASIRITIC interviewés pour construire cette seconde version, qui ont également participé à la réunion de contrôle préalable. A11, qui est un des deux médiateurs spontanés, a très bien compris l'objectif du projet et le rappelle alors que la vidéo est critiquée sur ce point :

« (15, A11) cette vidéo nous parle un peu de discussion entre les différentes institutions, avec l'EPSA, avec la mairie, avec tous les acteurs compañeros. Sûrement, quelqu'un disait qu'il n'y avait pas d'objectif clair dans ce film, pour moi l'objectif clair que vise ce film est qu'il va nous offrir plus de foyers de discussion avec les autres institutions pour essayer de maintenir notre agriculture. »

Bien qu'il soit un farouche opposant à la mairie, cet intervenant a parfaitement compris l'intérêt de jouer le jeu de la vidéo collective. Le fait qu'il l'explique lui-même a bien plus d'impact que si c'était nous qui justifions le sens de la démarche, pourtant martelé par la voix-off (cf. retranscription). Il prend donc notre défense même s'il nous nomme « *ceux qui ont filmé* », alors que nous étions, en dehors, amis... c'est une position intelligente. D'autres que lui se désolidarisent de nous en cette occasion, nous appelant par exemple « *ceux qui ont produit ça* » alors que nous nous connaissions très bien.

L'autre interviewé joue un rôle similaire en fin de réunion :

« (20, A1) Maintenant avec les observations que vous avez faites, les différentes personnes qui ont pris la parole, je pense qu'ils vont corriger le film puisque cette réunion est faite pour ça, pour voir ce qui est bien et ce qui est mal, ou qu'est-ce qui ne va pas et qu'il faudrait corriger. Donc avec toutes les observations que vous avez faites, ils ont pris des notes et ils vont corriger. [...] D'autres personnes ont profité de la circonstance, il se sont convertis en promoteurs et ont fait... disons leur propagande. Mais ce n'est pas de leur faute à eux ! Mais je crois qu'ils vont corriger... »

Il est clair que les personnes ayant été associées au projet et ayant participé de près à la construction des vidéos ont bien mieux compris son objectif global et ceux des différentes phases. Ils semblent en ce sens beaucoup plus à même de participer à la concertation sur la base de cet outil. Leur implication dans la réalisation aurait donc augmenté leur propension à discuter avec les autres acteurs, alors même qu'il n'y a pas encore eu de rencontre.

Peut-on dire que les objectifs de la réunion sont atteints ? Il est difficile de savoir si les irrigants se sont reconnus dans la vidéo, ou plutôt dans les 30 minutes de vidéo (sur 40) dont ils

n'ont absolument pas parlé. A la fin de la réunion leurs demandes de corrections sont néanmoins très claires, et nous sommes en droit de penser que si nous répondons fidèlement à leurs attentes la validation du contenu sera effective.

Pour ce qui est de préparer leur stratégie de concertation en réunion multi-acteurs, nous sommes restés au point mort. La discussion des trois points récurrents a complètement occulté l'objectif final du processus. Pire encore, cette réunion de validation semble avoir scellé le sort de l'EPSA avant même qu'il ne soit discuté avec les autres acteurs. La décision semble prise, sous l'influence d'un leader et en l'absence de la mairie, de s'opposer radicalement au projet. Nous verrons que cela aura de sérieuses conséquences par la suite.

2.4 Les corrections apportées à la vidéo

Immédiatement à la sortie de la réunion et pour prouver notre bonne volonté (nous n'avions aucun intérêt à nous mettre à dos un groupe d'acteurs), nous réalisons deux interviews d'A4 et d'A5. Le contenu sélectionné pour être rajouté à la vidéo, et qui vient en réponse directe aux allégations du maire et du président du conseil municipal, est le suivant :

A5 : *« la municipalité n'appuie pas l'activité productive de Tiquipaya, alors qu'il existe des lois qui disent que la mairie doit stimuler et appuyer la production. Nous autres irrigants exigeons de la commune, car bien que ce soit un travail qu'ils auraient du faire par eux-mêmes c'est devenu une exigence pour nous, nous demandons que les communes s'investissent dans l'activité productive. En plus la gestion de la zone agricole est bien contradictoire. On construit des murs d'enceinte qui bloquent des droits d'us et coutumes, nuisant à l'irrigation, portant préjudice à la production, et n'aidant pas pour ce que pourrait offrir la production agricole. [...] La mairie de Tiquipaya, étrangement, revendique lors de ses campagnes politiques la réalisation de projets d'irrigation : amélioration de canaux, de barrages... Le barrage de Chank'as a été construit avec des fonds du BID à travers le PRONAR, et une simple contrepartie des usagers. Sayt'u Khocha fut élaboré par la préfecture et exécuté conjointement par la préfecture et les bénéficiaires de Sayt'u Khocha. »*

Nous avons par ailleurs supprimé les fameuses images de produits agricoles sur les interviews des représentants politiques. Après la partie sur l'EPSA, nous avons également rajouté un commentaire qui explique la généralisation des communautés de commune dans le pays, ainsi que l'interview suivante :

A4 : *« Bon... nous autres cochabambinos et tiquipayanos avons lutté, en 2000, en avril, nous avons lutté pour que les eaux ne soient pas privatisées. Ces derniers mois, les autorités et les représentants du gouvernement, et il faut le dire également les bailleurs de fonds, ont encouragé la formation de communautés de communes pour l'eau potable et les eaux usées. Ces communautés de communes peuvent être une bonne solution, mais pas de la manière dont on les organise actuellement. Il résulte que ces communautés de communes, d'après le décret suprême 26587 approuvé par le gouvernement, devraient établir leurs normes et s'organiser sous forme de sociétés anonymes mixtes. Qu'est-ce qu'une société anonyme mixte ? C'est une entreprise privée qui a des actions. Ces communautés de communes seraient sujettes aux règles du code du commerce, ce qui veut donc dire que dans le futur il y aura un négoce de droits d'eau, et un commerce autour des services d'eau potable et de traitement des eaux usées. Ce qui ne signifie rien de plus qu'une autre privatisation de l'eau, et ça nous ne pouvons pas le permettre ».*

Nous estimons donc, avec ces deux interviews, avoir parfaitement répondu aux doléances exprimées lors de la réunion de validation.

Quelques jours plus tard, en parallèle d'une manifestation populaire contre la vente du gaz au Chili, se tient une grande réunion d'agriculteurs dans un gymnase de Cochabamba. Nous y filmons, par hasard, un discours d'A4, dont nous décidons d'ajouter l'extrait suivant

immédiatement derrière l'interview que nous venons de retranscrire : « *compañeros, si le vice-ministre n'annule pas le 8 juillet ce décret suprême qui veut privatiser les eaux, nous allons prendre les mairies de Tiquipaya et Colcapirhua compañeros !* ». Elle nous semble une excellente manière de rendre compte du mouvement de contestation naissant et de là où veulent l'emmener les leaders paysans. Nous espérons discuter en réunion multi-acteurs de ces extrémités, dans l'objectif de les éviter, étant donné que nous aurons l'occasion de nous réunir deux semaines avant l'expiration de cet « ultimatum ».

Enfin nous ajoutons derrière cette séquence un commentaire qui explique que le choix de l'eau comme bien public ou comme objet de commerce doit aussi se faire dans la perspective de l'arrivée des eaux de MISICUNI, enchaînant avec une interview du président du directoire de l'entreprise :

« Dans une première phase, nous avons considéré la construction d'un barrage de 85 mètres de haut, pour réguler les eaux du bassin versant MISICUNI seulement, et ajouter une composante hydro-électrique, au pied de la vallée dans ce cas, et garantir la fourniture d'eau potable à toute la zone métropolitaine c'est-à-dire de Sacaba à Vinto, et gérer l'irrigation dans une première zone, la zone 1 du projet qui représente environ 2200 hectares bruts. Nous appuyons l'initiative de conformer une entreprise liée à une communauté de communes, c'est-à-dire une entreprise métropolitaine de services de base. L'objectif est d'avoir une entreprise qui soit responsable de tout ce qui va être gestion de l'eau potable. L'entreprise MISICUNI en elle-même n'est pas une entreprise de services, nous ne voulons pas non plus entrer en compétition avec d'autres prestataires comme la SEMAPA ou d'autres communes. »

Compte tenu des réactions suscitées par l'EPSA, il nous semble en effet particulièrement urgent de discuter ouvertement dès à présent des modes de gestion du futur eldorado de l'eau dans la vallée.

De nombreuses autres modifications, mineures en apparence, furent apportées à la vidéo. Le principe en est exposé en introduction de la retranscription en annexe 4. Attardons nous tout de même sur les modifications musicales. On nous fit remarquer lors de la réunion « (16, A12) *je me permets de vous féliciter et j'ai seulement une préoccupation : il y a un fond musical de rythme afro-bolivien qui n'est pas propre à notre zone, et ensuite un autre fond de danse, que je ne comprends pas je ne l'ai jamais vu, il paraît équatorien... Donc qui sait quelque chose de ces deux aspects ? De mon point de vue cela ne colle pas avec la problématique de l'eau.* » Les images du trajets de l'eau étaient en effet habillées par une musique saya des vallées de La Paz, choisie pour son dynamisme et son adéquation avec le rythme de la séquence ; le montage final où les interviewés se présentent dans l'arène en pierre de la place centrale de Tiquipaya était effectivement mixé avec un spectacle de danse et de musique andine enregistré à Quito lors du Forum Mondial des Populations de Montagne. Nous trouvions cela très harmonieux. Suite à cette remarque (et d'autres) elles furent respectivement remplacées par des instruments à vent d'une communauté de la cordillère du Tunari et une fête traditionnelle autour de percussions, de danse et de *chicha*, enregistrée à Cochabamba¹⁹⁴. On ressent encore une fois derrière ces demandes de retouche le poids des revendications culturelles que nous avons exposées dans les pages précédentes et que nous aurions sans doute pu anticiper. Il nous semble en effet que le contexte pluriséculaire et toujours actuel de spoliation dans le domaine de l'eau se traduit par un repli de la société locale sur elle-même. Les colons espagnols, les multinationales de l'eau, les lois issues de La Paz, tout ce qui vient de l'extérieur de la vallée semble déshériter ses habitants. Et comme dans le cas des 5 secondes d'images de marché sur le discours du maire, qui ont presque bloqué la réunion, ce qui était du détail à nos yeux ne l'était pas du tout au yeux des acteurs locaux, pour qui la part de sens véhiculé par les images et la musique est bien plus forte que celle que

¹⁹⁴ Par ailleurs la chanson du générique de fin, originalement jouée à la guitare sèche par un des membres du centro AGUA et chantée par sa femme, a du être remplacée par un air de *queña*.

nous leur accordions par rapport au discours. L'affirmation que ces rythmes des *yungas* ne « collent pas avec la problématique de l'eau » traduit donc à la fois un contexte socio-historique très prégnant et la nécessité, dans une situation comme celle-ci où la problématique de gestion d'une ressource est submergée d'affects, d'en référer aux acteurs locaux pour le montage des vidéos, ou alors de s'orienter vers des formats audiovisuels moins travaillés et moins scénarisés.

Nous avons constaté, lors de la soirée qui a suivi cette projection et que nous avons passée avec une vingtaine d'irrigants dans un hangar où les calebasses de *chicha* furent nombreuses à tourner, que tout n'avait pas été dit lors du « débat ». Les paysans ont fortement apprécié de se voir à l'écran et de voir ainsi « mis en scène » leur quotidien et leurs proches, mais sans pour autant pratiquer un quelconque exercice d'auto-critique. Et ils nous ont par ailleurs renouvelé leur confiance, s'excusant presque du déroulement un peu théâtral de la réunion et des blocages néanmoins justifiés sur les quelques points que nous avons évoqués. Tous se sont remis à nous prénommer et nous taper dans le dos...

Section 3 : Analyse de la projection à l'Alliance Française de Cochabamba

Quelques jours après la réunion de Tiquipaya, la version finale des vidéos était arrêtée et nous entamions une série de deux projections à Cochabamba, c'est-à-dire dans un contexte local (les problématiques sont les mêmes et tout le monde connaît Tiquipaya) mais pas micro-local (les acteurs ne sont pas assimilés aux personnes réelles mais bel et bien à leurs rôles respectifs, et l'analyse peut être menée avec plus de recul). La première fut celle de l'Alliance Française.

3.1 Emergence d'un véritable débat

Nous faisons l'économie du tableau qui décortique le déroulement de la réunion, étant donné qu'on y lit très peu de choses. L'après-projection fut en effet l'occasion d'une discussion de qualité mais sans enjeux particuliers, et exempte de conflits d'intérêts (l'irrigant d'ASIRITIC qui avait fait le déplacement n'avait pas d'« opposant », et a du être rassuré par les modifications apportées à cette version de la vidéo). Ce fut donc un échange d'idées relativement courtois, sur des thèmes de fond le plus souvent, entre personnes intéressées par le sujet mais pas directement affectées par la situation locale. La seule chose remarquable par le biais du tableau d'analyse est que chacune des 36 interventions qui composent le débat viennent toutes sans exception en réponse à une autre intervention. En ce sens il s'agit bien d'un dialogue (et non plus d'un jeu de représentations comme nous l'avons observé à la projection précédente), d'interactions entre les participants, et le nombre élevé d'interventions s'explique par certains échanges plus brefs et rythmés qui eurent lieu entre deux ou trois personnes, bien éloignés des déclamations qui prédominent dans les débats où les logiques de représentation ont une place importante.

La discussion qui dura une heure fut entretenue par un ingénieur de la SEMAPA, référencé AF1, qui joua un peu le rôle du savant garant de la vérité, répétant à plusieurs reprises son point de vue sur la place des services publics, de la population et des privés dans la gestion de l'eau ; nous, A2 et A5, qui cherchions à interpellier les présents sur des points précis ou des thèmes de fond ; une femme, A3, qui amena des éclairages différents aux points de vue des uns et des autres ; et un irrigant d'ASIRITIC, A5, qui « défendit » l'association et le monde rural. Personne n'a réellement tenu le rôle d'animateur.

3.2 Les rôles de la vidéo dans le débat

On constate facilement à la lecture du transcrit que c'est bien la vidéo qui articule le débat : on parle exclusivement de thèmes qui y sont traités (ce qui laisse par ailleurs penser qu'elle est relativement complète, ou en tout cas qu'elle ne fait pas l'impasse sur certains aspects majeurs de la problématique locale de l'eau) et l'on s'y réfère directement à plusieurs reprises.

« (4, AF3) [...] *donc je vois qu'ils ne renforcent pas ces instances, j'écoutais tout à l'heure dans la vidéo une personne d'une OTB qui disait « les ordonnances municipales ne... tout se fait au niveau du gouvernement municipal, par des accords entre eux, et nous autres n'avons réellement aucune connaissance de tout ça », donc je pense que le principal problème c'est ça, qu'il faudrait le signaler à la mairie mais surtout à tous les représentants d'OTBs qui représentent la majorité de la population, la population majoritaire, insister sur le fait que réellement on doit donner l'information due pour que ce soit les gens qui décident. Parce que comme vous le montriez au début de la vidéo, différents mouvements surgissent du fait qu'il y a... c'est vrai que nous avons des canaux d'intervention, nous avons des représentants politiques qui en théorie devraient défendre nos intérêts, mais comme ces instances sont en crise, de nouveaux mouvements se créent sur la scène publique.* »

On constate que les spectateurs captent l'information qui leur est proposée, en tirent des conclusions directes ou au contraire l'intègrent dans une pensée plus générale, ce qui fait dans ce cas de la vidéo un bon tremplin pour des ouvertures ou des montées en généralité sur des thèmes plus transversaux. Nous donnons ici un peu la teneur des réflexions suscitées par le visionnage collectif :

« (2, AF1) [...] *les problèmes de type technique : comment capter une source ? Comment on doit traiter l'eau ? Comment établir le drainage des eaux usées et où va se faire leur traitement ? Ces problèmes ne requièrent pas la participation citoyenne. La participation citoyenne s'intéresse aux modalités du service proposé à l'usager et aux prix pratiqués. Maintenant, si ce service est fondamental il doit être assuré par les services publics c'est-à-dire les mairies, les préfectures, le gouvernement central. Ils doivent en être responsables. Ils doivent le financer. Evidemment qu'aujourd'hui les budgets s'acquièrent auprès de corporations internationales, et que ces organismes imposent des conditions. [...] Mais la différence entre une entreprise publique et une entreprise privée est que l'entreprise publique est là pour servir la population, et l'entreprise privée cherche le gain, le profit. Et on ne peut pas faire de profits avec un service aussi fondamental pour la vie. »*

« (4, AF3) *bon, en réalité je juge la concertation sociale utile, et je me demande... avant tout la concertation sociale requière la participation, et comment la population peut-elle participer si elle n'est pas dûment informée sur tous ces aspects ? Nous savons qu'à un niveau général en réalité les municipalités traversent une crise de gouvernance, et que cette crise provient de problèmes d'intérêts liés à la politique des partis, non ? Et de problèmes économiques. En réalité moi je ne vois aucune participation réelle et directive de la population sur ces aspects, précisément à cause d'un manque d'informations. Et on ne stimule pas la prise de contrôle social non plus alors que la loi permet que la population réalise un contrôle sur ces activités. »*

« (7, AF4) *C'est également une bonne question. La population doit surveiller. Le comité de vigilance existe, mais ce comité fonctionne-t-il réellement ? Les informations ne circulent pas. Il y a les OTB, il y a la loi de participation populaire, il y a le POA, et normalement c'est la population qui décide de quels seront les projets conduits l'année suivante. Ce fut le cas avec l'EPSA. La population a voulu un réseau d'égouts, alors la mairie a cherché de l'argent. Pour avoir trouvé l'argent, avec les pressions des institutions internationales, ils ont été obligés de faire une EPSA. Mais à l'origine c'était...*

(8, AF2) *une demande de la population.*

(9, AF4) *Une demande de la population. C'est ça...*

(10, AF2) *Elle s'est convertie peu à peu en quelque chose un peu... pas très clair en termes de privatisation. »*

Et ponctuellement au milieu des débats liés à la gestion de l'eau, la réflexion s'engage spontanément sur l'outil vidéo en lui-même, son objectif, son intérêt, ses dérives... AF1 par exemple pense que cette approche de Vidéo Participative contribue à produire des écrans de fumée qui, d'une certaine manière, servent les intérêts des bailleurs et des dirigeants. Nous défendons de notre côté l'ambition d'agir par le biais de la vidéo pour donner un peu plus de lisibilité et de poids aux usagers.

« (11, AF4) [...] *c'était un peu l'objectif du film, montrer que chaque personne réagit de son côté, sans discuter avec les autres, sans dire rien à personne. C'est pour ça que nous voulions montrer que l'eau est à tout le monde, que tous doivent s'investir un peu plus dans la discussion, pour justement... tente d'instituer une organisation représentative de tous, les irrigants, les paysans qui n'ont pas de droits d'eau [...], les urbains... »*

« (1, AF1) [...] *je crois que le documentaire est bien au sens où il montre la réalité. Mais... j'ai peur, je crains qu'un tel documentaire puisse servir à justifier ce processus de manipulation et ainsi faire croire à la population que réellement, on va résoudre ses problèmes. Et ce n'est pas le cas. »*

« (22, AF1) *Ce qui importe c'est que malheureusement, de mon point de vue, toute la population fait l'objet d'un processus de manipulation. Vous savez ce qu'est la manipulation, n'est-ce pas ? Faire croire aux gens qu'ils sont en train de faire les choses mais au fond ce n'est pas eux. Manipuler les gens c'est créer par exemple ces entreprises... comment s'appelle-t-elle ? ASIRITIC, ces entreprises de gens qui supposément résolvent leurs problèmes, mais c'est un groupe qui a privatisé l'eau, n'est-ce pas¹⁹⁵ ? Moi je crois que l'eau ne doit pas être privatisée, et on ne doit pas inciter la population à former des groupes privés, les OTBs, les entreprises, les EPSA, tout ça ce sont des formes privées qui auront l'usufruit d'un bien qui est à tous. Vous vous rendez compte ? C'est-à-dire que la problématique de l'eau c'est fondamentalement de combattre le processus de privatisation. [...] Le service doit être publique. Parce qu'il est basique, nécessaire et fondamental pour la vie. Je crois que c'est la conclusion que l'on devrait tirer de l'effort que vous avez fait en montant ce documentaire. Il y a une tendance à mettre en place des processus participatifs partout, où l'on fait croire aux gens que ce sont eux qui doivent résoudre leurs problèmes. Pourquoi les gens résoudraient un problème basique qui est la responsabilité de l'Etat ? Ils résolvent déjà beaucoup de leurs problèmes ».*

Puis sur cette base le débat dérive et s'élargit :

« (26, AF1) *Je crois que ce dont on a besoin en Bolivie ce sont des processus éducatifs. Recréer nos manières de faire traditionnelles, ce sentiment de solidarité qui animait nos organisations primitives, n'est-ce pas ? En terminer avec le processus d'individualisation auquel nous ont conduits les politiques néolibérales. Aujourd'hui le pragmatisme, l'hédonisme et l'individualisme ont rendu les gens prisonniers. Chacun ne pense qu'à lui, et pas à l'autre. Nous devons par des processus éducatifs respecter l'autre à nouveau, reconnaître l'autre, l'autre authentique, différent de moi mais égal, vous voyez ? C'est ça. Mais on ne peut le faire qu'avec l'éducation, et du temps. Ou à travers une participation effective des moyens de communication massifs qui de nos jours ont une influence si rapide, mais malheureusement ces moyens de communication massifs, au lieu d'éduquer les gens, déforment la réalité et modèlent l'opinion publique à leur guise, vous voyez ? C'est-à-dire que la population est victime des moyens de communication [...]*

¹⁹⁵ AF1 a désigné à plusieurs reprises ASIRITIC comme une forme de privatisation, y compris dirigée par des grands propriétaires terriens... Ce qu'a réfuté à chaque fois AF5, bien évidemment. Précisons qu'ASIRITIC, qui est effectivement une association, privée par nature, n'est en aucun cas dirigée par des latifundiaires, qui de surcroît n'existent pas à Tiquipaya.

(27, AF2) *Mais il y a quelque chose qui me plaît beaucoup dans le peuple bolivien, c'est sa force sociale, pour manifester quelque chose, pour dire quelque chose clairement.*

(28, AF1) *Mais c'est une force sociale qui est souvent manipulée ou conduite.*

(29, AF2) *Mais les gens descendent beaucoup plus dans la rue qu'en France, en France il y a peu de manifestations...*

(30, AF1) *Non, non, parce que les gens ont plus de besoins, souffrent plus, et donc ils explosent et montrent... leurs besoins à travers des manifestations. Mais malheureusement, la majorité des mouvements sont manipulés.*

(31, AF3) *Euh... moi je pense que dans le vote, celui des dernières élections, il me semble qu'on a eu un progrès, au-delà de ces aspects de manipulation qui peuvent exister, c'est le fait d'avoir un parlement dans lequel on voit, physiquement représentée, une classe historiquement discriminée comme les paysans, je crois que c'est quelque chose d'important. [...] et peut-être que nous traversons un moment critique comme la majorité des pays d'Amérique Latine, un moment critique dans les démocraties, une crise de la représentation politique, mais cela s'améliore également car de nouveaux mouvements naissent et se constituent en acteurs, et ils assurent la représentation de tous ces gens exclus et sans voix. Donc je crois que c'est positif, non ? »*

Voici à partir de quelques exemples le genre d'échanges qui ont suivi la projection : partant systématiquement du contenu de la vidéo, différentes phases de dialogue se sont succédées en terminant par des ouvertures. Les enseignements de la Guerre de l'Eau et la loi de participation populaire furent ainsi discutés à plusieurs reprises, en des termes que nous avons déjà exposés au début de ce chapitre.

3.3 L'utilisation de la vidéo permet de faire surgir de l'information

Les deux derniers extraits que nous souhaitons présenter montrent que l'exercice collectif de visionnage et de discussion permet de faire surgir de l'information sur la problématique, par exemple de mieux comprendre les logiques d'acteur ou de récolter de nouvelles données pertinentes, et surtout des points de vue.

« (35, AF5) *Qui nous a forcés ? Le gouvernement lui-même. Qui a commis les erreurs ? Les bailleurs de fonds eux-mêmes. Ceux qui sont... la GTZ signe aussi ! Ils nous appuient nous autres irrigants, mais ils appuient aussi cette communauté de communes ! Donc c'est quoi leur position ? »*

Cette citation traduit finalement la vision qu'ont les paysans des autorités et leur intransigeance, en tout cas leur difficulté à faire des compromis ou à accepter la nature fondamentalement plurielle de la problématique de l'eau à Tiquipaya.

La seconde citation est une analyse de nature psychosociale proposée par une des femmes participant au débat :

« (13, AF3) *je crois que dans l'imaginaire collectif, et je ne me fonde pas seulement sur la perception que j'en ai mais également sur des études qui ont été faites, par exemple auprès des jeunes à partir de leur participation à la Guerre de l'Eau... il était illogique de rencontrer des jeunes de milieux modestes, des strates socio-économiques basses de zones périurbaines de Cochabamba, se battant pour l'eau. Pourquoi illogique ? Parce qu'ils n'étaient en rien affectés par la montée du prix qui avait lieu. Parce que eux tirent leur eau des aguateros, n'est-ce pas, ils s'approvisionnent grâce aux aguateros, donc ces tarifs ne les affectaient pas. Mais ils ont eu une participation directe, et pourquoi ? Parce que dans leur imaginaire l'eau est à tout le monde, l'eau est au peuple. Et c'est un droit basique et les gens ne peuvent pas concevoir que ce soit un service privatisable et avec lequel on puisse générer des richesses pour un seul secteur aux dépens du plus grand nombre. »*

Pour conclure sur le déroulement de cette projection en comité restreint à l'Alliance Française, nous retiendrons la capacité de la vidéo à orienter et structurer le débat, à donner à réfléchir aux spectateurs et à produire des échanges riches en termes de points de vue globaux et d'analyse des problèmes de fond, politiques et sociaux. Bien sûr l'objectif principal n'était bien pas ici de rechercher des solutions concrètes pour Tiquipaya, et cette prise de recul est certainement facilitée par l'absence d'enjeu direct pour la plupart des participants, l'absence de conflits entre eux et donc une charge émotionnelle globalement moindre.

Section 4 : Analyse de la projection au collège des architectes de Cochabamba

Quelques jours après la projection de l'Alliance Française eut lieu celle du collège des architectes, dont la retranscription en français fait l'objet de l'annexe 7. Cette fois encore nous ne présentons pas le tableau d'analyse qui n'apporte que peu d'éléments à notre propos. Nous donnons ici une lecture et un résumé du débat sur la base de plusieurs extraits.

Le public de cette réunion était plus conséquent, réunissant une trentaine de personnes. Mais il était surtout différent, mêlant des acteurs locaux de Tiquipaya et de Colcapirhua qui avaient fait le déplacement (représentants d'OTB, de la mairie, un membre d'ASIRITIC) à des personnes de Cochabamba (étudiants, membres de la société civile), ainsi qu'à quelques habitants d'autres communes et des experts nationaux et étrangers. Nous y avons clairement joué le rôle d'animateurs, intervenant de nombreuses fois mais de manière assez courte, pour apporter des précisions ou nuancer des points de vue, et distribuer la parole.

L'analyse de la réunion montre qu'elle fut l'occasion d'un réel débat, les interventions se répondant les unes aux autres au fil des thèmes abordés (26 interventions entre 9 participants). Comme lors de la projection précédente les échanges ont consisté en un va et vient régulier entre le cas concret de Tiquipaya et les problématiques de fond, souvent nationales, qu'il permet d'illustrer. Cependant la nature du public a cette fois-ci permis un ancrage local plus important, permettant aux idées avancées par les uns et les autres d'être confrontées aux aspects concrets du terrain. Il en a résulté à nos yeux un exercice de concertation de meilleure qualité parce que moins conceptuel.

4.1 Des signes d'appropriation progressive de la démarche vidéo

L'enjeu de la réunion était évidemment supérieur puisque des acteurs locaux engageaient ouvertement leur parole lors du débat. L'opposition autour du bien-fondé de la création de l'EPSA s'est donc ressentie plus fortement, notamment entre une représentante de la mairie de Colcapirhua qui défendait la nécessité du projet face à une experte locale et un irrigant qui, pour leur part, critiquaient fortement sa forme.

Cet irrigant, président de l'un des systèmes d'irrigation qui composent ASIRITIC, est le même qui a participé à la réunion précédente, ainsi qu'à la réunion de Tiquipaya. Il défend l'agriculture, fustige la privatisation, se plaint des perforations excessives qui cause le tarissement des sources, tout comme à l'Alliance Française. Mais nous notons qu'il semble intégrer peu à peu le processus, et y prendre apparemment plaisir. Il fait même référence à la projection précédente dans l'une de ses interventions, et défend l'idée de prises de décisions communes :

« (18, CA8) Bon, c'est un peu important de voir ici certains professionnels, dans cette rencontre tellement importante... ça m'aurait plu de réunir plus de ceux qui savent, de la maison d'études San Simon, les professionnels, pour continuer à commenter ce qui nous attend, le futur, n'est-ce pas ?

[...]

Lors de la projection précédente il y avait l'ex- gérant de SEMAPA, Don [??], je lui ai fait remarquer qu'avec des financements de l'extérieur, de pays qui financent la Bolivie [un homme : « des français ! »] Oui des français et d'autres, comme le BID, on avait perforé plus de 50 puits très profonds...

[...]

Donc on est là car ce n'est pas possible ça, que le président du comité de vigilance et le maire aillent aux réunions et aux conseils qu'il y a, et ensuite le président du comité de vigilance se paie le luxe durant la nuit ou au petit matin d'aller frapper aux portes des dirigeants d'OTB et faire signer... C'est ça décider ensemble ? Moi je peux vous emmener dans chacun des quartiers, c'est sûr qu'ils ne savent pas ce qu'est l'EPSA. Les Voisins. Et alors qu'est-il possible de faire ? »

Cette personne reste néanmoins un cas isolé. Mais l'intérêt du processus semble être perçu et partagé par d'autres puisqu'un habitant de Sacaba manifeste son intérêt pour la vidéo de la manière suivante :

« (4, CA3) Une question : c'est très profitable d'avoir vu ce travail que vous avez fait dans le secteur de Tiquipaya, qui d'une certaine manière est un secteur qui a relativement beaucoup d'eau, et je ne sais pas si vous autres comme groupe de recherche, ce que vous faites avec l'Université, vous avez l'intention ou vous connaissez une autre étude qui pourrait se faire dans un secteur qui n'a pas d'eau ? »

Il argumente ensuite l'intérêt de travailler dans sa zone, où les problèmes de déficit hydrique semblent plus important, et voudrait profiter du « coup de projecteur » que permet le processus vidéo pour sa propre ville.

4.2 La vidéo offre des références communes, permettant l'ancrage du débat dans la réalité

Par ailleurs, la vidéo se révèle encore une fois bon outil pour animer le débat. Voici quelques exemples de références faites à son contenu, considéré comme une preuve objective par les spectateurs, qui s'en servent donc pour appuyer leurs argumentaires.

« (2, CA2) [...] Mais on a vu que ce n'était pas très clair, car le projet fut élaboré par un comité technique, sans aucune concertation, et au final ils ont présenté le projet aux OTB de sorte qu'il soit approuvé par chacune, et comme nous l'avons vu la réunion a été très difficile, plus de 3 heures et demi de réunion, et à la fin les gens... ils n'arrêtaient pas de demander le prix de l'eau, et rien d'autre, et l'ingénieur n'a jamais donné la réponse, parce que... je crois que c'est la question la plus difficile. »

« (20, CA3) [...] C'est important que les communautaires sachent quelles lois les protègent, qu'ils sachent le contenu des lois, et ça on doit le faire à travers des formations directes. Parce que le communautaire va à une réunion, s'assoit, et si il y a un ingénieur qui expose le projet comme nous l'avons vu dans le documentaire, il y a beaucoup de communautaires qui ne savent même pas de quoi on parle [approbations dans la salle]. Et tout ce qu'ils font c'est opiner sur ce qu'ils ont vu mais ils ne savent pas le fond de tout ça. »

« (12, CA5) [...] Malheureusement, et vous venez d'entendre les témoignages dans la vidéo, les gens vivent chichement de la vente de petits fromages frais (quesillos). Ils gagnent à peine le

nécessaire, si ce n'est le minimum pour leur subsistance. Eux ne vont jamais penser à faire un voyage de vacances dans le pays, ils n'y penseront jamais. Parce qu'ils gagnent à peine de quoi survivre. Et les solliciter pour un impôt, leur vendre l'eau, ça me paraît vraiment inhumain, cruel. »

« (18, CA8) [...] mais au sujet de ce qu'on commente c'est vrai que pour arriver à cette EPSA de la communauté de commune de Tiquipaya et Colcapirhua, ils l'on fait avec des cadeaux à minuit. C'est clair. Ils nous ont montré, là-bas sur l'écran : la femme de Veintes dit qu'à aucun moment on ne les a fait participer, on ne les a consultés, et que des ordonnances municipales sont sorties quand même. C'est la même chose que ce qui s'est passé à Colcapirhua. Ok ? A Colcapirhua moi, en tant qu'agriculteur, qui vit aussi des professionnels et les professionnels vivent de moi, c'est un partage de nos richesses... Avec la commune de Colcapirhua... c'est une des plus corrompues. Par exemple la loi 1551, la loi de participation populaire, je ne sais pas de quelle participation ils pourraient parler. »

4.3 Une clarification progressive des responsabilités de chaque acteur

La question des rôles des différents acteurs est soulevée derrière cette dénonciation de la corruption. Et la plupart des participants proposent des pistes de réflexions qui tiennent soit à une re-répartition des responsabilités de gouvernance locale soit à une prise de responsabilité renouvelée de la part des pouvoirs publics nationaux.

« (7, CA3) Evidemment on a observé ce qu'ils nous ont présenté, mais qu'ils n'apportent pas des projets élaborés ; ce qui nous intéresse nous, c'est de prendre part à l'élaboration du projet, ne pas être un élément du projet... c'est un point fondamental de ce qu'ils pourraient nous présenter comme alternative, autant à la commune qu'à d'autres. »

« (10, CA5) Que fait l'Etat ? Ce ne serait pas par hasard la mission de l'Etat de distribuer les ressources dont il dispose au bénéfice de ces services de base ? Ils mettent en place certaines normes légales, imposées coûte que coûte, au prix de la tyrannie, obligeant la population à accepter des normes qui conduisent à la commercialisation, la marchandisation de ressources de base telle que l'eau. En vertu de cela, ce que fait le gouvernement me paraît grave. Le gouvernement central. Il n'a pas non plus vraiment de politiques au bénéfice du peuple... mais plutôt de leurs propres porte-monnaie. En raison de quoi des crédits sont attribués au pays, et ces crédits sont investis, personne ne sait en quoi ni en quelle proportion, mais le bénéfice pour la communauté est faible sinon nul. Je crois que c'est important, que le gouvernement doit au moyen de ces travaux que vous réalisez, former la population et la doter de ces ressources nécessaires et basiques pour qu'elle reste dans ce pays, parce que sinon nous allons continuer à voir, comme nous le voyons en ce moment, la migration de notre peuple qui va en Italie, en Angleterre, à Israël, n'importe où où ils trouvent une petite perspective de vivre mieux. Parce qu'ici nous la perdons. Le travail que vous avez fait me paraît important précisément pour réfléchir sur ce point. Mais il faudrait le compléter, et ça pourrait se faire, dans des zones où effectivement, l'aridité et le manque d'eau potable et d'irrigation sont réellement forts. »

Quant à ce qui tient à la commune de Tiquipaya en elle-même, le débat principal porte encore une fois sur l'EPSA, qui reste la partie de la vidéo la plus discutée en réunion ; nous avons exposé les antécédents historiques qui expliquent ce constat. La représentante de la mairie de Colcapirhua essaye de justifier la formation de la communauté de communes, sentant l'hostilité relativement répandue à l'égard de l'EPSA :

« (18, CA7) [...] Donc on fait [les égouts] par petits bouts, et lorsque c'est comme ça on fait le premier puis un autre puis un autre petit bout puis il faut faire une usine de traitement, si on ne le fait pas tout d'un coup, le premier petit morceau qu'on a fait les gens sont déjà en train de l'utiliser et il va se boucher, donc ça n'aura servi à rien, c'est un investissement qui n'a pas de sens. Pour cette raison le gouvernement municipal de Colcapirhua a cherché les mécanismes pour faire en sorte de créer une communauté de communes et qu'on le fasse... finalement nous avons besoin de ceux de Tiquipaya, et ceux de Tiquipaya ont besoin de nous pour faire l'usine de traitement. »

Elle trouve un appui dans la salle en la personne d'un jeune de l'université pour qui les nécessités budgétaires justifient ces regroupements. Il prône néanmoins une gestion très participative de ces structures, et surtout dès la conception des projets, accusant clairement le chemin prix par l'EPSA MACOTI.

« (20, CA9) Ce qui est important aussi c'est que des fois nous rejetons la faute sur le gouvernement en disant le gouvernement doit faire ci le gouvernement doit faire ça, et nous nous endormons sur nos lauriers. Je crois que c'est important que les communes conçoivent des projets, comme disait le monsieur du fond, qui comptent avec la participation conjointe des personnes qui vivent dans la communauté, qui sont les communautaires. Je crois que nous avons un grand potentiel de professionnels qui sont en train de sortir des universités, et principalement de la San Simon, qui ont les capacités nécessaires pour assumer des projets dans des domaines multidisciplinaires, à travers des groupes multidisciplinaires, de sorte que les communautaires soient ensemble des participants avec les professionnels pour donner des réponses concrètes à des problèmes concrets, non ? Je crois que le financement est là. Actuellement j'ai cru comprendre que la FPS [Fonds national d'investissement Productif et Social] a un plafond de 4 millions de dollars pour des projets de développement à incidences sociales, chaque commune a un plafond de budget, et si on le gère à travers des communautés de communes, c'est beaucoup plus facile d'arriver à un plafond beaucoup plus élevé pour avoir un budget beaucoup plus fort pour des projets avec plus d'impact et d'envergure. Mais s'il s'agit de chercher des projets déjà tout faits, on entre dans une logique d'avoir des projets qui visent le profit, et pas des résultats sociaux. [...] Si on ne fait pas ça on va continuer à voir l'émancipation de projets faits et élaborés, comme disait la licenciada qui a embauché des consultants, souvent les consultants ne vont pas se préoccuper d'impact social vers la communauté mais plutôt d'un impact économique, comme le font la majorité des bureaux d'étude. [...] Maintenant en ce qui concerne les EPSAs, si je ne me trompe pas ce sont les EPSAs, il me semble qu'elles pourraient faire partie de la solution. Mais il faudrait voir aussi s'il y a un accord direct des communautaires. Et ce n'est pas juste et ce n'est pas non plus cohérent qu'on impose des projets sans qu'ils donnent leur accord et sans qu'ils disent « oui, nous allons y contribuer ». »

« (24, CA7) Je vais éclaircir un point sur ce que signifie l'EPSA. Beaucoup disent que l'EPSA est une entreprise... que nous sommes en train de privatiser, mais ce n'est pas si sûr. Parce que l'EPSA en elle-même, la structure de l'EPSA sera dirigée par un directoire et le directoire est composé de trois représentants des OTB de la commune de Colcapirhua et 3 représentants des OTB de Tiquipaya. Lesquels seront élus. L'EPSA sera gérée par des représentants des communes qui font partie de la communauté de communes. En aucun cas nous sommes en train de former une entreprise privée. Il y aura toujours la représentation et l'élection de ces personnes qui est démocratique.

(25, CA1) Le problème n'est pas celui là, le problème est que selon la loi qui est en train d'être approuvée les EPSAs doivent se constituer en termes de formes juridiques selon la loi 2066. Les EPSA peuvent être des coopératives, des communautés, des entreprises privées, des entreprises publiques comme dans ce quartier par exemple, actuellement le problème c'est qu'on oblige à ce qu'elles soient exclusivement des sociétés anonymes mixtes, et ça crée un problème, car ça les met sous la législation commerciale. [??] Elle est mixte. La loi va obliger cette EPSA, même si elle a un directoire public, à fonctionner comme une entreprise privée. Ce n'est pas en soi une

entreprise privée, mais l'important c'est la logique selon laquelle va fonctionner cette entreprise, bien qu'elle soit semi publique. C'est ça le problème. »

CA1, qui est une juriste du Centro AGUA, donnera au cours du débat des éclaircissements sur le statut des EPSAs, les surintendances, les concessions de droits d'eau, permettant de mettre en balance les mythes, les espoirs et les craintes avec la réalité des textes de loi.

4.4 Conclusions sur la projection au Collège des architectes de Cochabamba

Pour conclure sur cette réunion beaucoup plus tiquipayenne que prévue, nous retiendrons cette fois encore que la vidéo s'est révélée être un outil approprié pour susciter des débats fertiles, argumentés et articulés autour de son contenu. Au regard d'une animation plus classique le pouvoir de visualisation des problèmes par les spectateurs semble supérieur, ces derniers en référant régulièrement à ce qu'ils ont vu à l'écran. Le contenu informatif semble également présenter une certaine aptitude à soutenir la diversité des points de vue, ou tout du moins inspirer ou motiver l'expression des points de vue de chacun. La participation aux échanges est souvent très bonne. Enfin nous notons que la projection de la vidéo permet que des acteurs externes prennent part à la réflexion sur la situation locale de manière tout à fait pertinente, associant ainsi de nouvelles personnes à la dynamique de concertation et la diffusant hors de son cadre d'origine. En ce sens il apparaît que les 40 minutes de message audiovisuel sont non seulement riches mais également intelligibles et assimilables.

Sur le thème précis de l'EPSA qui prend le dessus sur les autres, il semble que cette réunion ait permis la clarification des logiques d'acteurs à la fois des concepteurs du projet et de ses opposants. Le message adressé aux responsables politiques de Tiquipaya et Colcapirhua est clair : « *nous n'allons pas laisser faire* », comme l'a dit le représentant d'ASIRITIC présent. Même si les opinions émises par les différents participants de cette réunion (et de la précédente), expriment une forme de compréhension du chemin suivi par les autorités (répondre à une demande de la population, recherche de financements, association entre communes...) elles accusent sans détour l'ingérence du BID qui pousse - avec l'aval de l'Etat - à créer des sociétés anonymes mixtes, et condamnent l'absence totale de participation citoyenne à l'élaboration du projet. La demande de requalification du projet EPSA est sans équivoque, et sera sans doute l'un des enjeux de la projection multi-acteurs.

Section 5 : Analyse de la réunion multi-acteurs de Tiquipaya

5.1 Une réunion multi-acteurs en deçà de nos espérances

Quelques jours plus tard avait lieu la « réunion phare » du projet vidéo, qui devait réunir tous les groupes d'acteurs identifiés pour une grande concertation instituée autour d'une projection. Nous avons à nouveau loué la salle du syndicat des chauffeurs de Tiquipaya qui avait accueilli la réunion de contrôle avec ASIRITIC. L'animation était assurée par un français du NEGOWAT, inconnu localement et neutre dans l'absolu, épaulé au présidium par l'un de nous et le directeur du Centro AGUA.

Autant dire tout de suite que cette réunion fut loin de nos espérances, enhardies par le déroulement plutôt prometteur des précédentes. Deux entraves principales au scénario que nous avions imaginé : l'absence de certains acteurs, nous le détaillerons, et le manque de temps. Le

retard généralisé des participants et une réunion programmée dans cette même salle par la suite ont réduit le débat à une trentaine de minutes.

Nous souhaitons que les mairies, les OTBs, les paysans et les irrigants de Tiquipaya débattent ensemble de participation sociale, de privatisation et de l'EPSA, du plan directeur et du futur de la commune. Mais si nos attentes personnelles n'ont pas été satisfaites, d'autres acteurs quant à eux semblent avoir suivi précisément la stratégie qu'ils avaient prévue pour arriver à leurs fins.

Un peu plus de 50 personnes étaient présentes dans la salle. Quelques paysans sont là : MA 4 est un des agriculteurs sans droits d'eau interviewé dans la vidéo, le secrétaire général d'ASIRITIC qui avait joué le rôle de médiateur lors de la réunion de contrôle est également là, mais ne s'est pas exprimé. Pour la majorité ce sont néanmoins surtout des femmes indiennes, qui ne prennent jamais la parole dans ce genre de réunion. Leur présence reste d'ailleurs une énigme : sont-elles envoyées par leur mari en représentation ou réellement intéressées par la question ? Auquel cas pourquoi aucune ne s'exprime-t-elle ? Les deux présidents des conseils municipaux sont présents, tout comme les deux comités de vigilance, et plusieurs représentants d'OTB. L'équipe EPSA et l'équipe du Plan Directeur sont absentes. ASIRITIC ne s'est presque pas déplacée.

5.2 Le déroulement des échanges

La retranscription complète en espagnol des échanges est présentée en annexe 8. Nous allons en détailler le déroulement.

MA1, directeur du Centro AGUA, est le premier à intervenir. Son objectif pour cette réunion est clair : il cherche à promouvoir la plate-forme de concertation que doit soutenir le projet NEGOWAT, dont le lancement suivra notre départ et dont quatre représentants sont dans la salle. Il termine son introduction à la réunion par « *à mon sens c'est une nécessité à Cochabamba d'avoir une instance de discussion mieux organisée* ». Il cherchera par la suite à se positionner comme un médiateur potentiel d'une structure qui resterait à créer :

« (7, MA1) *L'objectif du film n'est pas de dire on pourrait faire ci, on pourrait faire ça. De fait, l'EPSA est un projet. MISICUNI est un autre projet. Il y a le projet Chusegueri, le projet Batea Laguna, des projets de perforation de puits, il y a beaucoup d'idées sur les projets ! Le problème est de quelle manière on met en place ces projets et comment ils peuvent satisfaire les demandes de la population de Tiquipaya. Quelle instance devrait il y avoir pour planifier, pour faciliter des accords, les mettre en place, chercher des progrès ?... La mairie est-elle suffisante ? Doit on créer une autre instance ? Comment la population peut-elle participer de manière plus active ? Je crois que c'est ça l'idée du film, c'est-à-dire vous demander à vous ce que vous pensez, comment vous croyez que les problèmes doivent être résolus.* »

Puis plus tard :

« (13, MA1) *On nous a demandé de conclure immédiatement la réunion. J'aimerais ne pas la couper aussi brutalement et donner la parole à deux personnes de plus, pour de nouveaux commentaires. Tout ce que je voulais dire pour conclure cette session est que cette discussion n'est pas terminée, en tant qu'université nous sommes intéressés par le fait d'essayer de faciliter la discussion et les propositions qui pourraient en sortir. On peut se réunir dans un espace de concertation plus large, cela nous intéresserait de pouvoir aider à cela et trouver des solutions qui pourraient appuyer ce processus. C'est tout, je donne la parole à ce monsieur, puis au président du conseil municipal.* »

La projection de la vidéo apparaît donc clairement comme le premier acte d'un projet à plus long terme, une sorte d'évènement pour promouvoir la création d'une plate-forme de concertation, mise en place par le NEGOWAT. Cela rejoint ainsi parfaitement les objectifs exposés au début de ce chapitre au paragraphe 2.2.2 quant à la conciliation de notre projet et des intérêts du Centro AGUA.

5.3 Les élus prennent la réunion en otage, mais ouvrent la porte à un éventuel processus de concertation

En début de réunion, un homme (MA 2) demande des précisions sur l'accueil réservé au projet EPSA dans les OTB. Nous lui répondons. Juste ensuite, MA 4 qui est un des interviewés de la vidéo, échange brièvement avec l'animateur en se plaignant d'être mis à l'écart des décisions de la commune :

« (6, MA 4) On peut négocier quand il y a des projets un peu plus complets. Mais ils nous montrent seulement des projets très superficiels, où il n'y a rien pour que nous, les habitants, puissions comprendre. Ils nous montrent de jolies choses et rien de plus. Nous ne savons pas quel va être le coût du service, combien va devoir mettre la communauté, quel est son apport. Nous ne connaissons rien, ils ne font que parler de projets et de projets qui sont convaincants mais qu'au final aucun de nous n'arrivons à comprendre. »

Cette intervention sera la seule de la réunion où un membre de la société civile ouvrira le débat en critiquant la gestion en place. Il ne sera malheureusement pas relayé par l'animateur qui aurait pu solliciter les réactions de la salle. L'intervention suivante est celle du directeur du Centro AGUA, 7 MA1, qui lance l'idée de création d'une instance de concertation.

La prochaine prise de parole représente à elle seule la moitié du temps de la réunion ! Le président du conseil municipal de Colcapirhua se lance dans un récapitulatif fleuve de l'histoire de la naissance du projet EPSA, pour justifier sa nature et la rationalité des choix opérés par la mairie, à l'image de ce qu'a fait CA7 (qui est d'ailleurs assise à sa gauche) lors de la réunion précédente. La sonnerie limitant les prises de parole à 10 minutes sonne deux fois lors de son exposé. La première fois l'animateur l'invite à conclure. La seconde fois, il conclut dans la minute. Le président du conseil explique la demande répétée de la population pour résoudre le problème des eaux usées ; le besoin financier de créer une communauté de communes ; les ajustements au projet imposés par le BID (avec un argument choc : le système d'égouts doit se gérer dans son ensemble puisqu'on ne construit qu'une seule usine de traitement, et il ne peut pas fonctionner avec une mosaïque de systèmes d'eau indépendants et peu performants) ; la nécessité retenue des évènements de la Guerre de l'Eau d'assurer un contrôle social sur l'entreprise, par la mise en place d'un directoire chapoté par les mairies et quelques représentants d'OTB.

« (8, MA 6) [...] je vais terminer avec ça, pour garantir la viabilité du système, avec la sensibilité existante en ce qui concerne la gestion de l'eau, nous avons posé que dans la gestion de l'EPSA il doit exister une participation décisive de la communauté. [...] Qui va définir les critères d'investissement ? Ce seront les usagers des systèmes d'eau eux-mêmes. Donc moi j'ai écouté avec insistance des théories qui naissent probablement de la désinformation, et qui disent que l'EPSA est une proposition de privatisation. En réalité ceci est en contradiction avec ce qui a été établi dans les statuts et dans la réalité. Les usagers des systèmes d'eau potable et de traitement des eaux usées prendront toutes les décisions concernant l'eau. »

En dehors de quelques passages que l'on pourrait juger démagogiques, son exposé est en un sens particulièrement convaincant, puisqu'il donne un déroulement quasi naturel de l'avancée du projet et de ses modifications, qui paraissent à chaque fois être la seule alternative

raisonnable à l'abandon. Le problème est que sur des aspects légaux de structuration de l'entreprise, personne n'est là pour donner le change au président du conseil. Le leader départemental des irrigants qui avait mené l'opposition lors de la première réunion de contrôle n'a pas répondu à l'invitation pour celle-ci. Les autres leaders paysans de l'ASIRITIC sont absents, en dehors du secrétaire général qui se tait. Ceux des présidents d'OTB du piémont qui avaient élevé la voix lors des réunions de « concertation » de l'EPSA, dont celle que nous avons introduit dans la vidéo, manquent également à l'appel. Et les 5 membres du Centro AGUA qui sont dans la salle, dont la juriste qui avait contribué à animer la réunion précédente et qui cette fois-ci se contente de traduire ce qui se dit à l'oreille d'un anglophone, ne souhaitent vraisemblablement pas compromettre la proposition du centre de recherche de créer une plateforme de concertation. Le secrétaire général d'ASIRITIC, très proche du Centro AGUA qui le rémunère ponctuellement, est sans doute dans la même position. C'est donc l'animateur, assez ignorant sur ces points, qui cherche à remettre en question le flot de vérités du président du conseil :

« (9, MA4) *Votre commentaire n'est pas réellement en accord avec ce que j'ai vu dans le film. Il dit que l'EPSA est une... comment ça s'appelle... entreprise privée... une société anonyme mixte.* »

S'en suivent deux échanges brefs au cours desquels l'animateur questionne également l'élu sur le remboursement du crédit, mais le président du conseil n'a aucun mal à se défendre sans que personne ne critique ses affirmations.

Puis le directeur du Centro AGUA annonce que la réunion doit se terminer ! La parole est donnée à un membre du comité de vigilance de Colcapirhua assis juste à côté du président du conseil et qui abonde de manière plus ou moins discrète dans son sens, notamment sur l'absolue nécessité de créer des communautés de communes et des sociétés anonymes mixtes pour répondre aux besoins des habitants. On y devine toute l'indépendance de l'organe de contrôle de la Loi de Participation Populaire vis-à-vis du pouvoir en place.

L'intervention suivante qui clôture en quelque sorte la rencontre est celle du président du conseil municipal de Tiquipaya. C'est une profession de foi enflammée en faveur de la concertation avec tous les acteurs dans le domaine de la gestion municipale. Traduisons-en quelques extraits :

« (15, MA 8) *Moi et mes compañeros souhaitons féliciter l'université, féliciter le Centro AGUA, avec l'appui de la France... Ce qu'on vient de voir est un diagnostic. [...] le film que nous venons de voir est un diagnostic chers voisins, et nous y avons participé. A partir de ce diagnostic, nous devons ouvrir une seconde phase. Dans laquelle il s'agit de voir quelles sont les étapes que nous allons suivre avec les différentes institutions, ce que l'on doit faire, donc, je pense que c'est un diagnostic. Mais ce diagnostic ne doit pas en rester là ! Nous autres lorsque venaient les thésards [nous, ndlr... prémonition de sa part !?], et je les félicite de leur travail quotidien de la part du gouvernement municipal, nous leur avons justement demandé cela. Qu'en tant que gouvernement municipal ils nous aident, et en dehors de ça que nous ayons la participation de tous les secteurs sociaux. Qu'ils nous aident à voir une réalité, quelle est la situation réelle ! Maintenant nous savons quelle est la situation réelle [...] Lundi nous allons tenir une réunion avec quasiment toutes les ONGs, toutes les institutions qui travaillent à Tiquipaya, à Colcapirhua, et nous devons définir des lignes politiques claires ! Que ce soit le Centro AGUA, le CERES, ou qui sais-je d'autre... sur le thème des canaux nous devons envisager un périmètre plus spécifique, décidés, pour ne pas avoir de double budget, des dépenses doubles, un double investissement de ressources humaines, donc je crois qu'on entre dans cette phase. Mais je crois qu'on pourrait demander beaucoup plus, et plus rapidement. Moi je voudrais proposer à la salle et aux représentants du Centro AGUA, de l'université, nous voulons un [??] intermédiaire, nous recommencerons en une autre occasion quand ce sera pertinent, il est important de continuer ce débat. Parce que c'est ça : faire un débat, discuter, proposer, accepter les erreurs et donner des solutions. Nous ne sommes pas venus voir le film « oh que c'est joli », non messieurs ! Nous*

sommes venus travailler, mais je crois que ça il faut le proposer, dans une autre occasion, si vous le jugez pertinent ce pourrait être dans cette même salle s'ils nous le permettent, mais en temps voulu et plus en profondeur, et s'il fallait diffuser le film à nouveau nous le diffuserions, je crois que vous m'avez aussi appris des choses à moi président du conseil municipal, et tous les acteurs ne sont pas là donc nous pourrions inviter ceux qui manquent, pour que nous puissions vraiment avancer sur ces thèmes, voilà ce que je proposerai, merci beaucoup. »

L'interprétation de cette déclaration est relativement simple. Soit c'est un modèle de démagogie et de populisme, ce qu'on serait en droit de penser au regard des pratiques passées et actuelles du conseil municipal en place, qui applique des décisions unilatérales commandées par des desseins politiques. Soit c'est une vraie révélation et un virage à 180 degrés vis-à-vis de la place offerte à la consultation de la société civile dans la gestion de la commune. Nous ne le saurons jamais, et les événements des semaines suivantes expliqueront pourquoi... Cette déclaration est néanmoins du pain bénit pour le Centro AGUA qui, mieux qu'un accord, obtient une demande formelle et passionnée pour mettre en place son instance de concertation. La projection s'est donc révélée une excellente rampe de lancement à cet égard.

La réunion se conclut par une femme qui demande des précisions sur l'usage qui sera fait des vidéos.

5.4 Conclusions sur la projection multi-acteurs

Notre sentiment est évidemment que cette réunion a tourné court, alors que plusieurs mains se levaient et demandaient la parole dans la salle pendant que les représentants des mairies la monopolisaient. Sans contradicteurs dans le peu de temps qu'a duré la réunion, et sans leaders de l'opposition dans la salle (qui n'auraient certainement pas laissé la réunion se terminer ainsi, contraintes temporelles ou pas), les mairies ont dominé les débats de bout en bout et n'ont reçu les critiques et les avertissements de la société civile qu'au travers de la vidéo, et sans doute des comptes rendus des réunions précédentes faits par leurs collaborateurs.

La vidéo fut par ailleurs très peu reprise dans les interventions, les pouvoirs publics ne faisant naturellement pas référence à son contenu qui leur était principalement défavorable. De même ils ne firent pas cas des alternatives proposées pour l'EPSA (les gens évoquaient notamment des conventions internes pour protéger l'indépendance des systèmes, une clause au contrat, etc.).

La faible qualité des échanges, en dehors de l'évident manque de temps, est due à l'absence de contestation de la part de la salle. Nous avons dans un premier temps attribué ce manque à une capacité de convocation insuffisante de notre part et de celle du Centro AGUA, révisant notre jugement par la suite. En effet, en temps normal les leaders de l'opposition seraient plutôt venus avec plaisir profiter de cette occasion de se confronter aux dirigeants et peut-être de rallier des gens à leur cause. En réalité nous le verrons bientôt : les réunions précédentes leur avaient déjà suffi à établir une stratégie face à l'EPSA, qui n'incluait pas le dialogue avec les mairies ! Les irrigants préoyaient une opposition radicale, alors que de leur côté les représentants d'OTB du piémont envisageaient déjà leur propre projet alternatif...

La caméra saisissant quelques indiscretions au sein des groupes qui se sont formés après la projection, nous avons pu voir et entendre la juriste du Centro AGUA rejoindre le président du conseil municipal de Colcapirhua et lui opposer, en aparté, sa vision juridique de la privatisation des eaux par l'EPSA.

Section 6 : Projection à l'université Mayor San Simon de Cochabamba

Peu de jours après la projection de Tiquipaya, nous en avons organisé une dernière à l'université publique de Cochabamba de laquelle, rappelons le, dépend le Centro AGUA. Nous décrivons rapidement ici le déroulement du débat.

Une soixantaine de personnes sont présentes, beaucoup d'étudiants en agronomie et ingénierie civile, quelques professeurs, chercheurs, membres d'ASIRITIC, salariés d'entreprises de l'eau et coopérants français. L'animation est assurée par un membre du NEGOWAT.

Après quelques échanges peu intéressants autour des moyens de financements des projets pour l'eau, avec une dame de la SEMAPA pour qui « *le BID n'est pas quelque chose de politique* », le vice-président d'ASIRITIC prend la parole. Il balaye le thème de l'EPSA en quelques secondes, et se concentre sur une critique des eaux que la SEMAPA prend sur le territoire de Tiquipaya (cf. chapitre 2, 2.7.8) alors que pour le transport des eaux de MISICUNI elle ne veut pas entendre les doléances de la commune. Puis il glisse sur une critique de la vidéo en elle-même, qui selon lui passe sous silence de nombreux aspects de ce type :

« (5, U4) [...] *il y a des secteurs avec des peuplements comme celui de Tiquipaya, comme Apote, où ils ont besoin d'eau potable, et c'est le problème que présente le film. Apote se bat pour avoir de l'eau potable pour la consommation humaine. Mais MISICUNI ou SEMAPA n'ont pas pensé à doter ces secteurs ou ces communautés de services de base, n'est-ce pas ? Et je crois que le film en réalité est peut-être très superficiel sur ce point, il n'approfondit pas assez. Comme quand il parle de ce que peut faire la mairie, quel type d'administration elle choisit pour ses zones productives, il ne le montre pas. Ça paraît être une perspective très personnelle à travers du président du conseil puis du maire lui-même. La vidéo ne parle pas de ce qu'est la gestion même de la zone agricole, de comment elle est gérée. Ils nous disent que des projets sont en train de se faire, mais comment est la gestion ? C'est encore très superficiel, c'est un aperçu très rapide de ce qui peut se passer dans ces secteurs, un film tel que celui-ci. Mais dans le fond, il n'est pas encore connu pour le moment, donc il faut d'abord le connaître pour avoir une meilleure discussion, c'est sûr, et mettre en place des tables rondes de concertation.* »

Il est très probable que cette dernière nuance n'ait été apportée que pour ne pas se froisser avec le Centro AGUA, et que son point de vue est que la vidéo ne présente pas la situation telle qu'il le voudrait. C'est pourtant un morceau de son interview qui fut rajouté suite à la réunion de contrôle d'ASIRITIC, et qui précise que la gestion des zones rurales est mauvaise et contradictoire. U4 a souvent tenu un double discours (satisfait du travail vidéo en privé, mécontent en public) qui traduit selon nous une préoccupation dramaturgique de ne jamais laisser croire que la lutte pour sa cause est suffisante, au risque de faire baisser la mobilisation.

Le président d'ASIRITIC revient ensuite sur le thème de l'EPSA, expliquant que sans réseau d'eau correct un réseau d'égouts ne sert à rien, et qu'il n'est pas fondamentalement opposé au projet en dehors d'une crainte de voir l'EPSA s'approprier des sources d'eau d'irrigation, comme c'est déjà le cas selon lui :

« (7, U5) [...] *Maintenant nous en tant qu'irrigants, il y a un danger latent du fait qu'ils peuvent nous enlever ou s'approprier certaines de nos sources d'eau pour l'irrigation. Et cette situation on la retrouve partout. Quels problèmes ont-ils à Laca Laca, pareil à Tiraque, à Punata [...] la mairie a envoyé une note au PRONAR, indiquant que le projet de Bateas, qui consiste à ouvrir un tunnel pour ramener de l'eau à Tiquipaya, Batea est du côté de Molinos, de l'Amazonie, donc ils envoient une note pour dire que ce projet doit inclure une composante d'eau potable, et tout le monde a fait un bond en disant non, impossible, comment croient-ils pouvoir nous faire ça ! Ils commencent comme ça... Donc ils créent plus de problèmes, y compris à l'EPSA elle-même, puisque qu'avec ça apparaissent des opposants au projet.* [...] »

Il conclut sur les multiples stagiaires que reçoit ASIRITIC, puis l'urgence d'achever le projet MISICUNI.

Un ingénieur de MISICUNI intervient justement pour détailler le projet. Il fera des déclarations fallacieuses (la partie irrigation, contrairement à ce qu'il affirme, n'a jamais concerné Tiquipaya et Colcapirhua...), et donnera des explications fumeuses quand au trajet et la distribution de l'eau potable (son explication avec l'altitude n'explique *a priori* rien), et finalement rassurera tout le monde sur l'arrivée proche de l'eau potable :

« (9, A6) [...] la fourniture d'eau potable à toutes les zones urbaines est prévue dans le futur, c'est pour ça que l'entreprise MISICUNI favorise la formation des EPSAs de sorte qu'à l'intérieur de ces EPSAs se coordonne la distribution, et pas tant... l'entreprise MISICUNI ne veut pas être un distributeur pour différentes municipalités, Quillacollo, Colcapirhua, d'un côté, de l'autre, la SEMAPA, non. L'idée est plutôt que la distribution se fasse d'une manière globale, d'une manière équitable, parce qu'il y a beaucoup de gens et nous disons que ceux qui sont à El Paso sont des êtres humains qui ont aussi le droit de boire, comme ceux qui sont ici. Évidemment de manière partagée. Donc simplement... merci. »

Le reste de la réunion est consacré à un échange entre nous et les étudiants autour de leur participation à tous ces projets (par leurs stages) de sorte d'augmenter leur transparence, et des blocages qui empêchent cette participation :

« (16, U9) [...] Mais comme étudiants, nous ne pouvons pas faire beaucoup, parce qu'il nous manque ce que nous pourrions mentionner à nouveau, c'est-à-dire la concertation de la part de nos autorités universitaires pour nous ouvrir des portes vers les municipalités, pour nous donner un chemin pour travailler là-bas. [...] Parfois nous avons besoin d'une lettre qui nous permette de faire ce travail, et c'est difficile à obtenir. On nous fait échouer dans cet aspect de l'expérience, ici même à San Simon. »

Nous mentionnerons au passage un point de vue sur la vidéo émis par un ingénieur du Centro AGUA au cours de cette deuxième phase de la réunion :

« (15, U8) [...] En plus du thème de la concertation, dont l'importance est prévisible car la position des différents acteurs est particulièrement claire dans le film, il me semble qu'un thème très important ressort, c'est celui de l'information. Beaucoup de personnes, beaucoup d'acteurs vont fonder leur position sur la base du peu ou du beaucoup d'informations dont ils disposent. La connaissance ou la méconnaissance de l'EPSA par exemple peut être une bombe à retardement. Ou la connaissance ou méconnaissance de la portée de MISICUNI. Ou d'autres. Donc ça me paraît être un enseignement que donne le film, qu'en plus de prendre en compte la diversité des acteurs et la nécessité de se concerter, je le répète, il faut travailler le thème de l'information, il faut vraiment diffuser l'information sur ce type de problématiques. Et il me semble que sur ce point, le film remplit un rôle, en diffusant cette information sur les conflits, les positions, etc., au-delà de la profondeur qu'il aurait sur certains thèmes. »

Nous ne tirerons pas de conclusions nouvelles de cette réunion qui tenait plus de la session d'information pour expliquer au public présent la situation de Tiquipaya (ce pour quoi la vidéo semble avoir été efficace) que du débat.

Section 7 : Analyse des événements de l'après projet

7.1 Eclatement du conflit à Tiquipaya

Nous quittons Cochabamba fin juin 2003, après deux diffusions télévisées de la vidéo qui auront au moins servi à donner de la visibilité aux problèmes de Tiquipaya, étant donné le nombre de gens croisés dans la rue qui nous ont dit avoir vu le programme (ils nous reconnaissaient du fait d'une interview que nous avions donnée à la chaîne pour expliquer les objectifs locaux de la vidéo).

À Tiquipaya, les événements s'accroissent. Le 23 juin, différentes OTB du piémont organisent une marche de protestation contre l'EPSA. Le 25 juin, le journal *Los Tiempos* annonce que les deux maires de Tiquipaya et Colcapirhua se rendront le lendemain à La Paz pour signer avec le Fonds National de Développement Rural un prêt de 3,7 millions de dollars, et que les travaux commenceront en octobre, affectant 16 000 familles. On lit dans l'édition du 25 :

« L'Entreprise Prestataire de Services d'Assainissement et d'Egouts de la Communauté de Commune de Colcapirhua et Tiquipaya (EPSA MACOTI) est une entreprise de la communauté de commune et du peuple, et pas une entreprise privée de capitaux étrangers » a précisé hier le maire de Tiquipaya, Lucio Villazón, dénonçant ainsi une « fausse rumeur ». Il a déploré, tout comme son homologue Rolando Ojalvo, que les irrigants soient manipulés par le dirigeant du Mouvement vers le Socialisme (MAS) Omar Fernandez¹⁹⁶, à qui ils attribuent la mobilisation de lundi dernier ».

On notera tout de même que le maire n'utilise plus l'appellation initiale de l'entreprise, supprimant la partie « eau potable » de son nom.

Deux groupes antagonistes se forment à Tiquipaya autour du projet. Suite à l'accord pour le prêt, une ordonnance municipale transfère les biens des multiples systèmes d'eau potable à l'EPSA MACOTI (ce que les pouvoirs publics s'étaient bien évidemment gardés d'annoncer aux OTB !). Le lundi 30 juin, une grande manifestation se termine à la mairie de Tiquipaya et pousse le conseil municipal à annuler l'ordonnance qui permettait l'obtention du prêt. Il était alors hors de question pour la population, qui venait de découvrir un projet conçu dans les bureaux et sur lequel de nombreuses ombres planaient encore, de laisser l'argent commencer à être dépensé.

Le 2 juillet, le conseil revient sur sa décision et réédite sa résolution. Le 7 juillet, une nouvelle marche est organisée : les manifestants bloquent les routes d'accès à la commune par des barrages et tentent de prendre la mairie. Le maire et les conseillers promettent la rediscussion du projet pour sortir du conflit. Le 9 juillet, devant le silence du maire, les manifestants se considérant trompés décident une nouvelle fois de prendre les installations de la mairie. On lit dans l'édition d'*Opinión* du lendemain :

« Le choc entre les milliers d'habitants et les centaines de policiers et de militaires a débuté peu après midi, quand les premiers organisèrent une marche pour prendre la mairie qui étaient gardée par les uniformes. Dans leur travail de répression, ces derniers ont utilisé des balles de caoutchouc et des grenades lacrymogènes qui frappèrent les corps des manifestants, qui se sont défendus avec des pierres, des bâtons et des cocktails molotov. Après plus de trois heures d'affrontements, le représentant local de l'Assemblée des Droits de l'Homme Edwin Carlos est arrivé sur les lieux pour essayer de rétablir le dialogue ».

¹⁹⁶ Il s'agit du leader irrigant présent à la réunion de contrôle d'ASIRITIC, A4



Planche 7 : Quelques images des évènements des 8 et 9 juillet à Tiquipaya (los Tiempos)

Les affrontements sont violents et laissent 17 blessés graves et plusieurs prisonniers. Face à la dureté de la répression les manifestants (réunissant des urbains et des irrigants menés par Fernandez) exigent la démission du maire.

Le lendemain, l'église catholique et l'assemblée des Droits de l'Homme organisent une négociation entre les conseillers municipaux et les opposants. La démission du maire est exigée aux conseillers pour le jour suivant à midi, mais d'autres habitants (dont beaucoup d'employés de la mairie et des habitants de Colcapirhua) organisent un défilé de soutien au maire, qui déclare ne pas vouloir renoncer. Pendant plusieurs jours la situation est bloquée, les manifestants ne démobilisant pas, l'armée protégeant la mairie, chaque camp jouant des médias pour dénoncer - avec de vrais et de faux arguments - les actions de l'autre. La place centrale du village est coupée en deux par la police qui empêche les affrontements au sein de la population divisée qui passe la journée à s'invectiver. À la mi-juillet le conflit devient politique lorsqu'un conseiller municipal du parti NFR (parti de la préfecture) produit des documents accusant de corruption le maire et les trois conseillers du MNR (parti de la présidence) : les terrains pour la construction de l'usine de traitement des eaux sont surévalués, les études d'impact écologique sont des faux, plusieurs sommes d'argent présentent des mouvements inexplicables¹⁹⁷. On exige leur démission et la création d'une commission d'étude du projet EPSA.

La situation demeure tendue pendant près de deux mois et le blocage du projet pousse même le B.I.D. à menacer de suspendre ses prêts au Ministère de l'Irrigation. Le maire démissionne finalement et le projet d'EPSA est temporairement suspendu.

7.2 Tentative de mise en place d'une concertation

Ces événements donnent naissance fin 2003 à ASOCATI, Association des Comités d'Eau Potable et d'Egouts de Tiquipaya, qui vise à « défendre les systèmes d'eau potable » et à laquelle adhèrent de nombreux comités, OTB et coopératives en charge de l'approvisionnement de l'eau.

¹⁹⁷ Villazón sera condamné en 2004 par le tribunal constitutionnel, notamment pour 56 faux contrats de travail et des détournements de fonds lors de la construction de diverses routes.

ASOCATI, en dehors de « lutter contre la privatisation », a pour mission de chercher à améliorer le service de chacun de ses membres, mais sans droit d'intervention dans leur gestion interne.

De leur côté, les OTBs du piémont localisées dans le district 5, les *Villas de Chillimarca* dont la réunion filmée est intégrée dans la vidéo, s'organisent et conçoivent leur propre projet. Nommé « projet alternatif », il consiste à construire un réseau d'égouts commun pour 500 000 dollars. Le démarchage du financement se fait directement par les organisations sociales du district auprès de la commune de Venise, associée à l'ONG italienne ASUD. Le versement de l'aide globale est prévu en 2006.

Au niveau national, une révolte éclate autour de l'exploitation des ressources naturelles de laquelle la population ne retire rien. La répression fait 80 morts, et le président Sanchez de Lozada s'enfuit à Miami.

En juin 2004, suite aux demandes répétées de la population de Tiquipaya (et notamment d'un comité de soutien au projet EPSA mené par la COAPAT), les Vice Ministères de l'Assainissement et des Services de Base proposent la création d'une « table de dialogue » autour du projet EPSA MACOTI. Le NEGOWAT est désigné pour animer cette concertation, avec l'aval et l'appui de la mairie. Le processus en lui-même est très discuté (institutions participantes et nombre de représentants, pouvoir de décision, etc.). La mairie a pour sa part directement accepté la création de la plateforme, tout comme de nombreux comités. ASIRITIC a bien voulu y participer, en partie dans l'idée de lancer une discussion sur le processus d'urbanisation et son contrôle (c'est le risque d'accélérer cette urbanisation et de perdre à terme le contrôle de l'eau qui avait motivé leur opposition radicale au projet). Les OTBs du district 5 étaient officiellement hors de la partie eaux usées du projet, mais étant donné l'incertitude de leur financement, elles devaient négocier la possibilité d'une entrée *a posteriori*. Tous les acteurs qui supportaient le projet MACOTI refusèrent dans un premier temps de s'asseoir à la table, prétextant qu'ASIRITIC n'avait rien à y faire, avant finalement d'accepter, pour appuyer la mairie (les élections se jouaient quelques mois après)... mais à condition que la plateforme ne remette pas en cause le début des travaux ! ASIRITIC et les *Villas de Chillimarca* sont restés très critiques sur l'utilité de discuter d'un projet déjà en cours de réalisation¹⁹⁸.

Cinq sessions de concertation furent programmées autour des thèmes techniques, financiers et institutionnels du projet, avec l'appui de différentes institutions telles que le FNDR (Fonds National de Développement Rural) ou la SEMAPA.



Une des sessions de concertation organisée par le NEGOWAT

¹⁹⁸ « La table de discussion a servi à distraire les leaders des groupes d'intérêt pendant que les travaux du projet débutaient » confiait un participant très sceptique. La participation de certains fut en ce sens sporadique (Negowat, 2006)

Autant dire que le recours à un processus réel de concertation était inhabituel à Tiquipaya (cf. notamment chapitre 2, section 3) qui vivait depuis longtemps dans la culture du conflit (cf. chapitre 2, 2.7.10). Les sessions ont avant tout permis une meilleure connaissance du projet et la réduction des tensions entre les factions. Le budget du projet fut revu largement à la baisse, fixé à 3 millions de dollars, avec une infrastructure quasi identique (puisque les travaux étaient sur le point de commencer). Sur la composante organisationnelle, après avoir successivement écarté les options de l'entreprise privée, de l'entreprise publique et de l'entreprise mixte, les participants méditaient sur le choix entre la forme coopérative et celle d'une association civile constituée de représentants des comités et qui gèrerait une entreprise municipale. Différentes motions protégeant les intérêts des parties en présence avaient été acceptées collectivement. Mais les nouvelles autorités issues du changement d'équipe municipale début 2005 ne reconnurent pas ces compromis et, à la suite de problèmes relationnels avec le FNDR et les entreprises impliquées dans la réalisation du projet, repoussèrent la réalisation technique et la discussion institutionnelle à 2006 ! Faisant ainsi table rase de tous les acquis collectifs.

L'ASIRITIC a pour sa part bien tiré son épingle du jeu des élections puisque pour la première fois, deux conseillers municipaux étaient des irrigants membres de l'association, deux anciens chefs de système. Cela a bien évidemment bouleversé la nature des relations des irrigants avec la mairie.

7.3 Des décisions importantes au niveau national

Cette même année 2005 voyait Suez - Lyonnaise des Eaux subir le même sort que Bechtel à La Paz, suite à une gestion pénalisant considérablement les laissés pour compte d'El Alto. En fin d'année Evo Morales était élu président de la République. Omar Fernandez (A4) devenait sénateur sous son mandat l'année suivante.

En 2007, le gouvernement Morales a publié la loi 3662 pour réformer les EPSA et les replacer sous les normes du code civil. Cette loi se présente comme une réponse inespérée aux inquiétudes et réticences constatées lors de notre intervention. En voici quelques extraits :

« Article 1^{er} : la présente loi a pour objet la définition de normes pour la création d'Entités Prestataires de Services d'Eau Potable et d'Assainissement – EPSA, sous un modèle social des communautés de communes en tant que personnes collectives de caractère social et sans but lucratif, dénommées par la suite « EPSA sociale de communauté de communes ».

Article 2 : les EPSA sociales de communauté de communes devront assurer la solidarité, l'équité, l'intégrité et la durabilité des services, dans le cadre d'un processus de concertation, en appliquant les compromis qui seront ainsi arrêtés pour l'amélioration et l'expansion des services.

[...]

Article 5 : Le niveau maximum de direction sera exercé par l'organe directif sur lequel les participants se mettront d'accord. Quelle que soit la conformation de l'EPSA sociale de communauté de communes, à ce niveau maximal de décision devront participer, outre les représentants des entités qui la compose, des représentants de la population bénéficiaire ; ces derniers seront désignés sur la base de critères techniques et sociaux, à travers des processus démocratiques, convenus de manière concertée en accord avec le règlement de la présente loi.

[...]

Article 6-1 : les EPSA sociales de communautés de communes formeront leur patrimoine à partir des ressources provenant des biens et capitaux des entités qui les conforment, de dons, des revenus issus de la prestation de service et d'autre revenus provenant du gouvernement national, départemental ou communal.

[...]

Article 6-4 : le patrimoine des EPSA sociales de communauté de communes ne pourra être désuni ou individualisé entre ses composants, ni converti en actions, devant se maintenir à la charge de

l'EPSA sociale de communauté de communes de manière indissoluble, ne pouvant faire l'objet de transactions commerciales, de répartition de dividendes ou de bénéfices lucratifs. Les éventuels bénéfices du service seront réinvestis dans l'amélioration et l'expansion de ce service. »

En 2008 cette nouvelle forme est assez logiquement désignée pour être celle de l'EPSA MACOTI, répondant en effet à de nombreuses craintes de la population. La structure précise que prendra le directoire est toujours en discussion dans les deux communes.

Les travaux pour les égouts se poursuivent. Le flou reste de mise quant aux sources d'eau potable, même si l'EPSA devrait disposer sous peu de l'eau de MISICUNI.

Le financement du projet des *Villas de Chillimarca* (district 5) a été confirmé par la coopération italienne, et la conception du système est terminée. Le début des travaux était imminent aux dernières nouvelles.

ASIRITIC a pris un certain poids politique en devenant une des organisations centrales des fédérations départementale (FEDECOR) et nationale (ANARESCAPYS) d'irrigants. Cette dernière est une entité mixte, « *association nationale des irrigants et des systèmes communautaires d'eau potable et d'assainissement* », créée par le gouvernement Morales en réponse aux différents mouvements sociaux de ces dernières années. Elle vise à appuyer la formalisation des droits sur les sources d'eau.

La présence d'irrigants au conseil municipal a permis d'améliorer l'investissement de la mairie dans les projets d'appui à l'irrigation et différentes ordonnances furent validées, limitant la perforation des puits, protégeant les canaux... Néanmoins la politique même de développement de la commune n'a pas connu de changement significatif.

Interrogée récemment sur l'évolution de Tiquipaya, une collègue du Centro AGUA, Rocio Bustamante, nous écrivait « *je ne sais pas ce qu'il en est du plan directeur, ils étaient en train de travailler sur le Plan de Développement Municipal, mais l'urbanisation ne faisait pas partie des thèmes inclus. En attendant l'urbanisation dans la vallée avance d'une manière impressionnante... un collègue qui travaille à la mairie me disait récemment que la démarche administrative la plus répandue est le transfert d'usage des sols d'agricole à urbain... je vous laisse imaginer* ».

7.4 L'impact de l'intervention vidéo

Que penser du projet vidéo vis-à-vis des événements de l'été 2003 ? Nous tirerons à ce sujet trois conclusions principales :

- Si le projet vidéo avait pu être mis en place plus tôt, et notamment à une étape moins avancée du projet EPSA, le conflit aurait éventuellement pu être désamorcé. Mais encore eu-t-il fallu que la mairie accepte une renégociation de la conception technique et institutionnelle de l'EPSA ! Ce qui est loin d'être sûr. En réalité en 2003 les tensions étaient telles et la rupture si proche que l'intervention vidéo n'a pas pu permettre d'assurer une médiation efficace. Les positions de chacun étaient déjà définitivement arrêtées.
- Au contraire, il semble finalement que le projet vidéo ait contribué à accélérer les événements jusqu'aux violences physiques du mois de juillet. Nos projections ont en effet confronté les visions radicalement différentes des acteurs, et révélé à beaucoup l'existence et la nature d'un projet resté jusqu'alors quasiment confidentiel. Le processus a suscité une demande accrue d'informations et de transparence sur les actions menées, ce qui a débouché de fil en aiguille sur les incidents de juillet et la prise de la mairie. Nous avons donc servi la cause des opposants les plus vifs au projet, les irrigants d'ASIRITIC dont le leader Omar Fernandez, qui a en un sens su manipuler le processus pour mieux imposer son point de vue.
- Néanmoins, l'issue du conflit était certainement inéluctable, avec ou sans projet vidéo. Dans l'absolu notre intervention n'a pas engendré ces violences, mais les a éventuellement accélérées en tentant de les prévenir.

Sur tous ces aspects, l'outil vidéo en lui-même a eu une certaine influence en permettant la diffusion rapide et large d'informations liées au sujet. Nous remarquons également que les représentants de la mairie ont utilisé leur interview (et les débats post-projection) pour justifier démagogiquement leurs actions, et que le leader des irrigants a usé de son influence pour faire de la vidéo un support de sa propagande. Dans ces conditions il s'est révélé dangereusement facile de perdre le contrôle sur le contenu même de la vidéo. Il est néanmoins presque « naturel » que les uns et les autres tentent d'utiliser ce support pour leur propre compte, comme le ferait n'importe quel quidam cherchant à sensibiliser le public sur la difficulté de sa situation quotidienne. Cette préoccupation de notre part pour le contrôle du contenu n'est justifiée que parce que le processus vidéo, qui vise en partie à niveler les inégalités de participation à la réflexion ou à la prise de décision collectives, peut très bien accentuer ces inégalités sous l'effet de quelques acteurs plus à l'aise avec le média vidéo, ou plus au fait de son potentiel.

Ainsi, dans un processus multi-acteurs appuyé par vidéo, il semble important de bien choisir consciemment une position, quelle qu'elle soit, entre les deux extrêmes que sont la libre expression de chacun ou le soutien volontaire à des acteurs que l'on estime marginalisés dans la gestion territoriale. C'est une décision importante qui peut pousser l'intervenant à infléchir la situation locale selon ses propres idées, convictions et représentations. Il en découle une évidente responsabilité à l'égard du processus, puisque l'intervenant vidéo devient lui-même manipulateur, tiraillé entre une volonté d'objectivité ou de laisser-faire et un besoin de « distorsion positive » de la réalité.

C'est pourquoi, alors qu'à l'origine nous étions en recherche permanente d'une neutralité que nous idéalisions, celle-ci n'a pas toujours été possible dans les faits et s'est même parfois révélée nuisible au bon déroulement du projet. Il suffit de voir la réaction des membres d'ASIRITIC lors de la réunion de contrôle, et leur comportement pendant l'année, que nous ne pouvons malheureusement pas partager formellement ici. Il est finalement très délicat de se positionner judicieusement vis-à-vis de l'ensemble des acteurs. Non seulement notre prise de parti stratégique en faveur du monde rural n'était pas ouverte et franche, et n'a donc pas satisfait ceux que nous souhaitions appuyer, mais en plus le fait de donner à ASIRITIC autant d'importance sur le contrôle de la vidéo (réunion mono-acteur) fut un choix assez lourd de conséquences.

Chapitre 4

Test des hypothèses de recherche compte tenu du déroulement du projet

Section 1 : Mise à l'épreuve de l'hypothèse H1

Rappelons l'hypothèse H1 : la réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement aide à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales.

Nous commencerons par discuter les différentes variables de la catégorie 1 de notre grille d'analyse générale, intitulée « la mobilisation pour la construction de la vidéo et son aptitude à embrasser la diversité des points de vue », présentée en partie I, chapitre 3, section 5.1. Nous renseignerons les indicateurs associés en apportant des réponses aux questions telles qu'elles ont été formulées.

1.1 L'engagement des participants au cours du processus et son évolution

Les habitants de Tiquipaya ont fait preuve d'une bonne motivation initiale à participer au processus. L'exposé de nos intentions n'a jamais été accueilli avec méfiance, si ce n'est par l'EPSA qui ne voulait peut-être pas sortir de l'ombre aussi vite. En dehors du maire, tous les acteurs se sont facilement prêtés au jeu des interviews. Pour certains, l'aspect ludique de participation à la création d'une vidéo a compté, mais ils ont surtout pour la plupart perçu l'audiovisuel comme un moyen efficace de porter leurs messages respectifs : les revendications des irrigants, la publicité de la mairie pour ses propres actions, la dénonciation des usurpations d'eau par les communautaires de Laphia, l'appel au soutien des ruraux, etc. Et la valeur attachée à l'exercice s'est ressentie dans le sérieux avec lequel chacun s'investissait dans son interview et travaillait son discours, aspect sans doute renforcé par l'attribution d'un caractère « officiel » au travail de l'équipe audiovisuelle. Cette perception de la caméra est à relier à l'existence d'une culture télévisuelle développée et idéalisée dans la vallée.

ASIRITIC, dont nous étions plus proches, était très motivée à l'origine du projet et blâmait en comparaison « *les étudiants ou les chercheurs qui nous prennent du temps avec des questions compliquées et dont nous n'avons en retour que des rapports longs et incompréhensibles* » (le secrétaire général). Ils ont voulu se faire entendre et mettre en valeur leur association, en témoigne leur représentation dans toutes les réunions, jusqu'à la dernière à Cochabamba.

Cette motivation générale initiale est un peu retombée par la suite du fait de notre lenteur à produire la vidéo finale. Le temps écoulé entre la première interview et la première projection n'a pas permis de conserver le contact avec tous les acteurs de manière assez suivie. Et à n'en pas douter, la dynamique de concertation aurait gagné à ce que les projections ne se déroulent pas 10 mois après notre arrivée. Rappelons qu'en plus de la problématique locale, nous avons du nous faire petit à petit à l'espagnol, et apprendre à tourner et à monter une vidéo.

Le faible engagement dans la réunion multi-acteurs s'explique en partie de cette manière, mais surtout par le fait, nous l'avons vu, que la réunion de contrôle avait suffi à ASIRITIC et à la plupart des membres d'OTB du district 5 pour prendre seuls leurs décisions sur les thèmes dont nous devions discuter collectivement. Il n'y a pas eu de réel « désistement » en dehors de cela.

Pour ce qui est des stratégies vis-à-vis du processus dans son ensemble, personne n'a cherché à freiner son déroulement, mais plutôt à en tirer profit voire à le parasiter (cas des principaux leaders, dont le chef départemental des irrigants qui s'est greffé au processus de sa propre initiative, comme l'expert national membre du CONIAG). Le Centro AGUA et ASIRITIC ont été des moteurs. L'équipe EPSA et le maire, qui étaient les moins motivés à l'origine du projet, n'ont participé à aucune réunion, ignorant les invitations.

Difficile de savoir ce qu'aurait donné la création de la plate-forme de concertation du NEGOWAT, qui ne s'est jamais concrétisée.

1.2 L'appropriation du processus

La démarche en elle-même semble avoir été appréciée par la population qui nous a témoigné discrètement et à plusieurs reprises son intérêt quant à l'exercice des projections-débats, surtout à Cochabamba. A Tiquipaya ces témoignages se sont faits plus rares. ASIRITIC a également approuvé le processus, malgré ses critiques sur le produit qui en était issu. Nous ne pouvons pas considérer avec sérieux le jugement dithyrambique de la mairie, qui repose sur la seule déclaration enflammée du président du conseil, retranscrite plus haut. Le Centro AGUA a pour sa part été très réceptif au protocole en lui-même ainsi qu'aux réflexions que nous développons autour, ce qui n'est pas étonnant compte tenu de son intérêt pour les méthodes participatives, type Systèmes Multi Agents ou jeux de rôles.

Nous n'avons décelé aucun signe de familiarisation de certains acteurs avec l'outil vidéo, et le projet ne s'y prêtait pas spécialement, puisque nous n'avons pas partagé la caméra.

Les seules prises d'initiatives constatées à l'égard du projet vinrent d'ASIRITIC, qui proposa des lieux de tournage et des personnes à interviewer. Mais ils étaient de fait nos seuls réels collaborateurs directs, de par leur lien avec le Centro AGUA.

L'appropriation du processus apparaît donc globalement limitée, ce qui est sans doute dû à la relativement faible participation des acteurs locaux à la réalisation de la vidéo.

1.3 Les correspondances entre contenu de la vidéo, représentations individuelles et représentations collectives

Il est difficile d'estimer jusqu'à quel point le contenu de la vidéo a été validé par les acteurs locaux. Le Centro AGUA l'a pour sa part largement approuvé. Nous avons vu qu'ASIRITIC a vivement critiqué la seconde version de la vidéo, mais uniquement sur trois points très précis que nous avons modifiés rapidement conformément à leurs attentes. Par la suite le chef de système qui a assisté à toutes les réunions ainsi que le président ou le secrétaire général de l'association n'ont jamais réitéré leurs objections. Seul le vice-président l'a taxée d'une certaine superficialité lors de la dernière projection, critique qui n'avait jamais été formulée auparavant, y compris par lui. Certains membres d'OTB ou de comité d'eau du district 5 nous ont accusés à tort de les présenter comme des alliés de l'EPSA, nous avons déjà détaillé ce point. Le reste de la population n'a jamais reproché quoi que ce soit au contenu lors des diverses réunions. Enfin la mairie s'est toujours défendue des allégations de privatisation des services de l'eau.

Les analystes moins directement concernés par les problèmes de Tiquipaya ont dans l'ensemble mieux perçu le message global, soulignant la pertinence du travail lors des réunions à Cochabamba. Seul un ancien cadre de la SEMAPA nous a reprochés de produire des écrans de fumée (cf. chapitre 3, section 3).

En dehors de cette correspondance avec les représentations individuelles, qui nous semble assez bonne, l'acceptation de l'existence et de la cohabitation de points de vue différents, parfois contradictoires, s'est avérée beaucoup plus complexe. Nous avons vu lors de l'analyse des réunions que les signes d'acceptation d'autres visions ou logiques d'acteurs ont été quasi inexistantes. Personne n'a cautionné l'ensemble de ce qui était dit dans la vidéo, si ce n'est peut-être ASIRITIC une fois leur démenti officiel intégré à la dernière version. De la même manière, aucune représentation de nature collective et potentiellement fédératrice n'est réellement identifiable. En revanche, les deux visions de l'EPSA qui se sont construites en cours de processus, c'est-à-dire « solution incontournable » *versus* « privatisation inacceptable », ont parfaitement réuni (et donc opposé) les deux clans. Mais en dehors de ces points de vue précis qui se sont, pour la plupart des gens, réellement élaborés pendant le projet, il n'y a aucun signe d'évolution notable des acteurs vers une représentation collective réellement partagée, certains ayant même fermement maintenu, voire renforcé, leurs positions.

Il semble difficile dans ces conditions de parler de réelle identification au contenu de la vidéo.

Reste une grande inconnue autour de la pertinence de tous ces sujets contenus dans la vidéo et dont personne n'a jamais parlé en réunion, c'est-à-dire plus de la moitié du diagnostic : les sources, les trajets et les usages de l'eau ; les conflits ; l'histoire, les droits et la loi ; l'urbanisation ; le plan directeur ! Tout le processus s'est cristallisé autour de l'EPSA, qui était le sujet le moins consensuel et sur lequel les possibilités d'intervention étaient les plus restreintes tant que les pouvoirs publics n'acceptaient pas l'idée de revoir la conception à la base.

On retiendra du projet la contradiction entre le fait d'avoir une orientation partisane dans la vidéo et la recherche d'un modèle de la situation locale qui soit partagé et reconnu par tous.

Lorsqu'il existe des tensions ou des divergences de vue entre deux acteurs, on peut choisir d'exposer les deux points de vue, ou de prendre plutôt parti pour l'un ou pour l'autre : il peut sembler alors logique que celui pour lequel la vidéo plaide le moins sera plus critique à l'égard de celle-ci. Nous nous sommes néanmoins retrouvés à Tiquipaya dans une situation paradoxale où, la vidéo promouvant plutôt le monde rural, ce sont pourtant ses représentants qui ont été les plus critiques à l'origine. Ceci s'explique-t-il par la force des tensions préexistantes exposées en début de cette partie ? Ou par notre positionnement initial dans le système d'acteurs, d'emblée légèrement déséquilibré (du fait des relations entre ASIRITIC et le Centro AGUA), qui pousse l'acteur initialement bénéficiaire de ce déséquilibre à être encore plus exigeant ? Quelle est l'influence de la récupération politique du processus dans ces critiques ?

À l'inverse, les divers représentants des mairies n'ont pour leur part jamais critiqué quoi que ce soit dans la vidéo. Ils n'ont jamais formulé de reproche explicite ou demandé que des corrections particulières soient apportées. La majorité d'entre eux, plus flegmatique et moins exaltée que le président du conseil de Tiquipaya, a conservé une attitude relativement détachée propre à ceux qui savent la légitimité de leurs actes et ont confiance en leur logique supérieure.

Bien sûr l'analyse se complexifie si l'on considère l'ensemble des acteurs, et plus une simple relation bipolaire.

Nous allons à présent nous pencher sur les reformulations de l'hypothèse H1 que nous proposons en première partie d'après les référents théoriques mobilisés.

Selon les théories de Crozier et Friedberg

Le processus a bel et bien permis aux participants d'exprimer clairement leurs logiques d'acteurs respectives, surtout lors des réunions, sans pour autant assurer une meilleure

acceptation mutuelle. Cette explicitation semblait plus limitée dans la vidéo en elle-même pour ce qui est des antécédents de l'EPSA, très bien exposés en réunion, mais rappelons que ce projet ne devait pas à nos yeux occuper 90 % des temps de réflexion, et donc ne faisait l'objet « que » d'une dizaine de minutes dans la vidéo.

Le processus d'accompagnement a permis à certains acteurs interdépendants de se découvrir, mais leur mise en interaction est restée décevante (cf. réunion multi-acteurs), ce que nous expliquons par le contexte local et les difficultés logistiques rencontrées lors de la réunion.

Ce processus a en revanche fortement influencé le rééquilibrage des capacités d'expertise sur le projet EPSA en diffusant des informations sur sa naissance, son contenu et sa réalisation. Toute la première partie de la vidéo qui visait à éclaircir la compréhension de l'environnement de la gestion de l'eau (cadre géographique, légal, etc.) a également été suivie avec attention, mais jamais commentée.

Selon la sociologie de la traduction

Le recours à la vidéo n'a pas spécialement permis de réaliser une meilleure contextualisation en soi, il a en revanche indéniablement permis de mieux la présenter. Ayant assuré seuls une grande partie de la production, notre première « traduction » n'a pas été acceptée. Cela a pu entamer notre légitimité et celle de l'outil vidéo en tant que traducteurs qui problématissent, aux yeux de l'ASIRITIC et du district 5 tout du moins. La vidéo s'est néanmoins révélée être un actant « légitimable » (et légitimé par l'ensemble des acteurs impliqués) pour porter la problématisation au sein du réseau, mais seulement une fois les modifications réclamées par les irrigants réalisées.

Les investissements de forme dus à la présence de la vidéo dans le réseau sont restés très limités, en dehors peut-être des efforts de l'équipe EPSA pour décrire son projet à grand renfort de schémas et de tableaux.

Enfin l'existence du projet a indéniablement favorisé la transparence au sein du réseau, une partie de ce résultat étant imputable à l'outil lui-même qui a facilité la compréhension des spectateurs.

Selon l'approche des objets intermédiaires

Les spectateurs (qui se sont exprimés) ont tous montré une même compétence satisfaisante à interagir avec la vidéo. Les irrigants et membres d'OTB ont même très bien décortiqué l'objet selon ses composantes audio (musique, commentaire, interviews) et visuelle. Les membres d'ASIRITIC et les représentants de la mairie ont parfaitement choisi leurs lieux d'interviews en fonction du message qu'ils voulaient faire passer. Ils se sont donc tous facilement saisis de l'objet utilisé dans un objectif de modélisation.

Conclusion sur l'hypothèse H1

Compte tenu des différentes variables analysées, nous pouvons conclure que la réalisation de la vidéo telle qu'elle fut conduite à Tiquipaya n'a pas réellement permis de construire une représentation collective de la gestion de la terre et de l'eau. Si la mobilisation des acteurs locaux autour du projet fut assez satisfaisante, l'« échec » de la réunion multi-acteurs a été pénalisant de ce point de vue, bien que l'absence de nombre d'entre eux s'explique très bien et soit liée à une situation locale particulièrement épineuse. Par ailleurs, l'outil vidéo a permis d'embrasser la diversité des points de vue, mais pas de présenter une vision partagée entre les acteurs locaux. Nous relierions également ce problème au lourd passif du système d'acteurs. Une plus grande interaction lors de la réalisation aurait peut-être permis d'aller plus loin dans l'élaboration d'une représentation partagée. Le travail de concertation a ainsi sans doute été trop léger avant les projections pour qu'une représentation collective ne naisse de ce processus.

Le bilan est nettement plus positif hors du contexte même de Tiquipaya, à Cochabamba.

Section 2 : Mise à l'épreuve de l'hypothèse H2

Rappelons l'hypothèse H2 : la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective.

Nous suivrons la même démarche que pour H1, en caractérisant tout d'abord les différentes variables de la catégorie 2 de notre grille d'analyse générale, catégorie intitulée « le processus de concertation ».

2.1 Les relations et échanges entre acteurs

Nous l'avons vu lors de l'analyse au chapitre 2, le terrain bolivien se caractérisait réellement par l'absence d'échange entre acteurs. En créant virtuellement un dialogue au sein du film nous pensions permettre au débat de dépasser les clivages de principe entre les groupes d'acteurs. Bien que les répercussions de ce montage soient difficiles à estimer, l'amorce du dialogue reste le point de départ nécessaire à tout accord éventuel. Mais si ce dialogue s'est initié lors de la réunion au collège des architectes, entre quelques représentants (d'ASIRITIC, de la mairie de Colcapirhua, de COAPAT...) qui n'étaient pas les leaders maximaux, il est resté stérile lors de la réunion de Tiquipaya. L'espace de discussion était pourtant créé, et ouvert à toute participation.

Ces différents temps de dialogue imputables au processus vidéo (les projections) étaient distincts des rares réunions organisées à Tiquipaya en l'absence du projet en ce qu'ils étaient publics, mais restaient cependant formels.

Notre projet a par ailleurs, comme nous l'avons déjà évoqué, participé de la formation de deux blocs antagonistes autour du projet EPSA, sous l'impulsion de certains meneurs qui ont profité de cette occasion pour essayer de fédérer la population derrière leurs points de vue. L'évolution de la relation entre ces blocs allant de la tension au conflit ouvert, puis la confrontation physique, n'est en revanche pas directement due au processus vidéo, même si celui-ci a sans doute accéléré les événements.

Les différentes phases d'interactions qui composent le processus de concertation ont été présentées dans le tramogramme (figure 13).

2.2 La qualité de la concertation

La qualité de la concertation est bien médiocre si on l'estime au regard du résultat espéré, puisque ce résultat incluait entre autres pour nous et le Centro AGUA d'éviter l'explosion d'un conflit. Il s'agissait également de travailler collectivement sur les répercussions de l'urbanisation sur la gestion des ressources du territoire. D'un autre côté, en termes de gestion de l'eau, l'annulation du projet EPSA tel qu'il était conçu et sa refonte un peu plus contrôlée par la population est loin d'être un résultat négligeable, bien au contraire... Mais réalistement, en dehors de décisions communes au sein du bloc paysans+urbains opposés à l'EPSA, il n'y a pas eu de concertation qui soit réellement multi-acteurs provoquée par le processus vidéo.

Pourtant notre appréciation des caractéristiques structurelles du dispositif est plutôt positive. Le choix des participants s'est révélé assez judicieux et n'a pas été remis en cause. Les conditions étaient propices à la formulation des points de vue des acteurs de la vidéo et des spectateurs des réunions, qui ont d'ailleurs été exprimés, mais n'ont apparemment pas été pris en compte par les autres. Le processus permettait la participation de chacun aux réunions, même si tous n'avaient pas le même contrôle sur la réalisation de la vidéo. Les asymétries de pouvoir tendaient à être réduites, ne serait-ce qu'en facilitant l'accès à l'information sur ce qui se passait

dans la commune et en permettant à la population de dialoguer et de porter formellement ces revendications auprès des dirigeants. Ceci n'a pourtant en rien permis d'augmenter son pouvoir de participation aux décisions. Enfin le processus vidéo permettait sur le papier une diminution des « forçages » en grande partie imposés par la mairie : nous voulions établir un débat public ouvert et contradictoire sur la gestion du territoire de la commune ; il s'agissait en ce qui concerne le projet EPSA de mieux documenter l'étude sociale et économique des « clients » potentiels, d'envisager avec la population des alternatives au schéma élaboré par le bureau d'étude, et enfin d'augmenter la lisibilité des intérêts des porteurs de projet et des opposants (ce qui a été fait).

Mais malgré ce dispositif que nous jugions propice à apporter des progrès dans le domaine de la concertation, le processus n'a produit que peu de résultats en termes d'écoute, d'échanges et de collaboration entre acteurs. Le contexte semble encore une fois avoir pesé lourdement sur les résultats de l'intervention. L'organisation de la réunion de contrôle avec ASIRITIC fut également une erreur.

Notons finalement que l'outil vidéo a été instrumentalisé par les politiques à des fins de propagande, tout comme une des réunions de projection le fut par un leader paysan.

2.3 Les résultats immédiats du processus

La réflexion collective n'a pas concrètement avancé pendant le projet (contrairement aux réflexions individuelles) et seul le partage des connaissances a progressé. Les relations entre acteurs se sont clarifiées, mais sont de ce fait devenues plus tendues. Les opposants au projet EPSA ont décidé, avant même la réunion multi-acteurs, de développer un projet alternatif indépendant et d'empêcher par tous les moyens que le projet initial ne soit réalisé. De leur côté enfin, les pouvoirs publics ont accepté, bien trop tard sans doute, de créer une plate-forme de concertation qui ne verra malheureusement jamais le jour.

La performance de la gestion de l'eau n'a en rien évolué dans un premier temps.

2.4 Le prolongement de l'intervention et la durabilité du processus

Avec quelques années de recul, on peut dire que la gestion de l'eau s'est améliorée à Tiquipaya si l'on considère la nouvelle mouture du projet EPSA, et que la gestion du territoire pourrait potentiellement être plus cohérente avec les attentes de ses habitants, maintenant que deux irrigants sont à la mairie. Mais tout comme le projet vidéo n'est pas à l'origine du conflit de juillet 2003, il n'est pas non plus à l'origine de ses suites positives. La démarche vidéo, qui n'a fait qu'accompagner un mouvement déjà enclenché, n'a pas eu d'impact clair.

Le projet s'insérait pourtant bien dans une démarche à plus long terme dirigée par le Centro AGUA, qui prévoyait des activités en aval (cf. réunion multi-acteurs). Mais bien évidemment les affrontements de l'été ont coupé court à toute dynamique collective.

Nous n'avons constaté aucune diffusion du processus vers d'autres acteurs. Le produit vidéo a pour sa part été visionné par des chercheurs dans d'autres pays, dont la France.

Enfin nous l'avons dit, la démarche a connu un certain succès du côté du centre de recherche qui travaille depuis régulièrement avec de nouveaux étudiants d'AgroParisTech chargés de réaliser des films de concertation sur la gestion sociale de l'eau. Deux années après notre intervention un autre film a ainsi été réalisé dans un secteur de Cochabamba, puis ce sont d'autres communes qui ont été impliquées dans cette démarche et furent l'objet de deux autres films. Deux de ces trois expériences sont étudiées dans la dernière partie de cette thèse.

Selon la sociologie de la traduction

Certaines conclusions formulées pour H1 éclairent cette hypothèse.

Par ailleurs, certains participants directs à la réalisation de la vidéo se sont révélés être de meilleurs porte-parole lors des réunions de concertation que ceux qui étaient moins impliqués (cf. réunion avec ASIRITIC), notamment car ils maîtrisaient mieux les objectifs réels de la démarche. De plus, la vidéo en elle-même a très bien joué ce rôle de porte-parole hors du réseau (cf. réunions à Cochabamba). La convergence a bien été favorisée, mais uniquement au sein des deux grands groupes antagonistes formés autour de l'EPSA.

Cependant on ne peut pas dire que la participation à la réalisation de la vidéo représente systématiquement un enrôlement fort, en témoigne le maire et l'EPSA qui n'ont jamais participé aux réunions, tout comme d'autres interviewés du monde paysan ou des OTB.

La capacité de rallongement du réseau apparaît mitigée. Néanmoins la vidéo a permis de conduire des débats riches en dehors de Tiquipaya.

Selon la théorie des grandeurs

La vidéo et les réunions ont permis d'identifier ou de clarifier les mondes dans lesquels les acteurs évoluent (plutôt d'ordre « domestique » pour les irrigants, « marchand » pour l'EPSA et « industriel » pour les politiques). Cependant aucun principe supérieur commun n'a permis de réunir les acteurs autour d'une même vision de la gestion de l'eau, et donc de faciliter la formulation d'accords concrets.

Selon l'approche des objets intermédiaires

La méthodologie utilisée à Tiquipaya pour élaborer la vidéo permettait à de nombreux acteurs de s'en servir comme porte-parole de leurs représentations, et même si les modalités de participation à l'élaboration ont été différentes d'un groupe à l'autre et que le degré de participation est globalement resté assez limité, tous ont fait confiance à l'objet, à l'origine. La vidéo a bel et bien matérialisé l'investissement de chacun, mais certains se sont sentis floués par l'utilisation que nous avons décidé de faire du panel d'interviews et certains de nos choix de montage. En ce sens l'exercice de montage, lorsqu'il est laissé aux seules mains des intervenants vidéo, semble renforcer le caractère opaque de l'outil, et risque de modifier de façon trop importante les messages que les personnes interviewées souhaitaient faire passer. Ainsi, la vidéo n'a pas servi de support de réflexion collective comme nous l'espérions, notamment lors de la réunion ASIRITIC où elle fut surtout l'objet de critiques portant essentiellement sur ces aspects.

L'observation de sa plus grande capacité à jouer le rôle d'objet médiateur et de support de débat en dehors du contexte local nous invite à nous interroger sur les apports concrètement envisageables de ce type d'intervention, ainsi que sur les conditions de réussite d'une démarche de vidéo participative quand à l'existence d'un minimum de dialogue préalable, de terrains de convergence possibles, même s'ils sont limités, et d'enjeux locaux qui restent raisonnables à court terme.

Conclusion sur l'hypothèse H2

Compte tenu de ce que nous venons de dire, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

- La méthodologie de construction de la vidéo proposée à Tiquipaya n'a pas permis de concertation lors de cette phase initiale, en dehors des rares acteurs qui y participaient plus directement (le Centro AGUA et ASIRITIC), et la réunion de contrôle par un unique acteur collectif fut une erreur en ce sens.
- L'exploitation de la vidéo en groupe a permis la construction de nouveaux espaces de discussions, aux caractéristiques structurelles propices à une concertation de qualité du point de vue du processus.

- L'exploitation de la vidéo en groupe n'a pas permis de mettre en place une dynamique de prise de décision collective, et la concertation fut de médiocre qualité au regard de ses résultats.

L'analyse du déroulement du projet à Tiquipaya ne nous permet donc pas valider l'hypothèse H2.

Section 3 : Eléments pour la future mise à l'épreuve de l'hypothèse H3

Rappelons l'hypothèse H3 : plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation - et notamment son appropriation et sa durabilité - est assurée.

Caractérisons les différentes variables de la catégorie 3 de notre grille d'analyse générale, catégorie intitulée « les fonctions liées au projet vidéo et leur répartition ; les rôles des différents acteurs ».

3.1 Le profil des participants directs au projet vidéo et leurs interactions : le « groupe de travail »

Le groupe de travail à Tiquipaya ne peut s'assimiler qu'à la réunion virtuelle des différentes personnes ayant contribué à la réalisation de la vidéo, il possède donc une structure distribuée. Ses « membres » n'ont jamais collaboré pour assurer leurs fonctions de production et ne se sont même pas côtoyés. Seule l'ASIRITIC, collaboratrice direct du Centro AGUA et avec qui nous étions en contact fréquent, a réellement travaillé à l'élaboration de la vidéo : les autres participants n'y ont contribué que par leur interview.

Nous l'avons évoqué au chapitre 3, section 3 : les membres du groupe de travail étaient soit choisis par nos soins, soit désignés par leurs pairs. Leur légitimité n'a jamais été contestée, tout comme leur représentativité. L'implication des leaders a été voulue et raisonnable au cours de cette phase d'élaboration de la vidéo.

3.2 La prise en charge des fonctions à différents moments clefs du projet vidéo

Nous avons personnellement décidé de la prise en charge de la plupart des fonctions lors du projet vidéo. Les personnes en charge des fonctions de production sont présentées dans le tableau 9. Les acteurs des vidéos, confondus avec le groupe de travail (au Centro AGUA près), ont eu un rôle limité dans la production, en dehors d'ASIRITIC qui a pu modifier le contenu de la vidéo à sa guise. Aucune fonction de production n'est réalisée de manière conjointe entre des acteurs contrastés. Le commentaire off très présent sur la première moitié du film et l'influence manifeste du travail de montage font de nous des acteurs du film à part entière. Les publics, que nous avons également désignés en partie (les projections restaient ouvertes), se sont fortement impliqués dans les débats, en dehors de la projection multi-acteurs qui fut écourtée et monopolisée par quelques personnes.

La phase de réalisation s'est donc révélée assez peu participative, à la fois en termes de degré global de participation et de diversités des modalités proposées. La phase d'exploitation l'était un peu plus.

3.3 Les rôles des acteurs fortement impliqués dans le processus

En tant qu'intervenants vidéo nous avons joué un rôle majeur en prenant de nombreuses décisions liées à la production et en scénarisant la vidéo sur la base de notre expertise, validée par le Centro AGUA.

Au sein du groupe de travail, on fera remarquer que la moitié des interviewés se sont contentés de cette seule forme de participation (dont le maire par exemple), que le président du conseil municipal a appelé de ses vœux la création de l'instance de concertation (discours assez démagogique selon nous), et enfin que le secrétaire général d'ASIRITIC a joué le rôle de médiateur spontané lors de l'Assemblée Générale de l'organisation.

Le Centro AGUA nous a appuyés et légitimés tout au long du processus, et surtout en privé, sachant rester discret lors des grandes (comme à l'AG d'ASIRITIC), et il a su proposer sa plateforme de concertation au moment le plus opportun. Ses membres ont gardé un rôle d'experts médiateurs impliqués mais non partisans.

Ces différents éléments liés à l'hypothèse H3 seront mis en regard des critères de qualité de la concertation et du processus d'accompagnement vidéo, exposés dans les paragraphes précédents, et seront comparés d'un terrain à l'autre de manière à valider ou infirmer l'hypothèse H3. Ce sera l'un des objets de la dernière partie de ce travail.

Conclusion

Nous venons de le voir, le projet vidéo que nous avons conduit à Tiquipaya n'a pas réellement permis de produire une représentation réellement collective de la gestion du territoire, et n'a pas non plus facilité la mise en place d'une concertation qui aboutisse à des résultats probants dans ce domaine. Les différentes raisons identifiées pour ce demi-échec devront être mises en relief par comparaison avec les autres interventions que nous avons menées en Equateur et au Mali, et que nous décrivons dans les deux parties suivantes.

Notre premier sentiment, qu'il s'agira donc de confirmer, est que le contexte local était trop cadenassé pour que nous puissions prétendre fluidifier si ce n'est résoudre la situation par la réalisation d'une vidéo, prétexte à collaborer et à discuter. Des tensions excessivement fortes et une absence totale d'espace de dialogue préalable sont à l'origine du conflit face auquel notre démarche est restée impuissante. Au contraire, la révélation du projet EPSA fut un véritable pavé jeté dans la mare.

Notre réflexion sur les conditions d'intervention devra également s'enrichir de ce qui s'est passé par la suite : c'est la récente promulgation d'une loi qui ouvre de réelles et nouvelles possibilités de sortir de l'impasse, 5 ans après notre départ. Conduire des processus de concertation dans des contextes trop viciés où la population n'a que peu de chances de peser sur les politiques (y compris locales) n'est sans doute pas le meilleur angle d'attaque pour influencer positivement sur la gestion des territoires.

Nous avons élaboré lors de cette première expérience une approche vidéo que nous jugions innovante. Nous ne nous sommes rendus compte qu'une fois cette thèse commencée que plusieurs chercheurs avaient déjà expérimenté sporadiquement des approches voisines, et ce depuis les années 60. Cette expérimentation bolivienne nous a tout de même encouragés à engager des recherches, en questionnant notamment le niveau et les modalités de participation des acteurs locaux aux différentes phases du projet vidéo, aspect sur lequel notre intervention nous avait le plus déçus. Car malgré la relative stérilité du processus de concertation mis en place à Tiquipaya, le potentiel de la Vidéo Participative en termes de production de savoirs locaux et surtout de partage et de diffusion de ces savoirs nous est apparu très prometteur.

Quant à la participation de la population à la production audiovisuelle en elle-même, la réaction des membres d'ASIRITIC sur les images de légumes et la musique des *yungas* est celle qui nous a le plus fait réfléchir. Si l'on prétend par la vidéo présenter un modèle de la situation locale qui satisfasse l'ensemble des acteurs, le risque semble grand de faire des erreurs si on la réalise à leur place. D'autant plus dans un contexte conflictuel où la charge émotionnelle est grande et où les détails prennent une importance qui peut sembler disproportionnée. Nous déciderons donc de tester une approche laissant plus de responsabilités aux acteurs locaux quant aux fonctions de production de la vidéo, sur notre prochain terrain d'expérimentation : l'Equateur.

Troisième partie

LA VIDEO COMME CATALYSEUR D'UNE REFLEXION COLLECTIVE SUR UN PROJET TERRITORIAL TENA - EQUATEUR

Loïc Colin et Vincent Petit

Chapitre I

Place du projet dans notre recherche et contexte institutionnel

Section 1 : Les objectifs de cette intervention au regard de notre recherche

- PAGE 285** 1.1 Tester la mise en retrait des intervenants vidéo quant aux prises de décisions
- PAGE 287** 1.2 Elaborer un protocole opérationnel de recueil et d'analyse des données pour la suite de notre travail de recherche

Section 2 : Présentation du contexte de l'intervention

- PAGE 288** 2.1 Les partenaires institutionnels à l'origine du projet : le FLOAGRI
- PAGE 290** 2.2 Les objectifs assignés à l'intervention d'appui par VP
- PAGE 290** 2.3 Légitimité et marges de manœuvre de la mission dans ce contexte
- PAGE 291** 2.4 Caractérisation du processus de concertation selon la typologie de J.E. Beuret

Chapitre II

Identification et description du système d'acteurs local en lien avec les dynamiques de développement rural dans le canton de Tena

PAGE 293 Section 1 : Méthode de recueil des données

Section 2 : La communauté kichwa de Shandia

- PAGE 294** 2.1 Les étapes historiques de la constitution de Shandia
- PAGE 295** 2.2 La gouvernance au sein de Shandia
- PAGE 295** 2.3 L'organisation foncière
- PAGE 296** 2.4 Des sources de revenus diversifiées

Section 3 : La communauté kichwa Sinchi Runa Puni Bocana

- PAGE 299** 3.1 Une communauté isolée, difficile d'accès
- PAGE 299** 3.2 Une faible activité économique
- PAGE 300** 3.3 L'exploitation du bois

Section 4 : Les Colons

- PAGE 302** 4.1 L'arrivée des colons métis
- PAGE 302** 4.2 L'organisation sociale et productive des colonies

Section 5 : Les autorités politiques locales

- PAGE 303** 5.1 Les oppositions politiques locales : Le Conseil Provincial et la Mairie de Tena
- PAGE 304** 5.2 Un processus de décentralisation en cours, déstructurant les actions d'appui au développement local : exemple du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
- PAGE 305** 5.3 Le Ministère de l'Environnement
- PAGE 306** 5.4 Les comités paroissiaux

Section 6 : La fondation Jatun Sacha

- PAGE 306** 6.1 Les enjeux de la fondation
- PAGE 307** 6.2 La réserve du canton de Tena
- PAGE 308** 6.3 : Description des relations entre la fondation et ses voisins communautaires

Section 7 : L'association de petits producteurs amazoniens Kallari

- PAGE 311** 7.1 Les origines de Kallari

PAGE 312	7.2 Un répertoire fragile
PAGE 313	7.3 Développement de l'activité cacao au détriment de l'artisanat
PAGE 315	7.4 Être membre de Kallari : à quoi bon ?
PAGE 316	7.5 Kallari, ou l'émergence d'un nouveau pouvoir local, source de nombreuses convoitises
PAGE 318	Section 8 : L'entreprise « d'écotourisme communautaire » Ricancie
PAGE 319	Section 9 : Rapide tour d'horizon des autres acteurs

Chapitre III

Protocole d'action : analyse des différentes étapes

PAGE 321	Section 1 : Le protocole d'action, tel que prévu a priori
	Section 2 : Le Protocole d'action effectivement suivi sur le terrain
PAGE 324	2.1 Etape 1 : Etude préalable de la problématique locale et analyse du système d'acteurs ; présentation aux acteurs du projet d'animation et de ses objectifs <ul style="list-style-type: none">2.1.1 Une recherche bibliographique laborieuse (page 324)2.1.2 Entre entretiens semi-directifs et observation participante dans les communautés et colonies de la zone d'intervention (page 324)2.1.3 Une démarche vidéo qui suscite l'intérêt ou la curiosité de tous les acteurs (page 325)
PAGE 326	2.2 Etape 2 : Formation d'un groupe de travail <ul style="list-style-type: none">2.2.1 Le choix des membres du groupe de travail (page 326)2.2.2 L'organisation logistique des réunions (page 327)2.2.3 Analyse du déroulement de la première réunion du groupe de travail (page 329)
PAGE 337	2.3 Etape 3 : Tournage des premières interviews et validations individuelles auprès de chaque acteur <ul style="list-style-type: none">2.3.1 La présence de la caméra n'intimide pas les paysans (page 337)2.3.2 L'impossibilité faute de temps de réaliser les validations individuelles (page 337)2.3.3 Importance pour les acteurs de pouvoir s'exprimer dans leur propre langue (page 338)
PAGE 339	2.4 Etape 4 : Validation collective au sein du groupe de travail et choix des images d'appui <ul style="list-style-type: none">2.4.1 Le dérushage collectif : un travail fastidieux pas toujours facile à comprendre (page 340)2.4.2 Une révision à la baisse des objectifs de la seconde réunion (page 341)2.4.3 L'appui du groupe de travail pour la réalisation de la vidéo s'avère très efficace (page 342)2.4.4 Analyse du déroulement de la seconde réunion du groupe de travail (page 342)
PAGE 349	2.5 Etape 5 et 6 : Premier montage de la vidéo, présentation au groupe de travail et identification des corrections et ajouts éventuels <ul style="list-style-type: none">2.5.1 Un double processus de recueil des remarques et points de vue des participants sur l'ébauche de vidéo présentée (page 349)2.5.2 Est-il réaliste, voire même utile, de vouloir à tout prix satisfaire pleinement l'ensemble des participants ? (page 350)2.5.3 Analyse du déroulement de la troisième réunion du groupe de travail (page 351)

- PAGE 357** 2.6 Etape 7 : Organisation de réunions publiques multi-acteurs de projection et de discussion autour de la vidéo.
- 2.6.1 Des conditions d'organisation peu favorables à l'émergence d'un débat animé et productif (page 357)
 - 2.6.2 Une regrettable absence d'implication des membres du groupe de travail dans la réunion multi-acteurs (page 358)
 - 2.6.3 Analyse du déroulement de la projection multi-acteurs (page 358)
 - 2.6.4 Une vidéo de nature descriptive qui n'apporte pas de solutions toutes faites (page 362)
 - 2.6.5 Analyse du contenu des questionnaires suite à la réunion multi acteurs (page 362)

PAGE 371 **Section 3 : Description du processus de concertation lié au projet**

Chapitre IV

Analyse du terrain du point de vue des hypothèses de recherche

Section 1 : Mise à l'épreuve de l'hypothèse H1

- PAGE 375** 1.1 L'engagement des participants au cours du processus et son évolution
- PAGE 377** 1.2 L'appropriation du processus
- PAGE 378** 1.3 Les correspondances entre contenu de la vidéo / représentations individuelles / représentations collectives
- PAGE 379** 1.4 Regard sur les référents théoriques évoqués en partie 1

Section 2 : Mise à l'épreuve de l'hypothèse H2

- PAGE 382** 2.1 Les relations et échanges entre acteurs
- PAGE 382** 2.2 La qualité de la concertation
- PAGE 384** 2.3 Les résultats immédiats du processus
- PAGE 385** 2.4 Le prolongement de l'intervention et la durabilité du processus
- PAGE 385** 2.5 Regard sur les référents théoriques évoqués en partie 1

Section 3 : Eléments pour la future mise à l'épreuve de l'hypothèse H3

- PAGE 387** 3.1 : Le profil des participants directs au projet vidéo et leurs interactions : le « groupe de travail »
- PAGE 388** 3.2 La prise en charge des fonctions selon les étapes du projet vidéo
- PAGE 389** 3.3 Les rôles des acteurs fortement impliqués dans le processus
- PAGE 390** **En guise de conclusion sur cette expérimentation**
- Vis-à vis de nos objectifs de recherche
- Vis-à vis des objectifs de l'intervention

« A la mairie... nous leur avons demandé de l'aide, et ils nous ont donné leur accord il y a de ça plusieurs mois déjà. Mais pour le moment nous n'avons toujours rien. Là, dans cette vidéo, ils vont te raconter des merveilles.... Mais sur le terrain, ils ne font rien ! Et ceci, il nous faut justement le filmer et le montrer. C'est une bonne chose cette vidéo, avec ça nous allons pouvoir travailler. »

Diego, leader de Kallari, une association de petits producteurs de cacao, le 25/02/06

FLOAGRI est un projet de développement international mis en œuvre sur trois zones contrastées, au Brésil, au Pérou et en Equateur, correspondant à trois fronts pionniers d'âges différents sur l'arc majeur de déforestation amazonien (là où la pression anthropique est la plus forte). Il est coordonné par le CIRAD et exécuté dans chaque pays en collaboration avec une institution locale (en Equateur l'INIAP, Institut National de Recherche Agropastorale). L'objectif global du projet est de « promouvoir la gestion participative et intégrée des ressources forestières et agricoles, à travers l'évaluation participative d'alternatives de mise en valeur diversifiée de la forêt et de systèmes d'exploitation durable des sols, dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations rurales d'Amazonie ». Les bénéficiaires choisis pour le volet équatorien sont les 22 communautés « Kichwa¹⁹⁹ » de l'association de producteurs de cacao Kallari, située dans le canton de Tena, province de Napo.

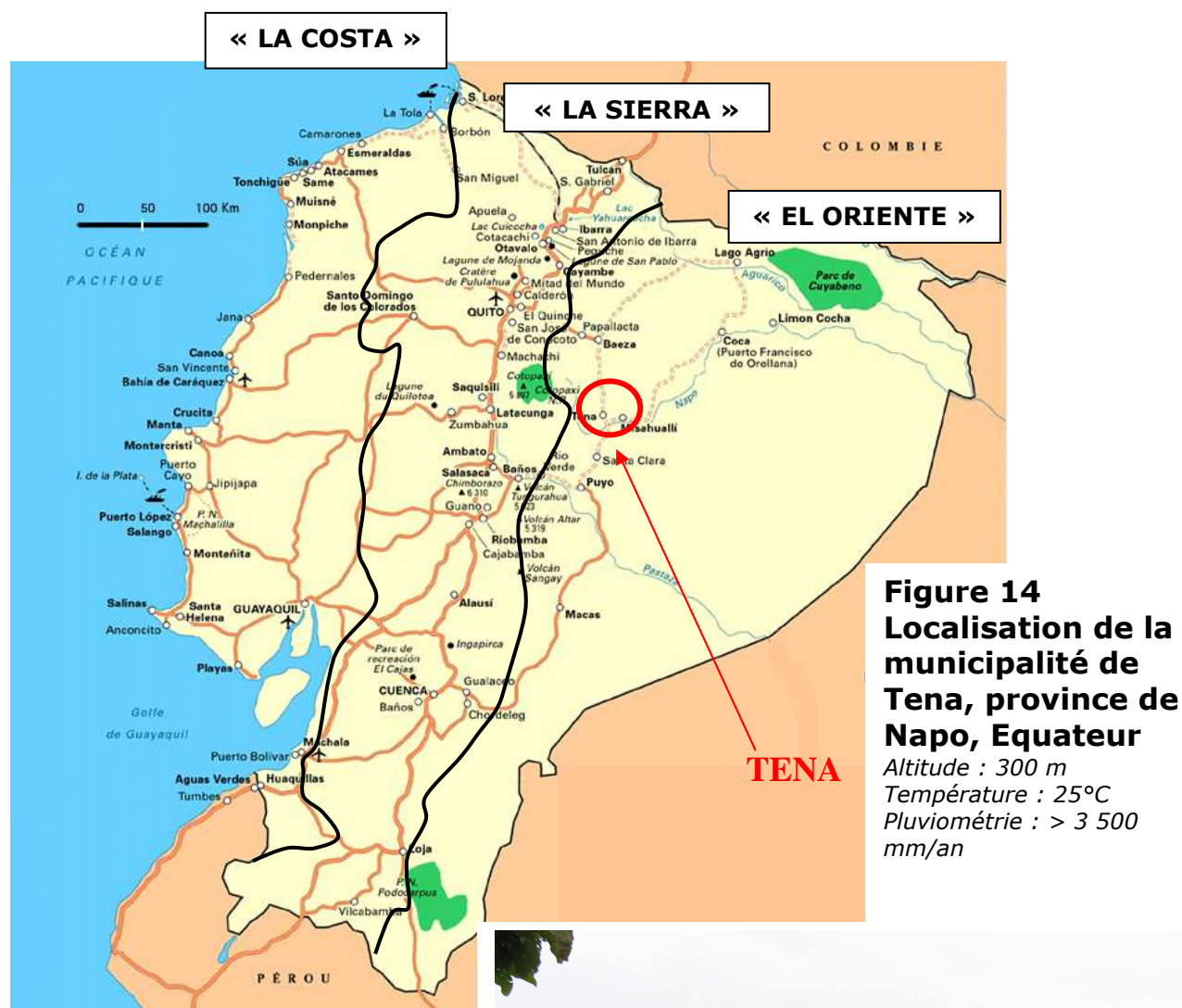
Les membres de cette association de producteurs de cacao, portés par le dynamisme de son coordinateur général et la récente signature d'un contrat d'exportation avec une entreprise suisse, revendiquent un mode de mise en valeur respectueux de l'environnement forestier, en particulier par le recours à des pratiques de culture agro-forestières. Cependant, pour de nombreux producteurs la vente du cacao ne suffit pas à satisfaire les besoins de base. Ils sont alors contraints d'exploiter, généralement par des voies de commercialisation illégales, les arbres de leurs « réserves forestières familiales » quand ils en possèdent encore une. Ce comportement est favorisé par l'existence d'intermédiaires peu scrupuleux se rendant avec leurs camions là où s'arrêtent les routes, à la rencontre des communautaires descendant le long des fleuves depuis leurs villages sur des radeaux de planches de bois tronçonnées et harnachées. La législation forestière équatorienne est très précise mais son application quasi-inexistante. C'est le rôle du Ministère de l'environnement que de faire connaître et appliquer ces lois. Aujourd'hui, on estime que plus de 80 % de l'exploitation forestière du pays est illégale. De leur côté le ministère de l'agriculture, les services municipaux et provinciaux développent chacun dans leur coin des microprojets de reforestation dans une atmosphère de décentralisation compétitive peu adaptée à la mise en place de collaborations efficaces.

Face à ce grave problème de déforestation, des fondations (souvent étrangères) installent des « réserves forestières » en rachetant les terres de certains communautaires. Cette nouvelle composante du territoire perturbe les relations existant entre les communautés voisines et leur environnement et s'avère source de nombreux conflits (coupes illégales d'arbres dans les réserves par des communautaires mal intentionnés... ou plus souvent en sérieuses difficultés financières ; conflits autour de la construction des routes nécessaires au désenclavement des communautés mais empiétant sur le territoire d'une réserve, comme nous serons amenés à le voir dans notre travail de terrain). D'autres groupes d'acteurs interviennent également dans la gestion de la ressource forestière : les ONG locales ou étrangères notamment, ainsi que les associations indigènes à but lucratif qui, à l'instar de Kallari, offrent de nouvelles perspectives économiques au travers du développement de services tels que l'écotourisme.

¹⁹⁹ Rigoureusement le terme « kichwa » fait référence à la langue parlée par ces indiens, qui par extension nomment eux-mêmes leur groupe ethnique de la même façon. Le Kichwa n'est pourtant pas la langue traditionnelle des peuples d'Amazonie (« *Napo Runa* », ou « homme du Napo ») mais est le résultat du travail d'homogénéisation culturelle mené par les espagnols via l'évangélisation. Notons que certaines de ces communautés indiennes d'Amazonie sont à l'origine descendues de la cordillère pour fuir les incas, puis les espagnols.

C'est dans ce contexte, et pour le compte du projet FLOAGRI, que nous sommes intervenus afin de favoriser l'émergence d'une réflexion collective sur la gestion du territoire couvert par les communautés de Kallari et son devenir, et assurer ainsi la participation des acteurs locaux à la définition et la mise en place des activités du FLOAGRI.

Cette partie présente, à la suite du cadre institutionnel et des objectifs de l'intervention, une analyse de la situation locale centrée sur le système d'acteurs. Le déroulement des différentes phases de notre travail de terrain est ensuite décortiqué, de manière à finalement interroger nos hypothèses de recherche.



Point de vue sur le fleuve
Napo, depuis la
communauté de Shandia
Paysage caractéristique du bassin
amazonien, et de son réseau
hydrographique



Chapitre 1

Place du projet dans notre recherche et contexte institutionnel

Section 1 : Les objectifs de cette intervention au regard de notre recherche

Après notre expérience bolivienne de Vidéo Participative (VP), plutôt spontanée et menée de manière très instinctive, il était essentiel d'effectuer tout d'abord un important travail de conceptualisation de ce que peut être la VP, et de tester les limites de cette formalisation.

Si le terrain bolivien nous a servi pour l'élaboration de nos hypothèses de recherche, le terrain équatorien nous a permis de déterminer les éléments nécessaires pour les discuter et les moyens d'obtenir ces éléments. En effet, l'intervention bolivienne présentée au chapitre précédent a été réalisée, nous l'avons vu, en dehors de tout objectif de recherche. Il nous fallait donc établir un protocole réaliste et pertinent, en particulier vis-à-vis du recueil des données.

Enfin, l'un des objectifs de ce second terrain d'étude est de fournir des éléments complémentaires ou comparatifs de ce que l'on a pu obtenir et analyser lors de l'expérience bolivienne. C'est pour cette raison que, par opposition à l'approche bolivienne, nous avons mis l'accent sur une participation forte et continue des acteurs locaux tout au long de la construction collective d'un produit vidéo, et sur notre propre mise en retrait.

1.1 Tester la mise en retrait des intervenants vidéo quant aux prises de décisions

Comme nous l'avons présenté en première partie de ce travail, l'un des objectifs de notre recherche visait entre autres à étudier les liens éventuels entre les degrés et modalités de participation de la population locale au travail d'expertise et la pertinence et l'impact des résultats obtenus (cf. hypothèse H3). Après avoir adopté en Bolivie une posture qui nous a conduits à limiter aux seules interviews la participation locale à l'élaboration de la vidéo, avec un contrôle du contenu uniquement réservé à l'association des irrigants et au centre de recherche pour lequel nous travaillions, nous avons endossé en Equateur un rôle de conseillers techniques et d'animateurs, n'ayant pour objectif que de servir de porte-voix aux acteurs

concernés par la problématique étudiée. Ce nouveau positionnement impliquait donc de notre part une mise en retrait volontaire par rapport à l'ensemble des décisions relatives au contenu de la ou des vidéos élaborées. Cela supposait également l'élaboration d'un protocole d'action adapté, permettant de libérer une certaine participation locale. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur la mise en place et l'animation d'un groupe de travail (cf. PI, chapitre 3, 4.2.3) construit comme un échantillon voulu représentatif du système d'acteurs local. Ce groupe devait ainsi permettre de travailler avec un modèle réduit du système d'acteurs avant d'élargir le processus. Afin de mesurer les avantages et les limites d'une telle approche, nous avons été amenés au cours de notre action de terrain à considérer avec attention un certain nombre d'aspects :

1.1.1 Protocole d'action fondé sur un « groupe de travail »

Il s'agissait de définir des modalités et des règles de fonctionnement adaptées aux besoins de la démarche d'accompagnement vidéo (nombres de réunions et ordres du jour, formations préalables des participants, etc.) et permettant d'optimiser les avantages potentiels d'un tel groupe de travail. Il nous fallait également déterminer quelles fonctions pouvaient être attribuées à ce groupe ; les conditions dans lesquelles il était préférable que cela soit fait ; et quels en étaient les avantages et les inconvénients prévisibles. Ainsi ce terrain devait nous donner l'occasion d'identifier les étapes-clefs du protocole d'intervention pour lesquelles l'implication et l'engagement d'un groupe de travail pouvaient améliorer la pertinence de l'expertise et l'appropriation des résultats.

Le fait d'accorder aux participants directs une importante liberté de décision par rapport aux orientations de la démarche d'expertise accompagnée par vidéo nous incitait par ailleurs à prendre garde aux risques de manipulation pouvant surgir au sein même de ce groupe. En effet, si la répartition des influences au sein du groupe n'est pas suffisamment équilibrée, le risque de voir un ou des acteurs tirer tous les profits du processus est réel. Nous avons donc accordé une attention particulière à cet aspect en cherchant notamment à identifier les facteurs favorisant ou limitant ce risque.

Ce terrain devait également nous permettre d'étudier et de comparer l'impact de l'accompagnement vidéo sur les représentations des membres du groupe de travail et sur leurs relations en interne, par rapport notamment à son impact sur un public non directement impliqué dans sa réalisation.

1.1.2 Tester l'intérêt suscité par la démarche

Le projet de Tena devait également être pour nous l'occasion d'estimer l'intérêt suscité auprès des différents acteurs par une démarche d'expertise participative en vidéo. Le fait de proposer à ces acteurs de prendre directement part au processus devait nous donner les moyens d'évaluer cet intérêt en fonction de l'analyse de leurs degrés d'engagement respectifs (assiduité aux réunions ; participation aux échanges ; implication dans la mise en œuvre des décisions prises ; etc.). Fonctionner en petit comité, au sein du groupe de travail, offre par ailleurs la possibilité d'établir d'étroites relations avec les participants et d'étudier plus en détails leurs réactions face à la démarche et face à l'outil vidéo en lui-même (notamment vis-à-vis des images, des interviews et du commentaire off). Ceci nous a permis de nous interroger sur le « que faire avec le groupe de travail ? » et « dans quel but ? ».

Par ailleurs, en analysant les motivations individuelles expliquant la participation des uns et des autres à la démarche, nous souhaitions identifier les attentes que celle-ci suscite et préciser un peu plus les contextes dans lesquels elle est susceptible d'apporter quelque chose d'utile au système d'acteurs. Une attention particulière a également été portée à l'intérêt affiché par l'équipe du projet de recherche accueillant notre démarche, ainsi qu'à l'évolution de cet intérêt.

1.1.3 Le degré d'appropriation de la démarche et de ses résultats

L'intérêt de l'approche choisie ne devait pas se traduire simplement par sa capacité à susciter la participation des gens, mais également par l'appropriation finale des résultats obtenus. Cette question de l'appropriation locale repose en particulier sur la pertinence de ces résultats, sur leur intelligibilité et leur facilité d'exploitation dans le contexte (compte tenu du nombre d'acteurs impliqués et de leurs relations, des langues utilisées quotidiennement, des niveaux d'alphabétisations, etc.). Par ailleurs, nous souhaitons analyser les liens de cause à effet pouvant exister entre les degrés et modalités de participation des acteurs locaux à la démarche d'une part et leur appropriation finale des différents produits obtenus d'autre part, notamment par comparaison avec l'expérience bolivienne. Autrement dit : est-ce que, comme on pourrait le croire, plus les acteurs locaux sont impliqués, plus l'analyse est pertinente, adaptée à la utilisation locale, conforme aux attentes des participants et donc appropriée ?

Enfin, nous avons étudié la propension des participants au groupe de travail à définir spontanément des objectifs au processus et aux produits vidéo. Le fait que des acteurs locaux assignent eux-mêmes des objectifs à la démarche au fur et à mesure qu'ils en comprennent les potentialités et les contraintes²⁰⁰ constitue, selon nous, un facteur important d'appropriation locale.

1.2 Elaborer un protocole opérationnel de recueil et d'analyse des données pour la suite de notre travail de recherche

Sur ce premier véritable terrain d'expérimentation, il s'agissait également de définir et de tester différentes sources de données et différentes méthodes de recueil, afin de s'assurer d'avoir par la suite tout le matériel nécessaire pour soutenir notre argumentation. Parmi les outils sociologiques de recueil de données, nous devons identifier les plus adaptés aux contextes et à la nature de nos interventions et voir comment les articuler au mieux avec nos protocoles d'action concrets. Le caractère exploratoire de notre thèse explique la nécessité de ce travail simultané de mise au point progressive d'un protocole de recherche adéquat, qui constituait donc l'un des objectifs prioritaires de ce terrain. Par la suite, la systématisation plus ou moins stricte d'un tel protocole nous permettra notamment de procéder à un exercice rigoureux de comparaison entre les déroulements et les résultats de chacune de nos expérimentations.

1.2.1 Les principaux outils testés

Les principales sources de données et les principales méthodes de recueil dont nous souhaitons tester la pertinence, la faisabilité et l'intérêt dans le cadre spécifique de notre recherche étaient *a priori* :

- Les **entretiens** : il s'agissait essentiellement d'identifier les moments clefs pour les réaliser, et d'étudier les avantages et inconvénients des différentes formes d'entretien (individuels, collectifs, formels, informels, etc.).
- Les **questionnaires** écrits, lors des réunions du groupe de travail et à l'issue des projections finales : il s'agissait également ici de déterminer les moments les plus opportuns pour distribuer ces questionnaires, ainsi que les questions à formuler. L'intérêt du recours aux questionnaires réside selon nous dans leur caractère individuel et discret, bien qu'ils soient inaccessibles aux analphabètes.

²⁰⁰ Le recours à l'outil vidéo s'accompagne en effet d'un certain nombre de contraintes, notamment d'ordre technique, qu'il faut pouvoir apprécier de façon à utiliser au mieux son potentiel.

- **L'évolution du contenu des vidéos**, entre les « générations » vidéo successives, issues des remarques des membres du groupe de travail.
- Les différentes **épreuves de confrontation** (individuelles et collectives) du contenu de la ou des vidéos avec les personnes interviewées, les membres du groupe de travail ou les spectateurs finaux. Il s'agissait d'établir tout d'abord des protocoles de confrontation, puis de déterminer des indicateurs pertinents permettant de mesurer la concordance entre les représentations des acteurs locaux et le modèle présenté en vidéo, ainsi que l'appropriation locale des résultats.
- **L'observation** des comportements (verbaux et non verbaux) des différents acteurs lors des réunions, qu'il s'agisse du groupe de travail ou des projections. L'idée était d'établir une méthode adéquate d'observation des participants, et d'identifier les facteurs intéressants à relever. Qui observe ? Qu'observe-t-il ? Comment archiver ces observations ?
- Des **débriefings** collectifs finaux, à chaud (juste après les projections) et à froid, pour recueillir des informations sur l'intérêt suscité par la démarche et sa perception par les acteurs locaux.
- **L'enregistrement vidéo** des réunions : il s'agissait dans ce cas de définir des règles précises d'enregistrement (cadrage, prise continue ou séquencée, choix des acteurs filmés selon les étapes de la réunion) afin de permettre une analyse du déroulement des réunions *a posteriori*, et d'identifier les éléments potentiellement riches en informations que nous pourrions analyser à l'aide de ces images.

1.2.2 Utilisation de cette première expérimentation pour élaborer nos grilles d'analyse

Cette étude des différents types de données et modes de recueil devait nous permettre d'établir une grille de lecture, permettant par la suite de guider le travail de présentation et d'analyse des données collectées sur ce terrain et les autres. La grille de lecture générale présentée en partie 1 est donc, pour une grande part, le produit des réflexions conduites dans le cadre de cette expérimentation. Elle constitue à la fois un outil pour argumenter notre discussion des hypothèses de recherche et pour faciliter la comparaison entre nos expérimentations. De même, la réflexion engagée sur l'exercice d'observation des réunions nous a grandement aidés dans la conceptualisation de la grille d'analyse conversationnelle déjà présentée en partie 1. Nous ne reviendrons pas sur la construction de ces outils.

Section 2 : Présentation du contexte de l'intervention

2.1 Les partenaires institutionnels à l'origine du projet : le FLOAGRI

Notre intervention s'est inscrite dans la mise en place, en Equateur, d'un projet international de recherche-action sur les « systèmes intégrés de gestion participative et durable des ressources forestières et des terres agricoles pour l'agriculture familiale en Amazonie »²⁰¹, intitulé FLOAGRI. Initié en 2005, ce projet de trois ans et demi est mis en place simultanément sur trois fronts pionniers amazoniens (Brésil, Pérou, Equateur). En Equateur, deux terrains ont été choisis dans la province de Napo: une première zone, de colonisation ancienne (la vallée de Quijos, près de Baeza), et une seconde de colonisation plus récente (près de Tena). Le démarrage des activités équatoriennes était envisagé courant

²⁰¹ Extrait d'un document de travail interne au projet.

2006. Le projet, coordonné par le CIRAD (Département Forêt), est exécuté dans chaque pays en collaboration avec des institutions locales. En Equateur le partenaire est l'INIAP, l'Institut National de Recherche Agropastorale. L'Etat finance 25% du budget (contre 75% pour l'Union Européenne²⁰²), en s'appuyant sur les royalties des entreprises pétrolières installées en Amazonie et destinées à être réinvesties dans le développement durable de la forêt.

L'objectif général du FLOAGRI est de mettre en place, avec la participation des communautés locales, des systèmes de gestion durable des ressources forestières, conjointement à la mise en place de techniques durables d'exploitation agricole et de récupération des terres dégradées. L'optique, en outre, est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales d'Amazonie en recherchant des alternatives économiques à la coupe sauvage du bois et en rationalisant cette exploitation forestière. Sur la zone de Tena, l'équipe du projet a décidé de travailler en partenariat étroit avec une organisation de producteurs kichwas de cacao : Kallari. Cette association regroupe près de 800 adhérents et plus d'une vingtaine de communautés différentes. Son implantation dans la région et son image auprès des producteurs locaux (indiens comme métis) en font *a priori* un partenaire clef pour travailler sur le terrain. Par ailleurs, des travaux communs préalables entre le responsable local du FLOAGRI et le coordinateur général de Kallari ont facilité (si ce n'est déterminé) la construction de ce partenariat. Sur un territoire de colonisation relativement récente tel que celui de Kallari (qui correspond précisément à la zone d'intervention de la première phase du projet), où subsistent des restes de forêt primaire, l'équipe locale du FLOAGRI souhaite « rechercher des mécanismes permettant des alliances potentielles entre des industries du bois (à petite ou grande échelle selon les cas) et des communautés rurales pour une exploitation diversifiée de la forêt, incluant la production ligneuse (bois de construction, ébénisterie), la production non ligneuse (plantes médicinales, produits secondaires), et des prestations permettant le paiement de services environnementaux²⁰³ ».

L'équipe équatorienne du FLOAGRI déclinait ensuite cet objectif général en un certain nombre de sous-objectifs spécifiques dont voici les principaux :

- Concilier gestion de la forêt et exploitation agricole (« gestion intégrée ») à travers des alternatives mises au point avec les populations locales, qui permettent à la fois de freiner la déforestation et d'augmenter les revenus agricoles des familles.
- Estimer les ressources autres que le bois et les services environnementaux que peut fournir la forêt (objectif de diversification), y compris la forêt secondaire; inventaires, études de marchés.
- S'appuyer sur des modèles de gestion conciliant forêt et agriculture, évalués et validés par les communautés rurales afin de faire des propositions d'amélioration des politiques publiques de gestion des ressources naturelles en Amazonie.
- Contribuer à la baisse du taux de déforestation en Amazonie et de ses externalités sur le climat et la biodiversité. Le projet doit permettre aux communautés de considérer l'écosystème forestier comme une partie productive (y compris après extraction du bois de construction) de leur espace agraire, renouvelable, et pas comme une simple source de fertilité pour l'abattis-brûlis²⁰⁴. Il s'agit donc en parallèle de développer sur les terres déjà défrichées des systèmes de production durables qui assurent le revenu agricole des familles (sédentarisation des cultures).
- Enfin, spécifiquement sur la zone de Tena où ces pratiques sont bien développées, étudier et évaluer l'alternative des *Chacras* (système indigène dit « ancestral » de cultures associées, que beaucoup considèrent comme de l'agroforesterie), du sylvopastoralisme, ainsi que le potentiel économique des prélèvements de produits secondaires de la forêt.

²⁰² Le budget pour la partie équatorienne du projet est de 275 000 €.

²⁰³ Protection des sols et des cours d'eau, fonction de « puits de carbone », conservation de la biodiversité, gestion de la faune sauvage, écotourisme, recherche, etc.

²⁰⁴ A titre de référence, 2 millions d'hectares de forêt amazonienne sont coupés par an pour l'agriculture sur le continent, dont 80% sont destinés à des pâturages.

2.2 Les objectifs assignés à l'intervention d'appui par VP

L'introduction de notre démarche de VP dans cet ensemble d'activités peut sembler surprenante a priori, et il faut admettre qu'elle n'est pas le résultat d'une demande explicite de la partie équatorienne du FLOAGRI, mais que notre appui a été suggéré par l'un des principaux coordinateurs CIRAD du projet. Sachant que nous étions indemnisés sur les financements d'un réseau international de chercheurs et d'appui à la formation par la recherche (le réseau SMART²⁰⁵), le coordinateur local du FLOAGRI n'avait aucune objection à formuler vis-à-vis de notre intervention. Nous avons donc été quelque peu parachutés, qui plus est au sein d'un projet non encore opérationnel, comme nous le verrons. Malgré tout, les objectifs visés par notre intervention s'inscrivaient parfaitement dans l'état d'esprit et la logique même du FLOAGRI : co-construire le développement local entre acteurs, entre activités, dans un objectif d'appropriation et de durabilité des résultats.

Les objectifs spécifiques de notre intervention locale (distincts de nos objectifs de recherche, présentés plus haut), définis de concert avec le personnel de l'INIAP impliqué dans les activités du FLOAGRI, étaient les suivants :

- 1- Effectuer un diagnostic participatif de la situation socio-économique des communautés et colonies rurales et de l'évolution récente des ressources forestières, de façon à orienter les futures activités du projet FLOAGRI en fonction des véritables besoins et attentes de la population locale.
- 2- Analyser de façon participative et faire connaître les initiatives locales offrant des alternatives à la coupe sauvage de la forêt amazonienne, de manière à les discuter collectivement et publiquement.
- 3- Promouvoir une réflexion et une dynamique collectives impliquant tous les acteurs concernés par la gestion de la forêt, autour d'un Projet territorial à définir ensemble.
- 4- « Créer du lien social » entre les différents groupes d'acteurs, et notamment entre l'équipe du FLOAGRI et les acteurs locaux, de façon à préparer le terrain pour une collaboration de longue durée, fondée sur des rapports équilibrés et un respect mutuel des compétences de chacun.

Pour atteindre ces quatre objectifs, nous proposons d'ouvrir des espaces d'expression et de concertation organisés autour d'un outil encore peu utilisé pour l'appui aux projets de développement : la vidéo.

2.3 Légitimité et marges de manœuvre de la mission dans ce contexte

Au moment de notre arrivée sur le terrain en février 2006, l'équipe équatorienne du FLOAGRI n'était pas encore en activité, ni même constituée. Le coordinateur local rédigeait encore les lignes directrices du volet national du projet et était dans l'attente de la confirmation des financements pour engager les membres de son équipe et démarrer les activités. Cette situation de *stand-by* a duré près de 4 mois et demi à compter de notre date d'arrivée. A tel point que le coordinateur local a même fini par douter de la réalisation réelle du projet, alors que de notre côté nous travaillions sur le terrain depuis plusieurs mois déjà. Il aura fallu attendre le mois de mai pour enfin voir arriver à Tena le premier membre de l'équipe (l'ingénieur forestier). Cette pseudo-incertitude régnant autour de la réalisation du FLOAGRI mais surtout le retard du démarrage de ses activités ne nous ont pas permis d'impliquer pleinement l'équipe du projet dans notre démarche comme cela était prévu, et

²⁰⁵ Strategic Monitoring of South-American Regional Transformations

donc d'atteindre l'ensemble des objectifs fixés à notre intervention. Cette absence de représentant « officiel » du FLOAGRI a quelque peu affecté notre légitimité sur le terrain, puisque nous évoquions notre appartenance à un projet fantôme. En revanche, il faut reconnaître que cette situation, bien qu'inconfortable, présentait l'avantage de nous autoriser une liberté d'action totale.

Malgré tout, nous n'étions pas non plus sans attache institutionnelle. En effet, la future collaboration entre le projet FLOAGRI et l'association Kallari était pratiquement officialisée, et nous avons immédiatement été présentés à la direction de Kallari comme des « *étudiants français venus appuyer le démarrage du projet FLOAGRI au profit de l'association* »²⁰⁶. S'il faut reconnaître que cette affiliation à Kallari nous a énormément facilité l'entrée et les prises de contacts au sein des communautés kichwas et des colonies de la zone, le fait est que nous ne pouvions plus espérer occuper une position relativement neutre au sein du système d'acteurs. Nous étions, aux yeux de la direction de l'association, les « volontaires de Kallari », et donc d'une certaine manière censés leur rendre des comptes et servir leurs intérêts, avant ceux des autres acteurs locaux. Nous nous sommes donc efforcés tout au long de l'intervention de limiter nos liens avec l'association tout en ménageant les amitiés institutionnelles en jeu.

2.4 Caractérisation du processus de concertation selon la typologie de J.E. Beuret

Si l'on se réfère à la typologie des processus de concertation proposée par J.-E. Beuret et présentée dans la première partie de cette thèse, notre intervention équatorienne se situe dans le cadre des démarches descendantes : l'initiative émane d'une institution externe au territoire. Il est en revanche plus difficile de qualifier cette démarche de « strictement descendante » ou de « descendante-ascendante ». En effet, d'un côté le FLOAGRI recherche clairement à convaincre les acteurs locaux d'adhérer à et de s'impliquer dans un projet déjà en grande partie défini ; d'un autre côté, il recherche l'appui de structures locales existantes partageant les mêmes objectifs, et développant des activités de la lutte contre la déforestation notamment (c'est le cas *a priori* de l'association Kallari, et de la représentation locale du Ministère de l'environnement). Mais l'absence de tout processus local de concertation (formel ou non) ou de coordination entre acteurs et institutions (cf. l'analyse du système d'acteurs au chapitre 2), nous conduirait plutôt à envisager cette intervention comme une démarche de concertation strictement descendante. Ainsi, il s'agissait d'assurer la mise en route et les premières étapes d'une concertation, à savoir, toujours selon Beuret, le rapprochement des acteurs et l'élaboration du réseau (identifier des légitimités), puis l'accompagnement d'une phase d'interconnaissance et de dialogue, avant d'envisager toute construction d'accord éventuelle. Il nous paraît primordial de bien cerner le type de concertation et l'étape au niveau de laquelle notre intervention se positionne afin de replacer les objectifs poursuivis par rapport aux dynamiques propres au contexte local. L'idée étant, par exemple, qu'il ne faut pas nécessairement s'attendre à la construction d'un accord alors même que le rapprochement des acteurs n'a pas encore eu lieu.

²⁰⁶ Extrait de réunion.

Chapitre 2

Identification et description du système d'acteurs local en lien avec les dynamiques de développement rural dans le canton de Tena

L'identification des acteurs de ce système a été progressive. À partir d'une liste initiale établie avec nos partenaires institutionnels locaux (FLOAGRI et Kallari), nous avons mené une première série d'enquêtes auprès de leurs interlocuteurs privilégiés au sein des différents groupes d'acteurs identifiés. C'est au travers de nos questions que nous avons progressivement affiné l'identification des groupes d'intérêt, et élargit notre liste. Ce système complexe rassemble au total plus de quarante institutions, organisations ou groupes. Conscients des difficultés existantes pour impliquer un aussi grand nombre d'acteurs dans notre démarche, et des limites probables d'une telle approche, nous nous sommes restreints à ceux directement et régulièrement impliqués dans les dynamiques de développement rural. Par exemple, nous avons volontairement ignoré les bailleurs de fonds et les groupes de pression. Nous avons ainsi finalement convié une vingtaine d'acteurs à participer à notre démarche, et ne présentons ci-après que ceux ayant répondu positivement à l'invitation en faisant acte de présence à au moins une des réunions du groupe de travail. Par exemple, aucune des ONGs locales conviées n'a répondu aux invitations.

Nous décrirons donc ici les relations qui préexistaient à notre intervention entre les principaux acteurs qui se sont impliqués dans le projet de VP. Cette analyse vise à fournir les moyens d'appréhender les stratégies et logiques de chaque catégorie d'acteurs au sein de ce système, ainsi que les relations de pouvoir et éventuellement les grandeurs de référence utilisées par chacun, pour être en mesure d'évaluer le plus objectivement possible ce qui s'est joué par la suite au cours des réunions du groupe de travail et au cours des projections multi-acteurs, et estimer ainsi l'impact à court et moyen terme de notre démarche de VP sur le fonctionnement du système.

Section 1 : Méthode de recueil des données

Notre analyse est le résultat d'une étude préalable que nous avons menée en tout début d'intervention (voir étape 1 du protocole d'action présenté au chapitre 3) au travers de visites de terrain, d'enquêtes semi-directives (34 entretiens formels et de nombreuses discussions informelles) et de recherches bibliographiques. L'ampleur du système d'acteurs associé au domaine qui nous intéressait explique que cette étude ait duré près d'un mois. Précisons également qu'elle a été pour nous l'occasion de nous faire connaître des uns et des autres et de trouver notre place au sein de ce système.

L'essentiel des données provient de nos « entretiens officiels », construits autour de trois dimensions visant à identifier : d'une part les mandats, les activités concrètes et les contraintes de chaque institution ou groupe d'acteurs par des questions directes ; d'autre part les interrelations existant entre ces groupes en faisant s'exprimer les points de vue des uns sur les autres, mais aussi sur leur propre groupe d'appartenance ; enfin les systèmes de représentations et de normes en jeu dans chacun de ces groupes, au travers de descriptions historiques des groupes d'appartenance et des récits de vie²⁰⁷ des personnes enquêtées. Au niveau des institutions politiques et administratives, nous n'avons pas toujours interrogé les plus hauts responsables (comme M. le Maire et Mme la Préfète)²⁰⁸, à défaut de quoi nous interrogeons les techniciens ou ingénieurs en charge de l'élaboration, de la mise en place et du suivi des actions d'appui au développement rural. Au total ce sont 22 entretiens formels avec des représentants d'institutions qui ont été menés. Par ailleurs nous avons enquêté auprès de 5 villages de la zone (4 communautés kichwas et une colonie de métis), où nous avons interrogé formellement 12 personnes. Chaque entretien durait entre une heure et demi et trois heures, selon le niveau de fatigue et le temps dont disposait l'enquêté. Nous prenions soin de nous présenter personnellement au début, n'hésitant pas à parler de notre famille et de notre vie en France. Tout comme l'enquêteur, l'enquêté qui accepte de répondre aux questions attend quelque chose de cette relation particulière qui s'installe progressivement. C'est aussi en sachant se mettre à l'écoute des attentes de l'autre que l'on ménage l'impatience de son interlocuteur, et que l'on arrive à obtenir des réponses sincères.

Ce n'est qu'à l'issue des entretiens que nous évoquons plus en détail la démarche qui serait la notre, parlant de l'utilisation de la vidéo et des réunions, de manière à percevoir les réactions des uns et des autres face à cette nouveauté, et évaluer rapidement leur intérêt potentiel. Le détail des guides d'enquêtes utilisés est fourni en annexe 9. Globalement, nous les avons construits autour des huit points suivants :

- 1) Présentation détaillée de l'enquêteur
- 2) Récit de vie de la personne enquêtée
- 3) Activités au sein de l'institution
- 4) Énumération par l'enquêté des autres acteurs liés à la problématique et des relations entretenues avec chacun
- 5) Relation avec Kallari et perception personnelle de l'association
- 6) Vision personnelle et institutionnelle du territoire et de sa gestion (dont la question de définir et délimiter le territoire local)
- 7) Identification des codes et des normes sociales
- 8) Remerciements et évocation de la démarche de VP

²⁰⁷ « Il s'agit de réaliser une description narrative d'un fragment de l'expérience vécue de la personne interviewée (D. Bertaux, 1997; J. Poirier et al., 1996). Pour l'enquêté, en racontant sa vie il donne un peu de soi. Ce don crée une relation particulière entre l'enquêteur et son interlocuteur. » (in Darré W., 2005)

²⁰⁸ D'une certaine manière nous évitons ainsi le risque de voir la démarche de co-construction audiovisuelle prise en otage par des considérations d'ordre purement politique. En outre, ces responsables ne doivent-ils pas plutôt être considérés comme les destinataires finaux du message vidéo collectif, et non pas comme les émetteurs ? L'objectif de la démarche est-il de réunir la base et l'élite (au sein du groupe de travail notamment), ou consiste t-il plutôt en solidariser la base pour faire remonter son message vers les élites ?

Nous avons concentré notre attention sur deux communautés indiennes en particulier: Shandia et Sinchi Runa Puni Bocana. Jugés suffisamment représentatifs de la diversité des situations existantes dans la zone d'intervention (en termes d'accessibilité, d'intégration au marché et d'activités productives en particulier, malgré les spécificités propres à chaque communauté), ces deux groupes ont réellement été placés au cœur de notre projet. Par ailleurs, l'accessibilité réduite à certaines communautés ne nous permettait guère d'envisager de travailler avec plus de deux villages. Nous souhaitions également avoir la possibilité au travers du processus et des produits vidéo d'approfondir des situations particulières, plutôt que de ne faire que survoler, superficiellement, un grand nombre de situations.

Section 2 : La communauté kichwa de Shandia

Il n'est pas aisé de reconstituer avec précision l'histoire de la communauté de Shandia. Certains entretiens avec ses plus anciens membres nous ont malgré tout permis d'en dégager les principales étapes.

2.1 Les étapes historiques de la constitution de Shandia

Il semblerait que les premiers membres de la communauté se soient installés au début du siècle dernier. Elle est donc relativement ancienne eut égard à ses voisines qui affichent souvent moins de 30 ans d'existence. Descendus de la vallée interandine de Quijos-Baeza, ces indiens qui s'installèrent sur l'actuel territoire de Shandia recherchaient de nouvelles terres, riches en gibiers et en poissons. Leur agriculture était alors de type itinérant, manuelle et destinée à l'autoconsommation. Chaque famille disposait de plusieurs parcelles ou « *chacras* », dans lesquelles étaient semées en association les différentes cultures vivrières : manioc, bananes, maïs, haricots et divers tubercules, tout en conservant certains arbres fruitiers lors de la création de la parcelle. La mise en culture de ces *chacras* se faisait par abattis-pourrissage. Cependant, l'essentiel de l'alimentation des indiens reposait sur les produits de la chasse et de la pêche, des activités dévolues aux hommes de la famille.

Par la suite sont arrivés ceux que les indiens appellent encore aujourd'hui « les patrons ». Ces derniers s'assuraient les services des populations locales grâce au troc. Les indiens cherchaient ainsi de l'or dans les fleuves amazoniens (un travail harassant, debout les pieds dans l'eau et courbé toute la journée) en l'échange de fusils, de dynamite ou de vêtements. Attirés par le confort de la modernité, les indiens se retrouvèrent rapidement asservis par les patrons. Le phénomène de sédentarisation de la communauté de Shandia eu lieu plus tard, avec l'arrivée des missionnaires évangélistes dans les années 50. Aujourd'hui encore, les communautaires demeurent très reconnaissants vis-à-vis de ces missionnaires. « *La finalidad de ellos era poblar, dar educación, civilizar, porque antes nosotros no sabíamos nada* »²⁰⁹. Ce sont les missionnaires qui instaurèrent les fameuses « *mingas* » (travaux collectifs de la communauté, comme par exemple la construction d'une école ou le désherbage du terrain de sport), ainsi que les fêtes communautaires actuelles. Avec l'appui des missionnaires, les communautaires retrouvèrent peu à peu leur autonomie vis-à-vis des patrons. Dans les années 60, avec l'affluence des activités pétrolières en Amazonie, beaucoup d'indiens partirent travailler pour des sociétés étrangères dans des conditions très difficiles et des contextes parfois très dangereux (le territoire des indiens *Huaorani*s entre autres fut le théâtre de plusieurs massacres). Au début des années 70, la route construite entre Puyo (au sud) et Tena favorisa l'émigration de nombreux habitants de Shandia qui tentèrent l'aventure, comme de nombreux équatoriens de l'époque, dans les exploitations bananières de Santo

²⁰⁹ « Leur objectif était d'assurer le peuplement de la zone, d'éduquer, de civiliser, parce qu'avant eux, nous, nous ne savions rien du tout » (un ancien de la communauté).

Domingo. Beaucoup racontent que c'est à l'occasion du retour de ces migrants que furent introduits les premiers plants de cacao dans la région. A la fin des années 90 fut construite la route goudronnée reliant Tena à Talag²¹⁰, qui fut rapidement prolongée par une piste menant entre autres à Shandia. Ainsi désenclavée, la communauté pu s'ouvrir à l'économie de marché, se mettant à vendre du café, du cacao et du maïs en ville, mais également du bois précieux à des intermédiaires venant se ravitailler directement auprès des communautés. L'introduction de tronçonneuses s'est massivement faite à l'ouverture de ces voies de communication terrestres. Cette proximité nouvelle avec Tena, la capitale cantonale²¹¹, a également facilité les contacts entre Shandia et les diverses institutions en charge du développement rural (autorités politiques locales, ONG, fondations, fédérations, etc.). C'est ainsi qu'un certain nombre de projets ont pu voir le jour dans la communauté (l'école, le centre de santé, la maison d'artisanat, les chambres d'accueil pour volontaires). Avec la route est également arrivée l'électricité qui fait encore défaut dans de nombreuses communautés de la zone. Ces bouleversements successifs liés au désenclavement de Shandia ont favorisé l'accélération brutale des phénomènes de déforestation et de différenciation socioéconomique au sein de la population. Deux petites épiceries ont par exemple ouvert dans la communauté et comme nous le verrons, l'association Kallari employait d'ores et déjà 2 personnes pour gérer le centre d'achat et de stockage du cacao encore en cours de construction à Shandia. L'ouverture au marché a également entraîné l'apparition de petits intermédiaires au cœur même de la communauté. La voie de communication a autorisé les enfants à prolonger leurs études, en leur permettant de se rendre régulièrement au collège de Talag, voire à celui de Tena. Aujourd'hui la communauté de Shandia compte entre 45 et 50 familles, ce qui représente entre 300 et 350 individus.

2.2 La gouvernance au sein de Shandia

Il existe divers postes à responsabilité au sein de la communauté : dirigeant, secrétaire, porte-parole, trésorier, responsable de l'école, etc. Ces postes sont généralement tournants et renouvelés sur des périodes de deux ans. Les élections à ces fonctions sont réalisées à l'occasion des Assemblées Générales de la communauté. Le plus souvent, les titulaires sont désignés par la communauté sans être réellement volontaires. Ceci est d'autant plus vrai pour la fonction de dirigeant qui se traduit concrètement par de très fréquents déplacements à Tena, sur fonds propres, et par de nombreux et fastidieux dossiers administratifs à suivre auprès de diverses institutions. Cette tâche ne laisse que très peu de temps à d'autres activités comme la production agricole, pourtant indispensable à la survie de la famille. La fonction de dirigeant est en ce sens plutôt perçue comme une contrainte, un devoir, que comme une source de pouvoir au sein de la communauté²¹². Ces différentes responsabilités sont presque exclusivement réservées aux hommes, dont l'âge importe peu.

2.3 L'organisation foncière

Face à l'importance de la pression démographique et à une disponibilité en terres limitée au sein de la communauté, la sédentarisation des années 50-60 s'est spontanément accompagnée d'un mouvement d'occupation, par toutes les familles, de terres non encore appropriées (« *tierras baldias* »²¹³), situées assez loin du foyer de peuplement. L'objectif était

²¹⁰ Paroisse de rattachement de Shandia, située à 20 minutes à pied de cette dernière

²¹¹ Maintenant à 45 minutes de trajet, en bus

²¹² Dans d'autres communautés nous avons rencontré des cas où ces fonctions demeuraient depuis plus de 20 ans entre les mêmes mains, ce qui laisse penser qu'elles peuvent également être la source de certaines satisfactions

²¹³ « *Les terres vides* », conformément aux termes législatifs utilisés à l'époque dans le cadre de la politique nationale de colonisation de l'Orient préconisant que quiconque travaillait au moins 50 % d'un territoire pouvait en devenir

de constituer une sorte de réserve familiale de terres et de forêt. Aujourd'hui les familles de Shandia disposent chacune en moyenne de 1 à 5 hectares dans la communauté (jusqu'à 10 ha pour les mieux loties), mais toutes ou presque disposent en plus d'une réserve de 20 à 50 ha « *más arriba* »²¹⁴. Cette « ferme éloignée » est parfois cultivée en partie, mais les temps de trajet sont trop longs (parfois plus de 4 heures à cheval) pour que ces cultures soient correctement entretenues et rentables. En revanche, ces terres constituent la principale source de bois précieux, et donc en quelque sorte la principale épargne familiale. Mais il est probable que la prochaine division par héritage conduise à une réduction drastique des surfaces et à la mise en valeur progressive des fermes éloignées, à moins qu'une partie des enfants ne décide de migrer plus à l'Est dans l'Amazonie, ou en ville. Le centre de la communauté, le « *centro poblado* » (120 ha), fait l'objet d'un titre de propriété collectif selon le souhait des missionnaires qui en ont fait don à la communauté au moment de leur départ. Hors de ce centre il n'existe que très peu de titres de propriétés. Cette situation foncière floue et l'instabilité démographique ont suscité et suscitent encore des conflits entre familles, et au sein même des familles au moment de la division par héritage. Ces conflits ont notamment conduit il y a une vingtaine d'années à la scission d'une partie de la communauté qui a créé son propre quartier dans la communauté, « *10 de agosto* », muni de sa propre direction.

2.4 Des sources de revenus diversifiées

Il y a peu d'emplois dans la zone rurale de Shandia. En dehors du métier de professeur qui représente souvent le rêve des adolescents locaux, on ne trouve rien ou presque à moins d'aller vendre sa force de travail aux entreprises pétrolières, vers Coca. Les opportunités de travail en tant qu'ouvrier agricole sont peu nombreuses dans les fermes kichwas (un peu plus fréquentes chez les colons), car les producteurs n'ont que rarement les moyens de salarier des travailleurs avant d'avoir vendu leurs produits.

Les sources de revenus des communautaires de Shandia sont assez diverses. Profitant d'un accès à la route, ils vendent leurs produits en ville et y achètent ce dont ils ont besoin. Les intermédiaires viennent parfois directement se ravitailler à la communauté. Les principaux produits qui leur sont vendus sont le maïs, le café, parfois quelques régimes de bananes et quelques grammes d'or. Par ailleurs, la communauté s'est investie depuis longtemps dans la fabrication et la commercialisation de produits artisanaux. Sous l'impulsion d'un professeur local, les membres de Shandia ont commencé à travailler des calebasses pour confectionner des boules de Noël ou des maracas. Initialement exportés à Baños, ces produits ont ensuite attiré l'attention de commerçants d'Otavaló²¹⁵ qui venaient en camion s'en procurer à Shandia. En outre les commandes régulières (5 000 à 16 000 pièces, une ou deux fois par an) d'une fondation, MCCH²¹⁶, qui écoulait ensuite les produits sur le marché international, permettaient à la production d'artisanat d'être tout à fait rentable à Shandia. Mais aujourd'hui la MCCH n'a plus passé commande depuis deux ans. De leur côté les commerçants d'Otavaló ont modifié leurs pratiques. Ils n'achètent plus que les calebasses séchées, non encore travaillées, baissant ainsi les prix d'achat aux producteurs. Ils refusent maintenant de faire le trajet jusqu'à Shandia et imposent aux communautaires de s'organiser pour amener eux-mêmes leur marchandise en camionnette jusqu'à Otavaló. Cette situation nouvelle a favorisé l'apparition au sein de la communauté de petits intermédiaires dont la trésorerie permet d'assumer de tels coûts de transport et qui se chargent pour l'ensemble de la communauté d'emporter les produits en échange d'une partie de la recette. Ceci tire un peu plus encore les

propriétaire. Cette politique conduisit à une véritable ruée vers les terres amazoniennes, et l'appropriation par certaines familles de plusieurs centaines d'hectares au prix d'intenses défrichages.

²¹⁴ « *Plus loin dans la forêt* », en général vers le piémont.

²¹⁵ Le plus touristique et le plus célèbre des marchés artisanaux d'Équateur.

²¹⁶ *Maquita Cuchuchi, le damos la Mano Comercializando Como Hermanos (Nous vous aidons en commercialisant comme des frères)*

prix vers le bas. Aujourd'hui, si les calebassiers sont encore très présents dans le paysage de la communauté, leur importance dans les économies familiales s'est considérablement réduite. Des divergences internes ont conduit à la constitution de deux associations d'artisans au sein de la communauté : d'un côté celle affiliée à Kallari (aujourd'hui la plus importante), de l'autre AAPASH (*Asociación de Artesanos Poreros Autónomos de Shandia*, la mieux pourvue en termes d'équipement). Sans être ouvertement concurrentielles, les relations entre ces deux associations ne sont pas très bonnes. Les activités se diversifient vers la production de bijoux à base de graines.

Si l'importance de l'artisanat dans la vie économique de la communauté est indéniable, la principale source de revenu pour les producteurs est de loin le cacao dont les fèves sont vendues fraîches à l'association Kallari. Tous les habitants de Shandia sont « *socios* » (membres) de Kallari. Mais s'ils placent beaucoup d'espoirs dans cette association, ils ne semblent pas pour autant prêts à consentir des sacrifices pour son bien. Comme nous le verrons dans le détail en présentant Kallari, les communautaires de Shandia se plaignent des récentes difficultés d'achat des produits artisanaux par l'association, et du non remboursement, comme il leur avait pourtant été promis, des matériaux qu'ils ont eux-mêmes fournis pour la construction d'une marquise permettant de sécher l'amande des fèves de cacao.

Ponctuellement, lorsqu'un besoin d'argent pressent se fait sentir, la vente de bois demeure la solution privilégiée. S'il ne reste pratiquement plus d'arbres précieux sur le territoire de la communauté (en tout cas au niveau du *centro poblado*), les fermes éloignées en sont encore pourvues. Mais les communautaires semblent conscients qu'il leur faut désormais s'engager dans des activités de reforestation s'ils veulent être en mesure de transmettre cette épargne à leurs enfants.

La production artisanale de Shandia est également soutenue par les retombées des activités de tourisme mises en place dans la zone par des entreprises privées.

À titre d'information, précisons que la répartition des tâches productives entre hommes et femmes est clairement définie : les femmes sont en charge des activités domestiques et doivent assurer l'entretien et la récolte des produits de la *chacra*, tandis que les hommes procèdent à la mise en place des cultures, la chasse, la pêche, et la coupe du bois. Les activités de nature commerciale peuvent être dévolues aux hommes comme aux femmes selon les cas. L'artisanat quant à lui est une activité réalisée par les hommes, les femmes, mais aussi les enfants et les personnes âgées, chacun étant généralement spécialisé dans la confection de tel ou tel article. Les enfants aident très tôt leurs parents pour les travaux quotidiens et constituent une réserve de main d'œuvre souvent indispensable au moment des travaux agricoles. La situation sociale des personnes âgées au sein de la communauté se caractérise par une dépendance totale vis-à-vis de leurs enfants : ils vivent chez eux et sont nourris par eux. Mais ils restent bien souvent les propriétaires des terres de la famille. Leur activité de production, quand ils en ont encore une, se limite à l'artisanat.

S'il est bien sûr possible de procéder à un découpage sociologique plus fin au sein de la communauté, pour distinguer précisément les différents types d'acteurs y coexistant, cela ne nous semble pas pour autant apporter d'éléments de compréhension supplémentaires pour l'analyse du déroulement de notre intervention de VP. Nous estimerons que les quelques aspects traités ci-dessus permettent de rendre suffisamment compte de l'organisation et du fonctionnement de la vie sociale à Shandia.

Planche 8 : Milieu de vie de la communauté de Shandia



Cacaoyer

Habitation du centre de la communauté de Shandia, après une petite pluie



Associations de cultures vivrières à proximité du centre de Shandia (bananiers, papayers, manioc,...)



Calebassier, dans un jardin d'habitation

Calebasses bouillies, vidées, puis séchées. Elles permettront de confectionner des maracas



Section 3 : La communauté kichwa de Sinchi Runa Puni Bocana

La communauté de Puni Bocana regroupe plus de 60 familles et couvre un territoire de près de 1 230 hectares. L'histoire de sa constitution est semblable à celle de Shandia, à ceci près que les premiers communautaires sont venus de la zone proche de Tena et se sont installés il y a environ 80 ans, dans l'espoir de retrouver des surfaces suffisantes, du gibier et du poisson. Le processus de sédentarisation a semble t-il été progressif, par imitation des communautés voisines. Puni Bocana est officiellement devenue une communauté de la paroisse de Misahualli il y a de cela 30 ans. Elle ne dispose pas d'un titre de propriété collectif. Seuls quelques rares communautaires plus aisés ont pu acquérir un titre individuel.

3.1 Une communauté isolée, difficile d'accès

La principale différence avec Shandia est que Puni Bocana est située à près d'une heure trente de marche et de pirogue de la première route, elle-même à une heure et quart en bus de Tena. Malgré tout, Puni Bocana est considérée comme une « communauté de première ligne »²¹⁷ du fait de sa proximité avec le fleuve Puni. Celui-ci permet notamment aux communautaires de rejoindre en canoë le marché du pont Arajuno, où se rencontrent producteurs et intermédiaires. Ce marché constitue le principal point de vente pour divers produits. Si la communauté a pu acquérir un moteur permettant à une quinzaine de personnes de rejoindre le marché du pont Arajuno en 45 minutes de canoë (contre 3 heures à la rame, et les remontées du fleuve doublent ces temps), l'essence coûte cher et l'aller-retour leur revient à près de 15 dollars. La dangerosité de la descente du fleuve en radeau ou en canoë est à l'origine de nombreux accidents, parfois mortels. Ceci explique pourquoi les habitants de Puni Bocana réclament avec force et insistance depuis près de 15 ans qu'une route reliant leur communauté soit ouverte. Dans cette démarche ils se heurtent à l'opposition d'une fondation, Jatun Sacha, dédiée à la conservation de la biodiversité, qui refuse de voir une route traverser son espace forestier. L'autre tracé envisageable, tout en étant plus court, serait nettement plus coûteux à réaliser. Il nécessiterait en effet le franchissement par deux fois d'un fleuve large de plusieurs dizaines de mètres. Il faudrait donc construire deux ponts. Le coût plus élevé de la réalisation de ce tracé alternatif supposerait l'obtention d'appuis financiers considérables, pour le moment indisponibles, et donc de longues et fastidieuses procédures. En lutte depuis plus de 15 ans maintenant, les communautaires de Puni Bocana souhaiteraient ne pas avoir à en attendre 10 de plus pour bénéficier enfin du désenclavement de leur communauté.

3.2 Une faible activité économique

L'absence de route explique en partie l'organisation socio-économique de la communauté : une activité productive orientée vers l'autoconsommation ; une plus grande solidarité entre communautaires, notamment autour des transports de personnes et de produits jusqu'aux points de vente ; une différenciation socioéconomique très réduite entre les communautaires ; enfin un accès très limité à l'éducation pour les enfants (jusque 11 ans le plus souvent). Cet état de fait explique également la faiblesse des appuis institutionnels reçus de la part des autorités locales (cette communauté ne dispose ni d'électricité ni d'eau) et le sentiment d'abandon très prononcé ressenti par les membres de Puni Bocana. Malgré cela, il convient de souligner qu'un projet du comité paroissial a permis à la communauté d'acquérir

²¹⁷ En zone amazonienne de colonisation on définit des communautés de première, seconde, troisième, quatrième ligne, etc., selon leur accessibilité. Sont dites de « première ligne » les communautés situées en bordure de route ou de fleuve. Les « deuxième ligne » correspondent aux communautés installées derrière les premières lignes, etc.

des panneaux photovoltaïques il y a une dizaine d'années, mais qu'ils ne fonctionnent plus depuis l'an 2000. Le conseil provincial a également financé il y a près de 15 ans la construction d'une école en ciment, où sont scolarisés environ 85 élèves à la charge de 6 professeurs, dont deux vivent de façon permanente dans la communauté. Enfin, Puni Bocana dispose également d'un centre local de santé²¹⁸, en assez mauvais état et sans personnel compétent.

3.3 L'exploitation du bois

Les fermes des communautaires de Puni Bocana sont de taille plus importante que celles de Shandia. Les superficies varient entre 10 et 65 hectares. Les pratiques agricoles sont sensiblement les mêmes (sauf que l'on ne trouve aucun calebassier), et les plantations de cacao constituent la source de revenu la plus régulière, du moins durant la période de récolte. Les habitants de Puni ne disposent pas d'une ferme éloignée supplémentaire, réserve de forêt, mais il subsiste encore de nombreux arbres précieux sur le territoire de la communauté et ses environs. D'une manière générale les communautaires de Puni Bocana déclarent n'exploiter que très peu la forêt, essentiellement pour abattre un arbre en cas d'impérative nécessité financière. La réalité semble un peu différente. Mais s'ils souhaitent la construction d'une route, ils ont en même temps pleinement conscience de la nécessité de protéger leur environnement forestier actuel. Aux dires des personnes enquêtées, la plupart des communautaires prennent soin de semer des graines d'arbres d'essences précieuses, en particulier lorsqu'ils sont amenés à en abattre un. En revanche, il semblerait que les habitants des colonies voisines soient moins soucieux de préserver leur cadre de vie. Ainsi les colons exploiteraient bien plus intensément les réserves forestières locales.

Les planches de bois tronçonnées dans la forêt sont emmenées au pont Arajuno par voie fluviale. Pour ce faire, les indiens construisent un radeau en reliant les planches entre elles et en les fixant sur de long bambous assurant la cohésion de l'ensemble. Sans moteur et sans rame, ces embarcations de fortune doivent quitter leur point de départ très tôt le matin pour espérer atteindre le pont 4 ou 5 heures plus tard. Les radeaux sont alors démontés et les planches de bois sont hissées à dos d'hommes sur la terre ferme. Des hommes sont payés pour effectuer cette tâche et remplir les camions des intermédiaires venus se ravitailler en bois (5 US \$ par camion), en toute illégalité mais à la vue et au su de tout le monde.

Participant dès l'origine à l'aventure Kallari avec plusieurs communautés voisines, notamment au travers de la vente de produits artisanaux, Puni Bocana place de nombreux espoirs dans cette organisation et s'engage pleinement dans le développement de l'activité de production de cacao. Les producteurs de Puni remplacent leurs plantations de café par des plants de cacao greffés fournis par Kallari. Ils regrettent cependant le ralentissement de l'activité de soutien à la production artisanale qui leur a assuré pendant des années un revenu complémentaire salvateur. Ajoutons tout de même que s'ils vendent systématiquement leur cacao à Kallari au pont Arajuno le vendredi, c'est nous qui leur avons appris que le jeudi, Kallari venait acheter le cacao à l'extrémité de la route située de l'autre côté de la communauté à une heure trente de marche... Ceci pourrait constituer une solution plus pratique pour eux et surtout moins coûteuse en essence, et montre l'existence de certains dysfonctionnements dans la circulation de l'information entre l'association et ses membres. Concluons enfin sur la prégnance d'une mésestime de soi au sein des communautés kichwas, et en particulier chez les plus éloignées. Ce déficit de confiance en soi alimente le paternalisme en vigueur et constitue l'un des principaux freins au développement organisationnel de cette partie de la population. Comme nous le confiait un producteur lors d'une réunion, « au sein de notre race kichwa, il n'y a aucun docteur, ni aucun ingénieur.

²¹⁸ Ce centre est le fruit d'une tractation entre la fondation Alpa Yacu et la communauté en échange de la surveillance de leur terrain pour éviter les actes de déforestation

Planche 9 : Milieu de vie de la communauté de Puni Bocana



Habitation de la communauté



Descente collective en canoë, depuis Puni Bocana jusqu'au marché du pont d'Arajuno

La « Balsa », radeau de planches de bois destinées à être vendues



Désassemblage d'une « balsa » au marché du pont Arajuno

Section 4 : Les Colons

4.1 L'arrivée des colons métis

Bien que finalement - et malgré nous - très peu impliqués dans notre démarche, il nous semble tout de même important de présenter en quelques lignes ce que l'on nomme les « colons ». Il s'agit pour l'essentiel de populations métisses ayant fui durant la seconde moitié du vingtième siècle le minifundisme de la *Sierra* (les Andes), venant chercher en Amazonie des terres non encore exploitées. Ce mouvement fut fortement encouragé par une politique nationale forte de colonisation de l'*Oriente*. Ces processus de colonisation étaient souvent le fait de plusieurs familles d'un même village qui décidaient de tenter l'aventure ensemble. On parle souvent de colonisation de type associatif, qui permet entre autres de réduire les risques liés à la colonisation d'une zone aussi hostile que pouvait l'être l'Amazonie de cette époque.

Un très vieux colon nous a raconté que tout comme lui, la plupart de ses pairs s'étaient installés sur un territoire abandonné par les Huaorani (indiens à la réputation belliqueuse) et laissé libre par les Kichwas, par crainte d'un retour éventuel de leurs ennemis de toujours. Les colons se seraient ainsi installés sans que cela ne suscite de conflits avec les Kichwas, ce qui a été confirmé par les plus anciens des indiens que nous avons interrogés. Il s'agit donc d'une colonisation plutôt pacifique, et donc assez différente de ce que l'on peut trouver dans d'autres zones amazoniennes d'Équateur.

4.2 L'organisation sociale et productive des colonies

L'organisation sociale des colonies est similaire à celle des communautés. En revanche, on constate nettement dans le paysage les différences de mise en valeur des surfaces existant entre indiens kichwas et colons métis. En particulier les territoires des colonies apparaissent plus défrichés que ceux des communautés. Ceci s'explique par une activité productive fortement tournée vers l'élevage bovin chez les colons, alors qu'il est quasi inexistant chez les indiens. L'élevage extensif supposant la mise en place de prairies entraîne le défrichage de la forêt au profit des pâturages. Cette acquisition de troupeaux bovins par les colons a été rendue possible car ces derniers ont rapidement sécurisé leurs terrains en acquérant des titres de propriété individuels. Ces titres sont en effet une condition nécessaire à l'obtention de crédits auprès de la Banque Nationale de Développement (*Banco Nacional de Fomento*) permettant d'acheter des bovins. Ceux des colons qui disposent d'une tronçonneuse vendent souvent leurs services à la journée ou bien achètent les arbres sur pied, les débitent et les vendent eux-mêmes. Certains colons ne vivent que de cette activité. L'élevage bovin, la production de cacao et la coupe du bois constituent les principales sources de revenus de ces groupes. La situation financière des colons leur permet de recourir à de la main d'œuvre salariée, kichwa le plus souvent, aux moments des pics de travail (désherbage, récolte) mais aussi d'acheter divers intrants agricoles comme des engrais et des herbicides chimiques. Bien que nous n'ayons pu vérifier nous-mêmes l'itinéraire technique de production du cacao, il nous semble légitime de nous demander si les colons suivent réellement les mêmes règles de production que celles exigées en théorie par l'association Kallari, qui n'achète que du cacao « bio ». D'une manière générale les colons n'entretiennent pas avec la nature le même type de relation que les indiens kichwas.

Dans l'ensemble les surfaces des fermes des colons sont plus importantes, entre 40 et 70 ha en moyenne. Ceci est sans doute à relier d'une part au plus faible nombre d'enfants par famille chez les colons, et d'autre part à la proportion plus importante d'enfants colons ayant poursuivi leurs études au collège et à l'Université, ce qui leur donne accès à d'autres débouchés que la seule agriculture. Les colons ne disposent d'aucune réserve de terres en

dehors de leur ferme. Tout comme pour les communautés kichwas, il existe des colonies de première, seconde, troisième et même quatrième ligne, et leurs perceptions des institutions publiques sont équivalentes. En revanche, ces dernières ont habituellement plus de respect pour les colonies que pour les communautés. Aux dires des membres des institutions, « les colonies sont composées de véritables agriculteurs, qui travaillent beaucoup et n'hésitent pas à investir dans leurs systèmes de production ».

Section 5 : Les autorités politiques locales

Dans le cadre de notre travail nous nous concentrerons sur quatre entités : la municipalité de Tena, le conseil provincial (préfecture), le ministère de l'agriculture et de l'élevage (MAG) et le ministère de l'environnement (MAE). Ce sont ces quatre institutions qui sont censées stimuler le développement local. Pour comprendre la nature de leurs relations et de leurs rapports avec la population, il faut approfondir deux aspects : les oppositions politiques et la décentralisation en cours.

5.1 Les oppositions politiques locales : Le Conseil Provincial et la Mairie de Tena

La mairie de Tena et la préfecture sont aux mains de partis politiques différents. Bien que les juridictions administratives de chacune de ces entités soient distinctes, le canton de Tena regroupe la majorité de la population de la province, ce qui fait de lui le principal champ de bataille politique. Ainsi préfecture et mairie rivalisent auprès des communautaires du canton pour se mettre en avant. Cette atmosphère de compétition se traduit par un manque dommageable de coopération (technique et financière) entre ces deux institutions sur les projets de développement territorial, et par la rétention des informations dont chacun dispose sur la zone. Chaque parti agissant dans son coin, pour son propre compte, il est fréquent de voir dans les communautés des actions qui se dédoublent ou des efforts qui se concentrent sur une communauté particulière, plus densément peuplée par exemple, au détriment des ses voisins.

« Nous devons travailler dans l'optique de notre réélection. Nous avons des objectifs sociaux, environnementaux et économiques, mais ce que nous cherchons c'est que le fruit de cet investissement socioéconomique soit de nature politique » (un responsable de l'unité Production et Environnement du Conseil Provincial)

L'absence d'une stratégie de développement territorial qui serait portée communément par les différentes autorités locales et la tradition politique clientéliste expliquent le manque de cohérence globale des actions de développement. Par ailleurs, cela complique les démarches des communautaires qui sont contraints de multiplier les dossiers auprès des deux autorités. De la même façon, le conseil provincial et le MAG ont des orientations politiques différentes et n'arrivent pas à coordonner réellement leurs interventions, malgré les connivences existant entre techniciens des deux institutions.

Les communautaires Kichwas sont perçus de la même façon par les membres de la mairie et les membres du conseil provincial. Selon ces « cols blancs » il importe aujourd'hui de développer un véritable esprit d'entreprise chez les indiens, leur faire comprendre qu'il faut investir et travailler durement pour gagner de l'argent, et réduire ainsi les risques alimentaires et les dégradations de l'environnement. La relation qui s'établit est une relation à sens unique, de type père-fils ou enseignant-élève.

« Nous sommes en train de leur mettre dans la tête qu'ils doivent se développer comme de véritables micro-entreprises communautaires [...] afin de produire des revenus plus importants » (un responsable de l'unité Production et Environnement du Conseil Provincial)

« C'est lamentable de dire cela, mais les communautés se sont habituées à ce qu'on leur donne tout... et ce paternalisme explique l'échec de nombreux projets » ; « Qu'ils apprennent à faire les choses en travaillant, qu'ils voient que ça sert » ; « en d'autres termes : ça suffit les cadeaux, au travail maintenant ! » (un responsable de la direction des projets à la mairie de Tena)

De la même façon, les deux principales autorités politiques locale se plaignent de l'existence de nombreuses tensions au sein des communautés qui conduisent à la séparation en petits groupes constituant chacun leur propre communauté et exigeant dès lors d'avoir leurs propres services de base (électricité, eau, centres de santé, terrain de sport, etc.). Ces mouvements d'essaimage sont semble t-il fréquents et conduisent à la multiplication des besoins ruraux. Un sociologue travaillant à la mairie n'hésite pas à affirmer de 80 à 85 % des communautés sont en conflit avec d'autres communautés, parfois très proches. Il ajoute que les ouvrages publics jouent parfois le rôle de trophées, montrant aux autres la capacité d'une communauté à obtenir satisfaction auprès des autorités... Enfin il faut noter que tous les projets menés par les autorités locales ne se font que dans les communautés qui font la démarche de venir demander un appui à ces institutions. Au-delà de toute stratégie globale, c'est le premier qui demande qui est servi. Or pour les communautés les plus éloignées il n'est pas toujours simple de prendre régulièrement contact avec les institutions pour se tenir au fait des opportunités.

5.2 Un processus de décentralisation en cours, déstructurant les actions d'appui au développement local : exemple du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

Au moment de notre intervention, l'Equateur entrait dans un vaste processus de décentralisation qui s'accompagnait d'une redéfinition des domaines de compétences et des prérogatives des diverses entités politico-administratives. Ainsi, alors que les antennes locales des ministères, et notamment du MAG, avaient jusqu'à présent d'importantes responsabilités, de nombreuses activités qui leur étaient réservées allaient être transférées aux autorités politiques locales (Mairie et Conseil Provincial). Ce transfert de compétences s'accompagnant d'une modification des modalités de financements, Conseil Provincial et Mairie cherchent l'un comme l'autre à récupérer par tous les moyens ces nouvelles responsabilités. Cette lutte est d'autant plus intense que la répartition de ces compétences ne s'effectue pas à un niveau national mais se veut localement négociée, au cas par cas selon les capacités locales d'action de chaque acteur. De son côté le MAG, progressivement dépossédé de ses prérogatives et vidé de sa substance, regarde avec amertume cette rivalité croissante entre deux autorités qu'il estime incompetentes du point de vue technique et trop politiques pour proposer et défendre une vision globale du développement territorial. Suite à nos échanges avec les techniciens et la directrice du MAG, il nous a semblé qu'un certain fatalisme régnait au sein de cette institution et que l'époque où le MAG était le seul à même d'agir localement pour appuyer le développement agricole était bien révolue. Aujourd'hui la préoccupation première des techniciens du MAG est de savoir où ils pourront être replacés une fois les financements de leur institution réduits (au Conseil Provincial, à la Mairie, ailleurs ?). Dans ce contexte de décentralisation, on assiste à une forte rétention d'informations de la part des institutions

mais également de la part des techniciens au sein des différentes équipes, ce qui ne favorise pas la mise en œuvre d'actions communes et cohérentes.

Le MAG ne bénéficie pas de financements de l'Etat pour ses projets. L'argent qu'il perçoit du Ministère des Finances ne sert qu'à salarier les techniciens et l'équipe administrative, et encore il semblerait qu'en 2006 l'argent touché ne suffise pas pour ce seul objectif. Une fois les projets élaborés par les techniciens, la directrice du MAG doit démarcher d'éventuels financeurs.

Les missions du MAG sont encore les suivantes :

- Assistance technique auprès des producteurs
- Formation des producteurs
- Protection des ressources naturelles et de l'environnement
- Renforcement des organisations productives agricoles

Avec le transfert de compétences, le MAG devra réorienter ses activités, et en interne beaucoup espèrent qu'à l'avenir le MAG aura pour rôle de traduire localement la politique agricole nationale et de coordonner les activités menées par les institutions exécutant les projets de développement agricole. Toujours est-il qu'aujourd'hui le ministère est clairement perçu par les autres institutions comme un condamné à mort.

Soulignons enfin que le MAG considère être pour une grande partie à l'origine du succès de l'association Kallari. L'actuel secrétaire général de l'association est en effet un technicien du MAG détaché, et le projet qui appuie la structuration de la filière cacao et l'amélioration de la qualité des produits (CAVACOFA) est coordonné par le MAG qui en gère les financements.

5.3 Le Ministère de l'Environnement (MAE)

Si le MAE devrait *a priori* être confronté aux mêmes perspectives d'avenir que le MAG, il semble que ses missions intéressent nettement moins les autorités politiques locales. Ceci s'explique de deux manières : d'une part la tâche du MAE, qui consiste pour l'essentiel à faire connaître et appliquer la loi d'exploitation forestière, est extrêmement ardue en l'absence de moyens importants ; d'autre part son rôle de contrôle et de sanction auprès des bûcherons comme des intermédiaires ne le rend pas populaire, ce qui n'intéresse guère les autorités politiques locales toujours en quête de projets susceptibles de leur attirer la sympathie de futurs électeurs. Ainsi il semble que le ministère puisse conserver encore un temps ses prérogatives. Son action se distingue par l'ampleur de sa tâche et la faiblesse de ses moyens. Le MAE de Tena est censé être en charge des provinces de Napo et de Pastaza, ce qui représente un territoire considérable qu'il ne peut espérer couvrir avec son équipe de 8 ou 9 personnes, dont font partie seulement deux techniciens en sus du directeur. Les objectifs du MAE sont relatifs à la protection de la biodiversité, la gestion de la forêt et la « recherche de la qualité environnementale ». Si localement ces trois missions sont importantes, l'enjeu majeur demeure la lutte contre la déforestation illégale. La loi d'orientation forestière de 2000 impose théoriquement aux exploitations forestières de faire les démarches pour obtenir une licence d'exploitation payante, délivrée par le MAE, après enquête et accord d'un « *régent forestier* »²¹⁹. Il existe un second niveau de contrôle : la « *vigilancia verde* »²²⁰, sorte de police forestière qui contrôle les camions transportant le bois et qui est en mesure de confisquer la marchandise et de mettre des amendes. Cet organe de contrôle est coordonné par le MAE en collaboration avec 5 ONG et la police. Mais son activité coûte très cher et n'est financée que par l'aide internationale. De fait ces actions de contrôle sont très limitées et trop dispersées pour être suffisamment efficaces. Le combat semble inégal. Et au moment de notre

²¹⁹ Il s'agit d'un particulier mandaté par le MAE, qui est en charge de visiter les exploitations forestières afin de vérifier que le mode d'exploitation est conforme aux exigences de durabilité imposées par la loi

²²⁰ « L'organe de vigilance verte »

intervention, plus de 85% de l'exploitation forestière locale était illégale. Cette impuissance ressurgit sur les partenaires du MAE, tels que la municipalité de Tena et le conseil provincial qui font peu de cas de l'action de ce ministère, souvent considéré comme de second ordre.

Le principal obstacle rencontré par le MAE correspond au manque de connaissance de la loi et de ses avantages économiques par les exploitants. Un plan de communication massif à destination des exploitants forestiers et des intermédiaires ainsi qu'un renforcement des contrôles semblent incontournables si l'on souhaite pouvoir lutter efficacement contre la déforestation. Pour finir, nous devons tout de même évoquer la personnalité du directeur du MAE en poste au moment de notre intervention. Jeune et dynamique, il venait d'être nommé. Animé du désir de faire avancer les choses, il était prêt à donner de son énergie et de son temps, et même à dépasser les limites de son mandat officiel. Bien qu'impliqué tardivement dans notre démarche, il en fut finalement l'un des principaux acteurs.

5.4 Les comités paroissiaux

Le canton de Tena est composé de 7 paroisses. Chaque paroisse bénéficie d'un comité représentatif, la *junta parroquial*, élu par les habitants. Ce comité organise, structure les habitants de la paroisse, et joue le rôle d'intermédiaire avec les autorités politiques locales. Au sein de la mairie les *juntas parroquiales* bénéficient d'un local où se réunir. Ces structures sont sensées coordonner et orienter les activités d'aide au développement rural. Leur action est fondamentale car elles sont en contact direct d'un côté avec les besoins exprimés et de l'autre avec les projets potentiels, et ce rôle est voué à devenir de plus en plus important au regard du mouvement de décentralisation. Malheureusement les compétences sont en général très faibles au sein de ces comités. C'est pourquoi le conseil provincial envisage d'appuyer des formations à la comptabilité, à la gestion ou à l'informatique pour renforcer les capacités locales et donc l'autonomie et le pouvoir de négociation des paroisses. Ces comités manquent aussi cruellement de financements. Aujourd'hui ils touchent une maigre subvention de la Mairie et négocient ensuite avec les entreprises pétrolières, les bailleurs de fonds et les fondations privés des appuis ponctuels, quand ils en ont l'occasion. Une fois encore les couleurs politiques de tel ou tel dirigeant paroissial influent sur les relations qu'il peut entretenir avec la Mairie ou le Conseil Provincial.

Section 6 : La fondation Jatun Sacha

6.1 Les enjeux de la fondation

Officiellement créée en 1989, la fondation Jatun Sacha est une ONG équatorienne à but non lucratif qui naît en 1985 dans la province Napo, entre les fleuves Napo, Arajuno et Puni, où se trouve aujourd'hui la station biologique Jatun Sacha. Cette fondation s'est considérablement développée en 20 ans et dispose aujourd'hui de 8 réserves naturelles, réparties sur les quatre grands types de territoires équatoriens (l'Amazonie, les Andes, la côte pacifique et l'archipel des Galapagos). Ces réserves naturelles, qui représentent au total près de 14 500 ha, sont de trois types :

- Les réserves privées : des espaces forestiers sont achetés puis aménagés pour permettre de recevoir des visiteurs (notamment des biologistes et des spécialistes des forêts) et une gérance administrative est mise en place.
- Les réserves contractuelles : des contrats à long terme sont signés entre les propriétaires des terres et la fondation qui assure la gestion et la conservation de

ces espaces. C'est le cas notamment de la réserve située sur les îles Galapagos où les prix des terrains sont prohibitifs.

- Les réserves communautaires : la gestion de ces réserves et des projets qui s'y développent est confiée à des communautaires habitant cet espace, en collaboration avec des professionnels de la fondation.

La mission que la fondation s'est assignée est la suivante : « *promouvoir la conservation des écosystèmes boisés, aquatiques et de paramo*²²¹ *d'Equateur, au travers notamment de programmes de formations techniques et de recherches scientifiques, d'un effort d'éducation environnementale, d'appuis au développement communautaire, d'un soutien à la gestion durable des ressources naturelles, à la formation de leaders de toutes origines ethniques et des deux sexes, le tout de manière à améliorer la qualité de vie dans les communautés voisines* »²²². La fondation défend ardemment l'installation de réserves privées qu'elle juge être une bonne solution aux problèmes de déforestation. Jatun Sacha se présente comme un leader en Equateur en matière de développement des pratiques de reforestation d'essences précieuses. Chacune des réserves dispose ainsi d'un centre de production de plantes dont l'objectif est de favoriser la reforestation et les pratiques d'agroforesterie au sein des réserves mais aussi d'appuyer les communautés voisines et les autorités locales dans ces processus. La fondation bénéficie d'une bonne image sur le plan international et arrive à drainer des financements très divers (canadiens, allemands, américains, etc.).

6.2 La réserve du canton de Tena

La station biologique de Jatun Sacha située près de Tena est donc le berceau de la fondation, dont l'un des trois fondateurs est l'actuel directeur. Cette station biologique affichait une superficie de 2 270 ha au moment de notre intervention (contre 3 500 ha en février 2008 selon leur site Internet). En plus des financements étrangers permettant de mener à bien certains projets scientifiques ou d'appui au développement local, la station biologique bénéficie de revenus sur les séjours des volontaires étrangers (395 US \$ par mois par volontaire) et des recettes des visites touristiques de la station. Elle emploie 15 salariés permanents.

Il existe un grand nombre de réserves forestières de ce type dans la province de Napo, et même dans le canton de Tena, mais la station biologique de Jatun Sacha demeure de très loin la plus importante en termes de superficie, de ressources financières et de poids dans les discussions.

Les projets actuellement menés par la station biologique sont les suivants :

- Le centre de production de plantes amazoniennes qui permet d'obtenir les plants nécessaires à la reforestation de certaines parties de la station et censés être mis à disposition des communautaires voisins, des autorités et autres programmes locaux de reforestation. Dans la pratique aucun communautaire ne vient leur demander de plants, et les collaborations avec les autorités locales se limitent à la fourniture de quelques graines pour une pépinière d'arbres mise en place par le MAG.
- La ferme biologique qui sert de laboratoire où sont testées les espèces végétales susceptibles d'être produites sur les sols de la zone, selon des pratiques d'agroforesterie. Les résultats de ces expérimentations ne semblent pas être sortis de la station biologique (ni le MAG, ni les communautaires n'en ont entendu parler).

²²¹ Ecosystème typiquement andin, correspondant à des formations végétales d'altitude, observables entre la limite haute des forêts et la limite d'enneigement

²²² www.jatunsacha.org

- Un jardin botanique destiné à un usage touristique.
- Deux « télécentres », mis en place dans deux communautés voisines de la station. Ce sont des centres informatiques disposant d'un accès Internet par satellite. La station a formé des membres des communautés à la gestion et à l'entretien de ces centres, qui permettent d'assurer une éducation à distance à destination des jeunes. Construits en 2003, il semblerait qu'ils aient permis à une trentaine d'étudiants d'obtenir leur baccalauréat. Ces centres ont été financés par l'entreprise pétrolière Perenco en l'échange de l'autorisation de passage de leur oléoduc par le territoire de la station biologique.
- La station appui également le vaste projet de mise en place du Parc National Gran Sumaco.

NB : La station biologique a également tenté de développer des activités d'écotourisme avec un partenaire privé, mais cette expérience s'est soldée par un échec et l'abandon de leurs parts dans le projet. Depuis, il arrive régulièrement à la fondation de proposer des randonnées ou des séjours d'écotourisme en collaboration avec la communauté de Rio Blanco et l'entreprise Ricancie, que nous évoquerons par la suite.

6.3 : Description des relations entre la fondation et ses voisins communautaires

Sans chercher non plus ici à caricaturer la pensée de Jatun Sacha, nous l'assimilons volontairement dans ce texte à la pensée du directeur de la station biologique locale, avec lequel nous nous sommes longuement entretenus, puisqu'il est celui qui par la suite participa au processus de concertation appuyée par vidéo en tant que représentant de la fondation. Si en théorie Jatun Sacha vise à améliorer la qualité de vie des communautés présentes sur son sol et au voisinage de ses réserves, à Tena le sentiment communautaire lui est plutôt hostile.

D'une part, la fondation est perçue comme une entreprise privée abusant de son pouvoir financier pour confisquer les terres des indiens Kichwas. En effet, sa politique d'achat de terres est jugée agressive, et les indiens considèrent que l'accroissement de la station biologique s'effectue au détriment des communautés et de leur intégrité sociale, puisque cela suscite de nombreux conflits internes, alors même que ces communautés se retrouvent confrontées à un problème de plus en plus marqué de manque de terres. Quand les indiens perçoivent la forêt comme un système productif à mettre en valeur par des pratiques culturelles si possible respectueuses de l'environnement, la station biologique est guidée par un devoir de conservation, qui l'amène en quelque sorte à vouloir « geler » ces espaces forestiers. L'absence de statut foncier clair dans les communautés et l'absence de regroupement autour de titres collectifs favorisent ce processus de rachat. La fondation se défend en affirmant qu'elle ne force personne à vendre ses terres, et qu'il s'agit en général de personnes âgées, sans descendance, ou de personnes désireuses de s'installer ailleurs.

D'autre part,, la fondation est perçue comme s'opposant au développement de la zone, refusant notamment la construction de nouvelles routes qu'elle considère (à raison) comme les principaux facteurs d'accélération de la déforestation. L'ouverture d'une route permet en effet d'accéder à de nouveaux espaces forestiers, de faciliter les travaux de débardage, et cela permet aux intermédiaires de venir s'approvisionner en bois. Alors que la route est perçue par les communautaires comme un facteur indispensable de modernité et de développement, offrant un accès au marché mais aussi aux services (santé, éducation), la station biologique de son côté condamne son impact sur l'environnement. Ce sont ici deux logiques qui semblent s'opposer : d'un côté la conservation de l'environnement, de l'autre le développement socio-économique de la zone. Au sens de la théorie des grandeurs, les registres de justification utilisés renvoient ainsi au monde domestique pour les communautaires (« *chez nous, pour nous* », l'objet comme patrimoine communautaire local - J-E Beuret, 2001 -) et au monde

civique pour la fondation (« pour tous » la nature comme patrimoine collectif, J-E Beuret, 2001). Au-delà de ces rapports d'appropriation, les rapports au temps et à l'objet lui-même sont différents : la fondation se place dans une perspective à très long terme de conservation d'un bien commun, alors que les communautaires se situent plutôt à court et moyen termes vis-à-vis de la valorisation d'un bien communautaire ; le rapport familial des communautaires vis-à-vis de leur espace de vie s'oppose au rapport distancié présenté par les écologistes de Jatun Sacha.

Enfin, la relation entre ces deux grandes catégories d'acteurs (les communautaires et la station biologique) est également fortement caractérisée par la méfiance des uns envers les autres. La station biologique ne fait pas confiance aux communautaires pour ce qui est de leur capacité à protéger l'espace forestier contre le bûcheronnage sauvage une fois la route ouverte. Non pas que les communautaires soient perçus comme des irresponsables, au contraire, les membres de la fondation sont simplement conscients des réels besoins des indiens kichwas et du faible nombre d'alternatives dont ils disposent pour les satisfaire. C'est pour cette raison que selon eux, le principal problème est le manque d'éducation dans les communautés, qui permettrait d'offrir de nouvelles perspectives de travail aux indiens. Les communautaires quant à eux voient la fondation comme un organisme étranger venu leur voler leurs terres et ne leur apportant aucune aide en échange. Cette méfiance croissante depuis quelques années explique la rupture presque totale (en dehors de ces projets de « télécentres ») entre les communautaires et la station. Cette rupture et les tensions qui s'en suivent sont susceptibles de conduire à des conflits ouverts, voire violents. Nous avons entendu à plusieurs reprises les communautaires évoquer l'idée de récupérer par la force les terres qui leur ont été « volées ».

Finalement, de par son pouvoir financier et ses nombreux contacts à l'étranger, la station biologique Jatun Sacha dispose d'un certain poids dans les discussions lorsqu'elle est confrontée aux autorités locales. Malgré tout, le clientélisme politique permet de penser que s'il leur fallait choisir entre la fondation et les communautaires, les autorités locales opteraient pour le soutien aux communautaires. Et les représentants de la fondation ont parfaitement conscience de cet état de fait, ce qui renforce leur conviction d'être le seul rempart efficace contre la déforestation.

Planche 10: la station biologique Jatun Sacha

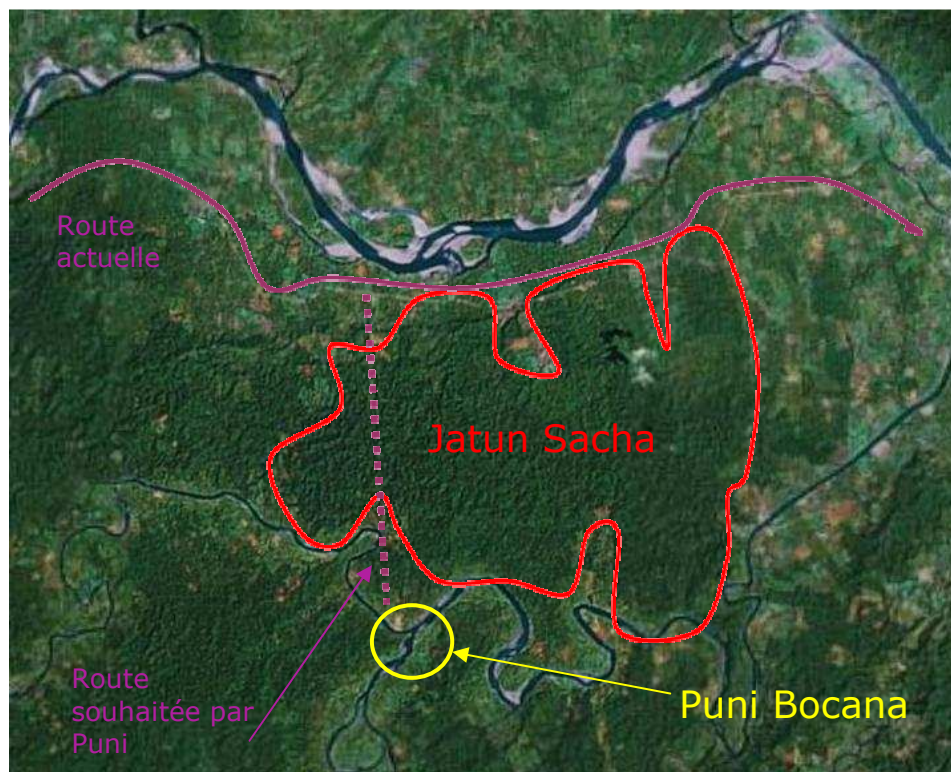
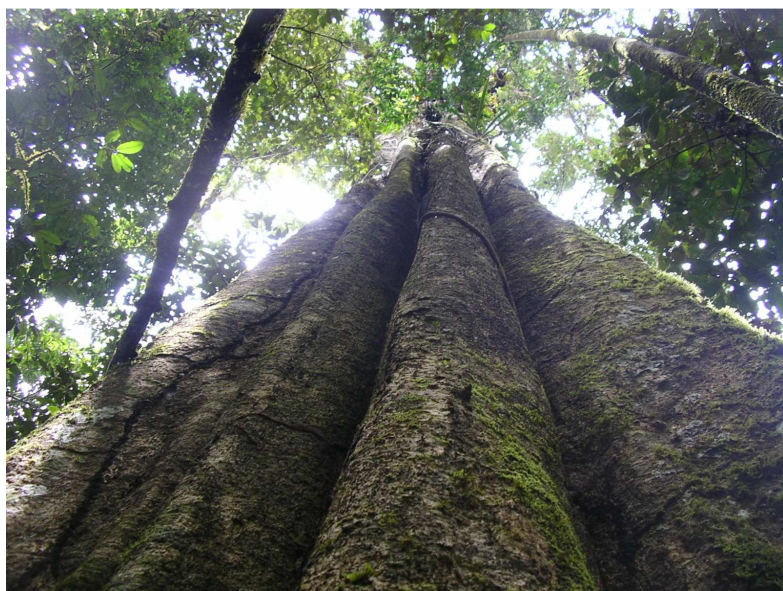


Image satellite issue de Google Earth. On distingue nettement la réserve forestière



Le type d'arbres préservés par la station biologique



Section 7 : l'association de petits producteurs Kallari

Kallari est une association de producteurs dont le siège est situé dans le centre de Tena. Ses principales activités se résument à l'achat de fèves de cacao fraîches et de produits artisanaux auprès des communautés kichwas (et de quelques colons) membres de l'association, et leur revente sur des marchés étrangers. Pour distinguer les différentes catégories d'acteurs coexistant au sein de l'association, comprendre leurs logiques, leurs stratégies, mais aussi leurs interactions et leurs relations avec les autres acteurs locaux, il nous semble essentiel de retracer en quelques lignes l'histoire de la constitution de Kallari.

7.1 Les origines de Kallari

L'association Kallari a vu le jour grâce à la détermination et la persévérance d'une volontaire américaine de la station biologique Jatun Sacha, arrivée à Tena en 1997. Suite à l'abandon du projet pour lequel elle était sensée travailler, cette biologiste tropicale de formation a cherché par quels moyens elle pouvait être utile aux communautés voisines. Son analyse était que les kichwas n'avaient pas besoin d'être sensibilisés à la question environnementale et en particulier aux dangers d'une déforestation massive de la région : ils en étaient pleinement conscients. Mais la fragilité de leur système de production, liée à leur faible insertion dans l'économie de marché, à leur manque d'organisation collective et à la pression des divers intermédiaires locaux expliquait leurs actes de déforestation, entièrement guidés par des impératifs d'ordre économique. Tout besoin immédiat d'argent (pour des raisons de santé ou des besoins d'éducation) se traduisait par le tronçonnage et la revente d'arbres d'essences précieuses. Alors qu'habituellement la fondation Jatun Sacha ne s'impliquait localement qu'au travers de quelques projets d'appui à l'éducation, de sensibilisation environnementale voire de reforestation, la volontaire a su imposer, non sans difficulté, son désir de stimuler directement l'économie des communautés. Alors qu'elle ne devait à l'origine rester que deux ans en Equateur, au moment de notre intervention, soit neuf ans après son arrivée, elle était toujours aux cotés de Kallari.

Son projet débuta par l'achat de graines d'arbres aux communautaires à l'aide d'un financement prélevé sur un projet de reforestation du territoire de la station biologique. Puis, après un an, elle mit sur pied une petite filière de production d'artisanat destinée à l'exportation, en s'appuyant notamment sur les allées et venues des nombreux volontaires de la fondation avec l'Europe ou les Etats-Unis. Revenant finalement sur ses engagements initiaux, la fondation Jatun Sacha laissa la volontaire assumer la plupart des dépenses, et en particulier le fond de commercialisation. Pour reprendre ses propres termes : *« alors qu'elle aspirait à participer à la sauvegarde de l'environnement en améliorant les conditions de vie de ses habitants, la fondation quant à elle a toujours été plus concernée par la conservation de sa propre réserve que par les populations vivant autour »*. En 2000, elle assura ainsi l'exportation du travail de près de 160 personnes²²³. Par la suite elle obtint divers financements successifs (PL 480²²⁴, FECD²²⁵), lui permettant d'accompagner la constitution d'une première association (UCCIKAN), et de développer des activités d'appui à la commercialisation du café et du cacao. Malheureusement, ces financements furent la source de nouvelles tensions avec la fondation, qui encore aujourd'hui est parfois accusée par les membres de Kallari d'avoir détourné à son profit une partie des budgets.

C'est en gagnant finalement un « prix d'honneur de conservation de la biodiversité » auprès de son ancienne université que la volontaire obtint enfin les moyens (60 000 dollars

²²³ Elle achetait alors en moyenne entre 20 et 30 \$ US de marchandises par personne

²²⁴ Public Law 480, aussi connu comme le "Food for Peace Program", mis en place par l'AID (Agency for International Development) et l'USDA (United States Department of Agriculture)

²²⁵ Fond Equatorien Canadien de Développement

par an pendant trois ans) d'assurer l'autonomie de l'association vis-à-vis de la fondation. Cet évènement signa la rupture définitive entre les deux organisations. Le 10 décembre 2003 est officiellement créée l'association d'indiens kichwas Kallari, qui est reconnue par le Ministère du Commerce Extérieur, de l'Industrie, de la Pêche et de la Concurrence. Cependant la création administrative de l'association, sensée participer du mouvement d'appropriation de celle-ci par les producteurs kichwas²²⁶, conduisit à des tensions entre la nouvelle direction de l'association et la volontaire. Dans ce contexte, cette dernière, fondamentalement désireuse de plus d'autonomie pour les kichwas au sein de Kallari, décida de se mettre en retrait : elle reversa une partie de son prix à la direction de l'association pour lui permettre d'assurer la continuité de ses activités commerciales ; elle investit le reste, au nom de l'association, dans une boutique à Quito afin de vendre les produits de Kallari aux touristes de passage ; elle continua de son côté à chercher des débouchés sur les marchés étrangers et à inviter des volontaires à venir appuyer l'association. Si depuis près de deux ans, la fondatrice s'est ainsi mise en retrait en laissant à la direction tout le contrôle des opérations, elle n'en demeure pas moins très active et conserve des liens importants, mais de nature plus informelle, avec la direction, malgré la persistance d'une certaine méfiance vis-à-vis d'elle, et jouit d'une grande reconnaissance auprès des indiens des communautés.

En novembre 2005 l'association a signé un contrat de 5 ans avec une entreprise suisse de confection de chocolat, portant sur l'exportation d'un minimum de deux containers²²⁷ par an de cacao sec en grains. Dès lors Kallari a réorienté la majorité de ses efforts vers cette activité, délaissant de ce fait sa filière de produits artisanaux.

7.2 Un directoire fragile

A notre arrivée à Tena en mars 2006, le coordinateur général de l'association venait de quitter son poste afin d'aller travailler pour une entreprise pétrolière près de Coca. L'agronome détaché du MAG, toujours directeur de production et de conservation des ressources naturelles, reprenait peu à peu l'association en main. Le 21 mars 2006 il fut officiellement élu, après vote de l'Assemblée Générale (AG), coordinateur général de l'association pour 3 ans. De par la loi tous les techniciens du MAG doivent dédier une partie de leur temps de travail à soutenir une association locale. Dans le cas de Kallari, l'agronome en question a négocié avec succès auprès de sa hiérarchie la possibilité de s'investir à temps plein dans l'association, faisant valoir les perspectives de développement de cette dernière. À terme il souhaite pouvoir quitter définitivement le ministère et ne plus avoir de compte à lui rendre. Cette situation fait de lui l'unique membre du directoire à toucher un salaire pour son travail au sein de l'association. Son ambition entrepreneuriale vise à permettre à Kallari de devenir rentable économiquement afin de pouvoir salarier son directoire, de manière à le responsabiliser et à le professionnaliser, ce qui n'est pas encore le cas. Si cette situation est plutôt confortable pour lui, il n'en est pas de même des autres membres du directoire (ce qui explique notamment le départ du précédent coordinateur général). En l'absence de toute rémunération par l'association, les différents directeurs doivent impérativement bénéficier d'une autre source de revenu, et donc assumer un autre travail. Cette double activité ne leur permet au final qu'un investissement minimal dans l'association. Au moment de notre intervention, les postes de directeur financier et de directeur de commercialisation étaient ainsi occupés par deux professeurs des écoles rurales, en poste dans des communautés membres de Kallari : malgré leur bonne volonté, ces deux personnes ne disposaient pas du temps nécessaire pour assumer pleinement leurs fonctions de direction.

²²⁶ Notamment au travers de l'élection pour trois ans, en Assemblée Générale, d'un directoire constitué d'un coordinateur général et de trois directeurs (financier, de commercialisation, et de production et de conservation des ressources naturelles)

²²⁷ 2,5 tonnes par container

Ce déséquilibre au niveau du directoire explique en partie la prise de pouvoir par l'agronome du MAG qui a constamment été contraint de dépasser les limites de son mandat pour veiller à ce que le travail nécessaire soit effectivement fait dans les temps. Il est ainsi peu à peu devenu indispensable au bon fonctionnement de l'association, incontournable sur l'ensemble des dossiers, maîtrisant seul toutes les informations portant notamment sur les différents projets de collaborations ou de financements en cours de finalisation auprès de différentes institutions²²⁸. L'absence de toute forme d'archivage et de suivi des dossiers participe bien sûr de cet état de fait. Au-delà, ses compétences techniques sont indéniables, tout comme son savoir-faire relationnel, son attachement profond à ses racines Kichwa, son charisme et son leadership naturel. Ces qualités expliquent qu'il soit aujourd'hui devenu la figure de proue incontestée de l'association.

Mais cette situation a conduit à la polarisation de l'organisation autour des deux personnages : d'un côté la volontaire américaine instigatrice du projet associatif et détentrice de nombreux contacts, notamment à l'étranger, et de l'autre l'agronome Kichwa, leader local, fin technicien, partageant la même culture que les membres de l'association. Chacun d'eux dépense beaucoup d'énergie pour Kallari et développe dans son coin des activités spécifiques, de nouveaux projets, prend de nouveaux contacts, voire de nouveaux engagements au nom de l'association sans nécessairement en référer à l'autre. Ceci conduit à divers cafouillages et à un certain nombre de tensions internes. Si la « guerre » entre ces deux pôles n'est pas ouvertement déclarée, et ne le sera probablement jamais, une compétition visant à l'attribution de la paternité de l'association est perceptible. La volontaire nous confiera par exemple : « *Dicen Kallari es de las comunidades pero no quieren admitir que tienen mucha dependencia de los voluntarios* »²²⁹. De son côté le coordinateur remet en cause les compétences de la volontaire et condamne la façon qu'elle a, à l'étranger, de présenter Kallari comme étant son association, son « bébé ». Soulignons enfin le fait que ces deux personnes clefs ne sont, ni l'une ni l'autre, issues des communautés membres de l'association.

7.3 Développement de l'activité cacao au détriment de l'artisanat

Alors qu'initialement l'association s'est structurée autour de l'activité de production d'artisanat, elle s'est assez logiquement orientée de plus en plus vers la vente de cacao, suite à la signature du contrat d'exportation. Concrètement, ce contrat suppose de la part de l'association d'être en mesure de produire et de récolter des volumes suffisants, de qualité homogène, conformément aux attentes de l'entreprise suisse. Si la variété des cacaoyers et les conditions pédoclimatiques sont importantes pour la qualité du produit, beaucoup se joue néanmoins entre la récolte des graines fraîches et le conditionnement des fèves de cacao après fermentation puis séchage. Pour s'assurer de la qualité de son cacao, Kallari s'est décidée sous l'impulsion de son coordinateur général à procéder à une petite révolution dans les pratiques locales. Alors que jusqu'à présent les intermédiaires achetaient directement aux producteurs les fèves de cacao séchées, Kallari s'est mis à acheter les graines de cacao frais, tout juste récoltées. Cela lui permet de s'assurer de la sélection des graines dans les cabosses (éviter par exemple les graines trop jeunes, ou au contraire déjà germées ou attaquées par la moniliose) et de procéder par la suite à un processus unique et contrôlé de fermentation et de séchage à l'aide de ses propres installations (caisses de fermentation, marquises et dispositifs de séchage à gaz). Mais cette nouvelle façon de procéder impose la mise au point d'une

²²⁸ Notons tout de même qu'il existe des processus d'évaluation des activités du directoire par les membres de l'association, notamment au moment des AG. Mais le manque de compétences parmi les membres nous laisse dubitatifs quant à la pertinence de ces outils de contrôle interne.

²²⁹ « *Ils disent que Kallari appartient aux communautés, et ils ne veulent pas admettre qu'ils dépendent pour beaucoup des volontaires* »

organisation logistique plus complexe. Des centres d'achat, de stockage et de transformation (« *centro de acopio* ») sont construits dans différentes communautés considérées comme centrales²³⁰. Un projet spécifique exécuté par le MAG, CAVACOF²³¹, employant trois personnes et financé par le programme de coopération américain UDENOR, était en charge de l'organisation de cette nouvelle filière de production et de la mise en place des infrastructures nécessaires. À l'heure actuelle au niveau de chaque centre de stockage, des responsables locaux d'achat sont employés par Kallari. Ils assurent l'achat du cacao aux producteurs et veillent à l'entretien des infrastructures et au bon déroulement des étapes de transformation de la graine de cacao. Mais ces centres ne suffisent pas pour acheter les quantités nécessaires : parallèlement, des tournées d'achat sont donc organisées. Ces tournées permettent notamment d'aller chercher le cacao produit par les communautés membres de Kallari les plus éloignées (jusqu'à deux heures de route en voiture depuis Tena). En plus des achats effectués le long des trajets, des points de rendez-vous sont fixés, permettant aux producteurs de communautés inaccessibles par la route de venir tout de même vendre leurs produits (à l'exemple du pont Arajuno pour Puni Bocana).

Pour les producteurs l'intérêt de ce système de commercialisation est triple :

- ❖ un prix d'achat plus élevé que celui offert par les intermédiaires locaux
- ❖ une moindre quantité de travail à fournir (malgré un effort supplémentaire de sélection des grains), puisqu'ils n'ont plus à procéder eux-mêmes à la fermentation et au séchage²³²
- ❖ ne plus avoir à se déplacer jusqu'à Tena pour vendre ses produits, bien que quelques intermédiaires locaux se déplaçaient déjà parfois jusqu'aux producteurs pour s'approvisionner

Face au potentiel de ce marché d'exportation et à l'importance des efforts à fournir pour structurer la filière de production locale, toute l'attention de la direction de Kallari s'est reportée sur cette activité. L'une des principales difficultés rencontrées par l'association est la faiblesse de ses ressources financières propres, qui ne lui permettent pas d'assurer l'achat des volumes nécessaires de cacao frais. Le coordinateur général obtient parfois des aides financières (nationales ou internationales) pour assurer des paiements de dernière minute avant que la gronde ne grogne dans les communautés. Par ailleurs, les rendements des cacaoyers étant trop faibles pour le moment, la production des seuls membres de l'association ne suffit pas pour faire face aux volumes exigés. Kallari est donc amené à acheter le cacao disponible dans les communautés et colonies de la zone, sans distinction d'appartenance ou non à l'association.

Cette activité cacao a ainsi progressivement absorbé toutes les finances de l'association, au détriment en particulier de l'achat des produits artisanaux auprès des communautés membres. De fait une seule campagne d'achat de produits artisanaux a été menée en 2005 (contre 2 à 3 les années précédentes). Cette campagne, organisée sous la pression des membres insatisfaits, fut par ailleurs mal annoncée, tardive, et faite à crédit. Kallari a en effet décidé d'acheter les produits artisanaux à moitié prix, s'engageant à payer le complément après livraison du premier container de cacao. Si cette phase délicate de mise en place de la filière cacao constitue sans doute une étape transitoire inévitable, le manque de communication de la direction de l'association vers ses membres explique le mécontentement croissant de ces derniers. Très peu mis au courant des difficultés rencontrées par leur organisation, il est difficile pour les membres de l'association de comprendre la nécessité pour

²³⁰ Au cours de notre intervention un tel centre fut finalisé à Shandia, tandis que deux autres étaient encore en construction dans d'autres communautés

²³¹ « *Cadena de valor para el café orgánico y de aroma fina* » : « projet de valorisation du café bio et d'arôme fin »

²³² Un travail toujours soumis aux aléas climatiques et à la disponibilité d'une surface de séchage adéquate, tel que le bitume

eux de consentir à des efforts financiers aujourd'hui pour assurer la rentabilité de l'entreprise demain. Le flou régnant sur les raisons de ces délais de paiement, les dates des tournées d'achat, les projets à venir, etc., favorise la circulation de rumeurs dans les communautés qui ne peuvent que nuire à l'image de l'association. Enfin, tous les producteurs kichwas ne disposent pas de plantations de cacao en production. Ainsi, ce ne sont pas nécessairement les mêmes familles que Kallari soutient aujourd'hui en achetant le cacao et celles qui bénéficiaient de son appui depuis l'origine, au travers de l'artisanat. Ceci engendre incompréhension et méfiance au sein des communautés. Il est ainsi fréquent d'entendre des communautaires affirmer : « on regrette l'époque où la *gringa* était à la tête de Kallari. Avec cette nouvelle direction, plus rien n'est fait pour l'artisanat ».

7.4 Etre membre de Kallari : à quoi bon ?

Au moment de notre intervention l'association Kallari comptait 795 « *socios* », c'est-à-dire 795 familles membres, réparties sur 22 communautés ou colonies appartenant à 5 paroisses différentes du canton de Tena. 15 de ces communautés et colonies venaient tout juste d'y adhérer et l'association était en cours de discussion avec 9 autres qu'elle espérait pouvoir compter rapidement parmi ses membres. Cela donne une idée du bouleversement interne que traversait l'association du fait de sa politique de croissance très rapide, imposée par ses besoins en cacao. Ainsi, bien qu'il s'agisse à l'origine d'une association de producteurs kichwas, Kallari a ouvert ses portes à quelques colonies de métis²³³.

Lorsque l'on pose la question des critères d'adhésion à l'association au coordinateur général, sa réponse est significative du virage opéré par Kallari vers la vente du cacao. Selon ses termes, il faut simplement :

- « *appartenir à la communauté depuis plus d'un an et y posséder des terres*
- *avoir une vocation agricole et être intéressé par l'amélioration de la production, de la productivité et de la commercialisation du cacao* »

Il suffit de remplir ces conditions et de s'adresser directement au coordinateur général qui, en accord avec le reste du directoire, est en mesure d'accéder ou non à la demande d'adhésion. S'il y a quelques temps, le fait d'être « *socio* » de Kallari était une condition nécessaire pour vendre ses produits artisanaux à l'association, on observe aujourd'hui avec cette course aux volumes que Kallari achète du cacao frais à quiconque souhaite le vendre, y compris au même prix qu'il s'agisse ou non d'un « *socio* ». Or, si un membre de l'association est contraint par les statuts de vendre son cacao à l'association, ce n'est pas le cas des non membres. Actuellement il est donc difficile de percevoir l'intérêt, à court terme en tout cas, du statut de membre de l'association puisque cela ne semble plus représenter que des contraintes. Dans ce contexte Kallari devient finalement un intermédiaire supplémentaire, spécialisé dans le cacao frais, et délaisse son statut d'association de petits producteurs kichwas. S'il est vrai que Kallari propose parfois à ses « *socios* » la vente à crédit d'articles d'outillages, l'association ne fait en revanche aucune avance d'argent. Au contraire, elle emprunterait plutôt à ses membres au travers de l'achat des produits artisanaux. En revanche, les intermédiaires locaux classiques ont développé depuis de longues années une relation de confiance et de fidélité avec leurs fournisseurs. Ces intermédiaires ont l'habitude d'avancer de l'argent et soutiennent ainsi un système informel de micro-finance locale à taux zéro. Or si Kallari se rapproche du mode de fonctionnement de ces intermédiaires, elle n'est pas pour autant en mesure d'assurer le même type de service. De fait l'image de Kallari n'est pas toujours excellente dans les communautés, et certains producteurs préfèrent continuer de travailler avec leurs intermédiaires habituels, malgré des prix d'achat légèrement plus faibles et une charge de travail supplémentaire de transformation des graines en fèves.

Quoi qu'il en soit, la forte demande opérée par l'association tire l'offre vers le haut à une vitesse folle et les communautés sont en plein « boom » du cacao, plantant des cacaoyers et

²³³ Malgré tout aujourd'hui plus de 90 % de ses membres demeurent des indiens

arrachant des caféiers, assurant la mise en place de pépinières pour produire les plants à destination de leurs membres, avec un sérieux espoir que le cacao puisse améliorer leur quotidien.

7.5 Kallari, ou l'émergence d'un nouveau pouvoir local, source de nombreuses convoitises

Malgré les difficultés que nous avons soulignées (un fond de commercialisation trop faible et une appropriation difficile de l'organisation par les producteurs membres), Kallari est une association extrêmement dynamique qui suscite un fort engouement dans la zone. Elle intéresse de nombreux programmes d'appui au développement qui vont sans aucun doute contribuer à l'amélioration de ses performances et de ses perspectives. Si sa santé financière devrait s'améliorer après livraison du premier container de cacao, les difficultés de nature organisationnelle sont plus complexes et fragilisent l'association. Elles devront donc rapidement être résolues par la direction de Kallari qui a besoin de la confiance et de l'implication de ses membres. Mais, comme nous venons de le mentionner, on assiste malgré tout dans les campagnes à un mouvement massif de plantation de cacao, au détriment des vieilles parcelles de café et des déjà maigres réserves de forêt²³⁴.

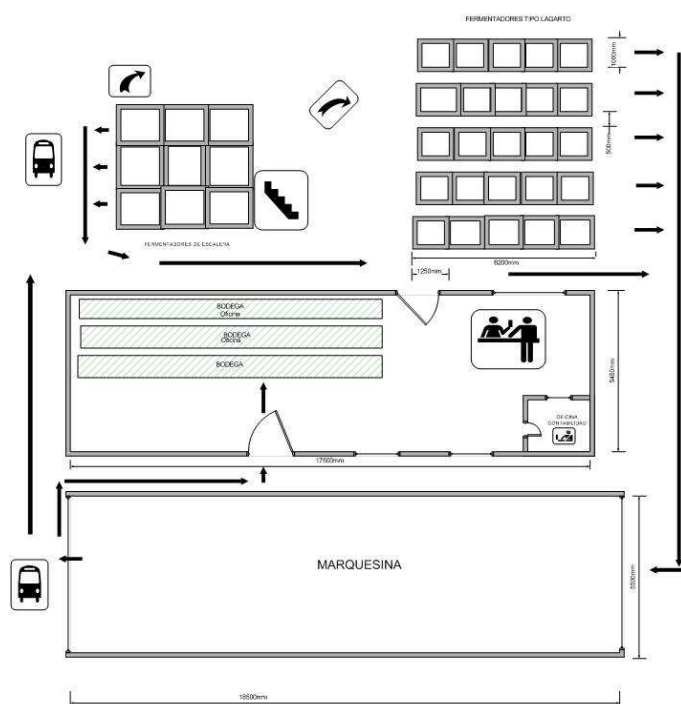
De par sa croissance rapide, son succès et le nombre de familles qu'elle regroupe, Kallari se transforme peu à peu et sans le vouloir en véritable source de pouvoir à l'échelle locale. De ce fait, elle attire fortement les institutions politiques et notamment la Mairie de Tena et la Préfecture Provinciale. Alors que jusqu'à présent ces dernières avaient très peu appuyé la mise en place de l'association, elles apparaissent aujourd'hui très intéressées par l'idée d'être associées d'une manière ou d'une autre à ce succès. Kallari prend du poids dans les négociations locales. Le Coordinateur Général de l'association, conscient de cette situation, manœuvre du mieux qu'il peut, et tente de tirer profit des oppositions politiques entre la mairie et la préfecture pour le bénéfice de l'association. Malgré le recul dont il fait preuve, le risque de politisation de l'association est réel et pourrait nuire fortement à la stabilité de l'organisation.

²³⁴ Les avis divergent au sujet de l'impact de la production de cacao sur la dynamique de déforestation. Les uns soutiennent que le système de culture mis en place, de type agroforestier, permet le maintien des niveaux de fertilité et assure la conservation des différents étages végétaux, notamment des arbres d'essences précieuses. Les autres considèrent que l'explosion des plantations de cacaoyers s'effectue au détriment de la conservation de la forêt et en concurrence avec la durabilité du système de culture des « *chacras* » qui nécessitent des jachères de longue durée, arborées, pour assurer le renouvellement de la fertilité des sols.

Planche 11 : La commercialisation du cacao par Kallari



La tournée
d'achat du
cacao dans les
communautés
et colonies de la
zone



Plan du centre de stockage de
Shandia (marquise, bâtiment de
stockage et de séchage au gaz et
caisses de fermentation)



Marquise de Shandia, où
sèchent des fèves de cacao

Section 8 : L'entreprise « d'écotourisme communautaire » Ricancie

À la différence de Kallari, l'entreprise Ricancie (*Red Indígena de Comunidades del Alto Napo para la Convivencia Intercultural y el Ecoturismo*²³⁵) est réellement le fruit de la volonté des communautés locales, même si elle a bénéficié au départ de soutiens ponctuels de diverses ONG. Et si l'on entend fréquemment que l'écotourisme communautaire serait né en Equateur, Ricancie fut certainement l'une des premières entreprises de ce type au monde. Elle fut constituée en 1993 autour d'une trentaine de communautés indigènes d'Amazonie (dont Capirona, proche voisine de Puni Bocana), en réaction aux entreprises privées qui selon elles ne respectaient aucunement l'intimité des communautés et participaient à leur déstructuration en favorisant certaines familles au détriment d'autres. Finalement, seules 10 communautés ont pu fournir les efforts financiers et humains nécessaires pour construire les cabanes et former des équipes locales compétentes pour accueillir les touristes. L'objectif de Ricancie est clairement d'améliorer la qualité de vie dans les communautés grâce aux retombées économiques du tourisme. En fournissant ce revenu complémentaire elle permet notamment d'éviter la prolifération des cultures de rente, facteur important de déforestation. Par ailleurs, les impératifs environnementaux permettant le succès de l'activité touristique conduisent naturellement les communautés à lutter contre la déforestation et favoriser les pratiques non polluantes. Et des résultats s'observent concrètement depuis plusieurs années déjà dans les communautés membres : les communautaires chassent moins, ne polluent plus leurs fleuves, abattent beaucoup moins d'arbres, et le phénomène de migration, important dans d'autres groupes, est nettement plus faible dans celui-ci. L'initiative Ricancie participe également du mouvement de réappropriation de la culture kichwa et de revalorisation de l'estime des communautés pour elles-mêmes. Enfin, améliorer leurs revenus constitue une action forte de défense du territoire indien face aux entreprises minières, pétrolières et d'exploitation de la forêt.

La différence entre « l'écotourisme communautaire » et « l'écotourisme privé » repose sur le mode de gouvernance au sein de l'entreprise et sur la distribution des retombées économiques dans les communautés. Le directoire de l'entreprise de Ricancie est élu pour trois ans par l'AG des membres, qui se réunit deux fois par an. L'AG est constituée de 50 membres, 5 par communauté. Ces représentants font partie des « micro-entreprises » de tourisme créées au sein des communautés membres de manière à faciliter l'organisation logistique (cabanes, cuisine, guides, etc.) liée à la visite de groupes touristiques dans chaque village. Ce sont les membres de l'AG (eux-mêmes élus au sein de leur communauté) qui gèrent les orientations stratégiques de l'entreprise. Enfin, si 25% des bénéfices obtenus sur les activités de l'entreprise servent à financer la partie administrative et logistique du directoire, 75 % de ceux-ci sont reversés de manière équitable aux différentes communautés membres qui s'en servent comme elles l'entendent, soit pour financer des activités sociales, soit pour améliorer les services de santé, soit encore pour financer des projets productifs (pisciculture, aviculture, etc.). Contrairement à Kallari, il semble que l'appropriation de l'entreprise par les communautaires soit très marquée. Mais Ricancie est bien plus ancienne que Kallari, s'est structurée autour d'un plus faible nombre de communautés et d'une seule activité, et avec très peu de soutiens extérieurs.

Ricancie est en effet une entreprise locale qui ne doit son relatif succès qu'à elle-même, et qui n'entretient aucune relation particulière ni avec la Mairie de Tena ni avec le Conseil Provincial. Les autorités politiques ne constituent pas des alliés sûrs, selon eux. La proximité de leurs intérêts et de leurs visions du territoire kichwa expliquent la connivence qui existe

²³⁵ Réseau Indigène de Communautés du Haut Napo pour la Cohabitation Interculturelle et l'Écotourisme

entre Ricancie et Kallari, et plusieurs communautés sont à la fois membres des deux organisations. Enfin, les membres du directoire de Ricancie jugent avec beaucoup d'amertume les actions portées par la recherche scientifique et par les projets de développement dont ils estiment que les retombées bénéficient surtout aux institutions et aux techniciens, et très peu aux communautaires.

Les finances de Ricancie ne sont pas excellentes et l'entreprise ne dispose pas encore de suffisamment de clients pour réellement permettre de soutenir l'économie de ses 10 communautés membres. Mais son ouverture récente à l'international (notamment au travers de sa participation à divers salons du tourisme à l'étranger) et son image associée à sa position d'entreprise pionnière et très engagée devraient lui permettre de continuer à accroître ses activités.

Section 9 : rapide tour d'horizon des autres acteurs

- Les **Fédérations** indiennes sont des groupes de pression constitués autour de la défense d'intérêts ethniques et culturels. Face au succès (notamment politique) des premières fédérations mises en place, de très nombreuses fédérations ont vu le jour autour des différentes ethnies indiennes, des tendances religieuses ou des partis. La multiplication de ces fédérations²³⁶ a affecté leur pouvoir d'organisation et de structuration des communautés et leur capacité à drainer des financements conséquents. Leur impact sur le terrain est donc de plus en plus faible et les communautaires eux-mêmes semblent s'en détourner progressivement. Malgré nos tentatives répétées nous n'avons pas réussi à impliquer les plus importantes fédérations locales dans notre démarche.
- Les **intermédiaires** (bois, café, cacao, or) sont pour l'essentiel des urbains de Tena (parfois de Baños ou de Cuenca) qui vivent du commerce. Ils achètent aux petits producteurs et revendent en gros sur les marchés les plus importants d'Équateur (en particulier à Guayaquil). Ils disposent de moyens financiers importants et de véhicules de transports. Assez peu nombreux localement, ils se mettent d'accord entre eux (et conformément aux cours en vigueur sur les marchés) pour fixer les prix d'achat, souvent très bas, ce qui est rendu possible par la très forte atomisation de la production. Ce sont eux également qui encouragent l'abattage et le commerce illégal du bois. Ils sont le plus souvent montrés du doigt par les autorités politiques locales et par les ONG comme responsables des faibles revenus des paysans, ce qui reste sans doute une position à nuancer. En effet, si les producteurs étaient en mesure de s'organiser pour associer leurs productions, ils seraient alors capables de négocier avec ces intermédiaires, voire de financer eux-mêmes le transport de marchandises jusqu'au marché de Guayaquil. Par ailleurs si les intermédiaires n'étaient pas là, de très nombreux producteurs n'auraient surtout aucune source de revenus. Du fait des relations de confiance et de fidélité qui s'installent entre producteurs et intermédiaires, le jugement des paysans sur les intermédiaires n'est en général pas si négatif que cela.
- **Suyu Warmi** est une association de femmes productrices de produits artisanaux, située à Tena. Constituée de manière isolée, elle s'est associée à Kallari au cours des dernières années pour exporter une partie de sa production. Nous l'avons impliquée dans la démarche pour deux raisons principales : premièrement il s'agissait d'une expérience réussie d'organisation indienne pour la commercialisation, et deuxièmement

²³⁶ La FONAKIN (Fédération des organisations de la nation kichwa dans la province de Napo), la FENAKIN (Fédération évangéliste la nation kichwa de la province de Napo), la FAOCIN (Fédération des organisations indigènes et paysannes de la province de Napo), etc.

c'était pour nous un moyen d'assurer un espace de parole aux femmes. Même s'il s'agit d'une organisation située en ville, la quasi totalité des femmes membres viennent de communautés rurales voisines et continuent d'entretenir d'étroites relations avec celles-ci.

- **ECORAE** est l'Institut pour l'Ecodéveloppement Régional de l'Amazonie, dépendant directement de la présidence de l'Equateur. Cet organisme gère 10 % des royalties²³⁷ obtenu sur l'exploitation pétrolière, soit un budget annuel total de près de 10 millions de dollars. Sa mission se structure autour de quatre orientations principales, elles-mêmes définies par le Schéma Directeur d'Ecodéveloppement de la Région Amazonienne : économique, socioculturelle, environnementale et politico-institutionnelle. ECORAE dispose d'unités techniques dans chaque province, qui conçoivent, financent et co-exécutent de nombreux projets. Alors que l'ECORAE est censé mettre en cohérence les actions des différentes autorités politiques locales en matière de développement de la région amazonienne, il est souvent perçu par ces dernières comme faisant cavalier seul et comme un « semeur de troubles ». Mais son statut de plus important financeur local fait de lui un partenaire incontournable, notamment pour les projets d'envergure (construction d'un aéroport international, d'une usine).
- Au-delà, nous pourrions également citer le **Centre Agricole**, la **Direction municipale de l'Environnement et du Tourisme**, la **représentation gouvernementale** de la province de Napo, **l'Institut National de Développement Agropastoral**, ou encore le **Conseil provincial Agraire**, mais aucun d'eux ne s'est impliqué dans notre démarche malgré nos enquêtes et nos invitations initiales.

²³⁷ Sur ces royalties de 0.5 US \$ par baril de pétrole produit, 60% est reversé aux mairies et 10% aux conseils provinciaux au prorata du nombre d'habitants.

Chapitre 3

Protocole d'action : analyse des différentes étapes

Section 1 : Le protocole d'action, tel que prévu a priori

Pour alimenter notre travail de recherche conformément à nos hypothèses, nous avons élaboré notre démarche d'intervention autour du recours à un groupe de travail (cf. 1.1.1), qui se voulait représentatif du système d'acteur local impliqué dans la problématique traitée en vidéo. L'ensemble des choix relatifs à la construction de cette vidéo (thèmes, images, interviews, scénario, musique, publics cibles, etc.) devait être confié aux membres de ce groupe de travail. En tant qu'intervenants vidéo nous adoptions dans cette approche une posture d'accoucheurs d'idées, tout en restant en retrait lors des débats de fond. Nous qualifions cette posture de « naïve », par opposition à la position « d'experts » dont on attend généralement une participation active à l'analyse. Le protocole ainsi élaboré se décomposait en 7 étapes. Nous les présentons telles que nous souhaitons les réaliser avant d'être confrontés au terrain, et les paragraphes qui suivent, rédigés au futur, sont ceux du protocole établi en 2006. À chaque étape nous avons essayé de préciser quelles sont les fonctions que nous souhaitons attribuer aux différentes parties prenantes de notre démarche : intervenants vidéo, groupe de travail et milieu.

Etape 1 : Réalisation d'une étude préalable de la problématique locale et analyse stratégique du système d'acteurs ; présentation du projet d'animation et de ses objectifs à court et moyen termes

Cette étude s'appuiera sur des visites de terrain, des enquêtes semi-directives auprès des acteurs locaux et des recherches bibliographiques. Elle ne se voudra ni exhaustive ni finalisée, de façon à ne pas cloisonner nos propres représentations de la situation. Il s'agira avant tout d'apprécier les principales composantes de la problématique locale et d'identifier les informations *a priori* indispensables à sa bonne compréhension. Il s'agira également de faire une première décomposition du système d'acteurs. À l'issue de cette étape, l'objectif sera de réaliser un zonage permettant de délimiter notre espace d'intervention. Parallèlement, ce sera aussi l'occasion de nous intégrer progressivement au système d'acteurs local et d'expliquer à chacun, une fois les enquêtes terminées, les motivations et les conditions de notre intervention, dans l'idée de susciter de l'intérêt pour la démarche.

Etape 2 : Formation d'un groupe de travail constitué d'un petit nombre de personnes, jugées représentatives du système d'acteurs par les acteurs eux-mêmes.

C'est au cours de la phase d'enquêtes sur le terrain (étape 1) que devra se dessiner le choix des membres du groupe de travail. Ce choix sera le résultat d'un compromis entre le souhait de chaque groupe d'acteurs d'être représenté par telle ou telle personne, le bon vouloir et la disponibilité de cette dernière, et nos affinités personnelles. Des réunions successives avec le groupe de travail devront lui permettre de formuler les objectifs du film, d'ébaucher les grandes lignes du ou des scénarii et de choisir, pour les différentes catégories d'acteurs, les porte-parole qui seront interviewés. Parallèlement, nos résultats d'enquêtes nous serviront à établir des « profils types » d'acteurs qu'il conviendrait d'interviewer à nos yeux en fonction des thématiques choisies par le groupe. Ces profils types devront être représentatifs de la diversité des points de vue locaux et correspondre à des personnes dont nous aurons considéré les propos comme potentiellement pertinents. Il nous faudra cependant être capables de proposer humblement nos suggestions si besoin est et de les soumettre à l'acceptation comme au refus du groupe de travail. Il ne s'agira nullement de les convaincre mais bel et bien de comprendre leurs décisions, et de leur donner les moyens de choisir en toute connaissance de cause. Il nous semble important d'éviter si possible que les membres du groupe eux-mêmes soient les interviewés, de façon à leur permettre de conserver un regard le plus objectif possible sur le futur contenu des vidéos.

Etape 3 : Tournage des premières interviews et validations individuelles

Sur le terrain, le tournage devra rester souple vis-à-vis des choix effectués par le groupe de travail. Si une opportunité particulière se présente de récupérer une information non prévue initialement, il n'y a *a priori* aucune raison de ne pas la saisir. Le tournage débutera par les interviews des personnes choisies par les membres du groupe de travail. Une fois réalisées, nous effectuerons alors nous-mêmes une première sélection au sein de ces discours en nous contentant d'éliminer les moments inutilisables (prises ratées, discours inaudibles, images « non montrables »²³⁸, etc.). Cette présélection, au risque d'introduire un biais (*notre* représentation de la situation), a pour objectif de limiter la quantité de *rushes* à visionner et faire commenter ensuite par le groupe de travail, car le temps nécessaire à cet exercice devient vite très important. Il nous faudra cependant prendre soin de noter précisément les informations ainsi mises de côté et les raisons de leur écartement afin de les présenter au groupe et de pouvoir y revenir s'il en exprime la demande.

Chaque discours ainsi sélectionné sera ensuite soumis à la validation (ou non) du membre du groupe de travail appartenant à la même catégorie d'acteurs que l'interviewé. Nous identifierons avec lui ce qui sera supprimé ainsi que les éventuels manques d'information. Nous pourrions donc être amenés à compléter l'interview si nécessaire. L'interview « finale » sera alors si possible soumise au groupe d'acteurs concerné, dans son ensemble (par exemple un groupe de paysans), en présence du membre du groupe de travail concerné, ce qui permettra notamment de confirmer ou non ses choix, et d'asseoir ou non sa légitimité. Nous parlerons alors de « validations individuelles », au sens d'« une seule catégorie d'acteurs ».

Etape 4 : Validation collective au sein du groupe de travail et choix des images d'appui

Une fois validées individuellement, les interviews seront ensuite montrées au groupe de travail au cours d'une réunion qui aura deux objectifs. Le premier sera d'amorcer un premier

²³⁸ Avec toute la subjectivité qu'un tel jugement comporte

échange autour des représentations propres à chaque catégorie d'acteurs, par confrontation au contenu des interviews. Le second sera de choisir les images qui illustreront les propos tenus par chaque interviewé. Même si le choix définitif de ces images restera principalement du ressort du membre du groupe de travail directement concerné par l'interview, il est intéressant qu'il se fasse en présence des autres membres afin de travailler sur les justifications et les logiques de ces choix. L'image devenant un témoignage destiné à appuyer le discours, il est en effet important de discuter collectivement du bien-fondé de ces arguments visuels. Sur cette base il sera alors possible de commencer à concevoir une ou plusieurs ébauches de scénario ou de scénarii.

Etape 5 : Premier montage de la ou des vidéos

Le montage vidéo étant relativement technique et laborieux, il nous semble irréaliste au regard de la durée de notre intervention de le laisser entièrement aux mains du groupe de travail. Nous réaliserons donc nous-mêmes le premier montage, en se pliant rigoureusement à l'ensemble des choix effectués par le groupe au cours des phases précédentes, même si ceux-ci nous semblent discutables. Ce montage devra rester basique, se contentant de monter les images choisies sur les interviews sélectionnées et de proposer un ordre pour la succession de ces interviews (donc un début de scénarisation de la ou des vidéos). Ces limitations doivent nous permettre de réduire le risque d'introduire un biais lié à des choix esthétiques ou de rythme, inhérents au montage et de nature très suggestive.

Etape 6 : Présentation du premier montage au groupe de travail, identification des corrections et des ajouts éventuels

L'objectif de cette ou de ces réunions sera de vérifier que l'ébauche de montage effectuée à l'étape précédente a effectivement su intégrer les attentes des différents membres du groupe. Ceci devrait également permettre d'éviter les éventuels tollés que pourrait susciter une projection publique à l'ensemble des acteurs concernés (cf. étape 7) en la simulant à petite échelle avec le groupe de travail. Cette étape se traduit concrètement par une démarche itérative de correction (allers-retours entre réunions et table de montage). Le groupe de travail disposera de toute la liberté pour effectuer ses propositions de re-montage qui seront automatiquement intégrées si elles font l'objet d'un consensus. C'est donc à ce moment que le ou les scénarii seront finalisés. Le groupe aura également la charge d'identifier les informations manquantes pour la bonne compréhension de la problématique dans son ensemble, qui pourront le cas échéant conduire à l'écriture collective d'une voix-off destinée à synthétiser habilement ces informations.

Etape 7 : Organisation de réunions multi-acteurs de projection et de discussion autour du ou des films, et possible insertion dans la vidéo de séquences filmées lors de ces réunions

Notre intervention se conclura par l'organisation de réunions publiques de projection-débat auxquelles seront conviés les acteurs locaux du développement territorial. Il s'agira alors pour les spectateurs de valider (ou non) le modèle proposé en vidéo. Un débat sera animé afin de confronter le contenu de la ou des vidéos aux représentations des différents spectateurs. Nous espérons qu'une discussion s'engagera entre les spectateurs, voire entre les spectateurs et les membres du groupe de travail. Si certains points considérés comme importants par le groupe de travail se voient fortement remis en question au cours de la réunion ou que des aspects de la vidéo ne sont pas compris, nous reviendrons une fois encore sur le montage afin de tenir compte des remarques formulées. Ceci nous conduirait alors à réorganiser par la suite une nouvelle réunion multi-acteurs. Ces réunions seront conduites par

un animateur extérieur, de façon à nous laisser la possibilité d'observer attentivement leur déroulement et les comportements des acteurs impliqués.

Au-delà de nos propres objectifs de recherche visant à l'exploration du potentiel du recours à un groupe de travail dans le cadre d'une démarche de VP, l'objectif concret à l'issue de ce processus est bien d'arriver le plus près possible d'un consensus autour d'une manière de présenter la problématique et ses multiples facettes : établir un constat partagé, en quelque sorte. Il s'agira également de discuter les éventuelles suggestions contenues dans les produits vidéo et de favoriser l'émergence de propositions adaptées aux problèmes identifiés collectivement.

Section 2 : Le Protocole d'action effectivement suivi sur le terrain

2.1 Etape 1 : Etude préalable de la problématique locale et analyse du système d'acteurs ; présentation aux acteurs du projet d'animation et de ses objectifs

2.1.1 Une recherche bibliographique laborieuse

Malgré un retard de près de deux semaines par rapport au planning prévisionnel, nous avons consacré un mois entier à la réalisation de cette étude préalable. La recherche bibliographique effectuée d'abord à Quito puis à Tena n'a pas été très fructueuse. Peu d'études ont été faites jusqu'à présent sur la zone du canton de Tena. Les rares rapports réalisés par des institutions équatoriennes (ECORAE, Mairie de Tena, Conseil Provincial) que nous avons pu obtenir nous ont tout de même permis de nous faire une première idée, à grands traits, de la situation locale, notamment en ce qui concerne la démographie, les indices de pauvreté, les niveaux de scolarisation, les principales productions agricoles et non agricoles ainsi que leurs marchés, ou encore l'état des ressources naturelles et des ressources forestières en particulier. Des études plus précises ont pu être obtenues (à l'aide du SIPAE²³⁹ notamment) sur des zones voisines, aux problématiques assez proches, ce qui nous a permis d'affiner notre approche de la situation du canton et de préparer les premiers entretiens avec les acteurs locaux.

2.1.2 Entre entretiens semi-directifs et observation participante dans les communautés et colonies de la zone d'intervention

À partir de nos recherches bibliographiques, nous avons dressé une première liste d'acteurs intervenant sur la gestion et le développement du territoire du canton de Tena, qu'il nous fallait rencontrer. Pour réaliser ces enquêtes, nous nous présentions comme des étudiants en sociologie effectuant pour l'INIAP une étude préalable de la zone et du système d'acteurs locaux, dans le cadre du projet FLOAGRI à venir. Nous prenions soin de ne pas aborder avant la toute fin de l'entretien la démarche vidéo que nous souhaitions mettre en place, afin d'éviter tout type de manipulation de la part des personnes enquêtées, susceptibles de voir en notre intervention un moyen de se mettre en avant. Sans grande surprise nous avons pu constater qu'il était important de mentionner le projet FLOAGRI pour légitimer notre démarche et susciter l'intérêt. Le statut d'étudiants en sociologie nous a permis de poser des questions plus personnelles et d'ordre relationnel, qui auraient pu être perçues comme étant déplacées dans d'autres conditions. Enfin, le fait d'explicitier la démarche vidéo que nous souhaitions mettre en œuvre nous a parfois permis d'intéresser des personnes plus avares de

²³⁹ Système de Recherche sur la Problématique Agraire Equatorienne

leur temps face à de simples étudiants. Les entretiens réalisés nous ont offert de comprendre dans les grandes lignes la façon dont chaque institution percevait la ou les problématiques locales, et les activités que chacune mettait en place afin d'y faire face.

En parallèle de ces acteurs institutionnels nous avons conduit douze enquêtes auprès d'agriculteurs de la zone (kichwas et colons). Pour ce faire, nous avons d'abord participé à des tournées d'achat de cacao avec Kallari afin d'être introduits dans les communautés. Mettre ainsi « la main à la pâte » pour aider les producteurs nous a par la suite réellement facilité le contact avec les paysans. Ils savaient que nous étions proches de leur association et avaient vu que nous étions prêts à donner concrètement un coup de main, au sens propre²⁴⁰. Nous sommes ensuite retournés seuls dans les différentes communautés. La tournée d'achat du cacao nous a permis entre autres d'effectuer un rapide survol des communautés de l'association et de faire une première évaluation à vue des différences et similitudes entre elles (type d'environnement naturel, type d'agriculture, accès aux voies de commercialisation, type de population, accès aux infrastructures sanitaires et d'éducation...). C'est à partir de ces premières visites et des résultats de nos enquêtes que nous avons décidé de limiter notre investigation à deux communautés et leurs environs : Shandia et Sinchiruna Puni Bocana, qui nous semblaient représentatives de la variabilité locale. Nous avons alors passé plusieurs jours de suite dans ces communautés afin d'habituer les gens à notre présence, de prendre le temps de discuter avec eux et d'établir une relation de confiance. Le principe de la vidéo fut discuté assez vite (au bout de deux ou trois jours dans les communautés, à la fin du premier entretien avec les institutions, mais ce n'est que bien plus tard que nous avons sorti la caméra. Les premières interviews filmées n'ont été réalisées qu'après avoir passé au préalable près de deux semaines à discuter avec les paysans.

2.1.3 Une démarche vidéo qui suscite l'intérêt ou la curiosité de tous les acteurs

À l'issue des enquêtes individuelles nous présentons brièvement le processus vidéo et ses objectifs. Personne n'a pris peur devant le concept de « faire un film de façon collective sur la situation locale ». Personne n'a trouvé l'idée grotesque, bien au contraire. Personne non plus n'a semblé intimidé à l'idée d'être filmé. Du côté des institutions il n'y a pas eu véritablement d'enthousiasme immédiat et affiché à participer à ce processus. Les personnes sollicitées répondaient souvent qu'elles trouvaient « l'idée originale et intéressante » et qu'elles y « participeraient volontiers ». Du côté des paysans la réaction fut différente : ils ont rapidement trouvé la démarche intéressante et ludique, ce qui s'explique sans doute par leur fascination pour l'image et la télévision. Pour s'en convaincre il suffit de les voir tous ensemble, femmes, hommes, jeunes et vieux, passer des heures assis devant le poste de télévision de l'unique *tienda*²⁴¹ de la communauté, à regarder des dessins animés ou des *telenovelas*²⁴², alors que l'image est brouillée et les dialogues à peine audibles. Cet endroit constitue un point de ralliement et la télévision y est allumée en permanence. L'idée de faire une vidéo a donc du être associée automatiquement au fait de passer à la télé, ce qui représente pour eux un moyen d'être vu et entendu par un grand nombre de personnes. Ainsi la démarche a vite été considérée par les paysans comme un moyen de diffuser leurs revendications, et notamment auprès de ces institutions « qui ne viennent dans leur communauté qu'en période électorale ». Parallèlement, certains paysans ont dès l'origine perçu la possibilité de constituer une mémoire, une preuve tangible de « la réalité de la situation de leur communauté ».

Il nous semble évident avec le recul que chacun (dans les communautés ou les bureaux) cherchait par sa participation à servir son intérêt personnel avant celui du territoire et de ses habitants. Nous ne cherchons aucunement à porter un jugement sur ces comportements, mais

²⁴⁰ Notre introduction à Shandia s'est d'ailleurs faite par une après-midi de construction de la marquise de séchage du cacao.

²⁴¹ Une minuscule boutique d'alimentation, munie d'un frigo contenant de l'eau et quelques sodas, et vendant allumettes, pâtes, thon et quelques petits biscuits.

²⁴² Séries romantiques sud-américaines à l'eau de rose

au contraire à souligner le fait que la réalisation d'une vidéo semble à même de susciter chez chaque acteur un intérêt particulier, qui lui est propre, et qui le conduit à s'impliquer dans la démarche de VP. La vidéo constitue ainsi, au sens de la théorie des objets intermédiaires, un outil susceptible de faire sens dans chaque mode de représentation de la réalité, dans chaque logique d'acteur, et donc de trouver une place dans de nombreuses stratégies individuelles. Cette caractéristique fait de la vidéo un outil potentiellement fédérateur. Les politiques voyaient dans cette opportunité une occasion de s'attirer la sympathie de la population et de conquérir de nouveaux votes. Les techniciens des institutions quant à eux recherchaient sans doute un moyen de se rapprocher du projet FLOAGRI et considéraient la vidéo comme une bonne opportunité pour mettre en avant leurs compétences et leurs projets, espérant probablement ainsi pouvoir drainer de nouveaux financements ou être associés à de futures activités mises en place. Enfin les paysans voulaient profiter de cette nouvelle tribune pour crier plus haut les revendications de leur communauté, et exprimer leurs véritables besoins, au projet FLOAGRI comme aux pouvoirs publics.

2.2 Etape 2 : Formation d'un groupe de travail

Ce groupe de travail est constitué d'un petit nombre de personnes, jugées représentatives du système d'acteurs par les acteurs eux-mêmes. Il formule les objectifs du film, ébauche les grandes lignes du scénario ou des scénarii et choisit les porte-parole interviewés.

2.2.1 Le choix des membres du groupe de travail

Le nombre important d'acteurs à impliquer explique que nous ne pouvions pas envisager d'avoir plus d'un représentant par institution au risque de ralentir (voire empêcher) le fonctionnement du groupe. Nous avons en revanche convoqué plusieurs représentants par communauté - par souci d'équilibre numérique entre institutionnels et communautaires et par peur de la non venue des paysans du fait des distances à parcourir -. Nous avons souhaité réunir des institutionnels qui ne se connaissaient pas nécessairement, qui ne travaillaient pas sur les mêmes thématiques, ni dans les mêmes zones, ainsi que des paysans de communautés très différentes et éloignées, dans l'objectif de retrouver la richesse des pratiques et des visions existantes dans le cadre du développement rural, et de disposer d'un groupe représentatif de la diversité territoriale locale. Notre hypothèse était qu'il fallait éviter autant que possible que des relations interpersonnelles préexistantes entravent la création de nouveaux liens autour de la construction en vidéo d'une vision du territoire communément admise. Ce parti pris devait nous fournir les moyens d'évaluer l'effet fédérateur de structuration d'un collectif associé à une démarche de VP, et l'impact sur les relations futures entre groupes d'acteurs. Nous avons également invité les deux principales parties prenantes d'un conflit territorial en cours²⁴³, sur lequel il nous semblait intéressant de tester la capacité de la démarche vidéo à favoriser sa résolution, à condition qu'il s'agisse d'un objectif effectivement recherché par le groupe de travail.

Face à la difficulté, dans un laps de temps limité, de mettre en place un processus de sélection adéquat permettant à chaque catégorie d'acteurs de choisir son ou ses représentants au sein du groupe de travail, nous avons en première instance choisi les représentants en fonction des profils-types établis. Notre évaluation de leur légitimité vis-à-vis de leur groupe d'appartenance ne reposait que sur les résultats de notre étude préalable. Une fois réunis à la première réunion, nous nous sommes assurés qu'ils se sentaient à même de représenter leur groupe. Nous leur avons également demandé s'ils estimaient qu'il manquait ou non une ou plusieurs catégories d'acteurs dont la participation serait importante. L'objectif était de s'assurer que le groupe lui-même soit d'accord avec sa constitution. Ce fut le cas, malgré

²⁴³ La communauté de Sinchi Runa Puni Bocana et la fondation Jatun Sacha pour la conservation des ressources forestières, qui contrairement aux autres membres du groupe de travail, présentaient un passif relationnel très fort.

l'absence déplorée par les communautaires de représentants des fédérations, et par tous de représentants de l'Eglise.

Vis-à-vis des leaders paysans, notre approche a consisté en l'implication de plusieurs représentants pour chaque communauté. Nous avons donc convié des dirigeants, des professeurs, des femmes, des jeunes, des responsables d'association et de « simples » communautaires. Ainsi, sans écarter unilatéralement les leaders, nous avons cherché à compenser leur poids dans le groupe de travail par la présence d'autres personnalités tout aussi représentatives, qu'il nous faudrait aider si besoin est à s'exprimer lors des réunions. Du côté des institutionnels nous n'avons pas invité les responsables politiques pour nous concentrer sur les responsables de direction ou de départements techniques impliqués dans les activités de développement en milieu rural, en contact avec le terrain. Bien évidemment personne n'a été forcé de participer et ne sont venus que ceux qui ont été intéressés par la démarche. Notre posture consistait également à permettre à de nouveaux représentants de rejoindre le groupe de travail en cours de route, s'ils le désiraient.

Notons enfin qu'à aucun moment nous n'avons essuyé de critique concernant le choix des participants, que ce soit lors de nos visites de terrains, lors de la réalisation de nos interviews ou au moment des réunions de projection finales. En ce sens les modalités de constitution du groupe de travail, assez dirigistes, n'ont pas constitué un frein à l'acceptation du produit vidéo final. Les questions relatives à la légitimité des porte-parole désignés par le groupe, à son mode de fonctionnement et à son impact sur la diffusion et l'appropriation par le milieu des résultats du processus seront examinées en détail dans le cadre de l'analyse du déroulement des réunions.

2.2.2 L'organisation logistique des réunions

Cette organisation a posé divers problèmes logistiques classiques tels que le choix des dates et horaires, du lieu, ainsi que la manière la plus adéquate pour inviter les participants. Il nous fallait décider de manière arbitraire des conditions d'organisation de la première réunion, alors que par la suite elles devaient être planifiées collectivement.

A- Des paysans plus nombreux que prévus et des représentants institutionnels plus difficiles à impliquer

L'éloignement des communautés kichwas nous a conduits à organiser les réunions à Tena. Les paysans semblaient plus disposés à se déplacer que les membres des institutions, peu enclins à consacrer deux heures de leur temps afin de se rendre dans les communautés. Par ailleurs, pour éviter d'entrer en compétition avec d'autres activités sur l'agenda des acteurs institutionnels, nous avons estimé plus judicieux de programmer la première réunion un samedi matin, le dimanche étant pour sa part réservé au repos, à l'Eglise ou au sport. Face à la difficulté supposée pour les paysans d'assurer une présence assidue (bien que nous nous soyons engagés à leur rembourser les frais de déplacements, ceux-ci impliquent de longue marche dans la forêt pour certains), nous craignons de les retrouver en infériorité numérique par rapport aux membres des institutions, dont la grande majorité vivait à Tena. A notre surprise, c'est l'inverse qui se produisit. Les paysans vinrent nombreux (tous les paysans conviés firent le déplacement, à l'exception du colon) alors que du côté des représentants des institutions, seule la moitié des personnes invitées s'était déplacée. Et parmi elles, tous les représentants des organisations kichwas étaient venus. Les représentants d'institutions « urbaines » ne se sont donc pas impliqués immédiatement²⁴⁴. Cette faible participation de leur part s'explique-t-elle par le fait qu'ils n'étaient pas disposés à prendre du temps sur leur week-end pour ce type d'activité, aussi originale et ludique puisse-t-elle paraître ? Tous nous avaient pourtant assurés de leur venue lors des enquêtes. Certains nous ont reproché par la

²⁴⁴ A la première réunion du groupe de travail seuls étaient présents un représentant de la réserve écologique et le chef de la direction des projets de la Mairie de Tena.

suite de ne pas avoir su mettre les formes dans nos invitations nominatives. Il est vrai que nous les avons rédigées et signées nous-mêmes, sans modèle particulier, sans y insérer le logo de l'INIAP, et surtout sans avoir prévu les deux exemplaires de rigueur afin qu'ils puissent les signer et nous en laisser un en guise de bonne réception. Cet « amateurisme » apparent de notre part, qui fait le pendant de leur bureaucratie un peu poussée, n'a pas joué en notre faveur auprès des institutions pour cette première réunion. Ayant vite compris l'importance de ces procédures nous avons heureusement pu rectifier le tir pour les suivantes, qui ont rassemblé plus de participants. Mais nous ne savons pas si c'est la manière d'inviter qui est responsable de cette affluence ou si ce sont les oui-dire autour de la première réunion qui ont convaincu les autres de rejoindre la dynamique. Il semble que les deux facteurs aient joué concomitamment.

Le fait que certains paysans soient venus accompagnés, ce qui jouait encore en faveur de leur surnombre, peut s'expliquer par la peur de se sentir désarmé face aux membres des institutions, ou encore la peur de ne pas réussir à représenter comme il le faudrait les intérêts de la communauté dans cet exercice inconnu. Notons que les leaders d'institutions invités (comme le secrétaire général de Kallari) sont quant à eux venus seuls, confiants de leurs capacités. On peut aussi bien sûr penser que certains paysans ont voulu profiter de notre proposition de remboursement des frais de déplacement, bien que la réunion ne leur laissait que très peu de temps en ville. Toujours est-il qu'ils ont très largement participé au processus d'élaboration de la vidéo et se sont volontiers prêtés au jeu qui a duré près de quatre heures. Notons que les femmes et les jeunes ont très peu pris la parole au cours des réunions, malgré nos relances régulières.

B- Le choix d'un lieu « neutre », non assimilé à un groupe d'acteurs

Désireux de choisir un lieu de réunion relativement « neutre », afin de ne pas risquer d'attribuer involontairement à l'un ou l'autre des participants une position dominante (ou dominée) au sein du groupe de travail, nous nous sommes installés dans le local d'un bar du quartier populaire de Tena entièrement loué pour l'occasion, près de la gare routière. Si ce choix semble n'avoir choqué aucun des participants, de leur côté les responsables du projet FLOAGRI ont été un peu gênés de constater après coup (puisqu'ils n'ont pas assisté à la première réunion) que nous travaillions dans un tel endroit. Si d'autres lieux auraient pu tout aussi bien convenir, l'absence de connotation recherchée semble avoir été satisfaite. Les dimensions de la salle étaient parfaitement adaptées au nombre de participants et ont selon nous favorisé l'expression du plus grand nombre, tout comme le caractère totalement désacralisé du local, sur les murs duquel des posters de voiture et de paysages alpins côtoyaient celui d'Ernesto Guevara.

C- Un difficile équilibre entre le degré de participation souhaité et les « pesanteurs » de la démarche

Nous regrettons qu'il n'y ait pas eu plus de constance dans la composition du groupe de travail lors des réunions suivantes : certains participants ne sont pas venus à toutes, envoyant ou non d'autres représentants à leur place. Cette inconstance n'a évidemment pas facilité notre travail sur l'évolution des relations au sein du groupe et nous a quelques fois amenés à revenir sur des choses déjà discutées lors d'une précédente réunion.

Nous avons organisé au total trois rencontres du groupe, espacées chacune de trois semaines, ce qui est déjà beaucoup si l'on souhaite éviter l'épuisement des motivations de chacun et un excès d'absentéisme. Car il faut reconnaître que ces réunions étaient assez longues et assez rapprochées. D'une durée moyenne de 3 heures et demi, elles se déroulaient sur une matinée. Il aurait été difficile voire nuisible en terme de participation de les rallonger encore. Et pourtant il n'a pas été facile d'atteindre l'ensemble des objectifs fixés à chaque séance, ce qui nous a finalement amenés à sortir de notre réserve et à prendre plus d'initiatives sur l'élaboration de la vidéo. Si à nos yeux la participation est un facteur

important pour la réussite à long terme des activités d'appui au développement, elle peut se révéler très lourde à mettre en place, surtout lorsqu'on la souhaite totale. Elle peut ainsi conduire au découragement de certains acteurs qui se retirent progressivement du processus engagé. En d'autres termes, « trop de participation peut nuire à la participation ». Il semble clair avec le recul que nous aurions gagné à raccourcir ces réunions pour ne pas risquer d'épuiser l'implication des uns et des autres. Mais notre objectif de laisser aux mains du groupe de travail le plus grand nombre possible de décisions relatives à la construction de l'outil vidéo impliquait bel et bien des réunions très chargées (ou plus nombreuses).

2.2.3 Analyse du déroulement de la première réunion du groupe de travail

A- La réunion en quelques chiffres

La première réunion du groupe de travail a réuni 17 personnes (nous incluant comme animateurs) assimilables à 11 catégories d'acteurs différentes. Six communautés distinctes étaient représentées, ainsi que trois associations communautaires (Kallari, Suyu Warmi et Ricancie) et un comité paroissial. Seuls deux représentants d'institutions ont participé à cette première rencontre : un de la mairie et un de la fondation Jatun Sacha. Sur les 17 participants on comptait quatre femmes et deux jeunes. La réunion a duré au total un peu moins de 4 heures.

Pour des raisons de longueurs des annexes, nous ne présentons pas les retranscriptions complètes de ces réunions ou des réunions de projection (plusieurs centaines de pages) et appuyons notre discours sur des citations. Les personnes intéressées peuvent nous contacter.

B- « Les absents ont toujours tort »

Par rapport à la liste des personnes formellement invitées, 8 catégories d'acteurs ont décliné l'invitation alors que la plupart nous avaient assuré de leur présence : 7 sont institutionnelles (ECORAE, Conseil Provincial, Direction Municipale du Tourisme, Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Environnement, le projet CAVACOF, le FLOAGRI) tandis que la dernière correspond aux colons, dont l'éloignement peut expliquer l'absence, contrairement aux autres. Ces manques ont eu 3 conséquences majeures sur le déroulement de la réunion :

- La supériorité numérique des représentants des communautés et organisations kichwas face aux représentants des institutions, qui par la suite a forcément eu une incidence sur le choix des thématiques et sur le choix des personnes à interviewer. Ceci explique sans doute la faible remise en question des pratiques, de l'état d'esprit et des besoins exprimés par les communautaires dans le cadre de cet atelier. Seul le représentant de la Mairie de Tena a évoqué l'existence d'un certain paternalisme entre la population indienne et les autorités locales.
- L'absence des représentants institutionnels a été fortement regrettée par les communautaires présents qui attendaient beaucoup de cet espace de rencontre et de discussion que nous avons constitué. Pour illustrer cette déception, citons quelques interventions significatives :

"Les institutions sont très importantes, elles doivent participer à ce travail. On doit travailler ensemble entre communautés, organisations et institutions, pour faire, je ne sais pas, un travail collectif. C'est ça qui serait intéressant." (Ricardo, Capirona / Ricancie)

« [...] Ca aurait été important que toutes les institutions soient présentes pour faire ce document... ce documentaire ; finalement ils auraient pu être témoins, non? Et puis, comme nous allons exprimer nos besoins, en participant à cette réunion ils auraient pu constater ces besoins. Nous aurions également pu procéder à une espèce d'évaluation des

institutions, et voir de quelle manière ils nous ont concrètement aidés nous autres, les communautés... Et de cette façon ils auraient pu être témoins de tout ce qui se serait dit ici pour élaborer le documentaire, [...] c'est pourquoi je considère comme très important que tous participent à ce travail. » (Augusto, Professeur de Puni Bocana)

Ces remarques démontrent que la motivation première des communautaires pour participer à cette démarche était justement de pouvoir bénéficier d'un espace de discussion où les diverses institutions locales impliquées dans le développement du territoire étaient enfin réunies. A l'inverse, l'absence de presque tous les représentants de ces institutions démontre quelque part leur faible envie de discuter ou de rencontrer les autres acteurs ; beaucoup affichaient d'ailleurs lors des entretiens une certaine conviction de savoir déjà pertinemment ce qui est bon ou pas pour les communautés. Cela s'est ressenti dans l'une des interventions du représentant de la mairie :

« "Identifier les besoins de la population" c'est... cela est assez basique, assez simple, il n'y a pas besoin d'enquêter profondément parce que c'est à la lumière du jour! C'est tellement évident. Donc ce que nous pouvons faire au travers du film c'est faire des études de cas plus spécifiques, avec des données, des données d'ailleurs que le gouvernement municipal a déjà et les organiser dans un format disons... graphique » (Ulises, Mairie de Tena)

- L'absence de tout membre de la future équipe du projet FLOAGRI a également constitué un frein important pour la bonne dynamique de cette première réunion, et a sans doute entamé quelque peu notre légitimité. Plusieurs participants ont ainsi demandé, malgré notre brève introduction, qu'on leur communique plus d'informations sur ce que serait concrètement ce projet FLOAGRI. Ainsi, il fut également demandé à deux reprises qu'un descriptif du projet soit présenté dans le film, de façon à informer les spectateurs. L'idée que le projet était encore en cours d'élaboration et que le travail collectif de construction de la vidéo visait justement à définir ses axes d'intervention n'a pas été bien comprise par l'assistance, finalement trop peu habituée à cette façon de procéder consistant à mettre en évidence les besoins depuis la base pour pouvoir les prendre en compte.

"Il faudrait aussi que l'on ait une explication de ce qu'est le FLOAGRI, non ? Je crois que c'est important, je ne sais pas si ici les autres connaissent ce projet... j'imagine qu'il y a déjà eu d'autres réunions avant à ce sujet, mais il faudrait que l'on puisse voir dans le film ce qu'est ce projet, quels sont ses objectifs, ses intérêts." (Ulises, Mairie de Tena)

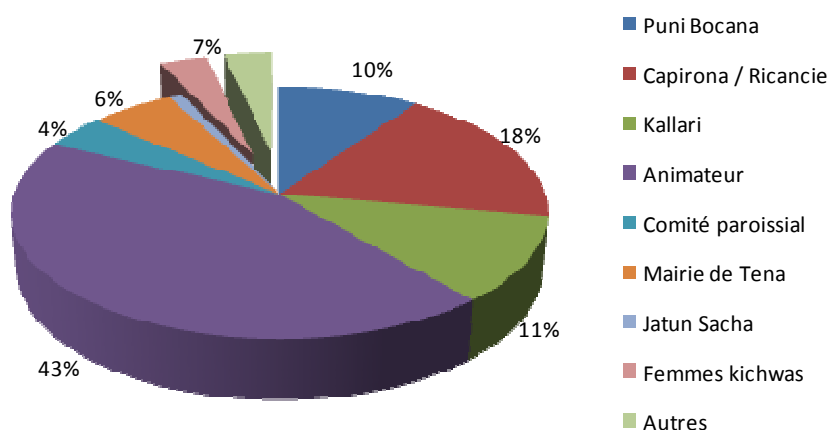
C- Des degrés d'engagement différents entre les participants

Les deux graphiques présentés ci-dessous (fig. 15) permettent de se faire une idée du déroulement des échanges ayant eus lieu durant cette réunion, en illustrant l'engagement relatif de chacun dans le travail collectif. Pour ce faire, nous avons considéré d'une part le nombre d'interventions (prises de parole) attribuables aux différentes catégories d'acteurs, et d'autre part la longueur de chaque intervention (l'unité considérée est alors le nombre de lignes obtenues après retranscription du contenu des échanges). Le discours de bienvenue de l'animateur et le tour de table de présentation n'ont pas été pris en compte. Par souci de clarté nous avons décidé de regrouper certains participants qui ne se sont que très peu exprimés. Ces graphiques mettent en évidence trois points caractéristiques du déroulement de cette première réunion :

- L'importance de l'animation. On constate en effet qu'un tiers du temps de parole est occupé par l'animateur. Son rôle est considérable. Il doit présenter les objectifs de la réunion, reformuler les apports de chacun pour s'assurer de la compréhension et de l'accord des autres participants, distribuer la parole, etc.

- La prédominance de 4 individus lors des échanges (le représentant de Kallari, le représentant de Capirona associé à l'entreprise Ricancie, le représentant de la Mairie de Tena, et un professeur de la communauté de Puni Bocana). Malgré les efforts de l'animateur pour favoriser l'expression des autres participants, ces 4 individus ont occupé à eux seuls presque 60% du temps de parole. Ceci s'explique par une plus grande aisance orale et sans doute également une plus grande habitude des réunions.
- Une faible participation des « simples » producteurs et des jeunes, qu'ils soient de Puni Bocana ou de Shandia. Nous avons regroupé ces 5 personnes (dont deux jeunes communautaires) sous l'appellation « Autres ». De même, malgré leur forte présence, les femmes se sont faites discrètes durant la réunion, ce que certains ont explicitement attribué à leur manque d'expérience dans ce type d'ateliers de travail. Ces deux groupes représentent seulement 7 % des prises de parole et 4 % du temps de parole.

Répartition des prises de parole entre les participants à la première réunion du groupe de travail



Répartition des temps de parole entre les participants à la première réunion du groupe de travail

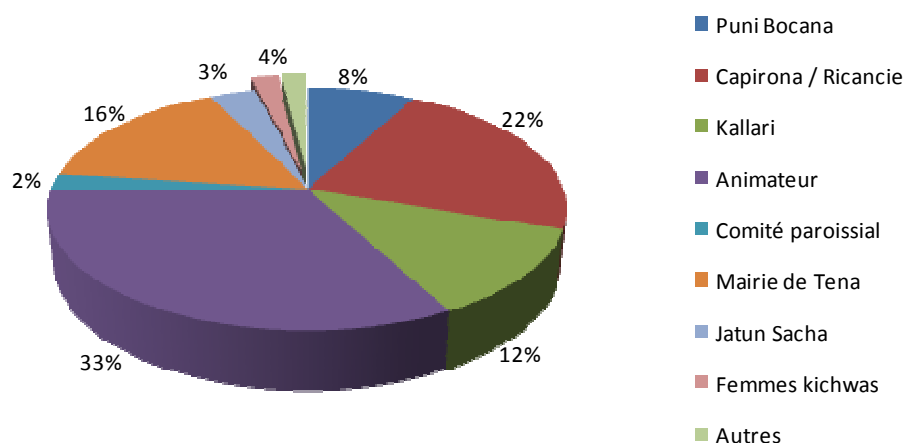


Figure 15 : interventions lors de la première réunion du groupe de travail à Tena

D- Des attentes vis-à-vis du travail vidéo collectif qui se construisent au fur et à mesure de l'avancement de la réunion

Alors qu'il est clair au regard de nos explications préalables, volontairement lacunaires, que les membres du groupe de travail se sont engagés dans le processus sans savoir réellement quel pourrait être leur intérêt à le faire, nous avons assisté lors de cette première réunion à la construction d'attentes spécifiques au sein du groupe. Cette émergence démontre que la démarche proposée ne laisse pas indifférent, qu'elle interpelle au contraire chaque acteur et de façon souvent différente. Sans savoir vers quoi le collectif se dirige précisément, chacun s' imagine progressivement ce que cet aboutissement pourrait être et élabore ses attentes en fonction. Nous illustrons au travers de quelques citations toute la diversité de ces nouvelles attentes :

- Mettre en évidence le besoin de construire une vision commune de ce que doit être l'appui au développement territorial et s'accorder dessus avec tous les acteurs

« L'un des problèmes que j'ai pu identifier dans mon travail à la Mairie, c'est que finalement chaque organisation a développé sa propre vision de ce qu'est le développement des communautés. [...] et tout se passe comme si nous...étions en train de gaspiller le peu de ressources économiques, techniques et humaines dont nous disposons. Nous les dilapidons ! Parce que parfois dans une seule communauté vont être présentes quatre ou cinq organisations différentes [...] mon souhait serait d'établir clairement que parfois il existe une suroffre de services pour une seule et même communauté, ce qui ne peut que la désorganiser » (Ulises, Mairie de Tena)

- Favoriser un rapprochement entre acteurs

« Et c'est tout ce que les gens réclament aujourd'hui, qu'il y ait effectivement ce travail commun entre communautés et fondations. Qu'il y ait des bénéfices, des avantages pour les communautés. C'est un sujet sur lequel il faut discuter. Il faut se rencontrer, parce que parfois, à mon époque [...] on réussissait à mettre en place certains ateliers [...]. Mais il y a eu des difficultés de coordination entre instances dirigeantes, et les actions, les processus n'ont pas vraiment été lancés. Il faudrait pouvoir s'asseoir de nouveau ensemble et discuter. » (Diego, Kallari)

- Utiliser la vidéo pour obtenir des informations difficiles d'accès, et les diffuser auprès de la population

« Et eux [la fondation Jatun Sacha], même si je ne suis pas expert de tout ça, ils travaillent sur la valorisation de toute cette richesse qu'ils ont à l'intérieur, à travers la botanique, la biologie. S'il est clair que nous participons de la protection de l'environnement et que nous le faisons bien, alors qu'ils nous fassent connaître ce qu'ils font à l'intérieur. » (Roberto, Capirona / Ricancie)

« Ce serait bien et même important qu'à l'occasion de ce film, les différentes institutions démontrent ce qu'elles ont pu faire dans les diverses communautés. » (Roberto, Capirona / Ricancie)

- Utiliser la vidéo pour échanger des expériences, des savoir-faire entre communautaires

« Il me semble important de connaître leurs points de vue [Ricancie], car ils ont de l'expérience. Voir si leur activité est lucrative : cela pourrait intéresser une communauté qui souhaiterait éventuellement se lancer dans ce type d'activité, ce type d'alternative. Je pense qu'il est important que Ricancie nous fasse connaître comment ils travaillent dans l'écotourisme, qu'ils nous fassent partager leur expérience. » (Augusto, professeur à Puni)

La manifestation spontanée de ces attentes démontre que malgré le flou initial, la démarche proposée prend rapidement un sens auprès de chaque acteur.

E - Un angle d'approche très large qui d'un côté alourdit la démarche, mais de l'autre autorise une plus grande appropriation du contenu des échanges par les participants

L'ordre du jour de la réunion comprenait 3 points : identifier les principaux thèmes qui devront être traités dans la vidéo ; identifier quelles seront les personnes à interviewer sur ces thèmes ; faire le bilan de la réunion et planifier la prochaine. Cette seule réunion nous a semblée bien courte pour remplir ces objectifs sans que le groupe ne soit trop influencé par l'animation. Face à un sujet aussi vaste que « le développement territorial », les thèmes à aborder se sont révélés très nombreux et tous aussi complexes les uns que les autres²⁴⁵. Si nous estimons dans l'ensemble avoir réussi à faire s'exprimer le groupe sur ces sujets, il nous semble qu'il aurait été constructif de pouvoir approfondir un peu plus chacun d'entre eux. Les échanges auraient sans doute pu être plus précis et plus riches. Mais voulant absolument, pour chaque thème, identifier collectivement les personnes ressources à interviewer, nous avons du souvent écourter les discussions. Et malgré cet effort nous n'avons pas eu beaucoup de temps pour cette deuxième étape. Nous nous sommes en effet contentés dans la plupart des cas de décrire des types d'acteurs qu'il nous faudrait rencontrer, et nous n'avons pas non plus réussi à effectuer ce travail pour tous les thèmes. Cette incapacité à atteindre les objectifs que nous nous étions fixés nous amène à considérer deux options d'amélioration : soit être en mesure d'organiser deux réunions, une première pour identifier précisément les thèmes et une seconde pour déterminer les personnes à interviewer et les questions à leur poser ; soit n'organiser qu'une seule réunion et se concentrer essentiellement sur les thèmes à traiter si le sujet est vaste, ou alors sur les personnes à interviewer si les contours du sujet à analyser sont déjà définis. On pourrait évidemment choisir un thème moins englobant dès le départ.

Malgré tout, le fait d'avoir abordé la discussion collective par un thème aussi vaste que celui du développement territorial nous a permis de percevoir ce qui était réellement important aux yeux des participants : la sauvegarde d'un certain patrimoine culturel, les voies de communication, les filières de commercialisation et les prix de vente des produits, ainsi que la problématique de la déforestation et de l'opposition trop fréquente entre conservation de la forêt et développement des communautés. Ces thèmes sont réellement sortis de façon spontanée de la discussion collective. Ceci n'aurait sans doute pas pu se produire si nous avions adopté une porte d'entrée plus étroite. Susciter la pleine participation des acteurs locaux signifie leur laisser une marge de manœuvre suffisamment importante pour recentrer l'activité déployée, ce qui suppose de ne pas trop orienter le sens des débats au départ. Mais ce positionnement, nous l'avons vu, est difficilement compatible avec des limitations temporelles trop fortes. Ceci explique également pourquoi nous avons été amenés parfois à influencer le cours des échanges.

F - Une influence de l'animation, qu'il faut reconnaître et s'efforcer de maîtriser

Cette influence n'a pas été très importante de notre point de vue, mais l'expérience nous a montré qu'il est difficile de s'en affranchir totalement. Il nous faut donc la reconnaître et la caractériser. Même si nos quelques propositions n'étaient que des suggestions présentées comme telles, et que nous étions tout à fait prêts à ce qu'elles soient purement et simplement rejetées par le groupe, la position d'animateur, fréquemment associée au statut « d'expert », explique que nos conseils aient été écoutés avec une attention décuplée. C'est ainsi par exemple que sans intervention de notre part il est probable que le groupe de travail n'aurait jamais formulé le souhait que la vidéo s'intéresse au mode de vie des colons, absents de la

²⁴⁵ L'entrée « développement territorial » a donné lieu à un catalogue de sujets mentionnés par le groupe, allant de la disparition des singes aux pratiques des sages-femmes...

salle, et leur donne la parole. En revanche, s'il est vrai que nous avons les premiers proposé d'aborder le thème du tourisme dans la vidéo, dans le but d'accélérer le déroulement des échanges, il est peu probable que cette question eut été laissée de côté par le groupe.

Le fait que les interventions du ou des animateurs bénéficient d'une écoute particulière nous invite à prendre conscience de ce pouvoir et à tout faire pour en limiter les utilisations abusives. Cela implique notamment de mettre les formes pour évoquer nos propres impressions, dont il faut par ailleurs souligner le caractère « profane » (les membres du groupe de travail sont plus experts de la situation locale que nous). Enfin il faut s'efforcer de ne chercher qu'à anticiper les réflexions et attentes des membres du groupe de travail sans imposer son propre jugement de la situation. Ainsi, une suggestion pourrait être formulée de la façon suivante, comme nous l'avons fait durant cette première réunion : « *il est intéressant de constater que vous n'avez pas du tout évoqué aujourd'hui la question des colons... est-ce volontaire de votre part, ou est-ce simplement un oubli ?* » (Animateur). Personnellement nous ne considérons pas ce type d'intervention comme de la manipulation, tant qu'il s'agit simplement de permettre au groupe de faire ses choix en toute connaissance de cause. Par ailleurs, comme nous le verrons au moment de l'analyse de la réunion multi-acteurs, un tel investissement de la part des intervenants vidéo est souvent attendu par les membres du groupe de travail. Il faut en revanche qu'il soit pleinement contrôlé, ce qui relève alors de l'expérience et de l'éthique propre à chaque intervenant. Il est même de la responsabilité de l'animateur de chercher à remettre en cause les différents choix du groupe de travail pour pousser la réflexion collective, et obliger les uns et les autres à se saisir d'un registre de justification plus universel, à même d'être discuté par l'ensemble des participants.

G - Emergence d'un véritable échange qui permet de faire surgir de l'information

Cette première réunion du groupe de travail fut l'occasion de vérifier l'intérêt d'une démarche visant à faire discuter des acteurs différents pour s'accorder sur une certaine approche d'une problématique donnée. Premier constat : la discussion a été possible, même si certains acteurs se sont faits plus discrets que d'autres. Tout le monde a pu s'exprimer sans que les échanges ne s'enveniment, même s'il y avait parfois de fortes divergences de vues entre participants. Il nous semble que l'atmosphère conviviale de travail autour de ce projet original de construction collective d'une vidéo a facilité l'expression de certaines opinions. Tous aspiraient finalement à un objectif commun : décrire fidèlement la situation locale. Par exemple, nous pouvons citer cette intervention prononcée très calmement par un paysan kichwa lors de la réunion, en présence d'un représentant de la fondation Jatun Sacha :

« Et pourtant il y a eu la mise en place de la fondation Jatun Sacha. Bien que ce territoire appartienne à des communautés il a été vendu à la fondation. Donc aujourd'hui ces communautés ne le possèdent plus. [...] Même s'ils ne nous ont pas vraiment envahit, ils nous ont arnaqués et ont récupéré ce territoire. Je le dirais comme ça. » (Roberto, Ricancie)

Ceci étant, rappelons qu'il n'y avait pas non plus une très grande diversité d'acteurs à cette réunion, ce qui a facilité la mise en œuvre d'un échange courtois. À plusieurs reprises nous avons observé un acteur nourrir la réflexion collective en évoquant sa propre expérience. Ce fut notamment le cas de Diego (Coordinateur général de Kallari) qui a évoqué son parcours professionnel au sein d'une fédération indigène pour expliquer les rapports qui existaient à l'origine entre celle-ci et les fondations écologiques désireuses de s'installer dans la région ; ou encore d'Ulises (Mairie de Tena) qui a présenté son précédent travail auprès des indiens Shuars de la province de Morona Santiago afin d'illustrer sa perception de l'état d'esprit des indigènes et la nécessité de le faire évoluer en rapport avec les contraintes du monde moderne. Petit à petit un véritable échange s'est créé durant cette réunion et le résultat de cet échange était plus que la simple somme des points de vue des uns des autres. Au travers du dialogue, ce sont des perspectives, des idées nouvelles qui ont surgi grâce aux autres.

Sans parler d'évolution des points de vue au cours de cette seule réunion, on peut souligner l'efficacité d'un système collectif d'association d'idées qui renvoie chacun à sa propre perception de la réalité et lui permet de venir enrichir la discussion, notamment en mettant en évidence des points importants jusque là mis de côté. A titre d'exemple nous pouvons citer la séquence suivante, qui selon nous illustre par sa diversité émotionnelle (trait d'humour ironique, suivi d'une précision historique, puis d'un recentrage par rapport au débat) la richesse de ce type d'échanges pluri-acteurs :

*" Le problème est que l'activité économique kichwa est une simple activité de subsistance [...] Les femmes oui, elles savaient économiser et prévoir. Par contre les hommes eux étaient de vrais paniers percés. Je ne sais pas si c'est une question de culture, ou autre chose, mais ce problème de gestion de l'activité économique est critique chez nous. Jusqu'à aujourd'hui encore, je ne peux pas garder mon argent, mes poches sont trouées, camarades ! (rires)...
(Diego, Kallari)*

Nos anciens, nos grands parents savaient conserver leur argent. Par exemple en cherchant de l'or, ils mettaient de l'argent de côté qu'il gardait dans une calebasse ou dans un trou dans la terre. C'est comme ça qu'ils économisaient, pour ensuite pouvoir s'en servir pour acheter de quoi manger. C'était comme ça dans le temps. (Serafina, agricultrice)

C'est très important ce que vient de dire notre camarade, non? Au sujet des activités, je pense qu'il nous faudrait inclure aussi ... au niveau de l'agriculture il faudrait aussi inclure l'orpaillage, même si cette activité a fortement diminué récemment. (Roberto, Ricancie) »

Cette séquence restitue de manière courte l'instauration d'un dialogue entre les membres du groupe de travail, sans qu'il n'y ait aucune intervention de la part de l'animateur, et montre comment ce dialogue permet de faire surgir de l'information. D'autres échanges de ce type ont abouti par exemple à formuler l'importance de la diversification des espèces cultivées dans le système de production kichwa ou encore à évoquer la lassitude des habitants de la zone face aux affrontements politiques entre conseil provincial et mairie.

« Aucune des ces deux institutions, la mairie comme le conseil provincial, n'admettrons jamais qu'ils se battent l'une contre l'autre. Les seuls qui voient ce qui se passe ce sont les gens du peuple. Mais ce qui doit être clair dans le film, c'est que toutes ces activités de développement sont manipulées par la politique. Quand on va voir telle institution, ils nous disent non, ça ne nous regarde pas, il faut aller voir la mairie. On y va et là bas ils nous disent que c'est du ressort du conseil provincial. » (Roberto, Ricancie)

Malgré tout, nous avons été frappés par le caractère très discipliné des réunions du groupe de travail. Bien que les points de vue fussent parfois en franche opposition, les débats n'ont jamais tourné à la dispute. Les participants ne se sont jamais coupé la parole, le ton n'est pas monté. Mais nous avons surtout été surpris de constater qu'il n'y avait pas de dialogue direct qui s'installait entre les participants : chaque intervention (ou presque) était adressée à l'animateur, qu'elle vise ou non à répondre, compléter ou corriger l'intervention précédente. D'un côté cette atmosphère calme et disciplinée (s'expliquant par des raisons d'ordre socioculturel, totalement indépendantes du recours à la vidéo) pouvait sembler propice à la réflexion collective et à l'échange de points de vue. Mais sans véritable dialogue, au sens d'échanges directs et spontanés d'arguments, on peut s'interroger quant à la possibilité d'un cheminement réel dans les modes de raisonnements des uns et des autres. Cette organisation et cette réserve masquent sans doute certaines inhibitions (au cours des deux sessions suivantes nous avons constaté plus d'échanges directs). Ceci s'observe en particulier chez les paysans, toujours très revendicateurs dans leur communautés et qui, en face des représentants des institutions lors des réunions, se font plus discrets et moins virulents. Nous verrons que lorsqu'une de ces revendications est exprimée au préalable dans

une interview, les choses tendent à évoluer comme si l'abcès était percé : la parole paysanne est en quelque sorte « libérée » et certains participants se manifestent pour appuyer l'interview en question. Ce fut le cas lorsque la question des relations clientélistes entre autorités politiques locales et agriculteurs ou celle de l'absence de véritable projet politique à moyen terme pour le développement de la zone ont été abordées dans les réunions suivantes. Il en fut de même au sujet du conflit opposant la fondation Jatun Sacha à la communauté de Puni Bocana : systématiquement, après chaque visionnage de la partie de la vidéo traitant de ce sujet, un représentant de la communauté exposait publiquement son mécontentement vis-à-vis de la position de Jatun Sacha et réitérait sa demande d'appui auprès de la fondation et des autorités compétentes.

H - Un investissement grandissant des membres du groupe de travail dans la construction de la vidéo

Alors que le démarrage de la réunion fut quelque peu laborieux, les participants ne voyant pas bien où nous voulions en venir, il est devenu évident au fur et à mesure de son déroulement que les participants s'approprièrent progressivement le processus. Nous en avons été convaincus en constatant leur capacité à se projeter spontanément jusqu'aux étapes de scénarisation et de montage de la vidéo. Pour s'en convaincre voici quelques citations extraites de la transcription de la réunion :

« Comment pourrait commencer la présentation ? Personnellement j' imagine cette présentation expliquant tout d'abord qu'il y a un projet qui s'appelle FLOAGRI qui va travailler dans les communautés des fleuves Jatun Yacu, Napo, Talag, Arajuno et Puni, en les montrant sur une carte en descendant progressivement. Puis montrer tout ce dont parlait Diego et notre camarade là-bas : les coutumes, habitudes, traditions, légendes, comment est la vie quotidienne des populations qui habitent ces communautés... » (Ulises, Mairie de Tena)

« Pour le thème de la coupe du bois, il faudrait ne pas le filmer de façon agressive, mais au contraire en montrer la nécessité pour les populations locales. » (Roberto, Ricancie)

Au-delà du film, la finalité même de la démarche (construire une vision partagée de la situation) a été approuvée à diverses reprises par les participants.

"Je crois aussi qu'il serait important que le film montre la vision que les gens ont du futur; parce qu'il faut comprendre ce que l'on veut vraiment. Que veut Pedro, que veulent nos femmes, qu'est-ce que je veux moi ? Ma vision du futur en tant qu'employé municipal peut être très différente de ce que vous voulez vous, c'est sûr même. L'important est d'essayer de comprendre toutes ces visions pour essayer de les réunir derrière un seul point de vue, et chercher ensemble... ce qui nous unit plutôt que ce qui nous différencie. » (Ulises, Mairie de Tena)

« Il faut que l'on donne la parole à notre jeunesse, car elle peut apporter une vision très positive du « vivre ensemble ». C'est important, et cela peut être un homme ou une femme » (Roberto, Ricancie)

"Des jeunes, comme des enfants, des personnes âgées, tous doivent être présents dans le film de façon à ce que l'information soit... complète. Et même dans ce groupe de travail, nous ne sommes que quelques uns pas plus, il en manque encore beaucoup pour pouvoir bien analyser la situation. Chacun a son point de vue, ses idées [...] Il faut que nous réunissions plus de gens." (Guillermina, Suyu Warmi)

L'appropriation progressive de la démarche par les membres du groupe de travail a atteint son point culminant lorsqu'ils ont insisté pour qu'au moins une partie du film soit en

kichwa et soit ainsi accessible à l'ensemble des habitants de la zone, puis lorsqu'ils se sont demandés d'eux-mêmes quel pourrait bien être le titre de leur futur film :

« Nous avons vu plein de choses qui seront abordées dans le film : les communautés, les shamans, les sages femmes, etc. Mais il faut surtout que ceci soit transmis en castillan et en kichwa. C'est surtout ça l'important pour que cela puisse être compris. » (Guillermina, Suyu Warmi)

« il faudrait qu'au moins certaines interviews soient en kichwa. Quel honneur ce serait pour moi que tout le film soit en kichwa ! Parce que chez nous tout est oral et nous ne disposons d'aucun type de matériel comme la vidéo qui soit dans notre langue. » (Roberto, Ricancie)

« Tout est bien. Les thèmes sont biens, super. Ce que je voudrais maintenant c'est choisir un nom pour le film. Un nom qui englobe tous les thèmes. » (Diego, Kallari)

Globalement il semble que la démarche proposée ait trouvé une accroche assez importante auprès de la population locale, ce qui fut confirmé par la participation observée lors de la seconde réunion.

« Pour moi ce sont des thèmes très importants. Ce travail que vous faites va refléter la réalité de façon à donner comme un coup de poing à nos autorités, à ceux qui vivent ici dans le secteur urbain. Qu'ils se rendent compte de ce que nous méritons. Dans nos communautés nous vivons sans électricité, sans route, sans services de base. Ce travail vidéo va permettre de rechercher les alternatives auprès des autorités. Je le considère donc comme important. Nous l'avons vu en revanche, il manque également que les autorités participent à ce travail, il faut les impliquer plus. » (Roberto, Ricancie)

2.3 Etape 3 : Tournage des premières interviews et validations individuelles auprès de chaque acteur

2.3.1 La présence de la caméra n'intimide pas les paysans

Après avoir pris le temps d'expliquer la démarche de VP, nous avons toujours pu réaliser les interviews requises (exception faite du maire de Tena et de la préfète de la province Napo, trop peu disponibles). La plupart des personnes interviewées ont d'ailleurs semblé amusées et/ou flattées d'avoir été choisies comme porte-parole. Et certains ont vite compris l'intérêt de pouvoir s'exprimer ainsi sur leurs conditions de vie, leur travail, ou sur leurs rapports avec d'autres acteurs, n'hésitant pas à dénoncer l'impact de la politisation, la difficulté d'accéder à des points de vente sur les marchés locaux, la nécessité de la vente du bois, etc., autant de positions un peu fortes qui ne sortaient pas de manière aussi claire en réunion du groupe de travail. Au-delà de nos questions beaucoup en ont ainsi profité pour ajouter ce qu'ils jugeaient important, qu'il s'agisse de revendications, de diagnostics personnels ou simplement d'éléments complémentaires de compréhension de la problématique locale. Il semble donc que les personnes interviewées aient cherché à tirer pleinement profit de ce moyen de diffusion de leurs points de vue, que nous mettions à leur disposition pour la première fois.

2.3.2 L'impossibilité, faute de temps, de réaliser les validations individuelles

Nous n'avons pas pu réaliser les validations dites « individuelles » initialement prévues. Celles-ci auraient exigé l'organisation de réunions supplémentaires (plus ou moins formelles), ce qui n'était pas réalisable dans le temps imparti et aurait alourdi un peu plus encore le déroulement de notre intervention. Nous avons tout de même pu procéder à des validations

individuelles partielles, en vérifiant auprès de chaque personne interviewée qu'elle était pleinement satisfaite de ses réponses et ne s'opposait pas à ce que l'on ne se serve que de quelques secondes de notre choix. Nous leur avons également laissé toute liberté pour ajouter un commentaire, et leur avons systématiquement proposé de visionner l'interview, en totalité ou non. Seuls certains représentants institutionnels ont demandé à voir leur interview avant de nous autoriser à utiliser leurs propos. Une personne a même été jusqu'à filmer avec sa propre caméra le déroulement de l'entretien pour s'assurer qu'il n'y aurait pas manipulation de son discours... Personne ne nous a interdit l'utilisation de tout ou partie de son interview à l'exception du directeur du service des ouvrages publics du Conseil Provincial qui a estimé, sur un point très particulier, s'être exprimé sans être suffisamment au fait de la situation et a donc demandé qu'on n'utilise pas ce passage lors du montage.

2.3.3 L'importance pour les acteurs de pouvoir s'exprimer dans leur propre langue

Le groupe de travail nous a explicitement demandé que la vidéo contienne au moins quelques interviews en kichwa. Nous avons donc interviewé un ancien dans cette langue afin qu'il nous raconte l'histoire de son village, et nous avons sollicité l'aide d'un membre de la communauté pour la traduction. Nous avons ainsi pu constater combien il est difficile de mener ce type d'interview sans l'appui d'un traducteur professionnel, ou au moins étranger à la problématique abordée. D'une part, l'entretien semi-directif suppose l'établissement d'une discussion avec l'interviewé, et donc d'être en mesure de réagir à ses réponses, ce qui dépend pleinement de la qualité de la traduction simultanée. D'autre part, lorsque le traducteur est lui-même concerné par la problématique, il faut être sûr qu'il n'influence pas l'interview, que ce soit en modifiant légèrement les questions lors de la traduction, ou au contraire en modifiant ou complétant de sa propre initiative les réponses de l'interviewé. Lors de notre première interview en kichwa nous avons pâti de ces deux travers. Le traducteur que nous avons sollicité, en l'occurrence un des fils de l'ancien que l'on souhaitait interviewer, s'est senti contraint d'inventer pratiquement les réponses trop imprécises et évasives de son père en utilisant sa propre connaissance de l'histoire de la communauté. Sur le moment nous avons donc l'impression d'avoir obtenu des informations de qualité, alors qu'en réalité les réponses formulées par l'ancien étaient le plus souvent incohérentes. Par la suite lorsque nous les avons faites traduire par écrit nous nous sommes certes rendus compte de la mauvaise qualité de cette interview, mais pas pour autant des difficultés réelles d'expression de cet ancien... Malgré nos consignes le second traducteur, en charge de la retranscription de quelques extraits sélectionnés dans cette interview, a quelque peu embelli les transitions et supprimé les redondances, de sorte que notre sous-titrage ne correspondait pas non plus véritablement au discours. La conséquence de tout ceci est que lorsque nous avons présenté cette interview à l'occasion de la seconde réunion, la réaction du groupe de travail a été unanime et tous nous ont demandé de ne pas l'utiliser dans la vidéo. Il est probable que sur le moment notre crédibilité a souffert de cette interview totalement non maîtrisée. Mais malgré cette tentative désastreuse, le groupe de travail a insisté pour que nous réalisions d'autres interviews en kichwa, ce qui montre bien l'importance d'utiliser les langues locales. Au-delà du respect des cultures, on comprend aisément qu'obliger quelqu'un à s'exprimer dans une langue qu'il ne maîtrise pas le place nécessairement en situation d'infériorité vis-à-vis des autres.

Si la vidéo peut permettre, notamment par le biais du montage et du sous titrage, de faire communiquer des acteurs aux dialectes différents, cela suppose de prendre toute la mesure des difficultés liées aux processus de traduction.

Planche 12 : Aperçu des conditions de tournage dans les communautés



Prises d'images du fleuve Arajuno, sous les yeux des communautaires qui ne cessent pas leur activité pour autant



Traversée des fleuves en canoë avec le matériel dans les bras



Prises d'images d'un bûcheron en pleine activité illégale, juste avant de réaliser son interview en présence de communautaires de Puni Bocana

2.4 Etape 4 : Validation collective au sein du groupe de travail et choix des images d'appui

Trois semaines se sont écoulées entre la première et la seconde réunion du groupe de travail. Pour cette deuxième session nous avons pu compter sur de nouveaux participants tels que des représentants du FLOAGRI, du MAE (Délégation locale du Ministère de l'Environnement), du MAG (Délégation locale du Ministère de l'Agriculture) et de l'ECORAE.

La principale difficulté que nous avons rencontrée lors de cette réunion fut de parvenir à faire prendre conscience aux participants des contraintes techniques inhérentes au montage vidéo. Nous avons décidé de leur présenter des images brutes, sans travail préalable, afin d'éviter qu'ils ne soient déconcentrés par les coupes ou les images d'appui éventuelles, et pour leur laisser une plus grande liberté dans leur effort de sélection des extraits d'interviews

qui devaient faire partie de la ou des vidéos finales. Nous avons procédé comme prévu à une première sélection car il était inconcevable de visionner collectivement 25 heures de *rushes* afin d'en sélectionner 45 minutes de façon consensuelle. Cependant ils ont été déconcertés face à ces images brutes : ils trouvaient les interviews parfois trop longues ou trop peu efficaces ; ils auraient souhaité y voir ajoutées des images d'appui, et éventuellement de la musique. Ils ne percevaient donc pas clairement cette réunion comme une simple étape intermédiaire, et ne prenaient pas la mesure des possibilités offertes par la suite au cours du montage. Ils n'ont pas bien compris non plus, malgré nos explications répétées, pourquoi la durée de la vidéo était un paramètre important et pourquoi il fallait éviter qu'elle ne soit trop longue.

2.4.1 Le « dérushage » collectif : un travail fastidieux, pas toujours facile à comprendre

Rappelons que le « dérushage » correspond à l'activité de visionnage des *rushes* (à savoir l'ensemble des images filmées sans distinction aucune) et de sélection des séquences vidéo qui feront potentiellement partie du montage final. C'est un travail pour le moins fastidieux, d'autant plus que la quantité de *rushes* est importante, et qui exige une certaine méthode et de la rigueur dans sa mise en œuvre.

- « Ce serait plus percutant s'il y avait des images »

Nous l'avons dit, il n'a pas été simple de faire comprendre aux participants que nous travaillions sur des séquences brutes, issues des interviews effectuées par nos soins depuis la première réunion, et que ces extraits feraient ensuite l'objet d'un travail de montage permettant à la fois de rendre les discours plus efficaces mais aussi de les illustrer à l'aide d'images d'appui. Et malgré nos explications répétées, les remarques concernant le manque d'illustration visuelle ont persisté pendant les deux tiers de la réunion.

« Il faudrait avoir quelque chose d'un peu plus visuel, avec les graines, les fibres... Il faudrait montrer comment ils font pour ce que ça impacte un peu plus. » (Jorge, FLOAGRI)

« Au sujet des plantes médicinales : il y en a beaucoup et nos camarades kichwas savent les reconnaître. Ils peuvent les trouver dans la forêt. Vous pouvez montrer cette réalité et cette richesse par des images de façon à ce que cela impacte beaucoup plus à travers la vidéo. Ici beaucoup de ceux qui sont là ne connaissent pas ces plantes. Et encore pire pour nos enfants ! » (Diego, Kallari)

« Ce qui impacte ce sont les images, ce serait bien que vous puissiez mettre des images avant l'interview. » (Venus, FLOAGRI)

- « Il manque des choses. L'interview n'est pas complète ! »

La réaction la plus fréquente des membres du groupe de travail après visionnement d'une interview a consisté en s'inquiéter de la non exhaustivité de son contenu. Il a été très difficile de faire comprendre aux participants que l'objectif de la vidéo n'était pas nécessairement d'être exhaustif sur tous les sujets abordés, mais simplement d'évoquer un certain nombre de choses importantes pour la compréhension des dynamiques de développement territoriales et d'en approfondir quelques unes. Mais pour eux, prétendre par exemple présenter le mode de vie des kichwa signifie nécessairement tout expliquer à ce sujet. Il n'est ainsi pas suffisant de dire que les indiens se nourrissent pour l'essentiel des produits de leur *chacra* et se soignent à l'aide de plantes : il faut énumérer un à un l'ensemble des aliments et l'ensemble des plantes médicinales qu'ils consomment.

« *Il manque aussi des choses à propos de ce qu'ils mangeaient. Le fait qu'ils se levaient à 5 heures du matin pour boire de la guayusa est très important. Ils mangeaient des bananes, ils chassaient. C'est important que cela s'entende dans le film. Ils s'alimentaient des fruits de la forêt. Quels fruits c'était ?* » ; « *Selon moi pour que chacun s'y retrouve et que cela ait un impact il serait important d'énumérer tout ce qui se mange.* » (Moreno, MAE)

« *Il faudrait également préciser tout le matériel qui est utilisé pour faire cet artisanat* »
(Guillermina, Suyu Warmi)

Par ailleurs, ils ont eu des difficultés à comprendre qu'une interview n'était que très rarement complète, et que lorsqu'elle l'est c'est bien souvent qu'elle est trop longue. La possibilité de rajouter par du commentaire off des informations manquantes mais essentielles ne les a pas séduit. Ils ont persisté à considérer que la personne interviewée devait impérativement tout dire sur le sujet abordé. Il semble que la notion même d'exemple n'ait pas réellement de sens auprès des populations locales. Deux maisons sur pilotis strictement identiques à nos yeux seront incomparables pour les voisins de ces maisons. De la même manière, une *chacra* n'aura pas forcément valeur d'exemple de *chacra* pour tous ceux qui ne peuvent l'attribuer à quelqu'un dans la réalité. Il est donc difficile d'illustrer un discours qui se veut général par des images qui par nature ne peuvent être que spécifiques. Celles-ci feront toujours l'objet de critiques : « *ce n'est pas comme ça qu'on fait chez nous !* ». Pour éviter ce type d'écueils, les acteurs locaux ont l'habitude de procéder à de très longues énumérations dans le cadre de leurs discours afin de n'omettre aucun cas particulier. Nous avons observé ce type de comportement à plusieurs reprises lors de la réalisation de nos interviews.

Les contraintes d'ordre technique comme l'enchaînement des différentes étapes de construction (tournage / dérushage / montage) n'étant pas maîtrisées, la visibilité des membres du groupe de travail sur le déroulement complet de l'intervention vidéo était finalement trop réduite, ce qui ne leur permettait pas de saisir les enjeux des différentes étapes et les priorités associées. Nous en avons conclu *a posteriori* qu'il aurait été utile d'effectuer un rapide exercice de montage avec l'ensemble du groupe lors de la première réunion. Par exemple, nous aurions pu consacrer 30 minutes à prendre quelques plans dans la rue et interviewer deux ou trois passants. Nous aurions ainsi pu effectuer un montage de deux minutes à partir de ces rushes. Le groupe se serait peut-être rendu compte alors de la nécessité et de l'importance du dérushage, et aurait pu observer concrètement les différentes étapes de construction d'une vidéo, notamment l'ajout de musique, d'images d'appui et d'un commentaire, et l'abandon d'une partie des *rushes*. Ce type d'exercice aurait permis de gagner du temps en réunion et de favoriser l'implication de chacun, en suscitant leur intérêt. Mais cela aurait surtout épuré les interventions des membres du groupe des remarques issues de leur seule méconnaissance du montage. Cette approche ne saurait évidemment être efficace qu'à condition que la constitution du groupe de travail soit relativement stabilisée.

2.4.2 Une révision à la baisse des objectifs de la seconde réunion

La sélection des interviews fut très laborieuse, et nous n'avons pas eu le temps de travailler sur l'ensemble du matériel disponible. Nous avons préparé une heure et quart d'extraits à visionner et sélectionner ensemble (soit seulement 10 % des rushes tournées jusqu'à cette date), ce qui s'est avéré être trop conséquent. Or il est difficile de réduire la longueur des entretiens lors du tournage, si l'on s'impose comme nous l'avons fait de suivre un processus semi-directif. Une interview initiale longue (jusque deux heures trente pour la plus longue) et un travail de présélection que l'on souhaite minimal pour laisser la majeure partie des choix au groupe de travail, impliquent ensuite de travailler collectivement sur une quantité importante de *rushes*, ce qui s'est révélé particulièrement lourd à mettre en œuvre (à moins de pouvoir répartir ce travail sur plusieurs réunions, nous l'avons évoqué). Par ailleurs, dès les premières interviews visionnées, nous avons été confrontés à la difficulté pour les

membres du groupe de travail de procéder à une sélection de morceaux choisis au sein de ces interviews brutes. En général soit ils trouvaient l'interview intéressante dans son ensemble, soit pas du tout. Mais ils n'ont pas été une seule fois à même de procéder à une sélection claire au sein d'une interview. Le plus souvent ils trouvaient le contenu intéressant mais pas suffisant et se voyaient donc plutôt compléter l'interview que d'y effectuer une sélection.

En tout cas le visionnage des interviews a suscité de nombreuses réactions et discussions au sein du groupe de travail. Se rendant compte de la complexité de la tâche au fur et à mesure de l'avancement de la réunion, nous avons progressivement modifié nos attentes. Et à l'issue des visionnages notre objectif se limitait (et c'est déjà beaucoup) à obtenir le plus d'informations possibles sur la perception du contenu des interviews présentées par les membres du groupe. Il s'agissait ainsi pour nous de cerner peu à peu leurs critères potentiels de sélection. L'objectif était donc de réunir les éléments nous permettant d'effectuer par la suite la plupart des choix nous-mêmes, en limitant les risques d'écarts par rapport aux attentes du groupe. Finalement, s'il nous semble que ce travail de dérushage collectif est une étape susceptible de jouer un rôle important dans le processus d'appropriation de la démarche par le groupe de travail, les difficultés liées à sa mise en œuvre nous ont contraints à prendre plus d'initiatives et plus de décisions que nous ne l'avions prévu.

Cette expérience nous pousse à reconsidérer notre protocole d'action : aurait-il été préférable d'effectuer une présélection plus importante et de procéder plutôt à une phase de validation ou d'invalidation de nos choix ?²⁴⁶ Au contraire, aurait-il été préférable d'organiser un plus grand nombre de réunions pour effectuer ce dérushage collectif complètement ? Ou encore d'écourter les interviews en se contentant de ne poser que les questions précises définies avec le groupe de travail ? Est-ce que finalement ce processus collectif de dérushage est une étape réellement indispensable à l'appropriation du résultat de la démarche, ou l'essentiel se joue-t-il ailleurs ? Nous reviendrons sur toutes ces questions.

2.4.3 L'appui du groupe de travail pour la réalisation de la vidéo s'avère très efficace

Cette seconde réunion du groupe de travail a également été l'occasion de constater qu'une décision effectivement prise au sein du groupe de travail permettait de bénéficier d'un appui concret et efficace de la part de ses membres pour la mise en œuvre sur le terrain de cette décision. Par exemple, après avoir totalement rejeté notre interview en kichwa, des membres du groupe de travail ont identifié un autre ancien, parfaitement bilingue et capable de nous conter l'histoire de la communauté de Shandia. Ainsi le fait d'avoir clairement abordé ce problème de la barrière de la langue et de s'être mis d'accord avec le groupe de travail sur l'importance d'une telle interview nous a permis d'obtenir la pleine participation des membres du groupe, de dépasser les obstacles et d'obtenir sans encombre les résultats espérés : une interview de qualité, conforme aux attentes de chacun. Elle a été validée lors de la troisième réunion. Ceci tend à démontrer l'intérêt du recours à un groupe de travail en matière de pertinence du contenu des vidéos, d'appui à l'obtention de ce contenu et donc d'impact par la suite sur le public local.

2.4.4 Analyse du déroulement de la seconde réunion du groupe de travail

A- La réunion en quelques chiffres

Nous avons réuni 21 personnes pour la seconde réunion du groupe de travail (incluant les 2 animateurs), représentant 13 catégories d'acteurs différentes, soit deux de plus que pour la première réunion. Cette participation légèrement supérieure s'explique essentiellement par une présence plus importante de représentants d'acteurs institutionnels, notamment du

²⁴⁶ Sachant que l'on ne nous a accusés ni de manipulation, ni de vouloir cacher des informations, ni de vouloir faire taire des revendications

Ministère de l'environnement, du Ministère de l'Agriculture et de l'ECORAE. En revanche seules 3 communautés kichwas étaient représentées cette fois-ci, mais un membre d'une colonie s'était déplacé. 7 participants seulement étaient issus de la zone rurale, et étaient donc en infériorité numérique par rapport aux institutions et aux leaders associatifs exerçant leur activité en zone urbaine. Nous avons déploré une nouvelle fois l'absence de représentant du conseil provincial, et pour cette fois seulement l'absence de représentant de la mairie de Tena. Les trois associations communautaires ayant participé à la première réunion étaient à nouveau présentes, ainsi que les membres de la communauté la plus éloignée de Tena, ce qui montre leur intérêt pour la démarche et l'existence d'attentes réelles. Parmi les participants se trouvaient deux femmes et deux jeunes, tous les quatre déjà présents à la première réunion. Des 21 membres, seuls 9 avaient pris part à la première session, certains s'étant fait remplacer par d'autres représentants de leur groupe d'appartenance. Tout comme la première réunion, celle-ci a duré un peu moins de 4 heures.

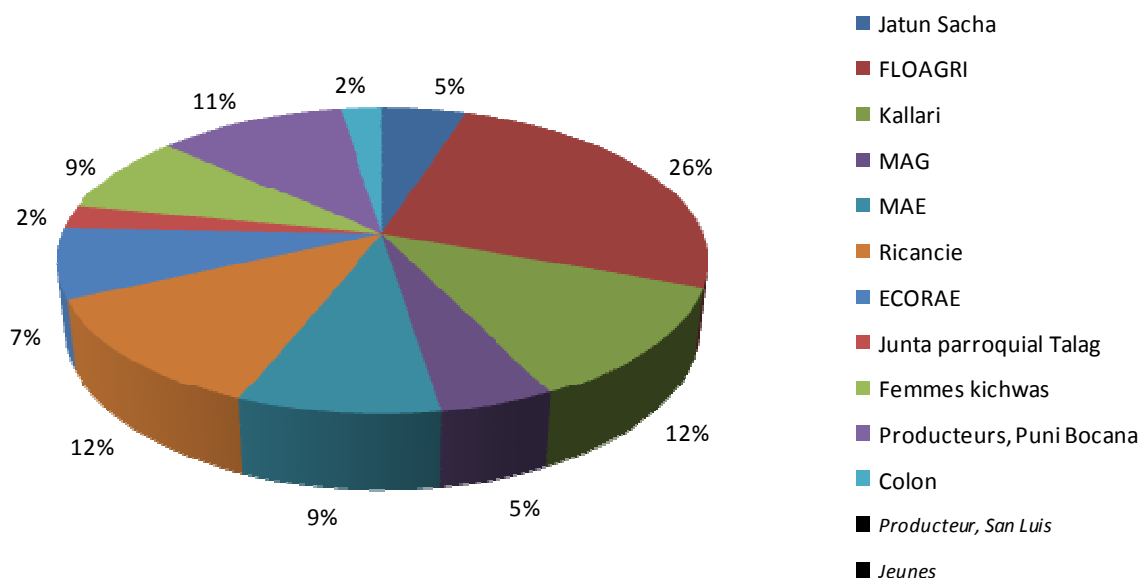
B - Les nouveaux membres institutionnels du groupe de travail se font entendre, au détriment des « simples » producteurs

Les deux graphiques ci-dessous se distinguent de ceux présentés dans le cadre de l'analyse de la réunion précédente par le fait que nous n'y avons pas inclus les interventions de l'animateur, afin de faciliter leur lecture. Comme pour la première réunion, la prise en compte des interventions de l'animateur montrerait son importance considérable dans les échanges. Pour le reste la méthode de construction des graphiques est identique à la précédente. Ils mettent en évidence trois points caractéristiques de cette seconde réunion :

- L'implication importante des représentants du projet FLOAGRI. Venus au nombre de quatre, ils ont beaucoup participé aux échanges, puisqu'ils totalisent à eux seuls plus du quart des interventions. Cette participation s'explique sans doute par leur absence durant les étapes précédentes. En effet, n'ayant pas participé à la première réunion du groupe, il leur fallait s'investir assez fortement pour espérer se raccrocher au processus. Par ailleurs, beaucoup de leurs interventions traduisaient leur mauvaise compréhension de la démarche en cours et des objectifs propres à cette seconde réunion. Malgré tout, celle-ci était pour eux le moyen de se positionner comme les responsables initiaux de la démarche vidéo, et d'établir un premier contact avec les institutions locales et les producteurs représentés dans le groupe de travail. Il leur fallait donc se faire remarquer et s'imposer comme un nouvel interlocuteur, prochainement incontournable, susceptible d'apporter des choses nouvelles à la zone.
- On constate également une prédominance assez marquée des représentants institutionnels et des leaders d'associations dans les échanges, par rapport aux « simples » producteurs (seuls les agriculteurs de Puni se sont vraiment exprimés). Ceci est à relier à leur nombre et à leur plus grande facilité d'expression pour la plupart. Par ailleurs, on constate que ce sont surtout les acteurs absents lors de la première réunion qui ont monopolisé les interventions (MAE, MAG, ECORAE, et FLOAGRI représentent près de 50 % de toutes les interventions, et les leaders associatifs près de 25 %). Est-ce simplement parce qu'ils disposent de capacités d'initiative et de participation aux échanges plus importantes ? Les projections d'extraits vidéo ont-elles eu une influence sur cette répartition des échanges ?
- La faible participation des producteurs et des jeunes lors de cette réunion est également à souligner. Ces derniers n'ont pas du tout pris la parole, tout comme l'un des 4 producteurs kichwas présents, mais ils ont cependant assisté à l'ensemble de la réunion. Les femmes présentes ont semble t-il plus osé participer aux échanges que la fois précédente. Elles ont plus pris la parole et ces prises de paroles ont toutes été spontanées, mais sur des thèmes vraiment spécifiques et dans le cadre d'interventions très courtes. Enfin l'unique colon présent ne s'est exprimé qu'à une occasion : à la suite du visionnement de son interview.

NB : Les noms en italique dans la légende correspondent à des catégories d'acteurs qui ne se sont pas du tout exprimés.

Répartition des prises de parole entre les participants à la seconde réunion du groupe de travail



Répartition des temps de parole entre les participants à la seconde réunion du groupe de travail

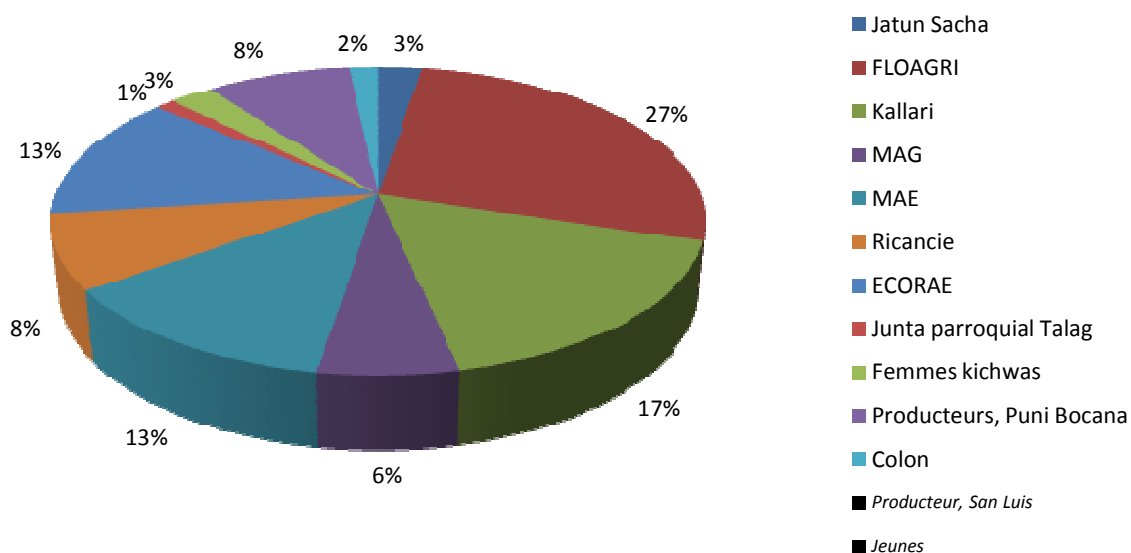


Figure 16 : interventions lors de la deuxième réunion du groupe de travail à Tena

C - Construction collective d'une représentation du mode de vie local : entre réel et idéal

Lorsqu'il s'agit de décrire leur mode de vie, les indiens kichwas ont vraisemblablement des difficultés à accepter le fait qu'ils ne vivent plus aujourd'hui comme le faisaient leurs ancêtres. Les rites et coutumes ont évolué au contact d'une société plus commerçante et plus moderne technologiquement. Quand on leur demande de nous décrire leur façon de vivre ils ont tendance à se réfugier dans le passé, évoquant des pratiques qui la plupart du temps n'ont plus cours dans les communautés. Ils proposent ainsi une représentation de la situation locale construite sur des idées, des concepts, voire des souvenirs... Il n'est donc pas facile dans un tel contexte de dresser un tableau pertinent de la réalité de la vie quotidienne, si on le veut fondé sur les points de vue des acteurs locaux. Face au groupe de travail nous nous sommes ainsi retrouvé en porte-à-faux en présentant par exemple des images tournées lors d'un mariage indien, au cours duquel « *les mariés portaient des chaussures* » et « *la viande avait été achetée et non pas chassée* ». Les participants nous ont alors expliqué qu'un mariage ne se déroulait pas de cette manière. Traditionnellement, le marié doit chasser lui-même le gibier servi au repas, et les futurs époux doivent danser des heures sans chaussures... Et pourtant le mariage filmé a bien eu lieu et était même présenté par les invités comme un mariage typiquement traditionnel. Nous avons sélectionné trois extraits de la réunion du groupe de travail pour illustrer notre propos :

« *[A propos du mariage] En fait le problème c'est que normalement ce n'est pas comme ça.* »
(Augusto, Puni Bocana)

« *Avant ce devait être le chasseur qui devait aller chasser, ramener des singes et tout un tas d'animaux de la jungle, c'était une démonstration de force.* » (Pedro, ECORAE)

« *Il y a là une question cruciale. Nous ne pouvons pas continuer à chaque instant à vouloir revenir au passé. Il y a le développement. Il y a des choses du passé qui ont été et sont toujours bonnes, et qu'il faut essayer de conserver, par exemple pour ce qui est de l'environnement. Mais les coutumes changent et elles changent parce que le monde change. Il suit le progrès. Et il y a certaines choses que nous pouvons encore préserver, mais comme elles sont déjà maintenant...* » (Alejandro, Jatun Sacha)

S'il est certain qu'il existe une vraie volonté de la part des indiens kichwas de tout faire pour éviter de perdre leurs racines culturelles, on observe aussi un important décalage entre la perception qu'ils évoquent de leur mode de vie et la réalité de leur quotidien. Ce décalage a finalement été l'objet de discussions très intéressantes au sein du groupe de travail, où peu à peu les participants se sont justement mis d'accord sur l'importance d'expliquer l'évolution récente de leur mode de vie, ses raisons et ses conséquences, notamment sur l'environnement. Ainsi après les premières critiques, il a été décidé collectivement de faire de ce processus d'acculturation en cours un thème fort dans le film, qui a dès lors été perçu par certains comme un moyen de transmettre certaines connaissances ou pratiques traditionnelles aux plus jeunes, non pas pour les pousser à y revenir mais pour leur permettre de mieux connaître leurs racines.

D - Des critiques... à l'instauration d'un dialogue constructif

Schématiquement la réunion s'est déroulée en deux temps successifs. Le premier temps fut clairement celui des critiques face aux extraits d'interviews diffusés. Ces critiques sont à attribuer selon nous à une compréhension encore trop limitée des principes du travail de dérushage et de construction d'une vidéo. Le second temps de la réunion nous est apparu nettement plus constructif au regard de la démarche collective. Les réactions après visionnage des extraits visaient alors enfin à chercher les compléments importants ou encore à proposer un autre point de vue que celui exposé par l'interviewé. Il s'est ainsi établi peu à peu un

dialogue entre ces êtres virtuels que sont les interviewés et les membres du groupe de travail, dont l'objectif était clairement d'affiner notre compréhension commune des dynamiques locales de développement. Les interventions de ce second temps ont considérablement conditionné par la suite les choix de scénarisation et de montage de la vidéo. En ce sens, les remarques formulées par le groupe de travail ont concrètement permis d'affiner la sélection au sein des interviews présentées, de prévoir de nouvelles personnes à interviewer, de nouvelles questions à poser et de nouvelles images à tourner.

« On pourrait compléter un peu ce qui se dit ici avec l'existence de points de vente informels, et combiner ce discours avec des images de ces endroits. Et il serait important de voir un peu qui sont ces gens qui vendent leurs produits. » (Lorena, MAG)

« [en réponse au point de vue du représentant de la Mairie, exprimé dans son interview] à propos de ce que dit l'ingénieur Gutierrez, il explique que les kichwas se déplacent d'un lieu à un autre sans arrêt. Je crois surtout qu'ils cherchent un avenir. Vous savez que la population actuelle se multiplie et qu'on ne trouve plus de terrains à laisser à nos enfants. Voilà ce que cherchent les kichwas, de quoi laisser des terrains à leurs enfants. [...] Maintenant l'ingénieur dit qu'il n'est pas possible de donner chaque fois une nouvelle route, mais il me semble que tous nous produisons, que tous nous sommes équatoriens, donc nous avons tous le droit de demander un accès à la route. » (Luis, Ricancie)

« Il faut surtout se demander pourquoi culturellement les choses se passent comme ça. J'ai entendu des kichwas expliquer d'où venait ce besoin d'avoir toujours plus de terres. Les kichwas ont beaucoup d'enfants non pas parce qu'ils ne savent pas comment en faire moins, mais surtout parce qu'avant l'attribution des territoires se faisait en fonction du nombre d'enfants. La famille qui avait le plus grand nombre d'enfants avait donc aussi droit au plus grand territoire. C'est culturel. Et je crois qu'il serait important qu'un kichwa nous livre cette analyse culturelle en complément du discours d'Ulises. » (Lorena, MAG)

« [en réaction à une interview du représentant de Jatun Sacha] Alejandro Suarez a dit que les kichwas coupaient le bois mais ne semailent pas d'arbres. Ça c'était vrai avant, quand nous n'avions pas une perception claire de la forêt. Mais aujourd'hui c'est différent, on coupe les arbres mais on en sème aussi. » (Augusto, Puni Bocana)

« De mon point de vue, toutes les interviews que nous avons vues convergent vers la nécessité de conserver l'environnement. Mais on voit surtout le bénéfice économique, avant de voir le non respect des lois d'exploitation des ressources forestières. Par exemple la première personne qui parlait en kichwa parlait de comment c'était du point de vue économique avant l'arrivée de la route. Il faudrait que ce discours soit complété par quelqu'un expliquant comment étaient les ressources naturelles avant cette route. » (Fausto, FLOAGRI)

De la même manière nous avons clairement observé dans la succession de ses interventions le changement d'attitude du représentant du Ministère de l'Environnement. Tout d'abord très méfiant et critique à l'égard de tout ce qu'il visionnait, à la limite même d'être dédaigneux, il s'est pris peu à peu au jeu et a cherché à participer à la réflexion collective.

Toutes ces observations nous amènent à nous interroger sur le fait que les interviews à vocation essentiellement descriptive font souvent l'objet de critiques du fait de leur inévitable incomplétude. En revanche, les interviews de nature plus personnelle, dans lesquelles des points de vue particuliers sont exprimés, font l'objet de discussions souvent très enrichissantes au sein du groupe de travail. Il ne faut donc pas s'attendre au même impact sur les spectateurs selon le type d'extraits présenté.

E - Un impact indéniable de l'image sur les membres du groupe de travail

Cette réunion fut l'occasion d'observer les réactions des acteurs locaux face à des images de leur quotidien et des interviews de leurs pairs. Deux points en particulier ont retenu notre attention. Tout d'abord la réaction de l'unique colon présent, pendant et après la diffusion d'un extrait de son interview. Il semblait très fier de se retrouver ainsi sur l'écran et de constater qu'on accordait un intérêt à son point de vue, et même à son histoire. Cette fierté se décelait au travers de son sourire et de ses yeux pétillants mais également au travers des nombreux coups d'œil jetés à la salle comme pour s'assurer que tout le monde écoutait bien son intervention. Par ailleurs, cette confrontation avec sa propre image eut pour effet de l'amener spontanément à s'adresser à la salle pour approfondir son discours. Ce fut l'occasion d'entendre les deux seules interventions de cet acteur, ce qui tendrait à prouver que le fait de se retrouver dans le film et de s'y voir contribue à libérer une certaine parole et à pousser les gens à s'exprimer, même les plus timides (il l'était particulièrement).

Le second point que nous avons pu observer fut l'impact des images de la descente en canoë que nous avons filmées avec les communautaires de Puni Bocana, qui en l'absence de route sont contraints de rejoindre les marchés locaux par voie fluviale. La dangerosité et la longueur de cette descente, clairement illustrée par l'image, eut un impact fort sur les participants, suscitant de nombreuses réactions et questions.

« Ces images sont très bien ! Mais ils encourent vraiment des risques mortels au cas où le canoë se retourne. » (Luis, Ricancie)

« Et s'il y a un pépin avec le moteur pendant la descente, que se passe t-il ? »
(Comité paroissial, Talag)

Les images ont été réutilisées par certains lors de discussions internes au groupe de travail pour appuyer leurs positions et bousculer les opinions de leurs interlocuteurs :

« Je voudrais profiter du fait qu'Alejandro soit ici, présent avec nous pour lui demander quelque chose. La conservation de la forêt et de la biodiversité c'est bien, mais nous autres nous avons besoin d'une voie de communication pour avoir accès au développement, à la capitale, parce que ça nous limite, comme l'ont montré les images. Il y a des conséquences économiques de non développement. Puni Bocana, Santa Barbara, El Mirador, toutes ces communautés c'est pareil. Tous les jours nous souffrons, nous encourons des risques, y a même eu des morts. [...] On ne peut pas construire une route car vous refusez de couper un peu de forêt. Ça ne peut pas se terminer comme ça quand on voit toute la superficie dont dispose Jatun Sacha. Cette situation n'est pas tenable. »
(Augusto, Puni Bocana)

Cette séquence eu même plus d'impact que toutes les interviews présentées. Ces premières observations de réactions des acteurs locaux face à l'outil vidéo confortent notre hypothèse de pouvoir influencer sur les représentations, susciter le dialogue et favoriser la participation de tous au dialogue.

F - Elaboration d'objectifs différents pour la vidéo selon les sujets abordés

Nous avons constaté lors de cette seconde réunion que les attentes vis-à-vis de la vidéo ne différaient pas simplement d'un acteur à un autre mais qu'elles différaient également selon les thèmes traités. A propos du mode de vie kichwa par exemple, l'attente des indiens était bien de transmettre un héritage culturel aux plus jeunes, un certain savoir faire traditionnel, afin de le préserver, tout en soulignant la nécessité de s'adapter à un monde qui change. La vidéo acquiert alors un objectif de mémoire. Au sujet de la conservation de l'environnement, nous avons senti que les acteurs espéraient que la vidéo joue cette fois un rôle éducatif, de

sensibilisation. Ils voulaient qu'elle diffuse des informations au sujet des risques actuels pesant sur l'environnement, qu'elle dénonce les comportements aggravants et fournisse des informations légales.

« La façon dont nous essayons d'assurer la conservation de l'environnement aujourd'hui est une partie qui doit être forte dans le film, de la même façon, le fait de perdre notre culture doit également ressortir bien clairement. Aujourd'hui on ne boit même plus de chicha. C'est un vrai problème cette perte de culture et un problème face auquel il faut trouver des alternatives » (Diego, Kallari)

« Ce thème de l'environnement est très important. [...] Parce que je crois que cette vidéo est une vidéo éducative qui va être importante. Ceci pourrait servir pour les jeunes, pour qu'ils voient ce qui est grave [...] De même il faudrait prendre des images des fleuves, de leurs débits qui avant étaient grand et qui aujourd'hui ne cessent de diminuer. [...] Et puis tout ça, après ça participe de la pollution des fleuves au travers des poubelles, des déchets non organiques. Ce serait important d'avoir des images sur les poubelles. On les voit dans n'importe quelle communauté aujourd'hui, les poubelles, les bouteilles en plastique, ce serait bien aussi d'avoir ce type d'images. » (Pedro, ECORAE)

Enfin, pour ce qui est du conflit entre la communauté Puni Bocana et la fondation Jatun Sacha, l'ensemble des participants a souhaité que le sujet soit abordé dans la vidéo, notamment dans l'idée de pouvoir susciter de plus amples discussions et de pouvoir impliquer d'autres autorités dans l'objectif de trouver une solution acceptable à ce problème.

« Le risque actuellement d'entrer dans un conflit armé est réel. Non, la solution doit être un processus de dialogue. Et avec la réunion de toutes les autorités on doit trouver une sortie. » (Diego, Kallari)

« Oui, je comprends. Nous utilisons cet outil comme un prétexte, pour provoquer une rencontre entre communautés et institutions privées et publiques... Et il faut qu'il en ressorte une réalité. Et dans cette réalité il y a des conflits, il y a des thèmes communs, des centres d'intérêts collectifs, personnels, etc. Donc si nous ne parlons pas de ce conflit, nous courrons le risque que le film ne reflète pas la réalité. Et si nous l'évoquons, alors peut-être que cet outil, avec tout ce qu'il contient, arrivera jusqu'aux autorités, au personnel technique, aux dirigeants. Et sur la base de cette réalité représentée au travers de cet outil, des initiatives peuvent surgir permettant de solutionner ces problèmes. C'est là l'idée fondamentale de la démarche. » (Jorge, FLOAGRI)

Nous avons pris soin de bien tenir compte de ces différentes attentes selon les thématiques abordées par le film. En revanche, nous avons ensuite choisi de structurer l'ensemble au sein d'une unique vidéo relativement scénarisée de manière à assurer les liens entre les parties. Nous expliquons cette volonté de chercher à atteindre tous les objectifs définis par le groupe de travail au travers d'une seule vidéo par notre propre souhait de montrer que les différents paramètres de la problématique locale sont liés : c'est une déformation professionnelle d'analyse systémique. Notre tendance à vouloir produire un document audiovisuel de qualité nous a poussés presque inconsciemment à nous rapprocher des standards en termes de documentaire. Emportés par l'élan créatif et intellectuel, la recherche de liens entre les différents thèmes abordés devient naturelle et stimulante. Alors que les membres du groupe de travail avaient exprimé l'idée de produire éventuellement plusieurs vidéos, dont une plutôt courte et générale et les autres plutôt thématiques, nous n'avons pas réellement tenu compte de cet avis, qui s'est retrouvé noyé au sein d'un ensemble de contraintes scénaristiques et techniques. *A posteriori* nous avons pris conscience qu'il nous fallait véritablement faire un effort sur nous-mêmes pour nous débarrasser de

certaines idées toutes faites sur ce qui est bon ou pas en termes de vidéo. Autrement dit nous estimons à ce sujet avoir outrepassé notre fonction : même si nous n'avons imposé aucun thème d'aucune sorte, ni aucune interview sans qu'elle n'ait fait l'objet d'une demande explicitement formulée par le groupe de travail, cette décision fut une erreur. Nous avons su rester très en retrait sur le fond, un peu moins sur la forme...

Malgré la difficulté d'effectuer collectivement ce travail de dérushage, nous estimons que le groupe de travail s'est un peu plus investi encore dans la construction du film à l'occasion de cette seconde réunion. Certains ont fait remarquer qu'ils percevaient mieux l'objectif de la démarche ; d'autres ont proposé de faire en sorte de nous permettre de filmer certains sujets évoqués par le groupe. Cet investissement croissant est pour nous signe d'une acceptation, d'une compréhension et d'un intérêt grandissant pour la démarche d'accompagnement vidéo que nous leur avons proposée.

« C'est plus clair maintenant, où l'on va. Nous ne savions pas trop au début ce que nous allions faire, maintenant nous savons plus ou moins où nous comptons arriver. » (Augusto, Puni Bocana)

« De notre côté, si le 13 nous allons à Rio Blanco, nous pouvons prévoir un programme de musique traditionnelle et une cérémonie shaman. » (Luis, Ricancie)

2.5 Etape 5 et 6: Premier montage de la vidéo, présentation au groupe de travail et identification des corrections et ajouts éventuels

La principale observation à formuler sur cette étape est que nous avons finalement dû faire seuls un certain nombre de choix forts concernant le scénario, ainsi que des choix esthétiques. En proposant un montage relativement abouti, un scénario déjà cohérent dans son ensemble, composé d'interviews croisées, d'images d'appuis, d'une voix-off et de transitions adéquates, nous avons nécessairement influencé fortement le résultat final. Ceci étant dit, nous avons pris ces décisions parce que nous nous sommes rendus compte qu'il serait difficile et surtout très long d'écrire collectivement un scénario et une voix-off sur un sujet aussi vaste et complexe que la gestion territoriale, tout comme il aurait été très long de laisser au groupe la responsabilité totale des choix concernant les images à utiliser dans la vidéo. Nous aurions peut-être pu fonctionner sur ce principe si nous avions travaillé à une échelle plus petite : un sujet plus ciblé, un plus faible nombre d'interviews, un film plus court, ou tout simplement un système d'acteurs réunissant moins de groupes différents.

Malgré tout, pour réaliser cette première ébauche de vidéo, nous avons respecté à la lettre les consignes des membres du groupe de travail, exprimées lors des réunions précédentes, et même si cela pouvait parfois nous sembler dommageable, inutile ou surfait²⁴⁷.

2.5.1 Un double processus de recueil des remarques des participants sur l'ébauche de vidéo présentée

Pour faciliter la discussion autour de la vidéo nous l'avons artificiellement découpée selon les thématiques successivement abordées. Après visionnage de chaque séquence, un temps était dédié à la discussion pour revenir sur la scénarisation et la narration, le choix et le montage des interviews, des images d'appui et de la voix-off, etc. Par ailleurs, nous avons élaboré un questionnaire pour que chaque participant puisse également donner son opinion individuelle sur les diverses parties de la vidéo. Le remplissage du questionnaire précédait donc la phase de discussion collective pour éviter que l'expression à chaud du point de vue

²⁴⁷ A l'exemple de la longue liste énumérant toutes les plantes médicinales susceptibles d'être trouvées près des maisons, qui fut imposée lors de la seconde réunion malgré nos réticences discrètes.

des uns n'interfèrent avec le ressenti personnel des autres. L'objectif de ce double recueil de données était d'une part de faciliter l'expression de chacun et d'autre part d'étudier les décalages éventuels entre les réponses au questionnaire et les propos tenus en réunion. Bien sûr cet outil demeure limité puisqu'un certain nombre de paysans éprouvent de très grosses difficultés pour lire et écrire. Cependant la quasi-totalité des questionnaires a été remplie (certains se faisant aidés par leurs voisins pour écrire), et ces derniers se sont avérés utiles par la suite pour appréhender les perceptions individuelles des participants et collecter les modifications souhaitées.

2.5.2 Est-il réaliste, voire même utile, de vouloir à tout prix satisfaire pleinement l'ensemble des participants ?

Nous n'avons réalisé qu'une seule réunion de ce type, contrairement à la démarche que nous souhaitions initialement mettre en place. S'il est certain que le temps nous a fait défaut, nous pouvons tout de même nous demander si des projections de remontages successifs comme prévues au départ n'auraient pas systématiquement été suivies de leur lot de remarques et de retouches. L'ajout d'une ou deux réunions de correction aurait-il forcément été bénéfique au processus, en permettant de se rapprocher plus près encore de la perception des membres du groupe de travail, sans pour autant venir alourdir la démarche d'ensemble ? Et est-ce réellement l'objectif ultime que de coller parfaitement à la perception des membres du groupe de travail ou n'est-ce pas justement intéressant de préserver un certain décalage (inévitables), voire de le cultiver, pour susciter des réactions ?

Quoi qu'il en soit, dans le cadre de cette troisième réunion, tous les participants étaient d'accord pour dire que le résultat vidéo intermédiaire reprenait plutôt bien l'ensemble des idées évoquées dans le cadre des sessions précédentes. Il n'y avait semble-t-il aucune omission majeure ni aucune invention de notre part, et très peu de remarques ont été faites sur le scénario en lui-même. Les membres du groupe de travail qui se sont exprimés sont souvent intervenus spécifiquement sur les parties de la vidéo les concernant directement (les responsables de Kallari sur la place de Kallari et la commercialisation du cacao, les membres du MAE sur la partie concernant la conservation de l'environnement et la déforestation, les membres des institutions sur leurs propres interviews) et très peu voire pas du tout sur le reste. Ceci eut pour conséquence de limiter l'apparition de véritables débats sur les thèmes abordés par la vidéo. Les points de vue exprimés étaient détachés les uns des autres et il n'y avait pas réellement d'échange d'arguments entre les participants.

Quelques-unes des remarques ont porté sur le choix des deux communautés Shandia et Sinchi Runa Puni Bocana pour illustrer la situation de l'ensemble du territoire. Nous l'avons vu, la notion d'exemple n'est pas évidente pour les kichwas, et il est clair qu'ils auraient préféré que le film traite de toutes les communautés de la zone une par une. Une solution aurait également pu être de faire deux films, un pour chaque communauté choisie, évitant ainsi le terme d'« exemple » utilisé en introduction, et se concentrant sur les problématiques et les défis affrontés par telle communauté en particulier. Cela nous conduit par ailleurs à nous interroger sur le choix de l'échelle d'intervention. N'aurait-il pas été préférable de travailler à un niveau plus local, autant du point de vue de la pertinence du modèle vidéo élaboré que de l'intensité et de la qualité du processus de concertation induit ? Nous avons choisi le territoire d'intervention du FLOAGRI. En travaillant à plus petite échelle, avec un nombre limité d'acteurs, il aurait certainement été plus facile d'approfondir certains sujets, que ce soit en vidéo ou au sein du groupe de travail. De plus, travailler à une échelle plus réduite peut permettre une plus grande correspondance entre le contenu de la vidéo et les préoccupations véritables des membres du groupe de travail. Ainsi l'implication directe et personnelle des participants dans les sujets traités en vidéo favoriserait sûrement un plus grand engagement de leur part dans les débats.

Notons également que très peu de remarques ont été faites sur la voix off. Celle-ci a été jugée utile par l'ensemble du groupe. Certains institutionnels nous ont cependant demandé

qu'elle fournisse plus de données chiffrées de manière à faciliter au spectateur sa représentation de la situation et renforcer du même coup l'effet de sensibilisation que le groupe souhaitait produire avec la vidéo. Ceci semble montrer que notre hypothèse initiale d'une voix off interprétée comme la vision des étrangers, et de fait perçue comme une forme d'ingérence dans un modèle qui se veut la représentation des points de vue locaux, était peut-être extrême. En ce sens, les résultats de cette expérience nous conduisent à penser que la suppression complète de toute voix off, en dehors du fait d'être délicate si l'on veut assurer une cohérence d'ensemble au produit vidéo, n'est peut-être pas toujours nécessaire pour asseoir la mise en retrait des intervenants vidéo.

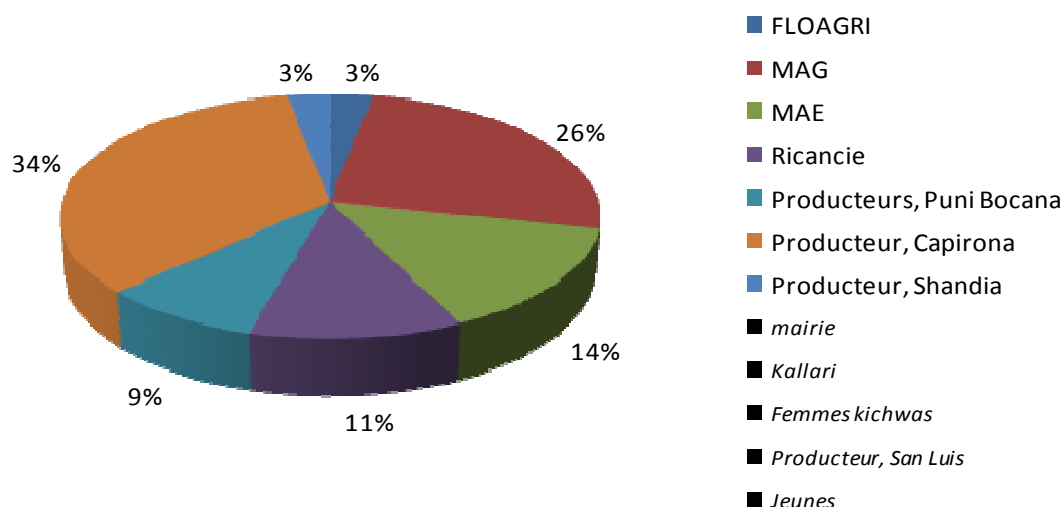
2.5.3 Analyse du déroulement de la troisième réunion du groupe de travail

A- La réunion en quelques chiffres

Cette troisième et dernière réunion du groupe de travail a réuni 22 personnes, dont les deux animateurs, représentant au total 13 catégories d'acteurs différentes. 4 communautés kichwas étaient représentées. Le colon n'est pas revenu pour cette troisième réunion. Trois femmes étaient présentes mais ne se sont pas du tout exprimées cette fois-ci²⁴⁸. Par ailleurs, aucun représentant de la fondation Jatun Sacha, ni de l'ECORAE, ni du comité paroissial de Talag n'étaient présent. Nous ne connaissons pas les raisons de leur absence, et nous pouvons nous interroger quant à une possible lassitude face à la longueur de notre démarche. En revanche le MAG, le MAE et le FLOAGRI étaient de nouveau représentés. Globalement le groupe de travail n'a cessé de croître au cours des trois réunions successives. Les proportions de représentants de la population rurale et de représentants d'institutions et de leaders d'associations communautaires étaient plus équilibrées lors de cette dernière réunion. Un peu plus d'une heure a été consacrée au visionnage de la vidéo, avant sa discussion. Au total la réunion n'a pas duré beaucoup plus de trois heures. Les échanges ont été moins nombreux que lors des deux précédentes réunions.

B- La participation des membres du groupe de travail durant cette réunion

Répartition des prises de parole entre les participants à la dernière réunion du groupe de travail



²⁴⁸ La présidente de l'association de femmes n'est pas venue car elle a été contrainte de partir en urgence à Quito.

Répartition des temps de parole entre les participants à la dernière réunion du groupe de travail

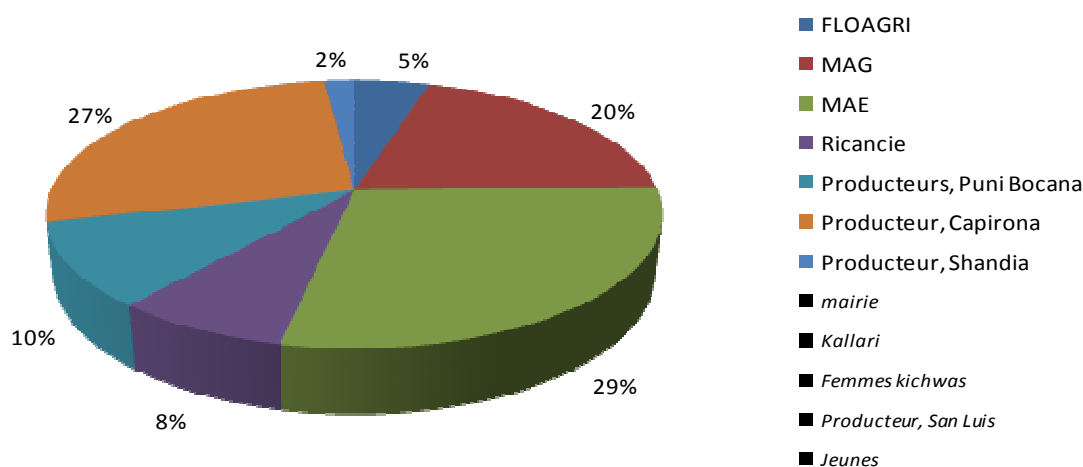


Figure 17 : interventions lors de la troisième réunion du groupe de travail à Tena

Les deux graphiques ci-dessus mettent en évidence un certain nombre d'aspects importants de cette dernière réunion. Tout d'abord le fait que les agriculteurs présents ont pratiquement fait jeu égal (en termes de prise de parole) avec les représentants d'institutions et les leaders, contrairement à la précédente réunion. Mais ils étaient cette fois-ci en plus grand nombre. On constate également que les groupes les plus timides que sont les jeunes et les femmes kichwas ne se sont pas exprimés du tout, ce qui ne joue pas en faveur de l'hypothèse d'un accompagnement vidéo capable de provoquer un débat plus équilibré que dans les conditions « habituelles ». La difficulté d'évaluer ce point réside dans la séparation des responsabilités entre outil vidéo, démarche d'accompagnement et animation. Enfin, il nous semble important de souligner que les très faibles participations du secrétaire général de Kallari et du représentant de la Mairie s'expliquent par des facteurs totalement extérieurs à la démarche (autre affaire en cours simultanément, fatigue, etc.), et ne sont pas le signe d'un refus volontaire de participer ou d'un manque d'intérêt.

Par ailleurs, il faut préciser que des membres du FLOAGRI présents lors de la seconde réunion, seul l'ingénieur forestier est revenu pour cette dernière rencontre.

C- Une vidéo peut-être trop finalisée, ne laissant que peu de place à une véritable réappropriation collective par le groupe de travail

Dans l'ensemble les membres du groupe de travail ont été relativement satisfaits du montage que nous leur avons présenté. Ils ont d'ailleurs presque tous exprimé cette satisfaction avec enthousiasme, sans doute un peu surpris du résultat obtenu et de l'avancée du travail depuis la réunion précédente. On peut justement se demander si cette avancée n'a pas été trop importante, et si elle ne reflète pas quelque part une substitution de leurs points de vue par celui des intervenants vidéo. Le fait par exemple que nous ayons finalement pris le parti de ne monter qu'une seule vidéo alors qu'ils en auraient souhaitée deux va dans le sens d'une telle substitution. Et le fait d'avoir été amenés à faire seuls un certain nombre de choix de montage, d'esthétique, de musique, de scénarisation, et de présenter un travail relativement « abouti » limite la place pour d'éventuelles remarques, ajouts, critiques, etc. La magie du montage qui masque le saut entre les séquences brutes et le film participe

globalement d'une désappropriation du résultat pour les membres du groupe de travail qui ne maîtrisent pas cette étape.

De la même manière, cet aspect trop finalisé du produit présenté explique certainement en partie les difficultés que nous avons eues pour identifier avec le groupe ce qui pourrait être supprimé du montage et pour procéder à un découpage de la vidéo en plusieurs séquences thématiques. En effet, une fois la première version terminée, nous avons vite pris conscience de ce caractère un peu trop fermé, un peu trop abouti, et pas réellement adapté à un outil d'animation de débat, notamment du fait d'une durée trop importante et de la multiplicité des thèmes successivement abordés. Nous avons donc voulu réduire ou décomposer cette vidéo avec le groupe. Mais après l'avoir visionnée, les acteurs locaux n'ont pas souhaité la réduire, au contraire, et nous nous sommes en quelque sorte tendu notre propre piège.

« Je trouve que vous êtes arrivés à un travail assez fort. Ce ne serait pas bon d'enlever des choses. Mais puisque c'est trop long, on pourrait la diviser en deux. » (Bolier, MAE)

« Je crois qu'il faudrait tout garder, parce que la réalité est quasi-similaire. La problématique est unique, mais avec différents aspects. Je crois qu'il faut garder le tout pour avoir une vision complète. » (Augusto, Puni Bocana)

Cette expérience nous a fait prendre conscience qu'une fois qu'un premier montage relativement scénarisé est réalisé, tout remontage un peu conséquent (tournage de nouvelles images, modifications profondes du scénario ou de la voix off) s'avère difficile à mettre en œuvre, autant car il est difficile pour les spectateurs d'envisager objectivement les autres options de montage que parce que les réalisateurs ne sont pas toujours enclins à apporter d'importantes modifications à leur travail. Nous avons malgré tout procédé à des modifications de ce type suite aux remarques des participants, tout en ressentant bien nos réticences. Ceci nous a donc amené *a posteriori* à considérer avec intérêt une démarche qui s'appuierait sur des montages « cut »²⁴⁹ des interviews, avec peu de voix off et peu d'images d'appui. Ce type de montage permettrait ainsi de laisser une plus grande place aux débats, à l'échange d'idées, en limitant l'inévitable ingérence intellectuelle des monteurs. Les ajouts et retraits de séquences seraient également moins susceptibles de perturber la structure narrative, moins aboutie, ou l'esthétique, peu recherchée, simplifiant donc la mise en place de démarches réellement itératives. Dans un second temps ceci faciliterait peut-être également un choix collectif des images d'appui. En revanche, le résultat serait alors un document plus décousu, qu'il faudrait nécessairement décomposer en plusieurs modules distincts, correspondant aux thématiques successivement abordées. Nous estimons donc avoir trop cherché à nous rapprocher de la forme classique des documentaires vidéo, au détriment de la construction d'un outil intermédiaire ouvert, laissant à chacun une grande liberté d'interprétation et suscitant des discussions, plus efficace dans un objectif de concertation. Notre propre attachement culturel à l'importance de l'esthétique graphique et scénaristique a eu un impact négatif sur les buts initiaux de la mise en œuvre de ce processus. Et finalement, si nous avons été à plusieurs reprises contrariés par les blocages de certains membres du groupe de travail face à divers aspects esthétiques ou de montage (cf. étape 2), mais cette fois-ci en sens inverse, c'est aussi peut-être simplement du au fait que nous y attachions nous-mêmes trop d'importance.

Enfin, nous pouvons nous demander si les membres du groupe de travail disposaient d'un bagage, d'une culture médiatique²⁵⁰ suffisante pour pouvoir émettre des jugements pointus sur la vidéo. Les participants ont-ils été dépassés par l'outil proposé ? Le maîtrisaient-ils suffisamment pour interagir avec lui de façon constructive ? Si ces questions nous apparaissent pertinentes et seront traitées dans la cinquième partie de cette thèse, les

²⁴⁹ Il s'agit de montage sans effet ni transition, consistant à mettre simplement bout à bout et sans autre précaution les extraits d'interviews considérés comme pertinents.

²⁵⁰ « Media literacy » selon l'expression anglophone couramment utilisée.

réflexions qu'elles amènent vont toutes dans le sens d'un intérêt accru pour la réalisation d'un travail participatif en vidéo qui soit répété localement, de manière à prendre le temps de familiariser les participants avec l'outil... mais surtout un travail qui puisse également s'inscrire dans une plus longue durée, et qui puisse porter sur différents thèmes, plus précis, impliquant successivement différents acteurs (ou groupes de travail), afin que naisse peu à peu une véritable appropriation locale de l'outil, et une meilleure valorisation des produits. Cette familiarisation et l'appropriation de l'outil par les acteurs a notamment été observé par l'équipe de l'IAV de Rabat dans le cadre de leur travail vidéo, après plusieurs années de pratique.²⁵¹ Nous reviendrons sur cette question de l'appropriation à l'occasion de notre analyse de la réunion multi-acteurs finale.

Pour s'assurer finalement que le groupe était bien en accord avec le contenu de la vidéo nous leur avons simplement demandé s'ils souhaitaient être clairement cités dans le générique comme les auteurs du film.

« Enfin, nous voudrions savoir au sujet des génériques, puisque cela reste votre vidéo, que pensez vous si nous mettons vos noms à tous en tant qu'auteurs du film. » (animateur)

Tout le monde : *« c'est bien ! »*

« Mais cela veut dire que vous êtes d'accord avec tout le contenu. » (animateur)

Tout le monde : *« Bien sûr ! »*

D- Malgré tout quelques frustrations ont été ressenties et exprimées

Globalement satisfaits par le travail que nous leur avons présenté, les participants ont tout de même exprimé quelques frustrations. La plus importante correspond au fait qu'il manquait à leurs yeux certains aspects de la problématique, que tout n'était pas dit dans le film. Deux explications peuvent alors être avancées. Si l'on adopte une approche déterministe, ou constructiviste, ce sont l'histoire personnelle et l'expérience professionnelle qui expliquent que chacun regarde la situation à travers un prisme qui lui est propre, conduisant à une priorisation particulière des différents éléments de la problématique. Partant de là il est difficile au sein d'une vidéo de restituer toute la pluralité de ces points de vue. Au mieux, on ne peut présenter qu'une juxtaposition ou au contraire un positionnement plus ou moins intermédiaire entre tous ces angles d'observations. Ceci aboutit nécessairement à la frustration de certains, déçus de ne pas retrouver exactement leur analyse de la problématique dans le film. La seconde explication à cette frustration réside dans le fait qu'au fur et à mesure que le travail collectif de construction de la vidéo progresse, les réflexions individuelle et collective progressent. Elles s'enrichissent des échanges qui ont lieu au sein du groupe de travail (et certainement de celles ayant eu lieu en dehors) et des interviews réalisées par l'équipe vidéo. Face à ces points de vue qui évoluent et à ces compréhensions de la situation qui s'affinent, le travail vidéo a finalement toujours un temps de retard et finit donc toujours par paraître quelque peu incomplet.

« Je pense qu'il y a des choses que l'on pourrait ajouter, mais il me semble difficile d'enlever des parties qui sont déjà comprises car tout me semble important. » (Lorena, MAG)

Ceci milite en faveur de deux choses.

Tout d'abord le fait que le ou les films réalisés ne seront jamais en parfaite adéquation avec l'ensemble des points de vue, opinions, analyses des membres du groupe de travail. Mais

²⁵¹ Ce sont les organisations de producteurs qui font elle-même la démarche de demander un appui vidéo, soit pour porter leur message auprès des autorités soit pour bénéficier de dispositifs d'échanges d'expériences.

ce n'est pas là le but de la démarche. Celle-ci ne vise qu'à accompagner et faire progresser les réflexions individuelles et collectives. Il ne s'agit donc pas de lisser et réunir les points de vue mais d'en expliciter les points de convergence et de divergence. Le processus prime sur le produit qui ne pourra être qu'une image d'un état transitoire de ces réflexions. Cela ne signifie pas que cette image n'ait aucun sens, au contraire elle constitue une marche permettant d'accéder à l'étape suivante.

Ensuite, ces observations nous conduisent à l'idée qu'il faut également savoir arrêter le processus d'accompagnement vidéo avant qu'il ne perde tout son sens. La force de l'objet vidéo intermédiaire réside dans le fait qu'il garde suffisamment de distance avec chaque perception individuelle, tout en leur faisant référence, de manière à ce qu'il puisse être approprié et retravaillé par chacun des acteurs, à la lumière de leur propre expérience. En effet, à trop vouloir coller à l'ensemble des opinions, le risque est que chacun ne discerne plus que son propre point de vue dans la vidéo et en oublie le travail de comparaison aux autres « réalités » ou « vérités » sensées être illustrées. Enfin, nous sommes convaincus que les manques font également toute la force d'accompagnement du film. En effet, c'est en identifiant puis en discutant collectivement des carences du modèle que l'on participe également de la réflexion collective et que l'on affine la connaissance de la situation locale, mais aussi celle du système d'acteurs. Nous l'avons observé lors de chaque réunion.

E- Interviewer un acteur peut faciliter son implication ultérieure au sein du groupe de travail

Alors qu'il avait envoyé un représentant pour participer à la deuxième réunion, le directeur du MAE s'est lui-même déplacé pour la dernière. Les motivations de sa participation se trouvent vraisemblablement dans le fait qu'entre temps nous l'avions interviewé. Il est donc probable qu'il était surtout curieux de voir le résultat de son enregistrement ainsi que le produit dans lequel il allait s'insérer. Qu'il s'agisse de curiosité ou de méfiance le résultat est le même : il est venu grossir les rangs du groupe de travail. Ce résultat démontre une certaine capacité d'attraction de la démarche d'accompagnement vidéo vis-à-vis de nouveaux acteurs, et leur interview semble favoriser par la suite leur implication dans la démarche. Ceci s'est également vérifié à l'occasion de la réunion multi-acteurs finale que nous analyserons plus loin, pour laquelle diverses personnes interviewées ont fait le déplacement, surtout afin de se découvrir à l'écran (selon nous), et sans doute moins pour participer au débat. Cependant cette relation n'est pas systématique. Une personne du conseil provincial qui a été interviewée et qui fut expressément invitée (par trois fois) à rejoindre le groupe de travail ne s'est jamais présentée, ni même à la projection finale. Malgré tout, on peut penser que la réalisation d'une interview reste un facteur favorisant l'implication de nouveaux acteurs.

Au-delà du fait que le directeur du MAE a avoué regretter de ne pas s'être investi plus tôt dans la démarche, prétextant ne pas en avoir suffisamment mesuré la portée au départ, il s'est rapidement impliqué dans la réunion en donnant son point de vue sur le fond, sur la forme et sur les futures utilisations possibles de cette vidéo. Il est d'ailleurs la personne qui s'est le plus exprimée en termes de temps de parole, comme on le voit sur les graphiques déjà présentés. Malgré tout, sa position était délicate puisque n'ayant pas participé aux deux premières réunions, il lui était difficile de remettre en question le choix des thèmes et des personnes à interviewer. Mais il a été emballé par la démarche à tel point qu'il a motivé l'ensemble des membres du service local du MAE à venir assister à la projection multi-acteurs. De plus, il nous a demandé à l'issue de cette réunion de réaliser un travail vidéo spécifique pour le MAE afin d'appuyer son travail d'information et de sensibilisation des paysans aux problèmes de la coupe illégale du bois, ce que nous avons fait avant de quitter l'Equateur.

« Je voudrais d'abord vous féliciter car dans un laps de temps aussi court ceci est un bon travail. Evidemment cela aurait besoin, non pas d'ajustements, mais... comme le disait madame l'ingénieur, il faudrait encore ajouter beaucoup de choses, mais compte tenu du

temps disponible cela ne pourra pas être fait. Je crois que la conclusion doit être la suivante : il faudrait beaucoup d'autres travaux de ce type, mais dédiés à des thèmes spécifiques. Par exemple le travail environnemental auprès des enfants, bref, il y a plein de choses que l'on pourrait citer. Mais ce que vous avez fait est quelque chose de très spécial. Je n'ai jamais vu d'autres travaux de ce type dans cette zone. » (Bolier, MAE)

Il est intéressant de constater que ce nouveau membre du groupe de travail a exprimé le besoin d'avoir plus de données chiffrées dans la vidéo, de manière à faciliter l'appréciation de la situation. Or il est très probable que sans sa présence cette question n'aurait pas été soulevée par le groupe. Ceci amène à deux observations. La première est que l'incorporation de nouveaux acteurs au groupe suppose nécessairement la prise en compte de nouvelles représentations de la situation locale et de nouvelles sensibilités audiovisuelles. Cela implique donc que pour éviter les frustrations il serait plus judicieux de favoriser de telles incorporations à un stade moins avancé du montage vidéo. Ceci supposerait alors sans doute l'organisation d'un plus grand nombre de réunions au cours desquelles les choix de construction de la vidéo seraient effectués à un rythme plus lent que celui que nous avons suivi. La deuxième observation consiste à s'interroger sur la réelle représentativité du groupe de travail. Si l'on part du principe que les sensibilités et les représentations diffèrent le plus souvent d'un acteur à un autre, il est alors utopique d'escompter constituer un groupe de travail représentatif de la diversité des points de vue existants. Cette attente nous semble irréaliste. Oui, le groupe de travail permet d'anticiper un certain nombre de remarques, il permet de penser et construire collectivement une vidéo, mais en aucun cas il ne permet de prévoir toute la diversité des réactions potentielles face à la vidéo. S'il est représentatif des catégories d'acteurs impliqués, il ne peut prétendre l'être en ce qui concerne les représentations des acteurs pris individuellement. En ce sens la constitution même du groupe de travail, au niveau individuel et non pas au niveau des catégories d'acteurs présentes, influence considérablement le résultat vidéo... mais pas nécessairement celui de la démarche.

F- Une interview en particulier semble avoir eu un impact fort sur les spectateurs

L'intervention du directeur du MAE a en effet suscité de très nombreuses réactions parmi les membres du groupe de travail. Il y explique, chiffres à l'appui, que les paysans auraient tout intérêt, d'un point de vue purement économique, à s'organiser de façon légale pour exploiter le bois. Apportant des informations et des conclusions que les indiens n'avaient pas l'habitude d'entendre lors de leurs discussions avec les autres exploitants et surtout avec les intermédiaires, ce discours a suscité beaucoup de curiosité de la part des paysans, qui ont commencé à se demander justement s'ils ne manquaient pas d'informations à ce sujet. Ils ont donc profité de la présence du directeur du MAE pour lui poser de nombreuses questions et lui demander explicitement de trouver les moyens d'organiser un vaste travail de vulgarisation de ces informations auprès des communautés. De fait la projection a permis, du moins au sein du groupe de travail, d'identifier un déficit en termes de circulation d'informations.

« Je crois que les images sont bien, les entrevues sont claires. Seulement une chose, et je profite de la présence de l'ingénieur en environnement du ministère, à propos de ces histoires de permis d'exploitation : des programmes menés par le personnel du MAE devraient être mis en place pour socialiser ces informations auprès des gens afin que les communautaires se rendent compte de tout ceci. Cela n'a jamais été fait, vous n'êtes jamais venus jusqu'aux communautés. [...] Et cela me semble important qu'un tel programme soit mis en place. » (Augusto, Puni Bocana)

« Nous avons vu que concrètement la plupart des gens des communautés n'ont pas connaissance des lois qui existent. [...] Comme nous ne connaissons pas ces lois, on le croit nous quand on nous dit que c'est difficile, que c'est tout un processus bureaucratique. Et

comme on nous dit qu'on ne peut pas obtenir facilement ce permis, alors on décide de vendre notre bois aux intermédiaires.» (Luis, Ricancie)

« Je voudrais tout d'abord féliciter nos amis qui ont réalisé cette vidéo. J'ai l'impression qu'ils ont réussi à s'intégrer à cette ville. [...] Et la vidéo m'a permis de me rendre compte de certaines choses importantes. [...] Mais est-ce que légiférer est vraiment le seul rôle du ministère de l'environnement ou en a-t-il d'autres ? » (Fausto, FLOAGRI)

« Notre mandat est seulement de légiférer et de surveiller. Mais puisque vous êtes là, j'aimerais pouvoir, avec les communautés qui le souhaitent, entamer un travail de vulgarisation. Ensemble nous devons pouvoir obtenir des ressources afin de travailler pour la conservation [...] Et ce que vous vous êtes en train de faire pour moi c'est un apport très significatif pour la conservation. Et clairement nous ne pouvions pas aborder dans cette interview l'ensemble des problèmes, parce que cela exigerait de faire un documentaire seulement pour le MAE. [...] Je pense que nous avons beaucoup à apprendre de cette initiative de travail vidéo, et pour cela je vous félicite. » (Bolier, MAE)

2.6 Etape 7 : Organisation de réunions publiques multi-acteurs de projection et de discussion autour de la vidéo

Le script intégral de la vidéo finale est présenté en annexe 10.

Nous n'avons eu le temps d'organiser qu'une seule réunion de ce type. L'objectif était de présenter à un large public le fruit des réflexions du groupe de travail de manière à lancer un débat sur les thèmes abordés et rechercher certaines convergences entre les points de vue des spectateurs, pour de futures collaborations dans le cadre du développement territorial. Globalement les acteurs locaux ont très largement répondu à notre invitation, sans doute curieux de voir le résultat de ce travail vidéo plutôt original, mais aussi fiers de se voir eux-mêmes ainsi que leur communauté, acteurs ou sujets d'un « film ». La salle contenait en tout plus d'une soixantaine de personnes reflétant assez bien la diversité des acteurs locaux intervenant aux différentes échelles sur la gestion du territoire étudié.

2.6.1 Des conditions d'organisation peu favorables à l'émergence d'un débat animé et productif

Il nous faut évoquer les quelques incidents logistiques dont a souffert cette réunion. Ceux-ci ont sans aucun doute joué en défaveur de l'animation d'un débat utile et constructif. Outre une qualité de projection plutôt limitée (des images trop claires et un son médiocre), les personnes invitées sont arrivées au compte-goutte et la réunion n'a pu démarrer que très en retard. Si dans l'ensemble les membres des autorités et institutions locales sont arrivés à l'heure, les paysans de leur côté, retenus par une Assemblée Générale qui se tenait le matin même dans les locaux de Kallari, sont arrivés avec plus d'une heure et demi de retard ! D'une part cette attente a sérieusement entamé la motivation des premiers, qui ont hésité à partir sans attendre les paysans et que nous avons donc du retenir par tous les moyens. D'autre part les paysans sont arrivés épuisés par leur AG, sans avoir eu le temps de déjeuner. Ils ont donc certainement supporté avec difficultés les deux heures et demi de réunion supplémentaires. Ces conditions n'ont évidemment pas aidé à la dynamique du débat et n'ont pas favorisé (bien au contraire ?) les relations entre paysans et institutions. Est-ce que les paysans n'attachaient qu'une faible importance à notre réunion ? Ou est-ce que plus simplement les décisions qu'ils avaient à prendre en AG étaient particulièrement importantes et urgentes ? Il nous est difficile de donner une réponse avec certitude, même si l'on penche pour la deuxième option, au regard du tempérament de l'actuel secrétaire général de Kallari,

et de la suffisance affichée par certains en arrivant à la réunion. Notre positionnement dans le système d'acteurs en tant que partenaires forcés de l'association Kallari explique également en partie la juxtaposition des deux réunions et les largesses prises par l'association.

Pour l'animation du débat nous avons sollicité le soutien d'une personne extérieure au processus et membre de l'INIAP. Il s'agissait d'une part pour nous de s'assurer de sa neutralité et d'autre part de pouvoir nous positionner en simples observateurs afin de recueillir les données nécessaires à notre recherche (notes d'observation et enregistrement vidéo du déroulement de l'ensemble de la réunion). Mais son extériorité totale ne lui permettait pas de disposer de tous les outils nécessaires pour animer seul cette réunion. Si, forte de son expérience en la matière, cette personne a su s'en sortir sans rencontrer de difficultés majeures, il nous semble avec le recul qu'il aurait fallu qu'au moins l'un d'entre nous s'implique dans cette animation afin de le soutenir sur des questions plus spécifiques, de méthode, d'objectifs, et d'exploiter au mieux le contenu des vidéos de manière à amorcer les débats et de pouvoir répondre aux questions visant à comprendre les différents choix de réalisation effectués par le groupe de travail.

Une conclusion semble s'imposer à la lumière de ces premiers éléments et par comparaison avec la projection multi-acteurs de Cochabamba : lorsque tous les espoirs sont placés dans une unique réunion finale, le risque d'échec et de désillusion est grand. Une concertation instituée de trois heures ne saurait en aucune manière être à elle seule l'aboutissement des réflexions collectives. En ce sens le format « mission » ne semble pas être adapté à un processus de concertation appuyé par VP, qui réclame du temps et des répétitions, ou à défaut un passage de flambeau à la fin du projet, pour poursuivre la dynamique.

2.6.2 Une regrettable absence d'implication des membres du groupe de travail dans la réunion multi-acteurs

Nous avons constaté avec une certaine déception que les membres du groupe de travail, et surtout les membres paysans, ont très peu participé au débat. Ils n'ont pas cherché à défendre les points de vue exprimés dans la vidéo, ni à justifier en public l'intérêt de la réflexion collective. En ce sens ils n'ont pas vraiment favorisé l'exportation des échanges qui s'étaient déroulés au sein du groupe restreint vers les autres acteurs locaux afin de les associer aux débats. Ceci résulte peut-être de nos choix en termes de démarche. Par exemple nous aurions pu envisager de demander explicitement aux membres du groupe de travail de se charger de l'animation de la réunion, quitte à définir ensemble au préalable les points à aborder ainsi que des objectifs opérationnels clairs pour chaque phase. Peut-être aussi que cette relativement faible implication des membres du groupe de travail dans les discussions est à mettre sur le compte de la fatigue après leur longue AG ou leur longue attente selon le cas. Ou peut-être cela traduit-il simplement une certaine réticence à assumer publiquement leur fonction d'auteur dans ce processus. À aucun moment du débat ils n'ont cherché à défendre leur représentation de la situation sensée être présentée par la vidéo.

2.6.3 Analyse du déroulement de la projection multi-acteurs

Le temps accordé aux échanges après visionnage de la vidéo (à peine plus d'une heure, ce qui s'explique par le retard très important des producteurs de Kallari) et le faible nombre d'interventions expliquent que nous ne puissions rien retirer de cette réunion à l'aide de la grille d'analyse conversationnelle que nous avons élaborée. Cependant quelques aspects du débat méritent d'être soulignés. Nous les illustrerons donc par des citations. Seuls trois, voire quatre sujets, ont été abordés successivement lors de ces échanges post-projection. Tout d'abord les liens entre Jatun Sacha et Kallari ont été âprement discutés entre le directeur de la station biologique et le secrétaire général de l'association, ce dernier refusant d'admettre que

la fondation ait pu à un moment leur venir en aide, tandis que le premier revendiquait la paternité pure et simple de Kallari. Puis la question de la construction de la route pour désenclaver Puni Bocana a brièvement occupé les débats. Mais ce sujet, malgré sa place importante dans le film, a été considéré comme trop spécifique pour mériter d'être débattu en public dans l'espoir d'y trouver une solution²⁵². Il a ensuite été question du besoin d'un rapprochement entre acteurs pour faire face, collectivement, aux difficultés identifiées par le processus vidéo. Et rapidement le besoin de formation et de protection des communautés face au développement des activités d'écotourisme privé a été évoqué.

A- Une vidéo considérée comme représentative des difficultés locales

Le contenu de la vidéo n'a essuyé aucune critique véritable. L'ensemble a été considéré par les spectateurs comme tout à fait fidèle à la réalité, et même si certains ont remarqué l'absence de quelques thèmes importants comme l'éducation ou la santé, tous se sont retrouvés dans le contenu. La capacité de la démarche à aboutir à un produit vidéo synthétisant les principaux obstacles et enjeux du développement territorial local a donc été clairement approuvée lors de cette réunion.

« Oui, je crois que les choses sont assez bien montrées et directement, et les problèmes que nous avons ici sont bien identifiés. Et je crois que c'est un bon outil pour montrer aux autorités concernées ce qui est important, afin de les forcer à chercher les solutions. »
(Alejandro, Jatun Sacha)

« Personnellement je voudrais remercier tout d'abord nos deux camarades français à l'origine de cette initiative, qui nous a permis de filmer notre réalité. Et ils ont mené ce travail en collaboration avec tous nos amis et toutes les organisations qui ont participé à ces débats. Le résultat permet de voir ainsi toute la problématique qui existe autour des fleuves Napo, Puni et la zone de Talag. De la même manière les besoins des communautés et des paroisses ont été identifiés, et c'est ce que nous avons vu. » (Ricardo, Junta Parroquial Talag)

Le seul reproche formulé déplorait le fait que la vidéo n'était « *qu'éducative et pas du tout informative* ». La nuance n'est pas évidente. Il semble surtout pour l'auteur de cette critique que la vidéo n'amenait rien de nouveau ; que ceux qui connaissaient le terrain y retrouvaient effectivement les différentes composantes de la problématique territoriale locale, mais n'apprenaient rien de plus. Et le fait que la vidéo ne propose rien de précis face à ces difficultés identifiées semble avoir gêné cette personne qui n'a pas bien perçu l'intérêt d'une telle démarche. En revanche cet intérêt a été perçu par d'autres participants, notamment sur la capacité de l'exercice à favoriser le rapprochement entre acteurs, autour de la réalisation de la vidéo d'une part puis lors des projections. La possibilité d'utiliser la vidéo pour faire connaître les nécessités locales aux décideurs a également été soulignée à diverses reprises.

B- Une certaine prise de conscience d'un besoin de réunir les forces et compétences de chacun pour affronter collectivement les difficultés

- Un appel public au travail en commun sur les principales problématiques territoriales

Cette réunion multi-acteurs a été l'occasion pour certains de proposer des partenariats, une mise en commun des efforts et la mise en place de véritables collaborations entre

²⁵² En revanche les échanges à ce sujet ont permis de mettre à jour un certain manquement de la part des dirigeants de la communauté Puni Bocana qui, aux dires du directeur de la station biologique, auraient donné leur accord en première instance à la proposition de contourner la fondation, mais n'auraient par la suite pas fait les démarches qu'on leur avait demandées d'effectuer (à savoir rédiger une demande explicite d'appui auprès des institutions impliquées). Toujours est-il que s'il y avait effectivement accord il y aurait pu y avoir un suivi, sachant que la rédaction d'un tel document administratif n'est pas un exercice toujours évident pour les communautaires.

organisations de base et institutions afin de mieux organiser et mieux cibler l'appui au développement. Tel était par exemple le discours du secrétaire général de Kallari.

« Il faut chercher comment se coordonner avec les fédérations, les organisations et les institutions. L'organisation est bonne pour le développement, mais aujourd'hui il n'y a pas de politique adaptée qui engage tous les acteurs. [...] Nous ne faisons que travailler communauté par communauté. Je lance donc un appel : il faut que nous nous asseyons et que nous nous associons pour soutenir un tel processus organisationnel. Parce que le documentaire a surtout servi à nous rapprocher afin de nous permettre de prendre des décisions concernant l'avenir. Ceci est nécessaire parce que maintenant nous ne pouvons plus trouver seuls les solutions. Nous n'avons pas les fonds nécessaires. Mais tous ensemble unis, comme ici, nous pouvons faire avancer les choses. » (Diego, Kallari)

Et cet appel n'est pas resté sans réponse puisque le directeur du MAE a affirmé publiquement sa volonté d'engager son institution dans ce type de démarche, dans le cadre bien sûr d'actions environnementales et de lutte contre la déforestation, et en l'échange d'un investissement concret de la part des organisations de base comme des communautés.

« C'est exactement ce que nous espérons : voir comment réaliser une collaboration avec toutes ces organisations locales qui ont su se développer, voir comment il est possible de nous coordonner autour de ce type de travail. D'une façon générale, je pense que la vidéo que vous avez faite est un très très bon travail. [...] Je pense que c'est un très bon travail qui doit arriver jusqu'aux décideurs politiques et aux différentes organisations pour qu'ils puissent prendre en compte tout ce qui manque, et que de là naissent de nouveaux projets. En premier j'invite toutes les organisations qui sont déjà constituées : nous autres sommes très ouverts à l'idée de travailler sous forme de conventions. [...] Nous sommes prêts à travailler avec les organisations et les personnes qui le souhaitent. [...] C'est un bon travail, et je crois que nous devons nous mettre dans la tête que cela n'est pas la fin, ce n'est pas non plus le début de la fin, mais pour moi ce serait plutôt la fin du début, mais d'un long, très long, et même très très long, travail de coordination entre toutes les organisations. » (Bolier, MAE)

Si nous ne pouvons pas affirmer que la vidéo ait permis de favoriser la synergie entre les acteurs locaux, il semble en tout cas qu'elle ait participé d'une certaine prise de conscience et de quelques intentions d'engagement. Après notre départ, le projet FLOAGRI, Kallari et le MAE ont travaillé main dans la main durant plus d'un an et demi, au moins jusqu'au départ du directeur du MAE (date des dernières nouvelles que nous avons reçues de Tena).

- Un regret face à l'absence de certaines institutions

Certains participants ont exprimé leur regret de ne pas retrouver à cette réunion un plus grand nombre d'autorités et de représentants des institutions, même si de nombreuses personnes étaient présentes et de nombreuses catégories d'acteurs représentées. Mais rappelons certains se sont lassés d'avoir à patienter plus d'une heure trente et sont partis...

« Quand ceux qui mettent en œuvre les initiatives locales vont voir les autorités, ils n'obtiennent rien. Donc je crois, et c'est ce que je comprends de ce travail vidéo, qu'on a besoin de ce type de rapprochement entre organisations et autorités intervenant sur ces problématiques. Mais je pense qu'il manque aujourd'hui certaines autorités pour pouvoir ensuite planifier des réunions de coordination afin de traiter chacun de ces problèmes communs. [...] Nous aurions dû inviter plus d'autorités, pour pouvoir recueillir encore plus de points de vue sur le contenu de cette vidéo. » (Neti, Kallari)

Face à cette remarque le responsable local du projet FLOAGRI a expliqué que l'intérêt de ce travail vidéo était justement de permettre à chacun des acteurs de disposer d'un outil lui permettant de sensibiliser ses différents partenaires, et qu'il tenait donc à chacun de s'en servir de la meilleure manière possible.

« Il ne s'agissait pas au travers de cette réunion de réunir tout le monde et de résoudre tous les problèmes. Nous souhaitions simplement attirer l'attention des uns et des autres, nous y compris, sur des problèmes précis. Si nous avons pu avoir toutes les autorités de l'Etat, ça aurait bien sûr été l'idéal. Ce qui est intéressant est que ce travail [...] nous le mettons à disposition de tous, de tous ceux qui pourrait en avoir besoin plus tard pour rechercher des alternatives. Tout ceci ne se termine donc pas aujourd'hui. Au contraire, il s'agit d'initier un processus plus large qui doit aider à construire une nouvelle identité. » (Jorge, FLOAGRI)

Finalement seuls des représentants d'institutions et d'organisation se sont exprimés durant les échanges. Les producteurs, kichwas ou colons, ou encore les intermédiaires présents, n'ont presque pas pris la parole. Nous espérons que le fait de leur avoir déjà ouvert un espace d'expression au sein du film facilite leur expression en public, comme se fut le cas lors des réunions du groupe de travail. Nous ne l'avons pas observé. Les obstacles logistiques expliquent peut-être cela.

C- Quelques enseignements retenus de la projection privée organisée pour la communauté de Shandia

Nous avons également organisé une projection dans la communauté de Shandia afin de confronter le produit vidéo à un public relativement homogène, composé de producteurs et de productrices kichwas d'une même communauté. L'idée de cette confrontation était entre autres de stimuler l'expression de ces catégories d'acteurs sur les thèmes traités par la vidéo et d'observer leurs réactions face au film. Enfin nous souhaitions voir dans quelle mesure ils étaient ou non satisfaits de la partie du film évoquant leur communauté, en comparaison notamment de leurs réactions au sujet de la partie traitant de la communauté de Sinchi Runa Puni Bocana.

Si au début de la projection relativement peu d'adultes étaient présents, leur nombre s'est progressivement accru jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de place assise durant le film. Hommes, femmes et enfants ont ainsi semblé intéressés par l'évènement. En revanche une fois le film terminé, de nombreux spectateurs sont retournés à leurs activités quotidiennes et n'ont pas souhaité participer au débat qui s'est donc tenu en relativement petit comité (une douzaine de personnes).

Les spectateurs ont découvert purement et simplement l'existence de la communauté de Sinchi Runa Puni Bocana et ont pris toute la mesure de ses difficultés et de l'écart existant avec les facilités dont dispose Shandia. Les quelques questions que nous leur avons posées nous ont en effet permis de constater qu'ils avaient parfaitement compris les enjeux relatifs à cette séquence vidéo. Les images de la descente en canoë en particulier ont marqué les hommes comme les femmes, bien plus que les discours. Ils ont semblé captivés d'apprendre des choses sur des communautés voisines dont ils ignoraient jusqu'à l'existence. D'ailleurs nous avons pu vérifier qu'ils se faisaient aussi des idées toutes faites sur les habitants de ces communautés, les percevant comme des populations reculées, timides, effrayées par la modernité.

Pour ce qui est de la partie traitant de Shandia, il semble subsister une certaine frustration chez les spectateurs, qui auraient souhaité montrer plus de choses, mieux profiter de cette opportunité pour documenter leurs activités. C'est ainsi par exemple qu'on nous demanda de tourner de nouvelles images auprès des femmes en train de confectionner des produits artisanaux, ou de poser de nouvelles questions sur la commercialisation du cacao, ou encore de montrer les marquises qui venaient d'être bâties, etc. La partie sur leur

communauté leur a paru trop courte ; les remarques n'allaient nullement dans le sens d'une correction mais plutôt dans celui d'un effort de complémentation. C'est ainsi que bien qu'ils aient clairement trouvé la vidéo trop longue, lorsqu'on leur a demandé ce que l'on pourrait enlever du montage actuel, ils n'ont pas été en mesure de nous répondre, sauf pour proposer de rajouter encore des séquences, essentiellement sur leur communauté.

Enfin, nous avons noté une nette différence d'écoute entre les séquences tournées en espagnol et celles en kichwa. Ces dernières bénéficiaient réellement d'une attention décuplée de la part des spectateurs.

Nous retiendrons l'impact du produit sur les gens. Tous écoutent et regardent, certains presque émerveillés, et ils comprennent l'ensemble du message. Le fait de voir une vidéo sur leur propre quotidien les amène à y re-réfléchir et à vouloir s'investir dans des ajustements audiovisuels pour se rapprocher le plus possible de leurs propres représentations. La vidéo est donc, pour le chercheur, un révélateur de ce type d'informations, par nature difficiles à caractériser.

2.6.4 Une vidéo de nature descriptive qui n'apporte pas de solutions toutes faites

L'absence dans la vidéo de propositions concrètes pour améliorer le développement du territoire a été critiquée par certains spectateurs. Cette absence n'était pas volontaire mais a résulté, au moins en partie, de l'absence d'implication réelle du projet FLOAGRI dans notre démarche, ce qui a constitué finalement un frein institutionnel fort. L'un des objectifs initiaux, rappelons le, était clairement de permettre un échange à double sens entre le projet FLOAGRI et ses futurs bénéficiaires. Cet échange devait permettre de faire remonter les besoins et les attentes de la population locale vers le projet, et permettre au projet de présenter ses propres objectifs de recherche et les actions qu'il comptait mettre en œuvre. Ainsi la formulation de propositions aurait du *a priori* être l'un des intérêts de la participation de l'équipe technique du FLOAGRI au groupe de travail. Le second objectif du processus était d'établir un constat partagé sur la problématique locale de développement, de manière à le modéliser en vidéo, afin de chercher collectivement sur cette base, entre tous les acteurs concernés, des alternatives adaptées lors de réunions multi-acteurs de projection-débat. Celle que nous avons organisée aurait donc du être l'occasion de formuler de telles propositions et non pas d'en déplorer l'absence. D'un côté cette réaction du public prouve une fois encore qu'il n'est pas simple de rompre avec le schéma *top down* classique auquel tout le monde est habitué. De l'autre, il semble évident que trop d'espoirs étaient placées dans trop peu de rencontres et d'échanges. La dynamique collective engagée est d'ores et déjà un résultat non négligeable.

2.6.5 Analyse du contenu des questionnaires faisant suite à la réunion multi-acteurs

Cette réunion multi-acteurs a rassemblé au moins 59 personnes. Ce chiffre correspond au nombre de personnes ayant signé la feuille de présence, sachant qu'une fois la réunion commencée de nombreuses autres personnes se sont jointes au groupe sans prendre la peine d'apposer leur signature. Au total nous avons récupéré 34 questionnaires complétés.

A- Objectifs et limites du recours au questionnaire écrit

Au delà de rechercher des éléments d'évaluation du processus vidéo touchant à sa fin, l'objectif du questionnaire était aussi de pouvoir offrir aux personnes présentes un moyen de s'exprimer librement sur le contenu du film sans risquer de s'exposer ouvertement au jugement de la salle. Les questions composant ce questionnaire portaient sur l'appréciation générale de la vidéo ; sur sa représentativité face à la complexité de la problématique locale ; sur son aptitude à ouvrir un débat constructif ; sur ce qu'elle était susceptible d'apporter à chacun des acteurs-spectateurs ; sur son influence sur les points de vue de chacun et sur les relations inter-acteurs, ainsi que sur d'éventuelles suggestions à l'attention du projet

FLOAGRI. La dernière « question » offrait finalement un espace d'expression libre. Le questionnaire est présenté en annexe 11.

La pertinence d'un recours à ce type de questionnaire en guise de méthode d'évaluation finale est souvent critiquée. Il est en effet fréquemment considéré que les réponses fournies à ces enquêtes à chaud sont exagérément généreuses, de façon à maintenir la porte ouverte pour d'éventuels projets futurs. Si cela est sûrement vrai, au moins en partie, et d'autant plus dans un pays aussi empreint de formalisme que l'Equateur, le questionnaire que nous avons utilisé visait clairement dans sa formulation à identifier et à caractériser l'impact de la vidéo sur chacune des personnes présentes. Le caractère personnel des questions²⁵³ amenait les personnes interrogées à s'impliquer dans leurs réponses, dont la précision, l'argumentation et la formulation (pas toujours très sympathique d'ailleurs) nous laissent penser qu'elles étaient tout à fait sincères et que nous avons en partie échappé à ces fameuses réponses de courtoisie un peu hypocrites. Bien sûr, nous n'y avons pas non plus échappé totalement. Citons par exemple cette appréciation dithyrambique, « *une vidéo magnifique qui n'est que la pure vérité* », d'un paysan sans doute encore sous le choc..., ou encore ce membre de la direction de Kallari qui explique par écrit que la projection l'a fait changer d'avis sur les mineurs et l'exploitation pétrolière, alors qu'il n'en est pas du tout question dans la vidéo, ou bien très indirectement. Dans l'ensemble cependant, les détails utilisés dans les réponses nous amènent à les considérer comme sincères et donc en mesure d'être étudiées de manière approfondie.

Une fois encore le choix du questionnaire écrit, s'il nous est apparu comme la meilleure option pour obtenir les réactions individuelles du plus grand nombre (nous ne pouvions réaliser des entretiens individuels avec l'ensemble des personnes présentes à cette réunion dans le temps qui nous restait à passer sur le terrain), n'était pas accessible à tous puisqu'il excluait inévitablement les analphabètes. Bien que nous ayons suggéré l'entraide entre voisins, il semble que les gens ne sachant pas écrire se soient très majoritairement abstenus. Et le risque est réel de mettre ces personnes dans une situation gênante en leur proposant un exercice auquel ils ne peuvent prendre part. Néanmoins la moitié des questionnaires récupérés a été remplie par des communautaires, ce qui correspondait assez bien à leur proportion dans la salle. Nous pouvons ainsi considérer que l'échantillon de personnes touchées par le questionnaire reste relativement représentatif des spectateurs présents.

B- Analyse des réponses obtenues au questionnaire écrit final

Nous avons organisé cette analyse selon deux axes, de manière à en clarifier la présentation :

- a) Les intérêts reconnus au processus vidéo ou à la vidéo elle-même
- b) Les critiques formulées à l'encontre du processus vidéo ou de la vidéo elle-même

a) Que peut apporter ce travail vidéo au sein du système d'acteurs ?

⇒ Le processus et le produit favorisent un rapprochement entre acteurs

L'aspect de notre démarche vidéo qui a été le plus largement plébiscité est sa capacité à susciter un rapprochement entre les différents acteurs et donc à amorcer une possible dynamique de collaboration. Ce rapprochement s'est effectué progressivement, tout au long des réunions du groupe de travail et lors de la réunion multi-acteurs. Il ressort des questionnaires que le film a permis à de nombreuses personnes présentes de prendre conscience que pour améliorer significativement les conditions de vie dans les communautés, il devenait nécessaire de chercher à travailler de concert avec les autres. Ce message faisait

²⁵³ Exemples de questions : Avez-vous ou non participé à l'élaboration du scénario de la vidéo ? Que pensez-vous du résultat final ? Estimez-vous que la vidéo décrive bien la réalité de la vie quotidienne sur les berges du canton de Tena ? Pourquoi ? Que pensez-vous que cette vidéo peut apporter à votre institution ou à votre communauté ? Etc.

partie des objectifs principaux fixés à la vidéo par les membres du groupe de travail. Il semble donc à la lecture des questionnaires qu'il a bel et bien été entendu : *« le film aide à la réflexion et facilite le rapprochement entre organisations et représentants des institutions publiques [...] Ce film m'a fait prendre conscience du manque de travail coordonné entre le Ministère de l'Environnement et les autres organisations. Je pense que ce type de travail peut modifier les relations inter-acteurs mais le problème dans la réalité c'est que les représentants de ces groupes d'acteurs changent sans arrêt et qu'il n'est pas possible de suivre le fil »* (secrétaire comptable de Kallari). La vidéo en elle-même participe de ce rapprochement, puisque selon les acteurs eux-mêmes elle devrait par la suite permettre de faciliter aux communautés la présentation de leurs attentes et besoins auprès des autorités et fondations locales, et permettre de préciser les fonctions, activités et objectifs précis de différentes institutions auprès des paysans. *« Le film va permettre au MAE de mieux coordonner les activités du ministère vers les communautés [...] j'ai pris conscience du manque de diffusion de l'information depuis les institutions vers les communautés [...] et qu'il fallait regrouper les efforts de toutes les institutions impliquées, pour pouvoir ensemble travailler à l'amélioration des conditions de vie dans les communautés »* (un technicien du MAE).

Au travers des interviews et des images d'appui la vidéo a également permis de bousculer certains préjugés qui nous avaient été servis lors de l'étude préalable, du type *« les paysans kichwas ne sont que des fainéants »* ou *« les besoins liés à la construction d'une route ne justifient pas un tel dommage à l'environnement »* ou encore *« c'est au MAE de piloter les programmes de reforestation »*. En ce sens la vidéo a semble-t-il influencé, toute proportion gardée, les points de vue de chacun et a fait évoluer les relations à l'intérieur du système d'acteurs. Mais cet impact nous est impossible à évaluer précisément sur la base de nos seules données. Le processus a enfin permis à certains de découvrir des acteurs. Ce fut notamment le cas de l'association Kallari, qui n'était pas connue de tout le monde et qui a semble t-il suscité beaucoup d'intérêt, au plus grand plaisir de son coordinateur général.

⇒ La vidéo participative : un outil potentiellement utile pour la résolution de conflits

De la même façon, et bien que ça n'ait pas été explicitement démontré dans les faits au cours de notre intervention à Tena, de nombreux participants (25 réponses claires allant dans ce sens sur les 34 questionnaires récupérés) étaient d'accord pour affirmer que ce type de travail vidéo était susceptible d'aider à la résolution de conflits entre acteurs, en particulier car *« il permet de créer un dialogue et offre à chacun la possibilité de s'impliquer dans le processus participatif »* (un représentant du Conseil Provincial). La responsable du Ministère de l'Agriculture, bien que convaincue par le potentiel de la VP, nuança quelque peu son pouvoir fédérateur et son influence sur les points de vue : *« l'impact de ce type de travail dépend beaucoup du public présent pour le débat. Si les gens présents dans la salle sont réunis dans le but d'avancer, de travailler ensemble, oui, mais s'ils ne sont là que dans le but de défendre leurs propres intérêts, cela ne servira pas à grand chose »* (directrice du MAG). Cette remarque tout à fait pertinente renvoie à cette idée importante que la VP n'est pas suffisante en soi pour modifier profondément les relations entre acteurs, et qu'elle doit pouvoir s'inscrire dans un contexte déjà propice au travail commun. En revanche elle peut participer de la construction de ce contexte. Par ailleurs, au-delà de la seule vidéo, l'effort d'animation notamment est important pour le succès du processus.

Dans le cadre de cette intervention en Equateur, le processus vidéo ne s'inscrivait pas directement dans une optique de résolution de conflit. S'il a été question du conflit entre la communauté Sinchiruna Punibocana et la fondation Jatún Sacha, il nous semble *a posteriori* qu'il aurait peut-être mieux valu soit l'évincer totalement de la vidéo, soit au contraire en faire véritablement le thème principal. Le statut quelque peu intermédiaire de ce conflit dans le film n'a semble t-il pas servi à en améliorer la situation. Cela a surtout eu pour conséquence d'en

faire un sujet trop mis en avant selon nous, lors du débat de la réunion multi acteurs, alors que les spectateurs présents n'étaient pas tous concernés, et qu'à l'inverse toutes les parties prenantes n'étaient pas non plus suffisamment représentées. De fait les conditions n'étaient donc pas réunies pour rechercher véritablement une issue au conflit. Cela nous conduit à reconsidérer l'importance de définir des objectifs précis et si possible spécifiques pour chaque projection, voire chaque vidéo. Une vidéo spécifique sur le conflit autour de la route entre Puni Bocana et la fondation Jatun Sacha aurait sans doute été efficace, dans un contexte plus propice, pour permettre la prise en compte de tous les points de vue et favoriser l'émergence de propositions innovantes. Malgré tout, et ceci est important, le fait d'avoir présenté ce conflit sur la scène publique à l'occasion de la réunion multi-acteurs a contribué au renforcement de son importance et lui a conféré une valeur d'urgence, poussant les uns et les autres à lui trouver au plus vite une solution acceptable, pour la communauté comme pour la fondation. « *La vidéo a permis de discuter de thèmes qui n'avaient jusqu'à présent jamais été abordés, à l'exemple de celui de la fondation Jatún Sacha* » (un membre du directoire de Ricancie). Cette prise de conscience et cette reconnaissance publique est importante pour débloquer certaines situations et est potentiellement source de propositions nouvelles (J.-P. Darré 2006).

⇒ La vidéo : un outil de réflexion et de sauvegarde du patrimoine culturel

De nombreux participants à la réunion multi-acteurs ont été surpris et ont apprécié le travail fait au travers du film pour revaloriser la culture kichwa et retrouver le sens de leurs traditions à la lumière des problématiques actuelles (on parle souvent de *rescate cultural* que l'on peut traduire par « sauvegarde culturelle »). Ceci est accentué par un contexte où ces traditions semblent perdre progressivement leur importance dans le mode de vie actuel des jeunes communautaires. « *Ce travail vidéo peut aider à sauvegarder nos valeurs culturelles et à maintenir notre jungle avec de la vie [...] Je suis surpris de constater que la vidéo permet aux nouvelles générations de réapprendre les modes de vie traditionnels de leurs ancêtres et leurs enjeux, et ainsi les pousse à prendre plus garde à la conservation de l'environnement* » (un agriculteur kichwa). Nous parlerons à ce sujet d'un rôle de mémoire de la vidéo, car il s'agit bien au travers des interviews et des images de faire s'exprimer une mémoire collective locale, afin de la documenter, la conserver et la diffuser. Il est important de souligner que les quelques représentants de la jeunesse kichwa ont écrit noir sur blanc que grâce au film ils avaient beaucoup appris sur leur propre culture. « *La vidéo m'a fait changer de point de vue sur les aspects sociaux et culturels de la vie dans les communautés* » (un jeune) ; « *ce film nous aide à réfléchir à notre propre condition et pourrait au travers de discussions dans les communautés permettre aux gens de comprendre un peu plus de choses* » (une jeune). Le travail participatif en vidéo permet bien d'interroger ses propres connaissances et certitudes, donc d'effectuer un travail sur soi, potentiellement catalysé par l'organisation de projections-discussions entre individus d'un même groupe d'acteurs.

⇒ La vidéo : un outil de sensibilisation

De la même façon, au travers du film un travail de sensibilisation a été réalisé, conformément aux attentes du groupe de travail, autour de la nécessité de protéger et conserver la forêt. À la lecture des questionnaires et suite à certains entretiens individuels ultérieurs, ce message semble avoir été assez bien entendu. « *Avec ce film je me suis rendu compte que si on continue de couper les arbres sans prendre garde et sans en replanter d'autres en même temps, on va se retrouver sans forêt d'ici 20 ans, et sans animaux* » (un producteur de Shandia) ; « *Cette vidéo est un moyen d'apprendre aux gens qu'il faut protéger l'environnement, et comment il faut faire* » (un jeune de Shandia); « *Ce film doit nous permettre d'organiser des discussions au sein des communautés autour des risques environnementaux, pour arrêter de détruire la forêt et favoriser la reforestation afin de*

protéger notre santé et notre respiration en évitant la pollution. Le film nous a appris qu'il ne fallait plus continuer à couper les arbres comme nous le faisons » (un jeune kichwa). Son efficacité, notamment due au pouvoir des images, a d'ailleurs été soulignée par le directeur du ministère de l'environnement de la province lui-même, qui a par la suite pris la décision d'utiliser l'outil audiovisuel pour faire de la sensibilisation dans les communautés à l'aide d'un dispositif mobile de projection.

Enfin il nous a explicitement été demandé d'organiser des réunions de projection dans les communautés afin notamment de susciter une discussion entre paysans sur les risques environnementaux locaux à court et moyen termes.

⇒ La vidéo : un outil permettant de faire remonter l'information aux autorités compétentes

Parce qu'elle donne la parole aux personnes réellement concernées, et qu'elle propose des regards croisés, des échanges de points de vue, les participants à la réunion multi-acteurs ayant rempli les questionnaires ont estimé que la vidéo permettait d'identifier les véritables besoins et défis du territoire et de sa population. Selon eux le film doit donc servir à favoriser la prise en compte de ces problèmes par les autorités responsables et la formulation de propositions d'actions conformes aux véritables besoins locaux. *« Ce travail est très intéressant car il permet d'identifier la problématique locale des communautés kichwas »* (un producteur de Shandia) ; *« C'est un outil qui va permettre d'attirer l'attention des autorités [...] les autorités vont se rendre compte de la situation et pouvoir proposer des solutions [...] Par ailleurs ce travail peut appuyer un certain processus de réflexion au sein de la communauté »* (représentant de la Junta Parroquial de Talag) ; *« Ce film servira surtout à modifier les points de vue des autorités sur les communautés et leurs véritables besoins »* (jeune de Shandia).

⇒ La vidéo permet de comparer des situations différentes

« Le résultat est relativement bon car le film offre une perspective plus large des problèmes de la zone. Il représente bien la réalité de la situation locale » (le directeur de la station biologique de Jatun Sacha) ; *« le film m'a permis de connaître la problématique d'autres lieux, où je n'ai pas l'habitude ni le temps de me rendre »* (un membre du directoire de Kallari) ; *« certaines choses sont difficiles à connaître sans être présent sur les lieux, et ce type de documentaire peut aider à connaître ces réalités, la problématique de ces endroits, et plus généralement de tous les acteurs »* (un membre du directoire de Kallari).

Le fait que la vidéo permette de présenter et discuter la situation d'acteurs situés dans des zones relativement éloignées permet aux spectateurs d'élargir et de relativiser leur connaissance de la problématique locale. Chacun a ainsi pu poser un regard sur les conditions de vie de quelques uns de ses voisins, et a pu se rendre compte de leurs difficultés. *« C'est encore pire chez eux »* écrira un membre de la direction de Kallari, qui vit près de la route et est pourtant l'un des premiers à dénoncer le manque de soutien reçu par sa communauté de la part des autorités locales ; *« le film aide les gens à mieux réfléchir à leur propre condition »* (une jeune kichwa) ; *« ce film m'a fait découvrir les conditions de vie à l'œuvre dans certaines communautés »* (le directeur du MAE). Mais il a également été reproché à la vidéo de ne pas avoir montré toute la diversité des situations existant dans les communautés, et donc finalement de ne pas avoir suffisamment exploité son potentiel comparatif : *« Le film ne représente pas totalement la réalité de la situation des communautés. Là-bas, au sud, les gens se lèvent à 2-3 heures du matin pour aller à Tena. Du point de vu de la santé, il existe un bateau-hôpital qui est bien insuffisant face aux besoins des 79 communautés du coin ! De même le pétrole dans la zone des Huaoranis, est un sujet très préoccupant »* (un représentant du conseil provincial).

⇒ Parce qu'elle met en avant le discours d'acteurs directement impliqués dans la problématique décrite, la vidéo est convaincante

Au travers des interviews ce sont les habitants de la zone qui décrivent leur propre situation, avec leurs propres mots. Selon les participants cela rend le diagnostic vidéo très convaincant : « *le film explicite bien la réalité et ceci car ses acteurs sont tout à fait légitimes pour parler des problématiques abordées* » (producteur Kichwa, communauté Santa Barbara) ; « *Le film représente bien la réalité de la situation locale, et ce car les acteurs locaux impliqués dans le film traitent les problèmes de façon très directe* » (directeur de la station biologique de Jatun Sacha). Les images qui viennent en appui aux discours les crédibilisent un peu plus encore, les rendant presque « *palpables* », pour reprendre une expression utilisée par deux fois dans les questionnaires.

Certaines réalités peuvent être difficiles à comprendre, ou simplement à admettre, pour celui qui n'a jamais eu l'occasion de se rendre sur place ou d'entendre des témoignages. La vidéo donne du poids aux argumentations et points de vue des uns et des autres, car elle s'appuie sur les vrais acteurs des situations et est illustrée par des images « *qui ne mentent pas* ». Voir, c'est croire ?

⇒ La vidéo : un outil pour lancer les débats

Les participants ayant pris soin de répondre au questionnaire s'accordent pour dire que le film constitue « *une bonne introduction au débat, puisqu'il réunit les points de vue de diverses personnes, communautaires comme responsables locaux* » (producteur de Santa Barbara). Un communautaire a également mentionné dans son questionnaire que « *visualiser un problème rend la discussion à son sujet plus facile* » (producteur de Puni Bocana). De même le fait que l'ensemble des acteurs intervenant dans le film se retrouve ensuite dans la salle en tant que spectateurs a été identifié comme un atout supplémentaire pour faciliter le lancement des discussions : « *C'est une bonne introduction au débat notamment grâce à la présence de l'ensemble des acteurs dans le film et dans la salle* » (directrice du MAG). Il ressort également des questionnaires qu'en visionnant le film les spectateurs, en plus de s'interroger sur la véracité de ce qui y est dit, ont tendance à réfléchir à ce qu'il peut y manquer, ce qui permet ensuite d'alimenter le débat : « *Le film constitue une bonne introduction au débat car il nous pousse à réfléchir à ce qu'il manque dans le film avant d'entamer les discussions* » (technicien MAE). Ceci renvoie à notre réflexion sur l'utilité des écarts existant entre la situation locale et sa représentation modélisée en vidéo.

Ces caractéristiques qui font de la vidéo un outil puissant pour stimuler les débats, aux dires des participants, suggèrent même que le film puisse permettre de dépasser les « discours », puisque ceux-ci étant déjà exposés en vidéo il s'agirait pour les spectateurs de rechercher un second niveau de justification pour aller plus loin dans leurs raisonnements. Ceci se traduirait durant le débat par un processus, plus ou moins partagé, de « montée en généralité » pour reprendre les termes de la théorie des grandeurs. Dans notre contexte nous n'avons observé aucune montée en généralité de ce type.

⇒ La VP : un outil intermédiaire adapté aux situations de conception entre acteurs hétérogènes ?

Pour conclure, il ressort que si le travail d'élaboration est collectif, le visionnage du produit vidéo est quant à lui un exercice totalement personnel. Voilà ce que démontre la grande diversité des réponses obtenues à ces questionnaires. En regardant la vidéo et en participant au débat, chacun effectue un travail d'interprétation qui lui est propre. Et ce ne sont pas les mêmes images, les mêmes interviews ou les mêmes lacunes qui vont marquer tel ou tel spectateur. Chacun s'approprie la vidéo selon sa sensibilité, son angle de vue, son intérêt également. Certains sont ainsi très surpris par la facilité avec laquelle les communautaires s'expriment dans le film (« *J'ai été surpris de voir que les gens des*

communautés s'expriment ainsi librement, sans problèmes ni complexes », secrétaire comptable de Kallari, issue d'une communauté), tandis que d'autres seront surtout impressionnés par l'ampleur des dégâts liés à la déforestation, d'autres seront convaincus de la nécessité de rechercher de meilleurs modes de coordination entre acteurs, d'autres encore découvriront avec stupeur l'existence de différences profondes au niveau des conditions de vie entre des communautés plus ou moins éloignées de la route, etc. Au-delà, on constate également des réactions tout à fait inattendues, à l'exemple de ce membre de la direction de Kallari qui semble découvrir sous un jour nouveau la personnalité du coordinateur général de l'association : *« j'ai changé de point de vue sur le secrétaire général, je me suis rendu compte qu'il méconnaissait complètement la naissance de l'association Kallari ainsi que son véritable processus de développement »* (un membre du directoire de Kallari)²⁵⁴. Chacun construit donc très librement sa réflexion sur la base de ses propres représentations et des informations mises à disposition dans la vidéo et durant le débat. Et tous semblent pouvoir retirer des choses très différentes de ce processus. Cela tend à prouver que la vidéo participative ainsi construite constitue bel et bien un « objet intermédiaire », catalyseur d'innovation, au sens où chacun des participants est susceptible d'y puiser ce qui selon lui fait sens (ou non d'ailleurs) au regard de la problématique traitée. La vidéo présentée, malgré un degré de scénarisation assez important – sans doute trop – semble donc dans ce contexte précis de réunion multi-acteurs rester un outil ouvert, puisque suscitant des interprétations diverses. Et malgré tout ce type de vidéo conserve un caractère « commissionnaire » (ou « de transparence ») indéniable puisque les messages forts que le groupe de travail souhaitait faire passer semblent avoir été pleinement entendus par les participants à la réunion: en particulier la nécessité de trouver des alternatives économiques durables à la déforestation et la nécessité d'une plus grande synergie entre les actions des diverses institutions impliquées dans les activités d'aide au développement rural. Ce double aspect (transparence et ouverture de l'objet) pose en revanche la délicate question de possibles manipulations des spectateurs par les auteurs. Et pourtant, le fait de remettre l'essentiel des décisions de tournage et de montage dans les mains d'un groupe de travail hétérogène permet d'une part aux intervenants vidéo de s'effacer de façon assez marquée (bien que pas totalement), et d'autre part de limiter les risques d'un guidage trop important par une minorité d'acteurs (si le travail d'animation de groupe est correctement mené). Ceci ne signifie pas que nous ayons su dans notre cas éviter totalement les manipulations, mais que ces tentatives de manipulations (comme celle de Kallari par exemple) ont pu être contrebalancées par d'autres volontés de contrôle sur le contenu.

Par ailleurs, nous l'avons vu, l'appui des images et l'implication directe des acteurs locaux au travers des interviews, associée à leur présence dans la salle de réunion et donc d'une certaine manière à leur adhésion au montage vidéo, crédibilisent le contenu de la vidéo et permet aux autres spectateurs d'accorder plus facilement leur confiance à cet outil. Or cette confiance est une condition indispensable pour qu'un tel objet puisse jouer un rôle intermédiaire constructif au sein d'un processus cognitif collectif. Mais si nécessaire qu'elle soit pour garantir l'attention des spectateurs, elle n'est cependant pas suffisante pour assurer que le visionnage ait un impact concret sur les représentations des spectateurs. Comme cela a été mentionné dans un questionnaire, cet impact dépend fortement de l'état d'esprit avec lequel le spectateur regarde la vidéo. Pour illustrer ce point nous pouvons évoquer par exemple les réponses au questionnaire formulées par les représentants du Ministère de l'Environnement. Leur engouement un peu trop systématique pour la vidéo comme outil de sensibilisation de la population aux problèmes de conservation des ressources forestières et comme outil de diffusion d'informations relatives à l'exploitation légale du bois nous laisse songeurs quant à leur capacité de discernement. L'hypothèse d'un briefing préalable de la part du directeur qui lui, nous le savons, a réellement été séduit par la démarche, est certainement une explication

²⁵⁴ Ceci est aussi le résultat des échanges ayant eu lieu dans la salle après visionnage, et non simplement d'une réaction au contenu du film

qu'il ne faut pas écarter, et qui tendrait à diminuer les résultats de notre évaluation de l'impact de la vidéo sur leurs représentations.

Enfin, s'il nous a été demandé à plusieurs reprises dans les questionnaires d'organiser d'autres réunions de projection-débat, que ce soit au sein des communautés ou en présence de représentants d'institutions particulières, il semble évident que cela s'explique par le fait que les spectateurs eux-mêmes ont été convaincus par la capacité de la vidéo à influencer d'une manière ou d'une autre sur les points de vue de chacun. Selon les participants, ces réunions devraient porter sur les risques environnementaux et l'identification collective d'alternatives permettant de les réduire ; sur le besoin de favoriser le « *rescate cultural* » au sein des communautés kichwas ; et sur l'intérêt de stimuler un travail de type autoscopique au sein des communautés, sur leurs perceptions de leurs propres actions et de leurs relations avec les autres acteurs. En soi, ces demandes démontrent selon nous tout l'intérêt que l'approche vidéo a pu susciter sur le terrain.

b) Quelles sont les limites de l'approche vidéo ?

⇒ Une vidéo parfois frustrante puisque ne proposant pas de solutions expertes concrètes aux problèmes identifiés

Il est intéressant de lire dans ces questionnaires que certaines personnes présentes auraient aimé entendre clairement notre opinion sur certains des sujets discutés. Notre mise en retrait volontaire a ainsi fait l'objet de quelques reproches. Nous avons pris la décision de ne pas participer du tout au débat, de façon d'une part à ne pas l'influencer et d'autre part à pouvoir se consacrer à l'observation de son déroulement. Compte tenu de ce que nous avons pu récolter « en direct » comme observations pertinentes, il ressort finalement que nous ne serions pas passés à côté de grand-chose si nous avions souhaité participer pleinement aux échanges. Cela nous aurait en outre permis d'avoir un meilleur contrôle sur l'animation globale de la réunion. Mais une fois encore ce n'était pas conforme à notre protocole de recherche. Et alors que la vidéo n'avait finalement pour but que de mettre à plat et rendre accessible l'ensemble des informations et points de vue locaux existants sur la situation considérée, il semble que de nombreux spectateurs s'attendaient à plus. Selon eux un tel diagnostic aurait du offrir de véritables solutions concrètes, et surtout des solutions toutes faites. Et notre positionnement a finalement suscité une certaine frustration chez les spectateurs. Ceci montre que notre désir de promouvoir des approches de type « *bottom-up* » aux dépens des approches « *top-down* » peut-être confronté à une résistance non pas seulement des organismes financeurs ou des exécutants du projet mais des bénéficiaires eux-mêmes, qui d'une part ne s'estiment pas toujours suffisamment compétents pour analyser leur propre situation et trouver des solutions adaptées, et d'autres part se complaisent aussi parfois dans une certaine forme de paternalisme (communautaires kichwas comme autorités politiques locales²⁵⁵). Et il n'est pas réaliste dans un tel contexte d'espérer passer subitement d'un modèle à un autre, et d'obtenir l'adhésion et l'implication des populations locales. Cette transition ne peut se faire qu'au prix d'importants efforts visant le renforcement de l'estime de soi et des capacités d'analyse et de mise en forme de ces analyses par les acteurs locaux, de manière à pouvoir les discuter. Enfin, le principal facteur qui permet de passer progressivement d'un modèle à un autre en obtenant l'adhésion des populations est sans aucun doute le temps, et le fait de voir que leurs propres analyses sont réellement considérées avec intérêt et se voient par la suite transformées en projets concrets par les financeurs et les décideurs. La réussite de ces projets est également déterminante pour permettre un éventuel changement de mentalité qui n'est pas encore d'actualité dans cette région d'Equateur.

²⁵⁵ Il est intéressant à ce sujet de relever que ce sont souvent les autorités politiques et institutionnelles locales qui ont souligné cette absence d'expression de notre propre point de vue et de propositions concrètes, tandis que les communautaires de leur côté ont surtout été marqués par le fait d'avoir droit à la parole. Or quotidiennement ce sont surtout les autorités qui taxent les communautaires d'attentisme.

On peut également se demander à ce sujet si la voix-off n'est pas venue perturber quelque peu l'impact du film. Car son existence même a pu renforcer cette attente vis-à-vis de notre point de vue sur la situation. La voix-off apparaît souvent comme étant porteuse du message des réalisateurs. En l'occurrence nous nous sommes juste contentés de lui confier les transitions et les informations manquantes, jugées nécessaires par le groupe de travail pour comprendre la problématique dans son ensemble. On peut ainsi se demander si en ne travaillant qu'avec des interviews, sans voix-off, les acteurs-spectateurs se seraient alors plus écoutés les uns les autres et se seraient moins attendus à ce que nous proposons des solutions toutes faites à leurs problèmes.

On a pu lire également dans un questionnaire : « *le type de travail qui peut vraiment changer la donne dans les communautés, ce sont les projets productifs directs avec chaque famille...* » (un communautaire *kichwa*). Cela dénote une certaine frustration face à la nature de notre intervention. Les spectateurs s'attendaient sûrement à plus de notre part qu'une simple vidéo et une réunion. Est-ce que le fait d'être associés au projet FLOAGRI a contribué à susciter des attentes non pas nécessairement plus grandes, mais en tout cas autres que celles que nous souhaitions satisfaire ? Est-ce que nous avons « fauté » quelque part dans notre manière de nous présenter ou de présenter la démarche ? Est-ce que finalement la démarche et ses objectifs ont été bien compris ? Ces remarques, bien que limitées à deux participants en particulier, nous amènent à questionner la réalité du besoin local de ce type d'appui et à reconsidérer notre positionnement scientifique et éthique initial, visant à redonner aux acteurs locaux les clefs de leur développement. Concrètement, et pour forcer le trait, dans une communauté qui n'a pas accès à l'eau potable ou à l'éducation, la réalisation d'une vidéo permettant d'exprimer ces besoins aux bons interlocuteurs constitue-t-elle l'intervention la mieux adaptée ? Sa réalisation pourrait paraître disproportionnée par rapport à cet objectif, qui n'est heureusement pas le seul. Est-ce que finalement autoriser l'expression et favoriser l'écoute et la prise en compte des besoins de chacun constitue une avancée significative, si de toute manière au bout de la chaîne les moyens techniques, financiers ou humains ne sont pas au rendez-vous pour venir concrètement à bout des difficultés ? Et pour aller plus loin, est-ce que libérer cette parole dans un contexte d'immobilisme contraint, faute de moyens, n'est pas au contraire une source supplémentaire de tensions sociales ? Bien que de telles tensions sociales puissent être le point de départ du changement, selon Freire, est-ce là le rôle de ce type d'intervention ? Et n'est-ce pas quelque part ce que l'on a observé en Bolivie à l'occasion de notre premier terrain d'expérimentation ? Ces questions renvoient à une interrogation qui nous semble fondamentale : dans quels contextes sociaux et institutionnels ce type de démarche présente-t-il un intérêt réel ? Nous reviendrons en détail sur cette question dans la cinquième partie de ce travail.

⇒ La vidéo est susceptible d'influer sur les relations inter-acteurs, mais les effets concrets sont difficilement perceptibles

Répondant à la question de l'impact de la vidéo sur les relations entre acteurs, quelqu'un a écrit que « *si le film a bien su faire ressortir le type et la nature des relations existantes entre les différents acteurs, il ne permet ni de les modifier, ni de les améliorer* ». A l'opposé 17 personnes sur les 33 questionnaires restant pensent que cette démarche peut influencer la nature même des relations entre acteurs. Une modification de ces relations ne peut se concrétiser immédiatement après visionnage du film : elle peut survenir soit au cours du processus réalisé avec le groupe de travail, soit après le projet, sur le moyen ou long terme.

En effet, il va de soi qu'un spectateur ne changera pas radicalement d'avis après avoir vu une vidéo, mais il aura peut-être ainsi entendu et vu certains arguments auxquels il n'avait pas encore été confronté. C'est cela qui permet, petit à petit, de faire évoluer les positions des uns et des autres. Bien sûr si nous avons été porteurs d'un projet, ou tout au moins d'un financement, conditionné par exemple à la définition collective d'activités et à la participation de l'ensemble des acteurs dans leur réalisation, cela aurait peut-être permis de mieux

disposer les participants vis-à-vis du processus de dialogue. Néanmoins l'introduction de ces intérêts matériels dans le système aurait sans doute eu pour conséquence de favoriser les comportements stratégiques.

⇒ Une capacité de représentation limitée pour l'outil vidéo qu'il faut savoir expliquer, voire exploiter, mais dont il faut avant tout avoir conscience

L'analyse faite au travers du film n'est que partielle : il ne montre pas l'ensemble des situations rencontrées dans les diverses communautés et il n'implique pas non plus l'ensemble des acteurs (un ensemble aux limites toujours subjectives), comme certains acteurs institutionnels ou les principaux responsables politiques dont les absences ont été soulignées par des participants. Il est vrai que la vidéo ne peut prétendre représenter la situation locale dans toute sa complexité. Ce ne peut pas être son objectif, comme nous voulions peut-être le croire à l'origine de ce travail de recherche. De ce point de vue, avec le recul, nous pensons qu'il aurait fallu être clair au moment de l'animation de cette réunion en exposant d'emblée les limites d'une telle représentation vidéo. « Il s'agit d'un film cherchant à illustrer quelques unes des principales différences de conditions de vie entre une communauté située en bordure de route et autre, éloignée de toute voix de communication ». Si la vidéo avait été présentée ainsi, comme nécessairement et volontairement partielle, nous aurions peut-être évité les critiques sur sa non représentativité. Mais une fois de plus, et cela a été souligné par certains questionnaires, le fait de réfléchir à tout ce que le film ne montre ou ne dit pas doit également permettre d'alimenter le débat. Savoir ne pas tout dire dans la vidéo peut ainsi permettre d'orienter habilement les discussions lors des futures réunions, ce qui revient à manipuler consciemment les spectateurs, et soulève la question de savoir dans quelle mesure ce comportement est critiquable.

Dans l'un des questionnaires recueillis, on nous suggère de ne concentrer nos efforts que sur une seule communauté, de façon à pouvoir réellement approfondir l'ensemble des difficultés qu'elle rencontre et ne pas donner à croire que l'on cherche l'exhaustivité.

Enfin nous n'avons pas été en mesure d'insérer dans la vidéo finale des séquences filmées lors des réunions de projection. L'insertion de telles séquences aurait pu présenter un intérêt au niveau de l'exploitation locale de la vidéo, notamment après notre départ, de manière à garder une trace du déroulement de l'ensemble du processus et des principales remarques que celui-ci a permis de mettre en avant.

Globalement le temps nous a manqué pour toute la phase d'exploitation.

Section 3 : Description du processus de concertation lié au projet

En dehors de quelques négociations de type bilatéral indépendantes les unes des autres, il n'existait pas de véritable espace local de concertation avant la mise en place de notre intervention. Nous avons tout de même identifié trois négociations en cours au moment de notre arrivée, impliquant toutes l'association Kallari. Sa forte croissance et sa réussite économique lui permettaient depuis peu d'être un interlocuteur de choix auprès des institutions financières et politiques. Ainsi Kallari négociait le soutien de l'ECORAE pour son fond de commercialisation, et un appui pour son développement industriel ; elle négociait également avec la mairie de Tena des appuis logistiques sous forme de conventions, faisant valoir son rôle économique moteur dans les zones rurales de la municipalité ; et enfin l'association négociait un partenariat avec le FLOAGRI afin de bénéficier des résultats du projet en échange de leur soutien sur le terrain. Par ailleurs, nous avons identifié lors de nos entretiens l'existence d'un espace de concertation animé par les techniciens des deux principales autorités politiques locales (la mairie et le conseil provincial). Bien que totalement

informel et délié, cet espace semble avoir surgi spontanément, en réaction aux difficultés de terrain, comme un mode de régulation nécessaire pour limiter les dégâts des oppositions politiques, notamment en termes de dédoublement des activités et de mauvaise répartition des appuis au sein du canton. Ainsi, alors que les responsables politiques se livrent une guerre des votes, ce sont les membres des équipes techniques qui assurent autant que faire se peut et dans l'ombre la coordination des activités entre institutions.

Ces rapports préexistants puis concomitants de notre intervention constituaient toute la dynamique locale de concertation interinstitutionnelle autour de la gestion du territoire, sur laquelle nous avons tenté de greffer de nouveaux espaces de discussion. Ces derniers sont au nombre de cinq :

- La consultation des acteurs de la gestion territoriale, interrogés par nos soins lors des entretiens préalables
- Les personnes interviewées dans la vidéo (espace virtuel de concertation)
- Le groupe de travail, en interaction (et parfois confondu) avec les personnes interviewées, via les projections intermédiaires
- Le débat public de la projection multi-acteurs
- L'échange suite à la projection à Shandia

Ces cinq espaces sont tous de nature instituée et sont le fruit de notre propre implication dans le système d'acteurs local. En effet, certains espaces comme celui des personnes interviewées n'ont de sens que parce qu'en tant qu'intervenants vidéo nous assurons le lien entre elles. C'est pourquoi nous parlons plus volontiers d'espace virtuel de concertation. Les différents produits vidéo constituent en quelques sortes le ciment permettant de relier les participants de chaque espace, mais aussi les différents espaces de entre eux. Ainsi par exemple, les personnes interviewées ont toutes participé, plus ou moins directement, aux échanges propres au groupe de travail.

La question est de savoir si ces espaces institués trouvent spontanément une forme de prolongement plus spontanée. Par exemple, qu'en est-il des échanges entre les membres du groupe de travail après la troisième et dernière réunion prévue ? Et entre ces réunions ? De ce que nous avons pu observer sur le terrain, la poursuite spontanée des discussions que nous avons instituées n'est pas évidente. S'il apparaît que les échanges entre les membres du groupe de travail se prolongeaient pour certains entre les réunions (entre le représentant de la mairie de Tena, Kallari et le FLOAGRI notamment), la dynamique engagée n'a pas été poursuivie comme telle à l'issue des trois sessions. Malgré tout, il semble bien que cet effort de concertation ait trouvé un écho, plusieurs mois après, dans le rassemblement de diverses institutions derrière les revendications de la communauté de Puni Bocana et l'obtention de l'autorisation d'ouvrir une route directe jusqu'à la communauté en passant par le territoire de la réserve.

De même pour ce qui est de l'après-projections, bien qu'il soit probable que des échanges se soient poursuivis durant quelques temps entre les spectateurs, ce mouvement n'a fait l'objet d'aucune vraie prise en main permettant le prolongement réel de la discussion engagée. Notons enfin que le contenu des discussions au sein de ces différents espaces de concertation a sans aucun doute eu une influence (difficile à estimer précisément) sur le déroulement des négociations préalables citées ci-dessus.

Nous pouvons schématiser ces données sous la forme d'une « tramographie » inspirée des représentations proposées par Laurans, Y., Dubien I. et al., 2001 (figure 18). L'axe horizontal y regroupe le passage du temps et celui des étapes du projet, tandis que sur l'axe vertical nous répartissons les différentes concertations constatées (c'est la réunion de ces concertations constatées qui définit ici l'espace de concertation dans son ensemble). Nous y représentons en noir les concertations prévues, instituées, et en blanc les concertations spontanées, non décrétées. Le « tramogramme » est présenté en page suivante.

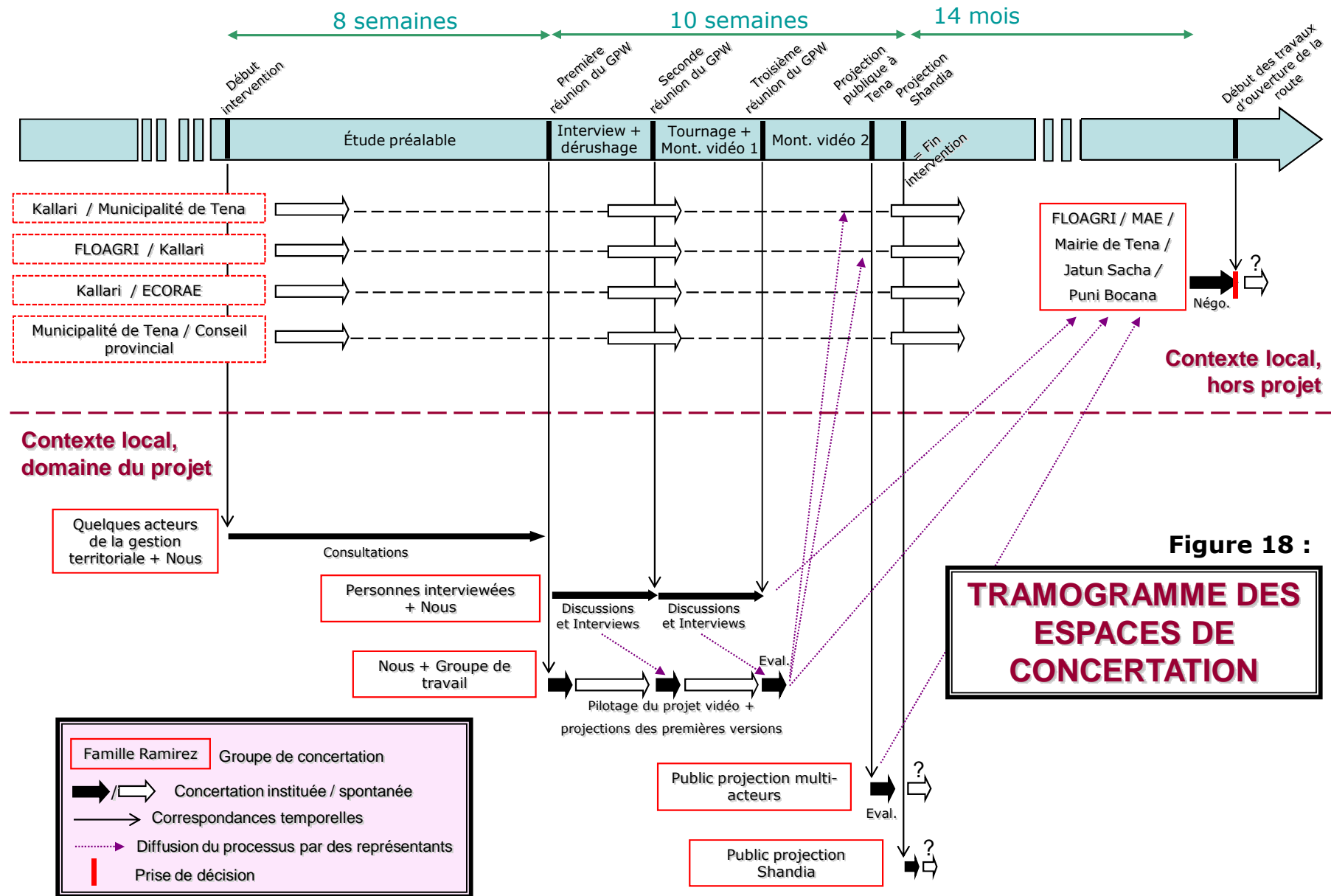


Planche 13 : quelques phases de concertation durant le projet équatorien



Première réunion du groupe de travail :
listage au mur des thèmes à traiter



Deuxième réunion du groupe de travail :
visionnage collectif d'interviews



Projection dans la communauté de Shandia

Chapitre 4

Analyse du terrain du point de vue des hypothèses de recherche

Cette synthèse se fonde sur l'ensemble des éléments présentés dans les sous-chapitres précédents.

Section 1 : Mise à l'épreuve de l'hypothèse H1

Pour mémoire, rappelons l'hypothèse H1 : *la réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement aide à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales.*

Nous caractériserons tout d'abord les variables de la catégorie 1 de notre grille d'analyse générale. Nous renseignerons les indicateurs associés en apportant, quand ce sera possible, des réponses aux questions telles qu'elles ont été formulées au chapitre 3 de la première partie.

1.1 L'engagement des participants au cours du processus et son évolution

Nous identifions trois modes d'engagements dans le processus de VP développé en Equateur :

- Via la participation au groupe de travail (producteurs)
- Via la réalisation des interviews (acteurs)
- Via les réunions de projections-débat (spectateurs)

1.1.1 Au niveau du groupe de travail

Nous avons observé une certaine difficulté à impliquer les acteurs institutionnels, et au contraire un engagement initial fort de la part des acteurs de la base (associations locales et communautaires). Vis-à-vis des acteurs institutionnels ceci s'explique sûrement en partie par l'absence préalable de forme de collaboration interinstitutionnelle (hormis quelques rares activités bilatérales) autour des problématiques de développement territorial. Il ne préexistait aucune habitude de concertation, aucun réflexe de dialogue multi-acteurs dans les procédures

institutionnelles. Rappelons que le contexte de luttes politiques et de décentralisation ne favorisait pas l'émergence de processus concertés. Malgré tout, nous avons vu croître l'implication des officiels au fur et à mesure des réunions du groupe de travail. Ce sont en particulier des techniciens de ces institutions qui ont rejoint le groupe et participé activement à la construction de la vidéo. Cet engagement progressif des acteurs institutionnels s'explique tout d'abord par l'insistance et l'amélioration de nos procédures d'invitation. Mais il s'explique également en partie par un effet d'entraînement. Lorsque certaines institutions rejoignent le processus, il s'agit pour les autres de ne pas être laissées sur la touche et d'être considérées comme des interlocuteurs importants. Il semble ainsi que le principal intérêt des acteurs institutionnels vis-à-vis de la démarche n'était pas tant de venir nourrir le travail collectif de leurs propres représentations de la situation locale que de pouvoir s'asseoir à la table des discussions, afin que leur légitimité soit formellement reconnue et afin de tisser des alliances avec d'autres acteurs dans un contexte d'incertitude quant à la future structuration politico-administrative du canton. Ceci souligne l'existence d'un besoin local de concertation, tout au moins de dialogue, non encore explicitement formulé.

La démarche a permis de susciter en cours de route puis de maintenir l'intérêt de certains participants. En revanche nous n'avons jamais réussi à impliquer les principaux responsables politiques, que ce soit au sein du groupe de travail, en les interviewant ou pour assister aux projections-débats. Alors que nous pensions que la perspective d'une telle tribune audiovisuelle les enchanterait, ce ne fut pas le cas. Mais il faut reconnaître que leurs agendas sont très chargés. Par ailleurs notre manque de légitimité du fait du soutien « discret » dont nous bénéficions de la part du projet FLOAGRI n'a pas contribué à renforcer notre pouvoir de convocation. Malgré tout nous pouvons nous demander si ces responsables politiques ne craignaient pas également d'être directement confrontés aux critiques de leurs administrés et de leurs partenaires institutionnels.

Nous n'avons assisté à aucun désistement au cours du processus. Même si certains représentants des communautés ont été absents à la seconde réunion - ce qui questionne la lourdeur d'une démarche reposant sur un groupe de travail -, ils sont revenus par la suite. Si nous n'avons pas observé non plus d'agrégation spontanée à proprement parler, puisque toutes les personnes présentes aux réunions du groupe de travail étaient formellement invitées, nous avons constaté que le fait de réaliser certaines interviews pouvait favoriser ensuite l'implication des interviewés dans le processus. Nous avons également constaté que la démarche permettait d'incorporer de nouveaux acteurs sans difficulté, à condition que cette incorporation n'intervienne pas trop tardivement dans la construction collective de la vidéo, de sorte que les points de vue des nouveaux participants puissent être réellement pris en compte dans le produit final. Cependant nous avons observé que même tardive, l'incorporation du directeur du MAE dans la concertation a représenté une source d'informations essentielle.

Quant aux motivations des membres du groupe de travail nous avons vu qu'à l'origine il s'agissait d'une certaine curiosité vis-à-vis d'une approche assez innovante et potentiellement ludique. Mais, en parallèle de la construction progressive de la vidéo, chaque acteur s'est défini selon ses besoins et intérêts des objectifs particuliers pour ce travail collectif : interpeller les autorités, débloquer un conflit, sensibiliser la population, faire circuler des informations, etc. La constitution de ces objectifs, tous différents et pourtant reposant sur une même démarche et un même produit vidéo, démontre la capacité de la démarche à entretenir les motivations de chacun, aussi diverses soient-elles, et constitue une forte preuve d'adhésion.

1.1.2 Au niveau des interviews

Nous avons vu que personne n'a refusé d'être interviewé, ni même été gêné par cette approche (institutionnels comme communautaires). Plusieurs personnes ont au contraire été surprises de constater la facilité avec laquelle les communautaires kichwas se confiaient à la caméra. Cependant, et malgré la curiosité que suscitait la présence de la caméra dans les

villages, aucun communautaire n'a explicitement formulé la demande d'être interviewé. En revanche certains interviewés ont exprimé des regrets vis-à-vis de leur « prestation », estimant qu'ils auraient pu aborder d'autres sujets ou mieux s'exprimer sur certains points. Si nous avions eu le temps de tourner une seconde génération d'interviews, il est probable que certains auraient fait l'effort d'améliorer leur discours, en connaissance de cause.

1.1.3 Au niveau des projection-débat

Rappelons que nous n'avons eu le temps de n'en organiser que deux, et qu'il nous est donc difficile d'évaluer l'évolution de la motivation des participants. Cependant il est certain que ces réunions ont permis d'inclure de nouveaux acteurs dans la démarche, même si leur degré de participation reste à évaluer et sera évidemment moindre que celui des membres du groupe de travail ou des personnes interviewées, dans la mesure où leurs interventions n'ont pas été introduites dans le produit vidéo.

1.2 L'appropriation du processus

1.2.1 L'intérêt des différents participants

Nous l'avons vu, l'ensemble des acteurs paysans a exprimé un intérêt certain pour la démarche. Même si ce n'est pas le premier film qui est réalisé sur leurs conditions de vie, c'est la première fois qu'ils étaient à ce point impliqués dans la conception et la réalisation de la vidéo²⁵⁶. Au-delà, le besoin pour les communautaires de s'exprimer et surtout de se faire entendre des bonnes personnes, couplé à un sentiment d'abandon presque palpable, expliquent également la forte mobilisation paysanne autour de notre démarche. Du point de vue des associations de producteurs il semble que ce travail ait été perçu comme un moyen de faire connaître leurs initiatives. Les acteurs institutionnels présentent des motivations plus diversifiées : certains semblaient intéressés pour se faire connaître d'autres acteurs (en particulier de ce nouveau projet potentiellement prometteur, le FLOAGRI) ; d'autres étaient simplement curieux, d'autres encore y voyaient l'occasion de s'exprimer librement, etc. Et il semble également que certains n'y voyaient aucune utilité. Parfois cet intérêt s'est dessiné progressivement (le directeur du MAE, la directrice du MAG), pour d'autres il n'est jamais apparu (les responsables politiques, ou le directeur de l'ECORAE).

1.2.2 L'appréciation de la démarche

Au sujet de la démarche en elle-même, et non pas du seul produit vidéo, les questionnaires finaux ont révélé que les participants ont apprécié sa capacité à favoriser un rapprochement entre acteurs ; ils ont également apprécié sa capacité à porter des messages, qu'il s'agisse de revendications paysannes à destination des autorités compétentes, ou de messages de sensibilisation ou d'information des communautés rurales par les acteurs institutionnels. Cependant notre mise en retrait (à la fois volontairement méthodologique et associée à l'absence d'implication du FLOAGRI), a fait l'objet de diverses critiques de la part d'acteurs intéressés par le fait de disposer également d'un avis extérieur. De même certains ont critiqué l'absence de propositions précises face aux difficultés relevées dans le film.

²⁵⁶ Lors d'un de nos premiers entretiens avec le coordinateur général de Kallari, celui-ci nous a raconté comment les choses s'étaient déroulées avec une équipe de tournage d'une chaîne internationale que nous ne citerons pas. Venue un an auparavant, cette équipe aurait profité de la bonté des communautaires pour « piller la culture kichwa sans qu'il n'y ait aucun retour » (la chaîne en question a tout de même financé une partie des activités de Kallari). Les communautaires n'ont jamais su ce que leurs interviews avaient donné, ni ce qui en avait été retenu, ni même quel était finalement le message véhiculé par le documentaire. La frustration des communautaires face à cette expérience était évidente et explique certainement en partie pourquoi certains ont été aussi intéressés pour participer pleinement à notre démarche, notamment via le groupe de travail.

1.2.3 L'appropriation de l'outil au fur et à mesure de la construction de la vidéo

Nous avons souligné les difficultés rencontrées par la plupart des acteurs du groupe de travail, sans distinction de statut ou d'éducation, pour comprendre les objectifs et mesurer les contraintes liés à chaque étape du montage (scénarisation, tournage, dérushage, montage proprement dit), ainsi que pour appréhender les écueils classiques des montages vidéo tels que la durée du film ou la dispersion des sujets traités. En revanche, certains interviewés ont exprimé l'idée qu'ils pourraient améliorer leur prestation, ce qui, même si nous n'avons malheureusement pas eu le temps de le faire, tend à montrer que ceux-ci sont à même d'améliorer progressivement leur maîtrise de la vidéo comme outil de communication. Notons que ces personnes sont systématiquement des personnes ayant à la fois été interviewées et membres du groupe de travail. Ce sont donc ceux qui combinent les fonctions de producteurs et d'acteurs qui perçoivent le mieux, ou en tout cas le plus vite, la portée et les potentialités offertes par la démarche de VP. De même, le fait que chaque acteur définisse progressivement ses propres objectifs à la démarche vidéo démontre une certaine appropriation des potentialités de l'outil. En revanche, hormis la demande de soutien du ministère de l'environnement dans le cadre de son effort d'information des populations rurales sur les lois forestières en vigueur et sur leur intérêt économique, il n'y a pas réellement eu de demande explicite de la part des acteurs locaux pour que le produit vidéo final soit utilisé à des fins particulières. Il n'y a eu aucune prise d'initiative significative de la part des participants au processus de VP vis-à-vis de l'utilisation de la vidéo.

Cependant au cours du processus de construction de la vidéo les prises d'initiatives et les suggestions ont été nombreuses au sein du collectif. Le groupe de travail a bel et bien permis l'implication, l'expression, et donc l'appropriation du processus de construction par certains acteurs locaux. Ce sont eux qui ont défini notamment l'ensemble des thèmes à aborder ainsi que les personnes qui devaient être interviewées. Faute de temps, les images et la voix-off n'ont pas pu faire l'objet d'une discussion aussi approfondie²⁵⁷. Par ailleurs, l'aide concrète de certains participants au groupe de travail sur le terrain, notamment pour obtenir les interviews recherchées ainsi que certaines images, constitue une autre forme de prise d'initiatives, d'investissement dans le processus de VP, et donc d'appropriation.

En ce qui concerne la vie de la vidéo après notre départ d'Equateur, le FLOAGRI s'en est servi notamment pour présenter la problématique locale au sein de l'INIAP ; pour animer des ateliers participatifs au sein des communautés visant à identifier plus spécifiquement leurs besoins ; et enfin à deux reprises pour favoriser un rapprochement institutionnel entre la mairie et le conseil provincial. Nous savons également que la mairie de Tena a fait circuler des exemplaires de la vidéo auprès de différents partenaires (ONG locales notamment) afin de leur faciliter la compréhension des problématiques locales. Ceci est un argument supplémentaire pour soutenir la pertinence de la modélisation de la situation proposée par le collectif.

1.3 Les correspondances entre contenu de la vidéo / représentations individuelles / représentations collectives

1.3.1 La pertinence et l'impact du contenu vidéo

Il n'y a pas eu de remise en question du contenu de la vidéo au moment des diverses projections. Personne n'a été véritablement en désaccord avec ce contenu (ou en tout cas personne ne l'a fait savoir), et de nombreux spectateurs n'ont pas hésité à affirmer (oralement ou par écrit) qu'elle reflétait plutôt bien la problématique territoriale locale dans son ensemble. Ceci tend à démontrer que le processus mis en œuvre a bel et bien permis d'agrégier au sein de la vidéo la plupart des points de vue en présence, notamment ceux des membres du groupe de

²⁵⁷ Certaines images ont tout de même été explicitement demandées par le groupe de travail à la suite de la projection de la première ébauche de la vidéo.

travail et ceux des personnes interviewées, sensées représenter la diversité des représentations individuelles existantes. S'il est vrai que la vidéo n'a fait l'objet d'aucune critique ouverte ou de rejet de la part des spectateurs, on ne peut pas non plus affirmer avoir perçu des signes évidents d'acceptation réelle de points de vue différents. Par exemple à propos du conflit entre la fondation Jatun Sacha et la communauté Puni Bocana, aucune des deux parties n'a significativement évolué vis-à-vis de ses positions, positions que la vidéo n'a fait qu'éclairer et rendre publiques - ce qui est déjà beaucoup dans un processus de résolution de conflit -.

Parmi les spectateurs de la projection multi-acteurs, ceux issus de communautés et d'institutions non directement concernées par le processus ou le produit vidéo se sont très peu exprimés. Et ceux qui l'ont fait ont pour l'essentiel exprimé leur accord avec le contenu ou ont regretté l'absence de propositions concrètes. La projection à Shandia a en revanche été l'occasion de constater l'impact potentiel sur une communauté d'une vidéo présentant les conditions de vie, les problèmes et les activités développées par une autre. Dans la pratique les échanges entre communautés éloignées sont inexistantes, ce qui explique que les habitants de Shandia aient été stupéfaits par les images de Puni Bocana. Et il semble réellement que cette comparaison entre des réalités géographiquement si proches et pourtant si différentes a permis à ces spectateurs de regarder leur propre situation sous un autre jour.

1.3.2 Identification de représentations collectives

Il s'est dégagé de l'ensemble du processus trois idées fédératrices principales autour desquelles l'ensemble des acteurs s'est retrouvé : le besoin de mieux informer les populations rurales quant aux risques à moyen et long terme de la déforestation massive de la zone et quant aux lois forestières nationales en vigueur ; la nécessité d'encourager les initiatives locales d'organisation du milieu rural permettant la revalorisation économique de certaines activités agricoles ou péri-agricoles (cacao, écotourisme, artisanat), et de s'appuyer sur elles pour stimuler le développement local ; et le rejet des pratiques politiques de nature clientéliste associé au besoin de coupler les efforts humains et financiers des différentes autorités locales. Malheureusement nous n'avons guère pu aller au-delà de la seule identification de ces idées fédératrices et de quelques uns des obstacles s'opposant à leur concrétisation. L'étape suivante pourrait consister à profiter de ces espaces de réunion multi-acteurs et de cette acceptation globale du diagnostic participatif proposé en vidéo pour identifier collectivement et très concrètement les étapes à suivre, les actions à mettre en œuvre et les responsabilités de chaque acteur pour s'engager ensemble sur le chemin de la réalisation de ces trois idées fédératrices. Pour résumer on peut considérer que le processus de VP que nous avons déployé a réellement permis de soutenir un processus de concertation, sans pour autant aboutir à des prises de décisions concrètes. Les raisons expliquant ce résultat sont à rechercher notamment dans nos difficultés à gérer le temps tout au long de cette intervention de terrain, et à l'attention portée à la phase d'élaboration de la vidéo aux dépens de la phase finale d'exploitation.

Reprenons maintenant les reformulations de l'hypothèse H1 proposées en première partie, en fonction des référents théoriques mobilisés.

1.4 Regard sur les référents théoriques évoqués en partie 1

1.4.1 Selon les théories de Crozier et Friedberg

La diversité des sujets abordés dans la vidéo complique l'accès aux différentes logiques d'acteurs, puisque celles-ci doivent être replacées dans le cadre d'une situation d'action donnée. Un même acteur peut en effet aborder différentes situations selon différentes logiques. Cependant le processus a bel et bien permis de souligner certaines d'entre elles. Par exemple, face au problème de la déforestation, les stratégies des uns et des autres ont, semble-t-il, été

relativement bien exposées. De même pour les parties prenantes du conflit autour de la route d'accès à la communauté de Puni Bocana. La démarche mise en œuvre a permis de clarifier ces logiques en jeu, au sens de donner à connaître aux uns les logiques des autres. C'est ainsi par exemple que les communautaires ont été très intéressés par le fait de comprendre les rôles et fonctions du MAE, et la philosophie de ses interventions.

Le processus d'accompagnement a permis une mise en interaction d'acteurs interdépendants mais sans relation préalable directe. Nombreux sont les participants à avoir souligné la capacité d'une telle démarche de VP à favoriser un rapprochement entre acteurs, même si la durabilité de ce rapprochement est discutable. Cependant les lourdeurs parfois observées dans le fonctionnement du groupe de travail nous amènent à interroger la pertinence d'un exercice réalisé avec des acteurs qui ne se connaissent pas, qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble quotidiennement sur le terrain. Cette remarque nous renvoie à la question de l'échelle d'intervention, puisque plus l'échelle est petite plus il est aisé de travailler avec des acteurs interagissant réellement les uns avec les autres. Toujours est-il que les responsables du FLOAGRI estiment avec le recul que ce processus d'accompagnement vidéo a facilité leurs relations avec le MAE, le MAG et avec Kallari, et leur a permis d'établir des partenariats dans le cadre d'activités très concrètes (installation d'une pépinière forestière, inventaires forestiers, réhabilitation de parcelles de cacao).

Il est plus délicat d'affirmer que le processus d'accompagnement a permis de réduire les effets de « rationalité limitée », notamment car plusieurs spectateurs ont avoué n'avoir rien appris de nouveau avec le film. Celui-ci n'apportait que peu d'informations nouvelles, exception faite des lois forestières nationales, et de la possibilité de découvrir le mode et le milieu de vie des deux communautés que sont Shandia et Puni Bocana. De même nous n'avons pas récolté d'éléments probants nous permettant de savoir si le processus de VP a permis ou non d'équilibrer les capacités d'expertise des différents acteurs, ou leur maîtrise respective de l'information. En revanche, il semble que les spectateurs aient accordé aux personnes interviewées dans la vidéo une importance et un crédit comparables, ce qui tendrait à démontrer que celle-ci permet d'équilibrer (à la base) les poids des différents acteurs dans le débat.

1.4.2 Selon la théorie des grandeurs

Nous l'avons vu, la vidéo permet d'identifier progressivement, ou tout au moins de discerner, les « mondes » dans lesquels évoluent les représentations des acteurs. Pour reprendre les mondes utilisés par Beuret, qu'il nous faudrait pouvoir adapter au contexte équatorien pour être rigoureux, nous pourrions associer le « monde domestique » aux communautaires, le « monde marchand » aux politiques (pour lesquelles la valeur à considérer se mesure en nombre de votes), et le « monde industriel » pour les organisations techniques. De même le processus vidéo a permis de préciser la nature des rapports entretenus par les différents acteurs avec le territoire (familier pour les communautaires, plus distant pour les membres de la fondation Jatun Sacha), ainsi que la relation au temps de ces représentations (court terme pour les communautaires et les politiques ; moyen et long terme pour la fondation Jatun Sacha et les organisations techniques comme le MAE, le MAG et le FLOAGRI).

En revanche rien de ce que nous avons pu observer durant cette intervention ne nous permet d'avancer que la démarche d'accompagnement par VP a permis de faire cheminer l'ensemble ou une partie des acteurs vers un principe supérieur commun.

1.4.3 Selon l'approche des objets intermédiaires

L'analyse du déroulement des réunions du groupe de travail et des projections a démontré le caractère commissionnaire de l'outil vidéo participatif, qui lui permet notamment de faire circuler des messages depuis le groupe de travail jusqu'aux spectateurs (conséquences socio-économiques de l'inaccessibilité de certaines communautés ; importance de trouver des

alternatives économiques à la coupe du bois, etc.). Elle a également démontré le caractère ouvert de la vidéo en tant qu'objet intermédiaire, dans la mesure où l'activité de visionnage est une activité très personnelle qui explique que les spectateurs n'en retirent pas la même chose ; chacun la comprend à sa manière, la vidéo ne fait pas sens de la même façon pour tous.

En revanche les difficultés éprouvées pour modifier l'ébauche de vidéo présentée lors de la dernière réunion du groupe de travail tendent à souligner son aspect potentiellement fermé, et la difficulté pour les membres du groupe de se saisir réellement de cet objet. Le format de la vidéo (ampleur du sujet ; vidéo unique, très longue ; en langue espagnole) a un impact fort sur cet aspect, et donc sur l'aptitude de ce type d'outil à favoriser l'avancée de processus cognitifs collectifs entre acteurs hétérogènes. Ceci nous invite à revoir pour nos prochaines interventions le format du produit vidéo, et de fait le processus même de production.

Quelques conclusions sur l'hypothèse H1 au regard du terrain équatorien

L'acceptation massive du contenu de la vidéo par l'ensemble des membres du groupe de travail puis par l'ensemble des spectateurs joue dans le sens d'une validation de l'hypothèse H1. Ceci montre également que le recours à un groupe de travail peut effectivement permettre d'aboutir à la construction d'une représentation collective dépassant les frontières de ce seul groupe (nécessairement réducteur par rapport au véritable système d'acteurs local impliqué dans la gestion du territoire). Par ailleurs, le travail d'analyse effectué par le groupe autour de la représentation de la réalité des pratiques dites « traditionnelles » kichwas, comme le recours à la médecine par les plantes ou les fêtes, démontre selon nous l'efficacité réflexive de l'outil vidéo et son potentiel de catalyseur pour la formulation (audiovisuelle) d'une représentation collective partagée de la situation locale.

Cependant il faut également reconnaître le caractère incomplet du modèle, d'autant plus criant lorsque, comme ce fut le cas en Equateur, les thématiques abordées et le territoire considéré sont très vastes. Mais nous l'avons vu, ces manques ou omissions volontaires constituent en elles-mêmes des outils pertinents pour l'animation de débats.

Section 2 : Mise à l'épreuve de l'hypothèse H2

Hypothèse H2 : la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective.

Rappelons que très peu d'espaces de concertation préexistaient à notre intervention. Au travers de la démarche de VP, nous souhaitons donc préparer en quelque sorte le terrain pour la mise en place d'une dynamique de concertation durable et structurée, permettant d'impliquer le projet FLOAGRI dans une réflexion collective locale sur la gestion et l'avenir du territoire. Il s'agissait avant tout d'identifier un réseau pertinent d'acteurs et de favoriser leur interconnaissance et leur rapprochement progressif. Cela signifie que du point de vue des dynamiques de concertation, nous nous situons très en amont de toute phase de prise de décision collective. Pour cette raison, le fait de ne pas avoir abouti à de véritables décisions concernant la gestion du territoire ne doit pas être perçu comme un échec pour la démarche, dont ce n'était d'ailleurs pas un objectif spécifique. Les divers résultats obtenus au cours de cette intervention doivent donc être envisagés comme des résultats intermédiaires, sur lesquels il doit être possible de s'appuyer par la suite pour mettre en place un processus de concertation plus ou moins formel visant à répondre concrètement aux défis territoriaux collectivement identifiés.

2.1 Les relations et échanges entre acteurs

Au cours de l'intervention, nous n'avons pas observé de transformations notables dans le système d'acteurs : personne n'a ouvertement modifié ses positions et aucun conflit n'a trouvé de solution consensuelle claire. Malgré tout, la démarche a facilité une dynamique d'interconnaissance et d'échanges, au moins entre les communautaires et le MAE. A l'issue des diverses réunions, chacun affichait une volonté de rapprochement et de discussion: le MAE souhaitait renforcer ses activités de sensibilisation, d'information et d'explication de ses pratiques auprès des habitants des zones rurales, et les communautaires de leur côté étaient désireux de mieux comprendre la loi forestière en vigueur, ses fondements, ses contraintes et ses atouts en termes de valorisation économique de la ressource ligneuse. De même les membres de Kallari et le représentant de la municipalité de Tena ont à plusieurs reprises souligné l'intérêt d'un travail plus coopératif entre institutions et ont appelé à unir leurs efforts. Enfin, les réunions du groupe de travail ont été l'occasion de constater l'intérêt des communautaires (notamment ceux de Puni Bocana) à apprendre de l'expérience de Ricancie en matière d'écotourisme. En ce sens, le fonctionnement avec le groupe de travail a permis de mettre en évidence l'existence d'une demande locale d'échange d'expériences. Pour conclure sur cet aspect, précisons que ces rapprochements entre acteurs et ces éclaircissements, signes d'évolutions dans le système d'acteurs, ont réellement été facilités par le processus de co-construction de la vidéo, qui a permis à chacun de s'exprimer sur des sujets collectivement définis. Ce n'est donc pas tant le produit vidéo que le processus en lui-même qui a impulsé cette dynamique, même si l'insertion tardive du directeur du MAE et l'impact de son interview montrent que le produit vidéo peut également être moteur de ce type de rapprochement.

Il est certain que les réunions du groupe de travail ont constitué une première étape vers l'émergence d'espaces de concertation. Mais en dehors de l'instauration d'une étroite collaboration entre l'équipe du FLOAGRI, le MAE et l'association Kallari, cet effort n'a pas été poursuivi. Les différentes phases d'interactions du processus sont toutes restées liées à la démarche vidéo. Toutes ces phases étaient de nature instituée et aucune dynamique spontanée n'a été identifiée (cf. figure 18). Sur cet aspect l'impact local de la démarche de VP a donc été minime. Ceci démontre que si la démarche est, dans une certaine mesure, capable de stimuler l'émergence de nouveaux espaces de concertation, elle n'est pas suffisante pour en assurer la durabilité. La pérennisation de cet élan devrait selon nous faire partie intégrante de la démarche d'accompagnement assistée par VP, et notamment être l'objet de toutes les attentions lors de la phase d'exploitation du produit vidéo, ce que nous n'avons pas su faire en Equateur.

2.2 La qualité de la concertation

2.2.1 Bien que forte, l'implication des acteurs locaux reste partielle

Il faut reconnaître que malgré une certaine capacité d'attraction de nouveaux acteurs en cours de route et le fait que nous ayons nous-mêmes sollicité plusieurs personnes pour qu'elles s'impliquent, la démarche mise en œuvre n'a pas été en mesure de réunir l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion du territoire. En particulier nous avons dû déplorer l'absence des principaux élus politiques locaux, ce qui a sans aucun doute constitué un frein à l'émergence d'une concertation de qualité. Cependant, en dehors de cet aspect, nous n'avons essuyé aucune critique au sujet du choix des participants au groupe de travail. Leur légitimité et la pertinence de leurs apports n'ont aucunement été remises en question. La faible importance sociale, du moins à court terme, de la plupart des enjeux abordés explique peut-être aussi cette acceptation générale. Notons que pour ce qui est des sujets les plus délicats, comme le conflit autour de la route d'accès à Puni Bocana, il semble qu'avoir su impliquer les leaders (le directeur de la station

biologique et le professeur de Puni Bocana) ait été une bonne chose pour faciliter l'expression des revendications et crédibiliser les interventions.

Il semble enfin que les points de vue de l'ensemble des participants directs sur les différents thèmes abordés en vidéo ont pu être exprimés. Ceci a notamment été possible grâce à la relation étroite établie au travers du fonctionnement par groupe de travail. Bien sûr, certains points de vue ont pu être incomplets (bien que personne ne s'en soit plaint malgré nos sollicitations répétées), mais aucun participant n'a été laissé de côté. En revanche la prise en compte effective de ces points de vue est une toute autre question. Et il est clair que l'absence de représentants politiques n'a pas favorisé cette prise en considération, puisque de nombreux messages leur étaient adressés. Pour ce qui est des revendications de Puni Bocana, elles ont été reçues à la fois par Jatun Sacha, par le MAE et par le FLOAGRI. La prise en compte de ces points de vue ne peut reposer selon nous que sur la participation à la démarche des acteurs-décideurs concernés, que cette participation se fasse au niveau du groupe de travail, ou plus tard via leur participation aux projections débats, ou qu'elle dépende d'une diffusion large et totale des résultats du processus. Dans le cadre de cette intervention, l'implication des ces acteurs-décideurs a été très limitée. En outre la brièveté de la phase d'exploitation du produit vidéo n'a pas aidé à ouvrir de ombreuses portes à cette implication. Mais de par son autonomie, FLOAGRI est aussi un acteur-décideur, et il est certain que ses activités ont été influencées par les résultats de notre projet.

2.2.2 Absence de manipulation de la démarche

Il n'y a pas eu réellement de tentatives franches de manipulation du projet par l'un ou l'autre des acteurs. On peut cependant souligner deux tendances. D'une part le FLOAGRI s'est servi de la démarche pour se doter d'une image : celle d'un projet ouvert aux propositions locales, fondamentalement participatif et désireux d'établir des collaborations avec les diverses organisations engagées dans la gestion du territoire. D'autre part il semble que l'association Kallari se soit également servie de cette démarche à plusieurs fins : augmenter son poids dans les diverses négociations en cours (notamment avec la municipalité de Tena et l'ECORAE), renforcer son image d'organisation leader au niveau local, et sans doute afin de se faire un peu de publicité. Pour autant, il n'y a pas eu d'interférences néfastes entre ces motivations d'acteurs stratégiques et la démarche, puisque l'influence du FLOAGRI comme de Kallari sur le contenu de la vidéo et sur les discussions au sein du groupe de travail a été semble-t-il relativement bien maîtrisée, et nivelée avec les influences des autres participants. Encore une fois l'absence d'implication de représentants politiques, et d'enjeu social crucial quant à la gestion du territoire expliquent également sans doute cet état de fait.

2.2.3 Dépassement des dispositifs de forçage

En l'absence de toute procédure préalable de concertation, formelle ou informelle, aucun dispositif de forçage n'a été identifié. La démarche de VP mise en œuvre a sans conteste permis de rendre public le conflit autour de la construction de la route d'accès à Puni, et d'en clarifier les tenants et les aboutissants ainsi que les arguments des deux parties en présence. S'il est certain que rendre public ce type conflit n'en facilite pas toujours la résolution, cela présente l'avantage de favoriser une plus grande transparence et une meilleure prise en compte des diverses positions en jeu, et donc de limiter certains forçages orchestrés par les plus puissants.

2.2.4 Un outil insuffisant pour affronter la diversité des asymétries entre acteurs

Au cours des différentes phases de la démarche nous n'avons pas observé de nivellement explicite des asymétries de pouvoir et donc du poids des acteurs dans les discussions. Cependant nous avons pu observer, d'une discussion à l'autre, une revendication croissante de la part des

communautaires de Puni face à l'intransigeance des représentants de la station biologique. De même, nous avons constaté la croissance d'un sentiment de rejet à l'égard des pratiques politiques locales. Ce double mouvement montre un certain déblocage de la parole des acteurs souvent les plus marginalisés. On peut considérer qu'il y a, tout au long de l'avancement de l'intervention, une prise de confiance de la part des participants qui hésitent de moins en moins à exprimer le fond de leur pensée.

Cependant, et malgré nos efforts pour solliciter la participation de chacun, ce sont les leaders qui ont occupé la majeure partie des espaces d'expression (le plus triste exemple est la très faible participation des femmes). De même, la faible participation des membres du groupe de travail lors de la réunion finale de projection-débat, et en particulier des membres communautaires, ne nous a pas permis de démontrer qu'une démarche de VP permettait de s'attaquer aux différences de capacité d'initiative. En revanche les asymétries de pouvoir relatives à la maîtrise des informations ont clairement été réduites (niveau de déforestation et lois existantes ; échange d'expériences de certaines alternatives développées localement, etc.).

2.2.5 L'absence de prise de décision

Finalement, du point de vue de la qualité de la concertation, telle que définie dans la première partie de ce travail, on peut tout de même regretter sur certains points et malgré son caractère embryonnaire l'absence concrète de toute prise de décision (notamment sur des sujets comme la formation des producteurs aux réglementations forestières, et l'organisation de parcelles forestières pilotes visant à évaluer l'efficacité économique et environnementale d'une exploitation légale de la ressource bois, qui sont des sujets sur lesquels le travail collectif aurait pu être nettement plus poussé). Ensuite, l'absence apparente de toute volonté de formalisation (plus ou moins stricte) d'espaces de discussion pluri-acteurs visant à poursuivre, après notre départ, la réflexion engagée au cours du processus de VP, remet fortement en question la capacité de l'approche suivie en Equateur à structurer une dynamique de concertation au sens où nous l'avons définie dans la première partie (appropriation et durabilité notamment).

2.3 Les résultats immédiats du processus

Les résultats immédiats du processus se résument à la diffusion de certaines informations, à l'échange d'expériences et de savoir-faire et à une large adhésion des acteurs locaux à une représentation des principales problématiques territoriales locales. En revanche il n'y a eu que peu de propositions d'action en dehors d'un engagement de principe de l'ensemble des acteurs vers la coordination de leurs efforts. Ceci tient selon nous essentiellement à la trop faible importance que nous avons accordée à la phase d'exploitation du produit vidéo et à l'animation de la projection finale. En effet, trop centrée sur la validation et la discussion publique de la pertinence de la vidéo, cette dernière réunion n'a pas suffisamment insisté sur la recherche et la formulation de propositions d'actions en réponse aux difficultés mises en évidence par la vidéo. Autrement dit, plutôt que de s'appuyer sur la vidéo comme une première étape, un acquis pour aller plus loin, nous avons maladroitement concentré l'attention des spectateurs sur son seul contenu.

Il semblerait également que nous n'ayons pas su exploiter toutes les possibilités offertes par la vidéo afin de créer un premier dialogue, de nature virtuelle et par interviews interposées, de manière à y épuiser les discours et pouvoir ensuite engager le processus de concertation sur le chemin concret de la recherche d'alternatives. En dehors du conflit entre Puni Bocana et Jatun Sacha pour lequel les deux parties ont réellement eu l'occasion d'exposer et d'argumenter leurs positions contradictoires, les autres thèmes traités l'ont été de manière essentiellement descriptive, laissant à l'un ou l'autre des acteurs le soin de les discuter seul, sans réponse d'aucune sorte, ni compléments, ni contradictions. Nous avons en effet souvent privilégié la voix-

off pour apporter les nuances et souligner les limites de certains raisonnements, or l'impact de celle-ci sur les spectateurs est assez superficiel comme nous l'avons constaté. Seuls quelques rares spectateurs prêtent réellement une oreille attentive au commentaire. Il va de soi que la trop grande diversité de thèmes abordés au sein d'une seule et unique vidéo explique ce déficit en termes de débat contradictoire.

2.4 Le prolongement de l'intervention et la durabilité du processus

Si les réunions du groupe de travail ont clairement favorisé un rapprochement entre acteurs et l'expression du plus grand nombre (malgré un bémol concernant la participation des femmes), l'impact de la réunion multi-acteurs finale est nettement plus mitigé. Etendre la dynamique de concertation engagée au-delà des seules frontières du groupe de travail à l'occasion de cette réunion s'est avéré extrêmement délicat. Nous avons déjà souligné les divers facteurs ayant joué en défaveur d'un débat constructif, dont l'animation inadaptée. Nous avons vu qu'il aurait sans doute été plus efficace de proposer une co-animation aux membres du groupe de travail, pour les amener à défendre eux-mêmes les points de vue exposés dans la vidéo, et amener les spectateurs à entamer le débat avec eux. Le temps même dédié à cette phase d'exploitation de la vidéo a été beaucoup trop sous-estimé. En effet, ce n'est pas parce que le processus de construction de la vidéo est participatif et novateur que ses participants en assureront seuls le prolongement et l'exploitation. S'il n'y a pas constitution d'un groupe moteur (rôle que le FLOAGRI aurait pu jouer) qui utilise ce type d'outil pour animer des débats, défendre des positions, faire du lobbying, etc., le plus probable est l'arrêt plus ou moins brutal de la dynamique une fois les intervenants vidéo partis.

Et c'est un peu ce que l'on a observé à Tena, où en dehors de la trentaine de copies du film que nous avons fait éditer, il semble ne pas y avoir eu de reproduction. Nous n'avons eu que peu de retours et les réponses obtenues à distance nous renvoyaient une image de sous-exploitation du produit vidéo, malgré l'importance de l'investissement (intellectuel et temporel !) de certains acteurs. En dehors des utilisations déjà citées de la vidéo par le FLOAGRI et par la Mairie, la vie de ce produit après notre départ a été très peu intense.

Pour notre prochaine expérimentation de terrain il nous faudra donc revoir très à la hausse l'importance à accorder à cette dernière étape d'exploitation collective de la vidéo, et réellement orienter les discussions vers le « comment faire maintenant si l'on est d'accord sur le constat collectif présenté en vidéo ».

Enfin, rappelons qu'avec l'appui du FLOAGRI, la route a finalement été ouverte au sein du territoire de Jatun Sacha au profit de la communauté de Puni Bocana. Ceci s'est semblé t-il accompagné d'un durcissement des sanctions pour la coupes des arbres de la réserve par les communautaires voisins (des amendes couplées à des peines de prison) et d'un engagement moral fort de la part de la communauté quant à son rôle dans la préservation de la réserve.

2.5 Regard sur les référents théoriques évoqués en partie 1

2.5.1 Selon la sociologie de la traduction

Il semble avant tout que les interviewés aient été des porte-parole efficaces (cf. les différentes réunions) au sein du réseau puisque leur participation n'a aucunement été remise en cause par les spectateurs finaux, et qu'au contraire même la justesse de l'analyse vidéo a été soulignée à diverses reprises dans les questionnaires écrits. En revanche, nous l'avons vu, ces personnes n'ont peu ou pas du tout communiqué en dehors du réseau institué. Il faut noter également que nous avons à plusieurs reprises, par souci d'efficacité le plus souvent, interviewé

les propres membres du groupe de travail, ce qui n'a pas joué en faveur d'un élargissement du réseau. Et, bien que ces interviewés soient au centre de tout le processus de construction de la vidéo, ils ont été maladroitement écartés de sa phase d'exploitation.

Malgré tout, nous l'avons vu, la capacité de rallongement du réseau semble assez importante grâce à l'impact et la souplesse de « l'actant vidéo ». Mais ce rallongement est potentiel et conditionné au portage de la dynamique par une institution motrice, comme nous l'avons fait nous-mêmes durant la phase de construction de la vidéo.

2.5.2 Selon la théorie des grandeurs

Pour ce qui est du conflit entre Puni Bocana et Jatun Sacha et pour la problématique de la coupe illégale de bois, il semble bien que la vidéo ait permis d'éclairer les différents registres de justification utilisés par les acteurs impliqués. De même leur mise à disposition, pour le public, au travers de leur expression au sein de la vidéo permet une première reconnaissance de ces registres par les autres. La transparence et la sincérité de ces registres constituent un important pas en avant vers la recherche de solutions de compromis.

2.5.3 Selon l'approche des objets intermédiaires

Au fur et à mesure de la construction de l'outil vidéo nous avons observé une implication de plus en plus importante des membres du groupe de travail (venant par exemple réaliser avec nous certaines interviews et tourner des images d'appui). Si nous avions eu le temps de refaire des interviews après la troisième session de travail, la qualité des interventions aurait sans doute été bien meilleure et ce du propre aveu des participants. En ce sens la vidéo représente un outil intermédiaire relativement facile à maîtriser, quel que soit le niveau d'éducation et la familiarité initiale de chacun avec ce média. Cette accessibilité de l'outil lui permet d'être utilisé en tant qu'espace d'expression par les acteurs locaux, qui mesurent également son potentiel de diffusion. De plus l'association entre images et discours favorise leur intelligibilité, ce qui augmente les qualités communicantes de cet espace d'expression.

Nous avons constaté l'impact des images sur les membres du groupe de travail, notamment au travers de la séquence vidéo illustrant les difficultés rencontrées par Puni Bocana du fait de leur isolement. Il en fut de même des images de la construction du radeau permettant le transport des planches de bois, qui démontrent que la coupe illégale du bois n'est pas une solution de facilité, mais qu'il s'agit au contraire d'un travail particulièrement pénible, commandé par le besoin de ressources économiques.

En revanche, le format choisi pour cette première expérimentation semble ne pas être propice à l'animation de débats orientés vers la recherche de propositions concrètes. Si la vidéo est un outil intermédiaire offrant un espace d'expression et de réflexion relativement accessible, il n'est pas pour autant nécessairement propice aux prises de décisions. Ces dernières peuvent éventuellement être prises en dehors de la construction de la vidéo, au moment de son exploitation. Mais l'espace de discussion ainsi créé autour de la projection ne peut s'y prêter que s'il est correctement animé d'une part et si le format de la vidéo est en adéquation avec cette animation d'autre part.

Quelques conclusions sur l'hypothèse H2

Compte tenu de l'analyse précédente nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

- Le recours au groupe de travail a permis la mise en place d'espaces de discussions, propices aux échanges et à l'écoute de points de vue divers. En revanche, au-delà des décisions relatives à la construction de la vidéo, ces espaces n'ont pas permis l'émergence spontanée de propositions d'actions.

- L'exploitation en groupe de la vidéo n'a pas été l'objet de suffisamment d'attention de notre part, alors que le rôle de l'animation pour éventuellement favoriser les prises de décisions est essentiel. En termes de structuration de cet espace pour assurer la qualité de la concertation, l'outil vidéo semble présenter malgré tout certains atouts que la démarche suivie n'a pas permis de confirmer, notamment à cause de l'importance trop faible accordée aux membres du groupe de travail durant l'animation des réunions de projection, au manque d'implication de ces membres dans la définition des objectifs même de ces projections, et à la non adéquation du format de la vidéo avec les impératifs d'une animation efficace.
- L'un des objectifs majeurs de la phase d'exploitation doit être d'assurer la poursuite après le départ des intervenants de la dynamique de concertation engagée, afin de soutenir l'effort de recherche collective d'alternatives.

Section 3 : Eléments pour la future mise à l'épreuve de l'hypothèse H3

Rappelons l'hypothèse H3 : *plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation – et notamment son appropriation et sa durabilité – est assurée.*

Caractérisons les différentes variables de la catégorie 3 de notre grille d'analyse générale, catégorie intitulée « les fonctions liées au projet vidéo et leur répartition ; les rôles des différents acteurs ».

3.1 : Le profil des participants directs au projet vidéo et leurs interactions : le « groupe de travail »

La caractéristique principale de cette expérimentation équatorienne repose sur le recours à un groupe de travail situé, donc physiquement délimité, pour assurer l'essentiel de la fonction de production de la vidéo participative. Le choix des membres du groupe a été effectué par nos soins et soumis au jugement des membres eux-mêmes (qui ont regretté l'absence des fédérations indigènes, de l'Eglise et de certains responsables politiques). L'ouverture de nos invitations au niveau des communautés (leaders et simples communautaires) et des institutions (responsables et techniciens) a permis une certaine hétérogénéité dans la composition du groupe qui n'a pas gêné l'animation des échanges, même si les leaders ont accaparé la majeure partie des temps de parole (aux détriments des femmes et des communautaires en particulier). La légitimité des participants n'a aucunement été remise en cause, que ce soit lors du processus ou lors de la réunion finale multi-acteurs. La relative assiduité des membres du groupe et son élargissement progressif et spontané au fur et à mesure de l'intervention semblent également montrer l'intérêt suscité localement par ce type de démarche, autorisant une implication directe dans le processus de réflexion et de construction d'un outil de travail commun.

L'expérimentation a également permis de mettre en évidence un certain nombre de lenteurs liées au recours à un tel groupe de travail, et l'importance de délimiter le plus finement possible les contours du ou des sujets à traiter. L'échelle de la problématique et de la zone à couvrir est apparue primordiale pour assurer la pertinence des débats. La conformité (et donc la représentativité) entre les membres du groupe de travail, le territoire pris en compte et les problématiques traitées, est essentielle. De même, nous avons constaté combien il est difficile en quelques semaines de créer de toute pièce un lien véritable entre les participants aux sessions de travail, et combien la pérennisation de ce lien peut être fragile lorsque ces individus ne sont pas

amenés à échanger régulièrement dans le cadre de leurs activités. Ceci revalorise l'intérêt de former un groupe de travail sur la base de relations interpersonnelles préexistantes entre individus quotidiennement impliqués dans des activités de gestion du territoire.

Si les échanges ont été importants durant les réunions formelles du collectif, force est de constater que cette dynamique n'a pas quitté les limites de ces réunions. De même nous avons pu mesurer la difficulté pour diffuser au milieu extérieur le contenu des réflexions internes au groupe de travail²⁵⁸.

Les « déceptions » équatoriennes en termes d'appropriation du produit et du processus ou de durabilité de la dynamique de concertation semblent limiter l'intérêt du recours à un groupe de travail sous une forme aussi formalisée que celle que nous avons suivie. Celle-ci eu pour effet d'alourdir considérablement la phase de co-construction, ce qui dans notre cas s'est produit au détriment de la phase finale d'exploitation, pourtant clef dans le processus de VP. Le lien entre forte implication des acteurs locaux et appropriation du processus ne semble donc pas proportionnel, surtout si le temps d'intervention est limité. De plus, certains facteurs extérieurs peuvent clairement prédominer par rapport à l'implication des acteurs sur le niveau final d'appropriation.

3.2 La prise en charge des fonctions selon les étapes du projet vidéo

Nous avons le plus souvent décidé nous mêmes de la répartition des fonctions au long du projet vidéo. Les personnes en charge des fonctions de production sont présentées dans le tableau en annexe 12.

3.2.1 La fonction de producteur

Nous avons souhaité déléguer la fonction de production à un groupe de travail situé, mais nous avons été confrontés à de nombreuses résistances liées à l'absence de tout bagage en matière de communication, en particulier audiovisuelle, chez ses membres. Si la qualité de l'expertise des acteurs locaux sur les problématiques locales est indéniable, il nous semble important à la lumière de ce terrain que les intervenants vidéo parviennent à assumer pleinement leur rôle d'experts en vidéo, notamment pour orienter le groupe vers un format opportun. Par ailleurs, nous l'avons envisagé, une formation rapide et pratique à l'utilisation de la vidéo pourrait être dispensée auprès du groupe de travail, à condition que celle-ci soit adaptée (brève, interactive et intelligible) et ne vienne pas alourdir plus encore la phase de co-construction de la ou des vidéos. Ce sont ces mêmes raisons qui ont présidé à notre choix de conserver la maîtrise des aspects les plus techniques de cette fonction de production (tournage, montage), ce qui n'a été source d'aucun type de conflit en interne. D'ailleurs dans un processus multi-acteurs tel qu'un travail de concertation il est difficile d'imaginer un maniement collectif de la caméra ou de la table de montage. Le groupe de travail a assuré le choix des thématiques à traiter, des personnes à interviewer et des principales questions à leur poser, ainsi que de certaines images d'appui. Tout le monde a semblé satisfait des images tournées et de la nature des interviews. Cependant il nous faut reconnaître qu'en maîtrisant (en partie) le déroulement des interviews et en étant seuls à décider des images d'appui, des cadrages, et du rythme du montage, nous occupons une place très importante dans la réalisation de cette fonction de production, au moins aussi importante que les autres membres du groupe de travail. Nous avons constaté que cette position pouvait également nous conduire presque malgré nous à imposer certains choix aux autres qui ne bénéficient pas de la même lisibilité sur les différentes étapes techniques de construction d'une vidéo. C'est ainsi par exemple que le caractère trop abouti de la première ébauche de montage a

²⁵⁸ en tout cas lorsque les membres de ce groupe n'assument pas directement leur statut de producteurs lors des projections publiques, y préférant la fonction de spectateurs parmi d'autres.

fortement influencé le groupe de travail qui, vraisemblablement, n'a pas bien perçu les nombreuses alternatives de montage qui existaient. De même, l'importance de la voix off dans un format vidéo aussi scénarisé que celui que nous avons utilisé, nous positionne malgré nous en tant qu'acteurs du film, bien que nous ayons essayé de nous mettre le plus possible en retrait (peut-être à tort eut égards aux remarques formulées à notre rencontre au sujet d'un certain manque d'implication...) et de se conformer strictement aux souhaits exprimés en réunion par le groupe de travail. Notons enfin que nos apports lors de la démarche de construction n'étaient soumis qu'au seul contrôle du groupe, c'est-à-dire de manière très discontinue au gré des trois réunions mises sur pied. Notre marge de manœuvre était donc importante, tout comme les risques de dérives. Cette difficile, sinon impossible, mise en retrait totale des intervenants vidéo, et son véritable intérêt dans un processus qui se veut participatif fera l'objet d'une réflexion approfondie dans le cadre de la cinquième et dernière partie de cet ouvrage.

3.2.2 La fonction d'acteur

L'expérience nous a également montré qu'il pouvait s'avérer avantageux de s'appuyer sur le groupe de travail dans la phase de tournage. Par ailleurs, le fait d'utiliser les membres du groupe pour assurer une fonction d'acteur peut constituer un vrai atout, notamment vis-à-vis de leur plus grande implication dans le travail et de leur maîtrise progressive des objectifs potentiels et des enjeux en cours. En effet, l'attention portée au discours, à son efficacité et à son rôle dans la vidéo finale prend progressivement sens au sein du groupe de travail au fur et à mesure de la construction de la vidéo, exercice totalement nouveau dans le cas présent. Il semble donc intéressant de valoriser au mieux ces acquis en permettant aux membres du groupe de travail d'être eux-mêmes sujets d'interviews. Cependant, dans le cas de l'expérimentation équatorienne, des acteurs non membres du groupe de travail ont également été sollicités, sur demande du groupe. Ceci permet entre autres d'enrichir les discussions internes en idées nouvelles et de participer de l'élargissement du réseau. Nous l'avons constaté avec le directeur du MAE.

3.2.3 La fonction de spectateur

Le rôle que nous avons souhaité laisser aux spectateurs finaux est également sujet à discussion. Nous les avons cantonnés à un rôle de spectateurs relativement passifs, simplement sollicités pour réagir sur la pertinence du modèle présenté en vidéo. Ceci explique selon nous en partie leur manque d'implication à la fois dans la recherche d'alternatives et dans la valorisation, après notre départ, de la réflexion collective conduite au sein du groupe de travail. En effet, le processus aurait sans doute gagné en intensité si nous avions accordé plus d'importance au rôle de ces spectateurs, par exemple en leur offrant la possibilité de participer à la fonction de production et de revenir concrètement sur le contenu du film. Enfin, comme nous l'avons déjà souligné, le rôle des membres du groupe de travail durant ces projections est sans doute également à reconsidérer, si l'on veut améliorer la qualité des débats, voire l'appropriation des résultats du processus.

3.3 Les rôles des acteurs fortement impliqués dans le processus

Cette expérimentation a été l'occasion pour nous de mesurer l'importance de deux rôles particuliers : l'organisation et le suivi des réunions du groupe de travail et l'animation des projections-débat. Le premier est essentiel pour favoriser le renforcement du processus d'appropriation de la démarche. Ce rôle pourrait sans doute permettre de responsabiliser les participants et de leur assurer un vrai contrôle sur l'évolution du processus (accueil de nouveaux participants, respect des décisions prises lors des réunions précédentes, définition des ordres du

jour, etc.). Enfin l'animation des projections finales devrait sûrement être au moins partagée avec certains représentants du groupe de travail, de manière à renforcer leur appropriation du produit et guider efficacement la discussion dans le sens de la recherche de pistes d'actions pour affronter les difficultés identifiées.

Cette expérience équatorienne a également pâti d'une faible implication d'acteurs pourtant essentiels : l'équipe du FLOAGRI d'une part, qui a accusé un retard important dans la mise en route de ses activités, et les principales autorités politiques locales d'autre part. En tant que porteur de projet et décideurs politiques, ce sont des acteurs de ce type qui sont le plus susceptibles de soutenir et encourager la poursuite de la réflexion engagée et d'émettre des avis techniques et concrets sur les propositions faites par les participants. Il est donc essentiel d'assurer leur participation au niveau des fonctions de producteurs, ou au moins de spectateurs.

En guise de conclusion sur cette expérimentation

Vis-à vis de nos objectifs de recherche

Comme nous venons de le voir, la démarche suivie en Equateur a permis la mise en image d'une certaine représentation de la problématique territoriale locale. Celle-ci a semblé relativement partagée par l'ensemble du système d'acteurs, malgré son incomplétude et son caractère nécessairement instantané. En revanche, il faut admettre que la dynamique de réflexion collective impulsée par la démarche n'a pas donnée naissance à une concertation au-delà des limites de l'intervention. En ce sens l'appropriation et la durabilité de la dynamique suscitée sont en deçà de nos espérances, étant donné le niveau global d'implication des acteurs locaux aux différentes étapes de la démarche. Il est vrai que la mise en retrait des intervenants vidéo dans le processus ne fut pas pleinement réussie. La conservation de toute la maîtrise technique entretient une influence forte de leur part sur le produit, et le nombre et la complexité des décisions à prendre dans le cadre de l'élaboration d'une vidéo sont considérables. Ces dernières sont donc difficiles à passer en revue en l'espace de quelques réunions. Mais il est également incontestable par comparaison avec l'expérience bolivienne que le recours à un groupe de travail a permis de confier la plus grande partie des décisions aux acteurs locaux, via des représentants, et que l'acceptation du modèle vidéo en a été grandement facilitée. La question est de savoir si ces décisions sont bien celles qui doivent être prises pour assurer au mieux l'appropriation finale ou s'il pourrait être plus intéressant pour la durabilité du processus de confier d'autres décisions à ce groupe de travail. Cette réflexion nous amène à identifier des étapes, ou sous-étapes clefs en termes de participation et d'appropriation de la démarche. Au sein des fonctions de producteurs et d'acteurs notamment, il semble que certaines attributions puissent revêtir une importance supérieure. On pourrait ainsi envisager par exemple que les producteurs soient plus engagés dans la coordination des réunions et des projections, ainsi que dans leur animation. De même l'utilisation du produit vidéo pourrait avant même sa réalisation être discutée avec le groupe de travail (ou avec un autre groupe chargé du suivi de la démarche après départ des intervenants vidéo) de façon plus approfondie que nous ne l'avons fait.

Le principal intérêt du recours à un groupe de travail est selon nous d'assurer l'existence d'une discussion sur l'ensemble des thèmes qui seront abordés dans le film. De ce point de vue le groupe de travail constitue un atout considérable. La preuve en est que le film n'a pas suscité de réactions vraiment surprenantes lors de la réunion de projection finale. En revanche, nous avons constaté diverses lourdeurs liées à son fonctionnement ainsi que ses limites en termes de prises de décision. D'une part tout ne peut pas être décidé au sein du groupe, et d'autre part certains

aspects plus techniques mériteraient sans doute une formation spécifique des membres du groupe... qui ne pourront néanmoins pas tourner et monter ensemble la vidéo.

Au-delà, le contexte de l'intervention explique sans doute également la faible appropriation finale du processus par le système d'acteur local : l'absence d'une véritable demande locale (démarche strictement descendante) ; l'absence de dynamique de concertation préexistante ; l'absence d'enjeu social fort à court terme ; l'absence d'implication des décideurs et des porteurs de projet ; le contexte de décentralisation et de luttes politiques locales.

Du point de vue de la pertinence du modèle audiovisuel, il semble donc que le recours à un groupe de travail formel ait été un atout, si l'on compare les résultats à ceux obtenus en Bolivie. En revanche pour l'intelligibilité du produit final, le fait d'avoir conservé entre nos mains toute la réalisation technique a peut être entravé la bonne marche de ce groupe. En effet en un sens nous avons imposé inconsciemment un format peu adapté à l'animation d'une concertation: une vidéo unique, trop scénarisée, trop longue, en langue espagnol et non pas kichwa, avec peut-être également une voix-off trop présente. Il ressort également de cette expérimentation que l'impact et la force du travail vidéo pourrait être plus important si la zone d'intervention, tout comme l'ampleur des thématiques, étaient plus réduites. Pour avoir accès aux représentations des acteurs et à leurs relations, il semble en effet qu'il aurait été préférable de plus préciser le sujet du processus vidéo (par exemple « se limiter » aux difficultés internes de l'organisation de producteurs Kallari, ou au conflit entre Puni Bocana et la fondation Jatun Sacha, ou encore à la filière de production du cacao), et travailler à l'échelle d'un système d'acteurs plus restreint, et en interactions régulières. Nous réfléchissons ainsi en cinquième partie à l'influence de la « largeur » de l'entrée thématique sur la réussite du processus.

Enfin ce terrain a été extrêmement instructif du point de vue du recueil des données pour la réalisation de cette thèse. Nous avons notamment pu mesurer concrètement les limites des questionnaires et celles de l'observation directe des réunions de projection. Nous privilégierons par la suite autant que faire se peut les entretiens individuels et collectifs, à chaud et à froid, pour recueillir les points de vue des différents acteurs sur la démarche. Les réunions seront analysées *a posteriori* après enregistrement vidéo de leur intégralité (ce qui demandera un équipement son de meilleure facture que celui utilisé en Equateur), sur la base d'une grille d'analyse permettant de suivre les différents temps de ces réunions et les rôles endossés par les participants. Par ailleurs, cette expérimentation nous a permis d'affiner la grille d'analyse de la répartition des fonctions entre les différents acteurs impliqués dans la démarche.

Vis-à vis des objectifs de l'intervention

- 1- La représentation collective illustrée en vidéo peut s'assimiler à un travail participatif d'analyse de la situation socio-économique des communautés locales et de la dynamique d'évolution des ressources forestières. Il est cependant plus délicat de parler véritablement de diagnostic dans la mesure où aucune proposition concrète n'est émise. Ceci explique peut-être également l'absence d'incidence, en tout cas évidente, de ce travail vidéo préalable sur la nature des activités mises en œuvre par le FLOAGRI, malgré nos conseils insistants pour adapter le projet préétabli à certaines nécessités locales.
- 2- Du point de vue de l'analyse des initiatives locales, il semble que nous ayons réussi à identifier les plus riches. Le fait de les avoir décortiquées et illustrées en vidéo, et de pouvoir ainsi les présenter à différents acteurs, a été salué par de nombreux participants, heureux de bénéficier de la connaissance de ces expériences pour imaginer de nouvelles pistes de développement. L'utilisation de la Vidéo Participative comme un outil d'échange d'expériences semble de ce point de vue être très appréciée.

- 3- Si comme nous l'avons vu la démarche a permis de susciter une certaine dynamique collective de réflexion autour des principaux défis territoriaux, elle n'a pas réussi à impliquer l'ensemble des acteurs concernés et notamment les politiques et les décideurs financiers. Par ailleurs cette dynamique n'a pas survécu à la fin de l'intervention. Le groupe de travail en tant que tel n'a pas continué à échanger après le départ des intervenants, même de manière informelle, et le film n'a que très peu été utilisé par la suite.
- 4- Du point de vue de la création de liens sociaux, il est certain que le processus a facilité le rapprochement institutionnel entre le FLOAGRI, Kallari et le Ministère de l'environnement. De même la démarche explique sans doute le soutien apporté par le FLOAGRI à la communauté de Puni Bocana pour l'obtention de sa route. Mais en dehors de ces rapprochements institutionnels, nous ne pouvons pas dire que le travail fourni au sein du groupe de travail ait permis de rapprocher des personnalités et de créer des liens particuliers entre eux, dans la mesure où ce groupe n'a pas survécu (même en partie) à la fin de la démarche. Il semble que vouloir intervenir sur des liens sociaux déjà existants peut être un atout dans un effort d'appui à un processus de concertation et de recherche de propositions collectivement acceptables. Les résultats obtenus en Equateur nous laissent penser que le recours à la VP peut sans doute permettre d'atteindre cet objectif.

Quatrième partie

LA VIDEO COMME OUTIL DE DIAGNOSTIC PARTICIPATIF A L'OFFICE DU NIGER, MALI

Loïc Colin et Vincent Petit

Introduction

CHAPITRE I

Place du projet dans notre recherche, contextes institutionnel et local

Section 1 : Les objectifs de cette intervention au regard de notre recherche

- PAGE 399** 1.1 Tester l'opérationnalité du recours à l'outil vidéo dans le cadre d'une mission de diagnostic participatif
- PAGE 400** 1.2 Mieux assumer le rôle d'intervenant et vidéo et revoir la répartition des fonctions de production
- PAGE 402** 1.3 Multiplier les éléments de réponse au questionnement de nos hypothèses de recherche

Section 2 : Présentation du contexte de l'intervention

- PAGE 404** 2.1 Les aspects institutionnels et logistiques de l'intervention
- PAGE 413** 2.2 Brève approche historique de l'évolution des rapports de force entre encadrement et paysans à l'Office du Niger
- PAGE 418** 2.3 Caractérisation des principaux groupes d'acteurs impliqués dans la gestion de l'eau à l'Office du Niger
- 2.3.1 Les exploitants agricoles ([page 418](#))
 - 2.3.2 Les agents de l'ON ([page 422](#))
 - 2.3.3 Les autres acteurs ([page 425](#))
 - 2.3.4 Quelques grands traits de l'organisation générale du système ([page 426](#))

CHAPITRE II

Description de l'intervention et analyse des résultats

Section 1 : Protocole d'action effectivement suivi sur le terrain et conséquences pour notre travail de recherche

- PAGE 432** 1.1 Etape 1 : Etude préalable et choix de l'interprète
- PAGE 434** 1.2 Etape 2 : Tournage des images d'appui et réalisation des interviews
- PAGE 436** 1.3 Etape 3 : Montage des vidéos
- PAGE 438** 1.4 Etape 4 : Projection-débat avec les acteurs locaux et remontage des vidéos
- PAGE 440** 1.5 Etape 5 : Projection aux décideurs politiques et financiers

Section 2 : Description du processus de concertation lié au projet

- PAGE 441** 2.1 Considérations autour des participants
- PAGE 443** 2.2 La concertation dans le temps et dans l'espace

Section 3 : Analyse des données recueillies lors des projections et évaluations

- PAGE 447** 3.1 Analyse du déroulement des réunions de projection-débat en présence de l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de l'eau à l'ON
- 3.1.1 Projection-débat de Niono : d'une simple présence à une véritable participation au débat ([page 447](#))
 - 3.1.2 Résultats issus de l'observation des grilles d'analyse ([page 455](#))
 - 3.1.3 Conclusions sur la réunion de Niono ([page 462](#))
 - 3.1.4 Projection-débat de Macina : une participation au débat à l'image de la composition du public ([page 467](#))
 - 3.1.5 Résultats issus de l'observation des grilles d'analyse ([page 471](#))
 - 3.1.6 Principales conclusions sur la réunion de projection-débat de Macina ([page 475](#))

- PAGE 476** 3.2 Débriefings collectifs dans les villages avec les paysans
- 3.2.1 Tiémédély Coura ([page 477](#))
 - 3.2.2 Pandocamp ([page 479](#))
 - 3.2.3 Sokourani ([page 480](#))
- PAGE 482** 3.3 Analyse des questionnaires
- 3.3.1 Recueil des questionnaires ([page 483](#))
 - 3.3.2 Réponses aux questions fermées ([page 484](#))
 - 3.3.3 A propos de l'outil vidéo en lui-même ([page 485](#))
 - 3.3.4 A propos de la démarche participative ([page 487](#))
 - 3.3.5 Valorisation future du diagnostic vidéo ([page 489](#))
 - 3.3.6 Aperçu des quelques réactions spécifiques aux spectateurs de la projection de Macina ([page 491](#))
- PAGE 493** 3.4 Réunions de projection-discussion en présence des décideurs
- 3.4.1 Projection de restitution et contrôle aux principaux cadres de l'Office du Niger ([page 493](#))
 - 3.4.3 Projection aux bailleurs de fonds ([page 497](#))
- PAGE 498** 3.5 Analyse du terrain du point de vue des hypothèses de recherche
- 3.5.1 Mise à l'épreuve de l'hypothèse H1 ([page 498](#))
 - 3.5.2 Mise à l'épreuve de l'hypothèse H2 ([page 503](#))
 - 3.5.3 Eléments pour la future mise à l'épreuve de l'hypothèse H3 ([page 509](#))

Conclusion

Introduction

L'Office du Niger, « *grenier à riz du Mali* » (Bonneval P., Kuper M. et Tonneau J.P., 2002), est le plus important périmètre irrigué par gravité de toute l'Afrique de l'Ouest. 80 000 hectares y sont actuellement mis en eau chaque année, permettant la culture du riz (deux campagnes par an) et le maraîchage (tomates et échalotes essentiellement) à près de 35 000 familles paysannes. Face au potentiel en terres irrigables encore disponibles sur cette zone (plusieurs centaines de milliers d'hectares), et face à l'objectif - encore très éloigné - d'autosuffisance alimentaire pour le Mali, les projets d'extension sont l'objet de toutes les attentions, qu'elles soient civiles, gouvernementales ou internationales. Si le débit du fleuve Niger en saison des pluies permet d'irriguer pratiquement sans compter les surfaces aménagées, la disponibilité en eau, nettement plus faible en saison sèche, couplée à une intensification agricole récente sur l'ensemble du périmètre, à une dégradation des aménagements et à une certaine concurrence internationale au sein du bassin versant du fleuve Niger, obligent l'administration de l'Office à accentuer son effort vers une gestion plus rationnelle de l'eau. Alors que les aménagements hydrauliques sont prévus pour la mise en place d'un système de répartition par tours d'eau, l'organisation concrète de la distribution à l'Office du Niger est toute différente, entraînant une mise en eau permanente du périmètre et de nombreux conflits entre usagers et avec les agents en charge de cette répartition. Pour sortir de cette situation, l'Office a demandé, fin 2006, qu'un diagnostic participatif de la gestion de l'eau soit réalisé afin d'identifier les principaux problèmes rencontrés par les paysans et les aiguadiers pour respecter les consignes d'irrigation. Ayant ciblé le manque de communication et de circulation des informations entre agents de l'Office et paysans (et au sein du groupe des paysans eux-mêmes) comme l'une des principales raisons du non respect des normes en place, et face à une certaine lassitude de la part des exploitants envers les exercices classiques d'expertise commandée, la Vidéo Participative est apparue aux yeux des cadres de l'Office comme une démarche potentiellement intéressante pour relancer une dynamique collective autour de cet objectif d'amélioration de la gestion de l'eau, devenu incontournable. C'est pourquoi nous avons remporté l'appel d'offre international émis par l'Union Européenne, en nous associant avec un bureau d'étude français, l'Iram (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement).

Dans cette quatrième partie, dédiée à notre dernier terrain d'expérimentation, nous présentons tout d'abord les objectifs visés, à la fois par notre recherche et vis-à-vis de notre action de développement. Puis nous présentons le contexte local, en retraçant notamment l'histoire de cette zone de colonisation agricole, somme toute assez récente, et en décortiquant le système d'acteurs local afin de mettre en évidence les relations entre les différents groupes d'intérêt et leur perception respective de la ressource en eau. Nous présentons ensuite le protocole d'intervention (souhaité, puis réellement suivi du fait des contraintes de terrain), ainsi que les résultats obtenus. Enfin, nous analyserons le déroulement des diverses réunions de projection, les réponses aux questionnaires écrits et les résultats des débriefings réalisés avec les différents participants, avant de conclure sur nos hypothèses de recherche au regard des données recueillies.

Chapitre 1

Place du projet dans notre recherche, contextes institutionnel et local

Section 1 : Les objectifs de cette intervention au regard de notre recherche

L'intérêt de ce troisième et dernier terrain *a priori* était double pour notre recherche. Il résidait dans l'expérimentation du recours à la VP pour l'accompagnement d'un processus de concertation cette fois-ci de type « ascendant » : un diagnostic participatif à la demande des acteurs locaux. Dans un second temps, il s'agissait de pouvoir revenir sur les principales lacunes de notre protocole d'action concret, identifiées lors de nos deux terrains précédents (notamment la lourdeur et longueur de la démarche ; mieux assumer le rôle d'intervenant-vidéo ; améliorer la démystification de l'outil et plus travailler sur les asymétries de maîtrise et de compréhension de l'outil vidéo, entre les acteurs locaux impliqués ; enfin éviter le fait de travailler au sein d'un groupe de personnes n'ayant pas l'habitude de travailler ensemble, qui en Equateur s'est avéré être un frein à la fois pour le déroulement de la concertation comme pour sa poursuite après notre départ). En modifiant ses variables de type méthodologiques tout en gardant le même outil, l'idée était notamment d'identifier autant que possible dans les résultats obtenus sur les différents terrains, la part relevant du protocole suivi et celle attribuable à l'outil en lui-même. Ces modifications (et notamment celles de notre rôle ou de notre directivité) devaient nous permettre d'affiner les tests de nos trois hypothèses de recherche et de relativiser les conclusions tirées de l'analyse de nos précédents terrains.

1.1 Tester l'opérationnalité du recours à l'outil vidéo dans le cadre d'une mission de diagnostic participatif

Selon la typologie proposée par J-E. Beuret et Christophe Trehet²⁵⁹ (cf. P1, Chapitre 3, § 2.4), il reste au moins un type de dynamique de concertation pour lequel il semble pertinent d'étudier le potentiel offert par le recours à la vidéo participative : les démarches ascendantes²⁶⁰,

²⁵⁹ Cf. J.-E. Beuret et Christophe Trehet, 2001, *Pour la gestion concertée de l'espace rural : appuyer des médiations territoriales*, Le courrier de l'environnement n° 43, mai

²⁶⁰ D'Aquino, P., 2002, *Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante*, L'Espace Géographique, **1**: 3-22. D'Aquino P., R. Brunet, J. P. Deler, O. Dolfus, J. P. Ferrier, G. Lepesant, P. Pelletier and T. Saint-Jullien, 2002, *Débat : le local, le territoire et la planification ascendante*, L'Espace Géographique, **1**: 38-49. D'Aquino P., 2002, *Accompagner une maîtrise ascendante des territoires. Prémisses d'une géographie de l'action territoriale. Rapport HDR*. 323 p. Université d'Aix Marseille.

institutionnelles, s'inscrivant qui plus est dans une situation de projet. Beuret et Tréhet la nomment PI, pour Projet Institutionnel, et la définissent de la façon suivante : « *Une institution veut intervenir dans un domaine qui touche à l'agriculture et à l'environnement ce qui suppose une concertation* ». Toujours selon les auteurs, et dans le cadre spécifique de leurs recherches (les médiations environnementales), ce type de démarche a pour objectifs de définir, si possible de façon consensuelle, la situation agri-environnementale locale ; de présenter le projet porté par l'institution et d'en prévoir collectivement les éventuels impacts sur la situation précédemment décrite ; de définir enfin sur cette base et tout aussi collectivement les actions à suivre ou les ajustements permettant de minimiser les inconvénients liés à la mise en place du projet ou de maximiser ses avantages, dans la mesure évidemment où celui-ci est jugé nécessaire²⁶¹. Dans le cas plus spécifique d'un projet de développement lié à la gestion des ressources naturelles, ce type de concertation relève souvent d'une approche dite de « diagnostic participatif préalable » consistant à caractériser la situation locale de façon participative pour définir ou ajuster les activités que le porteur du projet souhaite mettre en place.

Pour reprendre la définition du Petit Robert, un diagnostic est « *un jugement porté sur une situation, un état, tiré de l'analyse de certains signes ou symptômes* ». L'aspect participatif des diagnostics consiste donc à permettre à l'ensemble des acteurs impliqués dans une situation donnée de porter eux-mêmes ce jugement et non plus de le réserver aux seuls experts. Comme nous l'avons vu en première partie, de nombreux outils ont été développés successivement pour appuyer la réalisation de ce type de diagnostic, en favorisant l'implication des acteurs locaux sans pour autant négliger l'importance du regard de l'expert (Cf. P1, Chapitre 2, § 3.2). Ces outils ou méthodes ont par ailleurs été conçus pour pouvoir répondre à des contraintes spécifiques liées à la mise en place des projets de développement, notamment un délai et un budget limité ; la prise en compte d'une partie de la population concernée qui soit considérée représentative de l'ensemble ; et une certaine socialisation des avancées du diagnostic pour les confronter aux jugements des acteurs concernés.

En intervenant dans le cadre d'un autre type de dynamique de concertation, l'intérêt de ce troisième terrain de recherche est d'étudier la pertinence et l'opérationnalité du recours à la vidéo pour la réalisation d'un diagnostic participatif dans un contexte de projet, et dans lequel l'investissement de l'institution locale porteuse du dit projet est sensé être fort.

1.2 Mieux assumer le rôle d'intervenant et vidéo et revoir la répartition des fonctions de production

Au regard des résultats obtenus, nous souhaitons, au Mali, modifier certains choix relatifs aux protocoles d'action suivis sur les deux terrains précédents. En effet nous en soupçonnons certains d'être à l'origine de difficultés, notamment en matière d'appropriation de l'outil vidéo, d'identification à son contenu par les acteurs locaux ou de construction de nouveaux espaces de discussion qui soient réellement propices à la prise de décision collective (Cf. P2, Chapitre 4 et P3, Chapitre 3).

Cette partie présente donc nos intentions initiales quant au protocole suivi durant cette dernière expérimentation : nous verrons plus loin que le contexte du terrain et ses contraintes nous ont conduit à adopter un protocole d'action quelque peu différent.

1.2.1 Tester une attitude plus dirigiste sur le fond et la forme des vidéos réalisées

Nous avons remis en question lors des conclusions de notre second terrain d'étude la peut-être trop grande liberté de choix laissée aux acteurs locaux vis-à-vis de la structuration du

²⁶¹ Rappelons s'il le faut que si cette situation de concertation peut de prime abord sembler comparable à notre intervention équatorienne, il n'en demeure pas moins que dans le cadre de cette dernière, notre démarche n'a pas été réellement sollicitée par le porteur du projet, dont par ailleurs l'investissement dans notre démarche a été somme toute assez faible. En Equateur il s'agissait donc d'une concertation de type DD (Descendante Stricte, cf. P1, Chapitre 3, § 2.4).

film (notamment vis-à-vis de sa longueur, et du nombre de thèmes qui étaient censés y être abordés) qui a conduit à la réalisation d'un produit mal adapté à l'animation de débats. Nous avons donc émis l'hypothèse qu'il valait peut-être mieux être plus directifs sur les aspects déterminants l'efficacité de l'outil vidéo en termes d'animation. En particulier il nous a semblé plus judicieux d'imposer une structuration en modules thématiques assez courts (d'une dizaine de minutes maximum), et d'éviter ainsi l'écueil du format « documentaire », particulièrement fermé²⁶². De la même manière, nous avons décidé de mettre les considérations d'ordre esthétique au dernier plan. Les techniques de montage permettant de rendre la vidéo plus agréable à regarder ont également tendance à la rendre plus fermée : il s'agissait donc de privilégier l'interview *in situ* par rapport à l'utilisation de simples images d'appui, de privilégier un montage assez brut et « *cut* » des images (c'est-à-dire sans transitions ou effets visuels), d'éviter les séquences musicales en image, etc.

Nous avons également décidé de choisir, après discussion avec les commanditaires de l'intervention, le contenu thématique global des vidéos, contrairement à ce que nous avons fait en Bolivie et en Equateur. Certes les acteurs restaient totalement libres d'exprimer leur point de vue en interview, mais sur ces sujets prédéterminés. Si nous choissions nous-mêmes les thématiques sur lesquelles ils étaient interrogés²⁶³, nous effectuions par ailleurs la sélection de ce qui était finalement conservé de leurs interviews. Enfin, sur la base de cette sélection, nous construisions les scénarii et montions également nous-mêmes les vidéos. Ce contrôle du contenu, motivé par la seule volonté de tester une autre approche et de mettre nos hypothèses de recherche en relief, s'est finalement avéré correspondre assez bien au contexte du projet dont l'objectif était d'obtenir un diagnostic sur des thèmes bien précis (les difficultés de gestion à la fois sociale et technique de l'eau sur le périmètre irrigué de l'Office du Niger), et dans un laps de temps assez court (tout juste deux mois). Cette volonté de suivre une approche plus dirigiste visait essentiellement à évaluer son impact sur l'efficacité de la ou des vidéos obtenues, en termes d'animation de débats et d'accompagnement de réflexions collectives. Elle visait également à tester l'effet d'une participation des acteurs locaux, disons plus limitée, sur leur appropriation et leur perception de la démarche ainsi que sur les résultats concrètement obtenus et la durabilité de la dynamique.

A la frontière entre le fond et la forme, nous souhaitions également limiter le poids du commentaire-off. En effet l'approche co-constructive et la nature pluri-thématique des vidéos utilisées lors de nos deux précédentes interventions ont engendré le besoin de rédiger un commentaire, afin d'explicitier les liens entre les différents thèmes abordés successivement et tâcher d'en dégager un fil directeur qui permette de capter l'intérêt du spectateur et de maintenir son attention tout au long de la vidéo. Or, bien qu'à chaque fois son contenu ait été défini en collaboration avec le groupe de travail, ce commentaire continuait d'apparaître comme totalement extérieur aux points de vue des acteurs s'exprimant au travers des interviews. Il sonnait le plus souvent comme la voix de « ces étrangers, ces blancs » qui organisaient le processus vidéo, et ne jouait donc pas vraiment en faveur d'une reconnaissance du produit par comme le résultat du croisement des points de vue des acteurs locaux. Dans le cadre de cette dernière expérimentation de terrain nous souhaitions minimiser autant que possible le poids de la voix-off dans la ou les productions vidéo (de manière quelque part à minimiser la visibilité de notre impact, pourtant inévitable, sur la ou les productions vidéo finales), et en analyser les conséquences en termes de participation ressentie et effective, ainsi qu'en termes d'appropriation finale. Limiter l'importance de la narration encourageait donc la réalisation de modules très thématiques et courts, et l'identification de liens « naturels » entre les interviews disponibles, sans chercher à satisfaire nécessairement l'ensemble des participants.

Cette posture globalement très dirigiste au niveau des fonctions de production constitue évidemment un infléchissement majeur dans la méthode d'intervention compte tenu de notre

²⁶² Au sens d'Yves Bourron, c'est-à-dire un document didactique dont la finalité est en lui et non hors de lui.

²⁶³ Même si, lors de chaque interview, nous leur avons laissé un espace d'« expression libre » pour essayer ensuite de faire figurer dans le diagnostic des préoccupations ne relevant pas nécessairement des thèmes imposés

question de recherche. Son évaluation en termes d'appropriation et de réussite du processus de concertation est donc cruciale.

1.2.2 Expliciter clairement aux acteurs impliqués le processus de montage vidéo

Nous nous sommes heurtés à plusieurs reprises à l'incompréhension de certains acteurs face aux résultats des différentes étapes de montage, souvent commandées par des contraintes techniques ou d'intelligibilité: le choix des interviews, le montage des discours et la juxtaposition des images. Tout ceci est apparu un peu magique pour certains, ce qui n'a pas joué en faveur de leur appropriation du diagnostic vidéo. Forts de ce constat il nous semblait que cette troisième expérimentation devait faire l'objet d'une explication plus claire des différentes étapes du montage vidéo, passant par l'organisation de quelques exercices collectifs concrets et rapides. Une telle démystification volontaire du processus de montage peut ouvrir la porte aux possibles suspicions de manipulation (les acteurs locaux se rendent compte qu'il est facile d'orienter le spectateur voire de modifier les discours) ou à l'inverse accorder aux intervenants vidéo qui dévoilent leurs possibilités un gage de transparence.

1.2.3 Travailler au sein d'un groupe

Pour finir, nous avons également éprouvé en Equateur les limites de la formation d'un groupe de travail totalement nouveau, constitué de personnes n'ayant pas nécessairement de rapports dans leurs activités quotidiennes. Après coup il nous a semblé sans doute plus efficace de travailler avec un groupe d'acteurs qui se connaissent déjà, un groupe déjà mu par une certaine dynamique que nous chercherions à utiliser comme base pour la mise en place de notre démarche participative. Ceci va souvent de pair avec la nécessité de travailler dans une zone relativement limitée au sein de laquelle les acteurs sont amenés à se rencontrer fréquemment (mais pas systématiquement, parfois des groupes très soudés peuvent intervenir à des échelles très importantes). Nous faisons un parallèle avec le concept du GPL, Groupe de Professionnels Localisé, comme milieu idéal pour la mise en place d'une recherche coactive selon J.-P. Darré. Ce dernier définit le GPL comme « *un groupe constitué de gens qui ont des activités semblables et qui ont des possibilités durables de se parler*²⁶⁴ ». Au sein de ce groupe se constituent les façons de concevoir les choses, qui guident la pratique quotidienne : c'est le lieu de l'innovation sociale par excellence. Dans notre cas, on ne peut pas parler de GPL car les membres du groupe n'ont pas « d'activités semblables », mais des « activités orientées sur, ou conditionnées par, la gestion d'une même ressource », et « leurs possibilités durables de se parler » ne se concrétisent qu'autour des décisions à prendre quant à la gestion de cette ressource, qui ne sont pas forcément quotidiennes et n'impliquent pas tout le monde aux mêmes degrés ni aux mêmes moments. Cependant, la volonté de travailler au sein d'un groupe où les relations interpersonnelles sont préexistantes et où la communication est nécessaire et guide les pratiques quotidiennes renvoie au même besoin. Il s'agit dans notre cas d'évaluer les éventuels avantages procurés aux différentes étapes de la concertation si nous nous appuyons sur un groupe de ce type, par rapport à un groupe artificiellement constitué, pour construire la ou les vidéo(s).

1.3 Multiplier les éléments de réponse au questionnement de nos hypothèses de recherche

En plus de tester une façon de faire différente, nous souhaitons au Mali mettre en place un protocole d'action plus complet vis-à-vis du questionnement de nos hypothèses.

La posture autoritaire prévue pour les décisions liées à la production des vidéos était en quelque sorte le pendant du groupe de travail équatorien, et son test devait nous permettre de discuter les différentes approches en comparant notamment des extrêmes. Nous souhaitons

²⁶⁴ Cf. J-P Darré, 2006, *La recherche coactive de solutions entre agents de développement et agriculteurs*, Editions du GRET

également nous concentrer sur la mise en balance du contenu du diagnostic avec les points de vue de chaque acteur, pour discuter la capacité d'un tel diagnostic vidéo à proposer une représentation réellement collective (c'est à dire finalement différente de la simple juxtaposition de l'ensemble des représentations individuelles)²⁶⁵. Enfin l'analyse précise du déroulement des réunions de projection selon des méthodes d'analyse conversationnelle devait nous donner les moyens de qualifier les types de dialogues permis ou suscités dans ces espaces, et surtout le rôle joué par la vidéo dans l'établissement de ces échanges²⁶⁶.

1.3.1 Prioriser la phase d'exploitation en groupe des produits vidéo

Lors de nos précédents travaux de terrain et particulièrement à Tena, si nous avons toujours pris le temps nécessaire à la construction collective des vidéos, nous n'avons pas toujours disposé du temps suffisant pour les exploiter pleinement au cours de réunions multi-acteurs. Ainsi nous ne disposions malheureusement que de peu d'éléments pour discuter de l'acceptation du contenu des vidéos comme proposant une représentation collective cohérente de la situation... et encore moins pour affirmer que les espaces de dialogue supportés par notre approche étaient réellement propices à la coopération ou à la prise de décisions collectives.

Il semblait donc important de consacrer cette fois-ci le temps nécessaire à l'exploitation en groupe de la vidéo au travers de différentes réunions de projection : en présence des acteurs directement impliqués dans la réalisation de la ou des vidéos et de leurs pairs (pour confronter le contenu de la vidéo aux représentations individuelles et à celles des groupes d'acteurs) ; en présence d'autres acteurs concernés par les mêmes difficultés mais en d'autres lieux (non encore impliqués dans le processus participatif) pour tester la portée du travail effectué très localement ; enfin en présence des principaux décideurs administratifs, techniques, politiques et financiers plus éloignés des réalités du terrain mais concernés par cette gestion à une échelle plus globale (pour tester la capacité de création de nouveaux flux de communication entre acteurs et leur impact sur les prises de décisions collectives).

1.3.2 Mettre en œuvre un dispositif de recueil des données plus complet et plus efficace

De la même façon, face à la faible valorisation possible des observations relevées lors des réunions de projection en Equateur ou du contenu des enquêtes écrites ventilées auprès des personnes présentes, et face à l'utilisation extrêmement difficile des enregistrements filmés de certaines réunions de projection, il était important d'optimiser nos méthodes de recueil des données.

Nous avons tout d'abord investi dans un nouveau matériel de prise de son : un micro-main haute fréquence (sans fil et relié à un récepteur branché directement à la caméra) que nous avons fait circuler lors des phases de débats de manière à disposer sur le film des réunions d'une prise son de qualité (sans bruits de fonds, brouhaha ou « *reverb* » dus à la salle) nous permettant de ne rien rater des interventions. La transcription de l'ensemble des échanges ayant lieu lors des réunions en a été grandement facilitée, fournissant un matériel dont la qualité était incomparable avec les précédents.

En plus des données obtenues auprès de chaque groupe d'acteurs lors de l'étude préalable et des interviews, un débriefing collectif à chaud a été effectué oralement en fin de réunion par l'animateur, invitant l'ensemble des acteurs à réagir sur la pertinence et l'utilité du recours à la vidéo dans ce contexte de réflexion et de recherche collective de solutions, et à émettre des suggestions quant au devenir de ce matériel. Des débriefings à froid ont ensuite été mis en

²⁶⁵ L'étude des modes de justifications de ces points de vue et de leur évolution au cours du processus (selon les principes de la théorie des grandeurs développée par Boltansky et Thèvenot, cf. P1, Chapitre 3, § 2.3) devait venir compléter ces éléments

²⁶⁶ Et notamment la capacité du dispositif d'intervention proposé à lever « les risques de forçage » pour reprendre l'expression de L. Mermet, et donc à favoriser la recherche concertée de modes de coopération.

place : de manière collective et orale pour les paysans (ces entretiens étaient filmés pour éviter la subjectivité inhérente à la prise de note d'une traduction, en conservant l'information à l'état brut) ; de manière écrite via des questionnaires pour les agents et cadres de l'Office du Niger. Ces informations ont été complétées par des discussions plus informelles, mais souvent provoquées, impliquant un ou plusieurs membres de la mission autour du processus de diagnostic participatif en vidéo. Les réunions avec les décideurs, plus confidentielles quant à elles, ont fait l'objet d'une prise de notes. Enfin un échange régulier par téléphone et courrier électronique avec quelques acteurs locaux nous a permis de suivre *a posteriori* les conséquences de notre intervention et la valorisation des produits vidéo après notre départ.

Pour conclure, rappelons qu'aujourd'hui il est communément admis que le diagnostic participatif (ou « pseudo participatif », cf. P1, Chapitre 1, § 1.4) constitue un préalable incontournable à la mise en place de la plupart des projets de développement et à la formulation de propositions d'amélioration de la gestion des ressources naturelles. Son caractère réellement participatif, son accessibilité, son intelligibilité ou sa flexibilité sont souvent et sévèrement questionnés par les chercheurs ou les acteurs locaux concernés (et ce malgré la très grande diversité d'outils et méthodes). De ce point de vue, l'analyse des éventuelles potentialités offertes par le recours à l'outil vidéo pour ce type d'activité est de première importance.

Section 2 Présentation du contexte de l'intervention

Le but de cette partie est de préciser les conditions dans lesquelles s'est déroulée notre expérimentation, et notamment d'identifier les points sur lesquels les exigences de l'action de développement sont venues contraindre la recherche. La description du contexte institutionnel permet notamment de saisir la légitimité et le degré de liberté dont nous pouvions espérer disposer sur le terrain. De la même manière la définition des principaux objectifs fixés pour l'intervention et l'identification des principales contraintes opérationnelles nous aident à expliquer l'élaboration de notre protocole d'action. Finalement nous éclaircirons au travers d'une approche socio-historique la composition du système d'acteurs dans lequel nous sommes intervenus, et la nature des relations caractérisant son fonctionnement au moment de notre mission. Nous justifierons sur cette base nos choix concernant les personnes à impliquer dans la réalisation du projet.

2.1 Les aspects institutionnels et logistiques de l'intervention

2.1.1 Les principaux partenaires institutionnels à l'origine du projet

L'Office du Niger est un organisme public malien (Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial) en charge de la gestion du foncier et de la distribution de l'eau d'irrigation au sein du plus grand périmètre irrigué par gravité d'Afrique de l'Ouest (à titre informatif, une description du fonctionnement hydraulique est donnée en annexes 14 et 15). Ce périmètre (homonyme de l'institution) se situe dans le delta fossile du fleuve Niger aux environs de Niono, à 35 km de la ville de Ségou où se trouve la Direction Générale de l'administration de l'Office du Niger (cf. annexe 13). Au sein de cette administration, la cellule VISION s'occupe de mettre en place un Système d'Informations²⁶⁷ devant permettre de moderniser et d'améliorer le fonctionnement de l'Office. La finalité de ses activités est de fournir des outils d'aide à la décision, au suivi et au contrôle de la gestion du périmètre. Parmi ses diverses prérogatives, VISION doit en particulier informatiser le suivi du paiement de la redevance de l'eau, de l'exécution des

²⁶⁷ Qui s'assimile concrètement à une importante base de données informatique et son interface, dont le but est d'assurer la collecte, le traitement et la diffusion des informations, de façon pertinente, au bon moment et aux bonnes personnes

travaux d'entretien et du pilotage hydraulique du réseau. C'est pour appuyer la réflexion de son équipe de programmeurs autour de ce troisième volet que la cellule VISION a émis un appel d'offre international concernant la réalisation d'un diagnostic participatif de la gestion sociale et technique de l'eau au sein du périmètre irrigué. Cette mission était financée par l'Union Européenne dans le cadre du 8^{ème} FED (Fond Européen de Développement).

Pour l'obtention de ce marché nous avons collaboré avec l'IRAM (Institut de Recherches et d'Applications de Méthodes de développement), un bureau d'études français qui bénéficie d'une longue et riche expérience d'appui au développement de la zone Office du Niger.

Appuyés pendant les 10 premiers jours sur place par un expert senior de l'IRAM, nous disposons de tout juste deux mois, en accord avec les termes de référence, pour mettre en œuvre notre proposition d'utiliser la vidéo comme outil de diagnostic participatif. A la demande de la cellule VISION nous avons également bénéficié de l'appui, pendant une semaine, d'une doctorante hollandaise travaillant depuis 4 ans avec les paysans locaux sur l'amélioration de l'efficacité de l'irrigation, en particulier au niveau tertiaire²⁶⁸. L'agroéconomiste de la cellule VISION fut chargé d'assurer le lien entre la mission et la cellule, ainsi que le suivi de l'avancée de notre travail de terrain.

La cellule VISION, effectuant finalement assez peu de missions sur le terrain, n'était pas très connue des paysans. Et du côté de l'Office, seuls les hauts responsables de zone étaient susceptibles d'être au fait de la nature exacte de ses activités, ce qui n'était pas le cas des agents de terrain. En ce sens, « l'étiquette VISION » était relativement vierge sur le terrain, et donc relativement facile à porter, même si elle restait associée à l'Office. A l'inverse, l'Iram disposait d'un capital de sympathie relativement important auprès des principales organisations paysannes locales, pour avoir su à de nombreuses reprises appuyer leurs initiatives quand il le fallait (émancipation des femmes, organisation autonome, etc.).

2.1.2 Les objectifs du diagnostic, assignés par le commanditaire

Face à l'existence de très nombreux diagnostics plus ou moins récents sur l'état de la gestion de l'eau à l'Office du Niger (présentés ou non comme « participatifs ») et l'absence d'appropriation réelle de leurs résultats par les différents acteurs impliqués dans cette gestion, l'Office, au travers de la cellule VISION, a souhaité mettre en œuvre une démarche originale, innovante, suscitant une curiosité renouvelée de la part des paysans comme des agents de son administration. Cette démarche devait offrir à tous la possibilité de participer au diagnostic et d'avoir accès à ses résultats. Il s'agissait, pour reprendre les termes de références de l'appel d'offre, « d'établir un diagnostic participatif de la gestion de l'eau donnant accès aux points de vue des différents acteurs sur cette gestion, et [leur] donnant accès à l'information essentielle permettant d'aplanir les divergences et d'aller vers une meilleure coordination pour la gestion de l'eau ». L'intérêt de la réalisation d'un tel diagnostic par rapport aux activités de la cellule VISION n'est pas immédiat mais nous a été précisé au moment de la réunion de cadrage réalisée dans leurs locaux, à Ségou.

Les objectifs, explicitement formulés dans les termes de références, sont les suivants :

« ... le diagnostic devra

- *Permettre à l'ensemble des acteurs de la gestion d'exprimer leurs points de vue, leurs besoins et leurs attentes, c'est-à-dire d'exprimer leurs logiques avec leurs propres mots. Il s'agira de mettre en évidence les points d'accord et de désaccord entre ces différentes visions afin de créer une base commune de réflexion autour d'une analyse collective de la situation locale.*

²⁶⁸ Il s'agit de la plus petite échelle de la maille hydraulique, à savoir les arroseurs, desquels partent les rigoles permettant d'irriguer les parcelles. Ces deux derniers types de canaux constituent ce que l'on nomme le réseau tertiaire.

- *Fournir les informations essentielles à la compréhension de la problématique de la gestion de l'eau dans son ensemble. Ces informations proviendront de l'étude préalable réalisée par le prestataire auprès des acteurs locaux. L'objectif est que la même information soit disponible pour tous et comprise par tous.*
- *Etre un support de propositions pour l'ensemble des acteurs, en vue de l'amélioration de la gestion de l'eau. Ces propositions devront être le résultat logique de la réflexion collective engagée au travers du diagnostic participatif. Ceci devrait favoriser l'acceptation de ces propositions et l'implication des différents acteurs dans leur mise en œuvre.*
- *Jouer un rôle de « mémoire » vis-à-vis de l'ensemble de ce processus d'analyse collective de la situation, en enregistrant l'évolution des points de vue de chacun.*

... »

Le souhait de la cellule VISION était que ce diagnostic soit « *principalement le résultat de l'analyse croisée des points de vue des acteurs locaux* », ce qui impliquait « *que les experts fassent en sorte de limiter leur influence* ». Ces objectifs se prêtaient relativement bien au traitement par une approche de VP, même si comme nous allons le voir les contraintes de terrain se sont révélées particulièrement fortes.

A l'occasion d'une réunion de cadrage, les principaux responsables de VISION nous ont fait comprendre que la mission avait également d'autres objectifs. Il s'agissait notamment en interne d'asseoir la légitimité de la cellule à travailler librement sur la gestion de l'eau, en particulier vis-à-vis du Service des Aménagements Hydrauliques de l'Office du Niger dont c'est officiellement la responsabilité. La mission était également prétexte à entamer sur les meilleures bases possibles une relation de travail entre la cellule et les différents acteurs de la gestion de l'eau sur le terrain. Elle était enfin très largement portée par la volonté d'un assistant technique de « faire bouger » les relations hiérarchiques et pédagogiques classiques entre paysans et Office, et de disposer d'un outil montrant que la gestion de l'eau était loin d'être optimale et que les difficultés ne provenaient pas uniquement des paysans, comme le laissait trop souvent entendre le discours de l'administration. C'est ainsi que dans le cadre du diagnostic il nous a clairement été demandé de dresser une liste des problèmes liés à la gestion de l'eau, afin de les confronter un à un aux points de vue des différents acteurs locaux et de les amener à formuler par eux-mêmes des propositions d'action. Ce diagnostic voulu réaliste devait constituer la base de l'élaboration des projets à venir.

2.1.3 Description des principales contraintes inhérentes au terrain

Les obligations que nous allons présenter expliquent en grande partie nos choix en termes de protocole d'intervention et la nécessité de composer avec nos ambitions de recherche. Elles sont au nombre de trois : le temps disponible pour effectuer la mission, la taille du périmètre à diagnostiquer et la nécessité/volonté de travailler dans la principale langue locale, le « *bamanan* ».

➤ Le temps disponible pour réaliser la mission

Il s'agit sans aucun doute de notre principale contrainte. Alors qu'en Bolivie nous avons eu la chance de pouvoir consacrer presque une année entière à notre travail de terrain et qu'en Equateur nous avons disposé de 5 mois pleins, nous n'avons eu au Mali que dix semaines²⁶⁹ pour réaliser un travail similaire. Mais ce délai, extrêmement court au regard de l'intensité du travail que nous avons du fournir sur les terrains précédents, allait finalement plutôt dans le bon sens

²⁶⁹ Incluant nécessairement une semaine de cadrage avec les responsables de la cellule VISION et quinze jours d'exploitation de la vidéo au travers de l'animation d'au moins deux projections-débats

vis-à-vis de notre questionnement de recherche, puisque nous voulions expérimenter une approche plus dirigiste notamment au travers d'un choix des thèmes à aborder en vidéo par la mission, des types d'acteurs à interviewer en priorité, des endroits où travailler en premier lieu, etc.

Malgré tout, le facteur temps apparaît toujours comme le principal obstacle à la mise en place d'une démarche qui se veut participative. Et le temps nécessaire pour que les gens se rencontrent, pour qu'une confiance s'instaure ou qu'une prise de décision collective soit possible a fortement tendance à augmenter avec le nombre de participants. Pressé par les échéances du projet, il n'est pas toujours possible de répondre comme il le faudrait aux attentes et aux demandes des acteurs locaux impliqués dans le processus participatif.

D'un autre côté, le caractère saisonnier des pratiques agricoles, qui n'apparaît pas nécessairement comme une contrainte dans le cadre des rapports écrits (sauf parfois en termes de recueil des données), entraîne pour les diagnostics vidéo un cruel et malheureusement inévitable manque d'images sur certains sujets qui eux ne manqueront pas d'être abordés par les personnes interviewées. C'est ainsi par exemple qu'intervenant entre les mois d'octobre et de décembre il nous fut très difficile d'illustrer en vidéo les thèmes cruciaux liés à la contre-saison (riz de contre-saison, prélèvement sur le fleuve Niger, conflits entre usagers, etc.) qui correspond à la période d'étiage où se cristallisent véritablement tous les problèmes de gestion de l'eau.

➤ La taille du périmètre à diagnostiquer

L'office du Niger est un périmètre de 80 000 hectares, soit 800 km². Il est constitué de plusieurs centaines de villages²⁷⁰, aux situations géographiques, infrastructures hydrauliques, histoires et origines ethniques très variées. Confrontées à notre objectif de « diagnostic de la gestion de l'eau à l'Office du Niger », ces situations très hétéroclites et dispersées appelaient un choix judicieux des lieux où travailler (et des échelles considérées : parcelles, exploitations, villages, zones...) en fonction de leur pertinence : représentativité et contraste.

Par ailleurs la cellule VISION exigeait dans les termes de référence que nous effectuions notre travail dans au moins deux des cinq zones administratives actuelles de l'ON (cf. annexe 13). Ceci étant, et compte tenu des relatives difficultés de transport au sein des périmètres et de notre besoin d'avoir un accès le plus régulier possible à l'électricité, le choix de nos zones d'intervention était fortement conditionné. Ainsi certains villages où il aurait pu être extrêmement intéressant de travailler en prévision des débats ne nous étaient pas accessibles. Bien sûr le temps disponible pour la mission joue ici aussi un facteur limitant vis-à-vis des éventuels déplacements quotidiens à envisager.

➤ La nécessité de travailler en « *bamanan* »²⁷¹

L'un des principaux avantages du recours à la vidéo comme outil intermédiaire entre des groupes d'acteurs aux capacités très hétérogènes de communication et de participation aux débats (ou « *capacités d'initiative* » pour reprendre l'expression de Jean-Pierre Darré) réside dans son intelligibilité : le discours, appuyé ou complété par les images, permet d'accéder à l'information sans être limité par son niveau d'alphabétisation. Mais cela suppose bien entendu que la vidéo soit réalisée dans la langue locale. Si cela ne nous a posé aucune espèce de problème en Bolivie ou en Equateur, ce fut une autre histoire au Mali.

En effet, ne parlant pas un mot de « *bamanan* », la langue la plus répandue à l'Office du Niger, il nous fallait obtenir l'appui d'un interprète. Or la capacité de communication avec les différents acteurs était essentielle lors de notre intervention. Elle intervenait à tous les niveaux :

²⁷⁰ 286 villages officiels au total, pour 285 000 paysans, selon les données issues du Schéma Directeur établi en 2001 par le groupement SOGREAH-BCEOM-BETICO

²⁷¹ Ou « bambara » d'après la déformation française du terme

au moment de la prise de contact avec les différents groupes d'acteurs²⁷², lors de la réalisation des interviews (qui, menées de façon ouverte, exigent une compréhension parfaite et immédiate des réponses afin de pouvoir rebondir sur des discours jugés intéressants), lors du montage (où le découpage des interviews doit être extrêmement précis, souvent au mot près, ainsi que pour enregistrer un éventuel commentaire off), et enfin lors des réunions de projection-débat (afin de comprendre les différentes interventions et de traduire les nôtres). La qualité de l'interprète est donc ici réellement primordiale pour la réussite de l'intervention. Il importe surtout qu'il comprenne bien et adhère aux principes qui sous-tendent l'intervention : faire s'exprimer les groupes d'acteurs sur des sujets qui les concernent, pour valoriser leurs points de vue, et pour les mettre en relation entre eux, sans jamais vouloir les utiliser ou leur enseigner un savoir soi-disant supérieur aux leurs, qui serait détenu par des experts étrangers. Quelle que soit notre aptitude à réaliser ce type d'animation, la finesse de l'interprète était un facteur majeur de réussite ou d'échec.

S'il semble évident que ce traducteur devait être affranchi de tout rattachement (légitime ou pas) avec les différents groupes d'acteurs, afin de se prémunir de toute tentative de manipulation dans le déroulement du diagnostic, il était cependant préférable qu'il provienne du milieu local. Ceci lui permettait de connaître la zone, les habitudes sociales des villageois et des cadres maliens facilitant les prises de contact, mais aussi de maîtriser le vocabulaire spécifique à la problématique et de comprendre les plaisanteries, les allusions ou les non-dits. Dans notre cas, s'il existait de nombreuses personnes capables de traduire du français vers le bambara et inversement, il en était peu qui maîtrisaient les termes liés aux techniques d'irrigation et modes d'organisation associés à l'Office du Niger²⁷³.

Certains penseront que le traducteur dispose d'un tel pouvoir au cours de la mission qu'il est aisé pour lui de manipuler les résultats obtenus. Cette affirmation est partiellement vraie et souligne une nouvelle fois le caractère crucial du choix de l'interprète. Cependant avec l'utilisation de la vidéo, tout ce qui est dit est enregistré. Le tout est traduit précisément, mot à mot, pour permettre le montage et la réinsertion dans un ensemble qui se veut cohérent avec les discours précédents, suivants, et avec l'éventuel commentaire off. Cet ensemble est finalement confronté aux réactions des propres acteurs locaux ayant participé (directement ou non) au processus. Cette succession d'étapes très rigoureuses et dont le produit est soumis au jugement de la population laisse peu d'opportunités au traducteur pour tenter de manipuler la mission. Mais le risque reste réel.

Et finalement cette contrainte de traduction vient systématiquement ajouter une étape intermédiaire à toutes les phases du processus, ce qui accroît un peu plus encore la pression temporelle.

➤ La désignation précise par le commanditaire des thèmes à traiter dans le diagnostic

Si d'un côté nous pouvons penser (à juste titre) que cela nous a permis d'éviter de façon structurelle les principaux écueils rencontrés lors de notre travail en Equateur (dispersement et évocation de généralités), de l'autre cette désignation biaise d'emblée le caractère participatif de la démarche. En effet, en définissant au préalable les points censés poser des difficultés, on oriente volontairement les réflexions, individuelles et collectives, et quelque part on prive les acteurs n'appartenant pas à la direction de l'Office de la possibilité de formuler par eux-mêmes ce qu'ils considèrent comme étant le ou les problèmes à résoudre en priorité (qui ne correspondent pas forcément et même rarement à ce que le commanditaire ou les experts de la mission envisageaient). Ce biais est d'autant plus important dans le cas présent qu'il s'agissait de ne s'intéresser qu'à la gestion de l'eau, mais qu'en plus celle-ci était limitée à la distribution, au

²⁷² En particulier les paysans avec qui il est important d'établir très vite une relation de respect et de confiance mutuelle, alors qu'avec les cadres et autres dirigeants les rapports plus distancés de nature institutionnelle prennent souvent l'ascendant et facilitent en général l'obtention de leur coopération

²⁷³ Nous profitons de l'opportunité pour saluer la très grande qualité du travail effectué par notre interprète, M. Mamadou S. Koné, son courage et son investissement dans la mission

drainage et à l'entretien des infrastructures. L'épineux problème de la redevance était de fait mis à l'index.

Malgré tout, dans un périmètre irrigué sahélien, tout se construit de près ou de loin autour de l'eau et de sa gestion, en plus de la question de l'accès à la terre. Charge à la mission de composer finement avec cette imposition de problématiques en abordant, si le besoin s'en fait sentir ou si la demande est exprimée, des sujets autrement plus importants au regard des acteurs locaux...

2.1.4 Légitimité et marges de manœuvre de la mission dans ce contexte

En tant qu'experts étrangers, bien que chargés de mission par l'Office du Niger, nous bénéficions auprès des paysans d'une certaine image de neutralité par rapport à la situation locale. De plus, comme nous avons pu rapidement le vérifier sur le terrain, l'aspect « nouvelle expérience » de l'interview filmée avait beaucoup de succès auprès des exploitants, qui participaient très facilement au travail. Nous avons également bénéficié de l'appui de notre interprète qui a très bien compris les tenants et les aboutissants de la méthode d'intervention et qui a su, quand il le fallait, mettre nos interlocuteurs en confiance, les rassurer au besoin, et suivre les voies protocolaires locales pour accéder aux différents types d'acteurs paysans impliqués dans la gestion de l'eau. Ceci nous a permis de poser franchement nos questions et d'obtenir à certaines occasions des réponses de nature plus personnelle, relativement éloignées du « discours paysan » classique.

Auprès des organisations paysannes et autres ONGs locales, le souvenir laissé par l'Iram lors de ses précédentes missions a joué en notre faveur et a fortement facilité nos prises de contacts.

En revanche vis-à-vis des cadres de l'Office les actions passées de l'Iram ne faisaient pas nécessairement l'unanimité, même si les compétences des anciens experts ayant accompagné le développement de la zone étaient largement reconnues. La cellule VISION quant à elle n'était pas très connue, ou l'était comme un service voulant marcher sur les plates bandes du SAH. Ses cadres (au niveau des zones comme à Ségou) ont donc plutôt eu tendance à rester sur la défensive vis-à-vis du processus. Malgré tout, le fonctionnement très hiérarchisé de l'administration de l'Office et l'appui apporté par la Direction Générale à la mission commandait à l'ensemble des cadres de l'Office une bonne coopération. Nous n'avons cependant jamais ressenti chez eux le même enthousiasme que chez les paysans pour participer à ce diagnostic en vidéo. Peut-être craignaient-ils quelque part l'utilisation qui en serait faite.

Les perceptions de la mission par les agents de terrain de l'Office étaient assez diverses : certains voyaient en nous un nouveau moyen de contrôle de leur travail et sont donc restés très enfermés dans le discours officiel du bon agent de terrain ; d'autres au contraire, majoritaires, voyant là une opportunité de se faire entendre à la fois des paysans et /ou de leurs supérieurs, se sont ouverts à l'exercice.

Globalement notre légitimité ne pouvait pas vraiment être mise en doute sur le terrain : notre mandat était clair, tout comme l'aval concédé par les plus hautes instances de l'Office. Nos compétences étaient d'une part sous-entendues par notre appartenance à l'Iram et d'autre part associées à une méthode de diagnostic nouvelle en zone ON : elles ne pouvaient donc pas vraiment souffrir de critiques, en tout cas pas avant l'issue du processus. Enfin face à nos interlocuteurs nous disposions de l'avantage de pouvoir nous présenter comme missionnaires de l'Office, experts de l'Iram... ou même étudiants en thèse de doctorat. Notre situation était donc particulièrement contrastée avec le terrain précédent : plus officielle et reconnue, avec un encadrement sérieux et de fortes attentes en termes de résultats.

En ce qui concerne notre commanditaire direct, la cellule VISION, nous avons eu la chance que ses responsables épousent pleinement la logique participative de notre intervention (ou ont semblé le faire). Ils étaient *a priori* d'accord pour que rien ne soit caché ou censuré, et nous ont clairement donné carte blanche sur le terrain. Comme nous l'avons explicité plus haut, l'un des objectifs de cette mission était de « faire bouger les choses ». Ainsi nous n'avons pas du tout été dirigés vers certaines personnes sur le terrain (en dehors des présentations d'usage auprès des

directeurs de zones), on ne nous a pas non plus imposé de travailler avec tel ou tel village ni interdit d'aller travailler dans tel autre (il existe un certain nombre de « villages-vitrines » de l'Office qui reviennent inmanquablement dans les différents rapports de mission).

Malgré tout, comme nous l'avons vu, la définition stricte des thématiques à traiter dans le diagnostic crée un certain frein à la dynamique participative. D'un autre côté, et c'est là sans doute l'un des aspects les plus intéressants des démarches réellement participatives, nous n'avions aucune maîtrise sur les résultats du processus engagé et étions incapables de prévoir les analyses qui allaient être menées par les acteurs impliqués (nous y compris). Par ailleurs, comme l'ensemble de l'exercice était filmé puis confronté au regard critique de tous les acteurs impliqués, il était impossible de tricher sur le contenu des interviews (si nous éludions des propos qu'ils jugeaient importants, leurs auteurs ne manquaient pas de le faire remarquer publiquement) ni même de truquer les images (sauf avec une équipe d'experts immoraux et rompus aux techniques audiovisuelles de pointe). Par ailleurs, face à des résultats sensibles (politiquement ou socialement) la mission chargée d'un tel diagnostic participatif a toujours la possibilité de se ranger derrière l'argument « *nous ne pouvons être jugés responsables de ce qui se dit dans les interviews !* ». Ainsi, alors que la définition précise par le commanditaire des thèmes du diagnostic imposait de les traiter, son acceptation de la démarche participative telle que nous la proposons nous offrait une liberté non négligeable.

Par ailleurs, le peu de temps disponible pour la réalisation de la mission, couplé à la nécessité des traductions systématiques français - bamanan (et inversement) ne nous permettaient pas de travailler avec un ensemble d'acteurs et de lieux réellement représentatifs de la diversité existante en zone Office du Niger. Notre attention s'est donc portée sur la pertinence (plutôt que sur la représentativité au sens statistique) de nos choix au regard de cette diversité mais aussi des thèmes à traiter. Cependant, malgré toutes les précautions que nous avons prises, le caractère partiel de ce diagnostic a nui à la légitimité du résultat et a fait l'objet de critiques, en particulier de la part de cadres de l'Office parmi ceux dont les zones étaient montrées comme problématiques... Ces derniers nous ont reproché d'avoir volontairement souhaité cacher une partie de la réalité. Nous reviendrons ultérieurement sur cette aptitude d'une vidéo pratique (au sens d'utile à l'animation d'une concertation) à représenter une réalité complexe.

Planche 14 : Quelques images des périmètres irrigués



Vue du Barrage de Markala



Le distributeur Rétail 4, zone de Niono



Eleveur sur un cavalier à
N'Débougou

Rizières dans la zone de
Niono





Battage du riz sur un cavalier, zone de Molodo



Partiteur,
zone de Molodo



Séchage du paddy au village de Tiémédely Coura

2.2 Brève approche historique de l'évolution des rapports de force entre encadrement et paysans à l'Office du Niger

Bien évidemment, cette partie ne prétend pas reprendre toute l'histoire de la paysannerie à l'Office du Niger. Au travers d'un aperçu des grandes périodes historiques marquées par différents modes de mises en valeur des terres, elle vise cependant à fournir quelques éléments de l'héritage socioculturel local permettant de mieux appréhender la nature des relations entre les principales catégories d'acteurs impliqués dans la gestion de l'eau, et notamment entre l'encadrement de l'Office et les paysans : un subtil mélange de craintes et de besoins mutuels. On ne peut réellement comprendre et analyser le déroulement de la concertation mis en place autour de la vidéo sans s'imprégner de ce contexte général pesant.

2.2.1 Les travaux forcés et les déplacements de populations assurent la création de l'Office du Niger par le colonisateur français²⁷⁴ (1929-1960)

L'aménagement de la zone de l'Office du Niger débute dès 1929 sous la colonisation française, suite à la découverte de ce périmètre unique en Afrique de l'Ouest, au potentiel de près d'un million d'hectares de terres irrigables par simple gravité. L'ouvrage hydraulique principal est le barrage de Markala, inauguré en 1945, qui permet de rehausser le niveau du fleuve Niger de 5,5 mètres en amont de l'ouvrage et de remettre en eau une partie du delta fossile du fleuve via un canal adducteur (cf. carte annexe 13). Les anciens bras morts du fleuve Niger, appelés « *falas* », desservent des canaux d'irrigation, les distributeurs, qui alimentent eux-mêmes d'autres canaux, les partiteurs, qui communiquent avec les arroseurs desquels partent les rigoles irrigant les différentes parcelles paysannes (cf. schéma d'une maille hydraulique annexe 15). Le système de drainage se décompose selon la même échelle hydraulique (drains collecteurs, drains de distributeurs, de partiteurs, etc.) et permet d'évacuer le surplus d'eau lorsque nécessaire. Initialement, ce périmètre devait à la fois assurer la production de coton nécessaire aux industries textiles françaises, trop dépendantes des colonies anglaises et des Etats Unis, et devenir le grenier à riz de toute l'Afrique de l'Ouest Française.

Les premiers travaux d'aménagement sont effectués par ce que l'on a nommé la « *deuxième portion du contingent* », constituée de tous ces bras valides qui échappaient à l'armée mais que l'on condamnait aux travaux forcés au service de l'empire colonial français. Le peuplement de la zone Office du Niger est également totalement maîtrisé. Les villages y sont créés et des campagnes d'enrôlement sont menées dans des villages plus ou moins éloignés (au Mali et jusqu'à l'actuel Burkina Faso) afin d'organiser, avec la complicité de certains chefs coutumiers, la déportation de la force de travail nécessaire à la mise en valeur de ce nouveau périmètre irrigué. Se retrouvent alors déportées et mélangées des familles bambaras, mossis et miniankas. La déstructuration volontaire du tissu social traditionnel villageois, la création de conditions de vie que l'on peut qualifier de standardisées, ainsi que l'obligation de production amènent les « colons » à reconstruire tant bien que mal leur identité socioculturelle. Cette reconstruction s'effectue naturellement dans le cadre de leurs rapports avec l'encadrement colonial. Ce dernier fournit les maisons, les vêtements, les médicaments, la nourriture, affecte les parcelles, et attribue les intrants en échange de l'ensemble de la production des terres de l'Office. Malgré une situation s'approchant fortement de l'esclavagisme, les paysans de l'Office sont nourris et soignés, ce qui pouvait parfois rendre leur sort enviable aux yeux de ceux restés en zone sèche, contraints de subir notamment les aléas climatiques. Les relations avec l'encadrement se caractérisent par des rapports très autoritaires, obligeant les colons à obéir aux directives des « moniteurs » français, sous peine d'être sévèrement punis. Cependant les paysans ont tout de même à cette époque la possibilité de cultiver pour leur propre compte des terres en

²⁷⁴ Cf. Magasa A., « *Papa-commandant a jeté un grand filet devant nous. L'Office du Niger 1902-1962* », Fondation Yeredon, 1978

périphérie du périmètre, s'il leur reste du temps et du courage, après les travaux agricoles obligatoires sur les parcelles de l'Office.

La multiplication des exactions commises par l'encadrement colonial rendit les enrôlements de plus en plus difficiles, certains s'échappaient pour regagner leurs villages à pied, et la croissance de la population comme celle des superficies aménagées en zone Office ne fut jamais à la hauteur des ambitions françaises.

2.2.2 Après l'indépendance, la collectivisation de la production puis la gestion militaire de l'Office du Niger continuent de confisquer aux paysans le fruit de leur travail²⁷⁵ (1960-1980)

L'indépendance de la République du Mali est proclamée par Modibo Keïta le 20 juin 1960. Elle est rapidement suivie par la nationalisation de toutes les grandes entreprises héritées de l'époque coloniale, dont fait partie l'Office du Niger.

En 1961, l'Office du Niger devient un établissement public et les terres deviennent propriétés de la République du Mali, le colon ne disposant que d'un droit de culture, transmissible par héritage. Un plan quinquennal définit les objectifs de production, en riz comme en coton, et attribue en conséquence aux nouveaux « ouvriers agricoles » des quantités déterminées d'intrants via des coopératives nouvellement créées et étroitement contrôlées (totalement assujetties aux décisions du parti unique au pouvoir), également en charge de la commercialisation et des crédits de campagne. Ainsi, la production en partie collective issue des fermes d'Etat et la mise en place progressive de la mécanisation devaient permettre, selon l'idéologie socialiste, de fournir un surplus agricole destiné à assurer la future industrialisation du pays. Cette reprise en main étatique se caractérise également par « l'africanisation » des cadres de l'Office du Niger, en 1962.

La chute brutale du prix d'achat du riz décidée par le gouvernement, les niveaux trop élevés de prélèvements sur la production ainsi que l'échec de la mécanisation et du fonctionnement coopératif ne font malheureusement qu'aggraver plus encore les conditions de vie des producteurs. Alors que l'indépendance avait suscité de grands espoirs chez les paysans de l'Office, notamment vis-à-vis de leur autonomie de production, ils déchantent rapidement en voyant que l'essentiel de leur production continue de leur échapper, détournée au profit d'autres catégories sociales et des circuits de commercialisation étatiques. L'encadrement socialiste se caractérise par la mise en place des « barrières économiques », sorte de postes de douane chargés de fouiller les paysans afin d'éviter toute consommation ou commercialisation privée des produits agricoles. Les paysans multiplient les tentatives de contournement de l'encadrement, en consacrant notamment de plus en plus de leur temps à la culture de champs vivriers, appelés « hors casiers », en périphérie du périmètre aménagé, et dont les produits ne rentrent pas dans les circuits de l'Etat. Cette « *résistance silencieuse* » orchestrée par les paysans se traduit par une chute importante des rendements sur les terres de l'Office (demeurant inférieurs à 1,5 t/ha pour le riz par exemple), une multiplication des procédures d'éviction et des difficultés de plus en plus grandes pour assurer le peuplement de la zone.

Le coup d'état militaire en 1968 signe l'arrivée au pouvoir du jeune lieutenant colonel Moussa Traoré et marque la fin du socialisme et de la planification collective. Mais les libertés paysannes n'en sont pas pour autant retrouvées. Le statut foncier des paysans n'est toujours pas sécurisé et la filière de commercialisation, en amont comme en aval de la production paysanne, demeure entièrement contrôlée par l'Office. Celui-ci continue de fixer les prix d'achat et de déterminer la part de la production paysanne pouvant servir à l'autoconsommation. L'office assure l'approvisionnement en intrants, les crédits, et toute la transformation de la production au

²⁷⁵ Cf. « L'Office du Niger au Mali, la problématique d'une grande entreprise agricole dans la zone du Sahel », E. Schreyger, L'Harmattan, 1984 et « L'Office du Niger, du travailleur forcé au paysan syndiqué », L. Colin et V. Petit, documentaire produit par l'Iram, 2007, ou encore « Politiques agricoles et stratégies paysannes au Mali, 1910-1985 le règne des mythes à l'Office du Niger », C. Coulibaly, Le Cauri d'Or, 1997

travers de ses rizeries²⁷⁶ et de ses centres de stockage (les « magasins »). L'administration de l'Office du Niger, constituée de près de 3 000 hommes, obéit à cette époque à une discipline et un fonctionnement militaire. L'encadrement des paysans demeure très musclé. L'office est alors souvent comparé à un « Etat dans l'Etat », et son Président Directeur Général²⁷⁷, nommé par le Président de la République, a rang de ministre.

Pour faire face aux difficultés économiques, les champs hors casiers continuent de proliférer et les paysans tentent de vendre illégalement leur production rizicole à leurs voisins mauritaniens. Afin de lutter contre ce phénomène, l'Office du Niger met en place la « police économique » qui encercle le périmètre. Malgré les conditions de vie toujours plus difficiles qui règnent à l'Office, les sécheresses de 1973 et 1976 qui frappent le pays expliquent l'augmentation du nombre de candidats à l'installation en zone irriguée, renforçant d'autant plus le pouvoir de l'encadrement. Mais les rendements restent très faibles (inférieurs à 2 t/ha) et les aménagements vieillissent en l'absence d'investissements étatiques suffisants (malgré la construction du canal Costes-Ongoïba, par ailleurs exclusivement réservé à l'alimentation en eau de complexes sucriers privés).

2.2.3 Des investissements internationaux conditionnés à une libéralisation progressive de la filière rizicole et une restructuration de l'Office du Niger²⁷⁸ (1980-1997)

En raison des graves difficultés économiques du Mali, Moussa Traoré est obligé en 1977 de demander à la Banque Mondiale une aide financière pour la réorganisation de l'Office du Niger. En 1979, les différents bailleurs internationaux décident de coordonner leurs actions et s'engagent à pousser le Mali à libéraliser progressivement la filière rizicole. En 1984 le Général Président proclame, devant les paysans de l'Office du Niger, la suppression de la police économique, la libéralisation de la commercialisation du paddy et la création des premières associations villageoises qui seront amenées à prendre en charge cette commercialisation ainsi que l'approvisionnement en intrants. Le prix du paddy d'abord partiellement libéralisé (avec maintien d'un prix minimum par les rizeries publiques) ne le devient totalement qu'en 1990. Parallèlement, la coopération internationale, en particulier française (projet RETAIL) et hollandaise (projet ARPON), assure la réhabilitation progressive de certains casiers agricoles²⁷⁹, appuie le développement de la recherche agronomique locale et accompagne les paysans dans leur récente acquisition d'autonomie et de nouvelles responsabilités. Le planage des parcelles et la maîtrise totale de la lame d'eau, l'introduction de semences améliorées, de la pratique du repiquage et de la double culture, la libéralisation du circuit de commercialisation et l'adoption de nouvelles batteuses, le début de mise en place d'une véritable organisation paysanne : tout concourt à l'augmentation des rendements rizicoles (atteignant jusqu'à 6 voire 7 tonnes par hectare) et des revenus paysans.

En 1991, après plusieurs semaines d'affrontements sanglants, le président autoproclamé Moussa Traoré est déposé par l'armée malienne. Alpha Oumar Konaré devient en 1992 le premier président malien démocratiquement élu.

La dévaluation du Franc CFA de 1994 permet d'amortir les conséquences de la baisse exigée des taxes à l'importation et de maintenir la compétitivité du riz malien sur le marché mondial et surtout régional. En 1995, les dernières rizeries publiques, plus du tout concurrentielles face aux nouvelles capacités de transformations privées, ferment leurs portes.

La restructuration de l'Office du Niger, fruit de plusieurs années de travail de négociation entre l'Etat, les bailleurs de fonds internationaux et les paysans de l'Office du Niger, se traduit concrètement en 1995 par une réduction drastique de ses effectifs qui passent de plus de 3 000 agents à quelques 350. Son mandat est totalement recentré sur deux activités : la gestion de

²⁷⁶ La culture non rentable du coton est abandonnée en 1970

²⁷⁷ Le Colonel Issa Ongoïba, un fidèle de Moussa Traoré

²⁷⁸ Cf. entre autres « *L'office du Niger, grenier à riz du Mali. Succès économiques, transitions culturelles et politiques de développement* », Bonneval P., Kuper M., Tonneau JP., Cirad / Karthala, 2002

²⁷⁹ Maille hydraulique correspondant dans la pratique à l'espace desservi par un ou deux distributeurs

l'eau (distribution et drainage de l'eau, ainsi que l'entretien des infrastructures secondaires et le recouvrement de la redevance eau) et de la terre (attribution de parcelles et évictions), cette dernière étant définie clairement dans le décret de gérance de 1996. Un fonctionnement par « contrat-plan » triennal et tripartite est mis en place. Il est élaboré et signé conjointement par l'Etat, les paysans et l'Office du Niger, et définit les droits et les devoirs de chacune des parties. Pour ce qui est de la gestion de l'eau par exemple, l'Etat est en charge de l'entretien des infrastructures primaires (barrage de Markala, principaux ouvrages régulateurs, canal adducteur, « *falas* », et grands drains collecteurs), l'Office s'occupe des infrastructures secondaires (distributeurs, partiteurs, ouvrages régulateurs et drains associés) et les paysans doivent assurer l'entretien des infrastructures tertiaires (arroseurs, rigoles, et drains associés). Cette restructuration de l'Office du Niger marque le début d'un difficile processus de transfert de compétences, d'une administration de l'Office très réticente et jalouse de la perte de ses prérogatives au profit de paysans pas encore suffisamment organisés.

Le vide laissé par la restructuration de l'Office, notamment en termes de conseil agricole, d'approvisionnement en intrants, d'accès aux crédits de campagnes, de recherche agronomique et de vulgarisation est alors censé être comblé progressivement par les secteurs privé ou coopératif. Mais les premières expériences de commercialisation par les associations villageoises en 1991 se sont soldées, du fait d'un manque de savoir-faire du côté paysans (ou d'accompagnement adéquat...), par une gigantesque « arnaque » réalisée par des commerçants de Bamako qui n'ont jamais payé en totalité la production rizicole qui leur a été fournie, laissant dès lors une grande quantité des associations villageoises crouler sous les dettes et dans l'incapacité de rembourser leurs crédits de campagne. Cet événement fragilisa grandement la confiance des paysans dans leurs propres structures associatives et leurs capacités à s'organiser, et eu souvent pour résultat l'éclatement des associations villageoises en plusieurs entités et le renforcement de l'individualisme.

L'année 1996 voit malgré tout émerger (en partie en réaction à cette « arnaque ») le premier véritable mouvement syndical paysan en zone ON avec la création du SEXAGON (Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger), rapidement suivi par le SYNADEC (Syndicat des Agriculteurs du Delta Central du fleuve Niger et Environs).

2.2.4 L'agriculture familiale en difficulté à l'Office du Niger²⁸⁰

Après l'apparente euphorie des années 1990 qui virent se combiner la réhabilitation d'une partie des aménagements, une révolution technique et un début d'organisation paysanne, le passage au troisième millénaire est l'occasion de nouvelles déceptions et inquiétudes. Nous dégagerons ici les principaux enjeux actuels au sein de la zone Office du Niger, qui sont autant d'éléments à partir desquels s'élaborent les représentations sociales²⁸¹ qui conditionnent les pratiques et modifient les relations inter-acteurs. Nous adopterons successivement deux angles d'approche mettant en relief l'organisation sociale de la zone Office du Niger : le foncier et l'hydraulique, qui constituent les deux problématiques communes à l'encadrement et aux paysans.

La zone Office du Niger, malgré son potentiel irrigable de un million d'hectares, ne compte que 80 000 hectares aménagés, dont seule une petite moitié a bénéficié de travaux de réhabilitation. Cette superficie est mise en valeur à l'heure actuelle par près de 35 000 familles paysannes. Les rendements moyens en riz ne dépassent que rarement les 3 ou 4 t/ha (contrairement aux chiffres officiels), la pratique de la double culture s'est généralisée, dispersée

²⁸⁰ Cf. notamment « *L'Office du Niger, du travailleur forcé au paysan syndiqué* », L. Colin et V. Petit, documentaire produit par l'Iram, 2007, ainsi que le rapport du « *Diagnostic participatif en vidéo de la gestion de l'eau à l'Office du Niger* », réalisé par L. Colin, V. Petit et P. Deygoult, Iram, 2006, et les travaux de thèse de K. Vandersypen.

²⁸¹ « La représentation sociale (...) est une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social. » D. Jodelet, dans « Les représentations sociales », PUF, 1994, citée par J.P. Darré dans « La recherche coactive de solutions entre agents de développement et agriculteurs », Editions du GRET, 2006

et systématisée mais ce sont aujourd'hui les parcelles de maraîchage cultivées à l'étiage qui assurent la soudure financière des exploitations familiales.

➤ Du point de vue foncier

Les superficies par actif agricole sont de plus en plus petites, atteignant parfois tout juste 0,25 hectare. Dans certains cas les surfaces ne permettent plus de dégager un revenu suffisant pour assumer les besoins de la famille, mais surtout le devenir au sein de la zone Office des enfants des familles paysannes devient problématique. Par ailleurs les paysans ne disposent toujours pas de véritable sécurité foncière sous quelque forme qu'elle soit (bien que cette promesse ait été maintes fois formulés par l'encadrement depuis la colonisation) et restent ainsi sujets aux évictions, en particulier en cas de non paiement de la redevance eau, et en théorie en cas de mauvais entretien de leur réseau. Depuis la restructuration de 1995, c'est un comité Paritaire de Gestion des Terres, regroupant responsables de l'Office et représentants paysans, qui statue sur les évictions et les attributions de parcelles. Celui-ci n'a pas pu s'opposer en 2004, suite à une mauvaise année de récolte, à l'éviction de plus de 4 000 exploitants malgré les efforts considérables déployés par le SEXAGON.

La politique actuelle s'oriente clairement vers une extension importante des surfaces aménagées (l'objectif annoncé est l'aménagement de 120 000 nouveaux hectares d'ici l'horizon 2020²⁸²). Mais la question du choix des futurs bénéficiaires et celle des statuts fonciers mis en place ne sont pas encore réglées. Malgré une loi nationale agricole censée protéger et favoriser le développement de l'agriculture familiale, la difficulté pour l'Office et l'Etat d'assumer seuls le coût des aménagements les poussent à s'intéresser de plus en plus au développement d'un autre type d'agriculture, plus à même d'assumer des investissements réguliers dans les infrastructures. La cohabitation entre petite paysannerie et grandes entreprises agricoles soulève de nombreuses questions, notamment vis-à-vis d'une nécessaire remise à plat des régimes fonciers, liée à la probable exigence de titres de propriétés privés de la part des futurs agro-entrepreneurs qui chercheront en toute logique à sécuriser leurs investissements. Or la promesse de titre de propriété a déjà été faite à certains pays intéressés. Face à la menace de cette nouvelle concurrence, les paysans s'organisent autour de leurs syndicats pour obtenir une véritable sécurité foncière au travers d'une relecture du décret de gérance. Parallèlement la zone Office du Niger attire de plus en plus les investissements étrangers (américains, chinois, comme africains, et notamment libyens ou sénégalais) et est même utilisée comme monnaie d'échanges dans certaines négociations internationales. C'est ainsi que de nouveaux projets de complexes sucriers, extrêmement consommateurs en eau, sont élaborés en ce moment même. L'ombre de futurs conflits sociaux plane sur la zone puisque les maliens minifundistes voient d'un mauvais œil son développement actuel.

➤ Du point de vue hydraulique

Si la quantité d'eau disponible reste largement suffisante en saison des pluies, certaines difficultés s'observent en saison sèche alors que le barrage assure déjà le prélèvement maximum autorisé par l'Autorité du Bassin du fleuve Niger (regroupant l'ensemble des pays riverains) sur le débit fluvial. Dans ces conditions et dans une perspective d'extension importante des superficies aménagées, la lutte contre les gaspillages d'eau devient de première importance. Si la majorité des pertes en eau (plus de la moitié) se font par évaporation au niveau des grands *falas* et des canaux principaux, il semble que la meilleure source possible d'amélioration se situe au niveau tertiaire (25% des pertes se situent au niveau de la parcelle)²⁸³. Celle-ci reposerait sur une amélioration des pratiques paysannes d'irrigation et sur un meilleur entretien des réseaux d'amenée et de drainage. Si l'Office du Niger tente d'imposer aux paysans des modes

²⁸² Cette course aux aménagements vise également à accaparer une partie maximale des débits du fleuve en saison des pluies avant que l'Autorité du Bassin du Niger, transnationale, ne fixe des quotas de prélèvement sur la base de l'existant

²⁸³ Cf. « *Synthèse bibliographique de la performance hydraulique à l'Office du Niger* », K. Vandersypen, Y.M. Coulibaly, A.C.T. Keïta, 2006 (version provisoire)

d'organisation collectifs permettant d'assurer l'entretien du réseau tertiaire²⁸⁴, ces derniers sont difficiles à motiver, notamment en l'absence d'un bon entretien des réseaux secondaires (par l'Office) et primaires (par l'Etat), qui permettrait d'assurer un fonctionnement correct du système de drainage dans son ensemble et donc une bonne vidange des rizières avant la récolte. Aujourd'hui, si les paysans entretenaient leurs drains, l'eau contenue dans ceux de l'Office, bouchés, aurait plutôt tendance à refouler dans leurs champs... En dehors de l'absence chronique de capacités d'investissements, surtout du côté de l'Etat, les périodes prévues pour la réalisation des travaux d'entretien ne sont plus respectées : la généralisation et la dispersion de la double culture dans l'ensemble de la zone ainsi que l'étalement des calendriers obligent à une mise en eau permanente du réseau. Les réticences paysannes vis-à-vis du paiement de la redevance en temps et en heure conduisent presque systématiquement à leur accorder des délais, qui ne permettent plus de disposer des fonds nécessaires à la réalisation des entretiens aux moments adéquats. La redevance eau constitue aujourd'hui l'unique source de revenus de l'Office du Niger (en dehors des aides internationales) qui lui permette d'assurer son propre fonctionnement et de réaliser les nécessaires travaux d'entretien et d'aménagements. Malgré un système de gestion du fonds d'entretien du réseau secondaire qui se veut paritaire depuis la restructuration de l'ON (c'est-à-dire qu'un comité constitué d'agents de l'Office et de représentants paysans est chargé de définir les travaux à faire et de suivre leur bonne exécution) les paysans se plaignent toujours d'un manque de contrôle, de qualité et d'informations concernant ces travaux, et dénonce diverses pratiques de corruption lors de l'attribution des marchés.

L'efficacité des pratiques d'irrigation souffre également de divers problèmes de coopération entre agents de l'Office et paysans. La réduction drastique du nombre d'agents de terrain du côté de l'encadrement les oblige individuellement à gérer un grand nombre de canaux et parcourir pour ce faire des superficies très importantes, ce qui nuit à leur disponibilité et à la qualité de leur travail. En face, les paysans ne pouvant pas toujours contacter au bon moment l'agent de terrain (l'aiguadier) finissent par agir individuellement sans en informer personne, en forçant les vannes (et détruisant le matériel) ce qui crée des conflits entre paysans aux besoins en irrigation contradictoires (du fait des décalages de calendriers agricoles, ou de disparités topographiques entre les parcelles) et entre paysans et encadrement. L'organisation de la chaîne d'informations nécessaire à la bonne manipulation des vannes²⁸⁵, n'est que rarement respectée par les paysans. Cela conduit à des gaspillages, des actes de vandalisme et des pertes de production.

Si l'Office du Niger a longtemps été un éléphant blanc, c'est aujourd'hui avant tout un immense espoir pour le Mali en termes de sécurité alimentaire. Et les aléas pluviométriques de l'année 2007 en zones sèches ont confirmé le caractère primordial de l'extension du périmètre. Ces espérances, couplées au fort intérêt que portent les bailleurs de fonds au périmètre, montrent toute l'importance de l'enjeu qui se cache derrière son développement.

2.3 Caractérisation des principaux groupes d'acteurs impliqués dans la gestion de l'eau à l'Office du Niger

Sans prétendre vouloir définir ici des frontières strictes entre les différents types d'acteurs impliqués dans la gestion de l'eau, l'intérêt de cette partie réside essentiellement dans l'explicitation de la diversité des comportements et des stratégies individuelles et la mise en évidence de clefs de compréhension des relations au sein du système d'acteurs local. Bien que nous n'ayons pas à proprement parler réalisé d'enquêtes sociologiques spécifiques dans cet

²⁸⁴ Appelés OERT pour Organisation pour l'Entretien du Réseau Tertiaire, dont les résultats pour le moment sont presque nuls du fait du coût des entretiens à effectuer, de la déstructuration du tissu paysan, de la prolifération de propriétaires absentéistes, du manque de compétence en gestion et comptabilité chez les paysans, et également du manque de sécurité foncière...

²⁸⁵ Le paysan remonte ses besoins en eau au chef d'arroseur (désigné par les paysans d'un même arroseur) qui les compile ; l'ensemble des chefs d'arroseur d'un même partiteur élisent un chef de partiteur, censé dialoguer avec l'aiguadier, premier agent de terrain de l'ON. Voilà pourquoi l'on dit que la gestion de l'eau se fait par la demande en aval.

objectif, les conclusions qui suivent sont le résultat d'une investigation socio-historique poussée, effectuée au travers de lectures bibliographiques et d'entretiens historiques (en amont et en aval de l'intervention), couplée à nos propres observations de terrain en cours d'intervention.

Généralement plus l'analyse est poussée et plus les catégories d'acteurs identifiées sont étroites, et l'on peut affirmer qu'une étude sociologique extrêmement fine aboutirait inéluctablement à démontrer que chaque individu constitue à lui seul un acteur particulier, avec son comportement et sa logique spécifique, en partie déterminés par sa trajectoire personnelle, ses réseaux d'appartenance, ses façons de voir, etc. - ce que les sociologues bourdieusiens nommeraient « l'habitus » -. Là n'est pas notre but. Il s'agit pour nous de proposer une grille de lecture du système d'acteurs qui soit opérationnelle sans être trop caricaturale et nous permette d'observer les éventuels changements introduits, ou suscités dans ce système par notre intervention. En ce sens le mode de classification des différents groupes d'acteurs que nous proposons par la suite reposent sur une part importante de subjectivité, fonction de l'angle selon lequel nous cherchons à appréhender la réalité, angle lui-même marqué par notre formation professionnelle et notre histoire - notre propre « habitus » en quelque sorte -. Selon les termes de notre mandat et les objectifs de notre intervention, nous nous concentrerons ici sur une approche des logiques d'acteurs vis-à-vis de la gestion de l'eau et de la production agricole.

De manière à mieux comprendre le système d'action concret que nous allons brosser dans cette partie, nous renvoyons le lecteur à l'organigramme de l'Office du Niger présenté en annexe 16 et au schéma de l'annexe 17 représentant les points d'intervention des différents acteurs sur le réseau d'irrigation selon l'échelle hydraulique considérée.

Pour faciliter la compréhension nous partirons d'un découpage simplifié, par catégories professionnelles, que nous affinerons progressivement :

2.3.1 Les exploitants agricoles

Comme nous l'avons vu, l'histoire de la paysannerie à l'Office du Niger est marquée par des rapports de nature très autoritaire avec l'encadrement. Ce dernier pendant très longtemps (jusqu'au milieu des années 90) donnait toutes les directives à suivre concernant la production rizicole, réduisant l'initiative paysanne à un niveau pratiquement nul, exception faite des productions hors-casiers. Bien qu'en apparence satisfaits d'avoir récupéré un certain nombre de responsabilités suite à la libéralisation de la commercialisation du paddy, les exploitants de l'Office continuent en majorité à attendre que l'Office leur apporte son soutien dans tous les domaines, ce qui n'encourage pas l'organisation paysanne et le développement de nouvelles compétences. Dans leur esprit, il semble que l'Office est toujours là pour les organiser, pour leur dire ce qu'il faut faire et quand il faut le faire. Donnons en exemple une phrase entendue en réunion et qui, lourde de signification, revient très régulièrement dans le discours paysan : « *si l'Office ne nous l'impose pas, nous paysans, nous ne serons pas capables de nous organiser par nous-mêmes, nous ne serons pas capables de nous mettre d'accord* »²⁸⁶.

En matière d'irrigation, si les paysans savent ce qui est nécessaire à leurs propres parcelles, ils ne disposent que rarement d'une vision plus globale du périmètre irrigué montrant le besoin (et l'efficacité) d'une véritable coordination entre les différents exploitants usagers de l'eau. Les comportements sont en ce sens très individualistes. Cet « individualisme » dans la pratique de l'irrigation, qui se retrouve également au niveau de l'entretien du réseau et même quelquefois au niveau des circuits de commercialisation, se voit renforcé par le souvenir (conscient ou inconscient) des tentatives successives de collectivisation de la production, des échecs des premières opérations commerciales des associations villageoises, par une différenciation sociale de plus en plus en marquée au sein de la paysannerie et une cohabitation forcée avec des exploitants aux stratégies différentes.

²⁸⁶ Des discours de ce type ont fréquemment été tenus lors des réunions de projection, notamment au sujet de l'assèchement des *falas* ou du respect des dates de paiement de la redevance, comme nous le verrons par la suite.

Parmi les exploitants agricoles, nous distinguons différents groupes, répondant à des logiques différentes vis-à-vis de la gestion de l'eau et de la production agricole : les paysans, les représentants des paysans, les non-résidents et les représentants syndicaux.

➤ Les paysans

Leur principal objectif est de satisfaire les besoins en eau du riz aux bons moments. Ils essaient d'atteindre cet objectif avec un minimum de travail, de conflits sociaux et, dans une moindre mesure, en consommant un minimum d'eau. Dans le cas où ces trois facteurs s'opposent, l'eau est la dernière priorité (puisque'ils y ont un accès illimité). Pour pouvoir irriguer au moment (qu'ils jugent) adéquat ils sont prêts à contrevenir aux règles collectives (en court-circuitant ou en ignorant la chaîne de transmission des informations, ou en perpétrant des actes qualifiés de vandalisme par les autres acteurs). Leur première contrainte est l'accès au capital (ou tout du moins sa conservation, notamment face au poids des traditions sociales de solidarité familiale, et extra familiale) qui constitue le principal facteur limitant de leurs niveaux de production (surtout pour l'accès aux intrants), et détermine en grande partie leurs capacités de participation à l'entretien du réseau tertiaire. Leur principale doléance hydraulique correspond à l'entretien des drains secondaires et primaires par l'Office et l'Etat. Par ailleurs les exploitants attendent de l'ON qu'il les épaulé, voire tout simplement les remplace dans leur responsabilité d'entretien au niveau tertiaire, comme c'était le cas avant la restructuration.

Parmi les paysans certains se retrouvent en situation vraiment précaire. Il s'agit en général de paysans ne disposant pas de superficies suffisantes pour subvenir aux besoins de l'ensemble de leur famille (ou plus rarement de la main d'œuvre suffisante pour exploiter l'ensemble de leurs terres). Certains possèdent également des terres particulièrement difficiles à irriguer. Ceux-là sont dans un processus de décapitalisation, et leur équipement agricole se réduit à peau de chagrin. Ils n'investissent plus suffisamment dans les intrants, et leurs rendements sont très faibles. Souvent ces paysans préfèrent louer illégalement une partie leurs terres à de jeunes paysans sans terre, de manière à pouvoir assurer le paiement de leur redevance sur l'eau et consacrer leur propre production à l'autoconsommation. Ces paysans ont ainsi plutôt tendance à fuir le contact avec les agents de l'Office et sont en général les moins bien lotis, y compris pour participer aux discussions et aux réunions entre paysans, et avec l'Office.

D'autres paysans, en situation moins délicate, arrivent tout juste à assumer les besoins de leur famille. Leur principale préoccupation est alors de produire suffisamment de riz et de produits maraîchers, et de les vendre au meilleur prix (quitte très souvent à ne pas respecter les calendriers culturels normalement conditionnés par l'attribution de terres à l'Office selon les termes du contrat-plan).

Enfin une très faible part des paysans, ayant réussi à entrer dans des cercles vertueux de capitalisation et de diversification (élevage, matériel post-récolte, etc.) s'enrichissent de leur activité.

Dans l'ensemble la plupart des exploitants cherchent à échapper au contrôle de l'Office, malgré tout ce qu'ils lui réclament. En termes d'organisations paysannes, les paysans sont essentiellement réunis au sein des Associations Villageoises pour le battage et l'approvisionnement en intrants. Il existe également des caisses villageoises de crédit, et des centres d'appui-conseil technique, juridique et financier au sein desquels ils s'organisent peu à peu.

Une typologie beaucoup plus fine des exploitations agricoles et des exploitants eux-mêmes pourrait être proposée, fondée sur leurs accès différenciés aux moyens de production, sur leurs choix des systèmes de culture et d'élevage à mettre en œuvre, sur leur stratégie économique et sur leur statut social au sein des villages. Mais une telle analyse, bien que tout à fait pertinente pour mieux comprendre les dynamiques et les blocages du développement agricole sur la zone, n'apporterait absolument rien ici, dans le cadre de l'analyse de la réaction du système d'acteurs local à la mise en place d'un diagnostic participatif en vidéo. Nous nous contenterons donc de cette présentation quelque peu grossière du groupe des paysans en zone Office du Niger.

➤ Les représentants des paysans

Le rôle théorique de ces représentants consiste à défendre les intérêts des exploitants au sein des comités paritaires²⁸⁷ et auprès des instances dirigeantes de l'ON²⁸⁸, puis à restituer et expliquer en retour les discussions et décisions prises dans les différentes réunions. Dans la pratique cependant, il apparaît fréquemment que l'objectif premier de ces représentants paysans dans les organisations relatives à la gestion de l'eau est surtout la reconnaissance sociale de leur importance (par leurs pairs), le respect de leur fonction et de leur pouvoir. Ils bénéficient en effet d'une certaine notoriété au sein de leur village. Paradoxalement, les principales difficultés qu'ils rencontrent sont leur manque de compétences ou de légitimité pour assumer leur tâche, et leur manque de moyens matériels et financiers pour satisfaire aux exigences de leur fonction. Leur statut n'est que rarement remis en cause par les autres exploitants. Ils sont démocratiquement élus par les producteurs aux niveaux les plus locaux, et ces élus élisent à leur tour des représentants dans les instances paritaires de zone. Ils ne sont pas salariés pour ce travail mais bénéficient de subventions de la part de l'Office afin de leur permettre d'assister aux réunions officielles et d'en diffuser les résultats dans les zones, puis dans les villages. Ce fonctionnement met progressivement en place un mécanisme de dépendance de ces représentants vis-à-vis de l'Office, par ailleurs accusé par les propres producteurs de « placer » ses plus fidèles alliés aux postes clefs dans les instances paritaires. Il nous a malheureusement été difficile d'évaluer précisément ce phénomène de noyautage des instances de représentation paysanne par l'Office, mais il est probable que sous cette transparence affichée du processus de représentations paysannes ne soit qu'apparente. Les représentants paysans font ainsi souvent l'objet de soupçons de corruption, de connivence avec certains cadres de l'Office ou de copinage avec une partie des exploitants. L'attribution des marchés de l'entretien, la surveillance des travaux et leur paiement après réception sont des thèmes brûlants à cet égard. De fait dans la pratique quotidienne de la gestion de l'eau et surtout dans la relation avec l'Office ils sont le plus souvent voire court-circuités par de « simples » paysans. Ainsi, leur principale attente est de voir leurs responsabilités revalorisées, tant du point de vue de l'Office que de celui des paysans. Ils ont en effet le sentiment de ne pas être considérés comme ils le devraient par leurs partenaires, que ce soit de la part de l'Office (qui semble surtout les utiliser comme une vitrine donnant à voir la sincérité de leur collaboration avec les paysans et de la gestion « paritaire ») comme des paysans (qui ne les respectent pas vraiment et ne leur font pas toujours confiance). Ils pensent être trop souvent perçus comme inefficaces.

D'une façon générale, ces représentants font souvent partie des mieux lotis en termes de terres et de production, et ce sont eux qui monopolisent la parole aux réunions, se considérant comme les seuls porte-parole légitimes. Malgré leurs discours souvent provocateurs vis-à-vis de l'ON, ils ne semblent pas tellement disposés à faire avancer les choses en termes de gestion de l'eau, d'entretien du réseau et de transparence ou de contrôle paysan car ils risqueraient d'y perdre leurs responsabilités actuelles (pour manque de compétences) ou au contraire de voir leur quantité de travail et d'investissement personnel augmenter. Le *statu quo* semble leur convenir.

➤ Les représentants syndicaux

Il existe deux syndicats d'exploitants à l'Office du Niger. Le plus important est le SEXAGON (Syndicat des Exploitants Agricoles de l'Office du Niger) créé en 1996, qui regroupe plus de 12 000 exploitants. Le principal objectif de ce syndicat est d'être enfin considéré comme un partenaire à part entière par l'Office du Niger et ainsi pouvoir prendre part aux prises de décisions concernant l'avenir de la zone. Son principal cheval de bataille réside dans une réévaluation de la redevance sur l'eau et l'obtention d'une véritable sécurité foncière pour les paysans, qui suppose notamment de revenir sur le droit d'éviction accordé à l'ON. L'administration de l'ON évite autant que possible d'avoir à discuter avec ces syndicats, demeurant incapable d'accepter l'idée que les

²⁸⁷ CPGFERS (Comité Paritaire de Gestion du Fond d'Entretien du Réseau Secondaire) et CPGT (Comité Paritaire de Gestion des Terres)

²⁸⁸ Notamment via les Délégués paysans (trois par villages puis trois par zone), et leur Délégué Général avec ses deux adjoints qui siègent au conseil d'administration de l'Office du Niger

paysans soient en mesure de prendre véritablement part aux décisions importantes (administratives voire politiques) concernant l'Office, en dehors des délégués généraux souvent en place depuis de nombreuses années. D'un autre côté, l'Office craint le pouvoir de ce syndicat, notamment car ils peuvent se faire entendre directement de la Présidence de la République²⁸⁹. Dans les villages, le rôle et l'intérêt de l'organisation syndicale semblent encore très obscurs pour une grande partie des paysans. Et l'on reproche souvent aux instances dirigeantes du syndicat de ne faire que « *profiter de leur statut pour voyager, se faire de nouveaux amis, s'enrichir personnellement* ». La conscience syndicale paysanne est tout juste naissante.

Moins représentatif et apparemment moins organisé, le SYNADEC est le second syndicat d'exploitants de la zone. Bien que ses relations avec l'autre syndicat ne soient pas bonnes, ils semblent aujourd'hui être en accord sur grand nombre de sujets.

➤ Les non-résidents

Ce groupe correspond à celui des propriétaires absenteïstes, en général des fonctionnaires (anciens ou actuels) bénéficiant d'un accès privilégié aux terres de l'Office. Ces propriétaires vivent le plus souvent à Ségou ou Bamako, et certains seraient même à l'étranger. Ils représentent tout de même à eux seuls près de 30 % des terres irriguées et leur importance semble être en constante augmentation. Souvent considérés comme étant en mesure d'assumer les investissements nécessaires aux réhabilitations et à l'entretien des infrastructures, dans la pratique on constate régulièrement que les rizières concernées ne sont pas systématiquement cultivées. Il peut s'agir de parcelles de très petites comme de très grandes tailles. La motivation de ces propriétaires réside plus dans la notoriété, dans la valeur sociale symbolique associée à la possession de terres à l'Office, que dans la capacité de production ou dans une véritable volonté économique de rentabiliser ces terres. Le riz produit sur les parcelles sert à la consommation propre et à la distribution à la famille élargie, comme signe reconnu de réussite sociale. Ces terres sont généralement confiées à des manœuvres qui, n'ayant pas la certitude de travailler sur les mêmes rizières l'année suivante et n'étant pas forcément intéressés aux bénéfices, n'investissent pas beaucoup de leur travail dans l'entretien et l'aménagement, ni beaucoup de leur temps dans leurs relations avec le voisinage. Le nombre des non-résidents est en augmentation régulière depuis plusieurs années. Cela fragilise un peu plus encore le milieu paysan et constitue un obstacle supplémentaire à l'organisation paysanne. Les manœuvres ne vivant pas dans les villages ne sont pas conviés aux réunions villageoises, celles organisées par l'Office, et ils ne sont de toute façon pas en mesure d'engager la responsabilité de leur patron. La coordination entre exploitants sur une même maille hydraulique est bien sûr compliquée par ces exploitants fantômes, à la fois critiqués à cet égard mais respectés pour leur statut social. L'objectif de ces non-résidents est clairement le *statu quo*.

Cette catégorisation laisse de côté bon nombre d'acteurs, comme les femmes par exemple (qui, bien qu'étant totalement exclues des décisions relatives à l'irrigation, sont responsables de la parcelle de maraîchage cultivée en saison sèche et irriguée à laalebasse), ou les pêcheurs (les « *bozos* », responsables de nombreuses dégradations sur le réseau d'irrigation mais néanmoins fournisseurs d'une part non négligeable de l'alimentation) ou les éleveurs peuls (dont les animaux causent également des dégradations importantes lors des transhumances, en l'absence de parcours bien définis avec des points d'eau accessibles) ou encore les dirigeants des sucreries (qui constituent un cas très particulier). Alors pourquoi avoir volontairement écarté ces acteurs également concernés par les problèmes hydrauliques du périmètre irrigué ? Nous reviendrons sur cette question plus loin en présentant la démarche d'intervention que nous avons suivie, mais nous pouvons dire que notre principal souci face à une situation extrêmement complexe était de limiter d'emblée les thématiques sur lesquelles nous allions travailler et donc les acteurs qui y sont associés. Il s'agit donc d'un choix unilatéral qui ébranle immédiatement l'aspect participatif de l'intervention, mais visait à restreindre les participants directs au processus

²⁸⁹ Rappelons qu'en 2004 sa capacité de mobilisation a réussi à faire plier les décisions d'évictions prises par l'administration de l'époque, en mettant la pression sur le gouvernement

d'accompagnement (et notamment le futur « groupe de travail ») aux acteurs du système de gestion intentionnelle de l'eau (cf. P1, Chapitre 2, § 2.3). Les bozos, les éleveurs ou les femmes sont des acteurs de la gestion effective de l'eau au sens où leurs actions affectent l'état du système, mais ils n'ont pas de stratégie pour modifier la gestion de l'eau dans le périmètre.

2.3.2 Les agents de l'ON

De façon générale, les agents de l'ON vivent la restructuration comme une véritable blessure, comme une agression injustifiée. A leurs yeux, ils ne disposent plus aujourd'hui des moyens humains et matériels nécessaires pour assumer l'ensemble de leurs tâches (ce qui est vrai en grande partie) et appuyer comme il se doit des paysans qu'ils jugent incompetents en termes de pratiques d'irrigation (ce qui semble malheureusement parfois vrai). Ils sont réfractaires à tout changement dans leur mode d'organisation (de peur de voir leurs responsabilités à nouveau amputées) et supportent difficilement que l'on critique la qualité de leur travail, rejetant systématiquement la responsabilité soit sur les paysans « irresponsables et non suffisamment organisés », soit sur les bailleurs de fonds « inconscients des réalités locales ». Ils cherchent à défendre à tout prix les prérogatives qui leur restent, pour pouvoir comme ils disent « sauver l'Office ». Leur logique en ce sens est souvent la discréditation des discours qui les menacent ou les accusent.

Malgré l'affichage de leur volonté de dialoguer avec les paysans comme de véritables partenaires, ils conservent dans toutes les instances paritaires le pouvoir de décision finale, et n'hésitent pas quand c'est possible à contourner les discussions avec les responsables paysans. Pourtant l'Office craint les exploitants dans leur ensemble et se garde bien d'attiser les conflits avec eux.

Notons également que notre intervention coïncida très précisément avec la mise en œuvre d'une vaste procédure de « purge » au sein des cadres de l'Office du Niger, menée par le « Vérificateur Général », nommé par le Président de la République pour mettre un terme aux actes de corruption et de détournements de fonds à l'œuvre dans de nombreuses institutions publiques. L'atmosphère régnant au sein de l'administration de l'ON n'était donc pas vraiment propice à l'instauration d'un dialogue ouvert et sincère avec les différentes parties impliquées, et certains de nos interlocuteurs se trouvaient parfois du jour au lendemain mis en prison et remplacés. Cet état de fait explique sans doute en partie que les cadres de l'Office se sont rapidement mis sur la défensive vis-à-vis du processus, comme nous le verrons par la suite.

Derrière ces quelques traits généraux, nous distinguons quatre types de fonctionnaires à l'ON, entretenant des relations différentes avec les paysans et avec la problématique de la gestion de l'eau: les agents de terrain, les cadres de zone, le Service d'Exploitation et d'entretien du Réseau Primaire, et les cadres de Ségou.

➤ Les agents de terrain (aiguadiers principalement, mais également éclusiers, et chefs casier)

Face à la faiblesse en ressources humaines de l'ON, le principal souci des agents de terrain est de pouvoir être disponibles sur l'ensemble des canaux et infrastructures dont ils sont responsables, en particulier pour mieux répondre aux sollicitations et limiter leurs conflits avec les exploitants, toujours susceptibles de remonter jusqu'aux oreilles de leurs chefs. Ensuite vient le fait de fournir une quantité d'eau aux arroseurs qui soit en adéquation avec les véritables besoins des paysans, de façon à limiter les gaspillages et les dégradations du réseau. Finalement il s'agit aussi pour eux de limiter autant que possible leur charge de travail, considérée sans doute à juste titre comme trop importante.

Les contraintes majeures des agents de terrain concernent surtout les aiguadiers. Ce sont le manque de ressources matérielles pour assurer leurs tâches (moto, essence, échelles de suivi des débits, etc.), la multiplicité de leurs interlocuteurs quotidiens et leurs demandes trop souvent contradictoires (exploitants, chefs d'arroseurs, chef de partiteurs, chef de village, chef de l'AV...), ainsi que l'existence de différents types de court-circuitage de leur autorité sur la gestion des infrastructures (notamment avec les actes de vandalisme et la prolifération des « clefs

parallèles » permettant aux paysans de manipuler eux-mêmes les vannes sans avoir à en informer les aiguadiers). Leurs principales doléances sont d'abord liées à l'amélioration de leurs conditions de travail, notamment vis-à-vis de leurs moyens de transport, et à l'augmentation de leur effectif, avant l'acquisition de moyens de sanctions (ou autres) pour assurer leur autorité sur les paysans.

Il apparaît également important de faire la distinction entre deux types d'aiguadiers, même si elle n'est pas stricte. D'un côté ceux qui travaillent au bout des distributeurs (près des « bouchons », assez loin en brousse), et donc qui généralement vivent sur place dans un village et disposent de relations privilégiées avec les paysans. Ils les connaissent bien, comprennent leurs difficultés et ont souvent plus de critiques à faire à leurs propres chefs qu'ils estiment ne voir que trop peu sur le terrain et dont ils considèrent les décisions parfois en décalage avec la réalité. Et de l'autre côté les aiguadiers travaillant en tête de distributeur et logeant le plus souvent en ville, à Niono ou N'Débougou par exemple. Ces derniers développent souvent un sentiment de supériorité vis-à-vis des paysans, ils sont « ceux qui savent faire et qui doivent tout expliquer aux exploitants indisciplinés ».

Les éclusiers n'ont pas véritablement de contacts avec les paysans pour la gestion quotidienne de l'eau. Ils exécutent les directives émises par les chefs casiers, et fondées sur les comptes-rendus des aiguadiers concernant l'état des besoins des partiteurs dans les différents biefs de distributeur. Ils ne sont donc que peu concernés par les risques de conflits avec les paysans.

Pour finir, de leur côté les chefs casiers (en général d'anciens aiguadiers) pourraient presque être classés avec les cadres de zone. Ils font partie de la garde rapprochée des chefs de service gestion de l'eau, et aspirent tous à occuper un jour cette fonction. Bien qu'ayant généralement travaillé avec les paysans et bénéficiant d'ailleurs de leur respect, ils adhèrent et reprennent vite le discours des cadres de zone.

➤ Les cadres des zones (directeur de zone, chef service gestion de l'eau, chef unité entretien et responsable promotion aux organisations paysannes)

Le principal objectif de cette catégorie d'acteurs est d'assurer la fourniture de l'eau au niveau des partiteurs, puis il s'agit de veiller au bon entretien du réseau secondaire de distribution de l'eau.

Les contraintes rencontrées par les cadres sont le manque de personnel sous leur responsabilité et les difficultés de recouvrement des redevances et autres fonds qui permettent le financement des travaux d'entretien. Mais l'absence de véritable volonté d'organisation collective chez les paysans constitue, selon leur propre discours, le principal obstacle qu'ils rencontrent dans leur travail quotidien. Ainsi par exemple ils déplorent l'inefficacité des diverses réunions d'information qu'ils tentent de mettre en place dans les villages, pour expliquer aux paysans le partage des responsabilités ou pour les aider à assumer leur devoir d'entretien du réseau tertiaire. Face à cette situation, ils clament leur impuissance. De fait ils semblent finalement assez satisfaits de la situation actuelle dont ils ne sont que peu responsables : ils disent souvent ne pas être au courant des arrangements mis en place entre exploitants ; ils n'ont ni les hommes ni les outils pour mieux contrôler les débits (en avoir donnerait à leurs propres chefs un moyen pour contrôler leur travail) ; les difficultés actuelles de recouvrement de la redevance renvoient aux exploitants la responsabilité des problèmes d'entretien du réseau secondaire. Les cadres de zone entretiennent le plus souvent une relation de type paternaliste et condescendante avec les paysans. Malgré cela (ou grâce à cela) et du fait qu'ils représentent les autorités supérieures sur le terrain, ils sont en général très respectés des exploitants, et même des plus virulents.

➤ Les agents du SERP

Le SERP est le Service d'Exploitation et d'entretien du Réseau Primaire. Il est en charge de la gestion du barrage de Markala et des principaux ouvrages régulateurs sur les *falas*. Ce service se compose d'un directeur et de quelques éclusiers. Face aux investissements trop faibles accordés par l'Etat pour l'entretien du réseau primaire, il est devenu coutumier qu'une partie de

la redevance serve à financer certains travaux (notamment la lutte contre l'enherbement des *falas* qui a pour conséquence, aux dires des agents du SERP, un allongement considérable des temps de réponse qui complique plus encore le pilotage du réseau)

L'objectif principal des agents du SERP consiste en pouvoir amener l'eau à l'entrée des zones pour satisfaire leurs demandes. Il s'agit ensuite de laisser passer le débit minimal (imposé par l'Autorité du Bassin du Niger) en aval du barrage de Markala ($40 \text{ m}^3.\text{s}^{-1}$) : le problème se pose essentiellement à l'étiage (en mars-avril). Pour finir le SERP cherche à maintenir autant que possible le réseau primaire de distribution dans un état d'entretien suffisant pour pouvoir réagir suffisamment rapidement aux variations des besoins en eau dans les zones et limiter les crises et gaspillages d'eau. Dans son échelle des priorités, l'entretien du réseau de drainage arrive loin derrière.

La principale contrainte rencontrée par le SERP est le manque de moyens financiers pour assurer un bon entretien du réseau primaire dans les conditions actuelles de mise en eau permanente. Ensuite viennent le manque de ressources humaines (lors des pics de besoins en eau des saisonniers surveillent les digues jour et nuit) et la vétusté des équipements.

Les relations entre le SERP et les paysans sont concrètement inexistantes, à tel point que les paysans n'ont bien souvent aucune connaissance de l'existence, du fonctionnement et des contraintes de ce service. Par ailleurs le SERP semble très respecté au sein de l'administration de l'Office, ce qui est dû à toute la symbolique liée au fait de contrôler la manipulation du gigantesque et historique barrage de Markala, mais aussi justement au regard englobant (et rare) que portent ses agents sur le fonctionnement du périmètre irrigué.

➤ Les cadres de Ségou

Il existe un grand nombre de services différents à l'Office de Ségou et nous ne voulons pas laisser croire que nous les qualifions tous de la même manière. Nous nous contenterons ici d'évoquer les caractéristiques générales des membres du Service des Aménagements Hydrauliques, directement concernés par les problèmes de gestion de l'eau, et ceux de la Cellule Vision qui ont commandité le diagnostic.

Le SAH a été pendant longtemps l'un des services les plus importants de l'Office, et était appelé à l'époque le « Service des Etudes Générales ». C'était lui qui planifiait les aménagements, cherchait les fonds, et suivait leur mise en œuvre. Il était en relation étroite avec les différents chefs de zone afin de surveiller le bon fonctionnement du réseau et de s'assurer d'une bonne fourniture d'eau. Aujourd'hui, avec un effectif extrêmement réduit (3 personnes), ses prérogatives ont été considérablement diminuées. Il se concentre surtout sur la recherche de fonds auprès des bailleurs internationaux pour pouvoir réaliser les aménagements prévus, mais la conception de ces aménagements ne relève plus de ses fonctions. De même ses contacts avec les zones semblent aujourd'hui très limités. Il ne s'occupe concrètement que des problèmes d'envergure. Malgré ses très faibles capacités d'intervention, le discours du SAH demeure « grandiose » : il dispose pour chaque problème de gestion de l'eau de solutions techniques radicales, mais très coûteuses. Il évoque de nombreux projets d'amélioration technique pour le fonctionnement quotidien de la gestion de l'eau, mais semble bien loin de s'intéresser à la réalité des problèmes sociaux et organisationnels auquel est quotidiennement confrontée cette gestion.

L'accueil de notre mission par le SAH a été assez froid car ils ont difficilement accepté que la cellule VISION puisse commander un diagnostic sur une activité relevant selon eux exclusivement de leurs compétences. L'objectif des cadres du SAH est de maintenir leur statut.

La cellule VISION est une structure assez récente au sein de l'Office. Constituée essentiellement de « jeunes cadres dynamiques » et bénéficiant de l'appui d'un Assistant Technique français, cette cellule représente l'effort de modernisation récemment engagé à l'Office du Niger (ou tout du moins cherche à jouer ce rôle). Son travail consiste en la mise en place d'un système d'informations permettant d'améliorer la gestion des principales activités de l'administration (gestion des terres, pilotage et suivi du réseau hydraulique, perception des redevances, etc.). Cherchant à faire bouger les choses et modifier les façons de travailler, elle

n'est souvent pas très bien perçue des autres services. Ses contacts avec les paysans sont presque inexistants. Son objectif est de faire ses preuves.

2.3.3 Les autres acteurs

➤ L'Etat

Bien que nous n'ayons pas pu impliquer directement dans notre diagnostic certains de ses représentants (ce qui explique entre autres raisons que nous en ayons fait une catégorie unique), il n'en demeure pas moins un acteur essentiel de la gestion de l'eau à l'Office du Niger : « essentiel » avant tout par son absence.

Selon les termes du contrat-plan, l'Etat doit assumer l'ensemble des coûts d'entretien liés aux infrastructures primaires, mais, en proie à de sérieuses difficultés économiques, il n'arrive pas à les assumer. Or les problèmes d'entretien sont réels sur le réseau primaire et obligent donc l'ON à procéder à la ponction d'une part des revenus de la redevance eau (théoriquement réservée à l'entretien secondaire) pour tenter d'assurer au mieux le strict minimum en termes de maintenance. Pour les cadres de l'Office, l'Etat est en partie responsable de leurs difficultés à assumer pleinement leur part d'entretien sur le réseau secondaire. Ainsi l'Etat devient dans la conscience collective le responsable logique de la dégradation progressive du périmètre irrigué. Ce qui ne fait que vérifier l'adage selon lequel « les absents ont toujours tort ».

De plus, l'Etat est celui qui définit (ou est censé définir) les principales orientations de la politique agricole nationale à laquelle l'Office du Niger est supposé se plier. Entre autres c'est l'Etat, au travers de choix politiques, qui guide la sélection des futurs attributaires des terres : plutôt des familles paysannes de zones sèches, ou de jeunes diplômés, des investisseurs étrangers, ou encore des enfants de familles de l'Office, des fonctionnaires, etc. Rappelons que l'Office du Niger constitue la pièce maîtresse de l'arsenal agricole dont dispose le Mali dans sa lutte pour l'autosuffisance alimentaire et, avec ses 35 000 familles paysannes (et toutes celles qui gravitent autour), il représente un enjeu social considérable. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la richesse potentielle de l'Office attire de nombreux investisseurs étrangers, et l'accès à ses terres constitue pour le gouvernement malien une monnaie d'échange intéressante dans les négociations internationales.

Ainsi, si l'Etat est effectivement largement responsable du devenir de l'Office du Niger et de ses paysans, son implication dans le fonctionnement quotidien du périmètre est pratiquement inexistante. Son objectif principal est de trouver de l'argent pour assurer les entretiens et les extensions.

➤ Les bailleurs de fonds internationaux

Chaque bailleur est évidemment différent. Chacun poursuit ses objectifs, selon ses logiques (locales, nationales et internationales), son appréciation des enjeux, ses méthodes d'intervention, etc. Mais, si ces différences sont incontestables et si d'autres encore peuvent être identifiées au sein même de chaque organisation, il semble néanmoins au risque de caricaturer que nous puissions considérer l'ensemble des bailleurs de fonds comme un seul groupe d'acteurs. En effet, si de nombreux bailleurs internationaux investissent dans cette zone, il existe (une fois n'est pas coutume !) une certaine coordination de leurs efforts, en particulier pour une répartition des tâches en termes d'aménagements des infrastructures et d'appui à l'organisation des paysans. Face à un Office du Niger réfractaire aux changements et défendant de toutes ses forces ce qu'il lui reste de responsabilités, les bailleurs réussissent en général à parler d'une seule voix et imposer un certain nombre de conditions à l'octroi de leurs prêts. Bien qu'ils évitent selon eux l'ingérence dans les choix politiques, ils tentent de mettre un peu de cohérence, selon leurs critères, dans la gestion du périmètre irrigué. Et en dehors de cet aspect, du point de vue de leur perception par les autres acteurs, les bailleurs sont souvent mis dans un même sac.

De son côté l'administration de l'Office n'apprécie guère leur façon de procéder mais, du fait de ses importantes difficultés financières et de l'absence de soutien véritable de la part de l'Etat, elle se plie à toutes leurs exigences en leur disant ce qu'ils veulent entendre, et en leur

cachant bien souvent la véritable nature et l'importance de leurs difficultés. Précisons que le récent renouvellement à la tête de l'Office semblait l'engager dans une politique de transparence accrue.

De même de leur côté, les bailleurs déplorent l'absence de véritable plan de développement à l'Office du Niger, et donc l'absence de priorités et de stratégies précises et transparentes, qui devraient être définies par les instances politiques nationales en accord avec les représentants paysans et l'administration de l'Office.

Ceci explique que de nombreux programmes d'aide au développement de la zone Office du Niger puissent malheureusement apparaître en décalage par rapport à l'appréciation par les acteurs locaux de leurs véritables besoins. Suivant un cercle vicieux, ce décalage vient en retour renforcer cette relation paradoxale entre Office et bailleurs de fonds.

Les paysans quant à eux perçoivent les bailleurs de fonds comme étant les seuls à même d'améliorer leurs conditions de vie. Les problèmes soulevés par le diagnostic devaient systématiquement à leurs yeux être « *expliqués à nos partenaires* ».

➤ Les organisations locales

Nous n'en avons identifié que deux susceptibles d'être impliquées plus ou moins directement dans la gestion de l'eau (ou s'y étant en tout cas fortement intéressées, de sorte qu'elles puissent éclairer la problématique d'un jour différent) : Nyeta Conseils, une ONG dirigée par l'ex-coordonateur d'un projet de recherches socioéconomiques et agronomiques longuement financé par la coopération internationale, et les centres Faranfasi So, une fédération de centres de prestations de services privés, dont les activités sont cependant contrôlées par une assemblée générale constituée des associations villageoises membres.

Les centres Faranfasi So sont venus combler autant que possible le vide laissé par la restructuration de l'Office en termes d'appuis et de conseils aux paysans. Financés principalement par l'aide internationale, ces centres progressent mais n'ont pas encore atteint l'équilibre budgétaire. Fortement appréciés par les paysans du fait de leur engagement sur le terrain, ainsi que par les bailleurs de fonds, ils jouent de plus en plus un rôle de représentation des intérêts des exploitants dans les grandes réunions traitant de l'avenir de l'Office. Faiblement appréciés par les responsables de l'ON qui les considèrent comme n'ayant aucune légitimité pour s'insérer ainsi dans leur relation avec les paysans, les centres Faranfasi So aspirent à une redéfinition précise des prérogatives de l'Office du Niger concernant la gestion de l'eau et de la terre. Concrètement ces centres viennent en appui aux associations paysannes essentiellement en termes de gestion comptable et d'organisation commerciale. Ils ont permis à de nombreuses associations de résoudre leurs difficultés liées aux dettes contractées suite à « l'arnaque » dont elles ont souffert de la part des commerçants de Bamako en 1991 (cf. P4, Chapitre 1, § 2.2.3).

De son côté Nyeta Conseils est également une structure privée, totalement indépendante des paysans comme de l'Office du Niger. Elle est régulièrement sollicitée par les uns et les autres pour réaliser des études (diagnostic, évaluation d'impact, etc.) et des formations. La structure fonctionne sur ce que lui rapportent ses contrats. Nous n'avons que peu de données permettant d'éclairer la nature de ses relations avec les paysans. Par contre nous avons pu constater que son directeur se positionne très régulièrement en opposition à l'administration de l'Office du Niger.

2.3.4 Quelques grands traits de l'organisation générale du système

Une grande partie du système d'action concret assurant le fonctionnement hydraulique du périmètre irrigué, constitué par ces acteurs, se résume aux rapports quotidiens entre les membres de l'Office et les différents paysans (représentants comme responsables locaux) pour la gestion de l'eau au sens large, au travers de multiples canaux de communication. En dehors de ce fonctionnement routinier s'organisent différentes réunions ponctuelles impliquant selon les cas différentes combinaisons des acteurs présentés. Par ce biais les acteurs plus extérieurs, comme l'Etat ou les bailleurs, infléchissent le fonctionnement du système à une échelle de temps beaucoup plus longue.

Nous présentons en annexes 17, 18 et 19 trois tableaux schématisant les différents niveaux d'intervention des acteurs quotidiens de la gestion de l'eau et leurs relations classiques, ainsi qu'une explication détaillée des rôles de chacun. Cette organisation reste très théorique et différents maillons des chaînes d'action ou de transmission d'informations sont régulièrement court-circuités, pour les raisons que nous avons évoquées (manque de moyens du côté de l'Office et des paysans, confusion des rôles, tentatives d'exercer des pressions dans les deux sens, logiques paysannes en décalage avec l'organisation théorique, etc.).

Les relations de pouvoir associées à la maîtrise de la gestion de l'eau sont relativement simples au sein du périmètre, et une schématisation pyramidale des acteurs locaux placerait les cadres de l'Office au sommet et les autres agents puis les exploitants dans un statut de subordination.

Les cadres de l'Office jouissent tout d'abord d'une domination de type « rationnelle-légale » (pour reprendre des concepts de Max Weber) très forte sur les paysans, domination entièrement associée à la structure administrative que représente l'Office du Niger et caractéristique de la société industrielle. Les agents de terrain essayent, parfois sans grand succès, de jouer eux aussi de cette position (très ancrée dans l'inconscient collectif) de supérieurs hiérarchiques vis-à-vis des exploitants, bien que ces derniers ne fassent aucunement partie de l'Office du Niger. Cette domination administrative est directement héritée de l'époque coloniale (lorsque les paysans étaient pour ainsi dire des travailleurs forcés) et sa prégnance depuis 70 ans explique l'acquiescement voire l'adhésion des exploitants à ce système (qui donne sa légitimité à l'Office) et la difficulté de mettre en place une gestion du périmètre en partenariat (qui nécessiterait de niveler cette domination, profondément illégitime). Ceci explique également la difficile autonomisation des paysans malgré la stricte séparation légale des rôles opérée dans les années 90 au moment de la restructuration de l'Office. Mais ce pouvoir puise également sa source dans les diverses possibilités de sanctions des exploitants par l'Office (dans lesquelles les logiques d'évitement et la transgression des règles établies trouvent en partie leurs origines²⁹⁰). Cette domination rationnelle-légale n'est cependant pas totalement unilatérale puisque les exploitants l'invoquent également lorsqu'ils menacent d'en référer directement à la Présidence de la République en court-circuitant l'Office. De plus en plus conscients de leur poids dans l'économie nationale et l'équilibre social du pays, ils peuvent se placer en position de force en trouvant l'appui du Président (le sommet de la hiérarchie !) grâce à leur nombre et malgré leur manque d'organisation.

Pour ce qui est plus spécifique à la gestion de l'eau, les cadres de l'Office (et dans une bien moindre mesure les agents de terrain) jouissent ensuite d'une domination technocratique forte, issue de la maîtrise du fonctionnement technique du périmètre et des concepts hydrauliques fondamentaux. L'absence de savoir faire des paysans dans ce domaine autorise les cadres à promouvoir (avec plus ou moins de réussite !) différentes actions de gestion de l'eau auprès des exploitants.

Les non-résidents (de haute classe sociale le plus souvent) et les nobles, qu'ils soient exploitants agricoles ou cadres de l'Office, jouissent d'une domination de type traditionnelle sur les membres de castes inférieures. Si cette domination est souvent rappelée dans les conversations, parfois sur le ton de la plaisanterie, elle semble de moins en moins effective. Un type de domination traditionnelle perdure cependant de façon plus franche entre les chefs coutumiers et les habitants de leurs villages, faisant de ces chefs les interlocuteurs préalables à privilégier systématiquement dans toute forme de relation avec les paysans. Enfin d'autres individus, comme certains leaders syndicaux, certains cadres et même de simples paysans, peuvent également bénéficier d'une domination de type charismatique. Dans ces deux catégories de jeux de pouvoir, comme dans les relations de cousinage ou le rapport à Allah, ce sont d'autres types d'arbitrage (affectifs, d'ordre sacré, respect des traditions) qui s'immiscent dans le champ des rapports formels et rendent l'organisation moins impersonnelle.

²⁹⁰ Il est par exemple fréquent que pour se préserver de l'éviction, les exploitants en grande difficulté louent illégalement leurs parcelles. Par ailleurs cette catégorie de paysans fuit systématiquement le contact avec l'administration.

Le pouvoir de l'Office sur les paysans est renforcé par une maîtrise quasi-totale des différentes zones d'incertitude. Nous l'avons vu, les compétences les plus simples en termes d'hydraulique tout comme la capacité dite d'expertise sont du côté de Ségou et des directions de zone. La maîtrise de l'environnement est également du côté de l'Office (politiques agricoles, financements disponibles, aménagements à venir, etc.), tout comme la connaissance fine des règles de l'organisation pour la gestion de l'eau (perçue comme un carcan dans les villages) ou la détention et l'échange d'informations (face à des paysans aux capacités de communication limitées). Les exploitants, conscients de leurs lacunes et de leur infériorité dans tous ces domaines (l'Office ne perdant pas une occasion de clamer leur incompétence, entretenant ainsi l'état d'esprit paternaliste des uns et attentiste des autres) font preuve d'une solidarité parfois compacte lors des confrontations avec l'administration. Cette défense intuitive contraste néanmoins avec leurs difficultés pour se regrouper derrière des idées claires à défendre... les unions s'effritent assez facilement et l'Office sait comment faire pour accélérer le processus.

Néanmoins, l'implication des Faranfasi So, de Nyeta conseil et des syndicats paysans dans des thèmes aussi variés que le contrat-plan, le fonctionnement du réseau ou ses extensions, couplée à leurs capacités croissantes de mobilisation et de communication, permet semble-t-il au bloc paysan de « peser toujours plus dans la balance ». Cet état de fait attise la défense par l'Office de ses prérogatives et s'instaure une relation fondée sur la défiance et la lutte pour la conquête du pouvoir, lancée par le mouvement de restructuration de l'administration de l'Office du Niger.

Planche 15 : Instruments de gestion de l'eau et acteurs du système



Vanne plate sur une prise d'arroseur,
zone de Macina



Manipulation d'une prise de partiteur
par un chef de partiteur,
zone de N'Débougou

Prise de distributeur sur un *fala*,
zone de Macina



Module à masque cadenassé sur une
prise d'arroseur, zone de N'Débougou



Relevés des cotes d'eau sur un partiteur
par un aiguadier, zone de N'Débougou

Chapitre 2

Description de l'intervention et analyse des résultats

Section 1 : Protocole d'action effectivement suivi sur le terrain et conséquences pour notre travail de recherche

Si comme nous l'avons expliqué nous souhaitions initialement approfondir l'idée d'un « groupe de production vidéo » en s'appuyant sur un « groupe localisé » (en réalité deux, un par zone diagnostiquée), réalistement nos contraintes temporelles ne nous permettaient ni de les constituer ni d'organiser l'ensemble des réunions nécessaires aux prises de décisions collectives souhaitées. Nous avons donc décidé de fonctionner directement sur la base d'interviews individuelles auprès des acteurs de terrain identifiés, puis de ne revenir sur le contenu des vidéos qu'en fonction des réactions exprimées au cours des réunions de projection. En contre partie cette approche plus opérationnelle (car plus rapide) nous a imposé de faire nous-mêmes un certain nombre de choix que nous avons pris l'habitude de laisser aux acteurs locaux (en particulier celui des thèmes à aborder, des questions à poser et des personnes à interviewer). Ceci rejoignait le caractère volontairement dirigiste que nous évoquions en début de chapitre. Il n'en demeure pas moins que l'approche suivie est restée participative, puisque ce sont les interventions des interviewés qui déterminaient en grande partie le contenu de la vidéo, et que nous confrontions nos choix aux points de vue des acteurs locaux (séances de projection-débat). Ici, ces derniers ne sont pas sollicités uniquement pour procéder à la validation de nos choix, mais ont réellement toute latitude pour y apporter des corrections, émettre des suggestions ou faire des critiques, et sont de surcroît fortement invités à le faire. En d'autres termes, nous avons essayé de penser à leur place, en élaborant de notre côté « un brouillon vidéo » grâce à leurs interviews et aux problèmes qu'ils semblaient juger comme les plus importants, et nous leur soumettions ce travail déjà bien avancé en réunion.

Nous pouvons diviser la démarche suivie dans le cadre de cette mission en cinq étapes, qui bien que présentées de manière successive, se chevauchent souvent dans la pratique. L'encadré suivant les présente très synthétiquement avant qu'elles ne soient détaillées par la suite :

Etape 1 : Etude préalable et choix de l'interprète (10 jours)

L'étude préalable de la zone Office du Niger présentait trois intérêts :

- L'identification des principales difficultés en termes de gestion de l'eau
- Le repérage des principaux acteurs impliqués dans cette gestion
- La détermination des zones d'intervention pour la mission

Etape 2 : Tournage des images d'appui et réalisation des interviews (Trois semaines)

Choix des personnes à interviewer, conduite d'entretiens semi-directifs, discussions informelles avec les interviewés. Nous avons par ailleurs filmé ce que les acteurs nous indiquaient et ce que nous jugions pouvoir être utile à l'illustration par ailleurs

Etape 3 : Montage des vidéos (2 semaines)

Traduction et sélection des interventions, écriture d'un commentaire off. Montage de 9 modules thématiques courts en bamanan.

Etape 4 : Projection-débat avec les acteurs locaux et remontage des vidéos (deux semaines)

Réunion de Niono avec 80 représentants variés du système d'acteurs, directement impliqués dans les vidéos (ou très concernés), avec trois objectifs :

- faire réagir les différents groupes d'acteurs sur les thèmes abordés dans les vidéos
- confronter les choix de contenu et de montage aux regards critiques des acteurs locaux de manière à les améliorer et les finaliser
- favoriser la formulation de propositions d'actions concrètes visant à résoudre les problèmes évoqués dans les vidéos

Réunion de Molodo avec 25 personnes plus étrangères au diagnostic, pour le valider, le compléter, et mesurer sa portée.

Remontage et complémentation des vidéos en fonction de ces réunions. Elaboration du support final.

Etape 5 : Projection aux décideurs politiques et financiers

Projection de restitution aux cadres de l'Office du Niger pour contrôle.
Projection aux décideurs.

1.1 Etape 1 : Etude préalable et choix de l'interprète

Nous avons consacré pleinement nos 10 premiers jours de terrain à la réalisation d'une étude préalable de la zone Office du Niger. Cette étude, réalisée au travers de lectures bibliographiques (fortement entamées lors du mois précédent l'intervention), d'observations de terrain et des premières enquêtes auprès de quelques acteurs locaux de la gestion de l'eau (agents de l'ON aux différents niveaux hydrauliques et paysans), visait trois objectifs :

➤ **L'identification des principales difficultés en termes de gestion de l'eau :** c'est en croisant les données issues de l'étude préalable que nous avons identifié a priori puis listé ce qui apparaissait à nos yeux comme les principaux problèmes relatifs à la gestion de l'eau. Si par la suite cette liste nous a permis de mener et donc d'orienter en partie nos entretiens filmés, le choix définitif des thèmes effectivement développés dans les vidéo-diagnostic finales fut

majoritairement fait par les acteurs eux-mêmes, selon leurs propres façons de prioriser les problèmes de gestion de l'eau les concernant, lors des interviews, puis en réunion.

➤ **Le repérage des principaux acteurs impliqués dans la gestion de l'eau et de leurs modes de coordination** : cette identification est le résultat de notre compréhension du fonctionnement hydraulique du périmètre irrigué (du chemin suivi par l'eau depuis le barrage de Markala jusqu'à la parcelle, puis le réseau de drainage) et des différentes interactions humaines impliquées tout au long du parcours de l'eau. Cette analyse fut elle aussi affinée et nos choix remis en question tout au long de la réalisation des vidéos.

➤ **La détermination des zones d'intervention pour la mission** : le travail de diagnostic participatif en vidéo et son processus d'exploitation, pour produire une avancée collective, nécessitait de s'intéresser à des groupes sociaux présentant une unité géographique et relationnelle relativement forte dès le départ (cf. supra). La méthodologie que nous cherchions à tester reposait sur l'établissement d'un dialogue nouveau entre les acteurs, et le tissu social constituait en quelque sorte le ciment sur lequel se construisait peu à peu la démarche participative. Ceci a impliqué que les zones d'étude choisies pour l'intervention ont été assez restreintes, de façon à ce que les acteurs impliqués se connaissent déjà, évoluent au sein d'un même périmètre, et disposent des mêmes références, des mêmes exemples pour illustrer leurs points de vue - qui eux peuvent être différents -, en bref qu'ils soient interdépendants dans leur gestion quotidienne de l'eau d'irrigation (pour permettre l'établissement d'une base commune de discussion et justifier son intérêt). Le choix des zones d'intervention n'étant pas neutre vis-à-vis des résultats, notre zonage devait répondre à des critères précis de sorte que les zones choisies pour l'intervention soient sinon représentatives, du moins pertinentes à l'échelle de l'ensemble de l'Office. Il était donc l'un des objectifs majeurs de la phase d'étude préalable.

Le principal constat résultant de cette étude fut le suivant : les infrastructures d'irrigation, par leurs caractéristiques techniques, leur vétusté et leur degré de dégradation déterminent en grande partie le mode de gestion de l'eau en vigueur à un endroit donné. Ce critère nous est apparu comme très largement déterminant, même face aux critères sociaux, ou à la qualité des sols par exemple. Une délimitation pertinente de zones contrastées devait donc *a priori* se faire à une échelle inférieure à celle des grandes unités administratives de l'Office (la « zone » Office du Niger, puis le casier), ces dernières n'étant pas homogènes en termes d'infrastructures.

Ainsi nous nous sommes fondés sur les aménagements parcellaires pour définir 4 grands types de « zones » :

- non réaménagée
- réaménagée sur le mode « clef en main » (Rétail, Arpon ou assimilés²⁹¹, plus ou moins récents)
- réaménagée sur le mode « participatif » (où l'aménagement du parcellaire et du réseau tertiaire sont exécutés par le paysan, ou bien une partie de ce travail est simplement remboursée par le paysan après exécution par une entreprise)²⁹²
- hors casiers (non confortés, c'est à dire non officialisés par l'Office du Niger)

Deux arguments nous ont conduits à écarter les zones de Macina et Kouroumari. Tout d'abord la région centrale de l'Office (Niono, N'Débougou et Molodo) présente toute la diversité des situations exposées ci-dessus. Ensuite, et puisque les termes de références stipulaient

²⁹¹ Les différences entre Rétail et Arpon tendent à diminuer, notamment par la généralisation des modules à masques sur partiteurs et arroseurs à la place des anciennes vannes plates Arpon, la latérisation des cavaliers, etc.

²⁹² La question se pose vraiment de savoir si les aménagements tertiaires réalisés par les entreprises sur financements paysans et ceux réalisés par les paysans eux-mêmes sont assimilables. Vraisemblablement non. Mais à l'heure actuelle il n'existe qu'un seul casier où les travaux tertiaires ont ainsi été exclusivement effectués par une entreprise. Dans la majorité des cas les entreprises sont venues achever, et souvent sommairement, les travaux entamés par les paysans (c'est le cas par exemple de la réhabilitation à Sokourani). Les différences en termes de qualité ou d'efficacité des aménagements ne sont donc pas flagrantes sur le terrain.

l'étude de deux zones au minimum (au sens de zones administratives de l'Office), la proximité géographique entre les trois zones centrales faisait logiquement de cet endroit la meilleure option pour optimiser le travail de terrain. La phase de réalisation des vidéos devant être courte, conformément à nos objectifs de recherche, mais aussi aux termes de référence – afin de pouvoir consacrer plus de temps aux débats et à la concertation autour des vidéos – la dispersion géographique aurait assez fortement compliqué notre tâche. La proximité nous a permis par ailleurs de nous intéresser ponctuellement à d'autres situations (comme par exemple celle du casier « Rétail 4 », zone de Niono, dont les agents de terrain de l'Office nous ont beaucoup parlé lors des interviews), et de réunir plus aisément lors des projections des gens provenant de zones différentes – dans l'objectif de regards croisés et d'échanges d'expériences –.

Pour finir nous avons délibérément écarté l'idée de travailler avec des villages hors casiers car, ne faisant pas partie de l'Office du Niger, leurs modes de gestion de l'eau et leurs difficultés n'intéressent pas directement notre commanditaire puisqu'ils n'ont là-dessus que très peu de marge de manœuvre. Cependant les hors-casiers constituent un aspect très important du fonctionnement hydraulique du périmètre irrigué. En effet ces champs sont alimentés en eau à l'aide de barrages et de canaux, illégalement installés et creusés au contact des grands drains collecteurs ou des canaux de la zone. Cette irrigation repose donc en partie sur les surplus d'eau déversés volontairement ou non par les villages de l'Office. Ainsi certaines pratiques perçues comme de véritables « gaspillages d'eau » par l'administration de l'Office ne le sont certainement pas aux yeux des paysans de la zone qui laissent sciemment s'écouler l'eau jusqu'aux champs de leurs cousins, ou enfants, installés hors casiers derrière leur village.

Compte tenu de notre volonté d'étudier trois types d'aménagements différents (« non réaménagés », « clef en mains » et « participatifs ») dans les zones centrales à l'exclusion de celle de Niono, considérée comme vraiment « surpâturée » par la recherche, et nous appuyant en partie sur la connaissance de la zone de notre interprète afin de déterminer les villages répondant à certains critères sociaux (origine ethnique notamment, présence de non-résidents, forte ou faible cohésion sociale, etc.), techniques (types d'aménagements) et logistiques (accessibilité), nous avons finalement choisi les villages de Sokourani (« réaménagé participatif », zone de Molodo), de Pando Camp (« non réaménagé », zone de Molodo) et de Tiémédély Coura (« réaménagé clef en main », zone de N'Débougou). Nous verrons qu'à l'issue du processus ces choix ont fait l'objet de diverses critiques.

Pour finir, nous devons choisir notre interprète selon les critères exposés plus hauts. La personne que nous avons trouvée vit à Niono depuis plus de 10 ans et nous a été conseillée par les ONG locales et certains consultants étrangers. Il a travaillé comme traducteur et enquêteur dans le cadre de nombreuses investigations de recherche menées auprès des villages de la zone Office, avec différentes équipes de différents organismes et sur des sujets très divers (recherches agronomiques, économiques, en santé publique ; menées par des équipes malienne, française, des ONGs ou encore des bureaux d'études étrangers). Connus de tous et connaissant tout le monde dans la zone, il a néanmoins pris soin de refuser les incessantes propositions de se rallier à un parti, une chefferie, et a su garder des liens cordiaux avec tous les acteurs locaux. Il s'agit évidemment d'un profil d'exception qui convenait particulièrement bien à notre intervention.

1.2 Etape 2 : Tournage des images d'appui et réalisation des interviews

Conformément à notre planning, nous ne disposions que de trois semaines pour effectuer le tournage, afin de conserver suffisamment de temps pour réaliser le montage des vidéos, leur exploitation en groupe et les dernières modifications.

1.2.1 Choix des personnes à interviewer

Nous avons dans un premier temps interviewé l'ensemble de la chaîne d'acteurs intervenant dans la distribution de l'eau et l'entretien du réseau (simples paysans, chefs d'arroseur et chefs de partiteur du côté des agriculteurs ; puis aiguadiers, chefs casier, et chefs gestion eau du côté de l'encadrement de l'Office), et ce au niveau de chacun des trois villages choisis, ainsi qu'à une échelle plus englobante au niveau primaire (équipe chargée des manipulations du barrage et des grands ouvrages, curage de canaux adducteurs). Il s'agissait à chaque échelon d'identifier les difficultés de gestion et de faire s'exprimer à ce sujet les différents acteurs concernés.

Au sein des villages, nous nous présentions tout d'abord au chef du village à qui nous exposions précisément les principes et le déroulement du diagnostic vidéo en mettant l'accent sur la possibilité qui était ainsi donnée aux paysans impliqués de faire entendre leurs voix auprès des principaux décideurs, qu'ils soient administratifs, politiques ou financiers. Nous prenions également le temps d'expliquer l'organisation des projections-débat prévues et d'insister sur l'importance de leur présence, afin de s'assurer d'avoir bien compris leurs positions et de pouvoir établir un véritable dialogue entre eux, l'Office, les bailleurs, les chercheurs, etc. Puis nous expliquions au chef quelles étaient les raisons justifiant notre venue dans ce village, le type de difficultés que nous pensions pouvoir y trouver et enfin les types d'acteurs paysans que nous voulions *a priori* interviewer au sujet de ces problèmes. Ensuite le scénario était toujours le même : il discutait longuement avec ses principaux conseillers avant de statuer sur qui nous devons rencontrer et interviewer, et sur les sujets qu'il fallait selon eux mettre en avant dans la vidéo. Une fois obtenu l'aval du chef, nous ne rencontrions plus aucune difficulté au sein du village pour filmer quoi que ce soit ou qui que ce soit. En général quelqu'un était délégué par le chef de village afin de nous accompagner et de s'assurer de la pleine coopération de tous.

Avec les membres de l'Office du Niger, les interviews devaient être planifiées. Munis de la lettre signée par le PDG qui demandait aux administrations des zones de collaborer avec nous, nous passions par le directeur de zone avant de rencontrer le chef gestion eau. En fonction de nos demandes celui-ci convoquait ses agents de terrain pour un rendez-vous afin de réaliser les interviews. Le temps disponible ne nous permettant guère d'interviewer de nombreux agents de terrain, nos choix se sont naturellement portés sur les agents impliqués dans la gestion de l'eau destinée aux villages choisis pour le diagnostic.

1.2.2 Conduite des entretiens

Bien que nous ayons utilisé un guide d'interview construit autour des thèmes choisis par le commanditaire et des problèmes identifiés par nos soins lors de l'étude préalable, le principe de ces entretiens a consisté en se mettre à l'écoute et faire s'exprimer les gens sur ce qu'ils considéraient être leurs difficultés quotidiennes. Ainsi au fur et à mesure des interviews, les spécificités de chaque village et de chaque acteur ont été progressivement identifiées et les questions ont été précisées. Les interviews ont été réalisées *in situ* : près des canaux, sur le lieu de travail de la personne interviewée ou sur le lieu d'occurrence de la difficulté évoquée. Nous avons demandé à chaque personne interviewée de choisir, si elle le souhaitait, ce qui devait être filmé pour illustrer son discours.

Les discussions informelles suivant les interviews nous permettaient de revenir sur les points clefs de l'entretien de façon à s'assurer d'avoir bien compris le positionnement général de l'interviewé et sa conception des problèmes de gestion d'eau. « Est-ce bien là le fond de son propos ? Est-ce un point de vue particulier ou le partage-t-il avec d'autres acteurs ? Quelle est à ses yeux la principale difficulté qu'il faut pouvoir dépasser en termes de gestion de l'eau ? » Etc. Ceci devait ensuite nous faciliter les choix de montage relatifs à son interview. Cet entretien nous servait de guide pour la sélection des morceaux choisis dans chaque interview en minimisant les risques d'erreur, erreurs qui de toute façon devaient être corrigées par les participants eux-mêmes au moment des projections-débats.

Planche 16 : Images de la phase de tournage



Interview d'un chef casier devant son distributeur, zone de Molodo

Interview d'un chef d'arroseur au village, zone de Molodo



Interview d'un chef de village, zone de Molodo



Suivi d'un aiguadier lors de sa tournée de terrain, zone de Molodo

1.3 Etape 3 : Montage des vidéos

Les vidéos devaient être des outils permettant de favoriser les discussions entre acteurs autour des problèmes identifiés afin de faciliter l'émergence de propositions collectives, si possible consensuelles. Pour l'animation de ces réunions nous avons donc fait le choix de monter des vidéos thématiques courtes, en *bamanan* et sous-titrées en français. En plus de présenter les points de vue des différents acteurs, ces vidéos devaient permettre de fournir à tous les informations nécessaires à la bonne compréhension des sujets abordés.

Le montage a été précédé par un travail, considérable, de traduction mot à mot de l'ensemble des interviews réalisées pour nous permettre d'en sélectionner les passages que nous considérons comme les plus pertinents, ainsi que ceux qui reflétaient au mieux l'état d'esprit de l'interviewé, son positionnement (et ce même si à nos yeux il pouvait apparaître « peu pertinent », ou moins que d'autres passages). L'exercice de montage était guidé par le respect du contenu des discours recueillis et des images choisies et privilégiait le fond à la forme.

L'ensemble des choix de montage ont été faits après divers échanges entre la mission, Klaartje Vandersypen et l'agroéconomiste de la cellule VISION, mais nous sommes dans tous les cas restés maîtres du contenu des premières versions des vidéos.

Bien qu'à l'origine nous souhaitions éviter autant que possible d'avoir recours à un commentaire-off, de manière à concevoir des vidéos uniquement constituées d'interviews d'acteurs locaux, nous nous sommes finalement sentis contraints d'y faire une nouvelle fois appel. La première raison est qu'il est difficile avec des interviews ouvertes, dans lesquelles les informations importantes ne sont (*a priori*) pas connues à l'avance, d'obtenir une suite « naturellement » cohérente d'interviews. Certains morceaux choisis parmi les entretiens peuvent sembler s'enchaîner logiquement mais ce n'est jamais le cas de l'ensemble des morceaux sélectionnés pour constituer un module vidéo complet. Le principe d'un scénario non écrit à l'avance, mais au contraire totalement déterminé par le contenu des interviews effectuées (puis par le contenu des réunions de projection-débat), conduit nécessairement à ce type de difficultés. Si l'on souhaite, comme c'était notre cas, que chaque module se suffise à lui-même, c'est-à-dire ne nécessite pas nécessairement au moment de sa projection la présence de quelqu'un ayant participé à sa réalisation²⁹³ alors il faut que les informations nécessaires à sa compréhension et surtout à une cohérence d'ensemble soient contenues dans le module. C'est le rôle du commentaire-off. Si dans certaines conditions d'intervention (notamment celles d'un projet se déclinant sur longue échelle de temps), on pourrait, semble-t-il, se contenter d'une simple succession d'entretiens portant sur un même thème, ce n'était pas notre cas. N'ayant aucune certitude sur le comment ou le pourquoi de l'utilisation future des vidéos après notre départ, il était important de se prémunir de toute manipulation postérieure éventuelle, en mettant des garde-fous au sein même des modules. Par ailleurs le premier module intitulé (de façon originale) « Présentation de l'Office du Niger », dont l'objectif principal était de donner accès à tous aux informations essentielles permettant de saisir le fonctionnement hydraulique de l'Office du Niger dans son ensemble, ne pouvait être conduit que par un commentaire-off. En revanche nous avons pris soin de ne procéder à aucune interprétation ni même synthèse des discours par le commentaire, qui n'est utilisé que pour faire les liens entre interviews de manière relativement neutres et mettre le doigt sur les points d'accords et de désaccords. Le commentaire joue ainsi le rôle de guide, mais permet aussi dans certains cas de prendre des gants vis-à-vis de certains discours très sujets à controverse. Malgré sa nécessité nous avons fait notre possible pour limiter son importance dans les modules. Certains s'en passent même complètement.

NB : À la suite des deux principales réunions de projection-débat, il nous a semblé utile en termes d'animation de recourir à la fin de chaque module à un panneau texte²⁹⁴ essayant en trois ou quatre questions du type « comment faire pour... » de reformuler les problèmes tels que perçus par les acteurs impliqués dans le processus. Il aurait été sans doute intéressant de le faire avant ces réunions, pour voir comment ces formulations étaient accueillies et reprises par ceux qui les avaient inspirées et comment elles étaient susceptibles de guider les réflexions individuelles et collectives lors des débats.

²⁹³ Plus loin dans ce travail, la question de la valorisation du produit vidéo, une fois achevé le temps imparti à la mission de terrain, fera l'objet d'une discussion soutenue

²⁹⁴ Simple texte incrusté à l'écran dans la vidéo

Nous avons finalement abouti à la réalisation de 9 modules vidéo thématiques²⁹⁵, de 5 à 18 minutes chacun, diffusables indépendamment les uns des autres (à l'exception des trois modules sur l'entretien des infrastructures qui forment un tout) selon les thèmes que nous ou le public souhaitions voir abordés au cours des réunions. Certains thèmes évoqués lors des interviews, qui sortaient clairement du cadre de la gestion de l'eau telle que définie lors de la réunion de cadrage mais dont la pertinence semblait essentielle (à nous ou aux personnes interviewées), ont fait l'objet du 9^{ème} module, présenté dans la dernière version du produit vidéo sous forme d'un « bonus » du diagnostic, sous le nom d'« interventions complémentaires ».

La présence moins importante de la voix off et l'absence de véritable narration aboutissent à des vidéos maliennes plus « brutes », moins « esthétiques » que la vidéo réalisée en Equateur. Ces vidéos, plus courtes et plus thématiques, permettent de séquencer, de baliser en quelques sortes le processus de réflexion collective que l'on souhaite favoriser suite aux projections. Ainsi le contenu de ces modules est plus « ouvert » que celui de la vidéo de Tena, mais à l'inverse la méthode d'animation suivie est plus « fermée » : le principe même de diffuser successivement (et dans un ordre précis) les modules vidéos fige quelque peu les diverses étapes à suivre lors du débat.

1.4 Etape 4 : Projection-débat avec les acteurs locaux et remontage des vidéos

1.4.1 Invitations aux réunions

Nous avons eu la possibilité d'organiser deux réunions multi-acteurs distinctes. La première eut lieu à Niono. Nous y avons invité dix paysans de chacun des trois villages impliqués dans le processus, dont faisaient partie en priorité ceux qui avaient fait l'objet d'interviews. Les agents de l'ON (cadres et agents de terrain) des trois zones de Niono (qui recevait la réunion), de N'Débougou et de Molodo (qui étaient les sujets des vidéos), étaient tous officiellement invités par la cellule VISION. Enfin les syndicats paysans, les principales organisations locales impliquées soit dans la gestion de l'eau soit dans le conseil auprès des exploitants et les délégués généraux paysans étaient également invités. Un représentant du SAH avait fait le déplacement spontanément depuis Ségou ainsi que les principaux responsables de la cellule VISION, curieux de constater par eux-mêmes l'impact du recours à la vidéo comme outil de restitution de diagnostic. Au total ce sont un peu plus de 80 personnes qui ont assisté à cette réunion (dont plus de 50% de paysans).

Rappelons qu'elle devait permettre de revenir au besoin sur les choix de montage, quitte à devoir tourner de nouvelles images ou interviewer d'autres acteurs. Et d'autre part la réunion constituait un bon moyen pour partager ce travail de diagnostic simultanément avec une grande partie des acteurs concernés par la gestion de l'eau, de façon à susciter un dialogue reposant sur une base d'informations commune et rechercher ensemble des solutions ou des pistes d'amélioration de la situation. Il était donc important de s'assurer de la présence du plus grand nombre, et nous avons ainsi organisé le transport gratuit des paysans et les avons dédommagés symboliquement pour la demi-journée de travail « perdue ». Nous nous sommes rendus plusieurs fois dans les villages pour s'assurer qu'ils s'étaient bien organisés entre eux pour être présents... Et le jour venu, les paysans étaient finalement plus nombreux que prévu. Du côté de l'Office, des syndicats, des ONGs, et des délégués généraux nous avons fait en sorte qu'une invitation officielle leur soit adressée par l'Office du Niger. En dehors de ces invitations explicites, la réunion se voulait ouverte à tous.

²⁹⁵ Présentation de l'ON ; distribution et drainage de l'eau ; entretien au niveau primaire, secondaire, tertiaire ; suivi des consommations ; aménagements participatifs ; zones non réhabilitées ; interventions complémentaires

1.4.2 Animation des réunions

La réunion fut programmée le matin et devait durer de 9h à 13h. La salle de réunion nous a été prêtée par la direction de la zone de Niono. Nous avons cherché d'autres salles de façon à éviter de renforcer plus encore le poids de l'Office dans les débats, mais la ville de Niono n'offre aucune alternative²⁹⁶. Organiser une réunion extérieure était certainement la meilleure solution mais cela aurait été techniquement compliqué (groupe électrogène) et difficile à organiser rapidement. Et cela n'aurait pas encouragé la venue des agents de l'ON. De même pour cause de désistement de dernière minute, nous avons été contraints de confier l'animation de la réunion au chef de la cellule VISION, ne souhaitant pas alourdir son déroulement en l'animant nous-mêmes. Cela aurait demandé une traduction simultanée du français au bambara, qui nous aurait inévitablement conduits à passer à côté d'informations importantes, et à être entièrement soumis au filtrage cognitif effectué par notre interprète - consciemment ou non-. Par ailleurs l'un d'entre nous était occupé à filmer l'ensemble des interventions durant la réunion, afin de nous donner la possibilité de rajouter à la suite des différents modules les interventions que nous aurions jugées comme étant les plus représentatives des réactions et de l'avancement de la réflexion collective. Pendant ce temps le second prenait des notes repères grâce à une traduction simultanée grossière. Mais ce choix par défaut de l'animateur eut des conséquences importantes sur le déroulement de la réunion comme nous le verrons par la suite.

1.4.3 Objectifs de la réunion

- faire réagir les différents groupes d'acteurs sur les thèmes abordés dans les vidéos, et en particulier sur les différences et les similitudes entre les divers points de vue qui y sont exprimés et illustrés
- confronter les choix de contenu et de montage aux regards critiques des acteurs locaux, de manière à supprimer, compléter ou corriger des morceaux d'interviews et même des images jugées déplacées ou inadéquates par tout ou partie des acteurs présents
- favoriser la formulation de propositions d'actions concrètes visant à résoudre les problèmes évoqués dans les vidéos

1.4.4 Elargissement de la portée du diagnostic

Une seconde réunion fut organisée le lendemain dans la zone de Macina, où nous n'avions pas travaillé (hormis quelques visites de terrain durant la phase d'étude préalable). L'objectif de cette réunion était de voir si les questions soulevées par le diagnostic étaient également pertinentes là-bas. Il s'agissait également de recueillir, en réaction aux vidéos, les points de vue et problèmes spécifiques à cette zone, de manière à compléter le diagnostic.

25 personnes étaient présentes (dont un peu plus de 40 % de paysans). N'ayant pu nous occuper personnellement de l'organisation, nous avons envoyé à la direction de la zone de Macina une liste d'acteurs types, ou plutôt de fonctions relatives à la gestion de l'eau (aiguadier, irrigants, éclusiers, etc.), que nous souhaitions voir représentées à la réunion, charge à elle de les inviter. Cette réunion fut également animée par le chef de la cellule VISION et nous avons procédé au dédommagement des présents -paysans comme agents de l'ON-.

Suite à ces réunions nous avons repris le contenu des vidéos, corrigeant ce qui devait l'être selon les critiques formulées par l'ensemble des acteurs ou précisant simplement certains points. Nous avons finalement ajouté à la suite de chaque module les interventions issues des

²⁹⁶ Notons néanmoins que chez les bambaras celui qui reçoit est l'obligé, et doit le plus grand respect à celui qui se déplace pour venir le voir.

réunions qui apportaient de l'information par rapport aux vidéos initiales ou formulaient des propositions d'action concrètes. Derrière cette méthode, l'idée était de garder une mémoire du cheminement collectif effectué au travers du diagnostic. Cela devait ainsi permettre de disposer d'une référence pour poursuivre ultérieurement la dynamique enclenchée, et permettre de la restituer telle quelle à d'autres acteurs plus difficiles à impliquer dans la démarche.

Planche 17 : images de réunions de projection



Projection d'un module sur l'entretien lors de la réunion de Niono



Prise de parole lors du débat de la réunion de Niono



Photos de la réunion de Macina

1.5 Etape 5 : Projection aux décideurs politiques et financiers

L'objectif de cette étape était de s'assurer avant de quitter le Mali que le contenu de ce diagnostic soit porté à la connaissance des cadres administratifs et des principaux bailleurs de fonds investissant dans la zone Office. Ce devait être un moyen de favoriser un contact presque direct entre les acteurs quotidiens de la gestion de l'eau à l'Office et ses principaux financeurs, qui n'ont que rarement le temps ou le courage d'aller eux-mêmes récupérer ces

informations sur le terrain. Cette projection était par ailleurs pour nous l'occasion d'étudier l'impact de cette méthode sur la perception de la situation par ces décideurs (par comparaison aux rapports écrits, pas toujours faciles à lire et souvent très abstraits malgré eux). L'idée était de bousculer légèrement les rapports habituels entre décideurs, et entre décideurs et acteurs de terrain, afin de les amener à réfléchir ensemble aux différents problèmes et solutions soulevés par le diagnostic.

Du fait du caractère forcément officiel de ce type de rencontre et des risques éventuels qui y sont associés, la direction générale de l'Office du Niger a exigé de visionner le diagnostic en présence de ses principaux cadres avant de convoquer la réunion. Cette réunion de contrôle a réuni près de 50 personnes, tous hauts responsables de l'Office du Niger. Les réactions ont été très mitigées à propos de l'intérêt et des conséquences de sa présentation aux bailleurs de fonds, mais finalement le PDG a tranché en faveur de la diffusion.

Nous reviendrons sur le déroulement de cette dernière réunion à l'occasion de l'analyse des données, mais nous pouvons d'ores et déjà dire que malheureusement, alors que les invitations²⁹⁷ avaient été correctement préparées par la cellule VISION, elles n'ont ensuite jamais été envoyées par le secrétariat général (qui pensait que VISION s'en occuperait). Une erreur logistique a donc conduit à une réunion où seuls étaient présents des représentants de l'AFD et de l'Union Européenne que les responsables de VISION avaient eu la bonne idée de prévenir par mail.

Nous pouvons maintenant décrire de manière détaillée la prise en charge des fonctions de production vidéo lors de cette intervention. Cette caractérisation est présentée dans le tableau en annexe 20.

Section 2 : Description du processus de concertation lié au projet

Après nous être concentrés sur la démarche d'intervention en tant que telle, caractérisons maintenant le processus de concertation qu'elle a ponctuellement permis de supporter, notamment en le replaçant dans le cadre plus large des interrelations qui pré-existaient au projet et de celles qui se sont développées en écho à notre intervention.

Rappelons que l'enjeu de cette concertation était l'amélioration des pratiques de gestion de l'eau au sein du périmètre irrigué. Il s'agissait ainsi au travers de l'établissement d'un dialogue entre paysans, représentants paysans, cadres et agents de l'Office, représentants syndicaux, ONGs locales et éventuellement des représentants des PTF²⁹⁸ et quelques experts étrangers, d'identifier les difficultés concrètes, quotidiennement rencontrées dans l'application des règles actuelles de gestion de l'eau, et de rechercher collectivement des solutions et des alternatives. Les aspects techniques, économiques et socio-organisationnels ont donc été abordés.

2.1 Considérations autour des participants

Les participants au processus de concertation se voient étroitement liés, dans un premier temps en tout cas, aux dynamiques de dialogue déjà en place avant l'intervention et au choix des participants directs au projet de Vidéo Participative. En ce sens, et pour reprendre le vocabulaire lié aux fonctions, la totalité des producteurs (cf. tableau en annexe 20), acteurs et spectateurs sont nécessairement concernés par au moins une des phases de la concertation. Mais selon les fonctions remplies, l'implication et l'importance de chacun dans la concertation varient. Ainsi, les interviewés (à la fois producteurs de par leur influence sur le scénario, acteurs

²⁹⁷ Union Européenne, Banque Mondiale, Coopération allemande, Coopération hollandaise et Agence Française de Développement

²⁹⁸ Partenaires Techniques et Financiers

des vidéos et spectateurs des réunions en fin de processus) sont les personnes clefs puisqu'elles font le lien entre les différentes phases de la concertation assistée par vidéo. A l'opposé différents membres du groupe des producteurs n'y participent que très ponctuellement (comme par exemple la chercheuse hollandaise associée à la réalisation), voire de très loin si l'on considère qu'au travers de son financement l'Union Européenne appartient également à ce groupe. Par ailleurs ces participations ponctuelles se traduisent le plus souvent par des interactions uniquement avec la mission (les autres acteurs n'étant dans ce cas représentés que par le biais des vidéos).

On devine donc que le choix des personnes interviewées est crucial, et que leur rôle de porte-parole dépasse largement le cadre de la simple vidéo, défendant leurs points de vue lors des réunions au-delà des interviews. Par ailleurs, l'identification des spectateurs des projections est également très importante puisqu'elle permet une forme d'élargissement des participants à la concertation, qui plus est pour une phase critique du processus au cours de laquelle sont réunis dans une même salle les différents acteurs -au sens stratégique- de la gestion de l'eau, pour un débat « officiel » dans lequel les attentes en termes de prises de décisions sont (peut-être à tort) fortes. On y vient en représentation, avec des revendications, par curiosité, par devoir, mais quoi qu'il en soit c'est à ce grand symposium que la plupart des observateurs associent « la » concertation.

Les réflexions que nous avons conduites autour du leitmotiv du collectif dans ces dispositifs (cf. P1, Chapitre 2, § 2.3), et notamment les critiques du principe d'exhaustivité, trouvent ici un écho intéressant. D'un côté, tous les acteurs jugent individuellement leur présence légitime et nécessaire (les représentants syndicaux nous ont d'ailleurs reproché leur association tardive au processus). De l'autre, la réunion de ces différents participants permet bel et bien un dépassement des blocages de type structurel dont pâtiennent les concertations plus habituelles, souvent bipolaires, dans lesquelles les paysans ou leurs représentants se retrouvent confrontés à l'Office. Ces face-à-face se résument souvent à l'expression concrète de la relation que nous avons décrite dans la partie historique et le système d'acteur (noyautage par l'Office, pressions sur les décisions, conservation des espaces de pouvoir des uns et des autres, etc.). La présence de représentants syndicaux, de membres de la société civile (ONGs, organisations paysannes) et d'« experts étrangers » lors des réunions tend évidemment à diminuer ce mode de fonctionnement, sans doute au prix du mécontentement (et donc de divers freinages) de ceux qui ont l'habitude d'en tirer profit.

Si nous estimons être relativement bien parvenus à éviter l'écueil du travail exclusif avec les leaders sociaux (cf. P1, Chapitre 2, § 2.3) dans les premières étapes de notre intervention (avant les réunions), en travaillant avec de « simples » exploitants ou des agents de terrain de l'Office, leur influence a cependant été beaucoup plus importante lors des projections. L'absolue nécessité (en termes diplomatique et fonctionnel) d'y convier certains hauts fonctionnaires et leaders paysans a ouvert la porte à différents excès de représentation, quelques épisodes de « combat des chefs », et même à un certain « muselage hiérarchique » des agents de terrain, regrettable. Même si ces dérives nous sont malgré tout apparues raisonnables et limitées, surtout en comparaison de ce qui a pu se passer en Bolivie, nous avons encore une fois noté dans ce contexte le rôle important que pouvait jouer la vidéo pour permettre l'expression de cette masse silencieuse par le biais des interviews.

Notre volonté de conserver des possibilités d'ouverture progressive a bien fonctionné lors de cette concertation malienne. La projection de Niono a été l'occasion d'impliquer de nouveaux membres du système de gestion intentionnelle (les délégués généraux, les syndicats, etc.) qui n'avaient pas participé à l'élaboration des vidéos. La projection de Macina a permis, tout comme le bouche à oreille, de susciter le même type de réflexion en d'autres lieux. Enfin les vidéos finales, remontées avec les extraits des réunions, se sont révélées efficaces pour incorporer rapidement les décideurs (cadres maliens et PTF²⁹⁹) au processus. La vidéo est donc finalement

²⁹⁹ Partenaires Techniques et Financiers

devenue une mémoire du processus, facilitant son appropriation par des acteurs extérieurs aux étapes initiales de l'intervention. Mais nous allons voir que cette ouverture a posé de manière encore plus forte la question de la prolongation de la dynamique dans le temps.

2.2 La concertation dans le temps et dans l'espace

Nous discuterons brièvement de ces deux dimensions sur la base d'un schéma, une « tramographie » inspirée des représentations proposées par Laurans, Y., Dubien I. et *al.*, 2001. L'axe horizontal y regroupe le passage du temps et celui des étapes du projet, tandis que sur l'axe vertical nous répartissons les différentes concertations constatées (c'est la réunion de ces concertations constatées qui définit ici l'espace de concertation dans son ensemble). Nous y représentons en noir les concertations prévues, instituées, et en blanc les concertations spontanées, non décrétées.

Le « tramogramme » est présenté en page suivante (figure 19).

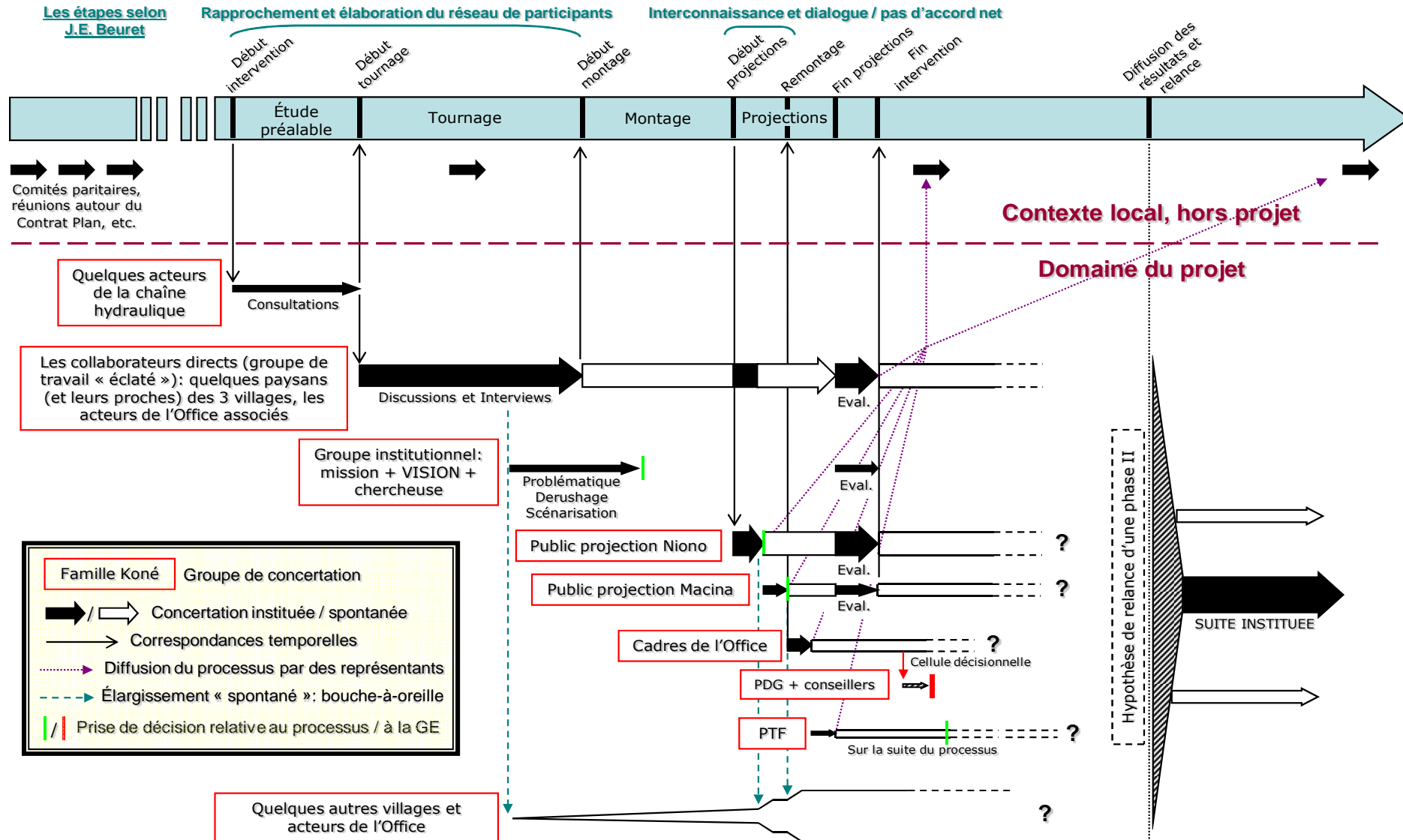


Figure 19 : TRAMOGRAMME DES ESPACES DE CONCERTATIONS ASSOCIES AU DIAGNOSTIC VIDEO

Les « groupes » avec lesquels s'est déroulée la concertation sont multiples. Ce ne sont souvent pas des espaces concrètement délimités, ni des ensembles de personnes nécessairement toutes en présence (comme c'est le cas pour les projections ou le « groupe institutionnel »), mais des ensembles mouvants et éclatés tel que le groupe de travail, que nous qualifions dans le schéma de « collaborateurs directs » puisqu'il correspond en réalité à des lieux géographiques (les 3 villages choisis, les bureaux de l'Office associés...) et des acteurs (quelques paysans et leurs proches, les aiguadiers des villages, etc.) multiples.

Le schéma souligne également l'importance des différentes concertations non instituées dans la dynamique d'ensemble, certaines étant réellement spontanées (dans les autres villages de l'Office, par exemple), d'autres plutôt de type interstitiel, puisque venant se glisser entre deux temps de réflexion prévus par le projet (comme dans le cas des collaborateurs directs). D'un point de vue externe d'analyste, ces réflexions ou discussions sont constatées sans réellement connaître la nature précise des échanges. Il est néanmoins important de les faire figurer pour appréhender la concertation dans toute sa complexité : par exemple, lorsque nous sommes repassés dans les villages du « groupe de travail éclaté » avant la première projection, les paysans s'étaient regroupés à plusieurs reprises de leur propre chef pour parler de leur participation à ces réunions ; quelques jours après la projection de Niono nous avons surpris une conversation entre plusieurs agents de l'Office, à l'ombre d'un arbre, au sujet du déroulement et du contenu des débats ; de nombreux exploitants de villages qui n'étaient pas concernés par le diagnostic se manifestaient, souvent auprès de notre interprète, pour l'informer de leur prise de connaissance de ce qui se déroulait (pointillés turquoises), le féliciter du travail accompli, et demander à se joindre personnellement au processus ou d'élargir ce dernier à leur village... ces différentes phases, plus anonymes, sont essentielles pour soutenir la concertation dans son ensemble, car c'est sans doute lors de ces échanges plus personnels que se modifient réellement les perceptions ou se décident les positions individuelles qui seront défendues par la suite en réunions multi-acteurs.

Nous avons également figuré explicitement l'influence du projet vidéo sur les concertations plus routinières de gestion de l'eau (pointillés lilas), telles que les réunions officielles de comités paritaires, les réunions de discussion du Contrat Plan, ou les réunions de villages ou entre cadres de l'Office : ceux qui ont pris part aux différentes phases de concertation établies autour de la vidéo exportent par leur participation au sein de ces autres espaces de rencontres l'influence qu'à eu le processus sur eux, jouant le rôle de « personnes passerelles ».

En dehors de la multitude de choix faits individuellement par les acteurs au cours du processus (sur leurs positions, leur investissement, leur interventions, etc.) et qui le plus souvent demeurent imperceptibles à court terme, nous avons souligné 6 prises de décisions plus collectives (marquées d'un trait vert ou rouge) qui nous sont apparues centrales dans le processus.

C'est tout d'abord celle du groupe institutionnel qui s'est accordé sur une manière de présenter la problématique locale (les 9 vidéos avec leurs thèmes, leurs contenus, etc.) sur la base des interviews des acteurs. Elle est à relier aux deux décisions collectives suivantes, la première relativement tacite et la seconde plus explicite, correspondant aux validations du diagnostic (complété par certaines interventions issues des réunions) à la fin des projections multi-acteurs de Niono et de Macina. Notons que ces moments de décision étaient prévus dans le déroulement du projet et que seules leurs issues étaient incertaines.

A côté de cela et sur des thèmes précis de gestion de l'eau, très peu de décisions non planifiées ont été prises, à notre regret il est vrai. Le public des deux réunions a cependant convenu de l'intérêt de faire parvenir aux décideurs (politiques et financiers) le diagnostic (qu'ils jugeaient donc pertinent), sans doute avec le souhait que les décisions viennent « d'au dessus ». Néanmoins les vidéos présentaient différentes propositions d'action ou pistes claires (associer des villageois aux comités de réception des travaux d'entretien, assécher les *falas* en

contre-saison pour les nettoyer, responsabiliser les chefs d'arroseur ou de partiteur dans la gestion des prises d'eau, etc.) dont la discussion a souvent été évitée par les acteurs concernés. L'animateur n'a peut-être pas su, aux moments adéquats, faire des bilans et interpellé la salle (où les responsables concernés) pour leur demander de trancher ou à défaut de s'exprimer sur certaines suggestions et initiatives. Ou peut-être qu'il ne l'a simplement pas voulu (rappelons que c'était un cadre de l'Office, sur lequel pesait le poids de la hiérarchie, le climat de purge et la conservation des prérogatives). Quoi qu'il en soit ce constat nous permettra de nous interroger sur le rôle effectif réel de la vidéo pour stimuler des prises de décisions.

Mais il s'avère qu'une des questions, relativement cruciale et soulevée dans les vidéos, a été reprise plus tard par le PDG et ses quelques conseillers proches : doit-on assécher une partie du réseau à l'étiage pour permettre son nettoyage ? Ce sujet a réellement fait débat lors des projections, notamment à Macina, et malgré les multiples difficultés évoquées par les uns et les autres, l'assèchement semblait consensuel et nécessaire à moyen terme. Sa discussion à la direction de l'Office suite au visionnage du débat par les cadres a poussé le PDG à se réunir avec ses proches pour statuer sur la question (flèche rouge). Il a rejeté unilatéralement l'hypothèse, pour des raisons peu claires.

Enfin les bailleurs de fonds, très intéressés par cette première étape, ont décidé qu'il était profitable de poursuivre la dynamique, et ont décidé d'étudier le contenu et la faisabilité d'une seconde phase au projet.³⁰⁰

C'est précisément à ce moment que nous avons quitté le Mali. Et c'est l'analyse de ce qui suit notre départ, nous allons le voir, qui soulève la question du prolongement dans le temps de la concertation supportée par le processus vidéo.

Les pointillés marquent sur le tramogramme l'incertitude quant à la poursuite de la concertation dans les différents « groupes » où elle s'était déroulée. Il est malheureusement probable, faute de temps, de moyen de transports, d'organisation ou de volonté de certains, que sans intervention particulière ou reprise de flambeau, la réflexion multi-acteurs telle qu'elle fut instituée notamment à Niono et Macina s'arrête aussi vite qu'elle a été mise sur pied. De la même manière on est en droit de s'interroger sur la poursuite de discussions collectives spécifiques sur les différentes problématiques identifiées et formulées lors du projet vidéo, entre les cadres ou dans les villages, faute de *stimuli*.

La partie la plus à droite du tramogramme schématise l'hypothèse du lancement d'une « phase II » du diagnostic participatif en vidéo.

L'intervention telle qu'elle fut conduite semble fournir une base solide pour le lancement d'une deuxième grande phase de concertation, car elle a impliqué différents acteurs, qui ont déjà réalisé des travaux communs, débattu ensemble de leurs points de vue, et la plupart ont montré leur intérêt pour la méthode. Les questions soulevées collectivement mériteraient d'être traitées en profondeur. Mais pour ce faire, la dispersion des acteurs nécessite de fédérer les énergies et d'instituer à moyen, voire à long terme, un socle officiel (projet pluriannuel, création d'une instance locale, etc.) sur lequel pourront se développer toutes les formes de concertation auxquelles les acteurs voudront bien se livrer. Ainsi même si le projet vidéo que nous avons réalisé aura des conséquences dans les concertations plus habituelles, un cadre institutionnel spécifique et/ou un chef d'orchestre actif semblent nécessaires pour ne pas laisser mourir cette dynamique intéressante, source potentielle de propositions innovantes et localement acceptables. Et la phase « creuse » qui a suivi notre départ semble donner raison à cette théorie. Or il serait dommage que la transition vers une phase II n'ait pas lieu, surtout compte tenu des fortes attentes des paysans, nous le verrons dans les sous-chapitres suivants.

³⁰⁰ Et au moment où ces lignes sont écrites, des discussions sont en cours pour proposer un projet de poursuite de ce diagnostic, notamment autour de l'identification collective et la diffusion de bonnes pratiques de gestion de l'eau selon une démarche de vidéo participative.

Les pistes sont multiples pour assurer la clôture de cette première phase et proposer un prolongement à l'appui de la concertation en cours. L'hypothèse d'une équipe de projection ambulante assurant des débats directement dans les villages a été abandonnée à cause de son coût (une entreprise locale a fourni un devis de plus de 100 000 000 de francs CFA). La cellule VISION a pour sa part assuré la reproduction de plusieurs centaines de copies DVD, VHS et VCD du diagnostic, de manière à le distribuer le plus largement possible en zone Office et en dehors, avec l'idée de recueillir ensuite sous formes de propositions les réactions des destinataires. Si l'Office (qui selon les dernières nouvelles doit assurer lui-même la transition) n'a pas encore officiellement distribué toutes ces copies, il en a transmis via la cellule VISION une trentaine aux syndicats et aux OP, et 10 exemplaires à chaque directeur de zone avec une demande d'organiser des projections. Par ailleurs une autre personne en a déjà réparti près d'une cinquantaine à des consultants, experts étrangers et autres intéressés.

La dynamique créée par l'intervention vidéo, qui ne s'inscrivait pas à l'origine dans une phase de concertation à plus grande échelle que celle du projet, nécessite dorénavant une réelle prise en charge par l'Office ou une seconde phase financée par un bailleur de fonds.

Section 3 : Analyse des données recueillies lors des projections et évaluations

3.1 Analyse du déroulement des réunions de projection-débat en présence de l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de l'eau à l'ON

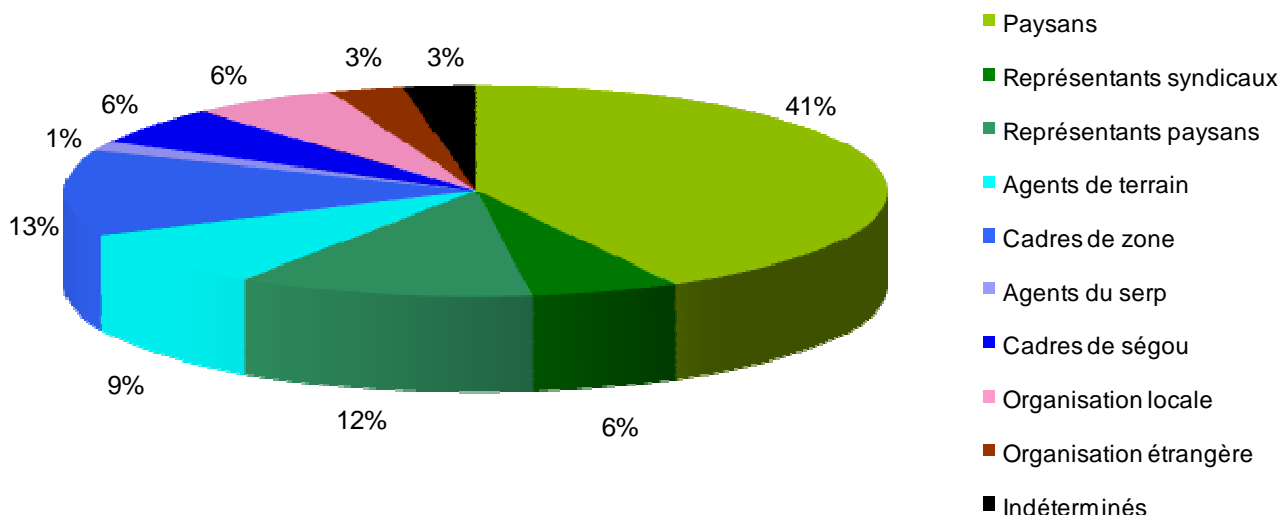
Cette analyse a été conduite selon la méthode exposée en partie 1 (Cf. P1, Chapitre 3, § 5.3). Pour des raisons déjà évoquées de lourdeur des annexes, nous n'y faisons pas figurer les retranscriptions intégrales des réunions. Les personnes intéressées peuvent nous contacter.

3.1.1 Projection-débat de Niono : d'une simple présence à une véritable participation au débat³⁰¹

D'après la liste de présence que nous avons faite circuler, 69 personnes au total ont assisté à cette projection. Ils étaient en réalité 80 d'après le comptage des gens physiquement présents dans la salle, mais certains n'ont pas échangé. Ils n'ont d'ailleurs pas non plus participé aux débats (nous avons identifié chacun des intervenants). Parmi les spectateurs « officiels », la répartition des différentes catégories d'acteurs était la suivante :

³⁰¹ Dans le cas de concertation avec participation du public, la plupart des présents cherchent avant tout à être informés et peu d'entre eux (10 %) sont prêts à participer. (Lamsade, 2001)

Répartition des catégories d'acteurs parmi les spectateurs - Projection de Niono -



Répartition des spectateurs -Projection de Niono-

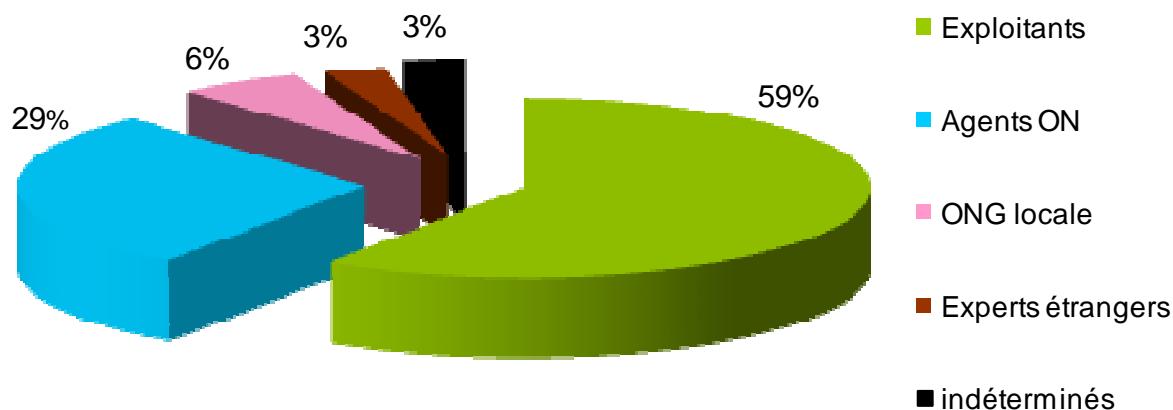


Figure 20 : analyse du public de la projection de Niono

On constate sur ces graphiques que le public de cette projection était majoritairement constitué de producteurs (59%). Parmi ceux-ci près des deux tiers n'étaient que producteurs (29 personnes), le dernier tiers étant constitué de représentants paysans (délégués ou membres de comités paritaires ; 8 personnes) et de quelques représentants syndicaux (4 personnes). Au total 9 villages de la zone Office du Niger étaient ainsi représentés dans ce public. Ayant officiellement invité 33 producteurs à assister à cette projection, ces derniers ont *a priori* été motivés par l'idée de pouvoir participer à ce débat, et sans doute d'exposer des revendications. Un certain nombre de producteurs (4 selon la feuille de présence) sont même venus spontanément, simplement après avoir eu vent de l'évènement. La presque totalité des personnes nominativement conviées sont bien venues assister à la réunion (à l'exception des

cadres de Ségou), et les invitations libres adressées à chaque village ont été complètement exploitées.

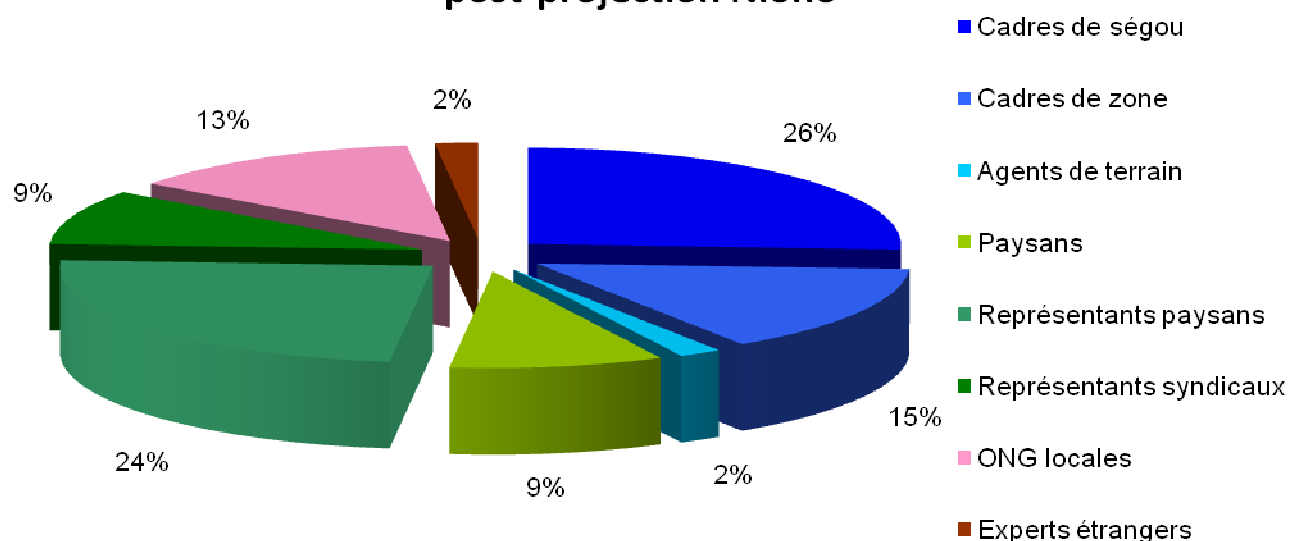
29 % du public (soit 20 personnes) était constitué de membres de l'ON, parmi lesquels on dénombre plus de cadres de zones (9 personnes, soit la presque totalité des personnes spécifiquement invitées, à l'exception de deux chefs de zone) que d'agents de terrain (6 personnes). A quelques exceptions près seuls les membres de l'ON spécifiquement conviés sont venus. Si ce graphique laisse penser que plusieurs cadres de Ségou étaient présents, il faut relativiser cette impression. En effet parmi les quatre cadres de Ségou présents, trois font partie de la cellule VISION, dont le chef remplit d'ailleurs la fonction d'animateur de la réunion. Si nous aurions pu tout bonnement retirer les interventions de l'animateur de ce groupe des cadres de Ségou, nous avons décidé de ne pas le faire car beaucoup de ses interventions traduisent plutôt son statut de cadre que sa fonction momentanée d'animateur. Le quatrième et dernier cadre de Ségou a été délégué par le SAH pour venir voir le résultat de notre travail de diagnostic, et surtout se plaindre de ne pas avoir été suffisamment impliqué dans le processus d'élaboration. Le chef du SERP est également venu assister à cette projection.

Les quatre membres d'ONG locales invités sont venus participer au débat. Nous étions les seuls experts étrangers présents. Enfin deux personnes de la liste n'ont pu être clairement identifiées.

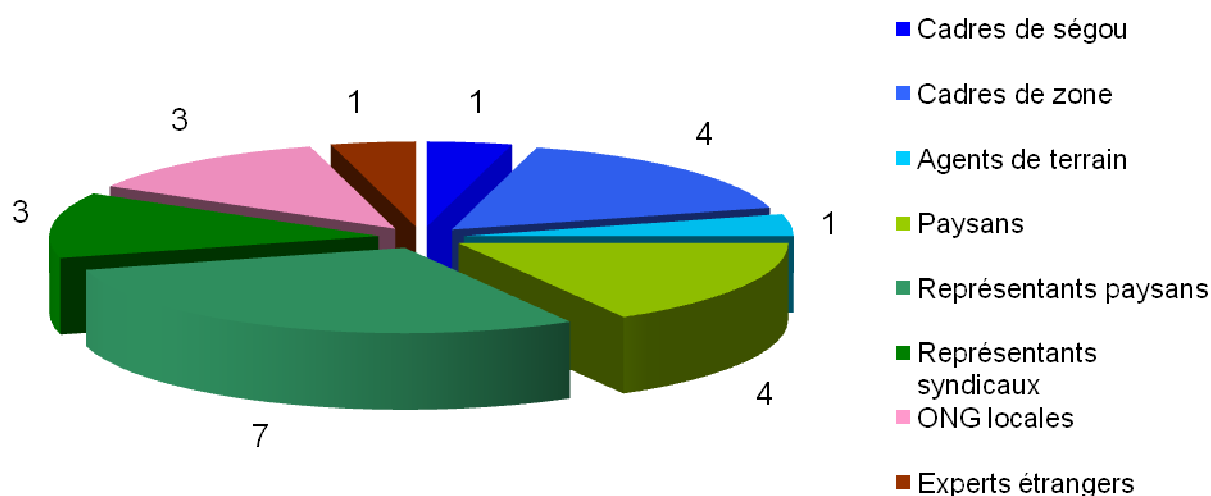
Parmi ces 69 personnes, 16 faisaient l'objet d'interviews dans l'une ou l'autre des vidéos, dont 9 membres de l'ON et 7 producteurs, et se sont donc retrouvés à assumer la double fonction d'acteurs et de spectateurs. 53 personnes, soit 77 % du public, n'avaient pas encore participé directement au processus de diagnostic vidéo.

Au total, 54 interventions sont venues alimenter le débat : 27 ont suivi la projection de la première vidéo, 14 ont suivi la seconde et 13 la dernière. Les graphiques suivants donnent une idée de la répartition des prises et des temps de parole entre les différents groupes d'acteurs présents dans le public :

Répartition des prises de parole dans le débat post-projection Niono



Nombre d'individus différents ayant pris la parole durant le débat post-projection Niono



Répartition du temps de parole par catégories d'acteurs durant le débat post-projection Niono

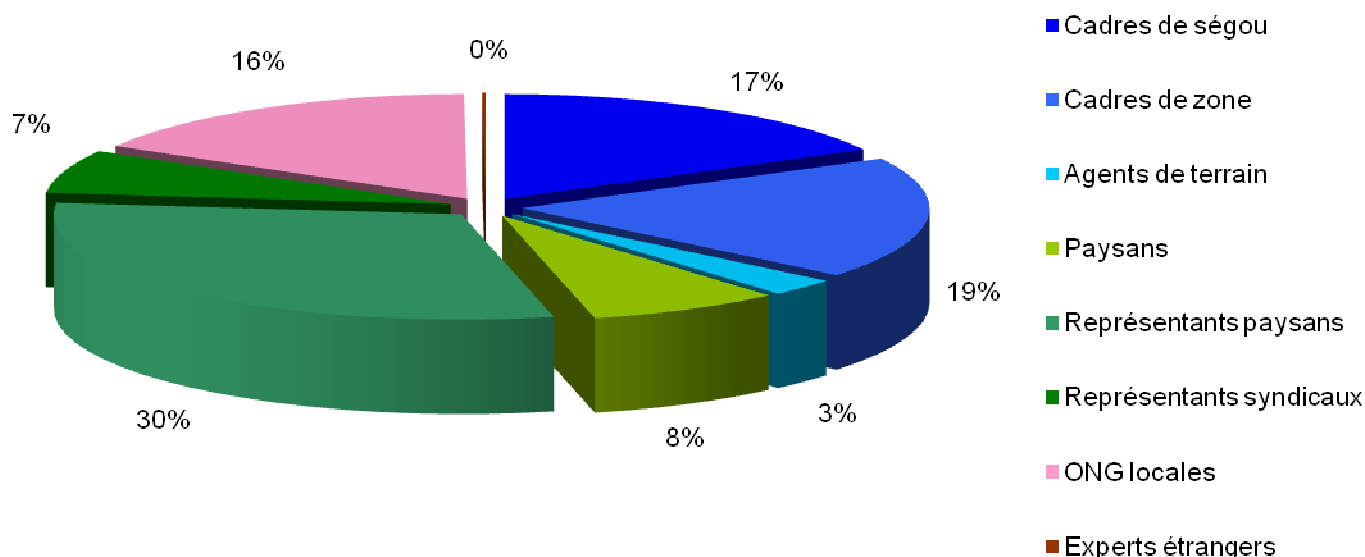


Figure 21 : analyse des prises de parole pendant la réunion de Niono

On constate tout d'abord que le groupe des producteurs dans son ensemble s'est exprimé dans 42 % des prises de parole, tandis que le groupe de l'ON s'en est réservé 43 %, mais seulement 17 % si on ne comptabilise pas les interventions de l'animatrice. Entre ces deux groupes les prises de parole sont donc largement en faveur des producteurs, et reflète assez bien la composition du public. De même les temps de parole correspondant à chacun de ces deux groupes sont à l'avantage des producteurs (45 % pour les producteurs, contre 39 %

pour les membres de l'ON et 22 % si l'on ne considère pas les interventions de l'animateur). Enfin on observe sur le dernier graphique qu'au total ce sont 23 producteurs différents qui se sont exprimés, tandis que 11 membres de l'Office ont pris la parole. Deux fois plus présents en nombre, les producteurs ont ainsi pris deux fois plus la parole, et se sont exprimés deux fois plus longtemps dans l'ensemble. Ces observations vont dans le sens d'une égale capacité d'initiative, de participation au débat entre membres de ces deux groupes. Mais qu'en est-il au sein de chacun de ces groupes ?

Au sein du groupe des producteurs, alors que les paysans étaient les plus représentés parmi les présents, ils n'ont que très peu pris la parole, au profit de leurs représentants dans les différentes instances de gestion de l'eau. Les représentants syndicaux quant à eux ont presque tous pris soin de s'exprimer au moins une fois lors des débats, et ont donc un pourcentage de prises de parole conforme à leur représentativité dans la salle³⁰². Il est intéressant de constater que les représentants paysans ont pratiquement monopolisé la parole paysanne, alors qu'ils ne sont pas des porte-parole officiels des paysans, exception faite du délégué général et de ses adjoints qui d'ailleurs à eux seuls représentent tout de même près de la moitié des interventions des représentants paysans et de leur temps de parole. Malgré tout, la propension des représentants paysans (hors délégués généraux) à prendre la parole est importante, et peut s'expliquer par le fait qu'ils sont véritablement au cœur du fonctionnement hydraulique du côté des producteurs, ou qu'ils sont à plusieurs reprises sujets d'interrogations dans les vidéos.

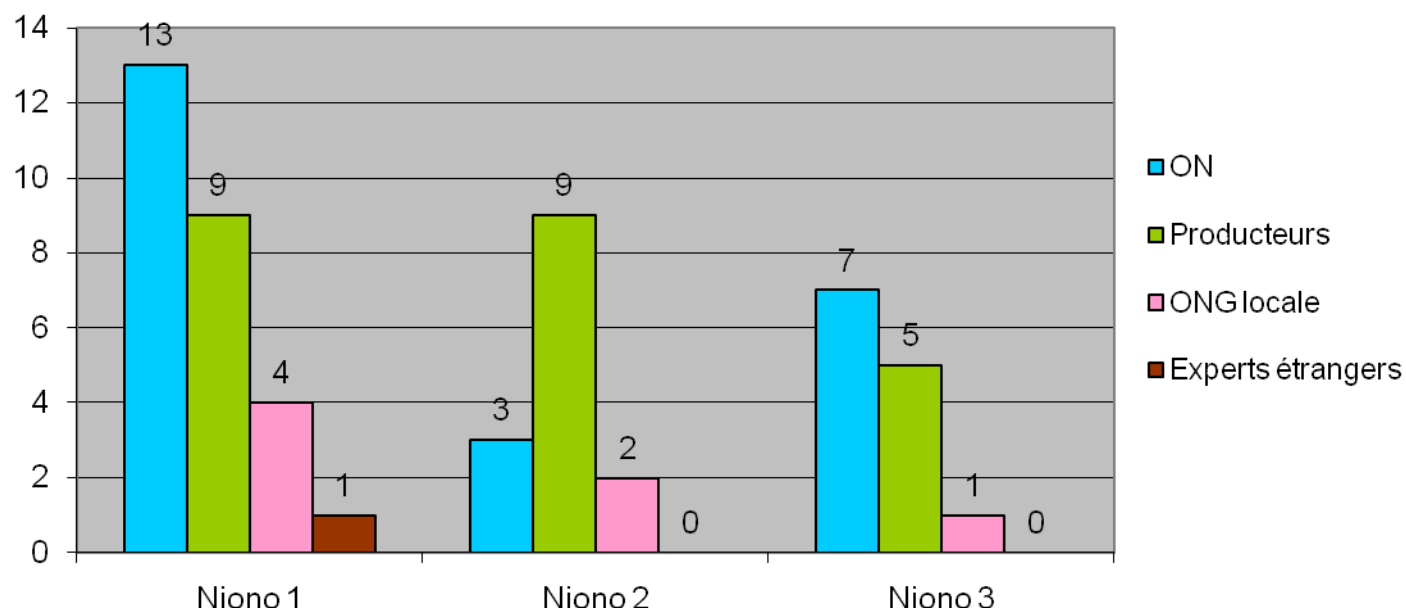
Du côté des membres de l'ON, on constate que malgré leur représentation assez importante parmi les spectateurs, les agents de terrain n'ont pratiquement pas pris la parole de tout le débat. On ne dénombre en effet qu'une seule intervention d'un aiguadier (quelqu'un d'ailleurs qui fait l'objet d'une interview dans le film). Ce sont les cadres de zone qui (en dehors de l'animateur-cadre de Ségou) ont monopolisé la parole de l'ON. Ceci tend à montrer que le poids de la hiérarchie administrative a lourdement pesé sur les capacités d'initiatives des uns et des autres. Bien que dans les vidéos la place réservée aux agents de terrains est aussi importante que celle réservée aux cadres de zone, voire plus, notre volonté de « symétrisation des légitimités » ne semble pas avoir permis de bousculer les règles hiérarchiques lors du débat. Nous verrons par ailleurs que l'unique intervention de l'aiguadier, survenue en toute fin de débat, a fait l'objet d'une rectification immédiate par un directeur de zone craignant que cette intervention ne soit filmée et conservée. Nous y reviendrons.

Nous avons donc en quelque sorte assisté à un véritable « combat des chefs ».

Nous pouvons également nous interroger sur l'évolution des prises et des temps de parole entre les différents groupes d'acteurs identifiés tout au long du débat, au fur et à mesure que sont projetées les vidéos. Dans les graphiques présentés ci-dessous, nous avons nommé Niono 1, Niono 2 et Niono 3 les phases de discussion suivant respectivement la première projection de vidéo (présentation de l'Office, irrigation et drainage), puis la seconde (entretien à tous les niveaux), puis la troisième (suivi des consommations). Le script intégral des vidéos est disponible en annexe 21.

³⁰² Cela fait partie de leur rôle de s'exprimer sur les problèmes des paysans, ils le tiennent, et lorsqu'un syndicat prend la parole il est impensable que l'autre reste silencieux !

Répartition des prises de parole (*nombre d'interventions*) durant le débat post-projection Niono



Répartition des temps de parole (*nombre de lignes*) durant le débat post-projection Niono

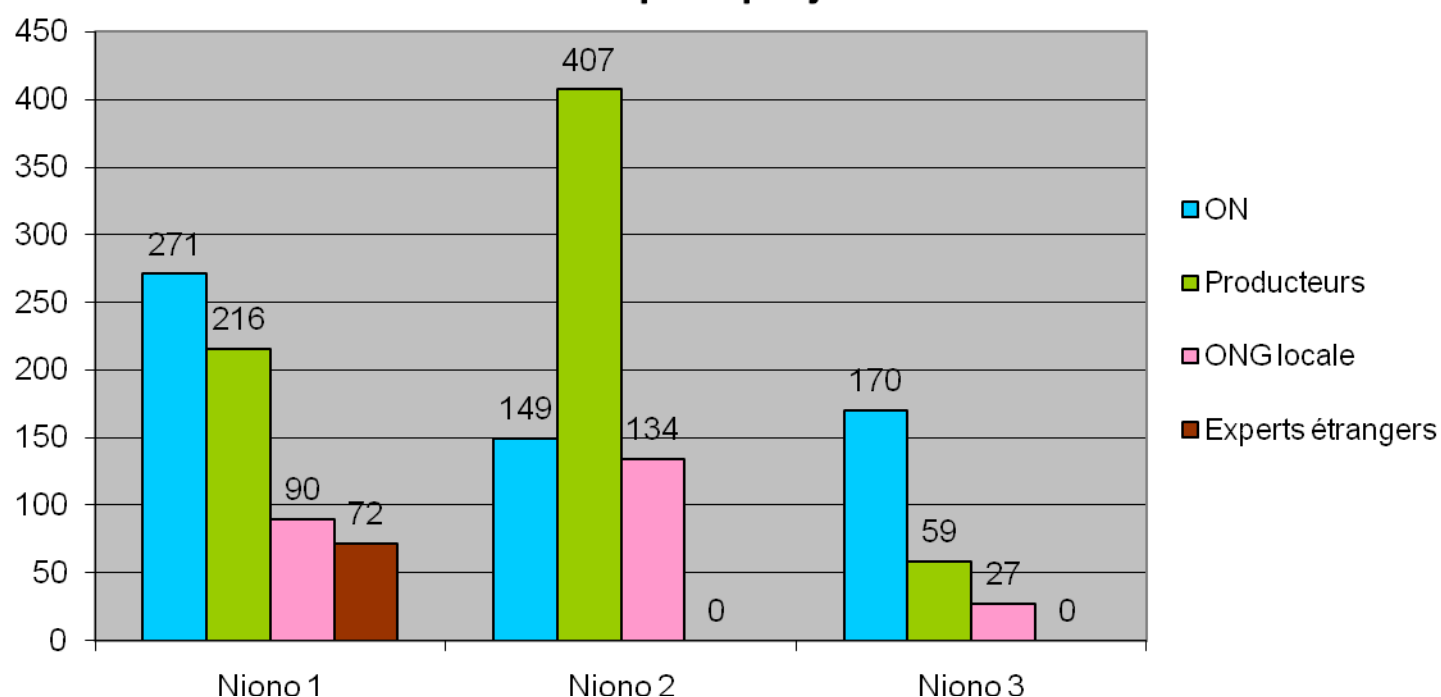


Figure 22 : seconde analyse des prises de parole pendant la réunion de Niono

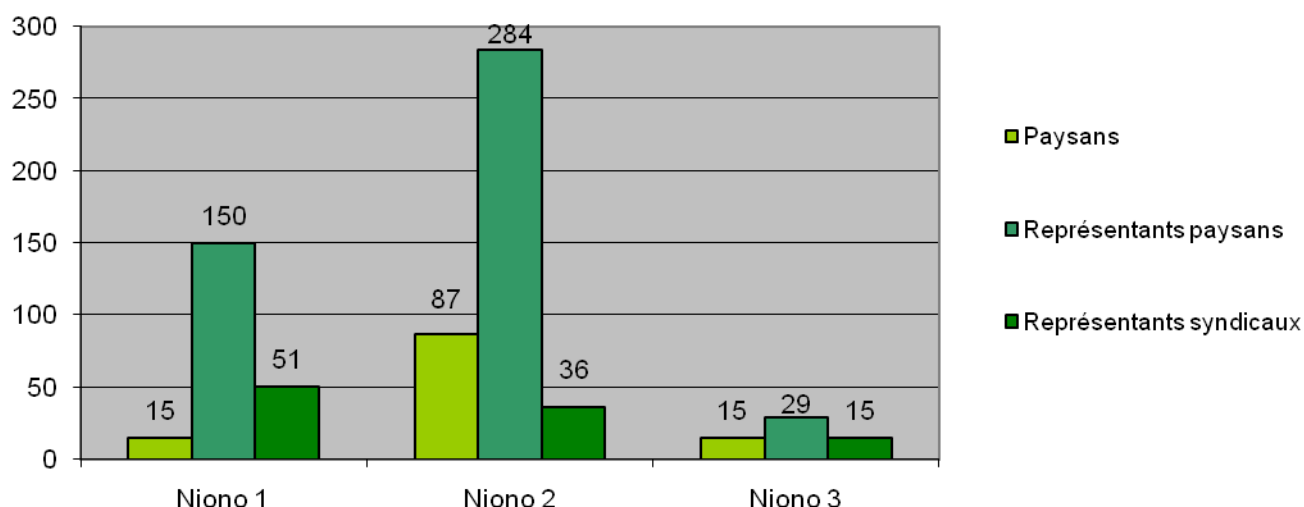
Sur les deux graphiques précédents on observe que les trois phases du débat délimitées par les projections des vidéos présentent effectivement des profils de participation différents. La première phase qui suit donc la projection de la vidéo de présentation de l'ON et de la vidéo

sur les difficultés d'irrigation et de drainage est marquée par une forte participation des membres de l'ON par rapport aux producteurs. Le nombre des interventions des agents ON (13) est supérieur à celui des producteurs (9) et le temps de parole est également à leur avantage (si l'on ne comptabilise pas les interventions de l'animateur, le temps de parole entre ces deux groupes s'égalise et le nombre d'interventions des membres de l'ON devient moins important que celui des producteurs ; mais comparativement à la composition du public, ces chiffres devraient être nettement à l'avantage des producteurs). La deuxième phase, celle qui suit la projection des vidéos sur l'entretien des réseaux primaire, secondaire et tertiaire, se caractérise au contraire par une prédominance des interventions (comme du temps de parole) des producteurs sur les agents ON. Lors de cette phase les producteurs se sont exprimés deux fois plus que lors de la première, tandis que les agents ON presque deux fois moins. La dernière phase, correspondant à la projection de la vidéo sur le suivi des consommations, a vu les agents de l'ON reprendre l'ascendant sur les producteurs en terme d'occupation des espaces d'expression. Si les deux premières phases du débat ont été à peu près de même longueur, la dernière a été beaucoup plus courte : 649 lignes d'interventions au total pour la phase Niono 1, contre 690 pour la phase Niono 2, et seulement 256 pour Niono 3.

Les premières vidéos projetées présentaient une approche assez globale du fonctionnement socio-hydraulique du périmètre irrigué, insistaient sur l'importance de lutter contre les gaspillages, sur les difficultés en termes de ressources humaines et matérielles auxquelles était confronté l'ON, et sur les difficultés d'organisation et de partage des responsabilités, notamment à la charnière entre paysans et agents de terrain. Ces vidéos servaient finalement assez bien le discours de l'ON (malgré les critiques qu'elles contenaient), dédouanant ses agents de certaines de leurs responsabilités, mettant le doigt sur le manque d'organisation des paysans, l'existence de nombreux gaspillages à leur niveau et également sur le manque de soutien de l'Etat pour la maintenance des aménagements primaires. Ceci explique sans doute que les agents de l'ON ont beaucoup pris la parole lors de la première phase de débat, d'autant plus qu'ils sont beaucoup plus aptes que les paysans à poser un regard d'ensemble sur le fonctionnement du périmètre. Ces derniers confesseront d'ailleurs par la suite avoir beaucoup appris de ce premier module vidéo. Au contraire, la deuxième série de vidéos projetées était plus polémique et remettait notamment en question la gestion des travaux d'entretien à tous les niveaux, et la grande partie qui relève de la responsabilité de l'ON au niveau secondaire fut fortement attaquée. Confrontés à des vidéos un peu plus critiques sur leurs responsabilités, les membres de l'ON se sont fait plus discrets dans la deuxième phase du débat, tandis qu'au contraire les producteurs, comme rassurés par le contenu des vidéos, en ont profité pour être plus condamnateurs encore et ont ainsi occupé une part bien plus importante de l'espace d'expression offert par la réunion. Ceci tend donc à montrer que la vidéo peut avoir un impact assez important sur le déroulement des réunions en légitimant et donc en autorisant certains propos, certaines critiques, en leur apportant un certain nombre de preuves considérées comme objectives, que la « partie adverse » n'est pas en mesure de réfuter. La question de savoir si c'est le seul sujet traité par la vidéo qui explique cette modification de l'occupation de l'espace d'expression par les différents acteurs ou s'il s'agit plutôt de la manière dont cette question est traitée au sein de la vidéo reste posée. Néanmoins la prise de confiance des paysans est bien marquée. La troisième phase de réunion fut beaucoup plus courte, ce qui semble assez normal après presque trois heures de travail. Mais on peut se demander si par ailleurs la vidéo projetée ne se prêtait pas un peu moins au débat du fait d'un format somme toute assez fermé. Du reste la moitié des interventions lors de cette troisième phase visait à répondre aux questions de l'animateur sur l'intérêt de la démarche de diagnostic en vidéo et sur l'exploitation attendue ou souhaitée de ce travail, et non plus sur le suivi des consommations.

Cette première analyse peut être complétée par l'étude de l'importance de la participation des différents groupes d'acteurs aux discussions, ce que nous présentons dans les graphiques ci-dessous :

Répartition des temps de parole (*nombre de lignes*) entre les producteurs durant le débat post-projection Niono



Répartition des prises de parole (*nombre d'interventions*) entre producteurs durant le débat post-projection Niono

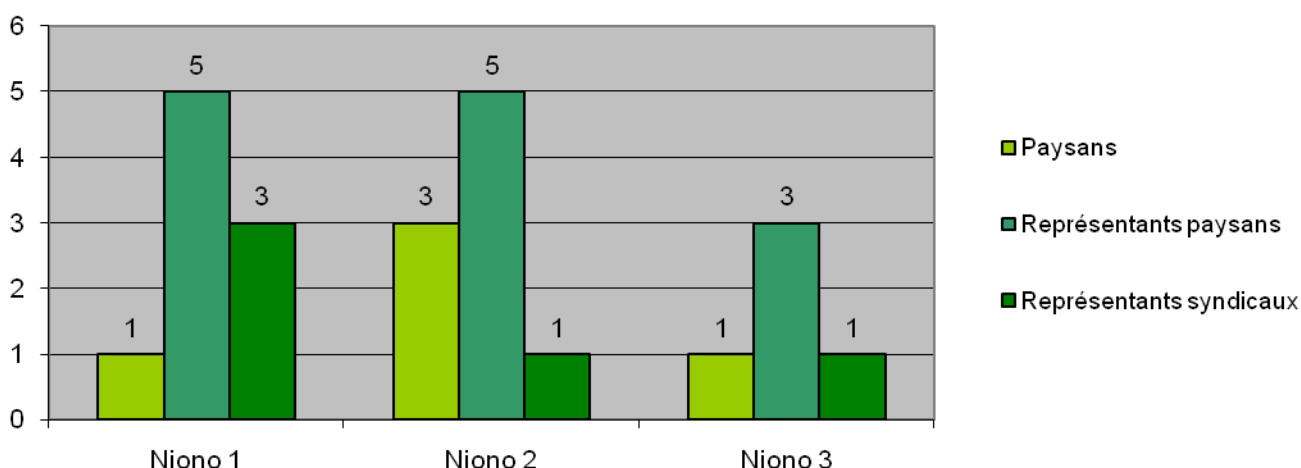


Figure 23 : prises de parole au sein du groupe des paysans pendant la réunion de Niono

Une lecture plus fine de la répartition des prises et des temps de parole selon les groupes d'acteurs permet de montrer du côté des producteurs que les représentants des paysans ont occupé plus d'espaces de paroles durant la phase Niono 2 par des interventions beaucoup plus longues que lors de la phase Niono 1. Les représentants parlent plus, mais aussi plus longtemps. Cette longueur, en dehors d'une aisance orale supérieure, est sans doute à relier à une plus grande agressivité des interventions, ce que nous verrons dans le détail du déroulement de la réunion.

De même on note qu'un plus grand nombre de paysans s'est exprimé lors de cette seconde phase. A l'inverse les représentants syndicaux se sont faits plus discrets lors de la seconde phase par rapport à la première, comme s'ils ne voulaient pas réellement entrer dans ce conflit, peut-être un peu trop éloigné de leurs revendications principales.

NB : la même analyse sur les groupes d'acteurs au sein des membres de l'ON n'apporte rien à notre propos.

3.1.2 Résultats issus de l'observation des grilles d'analyse

Analyse de la grille Niono 1

Rappelons tout d'abord que deux modules vidéo étaient projetés avant le début de la discussion. Le premier correspondait à une présentation générale du fonctionnement socio-hydraulique du périmètre de l'ON visant à permettre en particulier aux producteurs mais également à certains agents de terrain d'appréhender la problématique de la gestion de l'eau dans la globalité du périmètre et même plus largement du « bassin versant ». Le deuxième module présenté, intitulé difficultés d'irrigation et de drainage, était construit de manière à mettre en avant l'existence de nombreuses difficultés de gestion, sources de gaspillages, de nature à la fois technique et organisationnelle. Cette vidéo ne prétendait pas du tout entrer dans le détail de ces difficultés, se contentant de les évoquer de manière à susciter le débat autour de ces points particuliers.

La grille d'analyse est disponible en annexes 23, 24 et 25. Notons pour commencer que lors des 28 interventions composant ce premier échange, nous avons identifié 9 changements brusques de thématiques entre deux intervenants, dont 5 d'ailleurs ont lieu à partir du moment où les membres des ONG commencent à prendre la parole. Ceci montre que les intervenants ont d'une manière générale cherché à apporter leurs points de vue sur les sujets abordés lors des interventions précédentes. En ce sens la discussion s'apparente bien à un dialogue où chacun écoute ce que l'autre exprime, et non pas à une simple succession de réactions individuelles sur ce qu'ils viennent de voir.

L'une des principales caractéristiques de cette première phase du débat qui est clairement mise en évidence par cette grille d'analyse est cet affrontement bloc contre bloc, entre d'un côté les producteurs (en vert) et de l'autre les agents de l'ON (en bleu). Ceci nous permet de distinguer trois séquences successives lors de cet échange. En effet, juste après les traditionnelles salutations, remerciements et la présentation du déroulement de la réunion qui occupent les quatre premières interventions, s'enchaînent tout d'abord huit interventions de producteurs, puis six interventions d'agents de l'ON (dont une de l'animateur de la réunion qui à cette occasion n'hésite d'ailleurs pas à mettre en avant son appartenance au groupe des membres de l'ON). Enfin une troisième et dernière phase correspond aux interventions des membres des organisations locales qui monopolisent toute la fin de cette première phase du débat.

Le premier bloc d'interventions, celui des producteurs, se caractérise essentiellement par deux aspects. Tout d'abord d'une manière générale les producteurs abordent des thèmes qui sont contenus dans la vidéo, et ce de façon à venir compléter, nuancer ou affiner l'information contenue dans la vidéo. C'est ce que traduit le patatoïde numéro 2 sur la grille d'analyse. Ils reviennent en particulier longuement sur les problèmes d'entretien des drains collecteurs et sur la manière dont les travaux se déroulent. Aucun de ces intervenants ne vient contredire le contenu de la vidéo, ils ont plutôt tendance soit à en renforcer le contenu, soit à le compléter. La seule exception est cette intervention de 10-N8 (cf. patatoïde 3), un représentant syndical qui critique l'absence de certains acteurs dans la vidéo, et notamment celle de son syndicat et celle de la chambre d'agriculture : « *Ceux qui ont participé à ce travail sont des acteurs mais les autres ne le sont pas moins, ils ont aussi des informations. Je demande au nom du syndicat de nous informer. Si je viens ici et que je dois intervenir ce n'est pas en mon nom personnel, je viens au nom d'un groupe. Il faut que je connaisse aussi leur*

point de vue sur le sujet à traiter. ». Le second aspect caractéristique des interventions du premier bloc correspond au fait que d'une manière générale, lorsque les producteurs tentent d'aborder des alternatives aux difficultés mises en évidence, ils accusent systématiquement le comportement de l'ON et demandent aux agents d'agir en conséquence (cf. patatoïde 1). D'une certaine façon ils ne considèrent pas leur propre part de responsabilité dans les gaspillages d'eau, mais externalisent le tout en se servant des agents de l'ON comme boucs émissaires. Malgré tout, le ton utilisé par les producteurs est assez cordial, à l'exception de l'intervention 9-N7 d'un producteur qui peut donner l'impression de vouloir jeter de l'huile sur le feu, ou tout simplement se faire remarquer.

Les producteurs (paysans, représentants paysans comme représentants syndicaux) jouent globalement le jeu de la réunion à savoir discuter, compléter les vidéos visionnées et chercher des pistes de solutions aux problèmes identifiés.

Le deuxième bloc d'interventions présente des caractéristiques très différentes du premier. En effet les membres de l'ON, essentiellement des cadres de zones, profitent immédiatement de cet espace de parole pour évoquer tout ce que les vidéos visionnées n'ont pas abordé (enherbement du *fala*, l'aménagement participatif, etc.), comme une façon de montrer que la gestion de l'eau constitue leur sujet de prédilection, leur domaine, et que la vidéo n'est pas en mesure de le traiter dans sa globalité. Les problèmes soulevés par la vidéo et relayés par les demandes des exploitants ne peuvent être considérés sans de nombreux autres apports : ce sont eux, cadres de zone, les experts de la gestion de l'eau à l'Office ; et pas les producteurs ni même ces experts étrangers. C'est finalement une manière de remettre en question la pertinence du travail de diagnostic participatif, et de diagnostic vidéo. Cet aspect se visualise parfaitement au travers du patatoïde 5. Par ailleurs les quelques interventions concernant des sujets effectivement traités dans la vidéo (cf. 14-N12 en particulier, et le patatoïde 6) ont tendance à apporter de l'information supplémentaire de manière critique, voire acerbe. Cette remise en cause du contenu de la vidéo est même ouvertement formulée, comme le montre le patatoïde 4 : les cadres de zone critiquent la sélection effectuée parmi les interviews, allant même pour l'un d'entre eux jusqu'à se plaindre de censure : « [...] *on a parlé de beaucoup de choses qui ne sont pas apparues ici [...] Si on prend le cas des grands réseaux, il y a une grande difficulté sur laquelle que je sois là ou non, il faut qu'on trouve une solution et je l'ai dit lors de mon interview, mais ce n'est pas apparu [...] et puis il y a les nouvelles extensions qui sont en train d'être aménagées, ça aussi c'est un problème que j'avais évoqué dans cette vidéo mais qui n'a pas été projeté* » (13-N11). Ils critiquent également le côté très négatif de la vidéo et l'absence de contrepois montrant tous les efforts déployés par les membres de l'Office pour améliorer la situation. Cette réaction montre que ces cadres cherchent d'entrée de jeu à décrédibiliser ces vidéos, à en amoindrir l'impact, ce qui laisse supposer qu'ils ont le sentiment qu'elles peuvent leur nuire d'une manière ou d'une autre. Les vidéos ne sont pas perçues comme un outil d'analyse collective entre acteurs, mais comme une représentation du système dont la finalité est ailleurs. Ces différents points sont clairement perceptibles à l'intervention 14-N12 : « *Ce travail que eux sont en train de faire, le diagnostic, ils font ressortir les problèmes seulement, mais il serait bon aussi de mettre les facilités, les bonnes choses aussi. On fait cette critique à leur égard car ces vidéos peuvent aller en d'autres lieux où nous ne sommes pas présents. Il faut qu'on le dise aux réalisateurs de ces vidéos car si on emmène que des problèmes cela pourra porter préjudice à certains en d'autres lieux, alors que ce n'est pas de leur faute. [...] Mais si on ne voit que des problèmes alors l'Office se verra déshonoré là-dedans, et les paysans aussi seront déshonorés. Parce que ces vidéos ne resteront pas là ici, après ici ni vous ni nous ne pourront les maîtriser, ça va ailleurs.* » Enfin on peut souligner, au moment indiqué par le patatoïde 7 dans la grille d'analyse, un rejet de la responsabilité des gaspillages d'eau et des difficultés de gestion sur les épaules des seuls paysans. Globalement on sent donc que les membres de l'ON sont sur la défensive vis-à-vis de ce diagnostic et de la tournure qu'est susceptible de prendre la réunion. Cette position d'affrontement avec les paysans explique sans doute la nature de l'intervention 20-N15, qui correspond à un producteur qui « explose » en quelque sorte après de nombreuses

interventions de l'Office et en vient à dire que les véritables responsables des gaspillages, ce sont les agents. Un autre aspect de ce bloc d'interventions qu'il nous semble important de souligner est la quasi absence d'alternatives proposées par les membres de l'ON, contrairement aux paysans qui eux ont des demandes assez claires, visant selon eux à améliorer la situation (même si ces demandes sont parfois des critiques du mode de fonctionnement de l'Office). En ce sens il semble que les membres de l'ON ne jouent pas complètement le jeu de la réunion.

Enfin le troisième bloc d'interventions, qui correspond à l'entrée des membres d'ONG locales dans les débats, pourrait être la conséquence immédiate de la posture prise par les cadres de zone lors du bloc précédent. En effet, on constate (cf. patatoïde 8) que ces représentants d'organisations locales tentent quelque part de jouer le jeu des cadres de zone, à savoir montrer à leur tour qu'ils sont aussi des experts de la situation (que certains sont réellement), en prenant un peu de hauteur par rapport au débat en cours et par rapport aux thèmes abordés dans les vidéos. Ils évoquent ainsi par exemple les problèmes liés à la nature même des statuts et décrets définissant les responsabilités de chacun, et parlent d'hypocrisie au sujet du recours au terme « comité paritaire » quand on en voit le fonctionnement quotidien. Mais contrairement aux interventions du bloc précédent, ils ont plutôt tendance à rendre l'ON responsable des dysfonctionnements et des gaspillages, et critiquent ses façons de faire. Ils abordent des pistes de solutions, et d'ailleurs on peut se demander s'ils ne cherchent pas également à profiter de l'occasion pour vendre leurs services, en insistant par exemple sur le besoin de formation des paysans, mais d'une formation véritablement adaptée... sous-entendu une formation que l'ON n'est pas en mesure de leur apporter (cf. interventions 22-N17). Enfin ce dernier bloc d'interventions se termine en une espèce d'affrontement, une légère querelle, entre l'animateur de la réunion (N1) et l'un des représentants des ONG (N16). Cette querelle démarre précisément lorsque N1 sort en quelque sorte de son rôle d'animateur et demande aux responsables de l'ON présents dans la salle de bien vouloir répondre aux accusations qui leur sont portées, comme une façon de « *mettre un terme à ces spéculations* ». A partir de ce moment le représentant de l'organisation locale se met à critiquer le processus comme le contenu de la vidéo, et semble considérer qu'il pourrait être manipulé par l'ON (comme doit le laisser fortement penser il est vrai la présence de N1, cadre de Ségou, ancien cadre de zone, à la chaise d'animateur).

Notons que le remplissage de la grille d'analyse n'a donné lieu qu'à très peu d'indications de types socio-émotionnelles. Il faut dire que cela renvoie à une appréciation très subjective et qu'il nous est extrêmement difficile d'exploiter les enregistrements filmés de ces réunions afin d'identifier les attitudes de conflits comme celles de conciliation. Hormis les discours qui semblent volontairement provocateurs, comme 9-N7, 14-N12 ou 24-N16 qui justifient facilement d'un aspect socio-émotionnel négatif, au contraire les signes positifs (solidarité, détente, etc.) sont plus difficiles à affirmer. En effet comment savoir si tel ou tel discours relève réellement d'une volonté de bien faire, et de calmer les esprits, ou si cela relève de la pure démagogie, de la représentation devant la caméra, sans faire de procès d'intention ? Quoi qu'il en soit nous avons identifié très peu de comportements socio-émotionnels positifs (en dehors de ceux, assez logiques, liés à l'attitude des animateurs). Seule l'intervention 6-N4 nous a semblé mériter cette appellation.

Pour finir il semble important de préciser tout de même que si la vidéo a été citée à plusieurs reprises pour appuyer les discours des uns ou des autres (7 interventions y font directement allusion, ce qui montre son rôle structurant), aucune des questions centrales évoquées dans le module sur l'irrigation (selon nous) n'a été véritablement abordée lors du débat. En particulier les participants, producteurs comme agents de l'ON, ont soigneusement évité de traiter des problèmes de coordination à la charnière hydraulique entre responsabilités des producteurs et responsabilités de l'ON.

Analyse de la grille Niono 2

Rappelons tout d'abord que les modules vidéo projetés en préambule de cette deuxième phase de la réunion de Niono traitaient des difficultés liées à l'entretien du réseau d'irrigation aux trois niveaux hydrauliques, primaire, secondaire et tertiaire. Après une présentation de la répartition légale théorique des responsabilités en termes d'entretien entre l'Etat, l'ON et les paysans étaient évoqués : le manque de moyens des paysans pour pouvoir faire face aux travaux nécessaires et à leur absence d'organisation, malgré les diverses tentatives menées par les agents de l'ON ; le problème posé par les non-résidents ; les difficultés de contrôle par les producteurs des travaux sur le réseau secondaire (exécutés par l'Office qui paie des entrepreneurs privés) malgré l'existence de représentants paysans dont c'est la mission spécifique ; les difficultés de recouvrement de la redevance de l'eau au moment adéquat par l'Office pour assurer correctement les entretiens ; les problèmes d'enherbement du réseau primaire ; le manque d'investissement de l'Etat et le désintéressement apparent des bailleurs de fonds quant à ses questions. Ces modules, beaucoup plus spécifiques que les deux premiers projetés, évoquaient le problème le plus sensible aujourd'hui en zone ON, à savoir l'entretien du réseau, alors que la volonté politique est tournée vers l'accroissement du périmètre via de nouveaux aménagements. L'objectif poursuivi au moment de la construction de ce module était d'aborder ce qui pour la plupart des acteurs interrogés constituait tout l'enjeu d'une meilleure gestion de l'eau, de montrer que dans ces difficultés chacun devait assumer sa part de responsabilité et que de nouveaux modes de fonctionnement et de collaboration devaient être trouvés pour mettre fin aux suspicions diverses et accusations de toute nature. Juste après la projection de ces modules, il a été décidé de procéder à une pause d'une dizaine de minutes.

Cette seconde phase du débat est constituée de 14 interventions et nous avons identifié 7 changements brusques de sujet, bien que tous traitent d'un aspect particulier des difficultés rencontrées pour l'entretien des aménagements. On constate ainsi que la presque totalité des thèmes abordés par les interventions se réfèrent au contenu de la vidéo, cherchant soit à l'appuyer soit à apporter des informations supplémentaires. Il est remarquable également de voir à quel point les membres de l'ON ont peu participé à ce temps de la discussion. Nous ne dénombrons en effet qu'une seule intervention d'un cadre de zone sur toute cette séquence. Enfin on peut considérer que cette seconde phase du débat se décompose elle-même en deux. La première correspond aux 5 premières interventions paysannes, qui se succèdent sous la forme d'un bloc comparable à ce que nous avons pu observer lors de la première phase du débat. La seconde séquence est séparée de la première par l'unique intervention d'un membre de l'ON, et se compose ensuite d'interventions croisées de paysans et de représentants d'organisations locales. Les premières interventions paysannes (interventions 30 à 34) viennent clairement en appui au contenu des vidéos visionnées, et apportent beaucoup d'informations et de points de vue supplémentaires, ce qui est explicitement mis en évidence par le patatoïde 9. Les paysans n'émettent pas véritablement de critiques envers le contenu de ces vidéos (sauf 31-N7 qui précise que les paysans entretiennent leurs arroseurs contrairement à ce que laisse entendre le diagnostic). En revanche ces mêmes paysans sont extrêmement critiques envers l'Office, pour ne pas dire « agressifs » dans leurs points de vue. Leur attitude lors de Niono 1 consistant à rejeter toutes les responsabilités sur l'Office semble plus marquée encore à l'occasion de Niono 2, et surtout plus véhémence. Nous pouvons à titre d'exemple reprendre l'intervention suivante : « *Obligatoirement, et c'est avec cet argent que les drains doivent être entretenus, maintenant encore vous dites qu'il n'y a pas d'argent. Est-ce que vous pouvez nous le dire ? Si vous voyez que vous avez le pouvoir de nous dire cela c'est que vous avez le pouvoir et nous nous sommes des pauvres types, sinon vous n'allez plus nous le dire. [...] Si vous voyez que vous avez pu nous le dire c'est que vous êtes nos chefs, vous avez plus de pouvoir, mais Dieu a plus de pouvoir que vous.* » ; « *Nous les colons nous sommes là, on ne sera pas mutés ni arrêtés. Vous, vous pouvez être mutés et on peut vous arrêter. Nous, nous sommes une colline ici on ne bouge pas, vous vous partez, vous revenez nous trouver ici, et vous ne pouvez rien nous faire. Seul Dieu peut faire quelque chose à quelqu'un.* » En vidéo,

une attitude assez acerbe et pugnace accompagne ces discours. Ces interventions représentent un moment difficile de la réunion, situé dans l'accusation et l'affrontement plutôt que dans la collaboration et la recherche collective de solutions. Les paysans accusent ainsi l'ON de mauvaise gestion volontaire, de détournement de fonds et de mensonges. Le moment le plus critique est atteint lors des interventions 32-N5 et 33-N15, comme le souligne le dessin du patatoïde 10. Il s'agit d'ailleurs d'un des rares temps de la réunion aussi marqué par des signes socio-émotionnels négatifs. Ce moment constitue un vrai blocage de la part des paysans qui refusent de négocier sur certains points : « *Comment cela peut-il se faire ? Maintenant vous dites que les OERT ne sont pas fonctionnelles, comment les OERT pourraient l'être alors qu'on a débloqué 800 millions pour ce travail qui ont été bloqués au niveau de la direction là-bas, pourquoi cela a-t-il pu se faire ? Donc il ne faut pas venir nous parler d'OERT.* » Les quatre premières interventions paysannes nous semblent de fait très peu constructives, et surtout montre l'absence de véritable recul critique des paysans sur leurs propres comportements (à nos yeux), à moins qu'ils ne soient simplement par trop excédés des millions qui disparaissent dans l'entretien assez médiocre du réseau qu'ils utilisent. Dans tous les cas le fait que l'émotionnel parasite le domaine de la tâche prouve l'importance du problème traité pour la vie des paysans, mais aussi l'agacement dû à l'immobilisme actuel et le besoin de solutions. Mais ce moment est temporisé par la dernière intervention de cette première séquence, celle d'un représentant paysan qui, voyant la tournure que prennent les événements juge opportun de jouer spontanément le rôle de médiateur afin de tenter de calmer les esprits en affirmant « *nous sommes tous coupables* ». Il tente de faire comprendre que chacun a sa part de responsabilité dans la situation et qu'il « *ne sert à rien de s'accuser mutuellement* ». Il cherche des explications aux blocages identifiés par la vidéo : « *Les difficultés dues à nous autres paysans sont parce que nous avons besoin d'eau en permanence, à tout moment, et pas une seule heure ne passe sans qu'il y ait un besoin d'eau* » ; « *Jamais un membre de la famille n'atteindra 0,25 hectare sur la répartition du champ. Donc comment allons-nous nous nourrir si on ne fait pas la contre-saison ? Nous sommes obligés de faire la contre-saison, tout comme le maraîchage pour lequel nous n'avons pas de champ spécifique* ». Cette intervention, en plus de permettre aux paysans de s'interroger sur leurs propres responsabilités et de remettre la réunion sur une voie constructive, laisse un espace libre pour qu'un membre de l'ON puisse essayer de répondre à ces accusations. Tous les membres de l'Office restent alors silencieux en attendant que le directeur de zone le plus directement concerné par les critiques formulées dans la vidéo et par les accusations des premières interventions paysannes prenne la parole (cf. 35-N11). Après avoir essayé de pointer le manque d'organisation des paysans qui devrait pourtant leur permettre de faire face à de nombreuses difficultés d'entretien, il se défend rapidement des accusations portées contre lui, et renvoie également la responsabilité sur l'Etat et sur les partenaires techniques et financiers. Enfin il tente de rallier les paysans à sa cause en expliquant que c'est ensemble, paysans et ON, qu'ils peuvent espérer palier aux manquements de l'Etat et des PTF. On peut remarquer que l'ambiance était si tendue lors de cet échange que même l'animateur s'est fait très discret, rendant quelque part plus évident encore son rattachement à l'Office.

Ce moment marque le début de la seconde séquence de Niono 2, une séquence plus positive et constructive que la première. Les interventions demeurent toutes très concentrées sur les thèmes abordés par les modules projetés, et beaucoup viennent en appui aux vidéos (cf. patatoïde 12 et les colonnes vides à côté). La vidéo est encore une fois la charpente des débats. Cette seconde séquence montre l'existence d'un véritable effort d'autocritique de la part des paysans, et un effort qui est appuyé par les représentants des organisations locales. Le rôle joué par les représentants paysans dans les problèmes liés au suivi des travaux d'entretien est questionné à partir de ce qui a été exposé dans la vidéo, tout comme le comportement des paysans au moment du battage par exemple. On évoque également le besoin de sanctionner réellement les paysans qui transgressent les règles établies. Ce second temps est enfin l'occasion de formuler des propositions d'alternatives d'actions de type « *faisons ensemble* » plutôt que « *vous devriez faire* » (patatoïde 11). Le climat se détend peu

à peu. Il semble qu'une dynamique collective tente de s'installer, notamment autour de la remise en question des bienfaits de la contre-saison, et sur le besoin pour l'ON et les producteurs de prendre eux-mêmes en charge l'entretien du primaire et remplir le vide laissé par l'Etat. L'un des représentants paysans en vient même, tout comme les membres de l'Office l'avaient fait précédemment, à expliquer que selon lui la vidéo est trop négative et dresse un faux tableau de la situation, trop noir (cf. 39-N3). Est-ce seulement un signe de rapprochement avec les membres de l'ON, une main tendue, ou le pense-t-il vraiment ?

Le débat a donc été intense et très cadré à ce moment de la réunion. Et l'on peut dire qu'après une situation de blocage, les participants ont cherché à en sortir et à chercher des alternatives. Malheureusement, les membres de l'ON n'ont que très peu pris part à cette détente. La conclusion de cette phase par l'animateur renvoie chacun à ses responsabilités, et rassure les participants en leur expliquant que leurs apports seront par la suite ajoutés aux vidéos de façon à les compléter. Enfin, et c'est important, alors qu'il devrait reprendre les différentes propositions effectuées lors de l'échange, on constate qu'il se contente d'évoquer le besoin d'assécher le *fala* et la nécessité pour les producteurs de se mettre d'accord là-dessus. Cette proposition n'avait pourtant fait l'objet que d'une seule intervention (celle d'un responsable d'organisation locale, 38-N21) lors de ce débat, tandis que des propositions plus « novatrices » comme une refonte du système de suivi des travaux d'entretien par les paysans, et les besoins de formation (évoqués par la vidéo et par certains des acteurs présents dans la salle) ont été comme oubliées par cette conclusion, ce qui a empêché de discuter la faisabilité de l'adoption de tels changements. Finalement on peut souligner l'intervention d'un représentant d'une organisation locale qui explique qu'il voit réellement un intérêt dans la démarche vidéo : *« Donc il faut qu'on dise les choses. Sans quoi ça ne marchera pas. Qu'on fasse remonter ces problèmes jusqu'au gouvernement. [...] cela permettra que notre point de vue soit connu. Dans ce cas même s'il y aura du gaspillage, on dira voilà les papiers, il a été dit de faire attention. [...] Ils ont déjà toutes les informations sur le sujet, parce qu'eux aussi prennent des décisions en se basant sur les informations qui leurs sont disponibles. Si bien que s'ils n'ont pas suffisamment d'informations, ils peuvent prendre de mauvaises décisions. »* Cette intervention dénote une certaine volonté d'appropriation de ce travail collectif de diagnostic vidéo et une volonté d'implication car son impact sur les décideurs apparaît potentiellement important.

Pour terminer, nous pouvons ajouter qu'au cours de ces 12 interventions (animateur non compris), une seule a fait une référence explicite au contenu (images et discours) de la vidéo projetée.

Analyse de la grille Niono 3

Cette troisième et dernière phase de la réunion de projection-débat de Niono a été précédée de la diffusion du module portant comme son nom l'indique sur « le suivi des consommations ». Ce module a été construit afin d'obtenir auprès des acteurs quotidiens de la gestion de l'eau quelques éléments de réflexion pour la constitution par la cellule VISION des modules du SI relatifs à cette gestion, et il faut l'avouer de « préparer le terrain » pour un meilleur accueil de possibles instruments ou procédures de mesure des débits. Il s'agissait d'être positifs, et de mettre l'accent sur la possible mise en place d'une bonne gestion de l'eau, en s'appuyant justement sur les efforts déployés par l'ON dans la zone de N'Débougou (celle qui avait fait l'objet des nombreuses attaques lors de la phase précédente). Ce module traitait donc d'un thème relativement précis et on en profitait pour procéder d'une certaine façon à une sensibilisation sur la nécessité de mieux gérer l'eau. Nous aurions peut-être gagné à le projeter en deuxième position plutôt qu'en dernière, cela aurait pu rehausser l'estime des agents de l'ON vis-à-vis du diagnostic, et éviter cette impression trop négative laissée par les autres modules. Projeté en toute fin, après une réunion de plus de trois heures déjà, ce module n'a pas fait l'objet de beaucoup de réactions et comme nous le lui avons demandé, l'animateur est passé assez rapidement à une phase de questions sur la perception à chaud par les participants de l'utilisation de la vidéo. On identifie ainsi tout de même deux temps dans cette phase.

Sur le premier temps de la réunion, on constate que les interventions ont été extrêmement courtes par rapport aux échanges précédents. Seule la première intervention de l'animateur a été très longue. Ceci s'explique sans doute parce qu'en tant que chef de la cellule VISION il voyait en ce module l'occasion de démontrer tout l'intérêt de ses activités. Mais cette intervention n'encourageait pas le débat. Il y évoque de manière très obscure les bienfaits de la technologie et la nécessité de se tourner vers l'avenir, puis explique qu'il faut faire vite car c'est l'heure de la prière... Puis les agents de l'ON ont pris la parole, sans doute quelque peu rassurés par le contenu plus positif de la vidéo projetée. On observe aussi la première et unique intervention d'un agent de terrain (45-N23) sans doute un peu agacé par les discours de certains paysans et qui, en se positionnant comme « garant de la vérité », cherche à montrer l'absence de savoir-faire en matière d'irrigation chez les paysans, dénonçant des comportements parfois irrationnels. Il est intéressant de voir que cette intervention a été immédiatement renforcée par celle de la personne que nous avons engagée pour gérer la sonde des projections, qui s'est avéré avoir lui-même des champs en zone Office, et qui, intéressé par le débat, n'a pu se retenir d'y participer à son tour. Il a également dénoncé le manque de rationalité et de solidarité au sein du groupe des producteurs. Le dernier point intéressant de cette première séquence réside dans l'intervention 49-N13 (cf. patatoïde 13) qui démontre clairement l'angoisse des cadres de zone quant à l'utilisation potentielle de ce diagnostic vidéo. En effet ce cadre de zone se considère obligé de revenir sur les déclarations du seul agent de terrain qui a osé s'exprimer. Ce dernier avait en effet affirmé que les clefs des vannes étaient souvent confiées aux paysans alors que ce n'est pas légal, pour faciliter un travail de terrain quasiment impossible à réaliser seul. De peur que cela puisse se retourner contre les cadres de zone, N13 a immédiatement rectifié « officiellement » ce propos, alors que tout le monde savait pertinemment que ces clefs étaient bel et bien en possession des paysans : 49-N13 « *Si c'est une pratique du paysan dans votre casier, il faut l'arrêter. On est en train de filmer tout ce qu'on dit et cela peut-être une critique pour nous. C'est l'aiguadier qui gère les clés de l'arroseur.* » Malgré le fait que ce point ait été soulevé à plusieurs reprises dans les vidéos, l'ON refuse toujours de reconnaître publiquement cette réalité, et donc de traiter le problème de répartition des rôles sous-jacents. Ainsi il semble que si les paysans au cours de la réunion ont réellement profité d'un retour réflexif sur leurs propres points de vue et comportements, il est plus difficile d'en dire de même des agents de l'Office.

La deuxième séquence de cette dernière phase de la réunion de projection a été très courte et n'a vu que des paysans s'exprimer sur leurs perceptions du recours à la vidéo pour réaliser collectivement le diagnostic. Les agents de l'ON ont semble-t-il préféré ne pas s'exprimer sur le sujet. Ces perceptions paysannes sont toutes très bonnes (cf. patatoïde 14 et 15). Ils sont extrêmement satisfaits de cette nouvelle méthode et souhaiteraient que tous les diagnostics futurs se fassent de cette manière. Cela leur donne en effet un droit de parole et un certain contrôle sur le contenu du diagnostic. Ils apprécient également l'effet de sensibilisation des vidéos, et ont le sentiment d'avoir obtenu des informations nouvelles qui viennent enrichir leurs perceptions de la situation. Enfin ils expriment le souhait que ce diagnostic soit porté à la connaissance des décideurs administratifs, politiques et financiers, ce qui démontre bien selon nous leur adhésion au contenu. Deux extraits de la réunion peuvent être cités pour appuyer notre propos : « *C'est la meilleure façon de sensibiliser, il n'y a aucune autre méthode de sensibilisation qui dépasse celle-là. [...] Je pense que les choses comme cela sont très importantes et très intéressantes, surtout que cette projection nous permet à nous et à l'Office de nous critiquer mutuellement et de critiquer également l'Etat ensemble. Donc cela sensibilise les gens complètement. Par exemple là où la paille de riz est sortie à l'écran, avec l'intervention de Mamadou Keita celle des paysans et de moi-même à ce sujet je pense que c'est comme ça qu'on montre le bon chemin. Car chacun a sa part, chacun a sa faute. Donc si l'on continue comme cela surtout sur la base des vidéos cela va beaucoup mieux sensibiliser.* » (51-N3) ; « *Bon pour moi les images, cette vidéo, il ne faut pas que cela s'arrête à mi-chemin. Il faut qu'elle arrive au niveau des responsables décideurs. Parce que nous avons remarqué que sur certaines interventions à la télévision, on nous voit souvent à la télévision*

remuant la bouche mais ce que tu es en train de dire ne sort pas, c'est-à-dire qu'on ne fait pas passer ta voix. Il ne faut pas que ce soit comme cela. Qu'on le fasse de sorte que la voix de celui qui parle passe aussi, en plus de son image, qu'on puisse écouter ce qu'il dit. Cela permettra qu'ils entendent ce que l'on vous dit, et ce que vous nous dites aussi. C'est cela qui permettra de mieux nous comprendre » (52-N4). La perception des agents de l'ON, cadres de zone comme agents de terrain, demeure plus ambiguë et teintée d'une certaine crainte.

Dans l'ensemble les interventions traitaient de thèmes qui n'avaient pas vraiment à voir avec le contenu de la vidéo ce qui peut s'expliquer de deux façons. Soit les participants ne se sont pas vraiment sentis concernés par le sujet estimant que c'était finalement plutôt une affaire d'experts (ce que laissait d'ailleurs entendre l'introduction de l'animateur), soit ils ont vu la fin de la réunion approcher et ont cherché à replacer ce qu'ils jugeaient être le plus important parmi ce qui avait été abordé dans la réunion (difficultés de drainage, besoin de réhabilitation, responsabilités de terrains, etc.).

3.1.3 Conclusions sur la réunion de Niono

Les premières conclusions doivent être tirées vis-à-vis des objectifs que nous avons assignés à cette première réunion de projection. Rappelons donc le premier de ces objectifs : *« confronter les choix de contenu et de montage aux regards critiques des acteurs locaux, de manière à supprimer, compléter ou corriger des morceaux d'interviews et même des images jugées inappropriées par tout ou partie des acteurs présents »*. Il nous semble indéniable de considérer que cet objectif a été pleinement atteint. Toutes les personnes interviewées pour le diagnostic vidéo étaient bel et bien présentes et ont donc pu constater de leurs propres yeux ce que nous avons conservé de leurs interviews et ce que nous avons utilisé comme image d'appui. Chacun a ainsi pu s'exprimer sur son ressenti et globalement tous ont semblé satisfaits des choix de montage effectués, à l'exception d'un unique cadre de zone de l'ON qui lui a été véritablement scandalisé par l'acte de censure dont il a fait l'objet. Il s'est offusqué d'avoir été coupé au montage et nous a presque accusé de manipulation de son discours. Mais ses remarques ne nous ont pas poussés à apporter de modifications à son montage car il semble surtout qu'il n'avait pas compris tout de suite que son interview avait été coupée et dispatchée dans les différents modules vidéo composant le diagnostic. De fait après avoir vu le reste des modules il est revenu en partie sur ses propos. Cependant il n'en demeure pas moins qu'il a été choqué de constater que sur l'heure entière d'interview que nous avons filmée avec lui, nous n'avons gardé que quelques minutes pour le montage final. Cette découpe nécessaire a entraîné un sentiment de frustration plus ou moins important chez l'interviewé. Ceci nous conduit à penser que nous n'avons pas assez pris le temps d'expliquer ce qui serait fait des interviews aux personnes interviewées. Nous ne les avons pas assez préparées à la phase de montage.

Le deuxième et le troisième objectifs visés par cette réunion étaient : *« faire réagir les différents groupes d'acteurs sur les thèmes abordés dans les vidéos, et en particulier sur les différences et les similitudes entre les divers points de vue qui y sont exprimés et illustrés »* ; et *« favoriser la formulation de propositions d'actions concrètes visant à résoudre les problèmes évoqués dans vidéos »*. Il est évident, nous l'avons vu, que les débats durant cette réunion ont abordés, plus ou moins directement, les thèmes évoqués dans les vidéos. De même, et cela s'observe dans les grilles, le souci de rechercher et proposer des alternatives aux difficultés identifiées a été réel. Sur la base des grilles d'analyse, nous avons comptabilisé le nombre de signes (positifs comme négatifs) ayant respectivement été attribués aux catégories *« le thème est contenu dans la vidéo »*, *« le thème n'est pas contenu dans la vidéo »* et *« l'intervenant aborde des alternatives »*, et avons ainsi pu représenter sur le graphique ci-dessous, l'évolution de la nature de la discussion tout au long de la réunion. Bien sûr, ce n'est pas la valeur - soit le nombre de signes relevés - qui importe ici, mais une nouvelle fois le profil, les rapports entre les différentes catégories.

Importance relative accordée aux différents thèmes abordés au cours de la réunion de Niono, selon qu'ils sont ou non contenus dans la vidéo

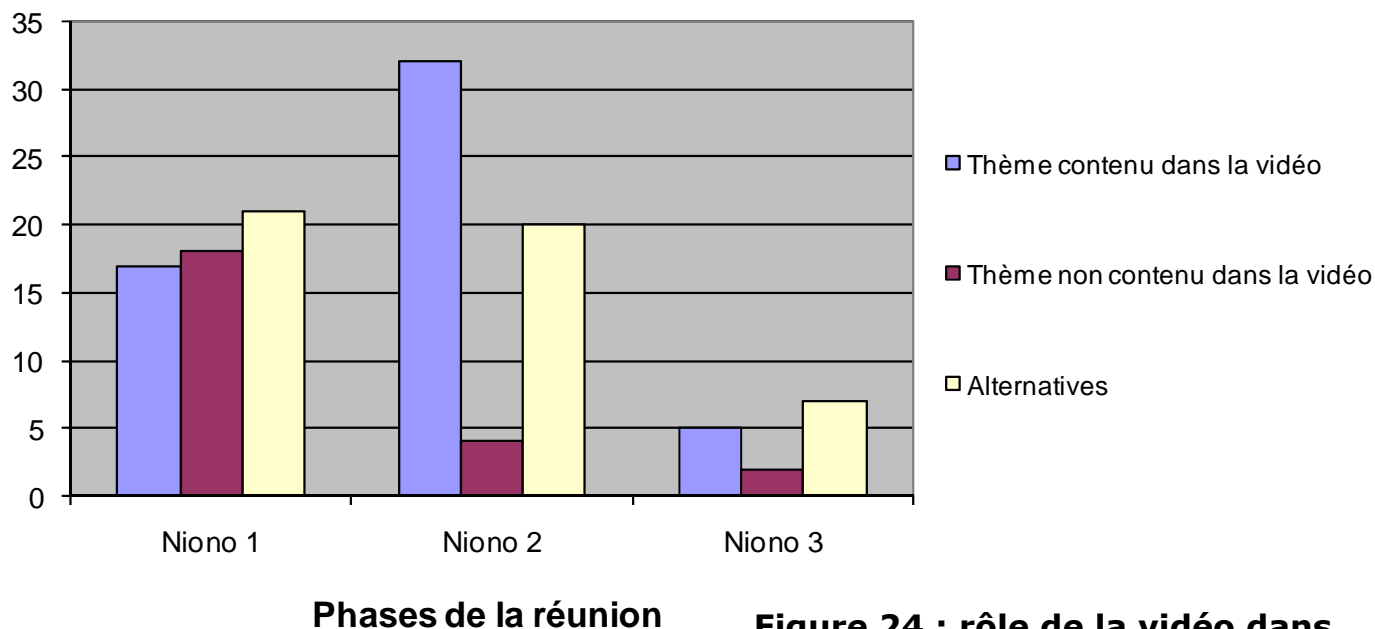


Figure 24 : rôle de la vidéo dans l'orientation des débats lors de la réunion de Niono

Ce graphique reflète ce que nous avons dit au moment de l'interprétation des grilles d'analyse, à savoir : une première phase plutôt déstructurée, où différents thèmes sont abordés après le visionnement d'une vidéo assez générale ; une deuxième phase beaucoup plus cadrée, s'attachant à développer les thèmes directement évoqués par les vidéos projetées ; et enfin une troisième phase plutôt pauvre en réactions à la vidéo. La plupart des thèmes non contenus dans la vidéo et évoqués dans Niono 1 l'étaient par ailleurs dans les modules suivants. Globalement il nous semble clair que les participants à la réunion se sont très largement exprimés sur les thèmes évoqués dans les vidéos, qui ont constitué - et cela a été souligné en fin de réunion - de bonnes introductions pour les discussions. Elles apportaient une vision certes partielle mais concrète, des exemples précis autour desquels pouvait s'articuler les échanges. Le nombre de références à la vidéo (huit évidentes), qu'il s'agisse des images ou des discours, montre qu'à plusieurs reprises les vidéos ont servi de repères pour permettre aux participants de parler de la même chose. Il se dessine ici un atout intéressant de la vidéo en tant qu'outil d'animation de débats. En revanche le travail que nous souhaitions réaliser sur l'explicitation par les participants eux-mêmes des différences et similitudes entre les points de vue exprimés dans les vidéos n'a pas été aussi concluant que nous l'avions espéré. Si l'on constate au travers des grilles d'analyse qu'un certain nombre d'apports d'informations et de critiques ont été formulés sur les thèmes contenus dans les vidéos, par comparaison aux simples « appui » (14 contre 3 pour Niono 1, 17 contre 14 pour Niono 2, et 2 contre 2 pour Niono 3), et sont donc venus affiner en quelque sorte les points de vue des différents acteurs et enrichir le débat, il n'y a pas eu de travail collectif explicite visant à rechercher dans le détail les convergences et divergences entre acteurs. Cette comparaison s'est limitée à un exercice personnel, intérieur et individuel, sans explicitation orale du type « *votre point de vue est le suivant, le mien est le suivant, nous sommes d'accords sur tels aspects mais en opposition sur tels autres* ». Mais il semble normal que ce résultat ne puisse pas être obtenu par le seul fait de visionner ensemble une vidéo ! Il faudrait sans doute qu'il y

ait à un moment ou un autre une demande clairement formulée par l'animateur, et un travail sur *paper board* par exemple, de manière à engager une phase de synthèse, puis éventuellement de décision. A l'issue d'une première série d'échanges par exemple, cette demande pourrait être adressée à certains participants en particulier afin qu'ils tentent de « formuler » ces divergences et ces similitudes. Le rôle de l'animateur semble central pour une pleine valorisation de l'intérêt du recours à la vidéo pour appuyer la concertation, tout aussi central que pour les débats disons plus « classiques ». L'honnêteté nous commande de reconnaître ici que nous n'avons certainement pas suffisamment travaillé sur la posture à adopter par l'animateur. A notre décharge, rappelons que l'animateur initialement prévu nous a fait faux bond la veille au soir de la réunion, et que nous avons été contraints de faire jouer ce rôle au chef de la cellule VISION, c'est-à-dire un cadre de Ségou, qui apparaissait à tous comme la personne la plus appropriée... Le briefing n'a duré que quelques minutes avant le début de la réunion et sa préparation a été quasi nulle. De fait la qualité de son animation s'en est ressentie, en plus d'avoir été biaisée par son appartenance à l'Office, comme nous l'avons vu plus haut.

Malgré tout il nous semble important d'insister sur le fait qu'à partir des points spécifiques qu'elles abordent, il est possible d'identifier au sein des interventions successives (ou tout au moins de se faire une idée) de ce que sont les priorités de chaque acteur - en tout cas des individus s'étant exprimés lors du débat - vis-à-vis des différents sujets traités. Il est ainsi possible d'identifier par exemple ce qu'il juge être la principale difficulté à résoudre, ce qui semble ne pas le concerner, ce qu'il refuse d'admettre ou veut cacher à tout prix, etc. En ce sens cet exercice de débat autour du contenu du diagnostic permet d'affiner notre approche du système d'acteurs en produisant de la connaissance. Et cette connaissance, si elle s'organise à nos yeux d'analystes en particulier selon les principes de l'analyse stratégique, est aussi accessible à l'ensemble des participants de la réunion. Ces derniers sont ainsi susceptibles de mieux évaluer leurs marges de manœuvre et de négociation. Ils obtiennent de l'information sur les points de vue des autres acteurs et ont ainsi les moyens de revoir en conséquence leurs propres positions au sein du système.

Pour ce qui est du troisième et dernier objectif, une nouvelle fois le rôle de l'animateur apparaît essentiel pour que des alternatives explicites soient formulées par les acteurs eux-mêmes et discutées. Le graphique précédent semble montrer qu'un certain nombre d'alternatives ont été abordées, mais il ne faut pas se laisser duper car notre approche de l'alternative reste très large. Finalement il nous apparaît que la vidéo en elle-même ne favorise pas vraiment la formulation d'alternatives, elle permet comme nous venons de le dire, de mieux comprendre la nature des difficultés, de favoriser l'appréhension collective de problèmes, et de revoir le cas échéant sa représentation du problème en fonction des points de vue et apports des autres acteurs. Mais l'action de formuler une proposition de changement résulte d'un besoin urgent ou d'une demande clairement formulée. Autrement dit, il faut « gratter » la « surface du problème » (cf. Darré) pour trouver des pistes (des « pentes ») de solutions d'actions adaptées à l'ensemble des acteurs ou tout au moins acceptables par tous. Cet effort ne peut être que le résultat d'une intention de l'animateur (si cela ne se produit pas spontanément au sein du groupe de discussion), d'une volonté répétée, insistante visant à « gratter cette surface du problème ». Ce travail n'a pas été suffisamment réalisé par l'animateur qui aurait du pouvoir faire expliciter certaines propositions par des acteurs, les confronter aux points de vue d'autres acteurs, et les faire décliner en propositions d'action concrètes. Si le recours à la vidéo offre un environnement propice à l'explicitation des points de vue et au travail sur soi, et ainsi améliore sans aucun doute les dispositions des différents acteurs quant à la formulation de propositions d'action, elle ne les implique pas automatiquement. Le travail de l'animateur reste décisif. Malgré tout, il faut souligner qu'un certain nombre de propositions concrètes ont été faites durant cette réunion (mais pas suffisamment discutées, ni suffisamment décomposées en actions, responsabilités, et échéances). Nous pouvons citer l'assèchement du *fala*, qui semble devoir passer par une

discussion entre paysans pour accepter (ou s'organiser pour permettre) de se passer d'une récolte de contre saison, et s'appuyer sur une décision politique afin d'autoriser cette manœuvre à l'Office ; une réorganisation de la réception de travaux d'entretien sur le secondaire, et donc une reconsidération des rôles et fonction des représentants paysans en particulier, a également été évoquée à plusieurs reprises ; une revalorisation du travail et de l'autorité du chef d'arroseur a été mise sur la table ; et enfin nous pouvons citer le recours effectif aux sanctions hydrauliques qui a également fait l'objet de discussions. A défaut de l'avoir été en réunion, ces thèmes devraient servir de base pour le passage à une phase décisionnelle plus opérationnelle.

En plus des éléments d'évaluation de l'impact de ce travail de projection-débat multi-acteurs, nous retirons divers enseignements de cette expérience malienne de recours à la vidéo dans le cadre d'une action de diagnostic voulu participatif et concerté :

- Le fait que les vidéos présentées évoquent exclusivement des difficultés et ne s'attardent pas sur les aspects positifs de la gestion actuelle de l'eau en zone Office ainsi que les raisons de ce choix ont été clairement expliquées et soulignées, notamment par les interventions 2-N2 et 3-N1. Malgré tout, on voit bien qu'il s'agit là d'un point d'agacement fort, surtout pour les membres de l'ON (et pratiquement pas du côté des producteurs, dont le comportement est pourtant parfois fortement critiqué dans les vidéos). Pour s'en convaincre il suffit de relire les interventions des responsables d'organisations paysannes de l'ON, 14-N12 ou 17-N14 : *« Bonjour ! On visionne les vidéos et comme Ouedraogo l'a dit, elles ne sont allées que d'un seul côté. Parce que partout où il y du bien il y a aussi du mauvais mais ils ne nous ont montré que du mauvais. A mon avis pour réaliser ce travail il faut prendre des images d'un cas de dégradation extrême, ensuite de ceux qui sont au milieu dans la moyenne, et enfin tu prends un cas performant. Mais si tu ne prends qu'un côté qui est le mauvais moi je me demande si ce n'est pas un piège pour montrer qu'à l'Office il n'y a rien de bon. Alors qu'il y a ceux qui sont bien aussi ! Pour faire un travail comme ça tu dois cibler les trois parties, mauvaise, bonne et moyenne, comme ça si tu le montres aux gens ils vont comprendre, car dans le cas présent ils ne comprendront rien. On ne va rien comprendre là-dessus car c'est comme si tout était la même chose. »* (17 N 14). Notons de plus que certains représentants de paysans (peu) s'inquiètent également de l'utilisation qui pourrait être faite d'une vidéo aussi « pessimiste » : *« L'opinion internationale ne l'accepte pas et il y a eu des réunions là-dessus jusqu'en France. On est au courant. Ils n'ont même pas voulu que cette réunion se fasse ici chez nous, en Afrique, ils nous ont interpellés là-bas pour aller nous dire que désormais la gestion de l'eau sera répartie [entre les pays de l'ABN]. Par conséquent ça ne marchera plus selon la volonté d'un seul. Donc ce qui est en train de se préparer aujourd'hui par ses oreilles rouges, je pense qu'en fait à travers ses travaux on ne cherchera qu'à dire seulement que nous on gaspille l'eau. Et donc il faudra limiter leur quantité d'eau à utiliser. Par conséquent je vous demande à vous les oreilles rouges, de ne pas seulement exposer le mauvais côté. Merci »* ou bien *« C'est comme si vous ne parliez que de notre mauvaise gestion de l'eau, ou bien de notre gaspillage d'eau et qu'il n'y ait rien de positif. Tout n'est que difficulté. Effectivement il ne faudrait pas que cet outil serve à nous vendre très mal ailleurs. Qu'on ne dise pas après avoir visionné ces vidéos que les paysans de l'ON ne font que gaspiller l'eau et que ses cadres aussi ne font que du gaspillage d'eau. [...] Vraiment en réalité, il ne faudrait pas qu'un jour ou l'autre, qu'ici ou ailleurs, cet outil contribue à nous saboter, à nous déshonorer. [...] Maintenant on ne peut pas faire des omelettes sans casser des œufs. »* (39-N3). Même s'il faut accepter ses limites pour les dépasser, et qu'être sincère avec ses partenaires devrait théoriquement augmenter leur confiance, il faut bien admettre qu'il ne sert à rien de braquer les membres de l'ON si l'on espère entamer avec eux un dialogue constructif. Ceci semble pointer un enseignement fort qu'il nous faudra retenir de cette expérience malienne : il est crucial

de mettre en avant des aspects positifs au sein des problématiques abordées si l'on veut avoir des acteurs dans de bonnes dispositions pour le dialogue. Ne vouloir débattre qu'autour des problèmes peut même, semble-t-il, s'avérer contre-productif, en transformant le diagnostic en source d'angoisse pour certains.

NB : pour se donner une idée de ces problèmes, quelques images sont disponibles en annexe 22

- Dans l'ensemble, malgré le rejet de certains responsables de l'ON, les paysans ont semblé assez rapidement enthousiastes face à un diagnostic qui leur était pleinement accessible, et sur lequel ils avaient encore la possibilité d'intervenir : « *Je salue cette réunion et cette formation car beaucoup ont appris de cette formation. Et sans cette formation, beaucoup n'auraient pas eu ces informations.* » (11-N9) Par ailleurs, en laissant traîner nos oreilles, nous avons entendu certaines conversations entre agents de terrain qui continuaient à discuter entre eux de ce que les vidéos avaient montré, plusieurs jours après la projection. Ils semblaient (selon la traduction de notre interprète) être satisfaits d'avoir pu enfin se faire entendre de leurs chefs au travers de ce diagnostic. Ceci est intéressant à souligner car bien que n'ayant presque pas participé au débat, ils estiment avoir eu l'occasion de s'exprimer au travers des quelques interviews d'agents de terrain qui ont été réalisées au sein des modules. Le diagnostic vidéo proprement dit constitue ainsi en lui-même un espace d'expression jugé utile par les acteurs locaux.
- En termes d'organisation de la réunion, il nous a semblé tout d'abord que trop de thématiques étaient abordées en même temps au travers des vidéos, entraînant une réunion trop longue et parfois un peu dispersée. Cependant nous restons convaincus que c'est aussi dans une certaine forme de dispersion que l'on peut trouver des solutions originales et inattendues aux problèmes identifiés, puisqu'ils sont presque tous reliés dans le cas présent (le drainage, l'entretien et l'irrigation sont interdépendants, sous toutes leurs facettes technique, organisationnelle, etc.). Néanmoins le fait d'aborder trop de thématiques dans un même débat ne permet pas de chercher des pistes de solutions pour chacune, ce qui peut entraîner un certain sentiment de frustration chez les participants comme chez les organisateurs. L'ordre des sujets abordés est également primordial, nous l'avons vu.
- Nous avons enfin été frappés par l'absence de remarques concernant la nature de la Voix-Off. Aucune critique n'a été formulée à son encontre par aucun acteur. Lorsque certains ont émis quelques remarques à propos de l'influence de la mission sur le diagnostic, ils se référaient essentiellement aux choix de montage, au découpage des interviews. Cela signifie-t-il que nous avons trouvé le bon ton et la bonne proportion de commentaire-off de façon à le rendre discret, non intrusif, mais efficace en termes de transitions et de bilans ?

3.1.4 Projection-débat de Macina : une participation au débat à l'image de la composition du public

Répartition des catégories d'acteurs parmi les spectateurs

- projection Macina -

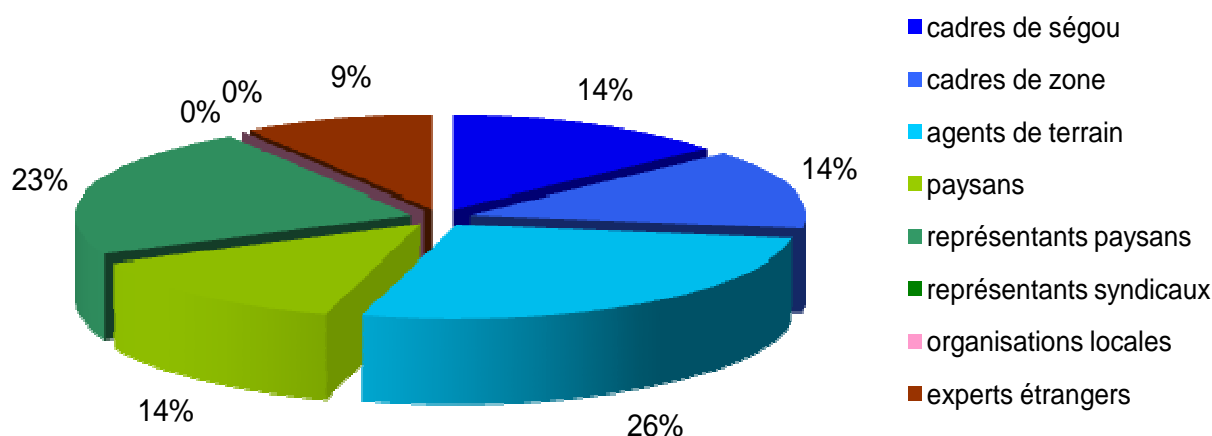


Figure 25 : analyse des spectateurs de la réunion de Macina

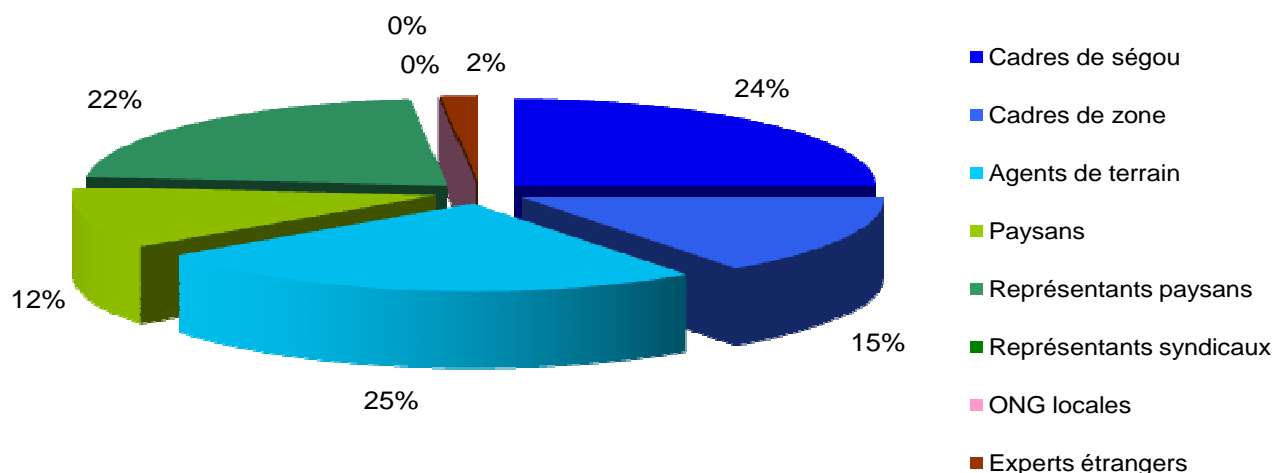
Rappelons que l'organisation de la réunion de Macina a été assurée par les responsables de l'Office du Niger de la zone de Macina. Nous leur avons simplement fait part au préalable des catégories d'acteurs que nous souhaitions avoir dans le public.

La composition du public était très différente de celle de Niono comme le montre le graphique ci-dessus. Au total, 25 personnes étaient présentes pour participer à cette projection-débat, dont 64 % de membres de l'Office et seulement 37 % de producteurs. Le rapport de force (en tout cas numérique) très en faveur des producteurs lors de la projection de Niono était donc renversé à Macina. Cependant parmi les 11 producteurs présents, on ne compte que 4 paysans et 7 représentants paysans. On peut bien évidemment s'interroger sur les critères qui ont motivé le choix des paysans comme des représentants paysans par les membres de l'Office en charge de l'organisation de la réunion, mais l'analyse du déroulement même de la réunion devrait nous éclairer sur cet aspect.

En dehors de cette majorité de membres de l'ON, les principales différences avec la composition du public de la réunion de Niono résidaient dans la forte proportion d'agents de terrain dans le public de Macina (6 au total, dont 1 chef casier, 1 éclusier et 4 aiguadiers) et l'absence de représentants syndicaux et de membres d'organisation locale. De même, seule la zone de Macina était représentée dans le public. Les seuls cadres de Ségou présents étaient les membres de la cellule VISION. Les cadres de zones étaient au nombre de 3 (le chef Gestion de l'eau, le chef Unité entretien, et le responsable de la promotion aux organisations paysannes).

Si l'on se penche, à l'aide des graphiques ci-dessous, sur la participation effective des personnes présentes au débat, on constate que celle-ci est conforme à la composition de l'assistance. En effet les agents de terrain regroupent 25 % des interventions (on constate d'ailleurs que tous les agents de terrain présents sont intervenus), les représentants paysans 22% (5 sur 7 sont intervenus) et les paysans 12 % (3 sur 4 sont intervenus).

Répartition des prises de parole (nb d'interventions) durant le débat post-projection Macina



Nombre d'individus différents ayant pris la parole durant le débat post-projection Macina

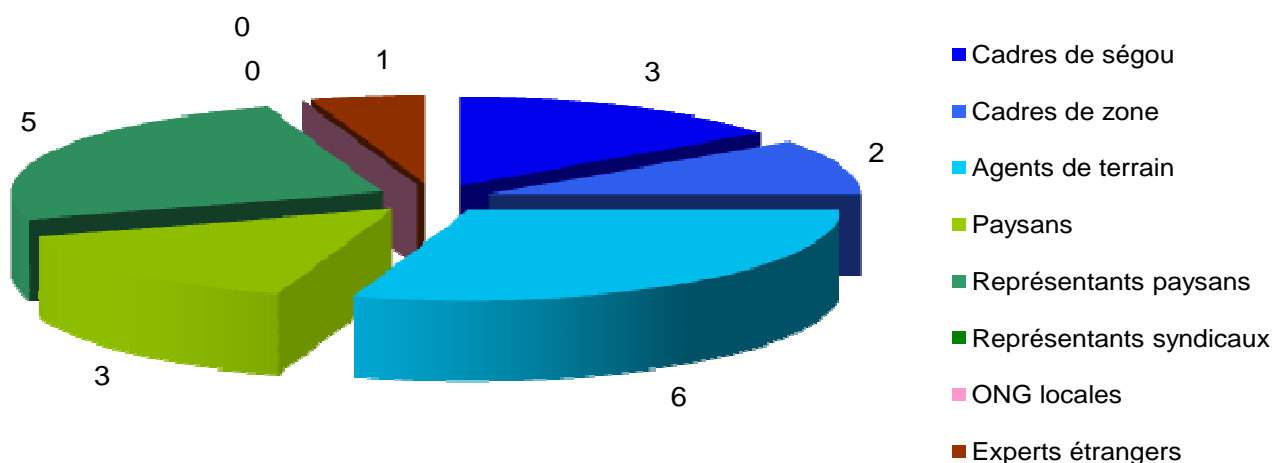


Figure 26 : analyse des prises de parole pendant la réunion de Macina

Comparativement à la réunion tenue la veille à Niono, on observe que cette fois-ci la quasi totalité des personnes présentes se sont exprimées au moins une fois. Le fait que la réunion ait été menée en comité nettement plus restreint et dans une petite salle de surcroît explique sans doute en partie cette forte participation. Et les agents de terrain qui n'avaient pratiquement pas eu l'occasion de s'exprimer à Niono (ce que l'on avait attribué au poids de la hiérarchie administrative) s'expriment cette fois largement durant le débat. Cette forte participation des agents de terrain s'explique sans doute par la personnalité même du chef service gestion de

l'eau de la zone de Macina (un ancien chef casier) et des bons rapports qu'il entretient avec ses agents. Par ailleurs, nous pouvons préciser que le risque de mise à l'index des cadres de l'Office par suite de l'intervention du vérificateur général était fort dans les zones de Niono, N'Débougou et Molodo, alors qu'il semble qu'il n'y avait aucune suspicion planant sur les responsables de la zone de Macina, laissant régner une atmosphère globalement plus détendue.

Pour cette réunion de projection de Macina, nous avons décidé de ne pas projeter d'un seul coup l'ensemble des modules sur l'entretien du réseau comme nous l'avions fait à Niono, estimant que la projection de trop d'informations était peut-être à l'origine de la tension des débats qui l'avaient suivie. Nous avons projeté les deux mêmes modules au début (« *Présentation de l'Office* » et « *Irrigation et drainage* »), puis nous n'avons projeté que le module sur l'entretien du réseau tertiaire afin de discuter d'abord des difficultés rencontrées par les producteurs pour assumer leurs responsabilités. Nous avons ensuite projeté les deux modules sur l'entretien des réseaux secondaire et primaire, et enfin dans un quatrième temps, nous avons diffusé le module sur le suivi des consommations. Nous pouvons donc découper le déroulement de cette réunion en 4 phases, que nous appellerons Macina 1, Macina 2, Macina 3 et Macina 4. Pour s'intéresser, comme nous l'avions fait pour la réunion de Niono, à la répartition des prises et des temps de parole entre les différentes catégories d'acteurs tout au long de la réunion de Macina, nous pouvons observer les deux graphiques suivants :

Répartition des prises de parole (nombre d'interventions) durant le débat post-projection Macina

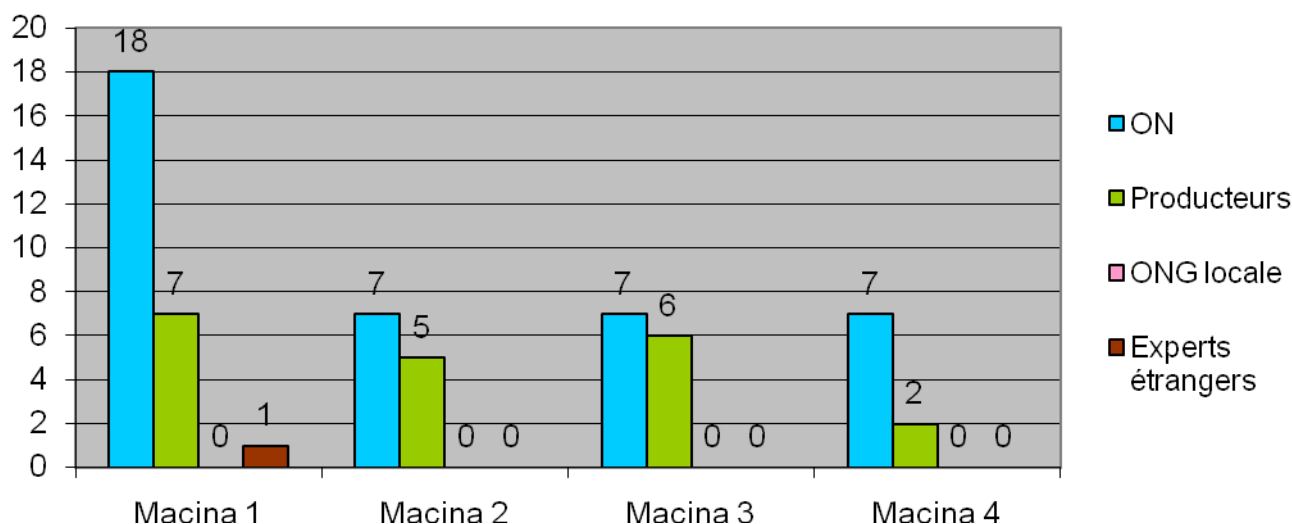
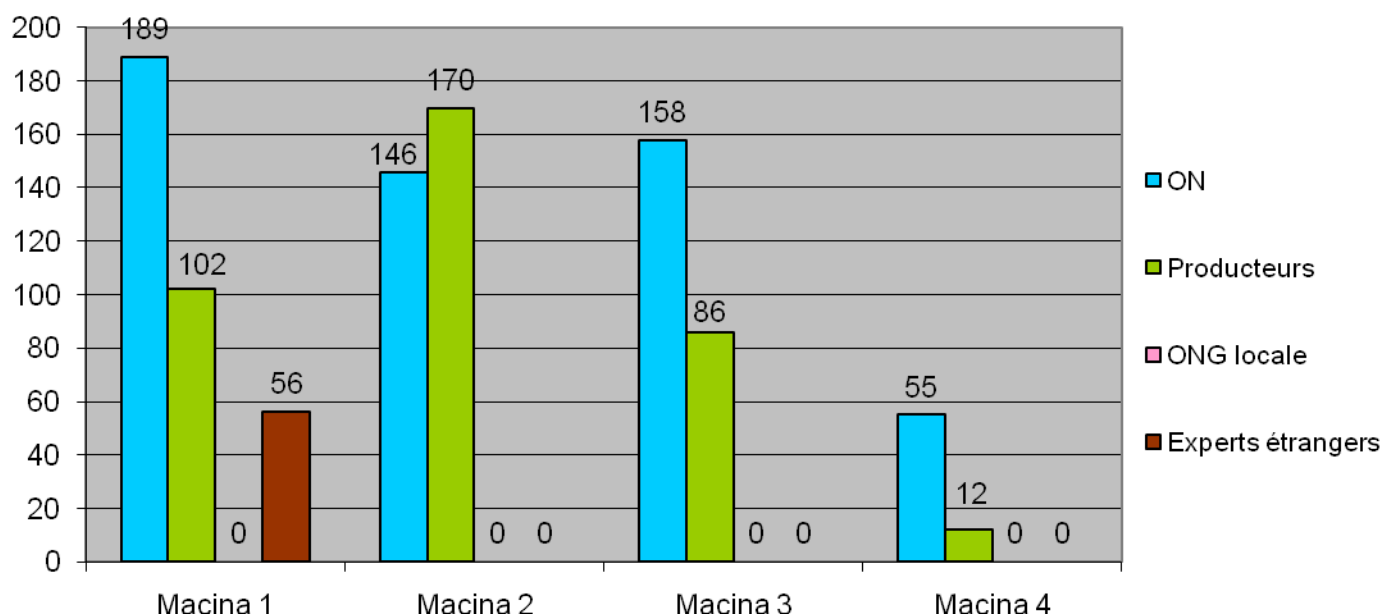


Figure 27 : seconde analyse des prises de parole pendant la réunion de Macina

Répartition des temps de parole (nombre de lignes) durant le débat post-projection Macina



On observe un peu le même type de profil de participation que dans le cas de la réunion de Niono, avec au départ une participation des agents de l'ON forte au début, qui étouffe même en quelque sorte l'expression des producteurs, même si une nouvelle fois il ne faut pas oublier l'importance du poids des interventions de l'animateur considéré comme un cadre de Ségou (en particulier sur les deux premières phases de la réunion de Macina). La participation des paysans augmente pour devenir la plus importante contribution au débat à partir de la projection de la vidéo sur l'entretien tertiaire, dont ils sont évidemment les principaux acteurs. Ensuite, ce sont les membres de l'ON qui recommencent à occuper le plus d'espace d'expression, après avoir visionné les vidéos sur l'entretien des réseaux secondaire et primaire, qui mettaient directement en cause leur responsabilité. Cette observation laisse supposer que le contenu de la vidéo projetée a une forte influence sur le profil de participation propre à chaque catégorie d'acteurs. Il semblerait en effet qu'une catégorie d'acteurs faisant l'objet de critiques au sein d'une vidéo soit plus encline à réagir, à s'exprimer pour se défendre lors de l'échange suivant. Notons que cette analyse n'a de sens que parce que l'animateur n'a pas commandé la prise de parole, n'appelant jamais telle ou telle personne ne s'étant pas encore exprimée à le faire. Il a en effet laissé le public participer ou non à la discussion comme il le souhaitait.

Une dernière observation ressort de l'analyse de ces graphiques : les interventions sont dans l'ensemble beaucoup plus courtes que celles ayant eu lieu à Niono. Nous relierons cette observation à la charge émotionnelle nettement moins forte à Macina qu'à Niono, où les vidéos traitaient réellement de la situation locale et mettaient en scène des gens dans la salle.

Si l'on affine encore un peu plus l'analyse afin de voir au sein des grandes catégories d'acteurs les groupes qui occupent le plus d'espace d'expression lors de la réunion, il apparaît que du côté de l'Office du Niger, ce sont cette fois-ci les agents de terrain qui prennent le dessus sur les cadres de zone. Et du côté des paysans, si les représentants paysans continuent de prendre le plus d'espace, les « simples » paysans ont, semble-t-il, cette fois-ci su se faire plus entendre, rivalisant presque avec leurs représentants (rappelons qu'ils étaient ici largement en sous nombre, contrairement à la configuration de la réunion de Niono).

3.1.5 Résultats issus de l'observation des grilles d'analyse

Analyse de la grille Macina 1

La grille est disponible en annexes 26, 27, 28 et 29.

Tout d'abord, au sein des 26 interventions qui composent cette première phase du débat Macina, nous n'avons relevé que 7 changements brusques de thématiques, avec quatre discussions principales qui ont abordé respectivement le thème de l'entretien du réseau (thème s'appuyant sur la vidéo mais vite abandonné suite à l'intervention d'un membre de la cellule VISION qui a demandé à la place de l'animateur de ne pas anticiper sur les débats à venir), les problèmes de dimensionnement d'un distributeur de la zone de Macina, les problèmes spécifiques de la zone de Macina, et enfin les difficultés liées à l'existence de « clefs parallèles » en possession des paysans (c'est-à-dire de doubles des clefs des cadenas permettant à l'aiguadier de fixer l'ouverture d'une vanne). On relève par ailleurs l'existence de 7 échanges clairement dirigés vers des intervenants précédents de telle manière que se développe un dialogue entre les différents participants autour des quatre thèmes évoqués. On constate également que cette première phase ne se présente pas sous la forme d'un affrontement « bloc contre bloc » comme c'était le cas à Niono, mais que chaque acteur semble se sentir libre d'émettre son avis sur tel ou tel thème.

On note ensuite que la plupart des échanges portent sur des thèmes non traités dans la vidéo, ce qui est assez logique puisque l'animateur demandait justement aux spectateurs, après avoir validé ou non le contenu des vidéos, d'identifier les difficultés de gestion de l'eau spécifiques à Macina dans l'objectif de les compléter. De la même façon, les intervenants évoquent à plusieurs reprises des cas particuliers comme l'illustre le patatoïde 2, mais cela correspond également à ce qu'on leur demandait.

Il est intéressant de constater que par deux fois une même critique a été émise à l'encontre du contenu de la vidéo. En effet deux producteurs ont voulu préciser que dans leur cas l'aiguadier était tout à fait disponible, contrairement à l'exemple cité dans les vidéos (cf. patatoïde 1). Le fait que des paysans viennent ainsi à la rescousse de leur aiguadier peut avoir deux significations, soit qu'ils entretiennent des relations de travail effectivement très bonnes avec lui, soit qu'ils ont été appelés pour participer à la réunion justement dans ce but. Nous aurons tendance à privilégier la première alternative, notamment pour avoir entendu à plusieurs reprises et dans différents contextes (discussion informelle, visite de terrain, enquêtes) que la zone de Macina fonctionnait de façon assez distincte des autres zones, et parce que sur d'autres thèmes les acteurs n'ont pas hésité à se critiquer.

Le problème des clefs parallèles est particulièrement intéressant. Il reprend spécifiquement le thème central du module 2, à savoir la coordination entre Office et paysans, qui avait soigneusement été mis de côté lors de la réunion de Niono. A Niono, la seule personne qui avait évoqué cette question s'était même faite rappeler à l'ordre par son supérieur hiérarchique. A Macina ce problème des clefs parallèles a été évoqué spontanément par deux fois, et par deux personnes différentes (cf. patatoïde 3 et 4), deux agents de terrain, avant d'être repris sous forme de question par un membre de la cellule VISION (cf. intervention 22-M10) qui décidément avait, semble-t-il, décidé de venir épauler l'animateur dans sa tâche. Ce thème a alors été développé par trois participants sans rencontrer aucun obstacle, ni le moindre signe d'agacement de la part du plus haut cadre de zone présent, comme si à Macina il ne s'agissait pas d'un sujet tabou. Comme le montre le patatoïde 5, les exploitants ont essuyé de nombreuses critiques relatives à l'utilisation de ces clefs parallèles, et des critiques parfois formulées par des producteurs eux-mêmes. En revanche, cette remise en cause sincère de l'utilisation des clefs a été reprise par l'animateur-cadre de Ségou sur un ton tout à fait préjudiciable à la suite de la discussion. Une fois encore sa casquette de cadre de l'Office a pris le dessus, même si son animation était dans l'ensemble plus en retrait que lors de sa prestation de Niono, et qu'il a bénéficié de l'appui de deux autres membres de la cellule VISION qui n'ont pas hésité à intervenir pour relancer le débat en formulant quelques questions clefs. Il a en effet conclu cette phase de la discussion par un appel ouvert à la délation, assez éloigné de notre

idée de ce que doit être l'animation constructive vers la prise de décision : *« A propos des clés parallèles dont disposent certains, les paysans l'ont dit et même l'encadrement l'a confirmé. On va donc le faire passer dans la vidéo. D'un côté cela sera une information et d'un autre une sensibilisation et le résultat sera la punition si l'Office prend des mesures contre cette pratique. Il faut que les paysans les respectent et dénoncent aussi ceux qui font cette pratique. Les paysans qui utilisent les clés à molette, vous les connaissez mais vous ne les dénoncez pas. Je sais que vous dénoncerez les paysans porteurs de clés, les agents ne vont pas tarder à le dire à la direction de la zone. Dénoncez-vous afin que vous ne perdiez pas tous vos avantages et ceci est obligation pour vous »*. Cette « animation » se passe malheureusement de commentaires.

Enfin, nous constatons que de nombreux signes (21) ont été inscrits dans les colonnes relatives aux alternatives évoquées. Ceci signifie que les participants se sont bien pris au jeu de la discussion collective visant à déterminer des pistes d'amélioration possible de leur situation. Pour ces représentants de Macina il semble ainsi qu'une vidéo reprenant les difficultés rencontrées principalement dans d'autres zones de l'Office ait été un bon stimulant pour leur propre réflexion, leur participation aux débats. Ceci peut s'illustrer notamment au travers de différentes citations de cette réunion au cours desquelles les participants font clairement référence à la vidéo dans leurs propos, par exemple : *« Je veux intervenir par rapport aux images qu'on vient de voir. [...] A travers ces images ce sont les herbes qui ont envahi tous les canaux et pour que cela marche bien il faut que l'Etat respecte ses engagements. »* (5-M3) ; ou encore *« Ce que j'ai vu et dont je vais parler c'est le trajet de l'eau qui quitte le barrage de Markala pour arriver chez nous, ici. »* (21-M15)

Une dernière observation concerne la faible présence de signes « socio-émotionnels positifs » tout du long de cette première phase, alors que dans la réunion de Niono à plusieurs reprises certains intervenants se sont sentis obligés d'essayer de rassembler la salle derrière une volonté collective de trouver des solutions, vers une responsabilisation de chacun, en demandant à chacun d'écouter les critiques de l'autre, etc. Ceci s'explique sans doute par le déroulement globalement très positif de cette première phase de la discussion, qui n'a donc pas exigé ce type d'intervention pour calmer les esprits et faire avancer la réflexion collective.

Analyse de la grille Macina 2

Cette seconde phase du débat de Macina suit la projection du module sur l'entretien du réseau tertiaire dans lequel l'accent est mis sur le manque d'organisation et le manque de moyens des paysans pour faire face aux entretiens, ainsi que sur les mauvais résultats des OERT et le problème des non résidents. Cette seconde phase du débat se compose de 12 interventions mêlant propos paysans (3), représentants paysans (2), agents de terrain (3) et cadres de zone (4). Tout comme ce que l'on a pu observer au cours de la première phase du débat, qu'il soit constructif, joué ou calculé, il semble néanmoins que s'instaure un dialogue entre les participants. Cette impression est renforcée par l'identification de seulement quatre changements brusques de thématiques, qui isolent en fait deux interventions (33-M20 et 37-M3) s'attachant à évoquer des cas particuliers. Nous allons tenter de décomposer ce dialogue.

Une nouvelle fois c'est un représentant du groupe d'acteurs mis en question dans la vidéo qui s'exprime en premier et cherche à se défendre. Ici, le paysan reprend tout d'abord les difficultés que ses pairs rencontrent quotidiennement pour assumer leurs tâches d'entretien du réseau tertiaire (essentiellement un manque de moyen face à des travaux importants) et en profite pour solliciter l'appui de l'Etat et de l'ON (patatoïde 6). Mais très vite son propos dévie et il commence à critiquer la mauvaise qualité des travaux d'entretien du réseau secondaire (patatoïde 7), cherchant à déplacer le débat (comme le montre la présence de croix dans la catégorie des thèmes non traités dans la vidéo). Mais il est immédiatement repris par l'intervenant suivant qui lui répond sèchement en expliquant que l'on parle de l'entretien du réseau tertiaire et que les problèmes ne viennent donc que des paysans. Débute alors un cycle de discussion recentré sur la responsabilité des paysans (cf. Patatoïde 8). Cette discussion,

menée par deux agents de terrain et deux représentants paysans, critique ouvertement et radicalement le comportement des paysans face à cette responsabilité, leur manque d'honnêteté est mis en cause (les paysans ne veulent pas admettre leurs fautes, rejettent la responsabilité sur de faux problèmes, des boucs émissaires, comme les non résidents par exemple). La véhémence des représentants paysans est quelque peu surprenante : ils critiquent les paysans, et la manière dont d'autres responsables paysans effectuent leur travail. Et parallèlement ils contredisent la première intervention paysanne en insistant sur le fait que l'ON de son côté réalise correctement ses travaux d'entretien malgré ses propres difficultés (30-M16 et 31-M18). On remarque d'ailleurs que ce sont ces mêmes représentants paysans qui ont déjà été très critiques envers les paysans sur d'autres thèmes, lors de la première phase de cette discussion de Macina. C'est ensuite un agent de terrain de l'ON, un aiguadier, qui va chercher à nuancer les propos précédents en expliquant que l'ON et l'Etat ne font pas bien non plus leur travail, mais qu'au moins eux le font, contrairement aux paysans. En infériorité numérique dans la salle, le premier paysan à s'être exprimé est contraint de reprendre la parole pour essayer de se faire entendre au milieu de ces critiques. Il joue alors un rôle de médiateur (cf. patatoïde 9), demandant à chacun de respecter les points de vue des autres et en expliquant qu'il ne faut rien généraliser à l'ensemble de l'ON, ni les aspects positifs ni les aspects négatifs. *« Il faut énumérer les problèmes que nous avons chez nous. Les problèmes ne sont pas les mêmes dans les différents endroits. Nous-mêmes ici nous ne sommes pas les mêmes, chacun a sa façon de voir et de comprendre les choses, et nous n'avons pas non plus les mêmes problèmes. Ce travail n'est pas fait pour se contredire. Son objectif c'est de dire nos problèmes et nos souhaits, pour que s'il y a des aides, elles s'en occupent. C'est ça son but »* (35 M 7). Il est intéressant de noter que la dernière personne à s'exprimer lors de cette phase est le chef service gestion de l'eau, qui s'est, semble-t-il, senti obligé de trancher les débats en apportant des éléments de réponse, et en se positionnant comme l'expert de la question (cf. patatoïde 10). Si en agissant de la sorte il diminue l'importance des apports des autres intervenants, il faut reconnaître qu'il apporte de l'information, et un point de vue intéressant sur le fonctionnement des OERT en affirmant que ce type d'organisation ne peut être viable dans l'ensemble du périmètre et, au contraire, peut poser de sérieux problèmes en zones non réhabilitées comme cela est montré dans la vidéo. Ce recul pris sur l'efficacité des OERT est à nos yeux un pas en avant dans le débat.

Notons pour finir que lors de cette phase la quasi-totalité des thèmes abordés dans la vidéo ont été repris et discutés, et qu'un certain nombre d'alternatives ont été abordées : multiplication des formations aux OERTS, l'application des sanctions, le brûlis des pailles après la période de récolte, et une mise en place des OERT là où cela a réellement une chance de fonctionner.

Analyse de la grille Macina 3

Cette troisième phase du débat fait suite à la projection des modules 4 et 5 traitant des enjeux et des difficultés de l'entretien des réseaux secondaire et primaire. Cette phase est constituée de 13 interventions qui cette fois semblent se présenter sous la forme d'un affrontement entre deux blocs, d'un côté les producteurs et de l'autre les membres de l'ON. Mais une analyse détaillée du contenu des interventions montre que le dialogue instauré se prolonge et que les discours peuvent parfois se confondre entre deux groupes d'acteurs. On décomposera d'ailleurs cette phase en deux séquences : une première regroupant les interventions 39 à 45 et une seconde regroupant les interventions 48 à 51. On ne dénombre que trois changements brusques de thématiques qui isolent deux interventions successives (46-M3 et 47-M5) souhaitant répondre à un aspect spécifique évoqué ou oublié par la vidéo (46 M 3 : *« Je veux intervenir sur l'entretien qui est parfois bien fait et parfois mal fait. On vient de voir les images. »*).

Pour une fois ce ne sont pas les principaux intéressés qui prennent la parole dans la première séquence dans le but de se défendre, mais ce sont de nouveau les producteurs. Ceci peut s'expliquer par le fait que suite à l'échange précédent ils se sont peut-être sentis enfin

appuyés par le contenu des vidéos tout juste visionnées. On observe d'ailleurs que leurs interventions visent globalement à appuyer et renforcer par des informations complémentaires le contenu de la vidéo (cf. patatoïde 11). D'ailleurs la première intervention de cette séquence débute de la manière suivante : « *Quand on ajoute cela, on a vu vraiment que toutes les difficultés d'irrigation et de drainage ont été citées. On ne dira pas quelque chose qui ne l'a pas été* » (40-M5 cf. patatoïde 12). S'ils ne le font pas de façon ouvertement critique, les producteurs renvoient tout de même la responsabilité de solutionner ces difficultés d'entretien (en particulier des *falas*) vers l'ON, en lui demandant même explicitement de forcer la main aux paysans. Sur ces points les paysans se trouvent en accord avec les agents de terrain de l'ON qui à leur tour viennent en appui aux vidéos (l'entretien des *falas* pose de vrais soucis, les dates de paiement des redevances aussi), et expriment l'avis que cette décision d'assèchement doit être prise par les hauts responsables de l'ON et imposée aux paysans. En ce sens ils sont en accord avec les producteurs pour affirmer que ceci relève de la pleine responsabilité de l'ON (et de l'Etat) et ils leur demandent de faire ce qu'il faut (cf. patatoïde 13). Suite à cette « alliance momentanée » entre agents de terrain de l'Office et exploitants, intervient le chef de service gestion de l'eau de la zone. Celui-ci va jouer successivement un rôle de « défenseur » puis « d'expert ». Tout d'abord il va chercher à minimiser d'une certaine manière la responsabilité de l'Office en affirmant que s'il y a besoin d'entretien c'est qu'il y a dégradations et que celles-ci sont le fruit d'actions paysannes de vandalisme. Puis il va abonder dans le sens de la vidéo et des remarques précédemment formulées au sujet du besoin d'assèchement des *falas* (cf. patatoïde 14), avant d'en évacuer la responsabilité vers les responsables politiques, affirmant que cette décision d'assèchement ne peut en aucun cas être prise uniquement par l'Office, mais doit faire l'objet d'une véritable décision politique.

Après un bref interlude (interventions 46 et 47) la discussion revient sur le thème de l'assèchement qui a donc été considéré par le public de cette réunion comme étant primordial. En effet il semble en faire une priorité absolue (ce qui n'était pas le cas dans les vidéos), une idée qui est renforcée par la citation suivante : « *Je veux poser une question : A qui appartient le fala ? Celui à qui appartient le fala peut imposer le tarissement du fala. Il ne faut pas tourner autour du pot [qu'on tourne sur les mots ; ndlr]. Voilà mon point de vue.* » (48-M15) Dans l'intervention suivante, 49-M21, un exploitant renvoie à nouveau la balle dans le camp de l'ON, malgré les propos tenus par le chef service gestion de l'eau, affirmant que la contre-saison a été voulue par les techniciens de l'Office et que c'est donc à eux de trouver une solution. A nouveau l'aiguadier M14 va tenter de nuancer et de faire avancer le débat en apportant des informations nouvelles (cf. patatoïde 16) concernant l'origine de la contre-saison, les conséquences néfastes sur les sols d'une mise en eau permanente et mettant en avant là où le rôle des paysans est important (cf. patatoïde 17), à savoir dans le respect des dates de paiement des redevances (il reprend en ce sens ce qui a été dit en 44-M6) et dans le besoin de se mettre d'accord pour l'assèchement afin d'éviter tout soulèvement paysan (ainsi il justifie l'intervention du chef SGE expliquant que cette décision dépasse la seule responsabilité de l'ON et doit être une décision politique). Cette dernière intervention (avant le bilan de l'animateur) montre bien le chemin parcouru ensemble par la réflexion collective durant cette phase du débat. Celle-ci est sans doute la plus constructive des phases que nous avons pu analyser sur les deux réunions. Et l'on notera également l'importance de la présence d'une personnalité telle que celle de M14 qui a joué un rôle clef d'animateur spontané pour que la discussion progresse.

Enfin on peut relever que le thème du contrôle des travaux par les paysans, assez présent dans la vidéo, n'a presque pas été discuté en réunion (à l'exception de l'intervention isolée 46-M3). Ceci s'explique sans doute par le fait que ce problème ne se pose pas dans cette zone. Une autre explication pourrait être que face à la forte présence de représentants paysans dans le public, il n'était pas facile d'émettre des critiques à leur encontre. D'ailleurs la qualité de leur travail, de leur formation, et les moyens mis à leur disposition n'ont pas non plus fait l'objet d'une discussion.

Analyse de la grille Macina 4

Tout comme à Niono, la projection de ce dernier module n'a pas réellement suscité de réactions de la part des spectateurs, sans doute déjà bien épuisés par la réunion. Notons qu'en plus l'animateur leur avait clairement demandé de faire court étant donné que le repas était prêt... Les interventions (11 au total, mais très courtes) ont essentiellement porté sur la perception du recours à l'outil vidéo pour ce type de travail. Aux dires des spectateurs cette perception était très positive. Ils ont en effet très largement appuyé ce recours à l'outil vidéo (cf. patatoïdes 18 et 20), saluant notamment l'accessibilité qu'il offre aux informations contenues dans le diagnostic par opposition aux rapports écrits et en français, le regard qu'il offre sur d'autres zones avec une comparaison potentielle (chef de service gestion de l'eau), et la prise de recul qu'il rend possible par rapport à ses propres agissements (paysan). Enfin, il nous semble important de souligner les nombreuses remarques relatives au devenir et à l'exploitation des vidéos, formulées sous forme de demandes ou de propositions, traduisant l'intérêt des spectateurs pour ce diagnostic mais aussi l'adhésion à la démarche puisque les demandes de vidéo et de nouvelles projections, dans les villages notamment, ont été fortes (cf. patatoïde 19). Toutes ces remarques ont été formulées à la fois par des producteurs et des membres de l'ON.

Nous pouvons citer quelques interventions : *« Ce que vous nous amenez ici aujourd'hui tout ce qui est dedans a déjà été écrit en français, ou même en bamanan. Mais que ce soit en français ou en bamanan dans les deux cas les gens n'ont pas beaucoup de courage pour le lire. Ça peut rester comme cela. Avec les gens tu peux en lire une partie, mais pas tout. Alors que dans ce cas-là tu vois tout, tu peux en discuter avec tes voisins et tu vois aussi ce dont ils sont en train de parler. Pour moi c'est une très bonne méthode (53 M 13). »* ; *« La vidéo nous a également permis de voir beaucoup de choses, même sur d'autres zones, on a vu aussi ce qui est en train d'arriver là-bas. Cela nous permettra de tirer des leçons afin de nous aider dans nos réflexions, c'est mon avis (54 M 18). »* ; *« Je parle par rapport à la vidéo, comme c'est un début, si cette vidéo pouvait être projetée dans les villages pour que les paysans puissent la voir, parce que la sensibilisation est une chose mais souvent on te dit des choses que tu ne vois pas. Parce que par rapport à l'eau si on a pu mettre ces images en cassette vidéo pour faire des tournées de projections aux paysans cela sera très bien, on va beaucoup contribuer à la bonne marche du travail (55 M 5). »*

Et sur le poids des images : 61 M 14 *« J'avais suivi un atelier sur l'excision et quand j'ai fait le compte rendu on m'a traité de tous les noms mais quand les images sont venues et qu'on a vu les réalités, on a convoqué une réunion avec les femmes pour leur faire part des conséquences de cette pratique et demander d'abandonner cette pratique. »* 62 M 23 : *« Je veux compléter ce qu'il vient juste de dire. Entre voir quelque chose une seule fois et l'entendre 10 fois, lequel est le plus convainquant ? C'est le voir, et ça c'est clair ! »*

3.1.6 Principales conclusions sur la réunion de projection-débat de Macina

Ce qui nous a le plus marqué dans l'analyse du déroulement de la réunion de Macina, c'est surtout son côté extrêmement constructif et positif, d'autant plus criant par comparaison avec la réunion de Niono. En effet le dialogue semble réellement s'installer au cours de la réunion, et ce assez naturellement, même si le rôle de certaines personnes clefs (M14 notamment) est indéniable. Nous n'avons pas retrouvé l'affrontement bloc contre bloc, ni l'exacerbation des jeux de pouvoirs, ni même cette stratégie de victimisation particulièrement présente à la réunion de Niono. Comment l'expliquer ? Différentes argumentations peuvent être défendues, mais il ressort essentiellement deux différences entre l'organisation de ces deux réunions de projection.

La première correspond au nombre de personnes présentes dans le public et au rapport de force numérique initial entre les représentants des différents groupes d'acteurs. A Niono nous avions convié une part importante de paysans estimant (à tort ou à raison) qu'il fallait qu'ils soient bien représentés pour avoir un peu plus de poids sur les responsables de l'ON et sur les débats. Mais est-ce que cette forte supériorité numérique n'a pas justement favorisé l'affrontement, encourageant l'agressivité chez les uns et la défensive chez les autres ? A

Macina au contraire les rapports de force étaient d'emblée plus équilibrés, même si le choix des participants paysans par les responsables de la zone de Macina peut faire l'objet de suspicions. Peut-être en effet ont-ils fait en sorte de ne pas avoir de moutons noirs dans la salle. Mais si par rapport à Niono, peu de critiques semblent avoir été faites à l'encontre de l'ON, il faut voir qu'à Niono ces critiques étaient très souvent de simples redites de ce qui était déjà contenu dans la vidéo, comme une façon d'envenimer un peu plus le débat. A Macina au contraire les critiques correspondaient généralement à des compléments au contenu de la vidéo, tandis que les redites ont été évitées. D'une manière générale la dynamique collective engagée dans la réunion de Macina s'inscrivait beaucoup plus dans une recherche collective de solutions. La preuve en est la manière dont les rapports agents/paysans et l'existence de clefs parallèles ont été soigneusement évités lors de la première réunion et au contraire amplement discutés à Macina.

La seconde différence réside dans le fait qu'à Niono les spectateurs étaient tous directement concernés par le contenu des vidéos projetées puisque celles-ci étaient censées décrire le fonctionnement hydraulique de leurs zones. A Macina le rapport des spectateurs avec le contenu des vidéos était plus distancié. Il autorisait un regard plus objectif et critique sur les situations et les comportements décrits. Cela les obligeait à procéder à un exercice de comparaison avec leurs propres situations et les amenait donc naturellement à effectuer un retour réflexif sur leurs propres façons de faire. De même nous avons constaté contre toute attente une appropriation du diagnostic plus forte à Macina qu'à Niono. Producteurs comme agents de l'Office ont salué le travail et ont appelé de leurs vœux qu'une suite soit donnée au processus, et qu'ils soient impliqués.

D'autres argumentations pourraient s'appuyer par exemple sur la taille de la salle, supposant que la plus grande promiscuité en réunion couplée à un plus faible nombre de personnes facilite le dialogue. Une autre pourrait insister sur la qualité de l'animation qui fut, à nos yeux en tout cas, bien meilleure à Macina. L'animateur s'y est moins imposé, et a un peu mieux su mettre de côté sa casquette de cadre de Ségou, à quelques « dérapages » près.

Rappelons que pour nous cette réunion était l'occasion de vérifier la pertinence pour les habitants de Macina du diagnostic effectué à N'Débougou et Molodo et d'obtenir les éléments permettant de le compléter avec les spécificités de la gestion de l'eau à Macina. A quelques détails près sur lesquels les vidéos ont été légèrement critiquées (à Macina l'aiguadier est tout ce qu'il y a de plus disponible, et le problème des non-résidents n'est pas un véritable problème par exemple), dans l'ensemble elles ont bénéficié de l'adhésion de tous les spectateurs, ce qui explique d'ailleurs qu'ils aient exigé que d'autres projections soient organisées, dans les villages notamment. Ensuite il semble également que nous ayons réussi à faire ressortir les principales spécificités de la zone en termes de gestion de l'eau (du point de vue des infrastructures : le drain collecteur qui se jette directement dans le fleuve, les prélèvements de l'ORS, le mauvais dimensionnement du distributeur, l'absence de drains dans certains villages et du point de vue organisationnel : un mode de collaboration entre paysans et aiguadier plus ouverts et semble-t-il plus opérationnel). Nous considérons donc que les objectifs spécifiques de la réunion de Macina ont été atteints.

3.2 Débriefings collectifs dans les villages avec les paysans

Ces débriefings à froid ont été réalisés une dizaine de jours après la tenue des réunions. Ils ont été menés dans les villages. Nous avons systématiquement sollicité l'appui du chef de village pour organiser du jour au lendemain une courte réunion à l'ombre de l'arbre à palabres, en présence des villageois ayant assisté à la réunion de Niono. Cette réunion était également ouverte à quiconque souhaitait y prendre part. Si toutes les personnes ayant participé au processus (que ce soit au travers d'interviews ou par leur participation à la réunion de projection) n'ont pas pu être réunies, ces débriefings ont tout de même mobilisé une dizaine de paysans dans chaque village. Ils ont duré moins d'une heure à chaque fois, et ont été entièrement enregistrés de manière à en garder trace et pouvoir procéder par la suite à une

traduction mot à mot du bambara au français. Les questions que nous adressions aux personnes présentes se voulaient ouvertes et peu directives :

- « *Quel est votre avis sur le fait de projeter une vidéo pour animer une réunion, puis de donner la parole aux gens sur ce qu'ils viennent de voir, comme on l'a fait à Niono ?* »
- « *Vous avez l'habitude de faire des réunions avec l'Office, quelles différences voyez-vous avec celle que l'on vient de faire avec la vidéo ?* »
- « *Est-ce que le contenu de ces vidéos reflétait le point de vue de vous autres paysans ici, ou plutôt celui de la mission, c'est-à-dire les blancs qui ont fait ce travail ?* »
- « *Et quelle suite pourrait-on donner à ce diagnostic vidéo ?* »

Ci-dessous nous analysons qualitativement le contenu de ces débriefings, en fondant notre propos sur des citations paysannes. La transcription complète des débriefings est disponible en annexe (annexe 30).

3.2.1 Tiémédély Coura (zone N'Débougou, casier N'Débougou)

Les villageois de Tiémédély Coura ayant participé à ce débriefing collectif sont apparus satisfaits du travail de diagnostic. Ils expliquent cette satisfaction de plusieurs manières.

Les paysans s'estiment bien représentés dans les vidéos

Tout d'abord ils semblent s'être pleinement retrouvés dans les choix de montage, c'est-à-dire qu'ils ont perçu le produit vidéo comme reflétant leurs véritables points de vue au travers des morceaux d'interviews paysannes retenus et des éventuels compléments apportés en voix-off. Ils ont ainsi tenu les propos suivants : « *Quand on a vu cette vidéo, elle reflète bien nos soucis, et même mieux, les préoccupations de tous les paysans, il ne s'agit pas des nôtres seulement.* » ; ou encore « *Parce que dans la salle tous ceux qui ont parlé ont tous bien parlé, et les images étaient toutes aussi bien faites. Parce que vous avez su trier et maîtriser les meilleures idées, ce qui a beaucoup plu aux gens.* » Cette dernière citation a d'autant plus de valeur à nos yeux qu'elle a été exprimée spontanément, sans qu'elle ne fut précédée d'aucune question portant précisément sur la pertinence des choix de montage. D'une certaine manière les paysans avaient donc déjà réfléchi à l'épineux problème du « dérushage » de dizaines d'heures de bande.

Le recours à la vidéo permet un retour réflexif sur les différents discours

Il apparaît ensuite que les paysans ont apprécié l'effet autoscopique de la démarche : le fait de se voir et de s'entendre parler permet de prendre du recul par rapport à son propos, de se rendre compte de ses erreurs s'il y a lieu, de ses défauts, de ses propres ambiguïtés. Cela donne la possibilité de corriger ou de compléter les points importants ou certains aspects de son discours (soi-même ou via l'intervention d'un pair au moment de la réunion). Si les résultats ne sont pas immédiats, cette autoconfrontation³⁰³ conduit à un processus de réflexion interne sur sa place et son rôle au sein du système d'acteurs, vis-à-vis des problématiques abordées.

Par exemple certains paysans ont dit lors de ce débriefing :

- ✓ « *Pour moi Souleymane c'est le meilleur travail que l'on puisse faire. Parce que d'abord pour celui qui parle dans la vidéo ça te permet de te réécouter, et de savoir si tu as bien parlé, si c'est correct. Tu le vois tout de suite et si c'est le contraire tu le verras aussi. Ensuite les autres peuvent parler sur tes propres propos, en y ajoutant ce qui manque, ou bien même en te corrigeant.* »

³⁰³ Cf. l'expression utilisée dans l'article de Mollo, Vanina (2004b) et Falzon, Pierre, « *Auto- and confrontation as tools for reflective activities* ». Applied Ergonomics, 35 (6), 531-540

- ✓ « et tout le monde était présent, paysans, fonctionnaires et responsables de l'Office. Et chacun à son niveau a su en son for intérieur s'il faisait bien son travail ou pas, que ce soit au niveau de l'Office ou du paysan, cela a été confirmé au travers de ces vidéos, l'image le montre devant nous tous. Ce que je suis en train de dire sur toi tu sais si c'est vrai ou faux, tu es présent, on est tous présents. »

Les paysans perçoivent la vidéo comme un outil efficace pour la transmission d'informations

Les villageois de Tiémédely Koura ont également apprécié la capacité de l'outil à communiquer de l'information et permettre ainsi aux acteurs présents de mieux cerner la problématique qui va être discutée par la suite : « En tout cas la projection de la vidéo a beaucoup encouragé les gens, on a appris beaucoup de choses à travers cette projection. Il y avait des paroles qu'on ne savait pas mais suite à la projection les gens ont pris la parole pour le dire. Sans ces vidéos on n'aurait jamais eu de telles informations. Parce que beaucoup d'entre nous partent pour des réunions mais ne comprennent pas ce qui se passe. Mais cette fois-ci quand ils ont vu les vidéos tout le monde savait sur quoi on devrait ensuite parler. » Le fait de pouvoir croiser les points de vue des uns et des autres semblent leur avoir permis d'élargir leur perception de la situation, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour la recherche de solutions à leurs problèmes : « Cette cassette vidéo nous a formés car en voyant et en écoutant ce que nous avons dit et ce que d'autres personnes ont dit aussi, le tout nous a formés et nous a permis de savoir des choses que l'on ne savait pas sur l'eau. Maintenant après cette formation on connaît beaucoup de choses sur l'eau, je ne dis pas qu'on connaît tout, mais beaucoup. » Cependant, il est intéressant de souligner dans cette dernière citation le fait qu'il ressort que beaucoup ont vécu cette réunion comme un exercice de « formation », ce qui renvoie à une démarche de type pédagogique dans laquelle les vidéos viendraient apporter la « bonne parole ». En outre cette appellation a une connotation de produit fini : « ça y est la formation est terminée, maintenant on sait, on ne refera plus ces erreurs ». Au contraire l'approche visait à stimuler la capacité d'initiative des uns et des autres, à leur montrer qu'ils ont non seulement le droit de prendre part aux décisions les concernant mais en plus qu'ils sont les mieux placés pour les prendre. Il semble finalement que bien qu'ils aient apprécié le fait de participer pleinement à ce travail diagnostic, d'être pris en considération, ils n'y ont pas pour autant gagné « l'auto-estime » - pour reprendre un terme à la mode - nécessaire pour prendre résolument les rênes de cette dynamique collective tout juste naissante. En ce sens, ils continuent d'attendre que les solutions leur viennent de l'extérieur : « Quand on filme quelque chose, au moins cela peut arriver à destination, parce que l'on fait des réunions où l'on écrit des papiers et après ces papiers sont laissés là-bas, ça ne va nulle part. Mais là ce sont des images, une vidéo que tu peux voir et beaucoup d'autres personnes vont la voir, et ça va dans beaucoup de lieux. [...] Mais là c'est une occasion, beaucoup de personnes le verront et l'entendront, les différents services le verront et cela fera en sorte que les gens viendront avec des solutions pour nous faciliter la vie ici à l'Office par rapport aux problèmes d'eau ». Cet attentisme est sans doute à relier à l'histoire des relations entre paysans et encadrement, qui n'a pas favorisé le développement d'exploitants proactifs et innovateurs.

L'enthousiasme à l'égard de l'approche par vidéo participative était tel que l'un des paysans, parmi les plus impliqués dans le processus, s'est hasardé à proposer la chose suivante : « Nous demandons aux deux blancs d'amener cette cassette à la télévision nationale pour que tout le monde puisse la voir à la télé. Même ceux qui ne l'ont pas encore vue mais qui ont entendu nos restitutions sont tous pressés de la voir, tout le monde veut voir et cela ne sera pas possible avec notre seule projection. [...] que les gens sachent que c'est telle nuit et à tel moment que l'émission va passer sur les paysans afin que tous les maliens puissent les voir, les responsables du pays, les commerçants, les élèves, bref tous les maliens. »

Une relative absence de regard critique chez les paysans évoque des risques de manipulation

De ce débriefing ressort aussi le sentiment que cet enthousiasme paysan pour la démarche est peut-être trop important. En effet il semble qu'ils aient été impressionnés par l'impact de la vidéo sur les esprits et les possibilités nouvelles qu'elle offre en termes de circulation de l'information. Mais il semble aussi qu'ils aient trop vite considéré le message vidéo comme nécessairement fidèle à la réalité, comme ne pouvant pas être l'objet de manipulation. En un sens ils manquent de recul critique vis-à-vis du recours au média vidéo. Si notre démarche s'est déroulée dans la plus grande transparence et à un niveau très local, à nos yeux les paysans n'ont pas saisi l'importance fondamentale de garder un contrôle sur la conception et l'utilisation de ce type d'outils. Face à une vidéo réalisée dans un lieu où les conditions de production sont totalement différentes (et donc inconnues des spectateurs), ils auraient vraisemblablement pris le contenu pour argent comptant, sans questionner sa véracité. A ce sujet, nous pouvons citer les interventions suivantes :

« C'est à travers ces vidéos que l'on a su beaucoup d'informations de ce type, on a parlé aussi sur l'eau, et sur les drains [...] Les participants paysans à leur sortie de la réunion étaient tous unanimes, il faut continuer d'animer des réunions avec des projections de vidéo, que ce soit cette année ou les années à venir, c'est ce qui mettra fin aux diffamations, aux mensonges et aux tricheries. » et *« Parce que les gens de l'Office viennent chez nous ici et on tient des réunions, ils nous convoquent à N'Débougou et là-bas aussi on va tenir des réunions... mais on parle, et ensuite c'est écrit. Si ce que toi tu dis n'est pas de l'avis de l'Office, on ne l'écrira pas. On ne l'écrira jamais. [...] Il y a plusieurs personnes qui participent aux réunions de l'Office mais ce que tu dis on le transforme en français. Et toi tu n'es pas là-bas et tu ne pourras même pas aller là où ça part. Mais par contre à la vidéo on te voit et on t'entend dire cela, on ne peut pas le transformer. »* Il faut retenir de cette observation la réelle nécessité pour l'intervenant vidéo de regarder cet enthousiasme apparent avec l'inquiétude (réelle) de voir cette démarche détournée à des fins politiques ou de propagande. La satisfaction d'être entendus « directement » semble masquer aux paysans le risque de manipulations plus subtiles... notamment l'orientation du contenu global des vidéos par la sélection des morceaux d'interviews.

3.2.2 Pandocamp (zone Molodo, casier Nord)

Une démarche de diagnostic unanimement apprécié par les paysans

Tout comme ce fut le cas lors du débriefing précédent, celui-ci a été l'occasion de constater l'enthousiasme des paysans pour cette démarche de diagnostic participatif assisté par vidéo. Ils nous ont confirmé tout d'abord que nous avons su au travers de nos choix de montage transmettre leurs points de vue. Ils ne se sont sentis ni trahis ni censurés (contrairement à certains responsables de l'Office, comme nous l'avons vu et le verrons) et s'estiment pleinement responsables du contenu de la vidéo : *« Vous êtes venus nous demander et nous vous avons dit nos soucis, nos pensées, nos problèmes, vous les avez filmés et vous les avez également fidèlement projetés, donc cela ne peut refléter autre chose que nos soucis, sauf si nous-mêmes au moment des interviews n'avions pas vraiment dit nos soucis. »*

Ils ont fortement apprécié le fait d'être considérés à même de prendre part à la réflexion concernant les voies possibles d'amélioration de la gestion de l'eau en zone Office du Niger. De surcroît ils considèrent que ce travail est susceptible d'avoir une influence sur les points de vue des différents acteurs et donc sur leurs pratiques quotidiennes (surtout s'il est renouvelé, ou tout au moins poursuivi). Cette idée ressort bien dans la citation suivante : *« L'autre jour on est parti à Niono, j'ai été satisfait du travail qui a été fait parce que l'Office, nous autres exploitants et les réalisateurs de la vidéo nous sommes retrouvés et avons discuté sur un seul sujet, et cela est un honneur pour nous. Et cet honneur va durer longtemps car à cause de ce que vous venez de réaliser demain ou après-demain certaines personnes qui voulaient faire quelque chose de*

mauvais ne le feront plus. Car que ce soit ce que nous paysans disons qui est vrai ou faux, ou bien ce que les gens de l'Office disent qui est vrai ou faux, dans tous les cas tout a été clarifié l'autre jour à Niono.» Ici, et contrairement à Tiémédély Coura, il semble que certains ont bien compris qu'ils devaient ensuite porter par eux-mêmes la dynamique collective engagée avec ce processus. C'est sans doute pourquoi ils nous ont demandé d'avoir accès à ce diagnostic pour pouvoir stimuler la réflexion paysanne : « c'est sous forme de cassettes qu'on aimerait l'avoir, pour qu'on puisse nous-mêmes le visionner ici dans les villages afin de réfléchir ensemble sur ce qui se passe dans les champs et pouvoir bien accueillir une autre mission de ce genre s'il nous en arrive une. »

L'image parle aux paysans, les rassure

Le fait que l'image vienne appuyer le discours semble avoir beaucoup plu aux paysans de Pandocamp. L'image sert de preuve, de telle sorte qu'il n'est plus possible de mentir ni d'être accusé de mensonge. Cela permet aussi de confondre des acteurs refusant d'admettre certaines réalités, dans notre cas les cadres de l'Office dont la parole est évangile : « Grâce à ces vidéos cela a été justifié et prouvé qu'ils disent que certaines parties ont été entretenues alors que c'est faux. Ce qui montre que toutes leurs paroles ne sont pas toujours vraies, et ce sont les vidéos qui l'ont montré. » Cette puissance de l'image comme illustration des propos et comme garant d'une certaine vérité³⁰⁴ permet, aux dires des paysans, de se prémunir des interprétations trop subjectives dont font parfois l'objet les données recueillies lors des diagnostics participatifs plus classiques. Les paysans perçoivent très bien ce danger potentiel de réinterprétation de leurs discours comme le montre cette réaction : « Parce que vous vous êtes déplacés dans les champs pour filmer les parties dont parlaient les gens. Parce que d'habitude on vient nous poser des questions et noter nos réponses avant de partir simplement. Dans ces conditions il se peut que celui qui écrit note son propre avis à lui et pas ce que toi tu lui as dit. Dans votre cas ce n'est pas possible car vous êtes partis filmer les mauvaises parties et vous les avez projetées et tout le monde les a vues. »

Ceci rejoint le dernier point abordé lors de ce débriefing, qu'il nous semble intéressant de mettre en évidence, et qui correspond au besoin d'images - pour illustrer les propos et rendre la vidéo intelligible et démonstrative - qui oblige les experts chargés du diagnostic (nous dans ce cas) à faire l'effort de se rendre sur les lieux du problème évoqué. En plus d'apporter du crédit aux discours, cette démarche semble renforcer la confiance entre personnes enquêtées et experts, mais également la conviction des experts du bien-fondé de leur diagnostic. Cela permet aussi dans certains cas de disposer d'images attestant de faits que parfois personne n'a vraiment eu l'occasion de constater par soi-même. Une fois la scène enregistrée en vidéo, peu importe l'accessibilité de l'endroit en question, à travers la vidéo tout le monde y a un accès facile et rapide. Ceci a très bien été perçu par les paysans : « Aucun responsable de l'Office n'a jamais l'habitude d'arriver jusque-là où vous êtes partis. Le directeur n'est jamais arrivé jusque là-bas, et à plus forte raison un moniteur. Vous êtes partis là-bas et vous l'avez filmé, vous avez aussi trouvé là-bas quelqu'un dont le riz est à maturité et le champ gorgé d'eau, vous l'avez vu, c'est la vérité et la réalité que vous avez vue. La vérité est née, elle a vu le jour, c'est fixé. »

³⁰⁴ Si depuis le mythe de la caverne de Platon, il est philosophiquement incontestable qu'il existe autant de réalités que de points de vue, il n'en demeure pas moins qu'il existe aussi une réalité factuelle indéniable : si un drain n'est pas curé, on ne peut pas dire qu'il le soit, à moins de mentir (on pourra par contre chercher éventuellement à justifier selon son point de vue pourquoi il n'a aucune raison de l'être). J.-P. Darré résume cela par la phrase suivante : « Si la réalité ne dit pas ce qui doit en être dit, elle dit ce qu'on ne peut pas en dire : je ne peux pas dire que le jus d'orange est noir (enfin : ordinairement) »

3.2.3 Sokourani (zone de Molodo, casier Sud)

La vidéo, un outil stimulant la participation

Une fois encore, les réactions paysannes recueillies à Sokourani ont été largement favorables au recours à la vidéo en appui à la réalisation des diagnostics participatifs. Ils se sont déclarés pleinement satisfaits de la part réservée aux points de vue paysans au sein des vidéos, et ont même ajouté qu'ils avaient eu « plaisir » à participer à cette démarche. Cela n'est pas aussi anodin que l'on pourrait le croire. En effet dans des zones aussi « surpâturées » par la recherche et la coopération, la plupart des diagnostics participatifs classiques se heurtent à la lassitude des paysans, fatigués de répondre aux interminables séries de questions des enquêteurs dont ils n'ont bien souvent aucun retour. Dans de tels contextes, où il devient de plus en plus difficile de bénéficier d'un peu de temps de la part des agriculteurs notamment, le développement d'une démarche qui « fait plaisir » aux paysans (en plus de permettre de recueillir l'information nécessaire au diagnostic) devient extrêmement intéressant. *« On est parti à Niono, les vidéos qu'on a visionnées là-bas nous ont fait plaisir [...] tout reflète nos soucis à l'Office. Chaque paysan s'y reconnaîtra. »*

La vidéo permet des échanges d'expériences entre paysans

Un intérêt du recours à la vidéo perçu par les paysans de Sokourani et qui n'a pas été évoqué lors des autres débriefings correspond au potentiel de l'outil en termes d'échanges d'expériences. En effet au travers des vidéos les spectateurs ont accès aux façons de voir et de faire de leurs pairs, dans d'autres situations, ce qui les amène à prendre du recul par rapport à leurs propres habitudes : *« ces vidéos nous donnent beaucoup de nouvelles idées. Parce que tu peux travailler différemment de quelqu'un, il se peut que vous soyez dans les mêmes champs mais que vous ne travailliez pas de la même façon si vous ne communiquez pas. Quand tu prends des images de là-bas et que tu prends mes images aussi, en regardant les deux peut être que moi je pourrais me rendre compte que ce que j'étais en train de faire n'était pas bien. [...] Parce que si tu vois les deux l'un à côté de l'autre ça te permet de juger ce qui est bien et ce qui ne l'est pas. Tu pourras aussi savoir si les deux méthodes sont bonnes toutes les deux ou mauvaises toutes les deux. »* Cet intérêt de la vidéo en termes d'échanges d'expériences sera l'occasion d'un développement plus important au moment de l'analyse de la réunion organisée dans la zone de Macina où nous n'avons pas travaillé directement.

Il ressort également de ce débriefing que les paysans de l'ON sont plus sensibles aux discours, points de vue ou conseils de leurs pairs que de ceux provenant d'étrangers, experts ou non, comme le laisse penser cette réaction : *« Parce que parfois tu peux voir certaines images mais tu ne sais pas comment ça se fait, tu peux entendre parler de certaines choses mais tu ne les vois pas. Dans ces vidéos tu le vois dire, tu l'entends, et tu le vois aussi en train de le faire. Tu vois aussi celui qui est en train de le dire. Peut-être sera-t-il une connaissance à toi. C'est différent des vidéos venues de l'étranger, ou d'autres pays. C'est réalisé dans notre pays, on l'a dit, on l'a fait, et maintenant on est en train de le visionner. »*

La réalisation d'un débriefing à froid peut permettre de prolonger les réflexions engagées en réunions de projection

Une autre des réactions recueillies mérite que l'on s'y attarde quelque peu. L'une des personnes ayant participé à la palabre est revenue de façon très précise sur l'ensemble (ou presque) des principaux points de débats qui ont été abordés lors de la réunion de Niono. Ceci tend à confirmer l'impact réel de la projection-débat sur les esprits, de sorte que plusieurs jours après (dix exactement), les personnes ayant assisté à cette réunion continuent d'y penser. La personne en question (qui ne fait pas partie des acteurs du film, et était seulement présente pour la réunion) conclue son intervention en remettant fortement en question la capacité des paysans à considérer de manière objective leur propre part de responsabilités dans les gaspillages d'eau : *« Si on veut tout dire ici, ce qui est certain, c'est que ce ne sont pas toujours*

les responsables qui sont en faute, hein, ils ne sont pas la cause de beaucoup de problèmes. Mais il est difficile de dire la vérité qui te concerne. [...] Ce n'est pas un problème d'entretien mais chez nous c'est dû au fait que l'eau rentre comme cela dans les champs et se déverse directement dans les drains. Il n'y a plus personne pour garder les choses, comme ils nous l'ont dit ceux qui sont chargés de surveiller s'ils viennent nous voir pour nous en parler on leur répond que l'on s'en fiche pas mal. Bon, celui qui est face à toi, si tu ne respectes pas ce qu'il dit, là où il va rendre compte il va se décourager. C'est ça notre part de responsabilités dans cette affaire. » Il est dommage de ne pas avoir su faire surgir une telle intervention lors du débat en réunion de manière à pouvoir l'intégrer dans le produit vidéo final, car si sur d'autres sujets les paysans ont su être critiques envers eux-mêmes, ils n'ont jamais concédé publiquement le fait que les gaspillages d'eau n'étaient finalement que le cadet de leurs soucis. Même s'il est vraisemblable que la personne qui est intervenue de la sorte lors du débriefing avait déjà cette opinion avant le travail de diagnostic vidéo, cela aura été pour lui l'occasion d'exprimer son point de vue clairement devant ses voisins.

Pour finir sur ce débriefing collectif à froid, il semble important de mettre en avant l'intervention suivante qui montre la volonté d'un paysan d'accroître l'impact du diagnostic effectué en le portant à la connaissance des décideurs politiques : *« Selon ma vision là où ces vidéos doivent arriver pour que ça puisse nous être bénéfique, il faut que ça arrive à destination, si ça n'arrive pas à destination et que ça s'arrête à Niono ou à Ségou ça ne pourra pas nous être utile. Pour nous il faut que ces vidéos arrivent jusqu'au niveau des hauts responsables de l'agriculture, l'APCAM³⁰⁵ et le ministre de l'agriculture. C'est quand ça sera arrivé là-bas qu'on pourra en tirer profit. Le ministre saura le travail que l'on a ici, ce qu'on a dit dans les vidéos, il verra de ses yeux qu'on est en train de le dire dans les vidéos. Il verra le travail à faire et une fois qu'il l'aura vu, généralement lui il est au bureau là-bas et il a ses envoyés ici avec nous, mais il va entendre que ce sont les paysans eux-mêmes qui ont dit cela [...] Sinon si ça se limitait entre nous et nos responsables, entre la direction à Ségou et nous ici, ça ne pourra pas nous servir et dans ce cas pour nous il n'y aura eu aucune raison de le tourner. »* Si cette intervention apparaît comme une exigence ou une critique envers la mission, elle est en tout cas le gage que le contenu du diagnostic est bel et bien conforme aux attentes des paysans locaux.

3.3 Analyse des questionnaires

Pour compléter les débriefings collectifs réalisés dans les villages et recueillir les impressions à froid du plus grand nombre possible de personnes ayant assisté aux réunions, nous leur avons fait circuler un questionnaire. Nous l'avons adressé principalement aux agents et cadres de l'ON, ainsi qu'aux représentants syndicaux des paysans et aux membres des organisations locales présents aux réunions de projection-débat. Si nous avons pu porter puis récupérer nous-mêmes l'ensemble des questionnaires destinés aux zones de Molodo, N'Débougou et Niono, nous avons été contraints de procéder à distance avec la zone de Macina.

Nous avons construit ce questionnaire de manière à ce qu'il ne soit ni trop long ni trop compliqué à remplir. Nous avons tâché de formuler les questions simplement et, selon nos besoins, avons eu recours à des questions ouvertes ou fermées. Ce souci de simplification explique en partie que certaines questions (deux en particulier, nous le verrons) apparaissent avec le recul comme ayant peut-être été mal formulées. Le questionnaire est constitué des six questions suivantes :

³⁰⁵ L'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali

- 1- Le contenu de la vidéo que vous avez visionnée en réunion reflète-t-il la problématique actuelle de la gestion de l'eau au sein de l'Office du Niger ?
- 2- Qu'avez-vous pensé du recours à la vidéo comme support de restitution du diagnostic ?
- 3- Estimez-vous avoir pu participer pleinement à la réalisation de ce diagnostic ?
- 4- Considérez-vous que le diagnostic exprime les points de vue des acteurs locaux, ou plutôt celui de la mission ? Pourquoi ?
- 5- En quoi cette démarche est-elle différente des diagnostics sans vidéo ?
- 6- Quelle suite souhaiteriez-vous voir donner à cette démarche ? A quoi devrait maintenant servir la vidéo selon vous ?

3.3.1 Recueil des questionnaires

Nous avons pu réunir au total 28 questionnaires remplis, dont seulement 6 dans la zone de Macina. La répartition des personnes ainsi enquêtées selon les catégories d'acteurs identifiées précédemment est la suivante :

	NIONO		MACINA	
	Projection	Enquête écrite	Projection	Enquête écrite
Représentants paysans	8	1	7	?
Représentants syndicaux	4	3	0	?
Agents de terrain	6	6	5	?
Cadres de zone	9	6	3	?
Agents du S	1	1	0	?
Cadres de Ségou	4	2	3	?
Organisations locales	4	3	0	?
Non résidents	?		0	
Paysans	29		4	
Etat	0		0	
Bailleurs de fonds	0		0	
TOTAL		22		6

Tableau 10 : Proportions des différents groupes d'acteurs présents aux projections de Macina et de Niono ayant répondu au questionnaire écrit

65 % des responsables de l'ON présents à la réunion de Niono ont rempli le questionnaire. A ceux-ci s'en ajoutent deux qui n'étaient pas présents à la projection. Les membres des différentes instances de représentation paysanne (CPGFERS, CPGT, CP...) ont été interrogés lors des débriefings collectifs. Du côté des représentants paysans, seul le Délégué Général a rempli un questionnaire. Enfin les trois quarts des représentants syndicaux et les trois quarts des membres d'organisations locales ayant assisté à la réunion de Niono, ont également rempli des questionnaires. Au travers des débriefings collectifs et des enquêtes nous estimons donc avoir pu recueillir les impressions de la majorité des personnes des zones de Niono, N'Débougou et Molodo ayant participé d'une manière ou d'une autre au diagnostic vidéo.

Les quelques questionnaires remplis à Macina l'ont vraisemblablement été par des cadres de zone et des agents de terrain (restés anonymes). Parmi ceux-ci, deux sont strictement identiques. La représentativité de ces questionnaires étant loin d'être évidente, et en l'absence

de débriefing collectif dans la zone de Macina, nous concentrerons notre analyse de la perception de la démarche de diagnostic vidéo par les acteurs de Macina sur la retranscription complète de la réunion de projection, que nous compléterons éventuellement par quelques citations extraites des réponses à ces questionnaires.

3.3.2 Réponses aux questions fermées (questions 1 et 3)

L'objectif de la première question était de vérifier que les diagnostics vidéo présentaient un juste reflet des difficultés de gestion de l'eau rencontrées à l'Office du Niger, et d'identifier les éventuels manques d'information ou erreurs d'appréciation de la réalité des faits par la mission. Par sa simplicité, cette question devait aussi jouer le rôle d'amorce pour le remplissage du questionnaire.

A cette question initiale, seize personnes ont répondu « oui », une seule « non », et trois « en partie ». Posée de cette manière, il semble donc que les personnes présentes à la projection estiment que les vidéos aient plutôt bien présenté la problématique de la gestion de l'eau. Mais certains expriment tout de même dans leur réponse le ressenti suivant : « *Mais elle passe sous silence les nombreuses activités connexes des mêmes agents de la GE [...] : éviction, installation, recouvrement, facturation* ». Ceci peut traduire le fait que notre question n'a pas été suffisamment bien formulée. Sans doute aurait-il mieux valu qu'on la pose de la façon suivante : « Les difficultés de distribution, de drainage et d'entretien du réseau ont-elles été correctement traitées dans les vidéos ? Pourquoi ? » Outre le fait de préciser ce que l'on entendait par « gestion de l'eau » dans le cadre de ce diagnostic, l'adverbe « correctement » aurait surtout permis de solliciter plus directement le point de vue de la personne enquêtée sur la manière dont ce sujet a été traité dans les vidéos.

Malgré cette critique, nous l'avons vu, la plupart des agents de l'ON, et surtout les agents de terrain, semblent assez satisfaits du contenu de la vidéo. Une personne a même écrit : « *C'est comme dans un miroir où on était en train de se mirer* », une autre « *Tous les acteurs de la gestion ont été concernés par la vidéo, et les responsabilités clairement situées dans la problématique actuelle de l'ON : volonté d'étendre les superficies sans au préalable régler les problèmes d'eau* ». S'ils sont d'accord pour dire que nous avons interrogé l'ensemble des personnes directement concernées par la gestion quotidienne de l'eau à l'Office, un cadre de l'ON nous fera cependant le reproche de ne pas avoir su recueillir pleinement la diversité des points de vue sur la gestion de l'eau : « *Il faudrait approcher toutes les couches de la société, hommes, femmes, jeunes, toucher plus de sensibilités, paysans et encadrement* ». Cette remarque, parfaitement justifiée, montre que son auteur a bien compris l'intérêt de la démarche de diagnostic vidéo et qu'il est même demandeur de plus « d'échanges de points de vue ».

La seconde question fermée « Estimez-vous avoir pu participer pleinement à la réalisation de ce diagnostic ? », visait à évaluer la « participation ressentie » des acteurs locaux selon les différentes fonctions (« participation effective ») qu'ils ont pu occuper durant le processus : producteurs et/ou acteurs et/ou spectateurs.

A cette question onze personnes interrogées ont répondu « oui », cinq « non » et une « en partie ». Il est intéressant de noter que parmi les onze « oui », trois personnes n'ont été que spectateurs et pas acteurs des vidéos. Parmi les cinq « non », deux personnes n'ont été ni spectateurs ni acteurs du processus. Enfin celle ayant répondu « en partie » n'a été que spectateur des vidéos.

Il en ressort donc que les simples spectateurs n'estiment pas nécessairement être impliqués dans le processus collectif, malgré l'espace de parole qui leur est offert en réunion, le fait qu'ils soient filmés et qu'ils sachent que certaines de leurs interventions pourront être ajoutées aux produits vidéo. Certains semblent aussi quelque peu frustrés de ne pas avoir été choisis pour être interviewés, notamment ceux dont l'activité a fait l'objet de critiques dans les vidéos (comme les chefs Unité Entretien par exemple) ou les porte-parole officiels de certaines catégories d'acteurs (le délégué adjoint des paysans par exemple) qui se sentent sans doute déconsidérés par le choix de la mission. Le choix des personnes à interviewer est critique. Si nous avons essayé de ne pas tomber dans le piège des « discours » en évitant de n'interviewer

que les porte-parole officiels, il semble que nous n'aurions peut-être pas du tous les écarter de manière aussi catégorique. Toujours est-il que ceux-ci se sont exprimés ouvertement durant les projections, et en général une partie de leurs interventions a été par la suite incorporée au diagnostic vidéo.

Par ailleurs on peut encore une fois se demander si une autre formulation de la question aurait pu aboutir à un résultat différent. Par exemple, il aurait peut-être été plus intéressant pour nous de leur poser la question suivante : « Estimez-vous que votre point de vue sur l'état actuel de la gestion de l'eau à l'Office du Niger soit représenté au sein de la vidéo ? ». Mais cette formulation aurait conduit à des réponses portant sur la capacité du diagnostic à exprimer la diversité des points de vue, et non plus sur la « participation ressentie ».

Malgré tout, dans l'ensemble les personnes ayant répondu au questionnaire considèrent avoir été impliquées dans le diagnostic, et plusieurs « simples » spectateurs expriment ce point de vue, à l'exemple de ce membre d'une organisation locale qui écrit : « *Les producteurs, l'encadrement et l'ensemble des acteurs concernés par la gestion de l'eau ont pu participer à ce diagnostic.* »

3.3.3 A propos de l'outil vidéo en lui-même (questions 2 et 5)

Les questions 2 et 5, bien que formulées différemment renvoient à un même objectif : caractériser l'intérêt suscité par la démarche vidéo et ses résultats. Et il s'agit finalement, au travers des atouts et limites de la vidéo identifiés par les acteurs locaux eux-mêmes, d'appréhender les potentialités opérationnelles de cet outil (au moins sur ce terrain), également par comparaison aux autres démarches de diagnostics participatifs.

Les membres de l'ON ont principalement apprécié l'intelligibilité de la restitution, son accessibilité au plus grand nombre, et la possibilité de revenir si nécessaire sur le contenu même de la vidéo. Ils se sont sentis libres d'exprimer leurs pensées. Ils ont perçu le rôle de mémoire que peut jouer la vidéo vis-à-vis du processus en lui-même et de l'avancée de la réflexion collective. Ils ont également perçu l'effet miroir, autoscopique, favorisant le retour réflexif sur ses propres propos comme sur celui des autres.

- « *Excellent support de restitution du diagnostic* »
- « *Très efficace pour l'expression des points de vue sincères* »
- « *Elle permet une compréhension rapide de la question* »
- « *Le recours à la vidéo est très pratique, permet aux acteurs de donner leur pensée* »
- « *Le recours à la vidéo est un moyen d'informer l'ensemble des acteurs de l'eau de la problématique que nous vivons. [Cela] témoigne de la véracité des problèmes et les solutions proposées à ces problèmes sont entendues de tous les acteurs de l'eau. Il est le meilleur moyen de sensibiliser et l'encadrement et les exploitants* »
- « *La vidéo peut à tout moment rappeler aux acteurs leur exposition des problèmes et les solutions proposées* »
- « *[...] elle permet de voir et entendre l'interlocuteur sur un sujet donné. Cela peut favoriser aussi des critiques et autocritiques sur les déclarations de l'interlocuteur.* »

Les membres d'organisations locales, tout comme les cadres de l'Office, ont été sensibles à l'intelligibilité du message vidéo et à l'accessibilité - pour les paysans notamment - des informations et des résultats du diagnostic. Par ailleurs ils y ont vu la possibilité de faire remonter un message jusqu'aux décideurs. Ils ont également estimé que ce type de processus forçait chacun à s'exprimer sincèrement, puisque tous les discours sont amenés à être exposés sur la place publique au moment des réunions, ce qui permet selon eux d'éviter les mensonges, ou tout au moins de les limiter.

« La zone ON a fait l'objet de plusieurs études qui parfois sont méconnues des producteurs, la vidéo leur permet de s'approprier des problématiques majeures de la gestion de l'eau. »

« La vidéo est une bonne idée, en ce sens qu'elle permet aux différents acteurs de s'exprimer sur les problèmes rencontrés et que ces impressions seront remontées aux instances de décisions. Elle peut permettre aussi de comprendre très rapidement les problèmes vécus. »

« Tous les acteurs sont réunis ensemble, et chacun voit ce qu'il a dit comme problème, cela fait qu'on a du mal à mentir »

Les représentants paysans de leur côté ont surtout perçu la vidéo comme un moyen de limiter les mensonges pendant les interviews, notamment grâce à l'image. Ceci traduit aussi une certaine vision de leurs rapports habituels avec les responsables de l'ON et du déroulement « normal » des réunions. Nous l'avons vu, cette perception de la vidéo comme une preuve nécessairement objective de la réalité, qui semble liée à un manque de recul critique, peut laisser craindre différents types de manipulation. Il est possible de faire dire tout et n'importe quoi (ou presque) non seulement aux images, mais aussi aux personnes interviewées, par le biais de la sélection et du montage. Néanmoins dans une manipulation trop grossière des interviews les paysans ne reconnaîtraient pas du tout leurs « soucis » comme ils l'ont fait cette fois-ci. Cela risquerait même de provoquer un tollé en réunion... La présence d'acteurs parmi les spectateurs pour contrôler cette représentativité ainsi que l'évaluation de la démarche par les participants permettent de limiter très fortement ces risques. Il semble que les choix de montages puissent effectivement donner une certaine « coloration » voulue au produit fini, mais dans une démarche où les acteurs sont aussi spectateurs, le risque d'un détournement majeur diminue.

Enfin ces représentants saluent à leur tour la possibilité offerte par la vidéo de procéder à un retour réflexif sur ses propres actions.

« C'est le support le plus complet possible, car on voit celui qui parle, on entend ce qu'il dit et surtout on voit aussi sur quoi il est en train de parler (sujet). Donc il permet de mettre fin à tout mensonge et tout abus de langage »

« C'est un meilleur support, c'est le concret. Ça permet aux uns et aux autres de se corriger car chacun voit son erreur. »

Certaines réponses de nature plus critique ont également été formulées. L'un des hauts responsables de l'ON a estimé par exemple que le diagnostic était trop « agressif », trop centré sur les difficultés et pas assez sur les solutions. L'un des responsables de la cellule VISION a pour sa part perçu ce diagnostic comme contenant des critiques justifiées mais des critiques connues de longue date, et s'est plaint de l'absence dans les vidéos de véritables solutions, d'alternatives à ces difficultés.

« Le contenu de la vidéo aborde plusieurs aspects de la problématique actuelle de la gestion de l'eau mais il n'y a rien de nouveau, rien qu'on ne savait pas déjà. Ce qui est nouveau et intéressant, ce sont les quelques propositions concrètes de solutions. Ces aspects ne sont malheureusement pas suffisamment développés. »

Ce sentiment est évidemment celui de quelqu'un qui étudie la situation de longue date. Il a aussi été exprimé par un membre d'une ONG locale, qui suggère également que la vidéo, étant finalement destinée à être présentée aux principaux décideurs, pourrait pousser les personnes interviewées à évoquer exclusivement leurs problèmes, qu'ils concernent l'irrigation ou pas.

A la question « en quoi cette démarche est-elle différente des diagnostics sans vidéo ? », les membres de l'ON ont à nouveau mis en avant le fait que les personnes interviewées ne sont pas enclines à mentir sachant que leurs discours seront ensuite projetés publiquement. Ainsi le diagnostic, sans forcément apparaître comme le fruit du travail des seuls acteurs locaux, dispose d'un « *capital de crédibilité* » apparemment supérieur aux autres formes de diagnostic, plus sujettes à suspicion quant à la sincérité des informations recueillies et à l'honnêteté des interprétations effectuées par les auteurs.

« Avec la vidéo, les acteurs ont peur de mentir ou de parler n'importe comment, car ils savent qu'ils seront vus et écoutés par beaucoup d'auditeurs »

« Ce diagnostic est différent des diagnostics sans vidéo, du fait que tu vois et tu entends l'interlocuteur, et mieux, ça permet de faire une comparaison entre les milieux. »

« Les diagnostics sans vidéo sont différents [des] diagnostics avec vidéo parce que les diagnostics avec vidéo permettent de voir certaines réalités du terrain que certains paysans ignorent »

Enfin ils ont, semble-t-il, apprécié la vidéo en tant qu'outil d'animation qui, comme nous l'avons souligné lors de l'analyse des réunions de projection en elles-mêmes, a effectivement bien structuré les échanges, malgré une animation des plus critiquables.

« La démarche est plus vivante avec vidéo, elle stimule la participation aux débats »

Les représentants paysans enquêtés semblent avoir fortement apprécié l'ancrage de la vidéo à la réalité, qui selon eux facilite le lancement des débats. Ils ont également apprécié la possibilité offerte par la vidéo d'être projetée directement à leurs pairs en guise de restitution. Le produit vidéo en lui-même est apprécié pour son caractère « d'archive » compréhensible par tous.

« Ici les débats se déclenchent sur du concret »

« Elle est impeccable. Je vous donne un exemple : une réunion sans vidéo, on fait un PV et après s'il y a divergence de vues sur un point dit à cette réunion, on ne pourra pas trancher, quelle que soit la fidélité de celui qui écrit le PV. [...] Nous, avec la vidéo, c'est le contraire et on revoit immédiatement »

3.3.4 A propos de la démarche participative (question 4)

L'objectif de cette question était double. D'une part nous souhaitions disposer d'éléments permettant de discuter l'hypothèse que les participants retrouvent ou non les points de vue des divers acteurs quotidiens de la gestion de l'eau, et en particulier le leur, dans le diagnostic vidéo. C'était en ce sens un moyen de tester la « réussite » de la démarche quant à son aptitude à saisir les représentations des acteurs, et aussi de tester l'identification des participants au contenu du diagnostic. D'autre part nous souhaitions savoir si le point de vue de la mission transparaissait d'une manière ou d'une autre au sein du diagnostic et de ses résultats (ce qui, rappelons le, nous semblait *a priori* inévitable) et savoir surtout si cela en gênait l'appropriation par les acteurs locaux.

Seules seize réponses au total sont pleinement intelligibles. Parmi elles 12 expriment clairement le fait que ce sont les points de vue des acteurs locaux uniquement qui sont présentés dans le diagnostic vidéo. Quatre réponses (de cadres de l'ON) sont plus mitigées faisant valoir le fait que le point de vue de la mission transparait malgré tout dans les vidéos.

Quelques cadres de l'ON ont ainsi exprimé l'idée que l'influence de la mission fut forte sur la détermination du contenu du diagnostic vidéo. Selon eux, en sélectionnant les morceaux d'interviews, la mission a orienté le diagnostic. Sans parler ouvertement de « *manipulation par la mission* », certaines réponses traduisent l'existence de suspicions. Or de tels doutes peuvent venir entraver la valorisation des résultats du diagnostic.

« Souvent les observations semblent trop tronquées »

« [...] le diagnostic exprime les points de vue des acteurs locaux, points de vue souvent tronqués au gré de la mission ou de ceux qui ont monté la vidéo »

« La démarche que la mission a adoptée prend en compte le point de vue des acteurs locaux et l'optique de la mission »

De la même manière, le choix des villages a fait l'objet de quelques contestations de la part des responsables de l'administration de l'Office : « *Le nombre de villages n'est pas assez représentatif de l'ON. Le choix des villages aussi, a permis d'influencer le diagnostic* ». Quelque part il semble que les cadres de l'ON aient eu ce sentiment que la mission se rangeait plutôt du côté des paysans : « *Mais certains ont compris que c'était une occasion pour eux de critiquer l'encadrement de l'office du Niger* ». Et ce, notamment parce que nous leur avons laissé la possibilité de s'exprimer librement et publiquement (il est clair que l'utilisation de la vidéo favorise les paysans en termes de participation à une expertise très déséquilibrée à l'origine). Ces cadres expriment donc des doutes quant à la sincérité et à l'honnêteté de différents propos, estimant sans doute que certains ont profité de l'occasion de pouvoir s'adresser à des hauts responsables via la vidéo. En ce sens, ces points de vue, préoccupations ou critiques paysannes n'ont pas été systématiquement perçus par les agents de l'ON comme de véritables sujets de débats. Ils ont ainsi préféré se réfugier derrière cette idée que ces propos étaient exagérément critiques, infondés et donc indignes d'une réponse. Mais ne pas chercher à discuter publiquement de certains de ces sujets (en particulier sur la qualité des travaux d'entretiens, le respect des dates prévues, et le déroulement de la réception de ces travaux) est peut-être aussi une façon d'éviter de dévoiler ses propres torts. On peut se demander si ces responsables de l'ON n'ont pas été plus inquiétés par le devenir du produit-vidéo (où et à qui sera-t-il diffusé ? pourquoi ?) qu'intéressés par leur propre participation à la démarche de réflexion collective.

De leur côté les représentants paysans et les membres d'organisations locales estiment que les acteurs de la gestion de l'eau ont tous pu exprimer leurs opinions, que ce soit au travers de la vidéo ou dans le déroulement de la réunion de projection. Ils semblent ainsi plutôt satisfaits de leur propre participation et de leur implication dans le processus. Certains membres d'organisations locales expriment également le fait qu'il faille faire attention à certaines déclarations paysannes, et que la méfiance entre agriculteurs est aussi source de conflits et de gaspillages. Malgré notre désir d'évoquer sincèrement cet aspect de la situation (qui selon nous aurait du ressortir de diverses interventions dans les vidéos), il semble que cela n'ait pas été suffisamment explicite pour tous, et peut-être en particulier pour ceux qui sont habitués à ce que les remontrances soient exclusivement dirigées vers les paysans. Notons que les représentants paysans comme les membres d'organisations locales ayant répondu aux questionnaires ne se sont pas plaints du tout d'une éventuelle influence de la mission sur le contenu de leurs discours. Ils ont clairement validé le contenu du diagnostic.

« Les gens, que ce soit dans la vidéo ou à la réunion ont tous exprimé leurs points de vue »

« Oui ce sont les acteurs qui ont eux-mêmes exprimé leurs points de vue sur leurs problèmes quotidiens. Et cela a été complété et confirmé par la réunion car si ce n'étaient pas nos points de vue, on l'aurait dit à la réunion »

« Le diagnostic exprime en toute fidélité le point de vue des acteurs locaux, car au cours de sa restitution, ces mêmes acteurs ont confirmé avec preuve et insistance les éléments développés par la vidéo. »

Le fait que les paysans de leur côté n'aient semble-t-il pas perçu d'influence ou d'ingérence de la mission (cf. analyse des débriefings collectifs) nous amène à nous poser une nouvelle fois la question de l'existence d'un même niveau de recul critique vis-à-vis du diagnostic vidéo, entre les paysans et les agents de terrain de l'ON d'un côté et les cadres de l'ON de l'autre. Cette différence de capacité d'analyse et donc de perception du travail de diagnostic vidéo peut aboutir à des implications tout à fait différentes de la part de chaque groupe d'acteur et devrait sans doute faire l'objet d'une attention particulière tout au long de la démarche.

Malgré tout, la majorité des personnes ayant répondu au questionnaire s'accorde pour dire que les points de vue exprimés sont principalement ceux des acteurs locaux :

« Le diagnostic exprime réellement le point de vue des acteurs parce que ça leur permet de s'exprimer »

« Le diagnostic n'est qu'un ensemble d'exposition de la problématique de l'eau à l'ON et des solutions proposées par les acteurs eux-mêmes »

« Mais certains ont compris que c'était une occasion pour eux de critiquer l'encadrement de l'Office du Niger »

« Ce diagnostic a permis aux acteurs locaux de dire librement et volontairement les difficultés qu'ils traversent actuellement dans l'exercice de leur fonction. »

S'il nous semble indéniable que la mission a influencé d'une manière ou d'une autre le contenu des vidéos, c'est surtout l'ambiguïté qui règne autour de sa position vis-à-vis des problématiques qui est susceptible de décrédibiliser le diagnostic. En ce sens il aurait sans doute été intéressant que nous propositions clairement notre point de vue sur les différents thèmes abordés dans les vidéos, comme un moyen de s'impliquer pleinement dans le système d'acteurs local, de cesser ouvertement de faire croire à une prétendue neutralité pour participer au débat au même titre que les autres, c'est-à-dire celui d'un simple point de vue particulier. L'un des responsables de la cellule Vision semble justement avoir ressenti ce besoin : *« La vidéo reflète la problématique telle que perçue sur le terrain mais peut-être manque-t-il une analyse plus poussée de la problématique que seul un « expert » pourrait faire. L'expert n'est-il pas un acteur comme un autre ? »*. Cette approche aurait peut-être permis de lever les suspicions sur un éventuel parti pris de la mission, ou sur une tentative de manipulation de notre part, puisque notre point de vue n'aurait pas manqué de s'opposer à certains que nous aurions néanmoins exposés dans la vidéo. Cependant le risque de manipulation est réel :

« On sent que dans votre démarche, vous souhaitez vraiment privilégier au maximum l'avis des acteurs, mais par le choix des questions, les choix du montage et des scènes sélectionnées, il doit probablement y avoir un peu de vos points de vue. Cette démarche est très intéressante mais peut être dangereuse si elle est faite par des « partisans » de tel parti (cf. propagande). La qualité de la démarche repose ainsi beaucoup sur la qualité et l'intégrité de l'équipe qui réalise la vidéo. »

3.3.5 Valorisation future du diagnostic vidéo (question 6)

Cette question concernant les utilisations intéressantes du diagnostic vidéo selon les acteurs locaux était posée à la fois opérationnellement et comme une façon détournée pour mesurer leur implication (« implication concrète » et « implication souhaitée ») dans le processus. L'hypothèse étant que quelqu'un qui s'investirait dans la démarche et qui adhérerait

à ses résultats serait nécessairement motivé pour que la valorisation de ce travail soit maximale et conforme à ses attentes. Les réponses à cette question doivent également permettre d'affiner notre compréhension de l'intérêt que cet outil peut susciter auprès des acteurs locaux. Fidèles à l'approche pluraliste il nous semble en effet qu'en dehors de l'intérêt que le recours au diagnostic vidéo peut susciter pour le chercheur, il importe surtout de déterminer ce que les acteurs locaux peuvent attendre concrètement de cet outil.

Le plus souvent, et ceci est valable pour l'ensemble des groupes d'acteurs, la vidéo a été perçue comme un moyen de sensibiliser les acteurs locaux, et en particulier les paysans, à la nécessité d'une meilleure gestion de l'eau.

« La diffuser à tous les villages de la zone ON »

« La vidéo peut être un outil de sensibilisation au sein de l'ON »

« Sensibiliser les producteurs dans les différentes zones de l'ON sur la gestion de l'eau »

En ce sens, de nombreuses personnes ont finalement estimé que le travail de diagnostic était achevé, alors que l'objectif initial, rappelons-le, était de susciter un débat collectif et équilibré entre tous les acteurs de la gestion de l'eau, de manière à favoriser l'émergence de propositions d'action visant à améliorer l'efficacité de la distribution et de l'évacuation de l'eau, ainsi que la réalisation des travaux d'entretien. Seules deux ou trois personnes ont ainsi clairement exprimé leur souhait de poursuivre la réflexion engagée au sein de la vidéo et lors de la réunion de projection-débat pour aboutir à des véritables solutions.

« Interviewer plus de paysans et d'agents de l'ON, individuellement et sans témoin »

« Cette vidéo doit servir aux autorités de prises de décisions au cas par cas. »

« Synthétiser les problèmes évoqués (en réunion restreinte avec des personnes issues des réunions de projection) afin d'élaborer un plan d'action, avec les priorités pour l'amélioration de la GE à l'ON »

« Je souhaiterais que cette démarche continue car cela nous permettrait d'exprimer et de démontrer nos forces et faiblesses par rapport à l'irrigation et ensuite de situer les responsabilités de tous les acteurs »

Ceci laisse à penser que susciter le débat et favoriser l'échange des points de vues ne suffit pas pour lancer durablement une dynamique de recherche collective de solutions à des problèmes pourtant clairement identifiés. Ainsi une démarche de concertation aspirant sincèrement aboutir à la formulation de solutions déclinées en principes d'action par les acteurs locaux ne semble pas pouvoir se limiter à ce travail de diagnostic vidéo collectif. Est-ce que les responsables de la mission doivent accepter de porter eux-mêmes la dynamique jusqu'au bout ? Ont-ils légitimité à le faire ? On pourrait par exemple penser, comme le suggère un membre d'une ONG locale, à programmer de nouvelles réunions, mais restreintes cette fois-ci (comme des ateliers de travail), portant sur des thèmes spécifiques ayant pour objectif la formulation de solutions. La vidéo aurait alors servi à enclencher une dynamique qu'il est souhaitable de continuer à accompagner pour la voir aboutir à des résultats concrets. Et dans le contexte de l'Office du Niger le rôle moteur de la mission nous semble fondamental. Mais en même temps ce rôle apparaît malheureusement très difficile à assumer dans sa totalité dans le laps de temps disponible (dix semaines pour ce qui est de notre cas). La proposition d'un des responsables de VISION de laisser décanter la réflexion de chacun des groupes d'acteurs et de laisser circuler le diagnostic vidéo dans le milieu pendant un certain temps avant de reprendre la dynamique dans le cadre d'une seconde mission a du sens. Le mieux étant encore qu'une structure locale prenne le relais et porte la dynamique - même sans vidéo -. Ce transfert n'est souvent possible que s'il est prévu à l'avance et que localement une équipe médiatrice dispose de la compétence, de l'envie et de la légitimité de prendre le relais.

Enfin, le désir exprimé par certains que la vidéo soit complétée par les aspects positifs de la gestion actuelle de l'eau à l'ON confirme l'idée qu'elle est perçue comme un travail finalisé tourné vers l'extérieur - et non pas comme une étape et peut-être même comme la première d'une longue réflexion collective -, et que certains craignent les effets néfastes de diffusions de cette vidéo auprès des hauts responsables de l'ON et des décideurs politiques et financiers. Car il ne s'agissait pas de chercher dans ces aspects positifs des possibles solutions aux problèmes identifiés par le diagnostic mais bien de ne pas peindre un tableau trop noir de la gestion actuelle de l'eau à l'Office. La puissance de la vidéo en tant qu'outil de communication et les craintes qui en découlent représentent ici un frein à une implication totale et transparente de l'ensemble des acteurs, et en particulier des agents de l'ON (cf. l'intervention du directeur de zone à la fin de réunion de projection-débat de Niono, qui a voulu à tout prix rectifier avant la fin les propos - pourtant parfaitement conformes à la réalité des faits - d'un aigüadier qui laissait entendre qu'il y avait certaines clefs de vannes à disposition des paysans).

Notons pour finir que de nombreuses personnes interrogées, quelle que soit leur appartenance socioprofessionnelle, ont demandé à ce que des diagnostics vidéo soient réalisés sur d'autres sujets.

3.3.5 Aperçu des quelques réactions spécifiques aux spectateurs de la projection de Macina

Tout d'abord il apparaît que pour l'ensemble des personnes s'étant pliées à cet exercice du questionnaire, les différents aspects de la problématique de la gestion de l'eau ont été abordés par le diagnostic vidéo. Par ailleurs, l'intelligibilité du format vidéo a été appréciée, ainsi que le fait d'avoir rendu accessible un regard sur les difficultés rencontrées par d'autres zones (d'en entendre parler mais aussi de les voir).

« La restitution fidèle. Compréhension aisée. »

« Ça permet à tous les acteurs de mieux cerner tous les problèmes d'irrigation et de drainage ».

« La vidéo est un bon support de restitution du diagnostic car ça permet aux différents utilisateurs de se rendre compte des réalités au niveau de toutes les zones de l'Office du Niger. »

D'une manière générale et bien que n'ayant pas été interviewés directement, les spectateurs de la projection de Macina qui ont répondu au questionnaire estiment avoir pu participer pleinement au diagnostic. Et ils attendent que leurs interventions soient effectivement incluses dans la prochaine version de la vidéo. Cette perception de leur participation au diagnostic s'oppose au ressenti de certaines personnes des zones directement concernées par le travail de diagnostic (essentiellement des cadres ou agents de l'ON et des délégués paysans). Ceci tendrait donc à laisser penser (rappelons tout de même le faible nombre de questionnaires recueillis, mais également le plus faible nombre de spectateurs présents à cette projection de Macina par rapport à celle de Niono) que le besoin d'être interviewé dès la première version des vidéos est comme nous l'avons suggéré lié à une certaine frustration de ne pas avoir été considéré à sa juste valeur, ou de ne pas avoir été respecté en tant que porte-parole officiel de tel ou tel groupe d'acteur. Mais le déroulement en lui-même de la démarche ne semble pas en cause, puisqu'à Macina les simples spectateurs à qui nous demandions un regard critique sur les vidéos ont tous considéré avoir pu participer pleinement au diagnostic en tant que tel. L'apparente puérilité de ces petites crises de représentativité n'est pas si simple. En effet si ces porte-parole, qui restent des personnes clefs dans le système d'acteurs (d'où l'importance de leur présence aux réunions de projection) ressentent une certaine frustration vis-à-vis de la démarche suivie, cela risque de pénaliser le processus de réflexion collective que l'on cherche à engager.

« Je crois que chacun de nous a participé pleinement à la réalisation de ce diagnostic, d'une manière ou d'une autre » (en réponse à la question 3)

« Je dirais pleinement si toutes les observations que nous avons faites sont prises en compte dans le but d'améliorer la vidéo visionnée dans la zone du Macina » (en réponse à la question 3)

Si dans l'ensemble ils estiment que ce sont bien les points de vue des acteurs locaux qui sont exprimés dans le diagnostic, les membres de l'encadrement « ne sont pas dupes » et font remarquer que le point de vue de la mission est également présent. Ils mettent notamment l'accent sur le choix des questions qui sont posées. Pour lever ces soupçons, susceptibles de conduire à un sentiment de manipulation, à un rejet des résultats du diagnostic ou à une non implication dans la démarche, on peut envisager deux alternatives : soit établir une liste précise des questions à poser aux différents acteurs et s'y limiter strictement, de manière à pouvoir les présenter en début de projection ; soit il faudrait que les questions soient explicites dans la vidéo. Mais la conduite d'interview selon une liste de questions figées peut poser des difficultés face à des gens ne présentant pas nécessairement les mêmes facilités à l'oral... La question de la préparation amont de la vidéo est néanmoins soulevée ici par certains acteurs : choix des thèmes, des questions, des personnes interviewées, etc.

« Le diagnostic exprime le point de vue des acteurs locaux, même si la mission a une idée derrière la tête (assèchement fala, respect des ouvrages, divagation des animaux, etc.) »

« Les deux à la fois : certains acteurs locaux expriment leurs points de vue, par contre d'autres sont influencés par les points de vue de la mission, par la manière dont les questions leurs sont posées. »

La facilité d'accès au contenu des vidéos a été très appréciée, notamment pour les personnes non lettrées, et la possibilité de réutiliser l'outil pour diffuser ensuite plus largement la teneur des débats a été soulignée dans les questionnaires. Si au moment des projections et lors du remplissage des questionnaires l'enthousiasme était fort, il s'agit de savoir ce qu'il est advenu après le départ de la mission.

« D'après un adage bambara : mieux vaut voir une fois que d'entendre plusieurs fois ».

« Tout le monde participe pleinement au débat et les acteurs sont plutôt attirés par les images. Avec les images la compréhension est plus facile. »

« Cela facilite la compréhension des personnes non lettrées. »

Notons pour finir qu'à Macina, les vidéos projetées sont globalement perçues comme étant le résultat définitif du travail de diagnostic. Un possible prolongement des débats semble ignoré, seule importe la diffusion du diagnostic comme un moyen de sensibiliser la population et surtout les paysans. On nous demande que cet outil soit mis au service des agents de l'Office. Ce constat vient sans doute également du fait que ce sont majoritairement des membres de l'Office qui ont rempli les questionnaires.

« Je souhaite que cette démarche soit pérenne que l'on fasse des projections vidéo dans les différents villages, soit en donnant des cassettes au niveau des zones. »

« Cette démarche doit servir à conscientiser et à sensibiliser tous les acteurs. La vidéo devrait servir à une prise de conscience de tous les acteurs pour un entretien correct des canaux et ouvrages et une utilisation rationnelle de l'eau. »

3.4 Réunions de projection-discussion en présence des décideurs

Dès la phase d'élaboration de la mission, la projection-discussion du diagnostic vidéo en présence des principaux décideurs administratifs, politiques et financiers concernés par le développement de la zone Office représentait pour nous en quelque sorte un aboutissement pour le processus participatif ascendant que nous voulions mettre en place. Mais ce simple souhait personnel s'est converti en obligation suite à la demande, clairement formulée par les paysans au moment de la réunion de Niono, de mener effectivement ce processus jusqu'au bout, à savoir jusqu'aux décideurs (cf. supra). S'il n'est pas facile d'impliquer des décideurs tout au long de cet effort collectif que représente le processus participatif de diagnostic assisté par vidéo, il nous semble primordial de s'assurer que ceux-ci aient finalement accès aux résultats de cette dynamique de réflexion collective et aux principales propositions d'actions qui en ont découlées. Et réciproquement, leurs réactions, remarques et points de vue sur ces propositions devraient également pouvoir être restitués aux acteurs du diagnostic participatif, de façon à refermer la « boucle de communication ». Ceci permettrait à chacun de comprendre les positions et marges de manœuvre des uns et des autres et de réfléchir, sur cette base, aux chemins qu'il serait donc possible d'emprunter pour améliorer la situation. Malheureusement cette ultime étape n'a pas pu être réalisée dans le cadre de notre intervention au Mali par manque de temps.

Pour les mêmes raisons nous avons pris la décision de n'organiser qu'une seule réunion en présence des décideurs administratifs (hauts responsables de l'Office) et financiers (bailleurs de fonds internationaux), et de ne pas y convier les décideurs politiques nationaux. La complexité diplomatique des rapports entre ces trois parties ne permet pas toujours en réunion d'aller véritablement au fond des points de vue et argumentaires de chacun. Il nous a donc semblé plus judicieux de ne pas tous les impliquer en même temps. Cependant confronter deux de ces parties, en l'occurrence les bailleurs de fonds et l'administration de l'Office, nous apparaissait comme étant un préalable nécessaire à la mise en place d'un dialogue constructif. En ce sens nous aurions pu convier les décideurs politiques et les administrateurs ou alors les décideurs financiers et les décideurs politiques. Les contacts dont nous disposions ainsi que ceux de la cellule VISION rendait plus réaliste une réunion avec la combinaison PTF³⁰⁶ - administration.

3.4.1 Projection de restitution et contrôle aux principaux cadres de l'Office du Niger

L'enjeu de la réunion en présence des bailleurs était donc, via les vidéos, de leur donner accès à une information de première main provenant directement des acteurs quotidiennement impliqués dans la gestion de l'eau à l'Office. De plus, faire venir les représentants des paysans (délégués généraux et syndicats) ainsi que des représentants d'agents de terrain de l'ON devait permettre de lancer une discussion entre décideurs financiers et acteurs locaux autour des constats effectués et des propositions faites dans le diagnostic. Face à cet enjeu il a semblé important aux responsables de l'Office de s'assurer au préalable que ces vidéos ne contenaient pas d'informations mensongères ou susceptibles de nuire à l'Office si elles venaient à se glisser dans leurs relations avec ces décideurs. La Direction Générale de l'Office du Niger nous a donc demandé d'organiser une projection de contrôle en présence des principaux cadres de l'administration, à l'occasion de l'une de leurs réunions hebdomadaires, ce qui nous permettait également de leur restituer le travail et éventuellement d'engager un débat avec et entre les cadres.

La salle contenait en tout 54 personnes, dont nous deux et trois responsables de la cellule VISION, le reste étant constitué exclusivement de cadres de l'Office (DGA, responsables de département, responsables de zone, du SERP, etc.). Nous n'avons pas filmé cette réunion de manière à n'indisposer personne et pour ne pas leur laisser croire que nous cherchions à les piéger. Nous n'avons fait que prendre des notes d'observation et relever quelques citations.

³⁰⁶ Partenaires Techniques et Financiers

Comme la projection prévue venait en sus d'une réunion de près de 3 heures, nous pensions judicieux de ne pas leur montrer l'ensemble des modules vidéos. Le PDG souhaitant tout de même en voir le plus possible, nous avons choisi de présenter « La présentation de l'ON », « Les problèmes d'irrigation et de drainage » et les trois modules sur « Les difficultés d'entretien ». Notre souci de faire vite ne nous a pas permis, avant de projeter la vidéo, de présenter dans le détail la méthodologie que nous avons suivie et les principes qui la sous-tendaient. *A posteriori* il est évident que ce fut une erreur de notre part. Les vidéos ont été regardées avec attention par l'ensemble des cadres de l'Office, et semble-t-il même avec intérêt. Il n'y eut que très peu de discussions en aparté durant la projection, seuls quelques rires plus ou moins contenus ont rompu leur attention³⁰⁷. A l'issue de la projection, le PDG a immédiatement pris la parole pour exprimer sa satisfaction : « *De mon point de vue les sujets sont bien abordés, merci beaucoup, et félicitations pour le travail au nom de l'Office. Maintenant il faudrait diffuser ce genre d'éléments au niveau des producteurs et des décideurs politiques. Beaucoup de ces problèmes sont mal connus, l'Office n'est pas préparé et n'a pas les moyens de faire face à tout, de tout décider par lui-même. Les décideurs doivent être sensibilisés pour prendre les décisions adéquates.* » Mais cet accueil favorable fut vite mis de côté par les remarques des cadres.

✓ Un diagnostic vidéo jugé trop négatif par les cadres de l'Office du Niger

La norme au Mali - en tout cas à l'Office du Niger - commande d'attendre que l'ensemble des personnes présentes autour de la table aient exprimé leurs avis avant d'y répondre. Nous avons ainsi été contraints d'accueillir sans réagir l'ensemble des remarques. Ceci eut comme conséquence - désagréable - qu'après les félicitations d'usage, les premières critiques ont été formulées et de nombreux cadres ont alors successivement répété les mêmes remarques, les mêmes mécontentements vis-à-vis du contenu de la vidéo. Se stimulant ainsi les uns les autres ces interventions nous ont semblé de plus en plus virulentes, jusqu'à ce que quelques-uns, parmi la majorité des silencieux se décident à venir « à notre rescousse », comme le fit finalement le PDG. Les principales critiques exprimées par les cadres portaient sur le fait que les vidéos dressaient un tableau exclusivement noir de la gestion à l'Office, comme si l'Office ne faisait rien de bon et que la situation était catastrophique. Ce sentiment donnait lieu à (ou bien s'expliquait par) une certaine inquiétude vis-à-vis d'une éventuelle projection devant les bailleurs de fonds : ces derniers, voyant la désastreuse gestion de l'eau faite à l'Office souhaitent-ils continuer à appuyer financièrement son développement ? Ainsi certains cadres ont exprimé leurs craintes : « *l'opinion de quelqu'un d'extérieur qui verrait ça serait que rien n'est fait à l'Office du Niger* » ou encore « *le film présenté comme ça ne montre que du mauvais, donne une mauvaise image.* ». Par ailleurs le choix de Molodo comme zone d'étude a été fortement critiqué. Il s'agit en effet de la zone la moins bien aménagée, la moins bien équipée et elle n'est, selon eux, pas du tout représentative des difficultés réelles de l'Office du Niger. « *Mais la partie non réhabilitée de Molodo ne peut pas représenter l'Office du Niger !* » s'écriait un jeune cadre. Pourtant nous avons justement pris soin dans les vidéos de choisir un village de Molodo qui avait bénéficié d'une réhabilitation ainsi qu'un village totalement réhabilité de la zone de N'Débougou, censé disposer des meilleurs équipements et du meilleur mode de gestion de l'eau. Or ces deux villages, comme le troisième (Pandocamp, non réhabilité, zone Molodo), étaient confrontés à des problèmes de gaspillages, de difficultés d'entretien par les paysans et de mauvais drainage.

✓ Un diagnostic vidéo qui ne propose pas véritablement de solutions selon des cadres de l'Office

A ces critiques certains ont ajouté, de manière assez paradoxale finalement - pour des gens refusant d'admettre l'importance des problèmes présentés dans les vidéos -, le fait qu'ils

³⁰⁷ Aux mêmes moments que ceux survenus lors des projections à Niono et Macina, à savoir lorsque les personnes interviewées ont des accents particuliers ou se mettent à bégayer dans leur excitation...

ne trouvaient pas non plus de véritables solutions à tous ces problèmes évoqués, au sens de la solution « technique » toute faite qu'il suffit d'appliquer sur le terrain, d'imposer à tout le monde pour faire disparaître les ennuis. C'est ainsi que nous avons pu entendre des cadres dire « *Il faut présenter aussi comment on peut résoudre les problèmes* », « *Deux interventions à la fin ont dit qu'il existait des solutions mais on ne sait pas de quoi il s'agit. Il faudrait préciser* » ou encore « *un diagnostic c'est d'abord un constat, qui montre les points forts et les points faibles, et qui dégage des solutions. Ici tout est mauvais.* »

Ce mécontentement est sans doute aussi à rattacher au rôle que doivent jouer ces cadres, celui de « *think tank* » capable de proposer des solutions. L'exposé d'une foule de problèmes non résolus ne pouvait décemment pas leur faire plaisir.

✓ Un cadre, acteur de la vidéo, vexé et inquiet de ne pas retrouver l'ensemble de son interview dans les vidéos

La réaction la plus critique fut sans doute celle de l'un des cadres ayant été interviewé pour le diagnostic, le même qui s'était plaint lors de la réunion de projection-débat de Niono d'avoir été coupé au montage. Au milieu de ses collègues, ses mots ont été les plus durs vis-à-vis du travail vidéo : « *depuis la dernière réunion à Niono j'ai été censuré à 90% dans mes interventions [...] Ils ont choisi exprès. Si vous venez dans la zone pour faire des interviews, il faut définir des villages où il n'y a pas de problèmes. Toutes mes interventions avec des preuves et des abaques ont été censurées à 100%. Et le film a été censuré depuis Niono !* ». En fait, nous avons fait le choix de ne présenter que quelques-unes des vidéos, et nous avons sélectionné les plus sujettes à controverse *a priori*, de manière à agir en toute transparence. Et nous avons conservé les modules les plus avantageux pour l'Office, notamment, celui intitulé « Suivi des consommations » qui met en avant la qualité de la gestion (et les difficultés de terrain) mise en place par le service Gestion de l'Eau dans la zone de N'Débougou. Or c'est le cadre en question qui est interviewé et qui explique comment s'effectuent le suivi et le contrôle des consommations d'eau dans sa zone. N'ayant pas projeté ce module à ses collègues, il s'est senti « trahi » en quelque sorte par la mission, qu'il a donc accusée de « procéder à de la censure » destinée à discréditer l'Office. C'est à ce moment précis que nous avons regretté de ne pas avoir pris plus de temps en début de réunion pour expliquer en détail les contraintes et le protocole d'action suivi sur le terrain, le choix des villages et des personnes interviewées, l'identification des problématiques, les différents modules, etc. De même que nous aurions sans doute du passer plus de temps en amont à expliquer à ce cadre - et à d'autres - nos contraintes de montage. Pour tenter de couper court à cette vague de protestations, nous avons donc décidé sous la recommandation du PDG de projeter le module en question. Ceci eut pour effet de calmer la plupart des esprits, sauf celui d'un jeune cadre. Ce dernier jugeant que finalement ce module n'était rien d'autre qu'une forme de publicité pour les activités menées par la cellule VISION, déguisée en diagnostic.

Notons pour conclure sur ce point que ce même cadre qui a clairement exprimé son sentiment d'avoir été censuré en présence de l'ensemble de ses collègues (sans doute comme un moyen de se décharger de toute responsabilité vis-à-vis du contenu du diagnostic vidéo), nous avait confié de manière informelle : « *j'étais déjà content avant la projection. Cela m'a permis de dire ce que j'avais au fond de moi-même. Cela m'a soulagé* ». Les relations avec lui furent par la suite cordiales.

✓ Une acceptation tout de même partielle du contenu des vidéos

Mais cet avis n'était pas partagé par tous. Finalement un grand nombre de cadres sont restés silencieux, et plusieurs nous ont glissé à l'oreille lors de la projection elle-même, ou après, pendant les discussions, que le diagnostic était très juste et très vrai. Certains ont osé prendre la parole derrière cette série d'attaques verbales : « *Le film est bien présenté, les images sont bien. On a bien écouté. Il faut les féliciter. Là on a posé les problèmes, beaucoup de problèmes. Ce qui nous intéresse ici c'est ce qu'on n'a pas pu faire. Il y a eu des propositions de solutions dans beaucoup d'interventions, des choses qu'on peut exploiter, pour le futur. Ces*

problèmes sont très vieux, mais le film nous enseigne beaucoup. Ils n'ont pas voulu s'attarder sur ce qui est déjà réalisé à l'Office. » Il y en eut même certains pour reconnaître que le diagnostic vidéo montrait la réalité sous un éclairage nouveau, ce que semble révéler cette citation au sujet des OERT : *« nous on a pensé que ça pourrait être une solution. S'il existe des insuffisances, il faudrait approfondir ça avec les gens. Nous pensions que c'était correct, apparemment les gens trouvent le contraire. On devrait corriger tout ça. »* Par ailleurs, de manière informelle, certains des plus vieux cadres présents à la réunion sont venus nous trouver une fois tout le monde parti pour nous féliciter de la qualité du travail accompli et nous confier l'œil en coin que certaines des réactions les plus critiques étaient le fait de jeunes cadres, fraîchement nommés cherchant à se faire une place au sein de l'administration. Nous aurions donc en quelque sorte « essuyé les plâtres » d'une représentation théâtrale jouée par certains jeunes lieutenants pour se mettre en avant auprès du patron.

✓ Intégration dans la vidéo des remarques formulées par les cadres présents à la « réunion de contrôle »

Le PDG en personne a clos le débat, satisfait par le travail et rassuré par le contenu du dernier module présenté (Suivi des consommations). Il a finalement tenté de convaincre ses employés que le fait de montrer qu'on a des problèmes et qu'on tente de les résoudre est une bonne stratégie pour obtenir l'appui de certains partenaires : *« Il faut relativiser. On n'a montré que des problèmes, car il y a des problèmes. Cela manque juste de commentaire. Je crois qu'on a choisi des zones à problèmes, et qu'un commentaire introductif doit régler ça. [...] Mais on ne va pas se voiler la face... on a des problèmes, on ne va pas montrer aux décideurs que tout va bien. On n'a pas d'argent pour l'entretien, l'Etat ne couvre que 2% de l'entretien du primaire... Les décideurs doivent savoir ces problèmes. Mais il faut un commentaire pour atténuer. Soit un sixième épisode dans une autre zone où les problèmes ont des débuts de solutions, soit un commentaire sur les solutions en cours. »* Suite à cette demande claire, nous avons opté pour l'insertion d'un long texte lu en début de vidéo expliquant bien le pourquoi des vidéos, le choix délibéré de mettre en avant les difficultés et les critères de sélection des villages.

L'intervention de l'un des cadres présents explique finalement assez bien le déroulement de cette réunion : *« les gens de la base apprécient les modules qui parlent des problèmes, pas ceux du haut de la pyramide, c'est un peu logique, non ? »* Malgré tout, l'objectif n'est pas de se mettre les responsables à dos, au contraire, il s'agit de les amener à reconsidérer le cas échéant leur point de vue sur la situation, en leur présentant des cas concrets pour alimenter leurs réflexions. Cet objectif spécifique n'est pas atteint.

L'impression globale qui ressort de cette réunion de notre point de vue (et de celui d'autres personnes de l'Office habituées à ces rencontres) est donc celle d'une grande pièce de théâtre. Les cadres ont joué un rôle devant le PDG, défendant l'Office et surtout leur propre travail pour garder la tête haute malgré leurs faiblesses. Le contraste avec les discussions informelles qui ont suivi ou précédé cette réunion en est la meilleure preuve. Non pas que leurs points de vue ne soient pas justifiés. Nous aurions clairement dû exposer dans la vidéo et en réunion le choix d'un diagnostic visant spécifiquement à lister les difficultés actuelles. Mais leurs remarques furent redondantes, virulentes et grandiloquentes. Tout ceci a énormément contrasté avec le flegme et la volonté de transparence du PDG qui, par chance, était la principale personne à convaincre.

✓ Mise en évidence de quelques limites du diagnostic assisté par vidéo

Le déroulement de cette réunion de contrôle nous semble révélateur de certaines limites du recours au diagnostic vidéo.

En premier lieu il semble que lorsque le public n'est constitué que d'un seul groupe d'acteurs (ici les cadres de l'Office du Niger, et essentiellement ceux de Ségou) et que celui-ci

fait l'objet de critiques plus ou moins fortes dans la vidéo (argumentées et étayées ou non), le risque est important que ce groupe fasse bloc contre la vidéo et accuse les intervenants vidéo de manipulation volontaire en vue de leur nuire. Certains cadres qui avaient assisté à la projection de Niono et avaient réagi, non pas en récusant le contenu du diagnostic mais plutôt en cherchant à l'expliquer et à défendre leurs points de vue face aux autres acteurs présents, ont été sans merci ni volonté de s'expliquer à l'occasion de cette réunion. Accompagnés de leurs collègues, et sans le contre poids exercé par la présence d'autres acteurs, ils se sont sentis plus forts, plus à même de prendre le plein contrôle sur le contenu de la vidéo. Il nous semble clair que sans l'ouverture d'esprit du PDG de l'Office, la conclusion de cette réunion aurait été le refus net de présenter ce travail aux décideurs financiers.

En second lieu, nous avons pu observer une nouvelle fois que la vidéo ne se suffit pas à elle-même, ce qui pose donc de nombreuses questions quant à sa vie une fois la mission achevée. Il est important de pouvoir expliciter la façon dont les vidéos ont été réalisées, les objectifs poursuivis, etc. Ces vidéos ne peuvent proposer qu'une représentation partielle de la réalité. Il faut donc qu'elles soient clairement présentées comme telles, et qu'on ne prétende pas au travers de ce diagnostic présenter « La » réalité de l'Office du Niger. Même avec la solution retenue d'ajouter un panneau texte explicatif en début de vidéo, la présence d'un membre de la mission de diagnostic est à chaque fois parue essentielle pour répondre à certains doutes, crédibiliser le contenu (surtout face à des groupes d'acteurs ou individus n'ayant pas été directement impliqués dans le processus de production) et favoriser l'engagement d'un dialogue entre acteurs. L'animation des réunions de projection apparaît essentielle pour cheminer vers un véritable processus de réflexion collective. L'outil vidéo n'est bien qu'un outil dont il faut savoir se servir. Comment s'assurer de la bonne compréhension et de la bonne (et effective) utilisation de cet outil une fois la mission terminée ?

3.4.3 Projection aux bailleurs de fonds

Comme nous l'avons vu plus haut, cette réunion de projection débat n'a pas vraiment été à la hauteur de nos espérances. Pour des raisons de mésentente interne à l'Office, l'ensemble des groupes visés par cette réunion n'a pas été prévenu. Seuls sont venus ceux qui avaient été informés de manière informelle par mail par la cellule VISION. Il n'y avait donc que peu de bailleurs de fonds présents (UE et AFD), aucun paysan ou représentant de paysans, et aucun cadre de l'Office en dehors du DG. La réunion a failli être annulée, mais comme les personnes présentes avaient fait un long trajet, la moindre des choses était de leur présenter le travail, même s'il était clair dès le départ qu'il n'y aurait pas véritablement de débat. Bien que personnellement nous nous refusions à y croire, l'hypothèse que ce soit le résultat d'un oubli volontaire de la part du secrétariat de la direction générale de l'Office doit être considérée.

Nous avons projeté les modules qui nous semblaient les plus susceptibles d'interpeller les bailleurs de fonds tout en montrant la démarche que nous avons suivie : « Présentation de l'Office du Niger », « Entretien tertiaire et primaire » (nous avons fait oralement un résumé du module sur l'entretien secondaire), « Suivi des consommations » et celui intitulé « Aménagements participatifs ».

Ce qui nous le plus marqué lors de cette réunion, c'est ce désir des bailleurs d'obtenir des informations sur la zone provenant d'une autre source que leurs contacts habituels avec les responsables de l'Office et les responsables d'OP. Ils étaient réellement très intéressés par cette information directement issue de la bouche des acteurs quotidiens de la gestion de l'eau à l'Office. Cette vidéo leur a donné l'occasion de voir de leurs propres yeux des zones de l'Office qu'ils n'avaient jamais visitées et constater de visu un certain nombre de dégradations dont ils n'imaginaient pas l'ampleur (état des zones non-réhabilitées ; problèmes de l'entretien des drains, difficultés de lutte contre l'enherbement des *falas*). « *C'est un très bel outil que vous avez là, parce que les gens qui vont sur le terrain ne sont pas ceux qui décident. C'est un outil à usage multiple* » a déclaré un haut responsable de la coopération à l'Union Européenne. Intéressés par le contenu du diagnostic (difficultés mises en évidence et propositions d'actions),

les bailleurs nous ont demandé comment nous comptons faire pour valoriser les résultats de ce processus de réflexion collective, et creuser un peu plus encore les propositions qui y sont faites. Cette préoccupation affichée laisse croire qu'il serait possible de poursuivre dans le cadre d'un autre mandat le travail engagé et même d'y associer concrètement certains de ces décideurs financiers. En ce sens la démarche de diagnostic vidéo est aussi une démarche de petits-pas, qui permet d'intégrer progressivement différents groupes d'acteurs : par la vidéo (films en eux-mêmes et morceaux choisis des réunions de projection), chaque acteur est mis au courant de l'état d'avancement de la réflexion.

Notons également qu'une discussion sur l'ampleur des difficultés et les moyens mis en place pour y faire face s'est engagée entre le DG et le chef de la cellule VISION d'un côté et les bailleurs de l'autre. Lors de cette discussion, les participants se référaient sans cesse aux images vues durant la projection. Ces vidéos ont permis de sensibiliser les décideurs aux problèmes quotidiens de gestion de l'eau et d'orienter clairement la discussion autour des thèmes abordés, les images servant de référents permanents. Nous n'en avons que plus vivement regretté l'absence des autres bailleurs et surtout l'absence de représentants paysans.

Finalement et pour caricaturer, si les paysans sont enthousiastes vis-à-vis du processus mis en place et que l'Office l'est moins, c'est bien parce que dans cette relation bilatérale la vidéo infléchit le rapport de forces habituels en faveur des premiers... les stratégies s'en trouvent perturbées, défavorablement pour l'administration. De la même manière, la prise de recul très différente des uns et des autres pourrait s'expliquer par le fait que le changement en termes de participation est grand pour les paysans, et que cette progression forte fait des éventuelles petites manipulations un détail à leurs yeux, ce qui n'est pas le cas des agents ou des cadres. Ils sont aussi souvent plus critiques car officiellement mis en cause dans beaucoup de choses, ce dont ils n'ont pas l'habitude, contrairement aux paysans souvent accusés de tous les maux du périmètre.

Les acteurs externes semblent quant à eux intéressés parce qu'ils cherchent l'objectivité qu'ils ressentent dans la vidéo.

3.5 Analyse du terrain du point de vue des hypothèses de recherche

Cette synthèse se fonde sur l'ensemble des éléments présentés dans les sous-chapitres précédents.

3.5.1 Mise à l'épreuve de l'hypothèse H1

Rappelons l'hypothèse H1 : la réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement aide à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales.

Nous commencerons par caractériser les différentes variables de la catégorie 1 de notre grille d'analyse générale, intitulée « la mobilisation pour la construction de la vidéo et son aptitude à embrasser la diversité des points de vue » et présentée en partie 1 (Cf. P1, Chapitre 3, § 5.1). Nous allons donc renseigner les indicateurs associés en apportant des réponses aux questions telles qu'elles ont été formulées.

✓ A : L'engagement des participants au cours du processus et son évolution

Seuls certains cadres de l'Office, à la fois dans les zones et à Ségou, n'ont pas participé aux réunions auxquelles ils étaient conviés, ont cherché à décrédibiliser le diagnostic vidéo et à

limiter sa portée. Au préalable, leur complète collaboration lors de son élaboration se devait vraisemblablement à l'ordre intimé par le PDG. Ces cadres, principaux bénéficiaires de la dissymétrie de pouvoir avec les paysans défendant leur maîtrise des zones d'incertitude, ont assez mal perçu notre démarche qui visait à réduire certaines de ces inégalités et accroître la participation paysanne dans la gestion du périmètre. Ils ont également mal reçu les critiques à l'égard de leur travail, formulées par les paysans au travers de leurs interviews, et la remise en cause de leur capacité exclusive d'expertise. Ils ont pour l'essentiel cherché à conserver leurs prérogatives notamment en évitant de revenir sur la répartition et la définition des rôles et fonctions relatifs à la gestion hydraulique. Ils ont enfin tenté de limiter la diffusion des vidéos finales, jugées trop négatives, par peur de ce que pourraient en penser les Partenaires Techniques et Financiers, et sans doute l'administration de Ségou et Bamako puis l'Agence Bassin Niger dans un second temps. Ils ont donc globalement cherché à enrayer un processus qui potentiellement menaçait leurs statuts.

Tous les autres acteurs concernés par les concertations ont encouragé le processus, travaillé à son bon fonctionnement et souhaité sa prolongation et son renouvellement. Les paysans ont été de loin les plus motivés et demandeurs, avec les membres des organisations locales et syndicales et les bailleurs de fonds.

Nous n'avons pas noté de désistement en cours de projet mais le faible nombre de réunions organisées a sans doute permis d'éviter les mêmes écueils que ceux survenus en Equateur (cf. P3, Chapitre 3, § 2.2). Nous avons même au contraire constaté plusieurs agrégations spontanées (de paysans essentiellement) et demandées (notamment les PTF et décideurs politiques par les participants initiaux, ou les membres d'organisations locales pour eux-mêmes). La motivation des acteurs à participer au projet nous a semblé importante. Cette motivation résultait à la fois du côté novateur de l'exercice, de la possibilité qui était offerte aux acteurs de tous s'exprimer sur un pied d'égalité, et certainement de l'espoir de voir concrètement la situation progresser à l'issue du processus. L'évolution de cette motivation est difficile à estimer puisque nous n'avons pas organisé suffisamment de réunions successives avec les mêmes acteurs pour pouvoir en juger, même si ces derniers se disaient motivés pour continuer.

✓ B : L'appropriation du processus

Dans l'ensemble la démarche a été largement appréciée. L'outil vidéo, bien qu'encore jamais utilisé localement pour ce type de travail, n'était pas totalement étranger aux gens du périmètre et a été facilement assimilé par tous les participants³⁰⁸. Le principe même de la sélection et du montage de morceaux courts et précis de différentes interviews n'a choqué personne, en dehors du cadre de l'Office qui fut choqué de la perte de maîtrise de son discours et nous a accusés de censure. Les paysans ont par ailleurs apprécié que le son de leurs interviews ne soit pas supprimé au profit d'une voix-off parlant à leur place, comme c'est généralement le cas selon leurs dires au journal télévisé de l'ORTM.

L'utilisation de la vidéo en tant qu'outil de communication a été rapidement comprise par les interviewés. Ceux-ci choisissaient de manière assez spontanée le lieu des entretiens ou les plans d'appuis qu'ils souhaitaient retrouver dans le futur diagnostic pour accompagner leurs messages. Néanmoins il semble que la maîtrise de cet outil puisse encore être améliorée, comme en témoigne la confession d'un paysan de Pando Camp qui à l'issue des projections nous a avoué que maintenant qu'il avait vu le résultat vidéo, il ne referait sans doute pas son interview de la même manière. Encore une fois l'absence de répétitions rend difficile une caractérisation plus fine des évolutions dans ce domaine, mais les résultats confortent l'idée qu'une seconde intervention vidéo serait nécessairement mieux maîtrisée par les acteurs locaux, et que le processus devrait être conduit sur une plus longue échelle de temps, pour

³⁰⁸ Notons néanmoins que certains, y compris coutumiers de la télévision, voyaient tourner une caméra pour la première fois.

permettre aux interviewés de réenregistrer un message plus « performant » après avoir visionné le premier diagnostic.

Enfin différentes suggestions formulées par les participants témoignent d'une appropriation (ou tout au moins d'une volonté d'appropriation) du processus assez claire, comme le souhait d'intégrer de nouveaux acteurs, de diffuser largement la vidéo, ou de disposer de cassettes dans les villages afin de poursuivre la réflexion. Cependant l'absence d'implication véritable de ces mêmes acteurs dans une exploitation approfondie ou non du potentiel de la vidéo une fois notre intervention de terrain achevée, vient nuancer notre évaluation de l'appropriation globale du processus.

N.B. : Evaluer l'appropriation des quelques individus réticents au projet n'a évidemment que peu de sens.

✓ C : Les correspondances entre contenu de la vidéo / représentations individuelles / représentations collectives

Les réunions ont montré que les acteurs confrontés à des problématiques proches ou similaires au contenu des vidéos mais vivant dans d'autres zones que celles directement concernées par l'intervention se sont identifiés au diagnostic (cf. réunion Macina). Ceux qui sont directement représentés dans les vidéos (en particulier les personnes interviewées et les chaînes hydrauliques dont ils font partie) ont également validé la véracité de ce contenu. Rappelons que les paysans sont allés jusqu'à saluer spontanément les sélections au sein des interviews et les choix de montage, mais que d'un autre côté certains des cadres de l'Office (ainsi qu'un délégué paysan) ont fortement critiqué le fait que le diagnostic ne soit qu'une liste des problèmes actuels (conformément néanmoins au mandat d'origine). Tout ce qui avait été identifié en réunion comme manquant au diagnostic (par exemple les difficultés liées à la présence des pêcheurs bozos dans le périmètre) fut rajouté par la suite à la version finale des vidéos. Les acteurs plus extérieurs présents aux réunions ont également validé le diagnostic.

Tout ce qui est dit dans les vidéos est donc cautionné à quelques exceptions près : les soupçons de corruption exprimés par les représentants paysans n'ont évidemment pas été approuvés par les cadres visés ; certains responsables de zone persévèrent à vouloir masquer les pratiques illégales visant à pallier l'absence des aiguadiers sur le terrain ou à contourner l'autorité de l'Office, et nient donc leur existence pourtant avérée.

Si les acteurs ne désavouent aucun des problèmes identifiés dans les vidéos, ils ne s'accordent pas ou peu sur l'ordre de causalité des difficultés ni sur la gravité des manquements des uns et des autres, se renvoyant la plus grosse part de responsabilité en ce qui concerne les différents dysfonctionnements (gaspillages d'eau lors de l'adduction, mauvais entretien du réseau, etc.). En revanche l'accusation des responsables politiques et financiers (Etat malien et bailleurs étrangers ou multilatéraux, absents des réunions) quant au manque d'investissement financier semble faire consensus, essentiellement en ce qui concerne l'entretien des ouvrages majeurs du réseau et la conduite des extensions (trop lentes pour certains, aménagées sur un mauvais mode selon d'autres, etc.). Néanmoins il faut noter que plusieurs personnes au cours des deux réunions multi-acteurs ont manifesté lors de leurs interventions le besoin de reconnaître l'existence évidente de fautes partagées, comme un constat à faire pour commencer à progresser (les paysans sont de loin ceux qui ont fait le plus gros travail sur eux-mêmes). Ces signes d'acceptation de points de vue différents sur une même situation sont les seules représentations collectives qui semblent avoir été globalement acceptées.

Nous dirons donc pour conclure que le contenu des vidéos correspondait aux représentations individuelles des spectateurs et que personne n'a taxé les éléments du diagnostic de faux, en dehors de deux ou trois allégations polémiques très sensibles et sujettes à conflit. Les interviewés, bien que n'étant pas des leaders locaux ont donc parfaitement joué le rôle de porte-parole des groupes d'acteurs qu'ils devaient représenter, et la scénarisation comme le montage se sont révélés pertinents. Les quelques idées fédératrices des différents acteurs étaient également bien présentes dans le diagnostic, comme la proposition d'assécher le *fala* pour faciliter le brûlis des herbes envahissantes. Une représentation collective de la

situation, qui ne préexistait pas au processus, pourrait donc être assimilée à la reconnaissance conjointe de l'existence de toutes les difficultés exposées et de la nécessité d'y trouver des solutions.

Nous allons à présent nous pencher sur les reformulations de l'hypothèse H1 que nous avons proposées en fonction des référents théoriques mobilisés dans la première partie.

✓ Selon les théories de Crozier et Friedberg

Dans le cadre de la théorie de l'acteur stratégique, on peut dire que les messages composant le diagnostic vidéo (c'est-à-dire les espaces d'expression offerts ainsi que les possibilités d'illustration par l'image) ont effectivement permis aux participants d'exprimer leur logique d'acteur face à la gestion hydraulique du périmètre aux différentes échelles, ou tout du moins d'éclairer quelques-uns des aspects cruciaux qui entrent dans la définition de leur stratégie, dans la mesure où ils ont bien voulu les révéler lors des interviews évidemment (personne n'a évoqué l'envie de s'enrichir illégalement, pourtant la corruption existe ; personne n'a avoué ouvertement rechercher le moindre effort dans son travail, or ces logiques existent également ; etc.).

Par ailleurs le processus d'accompagnement a effectivement permis de mettre en interaction une multitude d'acteurs interdépendants bien que rarement réunis, mais cette mise en relation s'est limitée aux réunions de projection et aurait été possible sans avoir recours à la VP.

Enfin nous ne sommes pas en mesure, compte tenu de l'absence de prolongement de notre mission, de reprise du projet par un autre organisme ou de possibilité de suivi détaillé des traces, de savoir si le processus d'accompagnement a réellement participé d'une réduction des effets de rationalité limitée au moins pour ce qui est des participants directs à notre intervention. Nous serions tentés de le penser au moins pour ce qui est des paysans, étant données leurs nombreuses manifestations de satisfaction d'avoir compris des choses importantes, notamment sur le fonctionnement global du réseau hydraulique.

✓ Selon la sociologie de la traduction

En nous référant à la théorie de l'acteur-réseau, on ne peut pas dire que le recours à la vidéo ait permis de réaliser collectivement une bonne contextualisation, au sens où l'outil en lui-même ne facilite en rien l'analyse des actants en présence, ni celle de leurs intérêts ou de leurs convergences et divergences, tout du moins dans un premier temps lorsque nous faisons les choix de scénarisation et de montage.

De la même manière, la réalisation de la vidéo n'a pas particulièrement facilité la problématisation, cette dernière relevant plutôt du groupe de travail puis du groupe institutionnel, indépendamment de l'outil. En revanche, la formulation en vidéo des problèmes identifiés a disposé d'une relativement bonne légitimité auprès des acteurs (un des éléments cruciaux de la traduction). Et par la suite, son visionnage en groupe a effectivement permis d'identifier et de fixer collectivement ce qui unit et ce qui sépare les groupes au sein du réseau, et donc finalement participé tardivement d'une bonne contextualisation.

La traduction réalisée par le groupe institutionnel au moyen de la vidéo s'est révélée pour sa part hautement intelligible, et les énoncés furent acceptés par le plus grand nombre, même si le groupe n'a pas été en mesure de formuler une problématique unique pour le réseau.

Nous noterons enfin que la présence de la vidéo au sein du réseau a favorisé une certaine transparence dans les échanges, en permettant aux plus « ignorants » de comprendre certains enjeux et de participer à des discussions dont ils étaient habituellement exclus.

✓ Selon la théorie des grandeurs

Du point de vue des théories de la justification, aucun signe notable ne nous permet d'affirmer que le processus vidéo a permis de dégager un quelconque principe supérieur

commun, fédérateur entre tous, autour d'une certaine perception des problèmes du périmètre. Sur le thème précis de l'entretien du réseau primaire dont l'enherbement est très menaçant, tous, agents de l'Office comme exploitants, ainsi que les autres acteurs qui gravitent autour, s'accordent néanmoins sur une apparente « volonté de continuer à pouvoir vivre du réseau ». L'idée d'assécher le *fala* est donc apparue comme acceptable par le plus grand nombre puisqu'elle va dans ce sens. Les images et l'interview qui les accompagne ont eu un impact assez important sur ceux qui n'étaient pas très au fait de l'urgence du problème. La montée en généralité d'un principe proche de l'idée « pouvoir continuer à vivre ensemble du réseau » ne s'est cependant pas faite sur les autres thèmes, sans doute à cause de la moindre gravité des problèmes correspondant (en tout cas aux yeux des acteurs locaux), ce qui ne nous a pas donné l'occasion d'espérer affiner notre appréhension de ce principe supérieur commun potentiel.

Il est difficile de dire si les acteurs (nous y compris) ont réussi à identifier et comprendre les mondes dans lesquels les autres évoluent. Nous serions tentés de répondre par la négative, du fait que comme nous l'avons vu les régimes de justification n'ont visiblement pas évolué avec le processus de concertation. Pour ne citer que quelques exemples : les cadres de l'Office se réfèrent toujours systématiquement et très strictement aux règles de fonctionnement établies pour le périmètre (cité de type « industrielle ») alors que les paysans accusent justement l'inadéquation entre ces règles et les exigences concrètes de la gestion quotidienne de l'eau ou l'état des infrastructures ; de leur côté les agents de terrain se justifient en évoquant le manque de moyens dont ils disposent, l'incompétence et l'incivisme des paysans en matière de gestion de l'eau. De ce point de vue là, nous n'avons donc pas réellement constaté d'avancée significative sur les argumentations déployées par les uns et les autres.

✓ Selon l'approche des objets intermédiaires

Pour reprendre les questionnements développés en partie 1 (Cf. P1, Chapitre 3, § 2.5), nous n'avons pas cherché à constituer un référentiel commun entre les membres du groupe de travail pour ce qui est de la manière d'utiliser la caméra, ni par la suite lors des projections sur la manière de se « saisir » des vidéos, laissant à chaque membre du public la liberté d'intérioriser à sa manière le contenu du diagnostic. Les séquences vidéo semblent avoir fait sens en ce qui est de faciliter l'identification par chacun des points de convergences (les différents problèmes exposés), chaque acteur gardant par ailleurs son propre point de vue sur ces aspects. Ainsi du point de vue des compétences nécessaires pour interagir avec elle, la vidéo telle qu'elle fut utilisée dans ce cas précis se révèle être objet intermédiaire puissant, permettant de concentrer les efforts cognitifs des différents acteurs, de les fédérer tout en évitant de gommer leurs différences.

✓ Conclusion sur l'hypothèse H1

L'analyse des différentes variables et des reformulations associées à l'hypothèse H1 nous incite à aller dans le sens de sa validation. En effet, lorsque nous mettons en balance les éléments en faveur de H1 avec ceux qui tendraient à la réfuter, nous en concluons que **la réalisation des vidéos avec quelques-uns des acteurs clefs de la gestion de l'eau à l'Office du Niger a bel et bien aidé à construire une représentation collective de cette gestion**. Cette déduction n'est bien évidemment pas absolue, et s'il fallait donner les trois principaux points qui explicitent et nuancent ce résultat, nous choisirions les suivants :

- Tout d'abord, représentation collective ne signifie pas représentation consensuelle dans son intégralité. Le diagnostic expose parfois des points de désaccord reconnus par les acteurs, et juxtapose souvent des points de vue individuels différents voire conflictuels sur un même sujet. Nous considérerons donc qu'il y a « représentation collective » lorsque l'ensemble des acteurs apparaît conscient de l'existence d'une diversité d'approches, de points de vue et même de problèmes qui sont pertinents aux yeux des autres. Il s'agit donc finalement d'assimiler la construction d'une représentation

collective avec l'acceptation de l'existence des différentes logiques d'acteurs. Et l'on ne peut nier le fait que cette acceptation conduit nécessairement chaque acteur à reconsidérer plus ou moins fortement son propre point de vue sur la situation. Ce besoin de transiger pour accepter la coexistence d'une multitude de représentations est certes une source possible d'insatisfaction mais également un pas en avant vers la recherche collective d'alternatives.

- Ensuite, le fait que le diagnostic ait été validé et accepté par la quasi-totalité des acteurs n'implique pas qu'il soit le meilleur possible pour chacun d'entre eux. Certains l'ont trouvé trop négatif, d'autres trop partiel, d'autres encore n'acceptent qu'avec difficulté la présence de certains points de vue qui ne sont pas conformes au leur. Ceci démontre qu'il n'existe pas une unique représentation collective que la démarche de diagnostic vidéo permet de faire émerger, mais une multitude. Le diagnostic vidéo vise à en rendre au moins une accessible à tous, de façon à servir de support, de référence pour le déroulement des débats.
- Enfin, nous avons vu que les acteurs qui estiment que leurs stratégies habituelles et leurs sources de pouvoir seront contrariées par la réalisation de l'intervention de VP ont naturellement tendance à s'opposer au processus (cf. les cadres et nos considérations sur les inégalités d'expertise ou de décision, par exemple). Ceci implique que bien que qualifiée de « collective », il est le plus souvent utopique d'espérer aboutir à une représentation partagée par l'ensemble des acteurs sans exception.

Nous ajouterons que les diffusions *a posteriori* du diagnostic auprès d'acteurs n'ayant pas directement participé à son élaboration (les bailleurs de fond par exemple), ont été perçues comme révélatrices de la vision générale des principales problématiques hydrauliques de la zone (relatives uniquement à l'adduction, au drainage et à l'entretien). En ce sens le produit vidéo final une fois sorti de son contexte semble bénéficier de l'image d'un produit consensuel - quoi qu'il en soit réellement - et représentatif des véritables préoccupations des acteurs locaux, puisqu'ils s'y expriment directement. Ceci nous amène donc une nouvelle fois à attirer l'attention sur les risques possibles de manipulation et de dérive en cas de démarches de validation défaillantes auprès des acteurs locaux.

Finalement cette validation de l'hypothèse H1 est évidemment à rattacher à la méthode précise de construction de la vidéo et au contexte local. Ces éléments seront discutés en troisième partie, par comparaison aux résultats des interventions de terrain précédentes.

3.5.2 Mise à l'épreuve de l'hypothèse H2

Rappelons l'hypothèse H2 : la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective.

Nous suivrons la même démarche que pour H1, en caractérisant tout d'abord les différentes variables de la catégorie 2 de notre grille d'analyse générale, catégorie intitulée « le processus de concertation ».

✓ A : Les relations et échanges entre acteurs

Nous l'avons vu plus haut, le processus vidéo n'a pas engendré de transformations notables dans le système d'acteurs tel qu'il était décrit à l'origine de l'intervention. En revanche il a provoqué l'émergence de nombreux espaces de discussion, à la fois formels et informels, et influencé les échanges plus habituels, comme nous l'avons fait remarquer au travers de la présentation du tramogramme.

La quasi-totalité de ces évolutions est imputable au processus vidéo. Il faut également prendre en compte le diagnostic en lui-même et le dialogue virtuel créé en vidéo par l'alternance des interviews.

Les phases d'interaction composant la concertation qui s'est développée autour du projet sont également figurées dans le tramogramme. Après une phase initiale de consultation, différentes micro-coopérations ont permis la réalisation des vidéos. Les projections, assimilables à des débats publics, n'ont quasiment pas donné lieu à des prises de décision. Quelques conflits ponctuels s'y sont développés et ont été résolus par des médiations spontanées ou des logiques d'évitement (cf. grilles d'analyse sur les annexes 23 à 29). Les rares décisions prises le furent en aparté et en dehors du processus vidéo officiel, qui tout au long de son déroulement a donné lieu à différentes phases de concertations informelles et interstitielles que nous ne pouvons pas caractériser de manière exhaustive et avec précision.

✓ B : La qualité de la concertation

Dans l'ensemble le choix des participants aux différentes phases s'est révélé judicieux, ou tout du moins il ne s'est pas révélé contre-productif, y compris en ce qui concerne l'agrégation progressive en cours de projet (si l'on nous a reproché de n'avoir pas incorporé suffisamment tôt dans la démarche les syndicats paysans, cela n'a pas non plus créé de véritable obstacle au bon déroulement du processus). Un seul acteur a réellement posé problème : l'animateur des réunions, que le groupe institutionnel a largement plébiscité le jour même pour remplacer celui qui s'est désisté au dernier moment. Mais ce problème s'est avéré être de taille ! Nous l'avons vu lors de l'analyse des réunions (cf. P4, Chapitre 2, § 3.1) une partie de la stérilité des échanges semble imputable à son absence de structuration des débats par des synthèses et des questions claires, son autoritarisme (les paysans le respectent et le craignent) et son parti pris évident en faveur de l'Office. En outre, la relative main basse sur les espaces d'expression faite par les leaders des différents groupes d'acteurs lors de la réunion de Niono est regrettable. Néanmoins leur convocation était inévitable.

Nous pouvons nous risquer à avancer que l'ensemble des points de vue des participants a été exprimé soit dans les vidéos soit au cours du débat en réaction aux projections. Leur prise en compte reste l'affaire de chacun, mais les projections ont au moins obligé les différents participants aux réunions à écouter (et regarder !) ces points de vue dans leur intégralité, réduisant les stratégies d'évitement à ce stade. Par ailleurs la compréhension de ces points de vue a été facilitée par le bilinguisme du diagnostic, les images d'appui qui illustraient les discours et les informations techniques et organisationnelles données par le biais de la voix off. En ce sens les règles de fonctionnement de ce double espace de discussion (au sein de la vidéo et dans la salle) sont différentes de celles correspondant aux espaces de concertation préexistants à l'intervention. Au sein de ce double espace, tout le monde bénéficie d'un espace de parole sécurisé, de la possibilité d'argumenter son propos à l'aide d'images, et de la possibilité de se faire comprendre de tous en utilisant son propre dialecte.

Nous allons maintenant nous pencher sur quelques-uns des critères de réduction des « forçages » lors de la concertation (cf. P1, Chapitre 3, § 2.2), et ce, bien que nous n'ayons pas réellement connu de situation où un projet était porté face à des bénéficiaires et d'éventuels opposants.

L'usage habituel de la force n'est pas de nature physique en zone Office, mais différentes formes de pressions ou des actes de corruption semblent être parfois utilisés pour faciliter la mise en œuvre d'un projet ou contourner des procédures officielles. Il n'était pas question de ce type de comportement à notre connaissance dans les activités de concertation auxquelles nous avons directement participé. Pour ce qui est des routines de gestion de l'eau, et notamment au sujet de la réception des travaux, des alternatives ont été proposées afin de dissuader ces forçages, mais n'ont pas été relevées et approfondies par l'animateur ou les membres de l'Office.

En termes de débat public, les projections ont offert à tous les participants la possibilité d'exposer ouvertement leurs objections aux différents points de vue des acteurs. Considérant les quatre « règles » proposées par Fourniau, le débat semble avoir été de qualité. En effet, si la publicité des échanges impose leur publication, le fait de les retranscrire intégralement dans notre rapport de mission mais surtout d'en rajouter de nombreux morceaux choisis pour construire la version finale des vidéos, diffusée à quelques centaines d'exemplaires, semble répondre à cette exigence. Par ailleurs, au cours du « débat contradictoire oral », l'ensemble des participants fut en apparence traité sur un pied d'égalité (malgré le parti pris évident de l'animateur), et les arguments de chacun explicités et illustrés. De la même manière, les six critères proposés par Callon, Lascoumes et Barthe apparaissent comme étant satisfaits, à la fois en termes de dialogisme des phases de la concertation (engagement précoce de participants bien choisis, diversité et représentativité des participants, sérieux et continuité des prises de parole) comme en termes de mise en œuvre (égalité des conditions d'accès au débat, transparence et traçabilité des débats, clarté des règles). C'est ce deuxième groupe de critères qui semble peut-être mieux satisfait qu'à l'accoutumée, et dans ce cas précis c'est bien essentiellement l'usage de la vidéo qui a facilité cette amélioration.

Le processus semble avoir permis une assez bonne lisibilité en réunion des projets, intentions, micro-initiatives ou proposition d'action des uns et des autres, dans la mesure où ils ont bien voulu les exprimer, ainsi que des oppositions à ces points de vue, sous les mêmes réserves. Mais un certain nombre de conditions étaient déjà réunies pour les encourager à s'exprimer (objectifs de la réunion, soutien des discours déjà présentés au sein de la vidéo).

Comme nous l'avons exposé plus haut, la concertation accompagnée en vidéo a été l'occasion de mieux expliciter les intérêts et les enjeux pour les uns et les autres. Mais comme nous l'avons également fait remarquer, cette mise à plat se réalise aux stratégies inavouées près.

Enfin l'ensemble du processus vidéo peut s'assimiler à une arène d'expertise et de contre-expertise (grossièrement la vidéo puis les projections), et a effectivement permis l'expression d'un pluralisme d'opinions et de propositions, de variantes, le tout replacé dans le cadre plus large de la gestion de l'eau à moyen et long terme. Les vidéos en elles-mêmes assurent par leur contenu cette coexistence de différentes expertises, leur reconnaissance et leur mémoire.

Finalement, compte tenu de notre capacité d'analyse et de ce que nous avons vu et compris du déroulement de la concertation, différents critères de réduction des forçages semblent satisfaits par le processus vidéo tel qu'il a été conduit. Il s'agit évidemment de conditions favorables réunies, ce qui ne signifie pas qu'elles aient nécessairement toutes eues des conséquences en termes de résultats concrets au processus de concertation.

Deux instrumentalisations du diagnostic vidéo apparaissent évidentes. La première est celle « imposée » par la cellule VISION autour du thème du suivi des consommations. Quasiment aucun des interviewés n'aurait abordé ce point si l'on ne nous avait pas demandé de les questionner à ce sujet. La sélection de certains discours et la voix-off associée visaient à préparer les acteurs locaux et évaluer leur réaction à l'éventuelle arrivée d'instruments de mesure liés à la mise en place d'une facturation volumétrique. Un des cadres de Ségou a d'ailleurs dénoncé cette orientation la qualifiant de « promotion peu subtile ». D'un autre côté, nous avons personnellement et sciemment profité de ce module pour y glisser des messages de sensibilisation sur la nécessité de mieux gérer l'eau.

Par ailleurs, différentes personnes nous ont accusés de donner une coloration trop négative au diagnostic, dans l'objectif de décrédibiliser l'Office du Niger auprès des bailleurs de fonds (qui eux ont bien au contraire apprécié cette preuve de transparence peu commune dans les travaux qui leur sont habituellement présentés) ou auprès de l'ABN. Cette accusation de manipulation à notre égard est évidemment sans fondement (quel aurait bien pu être notre intérêt ?), et nous avons déjà discuté ce à quoi elle se rattachait (mandat de la mission, défense des capacités de l'administration à gérer correctement le périmètre, honneur, etc.). Retenons néanmoins que ces critiques ont donné une raison à certains de décrédibiliser le processus et

donc de l'handicaper. Cependant, il nous faut également reconnaître qu'une vidéo plus positive, non pas transformant la réalité des faits mais peut-être cherchant à mettre en avant certains lieux où les choses se passent mieux, où l'on a trouvé des modes d'organisation spécifiques plus efficaces, où des efforts ont été faits pour dépasser les difficultés liés à l'état des infrastructures, etc., une telle vidéo aurait sans doute été plus à même d'ouvrir un débat animé et orienté vers la recherche d'alternatives et de solutions aux problèmes, plutôt que sur la nature et l'origine exacte des problèmes. Nous reviendrons sur ce point.

Plus simplement, la vidéo a très bien pu être le support des « discours » habituels des uns et des autres. Mais les réunions étaient justement l'occasion de critiquer ouvertement ces sempiternels *laïus*, ou de les dépasser si l'on considère qu'étant déjà épuisés dans les vidéos, les acteurs se devaient de passer à autre chose ou d'approfondir pour pouvoir débattre.

Sous divers aspects, nous l'avons vu, l'usage de l'outil vidéo a permis de réduire les inégalités de pouvoir et de poids entre acteurs de la concertation. Les interviews ont permis de donner un espace de parole nécessairement respecté à chacun, y compris à ceux qui n'osent peu ou pas parler lors des réunions, et leur recoupement constitue le corps même du diagnostic. Sa nature audiovisuelle (message oral et images d'appui) et son élaboration en bambara ont permis aux exploitants non lettrés et non francophones de participer directement à l'élaboration de l'expertise, de prendre connaissance du contenu du résultat final, et donc de pouvoir l'évaluer et le discuter avec d'autres acteurs. En ce sens la vidéo a permis la participation des différents acteurs sur un pied d'égalité, disons une même capacité de participation, chacun étant par la suite libre de participer plus ou moins fortement à la concertation. L'accessibilité du contenu des interviews ainsi que les nombreuses informations techniques et organisationnelles distillées au sein des vidéos (vision globale du périmètre, remplacement dans un contexte plus large, règles de l'Office du Niger, etc.) ont permis une sérieuse réduction des asymétries d'information, et la mise en évidence pour les exploitants (et dans une moindre mesure pour quelques agents de terrain) de certaines zones d'incertitudes qui étaient jusqu'à présent l'apanage exclusif des cadres de l'Office et des experts de la société civile.

Pour conclure sur l'évaluation de la qualité de la concertation on peut dire que la plupart des caractéristiques structurelles du dispositif étaient particulièrement propices à la formulation de problèmes, la confrontation de points de vue, et un partage plus équitable de la fonction d'expertise avec des acteurs habituellement marginalisés (exploitants, agents de terrain). Nous allons cependant voir que les résultats concrets du projet peuvent paraître décevants au regard du potentiel du dispositif.

✓ C : Les résultats immédiats du processus

Il est difficile de quantifier les avancées de la réflexion et de l'apprentissage collectif. Il semble néanmoins réaliste d'affirmer que la réalisation du diagnostic a permis une clarification des problèmes de gestion de l'eau et des points de vue de chacun sur ces problèmes, créant une représentation collective de l'état du système, comme nous l'avons définie plus haut. Si les relations habituelles entre acteurs n'ont pas significativement évolué, il est clair que la remise à niveau de certains ne sera pas sans conséquences sur les interactions futures.

On ne peut pas dire que le processus ait produit de nouvelles connaissances au sens strict, mais il permet de proposer un recensement, un agencement des problèmes et surtout une mise en forme particulière. Quelques cadres ou certains consultants extérieurs qui ont visionné le DVD final par la suite ont réagi par un « on n'a rien appris de vraiment nouveau », qui ne doit pas être simplement réduit à de l'égoïsme (d'autres qu'eux ont beaucoup appris...) mais qui traduit surtout une méconnaissance de l'intérêt fondamental du processus. Le principal résultat est en effet la création d'une dynamique participative permettant d'inclure dans le cercle des débats (directement ou via les vidéos) et dans les éventuelles prises de décision qui en découlent les acteurs qui en sont habituellement exclus, bien qu'ils soient censés être les principaux intéressés. Et sur ce point le diagnostic vidéo s'est révélé particulièrement influant (cf. évaluations paysannes, P4, Chapitre 2, § 3.2).

Pourtant, nous ne pouvons que constater l'absence quasi-totale de décisions d'action concrètes issues du processus de concertation. De très nombreux problèmes ont été exposés et collectivement débattus, plusieurs pistes pour améliorer ces situations ont été suggérées, mais les deux réunions sont restées infécondes du point de vue de la prise de décision. S'il est évident que les acteurs ainsi réunis n'allaient pas modifier les règles de gestion d'un périmètre de presque 100 000 hectares après une simple réunion de 3 heures, quelle que soit la représentativité des participants, il semble tout de même que l'animateur n'aurait pas du laisser tomber dans l'oubli certaines propositions pertinentes. En tant que chef d'orchestre, il aurait du rebondir sur les moments forts et aider la salle à accoucher d'une sorte de feuille de route, d'un groupe de réflexion ou tout du moins d'une intention de travailler ensemble sur certaines idées. La réunion était malheureusement considérée (à tort) par le présidium comme un aboutissement du processus, et non pas comme un point de départ pour lancer une nouvelle dynamique collective.

Les hauts responsables de l'Office se sont contentés de trancher sur la question de l'assèchement du *fala* en comité très restreint suite aux projections.

Ainsi il est clair que la performance du système de gestion de l'eau n'a pas du tout été améliorée du fait du processus de concertation, pour le moment en tout cas.

✓ D : Le prolongement de l'intervention et la durabilité du processus

Ce point a déjà été longuement évoqué lors de la description de la concertation (Cf. P4, Chapitre 2, § 2.2). Si la diffusion du processus a été relativement bonne, et alors qu'il semble avoir eu un impact positif sur la qualité de la réflexion collective (selon nos critères) et qu'il a provoqué de fortes attentes chez les exploitants, personne n'a assuré le suivi de la dynamique engagée, qui n'était, semble-t-il, pas à même de s'auto-entretenir (par manque de volonté du côté de l'Office et de capacité de convocation du côté paysan). Le projet a donc souffert de son isolement d'une quelconque démarche de développement planifiée sur le long terme et à même de l'englober.

La diffusion du produit vidéo vers les participants et d'autres acteurs en d'autres lieux a néanmoins commencé et pourrait s'intensifier. Une deuxième phase du projet reste par ailleurs d'actualité chez les bailleurs de fonds.

Nous allons à présent nous pencher sur les reformulations de l'hypothèse H2 que nous avons proposées à la suite de l'exposition des référents théoriques mobilisés dans la première partie.

✓ Selon les théories de M. Crozier et E. Friedberg

Dans le cadre de la théorie de l'acteur stratégique, nos conclusions sont les mêmes que pour l'hypothèse H1 en termes de clarification des logiques d'acteurs, de mise en interaction, et d'équilibrage des différentes sources du pouvoir.

✓ Selon la sociologie de la traduction

En nous référant à la théorie de l'acteur-réseau, nous pouvons tout d'abord affirmer que l'actant vidéo est un porte-parole efficace (cf. les différentes réunions, P4, Chapitre 2, § 2.1), y compris en dehors du réseau (diffusion aux décideurs sur place, mais aussi à d'autres acteurs en France par exemple). Les participants directs jouent aussi un rôle majeur à ce niveau, en témoigne le bouche-à-oreille très rapide qui a suivi les interviews puis les réunions de projection.

Ces dernières ont bien favorisé la convergence en ce que les différents participants ont validé le contenu du diagnostic, mais elles ne leur ont en revanche pas permis de se mettre véritablement d'accord sur des solutions précises aux problèmes identifiés.

La participation à l'élaboration de la vidéo représente un enrôlement fort, qui place les interviewés au cœur des différentes phases du processus. Les membres du public des projections ont également, pour certains, eu le sentiment de participer pleinement à l'élaboration du diagnostic. Mais si ces rôles assurent une bonne participation à la concertation, nous avons vu que sa durabilité ne coule pas de source.

Enfin la capacité de rallongement du réseau semble importante grâce à l'actant outil vidéo, mais ce rallongement est potentiel et encore une fois conditionné au portage de la dynamique à plus long terme par une institution motrice et organisatrice.

✓ Selon la théorie des grandeurs

Il semble que la concertation conduite avec l'appui de la vidéo ait fourni aux acteurs les plus marginalisés les outils de base pour mieux comprendre certains registres de justification régulièrement sollicités par ceux qui détiennent une plus grande connaissance du système de gestion, et disposent d'une vision d'ensemble sur le fonctionnement du périmètre. Cette meilleure compréhension des arguments sous-tendant les différents discours ne signifie pas pour autant une adhésion à ces registres de justification, mais il s'agit sans aucun doute d'un premier pas en avant nécessaire vers la formulation d'un accord. Ainsi les différents registres utilisés par les acteurs n'ont pas fait consensus, comme la difficulté d'organisation plaidée par les paysans, ou la réception actuellement paritaire des travaux invoquée par l'Office.

✓ Selon l'approche des objets intermédiaires

La vidéo n'a pas été perçue comme un objet opaque par les participants à la concertation, le « langage vidéo » apparaissant au contraire comme parfaitement fidèle à la réalité factuelle et au contenu des discours des acteurs, en plus d'être hautement intelligible. La plupart des acteurs lui ont donc accordé leur confiance en tant qu'outil porteur d'un diagnostic participatif, à l'exception du cadre de l'Office qui nous a accusés de censure volontaire, et dans une moindre mesure de ceux qui l'ont trouvé un peu trop négative. Le processus a pour sa part permis un investissement relativement important des acteurs dans l'élaboration de l'objet, même s'il fut bien moindre qu'en Equateur. L'analyse nous conduit à affirmer que les participants ont su prêter « des yeux et des oreilles attentives » au diagnostic, facilitant la réinterprétation de cet objet intermédiaire porteur d'une « représentation collective » selon leurs propres représentations individuelles. Les vidéos sont enfin restées fondamentalement ouvertes jusqu'au départ de la mission, en rendant possible toute modification postérieure à leur élaboration sur demande justifiée et discutée de l'un ou l'autre des participants. Ces différents critères nous aident à conclure en faveur d'une certaine pertinence potentielle de la vidéo utilisée comme outil au sein d'un processus de concertation multi-acteurs.

✓ Conclusion sur l'hypothèse H2

L'analyse des différentes variables et des reformulations associées à l'hypothèse H2 nous incite à aller dans le sens de sa validation, mais d'une validation qui reste partielle. En effet, **la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo conduit bel et bien à la création de nouveaux espaces de discussion, et les caractéristiques du processus vidéo et de l'outil en lui-même rendent ces espaces très favorables à une réflexion collective que nous qualifierions « de qualité »**, compte tenu des critères exposés dans la première partie de cette thèse et brièvement rappelés dans les paragraphes précédents. Néanmoins sur ce terrain malien **le processus vidéo tel que nous l'avons conduit n'a en rien été à l'origine d'une dynamique de prise de décision collective** (qui ne constituait pas nécessairement un objectif).

En d'autres termes, le processus vidéo a bel et bien permis de travailler sur les perceptions individuelles et les relations entre acteurs, et d'affiner la lecture collective de la situation de la gestion de l'eau dans son ensemble ainsi que de différentes problématiques qui devraient faire l'objet de prises de décision. **La vidéo a donc bel et bien joué le rôle d'outil**

d'aide à la structuration du processus cognitif collectif (cf. P1, Chapitre 2, § 3.4), accompagnateur efficace de la concertation, mais jusqu'à un certain stade seulement n'incluant pas la prise de décision.

Nous avons déjà souligné quelques pistes d'interprétation de cet état de fait : manque de temps pour conduire la concertation à plus long terme et ne pas avoir à décider dans l'urgence ; besoin d'une animation qui désire, facilite et stimule la prise de décision ; besoin d'un encadrement institutionnel du processus. Mais ces facteurs sont totalement indépendants de l'outil vidéo en lui-même et fonction uniquement de la démarche d'accompagnement.

Notons par ailleurs que la vidéo ne présente pas non plus de caractéristiques propres pouvant réellement faciliter la prise de décision (prospective, analyse de scénarii, etc.). Si le processus vidéo a permis de mettre toutes les cartes dans les mains des acteurs pour décider, il n'a pas facilité la réelle *prise* de cette (ces) décision(s).

3.5.3 Eléments pour la future mise à l'épreuve de l'hypothèse H3

Rappelons l'hypothèse H3 : plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation - et notamment son appropriation et sa durabilité - est assurée.

Caractérisons les différentes variables de la catégorie 3 de notre grille d'analyse générale, catégorie intitulée « les fonctions liées au projet vidéo et leur répartition ; les rôles des différents acteurs ».

- ✓ A : Le profil des participants directs au projet vidéo et leurs interactions : le « groupe de travail »

Au Mali ce groupe de travail était distribué entre plusieurs individus et éclaté géographiquement. Il correspondait dans un premier temps à l'ensemble des personnes interviewées, qui n'ont pas eu l'occasion concrète d'échanger directement entre elles dans le cadre de la réalisation de la première version du diagnostic vidéo. Ce groupe s'est réellement rassemblé pour la première (et seule) fois lors de la réunion de Niono, s'élargissant pour l'occasion à des membres du public dont certaines interventions furent ajoutées par la suite aux vidéos. A ce groupe éclaté, nous devons également associer le groupe dit « institutionnel » (cf. tramogramme).

Le régime d'engagement des membres du groupe de travail originel est, nous l'avons vu, relativement simple. Nous avons choisi les villages, et les villageois se sont concertés pour désigner les interviewés, certains étant clairement volontaires et d'autres plutôt sollicités par leurs pairs. Les membres de l'Office sont simplement ceux qui correspondaient aux zones, distributeurs et partiteurs de ces mêmes villages, ainsi que le responsable du SERP. Il s'agissait de travailler sur une même chaîne hydraulique afin d'étudier des modes réels de coordination entre acteurs.

A l'exception d'un paysan appartenant à un comité paritaire et jugé trop acerbe dans ses interventions, la légitimité des membres du groupe de travail n'a jamais été remise en cause par aucun des participants, et leur réunion fournissait un ensemble concordant avec le système de gestion intentionnelle de l'eau sur ces villages. Dans un second temps se sont joints au groupe d'origine ceux des paysans qui ont souhaité apporter spontanément leur point de vue lors des réunions de projection. Par ailleurs nous avons également convié à ces réunions des groupes d'acteurs impliqués dans le système de gestion intentionnelle de l'eau à globale l'échelle du périmètre, tels que les syndicats paysans par exemple, les délégués généraux ou les ONGs locales. Il n'y a eu aucune remarque formulée à l'encontre du choix des participants, ni aucun oubli significatif signalé.

La collaboration entre les membres du groupe de travail peut être considérée comme nulle pour ce qui est de la première version des vidéos (en dehors tout de même des concertations entre villageois sur les thèmes à aborder et à l'exception du « groupe institutionnel » au sein

duquel les échanges ont été importants pour cette première élaboration). Et malgré la réunion du groupe lors des projections et l'objectif annoncé de modifier ces vidéos, ils ne se sont pas non plus coordonnés dans cet objectif pour produire la version finale.

L'implication des leaders a été minime en cours d'élaboration des vidéos, et désirée comme telle. Notons que leur présence, à la fois diplomatiquement subie et voulue pour assurer d'éventuelles prises de décision, a été des plus pesantes sur le déroulement de la réunion de Niono, limitant clairement certaines prises de paroles.

✓ B : La prise en charge des fonctions à différents moments clefs du projet vidéo

La prise en charge des fonctions de production a été exposée dans le tableau présenté en annexe 20. Sa mise en perspective avec les résultats du processus et comparativement aux autres terrains sera faite en troisième partie.

Les fonctions remplies par la direction de l'Office du Niger, la cellule VISION et l'Union Européenne ont été déterminées par le contexte même du projet (commanditaire, coordinateur, bailleur). En revanche nous avons personnellement décidé de la prise en charge des autres fonctions de production, nous en attribuant un nombre assez important (notamment toutes celles relevant de la technique ou liées à la réalisation) et choisissant aux différents moments avec qui collaborer (le groupe de travail, VISION, la chercheuse hollandaise, etc.). Nous avons également décidé, avec l'aval du commanditaire, de la composition du public des projections. Les fondements de cette posture dirigiste d'apparence contradictoire avec notre approche participative ont été exposés au début de ce chapitre.

Les acteurs des vidéos font tous partie du groupe de travail, et furent donc impliqués dans les choix thématiques et la validation du diagnostic.

Très peu de fonctions furent réalisées de manière conjointe entre des acteurs contrastés. Les quelques décisions prises par le groupe institutionnel ne renvoyaient pas vraiment à cette idée, le groupe étant relativement homogène. Seule la validation des vidéos peut être considérée comme telle. Le groupe des interviewés était également hétérogène, mais sa nature éclatée fait que les décisions étaient en réalité individuelles.

Les différents publics des projections ont largement été détaillés (Cf. P4, Chapitre 4, § 3.1). Leurs niveaux d'implication dans les débats furent élevés et relativement équilibrés entre les catégories.

✓ C : les rôles des acteurs fortement impliqués dans le processus

En tant qu'intervenants vidéo, notre rôle a été majeur tout au long de la concertation, mettant sur pied la démarche globale, organisant les différentes phases officielles, choisissant les participants, assurant toutes les fonctions de réalisation, puis l'évaluation finale de tout le processus. La fonction d'expertise a en revanche été totalement laissée aux mains des acteurs locaux. L'Office du Niger est resté en retrait par rapport à la conduite du processus, laissant quasiment carte blanche à la mission (exception faite de l'animation des réunions de projection, bien que cela ne fut aucunement le fruit d'une manipulation voulue de la part de l'Office).

L'animateur des réunions s'est d'ailleurs également révélé être un rôle particulièrement remarquable, par son importance cruciale pour le bon déroulement et la productivité de celles-ci. En effet la vidéo ne permet évidemment pas à elle seule de faire les synthèses des échanges, les médiations, etc.

Lors des réunions, nous avons finalement mis en évidence l'importance de l'endossement très temporaire de rôles spontanés par les spectateurs (médiateur qui calme les esprits, accusateur qui ouvre des conflits, expert qui tente de trancher sur certaines questions, source de proposition, etc.), qui influençaient fortement l'orientation et le déroulement des débats (Cf. P4, Chapitre 4, § 3.1).

Ces différents éléments liés à l'hypothèse H3 seront mis en regard des critères de qualité de la concertation et du processus d'accompagnement vidéo, exposés dans les sous-chapitres précédents, et seront comparés d'un terrain à l'autre de manière à valider ou infirmer l'hypothèse H3. Ce sera l'un des objets de la troisième partie de ce travail.

En guise de conclusion

Les lignes qui suivent ont pour objectif de conclure sur les résultats de ce troisième et dernier terrain d'étude, au regard des objectifs qui lui étaient assignés, aussi bien du point de vue de notre recherche que du point de vue des attentes de la mission.

Du point de vue des objectifs de la mission :

Cette dernière expérimentation nous a permis dans un premier temps de vérifier l'opérationnalité et la souplesse de la démarche de Vidéo Participative. Nous avons en effet pu mobiliser les acteurs locaux et réaliser de manière participative près de deux heures de vidéo en l'espace de seulement deux mois d'intervention. Certes, la quantité de travail à fournir est considérable, et la réussite d'une telle intervention semble supposer, au regard de nos résultats, de choisir préalablement et précisément les thématiques à traiter, d'imposer un certain format aux vidéos finales qui soit adapté à l'animation des projections-débats, et de ne pas rechercher trop d'esthétisme dans les montages, en privilégiant bien au contraire la simplicité des interviews. A ce sujet, l'expérience malienne a prouvé que le fait d'adopter une posture plus dirigiste lors de la réalisation n'enlève en rien le potentiel sentiment de participation pleine et entière éprouvé par les acteurs locaux à l'égard du diagnostic. La validation finale fut réussie, peut-être mieux qu'en Equateur, du fait sans doute de l'absence de tout objectif affiché d'exhaustivité sur les différents sujets abordés. Au regard des observations recueillies auprès des acteurs locaux, il semble que nous ayons pleinement atteint les objectifs de la mission, à savoir fournir les informations nécessaires permettant une meilleure compréhension du fonctionnement du périmètre irrigué dans son ensemble ; collecter les points de vue des acteurs locaux et montrer les points de convergences et de divergences sur la question de la gestion de l'eau et de l'entretien des réseaux ; permettre l'émergence de propositions d'action concrètes visant l'amélioration de la gestion de l'eau ; et disposer d'un document permettant de garder la mémoire de ce travail collectif d'analyse, sous un format aisément diffusable à tous les acteurs concernés. Nous pouvons malgré tout regretter dans une certaine mesure le peu d'espace mis à disposition des principaux cadres de l'Office et des bailleurs de fonds, et l'accent trop porté sur les difficultés du périmètre (conformément au mandat que nous avons) et trop peu sur ses succès. Il est certain que des vidéos plus positives auraient facilité plus encore l'ouverture de dialogues constructifs entre les acteurs. Par rapport aux objectifs de la mission, notre mise en retrait dans la réalisation du diagnostic, bien que clairement demandée à l'origine, nous semble avoir été une erreur. Nous avons vu l'importance de prendre pleinement la mesure de son rôle d'animateur du développement local en acceptant, au même titre que les autres, de donner explicitement son point de vue sur la situation.

Sans que le lien de cause à effet ne soit absolument démontré, il est clair que dans le cas de l'expérimentation malienne, où nous avons travaillé avec des acteurs ayant déjà l'habitude de se côtoyer, voire de travailler ensemble, les échanges suscités par les projections des films étaient nettement plus intenses que dans les expériences précédentes. Un autre facteur semble avoir joué en faveur d'un tel résultat : le fait d'avoir travaillé en bamanan et d'avoir sous-titré le tout en français, la langue administrative. Ceci, bien que ralentissant la démarche, a permis l'entière compréhension des spectateurs analphabètes qui ont donc pu réagir pleinement aux contenus des vidéos et aux propos de leurs divers partenaires : l'utilisation de la langue locale a facilité l'appropriation du contenu par les acteurs. De plus, nous avons constaté que les vidéos ont également eu un impact important, voire se sont peut-être avérées plus efficaces en termes

d'animation, de stimulation de la réflexion et de l'expression de propositions, lorsqu'elles ont été projetées à Macina, à une autre population que celle ayant participé directement à la réalisation, mais à une population confrontée aux mêmes difficultés que celles traitées dans les séquences. La qualité des débats post-projection repose semble-t-il sur l'existence de liens sociaux entre les spectateurs, mais pas nécessairement sur une correspondance entre les acteurs et les spectateurs, même s'il faut bien sûr que ces derniers se reconnaissent dans les sujets abordés. Ne pas se focaliser sur la validité de la représentation de sa propre situation peut autoriser une prise de recul intéressante.

Du point de vue plus spécifique de nos hypothèses de recherche :

Vis-à-vis de nos hypothèses de recherche, l'intervention de VP conduite au Mali a permis la construction d'une représentation collective de l'état de la gestion de l'eau en zone Office. Certes, cette représentation n'était pas partagée par absolument tous les acteurs impliqués, mais par leur très grande majorité. Bien que qualifiée de « collective », celle-ci ne doit pas être assimilée à un consensus arrêté, mais simplement à une forme d'acceptation de la diversité des points de vue sur une même situation, de leur pertinence et du besoin de mieux se comprendre pour trouver des alternatives durables afin d'améliorer l'actuel (Cf. P4, Chapitre 2, § 3.5). Nous avons vu par ailleurs que la vidéo a bel et bien joué le rôle d'outil d'aide à la structuration du processus cognitif collectif (cf. P1, Chapitre 2, § 3.4), accompagnateur efficace d'une concertation de qualité, mais jusqu'à un certain stade seulement, n'incluant pas la prise de décision (qui n'était cependant pas un objectif de la mission). Cette absence de prise de décision finale repose en partie sur la mauvaise qualité de l'animation des réunions, mais aussi sur la composition même des groupes participants aux débats, marqués par l'absence des principaux décideurs (techniques, administratifs et financiers). Une chose semble certaine, une telle utilisation de la Vidéo Participative ne permet pas de renforcer concrètement le pouvoir de décision des différents acteurs, ce dernier ne changeant pas de mains. En revanche, l'influence des populations sur les décideurs peut-être renforcée si certaines conditions sont réunies et que ces décideurs sont effectivement enclins (voire forcés) à écouter et prendre réellement en compte les avis exprimés au travers des vidéos et des réunions. Les asymétries de niveaux d'instruction, de statuts socio-économiques et d'accès à l'information peuvent en revanche être partiellement réduites. Enfin, cette dernière expérimentation au cours de laquelle la répartition des différentes fonctions a été la plus stricte, souvent très cloisonnée, a également été celle où la qualité de la dynamique de concertation et notamment son appropriation et sa durabilité semblent avoir été les plus importantes. Ainsi, il semblerait que notre troisième hypothèse de recherche ne soit pas vérifiée au regard de ces derniers résultats.

Notons finalement que le dispositif de recueil des données mis en place sur ce terrain nous a semblé très complet et très riche, notamment au niveau de l'analyse du déroulement des réunions, et du recours aux débriefings collectifs filmés en complément des questionnaires écrits.

Il nous reste maintenant à effectuer une véritable analyse comparative des résultats obtenus sur les différents terrains, afin de conclure sur notre question de recherche. Ce sera donc l'objectif principal de la cinquième et dernière partie de cet ouvrage, qui nous donnera également l'occasion d'élargir notre raisonnement à l'analyse d'autres expériences de Vidéo Participative identifiées dans le monde entier. Ceci nous permettra finalement de proposer notre propre typologie des interventions de VP selon les objectifs visés et les démarches suivies. Nous terminerons cette recherche par la formulation d'une ébauche de cadre déontologique susceptible de guider le praticien désireux de mettre en œuvre par lui-même une démarche de Vidéo Participative. Ce cadre déontologique apparaît essentiel face à un outil si facilement manipulable par les divers acteurs impliqués, intervenant vidéo compris.

Cinquième partie

LA VIDÉO PARTICIPATIVE ET LE RÔLE DU COMMUNICATEUR, DEUX CONCEPTS PLURIELS

Loïc Colin et Vincent Petit

Chapitre I

Comparaison des résultats des expérimentations, réponse et discussion de la question de recherche

Section 1 : élaboration collective d'un cadre interprétatif commun : obstacles et apports de la vidéo participative

- PAGE 519** 1.1 La vidéo, un outil qui motive et qui dérange
PAGE 521 1.2 Notre démarche, notre outil... leur produit ?
PAGE 522 1.3 Correspondance du contenu de la vidéo avec les représentations individuelles
PAGE 524 1.4 Réalités ou pseudo réalités ?
PAGE 527 1.5 Impact du contenu vidéo en « situation frontière »
PAGE 527 1.6 Le faux objectif de créer un modèle de la situation locale partagé et reconnu par tous
PAGE 529 1.7 Du rôle de l'outil vidéo dans ces différents phénomènes
PAGE 530 1.8 Le collectif comme moyen ou comme fin ?

Section 2 : apports de la vidéo participative aux différentes phases d'un processus de concertation

- PAGE 531** 2.1 L'utilisation de la vidéo permet un certain renouveau des échanges entre acteurs
PAGE 532 2.2 Un dispositif qui assure une certaine qualité à la concertation mais qui ne fait pas de miracles à court terme
PAGE 537 2.3 Le prolongement des projets de vidéo participative et la durabilité du processus de concertation
PAGE 538 2.4 Quelle utilisation de la vidéo participative pour quel temps de la concertation ?
PAGE 540 2.5 La vidéo se révèle être un très bon outil d'aide au diagnostic

Section 3 : le succès de l'intervention de VP n'est pas proportionnel au degré d'implication des acteurs locaux dans le processus vidéo

- PAGE 541** 3.1 Considérations préalables sur le sens de l'hypothèse H3 et la comparabilité des expériences
PAGE 543 3.2 Producteurs, acteurs et « prodacteurs »
PAGE 549 3.3 D'autres fonctions pour assurer la qualité de concertation
PAGE 554 3.4 Les points clefs en termes de participation, susceptibles de guider l'attribution des différentes fonctions
PAGE 558 3.5 Conclusions sur l'hypothèse H3

Section 4 : réponse à la question de recherche et discussion de sa pertinence

- PAGE 558** 4.1 Considérations préalables
PAGE 560 4.2 Réponse à la question de recherche
PAGE 563 4.3 D'autres facteurs influençant le projet vidéo et ses prolongements

Chapitre II

Analyse du *modus operandi* de quelques interventions de Vidéo Participative dans le monde

PAGE 566 Section 1 : Les sources utilisées

Section 2 : Premiers pas vers une typologie

- PAGE 569** 2.1 Catégorie 1 : Activisme
- PAGE 570** 2.2 Catégorie 2 : Thérapie
- PAGE 570** 2.3 Catégorie 3 : Formation spécialisée
- PAGE 571** 2.4 Catégorie 4 : Echanges d'expériences
- PAGE 572** 2.5 Catégorie 5 : Diagnostic/Planification/Evaluation participative
- PAGE 572** 2.6 Catégorie 6 : Médiation/Concertation
- PAGE 573** 2.7 Catégorie 7 : Média communautaire
- PAGE 574** 2.8 Le cas particulier de la recherche audiovisuelle

PAGE 575 Section 3 : Quelques enseignements tirés de l'analyse des interventions de VP identifiées dans la littérature

Section 4 : Les critères caractéristiques des différents types de démarches de Vidéo Participative

- PAGE 581** 4.1 Vidéo-processus ou vidéo-produit ?
- PAGE 582** 4.2 Processus de production linéaire ou itératif ?
- PAGE 584** 4.3 Le groupe de travail
- PAGE 584** 4.4 Le public de la ou des vidéos produites
- PAGE 585** 4.5 Le rôle de l'intervenant vidéo

Section 5 : Modalités de participation des acteurs locaux et des intervenants vidéo

- PAGE 587** 5.1 Activisme
- PAGE 588** 5.2 Thérapie (Recherche)
- PAGE 589** 5.3 Formation spécialisée
- PAGE 590** 5.4 Echanges d'expériences
- PAGE 591** 5.5 Diagnostic/Planification/Evaluation
- PAGE 592** 5.6 Médiation/Concertation
- PAGE 594** 5.7 Média communautaire
- PAGE 597** 5.8 Quelques conclusions sur les modalités de participation aux projets de vidéo participative
- PAGE 599** 5.9 Intervenant vidéo dans les démarches de VP : un travail qui suppose un savoir-faire et un savoir-être spécifiques

Section 6 : Quelques éclairages sur nos conclusions permis par l'analyse de ces interventions

- PAGE 602** 6.1 La réduction des asymétries entre les acteurs justifie le recours à la VP
- PAGE 603** 6.2 La vidéo : un outil potentiellement structurant des processus de réflexion collective, sous certaines conditions
- PAGE 603** 6.3 Relation entre modalités de participation et appropriation du processus

Chapitre III

La Vidéo Participative replacée dans le cadre de la pratique du développement

Section 1 : La démarche de Vidéo Participative parmi les outils participatifs d'aide au développement

- PAGE 608** 1.1 La VP échappe-t-elle aux critiques fréquemment émises à l'encontre des approches participatives ?
- PAGE 611** 1.2 La VP peut-elle être considérée comme un outil de structuration des processus de concertation ?
- PAGE 613** 1.3 Quelle place pour la VP dans la démarche de modélisation d'accompagnement ?

Section 2 : La démarche de Vidéo Participative à l'épreuve du temps et de l'espace

- PAGE 617** 2.1 Un projet vidéo qui s'intègre dans le mouvement local du développement
- PAGE 620** 2.2 Localisation et rayonnement du projet vidéo

Section 3 : Principes incontournables pour l'établissement d'un cadre déontologique autour des expériences de Vidéo Participative

- PAGE 622** 3.1 Un cadrage déontologique, pour quoi faire ?
- PAGE 623** 3.2 La nécessité de remettre la vidéo à sa place
- PAGE 624** 3.3 En soi, une vidéo ne remplit pas l'estomac
- PAGE 625** 3.4 La responsabilité de s'imposer comme un nouvel acteur du développement local
- PAGE 626** 3.5 Droits d'images et droits d'auteurs en Vidéo Participative
- PAGE 627** 3.6 Maîtriser une propagande consciente et assumée

Chapitre 1

Comparaison des résultats des expérimentations, réponse et discussion de la question de recherche

L'objet de ce premier chapitre est de croiser nos résultats expérimentaux pour mettre à l'épreuve nos trois hypothèses de recherche et répondre *in fine* à la question principale de la thèse. Rappelons ces différents éléments. Notre question de recherche est la suivante :

Dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation d'une vidéo au sein d'un processus de réflexion collective, dans quelle mesure la répartition des fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur peut-elle influencer sur la qualité de la concertation ?

Les hypothèses de recherche sous-jacentes, détaillées en P1, chapitre 2, section 4.3, sont les suivantes :

- **H1 - La réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement aide à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales**
- **H2 - La réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective**
- **H3 - Plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation - et notamment son appropriation et sa durabilité - est assurée**

Les hypothèses H1 et H2, longuement discutées pour chaque terrain, seront uniquement traitées de manière transversale et théorique. Nous ne reprendrons donc pas ici les argumentaires spécifiquement développés en rapport aux contextes bolivien, équatorien et malien, et à ce titre nous renvoyons le lecteur aux derniers chapitres des trois parties précédentes. Le traitement de l'hypothèse H3 pour sa part reposera entièrement sur la comparaison des trois expérimentations.

Les considérations à venir autour de ces hypothèses nous permettront d'apporter des éléments de réponse à la question de recherche. Ces différents résultats, les conditions de leur obtention ainsi que la question en elle-même seront discutés, souvent au fil du texte.

Section 1 : élaboration collective d'un cadre interprétatif commun : obstacles et apports de la vidéo participative

Considérons l'hypothèse H01, dite « hypothèse nulle » associée à notre hypothèse H1. Sa formulation pourrait être la suivante : la réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement n'est d'aucune aide pour la construction d'une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales.

En envisageant les résultats obtenus lors de nos travaux, il semble clair que cette affirmation est fausse puisque les exercices vidéo ont toujours servi la réflexion collective, aussi minime que soit leur apport dans certains cas, et malgré les éventuels effets négatifs qui pourraient être dus au processus. Ceci nous conduit donc à rejeter H01 dans l'absolu. Mais nous ne pouvons néanmoins pas prolonger ce raisonnement et l'assortir d'une acceptation pure et simple de l'hypothèse H1. D'un côté, parce que l'appréciation d'une « aide » à la construction d'une représentation collective (concept que nous allons discuter) est extrêmement qualitative et subjective, même lorsqu'elle est conduite par les acteurs locaux. De l'autre, parce que ce « résultat attendu » - la construction de la représentation collective - est conditionné par une kyrielle de facteurs que nous nous sommes attachés à identifier et que nous allons exposer dans ce chapitre.

Nous concluons donc sur cette hypothèse H1 en l'acceptant assez largement, mais dans un souci de rigueur il nous paraît plus juste d'affirmer que **la réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement peut aider à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales.**

Donnons tout de suite les éléments de discussion de ce potentiel.

1.1 La vidéo, un outil qui motive et qui dérange

Tout en restant prudents sur notre légitimité à généraliser les conclusions de nos trois projets, les expériences conduites semblent montrer que les populations se mobilisent volontiers pour participer à des exercices de vidéo participative axés sur la concertation sociale.

Néanmoins certains acteurs institutionnels, qui peuvent être des responsables politiques ou des cadres d'administration, sont parfois beaucoup plus difficiles à impliquer, au-delà des considérations sur notre capacité de convocation. Ces « autorités en poste » - le constat n'inclue généralement pas les leaders « naturels », charismatiques - sont les moins enclines à participer à la démarche de VP, car elles y pressentent sans doute une diminution potentielle de leur pouvoir : remise en cause de leur capacité exclusive d'expertise, menace du privilège décisionnel, partage de la maîtrise des zones d'incertitude, révision des fonctions de gestion du territoire et de leur répartition, etc. Cette possible contestation de leur statut et leur réticence à recevoir des critiques à l'égard de leur travail (qui plus est de la part de leurs administrés, encore trop souvent considérés avec supériorité) expliquent de manière très rationnelle la résistance qu'ils opposent à une démarche visant une plus grande participation de la population aux activités politiques. Au mieux ils ignorent cordialement le processus (comme les principaux responsables politiques locaux en Equateur), au pire ils cherchent à le décrédibiliser ou à l'enrayer (comme les hauts cadres administratifs de l'Office du Niger, au Mali). Le même type de stratégie s'observe chez des acteurs au comportement frauduleux ou menant des activités en contradiction avec l'intérêt général, pour qui l'isolement et le mystère sont des refuges précieux, susceptibles d'être menacés par le débat public et la diffusion audiovisuelle.

Ces cas restent heureusement des exceptions, et pour la grande majorité des acteurs la perspective du recours à la vidéo participative afin de dynamiser un processus de concertation se révèle très incitative et reçoit un écho positif. L'engagement qui en résulte semble motivé par deux raisons essentielles³⁰⁹ : d'un côté la curiosité vis-à-vis d'une approche assez innovante et potentiellement ludique – cet avantage sera donc à discuter sur le long terme –, de l'autre la perception de l'audiovisuel comme un média efficace pour porter leurs messages. Chaque acteur vise ainsi la satisfaction d'un besoin qui lui est propre (dénoncer une injustice, diffuser une information, vulgariser une pratique, etc.) et développe initialement une stratégie individualiste à l'égard de la démarche collective. Tous ces intérêts particuliers traduisent autant d'adhésions à la proposition d'utiliser la vidéo : l'outil en lui-même a donc un rôle mobilisateur qui sert indirectement la cause de la concertation.

Si les acteurs de la « base », paysans, ouvriers, urbains et petites gens de toutes sortes sont les plus disposés à participer, c'est semble-t-il parce que l'utilisation de la vidéo soulève l'espoir d'une écoute véritable, plus large et plus égalitaire dans la concertation³¹⁰. Auprès des « masses » la démarche apparaît en un sens comme un support potentiellement efficace de lutte sociale pour susciter le changement. Et la valeur attachée à l'exercice, par ces acteurs et d'autres, se ressent au travers du sérieux avec lequel chacun s'emploie à faire son interview et à préparer sa démonstration filmée (une certaine peur du ridicule joue sans doute dans le même sens, même si ce sentiment s'est révélé très minime dans les sociétés où nous avons travaillé et en comparaison avec la France). Par ailleurs, la fascination suscitée par cet « opium du peuple » qu'est la télévision n'est certainement pas étrangère non plus à leur enthousiasme. Les intervenants vidéo exploitent donc le caractère officiel attribué au tournage, et la présence du petit écran dans des endroits toujours plus reculés explique la déroutante acceptation de la caméra par certaines populations rurales relativement isolées.

A court terme l'évolution de cet engagement est positive, puisque nous n'avons constaté aucun désistement pendant nos projets, y compris lorsqu'un fonctionnement par groupe de travail impliquait de longues réunions³¹¹. Au contraire, lorsque la démarche se veut ouverte il semble systématique que des acteurs s'y joignent, spontanément ou sur invitation des participants. L'effet d'entraînement est net, alimenté par le bouche-à-oreille et les éventuels résultats positifs des premières phases de la concertation. Dans un contexte où les pouvoirs locaux sont relativement répartis, certains acteurs qui initialement boudaient le processus peuvent même revenir sur leur position pour asseoir leur légitimité et ne pas rester sur la touche, incités par la participation des autres et à plus forte raison si la concertation annonce un projet à venir. Car si la réflexion autour d'un *Projet* territorial collectif intéresse certains acteurs, pour leur part les *projets* financés intéressent tout le monde.

Nous ne pouvons en revanche pas avancer de conclusions sur la mobilisation autour de la vidéo participative sur les moyen et long termes, mais aborderons ces aspects par l'analyse de travaux d'autres équipes, notamment celle de Marcel Küper et Hassane Kemmoun (cf. chapitre 2 de cette même partie).

³⁰⁹ En dehors de la volonté de certains de se retrouver spécifiquement en présence de certaines personnes avec lesquelles ils cherchent à échanger

³¹⁰ Cette remarque n'est pas spécifique de l'outil vidéo, elle s'applique aussi aux « simples » entretiens dans les rares zones où ils n'ont peu ou pas été pratiqués

³¹¹ Nous avons néanmoins entrevu des limites évidentes : les produits vidéos doivent être disponibles assez rapidement après le tournage, et ne pas impliquer de trop nombreuses sessions de travail préalables.

1.2 Notre démarche, notre outil... leur produit ?

La question de l'appropriation locale du projet de concertation et de ses résultats est absolument cruciale puisqu'à l'origine ce projet est généralement parachuté, c'est-à-dire proposé par des porteurs de projets extérieurs au territoire, y compris dans notre cas étrangers au pays, *toubabs* ou *gringos* selon le cas. En fonction du degré d'imposition de cette vraie-fausse proposition, l'écart avec l'éthique - en tout cas avec les principes fondamentaux - du développement participatif s'avère plus ou moins grand. Nous réfléchissons donc bien ici aux critères d'*appropriation* et non pas de simple *adhésion*, beaucoup plus passive et masquant fréquemment d'autres intérêts.

Il nous faut considérer trois objets : la démarche, l'outil et le ou les produit(s) vidéo(s).

La démarche de construction d'un outil vidéo de concertation est facilement appropriée, quelles que soient les modalités de participation des acteurs locaux, sans considérer bien évidemment la minorité de ceux qui refusent dès le départ d'y prendre part. Nous l'avons évoqué, le fait que chacun développe ses propres objectifs témoigne de cette récupération personnelle, tout comme l'investissement individuel dans le fonctionnement pourtant assez lourd de l'éventuel groupe de travail. La volonté d'intégrer de nouveaux acteurs au cercle des participants directs traduit elle aussi des objectifs personnels d'interaction. Mais ceux qui se saisissent le plus amplement du concept restent les chercheurs et les « développeurs », qui par conviction et peut-être aussi à un certain niveau par déformation professionnelle s'enthousiasment pour de nouvelles approches participatives de concertation.

Pour sa part, l'appropriation de l'outil vidéo est plus mitigée. D'un côté, la caméra est facilement apprivoisée comme instrument de communication : les interviewés entrevoient rapidement des possibilités d'améliorer leur prestation audiovisuelle après un unique visionnage, et choisissent de manière assez spontanée le lieu de leur entretien comme les images d'appui nécessaires pour illustrer leurs discours. Les prises d'initiatives en ce sens sont encourageantes. Cependant, sans exercices adaptés de familiarisation³¹², les techniques de tournage et de montage restent des boîtes noires. Si le concept d'un produit vidéo structuré et monté ne choque personne en soi, son élaboration laisse dubitatif et peut vite être assimilée (à raison, les néophytes ne sont pas dupes) à une manœuvre intentionnelle de censure ou d'orientation du contenu. Malheureusement lorsque la vidéo est utilisée de manière participative dans un objectif de concertation, elle se heurte au nombre et à la diversité des acteurs impliqués : il est impossible dans la plupart des situations de confier la caméra et la table de montage à chacun successivement, encore moins de tout faire en commun. A nos yeux le meilleur moyen pour que la réalisation de la vidéo soit réellement « partagée » entre les acteurs du développement est que les décisions soient confiées à un groupe de travail – voulu représentatif du système d'acteurs – afin qu'il dirige concrètement la réalisation pratique effectuée par les intervenants vidéo. Au préalable ce groupe de travail devrait pouvoir bénéficier d'une séance de démystification technique, d'introduction à la scénarisation et de sensibilisation aux différentes contraintes temporelles (durée des interviews, temps de dérushage, longueur des produits finaux, etc.). Ce partage n'assure cependant pas à lui seul l'appropriation de l'outil. Encore une fois, considérer une animation vidéo à long terme au sein d'un territoire permettrait d'envisager des évolutions de cette répartition des rôles, fondée sur la maîtrise progressive des outils par les acteurs locaux.

Enfin si l'on juge l'appropriation du ou des produit(s) vidéo(s) par leur vie après le départ des intervenants du projet, elle est généralement très limitée dans les cas où une

³¹² Voir à ce sujet le travail de réflexion réalisé par l'équipe d'Insight contenu dans l'ouvrage "*Insights into Participatory Video: A handbook for the field*", disponible en ligne sur le site de l'association : www.insightshare.org. Les exercices pratiques de familiarisation des acteurs locaux à l'usage de caméra vidéo proposés dans cet ouvrage sont extrêmement instructifs.

structure ne se charge pas explicitement de leur exploitation, à moins éventuellement qu'un acteur ne se juge particulièrement favorisé par leur contenu et qu'il cherche donc à le diffuser (si tant est qu'il en ait les moyens...). Et si les participants veulent systématiquement s'approprier physiquement le résultat, c'est-à-dire acquérir une copie des séquences (DVD, VHS ou autre), cette demande ne doit pas susciter de conclusions trop hâtives. Elle n'est souvent que la traduction d'une certaine fierté. La volonté d'organiser des projections supplémentaires serait au contraire un signe majeur d'appropriation, qui permettrait de juger de la réelle pertinence du résultat aux yeux de la population.

Nous notons enfin qu'un certain attentisme en termes de solutions concrètes proposées par les intervenants vient souvent perturber la récupération du processus par les acteurs locaux.

1.3 Correspondance du contenu de la vidéo avec les représentations individuelles

Nos expériences de terrain nous ont prouvé qu'il était tout à fait possible de produire de différentes manières une vidéo qui agrège la plupart des points de vue des acteurs locaux sur une situation qui les concerne. Puisque ces derniers retrouvent au sein du montage leur propre position vis-à-vis de la problématique - on s'assure de la pertinence du contenu les concernant en recourant à des confrontations individuelles ou collectives au sein du groupe de travail - on peut dire qu'une vidéo construite d'une manière participative est à même de refléter les différentes représentations individuelles qui structurent et animent le système d'acteurs.

La pertinence du « modèle » vidéo global est cependant limitée par l'existence quasi systématique de quelques individus insatisfaits, de critiques fortes sur certains points très précis (« des détails » aux yeux de certains), et d'un fréquent sentiment général de superficialité. Le modèle effleurerait la plupart des problèmes sans les développer en profondeur. Paradoxalement, alors que les séquences audiovisuelles jouissent d'un potentiel descriptif très fort (tellement fort qu'il peut être dangereux, nous l'avons notamment constaté en Bolivie) et que l'image véhicule beaucoup d'informations, les spectateurs semblent insatiables et réclament toujours plus de développements et de précisions sur les thématiques abordées... Et ce d'autant plus qu'ils sont directement représentés dans le film où se jugent experts des questions qui y sont traitées. Cette soif d'approfondir les sujets peut être considérée comme un excellent terreau pour semer les graines d'un processus de concertation. Mais de ce phénomène naît également la difficulté de faire reposer le choix de la durée de la vidéo (un enjeu majeur) sur les seuls acteurs locaux impliqués dans sa production.

Cette attente d'exhaustivité est également un handicap en termes d'outil d'animation, puisque les montages devant pourtant simplement lancer les réflexions sont souvent considérés à tort comme des produits finis sensés clôturer un processus, et donc comme des produits complets. Ce travers, nous l'avons vu en Equateur, est d'autant plus marqué que les vidéos présentées sont proches d'un format « documentaire » (scénarisées, esthétiquement recherchées, assez longues, etc.).

Toutes ces faiblesses potentielles de l'outil vidéo et l'incomplétude du ou des produits issus du processus sont en partie déterminées par l'échelle d'intervention, qui dans notre cas réunit trois grandeurs interdépendantes : l'étendue géographique considérée, l'éventail thématique choisi et la complexité du système d'acteurs associé.

Signalons dès à présent qu'il n'est pas strictement obligatoire que les acteurs locaux aient pris part à de nombreuses fonctions de production pour qu'ils sentent leurs positions respectives défendues dans les séquences. Il est vrai que le fonctionnement avec un groupe

de production (situé ou distribué) aide à remplir cet objectif. Mais nous avons vu qu'une connaissance approfondie de la problématique locale doublée d'un respect des discours tenus en interview permet également à un intervenant vidéo extérieur d'atteindre ce résultat, en prenant seul les décisions *ad hoc*. Le jeu relève un peu de la schizophrénie puisqu'il s'agit alors de se mettre à la place des personnes pour choisir au mieux au sein de leurs interviews les clefs de voûte de leurs raisonnements et de leurs revendications. La responsabilité est lourde puisque la construction d'une parole sur le sujet par les différents acteurs est un objectif majeur de la démarche: il ne faudrait pas que le monteur joue à l'apprenti sorcier et réinvente des positions pour les uns et les autres. D'où, une fois de plus, l'intérêt de séquences relativement brutes, qui réduisent le caractère illusoire de l'objectivité et de l'exhaustivité de la vidéo, et la grande valeur d'une entrée thématique précise pour que les interviews ne deviennent pas des récits de vie impossibles à retranscrire fidèlement.

Par ailleurs, laisser les gens filmer eux-mêmes est très différent du fait de s'assurer que ce sont leurs représentations qui sont illustrées par la vidéo. Parce que leur manière de filmer peut dépendre de celle qu'on leur enseigne, ou encore parce qu'il est parfois long de maîtriser les subtilités de la représentation en vidéo. Sans parler de la phase de montage. L'intérêt d'une telle approche est à rechercher ailleurs : dans une plus grande appropriation de l'outil, dans un renforcement de l'estime de soi, dans la recherche de pérennisation de l'intervention, etc.

Rappelons que certaines personnes sont allées jusqu'à saluer spontanément les sélections et choix de montage que nous avons réalisés seuls au sein de leurs interviews pour n'en garder que la « substantifique moelle ».

Ces interviewés, même lorsqu'ils ne sont pas des leaders incontournables (aux yeux de la population et donc souvent malheureusement dans les faits), peuvent très bien jouer le rôle de porte-parole des groupes d'acteurs qu'ils doivent représenter. On leur accorde généralement du crédit du simple fait d'être dans la vidéo, ce qui souligne encore plus l'importance de leur choix. Mais si d'un côté un quidam peut parfaitement figurer les intérêts de son groupe d'appartenance, qui plus est en épargnant à la vidéo certains désavantages liés aux acteurs plus politisés et localement exposés, de l'autre il est absolument fondamental que la personne choisie soit crédible aux yeux du plus grand nombre. Cette légitimité peut provenir d'un discours reconnu comme juste et pertinent, tout inconnu que soit l'interviewé, comme elle peut être indissociable du pouvoir ou de la reconnaissance sociale dont il jouit. Ainsi bien que la récupération du processus de concertation par les seuls leaders locaux est un des pires écueils qui soit, la volonté de donner la parole à d'autres personnes doit absolument être raisonnée sur la base des normes et des modes de reconnaissance des groupes considérés. On en revient souvent à composer entre des velléités personnelles et des obligations diplomatiques, entre des leaders locaux et des inconnus parfois plus pertinents.

En termes d'analyse stratégique (cf. P1, chapitre 3, §2.1), la vidéo et les espaces de concertation créés autour d'elle permettent bien de donner accès aux différentes logiques d'acteurs, ou tout du moins d'éclairer quelques-uns des aspects cruciaux qui entrent dans la définition des stratégies individuelles et collectives. Qu'il s'agisse de les donner à connaître ou simplement de les clarifier, l'audiovisuel est encore une fois plein de force, mais n'est efficace que dans la mesure où chaque participant accepte de s'exposer aux autres, alors que de nombreuses logiques immorales bien avérées ne sont jamais révélées (en tête desquelles la corruption). L'outil favorise néanmoins légèrement cette mise à nu par une force descriptive qui oblige à une certaine sincérité. Il reste également capable d'embrasser la diversité de ces raisonnements et peut contribuer à réduire les aspects de rationalité limitée en assurant une meilleure prise en compte des différents éléments du système d'acteurs.

Finalement, il semble que l'aspect itératif de la construction des produits vidéo est tout à fait essentiel pour maximiser la correspondance entre leur contenu et les différentes représentations individuelles. Lorsque le modèle se construit, le premier jet n'est jamais totalement bon. Et bien que le dernier ne le soit pas non plus, ce qui par ailleurs est rarement un objectif en soi, les exercices de validations intermédiaires et l'insertion de séquences filmées en réunion ont systématiquement permis d'améliorer la pertinence des produits vidéos.

1.4 Réalités ou pseudo-réalités ?

A quoi correspondent ces représentations individuelles exposées dans la vidéo ? Quelles sont les « réalités » de chacun, et en quoi s'approchent-elles ou non d'une réalité factuelle indéniable (c'est-à-dire un cumul d'états de fait concrets : l'eau est abondante par rapport aux autres années, le cacao n'est pas encore mûr, les paysans gagnent moins d'un dollar par jour, etc.) ? Le mot « réalité » est polysémique, c'est un terme très discuté. Nous l'utiliserons ici dans l'esprit de Paul Watzlawick, au sens où il existe non pas une, mais des réalités (Watzlawick, 1978), sans par ailleurs en confondre deux aspects bien distincts : une réalité de premier ordre, qui a trait aux "propriétés physiques, objectivement sensibles des choses", liée à la perception sensorielle que l'on en a, scientifiquement vérifiable ; une réalité de second ordre, qui se rattache à la signification et à la valeur que l'on attribue à ces choses perçues et repose sur des règles subjectives et arbitraires.

Nous avons constaté qu'une certaine forme de réalisme voulue par les intervenants extérieurs peut devenir très pénalisante. Au Mali, les séquences sensées recenser et exposer les problèmes sur le périmètre irrigué ont été taxées de négativisme par les cadres de l'Office du Niger qui voulaient donner une image modèle de « leur » périmètre. Malgré la perception toute différente des autres acteurs, dont les bailleurs de fonds et les paysans qui saluèrent la mise en lumière des difficultés (« la réalité » globale n'est pas la même à leurs yeux, nous la dirions volontiers moins « fantasmée »), les cadres se sont opposés à l'idée d'exposer ces problèmes existants, indéniablement « réels », d'autant plus qu'eux-mêmes ne niaient pas leur existence dans l'absolu. Et ces séquences se sont révélées contre-productives en termes de concertation pour ce qui est de l'implication de l'administration, puisque ces personnes sont même devenues quelque peu virulentes à notre égard. Si *notre* réalisme, partagé par certains, était de la dramatisation aux yeux des cadres, il peut dès lors s'avérer judicieux de déformer un peu une réalité que la majorité juge factuelle pour limiter les disensus entre participants. Ce compromis vers une pseudo réalité aurait semble-t-il été nécessaire pour rendre possible une certaine autoscopie de la part des cadres. En d'autres termes, il eut fallu souligner leurs forces pour qu'ils soient capables d'ouvrir les yeux sur leurs faiblesses.

Le même type de remise en question est survenu en Amazonie lorsque nous avons projeté des images d'indiens qui se mariaient avec des chaussures aux pieds. Ce fait avéré, indéniablement « réel », contredisait l'idéal par lequel les *kichwas* se figuraient leur réalité de groupe (de « nation » diront certains), provoquant dans un premier temps la contestation de nos partenaires paysans. Mais cette fois-ci la situation, moins sujette à conflits entre acteurs et moins lourde d'enjeux, a au contraire permis de travailler sur la prise de conscience des évolutions culturelles des populations locales. Nous avons donc pleinement pu utiliser la capacité réflexive de l'outil au sein du groupe de travail.

Ainsi, lors de la construction du modèle vidéo, les auteurs - quels qu'ils soient - sont confrontés non seulement à des réalités différentes en fonction des acteurs, mais également à des pseudo réalités, nécessaires ou parasites, qu'il ne faut pas gommer mais au contraire savoir exploiter dans le sens d'une meilleure réflexion personnelle et/ou collective.

Souvenons-nous lorsque la statue de Saddam Hussein fut déboulonnée à Bagdad, le spectateur découvrait en plan serré une foule en liesse qui destituait symboliquement l'ancien dictateur. En plan large, la place semblait désespérément vide : le débat sur le réalisme porte également sur les séquences audiovisuelles en elles-mêmes, les images, les sons, les cadrages et l'éclairage, la déformation du concret par le prisme de la caméra. Nous parlerons dans ce cas d'une question d'objectivité, et nous allons discuter ce concept.

Nous avons constaté un avantage non négligeable au fait de filmer des interviews, c'est celui de récolter et diffuser des données qui ne sont pas « anonymisées », à moins de flouter volontairement le locuteur, ce qui donne alors un sens tout autre à la séquence. Dans le contexte de l'expertise en développement cette caractéristique est intéressante, puisque les rapports écrits qui clôturent les diagnostics et les différentes missions d'appui ne sont généralement pas clairs sur la source de leurs informations. Ceci masque souvent l'omniprésence du point de vue du consultant qui a semble-t-il tout compris de la situation en quelques jours de 4x4... Bien que certainement présent dans le rapport sous une forme ou une autre, l'avis des populations locales sur les différents points abordés n'est cependant que très rarement explicité.

Néanmoins les images et les interviews ne doivent pas être considérées comme des « preuves ». Elles sont essentiellement et avant tout des messages, et des messages croisés : celui de l'interviewé, celui du cadreur qui assure la prise de vue, celui de la personne qui sélectionne les rushes et celui du monteur qui agence les images. En interview, par exemple, les gens se mettent en situation de démonstration, et la mise en scène représente une part importante de ce qui est filmé. Cela passe par de petites choses comme le choix du lieu ou le joli costume trois pièces qui vient remplacer le *boubou* pour l'occasion. Personne n'est « naturel » devant une caméra - à moins d'ignorer sa présence ! - et les « acteurs » des vidéos portent bien leur nom, en un sens. Et même lorsqu'on préfère aux interviews les entretiens « en situation », sur le vif, qui limitent la mise en scène, c'est alors la façon dont l'objectif saisit ce qui se passe qui oriente le message, puis les choix de montage. Cette question de la subjectivité et de la part de mise en scène dans le documentaire était un des tous premiers questionnements du cinéma ethnologique dans les années 60. Et beaucoup parmi Jean Rouch et ses disciples ont cherché à étudier la faisabilité d'un « film absolu ». L'impossibilité en est évidente dans notre cas. Car en dehors de ce que nous venons de mentionner, on se heurte également à la culture locale de la mise en scène, sur la façon dont les gens acceptent de se donner à voir, de montrer ou de cacher les choses, les terrains étant souvent déjà « imbibés d'images »³¹³ et de représentations.

L'objectivité absolue est utopique. On peut certes croire s'en rapprocher en travaillant avec des séquences très brutes, en fuyant les considérations esthétiques, mais ceci n'élimine en rien l'influence du cadrage, du dérushage, du choix des personnes interviewées, des lieux, et de tous les facteurs liés à la chaîne de production. Par ailleurs, cette idée serait contradictoire de l'objectif de démonstration qui pour sa part tendrait à faire utiliser toutes les ficelles de la prise de vue et du montage pour enrichir et renforcer les messages. L'exemple classique est celui du processus de fragmentation auquel nous sommes habitués et qui consiste à découper une action en petits morceaux pour la rendre visible et intelligible (une action filmée sous différents angles et cadrages, comme une chaîne de production industrielle par exemple). Ces truchements de la réalité influencent la part d'interprétation des images laissée au spectateur. Pour chaque situation particulière, le choix doit donc être fait par les auteurs des vidéos, entre faire intentionnellement comprendre leur point de vue (et alors ne pas s'en cacher !) ou laisser aux spectateurs la liberté de se forger leur propre opinion... ce qui implique malheureusement de leur fournir une information plus brute et donc en un sens moins conséquente.

³¹³ Nous empruntons cette expression à Emmanuel Grimaud, rencontré dans un atelier de réflexion sur la vidéo

Finalement, dans ce débat autour des pseudo-réalités qui sont données à voir par les vidéos, il se dessine un rôle central au sein du groupe des producteurs : celui des auteurs. Car même si le produit final camoufle son processus de production (les spectateurs ne peuvent pas imaginer les débats que nous avons tenus entre nous lors de la réalisation, ni les choix qui auraient très bien pu être tout à fait différents...), et même si la conception se veut participative, il y a nécessairement un auteur (qui peut être collectif) qui choisit les messages véhiculés par les vidéos et injectés dans la concertation, et donne le *final cut*.

1.5 Impact du contenu vidéo en « situation frontière »

Les expériences bolivienne et dans une moindre mesure malienne nous ont montré que la capacité de prise de recul du public local était très limitée lorsque les investissements personnels dans la situation décrite et les affects entre acteurs étaient forts. Les analystes moins directement concernés par les problèmes exposés mais très au fait de leur nature perçoivent mieux les messages véhiculés par les vidéos. La charge émotive moindre autorise dans ce cas une capacité supérieure de distanciation.

Par ailleurs, deux autres phénomènes sont à souligner. Tout d'abord, les populations confrontées à des situations proches ou similaires à celles des vidéos s'identifient très facilement à leur contenu : ils y retrouvent pleinement les problématiques qui les concernent, sans pour autant souffrir des éventuelles approximations d'un modèle avec lequel ils seraient plus pointilleux s'il concernait véritablement *leur* réalité. Ensuite, nous avons remarqué à l'occasion des projections que la comparaison entre des réalités différentes a permis aux spectateurs de regarder leur propre situation sous un autre jour (cf. projection Macina dans le cas de l'intervention au Mali). Le travail alloscopique semble ainsi plus évident que l'autoscopie en ce qu'il n'expose pas directement le spectateur à la critique des autres.

A l'inverse, nous avons parfois constaté un rejet des exemples ou des communautés-types par ceux qu'ils étaient sensés représenter. Y compris dans des cas où les communautés étaient objectivement extrêmement similaires, certaines réactions se résumaient à « oui mais ce n'est pas *exactement* ma maison, ni mon champ », et les débats tournaient autour de détails de plus en plus infimes.

Ces constats sur l'identification et la valeur des exemples nous amènent à nous interroger sur la généricité du modèle vidéo, notamment par rapport à la variabilité des situations micro-locales, c'est-à-dire sa capacité à valoir pour des cas différents et très proches à la fois. A l'issue de nos travaux de terrain, nous identifions un lien fort entre cette pertinence et le choix de l'entrée thématique utilisée dans le travail.

Les entrées et questionnements larges choisis en Bolivie et surtout en Equateur avec la notion pas toujours évidente de « territoire » touchent assez vite à la dimension identitaire des acteurs. Les sujets abordés se révèlent sensibles et parfois difficiles à traiter. En revanche, l'entrée technique précise choisie à l'Office du Niger a permis d'analyser un certain nombre de sujets prédéterminés, sur lesquels les acteurs locaux ont pu partager et généraliser leurs points de vue, et mettre en avant des particularités qui en étaient vraiment (cf. déroulement de la réunion à Kolongo). En outre, si le questionnaire précis permet par la suite d'ouvrir facilement le débat vers d'autres thématiques, l'inverse est plus complexe. Il est en effet nettement plus difficile dans une démarche dite « en entonnoir », partant de considérations très larges pour rejoindre progressivement des sujets très précis, de faire le tri parmi les premiers thèmes identifiés par les acteurs locaux (pourtant pas toujours essentiels).

L'entrée par les difficultés peut être à privilégier au sens où les acteurs se concentrent alors sur la pratique, parlent d'objectifs et de moyens, et sont enclins à fournir leur opinion sur les facteurs explicatifs de ces difficultés dont la nature et la formulation traduisent les

représentations individuelles. Les limites de cette approche restent les tabous, le misérabilisme, ou la vexation des principaux responsables. Dans ces derniers cas l'intérêt de travailler sur une situation plus « virtuelle », qui n'est pas celle des principaux spectateurs et que l'on n'essaye pas de leur présenter comme telle, est indéniable. Alors le travail de chacun s'intériorise et devient alloscopique.

En termes de généricité, nous avons constaté que l'accentuation de la perception sensible des situations et du ressenti émotif des difficultés peuvent être un atout. La vidéo permet de faire facilement passer les émotions, qui sont parfois plus efficaces pour travailler sur la prise de conscience que des séquences purement informatives. D'ailleurs si les avis cartésiens prévalaient dans tous les cas, personne ne montrerait de jolies femmes, mais plutôt de jolis pistons, pour vendre des voitures. Et en cas de conflit, plutôt que de se contenter des logiques de chacun dans la vidéo, ce qui quelque part revient simplement à y transposer les tensions réelles, l'exposé plus sensible des réalités de vie de chacun peut permettre d'ouvrir de nouvelles portes. Néanmoins, dans l'excès, si l'émotion est provoquée ou exploitée, la dérive s'assimile vite à du racolage intellectuel.

Les produits vidéo construits par une approche participative ont également montré une grande capacité à faire découvrir des situations locales complexes en dehors de leur contexte, et ont été volontiers utilisés comme support de présentation³¹⁴. Mais dans ces circonstances et en l'absence de précisions de la part de la personne qui la présente, nous notons que la création audiovisuelle semble bénéficier de l'image d'un produit consensuel - quoi qu'il en soit réellement - et représentatif des véritables préoccupations des acteurs locaux, puisqu'ils s'y expriment directement. Ceci nous amène donc une nouvelle fois à attirer l'attention sur les risques possibles de manipulation et de dérive en cas de démarches de validation défaillantes auprès des acteurs locaux avant une diffusion plus large des vidéos, si tant est que cette diffusion hors contexte ait un sens (cf. chapitre 2).

1.6 Le faux objectif de créer un modèle de la situation locale partagé et reconnu par tous

Le passage des représentations individuelles à une ou des représentation(s) collective(s) est loin d'être évident. La vidéo peut vite s'assimiler à un catalogue de revendications des uns et des autres, une sorte de fourre-tout qui n'est en rien une pensée collective structurée. D'un autre côté le risque des démarches dirigistes, dans lesquelles le processus de production est aux mains d'intervenants extérieurs, est de recouper les analyses individuelles et de prioriser les besoins à la place des acteurs locaux, bien que parfois ceux-ci le demandent ouvertement. Une reprise en main de la définition du contenu par ces acteurs locaux doit alors intervenir rapidement, lors de séances de travail autour de produits vidéo intermédiaires grâce auxquels les intervenants n'auront fait qu'amorcer la construction du modèle collectif en proposant des pistes. Jouer ce rôle implique nécessairement une connaissance approfondie de la problématique et des acteurs, mais aussi, pour la suite, une volonté locale de se prendre en main et de travailler collectivement.

Néanmoins, même lorsqu'un groupe de travail est en charge de l'écriture initiale, et joue donc le rôle de creuset de la représentation collective, le risque d'aboutir à un cahier de doléances est réel : dans ce cas c'est l'animation des réunions qui se révèle primordiale pour stimuler la réflexion et identifier des points de consensus et/ou de dissensus. Ce mode de production se révèle alors privilégié pour créer une représentation micro-commune à même de dépasser les frontières du seul groupe.

³¹⁴ Notamment pour présenter les études de cas dans des colloques, comme le Centro AGUA l'a fait en Inde ou au Brésil.

Nous avons vu que la cohabitation de points de vue au sein des séquences s'est parfois avérée complexe. Cette difficulté a atteint son paroxysme en Bolivie, où aucune représentation unique de nature collective et potentiellement fédératrice n'a été identifiée, et où les signes d'acceptation d'autres visions ou logiques d'acteurs ont été quasi-inexistants. Les clans opposés ont au contraire renforcé leurs positions. Nous avons associé ce résultat à une situation locale particulièrement épineuse, au passif du système d'acteurs, à l'absence d'interactions préalables et à une concertation mise en place bien tardivement. Dans certaines situations limites, un projet de vidéo participative peut donc s'avérer inefficace, voire envenimer la situation. Nous y reviendrons.

Quoi qu'il en soit, l'acceptation mutuelle des logiques individuelles s'est révélée complexe y compris dans des contextes exempts de conflits ouverts. Personne ne cautionne jamais la totalité de ce qui est dit dans la vidéo, ce qui semble normal tant les tensions sont fondatrices d'un système d'acteurs. En outre, les désaccords révèlent souvent les fondements intimes des valeurs de chacun, les principes supérieurs guidant les actions de chaque groupe. Ainsi, bien que qualifiée de « collective », il est généralement utopique d'espérer aboutir à une représentation partagée par l'ensemble des groupes d'intérêt sans exception, d'autant plus que ces derniers sont nombreux. Le consensus intégral se révèle être un faux objectif dont la recherche coûte que coûte peut même s'avérer contre-productive, nous pourrions dire « contre-nature » pour chercher à provoquer. Certains sujets ne peuvent être traités qu'en décrivant initialement³¹⁵ des désaccords qui juxtaposent des points de vue individuels contradictoires. Il s'agit de mettre à plat des divergences et de les rendre plus transparentes (les conflits EPSA, Jatun Sacha - Sinchiruna Puni Bocana, Office – paysans). Nous considérerons donc qu'il y a « représentation collective » lorsque l'ensemble des acteurs apparaît conscient de l'existence d'une diversité d'approches, de points de vue et de problèmes qui sont pertinents aux yeux des autres. Il s'agit finalement d'assimiler la construction d'une représentation collective avec l'acceptation par tous de l'existence de différentes logiques d'acteurs. Sur cette base peut se développer par la suite un travail de recherche d'alternatives acceptables collectivement, pour lesquelles la plupart devront transiger avec leur(s) objectif(s) égoïste(s).

Par ailleurs, la modélisation qui émerge de la démarche participative n'est qu'une parmi un grand nombre. D'autres seraient tout aussi acceptables par le collectif. Et en fonction de leur contenu le barycentre de la satisfaction vis-à-vis du modèle se déplace entre les différents acteurs.

Ainsi, pour reprendre les termes de la théorie des grandeurs, l'identification d'un principe supérieur commun ne devrait pas être l'objectif poursuivi au sein de la vidéo en elle-même, car le risque est grand qu'il puisse ne jamais être satisfait. L'identification des différents « mondes » dans lesquels évoluent les représentations des acteurs et le partage de cette connaissance par le biais des vidéos semble une visée beaucoup plus réaliste, qui permet aux uns et aux autres comme nous l'avons dit d'accepter la diversité des régimes de justification³¹⁶. Selon Boltanski et Thévenot ceci constitue clairement le premier pas vers la recherche d'une solution collectivement acceptable. Rappelons si besoin est que selon leur théorie des grandeurs, le consensus établi autour de l'identification d'un principe supérieur commun n'est qu'une manière parmi d'autres d'établir un accord, et constitue sans doute un résultat assez exceptionnel. Les autres solutions passent par exemple par la requalification de l'objet ou encore le rejet de certaines catégories d'acteurs dans la formulation de la solution.

³¹⁵ La vidéo participative initie et accompagne la réflexion, rappelons-le, elle se place donc en amont ou se veut concomitante des éventuels consensus identifiés lors du processus. En aucun cas son but est d'en être l'écrin.

³¹⁶ Si lors des réunions les adaptations des argumentations à ces différents régimes en fonctions des interlocuteurs ont été rares, la cause est sans doute à rechercher dans la brièveté du processus. Ceci traduit aussi peut être une volonté stratégique de ne pas « livrer bataille » dans une cité insuffisamment maîtrisée.

Nous préférons donc mettre l'accent sur le rôle joué par les quelques « idées fédératrices » que le processus permet d'identifier et que la vidéo peut retranscrire et diffuser. En effet, certaines opinions bien précises se révèlent réellement consensuelles, comme la proposition d'assécher le *fala* au Mali, les différentes prises de conscience « écologiques » en Equateur, ou la reconnaissance de l'existence de responsabilités partagées (cf. entretien des canaux au Mali, clientélisme politique en Equateur, etc.). Ces idées fédératrices qui ne préexistaient pas au processus (en tout cas qui n'étaient pas clairement formulées) jettent les bases essentielles d'une collaboration future et d'un possible Projet commun, si tant est que l'on se charge de les exploiter. Et nous avons vu que nos projets ont justement souffert du manque de soutien postérieur.

1.7 Du rôle de l'outil vidéo dans ces différents phénomènes

Le recours aux approches de la sociologie de la traduction (cf. P1, chapitre 3, §2.1) et des objets intermédiaires (cf. P1, chapitre 3, §2.5) nous a permis d'analyser nos résultats sous un autre angle et ainsi de mieux cerner l'apport de l'outil vidéo en lui-même.

Par exemple, il semble clair que le recours à la vidéo n'a pas initialement³¹⁷ permis de réaliser une meilleure contextualisation en soi, au sens où l'outil en lui-même ne facilite en rien l'analyse des actants en présence, ni celle de leurs intérêts ou de leurs convergences et divergences, pas plus que la réalisation d'une problématisation qui reste elle aussi majoritairement indépendante de la caméra et de la table de montage. La vidéo a en revanche indéniablement permis de mieux présenter leurs contenus, et s'est révélée être un actant « légitimable » pour porter les concepts décrits et les problèmes identifiés. Puis, dans la phase d'exploitation, elle permet de diffuser une traduction amplement facilitée par les images. En d'autres termes, la vidéo ne facilite pas la réflexion collective dans l'absolu, mais sa construction est un prétexte qui concentre les efforts cognitifs de chacun vers la définition de la nature et de leurs perceptions de la problématique locale. Elle joue ensuite, une fois une première version construite, le rôle d'un outil de communication et d'animation puissant potentiellement mobilisateur s'il est judicieusement utilisé par les animateurs.

Les considérations autour de la théorie des objets intermédiaires ont confirmé l'aspect essentiellement commissionnaire de l'outil vidéo participatif, qui permet la circulation de messages fidèles à la conception que s'en faisaient leurs auteurs, mais également son caractère ouvert dans la mesure où l'activité de visionnage reste très personnelle et permet à chacun d'intérioriser à sa manière le contenu du diagnostic sans gommer les différences de point de vue. Le risque de fermeture est néanmoins réel si le format de la vidéo est inadapté (vidéo unique, longue, langue de la narration, ampleur du sujet, etc.). L'opacité de l'outil vidéo réside quant à elle dans le possible décalage existant entre l'appréciation de la situation du ou des producteurs (intervenants vidéo ou groupe de travail par exemple) et celle des spectateurs, à l'exemple de l'importance des images de tomates sur l'interview de ce conseiller municipal lors de l'expérimentation bolivienne, que nous n'avons pas su bien mesurer. Enfin si les acteurs locaux peuvent se saisir aisément des séquences audiovisuelles, notamment en dissociant parfaitement leurs composantes audio (musique, commentaire, interviews) et visuelle, la création de ce support matériel demeure *a priori* un mystère pour les néophytes, ce qui limite l'apparition d'une relation de familiarité susceptible de stimuler l'innovation.

Finalement, la construction participative de la vidéo a toujours permis de favoriser le rapprochement temporaire de nombreuses personnes, une mise en interaction d'acteurs interdépendants et rarement réunis. Mais ce résultat aurait très bien pu être obtenu avec un

³¹⁷ Ces considérations ne valent que pour la production du premier modèle intermédiaire, car par la suite la mise en interaction des acteurs et le partage des vues par la vidéo facilite l'analyse du sujet.

processus d'accompagnement centré autour d'un tout autre outil. En outre, la vidéo possède autant d'avantages (dont les images, l'oralité et le truchement du montage) que de désavantages (dont l'impossibilité de l'embrasser rapidement dans son ensemble, une maîtrise encore partielle pour la majorité des participants et le caractère potentiellement manipulé) pour traduire une situation « complexe ». Néanmoins l'exercice de création de la vidéo (interviews, écriture, visionnages et validations, etc.) apparaît comme un moyen efficace de rassembler les acteurs, un motif engageant pour fédérer et concentrer leurs efforts de réflexion autour d'un objet commun.

1.8 Le collectif comme moyen ou comme fin ?

Ces quelques considérations autour de l'hypothèse 1 révèlent une tension évidente sur différents points entre les aspects individuels et collectifs de la démarche, et nous permettent finalement de revenir sur la question soulevée en P1, chapitre 3, §3.5.

Le travail sur les perceptions permis par le processus de vidéo participative est multiple : il s'agit de réfléchir sur la vision de soi, la vision de l'autre (prise de conscience d'autres rationalités), et la vision de soi par rapport à l'autre (sa place dans un système d'acteurs stratégiques et ses marges de manœuvre). Par exemple, lors des exercices de confrontation du modèle, la projection à chaque acteur de la partie qui le « représente » est un travail d'autoscopie (relatif à la psychologie individuelle), alors qu'en réunion, valider le modèle global signifie pour un acteur accepter une vision de sa réalité dans laquelle tous les autres existent, avec leurs logiques propres (relatif à la psychologie de groupe, aux comportements relationnels). C'est intégrer le concept d'interdépendance et reconnaître la nature systémique de la plupart des problèmes – et donc de la nécessité de négocier -. Cette prise de conscience de l'autre est à nos yeux un préalable nécessaire à la prise de décision collective. La vidéo participative vise donc à réguler intentionnellement des rapports humains, même si elle ne cherche pas l'émergence d'une situation irréaliste et aseptisée où les conflits n'existeraient plus (l'objectif n'est pas l'absence de tension mais leur bonne gestion, la maîtrise d'un système de concurrence - coopération). En ce sens, le collectif est avant tout un enjeu et donc une fin: le protocole d'interactions qui s'appuie sur l'outil vidéo vise une meilleure communication au sein du groupe, et un mode plus concerté de prise de décisions. Néanmoins le processus participatif qui utilise l'outil vidéo doit aider à la constitution d'un collectif pertinent vis-à-vis de la problématique abordée, et de la dynamique interne, pour favoriser l'analyse et la résolution de problèmes bien concrets. Le collectif est donc, dans un second temps, un moyen pour arriver à ces fins.

Finalement, notre conclusion sur l'hypothèse H1 s'apparente bien à une validation partielle : la réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement *peut aider* à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales. La concrétisation de ce potentiel dépend d'une connaissance très fine des protocoles possibles, de leurs forces et de leurs faiblesses, ce qui doit pousser les intervenants vidéo à adapter de la manière la plus précise et humaine possible leur méthodologie au contexte et aux acteurs locaux.

La recherche forcée d'un consensus sur une unique représentation de la problématique s'avère par ailleurs être un faux objectif, qu'il faut considérer à sa juste valeur : celle d'un prétexte. Le gommage des spécificités des représentations individuelles est une dérive qui dessert la concertation puisqu'une représentation collective réaliste porte nécessairement en elle la confrontation de points de vue opposés.

Section 2 : apports de la vidéo participative aux différentes phases d'un processus de concertation

Rappelons l'hypothèse H2 : la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective.

De la même manière que nous l'avons écartée pour H1, l'hypothèse nulle H02 associée à H2 ne se trouve pas vérifiée au regard de nos travaux de recherche. Elle pourrait se formuler ainsi : la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo ne contribuent pas à la construction de nouveaux espaces de discussion propices à une dynamique de prise de décision collective. Or, il ressort nettement de nos projets de terrain que la création des vidéos et leurs projections locales ont servi à ouvrir des espaces de discussions nouveaux et nombreux, dont les caractéristiques semblaient propices à la participation de la plupart des acteurs concernés par les éventuelles décisions.

Et pourtant une fois de plus nous ne pouvons pas valider totalement l'hypothèse H2. Tout du moins pas sans essayer d'expliquer pourquoi très peu de décisions furent prises lors de nos trois expérimentations. Nous allons nous pencher, entre autres, sur la légitimité de cet objectif décisionnel, sur son réalisme à court terme (et notamment à l'échelle de nos interventions), et sur les apports réels d'une démarche de vidéo participative aux différentes phases d'un processus de concertation.

2.1 L'utilisation de la vidéo permet un certain renouvellement des échanges entre acteurs

Sur les trois terrains où nous avons travaillé, la mise en place du projet de vidéo participative a provoqué l'émergence de nombreux espaces de discussion, qu'ils soient formels ou informels. Qui plus est, l'alternance des interviews au sein des séquences permettait de dépasser les clivages de principe et les blocages existant entre certains groupes d'acteurs afin d'amorcer de manière virtuelle un dialogue.

Cette mise en place de lieux d'échanges représente déjà en soi une rupture car la concertation était indéniablement en friche en Bolivie et en Equateur, et la gestion concertée handicapée au Mali par de nombreux dysfonctionnements. Les règles de fonctionnement de ces espaces étaient elles aussi distinctes des modalités locales classiques d'interactions, avant tout parce que nos réunions de projection étaient publiques, et plus largement car le poids des acteurs institutionnels en particulier était passablement réduit pendant les différentes sessions : généralement ils ne les organisaient pas, ne les animaient pas, n'en maîtrisaient pas l'ordre du jour, et se voyaient mis sur un pied d'égalité avec les autres participants quant à leur capacité d'expertise de la problématique. Les effets de ces changements sur les « sphères d'échanges » préexistantes à l'intervention sont difficiles à évaluer, même si les participants directs portent désormais en eux leur vécu du processus, qu'ils peuvent éventuellement transposer en d'autres lieux. La quasi-totalité de ces évolutions est imputable à la seule démarche d'accompagnement, et certaines sont indissociables de l'outil vidéo, nous le verrons dans les paragraphes suivants.

Quelques interactions spontanées complètent le processus de concertation, qui reste néanmoins essentiellement articulé autour de rencontres instituées, et ce parce que les participants directs n'étaient généralement pas en contact, en tout cas régulier, avant nos interventions. Chaque projet a été composé d'une phase initiale de consultation, de différentes micro-coopérations pour la réalisation des vidéos, ainsi que de débats publics à l'occasion des projections. Néanmoins si les interactions spontanées ont été limitées, au sein

même des groupes d'acteurs de très nombreuses discussions informelles ont germé sur la base du processus vidéo, alimentant les réflexions « individuelles ».

Les transformations au sein du système d'acteurs sont très variables. Dans la poudrière bolivienne, le projet vidéo n'a fait que participer du renforcement de deux blocs antagonistes, sous l'impulsion de quelques meneurs, et a donc indirectement attisé la flamme d'un conflit larvé. Au Mali, les rares réunions n'ont engendré aucun changement notable à long terme dans les relations routinières. En Equateur, le fonctionnement répété en groupe de travail restreint a permis aux membres de se connaître et d'échanger, ce qui a jeté les bases de quelques collaborations entre institutions et avec les communautés représentées.³¹⁸ Et c'est bel et bien le processus de co-construction de la vidéo, et pas le produit final, qui a permis ces avancées. Malheureusement la démarche que nous avons mise en place n'était pas suffisamment solide du point de vue de la pérennisation de ces dynamiques après notre départ.

Quoi qu'il en soit, les évolutions dans les modalités d'échanges entre acteurs et les éventuelles modifications relationnelles au sein du système permises par une intervention de VP sont nécessairement limitées par la brièveté de l'accompagnement. A l'Office du Niger, trois mois de terrain et trois réunions formelles n'avaient que peu de chance d'influer sur un fonctionnement entre groupes dont les caractéristiques s'expliquent par plusieurs décennies d'histoire.

2.2 Un dispositif qui assure une certaine qualité à la concertation mais qui ne fait pas de miracles à court terme

Il nous faut ici, comme nous l'avons détaillé lors de nos réflexions théoriques (Cf. P1 Chapitre2 Section 2), bien distinguer deux facettes de l'évaluation de la concertation : d'un côté la qualité structurelle du dispositif mis en place pour encadrer les échanges, de l'autre la qualité des résultats issus du processus. Nous allons nous intéresser aux apports de la vidéo participative dans ces deux domaines, mais sans trop détailler l'influence des modalités précises de coopération, qui fera l'objet de la section 3.

2.2.1 Participation des acteurs appropriés, expression et prise en compte de leurs points de vue

En premier lieu, deux types de personnes susceptibles d'influencer largement la qualité de la concertation, vis-à-vis de ses résultats concrets notamment, nous ont posé des difficultés à diverses reprises. Ce sont donc des participants clefs, et leur choix doit faire l'objet des plus grands soins. Il s'agit tout d'abord de l'animateur des réunions, qui détermine en grande partie leur fertilité, en influençant la structure et la dynamique de leur déroulement. Viennent ensuite les élus politiques locaux et plus largement les « décideurs », de l'implication desquels (même momentanée) dépend fortement l'application concrète d'éventuelles décisions. Nous y reviendrons.

Le choix des participants semble en revanche avoir toujours été judicieux, dans la mesure où il n'a jamais été remis fortement en cause et ne s'est jamais révélé contre-productif. La légitimité des producteurs (nous exceptés) et la représentativité des acteurs des vidéos n'ont jamais été questionnées. La méthode d'enrôlement que nous avons suivie semble donc pertinente : caractérisation détaillée du système d'acteurs par des analystes un peu distancés ; identification du système de gestion intentionnelle ; élaboration plus ou

³¹⁸ Et indirectement la résolution du conflit entre Jatun Sacha et Sinchiruna Puni Bocana est à relier à ces nouvelles collaborations.

moins collective de profil-types pour les participants, producteurs ou acteurs ; suggestions par les acteurs locaux de personnes correspondant à ces profils; choix réfléchi par les intervenants vidéo (les hésitations et obligations sur l'implication des leaders ont été préalablement détaillées). Lorsque ce fut possible, cette première sélection fut ensuite soumise à la critique publique. Enfin, l'ouverture du processus vis-à-vis de l'arrivée de nouveaux participants et du retrait de certains est apparue essentielle pour assurer la bonne marche du processus.

Notre approche par la vidéo participative a indéniablement permis, sur l'ensemble des terrains d'expérimentation, l'établissement de conditions propices à l'expression des points de vue, à la fois des acteurs des vidéos et des spectateurs des réunions. Le pilotage du processus (tout du moins son suivi) par des intervenants extérieurs semble avantageux en ce qu'il permet d'assurer un contrôle plus neutre sur son organisation et son déroulement, et notamment sur le fait de considérer réellement et de manière équitable l'ensemble des personnes concernées par la problématique³¹⁹.

La prise en compte de tous ces points de vue par les acteurs locaux est cependant restée très limitée, voire nulle parfois. Mais les projections ont tout de même permis à ces messages audiovisuels d'être plus ou moins écoutés et regardés, dans leur intégralité, par l'ensemble des acteurs concernés, assurant de cette façon une sorte d'espace de parole « sécurisé ». Ce dernier était y compris ouvert aux acteurs marginalisés, réduisant ainsi les stratégies d'évitement à ce stade précoce de la concertation. La réalisation des vidéos à la fois dans la langue officielle de l'administration et dans la langue locale (il est parfois difficile de savoir laquelle est un dialecte) semble tout simplement incontournable vis-à-vis de cet objectif. Et l'utilisation d'images d'appui pour illustrer les propos joue parfois un rôle tout aussi grand dans la bonne compréhension des messages.

Au-delà de cette écoute mutuelle, la prise en compte de la multitude des opinions par les décideurs locaux implique leur participation au projet vidéo, si possible directe (comme producteurs au sein du groupe de travail, ou comme spectateurs actifs des projections) et à défaut indirecte, et implique de leur adresser spécifiquement les résultats du processus. L'importance de la diffusion de ces résultats influence également leur prise en compte par les décideurs.

2.2.2 Régulation du poids des différents acteurs dans le processus

Nous avons assez clairement établi que l'accompagnement par la vidéo participative aidait à diminuer les « forçages » potentiels (cf. P1 Chapitre 3 § 2.2) lors de la concertation, essentiellement en permettant un débat public contradictoire autour du contenu du modèle (qui encore une fois joue le rôle de « prétexte » thématique), accessibles aux plus marginalisés ; en documentant de manière intelligible les argumentaires des uns et des autres (cette fois-ci la nature audiovisuelle de l'outil est essentielle) ; en augmentant la lisibilité des conflits d'intérêts ; et en permettant l'expression de propositions d'action dans une recherche d'alternatives au développement en cours. Alors que les générations successives des vidéos assurent par leur contenu la coexistence de différentes expertises et contre-expertises, ainsi qu'une certaine mémoire des échanges, la phase d'exploitation dans son ensemble (animation des réunions puis diffusion des résultats du processus) permet de favoriser leur reconnaissance par l'ensemble des acteurs. D'ailleurs la publication de ces résultats est facilitée par la reproductibilité du support et la massivité potentielle des projections. Mais ces avantages conférés par l'outil en lui-même, et par un certain mode

³¹⁹ Cette origine exogène des intervenants vidéo présente également un certain nombre d'inconvénients, développés dans le chapitre suivant.

d'utilisation de cet outil, permettent simplement de créer un contexte qui laisse moins prise aux forçages. Ils aident à réunir des conditions favorables à un processus plus démocratique qui n'en est pas pour autant auto-réalisateur : sa réussite ne sera vraiment effective que dans la mesure où les acteurs acceptent de prendre part au projet, veulent bien partager leurs représentations et dévoiler un peu de leur stratégie, participent aux réunions, etc.

Les considérations autour du nivelage des inégalités de pouvoir et du rééquilibrage du poids des acteurs sont du même ordre. En effet, l'utilisation participative de la vidéo permet *potentiellement* aux acteurs les plus déconsidérés de mieux comprendre la problématique (oralité du message ; langue locale ; images d'appui), de mieux s'exprimer (entre autres car le montage peut rendre les discours plus efficaces) et de mieux investir les espaces de parole - notamment grâce aux interviews -, par rapport aux concertations coutumières sans appui vidéo, si tant est qu'elles existent. Une partie de la réalisation de cet objectif dépend de la démarche, indépendamment de l'outil : il s'agit de l'égalité des conditions d'accès à la réalisation du modèle³²⁰ puis à sa discussion et son évaluation collectives (nivellement des inégalités de statut et de capacité de diffusion de son point de vue). Mais encore une fois l'intelligibilité du message audiovisuel permet aux illettrés une implication toute nouvelle qui va dans le sens d'une capacité plus égalitaire de participation, au diagnostic initial en particulier et à la concertation en général. Cette participation leur permet également d'avoir accès à de nouvelles données sur la situation : les asymétries de pouvoir relatives à la maîtrise des informations - notamment sur les lois et les règles de fonctionnement des organisations, mais aussi sur les projets en cours de conception - sont celles qui semblent les plus réduites à l'issue du processus.

Finalement, il est clair que le projet de Vidéo Participative peut bousculer différents déséquilibres. Mais par delà le souhait que tous les acteurs disposent des mêmes moyens et malgré les leviers que la vidéo permet d'actionner pour rapprocher la réalité de cette utopie, il reste un grand nombre de facteurs sur lesquels cet outil n'a que peu d'influence, comme les individualités noyées dans les acteurs collectifs, le jeu réel des poids différenciés des partenaires qui se détermine souvent dans le non-dit, en coulisses, et reste empreint des positions sociales de chacun, ou encore la composition du groupe des décideurs (un processus très participatif peut très bien se conclure par une décision arbitraire, comme ce fut le cas au Mali avec l'assèchement du *fala*). Encore une fois l'utilisation d'un accompagnement vidéo n'est en rien suffisante pour débloquent à elle seule la parole des acteurs marginalisés : en témoignent le mutisme fréquent des femmes ou les risques de monopolisation des réunions par les leaders d'opinion.

2.2.3 L'ambivalence, et les possibles manœuvres des différents participants

Ce détournement possible du processus par certains acteurs locaux rappelle les nombreux risques et constats d'instrumentalisation de la démarche dans son ensemble, c'est-à-dire du contenu de la vidéo et des réflexions qui entourent sa création et son exploitation. Ainsi les leaders semblent fréquemment s'en servir comme support de propagande politique ; les commanditaires, scientifiques ou intervenants vidéo ne résistent que rarement à la tentation de promouvoir des activités futures, de sensibiliser à une meilleure gestion des ressources ou de vulgariser certaines pratiques jugées progressistes ; les plus indigents s'en servent pour attirer l'attention et solliciter toute aide possible ; parfois les institutions cherchent également à revaloriser leur image à travers le projet, en récupérant à leur compte l'aspect participatif par une collaboration intéressée. Mais la limite reste subtile entre manipulation et « simple » poursuite d'un objectif personnel, entre les colorations positive et négative que l'on peut donner à une stratégie particulière du point de vue de l'analyste : la manipulation reste inévitable et le fait de chaque acteur, il s'agit d'en

³²⁰ On peut justement recourir à un contrôle différentiel sur sa réalisation, selon les acteurs, pour contrebalancer le déséquilibre existant

être pleinement conscients et d'éviter qu'une volonté particulière ne s'impose brutalement aux autres. Car nous avons vu auparavant que ces motivations individuelles n'interféraient pas toutes nécessairement avec la démarche collective, et qu'on pouvait même considérer en un sens que l'existence de ces objectifs « égoïstes » était nécessaire à la participation de tous, le projet de VP profitant à son origine des tribunes qu'il offrait pour faire asseoir les acteurs à la table de concertation. Ainsi la dérive reste modérée si la vidéo se transforme en support des « discours » habituels des uns et des autres. Et les réunions peuvent justement servir à critiquer ces laïus récurrents, voire permettre de les dépasser si on les « épuise » dans les vidéos, forçant ainsi les acteurs à approfondir ou simplement à changer de registre lors des discussions. Néanmoins il nous semble que les individus qui cherchent sciemment à nuire aux autres ou à la démarche elle-même ainsi que les interventions les plus néfastes au dialogue doivent être contrôlés, de manière fine et professionnelle, par les producteurs de la vidéo lors de la construction du modèle et surtout par les animateurs lors de son exploitation. On mesure aisément la subjectivité de cette subtile évaluation et le risque de dérive d'un contrôle aussi arbitraire, qui ne peut s'appuyer que sur l'expérience et n'exister que doublé d'une éthique solide, d'autant plus si les intervenants extérieurs s'en chargent seuls... Ils se transforment dès lors en réels manipulateurs du processus. Mais on peut supposer que si leurs choix, par trop arbitraires, venaient à heurter injustement certains acteurs, ceux-ci le leur feraient nécessairement remarquer, que ce soit explicitement ou tout simplement en quittant le processus. Le co-pilotage (de la production des vidéos et de l'animation des projections) par un groupe de travail local revêt un intérêt nouveau dans cette perspective. Un critère de contrôle acceptable pourrait s'appuyer sur la volonté de recadrer les échanges autour des dimensions technique et pratique, en les privilégiant par rapport aux dimensions stratégique et institutionnelle, bien que ces différents aspects restent indissociables, surtout dans le domaine de la gestion sociale des ressources naturelles.

2.2.4 Aboutissements du processus de concertation

A ce point du raisonnement, il apparaît au regard des différentes caractéristiques structurelles qui déterminent la qualité d'un dispositif de concertation (participation des acteurs appropriés, expression et prise en compte de leurs points de vue, éventuel nivelage des inégalités) que l'accompagnement par vidéo participative peut être propice à améliorer le déroulement des processus de réflexion collective. Pourtant, au cours de nos trois expérimentations, l'accompagnement n'a produit que très peu de résultats concrets en termes de prises de décisions, ce qui peut paraître décevant au regard du potentiel des dispositifs mis en place, tout du moins en première approche.

La principale avancée collective a systématiquement eu lieu au niveau de la nature et de l'intensité des échanges inter-acteurs. Y compris en Bolivie où le contexte sulfureux a pris le pas sur le projet, la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo ont nettement fait progresser le partage des connaissances. La diffusion d'informations, l'échange d'expériences et l'expression des points de vue ont toujours concouru à une clarification de la problématique (certains acquièrent une vision plus systémique) et consécutivement des relations entre acteurs (meilleure lisibilité des logiques, des régimes de justification). Et même lorsque le processus ne produit pas de nouvelles connaissances au sens strict, le recensement et l'agencement des éléments clefs, puis leur mise en forme vidéo, peuvent permettre une large adhésion des acteurs locaux à une certaine représentation de la problématique territoriale. La création de ce référentiel commun est une base précieuse, si ce n'est obligatoire, pour la prise de décisions concertées. Mais son exploitation nécessite du temps.

Car sur le court terme, les périodes de concertation que nous avons accompagnées ne se sont jamais concrétisées par des décisions d'actions concrètes. Il paraît évident avec le recul que les quelques réunions de projection-débat n'allaient pas produire aussi simplement

et rapidement des modifications des règles locales de gestion des ressources naturelles, ni permettre la résolution de difficultés existant depuis très longtemps. D'autant plus que ces réunions semblaient clôturer un exercice ponctuel dont la suite restait souvent inconnue : la modélisation était malheureusement considérée à tort comme un aboutissement et non pas comme un point de départ pour lancer une nouvelle dynamique collective. Nous avons nous-mêmes exagérément orienté les projections vers des exercices de validation - correction des séquences, accordant dès lors à ces construits trop d'importance au détriment du processus collectif. La phase d'exploitation des produits vidéo aurait mérité d'être conduite avec autant d'application et d'énergie que celles que nous avons employées à les réaliser. Si l'émergence de propositions d'actions est bien le but final de tout diagnostic, le groupe doit s'engager avec patience sur le chemin concret de cette recherche d'alternatives qui ne peut bénéficier d'aucun automatisme. Et sur ce point plus précis, nous aurions dû accorder davantage d'importance à l'animation des réunions, pour aider le groupe à produire des avancées plus concrètes. D'autant plus que sur nos trois terrains la concertation était loin d'être la manière habituelle d'aborder une prise de décision. Or face à un engagement de principe quasiment systématique de la part des acteurs, sorte de profession de foi autour de l'intention de travailler ensemble et pour le bien de tous, et compte tenu de la brièveté de l'intervention, il est essentiel de concrétiser cette volonté sous forme d'une feuille de route, ou tout au moins d'un calendrier.

Cette fonction d'animation du dialogue relève de compétences spécifiques³²¹ qui visent à augmenter l'efficacité de la discussion, exploiter les idées dans leur diversité, rendre visible la façon dont celles-ci peuvent concourir au traitement de la problématique, encourager la poursuite des efforts, et parfois créer des obligations et faire respecter des engagements. Nous l'avons vu, la vidéo peut offrir une aide précieuse à la tâche (difficile) de mise en évidence des différentes façons de voir des acteurs, condition de leur reconnaissance dans le groupe, et à la construction d'un accord initial sur les problèmes à traiter. Mais c'est ensuite à la personne qui s'assied au présidium de distribuer la parole, de faire parfois la police, de relever les choses pertinentes et de les fixer au lieu de les laisser passer, de bousculer subtilement les acteurs qui campent sur leurs positions, de demander des éclaircissements sur les points qui peuvent se révéler flous, et de s'acquitter si besoin est de la fonction, ô combien délicate, de médiation. Loin du virtuel des séquences audiovisuelles, ces compétences humaines permettent les interactions entre les membres du public et la canalisation des émotions et des efforts vers l'objectif collectif. C'est un travail d'anticipation des réactions des uns et des autres, de lecture des silences et des réactions non verbales, qui en plus d'une grande sagacité nécessite une connaissance fine des codes et des *habitus* locaux, et donc un animateur d'origine locale. Une fonction hors de portée des intervenants vidéo extérieurs que nous étions, bien qu'une co-animation avec le groupe des producteurs apparaisse avec le recul comme une option pertinente.

Finalement, alors que les performances concrètes des différents systèmes de gestion considérés n'ont en aucun cas été améliorées du fait des processus mis en place, les concertations n'ont peut-être pas été aussi infécondes que nous le pensions. Il semble surtout que nous ayons sous-estimé les phases d'exploitation des produits vidéo, puis les relais entre nos projets éphémères et la suite du processus - continu - de développement local.

³²¹ Voir notamment J.P. Darré, *Du sens aux actes*, 1993

2.3 Le prolongement des projets de vidéo participative et la durabilité du processus de concertation

L'impact à court terme de nos projets de vidéo participative est donc resté très limité malgré le rapprochement opéré entre les acteurs et les efforts collectifs consentis. Cependant en Equateur des liens plus durables se sont tissés entre le projet FLOAGRI, Kallari, le MAE et certaines communautés, et la route vers Puni Bocana fut finalement ouverte après des années de conflit, en partie grâce à la dynamique établie au sein du groupe de travail. Mais nous avons vu qu'il avait été difficile d'étendre cette dynamique au-delà de cette frontière. Pourtant la vidéo s'est avérée dans d'autres situations (nous le verrons également dans le prochain chapitre) être un outil privilégié pour rallonger le réseau des participants à la réflexion, en diffusant les produits intermédiaires vers d'autres acteurs ou d'autres lieux de façon à les inclure dans le processus, mais aussi par le biais de l'enthousiasme des participants directs (ce qui a sans aucun doute manqué en Equateur, et fut au contraire important au Mali où les participants ont largement fait fonctionner le bouche-à-oreille). Une fois de plus on distingue un fort potentiel de prolongement du processus, dans le temps et vers d'autres acteurs, mais il semble nécessaire de prévoir et de planifier cette propagation qui a de grandes chances de rester limitée si on ne l'encourage pas consciemment et fortement. Car toute participative que fut leur élaboration, sans cet effort de planification la vie des produits vidéo reste souvent peu intense après le départ des intervenants. Un plan de communication mettant à contribution certains participants directs pourrait être intéressant.

Localement, l'analyse des conditions de maintien de la dynamique collective conduit aux mêmes conclusions. Le projet de vidéo participative devrait s'insérer dans une démarche de développement planifiée à plus long terme (amont et aval) car l'embryon de collaboration multi-acteurs n'est souvent pas capable de se développer seul ni même de s'auto-entretenir (à cause du manque de volonté de certains et de moyens des autres). Or la concertation ne prend tout son sens que si elle devient une véritable pratique sociale et politique, et ne se contente pas d'être un artifice ponctuel servant à habiller des projets et demeurant sans suite. La phase d'exploitation des vidéos aurait donc du être nettement plus longue dans nos expérimentations et servir à solidifier les acquis et développer localement l'habitude de se réunir, voire permettre d'esquisser plus nettement des pistes concrètes de changement. Quoi qu'il en soit, si un groupe moteur ne se constitue pas pour prolonger les activités communes, le plus probable reste l'arrêt plus ou moins brutal de la dynamique une fois les intervenants vidéo partis. Donc si personne ne reprend spontanément le processus à son compte, les pilotes du projet devraient accorder une importance toute particulière à l'identification d'une institution capable de jouer ce rôle ou à la formalisation d'un espace durable de discussion, intelligemment articulé avec les modes d'interactions locaux « habituels », qu'ils soient institués ou pas. Et cette préoccupation est indéniablement à considérer dès l'avant-projet, et s'avère vraie pour tout projet, avec ou sans concertation. Elle s'assimile également à un devoir moral, puisque compte tenu du niveau d'investissement intellectuel et temporel de certains acteurs (et des intervenants), de l'investissement financier des bailleurs, ou encore des attentes suscitées par le projet chez les « petites gens », tous les efforts devraient être consentis pour produire des résultats durables. Faute de quoi les quelques mois de vidéo participative illustreront l'expression équatorienne « *usar un palo grande para matar a una mosca* » : utiliser un gros bâton pour tuer une mouche. Et la débauche de moyens peut créer des tensions, voire des frustrations, si le souci de prendre des décisions communes tombe dans l'oubli.

2.4 Quelle utilisation de la vidéo participative pour quel temps de la concertation ?

Considérons les phases de la concertation définies par J.E. Beuret et exposées en première partie : rapprochement des acteurs et élaboration du réseau, interconnaissance et dialogue, construction d'un accord. Considérons par ailleurs deux temps dans la démarche de vidéo participative, que nous appellerons production et exploitation des vidéos, la production allant du tout début du projet à l'obtention d'une première version des vidéos projetée en réunion multi-acteurs (quel que soit le nombre de vidéos intermédiaires préalables), et l'exploitation commençant par la première projection et incluant les suivantes et les générations successives de vidéo qui vont avec³²². Ce processus de production – exploitation touche à sa fin lorsque le groupe des producteurs revient au point zéro (définition de nouveaux objectifs, d'un nouveau sujet vidéo, tournage, etc.). Il semble se dessiner à l'issue de nos travaux une adéquation entre certains temps de la concertation et les phases de ce processus de production – exploitation.

Tout d'abord l'identification d'un ensemble pertinent d'individus pour remplir les fonctions de producteurs, d'acteurs et plus tard de spectateurs des vidéos, repose sur la même analyse du système d'acteurs que celle qui sert à choisir les participants à la concertation en général, indépendamment de l'outil d'animation utilisé. Il en va de même pour l'étude préalable de la situation locale. La préparation de l'intervention vidéo est donc totalement en accord avec celle de la concertation sur ces points.

En ce qui concerne le rapprochement des acteurs et l'élaboration du réseau, on peut distinguer grossièrement deux cas de figure : la méthodologie choisie peut permettre ou pas une concertation autour de la conception des premières séquences, en fonction des modalités de participation.

Dans un cas la production vidéo s'appuie sur un groupe de travail pertinent vis-à-vis du système de gestion intentionnelle local. Ce groupe sera alors le noyau dur de la concertation à venir : le rapprochement des acteurs se fait en son sein ; l'architecture fondamentale du réseau en devenir s'y dessine ; l'interconnaissance et le dialogue s'engagent dans ce modèle réduit de la future concertation, où le contenu des vidéos est prétexte à discuter de la problématique locale. Tout l'enjeu résidera alors dans l'augmentation de ce groupe à l'occasion de la phase d'exploitation. Il s'agira de développer une méthodologie qui permette de s'appuyer sur ces collaborateurs privilégiés et les produits vidéo pour accélérer et faciliter les phases d'interconnaissance et de dialogue du réseau élargi. Les membres du groupe de travail sont dès lors des personnes clefs et ceci doit entrer en considération dans leur désignation.

Le cas de figure opposé est celui où les intervenants vidéo collaborent individuellement avec les différents acteurs locaux (le groupe de travail est alors distribué, parfois quasi inexistant) et dirigent donc assez fortement la production des premières versions des vidéos. L'élaboration du réseau se fait alors progressivement et virtuellement autour des intervenants, sans réelle interconnaissance des participants. C'est lors de la phase d'exploitation qu'ils se réuniront réellement pour la première fois, et donc que le réseau se matérialisera et que pourront véritablement débiter l'interconnaissance et le dialogue. Les vidéos d'animation servent encore une fois à faire le lien entre ces acteurs et à faciliter le fonctionnement du collectif dans ces premières phases.

³²² Cette division simplifiée en 2 phases ne reprend pas toutes les étapes de la séquence établie en partie 1, à savoir : décision et planification du projet vidéo ; conception et réalisation de l'outil vidéo ; validation et diffusion de l'outil vidéo ; post-production et après-projet ; évaluation. Ni les moments précis au sein de ces étapes, dont l'analyse fera l'objet de la section suivante. La production est ici vue comme une période du projet vidéo, et non comme une fonction.

Cette description peut donner l'impression que le deuxième cas voit le début du processus de concertation retardé, mais il faut garder en tête que la production avec un groupe de travail est lente, car plus laborieuse, et difficile à mettre en œuvre si les groupes d'acteurs concernés sont trop nombreux et très hétérogènes. Elle peut néanmoins engendrer une base solide en termes de lien social et de représentation collective, car même si l'essentiel du dialogue multi-acteurs est sensé avoir lieu lors de l'exploitation des vidéos, les discussions conduites au sein du groupe restreint sont très riches et véhiculées ensuite par les séquences qui en sont issues ainsi que par ses membres.

Cette division en deux modes de production bien distincts est évidemment théorique et de nombreux intermédiaires sont possibles.

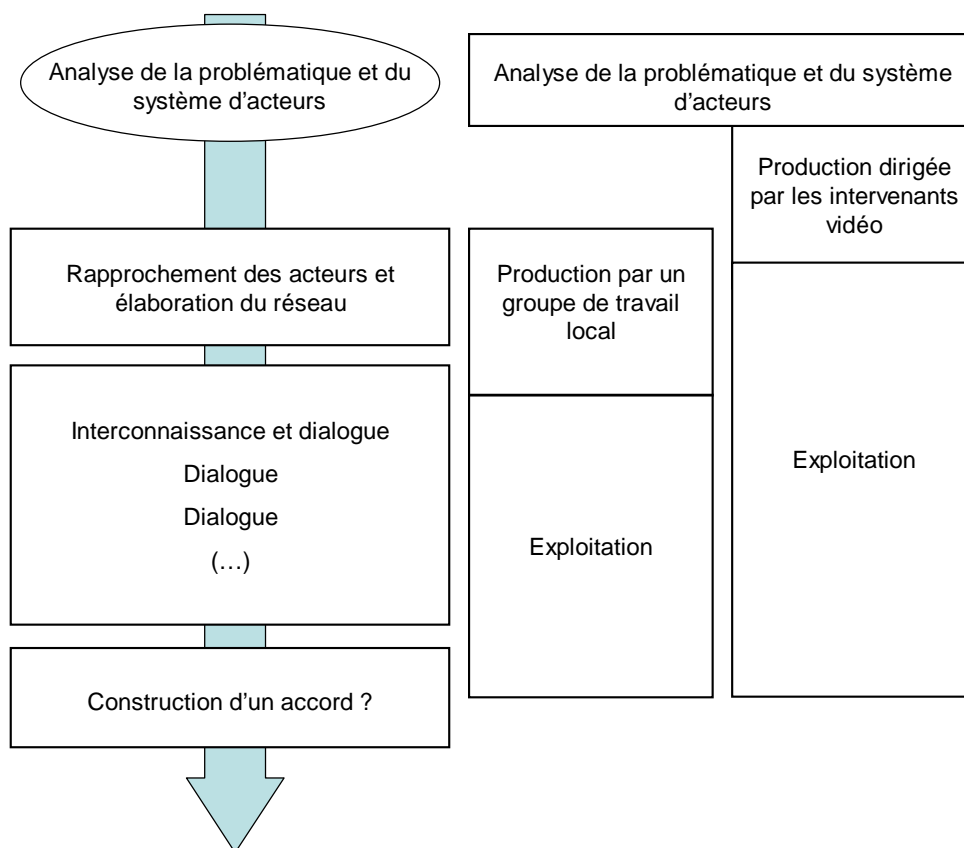


Figure 28 : Correspondances entre les temps de la concertation et les étapes de production des vidéos

Lors de ces phases successives, la concertation bénéficie des différents avantages que nous avons attribués à l'outil vidéo et son utilisation participative pour structurer les espaces de discussion.

Plus en aval, l'objectif de prise de décision collective n'est pas spécialement facilité et ne correspond pas *a priori* à un temps précis du processus vidéo. Si la phase d'exploitation est courte, comme ce fut systématiquement notre cas, ces prises de décisions peuvent n'avoir lieu que bien après le départ des intervenants, si tant est que la dynamique soit prolongée. Elles peuvent aussi ne jamais avoir lieu et ne doivent pas nécessairement constituer un objectif en soi, malgré le souhait que la concertation produise des résultats

concrets, au risque de le rechercher à tout prix et notamment au détriment de processus collectif. Car il est évident que l'identification de difficultés dans la gestion territoriale suscite des attentes en termes de changements, même s'ils ne peuvent se décréter. Mais quoi qu'il en soit, alors que la vidéo peut aider à créer et stimuler une réflexion participative, elle ne présente pas de caractéristiques propres pouvant réellement faciliter la *prise* de décision : elle n'est pas prospective, ne permet pas une analyse comparative de scénarii, ne présente aucune forme d'interactivité immédiate (de « réactivité ») avec ce qui se dit dans la salle, et encore moins de fonction d'arbitrage. Dès lors les projections ne peuvent conduire à des prises de décisions que si le moment est venu, qu'elles sont correctement animées dans l'objectif de récolter puis de soumettre des propositions d'action (ce qui suppose que le format de la vidéo soit en adéquation avec cette animation), et que ces résultats sont relayés vers les instances politiques *ad hoc*, si possible par la participation directe des décideurs au processus. Mais dans tous les cas ces évolutions prennent du temps et le changement social ne résulte que rarement de deux réunions de travail, d'autant plus que les acteurs et les sujets traités sont nombreux et vastes. La prise de décision est un phénomène continu qui reste en dernière instance indépendant de la caméra, malgré l'influence des séquences projetées sur les représentations et les logiques de chacun.

2.5 La vidéo se révèle être un très bon outil d'aide au diagnostic

Au-delà du potentiel d'accompagnement d'un processus de concertation, la vidéo participative s'est révélée au cours de notre recherche être un excellent outil d'appui à l'élaboration et à la présentation de diagnostics, que nous avons fréquemment qualifiés de « modèles » jusqu'ici et qui vont servir de support pour la problématisation, de point de départ aux réflexions individuelles et collectives et d'outil d'animation des réunions. Ceci s'explique avant tout parce qu'elle permet un engagement fort des populations locales, et la transmission explicite et presque directe des points de vue exprimés lors des enquêtes sans trop souffrir des interprétations et concepts scientifiques souvent propres au porteur du diagnostic (le fameux « expert »). Nous avons certes évoqué la fréquente demande de hiérarchisation des besoins formulée localement, mais cette synthèse peut se faire avec les interviewés eux-mêmes, ou leurs représentants, ou simplement dans le respect des opinions exprimées et assortie d'une validation.

Car ensuite, nous l'avons répété, la restitution orale, visuelle et en langue locale permet un contrôle essentiel des populations sur le contenu final du diagnostic, loin des fantasmes et des déformations qui peuvent être couchées sur le papier à l'issue des « missions ». Sans généraliser ce travers et sans dévaloriser les expertises extérieures réclamées avec insistance, et heureusement parfois très pertinentes, le format vidéo peut permettre de montrer, en toute transparence, le point de vue depuis lequel sont présentées les données. Ces informations, peu ou pas anonymisées et visuellement contextualisées, restent alors ancrées dans le concret.

Pour conclure au sujet de l'hypothèse H2 de manière générale, nous retiendrons donc que la vidéo peut bel et bien jouer le rôle d'un outil d'aide à la structuration d'un processus cognitif collectif, accompagnateur efficace de la concertation, mais jusqu'à un certain stade seulement n'incluant pas la prise de décision en elle-même. Si le projet participatif crée des conditions favorables à d'éventuelles prises de décision et influence les interactions à leur origine, le phénomène décisionnel proprement dit reste contingent et conditionné par la disposition des acteurs locaux et des procédures d'accompagnement relativement indépendantes de l'outil vidéo.

Section 3 : le succès de l'intervention de VP n'est pas proportionnel au degré d'implication des acteurs locaux dans le processus vidéo

Cette section est consacrée à la mise à l'épreuve de l'hypothèse H3. Rappelons tout d'abord son énoncé : plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation – et notamment son appropriation et sa durabilité – est assurée. Pour discuter cette affirmation, nous souhaitons mettre en regard les fonctions liées au projet vidéo et leur répartition entre les acteurs sur chacun des terrains, avec les résultats qualitatifs des processus de concertation associés.

Nous ne traiterons pas ici des régimes d'engagement des acteurs dont la variabilité d'un terrain à l'autre est faible, la méthode de choix des participants restant la même (cf. 5.1.1), avec l'ouverture comme principe premier.

Rappelons que la nature de nos interventions a largement conditionné la répartition des fonctions au cours des trois expérimentations de terrain. En effet, le contexte des projets dans lesquels s'insèrent ces interventions implique à chaque fois un certain contrôle par les bailleurs de fonds, les commanditaires et les institutions coordinatrices, qui en dehors du financement de certaines phases sont nécessairement associés à des fonctions « amont » du projet vidéo (mandat, définition des objectifs, du déroulement, voire parfois des principales thématiques à aborder...). Ils conservent ainsi un regard sur les produits (il y a toujours un représentant du commanditaire parmi les collaborateurs privilégiés des intervenants vidéo), et s'associent parfois également à certaines fonctions « aval » (post-production, évaluation, etc.). Rappelons également que nos objectifs de recherche scientifique nous ont poussés à déterminer en grande partie par nous-mêmes les personnes avec qui nous souhaitions collaborer et de quelle manière, de sorte de faire varier nos approches sur les terrains dans le but de tester nos hypothèses. Enfin, l'absence de compétences audiovisuelles parmi les acteurs locaux et la multiplicité des micro-collaborations les impliquant nous ont contraints à prendre en charge les aspects techniques.

Les phases des concertations sont figurées dans les tramogrammes (cf. figures 13, 18 et 19). Les modalités détaillées de participation de tous les groupes, institutions ou personnes ayant pris part à nos projets sont exposées pour chaque terrain dans le tableau de répartition des différentes fonctions liées au projet vidéo (cf. tableau 9, annexes 20 et 12). Mais avant de nous pencher sur ces fonctions précises, nous allons nous intéresser plus grossièrement aux trois grandes catégories génériques de fonctions décrites en partie 1, à savoir les producteurs, acteurs et spectateurs des vidéos (cf. P1, chapitre 2, section 1).

3.1 Considérations préalables sur le sens de l'hypothèse H3 et la comparabilité des expériences

L'énoncé de l'hypothèse H3 suggère l'existence d'un lien entre les fonctions associées au projet de VP et la qualité du processus de concertation ainsi accompagné. Nous voulons soulever ici une interrogation qui influence notre manière de tester cette hypothèse : le succès de la démarche vidéo en elle-même apporte-t-il nécessairement un plus pour la qualité de la concertation ? Autrement dit, doit-on considérer une suite causale du type

« telle répartition des fonctions fait que le projet vidéo est un succès ce qui fait que la dynamique de concertation est de qualité », ou peut-on se passer du maillon central de la chaîne, à savoir le succès du projet vidéo ?

Comment définir l'échec d'un processus de vidéo participative tel que ceux que nous avons conduits ? Pour chacun de nos terrains, l'un de nos objectifs intermédiaires était de construire une représentation collective de la gestion des ressources naturelles. Un modèle vidéo dont le contenu thématique ne serait pas validé par les acteurs locaux serait donc une forme d'échec en ce sens. Nous avons pourtant vu que les imperfections et même les erreurs dans la modélisation pouvaient tout aussi bien permettre de faire surgir de l'information et d'entretenir des débats très révélateurs des représentations des uns et des autres : ce fut le cas en Equateur lorsque le groupe de travail cherchait à lister l'ensemble des idées caractérisant leur territoire, ou encore au Mali avec les échanges lors de la projection de Niono autour du rôle joué par les pêcheurs *bozos*, totalement occultés par les vidéos. Il nous semble néanmoins que si ces tâtonnements nourrissent positivement les exercices de construction des vidéos intermédiaires, il semble important d'aboutir dès les premiers temps de la phase d'exploitation à une version du modèle acceptable par le plus grand nombre, de manière à assurer une certaine crédibilité et une certaine légitimité au recours à l'outil d'animation vidéo. D'abord parce que c'est le principe même d'un outil d'accompagnement qui cherche à matérialiser un objet qui sera utilisable par la suite : la cartographie communautaire vise l'établissement d'une représentation du territoire reconnue par la population locale ; les systèmes multi-agents cherchent à établir une simulation fonctionnelle la plus réaliste possible ; etc. Ensuite, et c'est bien plus important, parce que l'acceptation du modèle (ou sa validation, qui va plus loin) constitue un grand pas en avant pour la concertation. En effet, quelqu'un qui admet la véracité et la pertinence du contenu des vidéos reconnaît la légitimité des autres acteurs qui y figurent - et de leurs logiques respectives - à faire partie du traitement de la problématique, et du même coup leur droit à participer aux échanges collectifs. Ainsi, même si l'échec momentané de l'établissement d'une représentation collective n'est pas dénué d'intérêt en ce qu'il met en évidence les points de blocage entre les acteurs et d'éventuelles informations mises à tort à l'écart, sa réussite favorise ensuite largement la qualité de la concertation. Encore une fois il ne s'agit pas de se focaliser sur l'harmonie et le consensus, mais sur la reconnaissance des différences et divergences qui préfigure la possibilité d'échanges constructifs. Par là-même la réussite du projet de vidéo participative peut induire effectivement une plus grande qualité de la concertation, sans certitude pour autant, comme nous l'avons souligné précédemment dans ce chapitre. Et nous partirons du principe qu'il existe une forme de proportionnalité dans ce lien : plus les acteurs locaux se reconnaissent dans le tableau qui est dressé de leurs réalités communes et se l'approprient, meilleure sera la discussion autour de cet objet, toutes choses égales par ailleurs (et notamment la qualité de l'animation).

Pour aller plus loin, le succès de la démarche vidéo et la « valeur » de la réflexion collective semblent même être intimement mêlés, voire ne faire qu'un, lors des premiers temps de la concertation : si les acteurs acceptent de se réunir pour discuter des thématiques des vidéos, ils sont déjà en train de se concerter. Nous l'avons évoqué à plusieurs reprises, les séquences audiovisuelles ne sont que le motif des réunions, un prétexte autour duquel se construisent les premières étapes de la concertation. D'ailleurs les critères d'évaluation de ces deux dynamiques sont les mêmes : la participation, la représentativité et la légitimité des acteurs, producteurs et spectateurs, le partage de la parole, le nivellement des inégalités de pouvoir, etc. La réussite du lancement du projet vidéo (jusqu'aux premières réunions multi-acteurs) déterminera donc très largement la qualité de la concertation à son origine. Nous chercherons donc une éventuelle corrélation entre l'intensité de la collaboration préalable et la prolifération des premières réunions.

En revanche, la question de la durabilité du processus collectif est plus complexe et plus dissociée. A moins évidemment que le projet vidéo ne perdure et continue de rassembler les acteurs, il se pose une question cruciale de transmission de la dynamique. Les acteurs locaux peuvent-ils s'approprier la volonté et le mouvement de collaboration indépendamment des exercices vidéo qui les ont fait naître ? S'ils s'approprient l'activité audiovisuelle en soi, restera-t-elle participative, et suffira-t-elle à assurer la dynamique de concertation ? Face à ces interrogations nous nous trouvons relativement désarmés. Car si au cours de nos expérimentations nous avons pu travailler en profondeur la construction des vidéos, les phases de diffusion et de valorisation ont toujours été trop courtes, soit à cause de la lenteur de la production, soit à cause de durées de mission particulièrement limitées. Les projets se sont donc tous arrêtés rapidement et relativement brutalement, limitant les concertations à des embryons parfois prometteurs mais sans doute trop jeunes pour susciter un intérêt suffisant, justifiant leur récupération spontanée de la part de certains acteurs locaux. Et au-delà de cet accompagnement trop court, nous n'avions pas assez planifié les passages de flambeau, les après-projets, que ce soit avec ou sans vidéo. Nos expérimentations sont donc très pauvres vis-à-vis de cette question de durabilité, malgré l'importance que nous lui avons donnée en la soulignant dans l'énoncé de l'hypothèse par rapport aux autres critères de « qualité », et nous essaierons d'enrichir nos conclusions sur ce point grâce à l'étude d'autres projets dans le chapitre suivant.

Nous pourrions malgré tout analyser certaines observations issues de l'étude des traces sur nos terrains, et voir si le degré et les modalités de partage des fonctions vidéo ont influencé la durabilité de la dynamique de concertation, qu'elle perdure avec ou sans vidéo.

Ceci étant dit, la mise en regard des projets bolivien, équatorien et malien devra se faire avec la plus grande prudence. Les concepts manipulés d'un terrain à l'autre sont certes identiques : des ressources naturelles limitées ; la gestion par un système d'acteurs fondé par ses relations, ses règles, ses tensions et ses régulations ; la mise en place d'une dynamique de concertation ; un outil d'accompagnement vidéo participatif ; etc. Cependant nos expériences ont eu lieu dans contextes très différenciés, sur des problématiques bien distinctes, avec des niveaux inégaux de conflits et d'asymétries de pouvoir, une culture du dialogue et un rapport à la concertation variables, et en utilisant des vidéos aux formats très différents (même si ce format est également conditionné en partie par les modalités de participation des acteurs aux différentes étapes de l'intervention). Leur mise en parallèle globale et directe relève donc du funambulisme et les conclusions pourraient se révéler peu scientifiques compte tenu de la multiplicité des paramètres qui entrent en ligne de compte. La triple comparaison des contextes, des protocoles et des résultats devra donc se faire en essayant d'isoler certains de ces paramètres, sans nier leur nombre, et parfois leur interdépendance. Les questions que nous nous sommes posées sont donc du type : quelles sont les caractéristiques importantes qui influencent la qualité de la concertation ? Quelle est la place du degré de réalisation conjointe dans ces caractéristiques ? Ce facteur de partage est-il aussi important d'un terrain à l'autre ? Qu'est-ce qui ne relève pas du tout du degré de co-réalisation ou de co-exploitation ? Etc.

Nous hiérarchiserons, lorsque cela aura un sens, les résultats des expérimentations.

3.2 Producteurs, acteurs et « *prodacteurs* »

Rappelons que dans le cadre de la réalisation d'une vidéo nous nous distinguons trois catégories suivantes :

- ✓ les **producteurs** : par abus de langage nous regroupons sous cette appellation à la fois les financeurs, les scénaristes, les réalisateurs, les techniciens, et toutes les personnes

qui participent à la *production* (au sens général logistique) et s'impliquent dans la conception de la vidéo.

- ✓ les **acteurs** : Il s'agit de tous les individus qui disposent d'un espace d'expression au sein des vidéos-produits, quels qu'ils soient. Les acteurs, par leur jeu, leurs interventions et leurs actions au sein du film définissent et matérialisent le sujet de la production audiovisuelle.
- ✓ les **spectateurs** : Ce sont les personnes qui assistent aux projections de la vidéo ou en obtiennent une copie personnelle pour pouvoir la visionner.

3.2.1 Comparaison de deux conceptions du groupe de travail

Nous avons qualifié de « groupe de travail » la réunion théorique des participants directs au projet. Ce groupe comprend nécessairement les intervenants vidéo. S'y ajoutent des personnes du « milieu » : des acteurs, des producteurs, et parfois des « *prodacteurs* » cumulant les deux casquettes.

Il est possible de définir une infinité de modalités de partage des fonctions vidéo, et des sous-fonctions associées. Sur la base de nos travaux de terrain, nous allons caractériser deux archétypes en comparant deux approches différentes de la nature du groupe de travail et des relations entre ses membres.

Nature et composition des groupes

En Bolivie et au Mali les collaborations autour de la vidéo étaient globalement du même type, bien que dans le premier cas le principe de groupe de travail n'était pas encore conceptualisé. Ces groupes correspondaient à la réunion virtuelle des différentes personnes ayant contribué à la réalisation de la vidéo, ils possédaient donc une structure distribuée entre plusieurs individus et éclatée géographiquement. Leurs « membres » étaient essentiellement des acteurs, qui n'ont contribué à la production que par leurs interviews individuelles et l'indication de quelques images d'appui à tourner, sans jamais se côtoyer. Les intervenants vidéos, faisant la navette entre les groupes, se mettaient à l'écoute des acteurs et réalisaient le tournage, puis assuraient toute la mise en commun, notamment le dérushage, la scénarisation, et le montage : ils sont dans ce cas les producteurs réels des vidéos, épaulés et contrôlés très ponctuellement par une fraction institutionnelle du groupe de travail (le Centro AGUA, le NEGOWAT ; l'Office du Niger, la cellule VISION). Dans ce cas la phase de réalisation se révèle donc peu participative, à la fois en termes de degré global de participation et de diversité des modalités proposées, très peu de fonctions de production étant réalisées de manière conjointe entre des acteurs contrastés. Seule la confrontation « finale » des vidéos, cruciale par ailleurs, peut être considérée comme telle. Le groupe se rassemble en effet pour la première fois (et malheureusement la seule sur nos terrains) lors de la première réunion multi-acteurs. La collaboration entre ses membres peut donc être considérée comme nulle pour ce qui est de la première version des vidéos.

Rappelons par ailleurs qu'en Bolivie l'ASIRITIC, au travers de son secrétaire général et de son vice-président, fut une collaboratrice directe et a réellement « travaillé » à l'élaboration de la vidéo : l'association représente donc le seul *prodacteur* de ces deux terrains.

A l'opposé, le groupe de travail équatorien était bien concret, représentant un ensemble situé et physiquement délimité. Il a été constitué pour assurer l'essentiel de la fonction de production de la vidéo participative. Le collectif a assuré le choix des thématiques à traiter, des personnes à interviewer et des principales questions à leur poser, ainsi que de certaines images d'appui. Il s'est avéré que certains de ses membres furent également

interviewés, et que ce choix presque « naturel » en cours de projet fut un plus par rapport à ce qui était prévu dans le protocole théorique établi au préalable (à savoir une dissociation claire entre membres du groupe de travail et personnes à interviewer). Par la suite, nous avons fait un premier tournage dont le groupe a participé au dérushage. Il a ensuite validé puis réorienté (très légèrement, nous en avons vu les raisons) le premier montage de la vidéo que nous avons réalisé. Le groupe de travail est donc dans ce cas essentiellement composé de *prodacteurs* et des intervenants vidéo dont l'influence, due à leur totale maîtrise technique tout au long du processus, est forte sur le reste des membres, nous l'avons analysé. Le degré de participation global lors de la conception vidéo est élevé, et le premier produit projeté en réunion multi-acteurs est déjà en lui-même un produit concerté.

Les participants, assimilés à un échantillon du système de gestion intentionnelle, ont déterminé eux-mêmes la composition du groupe et sa grande hétérogénéité, qui n'a jamais entravé la réalisation de la tâche dévolue à ses membres, au contraire. Leur relative assiduité et l'élargissement progressif et spontané du cercle au fil des sessions tendent à montrer la viabilité de cette implication directe dans la production.

Performances des deux types de groupe de travail

Les résultats du projet équatorien sont contrastés. Avant tout, le modèle vidéo a été accepté et validé par la quasi-totalité des personnes qui l'ont visionné et accepté en tant que diagnostic concerté. En revanche, l'appropriation et la durabilité de la dynamique de concertation furent quasiment nulles. Il n'y eu, certes, qu'une seule réunion multi-acteurs. Mais aucune institution (en dehors du directeur du Ministère de l'environnement) n'a désiré renouveler l'expérience, et la population n'en a pas clairement formulé la demande. Le groupe de travail est resté discret durant cette réunion (certains de ses membres ont bien participé aux débats, mais sans revendiquer la paternité des séquences vidéos ni leur mode d'élaboration), et il n'a en aucune façon cherché à transmettre sa dynamique aux autres spectateurs. De surcroît, les participants n'ont jamais été réunis de nouveau après notre départ, pas même par le projet FLOAGRI qui aurait pu prendre cette initiative dans le cadre du suivi de ses activités, bénéficiant ainsi du travail d'interconnaissance déjà effectué entre les membres. Cette périssabilité du groupe de travail et sa faible capacité de rallongement du réseau semblent d'un côté limiter son intérêt, et de l'autre encourager l'expérimentation future de collectifs formés sur la base de relations interpersonnelles préexistantes, entre individus quotidiennement impliqués dans des activités de gestion du territoire, qui seront nécessairement amenés à se côtoyer en dehors des réflexions internes et formelles.

Ces observations ne font pourtant que remettre en question l'idée d'un lien absolu et automatique entre un fort degré de collaboration pour l'élaboration des vidéos et la qualité de la dynamique de concertation. Car si le dépassement des frontières du groupe de travail s'est révélé très difficile, nous aurions également pu proposer une démarche qui les implique beaucoup plus dans l'exploitation du produit vidéo, ne leur donne pas ainsi l'impression que leur rôle est terminé, et leur permette finalement d'encourager d'autres personnes à participer à la réflexion. Par ailleurs, il faut souligner que les seuls résultats positifs et concrets du projet sont tous, sans exception, issus du groupe de travail. La volonté de collaboration entre le MAE et certains communautaires, l'introduction locale du FLOAGRI et son rapprochement avec un membre de la mairie, la reprise des échanges au sujet de la route traversant Jatun Sacha, toutes ces avancées sont nées des liens tissés progressivement au sein du groupe de travail. Et puisqu'en dehors de l'existence de ce groupe aucun autre facteur ne facilitait *a priori* ces changements, et que sur les autres terrains nous n'avons presque pas constaté de tels signes de rapprochements mutuels, l'étroite coordination pour la réalisation des vidéos est certainement en partie responsable de ces résultats, à l'instar du climat relativement détendu qui régnait entre les membres du groupe (malgré les critiques des pouvoirs publics et le conflit impliquant Sinchiruna Puni Bocana...).

La vidéo présentée en Equateur partage avec le modèle bolivien un certain format : celui d'un produit très construit dont la complexité thématique, le degré de scénarisation et le niveau d'élaboration visuelle engendrent la « fermeture » du message (cf. P1 Chapitre 3, § 4.2.1) et accentuent l'impression de diffuser un point de vue particulier et qui plus est, incomplet sur la situation. Nous avons vu que la validation d'un tel modèle était plus difficile, notamment car sa complexité, la profondeur et la multiplicité des messages qu'il porte compliquent l'adhésion des spectateurs, mais également parce que le point de vue dont nous parlions peut être mal perçu ou mal interprété. Nous avons vu en Bolivie un bel exemple de ces différences d'interprétation : l'épisode de mécontentement des irrigants face à la vidéo témoigne en effet de cette différence de perception, puisque nous souhaitions initialement mettre la mairie en porte-à-faux et qu'au contraire les paysans l'ont jugée privilégiée. Cette quasi « insurrection » n'était due qu'à quelques images de légumes montées sur un discours de 30 secondes autour de la production agricole. Cela montre également l'importance d'une juste appréciation par les intervenants vidéo des écarts de culture ou d'« instruction » audiovisuelle entre eux et les acteurs locaux, c'est-à-dire ce qui marque les uns et les autres dans une vidéo, leur manière de la lire et de l'interpréter.

Or, malgré la complexité de fédérer les opinions et de satisfaire le plus grand nombre avec des produits trop élaborés, le modèle équatorien – le plus abouti de tous – a fait pour sa part l'unanimité. Certes en Bolivie il faut tenir compte de l'intransigeance et du radicalisme de nombreux acteurs, qui n'ont pas facilité l'ouverture d'esprit générale. Néanmoins nous attribuons une part (impossible à estimer) de la validation équatorienne aux efforts combinés des membres du groupe de travail qui ont permis au « documentaire » de transmettre un point de vue déjà relativement consensuel sur la situation. Le groupe a donc servi de tampon, de micro-laboratoire de l'opinion publique. L'influence d'acteurs forts comme Kallari y a été réduite du fait du travail commun. Et, grâce à l'animation notamment, les discussions ont pu y dépasser de nombreuses différences (d'instruction, de valeurs, de pouvoir...) et ont donc permis le nivellement du poids des acteurs dans les décisions liées à la vidéo. La production conjointe s'est donc révélée efficace vis-à-vis de l'acceptation postérieure du contenu informatif (oral et visuel) et ainsi de la facilitation des premières étapes de la concertation.

Faire une vidéo fermée qui soit consensuelle constitue peut-être en soi une certaine réussite, mais le format reste malgré tout peu adapté à l'animation de débats. Cependant tout travail de réalisation collaborative n'a pas obligatoirement comme résultat une vidéo de ce format. Rappelons enfin que le travail de co-conception s'est révélé très lent et a abouti à une vidéo trop longue, ce que nous avons attribué à une entrée thématique trop large.

En effet au Mali, avec une entrée thématique restreinte (sur des sujets techniques précis, et en séparant les vidéos par module) et des montages plus bruts (donc forcément plus fidèles à la réalité des discours puisque prenant moins de risques figuratifs) nous sommes parvenus, relativement seuls, à faire des vidéos dans lesquelles les acteurs locaux se sont pour la plupart reconnus. Bien entendu la prétention du champ à traiter était moindre (nombre et diversité des sujets), et donc la superficialité aussi. Ce mode de travail plus individualiste et directif a par ailleurs permis une production très rapide et des formats beaucoup plus adaptés aux débats.

Ceci nous laisse penser qu'il n'est pas absolument nécessaire de travailler de manière collective et participative pour créer un bon point de départ à la concertation. Les débats lors des projections ont d'ailleurs été très riches, et des propositions de changement ont surgi du visionnage collectif des difficultés (sur la surveillance des travaux d'entretien, le désherbage, etc.). De ce point de vue le terrain malien s'est d'ailleurs révélé plus fructueux que les autres. Mais là aussi l'accompagnement s'est arrêté trop tôt et n'a pas permis de discuter réellement, en termes concrets de mise en place, les propositions formulées.

Quoi qu'il en soit notre travail individuel n'était pas parfait pour autant. Nous l'avons vu, les hauts cadres de l'Office du Niger ont été contrariés par des vidéos qu'ils ont jugées

trop négatives, et auraient voulu notamment que les zones les plus performantes du périmètre figurent dans le diagnostic. Sans remettre en cause la réalité des problèmes exposés en vidéo, ils auraient simplement souhaité que l'image globale inspire plus la réussite. Nous avons exposé les raisons de cette mentalité des cadres, en partie expliquée par la récente restructuration, la perte de pouvoir et de prérogatives de l'administration et un climat général baigné de rancunes.

Ainsi, alors que les paysans et employés de l'Office réclamaient vivement la poursuite de la dynamique, et que d'autres villages souhaitaient s'y joindre, la minorité des responsables a partiellement boudé la reprise en main des projections qu'ils étaient les seuls capables de conduire. L'appropriation et la durabilité de la concertation ont donc en partie souffert d'une mauvaise appréciation de notre part des susceptibilités locales, qui aurait peut-être été évitée avec un travail légèrement plus concerté, même si le recensement des problèmes était clairement notre mandat. Le directeur de l'Office reste néanmoins favorable à la réalisation d'un deuxième volet au diagnostic vidéo, qui viserait cette fois-ci l'identification des bonnes pratiques de gestion de l'eau en enquêtant auprès de la recherche agronomique et des villages modèles, ainsi qu'en utilisant la vidéo pour faire de l'échange d'expériences de paysan à paysan et pour animer des concertations.

Finalement, il existe très certainement un lien entre l'implication des acteurs locaux dans la construction du modèle vidéo et certains aspects de la qualité de la dynamique de concertation développée par la suite. Mais ce lien reste très subtil et d'autres facteurs (délimitation des contours du sujet à traiter, montage de l'après projet, propension à dialoguer, etc.) peuvent clairement jouer dans un sens contraire à cette relation.

Sur la base de nos expérimentations de terrain, une forte participation des acteurs locaux lors des premières phases de production des vidéos ne semble ni nécessaire ni suffisante pour assurer la qualité de la concertation.

3.2.2 Un membre du groupe de travail devient-il plus facilement une personne-clé de la concertation ?

Force est de constater que de nombreux collaborateurs directs à la production des vidéos se révèlent par la suite être des participants actifs à la dynamique de concertation, lors des réunions de projection et en dehors. Notre analyse des débats a montré que le nombre d'acteurs des vidéos qui prennent la parole en réunion est bien supérieur à leur proportion réelle dans la salle. Ceci met en avant le caractère incitatif, vis-à-vis de la participation aux échanges, du fait d'être interviewé dans la vidéo. Nous avons également exposé dans le cas malien l'impact du bouche-à-oreille rapide qui a suivi nos interviews dans les villages, puis les projections elles-mêmes.

Pourtant, s'il est indéniable que les acteurs présents aux projections y participent activement, on ne peut pas pour autant dire que la contribution à la réalisation de la vidéo par une interview représente systématiquement un enrôlement fort : en témoignent en Bolivie le maire, l'EPSA, certains paysans ou urbains qui ne sont jamais venus aux réunions de projection ; même chose en Equateur avec les personnes du conseil provincial et des travaux publics. Mais si le rôle d'acteur n'est pas suffisant pour assurer une participation forte à la concertation, celui de *prodacteur* semble être plus impliquant.

En Bolivie par exemple, l'ASIRITIC fut le seul groupe réellement impliqué dans le tournage et le montage des vidéos. Ils ont multiplié les initiatives et les propositions à l'égard des lieux de tournage et des personnes à interviewer. Le secrétaire général de l'association, qui fut pour nous un proche collaborateur lors de la réalisation, a spontanément endossé le rôle de médiateur lors de l'Assemblée Générale des membres. Et les personnes les plus investies dans la production se sont mieux imprégnées des enjeux et de l'esprit de la

démarche, et donc de l'effort de concertation, devenant ainsi de bons relais auprès des autres.

En Equateur les *prodacteurs*, beaucoup plus nombreux, se sont de plus en plus impliqués dans le projet vidéo au fur et à mesure de son déroulement. La plupart, pouvant visionner leurs « prestations » en interview au milieu d'images et d'autres entretiens, ont rapidement compris qu'ils pouvaient améliorer leur maîtrise de l'outil et de ses potentialités, et ont ainsi travaillé avec plus d'attention à l'élaboration du modèle. Progressivement certains ont même décidé de venir avec nous pour tourner certaines images d'appui et réaliser des interviews.

Mais encore une fois ce statut d'acteur ou de *prodacteur* ne semble ni nécessaire ni suffisant pour garantir l'implication d'une personne dans la concertation. Il n'est pas suffisant puisque nous avons observé le blocage du groupe de travail équatorien en réunion multi-acteurs : ses membres dispersés dans la salle n'ont pas été aussi actifs que dans l'intimité du groupe. Et il n'est pas totalement nécessaire puisque des personnes prenant la dynamique de concertation en cours au moment des réunions peuvent également être des participants motivés, à l'image des experts locaux au Mali.

Néanmoins la participation à l'élaboration de la vidéo reste un facteur qui favorise très fréquemment l'implication d'un individu dans la concertation.

3.2.3 Le partage des fonctions de production reste limité par des contraintes techniques

Nous l'avons souligné à plusieurs reprises, le transfert des responsabilités de production à un groupe de travail pourrait aller plus loin en confiant la caméra et/ou la table de montage aux acteurs locaux. Cette formule possède *a priori* trois intérêts théoriques : faciliter un processus d'autoreprésentation encore plus complet et plus autonome de sorte d'obtenir un modèle moins influencé par les choix effectués par les techniciens vidéo lors du tournage ou du montage ; renforcer l'estime de soi de chacune des personnes acquérant ces nouvelles compétences ; ouvrir des portes à la poursuite de la dynamique de concertation ou à d'autres initiatives de communication après le retrait du projet porteur.

La réalité du terrain restreint cependant souvent cette possibilité. Dans un processus multi-acteurs tel qu'un travail d'accompagnement d'une concertation, il est difficile d'imaginer un maniement collectif de la caméra ou de la table de montage, comme cela peut se faire lorsque la vidéo ne porte le message que d'un seul groupe d'intérêt. En effet, même sans partage des fonctions techniques mais simplement pour les faire discuter, il est déjà très difficile en termes de logistique et d'organisation de mobiliser des acteurs nombreux, variés, éparpillés, et parfois en conflit. On pourrait certes imaginer faire tourner les responsabilités entre les groupes, en proposant que chacun se charge de la partie des vidéos sensée le représenter. Mais comme il ne s'agit aucunement de réduire le modèle à une simple juxtaposition de points de vue individuels (qui risquerait d'ailleurs de rendre visibles des inégalités de maîtrise technique), une telle réalisation impliquerait également de mettre sur pied de nombreuses séances de collaboration, par séquences et en fonction des acteurs concernés, en supposant qu'au préalable le collectif ait déjà arrêté le scénario avec un certain niveau de détails. Et au-delà des sessions de formation et d'encadrement qui risqueraient de se multiplier, le partage de la réalisation technique entre plus d'une dizaine de personnes laisse craindre un alourdissement conséquent de la phase de production, risquant de démobiliser certains acteurs.

Il semble clair que dans un processus multi-acteurs il est particulièrement difficile de laisser la caméra aux mains des acteurs locaux, et pire encore la table de montage dont la maîtrise est nettement plus complexe. Et l'habileté technologique est d'autant plus difficile à transmettre que les acteurs sont nombreux. Pourtant nous avons vu que l'absence de bagage audiovisuel pouvait empêcher les personnes participant à la production de faire des choix en

bonne intelligence, c'est-à-dire en tenant compte des différentes étapes nécessaires à la réalisation des produits vidéo. Cette mauvaise lisibilité des contraintes techniques peut avoir des conséquences négatives sur les vidéos finales (format inopportun, résultat plus pauvre en informations, etc.), et donc indirectement sur la qualité de la concertation pour laquelle elles seront exploitées. Cet état de fait nous a conduits à deux conclusions d'ordre pratique : premièrement, si la qualité de l'expertise des acteurs locaux sur les problématiques locales est indéniable, il nous semble important que les intervenants vidéo parviennent à assumer pleinement leur rôle d'experts en vidéo. Ceci pourrait impliquer d'imposer certains choix parmi les plus déterminants de la qualité de l'outil d'animation. Deuxièmement, il apparaît essentiel de démystifier la magie de l'enregistrement des images et des sons, et de rendre intelligible le concept du montage – cette boîte noire – au moins auprès des personnes qui partageront les prises de décisions relatives à la production. A cet effet, une séance de formation initiale brève et interactive pourrait se révéler décisive pour la suite du projet. Nous avons déjà évoqué ce qu'une séance de ce type contiendrait : il pourrait s'agir d'interviewer quelques personnes et de filmer quelques images avec le groupe, directement là où se tient la réunion, dans la « rue » et sur un sujet quelconque, puis de transformer 30 minutes de *rushes* en 5 minutes de vidéo construite (avec voix-off, musique, plans d'appuis, etc.), afin de rendre la réalisation et ses contraintes plus transparentes.

Ainsi, la maîtrise totale des aspects techniques par les acteurs locaux, loin d'être obligatoire dans les démarches de vidéo participative, peut même être perçue comme contre-productive dans un projet de concertation. En effet, si l'on veut mettre en place une méthodologie réalistement efficace, certaines considérations pratiques et pragmatiques restreignent les modalités possibles de participation. Dans un contexte multi-acteurs la responsabilité technique semble donc gagner à rester aux mains d'intervenants vidéo spécifiques, qui exploitent leur savoir-faire dans ce domaine sans en faire une pratique obscure pour autant. Pour caricaturer un peu, entre la pratique et le décisionnel, mieux vaut confier le décisionnel à des acteurs locaux éclairés techniquement. Et pour restreindre les problèmes de subjectivité du cadrage ou du montage, il est possible de chercher à conserver une certaine élémentarité dans la réalisation (un aspect « brut »), et de faire participer autant que possible les interviewés et la population aux choix de tournage (choix d'images, d'angles de prise de vue, etc.).

Si finalement le projet est en mesure de confier du matériel localement, la transmission technologique peut être tout à fait intéressante pour la durabilité du processus de concertation, ou la mise en place d'autres initiatives de communication pour le développement. Mais cette décision implique alors la mise en œuvre d'une formation plus poussée, l'assurance que l'entretien du matériel pourra être effectué localement, et suppose de prendre garde à la distribution de ce nouveau pouvoir au sein du système d'acteurs. Un tel choix est loin d'être anodin et correspond à un projet à part entière, ambitieux qui plus est.

3.3 D'autres fonctions pour assurer la qualité de concertation

3.3.1 De l'intérêt du « spectateur »

Pour ce qui est de la phase d'exploitation des produits vidéo, il est clair qu'en termes de concertation le partage de la fonction de spectateur est un prérequis. Les acteurs doivent être réunis à un certain moment pour le visionnage simultané des séquences afin de mettre en place un dialogue.

Au-delà de cette certitude, nos travaux nous ont permis de mettre en évidence l'avantage de faire cumuler à certaines personnes les fonctions d'acteur et de spectateur.

Nous distinguerons deux types de « *spectateurs* ».

D'une part les interviewés du film qui participent à son exploitation. Leur présence est essentielle pour qu'ils puissent expliciter leur vision résumée dans l'extrait d'interview, représenter publiquement leur groupe d'intérêt en assumant le rôle pris dans la vidéo, défendre ou remettre en question le contenu global, etc. Du reste la réalisation conjointe de l'activité de visionnage permet de solliciter toute une combinaison d'approches réflexives, que nous illustrerons par quelques citations des participants maliens : un travail d'autoscopie, où les *spectateurs* deviennent des analystes de leur propre réalité et prennent conscience d'une partie de leur savoir implicite (« *c'est comme dans un miroir où on était en train de se mirer* » dira un aiguadier) ; un exercice d'alloscopie croisée (ou collective), chacun étudiant son voisin à l'écran, ce qui facilite l'assimilation des autres formes de savoir (« *ce diagnostic est différent des diagnostics sans vidéo, du fait que tu vois et tu entends l'interlocuteur, et mieux, ça permet de faire une comparaison entre les milieux* ») ; enfin une forme de confrontation collective, qui participe de l'élaboration d'un cadre cognitif de référence commun³²³ (« *et tout le monde était présent, paysans, fonctionnaires et responsables de l'Office. Et chacun à son niveau a su en son for intérieur s'il faisait bien son travail ou pas, que ce soit au niveau de l'Office ou du paysan, cela a été confirmé au travers de ces vidéos, l'image le montre devant nous tous. Ce que je suis en train de dire sur toi tu sais si c'est vrai ou faux, tu es présent, on est tous présents.* »).

D'autre part, et nous l'avons vu surtout en Equateur, la concertation semble gagner à ce que la majorité des spectateurs qui ne sont pas interviewés ne soient pas cantonnée à un rôle passif, en étant simplement sollicitée pour réagir sur la pertinence du modèle présenté. Une fonction « productive » de visionnage devrait être mise en avant pour permettre au plus grand nombre une implication à la fois dans la recherche d'alternatives et dans la valorisation, après le départ du projet, de la réflexion collective conduite pendant son déroulement. Il s'agit notamment de leur offrir la possibilité de participer à la fonction de production (à travers par exemple la planification collective des diffusions à organiser) et de revenir concrètement sur le contenu des vidéos. Les débriefings maliens ont par exemple permis de mettre en évidence que l'ajout d'extraits des réunions de projection aux premières versions des vidéos, en plus d'enrichir le contenu informatif de celles-ci, conférerait aux spectateurs l'impression d'avoir pleinement participé au diagnostic, y compris semble-t-il à ceux dont les interventions n'étaient pas retenues.

Finalement, le cumul de la fonction de spectateur avec celles d'acteur et/ou de producteur, ainsi que le visionnage simultané des vidéos entre toutes ces personnes, permettent un enchevêtrement des rôles qui semble jouer en faveur de l'implication des participants dans la concertation, que cette participation soit effective ou ressentie. Un spectateur sera d'autant plus actif qu'il s'estimera concerné par le contenu et la vie du modèle vidéo, ce qui passe au moins en partie par une demande de mise à contribution de ses capacités d'expertise et par le fait de donner explicitement à chacun le droit à la parole.

3.3.2 Au delà des fonctions : les rôles des acteurs fortement impliqués dans le processus

Lors de l'analyse des réunions, nous avons également mis en évidence l'importance de l'endossement spontané et très temporaire par les spectateurs de rôles particuliers (médiateur qui calme les esprits ; accusateur qui ouvre des conflits ; expert qui tente de trancher sur certaines questions ; source de proposition ; etc.), qui influençaient fortement l'orientation et le déroulement des débats. Citons à titre de rappel le directeur du ministère de l'environnement de Tena, qui s'est approprié le processus vidéo, l'a influencé à sa manière et en a proposé des prolongements. Le fait que ces individus deviennent l'espace d'un

³²³ A ces sujets voir Mollo et Falzon, 2004.

moment des acteurs-clefs de la concertation a-t-il à voir avec la répartition des fonctions vidéo ou leur exécution conjointe ?

Approche théorique du concept

Le *rôle* est une notion théorique bien définie qui va au-delà des *fonctions* dont nous parlons : deux personnes ayant la même fonction peuvent s'en acquitter en jouant deux rôles bien distincts. Pour le psychologue Ralph H. Turner, c'est un « *ensemble complet de comportements et d'attitudes* » en relation à des droits, des devoirs et des attentes (R. H. Turner, 1990). L'attribution de rôles aux acteurs, du point de vue de l'analyste, ne doit pas relever de l'étiquetage social qui « stigmatise » (pour reprendre un terme cher à Goffman) les individus. Il ne s'agit pas non plus - malgré le vocabulaire utilisé - du modèle de l'acteur dramaturge, d'un individu qui se met en scène quotidiennement pour produire l'image du personnage qu'il veut donner à voir aux autres. Notre approche du rôle sera beaucoup plus proche des fondements interactionnistes, comme ceux de Mead que nous évoquions au début de cette thèse, le rôle caractérisant une action sociale qui prend forme dans une situation concrète plaçant l'individu au sein d'un groupe avec lequel il interagit. Le rôle peut donc exister en tant que donnée structurelle et normative, mais il se forme réellement et peut se modifier dans l'interaction. L'interdépendance des rôles fabrique les rôles eux-mêmes, qui sont perpétuellement construits et reconstruits³²⁴ (R. H. Turner, 1956). Les sciences cognitives ont par ailleurs établi que la manière dont l'acteur interprète son rôle dépend notamment de ses attentes personnelles (dont les changements qu'il veut provoquer chez son public) et de celles qu'il attribue aux autres à son égard. Le rôle est donc un croisement des positions sociales et des attentes vis-à-vis de son propre comportement et de celui des autres. (B. J. Biddle, 1986). Mais dans cette recherche et/ou cette anticipation des comportements des autres, la *prise de rôle* n'est pas nécessairement consciente ou réflexive (R. H. Turner, 1956). Et finalement l'individualisme méthodologique insiste sur le fait que les rôles ne sont pas aussi strictement définis que l'approche fonctionnaliste ou structuraliste ne le suppose. En effet, les normes peuvent être contradictoires et l'individu peut jouer plusieurs rôles sociaux. Nous avons d'ailleurs constaté qu'au cours d'un processus de concertation le rôle des individus évolue.

Les différents paradigmes esquissent donc différents concepts du rôle :

Paradigme Fonctionnaliste	Le rôle répond à des normes prédéfinies par une fonction donnée
Paradigme Structuraliste	Le rôle est une position sociale dans une structure donnée
Paradigme Interactionniste	Le rôle se construit dans l'interaction
Paradigme Cognitivist	Le rôle a une influence sur les attentes
Individualisme Méthodologique	Le rôle offre un large éventail de possibilités comportementales

(J. Calvo-Ryba, 2004)

³²⁴ « The dynamic reconstruction and role-making and the resolution of role conflicts are governed by three principles of functionality, representationality, and tenability. Roles are constantly modified for greater apparent effectiveness (functionality), limited by the understandings and misunderstandings of incumbents and legitimate role definers. Roles become vehicles for conveying certain images (representationality) and are framed and reframed in relation to what they are seen to represent. Roles are subject to continuous tension to supply a tenable balance of benefits to costs for role incumbents, limited by the power and resources of those incumbents. » (Turner, 2001)

Toutes ces composantes se justifient et leur croisement offre une vision riche et assez complète du rôle. Nous pouvons les analyser pour essayer de comprendre comment et pourquoi un acteur construit et prend en charge ses rôles successifs. L'attribution des fonctions liées à la vidéo induit-elle la naissance de certains rôles ? Peut-on identifier certaines « capacités » des acteurs à prendre ces rôles, et doit-on les intégrer dès le départ dans la réflexion sur l'attribution des fonctions ?

Mise en perspective de la théorie et de nos résultats de terrain

En Bolivie, nous avons bénéficié d'un acteur clef en la personne du secrétaire général d'ASIRITIC, qui a joué un rôle de médiateur très opportun lors de la projection devant l'Assemblée Générale des membres de l'association. Le président d'ASIRITIC a d'ailleurs joué un rôle similaire et est également venu participer à d'autres projections, tout comme le vice-président ou le directeur du système de Sayt'u Khocha qui pour sa part n'en a presque pas manqué une seule. Ces individus ont en commun d'être des « leaders » et d'assumer diverses responsabilités. Ils furent également des participants privilégiés de la conception de la vidéo, les seuls cumulant les trois fonctions de producteurs, d'acteurs et de spectateurs sur ce projet. Ils ont par ailleurs de fortes attentes quant au comportement des autorités locales conviées à la concertation. Le président du conseil municipal, qui invita la salle en fin de réunion multi-acteurs à prolonger la dynamique de dialogue, possède un profil similaire si ce n'est qu'il est simplement interviewé dans la vidéo et que son attente est uniquement que les autres acteurs l'apprécient.

En Equateur, le coordinateur général de Kallari qui s'est largement approprié le processus vidéo est également une personne occupant un poste à responsabilités, qui plus est reconnue socialement, impliquée dans le projet, et cherchant l'appui des autres institutions. Le directeur du Ministère de l'Environnement, qui fut la plus grande force de proposition (il a suggéré des ateliers avec les communautés, un spot télé sur la gestion du bois, un système de projection itinérant, etc.) possède lui aussi le même type de profil social « favorisé » et aspire à un changement de comportement des participants.

Au Mali enfin, les participants les plus actifs, les médiateurs, ceux qui proposèrent ou accusèrent ont tous une position sociale relativement élevée (N3 délégué général des exploitants, N4 représentant de comité paritaire, N13 chef service gestion de l'eau, N16 coordinateur des centres de prestation de services...), et ont assumé pour la plupart une fonction majeure dans le projet vidéo. En effet, N5 conseiller de chef de village, N11 chef service gestion de l'eau, N12 responsable de la promotion aux organisations paysannes, N15 représentant de comité paritaire et N19 président d'Association Villageoise et N22 chef de partiteur sont tous des interviewés qui s'expriment dans le modèle et sont également des leaders charismatiques ou administratifs. Et compte tenu de l'intense lutte à l'Office pour la reconnaissance mutuelle et les espaces de pouvoir, tous sont porteurs de nombreuses attentes.

Certains de ces « moteurs » n'ont endossé leur rôle et ne se sont dévoilés qu'une fois dans l'interaction (le président du conseil de Tiquipaya, le directeur du MAE de Tena...) ; la plupart ont su quitter ou mettre leur casquette d'acteur-clef en fonction des moments, restant silencieux et observateurs la plupart du temps (le secrétaire général d'ASIRITIC, le coordinateur de Kallari, etc.).

Le profil de ces personnes est donc toujours le même, et semble faire écho aux cinq paradigmes que nous venons d'exposer. La réunion effective de trois des critères (position sociale, fonction, attentes, interaction) mobilisés dans les divers paradigmes pourrait être nécessaire pour qu'un acteur prenne spontanément un rôle particulier dans le processus. Le déterminisme fonctionnaliste ne semble en effet que peu influant dans le cadre de nos projets : nous avons notamment fait en sorte au cours des trois interventions de ne pas uniquement attribuer des responsabilités vidéo à des leaders, afin que des paysans ou des

urbains lambdas soient également interviewés, impliqués dans les choix de production, pris en compte tout simplement. Mais cette attribution de fonctions ne leur a pratiquement jamais permis d'endosser des rôles-clefs dans la dynamique de concertation. S'ils ont pu exprimer leurs points de vue et partager leurs expertises personnelles grâce à la vidéo, les vrais animateurs du processus furent malgré tout des personnes déjà habituées à assumer localement un rôle de protagoniste de premier ordre. Et finalement ces réunions ont souvent tourné en de véritables combats des chefs. Sur les 24 personnes qui ont pris la parole à Niono, seules deux n'avaient pas réellement de statut social « supérieur », et par ailleurs l'une des deux était un acteur des vidéos. Lors de l'assemblée générale d'ASIRITIC, seuls des responsables ont parlé. Lors de la réunion multi-acteurs de Tiquipaya, en dehors des autorités locales, un unique paysan (interviewé lui aussi dans la vidéo) a pris la parole. Ce poids des leaders est subi mais s'explique parfaitement par leurs prédispositions à la prise de parole et d'initiatives (aisance et facilités en public, habitude des responsabilités et de représenter). En outre les autres participants attendent d'eux qu'ils se mettent en avant et tiennent ainsi activement leur statut de chef de file. Ces « personnages » locaux se doivent donc de jouer le jeu et deviennent parfois, cette fois-ci au-delà du rôle social, des comédiens forcés. Les réunions, comme celle des cadres de Ségo par exemple, deviennent alors de véritables cérémonies, à l'image de ce que pensait Goffman du monde entier (E. Goffman, 1959). Et les individus accomplissent des actes de représentations théâtrales devant un public, donnent une expression particulière d'eux-mêmes pour susciter une impression bien définie. De nombreuses techniques de représentation sont ainsi utilisées (dramatisation, mystification, idéalisation, représentations frauduleuses) pour « ne pas perdre la face » en jouant son ou ses rôle(s), ou « routines » lorsqu'ils deviennent habituels.

Finalement, si le partage initial des fonctions liées au projet vidéo est important, ce qu'en font les acteurs par la suite l'est tout autant. En fonction de leur légitimité, de leur posture et de leurs motivations, certains acteurs peuvent devenir les locomotives du processus de concertation. Et si la responsabilité d'une fonction vidéo (producteur ou acteur) confère aux individus un potentiel d'implication supérieur dans la dynamique globale, elle n'est pas une condition suffisante à la prise d'un rôle particulier pour un acteur donné. Il semble que le rôle effectivement joué tienne plus au profil personnel ou professionnel. Et nous l'avons vu, le « devoir d'être » peut aussi constituer une dérive susceptible d'handicaper le déroulement des réunions.

Il paraît donc d'autant plus important que la fonction d'expertise soit partagée avec des personnes qui n'ont pas un profil les destinant *a priori* à porter la dynamique collective, de sorte que les meneurs ne noyautent pas totalement le contenu du modèle et la dynamique qui l'entoure. Les institutions, les porteurs de projets et les décideurs politiques sont également incontournables pour favoriser le prolongement de la concertation, même s'ils regorgent de leaders.

Il semble enfin que l'on puisse anticiper ces régimes d'engagement différents en attribuant les rôles de manière raisonnée, bien qu'arbitraire, à des personnes ayant des positions sociales choisies et un certain intérêt au consensus.

Si les rôles endossés par des acteurs-clefs sont essentiels pour l'avancée du projet collectif, la réalisation conjointe des fonctions vidéos entre des chefs de file et d'autres personnes semble donc une condition favorisant la qualité de la concertation. Cette réunion nécessite évidemment des régulations pour conserver un certain équilibre permettant la viabilité de la collaboration ; les intervenants vidéo sont souvent les personnes les plus à même de s'en charger.

3.3.3 Les intervenants vidéo au cœur de la qualité de la concertation

En tant qu'intervenants vidéo, nos multiples rôles ont été majeurs tout au long des concertations, mettant sur pied la démarche globale, organisant les différentes phases officielles, choisissant les participants, assurant toutes les fonctions techniques de réalisation, et même l'évaluation finale de tout le processus. Et en Equateur, notre mise en retrait quant au contenu de la vidéo a fait l'objet de diverses critiques de la part d'acteurs intéressés par le fait de disposer également d'un avis extérieur. Et les populations locales ont toujours réclamé notre implication sur les différents terrains.

Si dans le cadre d'un travail avec un seul groupe d'acteurs, ou de la mise en place d'une communication de type bipolaire, l'intervenant peut vouloir se contenter de jouer le rôle de facilitateur, voire de technicien, son effacement semble en revanche plus délicat en situation de concertation avec plusieurs groupes. D'autant plus s'il s'agit d'une situation conflictuelle où se rencontrent des intérêts divergents (il sera de toute façon pris à partie), et parce qu'il se retrouve de fait responsable du bon déroulement de la mise en interaction qu'il a provoqué. L'intervenant est amené à prendre des décisions de manière parfois arbitraire, mais toujours guidé par ses objectifs stratégiques vis-à-vis de la concertation et sa compréhension du fonctionnement du système d'acteurs. Il oriente ainsi certains choix (avec ou sans groupe de travail formel) afin de réaliser un véritable construit vidéo (bien que cet aspect « construit » lui confère paradoxalement un côté assez « fermé » là où l'on recherche l'ouverture) mixant et agençant les différents points de vue afin d'explicitier les divergences et de mettre en avant les convergences. Il s'agit bien par ce construit, s'éloignant d'une simple juxtaposition des visions, de mettre en avant les bases d'un possible dialogue constructif et de proposer pour ce faire un outil pédagogique et didactique adapté aux exercices d'animation à venir.

Ainsi, indépendamment du degré de collaboration établi, le rôle de l'intervenant vidéo est primordial en ce qui concerne les choix influençant la qualité de la dynamique de concertation. Dans un processus qui se veut participatif, à lui de transiger entre les différents facteurs que nous avons passés en revue dans les pages précédentes pour déterminer les étapes qui devront être réalisées de manière conjointe avec les acteurs locaux et celles qui ne le pourront ou ne le devront pas, selon son appréciation de la situation. Car dans un contexte multi-acteurs donné le « tout participatif » peut vite devenir contre-productif, nous l'avons vu.

3.4 Les points clefs en termes de participation, susceptibles de guider l'attribution des différentes fonctions

Parmi les trois grandes fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur, il semble que celle de producteur soit tout à fait centrale pour ce qui est de l'influence potentielle sur la qualité de la concertation. Nous l'avons vu, elle paraît être de loin la plus enrôlante, c'est-à-dire celle qui favorise la plus grande implication de ses participants dans la dynamique de concertation, ce qui est d'autant plus vrai lorsqu'elle est cumulée avec d'autres fonctions. Elle regroupe par ailleurs de nombreuses tâches dont les modalités variées de prise en charge - par les intervenants vidéo et/ou les acteurs locaux - permettent une grande diversité d'approches méthodologiques. En d'autres termes, les nombreuses activités qui composent la « production » permettent de constituer des protocoles adaptés aux contextes locaux en jouant sur les participations des uns et des autres.

Pour sa part la fonction d'acteur, si elle est également très importante, n'assure pas systématiquement une grande implication dans les débats et n'offre pas non plus une

multitude de modes de collaboration différents. Elle est en outre presque obligatoirement attribuée aux acteurs locaux, et l'enjeu à ce niveau se situe essentiellement dans le choix des personnes interviewées (ce qui relève de fait de la fonction de production). La qualité de spectateur apparaît également comme secondaire en ce qu'elle intervient plus tard dans le processus, et qu'à l'instar de la charge d'acteur son traitement méthodologique n'offre que peu de marge de manœuvre. Nous avons néanmoins souligné à ce sujet l'importance de conférer un rôle actif aux spectateurs voire aux *spectateurs*, de responsabiliser le groupe de travail dans une partie de l'animation et de convier aux réunions des décideurs politiques. Malgré tout, la qualité de spectateur permet d'ouvrir la concertation à l'écoute et aux propos de n'importe quel acteur, et en ce sens elle est par nature enrôlante. Mais au regard de nos expérimentations, il semble qu'elle ne renforce pas le degré d'engagement dans la dynamique de concertation, au delà de la seule présence des individus (ce qui parfois est déjà beaucoup !).

Finalement, au sein d'une démarche de vidéo participative en appui à la concertation, nos travaux nous permettent d'identifier des étapes clefs de production qu'il faudrait confier aux acteurs locaux ou au moins soigneusement élaborer avec eux, ainsi que des travaux dont la réalisation conjointe peut faciliter la qualité de la concertation par la suite. Une judicieuse attribution des fonctions peut influencer largement le sentiment de « participation ressentie » des acteurs locaux, qui détermine en partie leur appropriation du processus vidéo et de la concertation, souvent bien plus que la « participation effective » - réelle - aux activités et aux choix méthodologiques. Il s'agit donc de trouver un savant dosage entre une forte participation effective de la population là où elle est essentielle (notamment sur le contenu informatif : définir leur situation avec leurs mots, leur propres attentes...) et une participation suffisante lors des autres étapes du projet de sorte que la participation ressentie globale assure une bonne appropriation du processus et de ses résultats.

Rappelons les différentes tâches identifiées en première partie et permettant de détailler les activités liées à la fonction de production des vidéos. Nous figurons en gras celles qui apparaissent comme étant essentielles en ce qui concerne la participation des acteurs locaux dans un objectif de qualité de la concertation :

1- Décision et planification du projet vidéo

Demande/proposition du projet : le mandat

Définition des objectifs, conception du déroulement

Choix de l'intervenant vidéo

Financement (phase par phase)

2- Conception et réalisation de l'outil vidéo

Choix du groupe de travail

Explicitation de la problématique

Scénarisation

Choix des interviewés³²⁵

Conduite des interviews

Choix des images

Tournage des images

Derushage

Montage (choix et réalisation)

Ecriture et enregistrement Voix-Off³²⁶

³²⁵ Notons que pour les interviewés comme pour les images un certain « effet de surprise » réservé pour la projection peut être ponctuellement intéressant.

³²⁶ La question de la VO reste en suspens, car nous n'avons jamais testé d'écriture collective et ne disposons donc pas d'éléments de réponse.

3- Validation et diffusion de l'outil vidéo

Validation du contenu de la (des) vidéo(s)

Choix du public

Animation des projections

4- Post-production et après-projet

Diffusion des copies

Suivi et valorisation

5- Evaluation

La question du mandat est centrale et pose dès le départ le sérieux problème de la demande. Il est en effet peu probable à l'heure actuelle qu'un groupe local suggère de lui-même d'employer la vidéo pour faire de l'animation au sein du système d'acteurs dans lequel il évolue. Il faut bien reconnaître que l'approche par la vidéo participative n'est qu'assez peu connue. La proposition du projet de concertation, qu'elle soit portée par une institution locale ou par des intervenants vidéo professionnels, se doit donc d'être tout à fait éthique en plus d'être claire quant aux implications qu'elle suppose de la part des acteurs, ce qui impose d'accepter les éventuelles réticences pouvant conduire à un refus. Cette préoccupation autour du mandat pourrait être perçue comme une lapalissade par ceux qui ne mesurent pas le poids parfois colossal de la « carrière » dans les choix et les actions de développement certains chercheurs et experts, y compris parmi ceux qui se revendiquent des « autres » développements (participatif, autocentré, autogéré, etc.). Nous avons nous-mêmes bien évidemment cherché à chaque fois la meilleure manière de proposer nos projets, convaincus de l'intérêt de la démarche et du besoin d'en convaincre d'autres personnes. Nous nous sommes ainsi vus en Equateur peser les mots pour introduire notre idée : « nous allons construire ensemble un modèle », « nous allons vous aider à construire... », « nous allons construire pour vous... », « vous allez nous aider à construire... », « vous allez construire pour vous... »...

C'est pourquoi, en l'absence d'une demande locale spontanée, la définition conjointe des objectifs du projet de vidéo participative et de son déroulement est d'autant plus fondamentale. Nous avons nous-mêmes parfois pu ressentir les hésitations et les préoccupations des participants face au flou régnant autour des étapes et des objectifs de nos interventions, pas toujours transparentes pour tout le monde (cf. expérimentation équatorienne). Et cette discussion préalable sur les déroulements de la démarche est d'autant plus nécessaire que les activités vidéo restent entourées d'un certain mystère technique. En outre, au-delà de la définition des objectifs qui ne peut jamais se faire avec tous les acteurs impliqués par la suite dans le projet, c'est un travail d'information permanent (sur les étapes déjà réalisées et celles encore à venir) qu'il nous a semblé nécessaire de réaliser, au fur et à mesure que de nouveaux acteurs effleuraient ou intégraient le processus.

Il nous semble ensuite qu'une réunion de cadrage avec un groupe de travail bien choisi soit réellement un plus pour la suite de la concertation. Ce groupe, nous en avons déjà débattu, peut se vouloir représentatif du système d'acteurs, devrait autant que possible privilégier la réunion de personnes déjà en interaction, et gagnerait à être plus ou moins confondu avec les personnes qui seront interviewées. Il y a donc une phase essentielle - en amont - de définition de profils cibles et de recherche des personnes correspondantes. Cette étape initiale doit également être guidée par une forte éthique et par une approche exhaustive et volontairement inclusive du système d'acteurs local. De notre point de vue les activités primordiales à réaliser avec le groupe de travail lors de la réunion de cadrage sont la validation de la composition du groupe par le groupe lui-même (il importe de permettre à ses membres d'inviter d'autres acteurs à les rejoindre s'ils en éprouvent le besoin),

l'explicitation de la problématique (le détail des sujets à traiter, alors que l'entrée thématique est déjà plus ou moins arrêtée), le choix des types d'images à filmer, et celui d'éventuelles personnes à interviewer qui ne feraient pas partie du groupe. Nous avons par ailleurs vu qu'un exercice de démystification de la technologie vidéo peut s'avérer très utile par la suite.

Ceci fait, dans le cas où les contraintes temporelles du projet³²⁷ commandent de fluidifier et accélérer la phase technique, les intervenants vidéo auraient-ils tout intérêt à prendre en main l'entière réalisation, en collaborant ponctuellement lors du tournage avec les acteurs. Cette collaboration pourrait porter sur deux aspects : partager en profondeur leurs logiques et leurs représentations pour éclairer les choix de dérushage et de montage, et leur laisser éventuellement tourner eux-mêmes quelques images. La présence de leurs prises de vue dans les séquences vidéo finales (en dehors de leurs interviews) serait un plus indéniable en termes de participation ressentie. Qui plus est, les assister à la caméra quelques minutes sur le lieu du tournage ne ralentit en rien le projet.

Une seconde réunion du groupe pourrait avoir pour objectif de corriger et/ou valider une première maquette proposée par les intervenants vidéo, qui auraient eux-mêmes scénarisé, dérushé et monté des séquences relativement brutes sur la base des accords de la première réunion. Cette soumission d'un modèle vidéo implique de jouer le jeu (et d'en avoir le temps si on est en mission), c'est-à-dire de revenir réellement sur les choix effectués en cas « d'erreur », même si ces corrections demandées peuvent nous apparaître superficielles, indéfendables, contre-productives, etc. Il importe de garder en mémoire qu'il faut soigner à tout prix le sentiment de contrôle des membres du groupe de travail sur le ou les produits vidéo et plus largement sur la démarche. Un passage en force se ferait au risque que les acteurs se désolidarisent totalement du produit final.

Lors de la phase d'exploitation des produits audiovisuels, il pourrait s'avérer judicieux vis-à-vis de l'implication de chacun dans la dynamique locale de concertation que le groupe de travail soit associé à l'animation des projections les plus importantes, en présentant par exemple collectivement le mode d'élaboration du modèle et en partageant le présidium avec l'animateur en charge des débats.

Enfin le suivi et la valorisation du projet sont évidemment fondamentaux puisqu'il ne s'agit plus là de participation mais bien de récupération de la dynamique de concertation, dont nous avons déjà longuement évoqué les conditions.

Ces modalités d'articulations entre acteurs locaux, et entre acteurs locaux et intervenants vidéo, ne sont pas une « recette ». Elles nous semblent simplement, au regard de nos propres expérimentations, mettre en exergue les points clefs de la démarche sur lesquels tout intervenant vidéo devra se pencher avec le plus grand soin pour conduire un projet de VP en tenant compte du respect de l'expertise des acteurs locaux, des contraintes d'ordre logistique dans un contexte multi-acteurs et de projet, et des préoccupations autour de la durabilité de la concertation. Ainsi, ces modalités de participation sont pensées dans un cadre général théorique, n'ayant pas prise sur la réalité, et ne devraient donc jamais être appliquées en tant que telles. L'emploi irréfléchi de méthodes standardisées au mépris des spécificités locales est un des travers contre lequel nous militons, et nous mettons donc clairement en garde le lecteur sur la manière de lire nos suggestions.

Comme dans de nombreux autres domaines, l'un des principaux défis des démarches de VP est de toujours remettre en cause les acquis, et de réinventer en permanence de nouvelles approches avec les acteurs locaux.

³²⁷ Dans l'hypothèse d'un programme appuyé en vidéo à plus long terme les possibilités de collaboration avec les acteurs et de démarche globale sont bien sûr radicalement différentes.

3.5 Conclusions sur l'hypothèse H3

Rappelons l'hypothèse H3 que nous considérons dans cette section : plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation – et notamment son appropriation et sa durabilité – est assurée.

Compte tenu des développements que nous avons conduits, nous ne pouvons pas valider cette hypothèse. Nous avons vu, entre autres, que la réalisation conjointe du projet vidéo entre acteurs locaux et intervenants n'était pas nécessaire à toutes les étapes, et pouvait même parfois se révéler contre-productive (format obtenu peu adapté à la concertation, immobilisme du processus du aux trop nombreuses collaborations, etc.). L'intervenant vidéo joue un rôle central et doit pouvoir quand il le faut (et là est bien toute la subtilité de sa tâche) imposer son habileté dans le domaine. Par ailleurs, nous avons vu que la réalisation conjointe des fonctions de production entre différentes personnes présente de fortes potentialités pour assurer la qualité de la concertation (groupe de travail situé), mais qu'il n'existe pas d'automatismes pour autant et que cette seule production collective n'assure pas nécessairement la récupération du processus par la suite.

D'un autre côté, le cumul des fonctions par certaines personnes (*prodacteur, spectacteur, producteur-acteur-spectateur*) favorise leur implication dans la concertation, et par là même sa qualité, même si la prise d'un rôle moteur par un participant dépasse cette simple attribution de fonctions.

Enfin nous avons vu que la mise en œuvre de coordinations à certains moments clefs du projet vidéo est néanmoins à même de favoriser une certaine qualité du processus de concertation. Mais il existe de nombreux autres facteurs, totalement indépendants, susceptibles de faire échouer la dynamique. Au-delà des modes d'articulation imaginables (l'attribution des prises de décisions à un groupe local avec un communicateur jouant le rôle de technicien éclairé ; la coréalisation ; la simple consultation du groupe de travail ou du milieu, etc.) il semble possible de valoriser l'expertise de chacun, en laissant par exemple les acteurs locaux définir le contenu du modèle et en faisant confiance à ceux qui possèdent la maîtrise technique pour le mettre en forme en respectant ces choix. En tant qu'intervenants rien ne nous empêche par ailleurs de décloisonner ces fonctions en partageant le savoir-faire vidéo avec les acteurs locaux ou en leur faisant part de notre vision de la situation.

Enfin, la dynamique de concertation en elle-même ou son prolongement ne sont pas nécessairement dépendants de l'outil. Des ateliers sans vidéo peuvent très bien et devraient sans doute être conduits autour des questions soulevées lors du projet vidéo, notamment pour s'assurer que la ou les vidéos ne soient pas perçues comme prioritaires dans la démarche : ce qui importe est bien le processus de concertation. Plus largement, la poursuite de la dynamique engagée est une question de volonté et de prise d'initiative locale.

Section 4 : réponse à la question de recherche et discussion de sa pertinence

4.1 Considérations préalables

Avant toute chose, nous souhaitons rappeler brièvement les principaux facteurs qui ont conditionné l'appréciation des trois hypothèses sous-jacentes à notre question de recherche. Nous avons en effet avancé en différents points de ce manuscrit des éléments d'analyse

critique de nos choix méthodologiques et des contraintes expérimentales qui ont incontestablement influencé les résultats. Ces principaux facteurs étaient les suivants :

- le choix des terrains : par delà les considérations scientifiques sur la pertinence des sites d'investigation, ce sont les opportunités de financement qui ont guidé le choix de nos terrains (cf. P1, chapitre 3, section 1). En outre, nous évoluions systématiquement dans un contexte de projet avec ses contraintes temporelles, ses attentes de résultats prédéfinis et l'influence des commanditaires, ce qui nous a souvent forcés à adapter nos prétentions de recherche aux nécessités de l'action et au cadre institutionnel. D'un autre côté ceci nous a permis d'ancrer pleinement nos réflexions dans des préoccupations concrètes, comme nous le souhaitions dès l'origine.
- le fait de n'avoir que trois terrains et la difficulté d'apporter des réponses de portée générale : la comparabilité des expériences et l'établissement de principes synoptiques sont limités par le nombre de répétitions. Par ailleurs il nous était impossible de les répéter sur un même terrain, celui-ci n'étant plus le même après un premier projet de VP. Cela nous a parfois amenés à réfléchir sur ce que l'on *aurait pu* faire, et à spéculer sur des résultats potentiels anticipés. Cependant, ces nombreux mois d'expérimentation (18 au total) constituent d'ores et déjà un sérieux apport à l'étude d'une pratique d'appui à la concertation qui reste encore largement « exploratoire ». Et les certitudes, que nous essayons de fuir quoi qu'il en soit, sont rendues encore plus inaccessibles par la multiplicité des facteurs qui entrent en jeu dans une expérience sociale de ce type. La diversité culturelle des terrains fut à ce titre d'une grande richesse, y compris pour tester l'opérationnalité des démarches dans des contextes variés (cf. P1, chapitre 3, § 1.4).
- l'influence de nos choix de démarches d'intervention sur les résultats obtenus : le principe d'accompagnement des dynamiques de concertation par des exercices de vidéo participative n'était pas du tout formalisé avant cette thèse, et, nous l'espérons, ne le sera pas par la suite. Nous devions donc concevoir et proposer une démarche *a priori*, avant de la soumettre à l'expérimentation. Son objectif ne pouvait décemment être que la recherche d'un processus de concertation « de qualité » au regard de nos critères d'évaluation. Son élaboration était donc ambiguë, puisque pensée dans le sens de la validation de nos hypothèses H1 et H2. Du reste notre objet d'étude a évolué : les facteurs d'échec identifiés au cours de chaque expérimentation ont servi à modifier certains aspects de la démarche d'accompagnement afin de l'améliorer, et ce indépendamment des variables testées (cf. cf. P1, chapitre 3, § 4.1). Ces contraintes liées à une recherche-action prospective nous ont forcés à faire preuve de prudence et de rigueur dans l'analyse des résultats.
- les méthodes de collecte des données : malgré l'éventail des modes d'évaluation que nous avons déployé (cf. P1, chapitre 3, § 4.3), une grande quantité de données pertinentes nous a sans aucun doute échappé sur le terrain : la vie et les avis des participants se développent en grande partie hors des espaces formels « contrôlés » par notre dispositif d'observation. Heureusement, une relative proximité avec certains acteurs, le bouche-à-oreille ainsi que différents canaux informels nous ont permis d'enrichir notre perception de ce qui se passait et se disait réellement. La pertinence de données uniquement qualitatives est par ailleurs dépendante de la disposition des acteurs locaux à donner leurs impressions réelles, et de la justesse des observations et des conclusions des analystes. La part d'interprétation personnelle dans cette analyse est potentiellement importante, même si nous avons essayé de trouver un juste milieu entre le procès d'intention et le linguisme naïf (cf. P1, chapitre 3, § 3.1). Le fait d'être deux pour conduire l'étude et le partage de nos observations avec des personnes locales détachées des enjeux de nos interventions nous ont souvent aidés à trouver plus d'à propos dans nos interprétations.

- notre implication dans le système d'acteur : l'analyse de ce système (relations, stratégies, etc.) exige un travail partiel d'effacement et de distanciation qu'il nous a parfois été difficile de concilier avec l'intimité développée (et parfois réclamée) avec certains acteurs. Alors qu'à l'origine nous étions en recherche permanente d'une neutralité que nous idéalisons, elle n'a pas toujours été possible dans les faits, s'est même parfois révélée nuisible au bon déroulement du projet ou à la confiance des acteurs, parfois péniblement gagnée. Il est finalement très délicat de se positionner judicieusement vis-à-vis de l'ensemble des acteurs. Les aspects affectifs réclament une finesse et une psychologie qui ne vont pas toujours de pair avec la sincérité la plus totale, surtout lorsque l'on garde l'objectif de concertation en tête, qui oblige parfois l'intervenant à cacher une partie de son jeu avec certains acteurs. Et pour couronner le tout, il est très difficile de ne pas prendre intérieurement parti pour un des « camps ».

Tout ceci étant à nouveau mentionné, nous pouvons conclure sur notre questionnement.

4.2 Réponse à la question de recherche

Rappelons son intitulé :

Dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation d'une vidéo au sein d'un processus de réflexion collective, dans quelle mesure la répartition des fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur peut-elle influencer sur la qualité de la concertation ?

Avant tout, nous pouvons affirmer que les activités spécifiques à la réalisation de vidéos, et au-delà les collaborations qui se mettent en place dans ce contexte, peuvent bel et bien permettre de favoriser la participation des acteurs locaux et des intervenants à des processus plus profonds de réflexion sur des problématiques très concrètes, de gestion du territoire notamment. La vidéo, utilisée de manière participative, est un outil d'accompagnement à même de structurer temporairement un processus de concertation et de faciliter ou d'enrichir la dynamique collective. Si sa réalisation et son exploitation peuvent stimuler un exercice cognitif collectif et créer des conditions propices à des échanges démocratisés, son influence est nettement moins évidente pour ce qui est du processus de prise de décision en lui-même.

La préoccupation autour de la répartition des fonctions liées au projet vidéo relève de deux composantes : d'un côté les choix méthodologiques qui définissent comment ces tâches sont effectivement partagées, de l'autre la détermination des personnes précises à qui elles sont attribuées. Notre étude a montré que ces deux aspects de la répartition influencent fortement la qualité de la concertation qui se construit autour de l'objet vidéo, utilisé comme intermédiaire et prétexte à la réflexion collective.

Nous commencerons par la détermination des participants au projet vidéo, qui se révèle cruciale étant donné que le cycle de production - exploitation peut permettre de revisiter, voire de renouveler, leurs relations : susciter des rapprochements stratégiques, permettre que des liens se tissent - même temporairement -, voire provoquer l'éclatement de conflits. Au-delà des groupes d'intérêt et des archétypes d'acteurs, ce sont les individus eux-mêmes (les *individualités* dans toute leur spécificité et leur complexité) qui pour l'essentiel détermineront le résultat du projet de concertation. Plus particulièrement, nous avons vu que la poignée de collaborateurs privilégiés qui assurent la réalisation de la vidéo

(producteurs et acteurs) est déterminante en ce sens, puisque la réussite de l'exercice de modélisation représente finalement un premier succès du point de vue de la dynamique de concertation, susceptible d'encourager sa poursuite. Or ce sont bien les acteurs choisis pour apparaître dans les vidéos qui vont définir en grande partie la réunion des savoirs et des points de vue qui y seront exposés, selon les préférences thématiques des producteurs et selon la structure et le format qu'ils auront arrêtés. L'acceptation par le public de cette représentation voulue collective - malgré sa nécessaire incomplétude, son caractère instantané et les divergences de vue qu'elle comporte - symbolise l'engagement dans la concertation et facilite les discussions postérieures. De la même manière, la teneur des échanges lors des réunions de projection dépend des personnalités qui rejoignent le groupe de travail vidéo à ce moment³²⁸.

De surcroît, nous avons vu l'importance parfois décisive des rôles qu'endossent certaines personnes (freins, moteurs, médiateurs, etc.) pour la dynamique collective. Certes nous avons montré que les fonctions spécifiques attribuées aux individus gouvernent en partie leur implication dans la concertation (la prise en charge d'une responsabilité vidéo favorise la participation aux échanges par exemple). Mais les rôles considérés comme actifs sont pour les acteurs locaux autant de manières individualisées et autonomes de s'acquitter des tâches qui leurs sont attribuées, sur la base de leur statut social et de leurs attentes personnelles. Chaque projet dans chaque contexte sera donc différent au gré des hommes et des femmes à qui l'on attribue les fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur. Le travail préalable sans caméra constitue donc le fondement de la concertation à accompagner ou en devenir : il est essentiel de connaître le système d'acteurs et certains des individus qui le composent avant de choisir (collectivement ou pas) les participants au projet de vidéo participative. La maîtrise du pourquoi et de la nature des relations locales, notamment permise par une analyse fine de l'histoire du processus de développement, aide les intervenants vidéo à anticiper les réactions des uns et des autres, à ménager les susceptibilités, à comprendre les subtilités des discours, voire à avantager des rapprochements jugés appropriés. Mais elle permet surtout d'éclairer le choix des participants et de proposer les activités vidéo à des individus appropriés, mélangeant leaders et habituels oubliés, afin d'augmenter les chances de jouer en faveur de la qualité de la concertation.

Finalement, la répartition des fonctions est également déterminante dans le cas où le processus vidéo vise en partie à niveler les inégalités de participation à la réflexion ou à la prise de décision collectives. Le soutien volontaire à des acteurs que l'on juge marginalisés dans la gestion territoriale est une position engagée qui implique de leur confier des espaces d'expression et de reconnaissance - donc de pouvoir - afin de leur donner plus de prise sur le développement local³²⁹. La responsabilité est grande d'infléchir consciemment, selon ses propres convictions (et parfois celles d'un commanditaire), un mouvement qui ne nous concerne pas directement. D'autant plus que la concertation peut être handicapée voire boycottée par certains du fait de la réprobation de ce « nouveau déséquilibre ».

Dans un deuxième temps, nous allons considérer le partage des diverses activités de production entre les intervenants vidéo d'un côté et certains acteurs locaux de l'autre, qualifiant de « participative » une étape menée à bien sur la base de leur collaboration. Nous avons vu que l'appropriation locale de la démarche vidéo ou de son résultat (et donc en partie la réussite de la concertation) dépend, dans une certaine mesure, de la participation de certains acteurs locaux aux choix relatifs à la conception du modèle, et notamment son contenu informatif (visuel et sonore). L'appui des experts du quotidien aux experts vidéo est

³²⁸ Précisons également que la portée de ces réunions tient par ailleurs à la capacité d'y associer des décideurs politiques ou des institutions à même de concrétiser ou de prolonger les réflexions.

³²⁹ A l'inverse, un processus vidéo non contrôlé peut très bien accentuer ces inégalités sous l'effet de quelques acteurs qui utilisent mieux les médias que les autres.

d'autant plus nécessaire que l'ambition de la représentation est grande : thématiques nombreuses et approfondies et qualité esthétique élevée, essentiellement. Nous avons également vu que l'implication d'acteurs locaux dans la production permettait de démarrer le travail de réflexion individuelle et/ou collective sans attendre la phase des projections, d'anticiper en partie les réactions des différents groupes d'acteurs et donc d'influer sur la dynamique de concertation en cours.

Cette relation entre la participation des acteurs locaux à la production vidéo et la qualité de la concertation est néanmoins loin d'être linéaire. L'identification des populations locales au modèle produit n'est pas nécessairement dépendante d'une maîtrise totale de toutes les étapes de la production. Au contraire, les collaborations avec les experts vidéo peuvent parfois se révéler contre-productives, induisant une réalisation complexe et poussive qui met à mal la patience et le capital d'investissement personnel des participants. Le tournage et le montage collectifs en simultané sont des utopies dans un contexte multi-acteurs, et la collaboration successive avec chaque groupe pourrait rallonger démesurément le temps nécessaire à la réalisation. Nous avons également expérimenté le risque que les participants locaux orientent la modélisation vers un format très peu adapté à l'animation de débats. Il semble dans un tel cas que les intervenants vidéo doivent pouvoir imposer leur savoir-faire en la matière, et plus largement assumer pleinement leurs compétences techniques spécifiques. Si ces considérations sont évidemment très dépendantes du protocole d'intervention suivi, l'existence de ces dérives nous pousse à rejeter tout dogmatisme participatif. L'accomplissement des fonctions de production avec le concours systématique des acteurs locaux est un cas extrême qui ne fait pas nécessairement sens. La qualité de la concertation dépend bien moins d'un niveau maximal de participation sur l'ensemble du processus (i. e. les populations locales contribuent à la prise en charge de toutes les fonctions vidéo) que de modalités de participation plus fines qui assurent à la fois l'efficacité de l'accompagnement et le contrôle des acteurs locaux sur le travail d'expertise réalisé et sur les choix qui en découlent. Nous avons déjà identifié et discuté ces phases qui apparaissent cruciales en termes de participation des populations.

Ainsi, différents facteurs liés à la réalisation vidéo et au contexte local font que des spectateurs peuvent éventuellement mieux apprécier et mieux réagir à un produit dont leurs pairs ont moins maîtrisé la réalisation qu'un autre pourtant considéré comme « plus participatif ». Par ailleurs, différents protocoles d'intervention peuvent également aboutir à un même résultat, et différents modèles peuvent appuyer tout aussi efficacement le déroulement de la concertation. Le « tout participatif » n'est clairement pas une solution miracle dans le cadre des interventions de VP.

A un troisième niveau de réponse, nous considérerons le cumul des fonctions vidéo par certains acteurs locaux et leur possible réalisation conjointe.

Nous avons vu que l'attribution d'une fonction à un individu peut favoriser son implication dans le projet et notamment sa participation aux échanges lors des réunions. Il est en revanche très clair que les personnes qui s'acquittent de plusieurs tâches à la fois (les « producteurs », les « spectateurs », les producteurs-acteurs-spectateurs) s'investissent encore davantage dans la concertation. Il semble donc tout à fait opportun que les participants au projet cumulent les fonctions vidéo dans un objectif de faire vivre la réflexion collective³³⁰. Et sans faire participer systématiquement tous les collaborateurs aux mêmes moments, un certain enchevêtrement des responsabilités peut lui aussi être positif.

Car nous avons également montré que dans l'absolu, c'est-à-dire toutes composantes du projet égales par ailleurs, la coréalisation du modèle favorise son acceptation, et le travail en commun facilite la création de liens sociaux. Il est donc possible, en ne répartissant pas

³³⁰ Attention toutefois au risque, réel, que la participation au projet ne « coupe » ces acteurs locaux, s'ils sont déjà des leaders, de leur milieu d'origine, en leur attribuant trop de pouvoir, en les éloignant du terrain où en leur collant une image de collaborateurs privilégiés des « experts » extérieurs.

seulement les fonctions entre des individus mais aussi entre des groupes, d'influencer l'appropriation et la durabilité de la dynamique de concertation. Néanmoins, la réalisation d'une vidéo sous la houlette d'un groupe de travail situé et hétérogène n'élimine pas pour autant le risque de stérilité des débats, et n'assure aucunement le fait que le projet puisse survivre au départ des intervenants. Ces dernières considérations nous poussent à approfondir notre réponse à la question de recherche en précisant les éléments susceptibles de prendre le pas sur une répartition « adéquate » des fonctions vidéo en ce qui concerne la qualité de la concertation.

4.3 D'autres facteurs influençant le projet vidéo et ses prolongements

Nous venons de le voir, la répartition des fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur est un critère important pour ce qui est de la qualité de la concertation appuyée par le projet de vidéo participative. C'est notamment parce que les individus sont amenés à assumer successivement et ensemble certaines de ces fonctions que le travail de production de la vidéo acquiert une force particulière en termes de développement et de changement social.

Néanmoins en questionnant ce critère au cours de nos expérimentations, nous avons identifié d'autres facteurs importants dont certains peuvent parfois prévaloir face à cette répartition.

- **Le format du produit vidéo**

Ce format peut avoir une influence à différents moments du projet.

Lors de la réalisation proprement dite, le choix de faire une vidéo plus brute (moins scénarisée, moins recherchée esthétiquement, segmentée par thèmes, moins dépendante du commentaire off, privilégiant les interviews *in situ* aux images d'appui, etc.) permet de gagner beaucoup de temps et de ne pas alourdir les premières étapes de la concertation, notamment en limitant le nombre de décisions à prendre collectivement avec les acteurs locaux.

En effet, un tel format donne moins prise aux erreurs d'interprétation de la part des intervenants vidéo, et donc améliore la pertinence du modèle, ce qui facilite les étapes de confrontation-validation puis d'appropriation du produit. Cet avantage apparaît d'autant plus marqué dans un contexte conflictuel où la charge émotionnelle est grande et où les détails peuvent prendre une importance disproportionnée. Dans ce même objectif d'acceptation, l'éventail thématique traité gagne lui aussi à être restreint.

Enfin, un format « ouvert » sera plus à même de susciter la participation de tous au débat. On qualifiera de cette manière une vidéo qui ne fournit pas d'éléments de réponses tout faits (un message ancré et didactique destiné à être reçu en l'état par les spectateurs), mais dont le sens, l'incomplétude et la présentation laissent au contraire de la place à l'interprétation personnelle. Cette préoccupation d'ouverture peut néanmoins être mal perçue par les personnes les plus attentistes en termes de solutions concrètes.

- **L'animation des réunions**

Nous l'avons longuement développé, le rôle de l'animateur est fondamental pour exploiter correctement l'outil vidéo et transformer les réunions officielles et formelles (qui, quoi qu'il en soit, sont perçues comme le point d'orgue du processus) en véritables espaces de concertation de qualité, favorisant les éventuelles prises de décision et encourageant la

poursuite du travail commun. Cette animation constitue réellement un facteur de premier ordre.

- **La dynamique de développement qui accueille le projet vidéo**

Nous renvoyons également le lecteur aux développements des sections précédentes, mais rappelons que la qualité de la concertation appuyée par vidéo participative - et surtout son impact et sa durabilité - dépend amplement de l'insertion du projet dans un mouvement de développement local cohérent beaucoup plus large. La poursuite des échanges et des réflexions et la reprise de l'initiative par un groupe ou une institution doivent notamment être pensées en amont du projet.

- **Le contexte local**

En dehors des critères de réussite ou d'échec qui dépendent de la démarche ou de l'outil, la mise en perspective des terrains nous a permis d'identifier certains facteurs liés aux conditions locales qui influencent fortement la réussite de la concertation, et qui nécessitent donc d'adapter l'approche utilisée au contexte (ce qui suppose de l'expérience). Dans certains cas ces conditions peuvent même rendre inutile la mise en place d'un projet de vidéo participative. Celles-ci relèvent souvent de la matérialité du problème traité, c'est-à-dire du problème sociopolitique de gestion en lui-même et des aspects techniques, dont l'influence est parfois plus grande que celle de la méthode de concertation mobilisée. Nous regrouperons ces aspects contextuels en trois catégories dominantes :

- Le degré initial d'inégalité entre les acteurs. Il est important que les enjeux locaux restent raisonnables à court terme. Il semble difficile de faire travailler ensemble un agriculteur minifundiste et un grand propriétaire de plusieurs dizaines de milliers d'hectares. De la même manière un pouvoir dictatorial exercé sans partage ou des systèmes décisionnels cadenassés ne pourront pas être remis en cause par un projet de vidéo participative, auquel du reste les plus puissants n'ont que peu d'intérêt à se plier. En revanche ce projet pourra permettre de pointer du doigt les abus, et peut-être de les porter sur la place publique. Pour ne pas faire de l'animation pour faire de l'animation il est néanmoins préférable de s'appuyer sur des terrains de convergence possibles, même s'ils sont limités. Cela ne veut pas dire que les situations extrêmes doivent être ignorées, mais simplement que la VP risque de n'avoir que peu d'influence si les acteurs sont vraiment situés aux antipodes les uns des autres.
- L'existence de marges de manœuvre politiques. Conduire des processus de concertation dans des contextes où la population n'a que peu de chances de peser sur les décisions (y compris locales) n'est peut-être pas le meilleur angle d'attaque pour améliorer la gestion des territoires. En effet l'existence d'une volonté politique (même minime) d'écoute, voire de changement, est un prérequis. Et, compte tenu de l'échelle d'intervention considérée dans nos projets, il semble essentiel d'intervenir dans une situation qui présente un certain degré d'autonomie du niveau local par rapport au national ou à l'international (et notamment le déterminisme économique), au risque de décevoir les participants les plus impliqués si des propositions d'actions sont ignorées pour des raisons externes, indépendantes de la volonté des décideurs locaux.
- L'existence d'un minimum de dialogue préalable ou tout du moins de volonté de collaborer. Sans parler de nécessité absolue de s'appuyer sur un groupe localisé existant (nous n'avons pour notre part jamais pu ou su valoriser les modes

d'interactions locaux pour renforcer la légitimité et l'impact de la concertation), une certaine propension des individus à s'exprimer et à échanger semble essentielle pour la mise en place et la réussite du projet (vraisemblablement en Bolivie trop de personnes cultivaient le conflit). Même si la confrontation n'est pas forcément négative en soi et que la libération des tensions sociales peut aussi être le point de départ du changement, un projet de vidéo participative pour la concertation n'a pas sa place là où l'absence totale de dialogue se combine à une inimitié, voire une animosité excessive entre les acteurs.

Il existe donc des situations plus ou moins adaptées à la réussite de démarches de vidéo participative. Au-delà, il n'y a pas de méthode préétablie mais des approches à adapter aux problèmes, aux lieux, aux personnes, aux objectifs. Si la puissance du média vidéo comme outil de communication est indéniable, l'intérêt de son utilisation pour la concertation multi-acteurs est pour sa part très conditionnée. Autrement dit, le potentiel de l'outil pour accompagner certaines situations de gestion des ressources naturelles ou d'autres processus de réflexion collective ne doit aucunement en faire un « truc » ou une solution miracle dont l'utilisation se systématiserait. Tout au long de nos travaux personnels, il nous a fallu garder en mémoire que le travail de concertation ne pouvait réussir que si nous savions rester humbles, au service de la population locale, et non esclaves de notre recherche, de la technique ou de la méthode. Ces dernières sont au contraire vouées à la construction d'un espace démocratique qui doit être « tout le contraire d'un cénacle ou d'un laboratoire de la citoyenneté pour observateurs érudits »³³¹.

Nos résultats constituent des amorces encourageantes qui mettent en avant l'intérêt d'étudier la valorisation des vidéos plus en profondeur. Nous pensons n'avoir encore jamais pu réellement exploiter tout le potentiel de la vidéo participative, à cause d'une approche trop à tâtons et trop lente en Bolivie, et de trop peu de projections organisées en Equateur et au Mali. Nous aurions voulu pouvoir faire de longues tournées dans les villages et les communautés, conduire des ateliers ambulants de projection, récolter des avis, des idées, des visions.

Nous allons maintenant enrichir nos propres expériences de l'étude d'autres projets qualifiables de vidéo participative et menés par d'autres équipes de par le monde, afin d'affiner nos conclusions, d'ouvrir nos horizons à des approches très voisines et alimenter ainsi nos questionnements sur les problèmes du rôle des intervenants par rapport aux acteurs locaux, de la maîtrise technique de la réalisation, de l'adaptation des formats vidéos aux objectifs poursuivis, des facteurs favorisant ou limitant les démarches de VP, par exemple. Cet élargissement s'appuiera sur une méthodologie mise au point pour identifier, trier et catégoriser les différents projets.

³³¹ Citation extraite de *Caméra des favelas*, de Pascal Percq.

Chapitre 2

Analyse du *modus operandi* de quelques interventions de Vidéo Participative dans le monde

Nous proposons dans ce chapitre une typologie qui permet de classer, selon leurs objectifs de terrain, les démarches de Vidéo Participative appliquées à l'accompagnement du développement local. En partie inspirée des travaux de Bernhard Huber (Huber, 1998), cette typologie repose sur l'analyse d'une cinquantaine d'interventions vidéo identifiables dans la littérature, et sur l'apport de nos propres travaux de terrain. Elle nous permettra d'étudier l'existence de constantes dans les différents protocoles d'intervention mis en œuvre selon les types d'objectifs poursuivis. Enfin nous nous intéresserons, sur la base de ces protocoles, aux modalités de participation des différents types d'acteurs amenés à intervenir dans ces démarches. Cette étude sera également l'occasion de discuter des rôles et responsabilités des intervenants vidéo dans ce type d'intervention.

Section 1 : Les sources utilisées

L'identification d'interventions de vidéo participative réalisées au sein de projets de développement a été le fruit d'un long travail de recherche bibliographique. Nous avons tout d'abord suivi la piste des chercheurs en communication pour le développement (G. Bessette et A. G. Dagron notamment) ainsi que celle de quelques associations, connues pour leurs pratiques de VP (Insight³³², Maneno Mengi et Communication for Change³³³ en particulier). D'un article à l'autre, d'une bibliographie à une autre, il nous a été possible d'identifier progressivement plus d'une cinquantaine d'expériences de VP. Nous avons initialement adopté une posture naïve consistant à considérer comme intervention de VP tout projet désigné comme tel par ses instigateurs. La largesse observée dans l'utilisation du concept nous a poussés à le définir le plus précisément possible pour en distinguer les frontières (cf. partie 1) et par là-même les critères d'exclusion permettant de traiter les cas limites. Nous avons ainsi pu analyser les différents projets identifiés à la lumière de notre propre définition afin d'écarter ceux qui n'y correspondaient pas. A titre d'exemple, certaines vidéos réalisées sur des approches participatives sont souvent elles-mêmes appelées Vidéo Participatives, alors qu'elles ne le sont aucunement. De même le concept de VP est de plus en plus fréquemment mentionné pour qualifier certaines nouvelles dimensions de l'audiovisuel, à savoir tout type de production alternative ne suivant pas les standards des médias de masse.

³³² www.insightshare.org

³³³ www.c4c.org

Il y a quelques mois par exemple, une recherche Internet ayant pour entrée « vidéo participative », donnait à lire l'article suivant :

Des télé locales se lancent dans la vidéo participative : TV7 Bordeaux, Télé Grenoble et Télé Alsace proposent désormais à leurs téléspectateurs de publier des vidéos sur leur site Internet respectif

Le principe de la vidéo-participative locale est le même que sur You-Tube ou Daily Motion, des sites rendus célèbres en France pour avoir notamment diffusé des vidéos sur Ségolène Royal, vidéos ensuite reprises dans les JT. Les internautes locaux peuvent publier, partager et consulter gratuitement des vidéos. Pour l'heure, il s'agit pour l'essentiel d'images mises en ligne par les télé locales, à quoi s'ajoutent les vidéos du site kewego. Une bonne pub pour cette société qui n'a pas la notoriété d'un Dailymotion. Pour les locales, l'intérêt se trouverait dans « l'interactivité avec leurs téléspectateurs », ce qui devrait leur permettre de renforcer « le lien de proximité avec leurs émissions et leur positionnement local », selon kewego.

Extraits du site <http://www.tvlocales.fr/>

Au-delà de la nature des approches, nous avons également écarté les projets sur lesquels nous ne disposons que de trop peu d'informations pour en comprendre pleinement les objectifs visés, le déroulement concret et les résultats obtenus sur le terrain³³⁴. La plupart du temps les articles, livres et sites internet relatant ce type d'interventions n'ont pas pour vocation de les étudier dans le détail, mais simplement de les mentionner, au mieux de les défendre, au pire de les vendre. Par ailleurs, de nombreux projets s'appuient sur une combinaison d'outils de communication (vidéo, photos, théâtre, affiches, présentations, etc.) qui ne permet pas toujours de détailler l'utilisation faite de chaque outil, et la prise de contact avec de nombreux auteurs ne nous a pas été possible. Nous n'avons donc pas pu réunir à chaque fois l'ensemble des éléments nécessaires à notre analyse.

A titre d'exemple, rappelons le programme « Challenge for Change - Société Nouvelle » dans le cadre duquel s'est déroulé le « FOGO process » évoqué au début de nos travaux. Ce vaste programme mené au Canada dès 1967 par l'Office National du Film visait à promouvoir le changement social par les outils de communication, et beaucoup de ses projets ont consisté à donner la caméra à des populations marginalisées pour créer de manière participative des messages vidéos ou des films cinématographiques citoyens (R. Burnett, 1992). Colin Low (qui a collaboré avec D. Snowden à Fogo), Bonnie Klein et Dorothy Hénaut (à l'origine du film participatif « opération boule de neige » dans le quartier Saint-Jacques de Montréal), John Kemeny, Fernand Dansereau et Robert Forget (projets de VP à Saint-Jérôme, Québec), tous ces cinéastes se sont engagés aux côtés des gens ordinaires, des jeunes et des femmes, en leur donnant accès à la création de média audiovisuels. Leurs actions ont suscité de nombreuses vocations de « vidéastes communautaires » qui œuvrèrent dans des groupes sociaux aux unités fortes (quartiers, communautés) et profitèrent de la sortie dès 1968 du fameux « portapak », l'une des premières caméras portatives. Robert Forget créa en 1971 le Vidéographe, un centre équipé pour assurer toute la chaîne de production audiovisuelle jusqu'à la diffusion, qui servit ensuite de modèle à la création de centres autonomes partout dans le monde³³⁵, dont une demi-douzaine en

³³⁴ Comme par exemple le projet de concertation appuyée par vidéo de l'association Waldé Ejef le long du fleuve Béli, ou encore la résolution des conflits autour de la gestion de l'eau à Silmiougou au Burkina Faso par le centre d'études pour le développement économique et social.

³³⁵ Citons Métro-Media à Vancouver, les « coopératives vidéo » à Halifax, etc.

Australie. Tout ce foisonnement dans le cadre de Société Nouvelle est à l'origine de l'émergence des premières télévisions communautaires du monde, au début des années 70 au Lac Saint Jean, à Dolbeau, à Saint-Félicien, en Ontario, etc. (D. Hénaut, 1992). La prodigalité de la génération pré-Internet et le fourmillement de ces expériences anciennes peu publiées - et encore moins sous l'appellation « Vidéo Participative » - feraient du recensement complet des expériences de VP un travail herculéen de prise de contacts et de recherche d'archives³³⁶. Chez les francophones il faudrait s'intéresser aux travaux du GRAD (Groupe d'Animation et de Réalisations pour le Développement), de Vidéazimut, de Vidéo Tiers Monde (soutien technologique au Sud pour utiliser la vidéo à des fins de formation et de développement³³⁷), etc. La liste est longue.

Ainsi, notre travail d'identification n'est certes pas exhaustif mais constitue actuellement - il nous semble - une des bases de données les plus complètes sur ce sujet. A l'heure où nous écrivons ces lignes nous avons pris connaissance de nouvelles expériences de VP³³⁸, que nous n'aurons hélas pas le temps de décrire dans le cadre de ce travail. Et il en existe sûrement beaucoup d'autres qu'il serait intéressant de recenser, d'analyser et de comparer. Mais la plupart demeurent difficiles à identifier car en dehors des quelques organismes concrètement impliqués et capables de diffuser leurs expériences, nombre d'entre elles restent des initiatives isolées de « communicateurs » qui changent régulièrement d'outils. Enfin, l'engouement récent de certains organismes (comme le CTA, Centre Technique pour la coopération Agricole ACP-UE, ou encore l'Inter-Réseaux Développement Rural³³⁹) et le développement d'associations comme Insight stimulent la production globale en Vidéo Participative.

Pour chaque expérience retenue nous avons rédigé une brève fiche descriptive. Celles-ci sont disponibles en annexe 31. Par ailleurs, pour faciliter la comparaison entre elles et avec nos propres expérimentations de terrains, nous les avons analysées à la lumière des grilles de lecture que nous avons élaborées (cf. P1 Chapitre 3, Section 5). Pour éviter de surcharger des annexes déjà très conséquentes, nous avons préféré ne pas y adjoindre ces dizaines de pages de grilles.

Section 2 : Premiers pas vers une typologie

Après avoir recensé et documenté ces projets, nous en avons analysé les finalités et les résultats. Nous avons ainsi défini sept types de démarche de VP selon les principaux objectifs poursuivis dans le cadre de l'appui au développement local. Chaque objectif, ou catégorie, se décline en sous-objectifs établis selon les résultats concrètement obtenus. L'intérêt de cette approche réside dans la correspondance qu'elle propose entre les catégories d'intervention et les protocoles suivis. Nous avons constaté en effet que chaque objectif poursuivi impose une certaine logique dans la démarche et implique plus ou moins fortement des fonctions et des positionnements spécifiques pour les différents participants au processus - intervenant vidéo compris -. Notre typologie doit notamment permettre à quiconque souhaiterait mettre en place une démarche de VP d'identifier le type de protocole habituellement suivi pour atteindre le but qu'il s'est fixé, afin de l'adapter aux conditions locales. Loin de prétendre fournir un modèle d'intervention clef en main pour chaque catégorie, l'objet de cette

³³⁶ A titre informatif, le bulletin du programme *Challenge for Change* s'intitulait *Access*.

³³⁷ Voir notamment la revue *produire en vidéo légère*

³³⁸ Comme les projets du Grupo de Estudios Ambientales de México, qui a produit et diffusé auprès des paysans de Oaxaca et Guerrero des dizaines de vidéo sur des thèmes agro-environnementaux, ainsi que l'initiative « Capitalisation des expériences – Eau, terre et communautés » actuellement mise en oeuvre en Bolivie, en Inde et au Mali.

³³⁹ Voir la rubrique vidéo http://www.inter-reseaux.org/rubrique.php?id_rubrique=646

typologie est simplement de préciser la logique d'intervention semblant guider les différentes démarches.

Nous verrons par ailleurs que des catégories différentes peuvent s'appuyer sur des « sous-résultats » ou « sous-objectifs » semblables. Ceux-ci ne peuvent donc pas servir de critères discriminants susceptibles de qualifier les différentes catégories (les critères retenus sont ceux que nous utilisons dans le tableau 11 présenté ci-après). Ils ne permettent que de faciliter le classement des projets en précisant leurs objectifs potentiels.

Nous présentons donc ci-dessous ces catégories en explicitant les résultats (directs ou indirects, voulus ou non, mais bel et bien obtenus) des expériences que nous avons identifiées dans la littérature. Les interventions ou projets cités en exemple sont tous consultables en annexe. Cette typologie fait partie de nos principaux résultats de recherche.

Les sept types de démarches de VP sont les suivantes :

2.1 Type 1 : Activisme

Ce terme d'activisme ne doit pas être considéré avec la connotation négative qui l'accompagne généralement, mais plutôt dans le sens de militantisme. Sa formulation est une référence au *Video Activist Handbook* de T. Harding (Harding, 1997).

Pour reprendre la formule de Harding³⁴⁰ cité par Huber : « l'activiste vidéo est quelqu'un qui utilise la vidéo comme un outil stratégique pour rechercher une certaine justice sociale et la protection de l'environnement » (Huber B., 1998). La démarche activiste s'inscrit donc dans une perspective militante de la part de l'intervenant vidéo. Il s'agit de donner à connaître au plus grand nombre une certaine perception de la réalité, et de défendre une cause que l'on estime juste. Au sein de la VP ce type de démarche est la plus proche des démarches classiques de construction d'un documentaire vidéo. Elle s'en distingue essentiellement par le fait de rechercher avant tout un impact local sans tenir compte de l'intérêt médiatique du sujet. On le pressent, l'approche activiste n'est que rarement participative. Mais elle peut l'être. A titre d'exemple nous pouvons citer le projet mené par Maneno Mengi au Nigeria, sur les incidences des pollutions pétrolières.

Les sous-résultats potentiels de cette démarche sont les suivants :

- *Faire entendre la voix des laissés pour compte ; faire de leurs problèmes un sujet de débat public (communication de type vertical, le plus souvent de la base vers les élites, mais parfois aussi des élites vers la base)*
- *Défendre les droits des marginaux devant les tribunaux et autres autorités locales, administratives ou traditionnelles (cf. le recours à la vidéo par l'association de femmes indiennes SEWA dans leur lutte politique)*
- *Se protéger vis-à-vis d'une action, coercitive, répressive, illégale, en filmant la scène afin de construire une preuve, une mémoire des événements*
- *Appuyer la recherche de soutiens financiers (action de plaidoyer, de lobbying)*
- *Sensibiliser, éduquer les masses (sur les problématiques de santé, les problématiques scolaires, etc.)*

³⁴⁰ T. Harding, 1997, *The Video Activist Handbook*. London: Pluto Press

2.2 Type 2 : Thérapie

Dans de tels projets il s'agit d'accompagner le développement personnel des participants au processus, de manière individuelle ou collective, en facilitant par la vidéo la mise en œuvre d'un travail réflexif, de nature autoscopique. Le postulat est qu'en se regardant et en s'écoulant grâce à la vidéo, il est plus aisé de prendre la distance nécessaire à la réalisation d'une autoanalyse. L'observation collective en vidéo de personnes partageant les mêmes difficultés que soi et le partage des impressions de chacun permettent également de relativiser et d'explorer de nouvelles pistes de progrès. Au sein de ces démarches, l'accent est mis sur le processus en lui-même, l'acceptation et la verbalisation des difficultés identifiées. Par ailleurs, la valorisation de la capacité d'analyse de chacun, et parfois l'acquisition de nouvelles compétences, voire la maîtrise de certains outils dits « de pointe » (matériel vidéo), peuvent participer d'un travail d'amélioration de l'estime de soi.

Il existe beaucoup de projets de ce type. Nous évoquerons en particulier les projets menés par Insight, notamment au Malawi auprès de la population sidéenne, ou en Angleterre auprès d'enfants mentalement handicapés.

Les sous-résultats potentiels de cette démarche sont les suivants :

- *Renforcer l'estime de soi et favoriser le développement personnel en s'appuyant sur des exercices de réflexivité*
- *(Re-)construction des identités individuelles et collectives*
- *Sauvegarde culturelle (le fameux travail de « rescate cultural » en Amérique Latine) ou encore « collecte de marques culturelles, traditionnelles en phase de disparition », selon l'expression d'Yves Langlois. Dans le cadre du projet Kayapo la VP pouvait permettre de redécouvrir ses traditions, ses coutumes ; il en est de même pour les savoir-faire, susceptibles d'être ainsi redécouverts, comme le démontrent les travaux réalisés par Vanina Mollo et Pierre Falzon (2004)*
- *Révéler les conflits latents afin de clarifier les positionnements et stratégies de chacun dans le fonctionnement du groupe*
- *Améliorer la considération des participants au processus de VP au sein de leur propre groupe (dépassement des statuts sociaux)*
- *Contribuer à l'évolution et au rééquilibrage des relations de pouvoir au sein d'un groupe*

2.3 Type 3 : Formation spécialisée

Il s'agit de produire et d'utiliser un outil audiovisuel pédagogique le plus adapté possible aux besoins des populations cibles. Nous qualifions cette formation de « spécialisée » car elle ne s'adresse pas à n'importe qui, mais bien à des professionnels de leur secteur, comme le sont notamment les paysans. Dans ce type de secteur, au langage technique particulier et disposant de ses propres normes et de ses propres modes de représentation de son environnement, il importe (comme cela est développé dans les théories de Freire) que les futurs bénéficiaires de la formation puissent participer à son élaboration : son contenu, sa forme, son rythme, son objectif, etc. Une fois produits, les outils audiovisuels pédagogiques sont généralement diffusés largement au sein du milieu

paysan et touchent un grand nombre d'individus. Le plus souvent ces vidéos sont accompagnées d'autres outils (fiches techniques, cartes, etc.). Les interventions les plus emblématiques de cette catégorie sont celles se référant à la « *pédagogie audiovisuelle massive* » de Manuel Calvelo Rios (cf. P1 Chapitre 1, Section 4), et notamment le CESPAC au Pérou, le CESPAC au Mali et le PRODERITH au Mexique.

Les sous-résultats potentiels de cette démarche sont les suivants :

- *Favoriser les échanges entre paysans et experts locaux pour identifier les problèmes réels et proposer des solutions adéquates*
- *Introduire des compétences et savoir-faire nouveaux au niveau des communautés*
- *Fournir une formation de qualité accessible à tous, notamment aux moins instruits, et diffusable à grande échelle*
- *Capitaliser et documenter des expériences à des fins de diffusion en dehors du contexte local. Notons que l'accompagnement d'un voyage d'étude entre en partie dans cette catégorie (cf. nos interventions en France et au Mexique, annexe 31)*

2.4 Type 4 : Echanges d'expériences

L'objectif de ces interventions consiste à favoriser la circulation des informations et des alternatives innovantes au sein d'un secteur particulier, comme le milieu paysan par exemple. En donnant à connaître ces informations au plus grand nombre, il s'agit de stimuler la recherche locale de solutions aux problèmes communs, de favoriser l'adoption d'alternatives pertinentes et d'éviter la répétition des erreurs de développement déjà commises en d'autres lieux. La connaissance des chemins empruntés par d'autres favorise la prise de recul vis-à-vis de ses propres difficultés et permet d'ouvrir de nouvelles perspectives d'action en décloisonnant les espaces de réflexion. Notons que ces échanges peuvent également avoir lieu entre niveaux hiérarchiques différents (échanges de type vertical). Parmi les plus probantes interventions de ce type, nous pouvons citer celle de l'équipe de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II de Rabat et leur projet WADEMED mis en place dans les *doukkala* marocains (cf. annexe 31).

Les sous-résultats potentiels de cette démarche sont les suivants :

- *Communiquer de manière horizontale, afin de favoriser la connaissance mutuelle, l'ouverture d'esprit, et la création de liens sociaux*
- *Diffuser et faire connaître des initiatives locales, individuelles ou collectives, afin de stimuler la recherche d'alternatives*
- *Mettre à jour les représentations associées à ces initiatives, afin d'en percevoir au mieux les intérêts et les désavantages, de pouvoir les illustrer et les communiquer*
- *Favoriser l'émergence de nouvelles formes d'organisations locales*
- *Introduire des compétences et savoir-faire nouveaux au niveau des communautés*

2.5 Type 5 : Diagnostic/Planification/Evaluation participative

Comme son nom l'indique, cette utilisation de la VP vise à permettre aux acteurs locaux d'établir leur propre diagnostic de la situation locale, en utilisant leurs propres mots. L'outil vidéo est utilisé pour donner la parole d'égale manière à un grand nombre d'acteurs aux poids très différents. Le diagnostic est ensuite destiné à être présenté aux porteurs de projets et aux principaux décideurs politiques et financiers concernés. L'objectif est de favoriser autant que faire se peut la participation des acteurs locaux à l'élaboration, à la mise en place et au suivi des projets de développement les concernant. Parmi les interventions de VP les plus représentatives de cette catégorie nous pouvons citer notre propre travail sur la gestion de l'eau en zone Office du Niger au Mali (cf. Partie 3 de ce document), et évoquer le « *Fisherfolk's project* » (cf. annexe 31) mis en place en Tanzanie par l'ONG Maneno Mengi. Le Fogo process, présenté en première partie de ce travail, correspond également à ce type d'approche.

Les sous-résultats potentiels de cette démarche sont les suivants :

- *Mettre en parallèle puis croiser des points de vue individuels afin de favoriser par le dialogue la formulation d'une représentation partagée de la problématique traitée*
- *Favoriser la production de savoirs « de première main », à destination des chercheurs, des praticiens, des décideurs, etc.*
- *Créer un canal de communication à double sens entre un projet donné et ses « bénéficiaires », au travers duquel chacun peut exprimer et illustrer sa perception d'une même réalité. Ceci facilite la compréhension et la participation des communautaires au projet, mais permet surtout à l'équipe du projet d'avoir un retour critique des populations sur ses activités. Ce type d'évaluation (ex ante ou ex post) reposant sur les bénéficiaires peut conduire à la réorientation des activités menées par le projet, pour améliorer sa cohérence avec les besoins locaux*

2.6 Type 6 : Médiation/Concertation

Les démarches de VP de type « Médiation/Concertation » ont pour but de favoriser la mise en place ou la reprise d'un dialogue entre des groupes d'acteurs aux intérêts souvent divergents, parfois radicalement opposés. La démarche vise alors à découvrir et approfondir les stratégies, logiques et représentations propres à chaque catégorie d'acteurs et à les rendre accessibles aux autres. Il s'agit également, au travers d'une vidéo co-construite entre tous ces acteurs, d'identifier les convergences susceptibles de constituer un point de départ pour l'instauration ou le renouveau du dialogue. Ce type d'approche peut parfois appuyer des processus de résolution de conflit. Ces projets étant peu fréquents dans la littérature, nous prendrons comme exemple la démarche que nous avons nous-mêmes mise en œuvre en Bolivie, et qui a fait l'objet de la deuxième partie de ce travail, ainsi que le projet de gestion des conflits fonciers mené au Liban par une association locale (annexe 31). Par ailleurs, notons que les projets mis en place par Maneno Mengi contiennent souvent une part importante de « Médiation/Concertation ».

Les sous-résultats potentiels de cette démarche sont les suivants :

- *Ouverture d'un double espace formel de dialogue multi-acteurs : dans la vidéo d'une part et dans les salles de projection-débat d'autre part. Cet espace peut devenir triple si un effort de concertation est mis en place dans le cadre de la conception même de la vidéo*
- *Produire un outil dont les messages sont compréhensibles et intelligibles par tous, notamment car il permet de dépasser les barrières linguistiques et la tradition scripturale bureaucratique*
- *Rééquilibrer autant que possible les relations de pouvoir, entre les participants d'une part et entre les participants et le milieu extérieur d'autre part*
- *Révéler les conflits latents (faire surgir de l'information et la faire circuler), afin de clarifier les positionnements de chacun et de progresser sur le chemin de la recherche de solutions collectives*
- *Essayer de débloquer, par l'introduction d'un nouvel outil servant d'objet intermédiaire entre les acteurs, une situation conflictuelle figée qui ne se solutionne pas avec les démarches de médiation plus classiques.*

***NB :** Un objectif principal de médiation implique souvent des travaux préalables s'apparentant à de la « thérapie » ou de « l'échange d'expériences ».*

2.7 Type 7 : Média communautaire

Les projets de média communautaire sont souvent considérés de manière automatique comme des projets de vidéo participative, alors qu'ils se rapprochent très souvent des processus traditionnels de production vidéo. Le principe du média communautaire de type vidéo réside dans le transfert aux populations locales de matériels et de compétences en matière de production audiovisuelle. Il s'agit donc de proposer des formations techniques permettant ensuite à des communautés de concevoir et de réaliser leurs propres programmes. Souvent, ces projets s'accompagnent de la mise en place d'un réseau de diffusion local, parfois national. Durant les années 70, les radios rurales construites sur ce modèle et visant à désenclaver des villages isolés ont proliféré dans de nombreux pays du Sud.

Grâce à ces projets, certaines cultures locales peuvent résister à l'invasion de la culture de plus en plus standardisée véhiculée par la mondialisation, en proposant des messages médiatiques alternatifs. Cela permet également aux populations de disposer d'un porte-voix et de rechercher et diffuser les informations correspondant à leurs véritables besoins. Dans leur fonctionnement, les centres de médias communautaires peuvent à certaines occasions revêtir un caractère hautement participatif³⁴¹. Les expériences de ce type les plus pertinentes à nos yeux sont celles mises en place par l'association Communication for Change, notamment en Inde avec le célèbre projet vidéo SEWA (*Self-Employed Women's Association*) ou au Bangladesh avec le projet Proshika (annexe 31). Nous pouvons également citer le *Chiapas Media Project* comme un exemple de projet de média communautaire très éloigné des préoccupations des approches de vidéo participative, même si ses retombées politiques sont considérables.

³⁴¹ Notamment lorsque les produits sont diffusés au sein de la communauté et sujets à débats, dont les conclusions pourront être intégrées dans une nouvelle version du document ou être traitées dans une autre production

Les sous-résultats potentiels de cette démarche sont les suivants :

- *Permettre aux populations locales de produire leurs propres matériels de communication et d'information, et de faire entendre leur voix*
- *Lutter contre les monopoles sur les réseaux de communication en vigueur dans de nombreux pays du monde (et pas seulement au Sud), et contre l'hégémonie des modèles culturels occidentaux dans les médias, qui véhiculent des messages en complet décalage par rapport à la réalité de certains pays*
- *Favoriser l'acquisition de nouvelles compétences par les communautaires*
- *Participer au désenclavement de nombreuses populations en rendant possible la communication avec l'extérieur, pour émettre comme pour recevoir*

2.8 Le cas particulier de la recherche audiovisuelle

Nous incluons ici quelques notes relatives à une méthode de recherche particulière dont différents aspects peuvent s'apparenter à de la VP, et qui trouve son inspiration dans les pratiques d'anthropologie audiovisuelle. Le fait que cette méthode soit amplement formalisée et fasse aujourd'hui l'objet de nombreux travaux nous invite à la présenter ici, même si la répartition des fonctions entre les participants ne répond pas toujours très exactement à notre définition de la vidéo participative. Par ailleurs, nous ne pourrions la considérer comme une catégorie à part entière du fait de ses nombreux recoupements avec les compartiments actuels de notre typologie. En effet par son intermédiaire, en parallèle des résultats de recherche proprement dits, d'autres objectifs visés renvoient clairement à notre typologie (cf. *infra*). Les projets identifiés ayant clairement des visées de type thérapeutique (cf. SaRA), et du fait de la similitude des démarches de production audiovisuelle mises en œuvre, nous avons tout de même décidé de grouper la recherche audiovisuelle avec la catégorie « thérapie ».

Son principe³⁴² consiste à fournir une caméra et du matériel de prise de son aux personnes que l'on veut étudier d'un point de vue sociologique, afin de leur demander d'élaborer leurs propres « histoires ». Il s'agit de les amener à créer une vidéo qui parle d'eux et de leur vie, en impliquant ou pas des interviews d'autres personnes, des scènes jouées, etc. L'histoire peut être une autobiographie ou un documentaire (cf. l'expérience « Positive Futures » en Angleterre, annexe 31), un drame (cf. SaRA au Pérou, annexe 31) et plus largement tout type de fiction (Ramella et Olmos, 2005). Les histoires sont ensuite présentées par les auteurs aux chercheurs – rarement impliqués dans la production – qui les analysent et les interprètent en fonction de leurs thèmes de recherche. Tous les choix de tournage et de montage sont décortiqués en tant que traductions des schémas de pensées et des modes de représentation des groupes étudiés : la manière dont l'histoire est située, géographiquement, socialement et culturellement, les personnes présentées et la signification de leur mode de mise en scène, etc. Les leaders actuels du courant (Ramella, Holliday, Chalfen) nomment cette approche « PAAS », pour *Participant Authored Audiovisual Stories*³⁴³.

³⁴² Voir à ce sujet les nombreux travaux sur les méthodes visuelles en recherche sociale (Chalfen 1971, 1975, 1981, Banks, 1995, 2001, Holliday 2000, 2004) qui alimentent le courant très actuel de recherche audiovisuelle en sociologie, ou encore les recherches plus anciennes en anthropologie audiovisuelle et films ethnographiques, dont les publications de la *Visual Anthropology Review* ou les travaux des auteurs déjà cités dans ce travail comme Margaret Mead, Gregory Bateson, Marcel Griaule ou Jean Rouch.

³⁴³ Les recherches de ce type peuvent également se faire avec des dessins, du théâtre, des photos, etc.

Si cette démarche se distingue de la thérapie en ce que son objectif premier est la compréhension d'une réalité sociale par le chercheur (le résultat du processus est avant tout à son bénéfice), elle y reste très liée. La recherche peut en effet permettre (sous réserve d'un investissement de la part du chercheur) la naissance d'un dialogue et d'une analyse à double sens entre le chercheur et le réalisateur qui partagent leurs points de vue respectifs (« *des données observables en même de temps de l'extérieur et de l'intérieur* », Ramella et Olmos, 2005). Les chercheurs peuvent justement utiliser l'activité réflexive des participants-réalisateurs pour enrichir leurs données de recherche (Ruby 2000, Rosenstein 2002). Lorsqu'il a lieu et qu'il est correctement mené, ce volet du PAAS justifie le fait que l'on puisse considérer la recherche audiovisuelle comme de la VP³⁴⁴. Nous nous permettrons donc par la suite de la présenter en lien avec la catégorie intitulée « thérapie ».

Au lecteur désireux d'en savoir plus sur ces expériences de recherche audiovisuelle, nous l'invitons à regarder les travaux de Worth et ses collègues (Worth et al., 1972, 1997) qui en dehors d'analyser le projet pionnier de 1966 intitulé « les indiens navajos se filment eux-mêmes » ont tenté un inventaire du domaine. Citons également les nombreux travaux réalisés avec des adolescents (Chalfen et Haley, 1971, Chalfen 1981, Lorac and Weiss 1981). Nous avons nous-mêmes analysé deux interventions de ce type, dont les fiches détaillées sont disponibles en annexe 31.

En dehors de ceux attribués à la thérapie, les sous-résultats potentiels de cette démarche sont les suivants :

- *Production d'un matériel de première main pour la recherche sociale (analyse du langage utilisé, des grammaires verbales et visuelles), qui plus est directement présentable.*
- *Accès facilité aux diverses représentations des participants*

Section 3 : Quelques enseignements tirés de l'analyse des interventions de VP identifiées dans la littérature

Pour donner un aperçu des projets de VP que nous avons identifiés et faciliter leur recherche dans les annexes, nous avons choisi de les présenter sous forme de tableau. Pour les lecteurs les plus pressés, désireux malgré tout d'en savoir plus sur les catégories, nous avons indiqué en rouge les expériences qui nous sont apparues comme étant les plus instructives.

L'ensemble des expériences est classé, dans la mesure du possible (certaines poursuivent de multiples objectifs), en fonction de la typologie que nous venons d'exposer.

³⁴⁴ Ce n'est pas, par exemple, le cas des travaux menés à Grandrieu par J.P. Olivier de Sardan, qui restent de la recherche audiovisuelle sociale très proche de l'ethnofilmographie, bien que les acteurs des vidéos assistèrent à diverses projections et furent amenés à réagir : « soyons clairs, pour nous, Grandrieu reste un terrain de recherche, non un lieu d'investissement personnel en terme d'inscription dans la vie locale » (Olivier de Sardan, 1985).

Nom du projet	Intervenants vidéo	Catégorie	Lieu	Date	Page
Projet Nigéria	Maneno Mengi	Activisme	Nigeria	2006	p. 154
Lutte contre l'apartheid	Vidéo News Services	Activisme	Afrique du Sud	1985	p. 184
Vidéo mémoire pour le MST	Dialogo Bresil	Activisme	Brésil	1993	p. 165
Télé-évènement à Roanne	Mirage vidéo	Activisme ; Thérapie	France	1992	p. 174
Bocaina do Sul	Dialogue culture et communication	Thérapie	Brésil	1990	p. 163
SaRA	?	Thérapie / Recherche audiovisuelle	Pérou	2000	p. 186
Projet Cacao	Cocoa Research Institute of Ghana	Formation spécialisée	Ghana	2005	p. 145
CESPA	FAO	Formation spécialisée	Mali	1989	p. 146
Silo Cincho	Centro Vianeï	Formation spécialisée	Brésil	1991	p. 166
Projet Riz ADRAO	Non identifiés	Formation spécialisée	Asie et Afrique	2001-07	p. 189
Lutte anti-érosion zone CMDT	CESPA	Formation spécialisée ; Echanges d'expériences	Mali	?	p. 182
Culture de la banane	Institut Kawanda (département communication)	Formation spécialisée ; Echanges d'expériences	Ouganda	?	p. 183
Vidéo Communication Haïti	Institut de l'Action Culturelle pour le Développement, (IACD) ; les frères Belkin	Formation spécialisée ; Echanges d'expériences	Haïti	1979	p. 169
Projet Safran	Institut National de Recherche Agronomique	Echanges d'expériences ; Formation spécialisée ; Thérapie	France	2002	p. 178
Action Health project	Communication for Change (C4C)	Echanges d'Expériences ; média communautaire	Nigéria	1992	p. 143
Vidéo Sabou et Nafa	Communication for Change (C4C)	Echanges d'Expériences	Guinée Conakry	2002	p. 144
SANFEC	SANFEC	Echanges d'Expériences/Activisme	Asie du Sud	1996	p. 185

Nom du projet	Intervenants vidéo	Catégorie	Lieu	Date	Page
Solar Power	Insight	Echanges d'Expériences ; Diagnostic/Planification/Evaluation	Turkménistan	1999	p. 149
Norma	Insight	Echanges d'Expériences ; Diagnostic/Planification/Evaluation	Inde, Chine, Pakistan, Grande Bretagne	2004- 2005	p. 150
VFA	Insight	Echanges d'Expériences	Turkménistan	2003 - 04	p. 152
TV Viva et TV Maxambomba	Centre de Création d'Images Populaires	Echanges d'Expériences	Brésil	1986	p. 161
Dialogue en vidéo sur l'agroécologie	Centre Vianeï	Echanges d'Expériences	Brésil	1991	p. 164
NOWEFOR	Equipe de réalisateurs camerounais et SAILD	Echange d'expériences	Mali	2006	p. 190
CENDIT	CENDIT	Echanges d'Expériences	Inde	1974	p. 167
Projet Vietnam	OXFAM	Diagnostic/Planification/Evaluation	Vietnam	1995	p. 162
Fisherfolk's project	Maneno mengi	Diagnostic/Planification/Evaluation	Tanzanie	1994	p. 153
N'Gorongoro	Maneno Mengi	Diagnostic/Planification/Evaluation	Tanzanie	1995	p. 155
Positive Futures	London School of Economics	Thérapie / Recherche audiovisuelle	Angleterre	2003	p. 187
Baraza TV	Maneno Mengi	Diagnostic/Planification/Evaluation ; Médiation/Concertation	Tanzanie	1998- 2000	p. 156
Cowley Road Matters	Insight	Diagnostic/Planification/Evaluation ; Médiation/Concertation	Grande Bretagne	2003- 2005	p. 151
Gestion des conflits fonciers au Liban	Association pour le développement rural d'Arsaal	Médiation/Concertation	Liban	1998	p. 171
Projet WADEMED	IAV Hassan II de Rabat ; Cirad	Médiation/Concertation Echanges d'Expériences ; Diagnostic/Planification/Evaluation	Maroc	2003- 2004	p. 176
Tiraque :miradas sobre el agua	Departé A. et Lassalle C.	Médiation/Concertation Diagnostic/Planification/Evaluation	Bolivie	2007 - 08	p. 191
District 9	Zammito F. et Coignac J.	Médiation/Concertation	Bolivie	2005	p. 188

Nom du projet	Intervenants vidéo	Catégorie	Lieu	Date	Page
Proshika's video project	Communication for Change (C4C)	Média communautaire	Bangladesh	1989	p. 144
Chiapas media project	NC	Média communautaire	Mexique	1998	p. 147
Comunity Media Trust	Deccan Development Society	Média communautaire	Inde	1998	p. 148
Projet SEWA	Communication for Change (C4C)	Média communautaire	Inde	1984	p. 157
Vidéo et rêves communautaires	Communication for Change (C4C)	Média communautaire	Egypte	1997	p. 158
TV Serrana	Institut Cubain de Radiotélévision	Média communautaire	Cuba	1993	p. 159
Kheda TV	SAC (Space Application Centre of the Indian Space Research Organization)	Média communautaire	Inde	1991	p. 170
KAYAPO video project	Centre de Travail Indigéniste ; T. Turner (anthropologue)	Média communautaire ; Activisme ; Thérapie	Brésil	1985-1993	p. 175
CESPAC	FAO	Formation spécialisée	Pérou	1974	Partie 1
PRODERITH	FAO	Formation spécialisée	Mexique	1978	Partie 1
Fogo process	Dép ^t de Vulgarisation de l'Université de Terrebonne	Activisme ; Médiation/Concertation	Canada	1967	Partie 1
PIA	Colin L. et Petit V.	Formation spécialisée ; Echanges d'expériences	France, Espagne	2005	p. 180
AGTER	Colin L. et Petit V.	Echanges d'Expériences	Mexique, France	2008	p. 181
Projet Centro AGUA	Colin L. et Petit V.	Médiation/Concertation	Bolivie	2002-2003	Partie 2
Projet FLOAGRI	Colin L. et Petit V.	Diagnostic/Planification/Evaluation	Equateur	2006	Partie 3
Projet Office du Niger	Colin L. et Petit V.	Diagnostic/Planification/Evaluation	Mali	2006	Partie 4
De nombreuses autres expériences non analysés	Un aperçu en p. 192				

Tableau 11 : index des interventions de VP analysées par les auteurs

On constate dans ce tableau la grande diversité des expériences recensées, qui plus est conduites dans des contextes à la fois urbains et ruraux, au Nord et au Sud, et impliquant des participants d'origine et de nature très diverses (enfants, malades, chercheurs, agriculteurs, employés, pêcheurs, etc.). Les premiers enseignements tirés de leur comparaison sont les suivants :

✓ La Vidéo Participative est un outil multifonctionnel aux retombées variées

La diversité des objectifs poursuivis démontre à nos yeux la grande souplesse des approches de VP et leur adaptabilité. Par ailleurs, force est de constater que malgré notre typologie, dans la pratique les démarches mises en place visent souvent plusieurs des objectifs principaux que nous avons définis ci-dessus. Elles peuvent donc être associées à diverses catégories, tout en présentant clairement une ou deux orientations dominantes. Ceci participe sans aucun doute de la diversité des protocoles d'intervention suivis. On constate qu'en parallèle des résultats visés, les projets induisent généralement un effet thérapeutique et des retombées en termes de formation ou d'effort de médiation, tout ceci dépassant les prérogatives initiales de l'intervention. Sur les fiches descriptives des expériences, jointes en annexe, nous avons systématiquement précisé quel était l'objectif principal (en rouge vif) ainsi que les objectifs secondaires (en rose pâle) à l'aide d'un bandeau de ce type :

Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Planification Diagnostic Evaluation	Médiation Concertation	Média communautaire
-----------	-------------------------	--------------------------	---------------------------	---	---------------------------	------------------------

Dans cet exemple, le projet concerné vise prioritairement la réalisation « d'échanges d'expériences », mais poursuit également de façon secondaire des objectifs d'« activisme » et de « formation spécialisée ». Ce sont des objectifs initiaux, ou construits au fur et à mesure de l'avancement de l'intervention, mais dans tous les cas ils sont clairement définis et ne tiennent pas compte des retombées non prévues par le projet.

✓ Une poignée de spécialistes de la VP

S'il existe un certain nombre d'équipes professionnelles d'intervenants vidéo rompus aux principes et techniques de la Vidéo Participative (nous pouvons citer Maneno Mengi, Insight, Communication for Change, Deccan Society Development, Centre Viane), on observe également ici et là des interventions menées de manière spontanée, sans appui extérieur (comme ce fut le cas au Liban notamment, dans le village d'Arsaal). Par ailleurs, certains pays semblent plus sensibles aux approches de VP que d'autres. C'est ainsi que l'Inde ou le Brésil abritent un grand nombre de ces interventions. Cette dernière remarque est évidemment conditionnée par notre capacité de détection des expériences réalisées : nous avons mentionné le dynamisme canadien dans ce domaine par le passé.

✓ Une technologie et une pratique potentiellement à la portée de tous

Ces expériences nous montrent également la relative facilité de transfert des compétences nécessaires à la mise en œuvre de ces démarches. Insight et C4C travaillent souvent en s'appuyant sur un groupe de participants locaux, formés aux techniques de la VP, et capables ensuite d'assurer le prolongement des efforts déployés durant l'intervention initiale, « pionnière ». Parfois les acteurs locaux peuvent même assurer la formation d'autres personnes à ces techniques (suivant le principe de la « formation de formateurs ») et ainsi participer de la diffusion des méthodes. En revanche, si C4C est arrivée dans certains cas à s'effacer totalement pour donner naissance par la suite à un véritable centre autonome de média communautaire (cf. vidéo SEWA par exemple, même si l'ONG a été sollicitée à plusieurs reprises pour apporter un soutien matériel à l'association), il n'en est pas de même d'Insight qui conserve une influence

assez importante sur les aspects les plus techniques (notamment le montage) malgré les formations qu'ils dispensent aux acteurs locaux. La volonté de favoriser *in fine* l'émergence de média communautaires mobilisant des techniques de VP (ce n'est que rarement le cas à l'heure actuelle, rappelons le) pour stimuler la réflexion, appuyer les luttes locales, favoriser les médiations ou encore renforcer l'estime de soi, semble de plus en plus importante et partagée par l'ensemble des intervenants vidéo professionnels. Maneno Mengi, par exemple, désire fortement développer ce type de démarche. La difficulté réside bien sûr dans le temps nécessaire à l'acquisition de telles compétences locales et dans l'entretien et le renouvellement du matériel audiovisuel, pas toujours évident à assurer selon l'isolement des centres. Par ailleurs, il est clair que ce type d'organisation promouvant un nouveau mode de communication est susceptible de bousculer par ses activités les relations de pouvoir établies, ce qui n'est pas toujours pour plaire aux dirigeants, qui peuvent se révéler peu enclins à appuyer la naissance de tels groupements.

✓ La Vidéo Participative est un outil qui peut inquiéter les puissants

Certaines des expériences identifiées dans la bibliographie montrent que des oppositions politiques locales trop fortes peuvent annihiler toutes les avancées permises par les projets de VP. L'effet est alors dramatique, puisque la mise en œuvre de la démarche contribue généralement à susciter des espoirs au sein de certains groupes, souvent parmi les plus marginalisés. Et leurs attentes se retrouvent balayées par des autorités qui décident unilatéralement de ne pas tenir compte des résultats de cette approche. Une telle réaction a notamment été observée dans le cadre du projet de Maneno Mengi à N'Gorongoro, et c'est aussi quelque part ce à quoi nous avons dû nous-mêmes faire face au Mali, et en Bolivie, où un rejet de ce type a d'ailleurs conduit au soulèvement d'une partie de la population contre les autorités politiques locales.

✓ La plupart des interventions de VP sont de type « échanges d'expériences », « média communautaire » ou « formation spécialisée »

Il nous semble important de noter que la plupart des interventions identifiées sont de types « échanges d'expériences », « média communautaire » ou « formation spécialisée ». Ceci peut s'expliquer par leur relative simplicité de mise en œuvre et des résultats qui sont généralement très bons. Comme nous le verrons par la suite, des interventions de type thérapie, diagnostic ou médiation/concertation sont plus délicates à diriger et exigent de fait une certaine expérience et un savoir-faire spécifique de la part des intervenants vidéo.

Personnellement, nous avons par deux fois déjà accompagné des voyages d'études (cf. projets PIA et AGTER), pendant lesquels un groupe de composition variée (agriculteurs, enseignants, techniciens, etc.) effectue des visites et assiste à des présentations thématiques afin de mener une réflexion collective sur un ou des sujets particuliers. L'accompagnement vidéo de ce type d'évènement, même s'il relève avant tout de l'échange d'expériences ou de la formation (les vidéos servent en général à restituer le contenu du voyage à des personnes n'y ayant pas participé), reste un exercice nécessitant un certain savoir-faire : il faut comprendre les perceptions et les intérêts spécifiques des participants pour les synthétiser en vidéo, suivre l'évolution de l'analyse collective tout en la filmant, enregistrer les visites, et si possible proposer des animations vidéo en cours de voyage pour permettre au groupe de revenir lors de réunions bilans sur les points clefs des jours précédents. Puis il s'agit bien sûr de scénariser collectivement les séquences. Le travail est considérable et doit être réalisé en très peu de temps. Mais cette démarche d'analyse – capitalisation permet de valoriser l'investissement souvent important réalisé dans les voyages d'études (en personnes, énergie, temps et argent) en proposant un outil qui aide les participants à analyser les situations en cours de voyage et leur permette ensuite de restituer leur expérience.

Section 4 : Les critères caractéristiques des différents types de démarches de Vidéo Participative

Le tableau 12 en page 587 présente les sept types de démarches de VP, définies à partir des expériences d'appui au développement local recensées dans la littérature. Il vise à éclairer en termes opérationnels les grandes caractéristiques de chaque approche. Les principales différences que nous avons relevées reposent sur l'importance relative du processus par rapport au produit vidéo ; sur l'aspect linéaire ou itératif du déroulement du processus de production ; sur la nature et l'hétérogénéité plus ou moins grande des participants à ces démarches ; sur les différents publics visés ; et finalement sur le rôle de l'intervenant extérieur, lorsqu'il y en a un. Enfin, pour le compléter nous avons ajouté à ce tableau les différents atouts de la vidéo participative sur lesquels s'appuient chacune des démarches, ainsi que leurs durées moyennes approximatives. Nous allons commencer par discuter les critères opérationnels retenus pour les distinguer. Ceci doit permettre de mettre en relief la définition de la Vidéo Participative que nous proposons (cf. Partie 1 Chapitre 2 Section 1).

4.1 Vidéo-processus ou vidéo-produit ?

La distinction entre processus et produit, reprise dans la plupart des ouvrages traitant de communication alternative ou participative (Bessette G., 2006, Dagron A.G., 2001, Langlois Y., 1995, Huber B., 1998, Shaw J. et Robertson C., 1997, Braden S. et Huong T.T.T., 1998, Harding T., 1997, etc.), constitue un aspect fondamental des démarches dites de Vidéo Participative. Elle mérite donc d'être évoquée dans ce travail, même si le sujet a déjà été largement approfondi par les auteurs sus-cités. Le « vidéo-processus », correspond comme son nom l'indique à l'ensemble des étapes de production d'une vidéo. Le « vidéo-produit » renvoie quant à lui au produit fini, achevé. Alors que le premier est dynamique, le second est figé.

Il est largement admis que pour le milieu audiovisuel professionnel, ce qui compte est la qualité du produit final. Celle-ci repose entre autres sur sa pertinence en termes de message mais aussi sur son esthétique, son rythme et son originalité. Le processus de production est de son côté toujours le même, et caractérisé par sa linéarité (cf. paragraphe suivant) et la stricte division des tâches entre les différents participants. Comme nous cherchons à l'exprimer au travers de notre définition du concept de Vidéo Participative (cf. Partie 1, Chapitre 2, Section 1), les défenseurs de la VP mettent pour leur part surtout en avant la nature (participative) et la qualité du processus de réalisation des vidéos. Mais s'il est commode d'opposer les démarches centrées sur le produit à celles centrées sur le processus, il nous semble cependant abusif de refuser aux processus de vidéo participative (pour des raisons parfois idéologiques, et une volonté de se différencier des démarches classiques, que nous pouvons comprendre) toute recherche d'une certaine qualité du produit fini.

Si certains projets, de type « thérapie » ou « médiation » notamment, peuvent bel et bien s'affranchir totalement de la qualité du produit fini - tant qu'il reste visionnable et audible -, puisque celui-ci n'a aucunement pour vocation de quitter le cercle restreint des participants, ce n'est pas le cas des autres démarches. D'une manière ou d'une autre, elles cherchent à véhiculer des messages dont l'impact et l'intelligibilité dépendent nécessairement en partie de la qualité du travail de réalisation. Ainsi, s'il nous semble clair que l'accent mis sur le processus constitue le premier critère de distinction des démarches dites de vidéo participative, il n'en demeure pas moins que celles-ci peuvent avoir, selon leurs objectifs de terrain, plus ou moins intérêt à ce que la qualité du produit fini soit la meilleure possible. Or, sans remettre en cause

les capacités d'apprentissage des populations locales concernées par ce type de projet, ni leur capacité à maîtriser l'outil vidéo, il nous semble indéniable qu'un expert dont c'est le métier sera plus à même d'assurer la réalisation d'une vidéo de qualité, surtout dans un laps de temps réduit. En effet, comme tout média, l'audiovisuel dispose de codes et de subtilités que seule la pratique répétée permet d'acquérir.

Certaines personnes ont d'ailleurs une position extrême sur la question et sont sur la défensive face à la démocratisation des techniques audiovisuelles. Lorsque l'on s'entretient de vidéo participative avec des réalisateurs professionnels, ils sont souvent méfiants, parfois méprisants, vis-à-vis d'approches qui offrent le contrôle technique à des non professionnels. Le jugement porté sur les produits vidéo est généralement « c'est pas *broadcast* », il faut y entendre « ça n'a pas la qualité suffisante pour une diffusion télévisée », quand bien même cet objectif télévisuel n'a jamais été envisagé. Ce jugement atteste plus d'une réaction d'orgueil que d'une analyse sérieuse. En témoignent les récents documentaires sur les prisonniers carcéraux à Panama ou sur les SDF de l'association Don Quichotte, pour lesquels la caméra fut confiée aux acteurs locaux (en guise de sésame pour accéder à ces milieux particulièrement impénétrables). Ces films sont d'une grande qualité, qui ne tient donc pas qu'aux considérations techniques, mais s'appuie sur le fond. L'œil et l'oreille du spectateur se focalisent sur le contenu s'il est assez fort pour se suffire à lui-même, ce qui est d'ailleurs généralement le cas pour les acteurs locaux visionnant leur quotidien mis en images pour la première fois.

Tout ceci implique que selon les objectifs poursuivis localement par la démarche de Vidéo Participative, et notamment les intentions de diffusion, l'influence de l'intervenant vidéo sur le processus de réalisation sera plus ou moins forte. Il aura une attitude d'autant plus dirigiste et prendra d'autant plus de décisions concernant la forme de la vidéo que celle-ci sera destinée à être diffusée largement et à porter un ou des messages particuliers. On peut s'en rendre compte en comparant par exemple une intervention d'échange d'expériences comme le projet Solar Power, où le nombre et la diversité des spectateurs furent restreints et où l'ensemble des aspects techniques (ou presque) a été confié aux paysans eux-mêmes, et une intervention de formation spécialisée comme le projet CESPAC, où certaines vidéos pouvaient être visionnées par plusieurs milliers de spectateurs et où la qualité pédagogique de produit était primordiale.

4.2 Processus de production linéaire ou itératif ?

Si l'accent mis sur le processus de réalisation plutôt que sur le produit vidéo est une caractéristique essentielle des démarches de VP, l'analyse des interventions recensées dans la littérature montre tout de même l'existence de deux grands types de processus de production : linéaire et itératif. Leur différence repose sur l'existence d'un contrôle rétroactif (*feed-back*) de la part des participants directs et/ou des spectateurs sur le produit final³⁴⁵, et de sa réelle prise en compte (c'est-à-dire la réalisation d'éventuelles modifications de la vidéo selon le contenu du *feed-back*). Alors que dans les processus linéaires l'itinéraire classique de production est écriture, tournage, montage et enfin diffusion, dans les processus itératifs l'itinéraire est de type écriture, tournage, montage, visionnage collectif, réécriture éventuelle, re-tournage, re-montage, re-visionnage, etc., jusqu'à obtention d'un produit conforme aux attentes de l'ensemble des participants, ou jusqu'à ce que les objectifs spécifiques de la démarche d'intervention soient atteints (cf. figure 29 ci-dessous). Souvent, dans le cadre des processus itératifs, la qualité du vidéo-produit n'est que très secondaire.

³⁴⁵ Voir même sur différents produits intermédiaires successifs, si la réalisation est progressive ou que la vidéo se construit de manière évolutive (vidéo de première génération, puis de seconde génération, etc.)

Processus linéaire de construction d'une vidéo



Processus itératif de construction d'une vidéo

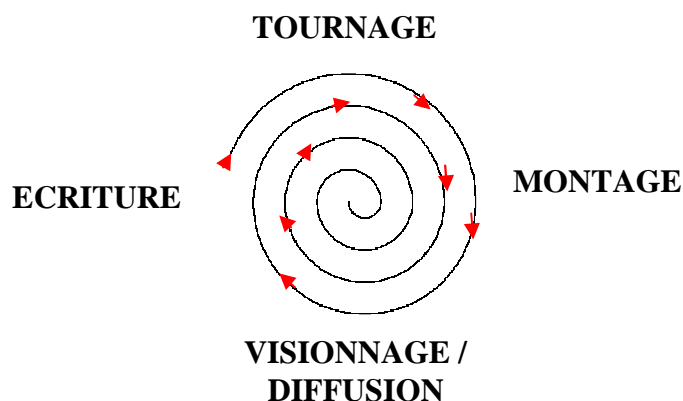


Figure 29 : Processus linéaire et processus itératif d'élaboration d'une vidéo

Nous avons constaté lors de nos propres expériences et au travers de celles identifiables dans la bibliographie que plus la qualité du produit final est un enjeu, et donc l'implication de l'expert vidéo est grande (cf. ci-dessus), moins l'itérativité du processus semblait pouvoir être forte. En effet, accepter pleinement que le processus soit itératif c'est se risquer à voir sans cesse le produit vidéo modifié par les acteurs locaux, tant sur le fond que sur la forme. C'est en quelque sorte perdre le contrôle sur la qualité du produit. Il apparaît également que l'itérativité de l'exercice de production constitue un facteur important d'appropriation du processus comme du produit vidéo final (voir à ce sujet nos conclusions dans le chapitre précédent sur le partage des fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur, base de l'itérativité d'un processus vidéo, et en partie de l'appropriation du processus). Au sein des sept catégories de VP, on remarque que lorsque le type du produit vidéo final (durée, nature du message principal, niveau et plan de diffusion, etc.) est défini par avance (c'est souvent le cas par exemple de démarches de type activisme ou échanges d'expériences), alors le processus de construction est généralement linéaire. Ceci s'explique par le fait que l'itérativité suppose l'acceptation d'une certaine incertitude quant au résultat final, qui n'est pas compatible avec l'ensemble des objectifs. C'est pourquoi, si l'itérativité est caractéristique des projets de VP, tous les projets de VP ne sont pas pour autant itératifs, et plusieurs degrés (nombre de boucles réalisées) et modalités (qui a la possibilité de participer aux retouches de la ou des vidéos ? Ces corrections sont-elles apportées de manière individuelle ou font-elles l'objet de discussions collectives ?) peuvent être observés.

Notons enfin que la phase de conception - qualifiée « d'écriture » dans la figure 29, en référence au synopsis et au *storyboard* généralement rédigés avant un tournage - ne constitue pas nécessairement la première étape du processus de réalisation, que celui-ci soit linéaire ou itératif. La réalisation peut en effet commencer directement par la phase de tournage, afin d'utiliser les images obtenues pour inspirer l'écriture ultérieure du *storyboard*. Si certains praticiens affirment volontiers que l'une des différences essentielles entre la VP et la production audiovisuelle classique réside dans le fait que la première n'a jamais recours à un *storyboard*, l'analyse des interventions de VP dans toute leur diversité montre qu'il ne s'agit pas là d'une règle systématique.

4.3 Le groupe de travail

Précisons tout d'abord que nous qualifions de « groupe de travail » les collaborateurs amenés à remplir les fonctions de producteurs (en dehors d'un simple financement) et/ou d'acteurs dans le processus de réalisation de la vidéo. Nous en dissocions ainsi les simples spectateurs (de façon notamment à améliorer l'intelligibilité du tableau 12 de présentation de la typologie) tout en ayant conscience qu'ils peuvent avoir dans certains cas un rôle important à jouer dans la réalisation même du film (notamment lorsque la démarche suivie est itérative, auquel cas ils seront considérés comme producteurs tout autant que spectateurs).

L'analyse des interventions de VP menées par d'autres équipes nous a permis d'identifier deux caractéristiques essentielles des membres de groupes de travail. La première correspond à leur relation au contenu du film. En effet, soit le sujet du film détermine quels peuvent être ces membres (libre à eux par la suite d'accepter de participer ou non), soit ce sont les membres qui déterminent le sujet du film. Le premier cas est souvent couplé à une démarche - linéaire le plus souvent - centrée sur le produit et sa diffusion, tandis que le second est généralement relié à une démarche - itérative le plus souvent - orientée vers le processus.

La seconde caractéristique renvoie à l'homogénéité ou à l'hétérogénéité du groupe. En effet, ses membres peuvent appartenir à un même ensemble d'acteurs, c'est-à-dire un groupe d'individus partageant les mêmes intérêts, logiques, difficultés et pouvoir de décision ou d'influence vis-à-vis d'une problématique donnée. Nous parlerons alors de groupe « homogène ». Ils peuvent également appartenir à des groupes différents (communautaires, élus politiques locaux, bailleurs de fonds, etc.), auquel cas nous qualifierons leur réunion « d'hétérogène ». Au-delà de cette appartenance d'origine, l'homogénéité du groupe de travail peut tenir au simple fait que les intérêts de ses membres ne sont pas totalement divergents. Ce sera souvent le cas des démarches de formation spécialisée, dans lesquelles les experts sont amenés à interagir par vidéo interposée avec le groupe des bénéficiaires. On constatera enfin que plus l'hétérogénéité du groupe de travail est forte, plus il est difficile de prendre des décisions consensuelles et plus l'influence de l'intervenant vidéo grandit, sur le processus comme sur le produit.

4.4 Le public de la ou des vidéos produites

Un autre critère de distinction important entre les démarches de VP est le type de public visé. Nous en distinguons trois différents. S'il s'agit de diffuser le produit vidéo le plus largement possible (souvent le cas des démarches de type activisme ou média communautaire, centrées sur le produit, linéaires, et traitant d'un sujet prédéfini), alors le public est illimité. Il est au contraire généralement restreint aux seuls participants directs au processus et à quelques personnages satellites clefs, comme éventuellement les décideurs politiques et financiers, dans les démarches de type thérapie ou diagnostic. Dans le cas des approches de médiation en revanche, nous avons constaté que si le public initialement privilégié correspondait bien aux participants directs, il y avait fréquemment un intérêt certain pour que la diffusion dépasse ces frontières et rencontre une écoute plus large.

Le dernier type de public correspond à un ensemble d'individus ou de groupes défini spécifiquement par un plan de diffusion. Ce dernier cas est caractéristique notamment des démarches de formation spécialisée et d'échanges d'expériences, dont les bénéficiaires sont potentiellement très nombreux et font donc l'objet d'un choix préalable (orienté par des considérations socio-économiques, politiques ou logistiques), par le groupe des producteurs le plus souvent.

Enfin, les produits vidéo ont parfois une vie « autonome » (copies, prêts, échanges, etc.) qui leur permet de toucher progressivement un public plus large incluant souvent des groupes non prédéterminés. Beaucoup associent un tel constat à une certaine réussite du projet vidéo.

4.5 Le rôle de l'intervenant vidéo

Ce dernier critère de distinction retenu est certainement le plus discriminant. Et bien que dans le détail le rôle d'intervenant vidéo soit réellement différent lors de chaque projet de VP, nous pouvons tout de même définir des tendances générales, propres à chaque type de démarche.

L'intervenant peut d'abord être un prestataire de service, et donc être très « directeur », à savoir prendre la grande majorité des décisions concernant le contenu et/ou la forme du film, ce qui fait de lui quelqu'un de très impliqué. Il peut être « accompagnateur », auquel cas il se contente de proposer un outil et reste en retrait, encadrant le processus mais n'intervenant pas ou peu sur le contenu ou la forme des produits vidéo. Il peut aussi jouer le rôle de « communicateur », c'est-à-dire servir de relais entre les acteurs afin d'assurer les échanges. Il est alors plus ou moins impliqué dans le processus, stimulant l'émergence de nouveaux canaux de communication et influençant la forme des produits audiovisuels, mais moins leur contenu. L'intervenant peut également assurer un rôle de « chercheur » ou « d'enquêteur », plus intéressé cette fois-ci par le contenu. Si dans une démarche de VP de type diagnostic, l'expert vidéo n'a pas réellement vocation à donner explicitement son point de vue, il est néanmoins pleinement responsable de la pertinence (pour le diagnostic) du contenu des produits finaux³⁴⁶, et son implication est donc assez forte. Enfin, nos propres expériences de terrain nous ont permis de définir pour l'intervenant le rôle particulier de « médiateur impliqué ». Dans cet habit, l'expert vidéo sert d'accoucheur d'idées à la manière de la maïeutique socratique. Il doit néanmoins être en mesure, lorsqu'on le lui demande, d'exprimer clairement son propre point de vue sur la problématique en s'assurant de ne pas paraître comme « LE » détenteur du juste jugement. C'est pourquoi nous rajoutons le qualificatif « impliqué » à l'appellation « médiateur », cette dernière étant trop souvent associée à une utopique notion de neutralité. Pour conclure sur ce rôle particulier, notons que nos expériences nous ont permis de constater que plus le nombre et l'hétérogénéité des acteurs participants au processus étaient élevés et plus l'implication de l'intervenant vidéo devenait importante.

Précisons enfin que dans le tableau suivant les catégories activisme et média communautaire ont été mises dans une couleur différente de façon à les distinguer des autres. Comme nous l'avons vu, ces démarches sont réellement situées à la limite de la Vidéo Participative. Dans bien des cas d'ailleurs leurs objectifs peuvent être atteints sans nécessairement passer par des démarches participatives de production. On constatera au passage que pour ces deux catégories l'accent est clairement mis sur le produit, et que celui-ci est obtenu selon un processus généralement linéaire : les démarches associées sont le plus souvent très proches des modes traditionnels de production audiovisuelle. Nous avons décidé de les faire figurer de part et d'autre du tableau, plutôt que du même côté, car on peut considérer que ces deux catégories représentent en quelque sorte les deux extrêmes des processus de Vidéo Participative (quand ils le sont) : dans les démarches « d'activisme », l'essentiel des fonctions est assuré par l'intervenant vidéo, tandis que dans les démarches de média communautaire, il est assuré par la population locale.

Finalement, aucun des facteurs que nous venons de discuter n'est en soi discriminant des approches de Vidéo Participative existantes, c'est bien un faisceau de critères qui nous permet d'établir la ségrégation présentée dans le tableau.

³⁴⁶ Rappelons que si ce « chercheur » décide de mettre ou non en avant tel ou tel aspect du discours des acteurs, ce choix, bien qu'unilatéral de prime abord, est rapidement confronté aux jugements des participants directs au processus (dont fait souvent partie l'interviewé) au travers de la diffusion. Cette confrontation permet de rééquilibrer le poids du « chercheur » dans le processus et constitue la principale différence avec les démarches classiques de diagnostic participatif.

	Activisme	Thérapie (Recherche)	Formation spécialisée	Echanges d'expériences	Diagnostic / Planification / Evaluation	Médiation / Concertation	« Média communautaire »
<i>La démarche repose sur le processus ou le produit ?</i>	Le produit	Le processus <i>NB : le produit est important pour la recherche</i>	Les deux avec une forte valorisation du produit	Les deux avec une forte valorisation du produit	Les deux : le processus et le produit	Le processus <i>NB : L'intérêt du produit final ne réside que dans son rôle de mémoire du processus</i>	Le produit <i>NB : abstraction faite de l'« empowerment » lors de la formation de l'équipe locale</i>
<i>La réalisation est-elle linéaire ou itérative ?</i>	Linéaire	Linéaire, parfois en partie itérative	Linéaire, parfois en partie itérative	Linéaire et/ou itérative	Itérative	Itérative et/ou linéaire	Linéaire
<i>Quels sont les acteurs locaux participants directement à la démarche ?</i>	Ils sont déterminés par le sujet documenté ; groupe homogène ou hétérogène	Les membres d'un même groupe d'acteurs, partageant des difficultés communes ; ils déterminent le sujet ; homogène	Des représentants des destinataires de la formation ; déterminés par le sujet documenté ; homogène (+des experts)	Des communautés, confrontés aux mêmes difficultés ; ils peuvent déterminer ou être déterminés par le sujet documenté ; homogène	L'ensemble des acteurs concernés par la problématique étudiée ; ils sont déterminés par le sujet ; homogène ou hétérogène	Tous les acteurs concernés par le sujet, aux différents niveaux hiérarchiques ; ils déterminent ou sont déterminés par le sujet ; hétérogène	Les producteurs sont ceux de la communauté formés à l'utilisation de la vidéo ; les acteurs sont déterminés par le sujet ; homogène
<i>Quel est le public cible de la vidéo ?</i>	Un public le plus large possible : « opinion publique », décideurs politiques et financiers	Public très restreint : seuls les participants sont amenés à regarder les vidéos	Défini selon un plan de communication ; les participants au processus et leurs pairs	Défini selon un plan de communication ; les participants au processus, leurs pairs et éventuellement leurs partenaires	Un public restreint, très ciblé ; chercheurs, décideurs politiques et financiers	Un public restreint en premier lieu à l'ensemble des participants au processus, puis élargi	Un public très large, propre à chaque vidéo
<i>Quel est le rôle de l'intervenant ?</i>	Directeur ; très impliqué ; attitude directive	Accompagnateur ; en retrait ; simple animateur, technicien éclairé <i>NB : analyste pour la recherche audiovisuelle</i>	Communicateur (entre destinataires et experts) et technicien éclairé	Communicateur : disponible et impliqué	Chercheur, enquêteur : en position d'observateur averti	Médiateur impliqué, assumant son positionnement au sein du système d'acteur	<i>Il n'y a plus d'intervenant vidéo « extérieur »</i> Ils sont nécessairement impliqués et souvent directs
A titre indicatif							
<i>Quels sont les principaux atouts de l'outil vidéo à être sollicités ?</i>	Potentiel de diffusion de masse ; impact de l'image	Effet miroir ; autoscopie ; maîtrise d'une technologie « de pointe » <i>NB : révélateur des représentations pour la recherche</i>	Intelligibilité du message ; potentiel de diffusion de masse	Communication horizontale et verticale (à double sens) ; intelligibilité ; effet miroir	Preuve visuelle et impact de l'image ; communication verticale (« bottom-up ») ; dépassement des limites spatiales et temporelles	Flexibilité du montage ; communication horizontale et verticale (à double sens) ; double espace d'expression ; effet miroir et mémoire	Potentiel de diffusion de masse ; impact de l'image ; maîtrise de l'information produite
<i>Quelle est la durée approximative de l'intervention ?</i>	Quelques semaines	Quelques jours	Quelques semaines	De quelques semaines à quelques mois	De quelques semaines à quelques mois	Quelques mois	Quelques semaines avec les experts, puis des années

Tableau 12 : Principales caractéristiques des différents types de Vidéo Participative

Section 5 : Modalités de participation des acteurs locaux et des intervenants vidéo

Nous allons décrire et comparer ici la répartition des différentes tâches nécessaires à la réalisation et l'exploitation d'une vidéo participative pour chaque type de démarche. Pour ce faire nous nous sommes fondés sur l'analyse des grilles de lecture établies pour chacun des cinquante projets identifiés. Nous n'en présentons donc ici que la synthèse. A toutes fins utiles rappelons que nous désignons par « milieu » l'ensemble des personnes susceptibles d'être concernées, directement ou indirectement, par la problématique locale. Ce milieu n'a pas de frontières physiques précises, nous l'associons à tout ce qui est discuté publiquement.

5.1 Activisme

✓ Planification

La demande est formulée par des ONG locales ou internationales mais ayant un lien fort avec le terrain. Dans le cas du Mouvement des Sans Terres au Brésil c'est l'association elle-même qui a exprimé le besoin de retracer l'histoire de sa lutte. Dans cette phase du processus l'intervenant vidéo se positionne en tant que prestataire de service, conseillant éventuellement l'ONG sur la stratégie de réalisation à suivre.

✓ Conception et réalisation

L'implication des intervenants vidéo est très forte à cette étape. La qualité technique de ce type de travail est souvent proche de celle nécessaire à la réalisation d'un documentaire professionnel. Les experts prennent donc en charge la totalité du tournage et du montage (certains projets d'Insight font exception à la règle). En revanche pour les choix de contenu (fil conducteur, thématiques à approfondir, personnes à interviewer et questions à leur poser), on constate que l'ONG à l'origine du projet s'investit fortement, en collaboration avec les intervenants vidéo, souvent au travers de la formation d'un groupe de travail et de suivi du projet vidéo. Le rôle de ce groupe de travail peut varier selon les cas, de la simple formulation de la thématique générale et de l'accompagnement sur le terrain des intervenants vidéo, au choix des personnes à interviewer et des questions à leur poser, jusqu'à la sélection des rushes en vue du montage final.

Le processus de réalisation est fondamentalement **linéaire**.

✓ Validation et diffusion

La validation finale du contenu est assurée par le groupe de travail lui-même, mais ne constitue généralement qu'une formalité. Le plan de diffusion est défini et organisé le plus souvent par l'ONG commanditaire, éventuellement avec le concours des intervenants vidéo.

✓ Post-production et après-projet

Il en est de même que pour l'étape précédente.

✓ Rôle de l'intervenant vidéo

Son implication et son importance dans les différentes décisions de réalisation dépendent de l'origine de la demande. Son implication sera nettement plus forte si la demande est d'origine

exogène au milieu (cf. projet Nigéria). Malgré tout son rôle reste celui d'un **prestataire de service**, d'un **directeur**. Il n'est pas le moteur du processus.

5.2 Thérapie (Recherche)

✓ Planification

Pour la thérapie au sens strict, l'origine de la demande est clairement locale (que ce soit les destinataires directs de cette intervention, ou bien leurs organes représentatifs ou leur hiérarchie), même si souvent le choix précis de l'outil vidéo résulte d'une rencontre entre des acteurs locaux et des intervenants vidéo. En revanche dans le cas où l'objectif de recherche est dominant, c'est le chercheur qui est à l'origine du projet.

✓ Conception et réalisation

Le groupe de travail s'investit considérablement dans toute cette phase de conception tandis que le ou les intervenants vidéo cherchent à s'effacer le plus possible. En effet ce n'est qu'au travers d'un engagement fort et assumé de la part du groupe de travail que le processus réflexif peut prendre tout son sens. Les décisions, souvent prises collectivement, font l'objet de longues discussions qui alimentent le travail thérapeutique. Malgré tout l'intervenant vidéo assure encore la majorité des aspects techniques à cette étape, même s'il peut lui arriver de déléguer certaines responsabilités au groupe de travail (notamment en ce qui concerne le montage et la réalisation d'éventuelles interviews).

En recherche audiovisuelle en revanche, l'ensemble de la réalisation est laissé aux mains des participants, puisque ce processus renseigne également les analystes.

Dans les deux cas néanmoins la qualité technique du travail est tout à fait secondaire, ce qui ne veut pas dire non plus qu'elle soit nécessairement mauvaise.

La démarche de réalisation est le plus souvent **itérative** (ceci se vérifie si l'on élargit notre champ d'investigation aux vidéos d'entreprise, d'accompagnement de professeurs nouvellement en poste, aux vidéos sportives, etc.). Néanmoins il est possible de rencontrer des projets où celle-ci était linéaire, d'autant plus si c'est un objectif de recherche audiovisuelle qui domine.

✓ Validation et diffusion

Il n'y a pas réellement de validation ou d'invalidation du produit vidéo. Il n'est qu'un outil permettant de favoriser la réflexion individuelle et collective sur la situation locale, et de faciliter sa verbalisation. Il n'y a généralement pas non plus de diffusion, en dehors de celles en présence des participants directs au processus.

✓ Post-production

De même qu'il n'y a pas de diffusion, il n'y a pas de post-production, ni de véritable après-projet.

✓ Rôle de l'intervenant vidéo

Dans une démarche de thérapie les intervenants jouent le rôle de ce que nous nommons des « **techniciens éclairés** ». Ils sont en charge de la technique et assurent toute la mise en forme du produit vidéo, mais ils participent également, lorsqu'ils sont sollicités, aux décisions ou discussions relatives au contenu. Les intervenants assument également un rôle **d'animateurs**, chargés d'organiser les discussions collectives autour de la vidéo, et d'aider individuellement à la verbalisation des difficultés rencontrées par chacun.

NB : Dans une démarche de recherche audiovisuelle, les intervenants vidéo sont des **formateurs** qui transfèrent la technique aux participants, puis des **analystes** qui interprètent les vidéos.

5.3 Formation spécialisée

✓ Planification

Deux origines se rencontrent fréquemment pour ce type de demande. Soit celle-ci est le fait d'un groupe de chercheurs ou d'une organisation totalement exogène (institution politique, associative, etc.) qui recrute les intervenants vidéo, soit elle est issue des intervenants eux-mêmes (qui dans ce cas travaillent souvent de manière quotidienne sur de tels programmes de formation) et résulte de leurs contacts étroits avec les futurs bénéficiaires de la formation.

✓ Conception et réalisation

Généralement dans ces démarches le contenu des produits vidéo est défini tout d'abord par le milieu, via un groupe de travail, puis complété par des chercheurs spécialistes du sujet traité. L'intervenant vidéo est alors chargé d'assurer les échanges (parfois par vidéo interposée) entre le milieu et les chercheurs, et il conserve toute la maîtrise technique. Il joue parfois le rôle de formateur, pour permettre aux participants eux-mêmes de filmer les images d'appui ou de réaliser les interviews (Cf. projet Cacao ou projet CESP). La qualité technique du produit est importante. La réalisation d'un bon outil pédagogique exige un certain savoir-faire.

Dans la majorité des exemples identifiés la démarche mise en place est **itérative**. L'objectif est ainsi d'adapter les vidéos pédagogiques aux besoins réels des destinataires finaux de la formation, en les incluant pleinement dans leur réalisation. Néanmoins nous avons également constaté l'existence d'expériences de formation spécialisée suivant des processus plutôt linéaires (cf. projet *Silo Cincho*). C'est notamment le cas lorsque des chercheurs souhaitent que la formation permette la diffusion d'une (ou plusieurs) pratique(s) spécifique(s).

✓ Validation et diffusion

Les destinataires de ces formations sont désignés par les commanditaires des vidéos. Cette décision échappe donc aux prérogatives des participants directs. Par ailleurs la diffusion est accompagnée d'une animation pouvant nécessiter le recours à des outils pédagogiques complémentaires.

✓ Post-production et après-projet

De même, cette étape est laissée aux bons soins des instigateurs de l'intervention (chercheurs ou intervenants vidéo).

✓ Rôle de l'intervenant vidéo

Une nouvelle fois il semble que dans ce type de démarche le rôle d'intervenant vidéo soit celui de **technicien éclairé**, mais aussi de **communicateur** (au sens de personne qui met en communication), **d'animateur** et même de **formateur** parfois. L'intervenant joue un rôle moteur dans le processus.

5.4 Echanges d'expériences

✓ Planification

La formulation de la demande d'intervention est dans la majeure partie des cas le fait de chercheurs ou d'ONG travaillant depuis ou pour longtemps sur le terrain, au contact régulier de la population. Ils contractent généralement des intervenants professionnels (tels que Communication for Change ou Insight), mais dans certains cas montent leur propre équipe vidéo qui développe alors peu à peu ses compétences par la pratique (cf. projet WADEMED). Cette dernière option est certainement celle qui favorise le plus la pérennité de la démarche.

✓ Conception et réalisation

La littérature montre que dans ce type d'intervention les degrés et modalités d'implication de la part des intervenants vidéo dans les aspects les plus techniques peuvent être extrêmement divers. Parfois ils s'occupent de tout, et même des choix de contenu (Cf. TV Maxambomba et TV Viva, où le milieu ne participe au processus qu'au moment des projections des vidéos finales); parfois ils forment des acteurs locaux au tournage, voire au montage (même si la pratique du tourné-monté prédomine largement) et ces derniers se chargent de faire jaillir, éclore une parole auprès de leurs pairs, qu'ils mettent ensuite en forme ; enfin parfois un groupe de travail est constitué entre des représentants du milieu et les intervenants vidéo, qui débattent des aspects techniques comme des choix de contenu. La composition de ce groupe est souvent très mouvante. Il permet avant tout d'assurer la pertinence et la cohérence entre le contenu de la vidéo et la réalité du terrain, du point de vue des acteurs locaux.

Dans la majorité des cas étudiés la démarche mise en place est **linéaire**, mais elle peut être légèrement itérative comme dans les cas des projets Solar Power ou NORMA d'insight.

✓ Validation et diffusion

Le choix des publics bénéficiaires de ces vidéos informatives est le plus souvent réservé aux personnes à l'origine de la demande d'intervention, mais l'accord des interviewés est considéré comme incontournable dans tous les cas étudiés. Il en est même où des membres du groupe de travail sont associés à l'animation des réunions de projection qui sont organisées. Nous avons également constaté que sur les terrains où ce type d'intervention avait cours depuis quelques temps déjà, il n'était pas rare de voir certains acteurs locaux demander explicitement aux porteurs du projet qu'une vidéo soit réalisée sur tel ou tel sujet, soit pour exporter leur propre expérience ou savoir-faire, soit pour en acquérir auprès d'autres personnes.

✓ Post-production et après-projet

Cette étape est à la charge des intervenants vidéo, éventuellement des personnes à l'origine du projet : ils assurent la poursuite des échanges sur la durée. Notons que pour ce projet où la demande d'appui est venue des futurs bénéficiaires (cf. projet Safran) de l'échange, ces derniers ont participé activement à la pleine valorisation du matériel créé.

✓ Rôle de l'intervenant vidéo

Nous l'avons vu, les rôles endossés par les intervenants vidéo varient selon les projets : **formateurs** de futurs intervenants vidéo locaux, puis **personnes-ressources** sur la durée ; **garants de la participation du milieu, de la constitution et du fonctionnement équilibré du groupe de travail**, et **garants de la qualité technique** du ou des produits finis (les intervenants vidéo sont alors très impliqués dans le processus tout en restant en retrait vis-à-vis

du contenu du ou des produits) ; « simples » **techniciens** ; ou encore **techniciens, scénaristes et animateurs**. Toutes les combinaisons semblent envisageables.

5.5 Diagnostic/Planification/Evaluation

✓ Planification

Dans la grande majorité des cas ce sont des projets de développement qui sont à l'origine de l'intervention vidéo. Généralement les ONG, bureaux d'étude ou bailleurs en charge de ces projets ont déjà eu l'occasion de travailler avec ce type d'outil. Néanmoins nous constatons qu'une fois introduit dans le système, les acteurs locaux sont rapidement à même d'entrevoir les potentialités de l'outil vidéo, et suggèrent souvent par la suite son utilisation pour poursuivre différents objectifs (cf. projet Fisherfolks par exemple).

✓ Conception et réalisation

Le contenu des vidéos est défini par le milieu lui-même ou par un groupe de travail le représentant. Ce groupe peut être amené à écrire un véritable script au préalable et même parfois à participer à la sélection des *rushes*, de manière concertée avec les intervenants. Le produit vidéo peut aussi ne pas être scénarisé, se contentant de croiser des interviews réalisées le plus souvent par les intervenants en fonction des discussions ayant lieu au sein du groupe de travail. Les aspects techniques restent le plus souvent aux mains des intervenants. Leur influence sur le ou les produits vidéo finaux est donc considérable, puisque souvent ils sont amenés à effectuer seuls les choix de montage permettant de structurer le message qui sera attribué aux acteurs locaux et porté à la connaissance des décideurs. Notons tout de même que dans le cas du projet Cowley Road Matter, c'est un acteur local qui est formé à la technique vidéo et qui est chargé d'effectuer le tournage et d'assurer le contact avec ses pairs. Bien qu'il y participe, le montage reste tout de même l'affaire des intervenants vidéo d'Insight.

Dans la plupart des projets de ce type, l'objectif principal du recours à la vidéo participative est de permettre ou de faciliter la participation d'un groupe d'acteurs à des décisions concernant l'avenir de son territoire (planification d'un projet d'aménagement, définition d'une politique de gestion d'une ressource). Ceci explique que la démarche de réalisation suivie est au moins **en partie itérative**. Le plus souvent en effet, les premières ébauches vidéo sont présentées (simultanément ou séparément) aux différentes parties prenantes de la problématique locale qui sont ensuite invitées à réagir devant la caméra (la réunion de projection peut elle-même être filmée). Leurs réactions font l'objet d'une autre vidéo qui sera à son tour diffusée, et ainsi de suite. Tantôt ce sont plusieurs vidéos successives qui sont montées (auquel cas leur réalisation n'est pas itérative, c'est le processus dans son ensemble qui l'est), tantôt une seule qui évolue à chaque projection (dans ce cas la réalisation est pleinement itérative, à l'exemple du projet OXFAM). Certains parlent ainsi de « boucle de communication » (L. Johansson cité par H. Huber, 1998).

✓ Validation et diffusion

Pour ce type de démarche l'exercice de validation ou plutôt de confrontation avec les acteurs locaux est essentiel, car il est garant du fait que le produit porte effectivement un diagnostic réalisé par ces acteurs. Cette confrontation peut être individuelle ou collective. Elle est souvent réalisée de manière répétée afin de faire progressivement coïncider de plus en plus le diagnostic avec les analyses des acteurs locaux. Le milieu et le groupe de travail, s'il existe, sont étroitement associés aux choix de diffusion. Ce sont eux qui décident des destinataires potentiels

de ce qui constitue leur message vidéo, en bénéficiant des conseils avisés des intervenants et de l'équipe du projet.

✓ Post-production et après-projet

Si son efficacité à permettre aux laissés pour compte de participer aux décisions concernant leur territoire a été démontrée à plusieurs reprises (Cf. notamment projets Baraza TV ou Fisherfolks), la vie de ce type de vidéo s'arrête généralement une fois la question de la décision d'aménagement ou de gestion traitée. Il n'y a que peu de diffusions d'un tel produit, et lorsqu'il y en a, elles sont organisées par le projet de développement porteur de la démarche.

Pour information, notons qu'à l'occasion de la préparation d'une réunion entre acteurs locaux où une telle vidéo devait être projetée (cf. projet N'Gorongoro), les décideurs ont pris peur face au contenu de la vidéo qui leur avait été communiqué. Ils se sont finalement opposés à son utilisation et ont tout simplement annulé la réunion pour éviter un scandale public.

A notre connaissance seul le projet Baraza TV a fait l'objet d'une mission d'évaluation détaillée, qui a mis en évidence l'intérêt des démarches itératives de construction de message vidéo et l'impact du recours à des médias locaux (des chaînes de télévision locales dans ce cas) pour toucher et impliquer progressivement un grand nombre d'individus. Les résultats de ce projet furent remarquables.

✓ Rôle de l'intervenant vidéo

Dans ce type de démarche le rôle des intervenants vidéo est triple : ils sont à la fois **techniciens éclairés**, **animateurs** et **garants de l'intégrité du processus participatif**. Ils s'assurent en effet de la participation de tous, du fait que le diagnostic aborde l'ensemble des principales thématiques du point de vue des acteurs locaux, et qu'il soit réalisé dans un laps de temps compatible avec la suite du projet. Nous l'avons vu, l'influence des intervenants sur le contenu est importante. Ils deviennent souvent acteurs à part entière de la problématique, et leur positionnement peut susciter de vives critiques de la part des autres parties prenantes, voire bloquer le processus (Cf. projet N'Gorongoro).

5.6 Médiation/Concertation

✓ Planification

Dans les exemples que nous avons étudiés, l'identification de l'intérêt d'une intervention de communication et la définition des problématiques globales à prendre en compte sont le fait de chercheurs localement très impliqués dans les dynamiques territoriales. L'autonomie des intervenants vidéo vis-à-vis des chercheurs peut être forte (projet Liban où les chercheurs sont considérés par les intervenants vidéo de la même façon que les autres acteurs impliqués dans la situation locale) ou très limitée (projet WADEMED où les intervenants vidéo sont au service des objectifs des chercheurs).

✓ Conception et réalisation

Dans les deux cas, l'ensemble des étapes techniques et tous les choix de montage ont été pris en charge par les chercheurs et les vidéastes. Seules les personnes directement interviewées ont été consultées pour s'assurer leur accord avec le montage de leurs propos. Notons qu'un groupe de travail formé sur la base d'un système d'acteurs très hétérogène complique beaucoup les exercices collectifs de prise de décisions et de définition d'une certaine représentation de la situation locale. Par ailleurs l'effet de surprise lié à la découverte de la vidéo lors de la réunion de

projection peut être un facteur clef pour libérer les paroles des différents groupes présents. En revanche, un tel effet de surprise peut également s'avérer contre-productif, en conduisant par exemple un groupe d'acteurs, frustré par une vidéo qui serait en opposition avec son point de vue, à refuser de participer à la discussion.

Des deux projets les plus clairement engagés dans un processus de médiation, voire de résolution de conflits entre des acteurs multiples, l'un a clairement suivi un processus de réalisation et d'exploitation des vidéos **itératif** (projet Liban où les différentes vidéos réalisées évoluent au fur et à mesure qu'elles sont critiquées, complétées en réunion ou encore rendues obsolètes par les récentes dynamiques locales), tandis que l'autre suit plutôt une démarche **linéaire** (Projet WADEMED pour lequel plusieurs vidéos sont produites à la demande d'un groupe de chercheurs, selon les besoins d'informations qu'ils identifient parmi les acteurs locaux). Une caractéristique commune à ces deux projets est leur inscription dans la durée. Ce sont en effet deux actions pluriannuelles qui mobilisent de nombreux outils différents, dont la vidéo.

✓ Validation et diffusion

Sans parler de validation, car elle ne constitue pas nécessairement un objectif du travail, la discussion sur la pertinence de la vidéo a lieu durant les phases de projection (multi-acteurs ou non). Le plan de diffusion (dates, publics, objectifs) peut être défini soit par un accord entre les intervenants vidéos, les chercheurs et le groupe de travail, soit de manière unilatérale par les chercheurs (qui bénéficient souvent d'un certain pouvoir de convocation vis-à-vis de l'ensemble des acteurs).

✓ Post-production et après-projet

Dans le cadre du projet au Liban et de la première vidéo réalisée pour le projet marocain les produits vidéo ont finalement très peu été reproduits, et très peu été utilisés hors du contexte local. En effet, ces produits étaient secondaires par rapport au processus en lui-même, et ne prenaient sens que par leur position dans ce processus. En revanche, les chercheurs à l'origine du projet marocain ont par la suite opté pour la réalisation de vidéos d'échanges d'expériences et de points de vue. Ils parlent alors de « vidéo-portrait » (H. Kemmoun, M. Kuper, M. Errahj, 2003) pour désigner des montages qui présentent à chaque fois la position d'un seul groupe d'acteurs. Le projet WADEMED se charge ensuite de faire vivre ces vidéos, en animant des réunions de projections-débat, mais surtout en les faisant connaître et en les rendant disponibles à tous.

✓ Rôle de l'intervenant vidéo

Dans ces démarches, les intervenants vidéo, plus ou moins guidés par les chercheurs, sont amenés à influencer délibérément le système d'acteurs (en créant un dialogue d'un nouveau genre, en permettant à certains groupes de s'asseoir pour la première fois à la table de discussion, etc.), ce qui peut conduire à des frustrations chez d'autres groupes, à des blocages ou encore à des tentatives de manipulation. Globalement dans ce type de démarche il semble que les intervenants vidéo jouent le rôle de **techniciens**, bien sûr, mais aussi de **scénaristes impliqués**, guidés par la volonté d'animer efficacement le processus de médiation qu'ils accompagnent.

5.7 Média communautaire

✓ Planification

La demande est souvent formulée par une ONG extérieure à la situation locale, ou bien est le fruit de la rencontre entre une ONG participant à la formation de ce type de centres audiovisuels et une ONG ou une association locale (cf. projet vidéo et rêves communautaires). La mise en place de tels centres est souvent corrélée à un certain activisme de la part de l'ONG formatrice. C'est ainsi par exemple que de tels projets sont mis en place pour favoriser l'émancipation des femmes en Inde ou pour appuyer la lutte des communautés indigènes du Chiapas.

✓ Conception et réalisation

Une fois l'équipe audiovisuelle locale formée et équipée, ce sont ses membres qui, selon leurs sensibilités respectives, définissent les sujets qui seront traités en vidéo. Ces équipes assurent l'ensemble des phases techniques de la réalisation audiovisuelle ; elles peuvent également proposer elles-mêmes des formations à d'autres membres de la communauté. Le principe de la « formation de formateurs » est fermement défendu par Communication for Change notamment, comme un moyen d'assurer la pérennité de l'initiative. En revanche, en dehors de leur participation via leurs interviews et le visionnage des produits finis, il semble que les autres membres de la communauté ne soient pas associés à la scénarisation ou au montage des vidéos. Dans la grande majorité des cas le mode de réalisation des vidéos suivi par les structures de média communautaires est de type **linéaire**. Exceptionnellement on peut rencontrer certaines structures fonctionnant selon des pratiques itératives (certaines de celles formées par Communication for Change notamment ou par l'ONG Deccan Development Society). Partant du principe que les cameramen, les réalisateurs et les monteurs sont issus du milieu et que les vidéos produites sont principalement à destination du milieu, l'hypothèse est que ces dernières illustrent bien des points de vue locaux.

✓ Validation et diffusion

Il n'y a pas réellement de validation des vidéos.

Les diffusions ne sont pas destinées qu'aux seuls membres de la communauté. Selon la qualité et l'importance du message, celles-ci peuvent être soumises à des chaînes de télévision locales, voire nationales. Une réalisatrice de vidéo SEWA par exemple a vu l'une de ses vidéos diffusée sur une chaîne nationale, et toucher une audience de plus de 500 000 personnes.

✓ Post-production et après-projet

Ces projets sont prévus pour durer. Cependant de tels centres audiovisuels locaux ont régulièrement besoin de conseils et d'appui pour le renouvellement de leur matériel. Or l'absence d'activité lucrative les contraint à solliciter le soutien gracieux de certaines organisations internationales.

✓ Rôle de l'intervenant vidéo

Dans ces démarches, les intervenants vidéo ont au départ un rôle de **formateurs**, en plus de fournir l'équipement adapté. Puis ils jouent régulièrement le rôle de **personnes-ressources** susceptibles de fournir un appui (physique, intellectuel ou financier) à différents moments de la vie du projet.

5.8 Quelques conclusions sur les modalités de participation aux projets de vidéo participative

5.8.1 Modalités de participation et participation ressentie

Nous préférons discuter ici des modalités plutôt que des degrés de participation. Ce dernier concept, fréquemment utilisé dans les rapports d'évaluation et notamment sous la forme d'un barème (souvent à trois niveaux : 0, 1 et 2, croissant avec l'estimation du niveau de la participation), nous semble limité, bien au-delà des seuls problèmes de subjectivité qu'il pose. En effet si les degrés de participation peuvent très certainement être utiles et pertinents au sein d'un seul et même projet pour comparer les implications des différents acteurs, il devient compliqué de s'y référer lorsque l'on souhaite mettre en balance plusieurs projets ayant lieu dans des contextes différents. De plus, les groupes d'acteurs ne disposent pas tous à l'origine des mêmes capacités de participation (en termes de compétences, de niveau d'instruction, mais aussi d'organisation et de normes sociales, de croyances religieuses, etc.). Face à ces référentiels différents, il ne nous semble pas opportun de vouloir comparer leurs participations respectives sur les bases d'un seul et même barème.

Prenons un exemple. Il est aujourd'hui encore très courant d'observer dans les zones rurales des pays du Sud (mais pas seulement dans ces pays ni seulement dans ces zones) que les femmes ne participent que peu ou pas du tout aux décisions collectives d'intérêt général, et notamment à celles de nature organisationnelle. Et elles n'occupent que très exceptionnellement les postes à responsabilité (chef de village, présidente d'association mixte, etc.). Supposons alors une réunion dans laquelle des agriculteurs réfléchissent au lancement d'une association villageoise visant à mutualiser les productions pour augmenter le pouvoir de négociation vis-à-vis des intermédiaires. Lors de cette réunion, fait extrêmement rare, une femme intervient pour donner publiquement son avis, sous les regards médusés mais approuvateurs de ses voisines. Que dire alors de la participation de cette femme, et des femmes ? Est-elle faible car limitée à une seule intervention, qui plus est noyée dans la masse du débat, et finalement non prise en compte ? Ou au contraire est-elle très forte étant donné la place particulière des femmes dans cette société ? Nous estimons qu'il est préférable d'évaluer au préalable ce qui, pour les différents acteurs, représente ou non une forte participation au processus, afin de ne pas surestimer leur capacité d'implication, et d'éviter les blocages de type culturel, social, religieux, etc. Cela explique notamment pourquoi les modalités de participation (et donc les degrés) susceptibles d'être mises en œuvre dans une démarche de VP varient considérablement selon les contextes locaux, la nature du système d'acteurs concerné et celle de la problématique traitée. Il nous semble ainsi essentiel d'évaluer les modalités de participation sur la base du ressenti de chacun des acteurs impliqués. Ont-ils eu le sentiment d'être acteur à part entière du processus ? Se sont-ils sentis bridés ? Intimidés ? Ont-ils su profiter de toutes les opportunités de participation que la démarche mise en œuvre leur offrait ?

Nous l'avons vu, les modalités de participation à une intervention de VP correspondent à un premier niveau d'analyse aux trois fonctions essentielles dans ce type de projet, à savoir les fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur, décrites en première partie. Or nous avons vu que la caractéristique essentielle des interventions de VP est la possibilité, pour les différents groupes d'acteurs impliqués, de peser sur plusieurs de ces fonctions à la fois. Ceci conduit donc à l'existence d'un grand nombre de combinaisons, et donc de modalités de participation possibles. Ce nombre est d'autant plus élevé qu'au sein de chacune de ces fonctions principales, et surtout la fonction de production, il est possible d'imaginer une multitude de formes de participation pour chaque acteur.

5.8.2 Une grande diversité d'arrangements permet d'assurer la participation des différents acteurs

Les analyses présentées plus haut dans ce chapitre mettent clairement en évidence l'existence de tendances lourdes en termes de participation des différents acteurs en fonction des types de démarches de VP et selon les différentes étapes de ces interventions. Ceci est d'autant plus vrai pour l'implication des intervenants vidéo et pour le fonctionnement du groupe de travail. C'est ainsi par exemple que l'intervenant vidéo sera personnellement impliqué dans le système d'acteurs lors d'une démarche de diagnostic, alors qu'il sera en retrait dans une démarche de thérapie. De même il pourra ou non selon les démarches exister un groupe de travail aux prérogatives plus ou moins étendues vis-à-vis du contenu et de la forme de la ou des vidéos à élaborer, et aux limites physiques plus ou moins rigides. Malgré ces tendances indéniables, il ne s'agit pas non plus de schémas inamovibles, bien au contraire. Et les modalités précises de ces participations varient considérablement d'une intervention à une autre au sein d'un même type de démarche. En d'autres termes, s'il est possible d'attribuer globalement des degrés de participation relative aux différents types d'acteurs (groupe de travail, milieu, intervenants vidéo, projet, institutions ou chercheurs) selon les étapes successives de l'élaboration de la vidéo, si on réduit l'échelle d'analyse il existe au sein de chacune de ces étapes une très grande diversité des modalités de participation.

C'est ainsi par exemple que dans une démarche de type diagnostic impliquant un grand nombre d'acteurs, très hétérogènes, un intervenant vidéo va pouvoir être très directif sur la forme et très en retrait vis-à-vis du fond de la vidéo. Prenons l'exemple du projet OXFAM. Lors de l'étape de conception et de réalisation, le milieu a été virtuellement impliqué via des représentants, réunis en un groupe de travail chargé de prendre collectivement les décisions relatives au contenu de la vidéo. Les aspects techniques quant à eux (tournage, montage) ont été laissés aux mains des intervenants vidéo. Ainsi le degré effectif de participation à la conception a été plutôt faible pour le milieu en général (et pourtant non négligeable aux dires des membres du milieu), et fort pour les membres du groupe de travail. En revanche le degré de participation de ces derniers a été très faible, voire nul, en ce qui concerne les aspects techniques. Mais ceci n'a-t-il pas fait l'objet de critiques ou de regrets de leur part. Dans le cadre de notre expérimentation équatorienne, qui était du même type que celle menée au Vietnam, le groupe de travail a été légèrement plus impliqué dans les aspects techniques (participant notamment au choix des *rushes* et décidant du format final de la vidéo) et nous nous sommes un peu plus impliqués dans les choix de fond en tant qu'intervenants vidéo, en orientant notamment le choix des principales thématiques abordées. Lors du projet NORMA mené par Insight que nous avons classé à la limite entre le diagnostic et l'échange d'expériences, c'est le groupe de travail lui-même qui a pleinement assumé l'ensemble des aspects techniques à l'exception du montage, réservé aux experts vidéo d'Insight. Ces trois exemples illustrent bien l'existence d'une tendance majeure mais au sein de laquelle une multitude d'arrangements (parfois temporaires) peuvent être trouvés, du fait des conditions locales particulières, ou de la problématique traitée, ou du projet dans lequel s'inscrit l'intervention. Ces arrangements sont généralement le fruit de négociations initiales entre instigateurs du projet et les experts vidéo, et plus rarement avec les acteurs locaux. Dans de nombreuses situations, les intervenants doivent être en mesure de proposer rapidement ces combinaisons à la vue des objectifs assignés à l'intervention et de leur compréhension de la situation. A ce niveau leur rôle est prépondérant.

5.8.3 Le cas particulier des vidéos destinées à la formation spécialisée

L'intelligibilité du contenu des vidéos revêt une importance d'autant plus grande que celles-ci sont destinées à faire adopter certaines pratiques aux spectateurs, notamment parce que l'appropriation des techniques dépend d'une compréhension profonde de leur intérêt par rapport aux anciennes pratiques. Dans ce cas particulier la participation de représentants des

futurs spectateurs est essentielle pour élaborer des messages adaptés aux codes et aux représentations locales. L'expérience montre notamment que dans le domaine agricole, les outils de formation sont toujours plus efficaces et plus appropriés lorsque les agriculteurs sont étroitement associés à leur production.

A titre d'exemple citons cet extrait du récit de Nora Naiboka Odoi qui a participé et analysé le projet « banane en Ouganda » présenté en annexe : « *Le silence régnait dans les bureaux du comté, tandis que des agriculteurs de Ddwaniro observaient Nora et Moses avec appréhension. Les deux communicateurs s'affairaient autour de l'écran de télévision et du magnétoscope tandis que Fred, le chauffeur, mettait le groupe électrogène en marche. Tout en jetant des coups d'œil furtifs à l'écran de télévision, ils semblaient tous se dire la même chose en leur for intérieur: « Il ne faut surtout pas manquer notre coup avec cette vidéo. C'est notre chance de montrer aux autres agriculteurs ce que nous avons appris, après tous ces mois de formation et de pratique. » Un bruit strident en provenance des appareils s'est ensuite fait entendre, signalant ainsi qu'ils étaient prêts à se mettre en marche. Moses a alors baissé le volume de la télévision, tandis que Nora expliquait : « Nous pouvons maintenant nous installer et regarder ce que nous avons enregistré la dernière fois. N'oubliez pas, c'est la vidéo que nous allons utiliser pour partager nos connaissances sur les techniques appropriées de gestion des bananeraies avec les autres agriculteurs. Le moment du lancement de notre programme de formation d'agriculteur à agriculteur arrive à grands pas. Nous inviterons les autres agriculteurs, les dirigeants du district, les chercheurs et tous les membres de notre communauté ainsi que des communautés voisines à venir voir les résultats de nos efforts. » Les agriculteurs souriaient à l'idée de passer de l'étape de production à l'étape suivante, où ils allaient montrer aux autres agriculteurs ce qu'ils avaient fait ces derniers mois.*

La vidéo a commencé à rouler. Les agriculteurs étaient visiblement excités de se voir à l'écran... « C'est bien M. Kubo qui parle. Nous l'avons vu faire cela... Et c'est bien sa bananeraie, si bien aménagée... Mais pourquoi parle-t-il de si loin ? Ce serait bien mieux s'il était plus près de nous (à l'avant-plan)... De plus, il ne nous regarde pas lorsqu'il est à l'écran... Les images ne se suivent pas très bien. Nous n'aurions pas dû avoir recours à M. Muganda pour illustrer la technique du paillis. Nous aurions plutôt dû demander à madame Muganda de le faire... Elle explique beaucoup mieux. Mais... où est le beau régime de bananes pour montrer le résultat d'une bananeraie bien aménagée ? » La vidéo a continué jusqu'à la fin. À ce moment précis, plusieurs mains se sont levées en même temps.

La pluie de remarques qui a suivi le visionnement de la vidéo a débuté par un commentaire de M. Kubo: « Madame, nous avons vu la vidéo, mais, pour ma part, je ne suis pas sûr qu'elle puisse transmettre notre message. » Se disant d'accord avec M. Kubo, les agriculteurs ont alors rejeté la vidéo à l'unanimité, tout en se disant capables d'en produire une meilleure que celle qui leur avait été présentée. Cette fois cependant, ils allaient préparer un plan d'action beaucoup plus détaillé. C'est sur cette note que la réunion avec Nora et Moses s'est terminée. Les agriculteurs ont immédiatement convoqué leur propre réunion et ont choisi un président pour la session. À l'ordre du jour: comment produire une meilleure vidéo que celle qu'ils venaient de voir.

Leur choix s'est arrêté sur M. Sebulime en tant que présentateur de la vidéo dans son ensemble. Pour faire la démonstration de la fabrication d'engrais biologique, ils ont choisi M. Kubo. M. Lubwamira allait pour sa part démontrer comment s'y prendre pour creuser des sillons pour protéger le sol des écoulements, tandis que madame Muganda serait responsable de la démonstration des techniques appropriées de paillage d'une bananeraie. Une date a été fixée pour la prochaine session d'enregistrement de la vidéo et Nora et Moses ont été informés de la décision.

La veille de la date prévue pour l'enregistrement de la vidéo, Mora et Moses sont arrivés à Ddwaniro avec un caméraman professionnel. Ils ont pris contact avec les agriculteurs, qui les ont emmenés voir les bananeraies qui allaient être utilisées pour illustrer certains propos. [...]

Le jour du tournage, les agriculteurs ont rapidement pris la direction des opérations. Ils ont guidé l'équipe de chercheurs et le caméraman à travers les bananeraies qui allaient être montrées en exemple. Ils s'étaient si bien préparés qu'ils savaient exactement l'ordre dans lequel les enregistrements devaient être faits. Par conséquent, le tournage s'est fait très rapidement et très peu du matériel tourné a dû être coupé au montage. Malgré le fait que cette dernière étape se soit réalisée à Kampala, loin des agriculteurs, la vidéo a été acceptée à l'unanimité lorsqu'elle leur a été montrée. Tous étaient d'avis que les autres agriculteurs comprendraient le message transmis par la vidéo et qu'ils en tireraient profit, ce qui a été confirmé lorsqu'ils ont projeté la vidéo à d'autres agriculteurs de Ddwaniro. »

Source : Naiboka Odoi et al., « culture de la banane en Ouganda : le fruit de la communication participative pour le développement », in eau, terre et vie : CPD et gestion des ressources naturelles, G. Bessette, 2006 (dir.)

Dans l'expérience présentée en annexe et intitulée « projet riz ADRAO », la conception et la réalisation des vidéos ne sont pas entièrement déléguées aux paysans, mais les premiers destinataires des vidéos sont néanmoins très étroitement associés à la définition des thèmes et des mots à utiliser pour les décrire. Les six vidéos de formation développées par l'ADRAO sont aujourd'hui disponibles dans près de 20 langues, dont 15 africaines ; ont été visionnées par des millions de spectateurs dans plus de 10 pays, modifiant assez largement les pratiques d'un très grand nombre de paysans. Ces vidéos présentent les bénéfices de techniques promotionnées de façon quasiment publicitaire et sont très didactiques, abordant lentement et clairement des pratiques simples, exposées par les gens eux-mêmes³⁴⁷.

Signalons par ailleurs qu'au regard des expériences analysées, les dispositifs de formation semblent d'autant plus efficaces que les outils sur lesquels ils s'appuient sont variés et combinés.

5.8.4 La participation comme moyen ou comme fin ?

Bien qu'elle soit récurrente dans les travaux sur les processus participatifs, nous n'avons relevé aucune trace évidente de cette interrogation dans les descriptifs des projets de VP identifiés dans la littérature. Elle nous apparaît pourtant essentielle pour déterminer l'éventail des modalités de participation envisageables, selon les acteurs impliqués dans l'intervention.

Précisons d'emblée que cette question ne porte en elle aucun jugement de valeur. Il nous semble en effet tout aussi légitime de recourir aux outils participatifs pour favoriser la mise en place d'un projet de développement adapté aux besoins locaux, et assurer l'investissement de tous dans sa mise en œuvre et sa durabilité, que d'y recourir pour encourager l'émergence d'une démocratie locale ouverte à l'ensemble de la population (en particulier aux habituels laissés pour compte). Le tout est que cette participation soit concrète et pas simplement simulée pour masquer le passage en force d'un projet de développement préconçu, élaboré en d'autres lieux par d'autres acteurs. C'est pourquoi il nous semble important que les intervenants vidéo se posent la question des raisons profondes qui animent les instigateurs ou les commanditaires de l'intervention. Comment s'inscrit-elle dans le Projet de développement local ? Dans une certaine continuité, une certaine logique, ou au contraire en rupture ? Les éléments constituant les réponses à ces questions sont de ceux devant permettre aux intervenants de préciser les modalités de participation possibles et les plus judicieuses à mettre en place selon les acteurs considérés. Ils doivent également permettre de mesurer l'intérêt potentiel de la mise en place d'une intervention de Vidéo Participative.

Dans certains cas une telle intervention peut s'avérer inutile (si elle n'est qu'une façade participative pour permettre la réalisation d'un projet déjà défini), inadaptée (le recours à d'autres médias, traditionnels par exemple, serait plus efficace, ou la réalisation d'expériences audiovisuelles précédentes a laissé de mauvais souvenirs), infaisable (pour des raisons techniques, ou culturelles - la crainte de perdre son âme en se faisant filmer, par exemple -), voire contre-productive (si par exemple un groupe d'acteurs particuliers a décidé et a les moyens de manipuler cet outil pour diffuser et imposer son unique point de vue aux autres acteurs). Il est donc de la responsabilité des intervenants vidéo d'identifier tous ces aspects avant de décider ou non la réalisation d'une démarche de VP sur un terrain particulier.

³⁴⁷ Cf. les vidéos sur <http://www.warda.org/warda/adrao/techtransfer.asp> ; voir en priorité « tri de la semence » (tourné en Asie), puis « conservation du riz étuvé » (tourné en Afrique) ; « conservation de la semence » pour voir une version bengalaise

5.9 Intervenant vidéo dans les démarches de VP : un travail qui suppose un savoir-faire et un savoir-être spécifiques

5.9.1 intervenant vidéo : une fonction à multiples facettes

Nous l'avons vu, l'intervenant vidéo peut être amené à endosser un grand nombre de rôles en fonction des interventions, et parfois même au sein d'une même intervention. Tour à tour technicien, animateur, médiateur, communicateur, chercheur ou directeur, son travail exige une très forte capacité d'adaptation mais également d'appréciation de la situation dans laquelle il évolue, et des acteurs qui la composent. Pour intervenir sur les asymétries de pouvoir et de capacités d'initiatives il doit en effet être en mesure de comprendre leurs fondements et de mesurer les limites à ne pas franchir pour maintenir l'intégrité du processus engagé. C'est en faisant preuve de telles compétences (écoute, analyse, compréhension et adaptation) qu'il sera le mieux à même de légitimer son intervention auprès des acteurs locaux. Lorsque l'intervenant vidéo est lui-même issu du terrain, ou qu'il le connaît bien pour y avoir longtemps travaillé, le bien-fondé de son action est généralement moins questionné (cf. projet Haïti ou les différents projets de média communautaire). Cependant ce lien fort, souvent affectif, n'est pas nécessairement un atout. Une connaissance trop pointue du terrain peut en effet le conduire, parfois malgré lui, à s'écarter de ses objectifs participatifs en orientant trop franchement les décisions prises sur le contenu comme sur la forme des séquences vidéo en cours d'élaboration. Une connaissance générale des thématiques abordées apparaît somme toute nécessaire, notamment pour être en mesure d'amener les acteurs à approfondir leurs points de vue et à préciser leurs réflexions. Dans tous les cas étudiés, et nous avons pu le vérifier par nous-mêmes, la neutralité absolue pour un intervenant vidéo est clairement utopique. Il influence nécessairement les résultats de la démarche du fait de ses choix techniques et de son positionnement toujours particulier au sein du système d'acteurs et du projet supportant l'intervention (en Equateur par exemple, nos relations particulières avec l'association de producteurs Kallari nous ont amenés à les avantager). De plus, nous avons constaté que la recherche de la neutralité peut également dans certains cas s'avérer pénalisante, notamment au cours des interventions de diagnostic et de médiation dans lesquelles le système d'acteurs attend généralement que l'intervenant vidéo exprime son point de vue, soit en tant qu'expert du sujet, soit en tant qu'étranger, soit en tant que spectateur. Et l'absence d'implication ouverte de sa part peut avoir une influence néfaste sur la participation des acteurs locaux, au travers d'un certain découragement, d'un sentiment d'inutilité du projet ou d'abandon personnel d'autant plus fort dans les contextes où les approches paternalistes et l'assistanat ont été longtemps privilégiés (cf. notamment l'intervention d'OXFAM au Vietnam). Dans certains cas en effet, une démarche participative peut effrayer les acteurs locaux, qui ne s'estiment pas toujours capables de diagnostiquer eux-mêmes les problèmes et d'y trouver des solutions adaptées ; dans d'autres cas ces mêmes acteurs estimeront que cette intervention n'est qu'un moyen pour les autorités politiques ou les ONG de se désinvestir du terrain, ou ne constitue finalement qu'un leurre permettant de faire croire à la participation populaire afin de faire passer un projet particulier déjà défini (on pense notamment au projet intitulé Cowley Road Matters et mis en place par Insight). La participation est une notion très subjective qu'il faut savoir manier avec justesse et souplesse, ce qui constitue sans doute la plus difficile des tâches que les intervenants doivent assumer.

Ainsi le passage en revue des expériences de VP d'autres équipes confirme qu'il n'existe pas de règles strictes concernant la posture à adopter pour les intervenants vidéo, même si les différents types de démarche suivis imposent certains positionnements vis-à-vis des autres acteurs du développement, comme nous l'avons vu. Cette nécessaire adaptation - on pourrait dire remise en question - permanente fait que les compétences à mobiliser pour les experts vidéo sont extrêmement variées. L'intervenant devrait ainsi pouvoir être technicien audiovisuel,

sociologue, fin psychologue, gestionnaire, polyglotte, et si possible rompu aux expertises de développement (agronomiques, économiques, etc.). Cette polymorphie semble reposer avant tout sur une grande ouverture d'esprit et beaucoup de bon sens. Ce rôle complexe d'animateur (ou « communicateur pour le développement » (Bessette, 2006)) aux multiples facettes tarde malheureusement à être reconnu académiquement. Nous rejoignons en ce sens les spécialistes de la communication pour le développement (G. Bessette, 2006, A. G. Dagron, 2001) qui revendiquent un besoin de plus en plus pressant de mettre en place des formations universitaires ou professionnelles de qualité dans ce domaine, notamment pour encourager le recours à des approches participatives via les différents outils de communication, mais aussi pour garantir une certaine légitimité à ces nouveaux acteurs du développement. Néanmoins, il nous semble qu'au-delà des principes fondamentaux de ces démarches (concept de participation, enjeux du développement socio-économique, animation de réunion, formation à la formation, codes et subtilités des différents médias - modernes comme traditionnels -, etc.) et du cadre éthique et déontologique (cf. P5 Chapitre 3, Section 3) qu'il faut effectivement acquérir pour exercer ce type de métier, les communicateurs pour le développement se forment essentiellement sur le terrain, au contact des acteurs locaux et de la diversité des situations rencontrées. Nous serions tentés de conclure qu'un intervenant vidéo de qualité est avant tout un intervenant vidéo d'expérience.

Ces considérations ne sont pas sans rappeler le « mouvement des pays » autour de la décennie 70 en France, où l'animateur du développement local devait se prévaloir de multiples qualités (dont certaines personnelles) et compétences, mais souffrait également d'être « peu reconnu » et sans statut clair.

Dans tous les cas, la grande majorité des « communicateurs pour le développement » que nous connaissons, personnellement ou par leurs travaux, sont bien des praticiens purs, très rarement des théoriciens. La plupart s'appuient sur des principes participatifs et des exercices vidéo largement éprouvés par leur mise en application régulière, mais qui n'ont jamais fait l'objet d'une évaluation scientifique rigoureuse (ce qui n'enlève rien à leur pertinence). Aux atouts propres à chacun comme le charisme, et aux compétences issues de leurs spécialités d'origine, tous ont progressivement ajouté des savoir-faire acquis sur le terrain et spécifiques du rôle de « pivot » qu'ils endossent volontairement au sein du système d'acteurs local. L'accompagnement et la mise en communication des individus reposent sur un savant mélange de phases d'observation, d'effacement, et de phases d'action, dont le bon dosage reste fonction de la subjectivité de l'intervenant. Et il est certain que les aptitudes essentielles à cette fonction « d'animateur du développement local », telles que la capacité d'écoute, l'ouverture aux autres et le respect, ne sont pas toujours faciles à mettre en avant d'un point de vue académique.

5.9.2 Les caractéristiques d'une équipe d'intervenants vidéo

Dans le cadre spécifique de nos travaux de terrain, notre triple casquette d'agronomes, de vidéastes et d'étudiants en sociologie s'est révélée primordiale. Celle-ci nous a en effet apporté crédibilité et légitimité auprès des partenaires locaux, en nous permettant notamment de recourir au vocabulaire adéquat avec les acteurs clefs : la confiance d'un paysan se gagne en lui parlant de son champ, celle d'un politique en montrant une certaine compréhension des mécanismes et subtilités institutionnelles. Elle nous a également permis de prendre du recul (qualité des chercheurs, et plus encore des sociologues) et d'identifier les forces et les éventuelles faiblesses des raisonnements de chacun (sociologie des organisations et connaissance approfondie du milieu rural). Il nous fut par ailleurs plus facile de contrôler notre positionnement au sein du système d'acteurs en n'étant pas dépendants des compétences techniques d'autres personnes, dont le poids dans le processus aurait de fait été plus conséquent. Face à l'importance, déjà soulignée, de l'implication voire de la prise de position des intervenants vidéo dans les interventions de type diagnostic ou médiation/concertation, il est essentiel que ceux-ci sachent de quoi ils parlent, ou soient au moins capables d'identifier

clairement et d'avouer sans complexe ce qui sort de leurs compétences d'analyse. L'intervention intitulée Vidéo communication à Haïti (échanges d'expérience/formation spécialisée), tout comme les projets Vietnam (Diagnostic/Planification/Evaluation), Wademed (échanges d'expériences) et l'intervention pionnière Fogo Process (médiation/concertation) montrent également l'intérêt, notamment en termes opérationnels, de réunir des compétences pointues et diverses au sein de l'équipe des intervenants vidéo et de s'appuyer sur une connaissance approfondie du terrain. Cette caractéristique a clairement été soulignée comme étant un atout majeur, si ce n'est essentiel, à la bonne réussite de l'intervention de VP.

Par ailleurs, nous profitons de ces quelques lignes pour exprimer notre satisfaction (voire notre soulagement) d'avoir pu être deux pour réaliser ce travail de recherche. Lors des interventions de terrain la charge de travail pour les intervenants vidéo est considérable. Il faut créer un réseau de participants, mener des enquêtes, réaliser une étude préalable multidisciplinaire de la problématique locale, tourner des images, prendre du son, organiser et animer des réunions de groupes de travail, réaliser les montages vidéo successifs, organiser les exercices de confrontation/validation individuels et collectives, former des acteurs locaux aux techniques audiovisuelles, établir un plan de diffusion et le suivre, organiser des projections dans des lieux parfois très éloignés, observer, prendre des notes, assurer la maintenance des appareils électroniques et composer avec les inévitables problèmes techniques, suivre les évolutions les plus récentes des dynamiques locales pour rester toujours en phase avec les derniers événements, assurer la communication entre les différents acteurs, répondre à leurs multiples demandes, etc. Et parfois tout ceci est à réaliser dans un laps de temps particulièrement court, comme se fut le cas par exemple au Mali. En outre, les situations rencontrées étaient si riches que chacune de nos études de cas aurait sans aucun doute pu faire l'objet, tout travail vidéo mis à part, d'une thèse autour du partage des ressources naturelles. Il nous a donc fallu atteindre un certain niveau d'analyse pour prétendre comprendre le déroulement de nos interventions et leur véritable impact sur le terrain. Il est évident qu'aucun de nous n'aurait pu réaliser seul ce travail, sachant qu'au-delà des activités de terrain et de leurs objectifs (le contexte du projet) il nous fallait mettre en œuvre parallèlement un protocole de recherche, de recueil et d'analyse de données le plus complet possible (l'activité de recherche en elle-même n'intéressait pas nos commanditaires et se superposait donc aux missions proprement dites).

De plus, nous sommes convaincus qu'il est essentiel que l'ensemble des membres d'une équipe d'intervenants vidéo soient capables d'assurer la totalité des fonctions susceptibles de leur être dévolues. Tous doivent maîtriser les concepts, les différentes phases du processus et la technique, car aucun choix n'est anodin et les différents temps du projet vidéo sont interdépendants.

Enfin, si deux personnes représentent la version minimaliste d'une équipe, il nous semble néanmoins que celle-ci ne peut pas non plus être constituée de trop d'individus, pour pouvoir rester mobile et relativement discrète, et pour faciliter l'établissement de véritables liens de confiance avec les différents acteurs locaux. Si en certaines occasions le fait de n'être que deux nous a semblé un peu limitant (par exemple lorsqu'il fallait en même temps animer les réunions, les filmer, les observer et y participer pleinement...), en d'autres nous avons senti qu'il aurait été pénalisant d'être plus nombreux (lorsque nous étions amenés à passer la nuit dans des communautés pauvres et éloignées, au moment du tournage de certaines images plus intimes, ou lorsqu'il fallait emprunter de minuscules canoës avec tout le matériel audiovisuel...). Avec le recul notre expérience de terrain nous amène donc à considérer qu'une équipe d'intervenants vidéo, pour être réellement efficace, devrait être constituée de deux ou trois individus. Cela est d'ailleurs largement confirmé par les protocoles d'intervention suivis sur le terrain par les organisations les plus habituées à la VP (comme le CESP, Insight, ou encore Communication for Change). Les interventions mises en œuvre par un seul intervenant vidéo sont assez rares,

généralement courtes et souvent orientées vers des objectifs de type thérapie (Cf. par exemple l'intervention d'Insight au Malawi auprès des malades du sida³⁴⁸).

Section 6 : Quelques éclairages sur nos conclusions permis par l'analyse de ces interventions

N'ayant pu réunir l'ensemble des données nous permettant d'analyser ces expériences de VP aussi précisément que nous l'avons fait pour les nôtres, il est évident que nous ne pouvons pas réellement nous appuyer sur ces projets afin de discuter des hypothèses ni répondre à la question principale de cette recherche. Néanmoins plusieurs aspects généraux ressortant de l'analyse de ces interventions semblent confirmer un certain nombre de nos conclusions et méritent donc que l'on y porte attention. Certaines de ces expériences nous permettront d'aborder la question de la durabilité et de l'appropriation des approches de vidéo participative.

6.1 La réduction des asymétries entre les acteurs justifie le recours à la VP

6.1.1 L'oralité : l'atout majeur de l'outil vidéo

L'importance de la couverture géographique des interventions recensées et l'identification de succès sur des terrains très différents (Vietnam, Ouganda, Pérou, Grande Bretagne...) illustrent l'intérêt suscité par l'outil vidéo utilisé de manière participative. Son utilité a ainsi pu être testée dans des milieux socioculturels divers, sur des thématiques très variées (développement agricole, gestion des ressources naturelles, aménagement urbain, VIH et handicaps, mœurs, etc.), et semble avoir été largement démontrée par la pratique. L'un des principaux atouts de ces interventions de VP, systématiquement souligné par les praticiens, est d'avoir le même impact sur des individus aux niveaux d'instruction très divers, qu'il s'agisse par exemple de cadres ou de paysans analphabètes. De la même façon, elles permettent de capitaliser et de valoriser les connaissances et les savoir-faire de populations de tradition communicative orale (cf. le projet de lutte anti-érosion en zone CMDT). C'est d'ailleurs essentiellement ce constat qui a suscité très tôt, dans les années 80, l'émergence de ce type d'interventions en Inde (cf. Sateesh P.V., 1999, et les projets de la Deccan Development Society) afin de permettre l'expression et la diffusion des savoirs locaux.

6.1.2 La forte capacité de mobilisation de l'outil vidéo

Aujourd'hui, même dans les endroits les plus reculés, là où arrive l'électricité, la télévision fait rapidement son apparition. Et partout elle suscite une certaine forme de fascination. C'est une fenêtre ouverte sur une infinité « d'ailleurs », souvent perçus comme des symboles de modernité et de réussite, et qui accélèrent parfois la disparition des cultures locales. La participation à la réalisation d'une vidéo et le fait d'en être les sujets fait naître une fierté évidente chez les acteurs locaux, qui expliquent en partie cet engouement constaté sur le terrain. L'analyse de ces interventions de VP nous permet en effet de vérifier le pouvoir de mobilisation à court terme de l'outil vidéo, mais également parfois de le constater à long terme.

³⁴⁸ Cette expérience n'a pas fait l'objet de fiche spécifique en annexe car la démarche qui y est suivie ne se différencie guère de celle généralement mise en œuvre par Insight, et déjà décrite. Pour en savoir plus sur cette intervention particulière : http://insightshare.org/case_study_malawi_hiv.html.

Quelle que soit la population concernée, la quasi-totalité des interventions identifiées relatent l'importance de l'enthousiasme né autour de la réalisation des projets vidéos, et donc la forte mobilisation initiale des populations pour ces travaux (voir par exemple Bocaina do Sul au Brésil, le télé-événement à Roanne en France). L'expérience de l'association vidéo SEWA en Inde montre quant à elle combien cet investissement des acteurs est à même de perdurer, voire de s'accroître au fur et à mesure que l'outil se fait connaître sur le terrain. Quelque part, cette mobilisation s'auto-entretient : plus il y a de personnes qui s'investissent dans les démarches de VP, plus leur impact est important et plus il y a de monde qui souhaite s'y investir. Bien sûr cette mobilisation à long terme repose également sur le protocole mis en place et sur l'aptitude des intervenants vidéo à exploiter ce potentiel, susciter l'intérêt et animer le réseau construit progressivement.

Ces deux premières observations, très générales, viennent appuyer nos conclusions relatives à l'impact du recours à la VP sur les différents types d'asymétries entre acteurs. En effet, elle permet de réduire les écarts en termes d'accès aux informations, en termes de capacité d'expression mais aussi en termes de statuts en redistribuant les cartes du système d'acteurs au sein de la vidéo. C'est ainsi par exemple qu'un dialogue a pu être établi entre les plus hautes instances politiques nationales et de simples pêcheurs dans le projet pionnier Fogo Process, ou encore le Fisherfolks'project mis en œuvre par Maneno Mengi.

6.2 La vidéo : un outil potentiellement structurant des processus de réflexion collective, sous certaines conditions

Des projets comme Wademed ou celui autour de la gestion des conflits fonciers au Liban montrent que cette réduction progressive (et toujours partielle) des asymétries grâce à la vidéo permet de structurer un processus de concertation multi-acteurs. Notons au passage que ces projets se sont tous deux inscrits dans la durée (plusieurs mois d'intervention, voire des années), se sont appuyés avec succès sur des réseaux locaux préexistants et même, dans le cas du projet au Liban, sur des formes traditionnelles de pratique de la concertation : une approche que les résultats de nos propres interventions nous ont invités à suggérer dans nos conclusions (cf. P5 chapitre 1). De plus, si dans les deux cas l'outil vidéo semble central dans la dynamique de concertation, il n'en demeure pas moins un outil parmi d'autres (bulletin de liaisons, tables rondes, site Internet, cartes, visites de terrain, etc.) au service exclusif de cette dynamique. Dans le cadre du projet au Liban, l'animation s'est par ailleurs révélée primordiale pour la concrétisation des échanges initialement permis par une longue phase d'exploitation des outils vidéo produits. En effet, c'est la qualité de cette animation qui a permis d'aboutir à des prises de décision concrètes et à une véritable répartition des tâches et responsabilités à assumer pour pouvoir appliquer ces décisions. Ce délicat travail de transformation d'un simple échange d'idées en actions concrètes n'a pas été rendu possible directement par la VP, mais avant tout par l'expérience et le savoir faire de l'équipe des communicateurs. Ce constat va également dans le sens de nos conclusions relatives à l'hypothèse H2 (cf. P5 Chapitre 1).

De la même façon, les échecs relatifs de certaines des interventions dont nous avons pu avoir connaissance soulignent l'importance de la phase d'exploitation du ou des produits vidéo dans les démarches de VP. Nous pensons en particulier au projet Cowley Road Matters mené par Insight, et pour lequel la phase d'exploitation s'est résumée à une seule réunion de projection-débat, qui plus est organisée sans la présence des populations marginalisées qui faisaient pourtant l'objet des séquences. Ainsi leur seule modalité de participation à la réunion était leur présence dans la vidéo, si bien qu'elles n'avaient aucune possibilité d'intervention ni aucun droit de réponse lors des échanges ayant lieu en réunion. Leur opinion fut d'ailleurs assez largement ignorée. Finalement, le sentiment qui se dégage de cette expérience est que, dans ce cas précis, la VP a été utilisée comme un moyen de faire passer en force un projet, en donnant l'illusion de

la participation. Mais cette illusion n'a fonctionné qu'auprès des autorités locales, car de son côté la population n'était pas dupe. Les conséquences de cette manière de procéder peuvent être désastreuses et participer encore de l'élargissement du fossé séparant les populations marginalisées des autorités en général. De fait, la phase d'exploitation n'a pas été appréciée à sa juste valeur par les porteurs du projet de réaménagement urbain sur lequel Insight avait demandé l'avis de la population. La vidéo, même élaborée de manière participative, n'est pourtant pas une fin en soi³⁴⁹. Elle n'est même qu'une amorce devant servir de base à la mise en place d'un dialogue réel et direct entre les parties prenantes, ce qui nécessite du temps et de l'investissement de la part des acteurs. Plusieurs réunions de projection-débat doivent souvent être organisées, en présence de tout ou partie des acteurs concernés, afin d'établir les fondements d'une possible entente sur les conditions du projet à mettre en place. Lorsque cette entente est réellement considérée comme une nécessité, comme ce fut le cas au Liban, il est alors possible de tirer pleinement avantage de l'impact du processus de VP sur les relations régissant le système d'acteurs local. Autrement dit la vidéo ne peut servir qu'à appuyer une volonté affirmée et relativement partagée de coordination, et ne peut que très exceptionnellement susciter cette volonté. Les résultats les plus concrets d'une intervention de VP, comme la mise en œuvre d'une décision commune par exemple, ne sont obtenus qu'à l'issue de la phase d'exploitation du modèle vidéo. La phase de réalisation et le produit en lui-même ne servent qu'à améliorer les qualités structurelles d'une dynamique de concertation en cours, ou à venir.

6.3 Relation entre modalités de participation et appropriation du processus

6.3.1 La question du transfert aux acteurs locaux de la maîtrise du matériel audiovisuel

Pour leur part les expériences de recherche audiovisuelle s'appuyant sur la méthodologie PAAS, tout comme les protocoles d'intervention mis en œuvre par Insight et par Communication for Change, démontrent la relative facilité de transfert de la maîtrise du matériel audiovisuel (de la totalité des phases techniques) vers des populations pourtant analphabètes et pas du tout familières des outils technologiques récents. Chaque équipe d'intervenants vidéo a ainsi développé ses propres exercices pour accompagner leurs procédures de formation des acteurs locaux³⁵⁰. Ces exercices s'orientent sur la manipulation des instruments (caméra, micro, pied) mais également sur la scénarisation et la planification des phases de tournage, notamment grâce à l'utilisation de *story-boards*. Les différents articles et rapports sur ces interventions expliquent clairement que les formations permettent une démystification des techniques audiovisuelles, très utile pour la suite du processus, que l'ensemble des aspects techniques soient effectivement confiés ou non aux populations locales. Ceci rejoint bien notre souhait de rendre plus transparent le processus de réalisation. Et outre l'accroissement de leur propre estime, ce transfert technique permet le plus haut degré de participation des populations locales. Cependant, dans les interventions d'Insight, tout ce qui relève de la conduite et de l'animation du processus sur la durée, et notamment de la phase de mise en relation des acteurs et d'exploitation du ou des produits vidéos, repose sur une implication forte des intervenants vidéo. Finalement, avec un tel

³⁴⁹ Notons que le projet bolivien District 9 semble lui aussi avoir souffert d'une phase d'exploitation trop limitée

³⁵⁰ Voir notamment le livre des frères Lunch N. et C. : « Participatory video, a handbook for the field », 2008, disponible en téléchargement depuis le site internet d'Insight.

Voir également la référence suivante pour les techniques de formation utilisées en PAAS : Humphreys, P., Olmos, G. and Pérez-Varón, R. 2003. *Final Report Of Young People's Views Project. Qualitative Research Pilot: Participatory Multimedia Project*. London: London Multimedia Lab for Audiovisual Composition and Communication (disponible sur le lien suivant www.londonmultimedia.org)

transfert de la maîtrise technique il semble malgré tout que l'appropriation du processus comme du produit ne soit pas nécessairement plus forte.

Par ailleurs, dans le cadre des activités de type média communautaire (cf. en particulier les interventions de Communication for Change), ce transfert peut recréer localement d'autres formes d'asymétries. En effet, il est obligatoirement réalisé à destination de quelques membres privilégiés d'un groupe (qu'il s'agisse d'une ONG locale, d'une association de producteurs, d'une association de femmes...), suivant les convictions propres de l'équipe d'intervenants vidéo, mais sans que soient réellement anticipées les conséquences concrètes du transfert sur le système d'acteurs local. Permet-il le rééquilibrage des poids des acteurs ou au contraire le renforcement de celui de la seule organisation bénéficiaire, au détriment des autres groupes tout aussi marginalisés ? Et qu'advient-il des principes de la vidéo participative et de l'éthique nécessaire à son juste recours après le départ des intervenants vidéo ? Continuent-ils d'être appliqués par les nouveaux vidéastes locaux ? Une étude approfondie mériterait d'être menée sur le sujet. La question du suivi des projets de type média communautaire, et notamment des aspects déontologiques, pourrait y être abordée. Mais ce contrôle se ferait au risque de créer une forme de dépendance intellectuelle vis-à-vis des intervenants vidéo extérieurs, et finalement de brider les initiatives locales de communication, plutôt que de les libérer.

6.3.2 L'intérêt d'identifier les facteurs de durabilité propres aux différents types de démarche mis en place

Si l'on considère maintenant les interventions de type diagnostic/planification/évaluation, on peut également se demander si la durabilité des démarches de VP doit nécessairement être un objectif. Est-ce forcément un bien pour le système d'acteurs local ? N'est-ce pas aussi le côté novateur, original de l'intervention qui assure son efficacité ? N'y a-t-il pas un risque à long terme de voir s'épuiser les motivations locales vis-à-vis de ces projets vidéo ? Comme nous le disait le représentant d'un de nos commanditaires au Mali : *« Là, c'est la première fois qu'une telle démarche est mise en place ici, c'est pour ça que tout le monde s'implique autant dans sa mise en œuvre. Mais le jour où il y aura 20 diagnostics participatifs en vidéo par an, la participation risque d'être bien moindre ! »*.

Au-delà de la démarche audiovisuelle participative en elle-même, l'important peut surtout être la durabilité de la dynamique engagée, notamment dans le cas des interventions de type échanges d'expérience ou médiation/concertation³⁵¹. Globalement les échanges d'expériences sont toujours extrêmement appréciés car ils permettent aux participants d'élargir leurs horizons et de prendre du recul vis-à-vis de leur propre situation. Et pourtant, malgré leur succès, ils ne sont qu'assez rarement poursuivis après le départ des intervenants vidéo, alors que l'outil n'est pas fondamental dans le principe. Parmi les interventions de ce type que nous avons pu identifier (une dizaine), seules deux ont abouti à la formation d'une organisation locale dont la vocation est justement d'encourager et d'accompagner les initiatives d'échanges d'expériences (projet Safran en France et projet Culture de la banane en Ouganda). Les autres dynamiques ont pris fin lorsque l'intervention de VP s'est terminée (c'est notamment le cas des nombreuses interventions menées par Insight, celles du CENDIT, et des télévisions populaires brésiliennes Maxambomba et Viva). Certes l'échange d'expérience nécessite quelques moyens, ne serait-ce que pour se déplacer. Mais si les résultats sont si concluants et productifs pour les participants, alors ils devraient naturellement percevoir la valeur de l'investissement, quitte à le solliciter au dehors. Comment expliquer dès lors la durabilité si faible de ces processus ? Il serait très intéressant de pouvoir déterminer les facteurs à l'origine de ce constat. Les membres d'Insight réfléchissent en ce moment sur ces questions de pérennisation de leur démarche.

³⁵¹ Rappelons que les catégories Activisme, Thérapie et Formation spécialisée ont cela en commun qu'elles ont généralement une origine exogène. Elles sont proposées aux acteurs locaux par des intervenants vidéo extérieurs au système local. Elles n'ont de fait que très peu de raisons de rechercher la durabilité.

Un cas particulier est celui du projet de recherche Wademed, qui à plusieurs reprises et suivant différents objectifs a eu recours à la vidéo participative au sein d'un même système d'acteurs. S'il semble là encore prévisible qu'un arrêt du projet verrait s'interrompre la production de vidéos, tant que l'équipe de recherche est disponible et réactive, les différents groupes habitués à l'utilisation de cet outil n'hésitent pas à venir eux-mêmes solliciter la réalisation d'une vidéo sur tel ou tel thème, par exemple pour prendre connaissance d'une expérience voisine ou partager spontanément leur réussite avec leurs pairs. Dans cet exemple, la durabilité de la démarche repose bien sur la permanence du programme de recherche, mais le principe a été totalement approprié par les acteurs locaux. Ceci s'explique essentiellement selon nous par l'inscription du projet dans la durée et par la disponibilité et la grande ouverture d'esprit dont les chercheurs du programme font preuve.

6.3.3 Retour sur l'hypothèse H3

L'analyse de ces interventions de VP nous permet donc de revenir sur les conclusions relatives à H3, et en particulier sur le lien entre degrés et modalités de participation et niveau d'appropriation locale de la démarche et de ses résultats. En effet, un projet tel que celui mené par Oxfam au Vietnam illustre parfaitement le fait que malgré une très forte participation des acteurs locaux à l'ensemble du processus de réalisation, le niveau d'appropriation du produit et du processus peut être très faible. Il semblerait même que suite à cette intervention, il soit dorénavant difficile de solliciter les paysans pour un autre projet de VP... La participation n'est donc clairement pas suffisante pour assurer l'appropriation. Nous attribuons personnellement une bonne part de l'échec de ce projet au manque d'expérience de l'équipe d'intervenants vidéo quand aux méthodes qu'elle utilisait ainsi qu'à l'extrême brièveté de l'intervention (trois jours pour faire identifier et verbaliser les principales difficultés du village par les villageois eux-mêmes). A l'inverse, un projet d'activisme comme celui de Maneno Mengi au Nigéria, pourtant très dirigiste dans sa mise en œuvre, a pu susciter une très forte implication locale qui est restée soutenue longtemps après la fin du tournage vidéo. À nos yeux ceci s'explique essentiellement par l'instauration d'une véritable dynamique de valorisation à long terme du produit (au travers notamment d'une forte communication, d'un site web, et de la diffusion de la vidéo auprès des principaux décideurs concernés par la problématique) et par l'étroite convergence entre les préoccupations quotidiennes des paysans et des écologistes et les revendications portées par la vidéo. Le positionnement militant des réalisateurs a grandement facilité l'appropriation locale du produit, mais seulement par ces deux groupes d'acteurs aux intérêts très proches vis-à-vis de la problématique concernée (i.e. les incidences environnementales de l'exploitation pétrolière sur le delta du fleuve Niger). Il est certain que l'appropriation du processus par les entreprises pétrolières est quant à elle restée extrêmement faible...

Par ailleurs, le déroulement du projet lié à la gestion des conflits fonciers au Liban nous semble exemplaire de par son ancrage dans les modes de coordination préexistants et son inscription dans la durée. Les intervenants vidéo y ont clairement assumé les rôles de techniciens vidéo (conservant la maîtrise de tous les aspects techniques) et d'animateurs d'un projet de communication au sein duquel la vidéo n'était qu'un outil parmi d'autres. Ils sont restés en retrait sur le fond des échanges, se contentant d'en assurer la structuration. Les résultats de cette approche ont été très bons puisque le conflit a pu être réglé et que la structure mise en place a perduré après l'arrêt de l'intervention, permettant ainsi de prévenir d'autres discordes. Cette expérience de VP de type médiation/concertation reste pratiquement unique en son genre à notre connaissance.

Finalement, l'élargissement de nos questionnements à d'autres expériences de Vidéo Participative nous permet d'appuyer nos conclusions sur l'absence de relation linéaire et d'automatisme entre participation et appropriation locale, sur le rôle primordial de l'animation et de l'accompagnement du processus, ainsi parfois que celui de l'engagement de l'intervenant

vidéo au sein du système d'acteurs. L'étude a également confirmé le poids important des multiples facteurs locaux que nous avons évoqués dans le chapitre 1 et qui impose une adaptation très fine des approches aux terrains.

Nous souhaitons conclure notre recherche en consacrant le prochain et dernier chapitre à différentes ouvertures permettant d'appréhender la vidéo participative sous de nouvelles perspectives. Derrière l'objectif général de replacer cette pratique dans le cadre plus large du développement, nos préoccupations plus précises seront de comparer la vidéo aux autres outils d'accompagnement disponibles, d'étudier son utilisation sous des considérations temporelles et spatiales, et enfin de donner quelques grandes lignes pour la définition d'un cadre déontologique autour des pratiques de VP.

Chapitre 3

La Vidéo Participative replacée dans le cadre de la pratique du développement

A l'image du précédent, ce troisième et dernier chapitre vise à prendre un peu de recul vis-à-vis de nos questionnements, afin notamment d'ouvrir de nouvelles pistes de recherche. Nous aborderons ainsi une ébauche de travail comparatif entre les démarches de VP et les outils d'aide à la réflexion collective, dont les outils d'accompagnement utilisés par le réseau ComMod. Nous interrogerons ensuite les facteurs de durabilité des interventions de VP ainsi que leurs impacts locaux réels. Enfin nous aborderons succinctement l'importance d'identifier des garde-fous éthiques afin de guider le travail des intervenants vidéo sur le terrain.

Il semble globalement que dans le domaine de l'accompagnement du développement, l'enjeu principal soit celui de la durée.

Section 1 : La démarche de Vidéo Participative parmi les outils participatifs d'aide au développement

1.1 La VP échappe-t-elle aux critiques fréquemment émises à l'encontre des approches participatives ?

1.1.1 Critiques des approches participatives

Malgré l'engouement apparent depuis les années 90 pour les méthodes participatives, notamment dans la réalisation de diagnostics, celles-ci n'en demeurent pas moins sujettes à un certain nombre de critiques (cf. Partie 1 Chapitre 1). Globalement, elles portent surtout sur les aspects pratiques de mise en œuvre de ces approches, plus que sur l'idéologie sous-jacente, autour de laquelle un certain consensus se dessine – lentement – dans le milieu de l'aide au développement. Les critiques les plus pertinentes reposent notamment sur le caractère nécessairement partiel de la participation qui est suscitée : tout le monde ne peut pas participer et les degrés de participation diffèrent d'un individu à l'autre. D'autres remises en cause ciblent l'absence de garde-fous permettant de guider les intervenants dans leur utilisation des

nombreux outils et méthodes mis à leur disposition, alors qu'ils exigent une capacité de remise en question personnelle importante et que ce savoir-faire ne peut souvent s'acquérir que par une longue pratique du terrain. Les interrogations portent également sur les possibles dérives liées à la réorganisation et la reformulation par les intervenants des informations fournies par les acteurs locaux, et sur l'intelligibilité des méthodes de restitution et de partage des résultats. Elles ont enfin trait aux difficultés d'application des méthodes participatives à des échelles plus importantes, à l'importance du contexte institutionnel et politique quant à leur faisabilité et à l'intérêt, mais également à la réussite de la démarche (cf. notamment P. Lavigne Delville, 2000). Qu'en est-il de la vidéo participative face à ces considérations ?

1.1.2 La VP n'est pas un outil miracle

Trois de ces critiques sont directement transposables aux démarches de Vidéo Participative, et ont d'ailleurs déjà fait l'objet de développements dans ce travail. En premier lieu, nous pensons à la difficulté pour les chercheurs, « experts » et autres intervenants du monde du développement de se faire à l'idée que leurs points de vue n'ont pas nécessairement plus de valeur et de pertinence que ceux des acteurs locaux. Cette aptitude qui consiste à se considérer au même niveau que l'ensemble des acteurs et à valoriser également les différentes opinions exige une certaine forme d'abnégation, d'humilité et une ouverture d'esprit de la part de l'intervenant qui, il faut bien le reconnaître, ne sont pas toujours des caractéristiques des experts du développement. Autrement dit, la démarche en elle-même et l'outil vidéo ne suffisent pas à assurer le bon fonctionnement de la participation, encore faut-il que ceux qui la pilotent disposent du savoir-être nécessaire. On entrevoit de nombreuses dérives possibles dans la pratique, comme une trop forte influence des intervenants extérieurs qui conduirait à une situation de pseudo-participation. C'est pourquoi nous sommes convaincus de l'importance de favoriser la formation de véritables communicateurs pour le développement amenés à animer sur le terrain la mise en œuvre de ces diverses approches participatives. Ainsi l'expert garderait son statut d'expert et resterait un acteur comme les autres aux yeux de l'animateur du développement local (A.G. Dagron, 2001, G ; Bessette 2001, 2006).

La seconde critique également transposable à la VP concerne l'importance du contexte institutionnel et politique dans lequel se met en place l'intervention. En effet, une démarche de VP ne peut être initiée que lorsqu'il existe déjà une relative liberté locale d'expression, même si la démarche en elle-même peut participer de l'expression de ce besoin. Il faut aussi que les commanditaires du projet soient effectivement prêts et en mesure de prendre concrètement en compte les résultats du travail participatif. Il est trop fréquent que de tels efforts ne soient que des leurres utilisés pour endormir la population et contenter les bailleurs de fonds (voir par exemple à ce sujet le projet N'Gorongoro ou la réaction des cadres de l'Office du Niger lors de notre intervention au Mali). Or nous l'avons vu, si les conditions ne sont pas réunies pour exploiter pleinement les fruits du travail participatif, il ne conduit qu'à susciter des attentes auprès des acteurs locaux, voire à créer de nouveaux besoins qui ne seront jamais satisfaits. Cela engendre de la frustration et creuse plus encore le fossé séparant la population des institutions et organisations en charge des projets. Et là encore il faut reconnaître qu'il est assez rare que toutes les conditions nécessaires soient réunies pour palier ce risque, surtout lorsque les échelles d'intervention deviennent importantes.

Justement, la question de l'applicabilité de la démarche de Vidéo Participative à des échelles plus importantes, nationale ou internationale par exemple, est également pertinente. Nous avons nous-mêmes été confrontés à ce problème lors de notre expérimentation en Equateur. Comment assurer ne serait-ce qu'un ressenti de participation auprès de l'ensemble des groupes d'acteurs d'un territoire trop vaste ? Nous proposerons des éléments de réponse à cette question dans la section suivante. Mais peut-être que la « bonne » question à poser est

simplement de savoir pour quelles échelles de territoire (ou nombres d'acteurs différents, et leur dispersion) il est effectivement pertinent de recourir à des approches participatives. Cela a-t-il seulement un sens de vouloir mettre en place une démarche de ce type à l'échelle d'un pays, alors que justement la volonté qui sous-tend ces approches est de redonner du poids aux individus dans leur diversité, et favoriser l'investissement des acteurs locaux dans les décisions affectant le développement de leur territoire ? Est-il possible d'effectuer une multitude de diagnostics participatifs en vidéo aux niveaux locaux et de les coordonner de façon à couvrir l'ensemble du territoire national ? Rien ne semble l'empêcher en théorie, si ce n'est bien entendu l'investissement en temps et en argent. Mais la question la plus épineuse reste celle de la détermination de l'individu ou du groupe qui serait légitime pour faire cette synthèse nationale.

1.1.3 La VP présente certains atouts spécifiques

Il nous semble que les démarches de VP offrent en revanche une certaine résistance aux autres critiques habituellement adressées aux méthodes participatives. Par exemple, l'intelligibilité de la restitution aux acteurs locaux des résultats obtenus sur le terrain fait régulièrement l'objet de reproches. Pourtant cette restitution renvoie à la composante essentielle de « partage » des démarches de PLA et devrait donc être le centre de toutes les attentions : c'est le « *sharing without boundaries* » (partager sans contraintes), souligné par Chambers (R. Chambers, 2007), et repris au chapitre 1 de la première partie. En effet, les intervenants sont souvent amenés à synthétiser eux-mêmes les opinions et les différents savoirs locaux sur une problématique donnée, généralement en vue de la rédaction d'un rapport, accompagné dans le meilleur des cas d'une restitution orale. Or ce rapport et cette restitution nécessitent un effort de restructuration et de reformulation des données recueillies, et ce travail de synthèse emprunte nécessairement des chemins de pensée propres aux intervenants, hérités de leur formation scientifique initiale et marqués par leurs propres représentations sociales³⁵². Il est ainsi fréquent de retrouver dans ces restitutions de beaux graphiques pleins de sens pour les experts qui les ont pensés mais complètement obscurs pour les acteurs locaux (nous l'avons nous-mêmes expérimenté à diverses reprises³⁵³). L'accès au diagnostic final est ainsi difficile, si ce n'est impossible, pour nombre de personnes et en particulier pour les analphabètes et ceux qui ne parlent pas suffisamment bien la langue utilisée pour la restitution. Par ailleurs, la phase finale d'interprétation et de mise en forme, même si elle présente des avantages évidents et s'avère sans aucun doute nécessaire, contribue à amputer le travail réalisé d'une partie de sa substance, et diminue finalement son caractère véritablement participatif. Les acteurs locaux qui n'ont pas de contrôle sur cette dernière étape se sentent alors souvent dépossédés de ce qui devait être « leur diagnostic ».

La restitution sous forme de vidéo permet de limiter cet effet. Le diagnostic est en effet archivé sous une forme orale, potentiellement en langue locale (sous-titré dans la langue nationale en cas de besoin), et l'image en facilite la compréhension. En en prenant connaissance les acteurs locaux s'observent en train de le formuler eux-mêmes. Le sentiment de dépossession de leur effort d'analyse est nécessairement moindre, bien qu'il subsiste toujours un travail d'interprétation et de synthèse qui intervient au moment du montage de la vidéo (auquel les acteurs locaux peuvent d'ailleurs être associés, notamment grâce à l'itérativité du processus, et

³⁵² Le risque pour les chercheurs est alors « *de tomber dans l'illusion militante et de n'aboutir qu'à peindre les savoirs locaux à leurs propres couleurs* » (P. Lavigne Delville, 2000)

³⁵³ L'un d'entre nous a notamment le souvenir d'avoir restitué auprès de paysans locaux un diagnostic agro-économique de système agraire reposant sur l'établissement d'une typologie des exploitations et l'évaluation de leurs performances économiques. Après une discussion pourtant très longue, nous nous demandons encore aujourd'hui ce que les paysans ont finalement compris de cette courbe présentant, par type d'exploitation, l'évolution du revenu par actif en fonction de la disponibilité du facteur de production limitant (eau, terre, nombre de tête de bétail, etc.). Cela ne veut pas dire que la restitution fut inutile, bien au contraire. Et elle est avant tout un devoir vis-à-vis des personnes ayant permis sa réalisation. Néanmoins il faut avoir conscience de sa portée réelle, parfois limitée.

dont ils peuvent même être pleinement responsables après avoir suivi une courte formation ; cf. les projets de Communication for Change en annexe). Par ailleurs, l'effet d'uniformisation des points de vue locaux inhérent à l'exercice de synthèse est également limité par le recours à la vidéo, qui ne reformule pas (ou presque pas) les avis de chacun, et qui grâce aux interviews n'anonymise pas les données recueillies. Bien sûr les sélections effectuées dans les entretiens initiaux sont déjà quelque part une forme de reformulation, et les séquences habillées d'une voix-off peuvent véhiculer une interprétation plus poussée, néanmoins l'impact de l'intervenant vidéo sur le contenu est nécessairement moins prégnant et reste localement contrôlé. Finalement l'accessibilité et l'intelligibilité du diagnostic vidéo sont potentiellement beaucoup plus grandes que celles des rapports écrits, ce qui rend cet outil plus apte à satisfaire la composante de partage des approches participatives.

Si comme nous l'avons vu le choix des participants au processus de VP demeure tout à fait crucial, bien qu'en partie subjectif et en partie imposé par les caractéristiques de la situation locale (cf. chapitre 1), la vidéo présente à cet égard certains atouts par rapport aux autres outils participatifs. En particulier elle offre la possibilité, si besoin est, de transférer virtuellement un débat local dans un bureau situé à plusieurs centaines de kilomètres, puis d'en ramener les réactions de tel ou tel responsable politique (cf. le Fisherfolk's projet, le projet Nigeria ou le projet Norma). Pour reprendre les termes de la théorie des réseaux, la démarche vidéo offre un certain potentiel de rallongement et reste ainsi très ouverte. Alors que les outils participatifs courants des démarches de PLA supposent en général la réunion, physique et simultanée, de l'ensemble des acteurs, la démarche de vidéo participative peut autoriser un fonctionnement différent, plus souple vis-à-vis des participants. Bien qu'évidemment toute la population ne puisse pas être impliquée directement, la vidéo permet malgré tout de dépasser certains obstacles liés à la distance spatiale, aux incompatibilités de calendriers, et même parfois au poids de la hiérarchie ou des statuts susceptibles d'interdire la réunion d'individus aux disparités sociales trop fortes (on peut ainsi penser par exemple à la possibilité de faire intervenir une femme dans une réunion habituellement réservée aux hommes, par le biais de son interview). La vidéo permet en effet de fonctionner par étapes, en incorporant successivement de nouveaux groupes d'acteurs, tout en laissant la possibilité de réutiliser à chaque étape le déroulement et le contenu de l'étape précédente grâce à la diffusion d'extraits choisis.

Ainsi, en plus de faciliter de par sa souplesse d'utilisation, la participation de chacun, la vidéo permet également dans une certaine mesure de niveler la qualité de ces participations pour les différents acteurs. En ce sens la vidéo vient en appui à l'animateur du processus dont le travail n'est jamais évident.

NB : La question de savoir si la VP permet réellement de renforcer les capacités locales, comme on l'attend en théorie des approches participatives, sera abordée dans la section suivante de ce chapitre.

1.2 La VP peut-elle être considérée comme un outil de structuration des processus de concertation ?

Telle était effectivement l'une des questions que nous adressions à la démarche de VP à l'origine de ce travail de recherche (cf. P1, Chapitre 2, § 3.4) après avoir fait le constat qu'il existait de nombreux outils d'aide à l'animation (cartes cognitives, planning d'activité, diagramme de Venn, etc.), à la médiation (SIG et autres outils de représentation géographique),

ou à la prise de décision (Analyse Coût/Avantage, Analyse Multi-Critères, expertise) et finalement peu ou pas d'outil d'aide à la structuration de la concertation. Nous avons défini un tel outil comme étant à même d'assurer à la fois la participation de tous les acteurs pertinents pour la discussion, ainsi que l'expression et la prise en compte vraie de l'ensemble de leurs points de vue. Qu'en est-il de la Vidéo Participative ?

Pour répondre à cette question nous n'allons pas reprendre dans le détail les réflexions développées dans le cadre de l'analyse de nos terrains (cf. P5, Chapitre 1) et d'autres expériences (cf. P5, Chapitre 2), mais nous nous appuyons sur ces conclusions pour affirmer que :

- ⇒ La VP est une démarche autorisant la participation d'un grand nombre d'individus, représentant des acteurs contrastés, selon des modalités variées. L'utilisation de la vidéo stimule la venue de nouveaux individus et permet leur intégration progressive. En revanche, l'identification des participants repose uniquement sur la connaissance de la situation par les intervenants, sur leurs relations avec le système d'acteurs local et sur leur capacité à animer un processus d'auto-conformation d'un collectif potentiellement moteur de changement.
- ⇒ L'utilisation de la vidéo permet d'assurer à chaque participant, ou groupe d'acteurs, un espace d'expression réservé (et parfois même peut-être quelque peu « imposé » pour acteurs les plus timides ou les plus marginalisés), en lui offrant de surcroît la possibilité de travailler sur son message pour le rendre le plus percutant possible avant de l'illustrer et d'investir cet espace (nivelage partiel des capacités rhétoriques). La potentielle « libération » de la parole des acteurs marginalisés ne dépend cependant que de leur implication dans le processus et de leur capacité à dépasser l'intimidation liée à la caméra, ce qui, pour l'essentiel, relève de l'intervenant. En revanche, si cet espace d'expression préalable permet une affirmation « minimum » en réunion des points de vue de l'ensemble des participants, il n'engendre pas de manière automatique l'initiation d'échanges directs entre ceux-ci.
- ⇒ D'autres asymétries (d'informations, de capacité d'initiatives) peuvent être réduites grâce à la VP dans l'objectif de rééquilibrer partiellement le système d'acteurs, si cela s'avère nécessaire et légitime. Elle permet notamment de lisser quelque peu les asymétries de statut en réunissant en son sein l'ensemble des acteurs, et donc en accordant a priori le même crédit à chacun. L'outil facilite ainsi le travail de l'animateur, qui reste cependant décisif pour l'avancée et la concrétisation du processus collectif cognitif.
- ⇒ La publicisation de la démarche permet de rendre public son déroulement et ses résultats, ce qui tend à encourager les décideurs à expliciter plus avant leurs décisions finales ou postérieures. En ce qui concerne la prise en compte vraie des points de vue de l'ensemble des acteurs, malgré un potentiel de diffusion important la démarche de Vidéo Participative n'est pas plus décisive que les autres outils d'aide à la réflexion.

Nous concluons donc que la démarche de vidéo participative peut bel et bien permettre d'aider à la structuration d'un processus de concertation, mais qu'elle ne se suffit pas à elle-même malgré le très fort potentiel de l'outil vidéo. C'est l'intervenant utilisateur de l'outil, impliqué et responsabilisé, qui par des choix clefs assurera le bon déroulement « structurel » du processus.

Par ailleurs, une question de durabilité mérite d'être posée. Est-il envisageable, voire même pertinent, de structurer la totalité d'un processus de concertation par une approche vidéo?

Nous n'avons malheureusement pas eu la possibilité de réaliser des interventions de terrain suffisamment longues pour donner une réponse argumentée. Néanmoins, si nous avons pu vérifier que la démarche de VP permet effectivement d'appuyer les premières étapes d'une dynamique de concertation telles que définies par J.-E. Beuret (cf. P1, Chapitre 3, § 2.4), à savoir la constitution du réseau et le rapprochement et l'interconnaissance de ses membres, nous avons également constaté que la VP n'influence que très peu l'acte concret de prise de décision, ou la formulation d'un accord, et qu'elle reste désarmée face à l'étude de scénarii. Ceci ne peut relever semble-t-il que d'une animation adéquate, ou du recours à d'autres outils. Il nous semble donc inapproprié d'espérer faire reposer l'ensemble de la dynamique de concertation sur la seule démarche de Vidéo Participative.

Se pose alors la question de sa combinaison avec d'autres outils d'accompagnement. Nous nous intéresserons en particulier aux outils développés par le collectif ComMod (cf. P1, Chapitre 2, § 3.3) du fait des similitudes entre leurs objectifs et ceux de la VP, ainsi qu'entre leurs champs d'application respectifs (la gestion des ressources renouvelables).

1.3 Quelle place pour la VP dans la démarche de modélisation d'accompagnement ?

Pour tenter de répondre à cette question il importe de relever tout d'abord les atouts et contraintes des différents outils d'accompagnement, et notamment des Jeux de Rôle (JdR) et des Systèmes Multi-Agents (SMA), avant de les comparer à ceux de la VP dans l'optique de déceler d'éventuelles complémentarités. Nous invitons le lecteur à se référer à la section 3 du chapitre 2 de la première partie de ce travail.

Nous y avons vu que le JdR est un outil de médiation très efficace permettant de construire progressivement et collectivement une représentation commune des dynamiques socio-environnementales affectant la disponibilité d'une ou plusieurs ressources données. Précisons que cette représentation est purement fonctionnelle, fondée sur l'identification des relations de cause à effet qui caractérisent les décisions ou les événements affectant ces ressources (il ne s'agit en aucun cas de s'accorder entre différentes conceptions, logiques d'acteurs, ou autour d'un principe supérieur commun - tout au moins pas directement -). Le JdR présente également l'intérêt de pouvoir mettre en mouvement la modélisation proposée selon les actions décidées par les joueurs, généralement acteurs de la gestion intentionnelle, et qui sont sensés reproduire dans le jeu leurs pratiques réelles. Ceci permet d'affiner la compréhension collective des dynamiques et de discuter les logiques d'interaction des acteurs entre eux et avec les ressources. En outre, les aspects virtuel et ludique de cette approche peuvent permettre d'aborder certaines situations conflictuelles de manière plus ou moins dépassionnée, car la session de jeu est dénuée de tout enjeu réel immédiat. De la même façon, le JdR favorise par sa comparaison avec la réalité la mise en œuvre d'un travail individuel et collectif de nature réflexive et distanciée. Enfin, la possible co-élaboration des règles du jeu et sa manipulation par les acteurs locaux favorise son appropriation. Cependant, les dispositifs de jeu peuvent être assez lourds à mettre en place et les sessions relativement longues. Et une fois la démarche enclenchée avec un nombre donné de joueurs il devient difficile d'en incorporer de nouveaux, notamment car l'intérêt du JdR réside justement dans le co-apprentissage de sa maîtrise. De plus, si le jeu de rôle peut permettre d'assurer l'expression de l'ensemble des joueurs, notamment au travers des débriefings lors desquels chacun explicite son comportement dans le jeu, il ne permet pas de lisser les différences en termes de capacités d'expression. De même, l'équilibre entre les régimes d'engagement de chaque participant ne peut être facilité que par la

qualité de l'animation et non pas par l'outil en lui-même. Enfin, il ne semble pas toujours évident, dans la pratique, d'arriver à réunir autour d'un plateau de jeu des acteurs aux statuts très différents (comme des décideurs politiques et des paysans par exemple) et d'obtenir de leur part à tous un même investissement.

De son côté, et pour en simplifier le principe, le SMA est une version informatisée des règles assurant le fonctionnement d'un JdR. Celle-ci permet alors de faire tourner le modèle un grand nombre de fois en modifiant certains paramètres, ou certains comportements individuels ou collectifs, de manière à en discuter les conséquences potentielles sur la disponibilité des ressources. Le SMA permet ainsi notamment de s'affranchir de la lourdeur de fonctionnement des sessions de JdR. Il joue également un rôle de représentation graphique des dynamiques étudiées, et potentiellement un rôle pédagogique. Mais la difficulté première du SMA réside dans la nécessité d'en maîtriser parfaitement les règles d'interaction entre agents (individus, groupes ou ressources) pour pouvoir, d'une part, accorder un véritable crédit aux simulations proposées, et d'autre part, discuter de façon pertinente les résultats de ces simulations. Or pour beaucoup le recours à la modélisation et la simulation informatique demeure une « boîte noire » *a priori* insurmontable, et l'inquiétude de se retrouver manipulé par un modèle volontairement biaisé est fréquente chez les participants. Pour palier cette difficulté, les chercheurs du réseau ComMod développent également des approches en deux temps, où le jeu de rôle est utilisé comme une première étape permettant de co-élaborer le modèle informatique qui servira ensuite d'outil d'aide à la réflexion et éventuellement à la décision, en favorisant les comportements innovants. La question que nous nous posons est de savoir quel pourrait être l'intérêt de recourir à la Vidéo Participative dans le cadre d'une telle démarche d'accompagnement.

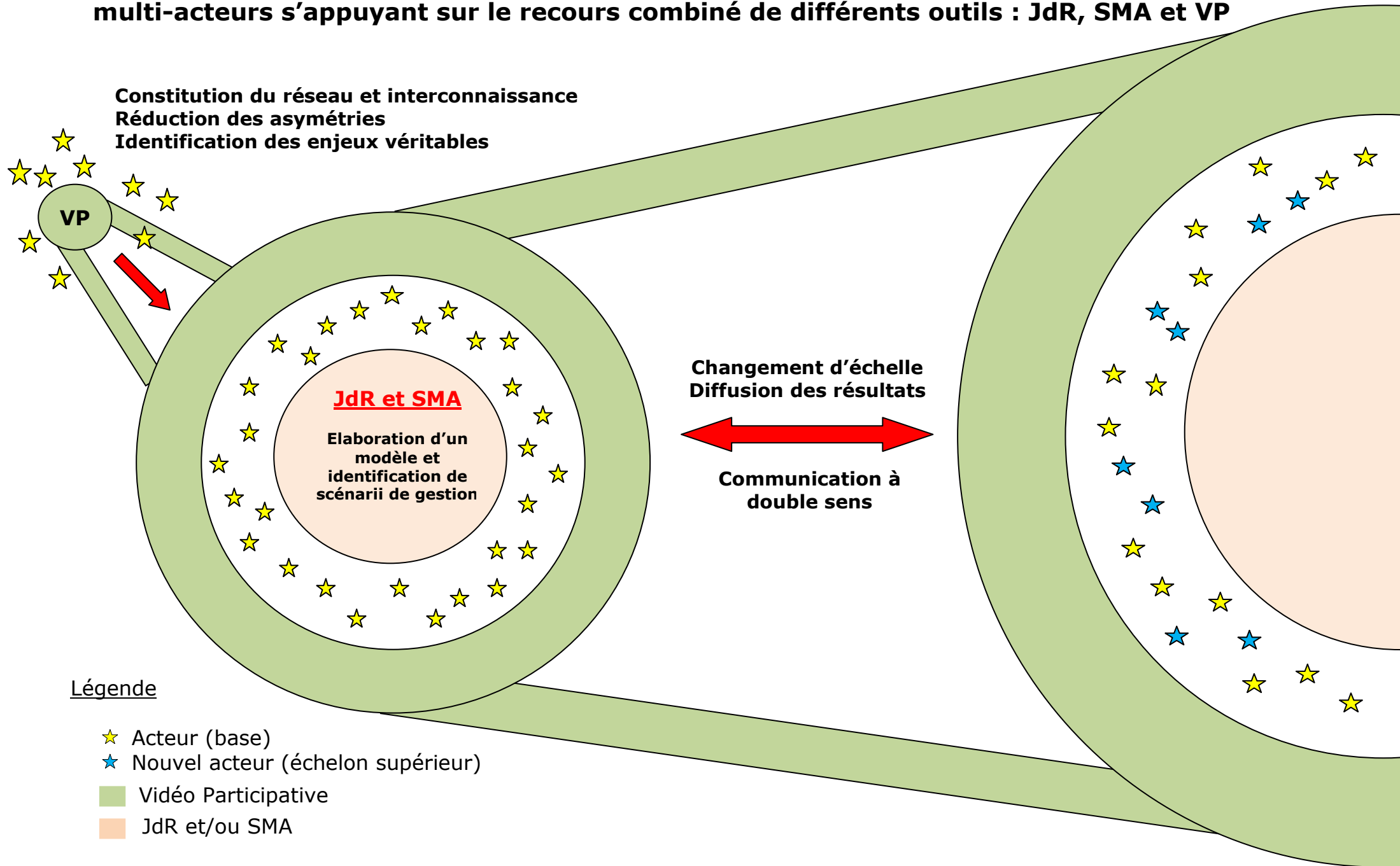
Nous avons vu que le recours à la Vidéo Participative facilite le travail de constitution d'un réseau de participants grâce à la forte capacité de mobilisation de l'outil et la possibilité laissée à d'autres acteurs de le rejoindre. La démarche de VP permet également d'accompagner efficacement la phase d'interconnaissance entre les membres tout en réduisant partiellement les asymétries internes susceptibles d'entraver le bon fonctionnement du processus de concertation. Elle permet ainsi de rééquilibrer dans une certaine mesure les poids des différents acteurs au sein du groupe, ce qui repose quasiment sur les seules compétences des animateurs dans le cas des SMA et des JdR. Il semble ainsi qu'une utilisation de la VP en préalable aux outils d'accompagnement de ComMod puisse permettre de catalyser et de structurer la dynamique de constitution puis le fonctionnement même du groupe de travail qui sera amené à s'investir ensuite dans la manipulation d'un JdR ou d'un SMA. Par ailleurs, de par son impact sur la verbalisation des difficultés rencontrées par les acteurs locaux, il est probable que la Vidéo Participative puisse permettre d'attirer l'attention des animateurs vers les véritables enjeux locaux pour la population, et donc leur permette d'ajuster leur approche, et notamment de s'assurer de recourir aux bons outils par la suite. L'utilisation de la vidéo pour documenter et archiver le processus de co-construction du modèle (en filmant quelques sessions de JdR et de debriefing en particulier, puis quelques simulations du SMA potentiellement clefs pour la réflexion) semble également pouvoir faciliter l'incorporation en cours de route de nouveaux participants en leur donnant un accès privilégié aux principales étapes de l'élaboration collective du modèle (renforcement de la capacité de rallongement des outils d'accompagnement). Enfin il nous semble qu'à l'issue d'un travail local de SMA, lorsque différents scénarii de gestion ont été étudiés, comparés et que certaines possibilités concrètes d'action ont été dégagées au sein du groupe de participants, la Vidéo Participative peut également être un outil de communication très utile pour structurer et argumenter les différentes propositions afin de les présenter soit à la population plus largement, soit aux décideurs politiques et financiers finaux, et afin d'établir avec eux une communication à double sens permettant d'affiner les propositions selon leur faisabilité et leur intérêt. La VP pourrait permettre par exemple d'explicitier pourquoi chacun, selon sa

propre logique d'action, s'identifie à telle ou telle proposition d'action. Elle représenterait donc un moyen pour que la démarche puisse changer d'échelle spatiale ou hiérarchique.

Ainsi nous estimons que la Vidéo Participative pourrait certainement assurer la structuration d'une dynamique de concertation, organisée autour de l'élaboration et de l'exploitation collective d'un modèle de la situation locale, rendu dynamique grâce aux outils JdR et SMA. Le caractère central des outils SMA et JdR dans l'approche que nous venons de proposer se justifie par la possibilité qu'ils offrent aux participants d'interagir véritablement avec le modèle construit. Cette interaction explique d'ailleurs toute leur pertinence, puisqu'elle permet à chaque « joueur » de mieux appréhender progressivement sa propre logique d'action en lui permettant d'analyser ses pratiques, de manière simplifiée. Par ailleurs, ces outils permettent de tester virtuellement un certain nombre de mesures, comme de nouvelles règles de gestion collective, et constituent en ce sens d'excellents outils d'aide à la décision. Ces atouts sont fondamentaux dans le processus de concertation, notamment pour faciliter le passage de la formulation à l'analyse de propositions d'actions très concrètes, or la VP ne peut prétendre à pareille fonctionnalité.

Nous pourrions schématiser l'intérêt de la VP dans ce type intervention en reprenant le modèle de la courroie de transmission :

Figure 30 : Intervention d'accompagnement d'un processus de réflexion/concertation multi-acteurs s'appuyant sur le recours combiné de différents outils : JdR, SMA et VP



Bien sûr il ne s'agit là que de conjectures, mais qui se fondent sur l'analyse des atouts et contraintes avérés des différents outils. L'élaboration d'un dispositif de recherche-action portant spécifiquement sur la combinaison de ces outils serait selon nous d'un intérêt certain, autant du point de vue académique que du point de vue des interventions concrètes d'accompagnement de dynamiques locales de développement. Il s'agirait notamment de prendre bien gare à ne pas produire un paquet d'outils techniques sophistiqués, lourds et coûteux qui ne serait en fait qu'un jouet pour les développeurs, et dont l'utilisation s'avèrerait déplacée. En ce sens l'étude de la maîtrise et de l'appropriation locale mais surtout la comparaison avec d'autres approches et leur adéquation aux besoins locaux est fondamentale.

Malgré tout, le potentiel de complémentarité de ces outils est grand.

Section 2 : La démarche de Vidéo Participative à l'épreuve du temps et de l'espace

Nous souhaitons dans cette section revenir sur des considérations d'impact et de durabilité des actions de Vidéo Participative, en profitant du recul que nous avons pris par rapport à nos seuls terrains, notamment grâce à l'étude d'autres expériences au chapitre 2 de cette partie. Nous ne nous attarderons pas sur les travaux présentant un caractère volontairement ponctuel (comme c'est souvent le cas des projets d'activisme) ou destinés à un segment précis et restreint de la population (comme c'est souvent le cas de la formation spécialisée). Nous nous concentrerons sur les projets prétendant participer d'une véritable dynamique de développement local à moyen, voire à long terme, et visant à proposer un accompagnement qui se veut structurant des relations entre acteurs (cf. projet Wademed en annexe 31 par exemple). Des travaux de concertation tels que les nôtres poursuivent généralement ce type d'objectif, mais nos expériences ont montré qu'il était très ambitieux (cf. P5 Chapitre 1, § 2.3), notamment en termes de durabilité. Comment permettre un dialogue soutenu et durable entre des acteurs soumis à des impératifs temporels très différents et contraints par des localisations géographiques très diverses ? Comment propager le travail réalisé en groupe restreint de sorte qu'il affecte plus largement la société ? Et finalement, quelle est la véritable portée de ces actions de Vidéo Participative ?

2.1 Un projet vidéo qui s'intègre dans le mouvement local du développement

2.1.1 L'intervention vidéo : un simple instant à l'échelle d'une dynamique de développement

La démarche de développement local d'une population sur un territoire donné est continue, sans fin, elle a des rythmes et des pulsations. Elle se distingue ainsi fondamentalement de l'intervention vidéo qui est pour sa part toujours ponctuelle, bien que les bénéfices recherchés doivent idéalement se poursuivre le plus longtemps possible après le départ des communicateurs. Mais, nous l'avons vu, l'impact de nos propres projets est resté limité, y compris à court terme, malgré le rapprochement opéré entre les acteurs et les efforts

collectifs parfois consentis. Si des liens plus durables ne se sont pas tissés, c'est avant tout parce que nous n'avons pas accordé une place suffisamment importante à la prévision et à l'organisation de l'après-projet. De fait, l'intervention s'est désolidarisée du mouvement global d'évolution du territoire. Ainsi nos démarches d'accompagnement étaient trop isolées, à l'instar de nombreuses interventions participatives de planification qui se révèlent décevantes quand on les analyse deux ou trois ans plus tard, lorsque les intervenants ont cessé d'être des acteurs locaux (Castellanet C. 1999, entre autres).

De tels processus de concertation ne devraient pas être mis en place de manière ponctuelle et brève, le risque étant alors de n'en faire que de sympathiques anecdotes face au schéma communicationnel classique. En effet la concertation ne prend tout son sens que si elle devient une véritable pratique sociale et politique, régulièrement exercée et spontanément mise en œuvre. Une intervention trop courte (quelques semaines par exemple) n'a presque aucune chance de faire naître et adopter des modalités de coordination nouvelles et structurantes pour le système d'acteurs local. Tout au plus elle peut permettre de pointer les obstacles actuels au dialogue et de susciter un intérêt pour le changement, une certaine forme de curiosité vis-à-vis de démarches plus délibératives. Mais en dehors de rares situations de ruptures, les prises de décisions et le changement social sont des processus qui prennent des mois, voire des années. D'ailleurs en termes de développement la notion même d'accompagnement ne peut s'entendre que dans la durée.

Il ne faut pas comprendre dans ces considérations que la pérennité du recours à l'outil vidéo est essentielle dans la perspective du changement : c'est bien la continuité de l'animation au sein du système d'acteurs - et elle seule - qui prime. Et nous allons voir qu'au-delà du temps disponible pour l'intervention, qui demeure malgré tout un élément clef pour la durabilité des résultats obtenus, les acteurs de la période critique de transition entre le projet et l'après-projet jouent un rôle prépondérant.

2.1.2 Constitution d'un groupe relais, formel ou informel, comme clef de la durabilité

Pour réussir à inscrire pleinement le projet vidéo dans la dynamique locale de développement, il semble tout d'abord crucial que les intervenants soient bien au fait de l'évolution de cette dynamique, et notamment de ses antécédents, puisqu'ils n'interviennent pas au temps zéro de la gestion du territoire. Cette perspective historique doit permettre d'évaluer l'efficacité potentielle des exercices participatifs avant leur mise en œuvre, mais elle doit surtout aider à identifier puis à impliquer les personnes et/ou les institutions sur lesquelles le changement peut s'appuyer. Pour augmenter les chances que son projet joue réellement un rôle de catalyseur du développement, l'intervenant a en effet tout intérêt à se fonder sur des acteurs identifiés comme susceptibles de porter le renouveau de la gestion intentionnelle. Ceux-ci peuvent très bien être issus des gestionnaires en place comme être de nouveaux acteurs qu'il s'agira de responsabiliser et d'autonomiser. Leur mode d'identification, par les seuls acteurs locaux ou avec l'aide des intervenants, est par ailleurs l'objet d'un débat perpétuel. Mais dans tous les cas l'implication hasardeuse de représentants des populations locales est loin d'être un facteur suffisant pour assurer la durabilité des actions entreprises : les acteurs-clefs doivent être rationnellement ciblés (cf. Chapitre 1 § 4.2).

La détermination - voire la formation - d'un groupe auquel arrimer le projet est délicate, car elle repose en partie sur la capacité des acteurs exogènes ou intermédiaires qui conçoivent l'après-projet à comprendre l'organisation et les pratiques sociales des acteurs endogènes. Une solution issue de l'idéal participatif serait évidemment que les acteurs locaux définissent par eux-mêmes la nature de cet après-projet, puisqu'ils devront le prendre en charge d'une manière ou d'une autre. Malheureusement il est fréquent que le système social en charge de déterminer le groupe moteur porte en lui-même les conflits ou les problèmes de gestion que l'on cherche à résoudre, et présente donc le risque de les perpétuer en les transposant dans ce

groupe moteur. Les relations de pouvoir en place sont ainsi parfois défavorables à l'objectif visé, notamment lorsque le système dominant ignore sciemment l'importance de certains groupes plus informels... Si la création d'espaces durables d'échanges peut se révéler très longue, c'est aussi parce que la concertation « instituée » n'est pas la solution unique. Une multitude de formes de coordination sont à inventer. Plusieurs exemples dans le chapitre précédent nous ont prouvé qu'il était parfois nécessaire de bousculer les voies institutionnelles classiques (en soutenant des contre-pouvoirs par exemple, en rendant la parole aux acteurs déconsidérés, ou encore en s'appuyant sur des modes de coordination traditionnels), et qu'une ou deux grandes réunions de concertation formelles en guise de clôture de projet pouvaient facilement conduire à des désillusions.

Il s'agit donc de déceler ou de mettre en place une structure à la fois solide et fiable capable de porter durablement le changement à partir de la dynamique lancée par le projet. Bien que son articulation avec l'organisation politique en place soit fondamentale, elle peut tout à fait ne pas préexister au projet. Mais la création de cette structure ne doit pas non plus être calquée sur des modèles issus de nos conceptions occidentales, qui seraient ensuite plaqués sur les contextes locaux. La mise en place et le bon fonctionnement d'un tel groupe porteur constituent un véritable défi. Afin de pouvoir le relever au mieux il importe que l'intervenant accorde une attention toute particulière au *processus* vidéo (et non pas produit), afin d'en dégager clairement les acquis collectifs et d'identifier³⁵⁴ des individualités fortes, dissociées de la simple réalisation audiovisuelle. En effet, la pertinence et la durabilité de la structure qui portera le changement dépendront beaucoup de la qualité de ses membres et de leur capacité à se doter d'objectifs partagés et précis à moyen ou long terme ainsi que de règles organisationnelles et communicationnelles testées et adaptées aux situations concrètes qu'ils vivent quotidiennement (De Leener, 1999). Une telle ambition rejoint une fois encore le besoin crucial de temps que nous évoquions, afin de consolider (avec ou sans vidéo) les acquis du projet et de ne pas bâcler une des étapes clefs pour la durabilité de l'intervention. Dans cette optique nous avons à plusieurs reprises évoqué au sein des chapitres précédents l'intérêt de s'appuyer sur un réseau d'acteurs déjà en interaction, pour gagner en temps et en efficacité. Il s'agit simplement de s'assurer que ce réseau ne porte pas (trop) en lui les contradictions que nous avons mentionnées. Car penser les dispositifs de réflexion collective comme une tentative d'organisation spécifique, c'est tenter de rompre avec les éventuels problèmes rencontrés dans les structures établies, et notamment la prédominance des rapports stratégiques et hiérarchiques. C'est l'occasion de redonner la primauté à la connaissance pratique dans les débats. Cette préoccupation peut aider à pérenniser les nouveaux espaces citoyens car dans la plupart des problèmes de développement ce qui motive le contact n'est pas l'organisation institutionnelle d'une action mais bien souvent la nécessité de poser un problème et de trouver des solutions concrètes, une relation « matérielle » à la situation et principalement liée aux activités professionnelles (Ruault C., 2006). La composition du groupe qui sert de socle aux évolutions est donc souvent amenée à changer au fur et à mesure de son fonctionnement et selon les problèmes qui y sont traités.

Si l'ambition – même partielle – du projet vidéo est d'aider à construire des règles ou des entités qui serviront ensuite à réguler les rapports entre les hommes, et entre eux et le milieu (un groupe qui sera par la suite appelé à supporter les changements sociaux éventuels), l'importance structurelle de la concertation qui s'organise autour du prétexte vidéo est indéniable, et passe notamment par le choix des participants (traité au chapitre 1 de cette partie) afin de constituer une base sociale raisonnée pour le traitement des problèmes.

³⁵⁴ Cette identification n'est évidemment pas la responsabilité de l'intervenant, et relève du choix des acteurs locaux. Mais l'analyste plus détaché a un rôle à jouer dans la suggestion de nouvelles voies.

2.2 Localisation et rayonnement du projet vidéo

2.2.1 Le besoin de propager les résultats du projet de VP

Nous avons fait remarquer dans la première partie de cette thèse que la concertation n'est délimitée ni par les instances où elle se déroule ni par les acteurs qui y prennent part. C'est un processus complexe, aux frontières spatio-temporelles mouvantes (Beuret J.-E., 2006 (b)). Nous l'avons largement constaté lors de nos expérimentations.

Pourtant l'intervention vidéo se réalise bel et bien au sein d'un territoire que l'on a circonscrit, de manière conceptuelle sur la base de différents critères. Et le projet lui définit automatiquement une sorte de « centre », même à l'échelle micro locale, créé par les différentes activités et les réunions qui sont menées au cours de la démarche, et qui conduisent inévitablement à discriminer une grande partie des acteurs du territoire. Cette ségrégation ne doit pas être diabolisée tant il existe de barrières à la participation de la population dans son intégralité. Mais si le projet de Vidéo Participative peut être dans un premier temps le creuset d'idées nouvelles ou d'un dynamisme retrouvé, et si cette réflexion n'a aucunement besoin d'être publique pour aboutir, la population dans son ensemble doit ensuite pouvoir jouer son rôle dans le développement. Par ailleurs, pour limiter le risque que la participation à la démarche constitue un nouvel enjeu de pouvoir, il faut pouvoir donner une plus grande portée à un accompagnement initialement très localisé, en démultipliant par exemple les activités de communication autour de la démarche. Ce passage du micro-local au local ou du local au global ne peut s'appuyer que sur une diffusion active et systématique des résultats au plus grand nombre, par des moyens appropriés, ce qui *a priori* devrait faire l'objet d'une responsabilité partagée entre l'intervenant et les acteurs participants. Les projections et les reproductions du produit vidéo « final » (complété d'extraits de réunions par exemple) peuvent jouer un rôle essentiel en ce sens (cf. les différentes conclusions autour du potentiel de rallongement du réseau). Mais il importe également que le milieu dans son ensemble soit conscient qu'un processus de concertation est en cours, que tels et tels groupes y participent, et qu'il connaisse les termes et les ambitions du débat. Pour cela, le recours à la presse, ou tout autre moyen local et moins formel de véhiculer les informations, peut s'avérer très utile. Ce relais de la concertation restreinte et de ses résultats vers la population par le biais des médias - traditionnels et modernes - constitue de plus un garde-fou au cas où la représentativité des personnes qui participent au projet de VP n'est pas bonne, ou que les résultats qui en sont issus apparaissent aberrants aux yeux de la majorité. En effet, les individus informés auront la possibilité de prendre ensuite position dans la société civile, par le vote s'il y a lieu, en militant, au travers des associations, des actions individuelles, etc. (Mermet, 2007).

Le plan de diffusion qui doit être élaboré participe en outre de la prise en compte fondamentale des conclusions du projet par les décideurs politiques et financiers (cf. Chapitre 1 §2.2). Malgré les considérations que nous venons d'exposer sur le possible intérêt de constituer de nouvelles structures de concertation pertinentes, il est particulièrement intéressant de se pencher sur l'influence de la place institutionnelle occupée par la démarche vidéo (et des experts vidéos) sur sa réussite. Car les lieux de décision semblent généralement immuables, et le projet n'a que très peu de chance d'en créer de nouveaux. Parfois, le simple relais des conclusions des débats vers les structures administratives et hiérarchiques n'est pas suffisant pour assurer leur prise en compte, et nous nous sommes positionnés au début de cette partie pour une association des décideurs à certains exercices vidéo, et notamment aux projections, lorsque c'est possible. Il y a donc des compromis à faire entre le respect des structures administratives (et de leurs éventuelles susceptibilités) et le choix optimal des participants pour la réflexion thématique. Ce besoin de transiger (une fois de plus !) traduit une posture ou

approche générale dialogique, c'est-à-dire recherchant les complémentarités tout en assumant les contradictions.

2.2.2 Comment définir le point de départ du projet de VP³⁵⁵ ?

Nous terminerons sur une question importante que nous n'avons pas abordée en dehors de la description de nos terrains : celle de la délimitation du territoire pertinent pour l'intervention, et donc, pour une grande part, des acteurs et participants potentiels au projet de Vidéo Participative. Idéalement, ce choix devrait appartenir aux acteurs locaux, pas aux intervenants. Dans la pratique, il s'est révélé fréquemment déterminé par des facteurs sur lesquels ni les populations locales ni nous-mêmes n'avions prise, comme le contexte de projet et la volonté des commanditaires : les territoires furent donc l'Office du Niger dans son ensemble, les communautés concernées par le FLOAGRI dans leur ensemble, et la commune de Tiquipaya à l'exception de sa partie tropicale.

Cependant, au sein de ces ensembles larges, les intervenants vidéo doivent ensuite définir (de la manière la plus participative possible) les exemples micro-locaux qui seront l'épine dorsale du processus de réflexion collective. Et c'est un choix qui s'avère cornélien. Doit-on impliquer une, cinq, dix, n communautés, quartiers ou villages ? Et sur la base de quels critères les choisir ? Nous ne sommes pas en mesure de proposer de théorie précise à laquelle se raccrocher. Il semble qu'il faille dans chaque cas particulier mettre en balance des préoccupations pragmatiques (cf. le projet équatorien en partie 3, où certains paysans devaient entamer leur trajet dans la forêt la nuit et le finir en pirogue pour se rendre aux réunions du groupe de travail) et de « généralité » (cf. « impact du contenu vidéo en situation frontière », Chapitre 1 §1.5). Il semble également que faire participer tout le monde dès le début du projet puisse être une erreur, mais le « leitmotiv du collectif » (cf. P1 Chapitre 2, § 2.3.1) est imposé par la durée des projets qui est souvent trop courte pour imaginer une assimilation progressive des participants, qui pourrait pourtant s'avérer bien plus pertinente. Dans l'absolu, tout comme la participation doit être gérée de manière ouverte (cf. Chapitre 1, S2 §2.1), la délimitation du territoire général et de ses zones plus directement impliquées dans la démarche devrait être provisoire, et retouchée en fonction de la dynamique créée par le projet. Enfin, malgré toutes ces précautions, il ne faut pas oublier que les intervenants vidéo doivent respecter l'éventualité d'un refus net de participer de la part de certains acteurs pourtant considérés comme stratégiques, voire d'un refus de la part de certaines parties du territoire d'être sujet ou simplement impliquée dans la réflexion.

Enfin l'autre grande difficulté de la localisation du projet vidéo vient de ce que les contours d'un territoire sont nécessairement imprécis, et compliquent la transposition des théories et des outils développés par les écoles de pensée, telles que la sociologie des organisations, dans des systèmes d'acteurs aux frontières marquées (les entreprises ou les administrations, par exemple). Dans les problématiques de développement il existe en effet un plus grand nombre d'acteurs « externes » qui ont un impact (plus ou moins évident) sur les relations locales. Ceci pose une question délicate : où se situent les acteurs externes ? Ne faudrait-il pas, pour les identifier, remonter les "filières" qui vont jusqu'aux centrales des organismes de coopération, des bailleurs de fonds, et des autres institutions qui abritent souvent les vrais lieux de pouvoir ? Les acteurs intermédiaires (dont font provisoirement partie les intervenants vidéo) doivent-ils être tous impliqués³⁵⁶ ? S'il semble irréaliste de vouloir travailler avec des acteurs étrangers ou très éloignés, comme ceux des sièges des sociétés de développement à qui il convient au mieux d'adresser les résultats du projet, certains acteurs

³⁵⁵ Ces considérations sont inspirées de discussions tenues avec J.P. Prod'homme autour de son essai d'inventaire des acteurs du développement en Afrique noire.

³⁵⁶ Nous avons par exemple hésité en Equateur à impliquer les intermédiaires du marché du cacao, qui ne furent finalement qu'interviewés dans la vidéo sans jamais participer aux réunions du groupe de travail.

intermédiaires - tels que des représentants des pouvoirs publics - voire externes peuvent dans certains cas se révéler plus importants que des acteurs locaux.

De la même manière que les lieux de décision sont cruciaux, le fonctionnement politique est une barrière potentiellement forte. Il n'est souvent « *pas réaliste d'employer directement les méthodes à la mode de « plate-forme de résolution des conflits multi-usagers», basées sur la négociation et la discussion de toutes les parties intéressées, et qui aboutit à une décision finale appuyée par le gouvernement ou la justice afin de garantir le respect de l'accord consensuel conclu. Ces méthodes se révèlent à l'usage extrêmement biaisées sur le plan culturel, c'est-à-dire qu'elles peuvent probablement fonctionner raisonnablement dans des contextes occidentaux, plutôt anglo-saxons d'ailleurs, où existe une séparation raisonnable du judiciaire et de l'exécutif, où l'Etat de droit fonctionne et où les idéaux démocratiques sont suffisamment implantés dans la conscience et l'histoire collective.* » (Castellonet C., 1999). Or des projets tels que ceux que nous avons mis en place, s'ils ne sont pas conduits de manière prolongée avec un réel soutien (ou massivement populaire ou politique), n'ont que peu de chance d'influer sur le fonctionnement réel de la société.

L'analyse détaillée et la compréhension du système sociopolitique global, et notamment le poids des élites locales, reste la seule arme pour orienter ces choix. Il est crucial d'estimer les marges de manœuvre existantes pour la mise en place de normes locales de régulation de l'utilisation du territoire, car en leur absence, d'autres formes d'intervention que celles que nous avons mises en place, comme l'activisme notamment, sont à envisager.

Section 3 : Principes incontournables pour l'établissement d'un cadre déontologique autour des expériences de Vidéo Participative

3.1 Un cadrage déontologique, pour quoi faire ?

Nous avons assez rapidement pris conscience sur le terrain de l'existence de risques de dérives d'ordre déontologique liés à nos interventions³⁵⁷, ne serait-ce que parce qu'il est clair que l'introduction d'une caméra dans une organisation sociale n'est jamais neutre. Ainsi, cette section traduit avant tout une volonté de faire part au lecteur de quelques-unes de nos réflexions sur ce sujet délicat. Elle n'a cependant pas pour objet d'établir une liste exhaustive des normes de comportements attendus lors d'un projet de VP puisque la formalisation de principes et de garde-fous éthiques n'est pas un des objectifs officiels de nos travaux. Et pourtant la recherche-action est hautement exposée aux risques de dérives : celles du développement (même bardés de bonnes intentions, nombre de projets de développement ont desservi les populations locales), et celles de l'investigation (le possible « pillage » du terrain par les chercheurs voulant alimenter leur carrière scientifique et l'assimilation des acteurs locaux à des cobayes). Un projet de Vidéo Participative, qui plus est expérimental, devrait donc obéir à un certain nombre d'impératifs moraux.

Un cadre déontologique s'assimile à un ensemble de droits et de devoirs qui régissent une activité, le comportement de ceux qui l'exercent et les rapports qu'ils entretiennent avec les personnes touchées par leurs actions. C'est donc une analyse en amont qui doit conduire à

³⁵⁷ La consonance musclée du mot « intervention » exprime déjà en elle-même la possibilité de dérapages...

l'identification de principes de prévision ou d'anticipation, et à l'établissement d'une forme de code d'honneur applicable à tous ceux qui pratiquent l'activité en question. Mais si l'idée de cette section est bien de proposer des pistes pour élaborer une référence commune entre praticiens de la VP, afin notamment de faciliter l'exercice de leur fonction d'intervenants, nous ne cherchons en aucun cas à promouvoir une unité de pensée ou d'action conduisant à l'uniformisation des pratiques. Nous souhaitons plutôt proposer un éclairage à destination d'acteurs qui resteront guidés en premier ordre par le sens des responsabilités et de la créativité exigé par leur mission. Là où la norme est inexistante - nous le verrons avec la question des droits d'auteur et des droits à l'image - ou insuffisante, il s'agit de baliser la résolution de problèmes potentiellement récurrents avec des valeurs et des mises en garde. Celles-ci pourront être assimilées puis utilisées sur le terrain de manière sensible, afin de prendre des décisions qui puissent être pragmatiques (faire de la *Real Vidéo* ?) tout en restant intègres, c'est-à-dire en assurant la protection de la dignité et des droits de toutes les personnes touchées par l'action des intervenants. Nous chercherons donc avant tout à attirer l'attention du lecteur sur une question très simple : que faire pour ne pas mal faire ?

3.2 La nécessité de remettre la vidéo à sa place

Lorsque le projet de VP se veut centré sur le processus (et non pas sur le produit qui en résulte), un effort particulier est nécessaire pour que cette volonté reste claire aux yeux de tous les participants, y compris les intervenants. Il nous est arrivé à plusieurs reprises sur le terrain de nous rendre compte que nous étions aveuglés par la réalisation de la vidéo, qui de l'état d'outil facilitant l'accompagnement local était passée subrepticement à celui d'objectif partiel de la mission, du fait de la place occupée par l'audiovisuel au quotidien (la technique est consommatrice de temps et d'attention), de la fascination que les instruments peuvent susciter chez les différents participants et de l'application que nous apportons à la conception des modèles. Ce déplacement d'objectif peut être dangereux en ce qu'il relègue le développement local à un niveau de considération secondaire, alors que l'appui apporté aux populations doit nécessairement rester la finalité ultime du projet. Or les acteurs locaux ne sont pas toujours d'un grand soutien de ce point de vue, car ils survalorisent assez facilement « la réalisation d'un film » qu'ils perçoivent souvent comme l'intérêt unique du projet. Parler de « différents travaux vidéo » permet de conserver une approche qui se concentre sur l'animation locale du développement et qui, en mettant moins de paillettes autour du produit final, minimise par ailleurs l'effet de l'introduction d'une nouvelle hiérarchie liée à l'emprise des uns et des autres sur « le film ». Car la vidéo peut également devenir un nouvel outil de pouvoir, même temporairement, nous l'avons évoqué.

De la même manière, « remettre la vidéo à sa place » implique de la replacer au sein des nombreux outils évoqués dans la section précédente (ceux de la modélisation d'accompagnement et de la communication pour le développement), c'est-à-dire d'être capables de mettre son efficacité en balance et son à propos en question. Cela implique *in fine* de déconseiller la mise en place d'un projet de VP là où la vidéo n'est pas l'instrument le plus adapté, même lorsque cela implique de se retirer personnellement et professionnellement de la situation. Citons à titre d'exemple un projet conduit le long de la rivière Cinamuk à Java-Ouest. L'objectif consistait à mettre en réseau et à animer une concertation entre les autorités locales, les chercheurs, les villageois et d'autres acteurs liés à un projet d'élevage de moutons destiné à stabiliser les berges de la rivière grâce aux pâturages. Ce travail a fait l'objet de divers tests autour des outils méthodologiques possibles pour animer le système d'acteurs. Après avoir initialement éprouvé la vidéo, la bande dessinée et les affiches, les intervenants en communication ont finalement opté pour de « simples » diaporamas qui ont servi à animer tout le processus, avec succès (Jahi Amri, 2004). Les *powerpoints* permettaient facilement aux

différents acteurs d'utiliser des photos et des schémas pour représenter leurs idées et les échanger en réunion. Ils ont ainsi fait l'économie d'instruments coûteux qui n'auraient pas apporté de « plus » significatif dans leur contexte. De la même manière, de nombreux intervenants privilégient le théâtre pour travailler publiquement sur des situations conflictuelles répétitives, des tabous ou des problèmes de société qui revêtent un aspect caricatural avec des rôles stéréotypés. Finalement, il existe des sociétés dans lesquelles l'image vidéo n'est pas à même de véhiculer les représentations de la meilleure manière qui soit : le dessin, l'expression corporelle, les marionnettes ou les légendes contées sont autant d'alternatives parmi lesquelles il faut choisir judicieusement pour accompagner avec respect les populations locales dans leur développement (M. Sauquet et *al.*, 2004 ; G. Bessette, 2006).

3.3 En soi, une vidéo ne remplit pas l'estomac

Que signifie l'introduction d'une nouvelle technologie dans un groupe défavorisé du point de vue des besoins humains fondamentaux ? Une communauté doit-elle avoir accès à une caméra et un ordinateur portable alors qu'elle ne dispose pas d'eau potable ou souffre de malnutrition ? Et qui est réellement en mesure de répondre à cette interrogation ? Utilisons deux exemples qui peuvent alimenter notre réflexion et sensibiliser le lecteur à ces questions.

Le projet conduit au Vietnam par l'Oxfam en 1995 (cf. annexe 31) testait l'utilisation d'approches de Vidéo Participative pour poursuivre différents objectifs. Des quatre vidéos produites localement, si l'une a concrètement permis la résolution d'un conflit entre professeurs et parents d'élèves, les autres ont conservé une portée limitée, voire nulle. L'étude d'impact réalisée par la suite a montré qu'en l'absence de toute retombée concrète visible, les communautaires n'ont pas perçu l'intérêt de la démarche et sont restés frustrés de n'avoir eu qu'un film à la place d'un véritable réservoir à eau (Braden and Huong, 1998). Plus largement, et nous avons pu le constater lors de nos expérimentations, l'impact réel issu du processus de VP doit être distingué soigneusement de la simple excitation qu'il engendre, au risque de surestimer les résultats du projet s'ils sont évalués par la seule satisfaction des participants à y avoir pris part.

Revenons maintenant sur le Fogo Process (cf. P1, chapitre 1, §3.1) pour citer Ron Burnett qui écrivait, à propos de l'Office National du Film canadien et de l'île de Fogo : « *créer des images ou construire des maisons, c'est à coup sûr bien différent [...] Fogo reste une île très défavorisée. L'office, lui, continue à tourner des films et des vidéos. Le fossé qui existait au départ n'a été comblé que provisoirement [...] Se pourrait-il que le médium n'ait pas autant d'importance que veulent bien lui accorder certains commentateurs dans le domaine social ou culturel ainsi que certains analystes et praticiens? Est-il possible que nous nous soyons tous embarqués dans le bateau de la technologie, l'obsession classique du XX^{ème} siècle, qui suggère que l'image (lorsqu'elle est élaborée par les bonnes personnes) a suffisamment de pouvoir pour dépasser précisément les contradictions mêmes qu'elle engendre ?* » (R. Burnett, 1992). Quelles sont ces contradictions évoquées par Burnett ? A nos yeux il en existe deux principales. La première est celle que nous avons évoquée au paragraphe précédent : le projet qui vise à revisiter les relations entre acteurs participe de l'introduction locale d'une nouvelle hiérarchie liée à la vidéo et sa réalisation. Or, même si ce projet est temporaire, ses conséquences peuvent pour leur part rester marquées pour un temps prolongé. La seconde contradiction est que l'intervenant vidéo est l'artisan d'un nouveau contexte : les personnes qui deviennent productrices d'images en deviennent également consommatrices. En ce sens le projet de Vidéo Participative peut créer un nouveau besoin pour les acteurs locaux, celui de posséder et de s'abreuver de visuel, de télé, de photos, de vidéos. A un niveau moins extrême, ils peuvent tout simplement devenir envieux de ce genre de technologies dont les intervenants « riches » font étalage. Ce dommage collatéral est évidemment mal venu dans une communauté de personnes d'ores et déjà nécessiteuses de choses bien plus vitales.

Ces deux exemples nous renvoient à une même question : qu'est-ce qui nous pousse à vouloir utiliser une caméra plutôt qu'un marteau ou une pioche ? La mise en œuvre d'un projet de VP correspond à une certaine idéologie autour du pouvoir du savoir, de la vérité de l'image et du son, et surtout du besoin de communication au sein d'un groupe ou d'une société. « *La communication est aux démocraties ce que la force est aux dictatures* » disait Noam Chomsky. Il semble que notre pulsion démocratique mérite de gagner en conscience et en contrôle, de manière à s'attaquer prioritairement aux nécessités les plus urgentes aux yeux des populations elles-mêmes. Les vieux maliens qui ont vécu la colonisation se remémorent avec nostalgie la période d'encadrement par « les blancs ». À nos esprits défendant nous avons dû admettre que, pour certains, la liberté avait moins de valeur que la tranquillité et la facilité qu'ils éprouvaient lorsque les français décidaient à leur place des cycles de culture et se chargeaient des approvisionnements en intrants et de la vente des produits, en s'accaparant le fruit de leur travail et les traitant en esclaves.

Ainsi lorsqu'un intervenant vidéo est convaincu que dans une situation donnée la cause principale des problèmes est d'ordre relationnel ou communicationnel, libre à lui de le suggérer aux acteurs locaux. Mais s'il se trompe sur les réels besoins ressentis par ces gens, le mécontentement engendré par les travaux vidéo peut être grand, à moins que le déroulement du projet de VP ne fasse entrevoir aux acteurs locaux des possibilités dont ils n'avaient pas conscience. Finalement, si un certain « pari » de la Vidéo Participative peut être fait, la mise en place d'un tel projet dans une situation de dénuement trop extrême peut se révéler particulièrement déplacée, en dehors d'une volonté activiste de dénoncer et de diffuser largement une injustice ou une situation insoutenable. Mais ce travail est sans aucun doute celui d'un journaliste.

3.4 La responsabilité de s'imposer comme un nouvel acteur du développement local

La première question d'ordre déontologique liée à une intervention de VP pourrait être la suivante : de quel droit intervenir localement, modifier les perceptions et le poids des différents acteurs ? Cette préoccupation renvoie à la délicate question du mandat, c'est-à-dire à la demande ou la proposition du projet, maintes fois évoquée dans cette thèse (nous renvoyons notamment le lecteur aux paragraphes 1.2 et 3.4 du premier chapitre de cette partie). Si la proposition est formulée par un intervenant extérieur, l'éthique lui impose de la détailler le plus clairement possible et de la suggérer à toutes les personnes susceptibles d'être impliquées dans le projet, de sorte de s'exposer pleinement aux réticences et aux refus potentiels. Car les instigateurs de l'intervention vidéo porteront évidemment la responsabilité de ses conséquences, qui peuvent être négatives : les relations entre acteurs peuvent s'améliorer ou se dégrader ; l'introduction d'une caméra peut permettre la sauvegarde de la culture locale ou au contraire participer d'une forme de standardisation ; etc.

Par ailleurs, en tant qu'intervenants extérieurs, comment peut-on prétendre connaître les besoins, le langage, les intuitions, l'état d'esprit et les valeurs de personnes dont la culture est différente ? Leur manière de traduire leur vie en mots, en images, leur façon de la communiquer ? A partir de quel degré d'immersion peut-on dire que cette compréhension n'est plus partielle ? Il est clair que les images, et qui plus est, les montages audiovisuels fabriquent, romancent et recréent la réalité factuelle plus qu'ils ne la décrivent (paragraphes 1.3 et 1.4 du chapitre 1 de cette partie). Les problèmes de lecture et de compréhension des messages compliquent encore plus la tentative de figuration audiovisuelle, qu'elle soit collective ou individuelle. Ainsi le processus de création peut facilement être assimilé à de la manipulation, consciente ou non, volontaire ou pas (nous avons vu que l'intervenant vidéo peut être amené à choisir entre une volonté d'objectivité totale et un besoin de « distorsion positive » de la réalité

qui serve le processus). Or cette manipulation peut avoir de fortes conséquences en termes de prises de décision et d'implications politiques. La première réponse à apporter à ce problème est bien évidemment une maximisation de la participation réelle des acteurs locaux au projet vidéo, accompagnée d'une minimisation de l'utilisation des artifices du montage par les seuls intervenants. Plus largement, nous nous sommes positionnés en faveur de la posture ComMod (cf. P1 Chapitre 3, § 3.5) qui « *érige en règle déontologique la nécessité d'implication du chercheur dans le processus d'accompagnement, la transparence des hypothèses et des procédures sous-jacentes, un affichage clair des domaines d'utilisation des modèles développés et la remise en cause continue de la démarche proposée* » (i.e. non-engagement, arrêt de l'accompagnement, etc.) (Collectif ComMod, 2005). Nous avons également souligné que le fait de réaliser un bout de chemin avec les acteurs locaux ne nous donnait aucunement le droit de décider à leur place de leur *Projet*³⁵⁸, et que la notion d'accompagnement impliquait simplement de pouvoir leur suggérer des *projets*, ce qui dessinait clairement la limite morale de l'ingérence autour du concept de prise de décision. Pour tous ces développements nous renvoyons le lecteur à la section 3 du chapitre 3, partie 1 : « un chercheur conscient de son implication dans le système d'acteurs et des limites de sa légitimité d'intervention ».

3.5 Droits d'images et droits d'auteurs en Vidéo Participative

Revenons sur l'expérience d'Oxfam que nous mentionnions au paragraphe 3.3. Une des vidéos produites visait à montrer les besoins matériels de la communauté aux autorités locales mais aussi aux bailleurs de fonds. Braden et Huong constatent que cette vidéo a complètement échappé aux communautaires (Braden and Huong, 1998). Ces derniers n'ont en effet pas mené eux-mêmes la campagne de diffusion, et n'ont pas non plus été mis au courant des diffusions qui avaient pourtant bel et bien lieu : en 1998 Oxfam utilisait encore ces vidéos pour lever des fonds.

A l'opposé on peut citer l'expérience de réalisation de la vidéo mémoire pour le Mouvement des Sans Terre au Brésil (cf. annexe 31) à Santa Catarina. La distribution de la vidéo fut faite par l'Association Brésilienne de Vidéo Populaire et tous les droits d'auteurs furent réservés au MST (M. Viera de Souza, 1994) qui avait par ailleurs largement participé à la réalisation.

Ces deux exemples attirent notre attention sur une question cruciale, à la fois morale et juridique : à qui appartient une vidéo réalisée de manière participative ?

Il importe en effet que les acteurs locaux aient un droit de regard sur le produit vidéo, parce que celui-ci peut avoir une valeur commerciale (y compris lorsque la démarche de VP se centre sur le processus) et qu'il peut contenir des éléments que ces personnes ne souhaitent pas divulguer.

En France, la réponse est simple : la législation en termes de droits d'auteurs est stricte et s'applique automatiquement. D'après les articles L.111-1 et L.123-1 du code de la propriété intellectuelle, l'auteur d'une oeuvre de l'esprit³⁵⁹ jouit d'un droit de propriété exclusif dès sa création, dit « droit patrimonial » qui couvre notamment la diffusion et la reproduction, sans nécessité d'accomplissement de formalités (dépôt ou enregistrement), et ce jusqu'à son décès (puis pour les soixante-dix années qui suivent, au bénéfice de ses « ayants-droits » : époux, enfants, etc.). Au-delà de cette période, les oeuvres entrent dans le domaine public. S'y ajoute un « droit moral », relatif à la paternité de l'oeuvre, qui pour sa part est imprescriptible, perpétuel et inaliénable. Du côté du droit à l'image, on peut mentionner que si les vidéos sont diffusées dans un lieu dont l'entrée est payante, les organisateurs doivent faire signer un formulaire de « Cession de droits » à toutes les personnes qui sont apparues devant la caméra.

³⁵⁸ Voir Deffontaines J.P. et Prod'homme J.P., 2001, et voire annexe 3

³⁵⁹ Quel que soit son genre (littéraire, musical ou artistique), sa forme d'expression (orale ou écrite), son mérite ou sa finalité (but artistique ou utilitaire), etc.

Plus largement la contractualisation des relations entre toutes les personnes concernées par les vidéos réclame beaucoup de rigueur, car la jurisprudence autour de la gestion des litiges est très abondante. Nous pouvons avancer sans prendre trop de risque qu'elle l'est moins en termes de Vidéo Participative, où les réalisateurs peuvent être assimilés à plusieurs dizaines de personnes. Néanmoins, compte tenu de la rigueur des textes à l'égard de ces droits, les participants à un projet de VP gagneraient aisément un recours en justice visant à démontrer leur paternité sur la vidéo, si tant est que leur participation à la réalisation est avérée.

Dès que la question s'internationalise, elle devient plus complexe. D'abord parce que les législations diffèrent entre les pays : à titre d'exemple le terme "*copyright*" désigne la notion de droit d'auteur dans la loi américaine (dans le *Titre 17* du *United States Code*), et contrairement au droit en vigueur en France, un dépôt est nécessaire pour le faire valoir. Les pays ne reconnaissent pas entre eux les mêmes formes de protections, et il est difficile, voire impossible, de s'assurer du bon respect des droits d'auteurs partout dans le monde, d'autant plus si l'on considère les pays du Sud et compte tenu du fait que les mentions du type « tous droits réservés » permettent uniquement de jouer un rôle informatif vis-à-vis du public... Nous avons plusieurs fois été confrontés à l'incrédulité de nos partenaires du Sud lorsque nous voulions nous assurer de l'autorisation d'utiliser une photo ou une musique particulière. Et pourtant, en France, la Sacem ne voit pas la question du même œil. Ainsi, la confrontation de législations de plusieurs pays aux habitudes de confidentialité différentes, d'autant plus entre le Nord et le Sud, est un casse-tête qui nous semble insoluble. Or les projets de Vidéo Participative impliquent des réalisateurs et des producteurs de pays variés, et la diffusion des produits est susceptible de passer les frontières... Si ce problème semble bénin pour des outils de concertation tels que ceux que nous avons réalisés, nous avons vu que la vidéo Oxfam fut l'objet d'une réelle *exploitation*, et en outre rien n'empêche que des documentaires commerciaux puissent être réalisés avec des images issues du projet de VP, peut-être même plusieurs années après l'intervention.

Nous ne sommes pas des juristes et ne pouvons pas trancher sur ces questions. Néanmoins, nous pouvons mentionner certaines règles déontologiques assez spontanées qui répondront au double objectif de respecter les acteurs locaux et de maximiser les chances de défendre leurs droits devant des tribunaux.

Il est nécessaire de discuter clairement avec les participants au projet vidéo le champ et les limites d'utilisation des produits qui en sont issus, en anticipant notamment les diffusions en dehors du contexte local ou la future mention des travaux dans un objectif de recherche ou de publication. La protection des participants peut passer par une combinaison de mesures : leur fournir une copie des *rushes* (la propriété des images d'origine est un critère reconnu dans différents pays) ainsi que des produits montés et édités ; signer conjointement un papier qui reconnaît les participants en tant que réalisateurs des vidéos ; préciser au début des séquences elles-mêmes les règles de confidentialité qui auront été définies lors du projet, afin qu'elles apparaissent à l'écran.

Enfin, étant donné que les abus les plus fréquents sont le fait des intervenants vidéo du Nord, il incombe à chacun d'entre nous de s'imposer des limites quant à l'utilisation des images tournées lors du projet de VP.

3.6 Maîtriser une propagande consciente et assumée

Nous l'avons évoqué (cf. P5 Chapitre 1, S2 §2.3), déterminer ce qui relève de la manipulation est très subtil.

La propagande, qui revêt habituellement une connotation négative, consiste à diffuser des idées particulières en vue d'influencer les récepteurs du message dans un sens précis. Il est évident, au-delà du fait qu'une vidéo n'est jamais objective en termes de points de vue (cf. P5 Chapitre 1, §1.4), que les réalisateurs s'adonnent en permanence à la propagande. En effet,

qu'ils soient communicateurs individuels ou collectifs, acteurs locaux ou intervenants extérieurs, tous choisissent soigneusement leur message et la façon de le communiquer : le support, le ton, la perspective, les images, etc., et les plus habitués d'entre eux s'adaptent également à l'audience visée. Tout ceci dans l'objectif incontestable de faire passer des idées spécifiques de la façon la plus efficace qui soit, pour que les spectateurs y adhèrent. Cet exercice relève même d'une compétence particulièrement reconnue.

En ce sens l'échange d'expériences et les vidéos de formation, sans être non plus coercitives, sont des propagandes assez claires. Et les autres catégories de vidéos sont également susceptibles de véhiculer, à leur manière, tous types de manipulations plus ou moins subtiles.

Face à cet état de fait, il semble essentiel que les intervenants vidéo essayent de développer le regard critique des acteurs locaux, d'autant plus s'ils introduisent la technologie audiovisuelle pour la première fois dans la société considérée (Bery R., 1995). Apprendre à décrypter les messages vidéo est une compétence à part, difficile à acquérir. La transmission de ses rudiments devrait tout de même être une responsabilité des intervenants, et ceci peut passer par des questions simples : êtes-vous conscient de qui a réalisé cette séquence ? Dans quel objectif a-t-elle été montée selon vous ?

Les spectateurs critiques seront naturellement plus protégés qu'un public naïf.

En conclusion, rappelons que cette section n'avait pas la prétention de définir un idéal à poursuivre en termes d'approche éthique des pratiques de Vidéo Participative, mais bel et bien de mentionner des points clefs sur lesquels certaines précautions sont essentielles, et de rappeler une posture que nous jugeons opportune. Si l'ouverture d'esprit des intervenants vidéo et un profond respect des individus peuvent les aider à guider leur conduite, il est clair que la connaissance de différents exemples tels que ceux que nous avons évoqués leur facilite l'exercice de la probité. Et nous parlons d'exercice car le travail de terrain impose fréquemment de transiger avec les principes moraux que nous venons de suggérer : nous avons notamment vu que l'impartialité était une question délicate au sein du système d'acteurs et que la transparence totale pouvait représenter un certain handicap.

Toutes ces questions renvoient logiquement à celle de la formation des éventuels communicateurs pour le développement, dont nous avons à plusieurs reprises évoqué le rôle difficile.

Par ailleurs, les problèmes éthiques sont complexes, car la diversité des contextes culturels crée des références en la matière et des traditions différentes. Si les questions « brûlantes » que nous avons évoquées dans cette section nous semblent universelles, il importe d'y re-réfléchir lors de chaque intervention, en se demandant sur chaque terrain qui est à même d'y répondre.

Signalons enfin que sur un plan déontologique la Vidéo Participative ne présente pas que des risques de dérive mais également des avantages certains : nous les avons soulignés dans l'exercice du diagnostic par exemple, où elle constitue un moyen privilégié de faire contrôler l'expertise par les acteurs locaux puis d'en laisser une trace intelligible à la population concernée, les rapports de recherche plus traditionnels étant moins facilement partagés.

Conclusion générale

L'objet de cette conclusion générale n'est pas de récapituler les résultats de nos investigations, déjà réunis dans le premier chapitre de la cinquième partie, avec notamment la réponse à notre question principale en section 4.2. Dans les lignes qui suivent, nous évoquerons rapidement quelques-uns des points essentiels de notre recherche, avant de prendre un peu de recul sur le rôle que pourrait jouer la Vidéo Participative dans les domaines de l'aide au développement et de la vie politique et citoyenne.

Quelques-uns de nos aboutissements

Par nos travaux nous avons tout d'abord essayé de contribuer à la délimitation et à la théorisation d'une pratique encore floue, à la terminologie mouvante, dont les acquis empiriques sont l'œuvre de praticiens : vidéastes engagés, sociologues de terrain, communicateurs et autres animateurs du développement. Nous avons ainsi proposé une définition générale et englobante de la Vidéo Participative, indépendante des objectifs poursuivis ou des produits finis, mais liée à un mode de production particulier fondé sur des collaborations et des fonctions partagées ou cumulées dans un processus classiquement très cloisonné (cf. P1, chapitre 2, section 1). Parmi ces pratiques nouvellement définies et grâce à l'étude détaillée d'une cinquantaine d'expériences de terrain, nous avons catégorisé 7 types de démarche de VP distingués selon leurs objectifs : activisme, thérapie (recherche), formation spécialisée, échange d'expériences, diagnostic-planification-évaluation, médiation-concertation, et enfin média communautaire (cf. P5, chapitre 2, section 2). Nous avons également précisé le faisceau de concepts et de variables qui permet de détailler et d'argumenter cette ségrégation selon la nature de la démarche suivie: la primauté donnée au processus ou au produit, l'itérativité éventuelle de la réalisation, le type de participants, le public cible et le rôle de l'intervenant (cf. P5, chapitre 2, sections 4 et 5). Cette étude fut l'occasion de confirmer l'importante diversité des potentialités de l'outil vidéo utilisé de manière participative, mais également de mettre en évidence la fréquente difficulté de conduire avec succès un tel projet. Par ailleurs, nous avons proposé des outils d'analyse nouveaux servant à l'étude spécifique des processus de VP (cf. P1, chapitre 3, section 5). Finalement, le chapitre 3 de la cinquième partie fut l'occasion de comparer la Vidéo Participative à d'autres outils d'accompagnement du développement, et de proposer un cadre déontologique pour la mise en œuvre des démarches de VP, sorte de garde-fou destiné à aider les chercheurs et les praticiens de la VP à remettre en question leurs actions de développement, et ainsi, nous l'espérons, à les améliorer, à les abandonner ou à mieux les assumer selon les cas.

Au-delà de ces apports conceptuels, nous nous sommes employés à mettre nous-mêmes en œuvre et à étudier le recours à la Vidéo Participative pour l'accompagnement de trois processus de concertation, qui comprenaient également une dimension de diagnostic.

Nous avons ainsi montré que la VP pouvait permettre de faire évoluer les relations au sein d'un système d'acteurs en ce qu'elle assure un possible recadrage de la communication à deux niveaux différents³⁶⁰ :

- On travaille sur les dissensions potentielles moyennant diverses explicitations de la problématique considérée : réduction des asymétries d'informations (techniques et organisationnelles essentiellement), clarification et justification des logiques d'acteurs (pour ceux qui se prêtent de bonne foi à l'exercice), mise en commun des expertises et du ressenti de chacun, etc.
- On modifie le système de communication en se servant de l'outil vidéo comme d'un prétexte et en profitant du projet pour instaurer (souvent provisoirement) de nouvelles règles d'échange et une nouvelle logique relationnelle au sein du système d'acteurs local : rencontre et mise en présence des groupes d'intérêts, médiation des débats, espace d'expression audiovisuel « sécurisé », nivelage relatif des poids des acteurs (notamment rhétorique), circulation plus libre des informations, etc.

Par ailleurs, l'aspect très local du sujet traité et la nature orale, visuelle et potentiellement polyglotte de l'outil vidéo, autour duquel vont se cristalliser les échanges, permettent de remplir la plupart des conditions de compréhension mutuelle définies par Jürgen Habermas, notamment l'intelligibilité réciproque, la concordance avec les normes et la vérité des propositions, à savoir le fait qu'elles traitent du monde connu (Habermas, 1984). De ces conditions, ou « *validity claims* », il en reste une sur laquelle il est plus difficile d'avoir prise : la sincérité des prises de parole et des positions affichées, qui doit engendrer la confiance entre les participants.

En plus de cette évolution des relations, nous avons vu que la VP était un outil d'accompagnement à même de structurer temporairement un processus de concertation. A ce sujet nos différents résultats nous ont conduits à faire la chasse aux certitudes, aux dogmatismes et aux recettes préconçues. En effet, la réussite d'une telle concertation appuyée par VP dépend d'une multitude de facteurs (liés à la situation en elle-même, aux individus, à la démarche employée, etc.) dont l'impact conjoint reste peu prévisible, et qui doivent conduire des intervenants éclairés sur ce sujet à adapter humainement et précisément leur méthodologie au contexte et aux acteurs locaux. Et par ailleurs, la qualité structurelle d'un processus de concertation, telle que nous l'avons définie en première partie, ne préjuge en rien de la valeur de son résultat ou de la capacité du collectif à prendre une décision, si tel est son objectif.

Rappelons maintenant quelques idées sur le cœur de notre question de recherche : la répartition des fonctions liées au projet vidéo, le « qui fait quoi » parmi les participants. Tout d'abord, la poursuite d'un degré maximal de la participation globale des acteurs locaux n'a pas de sens en soi : leur maîtrise de la réalisation de la vidéo peut tout aussi bien favoriser que pénaliser la qualité de la concertation (obtention d'un format peu adapté à l'animation de débats, immobilisme du processus du aux trop nombreuses collaborations, etc.). Nous en avons explicité les raisons en cinquième partie. Néanmoins, leur implication auprès des intervenants semble devoir être d'autant plus importante que l'ambition de la représentation audiovisuelle est grande : thématiques nombreuses et approfondies, qualité esthétique élevée, scénarisation poussée, autant de sources de biais possibles entre les différentes « réalités » en jeu et leur correspondance avec la vidéo. Cette collaboration en amont permet en outre d'anticiper de nombreuses réactions des futurs spectateurs et participe ainsi de leur possible identification finale au contenu. Mais plus que les degrés, ce sont les modalités de participation qui s'avèrent pertinentes en termes d'appropriation. Nous avons ainsi identifié des phases spécifiques pour lesquelles une réalisation de concert (éventuellement avec un vrai groupe institué de

³⁶⁰ Qui correspondent en outre pour Paul Watzlawik aux deux types de changements destinés à solutionner les « paradoxes pragmatiques » dans son approche thérapeutique des pathologies de communication

producteurs) assure à la fois une plus grande efficacité de l'accompagnement et un meilleur contrôle des acteurs locaux sur le travail d'expertise réalisé et donc sur les choix qui en découlent. La répartition intentionnelle de fonctions vidéo précises influence également la qualité de la concertation en ce qu'elle peut participer du soutien volontaire à des acteurs que l'on juge marginalisés, avec toute la responsabilité qu'un tel choix implique. Pourtant, nous avons vu que deux autres dimensions peuvent prévaloir sur cette distribution : les *individualités* qui participent aux échanges, dans toute leur spécificité et leur complexité, ainsi que les *rôles* que ces personnes décident de jouer vis-à-vis de la dynamique. A cet égard l'implication (du moins à l'origine) de leaders charismatiques, qui sont légitimes et savent cristalliser et exprimer les attentes des autres, puis les porter durant les premières phases du projet, est un gage potentiel d'appropriation du processus grâce à l'identification des populations aux idées qu'ils défendent. Par ailleurs, l'intervenant vidéo joue un rôle central et doit pouvoir quand il le faut (et là est bien toute la subtilité de sa tâche) imposer son habileté dans le domaine audiovisuel, en assumant son statut d'expert et l'éventuelle orientation donnée à la nature des productions vidéo. Ces positionnements sont ambigus et les risques de dérives et de manipulation existent : les leaders peuvent facilement parasiter ou faire main basse sur le processus ; le dangereux effet d'irréfutabilité de certains messages vidéo et le pouvoir de conviction des séquences audiovisuelles peut transformer la réalisation en exercice de propagande qu'il faut alors pouvoir maîtriser. Enfin, le cumul des fonctions par certaines personnes (« producteur », « spectateur », producteur-acteur-spectateur) favorise en général leur implication dans la concertation, influençant par-là même sa qualité. En revanche la seule production collective n'assure pas nécessairement l'appropriation du processus par la suite. La récupération de la concertation, qu'elle continue ou non de s'appuyer sur des outils vidéo, dépend essentiellement du prolongement de l'accompagnement dans la durée et de l'existence d'une volonté locale forte (de la part d'une institution ou d'un groupe porteur) d'y travailler après le départ des intervenants.

Au-delà de toutes ces préoccupations autour d'une division des tâches, nous avons identifié et détaillé des facteurs clefs susceptibles de déterminer le succès des démarches de Vidéo Participative : ce sont essentiellement le format du produit vidéo, la qualité de l'animation des réunions, la nature de la dynamique de développement qui accueille le projet, et enfin le contexte local (degré initial d'inégalité entre les acteurs, concertation préalable, volonté de collaborer, entre autres). Il existe donc des situations plus ou moins adaptées à la réussite des projets de VP, et des protocoles d'intervention à adapter aux problèmes, aux lieux, aux personnes et aux objectifs, loin des méthodes préétablies.

Pour poursuivre la recherche

Nous avons soulevé au fil de notre manuscrit différentes pistes de prolongement à l'attention des chercheurs. Nous en évoquons deux dans ce paragraphe.

Tout d'abord, nos résultats constituent une amorce encourageante qui met en avant l'intérêt d'étudier la valorisation des vidéos plus en profondeur (multiplication des projections, des récoltes d'avis, des débats). Le cadre de nos interventions ne nous a jamais permis d'accompagner un processus collectif dans la durée. Car bien que nous ayons réussi à raccourcir la phase de réalisation des outils vidéo, la durée globale de nos interventions a également été chaque fois diminuée. Un ou des chercheurs bénéficiant d'un financement permettant de travailler plusieurs années sur ces sujets pourrait, en s'inspirant de nos conclusions pour conduire une concertation pluriannuelle sur un territoire délimité, être à même de mesurer et de se prononcer sur le potentiel réel de la Vidéo Participative pour accompagner le développement local. Dans ce cas, une approche plurielle comprenant des phases d'échange d'expériences, de diagnostic, de planification, de concertation, etc., pourrait être imaginée. A

cela pourrait s'ajouter l'expérimentation d'un recours combiné à différents outils d'accompagnement selon les phases de la concertation (cf. P5, Chapitre 3, § 1.3).

En outre, si les institutions des réseaux du développement et leurs acteurs n'ont que peu l'habitude de recourir à l'audiovisuel pour leurs actions de terrain, c'est d'un côté parce que l'intérêt de l'outil vidéo n'a pas encore été scientifiquement démontré dans de nombreux contextes opérationnels, mais aussi parce qu'à l'heure actuelle un chercheur n'est pas valorisé dans le milieu académique pour avoir produit une expertise ou une réflexion sur ce type de supports. Ainsi, malgré les perspectives de travail ouvertes par l'évolution des instruments audiovisuels, ceux-ci restent parfois sous-exploités car suspectés d'être des instruments de tourisme scientifique. Comme le soulignait il y a longtemps déjà Jean-Pierre Olivier de Sardan, l'application des normes de la recherche écrite aux activités audiovisuelles pose problème (Olivier de Sardan, 1985). Les approches académiques classiques (scripturales) de la problématisation et de la démonstration ne sont pas facilement extrapolables aux vidéos, or c'est pourtant sur ces notions de bases inadaptées que leur pertinence est jugée. Encore une fois, les critères d'évaluation de la valeur explicative ou pédagogique d'une production audiovisuelle relèvent en grande partie du domaine des sciences de la communication, qui restent très mal connues du monde du développement. Il serait très intéressant de formaliser (et ainsi aider à faire reconnaître) certaines règles pour le traitement audiovisuel des problématiques et autres démonstrations, comme un mode d'expression scientifique à part entière, un langage vidéo.

Vidéo Participative et Développement

La Vidéo Participative est un outil qui, s'il est utilisé dans cet objectif, peut venir bousculer le développement. Pourquoi « bousculer » ? Parce que le développement est un mastodonte qui se meut lentement (certaines théories, nées il y a plusieurs décennies et largement reconnues, n'ont toujours pas d'écho sur le terrain), et que, malgré tout, son évolution actuelle nécessiterait selon nous une réorientation importante. La coopération tend en effet aujourd'hui à s'enfermer dans la « logique » des projets, et nous parlons de logique car cette rationalité est liée à la nature même du projet de développement, y compris lorsque le projet en question se donne un alibi participatif. Loin des idéologies qui portaient le développement à la naissance du terme (capitalisme, socialisme, ...), c'est aujourd'hui une rationalité entrepreneuriale qui le pilote. Certaines règles de l'entreprise s'y appliquent, comme la concurrence, les appels d'offre, le besoin de faire vivre ses salariés. Ces contraintes ne sont pas toutes mauvaises en soi, et certaines sont parfois nécessaires, mais elles induisent néanmoins des travers, et notamment un contexte institutionnel souvent défavorable au bon déroulement des interventions³⁶¹ : contraintes issues des règles budgétaires des bailleurs de fonds, contraintes comptables et calendriers associés qui dictent malheureusement les rythmes des projets, mise en œuvre d'actions uniquement sectorielles, besoin d'obtenir des résultats à relativement court terme pour les responsables des projets, possibles incohérences dans la succession des projets sur un même territoire, et dans la diversité des intervenants, même si la coordination des bailleurs a fait de grands progrès à ce niveau. Tout ceci complique finalement l'exercice complexe d'appui au développement qui réclamerait volontiers d'être plus en harmonie avec l'évolution spontanée des populations, le mouvement des cultures et les cycles des saisons sur les territoires. Une démarche participative vraie, avec une grande part d'autodétermination locale, une réelle influence sur la nature et l'utilisation des financements de la coopération, en bref une communauté d'individus qui oriente son propre changement, demande de se remettre en question, de sortir de la routine professionnelle et du carcan institutionnel. Une telle démarche « *est très exigeante humainement au niveau de chaque*

³⁶¹ Ce terme « d'intervention », en lui-même, n'est pas étranger au cadre que nous décrivons et apparaît très éloigné de la notion d'accompagnement

acteur et en termes de rapports de pouvoir équilibrés entre la pluralité d'acteurs impliqués. Alors il peut être plus confortable, et plus rapide, de continuer à jouer les rôles classiques attendus des différents types d'acteur, sans rejeter, espérons-le, l'utopie dans les désirs cachés d'une société... » (Prod'homme J.P., 2008).

Face à ces critiques, la Vidéo Participative nous semble, lorsqu'elle est utilisée à bon escient (et ne sert pas de vitrine), pouvoir aller dans le bon sens et nous aider à arpenter les chemins d'un « autre développement ». Les différents principes que nous avons défendus dans nos travaux pourraient contribuer à sortir partiellement de la logique des projets, en revalorisant l'écoute, la diversité, l'expression des marginalisés, l'expertise locale et en promouvant une vision ascendante de la gestion des territoires. Un outil n'est évidemment rien en soi, seule l'utilisation qu'on en fait importe, et cette dernière est indissociable d'une posture militante qu'il faut assumer.

Néanmoins, les projets de VP sont et seront soumis au même cadre entrepreneurial que les autres. Sauf pour d'éventuels praticiens rentiers, philanthropes désintéressés, la majorité d'entre nous doit vivre de son activité. Le fait de concevoir nos projets dans la mouvance des aspirations locales, de les proposer aux populations³⁶² et d'accepter leur refus est une démarche courageuse, que nous n'aurons pas toujours les moyens de nous permettre, financièrement ou temporellement. Nous en sommes conscients. Reste à croire, et nous le voulons, que de petits projets défendant une logique différente permettront une remise en question progressive de la machine globale.

Vidéo Participative et Démocratie

Comment les pratiques de Vidéo Participative peuvent-elle appuyer l'exercice de la démocratie au quotidien et concourir à une meilleure gouvernance locale?

Nous avons évoqué dans nos travaux la difficulté de travailler à des échelles englobantes avec un outil qui cherche à produire du lien social ou à le modifier, et nécessite souvent une certaine forme d'intimité entre les participants. Néanmoins la VP peut sans doute servir, modestement, à rapprocher « les politiques » (au sens des positions prises par le pouvoir central autant que des responsables en charge de les débattre) des hommes et des territoires sur lesquels s'exerce leur influence, d'autres diraient leur loi. La disjonction entre ces deux pôles est en effet aujourd'hui très marquée.

Le métier de citoyen est loin de s'arrêter à l'exercice du vote. En dehors des moments électoraux, la concertation pour la définition des règles communes de vie, leur application et leur respect au quotidien est un enjeu de tout premier ordre, qui a peu à voir avec le rôle de l'Etat ou des « pouvoirs publics » au sens communément admis. Cette citoyenneté plus localisée et plus impliquante transforme l'espace public (en réalité, les nombreux espaces publics locaux) en « *lieu de formation de la volonté générale* » (Rousseau D., 2007). Dominique Rousseau s'appuie sur les travaux d'Habermas pour avancer que ces espaces publics peuvent relier les sphères civile (individus, intérêts privés, activités professionnelles) et politique (Etat et institutions) à travers une nouvelle dynamique dans laquelle ils jouent un rôle actif de force de proposition : les espaces publics reçoivent les idées issues de la sphère civile par le biais des canaux de communication, du lobbying, des ONG, des syndicats, etc., les débattent, et construisent une opinion publique sur des propositions normatives destinées à être portées dans l'espace politique. Les règles ne sont ainsi plus seulement suggérées par une poignée de représentants au sein des institutions les plus hautes. Cette articulation, qui vient boucher le fossé que nous évoquions entre l'individu et le politique, est à l'origine de l'appellation du concept de « démocratie continue ».

³⁶² Si tant est que le schéma d'attribution et de mise en œuvre permette une telle soumission... car les populations n'ont généralement jamais vent des appels d'offre les concernant !

Dans un fonctionnement de ce type la Vidéo Participative pourrait aider à faire surgir puis remonter les expertises individuelles et micro-collectives (à l'image du projet que nous avons conduit à l'Office du Niger), puis permettre l'animation des délibérations publiques et assurer enfin, si nécessaire oralement et dans différentes langues, la publication des propositions finales. Nous avons également souligné à maintes reprises dans notre travail les atouts de la VP en termes de mise en place de confrontations plus transparentes, de nivelage des asymétries de participation, de pouvoirs d'argumentation rééquilibrés, et de ses autres avantages sur la structuration des échanges pour cheminer collectivement vers des compromis. De plus il ne faut pas oublier une possible utilisation militante de la VP pour que les groupes marginalisés aient voix au chapitre. Autant de caractéristiques qui peuvent aider à légitimer et crédibiliser les apports des populations locales dans un schéma politique continu, et redonner du poids au vécu en renforçant la dimension participative du système en place.

Cependant, on entrevoit immédiatement la principale faille d'un tel fonctionnement : la volonté d'écoute des décideurs finaux, qui conditionne l'impact et même le sens de tout le processus amont. Une telle utilisation de la VP n'aura d'intérêt que dans une structuration politico-administrative qui fonctionne déjà selon les principes d'une forme de démocratie (qu'elle soit représentative, semi-directe, directe, participative, etc.), sans parler du respect des droits fondamentaux. Nous avons évoqué ces possibles blocages lors de l'analyse de notre projet en Bolivie. La confiance des citoyens dans le fait que leur voix sera prise en compte est une condition *sine qua non* pour éviter leur démobilisation, et faire que les aspirations au changement conduisent effectivement au changement, sans excès de violence. Mais il est difficile, voire irrationnel, pour de nombreux dirigeants de laisser se développer un tel contre-pouvoir où le peuple devient une véritable force de proposition en matière législative. L'expertise citoyenne est très peu reconnue par les Etats, qui travaillent souvent à la survie de leurs prérogatives. Et pourtant, nous avons pu récemment constater, lors d'un projet vidéo dans la Sierra Juarez de l'Etat de Oaxaca au Mexique, qu'une volonté normative cohérente, reconnue et appliquée, peut émerger de petits espaces publics locaux, lorsque la constitution ou la loi le permettent. De la même manière, une conférence citoyenne pour laquelle nous préparons actuellement un projet d'accompagnement vise à interpeller les autorités, depuis la perspective de la population, à propos de la mise en œuvre de politiques publiques en France. De nombreuses pistes existent pour que des collectifs citoyens s'impliquent dans les affaires de la Cité.

Pour résumer, si la structure politico-administrative locale, régionale et/ou nationale le permet (relative autonomie territoriale, canaux ascendants efficaces, etc.), la mise en place d'approches de Vidéo Participative pour la concertation, le diagnostic, l'échange d'expérience ou le militantisme peut participer d'une réactivation ou d'une re-dynamisation de l'activité démocratique dans un espace public local. Loin de vouloir « *particulariser à outrance* » la démocratie (Premat C., 2007) ou d'encourager à la prolifération sans limite des instances délibératives, nous avançons simplement l'idée selon laquelle la VP pourrait faire partie des outils capables de stimuler l'expression de la volonté populaire, en dehors de toute considération d'institutionnalisation des procédures. Et dans la mesure où la demande sociale se complexifie au fil du temps, nous souhaitons mettre en avant un des constats de notre recherche, qui est que la démarche de VP constitue rapidement une sorte de pôle d'attractivité local autour duquel il devient possible de fédérer les énergies de très nombreux acteurs.

Une telle entreprise représente bien sûr un travail de fond. Sur les questions de temporalité, nos considérations démocratiques rejoignent celles relatives au domaine de la coopération : la dynamique poursuivie doit être détachée des échéances électorales, et au contraire participer du fonctionnement à long terme de la société. L'objectif est encore une fois de construire un *Projet* collectivement consolidé, bien qu'en évolution permanente, de manière à optimiser les *projets* qui devraient être entièrement à son service.

Dans ce cadre théorique comme dans l'autre, l'essentiel de nos intentions est dirigé vers les hommes, et non vers des techniques qui nous réduiraient en esclavage. Beaucoup d'auteurs ont critiqué l'engouement pour l'Internet politique et sa prétendue transparence, en affirmant

notamment qu'on « *prétend compenser l'impuissance des humains par la puissance des machines* » (Vedel T., 2003). Nous avons évoqué cette ambiguïté en première partie avec les communautés virtuelles, la démocratie et l'apartheid électroniques. Le rôle que nous proposons pour la Vidéo Participative est bien celui d'un média, par nature non exclusif, et nous avons insisté sur l'absolue nécessité de mettre en balance les différents outils de communication existant dans chaque cas rencontré. L'image et le son sont très puissants, mais l'audiovisuel est loin d'être un outil universel, une astuce à systématiser et il ne faut pas occulter son inadaptation à certaines situations. Ce n'est pas parce qu'une technique est nouvelle et moderne que tout ce qui existait avant est nul et non avvenu : un tableau et des feutres sont, dans bien des situations, les meilleurs armes pour faire progresser un groupe. Et il reste heureusement des personnes dont les aptitudes relationnelles sont l'outil premier.

Ces quelques considérations autour de l'intérêt de la VP dans l'exercice de la démocratie souffrent cependant de l'inconnu, à nos yeux, lié à un facteur peu maîtrisable : le poids des acteurs transnationaux (firmes multinationales, institutions internationales, opérateurs financiers, diasporas et mafias, ONG, etc.) sur les Etats. Comme le souligne Samy Cohen, « *les compétences effectives des gouvernements nationaux se sont érodées* » (Cohen S., 2004), dans le système de la mondialisation croissante que James Roseneau qualifie de « mult centré ». Ce déclin de la souveraineté étatique se répercute à l'échelle locale, souvent très concrètement à travers le libéralisme économique débridé, comme on le constate sur le prix des matières premières ou des produits agricoles par exemple. Ces déterminants ô combien extérieurs sont cruciaux pour, une nouvelle fois, estimer l'intérêt de mettre en place une démarche de Vidéo Participative. Nous l'avons évoqué dans notre recherche, si les filières de pouvoir remontent trop loin des territoires locaux, que les vrais décideurs-clefs ne peuvent être atteints et que l'absence d'une certaine autonomie locale ne permet pas de conserver des espaces permettant de mettre en place des alternatives originales et efficaces, le risque est grand avec un projet de VP de se tromper purement et simplement de combat, et d'engendrer nombre de frustrations. En effet, cette remise en cause globale de la territorialité (dont le meilleur exemple reste pour nous la dictature abstraite et transfrontalière des « marchés ») est en un sens antinomique de la volonté de développer la démocratie locale, de lutter contre l'individualisme et de soutenir le pluralisme, plusieurs de nos objectifs affichés. Au-delà, avec le recentrage de certaines « minorités » sur elles-mêmes, il semble exister une grande tension entre le local et le global, dans laquelle les Etats sont parfois attaqués des deux côtés.

Loin de nous la prétention de pouvoir nous positionner clairement sur une telle controverse, par trop complexe. Toujours est-il qu'à nos yeux la globalisation ne facilite en rien le débat transparent ou la consultation citoyenne (le « *village global* » est très grand !), et les négociations à l'OMC ont démontré une fois de plus cet été de manière éclatante la difficulté de conduire un processus décisionnel mondial... Nous souhaitons simplement évoquer ces évolutions et leurs répercussions possibles aux différentes échelles, de sorte que dans notre engagement quotidien et à travers nos activités professionnelles, en apparence simples et de portée réduite, nous continuions à nous poser la question du type de société dans lequel nous souhaitons vivre.

Bibliographie

Nous avons compartimenté thématiquement la bibliographie, puis alphabétiquement au sein de chacun des thèmes. Les thèmes retenus sont :

- ✓ **Sociologie et sciences humaines**
- ✓ **Les concertations**
- ✓ **Communication et communication pour le développement**
- ✓ **Vidéo et audiovisuel**
- ✓ **Théories du développement**
- ✓ **Approches participatives : outils et méthodes**
- ✓ **Gestion des ressources naturelles**
- ✓ **Modélisation d'accompagnement**
- ✓ **Objets intermédiaires**
- ✓ **Science : autres**
- ✓ **Bolivie**
- ✓ **Equateur**
- ✓ **Mali**
- ✓ **Quelques unes des expériences de Vidéo Participative**

Sociologie et sciences humaines

BALES R. F., COHEN S. P., 1979, *A system for the multiple level observation of groups*, Free Press, lieu, 537 p.

BALES R. F., 2001, *Social interaction systems, theory and measurement*, Transaction Publishers, lieu, 396 p.

BANKS, M., 2001, *Visual Methods in Social Research*, London, SAGE, 201 p.

BANKS, M., 1995, « Visual research methods », *Social Research Update*, No. 11
Disponible en ligne : <http://sru.soc.surrey.ac.uk/SRU11/SRU11.html>

BERNOUX P., 1990, *La sociologie des organisations*, Seuil, Paris, 382 p.

BERNOUX P., AMBLARD H., HERREROS G., LIVIAN Y.-F., 1996, *Les nouvelles approches sociologiques des organisations*, Seuil, Paris, 244 p.

BIDDLE B.J., 1986, "Recent developments in role theory", *annual reviews of sociology*, n°12, pp : 67-92

BLUMER H., 1992, « Der Methodologische Standort des Symbolischen Interaktionismus », dans Burkart R. et Hömberg W., *Kommunikationstheorien: Ein Textbuch zur Einführung*, Vienne, Braumüller, pp : 23-39

BOLTANSKI L., 1982, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Les éditions de minuit, Paris, 523 p.

BOLTANSKI L., DARRE Y., SCHILTZ M. A., 1984, « La dénonciation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°51, mars, pp : 3-40

BOLTANSKI L., 1990, « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, Volume 3, Numéro 10, pp : 124-134

BOLTANSKI L. et THEVENOT L., 1991, *De la Justification. Les économies de la grandeur*, Gallimard, Paris, 483 p.

- BOLTANSKI L., 1991, *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Métailié, 381 p.
- CAILLE A., 1995, « Embeddedness, ordres et contextes », dans *L'inscription sociale du marché*, L'harmattan, Paris, pp : 22-30
- CALLON M., LASCOUMES P., BARTHE Y., 2001, *Agir dans un monde incertain – essai sur la démocratie technique*, Seuil, Paris, 358 p.
- CALLON M., LATOUR B., 1991, *La Science telle qu'elle se fait*, la Découverte, Paris, 390 p.
- CALLON M., 1988, *La Science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*, La Découverte, Paris, 214 p.
- CALVO-RYBA J., 2004, « Le travail du dirigeant : vers une analyse en termes de rôles », communication lors de la 13e conférence de l'AIMS, Normandie, Vallée de Seine, 28 p.
- COHEN S., 2005, « les Etats face aux nouveaux acteurs », *Politique internationale*, n°107, 12 p.
- CORCUFF P., 1998, « Justification, stratégie et compassion : apport de la sociologie des régimes d'action », *correspondances* (bulletin d'information scientifique de l'Institut de recherche sur le Maghreb Contemporain), Tunis, N°51, juin, pp : 3-8
- COULON A., 1992, *L'école de Chicago*, Que sais-je ?, PUF, Paris
- CROZIER M., FRIEDBERG E., 1992, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*, Seuil, Paris, 500 p.
- DE QUIEROZ J. M., ZIOLKOVSKI M., 1994, *l'interactionnisme symbolique*, Presse Universitaire de Rennes, Rennes, 140 p.
- DELAS J.-P. et MILLY B., 1997, *Histoire des pensées sociologiques*, Dalloz-Sirey, Paris, 438 p.
- GARFINKEL H., 1967, *Studies in Ethnomethodology*, Polity Press, Cambridge, 304 p.
- GARFINKEL H., 2007 (réédition de la version de 1967), *Recherches en ethnométhodologies*, PUF, Paris, 473 p.
- GOFFMAN E., 1973, « La mise en scène de la vie quotidienne » (t.1), « La présentation de soi » (t. 2), *Les relations en public*, Minuit, Paris, 256 p.
- ISAAC H., 1996, « A propos de l'épistémologie et de la méthodologie de l'ouvrage de L. Boltanski & L. Thévenot *De la justification. Les économies de la grandeur* », *cahier de recherche*, n°34, CREPA, Paris, 26 p.
- JUHEM P., 1994, « Un nouveau paradigme sociologique ? A propos du modèle des économies de la grandeur de Luc Boltanski et Laurent Thévenot », *Scalpel*, vol. 1, Groupe d'Analyse Politique, Nanterre, pp : 1-21
- KENAÏSSI A., 2000, « L'interactionnisme symbolique et l'ethnométhodologie », Université des sciences et technologies de Lille, rapport de DEA, consultable en ligne : <http://perso.wanadoo.fr/abder.kenaissi/interactionnisme.htm>
- LATOUR B., WOOLGAR S., 1986, *Laboratory life: the construction of scientific facts*, Princeton University Press, Princeton, 296 p. (première édition de 1979)
- MAHIEU C., 1997, « L'intelligence stratégique : Contribution à une sociologie de l'action stratégique », VI^{ème} conférence de l'AIMS, Montréal, Juin, Actes vol. 2, pp : 214-223
- MOLLO V., 2002, « la construction des procédures par la pratique », in *SELF2002 : Nouvelles formes de travail, nouvelles formes d'analyse* (thème 2), actes du 37^{ème} congrès Aix en Provence, *Les évolutions de la prescription*, pp : 202-209
- PARADEISE C., 1990, « Principes et méthodes. Les théories de l'acteur. Découverte de la sociologie », *les Cahiers français*, n° 247, juillet-septembre, pp : 31-38.
- PREMAT C., 2007, « les instruments de la démocratie », *sens public*, n°11, 16p.
- PUTNAM R. D., "The prosperous community: social capital and public life" in the *American Prospect*, 1993, pp : 4-13

- ROUSSEAU D., 2007, « la démocratie continue : on ne naît pas citoyen, on le devient ! », *hommes et libertés*, n°137, pp.42-45
- THEVENOT L., 1990, « L'action qui convient », dans PHARO P., et QUERE L., *Les formes de l'action*, Editions de l'EHESS, Paris, Raisons pratiques 1, pp : 39-69
- THEVENOT L., 2006, *L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement*, éditions La découverte, Paris, 310 p.
- TURNER Ralph H., 2001, "Role theory", in *Handbook of Sociological Theory*, Part III, pp : 233-254
- TURNER Ralph H., 1990, "Role change", *annual reviews of sociology*, n° 16, pp: 87-110
- TURNER Ralph H., 1956, "Role-taking, role standpoint, and reference-group behaviour", *The American Journal of Sociology*, Vol. 61, No. 4 (Jan., 1956), pp : 316-328
- VEDEL T., 2003, « l'idée de démocratie électronique : origine, visions, questions », *le désenchantement démocratique*, Perrineau P. (dir.), Editions de l'Aube, pp. 243-266.
- WEBER M., 1956-1971, *Economie et société*, tome 1, traduit de l'allemand par J. CHAVY, E. DE DAMPIERRE et al., 2005, Plon, Paris, 410 p.

Les concertations

- BARRET P., avec la participation de GUIHENEUF P.-Y. et DOUILLET R. (GEYSER), 2003, « Négociation, médiation ou concertation : les nombreuses voies du dialogue territorial », *première biennale internationale de la négociation (Negocia)*, 11-12 décembre,
Disponible en ligne : <http://www.comedie.org/documents.php>
- BEURET J.-E., 2006, *La conduite de la concertation – pour la gestion de l'environnement et le partage des ressources*, L'Harmattan, Paris, 340 p.
- BEURET J.-E., TREHET C., 2001, « Pour la gestion concertée de l'espace rural : appuyer des médiations territoriales », *Le courrier de l'environnement*, INRA, n° 43, mai, pp : 25-39
- BEURET J.-E., PENNANGUER S., TARTARIN F., 2006(b), « D'une scène à l'autre, la concertation comme itinéraire », *Natures Sciences Sociétés*, EDP, Ulis, vol 14, pp : 30-42
- BILLE R. et MERMET L., 2003, Concertation, Décision et Environnement – regards croisés (volume 2), *La Documentation Française*, Paris
- CANDAU J., RUAAULT C., 2002, « Discussion pratique et discussion stratégique au nom de l'environnement. Différents modes de concertation pour définir des règles de gestion des marais », *Economie Rurale*, n° 270, pp : 19-35
- CASTELLANET Christian, 1999, « Les « plates-formes de négociation » entre usagers des ressources naturelles », *Document de travail Direction scientifique* n° 1, GRET, 35 p.
- CHECKLAND Peter, 1981, *Systems Thinking, Systems Practice*, John Wiley & Sons Ltd, 344 p.
- DAMART S., DAVID A., ROY B., 2001, *Comment organiser et structurer le processus de décision pour favoriser la concertation entre parties prenantes et accroître la légitimité de la décision ?*, LAMSADE Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision (Université Paris-Dauphine), Rapport final de recherche soutenue par le Programme mobilisateur « Evaluation-Décision » du PREDIT 1996-2000, 62 p.
- DUPONT C., 1994, *La négociation, Conduite, théorie, applications*, 4e éd., Dalloz, Paris, 276 p.
- FOURNIAU J.-M., 2001, « Mésentente et délibération dans les conflits d'aménagement : l'expérience du débat public institutionnalisé », dans ION J., GILLIO C. et BLAIS J.-P. (dir.), *Dynamiques associatives et cadre de vie*, Actes du séminaire du PUCA (Plan Urbanisme, Construction, Architecture), Paris, pp : 261-301

- GUIHENEUF P.-Y., 2006, « Territoires habités. Pratiques de médiation et de concertation territoriales en espaces ruraux et urbains », extrait mémoire de DU, Programme Comédie : concertation et médiation environnementales, www.comedie.org, 16 p.
- HOFFNUNG M. Guillaume, 2005, *La médiation, Que sais-je?*, PUF, Paris, 127 p.
- IRAM - RéDèV, 2004, « La concertation en question : Une proposition de synthèse de quelques expériences de terrain », Groupe de travail "Appui Institutionnel au Secteur Agricole", IRAM - RéDèV, fonds documentaire numérique, Paris, numéro, 13 p.
- LAURANS, Y., DUBIEN I. et al., 2001, "L'implantation des incinérateurs d'ordures ménagères : dimensions négociées d'un processus de décision complexe", *Responsabilité & Environnement*, n° 24, pp : 24-38.
- MERMET L., 2007, « interview sur le programme CDE », Journal de l'Environnement, <http://www.ecologie.gouv.fr/La-concertation-ne-supprime-pas.html>
- MERMET L., 2006, « « La concertation » : un terme flottant pour un domaine mouvant ? », dans *Négociations*, n°5, De Boeck Université, Paris, pp : 75-79
- MERMET L., BILLE R., LEROY M. et al, 2005, « L'analyse stratégique de la gestion environnementale: un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement », *Natures Sciences Sociétés*, n° 13, pp : 127-137
- MERMET L. (coord.), EMERIT A., CHARNAY B. et al, 2005(b), *Concertations orchestrées ou négociations décisives ? tome 1: moments et modes de recherche d'accord sur les projets d'infrastructure qui mettent en jeu l'environnement et les ressources naturelles*, programme CDE, MEDD, 221 p.
- MERMET L., DUBIEN I., EMERIT A., LAURANS Y., 2004, « Les porteurs de projets face à leurs opposants : six critères pour évaluer la concertation en aménagement », *Politique et management public*, n° 22, pp : 1-22
- MERMET L. (coord.), EMERIT A., CHARNAY B. et al, 2003(b), *Concertations orchestrées ou négociations décisives ? tome 2: comptabiliser les enjeux pour éclairer les processus*, programme CDE, MEDD, 149 p.
- REYNAUD J.-D., 1997, *Les Règles du jeu: L'action collective et la régulation sociale*, Armand Colin, Paris, 348 p.
- ROY B., 1985, *Méthodologie d'aide multicritère à la Décision*, Economica, Paris, 423 p.
- RUVAULT C., LEMERY D., 2006, *Gestion concertée de la ressource en eau : dispositifs pluri-acteurs et production de nouvelles règles d'action*, colloque international GECOREV, 2 p.
- SALZER J., 2003, « Questions et réponses sur la médiation », *première biennale internationale de la négociation* (Negocia), 11-12 décembre,
Disponible en ligne : <http://www.comedie.org/documents.php>
- SIMOS J., 1990, *Évaluer l'impact sur l'environnement, une approche originale par l'analyse multicritère et la négociation*, Presses Polytechniques et universitaires romandes (Coll. « META »), Lausanne, 261 p.
- STIMEX A., 2002, « Au carrefour de la culture et du conflit. L'impact des cultures sur les modèles de négociation et de médiation », dans *Médiation et diversité culturelle. Pour quelle société ?* Edité par C. Younes et E. Le Roy. Paris, Karthala. pp : 221-234, cité dans Collectif ComMod, 2007
- TOUZARD H., 2005, *Consultation, concertation, négociation, une courte note théorique*, De Boeck Université, revue *Négociations*, n°5, 228 p.
- TREMBLAY D.-G., ROLAND D., 2003, *Concertation: modèles et perspectives*, Université du Québec, Notes de recherche 2003-2004, 30 p.

Communication et communication pour le développement

ANYAEBUNAM, C., MEFALOPULOS P. et MOETSABI T., 1998, *Participatory Rural Communication Appraisal: Starting with the People*, Harare: SADC Centre of CFD, 195 p.

BARRANQUERO A., 2006, « Comunicación/educación para el desarrollo en Latinoamérica. Memorias de una fértil confluencia », *Revista de Economía Política de las Tecnologías de la Información y Comunicación*, www.eptic.com.br, Vol. VIII, n. 3, pp : 77-91

BELTRÁN SALMÓN L. R., 2005, *La comunicación para el desarrollo en Latinoamérica: un recuento de medio siglo*, document présenté dans le cadre du 3ème congrès panaméricain de la comunicación, 12-16 juillet 2005, Buenos Aires, Argentine, 54 p.

BERY R., 1995, "Media ethics: no magic answers", in *Power, Process and Participation: Tools for Change*, Edited by Rachel SLOCUM, Lori WICHART, Dianne ROCHELEAU and Barbara THOMAS-SLAYTER, 251 p.

BESSETTE G. (dir.), 2007, *Eau, terre et vie, communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*, Pul, L'Harmattan et le CRDI, 384 p.

BESSETTE G., 2001, *From Information Dissemination to Community Participation: Facilitating Stakeholder Participation through Communication in Participatory Natural Resource Management Research*, IDRC, 81 p.

BRETON P., 2001, « À propos du « monde solaire » d'Asimov : les technologies de l'information dans le contexte du nouvel individualisme », *sociologie et sociétés*, vol. xxxii.2, pp : 123 -134

BRETON P., 2000, *Le Culte d'Internet. Une menace pour le lien social ?* La Découverte, Paris, 128 p.

DAGRON A.G., 2004, « el cuarto mosquetero: la comunicación para el cambio social », Universidad del Norte Barranquilla, *Investigación y desarrollo*, vol 12, n°1, pp : 2-23

DAGRON A.G., 2001, "Internet: the electronic apartheid",
Disponible en ligne sur <http://www.geocities.com/agumucio/ArtElectronicApartheid.html>

DAGRON A.G., 2001 (b), *Making waves: stories of participatory communication for social change*, the Rockefeller foundation, 358 p.

FISHER, H. A., 1990, "Community radio as a tool for development", *Media Development*, n°4, pp. 19-24

FRASER C., 1987, extraits de « Un nuevo enfoque para la comunicación rural: la experiencia peruana en vídeo para la capacitación campesina », Département du Développement Durable, FAO

Disponible en ligne : <http://www.fao.org/docrep/S3606S/s3606s01.htm>

FRASER C., RESTREPO ESTRADA S., 1996, *Mexique : la communication au service du développement rural - pour le meilleur et pour le pire*, FAO

Disponible en ligne : <http://www.fao.org/docrep/w3616f/w3616f00.HTM>

HABERMAS J., 1984, *The Theory of Communicative Action*, Vol. 1: Reason and the Rationalization of Society, Traduit par Thomas MacCarthy, Boston, Beacon Press, 465 p.

IDOUX A.C., BEAU C., 1997, « Leçons tirées d'une centaine d'expériences liées à la vulgarisation agricole », *Savoirs paysans et savoirs scientifiques, à la recherche de l'équilibre*, Editions Charles Léopold Meyer n° 98, 143 p.

JAHI AMRI, « d'utilisateurs pauvres en ressources à gestionnaires des ressources naturelles : un exemple de Java Ouest », in *eau, terre et vie : communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*, G. Bessette (dir.), 2004

KUMAR K. J. "Communication Approaches to Participation and Development: Challenging the Assumptions and Perspectives", in WHITE S. A., NAIR K. S. and ASCROFT J., *Participatory*

Communication: Working for change and development, New Delhi: Sage Publications, 1994, 470 p.

KWAME BOAFO S.T., 2007, « la communication participative pour le développement : un point de vue africain », in *Eau, terre et vie, communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*, BESSETTE G. (dir.), Pul, L'Harmattan et le CRDI, pp : 63-75

LARWEH K., 2007, "Et notre petit « à-côté » était un crocodile ! Radio Ada et la gestion participative des ressources naturelles à Obane », in *Eau, terre et vie, communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*, BESSETTE G. (dir.), Pul, L'Harmattan et le CRDI, pp : 237-244

MARTIN-BARBERO J., 1993, *Communication, Culture and Hegemony - From the Media to Mediations*, Londres, Sage, 240 p.

MARTINSEN C., 2003, *Social marketing - a useful tool or the devils work?*, Thèse de master en assistance humanitaire internationale, 39 p.

MYERS M., 1997, "Representation and democratization: is local radio helping to liberate the peasant voice?", in *Participatory communication: One approach to sustainable development*. On-line conference

N'DAO M., 2004, *Stratégies de communication de la société civile en Afrique de l'Ouest : Etude de Bonnes Pratiques*, Institut Panos pour l'Afrique de l'Ouest, Dakar, 97 p.

NEGROPONTE N., 1995, *L'Homme numérique*, Robert Laffont, Paris, 290 p.

ONU M.C., 1998, *Éléments pour l'évaluation de la communication de développement au Nigeria*, Thèse de doctorat de sciences de l'information et de la communication, université Stendhal-Grenoble 3, 374 p.

QUEBRAL N. 2007, « la communication pour le développement : un point de vue asiatique », in *Eau, terre et vie, communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*, Pul, L'Harmattan et le CRDI, pp : 55-63

RABOY M., 1992, "la communication et le nouvel ordre mondial : stratégies de démocratisation", in *Petits écrans et démocratie: vidéo légère et télévision alternative au service du développement*, Ambrosi et Thede dir., Syros, pp : 193-209

RAMONET I., 2001, *La tyrannie de la communication*, Folio actuel, Paris, 283 p.

RAMONET I., 2003, « le cinquième pouvoir », *Le monde diplomatique* en ligne, octobre 2003

REYES MATTA F., 2003, "Democracia y Comunicación en el siglo XXI", *Futuros*, n°4 vol.1
Disponible en ligne: http://www.revistafuturos.info/futuros_4/demo_comu_1.htm

RODOTA S., 1999, *La démocratie électronique: de nouveaux concepts et expériences politiques*, Éditions Apogée, Rennes, 187 p.

ROGERS E., KINCAID L., 1981 et 1986 (reed.), *Communication networks: Toward a new paradigm for research*, Free Press, New York, 386 p.

ROGERS E., 1962, *The diffusion of innovations*, New York, Free Press, 1ère édition, 367 p.

SAFAR E., 2001, "la comunicación en el pensamiento de Paolo Freire", *investigaciones de la comunicación*, n°13, vol.1, Caracas, pp : 151-163

SAUQUET M., PARTHASARATHI V., POITEVIN G., TRAMONTE C., VIEIRA DE SOUZA M., 2004, « *L'idiot du village mondial. Les citoyens de la planète face à l'explosion des outils de communication : subir ou maîtriser ?* », Editions Charles Léopold Mayer, 357 p.

TABING L., 2001, interview pour *The Communication Initiative Network*
Disponible en ligne : <http://www.comminit.com/es/node/149478>

THIAMOBIGA D.J., 2007 (a), « quand les femmes font du théâtre », in. *Eau, terre et vie, communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*, Pul, L'Harmattan et le CRDI, pp : 275-289

THIAMOBIGA D.J., 2007 (b), « récit de la palabre qui sauve les villages du Burkina Faso », in. *Eau, terre et vie, communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*, Pul, L'Harmattan et le CRDI, pp : 265-275

UNESCO, 2000, *Rapport mondial sur la communication et l'information*, Paris, 341 p.
Disponible en ligne : <http://www.unesco.org/webworld/wcir/fr/report.html>

UNESCO, 1990, *Rapport sur la communication dans le monde*, Paris, 524 p.

UNESCO, 1980, MACBRIDE S., Commission internationale pour l'étude des problèmes de communication, *Many voices one world*, UNESCO, Paris

VIEIRA DE SOUZA M., 1993, "Um Historico da luta pela democratizacao da comunicacao", IV Plenaria do Forum Nacional pela Democratizacao da comunicacao, Rio de Janeiro, Mars 1993
Disponible en ligne : <http://base.d-p-h.info/pt/fiches/premierdph/fiche-premierdph-1352.html>

VOIGT T.E., 1983, « La communication sur mesure », présentation dans le cadre de l'année mondiale de la communication, Paris
Disponible en ligne : <https://idl-bnc.idrc.ca/dspace/handle/123456789/23153>

WATZLAWICK, P., 1978, 1984 *La réalité de la réalité / Confusion, désinformation, communication*, Ed. du Seuil, Paris, 237 p.

Vidéo et audiovisuel

AMBROSI A. et THEDE N. (dir.), 1992, *Petits écrans et démocratie: vidéo légère et télévision alternative au service du développement*, Syros, 273 p.

BOURRON Y., CHAPUIS J.-P., RUBY J.-L., 1995, *Pédagogie de l'audiovisuel et du multimédia*, éd. d'organisation, Paris, 192 p.

BRADEN and HUONG, 1998, *Video for Development, a casebook from Vietnam*, Oxfam, Londres, 112 p.

BURNETT R., 1992, « La vidéo sur la piste du monde ordinaire », in *Petits Ecrans et Démocratie*, N. THEDE et A. AMBROSI (dir.), Syros, 273 p.

CHALFEN, R., 1987, *Snapshot Versions of Life*, Bowling Green, Ohio: Bowling Green State University Press, 222 p.

CHALFEN, R., 1981. "A sociovidistic approach to children's filmmaking: the Philadelphia project", *Studies in Visual Communication*, 7(1), pp : 2-33

CHALFEN, R., 1975, Cinema naivete: A study of home moviemaking as visual communication, *Studies in the Anthropology of Visual Communication*, 2(2), pp : 87-103.

CHALFEN, R., Haley, J., 1971, "Reaction to socio-documentary film research in a mental health clinic", *American Journal of Orthopsychiatry*, 41(1), pp : 91-100

COULIBALY N'golo, 1999, *Le Centre de services de production audiovisuelle (CESPA)*, étude de cas, FAO, Rome, (<http://www.cespa.mali.com>).

DAGRON A.G., 2002, "La televisión comunitaria. Ni pulpo, ni púlpito: pálpito"
Disponible en ligne : <http://www.geocities.com/agumucio/ArtTelevisionComunitaria.html>

HALL D., 1990, "pour un dialogue humain par delà les frontières", in *Petits écrans et démocratie: vidéo légère et télévision alternative au service du développement*, Ambrosi et Thede dir., Syros, pp : 209-225

HARDING T., 1997, *The Video Activist Handbook*, London: Pluto Press, 280 p.

HENAUT Dorothy, 1992, « Le programme Challenge For Change – Société Nouvelle : le pouvoir de filmer sa propre histoire », in *Petits Ecrans et Démocratie*, N. THEDE et A. AMBROSI (dir.), Syros, 273 p.

HOLLIDAY, R., 2004, "Filming "the closet": the role of video diaries in researching sexualities", *American Behavioral Scientist*, 47(12), pp. 1597-1616.

HOLLIDAY, R. 2000. "We've been framed: visualising methodology", *Sociological Review*, 48(4), pp : 503-521.

HUBER B., 1998, *Communicative aspects of participatory video projects, an exploratory study*, Thèse de doctorat, Upsala, Suède, 110 p.

JAIN R., 1992, "communicateurs aux pieds nus", in *Petits écrans et démocratie: vidéo légère et télévision alternative au service du développement*, Ambrosi et Thede dir., Syros, pp : 59-67

LANGLOIS Y., 1995, *Regarde comment tu me regardes. Techniques d'animation sociale en vidéo*, Editions Charles Léopold Mayer, Paris, 126 p.

LORAC, C. and WIESS, M. 1981, *Communication and Social Skills: Towards a Theory and Practice of Audio-visual Language and Learning*. Exeter: A. Weathon and Company Limited, 206 p.

LUNCH N. et C., 2006, *Insights into participatory video, a handbook for the field*, Insight Edition, s.l., 125 p.

MACLEOD P. G., 2004, "A legacy on which to build", Abbreviated version of the paper Presented in Session 1.2, "Participatory Filmmaking and Video – building on the legacy of the Fogo Process", *Celebrating Communication for Social and Environmental Change*, University of Guelph, <http://www.glocaltimes.k3.mah.se/viewarticle.aspx?articleID=50&issueID=5>

MIGNOT-LEFEBVRE Y., 1991-1992, « Vingt ans après... la vidéo », Actes du séminaire *Écrit, Image, Oral et Nouvelles technologies*

Disponible en ligne : <http://www.artemis.jussieu.fr/ssb/hermes/actes/ac9192/08ac9192ym.pdf>

OLIVIER DE SARDAN, J.P., 1985, « Mise en scène de l'identité et identité d'un film », in *Identité culturelle et appartenance régionale*, n°5, 9p.

RAMELLA M. and OLMOS G., 2005, "Participant Authored Audiovisual Stories (PAAS): Giving the camera away or giving the camera a way?", London School of Economics and Political Science, Methodology Institute, *Papers in Social Research Methods*, Qualitative Series no 10, 24 p.

RICHARDSON D., 1999, "Special: The first mile of connectivity, Eyes see; ears hear" by Donald Snowden Memorial University Newfoundland, Canada

Disponible en ligne : <http://www.acca21.com.cn/info21/link/sector/agri/1n/CDre0038.htm>

RONCAGLIO R., 1992, "l'expansion du paysage audiovisuel en Amérique Latine", in *Petits écrans et démocratie: vidéo légère et télévision alternative au service du développement*, Ambrosi et Thede dir., Syros, pp : 37-49

ROSENSTEIN, B., 2002, "Video use in social science research and program evaluation", *International Journal of Qualitative Methods* 1(3), Article 2, pp : 1-38

RUBY, J., 2000, *Picturing Culture: Explorations of Film and Anthropology*, Chicago: University of Chicago Press, 354 p.

SATEESH, P.V., 1999, "An alternative to literacy?", in *Forests, Trees and People*, Newsletter No. 40/41, December 1999, pp : 9-13

SHAW J. et ROBERTSON C., 1997, *Participatory video: a practical approach to using video creatively in group development work*, London, Routledge, 304 p.

SNOWDEN D., 1984, « Eyes see ; Ears hear »,

Disponible en ligne : <http://www.fao.org/sd/CDdirect/CDre0038.htm>

SNOWDEN D., KUSAGAK et MACLOED P., 1984, « Projet de film sur le troupeau Kaminuriak », étude de cas préparée pour les Méthodes et Médias dans les Ateliers de Participation Communautaire, Fondation Dag Hammarskjöld, Uppsala, Suède, 14 p.

WHITE S. A. et PATEL P. K., 1994, « Participatory Message Making with Video: Revelations from Studies in India and the USA », dans S. A. White, K. S. Nair. et J. Ascroft, *Participatory Communication: Working for change and development*, Sage Publications, Cornell University, 470 p.

WORTH, S., ADAIR, J. and CHALFEN, R. 1997, *Through Navajo Eyes: An Exploration in Film Communication and Anthropology*, Albuquerque: University of New Mexico Press, 380 p.

WORTH, S. and ADAIR, J. 1972, *Through Navajo Eyes: an Exploration in Film Communication and Anthropology*, Bloomington: Indiana University Press, réédité en 1997, University of New Mexico 380 p.

Théories du développement

AZOULAY G., 2002, « *Théories du Développement* », Presses Universitaires de Rennes, 39 p.

BERLAND J.-P., BOVE J., BRUNE F., ILLICH I., COLLECTIF, 2003, « *Défaire le développement - Refaire le monde* », Parangon, Paris, 410 p.

CHAMBAT G., 2006, « La pédagogie des opprimés de Paolo Freire », *n'autre école*, N°12, pp : 51-53

CHAMBERS R., 2007, "From PRA to PLA and Pluralism: Practice and Theory", in *Working Paper* 286, Institute of Development Studies, University of Sussex, Brighton, 42 p.

CHAUVEAU J.-P., « Le "modèle participatif" de développement rural est-il "alternatif" ? Éléments pour une anthropologie de la culture des "développeurs" », Bulletin de l'APAD numéro 3, 2006, pp. 20-30

Disponible en ligne : <http://apad.revues.org/document380.html>

CHRISTOPLOS I., NITSCH U., 1996, *Pluralism and the Extension Agent: Changing Concepts and Approaches in Rural Extension*, Swedish University of Agricultural Sciences, Department of Extension Education, published by Sida, Department for Natural Resources and the Environment as Publications on Agriculture: No.1, Stockholm

D'AQUINO P., 2002, *Une maîtrise ascendante des territoires, prémices d'une géographie de l'action territoriale*, rapport d'HDR, Cirad, Aix en Provence, 342 p.

D'AQUINO P., 2002, *Le territoire entre espace et pouvoir : pour une planification territoriale ascendante*, L'Espace Géographique, pp : 3-22.

D'AQUINO P., BRUNET R., DELER J. P., DOLFUS O., FERRIER J. P., LEPESANT G., PELLETIER P. et SAINT-JULLIEN T., 2002, « *Débat : le local, le territoire et la planification ascendante* », L'Espace Géographique, pp : 38-49.

DANIELS S. E, WALKER G. B., 1998, "Rethinking Public Participation in Natural Resource Management: Concepts from Pluralism and Five Emerging Approaches", document présenté lors de l'Atelier sur le pluralisme, la foresterie durable et le développement rural de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du 9 au 12 décembre 1997, Rome (Italie), compte rendu, FAO, pp : 29-48

DE LEENER P., NDIONE E. S., PERIER J. P., JACOLIN P., NDIAYE M., 1999, *Pauvreté, décentralisation et changement social*, Enda Graf Sahel, Dakar, 115 p.

DEFFONTAINES J.P. et PROD'HOMME J.P., 2001, *Territoires et acteurs du développement local, de nouveaux lieux de démocratie*, l'Aube, La Tour D'Aigues, 180 p.

FAO, 1979, *Rapport de la Conférence mondiale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural*, Rome, 12-20 juillet

- FREIRE P., 1970, *Pedagogia do oprimido*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 278 p.
- FREIRE P., 1974, *Education for critical consciousness*, Crossroad Publishing Company, 164 p.
- GADOTTI M., 1991, *lectures et usages de l'œuvre de Paolo Freire*, Lecture brésilienne et internationale, Paris, La Villette, le 12 décembre 1991
- GERSCHENKRON A., 1962, *Economic Backwardness in Historical Perspective*, Belknap Press, 468 p.
- GONTCHAROFF G., 1996, « Décalages. Quoi de neuf après trente ans ? » *Territoires*, janvier, pp : 18-21.
- HIRSCHMAN A.O., 1958, *The Strategy of Economic Development*, Yale University Press, 217 p.
- ILLICH, I., 1972, *Libérer l'avenir*, Paris, Seuil, 187 p.
- ILLICH, I., 2003, *La convivialité*, Paris, Seuil, 158 p.
- JONES A., « L'apparition de la notion de participation dans la pensée et le discours du développement », *Perspectives Internationales et Européennes*, Perspectives.
Mis en ligne le 15 mars 2006, URL: <http://revel.unice.fr/pie/document.html?id=360>
- LATOUCHE S., 2003, « Pour une société de décroissance », *Le Monde Diplomatique*, archives novembre 2003, pp : 18-19.
- LEBRET L.-J., 1968, « Suicide ou survie de l'Occident ? », Paris, Économie et Humanisme et Éditions ouvrières, 404 p.
- LEIBENSTEIN H., 1957, *Economic Backwardness and Economic Growth*, Wiley, 296 p.
- MEISTER A., 1977, *La participation pour le développement*, éditions ouvrières, Paris
- MEISTER A., J. C. Ross, 1984, *Participation, associations, development, and change*, transactions publishers, 268 p.
- PIMBERT M., 2004, "Institutionalising participation and people-centered processes in natural resource management", *Research and publications highlights*, International Institute for Environment and Development and Institute for Development Studies, 36 p.
- PREVOST B., « Les fondements philosophiques et idéologiques du nouveau discours sur le développement », *Economies et sociétés*, 2005, vol. 39, n°3, pp : 477-496
- PROD'HOMME J.P., 2008, *Logique des projets et Projet de territoire*, communication à l'occasion des journées Jean-Pierre Deffontaines, 1^{er} et 2 avril, 9 p.
- ROSTOW W.W., 1963, *Les étapes de la croissance économique*, Le Seuil, Paris, 253 p.
- SACHS I., 1977, *Pour une Economie Politique du Développement : Etudes de planification*, Flammarion, Paris, 307 p.
- WHYTE W.F., 1981, *Participatory approaches to agricultural research and development: a state-of-the-art paper*, Center for International Studies, Cornell University, 111 p.
- SELLAMNA N., 2000, « Du Rapid Rural Appraisal au Participatory Learning and Action : la participation a-t-elle besoin d'un paradigme scientifique ? », in Lavigne Delville, Ph. et al. (eds) *Les enquêtes participatives en débat: ambitions, pratiques, enjeux*, pp : 453-496
- SEN A. K., 1999, *Development as Freedom*, Oxford University Press, 366 pp.
- SEN A. K., 2003, *Un nouveau modèle économique*, Paris, Odile Jacob, 480 p.
- WORLD BANK, 2002, *Empowerment and Poverty Reduction : A Sourcebook*, Washington, 272 p.
- WORLD BANK, 1994, *The World Bank and Participation*, Operations Policy Department, Washington DC, 259 p.

Approches participatives : outils et méthodes

ABERLEY D. et SIEBER R., 2002, « Public Participation GIS », IAPAD

Ressource en ligne : http://www.iapad.org/ppgis_principles.htm#ppgis_term

BAZILE D., ABRAMI G., DEMBELE S., LE PAGE C., DIONNET M., COULIBALY H., 2005, « Les paysans au coeur de la construction de règles collectives de gestion de l'agrobiodiversité », Colloque GECOREV, gestion concertée des ressources naturelles et de l'environnement, 2006-06-26/2006-06-28, Saint Quentin en Yvelines, France, 24 p

Disponible en ligne : <http://www.c3ed.uvsq.fr/cdgecorev/fr/pdf/t6/Bazile.pdf>

BORRINI-FEYERABEND G., PIMBERT M., FARVAR M. T., KOTHARI A. and RENARD Y., 2004, "Sharing Power, learning-by-doing in co-management of natural resources throughout the world", The Natural Resources Group and the Sustainable Agriculture and Rural Livelihoods Programme of the International Institute for Environment and Development (IIED) and the Collaborative Management Working Group (CMWG) of the IUCN Commission on Environmental, Economic and Social Policy (CEESP) of the World Conservation Union (IUCN), 350 p.

CHAMBERS R., 1994, "Participatory Rural Appraisal (PRA): Analysis of Experience", in *World Development*, Vol. 22, N° 9, pp : 1253-1268

COHEN, UPHOFF N., 1977, *Rural Development Participation: concepts and measures for project design implementation and evaluation*, Cornell University, 317 p.

D'AQUINO P., S. M. Seck, S. Camara, 2002, « Un SIG conçu par les acteurs : l'opération POAS au Sénégal », *L'Espace Géographique*, pp : 23-37.

D'AQUINO P., 2007, « Empowerment et participation : comment mieux cadrer les effets possibles des démarches participatives ? »

Disponible en ligne : <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00157747/fr/>

DARRE J.-P., 2006, *La recherche coactive de solutions entre agents de développement et agriculteurs*, GRET, Paris, 112 p.

FLOQUET A. and MONGBO R., 2000, "Production de connaissances et de consensus pendant les MARP et au-delà". In: Lavigne Delville et al. (eds) *Les enquêtes participatives en débat*. Karthala/Gret/Icra, pp : 269-292

KENYON J., 1983, "When a community describes itself", *Together* (October-December 1983), pp : 21-26

KHON KAEN, 1987, "Proceedings of the 1985 international conference on rapid rural appraisal. Rural Systems Research and Farming Systems Research Projects", Thailand: Khon Kaen University

LAVIGNE DELVILLE P., « Les diagnostics participatifs dans le cadre des projets de développement rural dans les pays en développement : postulats, pratiques et effets sociaux des PRA/Marp », Communication au colloque « CULTURES ET PRATIQUES PARTICIPATIVES : UNE PERSPECTIVE COMPARATIVE », organisé par le LAIOS et l'AFSP, Paris, 20-21 janvier 2005, Draft

Disponible en ligne : <http://www.afsp.msh-paris.fr/activite/diversafsp/colllaaios05/txt/lavignedelville.pdf>

LAVIGNE DELVILLE P., 2000, « regards sur les enquêtes et diagnostics participatifs. La situation d'enquête comme interface », GRET, 24 p.

MOSSE D., 1995, « Authority, Gender and Knowledge: Theoretical Reflections on the Practice of Participatory Rural Appraisal ». *Development and Change* 25(3) 497-526. (version française dans « les enquêtes participatives en débat »)

MUKHERJEE N., 1992, "Villagers' perceptions of rural poverty through the mapping methods of PRA" *RRA Notes*, IIED, Londres, No. 15, pp : 21-26

PIVETEAU V., 1994, *L'avenir à long terme des zones rurales fragiles, approche par le jeu prospectif d'une question complexe*, Thèse, Université Paris I, 356 p.

PREVIL C., THERIAULT M., ROUFFIGNAT J., 2003, « Analyse multicritère et SIG pour faciliter la concertation en aménagement du territoire : vers une amélioration du processus décisionnel ? », *Cahiers de géographie du Québec*, volume 47, n° 130, pp : 35-61

OCDE, 1970, *Industry and trade in some developing countries*, Oxford University Press, 534 p.

RAMBALDI G., MCCALL M., WEINER D., MBILE P. et KYEM P., 2004, "Participatory GIS", IAPAD
Disponible en ligne : http://www.iapad.org/participatory_gis.htm

RAMÍREZ R., 1998, *Participatory learning and communication for managing Pluralism*. Procedural Paper submitted in Part Fulfilment of a PhD at the University of Guelph, Guelph, Canada; October 1998, Unasylva vol. 49, FAO, 1998, pp : 43-51

RÖLING N. G., WAGEMAKERS M. A. E., 2000, *Facilitating Sustainable Agriculture: Participatory Learning and Adaptive Management in Times of Environmental Uncertainty*, Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, New York, USA, 318 p.

TOURE I., BAH A., D'AQUINO P., DIA I., 2004, « Savoirs experts et savoirs locaux pour la coélaboration d'outils cartographiques d'aide à la décision », *Cahiers Agricultures*, n° 13, pp : 546-53

Gestion des ressources naturelles

BARBIER R., WAECHTER V., SBAÏ M., HENRY P., 2000, *Enquête sur le phénomène NIMBY*, CEMAGREF – ENGEES (Laboratoire Gestion des Services Publics), Strasbourg, 22 p.

HARDIN G., 1968, "The Tragedy of the Commons", *Science*, 162, pp : 1243-1248

MERMET L., MICHEL C., 2003, « l'accès aux espaces naturels, agricoles et forestiers, un enjeu pour les particuliers, les communes, les territoires », *Annales des mines : responsabilité et environnement*, Paris, pp : 58-69

MERMET L., 1993, *Stratégies pour la gestion de l'environnement. La nature comme jeu de société*, Paris, L'Harmattan, 205 p.

RÖLING N. et JIGGINS J., 1998, 'The ecological knowledge system', in Röling, Niels et Wagemakers, Annemarie (eds), *Facilitating Sustainable Agriculture: Participatory Learning and Adaptive Management in Times of Environmental Uncertainty*, Cambridge University Press, pp : 283-307

WEBER J., 1995, *Gestion des ressources renouvelables : fondements théoriques*, Cirad, 21 p.
Disponible en ligne : <http://cormas.cirad.fr/pdf/green.pdf>

Modélisation d'accompagnement

BOUSQUET F., BARRETEAU O., MULLON C., WEBER J., 1996, « Modélisation d'Accompagnement : Systèmes Multi-Agents et Gestion des Ressources Renouvelables », Actes du Colloque international *Quel environnement au 21ème siècle ? Environnement, maîtrise du long terme et démocratie*, GERMES, Paris, 10 p.

BARRETEAU O., BOUSQUET F., 2000, "SHADOC: a Multi-Agent Model to tackle viability of irrigated systems", *Annals of Operations Research* # 94, pp : 139-162.

BOUSQUET F., LE PAGE C., 2004, « Multi-agent simulations and ecosystem management : a review », *Ecological Modelling*, n° 176, pp : 313-332

COLLECTIF COMMODO, 2003, *La modélisation comme outil d'accompagnement, version 1.0*, 6 p.
Disponible en ligne : <http://cormas.cirad.fr/ComMod/pdf/ComModCharte2003.pdf>

COLLECTIF COMMOD, 2007, *La posture d'accompagnement des processus de prise de décision: point d'étape sur les références et questions transdisciplinaires*, com. pers.

COLLECTIF COMMOD, 2005, « *La modélisation comme outil d'accompagnement* », *Natures Sciences Sociétés* n° 13, pp : 165-168, voir aussi www.commod.org

D'AQUINO P., LE PAGE C., BOUSQUET F., 2002, « Jeux de rôles, SIG et SMA pour la gestion territoriale...Et si les acteurs-décideurs construisaient leurs propres outils ? », *Annales des mines, recherches*, Mines de Paris, pp : 67-82

DARE W., 2005, *Comportements des acteurs dans le jeu et dans la réalité : indépendance ou correspondance ? Analyse sociologique de l'utilisation de jeux de rôle en aide à la concertation*, Thèse de doctorat, ENGREF, Paris, 401 p.

ETIENNE M., LE PAGE C., 2002, « Modéliser les dynamiques paysagères pour accompagner un projet d'aménagement du territoire : le cas du Causse Méjean », Colloque Créer les paysages de montagne pour un développement concerté et durable, 15 p.

LE PAGE C., D'AQUINO P., ETIENNE M., BOUSQUET F., 2004, « Processus participatifs de conception et d'usage de simulations multi-agents. Application à la gestion des ressources renouvelables », Actes des JFSMA (Journées Francophones sur le Systèmes Multi-Agents), Paris, Lavoisier, p. 33-46 JFSMA, pp : 33- 46

WOOLDRIDGE M., 1999, « Intelligent Agents. A Modern Approach to Distributed Artificial Intelligence », in G. Weiss (Editeur), *Multi-agents systems*, MIT Press, USA, pp : 27-77

Objets intermédiaires

JEANTET A., TIGER H., VINCK D., TICHKIEWITCH S., 1996, « La coordination par les objets dans les équipes intégrées de conception de produit », dans *Coopération et Conception*, sous la direction de G.de Terssac et E.Friedberg, Editions Octarès, Toulouse, pp : 87-100

JEANTET A., 1998, "Les objets intermédiaires dans la conception. Eléments pour une sociologie des processus de conception", in *Sociologie du Travail*, Vol. 40 n°3, pp : 291-316

MER S., JEANTET, A., TICHKIEWITCH, S., 1995, "Les objets intermédiaires de la conception", in *Le communicationnel pour concevoir*, éd. par J. CAELEN, K. ZREIK., Europia, Paris, pp : 21-41

STAR, S.L., GRIESEMER, J., 1989, "Institutionnal ecology, 'translations' and boundary objects : amateurs and professionals on Berkeley's museum of vertebrate zoology", *Social Studies of Science*, n° 19, pp : 387-420

TEULIER R., HUBERT B., 2004, « Des concepts intermédiaires pour la conception collective. Les situations d'action collective avec des acteurs hétérogènes », Ecole d'été CNRS "Cognition et TIC", Carry-le-Rouet, 20 p.

VINCK D., 1992, « Du laboratoire aux réseaux. Le travail scientifique en mutation », Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, Luxembourg, 510 p.

VINCK, D., 1999, "Les objets intermédiaires dans les réseaux de coopération scientifique. Contribution à la prise en compte des objets dans les dynamiques sociales", *Revue Française de Sociologie*, n°11, pp : 385-414

VINCK, D., 2000, "Approches sociologiques de la cognition et prise en compte des objets intermédiaires" in Ecole d'été de l'Association pour la Recherche sur la Cognition : *Médiation technique et cognition. Cognition située, individuelle et collective*, Bonas, Gers, 24 p.

VINCK, D., 2006, « Dynamique d'innovation et de conception et rôle des objets intermédiaires », Ecole d'été du GDR TIC et société *Les Supports de la Connaissance : Technologies, Médiatisation, Apprentissage*, Autrans, 39 p.

Science : autres

- BATESON G., MEAD M., 1942, "Balinese Character : a photographic Analysis", special publication of the New York Academy of Sciences, Vol. 2, Wilbur G. Valentine editor, 277 p.
- BEAUD M., 2003, *L'art de la thèse*, éditions la découverte, Saint-Amand-Montrond, 197 p.
- FERBER J., 1994, « La kénétique : des systèmes multi-agents à une science de l'interaction », *Revue internationale de systémique*, Vol. 8, n°1, pp : 13-27
- FREUD S., 1921, *Psychologie des foules et analyse du moi*, réimpression : Essais de psychanalyse. Paris : Éditions Payot, 1968, (pp : 83-176), 280 p.
- FUNTOWICZ S. O. and J. R. RAVETZ., 1993, "Science for the post-normal age", *Futures* 25 (7), pp : 739-755
- GUERRINI Marie-Claude, 1992, *Sciences de la nature, sciences de la société, Les passeurs de frontières*, Sous la direction de Jollivet M., CNRS Editions. 589 p.
- GRIAULE M., 1957, *Méthode de l'ethnographie*, P.U.F., Paris, 108 p.
- MORMONT M., 2003, « Dispositifs : concepts et méthodes de recherche », Communication au séminaire RIDT, INRA SAD, 16 p.
- PIAJET J. (dir.), « Logique et connaissance scientifique », *Encyclopédie de la pléiade*, Gallimard, Paris, 1967, x p.
- SIMON, H. A., 1991, « *Sciences des systèmes. Sciences de l'artificiel* », Dunod, Paris, 229 p.
- STAR S. L., 1989, "The structure of ill-structured solutions : Heterogeneous problem-solving, boundary objects and distributed artificial intelligence", in Huhns M., Gasser L., (eds), *Distributed artificial intelligence*, vol 2, San Mateo CA, Morgan Kaufman, pp : 37-54

Bolivie

Les documents suivants ont été étudiés plus récemment et ont servi notamment à la description des suites de notre projet :

- BUSTAMANTE R., DURÁN NUÑEZ DEL PRADO A., FAYSSE N., CUBA P., BUTTERWORTH J., 2006, *Experiencias del proyecto Negowat en Bolivia : Facilitando negociaciones sobre el acceso al agua y uso de la tierra en zonas peri-urbanas*, Centro AGUA-UMSS-CIRAD-CERES Primera edición : 253 p.
- Equipe NEGOWAT - CENTRO AGUA, 2006, *Mesa Técnica de diálogo sobre el proyecto de alcantarillado y agua potable MACOTI*, Tiquipaya, présentation pour un séminaire à La Paz.
- FAYSSE N., COSSÍO V., PAZ B., QUIROZ F., AMPUERO R., 2005, *Use of a methodology to support the design of a short-term Multi-Stakeholder Platform: the case of a water and sanitation project in Tiquipaya (Bolivia)*, document de travail n°10 du NEGOWAT
- JACOBS E., 2005, *Décentralisation en Bolivie: dix ans de participation en milieu rural*, Université Libre de Bruxelles, 119 p.
- PEREDO R., 2004, *Informe de la evaluación socio-económico y financiera del proyecto: Mejoramiento de sistemas de alcantarillado y agua potable de la mancomunidad Colcapirhua-Tiquipaya*, Tiquipaya, Bolivia
- QUIROZ F., CUBA P., 2004, *Análisis de grupo de interés clave en relación al proyecto mancomunado de agua potable y alcantarillado Tiquipaya Colcapirhua*. Informe del proyecto NEGOWAT, CERES, Cochabamba, Bolivia

Les publications suivantes ne sont pas référencées dans le texte du chapitre mais elles ont servi à notre étude préalable en 2002, et sont donc toutes partiellement à l'origine de l'analyse que nous avons développée sur Tiquipaya et la Bolivie.

APOLLIN, F. y C. EBERHART, 1993, *Agricultura campesina y gestión social del agua en Tiquipaya: estudio de un sistema de riego tradicional en el Valle Central de Cochabamba*. Tesis MSc. Escuela Superior de Agronomía Tropical. Montpellier

CALDERON GUTIERREZ F. y equipo IDH, 2002, *Informe de Desarrollo Humano en Bolivia 2002*, PNUD, La Paz

CERES, 2000, *La Guerra del Agua*. In: *Conflictos*. Año 3, N° 6. Cochabamba

DURAN A., 2003, *la problemática de la gestión del agua en Tiquipaya: visión y acciones de los diferentes actores*, centro AGUA

FINNEGAN W., 2002, *Letter from Bolivia; Leasing the rain; The world is running out of fresh water, and the fight to control it has begun*, *The New Yorker*, pp : 43-53. April 8. New York.

FLÓREZ M. y SOLÓN P., 2001. *La guerra del agua; La Estrategia del manejo integrado de los recursos hídricos del BID, y la participación ciudadana en el caso de Bolivia*. REDBANCOS/ILSA y FUNDACIÓN SOLON. Cochabamba

HOOGENDAM, P., 1999, *Gestión de agua en el municipio de Tiquipaya; la interacción difícil entre los actores principales en la gestión de agua*. In: P. Hoogendam (ed.), *Aguas y municipios. Retos para la gestión municipal de agua*. Cochabamba: PEIRAV, Embajada de Holanda, Plural, pp : 117-149

SAENZ M., DURÁN A., 2003, *Estudios Hidrológicos en la Cordillera de Tiquipaya*, document de travail n°3 du NEGOWAT, 14 p.

Equateur

Pour des raisons de pertes de données, nous ne pouvons malheureusement pas fournir ici la bibliographie qui nous a permis de mieux saisir les enjeux territoriaux locaux. Les principaux ouvrages sur lesquels nous nous sommes appuyés nous ont été gracieusement prêtés par l'organisation du SIPAE (Système de Recherche de la Problématique Agraire Equatorienne) ou obtenus à la boutique des éditions Abya Yala de Quito. Par ailleurs de nombreux rapports et études ont été obtenus auprès de l'ECORAE, de la mairie de Tena et du Conseil Provincial de Napo. Malgré tout, il nous faut souligner et déplorer la petitesse de la documentation de qualité existant sur cette zone de l'Orient équatorien.

Mali

Ouvrages

BONNEVAL P., KUPER M., TONNEAU JP., 2002, *L'office du Niger, grenier à riz du Mali. Succès économiques, transitions culturelles et politiques de développement*, Cirad / Karthala, 251 p.

MAGASA A., 1999, *Papa-commandant a jeté un grand filet devant nous. L'office du Niger 1902-1962*, Fondation Yeredon, Ségou, 171 p.

SCHREYGER E., 1983, *L'Office du Niger au Mali, 1932 à 1982, la problématique d'une grande entreprise agricole dans la zone du Sahel*, Faculté de Lettres de l'Université de Zurich, 404 p.

Rapports de missions

Arcadis, Euroconsult, 2002, *compte rendu de mission : programme pilote sur le renforcement des capacités des organisations paysannes sur le plan gestion de l'eau et entretien réseau tertiaire*. 11 Avril-11 Mai 2002. Gouvernement du Mali, Gouvernement des Pays Bas

BAMBA A., 2002, *Survey on Irrigation modernization. Casier RETAIL Office du Niger*. FAO, 28 p.

BARIS P., ZASLAVSKY J., PERRIN S., 2005, *La filière riz au Mali : compétitivité et perspectives de marché*, AFD, Paris, 63 p.

BÖKKERS A., 2003, *Ouvrages d'Art dans un périmètre d'irrigation, réhabilitation N'débougou tranche II et périmètre d'irrigation d'Exemploudougou* (2 tomes). Office du Niger, Ségou

BORDERON A., 1999, *Mise en valeur des périmètres de l'Office du Niger au Mali : projet de Centres de Prestations de Services (PCPS) et d'Unités de Recherche/Développement Observatoire du Changement (URD-OC)*. AFD

CELLULE VISION, 2005, *Bilan du recensement 2005. Identification unique des exploitants & délimitation participative des parcelles à l'aide d'images satellites*. Cellule VISION, Office du Niger en collaboration avec les services Suivi-évaluation et du Cadastre, Ségou, 186 p.

COLIN L., PETIT V., 2007, *Diagnostic Participatif de la Gestion de l'eau à l'Office du Niger*, IRAM / Cellule VISION, 229 p.

CORREZE A., 1980, *L'organisation collective des paysans, la situation des femmes*. Iram

DOUCET M.-J., 1992, *La gestion foncière à l'Office du Niger, rapport de la mission de consultation, du 01 octobre 1992 au 14 novembre 1992*. Iram, Ministère du Développement Rural et de l'environnement, Office du Niger

HAMEL E., SIDIBE M., KALOGA K., 2004, *Rapport sur le suivi de la gestion de l'eau, Annexes*. Etude du Schéma Directeur de Développement pour la Zone de l'Office du Niger (Etape Finale) Document 2a, plan d'action. Consultants for Development Programmes

IRAM, 1987, *Les associations villageoises à l'Office du Niger et à l'opération riz Ségou. Volume 1, rapport de synthèse*, Iram.

IRAM, 1981, *Etude diagnostic et propositions de structuration des organisation paysannes à l'Office du Niger*, tome 1. Iram

JAMIN J-Y, 1990, *Validation et extension de la typologie des exploitations agricoles du secteur Sahel a l'Office du Niger*, SOFRECO/DSA-CIRAD

JAMIN J.Y., DOUCET M.J., 1994, « La question foncière dans les périmètres irrigués de l'Office du Niger », *Les Cahiers de la Recherche Développement*, n° 38, pp : 65-82

MARIE J., MORAND P., N'DJIM H., 2005, *Avenir du fleuve Niger au Mali*, Synthèse, rapport provisoire. IER, IRD

NYETA CONSEIL, 2005, *Analyse des échanges d'informations entre l'office du Niger et ses partenaires*. Rapport final. Nyeta Conseil, Niono, 45 p.

OUVRY F., MARLET S., 1999, *Suivi de l'irrigation et du drainage. Etude des règles de gestion de l'eau et bilans hydro-salins à l'Office du Niger (cas de la zone de Niono, Mali). Synthèse des résultats*. Institut d'Economie Rurale du Mali, Bamako, 30 p.

SPINAT J.-B., 2003, *Mission d'appui au PCPS 8-18 décembre 2002*, Iram, Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali

SPINAT J.-B., TRAORE B., SAYWELL A., 2006, « Appui et conseil aux organisations paysannes en zone Office du Niger. Du projet centre de prestations de services aux « Faranfasi SO ». » *Traverses*, n° 16, février 2006.

VANDERSYPEN K., KEITA ABDOULAYE C.T., COULIBALY Y., RAES D., JAMIN, J-Y., en cours d'élaboration, *Formal and informal decision making on water management at village level.*, 32 p.

VANDERSYPEN K., BASTIAENS L., TRAORÉ A., DIAKON B., RAES D., JAMIN J.-Y., en cours d'élaboration, *The prospects for farmers' water management: motivation for collective action in the Office du Niger irrigation scheme* (Mali), 29 p.

VANDERSYPEN K., KEITA A.C.T., 2006, *Résumé de trois ans de recherche développement : l'organisation et la performance de la gestion de l'eau au niveau tertiaire*, communication personnelle

YUNG J.-M., TAILLY-SADA P., 1992, *Objectifs, Stratégies, et opinions des riziculteurs de l'Office du Niger*. CIRAD-SAR, n°61/92

ZWARTS L., VAN BEUKERING P., KONE B., WYMENGA E., 2002, « Le Niger, un câble de sauvetage : résultats économiques et écologiques de la gestion efficace dans le bassin du Haut Niger », Conférence FAO/Pays Bas sur « L'eau pour l'alimentation et les écosystèmes : Pour une action concrète ! », 4 p.

Auteur Inconnu, 1990, Mission d'appui « Femmes et développement » à l'Office du Niger. Ministère de l'Agriculture, Office du Niger

Articles, mémoire d'étude et thèses

BRONDEAU F., 2006, *Vers une gestion intégrée des grands systèmes irrigués sahéliens. Analyse des évolutions en cours dans la basse vallée du Sénégal et dans la zone Office du Niger (Mali)*. Interactions Nature-Sociétés, Analyse et Modèle, La Baule, 6 p.

CHOHIN-KUPER A., KELLY V., MARIKO D., 2000, *20 ans de réformes économiques en Afrique Subsaharienne. Comment les producteurs de la zone de l'Office du Niger au Mali ont-ils réagi ?*, publi, xp.

COUTURE J.L., LAVIGNE DELVILLE P., SPINAT J.B., 2002, "Institutional innovations and water management in Office du Niger (1910-1999). The long failure and new success of a big irrigation scheme », *Coopérer aujourd'hui* n°29, Paris, GRET, 53 p.

FIQUET S., 2003, *Etude préalable à la mise en place d'un système d'information pour la gestion de l'eau à l'Office du Niger*. Cirad Tera, cellule Vision, Office du Niger, 50 p.

JAMIN J. Y., ZERBO A. D., BERETE O., SANOGO M.K., KEITA M., 1990, « Conditions de l'intensification de la culture irriguée dans les grands périmètres sahéliens : l'expérience du projet Rétail à l'Office du Niger », *Les cahiers de la Recherche Développement* n° 27, pp : 47-60

LAVIGNE DELVILLE P., 1997, « Le désengagement de l'Etat au milieu du gué », in Lavigne Delville Ph. Et Lonsway K. (éd.), 1997, *Les conditions d'une gestion paysanne de l'irrigation en Afrique de l'ouest*, actes du séminaire de Niamey, Inter-réseaux/IIMI, pp : 9-13.

MAIGA A.A., année inconnue, *Etude préalable pour la mise en place d'un système d'information pour la gestion de l'eau à l'Office du Niger*, Cellule VISION, Office du Niger, 69 p.

MIRKOU Y., 2004, *Etude préalable à la mise en place d'un système d'information dédié à la gestion de l'eau à l'Office du Niger*. Thèse du CNEARC, 60 p.

Quelques unes des expériences de Vidéo Participative

Auteur inconnu, 2007, "A question of rights – the transformation years", in *screen Africa news*, N° 19, pp : 10-12

ALBERT Odile, 1994, « *La vidéo participative permet de rompre la culture du silence - des expériences en Inde* »

Disponible en ligne : <http://base.d-p-h.info/pt/fiches/premierdph/fiche-premierdph-2203.html>

COULIBALY N'golo, 1999, *Le Centre de services de production audiovisuelle (CESPA)*, FAO, Rome

EL-NOSHOKATY Amira, 1999, "Life Under the Lens", dans *Al-Ahram Weekly*, Issue No. 457.

FAYSSE Nicolas, KEMMOUN Hassane, KUPER Marcel, MEHDI Mohamed, ERRAHJ Mostafa, 2007, « Quel lien entre recherche agronomique pour le développement et production de connaissances par les acteurs de la grande hydraulique au Maroc », Article présenté au 3ème atelier régional scientifique et technique du projet Sirma, 4-6 juin 2007, Nabeul, Tunisie

HAMADEH Shadi, HAIDAR Mona, ZURAYK Rami et al., 2006, "Goats, cherry, trees and videotapes: participatory development communication for natural resource management in semi-arid Lebanon", IDRC,

Disponible en ligne : http://www.idrc.ca/en/ev-104971-201-1-DO_TOPIC.html

HAMADEH S., 2003, *Sustainable improvement of marginal lands in Lebanon: Arsaal, a case study*, American University of Beirut,

Disponible en ligne : http://www.idrc.ca/en/ev-31683-201-1-DO_TOPIC.html

HUMPHREYS, P., OLMOS, G. and PÉREZ-VARÓN, R., 2003, "Final Report Of Young People's Views Project. Qualitative Research Pilot: Participatory Multimedia Project", London Multimedia Lab for Audiovisual Composition and Communication

JAIN, Rajive, 1991, « Communicateurs aux pieds nus », in THEDE, Nancy, AMBROSI, Alain, 1992, « Petits écrans et démocratie : Vidéo légère et télévision alternative au service du développement », SYROS

KEMMOUN Hassane, KUPER Marcel, ERRAHJ Mostafa, 2004, « La vidéo comme support de concertation pour la gestion de l'eau en grande hydraulique au Maroc », 4e Séminaire international et interdisciplinaire du Programme commun systèmes irrigués, Montpellier, France, Cd-Rom, 13 p.

KNIPPEL Verena, MENGI Maneno, 2000, *Community-based conservation of Zanzibar Stone town, Outreach Programme 1998-2000*, rapport pour Aga Khan Trust for Culture

LUNCH Chris et JABBAR Abdul, 2003-2004, *Solar power = community power*, 1st et 2nd Interim Report, 8 p.

Disponible en ligne : <http://insightshare.org/pdfs/SOLAR%20POWER%20REPORT%202004.pdf>

LUNCH Chris, 2004, « Participatory Video: Rural people document their own knowledge and innovations », *World Bank IK notes*, No.71, 4 p.

Disponible en ligne : <http://www.worldbank.org/afr/ik/iknt71.pdf>

MAINGARD Jacqueline, 1995, "Trends in South African Documentary Film and Video: Questions of Identity and Subjectivity", in *Journal of Southern African Studies*, Vol. 21, No. 4, pp. 657-667

MANDHO Murdoch, 2005, "Participatory video production in Tanzania : an ideal or wishful thinking ?", *Tanzanet Journal*, Université d'Australie, volume 5, pp : 9-15,

Disponible en ligne : www.tanzanet.org/int/journal/tznetjournal_07_2005_partic_video_prod.pdf

MOKONENYANA Molette, 1992, « la caméra explore les luttes », in *Petits Ecrans et Démocratie*, N. Thede et A. Ambrosi (dir.), Syros, 273 p.

MOLLO Vanina, 2002, « La construction des procédures par la pratique », actes du XXXVIIème congrès de la SELF, Aix en Provence, 8 p.

Disponible en ligne : <http://www.ergonomie-self.org/self2002/mollo.pdf>

MECHIN Bernard, 1981, « A l'écoute des paysans »,

Disponible en ligne : http://www.idrc.ca/pt/ev-71416-201_790035-1-IDRC_ADM_INFO.html

N'GOLO Diarra, « la vieille femme et les hirondelles », in *Eau, terre et vie : communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles*, G. Bessette (dir.), pp : 75-82

NORA NAIBOKA Odoi et al., « culture de la banane en Ouganda : le fruit de la communication participative pour le développement », in « *Eau, terre et vie : communication participative pour le développement et gestion des ressources naturelles* », G. Bessette (dir.), pp. 176-184

NORA NAIBOKA Odoi et al., « *des outils de communication entre les mains des agriculteurs* », http://www.idrc.ca/fr/ev-103610-201-1-DO_TOPIC.html

PERCQ P., 1998, *Caméra des favelas*, Editions De l'Atelier, 160 p.

RAMELLA, M. 2004, "*Positive Futures Impact Report: Engaging with Young People*", London: Home Office

Disponible en ligne : www.positivefutures.gov.uk

RAMELLA. M. and ATTRIDE-STIRLING. J., 2000, "The creation of gendered spaces as a medium for sexual health promotion among young people in Peru". In J. Watson and S. Platt (Eds.), *Researching Health Promotion*. London: Routledge, pp : 161-182

RAMELLA, M. and BRAVO DE LA CRUZ, R., 2000, « Taking part in adolescent sexual health promotion in Peru: community participation from a social psychological perspective », *In Journal of Community & Applied Social Psychology*, 10, pp : 271-284

SCOTT FOSTER, 2004, *La vidéo, un instrument de paix au Liban*, IDRC, 4 p.

Disponible en ligne : http://www.idrc.ca/fr/ev-59170-201-1-DO_TOPIC.html

STANLEY Bob, 2006, « Des chercheurs trouvent de nouveaux moyens de résoudre de vieux problèmes au Liban », IDRC, 4 p.

Disponible en ligne http://www.idrc.ca/uploads/user-S/11612895591Coman_case_6f.pdf

Stuart Sara, 1999, "*Strengthening the Voices of Women*", dans *Rhodes Journalism Review*, Afrique du Sud

Disponible en ligne : <http://www.c4c.org/articles.html>

STUART Sara et BERY Renuka, "The power of video in the hands of grassroots women",

Extrait disponible en ligne : <http://www.tve.org/sisters/home1.html>

Taylor Geoff et Johansson Lars, 1996, "Our voices, our words and our pictures", *Forest, trees and people newsletter*,

Disponible en ligne : http://www.fao.org/docrep/x0271e/x0271e06.htm#P646_97877

THABISO Leshoi, 1994, « Naissance d'un cinéma "africain" en Afrique du Sud: un chemin long et difficile », in *Ecrans d'Afrique*, n°6, pp : 117-126

TRAMONTE Cristiana, 1993, « Des paysans cinéastes au Brésil », in *Chantier Art et Société*, 1999, FPH, pp : 27-28.

TRAMONTE Cristiana, 1992, « Pourquoi céder si nous pouvons résister ? La vidéo divulgue des alternatives énergétiques conçues par un agriculteur », in *Savoirs paysans et savoirs scientifiques, à la recherche de l'équilibre*, Idoux A.C., Beau C., Document de travail n°98, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, pp : 118 (137 p.)

TRAMONTE Cristiana, 1992, « Vidéo populaire et dialogue sur l'agro écologie entre groupes d'agriculteurs », in *Savoirs paysans et savoirs scientifiques, à la recherche de l'équilibre*, Idoux A.C., Beau C., Document de travail n°98, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, pp : 118 (137 p.)

TRAMONTE Cristiana, 1992, « Silo cincho, une expérience agroécologique », in *Savoirs paysans et savoirs scientifiques, à la recherche de l'équilibre*, Idoux A.C., Beau C., Document de travail n°98, Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, pp : 120 (137 p.)

TURNER Terence, 1990, « The Kayapo video project : a progress report », *Revue de la Commission d'Anthropologie Visuelle*, Université de Montréal, 4 p.

VIERA DE SOUZA Marcio, 1994, « Terre et vie Catarina : une vidéo réalisée par les travailleurs sans terre », in *Savoirs paysans et savoirs scientifiques, à la recherche de l'équilibre*, Idoux A.C., Beau C., FPH, 1997, pp : 121 (137 p.)

VIERA DE SOUZA Marcio, TRAMONTE Cristiana, 1992, « *Dialogo Cultura e Comunicacao* », CIEDEL in. *Histoires de Développement*, N.18, pp : 32-33

ZAMMITO F. et COIGNAC J., 2005, "*El Uso y el Manejo del agua en el Distrito 9 de Cochabamba*", Centro AGUA, 72 p.

Bulletins, revues, et communications

TVS, *El Colibri*, un bulletin électronique sur les medias alternatifs.

Le monde de l'éducation au développement, N°7 Juillet 2004

Conférence de Marcelo Fiorini dans le cadre d'un séminaire CREDAL organisé le 23 mars 2007 par l'Equipe de Recherche Identité et Pouvoirs en Amérique Latine de et à l'IHEAL. Intitulé : Usages de l'image dans les recherches de sciences sociales : De l'anthropologie visuelle au film documentaire

Sites Internet

<http://www.c4c.org/egypt.html>

<http://ictupdate.cta.int/>

<http://ictupdate.cta.int/>

www.cabi.org

<http://www.cespamali.com/>

<http://www.chiapasmediaproject.org/index.html>

http://cspcl.ouvaton.org/article.php3?id_article=333

<http://www.ddsindia.com/www/default.asp>

<http://www.insightshare.org>

<http://www.maneno.net/pages/mmpv.html>

http://ictupdate.cta.int/en/feature_articles/camcorders_cassava_and_crude

<http://www.periodismosocial.org.ar/notacompleta.cfm?id=2568>

<http://www.tvherrera.islagrande.cu/>

<http://www.c4c.org/egypt.html>

http://www.c4c.org/video_bang.html

<http://www.tve.org/sisters/home1.html>

<http://www.maneno.net/pages/baraza.html>

www.crdi.ca/rpe/ev-80536-201_101124-1-IDRC_ADM_INFO.html

www.cfhdslanka.com/projects.htm

www.sanftec.org/

http://www.idrc.ca/fr/ev-104991-201-1-DO_TOPIC.html

http://www.alliance21.org/2003/article.php3?id_article=1138

<http://base.d-p-h.info/fr/fiches/organisme/fiche-organisme-29.html>

Newsletter du printemps 2005 sur www.londonmultimedia.org

Compte rendu de Soutenance

Cet avenant à notre manuscrit a deux objectifs.

Tout d'abord, joindre à nos travaux le contenu de la présentation faite à notre jury de thèse lors de la soutenance, le 10 octobre 2008 (diapositives et discours d'accompagnement). Cette présentation présente un intérêt certain pour le lecteur pressé en ce qu'elle livre une version condensée d'une grande partie de la thèse (exception faite de l'étude des nombreuses autres expériences vidéo traitées en partie 5 dans le manuscrit, par exemple).

Ensuite, fournir certains éléments de réflexions complémentaires, issus de la lecture des rapports de thèse, de la préparation de notre exposé oral ainsi que des quelques échanges ayant eu lieu lors de la soutenance. Malgré de nombreuses remarques de formes, il ne nous a pas été demandé de modifier le manuscrit avant dépôt. Ce complément, ajouté en toute fin de manuscrit, doit nous permettre de préciser certaines idées qui nous sont venues tardivement au bout de ces trois ans, et certaines suggestions pertinentes du jury. Finalement nous tenons dans cet avenant le débat scientifique qui fut malencontreusement écourté le jour de la soutenance. Toutes les questions auxquelles nous n'avons pas eu le temps de répondre oralement y sont traitées, dans un ordre qui n'a pas de signification particulière.

Présentation faite le jour de la soutenance



(Loïc) Monsieur le Président, messieurs les membres du jury, bonjour. Les travaux que nous allons vous présenter tout de suite sont le résultat d'une démarche personnelle qui trouve son origine dans notre année de césure en Bolivie, en 2003, alors que nous étions encore étudiants de l'Agro Paris. Cette expérience fut pour nous l'occasion de percevoir sur le terrain certains atouts de l'outil vidéo en termes d'accompagnement des dynamiques de développement, si tant est qu'il soit manipulé de manière participative. Ceci nous a peu à peu

conduits à questionner son intérêt au sein de trois processus de concertation en Bolivie, en Equateur et au Mali.

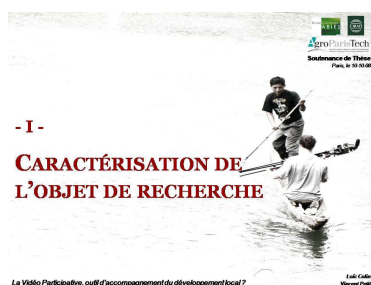
Plan de l'exposé

- I – Caractérisation de l'objet de recherche
- II – Présentation du protocole de recherche
- III – Principaux résultats obtenus
- IV – Au-delà de la question de recherche
- V – Conclusion

Durée de l'exposé : 40mn + 20mn

La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Nous avons organisé cette présentation en cinq mouvements. Je commencerais par caractériser notre objet d'étude, puis je présenterais notre protocole de recherche. Vincent prendra alors le relais pour mettre en avant quelques-uns de nos principaux résultats et donnera certains éléments de réflexion supplémentaires, avant de conclure. Cet exposé durera 40 minutes et sera accompagné d'extraits vidéo.



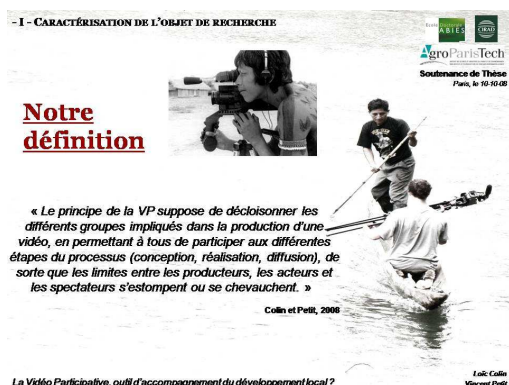
Commençons sans plus attendre par définir ce que l'on appelle une démarche de Vidéo Participative

Ce concept de VP n'est pas nouveau puisqu'il existe depuis les années 60. Grossièrement il s'agit de co-construire avec, voire de faire faire par les acteurs locaux une vidéo sur des problématiques locales. Les expériences de ce type sont nombreuses, mais elles sont essentiellement le fait de praticiens et non de théoriciens. Ceci explique en partie le manque actuel de recul scientifique vis-à-vis de ces démarches, dont les définitions s'avèrent presque aussi nombreuses que les expériences elles-mêmes. Un de nos objectifs fut donc de proposer une définition suffisamment large pour englober l'ensemble des expériences identifiables dans la littérature.

Au travers des informations accessibles sur ces interventions, des traits communs se dégagent. Tout d'abord la prévalence du « Processus » sur le « Produit ». C'est le travail de réflexion collective qui est central et qui permet d'atteindre les objectifs souhaités. La construction d'une vidéo ne sert qu'à structurer cette réflexion. Les films en tant que tels ne sont ici que des produits secondaires.

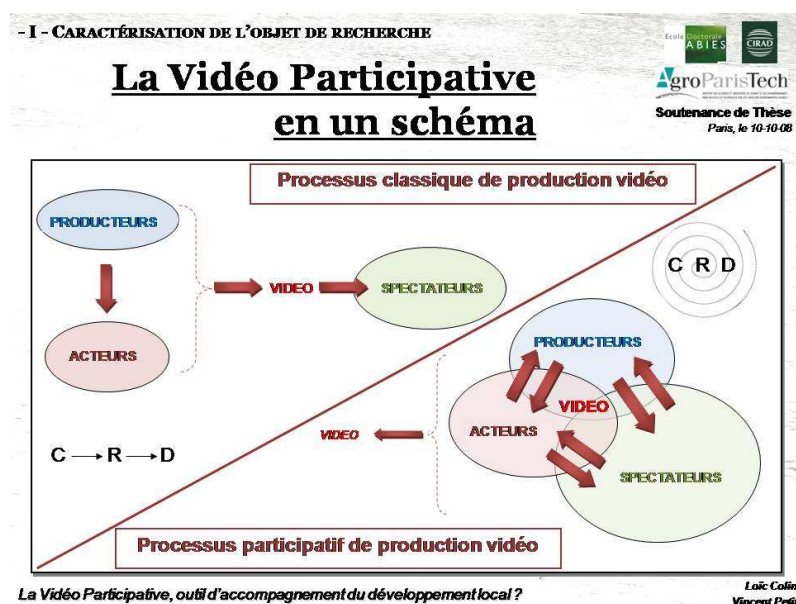
Le second point commun est « l'itérativité » de ces démarches. Ces vidéos, en cours de construction, sont régulièrement confrontées aux critiques des acteurs locaux, et sont ainsi amenées à être affinées ou même corrigées.

Enfin, et c'est bien là selon nous la caractéristique fondamentale de ces démarches : les limites entre les fonctions de producteurs, d'acteurs et de spectateurs, qui sont les trois fonctions principales intervenant dans un processus classique de production audiovisuelle, et bien ces limites sont floues et peuvent même se chevaucher. C'est-à-dire par exemple qu'un paysan va pouvoir participer à la conception de la vidéo, y être interviewé et faire pleinement partie du public cible de cette vidéo. Il s'agit donc d'un processus fondamentalement local. Et selon nous, c'est bien dans cette possible superposition des fonctions que l'intervention prend son sens en termes de développement.



C'est autour de ce critère que nous avons construit notre définition : « Le principe de la VP suppose de décloisonner les différents groupes impliqués dans la production d'une vidéo, en permettant à tous de participer aux différentes étapes du processus (conception, réalisation, diffusion), de sorte que les limites entre les producteurs, les acteurs et les spectateurs, s'estompent ou se chevauchent. » Remarquons au passage dans cette définition que l'application de ces démarches de VP ne présente aucune

raison *a priori* d'être limitée aux seules dynamiques de développement.



C'est donc en opposition aux processus classiques de production vidéo que nous représentons schématiquement la démarche de VP. De son côté le processus classique est linéaire. On conçoit, puis on réalise et enfin on diffuse. Ce processus suppose une séparation stricte des fonctions de producteurs, d'acteurs et de spectateurs, et la vidéo constitue véritablement le produit attendu du processus. Alors que dans un processus participatif, la démarche est itérative, les fonctions s'entrecroisent. Et la vidéo est utilisée comme un prétexte pour mobiliser les énergies de chacun et susciter le dialogue entre acteurs.

En guise d'illustration donnons trois exemples d'utilisation de la VP à des fins de développement.

L'une des expériences pionnières de VP est connue sous le nom de *FOGO Process*. Elle fut mise en place en 1967 au Canada par Donald Snowden. A l'époque l'île Fogo était en proie à de sérieuses difficultés économiques, et sa population de pêcheurs était menacée d'être déplacée de force par le gouvernement, qui ne voyait pas d'autre solution à cette situation. Snowden utilisa la vidéo pour mobiliser les habitants autour de la recherche d'alternatives à cette crise. Les films produits furent portés à la connaissance du premier ministre qui, en réaction, changea de point de vue et de stratégie de développement. Un dialogue a ainsi pu être installé, par vidéos interposées, entre la population locale et le gouvernement.

En 1995 au Vietnam, Oxfam expérimenta la démarche de VP dans un village afin de permettre aux habitants d'élaborer par eux-mêmes leur Projet de développement. Ils étaient invités à réaliser des films illustrant leurs besoins en termes de développement. Et ces films ont par la suite servi à lever des fonds pour la réalisation de ce projet.

En 2006 au Nigeria, l'association Maneno Mengi a travaillé en partenariat avec des habitants du delta du fleuve Niger afin d'élaborer des vidéos dénonçant les conséquences environnementales dans la région, de l'absence de contrôle de l'exploitation pétrolière. Ces vidéos ont permis de faire pression sur les responsables industriels comme sur les responsables politiques, notamment via une diffusion internationale au travers du web.



A l'instar de celles-ci, la plupart des expériences de VP mettent en avant la possibilité de réaliser ce que l'on appelle des « boucles de communication » entre des acteurs géographiquement ou socialement trop éloignés pour établir un dialogue direct. Elles évoquent également le fait que cette approche permette de favoriser un « retour réflexif » des acteurs

sur leurs propres discours et comportements au sein du système local. Ce sont ces atouts notamment qui nous ont amenés à nous interroger sur l'utilité de ces démarches en termes d'accompagnement de scènes de concertation.

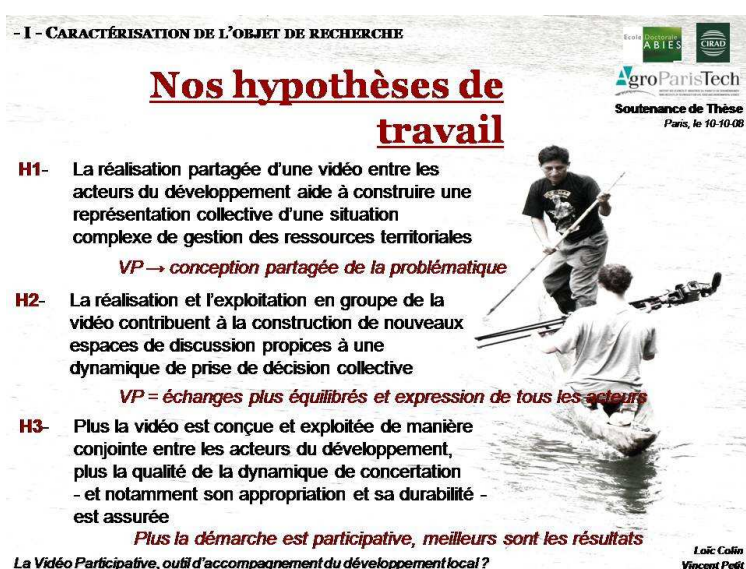


C'est autour de cette interrogation et de notre définition que nous avons construit notre question de recherche : « *Dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation d'une vidéo au sein d'un processus de réflexion collective, dans quelle mesure la répartition des fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur peut-elle influencer sur la qualité de la concertation ?* »

Et nous avons choisi les processus de concertation sur la gestion des ressources naturelles, comme champ d'application privilégié. Les conditions de réalisation de notre thèse nous ont amenés à travailler dans le cadre de projets de développement, au Sud.

Nous avons alors déconstruit puis reconstruit notre question de recherche autour de trois hypothèses fortes. Tout d'abord : « *La réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement aide à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales* ». Autrement dit, le recours à la VP permet-il de faciliter le cheminement collectif vers une conception partagée de la problématique territoriale locale ? Puis « *La réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion, propices à une dynamique de prise de décision collective* ». Autrement dit, est-ce que le recours à la VP peut susciter des échanges plus équilibrés entre les parties prenantes et faciliter l'expression de certains groupes d'acteurs parmi les plus marginalisés ? Enfin notre troisième et dernière hypothèse : « *Plus la vidéo est conçue et exploitée de manière conjointe entre les acteurs du développement, plus la qualité de la dynamique de concertation - et notamment son appropriation et sa durabilité - est assurée* ». Autrement dit est-ce que plus la démarche est participative, meilleurs sont les résultats ?

Pour tester ces hypothèses nous avons privilégié une approche sociologique plurielle, métissée, afin de pouvoir questionner notre objet d'étude sous des angles divers. Ces théories de référence nous ont permis d'une part d'identifier des concepts et des outils utiles à l'analyse des données issues de nos expérimentations, comme des grilles d'indicateurs ou des modes de représentations schématiques par exemple. Et d'autre part elles nous ont permis d'identifier des principes à visée opérationnelle, qui nous ont guidés dans l'élaboration de nos protocoles d'intervention.





Passons maintenant à la présentation de notre protocole de recherche.

Nous avons nous-mêmes expérimenté ces démarches, et avons opté pour une approche comparative sur trois terrains : la Bolivie, l'Equateur et le Mali. Ceci devait nous permettre d'une part de revenir sur nos protocoles d'intervention en fonction de nos résultats de terrain, et d'autre part de mieux distinguer les influences respectives de l'intervention en elle-même et du contexte local, sur les résultats obtenus. Elle devait aussi nous permettre de discuter la reproductibilité et l'adaptabilité de la démarche.

Soulignons maintenant une des ambiguïtés propres au protocole de recherche-action que nous avons mis en œuvre. En l'absence de toute formalisation préexistante, il nous fallait concevoir la démarche de VP *a priori*, puis la tester. Et dans ce travail de conception nous nous sommes retrouvés tiraillés entre deux pôles : d'un côté la volonté de mettre en place une action qui soit utile sur le terrain et qui nous poussait donc à proposer une démarche allant dans le sens de la validation de nos hypothèses H1 et H2, et de l'autre nos besoins d'expérimentation liés à la nécessité de tester rigoureusement nos hypothèses. Tout au long de notre travail nous avons donc du composer avec cette tension entre protocole d'intervention et protocole de recherche. Et nous avons ainsi entretenu une relation ambiguë avec un objet de recherche qui, de fait, évoluait au fur et à mesure de nos terrains, ce qui nous en a compliqué l'analyse.

- II – PRÉSENTATION DU PROTOCOLE DE RECHERCHE

Un protocole de Recherche-Action

Etude comparative de trois expérimentations conduites en Bolivie, en Equateur et au Mali

Une démarche d'accompagnement par la VP **non préexistante** à notre recherche

Sa conception se fait nécessairement **dans le sens de la validation des hypothèses H1 et H2**

Pour une action utile sur le terrain

Les protocoles suivis doivent permettre de **tester les hypothèses H1, H2 et H3**

Pour la recherche

L'objet d'étude évolue au fur et à mesure des résultats obtenus sur les terrains successifs

La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Loïc Colin
Vincent Petit

- II – PRÉSENTATION DU PROTOCOLE DE RECHERCHE

Démarche d'intervention type

1- **Étude préalable** (zonage ; système d'acteurs et relations ; éléments de la problématique)

2- **Tournage** (Sélection des interviewés ; entretiens semi-directifs filmés *in situ* ; images d'appui)

3- **Montage** (« dérushage » ; scénarisation, écriture du commentaire-off ; montage)

4- **Exploitation** (projection-débat filmées ; nouveau tournage et nouveau montage ; édition ; reproduction, plan de diffusion)

La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Loïc Colin
Vincent Petit

Ceci dit, nos interventions de terrain se sont toutes articulées autour des mêmes étapes. Tout d'abord la phase d'étude préalable : de la zone, du système d'acteurs et de la problématique. La seconde phase est celle du tournage des interviews et des images d'appui. Vient ensuite la phase de montage qui contient l'étape de scénarisation, et enfin la phase d'exploitation des vidéos. Cette dernière étape consiste en réaliser des réunions de projection suivies de débats afin de discuter de la pertinence des vidéos et d'émettre des propositions d'action.

Venons en maintenant aux spécificités de nos expérimentations successives.

Notre premier terrain d'expérimentation a été la Bolivie, en 2003. C'est un terrain que nous avons donc intégré *a posteriori* à notre recherche.

Nous avons passé un peu plus de 10 mois à Tiquipaya : une commune périurbaine de la ville de Cochabamba, située en plein cœur du pays. Cette intervention s'inscrivait dans une démarche bénévole, au sein d'un centre de recherche universitaire sur la gestion sociale de l'eau, qui nous a demandé d'illustrer en vidéo la concurrence de plus en plus aigue à Tiquipaya entre les différents usages de l'eau : les usages domestique, industriel et agricole.

- II – PRÉSENTATION DU PROTOCOLE DE RECHERCHE

Bolivie - 2003


Soutenance de Thèse
Paris, le 10-10-08

Lieu : Tiquipaya, Département de Cochabamba

Durée : 10 mois

Mandat : Bénévolat ; commanditaire = centre de recherche local

Problématique : Concurrence entre les usages de l'eau (domestique, industriel et agricole) en zone périurbaine

Système d'acteurs : Très hétérogène et atomisé ; fortes asymétries ; conflictuel ; politique ; ethnique

Dynamique de concertation préexistante : non instituée et non structurée ; blocage du dialogue multi-acteurs

Suite prévue à notre intervention : plate-forme de concertation



La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Loïc Colin
Vincent Petit

Le système d'acteurs local concerné était très hétérogène et très atomisé. Concrètement un grand nombre d'intérêts différents s'y côtoyait. Ce système se caractérisait principalement par un blocage du dialogue. Malgré l'existence de quelques négociations de type bilatéral, l'intensité des conflits entre acteurs, attisés par les divergences politiques et les considérations ethniques, s'opposaient jusqu'alors à la mise en place de toute discussion multilatérale constructive. Or ce type de discussion constituait justement l'objectif à moyen terme du centre de recherche


En Bolivie nous avons utilisé la vidéo comme un outil de médiation entre les acteurs de la gestion de l'eau, pour appuyer la mise en place d'une plate forme de concertation multi-acteurs.

Nous avons mené notre seconde expérimentation en 2006, en Equateur, sur un ancien front pionnier agricole amazonien. L'intervention fut plus courte : nous n'y sommes restés que 5 mois. Bien que nous ayons travaillé au sein d'un projet de recherche-développement, intitulé FLOAGRI, il faut reconnaître que notre intervention ne répondait pas à un véritable besoin de sa part. Et nous avons pour ainsi dire été « envoyés » là-bas. L'objet de la concertation que nous avons à accompagner était la gestion du territoire, afin d'orienter les activités du FLOAGRI.

Le système d'acteur local était relativement peu complexe bien qu'impliquant de nombreux acteurs, car chacun de ces groupes était relativement homogène en son sein. Néanmoins il existait de fortes asymétries entre ces groupes, notamment en termes de maîtrise de la problématique, mais également en termes de capacité et de possibilité d'expression et de participation aux prises de décision concernant l'évolution du territoire. Localement, les pratiques de gestion concertée étaient quasi inexistantes. Dans un contexte de décentralisation, les institutions évitaient d'échanger leurs informations et les rares espaces de dialogue identifiés étaient de nature informelle et se limitaient à des rencontres entre techniciens. Pour sa part le lien avec les communautés rurales se réduisait à une relation

- II – PRÉSENTATION DU PROTOCOLE DE RECHERCHE

Equateur - 2006


Soutenance de Thèse
Paris, le 10-10-08

Lieu : Tena, Province Napo

Durée : 5 mois

Mandat : étudiants « envoyés » en stage au sein d'un projet de recherche-action international (FLOAGRI) ; pas de véritable commanditaire

Problématique : gestion du territoire ; préservation de la forêt et valorisation des savoirs locaux

Système d'acteurs : relativement homogène ; fortes asymétries ; faibles interactions

Dynamique de concertation préexistante : peu de scènes de concertation ; collaborations ponctuelles entre techniciens ; décentralisation ; clientélisme

Suite prévue à notre intervention : les activités du projet FLOAGRI



La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Loïc Colin
Vincent Petit

de clientélisme politique. Cette situation se traduisait par un manque de vision globale en termes d'aménagement du territoire, et par l'existence de nombreuses activités redondantes.

En Equateur nous avons utilisé la vidéo comme un outil d'animation d'une réflexion collective afin de construire une représentation commune des dynamiques territoriales, et orienter les futures activités du projet FLOAGRI. Il s'agissait de proposer un canal de communication à double-sens entre le projet et ses bénéficiaires, pour favoriser leur participation.

- II – PRÉSENTATION DU PROTOCOLE DE RECHERCHE

Mali- 2006



Lieu : Office du Niger, cercle de Ségou

Durée : 2,5 mois

Mandat : Mission d'expertise suite à un AO international émis par l'ON ; collaboration Iram

Problématique : Identification des difficultés de gestion de l'eau sur le périmètre irrigué (distribution, drainage et entretien)

Système d'acteurs : de type hiérarchique ; relativement homogène ; fortes asymétries ; interactions fréquentes

Dynamique de concertation préexistante : des modalités de gestion paritaire, souffrant de divers dysfonctionnements

Suite prévue à notre intervention : élaboration d'un SI ; rien en termes de concertation

Ecote AMABIES CIRAD

AgroParisTech

Soutenance de Thèse Paris, le 10-10-08

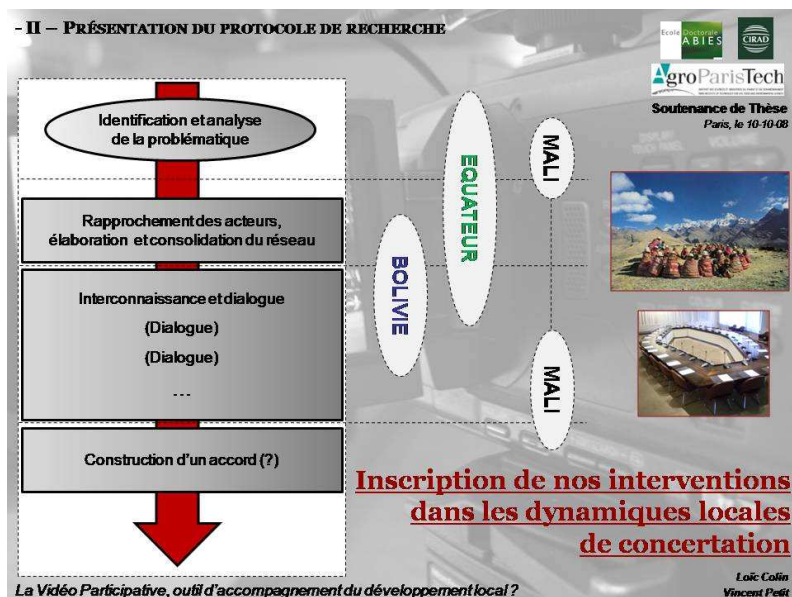
Loïc Colin Vincent Petit

La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Nous avons mené notre troisième et dernière expérimentation la même année, dans le périmètre irrigué de l'Office du Niger au Mali. Il s'agissait cette fois d'une mission d'expertise. L'administration de l'Office du Niger était le commanditaire de cette mission dont les contours étaient donc en grande partie dessinés à l'avance. Cette mission devait être réalisée en l'espace de deux mois et demi. Concrètement il nous fallait mettre en œuvre une méthode participative d'identification des problèmes de gestion de l'eau sur le périmètre.

Le système d'acteurs local se caractérisait par des relations de subordination, que ce soit au sein de l'administration de l'Office ou entre l'encadrement et les paysans. Les groupes d'acteurs étaient en interactions relativement fréquentes, notamment au travers des comités de gestion paritaire sensés assurer la cogestion du périmètre. Mais les asymétries entre acteurs, le poids de la hiérarchie et les soupçons de corruption entraînaient de nombreux dysfonctionnements au sein de ces instances paritaires. Notre intervention consistait en une étude préalable à la mise en place d'un système d'information, chargé d'assurer le suivi des consommations et le pilotage du réseau.

Au Mali, nous avons utilisé la vidéo comme un outil de diagnostic participatif de la gestion de l'eau, permettant en parallèle de sensibiliser les acteurs au besoin d'améliorer cette gestion.



On vous présente ici un schéma linéaire et relativement grossier des étapes d'une dynamique de concertation, afin de simplifier la comparaison entre nos contextes d'intervention. Ce qu'on lit sur ce schéma c'est qu'en Bolivie et en Equateur on a essentiellement travaillé à l'établissement d'un dialogue entre acteurs, donc plutôt en amont de la concertation. Tandis qu'au Mali ce dialogue préexistait, entre autres au sein des comités paritaires. Et nous nous sommes attachés à modifier les conditions de

ce dialogue. Enfin, en Equateur comme au Mali, nous avons fait en sorte que les acteurs locaux soient associés à l'analyse et à la définition de la problématique à traiter, avec une marge de manœuvre tout de même plus restreinte au Mali.

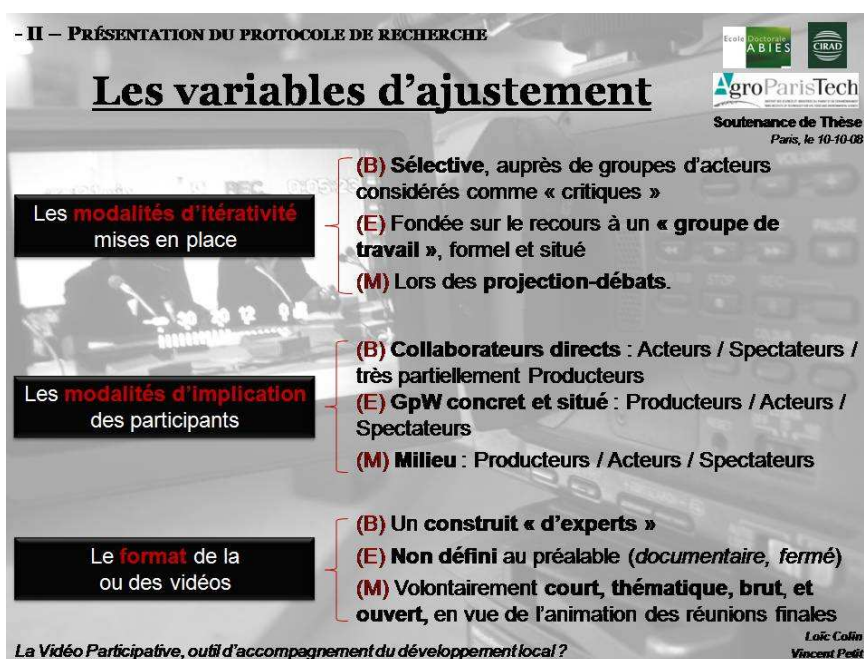
Au-delà de ces contextes d'intervention, nous avons fait varier volontairement trois paramètres entre les terrains ; ces trois paramètres étant tous très liés les uns aux autres.

Tout d'abord les « modalités d'itérativité ». C'est-à-dire la manière dont les acteurs locaux peuvent modifier le contenu des vidéos en cours de construction. En Bolivie, cette *itérativité* fut en fait très sélective : seuls deux groupes ont eu la possibilité de voir et de modifier la vidéo avant les projection-débat. Les autres groupes d'acteurs n'intervenant qu'au travers de leurs interviews. En Equateur nous

avons mis en place un groupe de travail composé de représentants des différentes catégories d'acteurs concernées. Ce groupe était régulièrement réuni et était chargé de définir absolument tout le contenu des vidéos. Au Mali enfin, nous avons abandonné ce fonctionnement, notamment du fait des fortes contraintes temporelles, et nous avons organisé *l'itérativité* au moment des projection-débat. Ces débats étaient filmés et certaines interventions étaient par la suite rajoutées aux vidéos pour les compléter.

Le second paramètre correspond aux « modalités d'implication » des différents acteurs, à savoir les fonctions assumées par chacun dans cette démarche de VP. En Bolivie nous avons suivi une approche dirigiste, avec pour seuls collaborateurs directs pratiquement que les personnes interviewées, qui ont donc assumé les fonctions d'acteurs et de spectateurs. En Equateur, nous avons privilégié une véritable démarche de co-construction au sein du groupe de travail dont les membres étaient donc à la fois producteurs, acteurs et spectateurs. Au Mali enfin, nous avons suivi une approche dirigiste, comme en Bolivie, si ce n'est que cette fois-ci le système d'acteurs dans son ensemble pouvait influencer le contenu des vidéos lors des réunions publiques de projections. Ce système n'était donc plus simplement spectateur, il était également acteur et producteur.

Enfin le troisième et dernier paramètre ayant varié correspond aux formats des vidéos. En Bolivie, la vidéo finale s'apparentait à un « construit d'experts » au sens où elle a été élaborée autour d'objectifs précis que nous avons préétablis et notamment démontrer que le dialogue restait possible. En revanche en Equateur, le format n'était pas prédéfini. Ce choix a été laissé aux membres du groupe de travail qui se sont orientés vers un format de type documentaire, donc plutôt fermé, qui s'est finalement avéré assez peu adapté à l'animation des réunions multi-acteurs. Au contraire au Mali, nous avons d'emblée imposé un format ouvert, court et thématique, en vue de faciliter l'animation des réunions de projections-débats, devenues centrales dans cette dernière expérimentation.





Pour vous permettre de mieux vous rendre compte de notre travail, nous avons préparé deux montages.

Le premier est extrait de la vidéo co-construite au sein du groupe de travail en Equateur. Il dure 6'30 et présente ce que nous appelons un format vidéo fermé. Cette fermeture se concrétise notamment par le recours à des effets visant à colorer le message. Ces effets peuvent reposer sur le rythme, l'utilisation de la musique, la voix-off, etc. Cela permet de véhiculer un message volontairement orienté par le groupe de travail. Dans cet extrait il est question de l'isolement de la communauté kichwa de Puni Bocana, et de l'exploitation du bois amazonien.

L'extrait suivant est issu de notre travail au Mali. Il dure 7'. Le format est cette fois plus « ouvert » et la voix-off très peu présente. Vous allez voir également comment le produit vidéo garde mémoire des scènes de concertation qu'il a permis d'animer, en intégrant certaines interventions qu'il a suscitées. Cet extrait traite du manque d'entretien du réseau de drainage et du problème de l'enherbement des canaux.



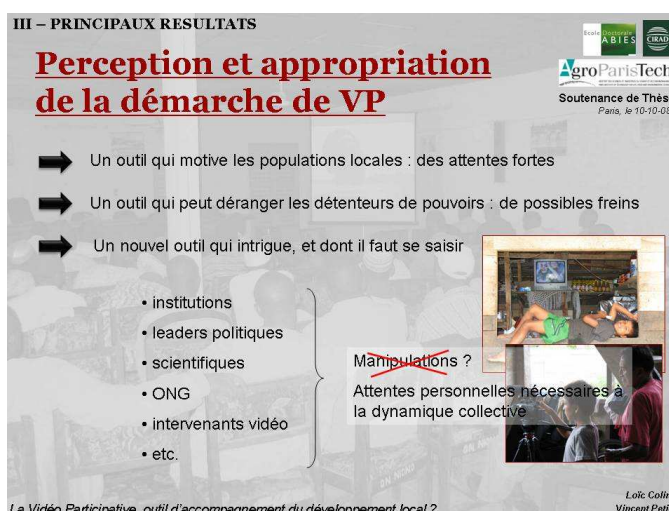
(Vincent) Je vais prendre le relais pour vous présenter certains de nos résultats de recherche.

Commençons par un bref tour d'horizon des points de vue de différentes catégories d'acteurs sur l'accompagnement vidéo.

Pour les populations locales c'est un exercice motivant sur lequel elles fondent des attentes fortes. Les plus marginalisés y voient la possibilité d'exprimer leurs besoins, leurs points de vue, et d'être entendus. Cet engouement est sans doute à rapprocher de la fascination pour la télévision et du pouvoir de l'image, et se traduit par un grand sérieux lors de la participation aux interviews.

En revanche il est plus fréquent de rencontrer une résistance de la part des autorités administratives, qui peuvent craindre une remise en cause de leur pouvoir d'expertise ou de décision, et donc ignorer le processus ou chercher à le décrédibiliser.

La majorité des participants étaient curieux de cette approche originale et ludique. Cet avantage, surtout dans les zones surpâturées du développement, est donc à questionner sur le long terme, mais nos projets ont montré une évolution positive de l'engagement à court terme grâce au bouche-à-oreille, et du fait d'acteurs institutionnels qui rejoignent le processus pour ne pas « rester sur la touche ».



L'adhésion de nombreux acteurs se justifie par des raisons qui nous sont apparues un peu stéréotypées sur nos terrains : par exemple les institutions qui cherchent à revaloriser leur image avec un processus participatif, les leaders politiques qui font de la vidéo un support de propagande, les scientifiques qui y trouvent une tribune pour la vulgarisation, les ONG qui cherchent à sensibiliser à une meilleure gestion des ressources, et les intervenants vidéo qui instrumentalisent la démarche pour mettre ces différents groupes en interaction. Toutes ces stratégies individuelles ont un rôle mobilisateur puisque chacun voit dans la vidéo un média efficace pour porter son propre message. C'est donc un objet qui a la capacité de fédérer des objectifs égoïstes pour servir indirectement la cause d'une dynamique collective.

Evoquons maintenant la mise à l'épreuve de nos 3 hypothèses de départ.

Nos analyses nous ont conduits à valider partiellement la première : la réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement *peut aider* à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales. Nous évoquons donc un simple *potentiel*, pour diverses raisons.

III – PRINCIPAUX RESULTATS

Première hypothèse de recherche

Une validation partielle :

La réalisation partagée d'une vidéo entre les acteurs du développement *peut aider* à construire une représentation collective d'une situation complexe de gestion des ressources territoriales

- ➡ contenu vidéo / représentations individuelles : une correspondance contingente
- ➡ Réalité et pseudo-réalités (« idéels ») en conflit
- ➡ La généralité du modèle en question : autoscopie vs alloscopie

La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

AgroParisTech
Soutenance de Thèse
Paris, le 10-10-08

Loïc Colin
Vincent Petit

Tout d'abord parce que la correspondance entre le contenu de la vidéo et les multiples représentations individuelles est contingente. Il est difficile d'agréger la totalité des points de vue locaux dans la vidéo, et malgré la force descriptive de l'audiovisuel, la critique la plus fréquemment émise vis-à-vis des séquences visait leur superficialité ou leur incomplétude. Ceci renforce évidemment l'intérêt d'un processus itératif pour affiner le modèle et d'une échelle d'intervention qui reste raisonnable.

Ensuite, de nombreuses pseudo-réalités prévalent sur une réalité factuelle qui peut être mal perçue. Ces « idéels » sont des perceptions individuelles du réel qui peuvent être en décalage avec le contenu des séquences. Ceci ne veut pas dire que la vidéo soit objective, au contraire, c'est une interprétation parmi les autres. Le prisme de la caméra déforme le concret, les acteurs se mettent en scène, et l'image de la réalité que l'on donne à voir est une série de messages : celui de l'interviewé, celui du cadreur, du monteur, des scénaristes, etc. Les écarts entre ces nombreuses pseudo-réalités peuvent freiner la concertation ou au contraire animer la réflexion.

Le passage du sujet en objet sur la bande vidéo s'avère délicat. On se rend compte que lorsque le public est confronté à sa propre situation mise en images -expérience qualifiée d'autoscopique- la charge émotive est forte et la capacité de distanciation assez faible. Certains points qu'un spectateur plus externe qualifierait de « détails » peuvent devenir explosifs. Parfois l'identification à la vidéo est plus facile auprès de populations confrontées à des situations proches mais qui ne sont pas prises en exemple. Il semble aussi qu'une entrée technique très précise puisse faciliter le ménagement des susceptibilités, là où une entrée plus large (comme un questionnement sur le territoire par exemple, ce que nous avons fait en Equateur) peut facilement toucher à des sujets identitaires sensibles.

III – PRINCIPAUX RESULTATS

H1 : s'il n'y avait qu'une conclusion à retenir...

A notre échelle : le faux objectif de la représentation collective en vidéo

La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

AgroParisTech
Soutenance de Thèse
Paris, le 10-10-08

Loïc Colin
Vincent Petit

La principale conclusion associée à l'hypothèse H1 à nos yeux est le faux objectif que constitue la représentation collective en vidéo, car la recherche d'un modèle reconnu et partagé par tous est difficile dans le cadre de la seule intervention de VP. On scrute plutôt les tensions fondatrices du système d'acteurs pour comprendre les principes supérieurs

qui guident les actions de chacun. Dès lors sans se contenter d'un simple cahier de doléances individuelles, il semble que l'acceptation par tous de l'existence de différentes logiques d'acteur constitue déjà en soi un socle collectif intéressant, sur lequel il sera possible d'exploiter par la suite quelques idées ponctuelles plus fédératrices, et peut-être chercher une vraie représentation collective plus tard dans le prolongement de la concertation.



Nous allons vous projeter quelques extraits vidéo pour illustrer ces phénomènes de perception par les acteurs locaux.

Nous commencerons par des extraits d'un des débriefings réalisés dans les villages pour revenir avec les paysans sur leur perception des réunions. Il s'agit du village de Tiémédély Koura au Mali. Nous sommes en présence d'acteurs des vidéos, de spectateurs, et de personnes n'ayant pas participé au processus. Vous allez constater leur enthousiasme, qui contraste avec l'accueil plus froid qui nous a été réservé par les cadres de l'Office du Niger. Des flèches vous indiquent les personnes qui parlent. La personne appelée « Koné » est notre traducteur.

Nous allons maintenant illustrer la difficulté de faire une mise en image de la situation qui satisfasse l'ensemble des acteurs locaux par des extraits de cette réunion. C'est une projection qui a lieu en Bolivie, uniquement avec l'association des irrigants. C'est une validation mono-acteur qui vise à recueillir leurs points de vue sur le futur outil d'animation. La vidéo qu'ils sont en train de visionner dure 40 minutes, mais le public va bloquer sur 3 secondes d'images de tomates qui vont occuper la moitié du temps des débats. Vous verrez tout d'abord le morceau d'interview d'un conseiller municipal illustré par les images qui ont posé problème, puis nous vous laisserons écouter quelques unes des réactions suite à la projection. Nos travaux de terrain nous ont conduits cette fois encore à valider la deuxième hypothèse de manière uniquement partielle : la réalisation et l'exploitation en groupe de la vidéo contribuent à la construction de nouveaux espaces de discussion dont *les caractéristiques a priori* sont propices à une dynamique de prise de décision collective.

L'intervention de VP crée en effet de nouveaux espaces de discussion formels et informels autour de la vidéo, voire même virtuels au sein des séquences. Les règles de fonctionnement établies par les intervenants au cours du projet influencent les relations sociales réelles hors projet. Ces évolutions sont allées du conflit en Bolivie à la naissance de collaborations en Equateur, en passant par le *statu quo* au Mali.



Ces règles établies par le projet permettent d'assurer une certaine qualité structurelle à la scène de concertation, en rééquilibrant partiellement et temporairement le poids des acteurs dans les échanges. L'outil vidéo utilisé pour animer les réunions permet notamment aux illettrés de développer une contre-expertise sur des informations accessibles, parce que visuelles, orales et en langue locale. L'enregistrement des argumentaires sous forme d'interview et leur diffusion créent des espaces d'expression « sécurisés » qui réduisent les stratégies d'évitement. Et puis notre volonté de proposer une vision systémique de la problématique permet à certains de réduire leur faiblesse dans la connaissance de l'organisation globale du système d'acteurs.

Si les accompagnements vidéo nous ont toujours permis de clarifier la problématique et de créer une référence commune, peu de prises de décision ont résulté de nos travaux. Même si ce n'était pas nécessairement leur objectif, il semble que l'on puisse expliquer ce résultat par

une exploitation trop brève des produits vidéo et des réunions trop orientées, volontairement ou non, vers la validation de leur contenu.

III – PRINCIPAUX RESULTATS

H2 : s'il n'y avait qu'une conclusion à retenir...

Prévalence du contexte sociopolitique et de développement

Des acteurs qui jouent le jeu Un animateur de qualité



Lien avec la démarche de développement local

Des modalités de prise de décision adéquates

La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Loïc Colin / Vincent Petit

S'il n'y avait qu'une seule conclusion à retenir c'est que la vidéo a un potentiel qui n'est pas auto-réalisateur, car même si le projet de VP semble créer des conditions favorables à des prises de décision et modifier les interactions à leur origine, différents éléments du contexte peuvent largement prévaloir.

Nous évoquons à ce titre la disposition des acteurs locaux à participer réellement au projet, à chercher des compromis et à modifier l'ordre établi ; l'importance des modalités de prise de décision (parce qu'un processus très participatif peut très bien se terminer par une décision arbitraire et unilatérale) et des vrais lieux

de pouvoir vers lesquels relayer les résultats ; le rôle crucial d'un animateur qui sache conduire les réunions formelles de manière à les rendre fertiles, en faisant la police ou la médiation, en interprétant les silences, les réactions, en relevant les interventions pertinentes, etc. et enfin, et c'est sans doute le plus important, le relais entre le projet de VP éphémère et le processus de développement local continu, qui nécessite l'insertion dans une démarche à plus long terme, et une volonté locale de récupérer la dynamique de concertation.

Etant donné les résultats de nos expériences de terrain, nous invalidons notre dernière hypothèse : le succès du projet de VP et la qualité de la concertation ne sont pas directement proportionnels au degré d'implication des acteurs locaux dans le processus vidéo ou à la prise en charge conjointe des fonctions qui y sont liées. Nous avons eu des collaborations plus ou moins fortes avec les acteurs locaux et les modalités de participation que nous avons testées et que Loïc vous a présentées nous ont permis de tirer certaines conclusions qui dépassent le dogmatisme du « tout participatif ».

III – PRINCIPAUX RESULTATS

Troisième hypothèse de recherche

Une invalidation :

Le succès du projet de VP et la qualité de la concertation ne sont pas directement proportionnels au degré d'implication des acteurs locaux dans le processus vidéo ou à la prise en charge conjointe des fonctions qui y sont liées

► Pas de dogmatisme du « tout participatif » pour la réalisation de la vidéo



La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Loïc Colin / Vincent Petit

III – PRINCIPAUX RESULTATS

Participation des acteurs locaux

Des plus

Producteurs et acteurs : enrôlement et implication dans les échanges

« Producteurs » et « spectateurs » : adhésion à la démarche et ses fondements

Collaboration : création de lien social et pertinence d'un modèle complexe

Des moins

Une participation ni nécessaire ni suffisante (fonction des objectifs)

Un excès de participation contre-productif en présence de trop nombreux acteurs

Dirigisme : facilite un travail rapide et l'obtention d'un outil d'animation plus efficace a priori




La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Loïc Colin / Vincent Petit

Les résultats sont contrastés.

Nos expérimentations nous ont montré que la prise en charge de fonctions de production ou d'actuation augmente la propension des individus à s'impliquer dans la concertation, on l'a vu au Mali avec la participation des interviewés lors des réunions.

Le cumul des fonctions par une même personne semble favoriser l'adhésion à la démarche et à ses fondements. En Bolivie

par exemple les « producteurs » défendaient l'intérêt d'une écoute mutuelle ; au Mali les « spectateurs » ont efficacement rallongé le réseau et se sont appropriés le diagnostic collectif. Enfin l'enchevêtrement des fonctions entre différents groupes semble favorable à la création de liens plus durables : en Equateur toutes les avancées sont nées dans le groupe de travail, comme la résolution d'un conflit autour d'une réserve forestière. Le groupe fut par ailleurs à même de produire une vidéo documentaire, aux messages orientés et complexes, qui a pourtant reçu l'adhésion des spectateurs : il a donc joué un rôle de micro laboratoire de l'opinion, ménageant les susceptibilités, ce que nous avons eu plus de mal à faire seuls en Bolivie ou au Mali.

D'un autre côté, rien de tout cela n'est absolument nécessaire, puisque de simples spectateurs se sont parfois révélés très actifs dans les échanges. Ce partage des fonctions n'est pas non plus suffisant en soi, en témoigne la concertation qui n'a pas réussi à dépasser les frontières du groupe de travail en Equateur. Par ailleurs la maîtrise totale de la réalisation par les acteurs locaux peut se révéler contre-productive en contexte multi-acteurs. Si les groupes d'intérêts sont trop nombreux, la production devient un calvaire logistique et organisationnel qui peut alourdir la démarche au point de démobiliser les participants. Tout cela malgré les intérêts qui existent à confier la caméra aux acteurs locaux, pour une autoreprésentation. Finalement notre dirigisme au Mali nous a permis de réaliser de manière très rapide un produit ouvert, c'est-à-dire plus adapté à l'animation de débats, et pourtant approprié par la plus grande partie du public.

III – PRINCIPAUX RESULTATS

Les intervenants vidéo au cœur de la qualité de la concertation

- Présents à toutes les étapes
- Maîtrise technique et orientation des construits vidéo
- Prise de position réclamée, responsabilité locale




Besoin de principes éthiques ←

Réellement participatif ? ←

La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Logo ABIES, AgroParisTech, Soutenance de Thèse Paris, le 12-10-08

Loïc Colin, Vincent Petit

Quoi qu'il en soit des modalités de participation décidées par les concepteurs du projet, les intervenants vidéo sont au centre de la concertation dans une position difficile. Ils proposent l'outil, mettent sur pied la démarche globale, et jouent un rôle dans toutes les étapes du projet. Ils maîtrisent par la technique une grande partie de la perspective qui sera donnée au sujet, et orientent souvent les vidéos vers des construits qui tendent des perches au dialogue. Leur prise de position est réclamée par les populations locales, et ils ont une responsabilité à assumer dans la mise en interaction des individus. Cette omniprésence et la capacité de tirer la plupart des ficelles du

projet de VP imposent de respecter des principes éthiques forts questionnant la légitimité de l'intervention, nous allons en parler. Encore une fois le terme « participatif » est piégé. La vidéo participative est un concept de réalisation derrière lequel peuvent se cacher des approches plus ou moins respectueuses de l'autonomie des acteurs locaux.

III – PRINCIPAUX RESULTATS

Réponse à la question de recherche

Dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation d'une vidéo au sein d'un processus de réflexion collective, dans quelle mesure la répartition des fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur peut-elle influencer sur la qualité de la concertation ?

Un critère essentiel...	... mais potentiellement secondaire
Choix des individualités : les rôles au-delà des fonctions	Animation des réunions instituées
Rechercher la pertinence de modèles ambitieux → des modalités de collaboration fines	Format des vidéos
Prise et cumul positifs des fonctions	Démarche de développement dans laquelle s'insère l'intervention de VP
	Contexte sociopolitique local

La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Logo ABIES, AgroParisTech, Soutenance de Thèse Paris, le 10-10-08

Loïc Colin, Vincent Petit

Rappelons l'énoncé de notre question de recherche : dans le cadre de la réalisation et de l'exploitation d'une vidéo au sein d'un processus de réflexion collective, dans quelle mesure la répartition des fonctions de producteur, d'acteur et de spectateur peut-elle influencer sur la qualité de la concertation ? Pour y répondre de manière synthétique nous dirons que cette répartition est essentielle à trois niveaux : tout d'abord parce que le choix des individualités qui participent au projet, dans toute leur spécificité, va déterminer des manières différentes de s'acquitter

des fonctions. Ces rôles temporaires dans la concertation -des personnes forces de proposition, des moteurs, des dénonciateurs- sont souvent le fait de leaders charismatiques ou de personnes à responsabilité. A un second niveau, même si l'excès de participation conduit à des dérives, la collaboration avec les acteurs locaux est d'autant plus nécessaire que l'ambition de la représentation vidéo est grande, esthétiquement et en termes de complexité thématique. Il s'agit donc pour l'intervenant d'assumer son savoir-faire technique mais de mettre sur pied des modalités fines de participation, qui assurent à la fois la viabilité pratique de l'accompagnement et son contrôle par les acteurs locaux. Nous identifions dans nos travaux des moments clefs pour cette participation. Enfin nous avons mis en avant les avantages du cumul des fonctions pour l'implication dans la démarche de réflexion.

Malgré tout d'autres facteurs peuvent prévaloir sur la répartition des fonctions, au premier rang desquels on retrouve l'animation des réunions instituées, le format de la vidéo dont l'imposition peut permettre de gagner en efficacité et d'éviter certains conflits, la démarche de développement qui encadre le projet de VP, et finalement le contexte local. Nous allons en parler tout de suite.



Pour illustrer ce besoin de discernement nous avons choisi de vous proposer deux exemples de prolongement de nos travaux de nature plus opérationnelle.



Certaines situations sont plus ou moins adaptées à l'utilisation de la VP, qui n'est pas un outil à systématiser. Nous souhaitons mettre en avant trois éléments de contexte : le degré initial d'inégalité sociale entre acteurs, qui ne doit pas être extrême ; l'existence de marges de manœuvre politiques (et notamment d'autonomie du local par rapport aux échelles supérieures) ; et enfin une volonté de collaborer ou le besoin de trouver des solutions (existence d'un enjeu collectif fort autour de la problématique).

La meilleure situation pour utiliser la vidéo est celle où les gens là réclament, et à défaut, une situation où elle fait déjà partie du paysage médiatique. Les canaux de communication pertinents diffèrent en fonction des contextes socioculturels. En Inde ou en Afrique notamment, les chants et les contes sont très utilisés dans les projets. L'objectif en termes de communication est également essentiel dans le choix du média : s'il s'agit de mettre des ruraux en réseau de manière permanente, la radio est sans doute un outil inégalable. S'il s'agit d'impliquer des acteurs marginalisés dans des réunions officielles, alors la vidéo a toute sa place.

Compte tenu du temps que la vidéo implique pour se mettre en place et porter ses fruits, et des moyens que sa mise en œuvre mobilise, d'autres outils plus légers sont souvent plus adaptés, comme les arbres à problèmes, la cartographie, ou même un simple tableau et des feutres pour l'animation. Le théâtre ou les marionnettes sont aussi très pertinents lorsqu'il s'agit de représenter des situations où les comportements des acteurs sont caricaturaux, tout en dépassionnant les débats.

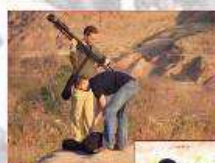
Dans un objectif de formation ou d'échange d'expériences, la vidéo s'avère efficace en ce qu'elle permet une diffusion assez massive et à des coûts réduits, et que ses possibilités d'illustrations cinétiques sont précieuses pour donner à comprendre les gestes et les pratiques. L'aspect participatif, en associant à l'élaboration des vidéos des représentants du futur public, permet d'assurer une meilleure formulation et donc une meilleure compréhension des messages.

Pour des objectifs de type thérapeutique, la Vidéo Participative permet une auto-analyse de son discours et de ses attitudes. Le travail sur l'estime de soi est également un objectif fréquent des projets de VP, profitant de la mise en valeur ressentie par les personnes qui se voient dans les vidéos, ou qui en revendiquent la paternité car maîtrisent une partie du processus complexe de production.

IV – AU-DELA DE LA QUESTION DE RECHERCHE

Éléments pour un cadre déontologique

- ➡ Choix de l'outil et mandat
- ➡ Remettre la vidéo à sa place
- ➡ Bien mesurer l'impact de l'outil
- ➡ Droits d'auteur et droits à l'image
- ➡ Maîtriser une propagande consciente et assumée



Soutenance de Thèse
Paris, 2010-2011
F. Colin / V. Petit
Vincent Petit

La Vidéo Participative, outil d'accompagnement du développement local ?

Face à un engouement grandissant pour la VP ces dernières années et l'insuffisance de normes en la matière, nous avons cherché à définir quelques principes d'intégrité et des garde-fous éthiques pour un usage maîtrisé de la caméra dans le contexte du développement.

Avant tout la vidéo n'est pas un « truc » miraculeux, il convient de la replacer au sein des nombreux outils existants comme nous venons de le faire, et de mettre son à propos en question, quitte à déconseiller la mise en place d'un projet de VP, même si cela implique de refuser une mission.

Le développement local ne doit pas non plus être relégué au second plan par rapport à la réalisation de la vidéo, qui de l'état d'outil d'accompagnement peut passer subrepticement à celui d'objectif partiel d'un projet, parce qu'au quotidien l'audiovisuel consomme beaucoup de temps et concentre les attentions, et que les populations survalorisent assez facilement « la réalisation d'un film ». En mettant moins de paillettes autour du produit final, l'intervenant minimise la naissance d'une nouvelle hiérarchie liée à l'emprise des uns et des autres sur ce film.

Dans un contexte de dénuement extrême l'utilisation d'une caméra est sans doute à laisser aux journalistes. Nous exposons dans la thèse des exemples où les populations sont déçues de n'avoir eu qu'un film à la place d'un puit ou d'un programme de microcrédit. La mise en œuvre d'un projet de VP correspond à une certaine idéologie des savoirs utiles et à la conviction que la communication est nécessaire dans les dynamiques de développement. L'impact réel du processus est à distinguer de la simple excitation qu'il engendre, au risque de surestimer les résultats du projet s'ils sont évalués par la seule satisfaction des participants à y avoir pris part.

Il est possible que des vidéos participatives échappent aux acteurs locaux. La question morale et juridique de leur appartenance est cruciale, et très complexe en contexte international puisque les pays ont des habitudes de confidentialité différentes. Nous proposons dans la thèse divers moyens de palier ce manque de références.

La VP diffuse des idées particulières pour influencer les spectateurs. Cette manipulation est renforcée par le fait que les montages audiovisuels romancent la réalité, or les vidéos ont des répercussions locales qui peuvent être fortes. Il semble essentiel que les intervenants essayent de développer le regard critique des acteurs locaux pour décrypter les vidéos par des questions simples : êtes-vous conscients de qui a réalisé cette séquence ? Dans quel objectif a-t-elle été

Quelques éléments de réflexion complémentaires issus de la lecture des rapports et de nos échanges avec le jury

✓ **A propos de la forme du manuscrit**

Le détail de **l'écriture à quatre mains** n'a pas été précisé en ouverture de document, mais la paternité de la thèse est double, de manière réellement indivise. Nous nous sommes certes répartis les sujets pour ce qui est de l'état de l'art et des premiers brouillons de chapitres. Loïc a commencé le positionnement sur le développement lorsque Vincent se chargeait de celui sur la communication, Loïc était plutôt Théorie des Grandeurs ou des Objets Intermédiaires lorsque Vincent débroussaillait la Sociologie des Organisations, Loïc a davantage travaillé sur l'Equateur et Vincent sur la Bolivie, etc. Mais une fois ces premiers jets écrits, nous avons procédé à de multiples allers-retours entre nous, permettant à l'autre de relire, critiquer, remettre en cause, compléter, faisant ainsi profondément évoluer les écrits d'origine. Un tel fonctionnement nous a sans aucun doute permis de produire des écrits plus fins et plus aboutis, et s'est avéré être un avantage non négligeable compte tenu de l'approche exploratoire de notre sujet qui demandait une remise en question fréquente et une certaine capacité à prendre du recul, mais aussi compte tenu du peu d'interlocuteurs spécialisés avec qui nous avons eu la possibilité d'échanger. La difficulté en revanche était de devoir débattre de tout pour arriver à un consensus, d'arriver à accepter les critiques quotidiennes de l'autre dans un esprit constructif.

La **longueur du manuscrit**, qui a été discutée, reste un choix assumé, et justifié par une thèse double sur un sujet à la confluence de nombreux domaines. La place prépondérante des terrains, outre le témoignage d'un engagement concret pour le développement des populations, répond à trois exigences :

- Produire une analyse approfondie du contexte, pour souligner de cette manière qu'il ne convient pas à nos yeux de travailler « à l'aveugle » dans ce genre d'intervention d'accompagnement
- Détailler les protocoles d'intervention pour ne laisser planer aucun doute sur les conditions de création et de collecte des données, et accessoirement intéresser d'éventuels praticiens de la VP
- Présenter des résultats bruts avec un minimum de reformulation, dans un souci de transparence sur leur interprétation et pour ne pas trop biaiser nos conclusions par une sélection restreinte des données jugées pertinentes

Si les principales conclusions des terrains s'en trouvent diluées et la lecture du manuscrit difficile, cette base solide nous semble être un préalable nécessaire dans le cadre d'un travail sociologique fin et joue un rôle de référence pour la publication d'articles plus incisifs qui exposeront plus directement nos conclusions.

Un des rapporteurs a judicieusement fait remarquer le parallèle entre la thèse et la VP sur le conflit processus – produit, estimant que nous avions donné la priorité à la présentation du *processus* de recherche, au détriment du *produit* (manuscrit long).

✓ **A propos du concept de « gouvernance »**

Un de nos rapporteurs faisait remarquer l'importance du concept et l'emploi fréquent du terme « **gouvernance** » dans le manuscrit (et faisait remarquer que Google donnait 57 millions de références en rapport à ce mot !). Et il est vrai que nous l'avons utilisé sans le définir. Commençons par préciser que nous entendions par « gouvernance » le mode d'administration politique des territoires, au sens large (institutions, droits, etc.), tous les principes et mécanismes qui assurent la gestion de biens considérés comme communs et les régulations qui permettent aux hommes de vivre durablement compte tenu de cette gestion. Ensuite, nous n'avons pas voulu nous positionner sur le concept de « bonne gouvernance » avant tout parce que c'est un débat très controversé, qu'on utilise aussi bien cette appellation pour évoquer le pouvoir de l'économie libérale à diriger le monde que pour des démarches

d'autodétermination locale, et que nous manions déjà suffisamment de notions fluctuantes dans nos travaux. Nous estimions que notre positionnement était explicite, notamment par l'importance que nous accordons au local et à l'enracinement dans les réalités de terrain et les pratiques. Nous nous revendiquons comme étant globalement assez proches des idées de Pierre Calame sur ces aspects (voir notamment *La démocratie en miettes*). Une précision plus poussée nous aurait conduits à évoquer la délicate délimitation de territoires pertinents pour la gouvernance, leur articulation, l'intégration difficiles des échelles successives d'intervention... un débat un peu à la marge de nos préoccupations vidéo. Quoi que... Mais ce qui est certain c'est que nous militons pour une certaine forme de décentralisation, notamment des espaces de délibération et de décision, ainsi que des capacités d'initiatives. Dans nos travaux, le concept gouvernance renvoie finalement à la possible définition de règles collectives, de modes de coordination et des rôles respectifs des acteurs. La problématique de la concertation est donc tout à fait centrale dans cet objectif.

Par ailleurs, si nous n'avons pas voulu donner de « recettes », parce que le défi est aussi que les formes de coordinations locales restent souples, il est vrai que l'approche par la Good Enough Governance de Merilee Grindle, qui nous a été indiquée, est intéressante. Face à la multitude des réformes à faire et la durée nécessaire pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté, il convient de faire le tri pour isoler ce qui est faisable et prioritaire et repenser à court terme des objectifs réalistes, notamment par rapport au niveau d'institutionnalisation des pays. Il nous semble que c'est une approche que nous avons suivie instinctivement, notamment vis-à-vis de nos objectifs de participation sur chacun de nos terrains. Mais il est vrai que ces théories auraient pu constituer un outil à utiliser pour mieux identifier et caractériser nos objectifs sur chacun des terrains.

✓ **Au sujet de la « participation »**

Sur les **conditions d'emploi du terme participation dans les projets**, il est vrai que nous n'avons pas beaucoup développé les multiples modalités concrètes qui se cachent derrière ce mot magique. Nous avons néanmoins adhéré dès le début (P1, C1, S1, §1.3) à une lecture fournie par Patrick d'Aquino, qui traduit de manière très concrète l'essentiel des réalités de la participation sur le terrain. En revanche, nous regrettons que le lecteur de notre travail puisse y voir, comme se fut le cas d'un membre du jury, une limitation de la participation aux seules pratiques de diagnostics préalables dans le cadre des projets de développement. Il est clair que cette participation peut se traduire dans la conception, la planification, le suivi, ou encore l'évaluation de ces projets.

Nous avons essayé par ailleurs de nous défaire des échelles de participation qui n'apportaient pas grand-chose à l'analyse de nos travaux (de nombreux auteurs classent les modalités de participation selon une pyramide du type information, consultation, partenariat ou co-élaboration, délégation des pouvoirs, gestion ou décision, etc.). Nous souhaitons simplement garder à l'esprit que la participation est relative, et travailler à une échelle plus fine en décomposant toutes les tâches liées à nos interventions de VP. Mais la participation n'est effectivement que trop souvent, comme le souligne un des rapporteurs, une simple contribution locale au projet de l'intervenant. Et ce fut également en partie le cas pour nous, n'ayant pu travailler dans des démarches d'autopromotion et ayant du chaque fois proposer nous-mêmes la vidéo. Cette (auto) critique de l'influence du projet qui accueille l'intervention de VP, et qui articule de nombreuses relations autour de l'intervenant, a fait l'objet de quelques mots lors de l'exposé oral (cf. en début de document).

Justement, un des rapporteurs nous conseillait de ne pas passer sous silence les **expériences d'autopromotion**, multiples mais peu médiatisées. A la relecture de notre manuscrit il est vrai qu'il peut donner l'impression de ne s'intéresser qu'à des projets de développement « classiques », du fait que ce fut notre seul et unique cadre d'intervention. Pourtant lorsque nous évoquons le peu de projets qui se mettent en place selon le modèle CAC, c'était bel et bien pour critiquer la manière dont les projets de développement arrivaient au Sud, et pas pour ignorer les initiatives locales. Nous profitons de ces lignes pour déplorer leur trop grande marginalisation, et militer une fois de plus pour l'autodétermination éclairée et contre les conceptions trop volontaristes et strictement descendantes du développement. C'était notre intention lorsque nous citons par exemple les dirigeants d'ENDA sur le

foisonnement des initiatives locales, ou encore lorsque nous reprenons à plusieurs reprises dans la thèse la notion de Jean-Pierre Prod'homme de Projet avec un grand P. Nous avons suivi une piste pour travailler dans un contexte d'autopromotion au Sud Chili, avec des communautés mapuches qui cherchaient à se structurer en communes, à partir d'une initiative locale volontaire. C'était un cadre idéal à nos yeux pour accompagner le processus en VP, mais il n'y avait pas de financements et sans allocation de recherche, nous avons dû opter pour des projets plus institutionnalisés.

De la même façon lorsque l'on affirme que le diagnostic est un « préalable incontournable » ceci sous-entend « dans les projets standards de la coopération », où leur existence conditionne souvent les financements. Ce sont ces expertises que Bernard Lecomte, que nous n'avons pas cités dans nos travaux, n'hésite pas à qualifier dans certains cas d'« anesthésiants » des dynamiques locales. Il est vrai que la légitimité de l'expert (rationnelle-légale) et malheureusement pseudo traditionnelle dans le contexte des relations Nord – Sud, pousse plus à l'obéissance qu'à la contre-expertise.

Le fait de ne pas avoir pu travailler en appui à une démarche ascendante reste notre principal regret : nous avons toujours proposé la dynamique de concertation ou son renouveau, les sujets étaient définis par les commanditaires, et nous n'avions pas non plus la liberté de choisir l'outil avec les acteurs locaux du fait de nos ambitions de recherche... Les questions de mandats se sont strictement limitées à des adhésions, à défaut de demandes. Nous aurions également souhaité travailler au moins une fois en France, dans un contexte mieux maîtrisé et dans notre langue, pour pouvoir assurer tout l'accompagnement, animation des réunions comprise.

✓ **Un contexte de recherche pas toujours propice à un recours approfondi à la sociologie de l'innovation**

Un de nos rapporteurs pointait du doigt une **mise en œuvre trop statique de la sociologie de l'innovation**. Il est vrai que la théorie de l'acteur - réseau fut élaborée pour étudier comment sont élaborées les sciences et les techniques, pour restituer une vision dynamique de la science en train de se faire. C'est ce que nous avons envisagé en considérant la concertation comme une innovation sociale, mais nous n'avons pas été réellement en mesure de mettre en œuvre concrètement cette vision dynamique, du fait essentiellement de la durée et de la portée limitées de nos interventions (on parle dans la thèse d'« embryons de concertation »). En effet, les critères d'évaluation que sont la consolidation et l'élargissement du réseau ne nous étaient pas accessibles (sans parler de son irréversibilisation) dans ces contextes temporels retreints. Malgré tout la VP s'est révélée être un bon outil pour initier le cheminement collectif, car pertinent comme instrument créateur et porteur d'une traduction. Les acteurs se sont mieux compris même si nous n'avons jamais atteint de sentiment d'engagement réciproque et que nous sommes restés la clef de voûte du processus. Ainsi lors de l'analyse de nos terrains, en dehors de la contextualisation (analyse des actants en présence), ce sont essentiellement les notions de traduction et de problématisation que nous avons mises en avant : le fait de rendre intelligibles les points de vue, les grandeurs et les justifications, de souligner les convergences possibles... ce qui correspond aux traductions « scientifique » et « croisée ». Le traitement audiovisuel peut aider à réunir les fameux « énoncés incommensurables et sans commune mesure » (Callon M. et Latour B. 1991), à créer des liens intelligibles. Malheureusement nous n'avons jamais atteint le stade de la « traduction pratique », ne réalisant donc jamais une boucle complète de traduction, susceptible de s'inscrire parmi les nombreuses boucles sensées se mettre en place lors d'un processus complet de concertation réparti sur plusieurs années (J.-E. Beuret, 2006). Nous n'étions pas loin de ce résultat en Equateur, mais la traduction pratique sensée relever du projet après notre mission, a souffert de l'existence d'interventions finalement prédéfinies, préfabriquées, sans lien avec la démarche de VP et ses résultats. Nous n'en étions pas loin non plus au Mali, et les réunions en donnaient la matière, mais de mauvais choix en termes d'animation des échanges ne nous ont hélas pas permis d'y arriver, l'animateur préférant notamment axer ses interventions sur des appels à la délation... Nous identifions néanmoins deux cas ponctuels où nous aurions pu (du) mobiliser l'ANT de manière plus dynamique :

- En Equateur avec le groupe de travail, car la construction conjointe du fait et du réseau, l'« entre-définition », a bien fonctionné. Par exemple le directeur du MAE,

impliqué sur le tard, est devenu incontournable aux yeux du groupe dès que les pratiques légales d'exploitation forestières étaient devenues pour le groupe une alternative économique crédible à la coupe sauvage.

- Au Mali avec l'assèchement du *fala*, car l'énoncé de la controverse a évolué en passant par différentes formes de traduction, partant de « il faut désherber car l'eau circule trop lentement », passant entre autres par « faut-il annuler une contre-saison » pour arriver à « il faut brûler le canal, qui doit le demander ? ». Les intérêts contradictoires ont bien été progressivement conciliés. C'est le chef du SERP par son interview qui a servi de traducteur, puis le montage des réactions au sein des vidéos.

En revanche, notre description trop statique des « mondes », notamment en Bolivie où nous avons parfois associé de manière par trop péremptoire une catégorie d'acteurs à un principe supérieur commun strict, est un manque de finesse de notre part dans la formulation, il est clair que l'objectif est bien de caractériser l'acteur en situation d'action. De la même manière, nous évoquons parfois des logiques d'acteurs lorsqu'il serait plus pertinent de parler de logiques d'actions (Bernoux et Amblard).

De plus il semble que **l'articulation entre objets intermédiaires et sociologie de la traduction** n'a pas été suffisamment clarifiée dans notre première partie, notamment parce que l'éloignement de ces deux théories dans le manuscrit n'était pas très heureux. Nous n'avons fait que mentionner brièvement leur origine commune, c'est-à-dire les travaux de Latour sur l'émergence des faits scientifiques. Mais d'un autre côté nous avons choisi de bien les distinguer, notamment parce que dans la théorie des OI la « traduction » s'assimile à une opacité de l'objet, un écart subi de par sa nature même entre la volonté des concepteurs et le résultat de l'élaboration. Cette théorie est également bien à part en ce qu'elle reste centrée sur l'objet et sur la manière dont ses caractéristiques influencent les interactions entre ses utilisateurs.

L'un de nos rapporteurs nous proposait de débattre sur le choix de **caractériser la vidéo au sein du réseau comme un actant ou comme un intermédiaire**. Callon souligne lui-même que la distinction entre actants et intermédiaires n'est pas évidente. Si nous avons choisi à l'origine de caractériser la vidéo comme un actant c'est bien parce que l'intérêt majeur de l'ANT est de considérer des non-humains, et que nous avons voulu mettre la vidéo au premier plan en tenant compte du fait que les actants sont importants pour l'ordre social du réseau, qui peut se disloquer si l'un des actants disparaît. Et c'était malheureusement le cas pour nous, le réseau était bien celui du processus de concertation appuyé par vidéo, et pas celui du processus de concertation que nous devions supporter. La contextualisation du réseau pourrait se faire de nouveau une fois ce dernier consolidé, en considérant dès lors la vidéo comme un intermédiaire. Car l'enjeu de la construction d'une représentation collective est bien celui de la concertation, pas de la phase de VP en elle-même.

Nous avons également choisi de caractériser la vidéo comme un actant pour pouvoir la considérer comme un porte-parole, et donc mettre en avant son rôle dans le rallongement du réseau, mais aussi pour en faire le porte-parole des actants techniques ou naturels non-humains : la forêt menacée en Equateur, l'eau qui doit être mieux gérée au Mali, etc.

Enfin, dans la théorie de l'acteur-réseau ce sont les investissements de forme qui produisent des intermédiaires. Les *séquences vidéo* seraient donc des intermédiaires, mais *l'outil vidéo* utilisé de manière participative est bien ce qui provoque ces investissements de forme.

✓ **Dans quelles conditions utiliser la VP sur le terrain ?**

Plusieurs examinateurs nous ont questionnés sur notre perception du **moment approprié dans un processus de concertation pour mettre en œuvre une démarche de VP**. Il semble au regard de nos résultats que ce moment se situe plutôt en amont, lors de l'interconnaissance et de la structuration du réseau, car la VP facilite comme nous l'avons dit les traductions scientifique et croisée. Mais elle peut également être utile ponctuellement, pour l'élargissement du réseau (diffusion vers d'autres acteurs ou besoin de ressortir la mémoire de certaines scènes de concertation) ou pour participer d'un certain renouveau des relations : offrir un nouveau prétexte à se réunir, un cadre de travail différent dans lequel les rapports de force

et les craintes (plus ou moins conscientes) des face à face habituels ne se reproduisent pas automatiquement.

Il nous a également été demandé **dans quelle mesure la VP pouvait être un bon outil de résolution de conflits**. Nous avons exposé dans nos travaux différents atouts de la VP pour réduire les divergences ou les asymétries entre acteurs (ce qui n'est pas systématique), mais il nous semble qu'en termes de conflit tout dépend de la nature de l'opposition. S'il s'agit de problèmes d'intercompréhension ou de dialogue, alors la VP peut aider à expliciter les aspirations et les valeurs de chacun et faciliter les échanges. C'est souvent le cas pour des problèmes de partage de ressources lorsque les besoins de chacun ne s'excluent pas les uns les autres. Le potentiel est bien moindre s'il s'agit fondamentalement d'un problème de domination ou d'exploitation d'individus par d'autres, de violence ou d'agressivité réelle. Dans ce cas la VP peut seulement donner à connaître la situation et la mettre en débat, ce qui constitue parfois un grand pas en avant.

Sur le **choix des acteurs devant prendre part à la concertation**, il nous semble avoir été clairs sur la critique du leitmotiv du collectif et le postulat de l'action collective. Il existe bel et bien des acteurs qu'il convient souvent d'impliquer sur le tard. Mais nous avons privilégié une approche du processus où le groupe évalue lui-même sa composition, plutôt qu'un choix totalement guidé par un intervenant extérieur finalement peu légitime, afin d'éviter le travers du *deus ex machina*, au sens théâtral, où un acteur arrive de manière impromptu pour provoquer un dénouement.

✓ **Des concepts théoriques parfois sous-exploités ?**

Nous avons été questionnés sur la pertinence de la structuration de notre **grille d'analyse générale** et sur son lien avec les théories exposées en début de manuscrit. Nous l'avons construite selon 3 catégories correspondant chacune à l'une de nos 3 hypothèses, car l'objectif était bien de les questionner directement. En leur sein, nous avons identifié 3 ou 4 variables clefs pour permettre la mise en comparaison des terrains sur des aspects centraux. Puis, au dernier niveau, plusieurs indicateurs sont formulés sous forme de questions concrètes (pour une plus grande opérationnalité). Nous avons introduit dans cette grille certains éléments de notre réflexion théorique, comme les concepts qui tournent autour des acteurs stratégiques, les forçages de l'ASGE, les critères d'évaluation de la concertation, etc. Il est vrai que nous n'avons pas introduit d'éléments issus de la sociologie de l'innovation, des objets intermédiaires ou de la théorie des grandeurs, qui nous ont pour leur part servis à reformuler nos hypothèses de recherche, afin de nous permettre de questionner notre sujet sous des angles variés. Ce traitement différent tient au fait que l'utilisation de ces théories nous apparaît moins directe dans la pratique. Ce sont en effet des cadres conceptuels dont il faut s'imprégner, qui sont sujets à interprétation et constituent donc des données moins objectivables. Nous avons donc opté pour une grille plus immédiate, renseignée par un niveau d'information plus brute.

Plus largement, le **lien entre théorie et pratique** dans nos travaux est apparu trop faible à certains examinateurs. Sans doute n'avons-nous pas réussi à faire prendre la mesure au lecteur de l'influence de ces théories sur la posture adoptée lors de nos expérimentations (exception faite de la Bolivie, pour des raisons de chronologie). Nous nous sommes fondés sur la théorie des grandeurs pour essayer de faire entrer les acteurs dans des régimes de justification lors des interviews ; l'exercice de gestion des tensions comme un système de concurrence – coopération nous a été inspiré par la sociologie des organisations ; nous avons mis un point d'honneur à ne pas interpréter les choses en lieu et place des individus (fondement de la sociologie compréhensive de Weber et l'un des postulats de l'interactionnisme symbolique) ; nous avons gardé en permanence en tête la notion d'indifférence ethnométhodologique ; etc. Ces influences sont difficiles à retranscrire en dehors du vécu concret et instantané des actions de terrain.

Finalement, cette possible impression de sous-emploi des théories exposées peut venir du fait que nous n'avons pas souhaité formaliser nos conclusions dans le cadre d'une école théorique particulière, afin de conserver leur caractère pluridisciplinaire et transversal.

Notre posture de recherche-action était de partir d'une pratique (la VP) et d'aller vers la recherche, sans appliquer de corpus théorique préconçu mais en construisant nos propres outils d'analyse grâce à la mise en cohérence de concepts divers. C'est aussi pour cette raison que notre auto-critique et la critique de notre outil sont très fortes dans le manuscrit.

Notons par ailleurs que nous n'avons pas éprouvé de difficultés à **mobiliser l'ASGE dans des travaux ne correspondant pas à son cadre d'origine**. La sociologie des organisations est née dans et pour l'entreprise, les objets intermédiaires avaient pour vocation première l'analyse des faits scientifiques, et pourtant ces théories s'exportent bien. Finalement en ce qui concerne l'ASGE, une situation opposant des porteurs de projet à des parties prenantes recoupe de nombreuses micro-situations de transformation des modes de gestion du territoire et de ses ressources. Et le concept de forçage, exploitation consciente d'une asymétrie pour imposer sa stratégie, constitue à nos yeux un excellent critère d'évaluation à court terme de la qualité de la concertation. C'est une pratique universelle, et au Sud dans le contexte de la coopération et avec les dissymétries qui peuvent exister entre acteurs, le recours au forçage est particulièrement marqué (à l'exemple du projet EPSA à Tiquipaya ou de la mise en place des OERT à l'Office du Niger).

Il nous a également été reproché de fournir une **vision trop limitée des itinéraires de concertation**, notion développée par M. Beuret et reprise dans nos travaux. Nous définissons bel et bien la concertation comme un processus, séquentiel, non linéaire, composé de phases (de « scènes ») en des lieux différents. La représentation en tramogramme, selon deux axes figurant le temps et l'espace, permet de décrire un système composé relié à un amont et un aval. Si notre manuscrit donne en certains endroits à penser que nous assimilons la concertation à une seule réunion, c'est que la rédaction est trop approximative à ces endroits, et nous nous en excusons. Néanmoins en Bolivie, lorsque nous évoquons « une grande réunion de concertation », c'est bien pour retranscrire les objectifs de l'époque fidèlement, et comme nous le précisons quelques lignes avant « sans les travestir avec nos connaissances actuelles ».

Pour caractériser l'itinéraire en lui-même, dans sa dimension historique, il est vrai que sur le terrain nous étions « au four et au moulin » et que nous n'avons pas eu le temps de conduire plus d'entretiens spécifiques que ce que nous avons déjà fait. La caractérisation complète de l'itinéraire ou son évaluation (cf. méthode RELIEF³⁶³) est un exercice à part entière, distinct de l'action d'accompagnement, et pour lequel nous ne disposons pas du recul nécessaire. Par ailleurs, lorsque nous disons que sur nos terrains la concertation « était en friche », nous avons diverses raisons de le penser. En Bolivie, sur la gestion de l'eau et de la terre, le constat est flagrant : en témoigne l'EPSA mise en place en secret, l'unique réunion bilatérale sur le plan directeur en un an (forcée qui plus est !), l'évitement comme règle de base et le jeu des rumeurs. En Equateur, en dehors des dialogues bilatéraux identifiés entre techniciens de la mairie et du conseil provincial et des quelques espaces interinstitutionnels impliquant Kallari, nous n'avons rien identifié d'autre en 6 mois, mais il faut reconnaître que les caractéristiques géographiques du front pionnier et la dispersion des populations ne facilitent pas les échanges. L'exception est le Mali, où la gestion paritaire nous a conduits à intégrer les membres des comités (cf. tramogramme) et à travailler selon le principe du groupe professionnel localisé.

Nous retenons une idée que nous n'avons pas su exploiter pour comparer nos terrains et analyser nos résultats, celle de la « graine de la concertation » (Beuret, 2006). Nous n'en avons effectivement étudié que les fruits. Or ce concept semble puissant, notamment car il dessine les prémisses du réseau sur lequel s'appuyer et définit la nature et la force des enjeux liés à la concertation, qui sont points tout à fait centraux dans la réussite de l'intervention de VP. Bien que nous n'ayons pas explicitement mené de recherche pour identifier cette « graine » sur chacun de nos terrains, nous pensons qu'en Bolivie ce sont les fuites d'informations sur l'existence du projet EPSA qui ont joué ce rôle, alors qu'en Equateur il semble que ce soit bien notre intervention qui ait rempli cette fonction. Rappelons enfin qu'au Mali, une forme de gestion paritaire préexistait, malgré ses dysfonctionnements et que notre démarche s'inscrivait dans ce cadre.

³⁶³ Jean-Eudes Beuret, Noémie Dufourmantelle, Valérie Beltrando, 2006, *L'évaluation des processus de concertation : RELIEF, une démarche, des outils*, La Documentation française, Ministère de l'écologie et du développement durable, Paris, 145 p.

✓ **Des tournures pas toujours très heureuses laissant place à une mauvaise compréhension de nos propos ?**

Il semble, et nous le regrettons vivement, que nous nous soyons mal fait comprendre en ce qui concerne **les « petits outils » d'animation et d'accompagnement**. Nous n'avons absolument pas voulu les dévaloriser. Lorsque nous avançons qu'ils ne « peuvent soutenir une dynamique sur le long terme », on parle bien de chacun des outils pris individuellement, mais il est clair qu'une combinaison d'outils maniée par un bon animateur est parfaitement à même de soutenir une telle dynamique. Quand nous disons « qu'il existe peu d'outils d'aide à la structuration de la concertation », c'est bel et bien de la concertation dans son ensemble, et en entendant par « structuration » la définition que nous en donnons 3 pages avant, c'est-à-dire la construction des différentes phases de la concertation autour d'un objet qui assure la participation des acteurs, la prise en compte de leur point de vue ou la lecture facilitée de la complexité des relations interpersonnelles indépendamment des compétences de l'animateur. Nous concluons d'ailleurs que la VP n'entre pas non plus dans cette catégorie. Actuellement nous travaillons à l'accompagnement vidéo d'une conférence de citoyens en France, et nous étudions la complémentarité de notre approche avec celle de l'équipe d'animation proprement dite qui justement ne se fonde que sur ces « petits outils » (jeux, paperboard, etc.). La combinaison s'annonce intéressante entre des animateurs qui dynamisent la réflexion et une équipe vidéo qui en garde la trace et prépare le rallongement du réseau.

Enfin la mise en avant des SMA et des JDR (les seuls outils avec lesquels nous avons étudié une combinaison) tient essentiellement au fait que notre laboratoire d'appartenance au CIRAD travaille de manière privilégiée avec ces outils, et que leurs promoteurs inscrivent leur action dans un cadre scientifique et éthique définis par la charte ComMod, dans laquelle nous nous retrouvons parfaitement. Nous avons néanmoins été très critiques à leur égard (concept de boîte-noire, entre autres).

✓ **Remarques complémentaires**

Le domaine de la sociologie du développement a été questionné. S'il est vrai que nous n'avons pas donné par exemple de portée politique ou anthropologique à nos résultats, sur le terrain, nous nous plaçons dans une perspective historique notamment pour comprendre pourquoi et comment la dynamique de développement observée s'était mise en place, et comment la VP était susceptible l'influencer. Par ailleurs notre domaine de recherche est bien celui de la « sociologie du développement et de la communication », en écho à la communication pour le développement de laquelle nos travaux relèvent pleinement.

Nous n'évoquons pas l'« **Advocacy Planning** » dans la succession des paradigmes du développement, il est vrai peut-être à tort. Nous aurions pu mentionner ou citer Davidoff en ce qu'il est, comme Freire auquel nous consacrons plusieurs paragraphes, un précurseur. Avant 1965 il critiquait déjà, dans le contexte de l'urbanisme, les pratiques de planification top-down qui niaient la pluralité sociale. Sa critique du monopole de la planification urbaine par quelques blancs des classes moyennes est bel et bien une remise en cause précoce du rôle de l'expert.

Nous n'évoquons pas **Manuel Castells** dans notre positionnement sur la communication, car le développement que nous faisons de la société des réseaux, de l'ère de l'information et du rôle d'Internet dans les sociétés modernes nous semble déjà long. Mais ses approches sont pertinentes à nos yeux, et son approche ambivalente du virtuel ou ses théories sur le culte du hacker ne sont pas sans rappeler certains auteurs que nous mentionnons, comme Breton.

Il nous a été demandé par écrit **dans quelle mesure nos conclusions étaient auto-validées**. Conformément aux principes exposés ci-dessus, nous avons essayé d'être profondément honnêtes dans le manuscrit sur l'origine de ces conclusions. Il est clair qu'en tant qu'acteurs externes il est des subtilités des relations locales qui sont très difficiles à percevoir, et nous ne nous faisons pas d'illusions sur la multitude des choses qui ont pu nous échapper. Comme nous l'évoquons dans la thèse, la vie et les avis des acteurs locaux se développent

largement hors de l'espace « contrôlé » par notre dispositif de récolte des données. Cependant nous avons essayé par notre immersion, nos contacts informels et le partage de nos analyses avec différents acteurs locaux de garder les yeux ouverts sur notre faiblesse à ce niveau. En outre, l'analyse du système d'acteurs était au cœur de nos études de terrain, et nous cherchions à être conscients dès le départ des contraintes de subordination, des alliances tacites, des blocages qui restent dans le non-dit, car en plus de vouloir être éclairés sur ces questions, l'objectif était souvent à terme d'influencer ces relations.

Il nous a été reproché une **prise en compte trop sommaire des facteurs socioculturels** dans la comparaison de nos terrains. Il est vrai que malgré nos intentions initiales les pratiques locales de résolution de conflit, traditionnelles ou non (droit coutumier ou positif), sont trop peu évoquées. Nous avons malgré tout tenté d'aborder ces aspects culturels. En Bolivie nous avons souligné le rôle du conflit dans la détermination des relations entre acteurs, et leur provocation à dessein, intégrée comme une étape de la stratégie d'action. Nous avons aussi évoqué les logiques identitaires de la défense de certains groupes, ou encore les us et coutumes des aguadriers et leur relation spirituelle à l'eau. Mais sur les autres terrains nous n'avons trouvé que peu de choses à dire. A l'Office du Niger par exemple la relation encadrement – paysans est telle qu'elle surclasse largement, dans ce domaine, les influences culturelles bambaras, mossis, etc. C'est un contexte très particulier. Nous nous étions intéressés pour nos réunions à la coutume qui veut que chez les bambaras, celui qui reçoit une visite est l'obligé, et celui qui se déplace reçoit les honneurs et est en position de force. Mais transposée à des paysans qui se rendent dans les bureaux de l'Office, la portée de cette coutume est plus que limitée...

Pour ce qui est du **coût d'utilisation de la vidéo participative et de son adaptation à de petits projets**, il est clair qu'en développant des approches opérationnelles mieux rodées, les durées d'intervention tendent à se réduire (ce fut drastiquement le cas sur nos trois terrains). Il s'agit dès lors de simplifier l'usage de l'outil tout en conservant l'approche participative et les principes éthiques sous-jacents, ce que nous avons commencé à faire en identifiant notamment les phases clefs en termes de participation, et celles plus accessoires. Et comme le coût d'un animateur vidéo n'a pas spécialement de raison de dépasser celui d'un expert quelconque (le matériel amorti ne coûte presque rien), cette question de la durée des missions est bien centrale pour l'accès à de petits projets ayant peu de moyens. Notons à ce propos que plus la participation avec des acteurs nombreux se voudra intense, plus le projet aura besoin de temps pour la mettre en place.

Un des examinateurs est resté dubitatif sur la **capacité d'un « ouvrage peu documenté » (la vidéo) à faire appel à autre chose que de l'émotionnel**, et donc au manque de données objectives associé. Les vidéos produites sur le terrain comprenaient une grande quantité d'informations concrètes et chiffrées, de cartes, et bien sûr d'images elles-mêmes très riches en informations. Ces séquences étaient construites pour réduire les asymétries d'informations entre spectateurs (cf. les différents terrains). Nous renvoyons par ailleurs les lecteurs tout aussi sceptiques aux développements proposés en conclusion sur les soupçons de tourisme scientifique : les approches académiques classiques (scripturales) de la problématisation et de la démonstration ne sont pas extrapolables aux vidéos, or c'est pourtant sur ces notions de base (mais bel et bien inadaptées !) que leur pertinence est jugée. Les critères d'évaluation de la valeur explicative ou pédagogique d'une production audiovisuelle relève en grande partie des sciences de la communication, qui sont très mal connues des développeurs. Le langage vidéo (qui est un mode d'expression scientifique à part) ne peut en aucun cas être comparé directement aux autres ouvrages scientifiques. Cf. à ce sujet les réflexions de Jean-Pierre Olivier de Sardan qui a souvent souffert de critiques identiques.

A la question qui nous a été posée de savoir si nous souhaitons **repartir sur nos terrains**, la réponse est oui. Nous souhaiterions ainsi pouvoir évaluer la durabilité des quelques résultats identifiés. La thèse pourrait être discutée sur le terrain avec les acteurs locaux, ce qui permettrait d'en profiter pour vérifier la justesse de nos conclusions. Mais comme lors de notre recherche, ce sont les opportunités professionnelles qui dicteront nos possibilités.

Les questions suivantes nous ont été posées en fin de soutenance mais elles étaient largement traitées dans le manuscrit, nous renvoyons donc aux chapitres correspondants :

- Sur le fait de ne faire parler qu'une petite partie de l'univers étudié (des villages inexplorés, des femmes qui ne parlent pas, etc.) : cf. « localisation et rayonnement du projet vidéo » (P5, C3, 2.2) ou « quels participants pour la concertation » (P1, C2, 2.3), ou encore aux conclusions des trois terrains autour de l'enrôlement et la critique du biais de représentation
- Sur la pertinence de comparer les terrains avec une méthode d'intervention qui évolue : cf. « l'ambiguïté d'un objet d'étude élaboré au cours de la recherche » (P1, C3, 4.1) ou « considérations préalables sur la comparabilité des expériences » (P5, C1, 3.1), ou encore « considérations préalables à la réponse à la question de recherche » (P5, C1, 4.1). Une méthode d'intervention évolue *nécessairement* pour s'adapter au terrain (c'est une des critiques historiques les plus fortes adressée au Développement), dès lors dans une recherche-action comme la nôtre la partie de recherche se doit de se plier à cette réalité et cette exigence éthique.
- Sur la dangerosité potentielle de l'audiovisuel, idée que nous partageons largement, cf. le cadre déontologique (P5, C3, S3).
- Sur les données chiffrées des terrains, cf. les parties correspondantes (population de Tiquipaya en P2, C1, 2.2.3.A, le nombre de communautés et d'habitants des communautés en Equateur en P2, C1, 2.1 ou P2, C2, 2.1 ou encore P2, C2, S3, etc.).
- Sur le besoin de donner à comprendre des argumentaires sans que le scénariste prenne position, cf. en première partie l'ethnométhodologie (P1, C3, 3.1.2), « une approche qui lit intimement le chercheur avec le terrain » (P1, C3, 3.2), « les dérives possibles de l'implication » (P1, C3, 3.3.2), entre autres, ou les réflexions sur la co-construction des vidéos équatorienne et malienne, ou encore « élaboration collective d'un cadre interprétatif commun » (P5, C1, S1), ou encore les considérations sur la place de la voix-off dans les séquences (P5, C1, 4.3, notamment).

Un DVD accompagne les exemplaires déposés à la bibliothèque de l'agro. Il présente les extraits projetés au jury lors de la soutenance (cf. première partie de ce document), ainsi que différents autres extraits des vidéos produites sur les terrains, le tout en format flash.

RESUME

Se positionnant pour une pratique de l'appui au développement visant à redonner aux acteurs locaux les moyens de participer pleinement aux décisions qui les concernent, les auteurs de cette thèse étudient les potentialités du recours à la vidéo de manière participative dans l'accompagnement des processus de réflexion collective. Après avoir choisi comme champ d'application la gestion des ressources naturelles, ils se proposent d'évaluer l'impact de la Vidéo Participative (VP) sur trois terrains : la Bolivie, l'Equateur et le Mali. Utilisée comme objet intermédiaire, la vidéo permet de mobiliser les énergies locales autour d'objectifs communs : la recherche collective d'une représentation partagée de la situation prenant en compte la diversité des intérêts en jeu, et la recherche d'alternatives de gestion acceptables par tous. Ce travail de recherche-action, proche des préoccupations de la Communication pour le Développement, permet de questionner la capacité de la VP à structurer les scènes de concertations et à leur assurer une certaine qualité, tout en la comparant aux outils existant, notamment ceux étudiés par le réseau ComMod.

S'appuyant entre autres sur les théories de l'acteur stratégique, de l'économie des grandeurs, de l'acteur réseau et sur l'ethnométhodologie, les auteurs proposent une méthode particulière d'analyse des réunions de concertation, ainsi qu'une grille d'indicateurs permettant d'évaluer divers aspects d'un projet vidéo en appui à la concertation. Cette recherche met notamment en évidence l'intérêt et les limites de la VP dans la réduction des asymétries en vigueur au sein des systèmes d'acteurs locaux : asymétries de statuts, d'informations, de capacité d'expression et de poids. En faisant varier les degrés et modalités de participation selon les terrains, les auteurs développent en outre une réflexion sur les liens entre participation « effective », participation « ressentie », appropriation et durabilité d'un tel dispositif. Enfin, l'élargissement de la réflexion aux travaux de VP réalisés par d'autres équipes permet d'en proposer une typologie originale. Avant de conclure, les auteurs esquissent les contours d'un cadre déontologique indispensable pour s'affranchir, ou à défaut prendre conscience des risques de manipulation associés à ces démarches.

ABSTRACT

Taking position in favour of a practise of the development support aiming to give back to local actors the means to fully take part to decisions concerning them, the authors of this doctoral thesis study the potentialities of the use of video in a participatory perspective, in accompanying processes of collective reflection. After choosing the scope of the natural resources management, they propose to evaluate the impact of Participatory Video on three study fields: Bolivia, Ecuador and Mali. Used as an intermediary object, the video allows to raise the local energies around common goals: the collective search for a shared representation of the situation, taking into account the diversity of interests at stake, and the search for managing alternatives admissible by everyone. This work of action research, close to the concerns of Communication for Development, authorize the questioning of the PV capacity to structure the concertation scenes and to ensure them a certain level of quality, and the comparison of PV to other existing tools, in particular those studied by the ComMod network.

Leaning, among others, upon the theories of The Strategic Actor, of The Economies of Worth, of The Actor-network, and Ethnomethodology, the authors propose a singular method of analysis of the concertation meetings, as well as a framework of indicators, enabling to evaluate miscellaneous aspects of the video project. This study notably highlights the interest and the limitations of PV in the reduction of asymmetries existing within the local actors systems: asymmetries of statute, information, expression abilities and influence. Besides, by changing the grades and modalities of participation according to the study fields, the authors develop an analysis about the links between "virtual" participation, "felt" participation, appropriation and sustainability of such an approach. Eventually, the widening of the study to other teams experiments on PV leads to the proposition of an original typology. Before concluding, the authors sketch the outlines of a deontological frame, essential to avoid, or at least, be aware of the risks of manipulation associated to this approach.